



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

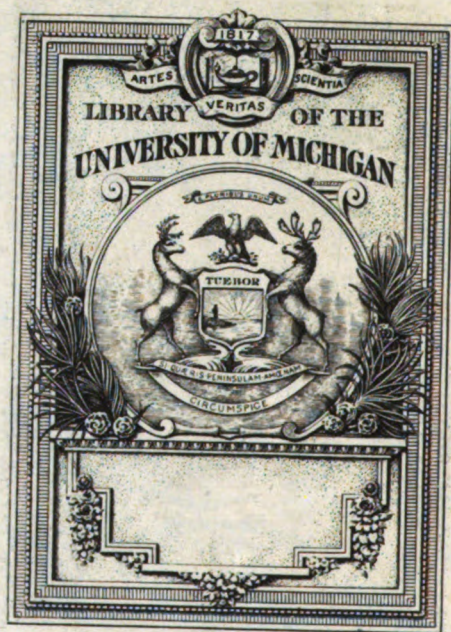
We also ask that you:

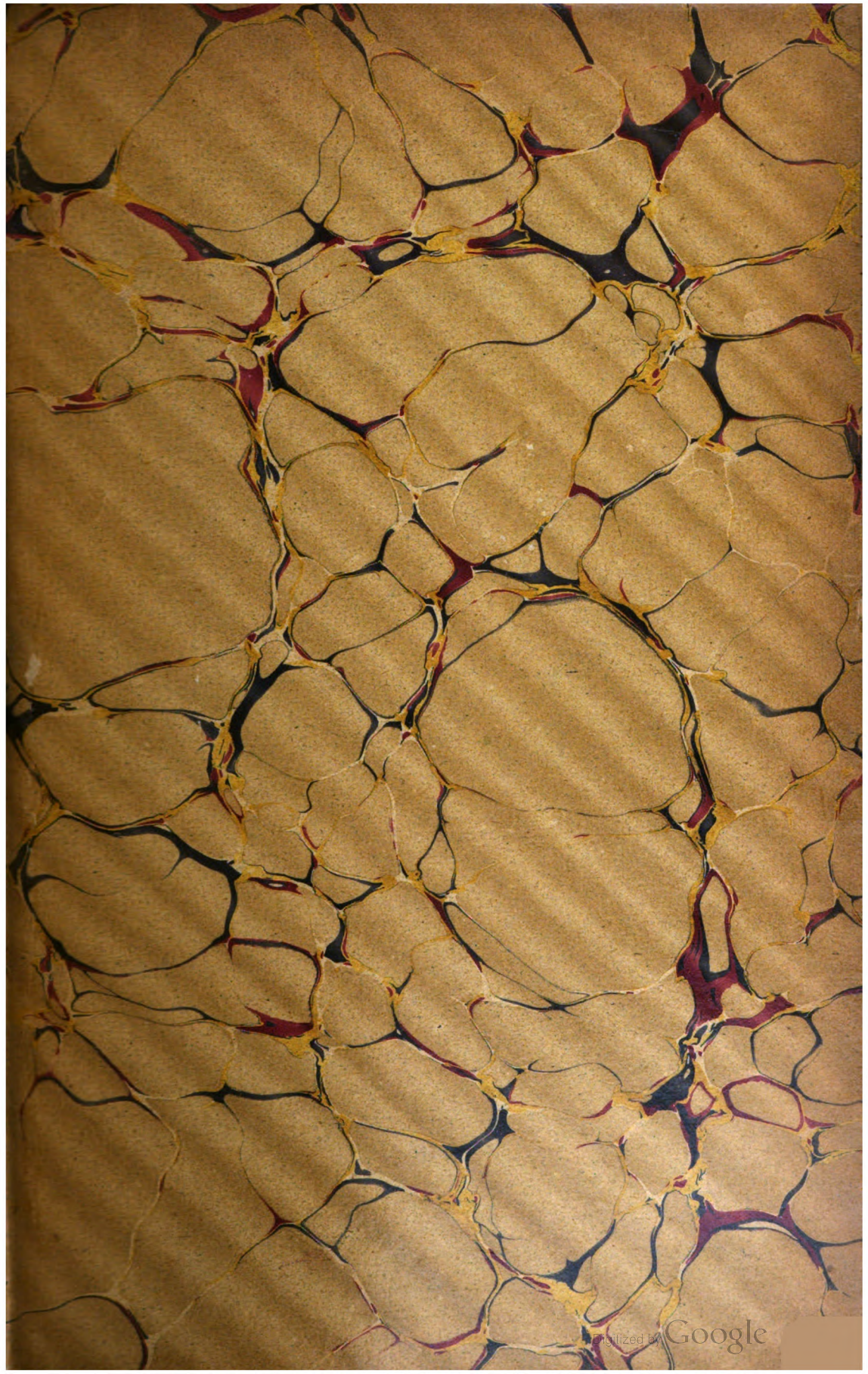
- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>

B 371252





24

11
2
R45

LA

Revue Philanthropique

II

REVUE PHILANTHROPIQUE. — II.

1

COMITÉ DE PATRONAGE

MM. THÉOPHILE ROUSSEL, Membre de l'Institut et de l'Académie de Médecine, Président du Conseil supérieur de l'Assistance publique, *Président*.

PRINCE D'ARENBERG, Député, Président de la Société philanthropique. — **D^r J. BERGERON**, Secrétaire perpétuel de l'Académie de Médecine. — **LÉON BOURGEOIS**, ancien Président du Conseil des Ministres, Député, membre du Conseil supérieur de l'Assistance publique. — **D^r BOURNEVILLE**, ancien Député, Médecin des hôpitaux, membre du Conseil supérieur de l'Assistance publique. — **BRUEYRE**, membre du Conseil supérieur de l'Assistance publique. — **D^r PIERRE BUDIN**, membre de l'Académie de Médecine, Accoucheur en chef de la Maternité. — **F. BUISSON**, Professeur à la Faculté des Lettres de Paris, Directeur honoraire de l'Enseignement primaire. — **CHEYSSON**, Inspecteur général des Ponts et Chaussées, professeur à l'École nationale des Mines et à l'École libre des Sciences morales et politiques. — **FERDINAND-DREYFUS**, ancien Député, membre du Conseil supérieur des Prisons. — **DU COURAU**, Président de l'Œuvre du Pain pour tous. — **FLEURY-RAVARIN**, Député, membre du Conseil supérieur de l'Assistance publique. — **GAUFRES**, Président de l'Orphelinat de la Seine, membre du Conseil de surveillance de l'Assistance publique de Paris. — **D^r GOUJON**, Sénateur, membre du Conseil supérieur de l'Assistance publique. — **ADOLPHE GUILLOT**, membre de l'Institut, Secrétaire général du Comité de défense des enfants traduits en justice. — **E. LAVISSE**, membre de l'Académie française, Professeur à la Faculté des Lettres de Paris. — **D^r LOURTIES**, Sénateur, ancien Ministre, Président de la Ligue nationale de la Prévoyance et de la Mutualité. — **HENRI MONOD**, Conseiller d'État, Directeur de l'Assistance publique et de l'Hygiène, membre de l'Académie de Médecine. — **D^r HENRI NAPIAS**, membre de l'Académie de Médecine, Inspecteur général des établissements de bienfaisance au Ministère de l'Intérieur, Secrétaire général de la Société de Médecine publique. — **H. SABRAN**, Président du Conseil d'administration des Hospices civils de Lyon, vice-président du Conseil supérieur de l'Assistance publique. — **MAURICE DE LA SIZERANNE**, Secrétaire général de l'Association Valentin Haüy. — **JULES SIEGFRIED**, Député, ancien Ministre, vice-président du Conseil supérieur des habitations à bon marché. — **D^r HENRI THULIÉ**, Vice-président du Conseil supérieur de l'Assistance publique. — **VAN BROCK**, membre du Conseil de surveillance de l'Assistance publique de Paris. — **FÉLIX VOISIN**, Conseiller à la Cour de Cassation, Vice-Président du Conseil de surveillance de l'Assistance publique de Paris.

LA

Revue Philanthropique

PARAISANT LE 10 DE CHAQUE MOIS

PAUL STRAUSS, Directeur

PREMIÈRE ANNÉE. — TOME II

NOVEMBRE 1897 A AVRIL 1898

PARIS

MASSON ET C^{ie}, ÉDITEURS

LIBRAIRES DE L'ACADÉMIE DE MÉDECINE

120, BOULEVARD SAINT-GERMAIN

1897



164 + 87 1/2
164
164-30
2 503

DICTIONNAIRE DE L'ASSISTANCE

PRÉAMBULE

J'entends, sous ce titre, définir les termes employés par tous ceux qui traitent des choses de l'assistance. D'aucuns penseront que ce travail est parfaitement inutile et qu'à défaut de l'édition toujours attendue du dictionnaire de l'Académie, celui de Littré, par exemple, y suffirait. S'il ne s'agissait que de renseignements lexicographiques, rien ne serait plus exact ; mais tel n'est pas, on doit le penser, mon but.

Le cercle des Philanthropes devient de jour en jour plus étendu, le nombre des personnes s'occupant, à un titre quelconque, de soulager la misère d'autrui, est de même plus considérable ; le Parlement fait des lois d'assistance, les unes sont appliquées, d'autres à l'étude ; des revues se fondent ; des sociétés se forment ; on crée des établissements, des œuvres ; on leur donne un nom, une étiquette. Bref, il y a là, à l'heure actuelle, tout un mouvement d'opinions, d'idées, de faits dont l'assistance est le but.

Pour y aider, pour le suivre avec fruit, il faut que les termes soient définis et compris de la même manière ; il importe que le langage technique soit clair, précis et n'expose à aucun embarras. Cela évidemment va de soi ; mais pour couper court à toute objection, j'en veux encore faire la preuve par des faits et au moins un exemple.

Je prends le mot : HÔPITAL.

Litttré le définit ainsi : 1° *Établissement où l'on reçoit gratuitement des pauvres, des infirmes, des enfants, des malades.* (A l'appui de cette définition première, il cite une longue phrase tirée de la préface de Tenon, *Mémoire sur les hôpitaux*). 2° *Particulièrement, dans le langage administratif, maison de charité établie pour donner des soins gratuits aux malades indigents, par opposition à hospice où on ne reçoit pas les malades.*

Litttré nous donne ici un exemple des plus remarquables de l'embarras que peut offrir le mot *hôpital*; dans sa première définition générale, il confond l'hôpital et l'hospice; dans la seconde, plus particulière, il les sépare. Cependant, au mot *hospice*, l'éminent lexicographe donne toute sa pensée à propos de la synonymie des deux termes.

« L'hôpital est un asile momentané où l'on cherche la guérison d'une maladie; l'hospice est un asile perpétuel où l'on passe tout ou partie de son existence. Cette distinction est purement administrative. Autrefois il n'y avait qu'hôpital qui s'appliquait à tous les lieux destinés à recevoir des pauvres malades ou non malades. »

Au point de vue étymologique, qui est, pour les grammairiens, sans aucun doute, le plus intéressant, Litttré veut donc qu'hôpital et hospice ayant même radical, *hospes*, hôte, soient synonymes, et c'est avec un certain dédain des nécessités administratives qu'il concède la distinction entre les deux termes.

Il faut en appeler de la décision formulée par Litttré et considérer que les termes, quoique d'origine commune, s'appliquent à des objets absolument différents.

Sans aucun doute, dans les temps éloignés de nous, où l'assistance hospitalière naissait, puis se développait, les esprits n'étaient pas façonnés à des exigences qu'on tient aujourd'hui pour légitimes; ils n'envisageaient que la protection donnée à l'individu sous un toit hospitalier; les hôtes étaient variés de conditions, d'origines; leurs besoins différaient aussi; la commune maison s'accommodait de toutes ces infortunes. On la dénommait de n'importe quelle façon : l'*Albergo de poveri*, l'Hôtel-Dieu, l'hôpital ou l'hospice de la Miséricorde, etc. La confusion est alors partout dans les mots et dans les choses et

il n'y a pas lieu d'épiloguer sur les termes usités à ce moment, ainsi que le font pourtant maintes commissions administratives en possession d'antiques fondations de lits d'hospice pour les pauvres malades ou non malades.

Le comité de mendicité de l'Assemblée constituante, dont les travaux font date dans l'histoire de l'assistance en notre pays, accepte la synonymie des termes; les articles 16 et 18 de la loi du 24 vendémiaire an II en sont la preuve (1).

Dira-t-on que le langage administratif n'est pas encore créé et que les mots conservent leur sens étymologique? Soit. Mais, malgré les progrès incessants que les lois de la République apportent à l'organisation de l'assistance, dans les arrêtés ou les lois de 23 brumaire an V, 4 vendémiaire an VI, 24 thermidor an VIII, 9 frimaire an XII, on emploie indifféremment, dans les textes les mots hôpital et hospice; on les traite en synonymes.

Il n'y a donc, jusqu'ici, en ce qui concerne ces mots, ni langage juridique, administratif ou autre et la confusion consacrée par l'usage et la tradition persiste.

La loi de 1838 sur les aliénés semble commencer une voie nouvelle; l'article 24 indique que l'on reconnaît légalement deux sortes d'établissements hospitaliers différents. C'est seulement en 1851 que le langage devient tout à fait précis et la loi du 7 août sur les *hospices et hôpitaux* fait nettement la différence entre les deux sortes d'établissements. On ne dit plus comme autrefois en 1838 hospices *ou* hôpitaux, mais on écrit hospices *et* hôpitaux.

L'article premier de la loi s'occupe des conditions d'admission des *malades* dans les *hôpitaux*; l'article 2 traite de l'admission des *vieillards et infirmes* dans les *hospices*. La séparation est légalement accomplie.

Il faut reconnaître qu'elle était faite aussi dans les esprits; M. de Gérando (1839), dans son traité de bienfaisance qui fut, avec raison l'ouvrage le plus consulté en cette matière et qu'il

(1) ART. 16. — Tout vieillard âgé de soixante-dix ans, sans avoir acquis de domicile, ou reconnu infirme avant cette époque, recevra les secours de stricte nécessité dans l'*hospice* le plus voisin.

ART. 18. — Tout malade, domicilié de droit ou non, qui sera sans ressources, sera secouru, ou à son domicile de fait, ou dans l'*hospice* le plus voisin.

faut encore relire à notre époque, établit qu'il y a deux classes d'asiles hospitaliers et que les dénominations d'hôpital et d'hospice servent à les distinguer.

Le langage administratif, dans les circulaires et instructions, a consacré cette séparation depuis cette date mémorable de 1851, et, à ce point de vue, Littré a raison. Mais ce n'est pas seulement là qu'on la constate; elle existe dans tous les ouvrages qui traitent de bienfaisance ou d'assistance; si quelques commissions administratives chargées de plusieurs établissements persistent à s'appeler commission des hospices civils, c'est par commodité et non par ignorance.

Dans le monde de la bienfaisance, administratif ou non, la séparation est acceptée, la synonymie repoussée. Il n'y aurait donc pas de difficultés, tout le monde étant d'accord.

Mais les termes vont de nouveau se confondre; nous allons perdre le bénéfice d'une clarté qu'on pouvait considérer comme définitivement acquise. C'est la loi de 1893, qui va, sans le vouloir assurément, en devenir la cause.

Elle stipule en son article 3 que toute commune est rattachée à un ou plusieurs des *hôpitaux* les plus voisins, et, dans l'article 4, que le Conseil général délibère sur la détermination et la création des *hôpitaux* auxquels est rattachée chaque commune.

Le terme hôpital ne devait cependant prêter à aucune confusion; il n'était question que d'assistance aux malades et le législateur n'employait pas d'autre mot qu'hôpital.

Mais les Conseils généraux se sont départis de cette rigueur de langage. Pour remplir la mission qui leur incombait de désigner les hôpitaux de rattachement, ils ont cru possible dans un grand nombre de départements de considérer hôpital et hospice comme synonymes, et dès lors, pour eux, tout est devenu bon comme hôpital de rattachement, le grand et le petit hôpital, le grand et le petit hospice. Dans plusieurs d'entre eux, tout ce qui était établissement hospitalier a été désigné pour recevoir des malades; on ne s'est pas préoccupé des distinctions grammaticales que probablement bien des conseillers généraux auraient considérées, en l'espèce, comme parfaitement super-

flues à côté des intérêts locaux ou peut-être électoraux qui pouvaient être en jeu.

A vrai dire, ils ont pour excuse la circulaire du 18 mai 1894. Elle disait : « Rien n'empêche qu'à défaut d'hôpital, les communes soient rattachées à un hôpital-hospice ou même à un hospice plus spécialement réservé aux vieillards ou infirmes, si l'acte constitutif de l'établissement ne renferme pas de clause empêchant d'y adjoindre un service de malades. La plupart du temps, en développant l'infirmerie de l'hospice, on pourra à peu de frais créer un quartier d'hôpital qui profitera des services généraux de l'établissement existant. »

L'excuse n'aurait cependant qu'une valeur relative, car M. le commissaire du gouvernement disait au Sénat, lors de la préparation de la loi d'assistance en mars 1893 (1) : « Je ne saurais trop redire combien il importe de faire cesser la confusion persistante entre les services d'hôpitaux et les services d'hospices.

« Il faut pour cela : 1° appeler chaque établissement de son vrai nom (hôpital, hospice ou hôpital-hospice); 2° prendre toutes dispositions nécessaires afin que la réalité de son fonctionnement réponde à sa dénomination vraie; 3° tendre à ce que, dans les établissements mixtes, il n'y ait pas mélange, mais juxtaposition de l'hôpital et de l'hospice. »

La pensée du gouvernement était donc très nette. Les conseils généraux n'en ont pas tenu compte et ils ne se sont pas préoccupés de la dénomination vraie à donner à chaque établissement. La faute commise n'est pas seulement grave parce qu'elle atteint les malades qui seront envoyés dans de mauvaises conditions hygiéniques au milieu des vieillards; mais elle va étendre son effet jusqu'à la bourse même de l'hospice ainsi dénommé hôpital de rattachement. L'article premier de la loi de 1851 ne le concernait pas comme hospice, et maintenant il lui devient applicable. On sait que cet article constitue une charge extrêmement dure pour les hôpitaux; ils doivent recevoir, pour leur propre compte, tous les indigents, sans dis-

(1) Conseil supérieur de l'Assistance publique. Rapport de M. le Directeur de l'assistance et de l'hygiène publiques. Paris, 55, p. 49.

tion de domicile, qui tombent malades dans la commune.

La confusion, que le législateur de 1891 avait fait cesser, va donc reparaître, si on n'y prend garde, et plus compliquée qu'autrefois, puisque des obligations nouvelles sont nées. Comment faudra-t-il dénommer, en effet, un hospice où pour les besoins de l'assistance médicale on aura aménagé, s'il existait une infirmerie, créé de toutes pièces, s'il n'existait rien, un quartier d'hôpital ? Ne sera-t-il pas devenu un hôpital-hospice ? Qu'aura-t-il gagné à ce changement d'étiquette ? L'honneur coûteux de recevoir à ses frais les malades que la loi mettait à la charge de la commune. Quelques conseillers généraux ont pu, le sachant, se servir de ce changement d'étiquette, pour favoriser les intérêts financiers de leur commune, mais d'autres étaient certainement bien ignorants d'une telle conséquence.

Tous ceux qui ont souci des budgets publics, des charges des contribuables, apprécieront ce que, derrière ces querelles de mots, il y a de choses graves et sérieuses. Il nous semble, précisément, qu'on n'y a pas assez songé et, comme premier remède, nous voudrions voir appeler chaque chose par son nom ; ce sera déjà un pas fait, dans le cas, vers un classement méthodique des établissements hospitaliers.

Cet exemple nous paraît topique pour faire comprendre la nécessité d'un langage précis en matière d'assistance. Ce langage, législateurs, membres des conseils délibérants, administrateurs du bien des pauvres, philanthropes et économistes, tout le monde doit l'accepter dans sa rigueur, sinon avec la confusion dans les mots apparaît le désordre dans les faits.

D^r G. DROUINEAU.

A MONSIEUR PAUL STRAUSS

Directeur de la *Revue Philanthropique*.

1^{er} novembre 1897.

J'ai salué avec joie la naissance de votre Revue. Il me semble que mieux que tout autre vous saurez, en la rendant attrayante, vulgariser la plus belle des sciences, celle de la philanthropie; car c'est une science. Bien des gens l'ignorent, et bien plus encore en ignorent jusqu'aux éléments. C'est par une sorte d'*A, B, C*, qu'il est nécessaire de commencer leur éducation en cette matière.

Savent-ils même ce que sont les philanthropes et quelle somme immense de travail est accomplie par ceux qui consacrent leur vie au soulagement des misères de leurs semblables, qui mettent leur génie, leur science au service de l'humanité?

Gens de bien, que j'ai eu le bonheur de connaître, d'entendre et de comprendre, que j'aime et que je vénère! Vous seuls savez arrêter le torrent toujours prêt à déborder, et si tout à coup vous disparaissiez de ce pauvre monde, quels cris effroyables se feraient entendre, que de bras tendus dans un suprême appel... Et puis, quelle révolte! Et quelle hécatombe!

* * *

Il est certain que l'on invente peu de chose dans l'organisation de l'assistance.

La misère des hommes se perpétue à travers les siècles et les philanthropes ne peuvent que s'ingénier à adapter les remèdes les plus efficaces aux maux de chaque époque.

Les distributions de blé et d'huile qui avaient lieu à Athènes, à Rome et dans la plupart des villes antiques, les distributions de riz qui n'ont cessé de se faire depuis des milliers d'années dans les pays orientaux, ne sont pas autre chose que nos bureaux de bienfaisance.

On peut, dans cet ordre d'idées, rapprocher utilement de nos œuvres d'assistance par le travail le capitulaire de 807, où Charlemagne interdit de faire l'aumône aux mendiants valides, et d'autres ordonnances, où se trouve décrétée l'organisation de travaux publics pour les vrais pauvres.

Notre société française est une vaste famille, qui doit intervenir lorsque la famille naturelle n'existe plus ou ne peut pas agir.

Le pacte social fait que chaque être doit coopérer à l'œuvre commune qui a pour objet le progrès et le bien-être de tous. L'homme a le droit de dire à son pays : « Fais-moi vivre. » Le pays lui répond : « Donne-moi en échange ta force et ton travail. »

*
* * *

L'assistance est due à l'enfant. Il a droit à une protection entière, complète, permanente. La société ne doit reculer devant aucun sacrifice pour assurer sa vie, sa santé, lui donner l'éducation morale et professionnelle.

L'adulte n'a besoin d'assistance que dans les moments de crises causées par la maladie, le grand nombre d'enfants, le chômage.

Dans le premier cas, des soins à domicile ou dans les hôpitaux doivent lui être donnés.

Dans le deuxième cas, il faut venir à son aide par tous les moyens, subsides ou refuges pour les femmes enceintes, secours d'allaitement.

Dans le cas de chômage, un travail doit être mis à sa disposition ; mais un travail peu rémunéré et une subsistance strictement suffisante, afin qu'il ne se complaise pas dans cet

état et qu'il n'essaie pas de se dérober à la grande loi sociale qui exige que chacun, par ses efforts et son utilité personnels, contribue au bien-être commun.

Pour les vieillards, les caisses de retraites doivent être encouragées et favorisées. Mais à défaut de ressources suffisantes, l'État doit être tenu d'assurer leurs derniers jours, soit au moyen de secours qui leur permettent de vivre au milieu des leurs, s'il est prouvé que ceux-ci ne peuvent se charger de leur entretien, soit en leur offrant le repos dans des maisons *ad hoc*.

Quant aux infirmes, incurables et dégénérés de tous genres, il est sans doute nécessaire de leur donner tous les soins et toutes les consolations que prescrit l'humanité. Mais pour la société ils ne représentent aucun apport; leurs capacités morales ou physiques même développées à leur maximum, n'atteignent pas celles d'un être normal; leur reproduction est un danger. Il importe donc, tout en ne leur refusant rien de ce que l'humanité commande, de ne pas s'égarer en leur faveur dans des entreprises fort coûteuses et tout à fait aléatoires.

Les différents genres d'assistance doivent être proportionnés à l'intérêt social. Celui-ci ne doit jamais être perdu de vue.

L'enfant est secouru parce qu'il est la vie même, l'avenir.

L'adulte, parce que ses forces doivent être conservées pour la grandeur et la prospérité de la Patrie.

Le vieillard, parce qu'il a rempli son devoir, contribué, par son travail, à l'entretien du corps social.

C'est là l'assistance raisonnée, telle que l'État paraît aujourd'hui la comprendre.

Viennent les œuvres privées qui secondent puissamment l'assistance publique, déchargent son budget et diminuent le paupérisme.

Cette assistance doit être également raisonnée et logique; mais elle permet à tous d'apporter aux infortunés les tendresses du cœur, de pénétrer les raisons souvent secrètes de leur malheur et de faire briller, dans leur noir horizon, l'espoir qui ranime les courages et décuple l'effort.

Dans ce genre d'assistance une chose m'étonne, c'est le rang extrêmement secondaire que les femmes y occupent. Elles sont nombreuses les institutions dans les conseils administratifs desquelles je cherche vainement des noms de femmes.

Pourquoi cette abstention déplorable? Pourquoi ne dirigent-elles pas? Pourquoi n'apportent-elles pas au moins leur part de travail et de lumière dans toutes les organisations philanthropiques?

Les hommes doivent se dire :

« Comment! les femmes souffrent (à juste titre) d'être assimilées légalement aux mineurs, aux interdits, aux incapables. Elles nous reprochent d'avoir établi une ligne de démarcation entre les occupations que nous jugeons dignes de nous, et celles que nous leur laissons, partage dans lequel nous nous sommes octroyé seulement : le pouvoir, l'autorité, l'intégralité des droits, les emplois, les faveurs, les distinctions, les privilèges, les sinécures, etc. Mais nous ne leur interdisons pas l'accès de l'assistance privée! Il ne s'agit ici que d'apporter travail et dévouement. Avouons que la concurrence n'est pas à redouter. Pourquoi ne profitent-elles pas de cette porte ouverte et ne donnent-elles pas dans cette voie la mesure de leur valeur?

« Elles savent pourtant que la collaboration masculine et féminine peut seule enfanter le travail parfait. »

Voilà certainement ce que les hommes se disent.

Il faut qu'il existe un malentendu et que la plupart des femmes croient que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes ; sans cela elles se mettraient à la tâche.

Qu'elles sachent que l'on a besoin de leur concours ; car les femmes qui se sont soumises aux lois de la nature, qui vivent dans la famille et pour la famille, peuvent seules avoir une compréhension nette de toutes les souffrances morales ou physiques et des trésors d'indulgence et de commisération.

Que votre Revue leur répète donc sur tous les tons qu'il est des mères qui meurent de faim, qui sur leurs seins vides pressent de malheureux êtres condamnés à la mort. Dites-leur, oh ! dites-leur sans vous lasser, qu'il est des femmes dont le mari est mort, ou est à l'hôpital, des abandonnées, qui, à la

dernière période de leur grossesse, n'ayant plus la force de travailler, sont sans gîte, sans pain, sans vêtement. L'enfant qu'elles portent en elles endure leurs souffrances; il est atteint d'une façon cruelle, et pour toujours peut-être. Dites-leur qu'il y a des malheureux à visiter dans les hôpitaux. Dites-leur que dans tous les arrondissements de Paris il faut créer et soutenir et faire fonctionner par une collaboration constante des œuvres d'assistance par le travail.

Si elles savaient tout cela, si elles réfléchissaient à tout cela, les femmes comprendraient que Devoir et Droit sont corrélatifs, que le temps est passé où les œuvres de *Charité* ne servaient qu'à faire du prosélytisme, qu'il s'agit maintenant de solidarité, de questions infiniment plus larges et qui sont la vie même de notre cher pays, que nous aimons et qui ne peut être séparé dans nos cœurs de l'humanité, patrie plus grande encore.

Réalisons le mieux sur notre domaine terrestre, élevons-nous vers la perfection, cet inépuisable idéal que chacun porte en soi. Aspirons à tout ce qui est en haut et tendons les mains à tout ce qui est en bas !

BÉQUET DE VIENNE.

Fondatrice de la Société de l'Allaitement maternel
et des Refuges-Ouvroirs pour les Femmes enceintes.

LE RÉTABLISSEMENT DES TOURS

Une nouvelle commission a été saisie, il y a peu de temps, d'une proposition de M. Dulau, député des Landes, tendant au rétablissement des tours (1). M. Reinach a combattu vivement cette proposition et a demandé qu'avant de statuer il soit procédé à une enquête auprès de l'Assistance publique, afin que le législateur pût être entouré de tous les renseignements nécessaires. Ce récent débat donne un certain caractère d'actualité à la question du rétablissement des tours, bien souvent agitée dans les nombreuses sociétés qui s'intéressent aux problèmes délicats de la protection de l'enfance.

Nous voudrions profiter de cette circonstance pour examiner quelles sont les raisons qui sont invoquées pour et contre l'institution des tours, ce que valent les arguments produits par leurs partisans et leurs adversaires, et conclure en indiquant quelle paraît être la meilleure solution au point de vue social.

(1) Larousse définit ainsi les tours : C'étaient des cylindres convexes d'un côté, et concaves de l'autre, et qui tournaient sur eux-mêmes avec une grande facilité. La partie ouverte du tour faisait face à la rue, tandis que l'autre s'ouvrait à l'intérieur d'un appartement. Au près du tour et à l'extérieur se trouvait placée une sonnette. La femme qui voulait exposer son enfant agitait la sonnette pour avertir la personne de garde. Aussitôt le cylindre décrivant un demi-cercle présentait au dehors son côté concave, et puis, achevant son évolution, apportait l'enfant dans l'intérieur de l'hospice. De cette manière, la femme qui exposait l'enfant n'était vue d'aucune personne de l'établissement.

Le tour était aussi quelquefois formé au moyen d'une petite fenêtre, percée dans le mur d'un hospice, garnie de deux portes : l'une extérieure, l'autre intérieure ; entre ces deux portes se trouvait un petit berceau, et dès que la déposante touchait la porte extérieure, une sonnette retentissait qui faisait venir une surveillante pour prendre l'enfant.

I. Voyons d'abord quels sont les arguments que l'on peut faire valoir pour et contre l'institution des tours.

On peut résumer les discussions qui se reproduisent sans cesse à ce sujet, et qui passionnent le public, en disant que la question met en conflit les sentiments de générosité et les principes de morale.

D'une part les uns veulent voir adopter le système le plus large, de manière à ne pas laisser de pauvres petits innocents exposés aux conséquences dangereuses du désespoir maternel. D'autre part, les autres ne veulent pas que la générosité publique s'exerce au profit de créatures indignes et au détriment de la masse des contribuables.

Les divers arguments que nous allons rappeler, et produits de tout temps pour et contre l'institution des tours, se ramènent aux deux idées générales que nous venons d'indiquer.

Les adversaires des tours reprochent surtout à ce système de provoquer aux mauvais mœurs. Le tour, disent-ils, est une ressource commode pour les entraînements de la passion. Il favorise les calculs de l'immoralité; il est l'auxiliaire de la séduction. Grâce à lui, la femme n'a plus à s'inquiéter des conséquences de ses actes; elle n'a qu'à porter son enfant au tour pour conserver la marque de l'honnêteté.

A ce grief sérieux articulé contre les tours, les partisans de ce mode d'admission répondent que lorsqu'une fille se livre, elle ne pense pas aux conséquences de sa faute, qu'elle n'y pense qu'au moment où elle se voit enceinte, et qu'à ce moment deux idées se présentent à son esprit: cacher la faute ou faire disparaître l'enfant. La suppression du tour lui enlève la possibilité de cacher la faute, elle cherche dès lors à faire disparaître l'enfant. Elle essaie d'abord de se faire avorter, et, si elle ne réussit pas, elle tue son enfant au moment de la naissance. Elle recule d'autant moins devant l'infanticide que, si son crime est découvert, elle court le plus souvent la chance de bénéficier d'un acquittement. Les avocats ont toujours deux bons arguments à faire valoir en matière d'infanticide : 1° la lâcheté du père, du séducteur, contre lequel la fille-mère

n'a aucune action ; 2^o la sévérité de la loi qui oblige à infliger au minimum une peine de cinq ans de travaux forcés, peine qui paraît injuste quand on rapproche les souffrances et les tortures de la fille-mère, depuis le premier jour de sa grossesse, de l'attitude le plus souvent méprisable du séducteur.

Les partisans du tour appuient leur raisonnement sur les statistiques qui démontrent une augmentation constante des crimes d'avortement et d'infanticide depuis l'époque de la suppression des tours.

Le grand avantage de l'institution des tours serait donc, d'après ses partisans, de prévenir les avortements et les infanticides.

Les adversaires de l'institution contestent cet avantage. Dans un remarquable rapport fait au Conseil général de la Seine en 1878, M. le docteur Thulié a présenté à ce propos de judicieuses observations. Il a fait remarquer que la femme qui tue son enfant est celle qui a caché sa grossesse, qui n'a pas voulu être assistée dans son accouchement et que celle-là n'ira pas porter son enfant à l'hospice pendant qu'il vit encore, de crainte que les pleurs de son enfant puissent la trahir, de crainte que sa faute soit découverte si elle ne reprend immédiatement son travail habituel. La suppression des tours n'a donc pas pour conséquence, d'après leurs adversaires, de pousser aux crimes d'avortement et d'infanticide les mères qui veulent cacher leur faute, par la raison bien simple qu'il est plus sûr de mettre sa main ou sa couverture sur la bouche de l'enfant dès sa naissance, que de traverser les rues d'une ville avec un fardeau aussi dangereux pour aller au tour.

Mais ces observations ne désarment point les partisans du rétablissement des tours. Ils insistent sur ce fait que, dans les grandes villes, les filles-mères peuvent dissimuler leur grossesse, sans crainte d'indiscrétions comme dans les villages.

En supposant qu'un docteur, qu'une sage-femme, que des inconnus aient su son accouchement, peu lui importe, si l'événement se produit loin de son pays. L'essentiel pour elle est de revenir dans sa contrée, dans sa famille sans qu'il reste aucune trace de sa faute. Si donc elle était certaine de pouvoir se

débarrasser de son enfant en le confiant à l'administration et sans s'exposer à divulguer son malheur dans la région où il faut qu'il ne soit pas connu, elle n'aurait pas recours au crime pour faire disparaître l'enfant qui la gêne.

Le système du tour paraît à ses partisans de nature à prévenir des infanticides ou des avortements parce qu'il assure à la mère le secret le plus absolu, sinon dans la ville même de l'abandon, du moins au loin, là où la mère tient à ce que le secret soit rigoureusement gardé.

Mais les partisans du tour ont des contradicteurs habiles, qui soutiennent qu'il ne faut pas exagérer l'importance que les filles-mères attachent au secret de leur faute. Dans son rapport au Conseil supérieur de l'Assistance publique, M. Brueyre affirmait que les cas dans lesquels les mères se préoccupent d'un secret à garder sont très rares. Il les évalue à 4 p. 100.

Et les adversaires des tours développent en outre, à l'appui de leur opinion, des considérations puissantes contre le rétablissement de cette ancienne institution.

Ils font valoir d'abord que s'il est trop facile de se débarrasser de son enfant, des parents peu sympathiques s'empresseront de profiter de la générosité de l'administration pour se décharger sur elle du soin d'élever leur enfant légitime. N'a-t-on pas vu en effet, à l'époque où les tours existaient, des enfants mis à la charge de la charité publique, non pas parce que les parents ne pouvaient les élever, mais parce qu'ils les génaient pour des raisons plus ou moins avouables? •

Mais surtout le grand reproche que les adversaires des tours formulent contre cette institution, c'est de ne pas réaliser les intentions de ceux qui la défendent. Et en effet les partisans du tour se flattent de diminuer le nombre des infanticides et d'assurer le secret à la mère. Or l'expérience a prouvé que l'institution ne pouvait fonctionner sans une certaine surveillance destructrice du secret que l'on veut garantir. Le tour en effet avait jadis, dans bien des cas, servi de boîte aux infanticides. Il n'avait souvent reçu qu'un cadavre. La surveillance s'était imposée afin que l'on pût retrouver la personne qui avait apporté l'enfant, au cas où un crime aurait été commis.

La surveillance avait été organisée surtout à raison du rôle abominable joué par quelques sages-femmes sans scrupules, qui excitaient les filles-mères à l'abandon. Elles percevaient une rétribution pour porter l'enfant au tour, et souvent elles gardaient la rétribution, mais n'effectuaient pas le voyage pour aller au tour. L'enfant mourait entre leurs mains, et quand elles ne trouvaient pas de meilleur moyen de se débarrasser du cadavre, elles le déposaient au tour. Ces abus monstrueux avaient nécessité une surveillance étroite de la part de la police. Mais, avec l'ingérence policière, le secret disparaissait. Du jour où le tour fut surveillé, la mère ne demeurait plus une inconnue pour l'administration. Loin donc de prévenir les infanticides et de garantir le secret de la faute, le tour rendait possibles et faciles les infanticides s'il n'était pas surveillé, et n'assurait aucun secret s'il était espionné par la police. Les adversaires des tours puisent donc dans l'expérience faite et dans les résultats obtenus des arguments sérieux pour condamner une institution qui a donné lieu à des abus monstrueux.

II. Que faut-il penser des divers arguments que nous venons de présenter, comme constituant les raisons principales sur lesquelles partisans et adversaires des tours fondent leur opinion?

A notre avis, ces arguments doivent faire pencher la balance du côté des adversaires du rétablissement des tours.

Il n'est pas à dire cependant que nous approuvions en entier toute leur thèse. C'est ainsi, par exemple, que nous considérons comme très nécessaire de garantir le secret de la faute à la fille-mère, et que nous n'approuvons point les adversaires des tours lorsqu'ils disent qu'il ne faut pas exagérer l'importance du secret. Le fait que rares sont les cas dans lesquels les mères, qui abandonnent, déclarent tenir au secret, ne prouve absolument rien; car il donne la proportion des mères qui désirent le secret parmi celles qui abandonnent, il ne dit pas le nombre des mères qui s'abstiennent d'abandonner parce qu'elles tiennent au secret. A notre avis, il est certain qu'un certain nombre d'avortements ou d'infanticides se trouveraient annuellement évités, si la fille-mère pouvait confier son enfant à l'ad-

ministration sans avoir la crainte d'être connue ou recherchée.

De même, nous ne pensons pas qu'il faille s'arrêter à l'idée que le tour pourrait servir à recevoir des enfants légitimes, et devenir ainsi un moyen de destruction de la famille. S'il y a en effet des parents assez dénaturés pour vouloir se séparer de leurs enfants par égoïsme ou par vice, mais sans y être contraints par la misère, il vaut mieux pour la société que ces enfants ne restent pas au contact de semblables parents. Et il est fort probable que les enfants que l'administration recueillera ainsi à leur naissance sont de ceux qu'elle aurait dû recevoir plus tard comme moralement abandonnés pour les soustraire aux mauvais traitements ou aux mauvais exemples de leur famille.

Mais ce qui nous décide contre le rétablissement des tours, c'est l'objection des adversaires de l'institution, fondée sur l'expérience que le tour surveillé ne garantit pas le secret, et que non surveillé il peut ne servir que de boîte à infanticide.

III. Et nous arrivons ainsi à conclure avec les partisans des tours, qu'il y a lieu de s'occuper des moyens de prévenir les infanticides en garantissant le secret de la fille-mère; mais, contrairement à eux, nous ne pensons pas que le tour permette d'atteindre le but poursuivi. A notre avis, la meilleure solution résiderait dans la généralisation du système de l'admission à bureau ouvert pratiqué dans le département de la Seine.

En quoi consiste ce système? L'avis dont la teneur suit, affiché dans la salle d'attente du bureau de la rue Denfert-Rochereau, répond clairement à la question : — « Toute personne qui présentera un enfant en vue de l'abandon est avertie que des questions vont lui être posées dans l'intérêt de l'enfant, mais qu'il lui est loisible de ne pas répondre ou de ne fournir qu'une partie des renseignements demandés. La production du bulletin de naissance ne sera pas obligatoire. »

La grande différence entre l'admission à bureau ouvert en usage dans le département de la Seine et la procédure d'admission pratiquée en province, est dans la possibilité pour une fille-mère de déposer ou de faire déposer son enfant à Paris sans fournir aucune espèce de renseignement ni sur elle, ni sur lui, tandis que, dans les départements autres que celui de la Seine,

l'administration refuse d'admettre l'enfant s'il n'est pas répondu à toutes les questions posées, et notamment à la question du domicile de la mère.

Les défenseurs de l'admission à bureau ouvert considèrent que cette procédure est bien supérieure à l'institution des tours. En effet, peuvent-ils dire, cette procédure a le même avantage que le « tour » ; elle a en plus des avantages que n'a pas le tour, et elle a en moins les graves inconvénients des tours.

L'avantage commun au système du tour et à celui de l'admission à bureau ouvert, et leur supériorité sur la pratique habituelle des départements de province, c'est que la procédure de l'admission à bureau ouvert garantit à la fille-mère le secret de sa faute, puisqu'elle lui permet d'abandonner son enfant, sans aucune espèce d'explications.

L'avantage spécial à la procédure de l'admission à bureau ouvert, c'est que cette procédure permet d'offrir un secours à la mère, d'insister auprès d'elle pour qu'elle n'abandonne pas son enfant. Et ce ne peut être qu'un grand bien pour l'enfant d'avoir été gardé par sa mère au lieu d'avoir été jeté au tour, si la mère est réellement digne des secours qu'on lui offre, et si elle n'avait songé à l'abandon que dans un moment de détresse et de désespoir.

Enfin, le danger que nous avons signalé comme inhérent au système du tour, c'est-à-dire la possibilité de ne remettre qu'un cadavre dans le cylindre, ne se présente plus avec la procédure de l'admission à bureau ouvert, puisque la déposante est obligée de présenter l'enfant à un fonctionnaire chargé de le recevoir. Et l'administration n'a plus besoin avec ce système de faire intervenir la police secrète pour surveiller les déposantes, comme elle serait obligée de le faire avec le système des tours dans la crainte de ne recevoir parfois que des cadavres.

A tous égards donc le système de l'admission à bureau ouvert paraît se recommander au législateur.

Il y a cependant des adversaires sérieux, qui formulent des objections dignes d'arrêter l'attention.

M. Brueyre a présenté contre l'admission à bureau ouvert, telle qu'elle fonctionne dans le département de la Seine, un

argument qui peut être de nature à diminuer l'enthousiasme des partisans de ce mode d'admission. Il critique la possibilité pour les déposants de ne pas produire le bulletin de naissance de l'enfant, et il fait observer que c'est ouvrir ainsi la porte à toutes les fraudes, à tous les crimes, qu'avaient favorisés les tours, que c'est faciliter des crimes de suppression d'état, de changement de filiation, d'abandon d'enfants légitimes.

La réponse aux critiques dirigées par M. Brueyre contre la dispense de la production de l'acte de naissance est assez facile. M. Brueyre prétend que cette dispense peut favoriser des suppressions d'état. Qu'on se demande si l'obligation de fournir cette pièce ne peut pas pousser la mère à l'infanticide, et de deux maux choisissant le moindre on préférera le système qui expose à des suppressions d'état que celui qui conduit à des infanticides.

Mais ce qui rend l'opinion de M. Brueyre difficile à réfuter, c'est que M. Brueyre soutient que la production de l'acte de naissance n'a pas pour conséquence la divulgation du secret, et qu'on ne peut dès lors lui imputer de pousser à l'infanticide. En effet, si la mère est désignée dans l'acte de naissance, c'est qu'elle ne tient pas au secret, et si l'enfant est indiqué né de père et mère inconnus, la production de l'acte de naissance ne nuit pas à la mère.

Le dilemme paraît irréfutable. Dans la séance du 13 mai 1892 à la Société internationale d'Assistance, M. Lefort a cependant prouvé qu'il n'était pas sans réplique. M. Lefort a répondu à la thèse de M. Brueyre qu'il pouvait se faire qu'une mère voulût abandonner un enfant à la condition de ne pas voir sa faute divulguée, et avoir cependant laissé figurer son nom sur l'acte de naissance. Il est possible en effet qu'à raison de son métier, de ses occupations, elle ne puisse pas réussir à élever son enfant en bas âge. Elle se résoudra à l'abandon. Mais elle lui aura peut-être fait donner son nom, afin d'avoir un lien qui la rattache à lui, qui pourra la décider plus tard à le réclamer, lorsqu'elle aura fait l'aveu de sa faute à sa famille, ou lorsqu'elle aura trouvé un mari qui veuille accepter l'enfant. Pour l'instant cependant, elle peut avoir grand intérêt à ne pas divulguer sa

faute à l'administration. Obliger les déposantes à produire le bulletin de naissance serait pousser les filles-mères à recommander aux déclarants de dire que l'enfant est né de père et mère inconnus, c'est-à-dire ne leur donner le plus souvent aucun état civil.

C'est donc à bon droit, nous semble-t-il, que le Conseil supérieur de l'Assistance publique a rejeté l'opinion de M. Brueyre qui voulait exiger des déposantes la production du bulletin de naissance.

Mais ce n'est pas à dire que les critiques de M. Brueyre ne soient pas fondées. Il est certain que l'admission à bureau ouvert pratiquée sans production du bulletin de naissance risquera de faciliter certains crimes ou délits, d'augmenter le nombre des abandons, et par suite d'exiger des ressources pécuniaires importantes.

Toute la question est de savoir si, avec ce mode d'admission, on pourra diminuer le nombre des infanticides et des avortements, et si la perspective de ce résultat à obtenir n'est pas de nature à faire accepter avec résignation toutes les conséquences que nous venons de signaler, et qui, pour être toutes regrettables, fâcheuses, importantes, sont cependant moins dangereuses et moins préjudiciables que les infanticides et les avortements. Le système de l'admission à bureau ouvert est-il de nature à remédier aux dangers résultant de la fréquence des infanticides? Telle est en réalité la seule question que l'on doive se poser, pour se prononcer sur le mérite de ce mode d'admission des enfants dans les services des enfants assistés?

Le relevé des tableaux de la préfecture de police pendant la période décennale de 1884 à 1894 donne des chiffres de nature à ébranler la conviction des partisans de l'admission à bureau ouvert. Et en effet le chiffre des infanticides s'est trouvé rester stationnaire dans la Seine de 1884 à 1893; il a été en 1893 comme en 1884 de 54 et le chiffre des avortements s'est plutôt élevé, passant de 129 à 144.

Cette statistique ne doit cependant pas décourager les partisans de la réforme et les obliger à accepter avec résignation le maintien du *statu quo*. Et en effet les statistiques fournissent

d'autres constatations de nature à montrer les bienfaits de l'admission à bureau ouvert. L'une de ces constatations peut être puisée dans le rapport de M. le directeur de l'Assistance publique au préfet de la Seine pour l'année 1893; il en ressort que le nombre des enfants dont les parents ont refusé de se faire connaître a considérablement augmenté (il était de 130 en 1884 et s'élevait à 238 en 1893), et que la proportion des enfants exposés sur la voie publique ou dans un lieu solitaire était en 1893 inférieure de moitié à ce qu'elle était en 1884. Or ce double résultat a été obtenu sans que le nombre relatif des abandons au-dessous d'un an ait subi d'accroissement. N'est-on pas, en présence de ces chiffres, autorisé à conclure qu'un certain nombre d'enfants eussent été victimes du désespoir de leurs mères, si celles-ci n'avaient pas eu le moyen de confier leur enfant à l'Assistance publique sans trahir leur secret ?

Notre affirmation que la possibilité pour les filles-mères de pouvoir garder leur secret est de nature à diminuer le nombre des infanticides se trouve d'ailleurs pleinement démontrée par l'enquête de M. le docteur Socquet, lue à l'Académie de médecine le 14 avril 1891. De cette enquête résultait en effet que, tandis que le nombre des infanticides reste stationnaire dans le département de la Seine où se pratique l'admission à bureau ouvert, ce nombre a au contraire doublé et triplé dans les départements où les filles-mères ont le moins de facilités pour faire l'abandon, doublé dans le Morbihan, la Mayenne, le Jura, la Loire-Inférieure, les Hautes-Alpes, triplé dans l'Orne et les Pyrénées-Orientales.

L'on peut dès lors conclure de ces diverses statistiques que la généralisation du système de l'admission à bureau ouvert apparaît comme un excellent moyen préventif en matière d'infanticide et, s'appuyant sur les raisons que nous avons données, le déclarer infiniment préférable au système mécanique et aveugle du tour.

LÉON MILHAUD.

DISPENSAIRES GRATUITS

POUR LES ENFANTS MALADES

Jusqu'à ces dernières années, les mères indigentes n'avaient d'autre ressource pour faire soigner leurs enfants malades que de les conduire soit aux hôpitaux spéciaux, soit aux consultations gratuites des bureaux de bienfaisance.

Les hôpitaux sont des établissements d'assistance qui, malgré leurs imperfections, rendent à la société les plus éminents services. C'est là que se trouvent, réunis, les divers modes de secours qu'une charité instruite par l'expérience de plusieurs siècles assure à tous les malheureux; c'est là que se concentrent les lumières d'une science qui est toujours en progrès pour le bien de l'humanité, c'est là enfin que les déshérités de la vie trouvent un abri sûr et immédiat contre la faim et la maladie.

A côté de ces avantages inappréciables, les hôpitaux présentent de nombreux inconvénients. En premier lieu, les hôpitaux spéciaux ne sont pas et ne seront jamais assez vastes pour admettre tous les enfants qui, sans être tenus de garder continuellement le lit, n'en réclament pas moins un traitement journalier et parfois très compliqué. La chose fût-elle possible, cette admission en masse entraînerait des dépenses qu'aucune municipalité, si riche qu'elle fût, ne pourrait supporter, et, au point de vue des malades eux-mêmes, ce serait, d'une part, les exposer à des dangers de contagion, et, d'autre part, ce serait les enlever sans motifs suffisants à la maison paternelle : ce serait courir le risque d'affaiblir les liens de famille et de désintéres-

ser les parents de l'un de leurs premiers devoirs, qui est de soigner leurs enfants malades.

A défaut d'internement (dans les hôpitaux), on avait la ressource de conduire ces enfants aux consultations hospitalières externes ou à celles des bureaux de bienfaisance. Mais les hôpitaux sont et seront toujours forcément placés dans les quartiers excentriques : pour y conduire son enfant, une mère de famille abandonne pendant plusieurs heures son ménage, son travail, ses autres enfants : elle le fait une fois, mais elle ne peut renouveler chaque jour un aussi lourd sacrifice, et alors la maladie négligée devient plus grave, se prolonge indéfiniment ou devient incurable.

Au point de vue de l'éloignement, les bureaux de bienfaisance présentent des conditions plus avantageuses ; mais au bureau de bienfaisance, comme du reste à la consultation de l'hôpital, ce qu'on y trouve est insuffisant pour constituer un traitement réellement efficace. On y délivre une prescription écrite, au besoin même des médicaments ; mais ces médicaments ne sont ni appliqués ni administrés sur place, et la négligence des parents, leur misère, leurs occupations incessantes, l'indocilité des enfants sont autant de conditions pour qu'à la maison paternelle une ordonnance ne soit jamais sérieusement exécutée.

On se heurte donc de chaque côté à un écueil : l'hospitalisation est une mesure trop coûteuse et impraticable, faute de place ; l'assistance par le bureau de bienfaisance est incomplète et insuffisante.

Il s'agissait de trouver une institution intermédiaire aux deux autres, qui permit de procurer gratuitement aux enfants non alités un traitement aussi complet que celui de l'hôpital, tout en dépensant moins d'argent et en assurant aux petits malades la conservation des avantages de la vie de famille.

Cette institution est le dispensaire.

Le premier dispensaire créé en France est dû à la généreuse initiative de M. le Dr Gibert, du Havre (1875) et l'on peut dire, suivant l'expression heureuse de M. de Foville, que du premier coup il avait trouvé la formule du but à atteindre et des moyens

à employer pour réussir. Depuis la création de son dispensaire, tous les établissements du même genre, fondés à Paris, en province ou à l'étranger, l'ont été sur le modèle de celui du Havre, dans des proportions variables suivant les ressources qui étaient mises à la disposition des fondateurs, et partout les résultats obtenus ont été aussi heureux.

Pour donner une définition exacte et précise, on peut dire que *le but des dispensaires est de venir gratuitement en aide aux enfants indigents, malades, mais non alités, quels que soient leur âge, les maladies dont ils sont atteints, leur domicile, leur nationalité, par des pansements, des applications d'appareils, par l'alimentation, et par l'administration de médicaments au local même du dispensaire; de leur assurer de la sorte un traitement efficace, tout en dépensant le moins d'argent possible et en leur conservant les avantages de la vie de famille.* C'est, en un mot, le traitement d'une journée à l'hôpital, moins l'hospitalisation.

Situés au centre des quartiers habités par leurs clients, ils sont à la portée des familles et, avec une perte de temps minime, les mères peuvent chaque jour y conduire leurs enfants; si elles sont empêchées de le faire, une voisine, une sœur aînée les remplace; d'ailleurs les enfants sont connus au dispensaire, leurs noms et le traitement qu'ils ont à suivre sont inscrits sur des fiches: la plupart peuvent venir seuls. Si leur état général le permet, ils peuvent, tout en se soignant, continuer leurs études: ils vont au dispensaire avant l'ouverture et après la sortie des classes.

Ce ne sont pas seulement les enfants déjà malades qu'on présente à la consultation: d'autres, en imminence de maladies, y trouvent de précieux secours. Dans les familles riches, à la moindre préoccupation sur la santé de leurs enfants, les mères font appel à leur médecin, et souvent, sans avoir de médicaments à faire prendre, elles arrivent, par un régime approprié, à enrayer les conséquences d'une imprudence ou d'un accident, à prévenir le développement d'une maladie. Tout au moins elles calment leurs inquiétudes.

Pour les mères indigentes, le dispensaire tient la place du

médecin de famille : là, elles sont connues, elles se trouvent dans un milieu bienveillant, elles ne sont pas, comme à la consultation de l'hôpital, un numéro, et si le médecin ne juge pas qu'il y ait de médicaments à prescrire, il leur donne des conseils d'hygiène et leur indique les précautions à observer. L'hygiène appliquée et la médecine préventive, qui étaient absolument inconnues de la classe ouvrière, ne sont plus des privilèges de la fortune.

Organisation des dispensaires. — Parmi les dispensaires, les uns sont installés dans des constructions déjà existantes, qui ont été appropriées au mieux à leur nouvelle affectation. Ce sont d'anciennes écoles abandonnées, parfois des boutiques, le plus souvent des maisons de secours dont l'administration de l'Assistance publique a concédé tout ou partie. C'est dans un atelier de photographie que M. Gibert a organisé son dispensaire.

Les autres occupent des immeubles spécialement construits en vue de leur destination.

Parmi ces derniers, celui de M^{re} Furtado-Heine occupe une place à part, tant par les sommes considérables qui y ont été consacrées que par la perfection avec laquelle les moindres détails ont été prévus et exécutés. C'est un brillant idéal qu'il faut connaître et dont on peut essayer de se rapprocher, mais il sera très rare que l'on puisse disposer de capitaux suffisants pour réaliser quelque chose d'analogue.

Les avantages d'une construction spéciale ne sont pas discutables : néanmoins l'expérience prouve que des résultats très favorables ont été obtenus avec des installations très modestes ; le service est moins commode, les programmes théoriques sont moins correctement réalisés, les soins donnés peuvent être tout aussi profitables. La question dominante n'est pas le local, c'est surtout l'organisation du personnel et du fonctionnement. Il y a toutefois un minimum dont on ne peut s'écarter.

Locaux indispensables : — Une première salle garnie de bancs, dans laquelle attendent les consultants et dans laquelle aussi peut se faire l'administration des médicaments ; — une deuxième salle pour les contagieux, et il serait fort à désirer que dans cette deuxième salle fussent installées des *boxes* pour

les divers contagieux, ce qui n'existe nulle part, — un cabinet pour le médecin, — et enfin une quatrième salle, la plus vaste possible, pour les pansements, les applications d'appareils, les injections nasales, oculaires et auriculaires, etc.

Dans une partie de cette salle ou mieux dans une annexe, il faut prévoir une installation de bains et douches.

Ce minimum d'installation se retrouve partout, mais avec des variantes. Ainsi à la rue du Terrage (X^e arrondissement), le nombre des appareils à douches est considérable et le nombre des douches administrées plus élevé que dans les autres établissements. Rue de Crimée, rue Jean-Marie-Jégo (XIII^e arrondissement), le côté balnéaire, mais cette fois sous forme de bains, est très développé. Rue Labat, on donne de 20 à 25 000 bains par an. Rue Jean-Lantier (I^{er} arrondissement), on a créé une annexe spéciale et isolée pour le traitement de la teigne, une autre pour l'électrothérapie. Dans plusieurs dispensaires, à côté du cabinet du médecin, il y a une chambre noire outillée pour l'examen des yeux, du larynx, du nez, des oreilles.

On comprend que, suivant les ressources du budget et suivant les tendances des organisateurs, on développe telle ou telle partie du programme que l'on s'est donné; mais, nous le répétons, il y a un minimum au-dessous duquel on ne peut descendre sans compromettre les intérêts des malades.

La même remarque s'applique au personnel. Dans certains dispensaires, il y a plusieurs médecins qui font le service à tour de rôle; dans d'autres, un ou plusieurs spécialistes prêtent leur concours pour les affections dont ils s'occupent particulièrement.

A première vue, il semblerait indiqué de toujours s'assurer le concours d'un médecin et d'un chirurgien : mais l'expérience a prouvé que la clientèle d'un dispensaire du quartier est avant tout médicale, que les cas de chirurgie qui se présentent sont généralement de la compétence d'un praticien ordinaire, et que, pour les opérations graves, il sera toujours préférable, si ce n'est même obligatoire, d'envoyer les malades dans les hôpitaux (1).

(1) Pour toute opération d'une certaine gravité, il faut avoir recours au chloroforme, c'est-à-dire avoir à sa disposition un assistant expérimenté. Pour l'opération, il faut des aides non moins habiles; il faut du linge, un outillage, des instruments soigneusement stérilisés. Pour les malades non infectés, il faut une

Au point de vue du personnel médical, le dispensaire Furtado-Heine se distingue encore de tous les autres par la largeur de son organisation. Cinq docteurs en médecine sont à la tête d'autant de services spéciaux et à chacun d'eux est attaché un assistant remplissant les fonctions d'interne. C'est encore le cas d'admirer la libéralité apportée par la fondatrice dans l'organisation de son œuvre, mais c'est aussi celui d'ajouter qu'un personnel aussi nombreux n'est nullement indispensable.

Le personnel d'un dispensaire réduit au strict minimum doit se composer d'un médecin, d'une surveillante chargée de l'aider et d'exécuter sur place ses prescriptions, d'une femme ou d'un homme de service.

A ce noyau fondamental qui existe seul dans beaucoup de dispensaires très suivis, on peut adjoindre autant d'auxiliaires que les besoins du service le réclament et que les ressources budgétaires le permettent. La condition indispensable, c'est que la consultation soit régulièrement faite tous les jours à la même heure, que dans une deuxième séance de l'après-midi, certains pansements soient renouvelés et les médicaments administrés une deuxième fois. Le traitement ainsi organisé représente, nous le répétons, celui d'une journée d'hôpital (1).

Médicaments et matériel de traitement. — Le dispensaire doit être approvisionné des médicaments, instruments et appareils nécessaires pour le traitement des maladies de l'enfance. Il ne s'agit pas ici de donner seulement des conseils écrits. Il faut faire ce qu'on peut appeler de la thérapeutique en action, et exécuter séance tenante tout ce qui est nécessaire. Le médecin doit donc avoir sous la main un matériel suffisant, lequel, du reste, la chirurgie opératoire étant écartée, n'entraîne pas à de grosses dépenses.

salle d'opération; pour les malades infectés, il en faut une autre. Un sujet qui vient d'être chloroformé et opéré ne peut être remporté chez ses parents avant un temps plus ou moins long. En somme, vouloir faire de la chirurgie opératoire dans un dispensaire de quartier, c'est se préparer des difficultés de toutes sortes qui ne sont pas en rapport avec les services qu'on pourrait rendre.

(1) Le fait d'avoir un médecin unique présente pour les familles certains avantages : il arrive vite à connaître tous les enfants, il sait leur histoire, leurs antécédents héréditaires, les maladies dont ils ont été atteints, il est au courant de la situation et des besoins de la famille.

Le choix des médicaments exige la plus sévère attention. Toute préparation de luxe doit être laissée de côté : le point important, nous le répétons encore, c'est que les médicaments soient administrés sur place.

Thérapeutique alimentaire. — Dans les classes nécessiteuses, beaucoup de maladies de l'enfance ont pour cause unique l'insuffisance ou la mauvaise qualité des aliments. Il n'y a pas de médicaments qui puissent prévenir le mal que fait à un nouveau-né le lait appauvri d'une mère-nourrice dans la misère ou le liquide falsifié que l'on vend à bas prix sous le nom de lait de vache : il en est de même pour l'enfant plus âgé qui en pleine croissance manque d'une nourriture suffisamment réparatrice. Pour combattre la misère physiologique, résultat d'une véritable inanition, il n'y a qu'un moyen, donner aux mères nourrices et aux enfants, à titre de médicaments, et sur la prescription du médecin, du lait, de la soupe, de la viande si c'est possible, tout au moins de la poudre de viande. C'est ce qui a été vite compris par les administrateurs des dispensaires.

Depuis un an, un service nouveau a été organisé dans plusieurs établissements (au dispensaire de Belleville, rue du Chemin-Vert, rue Jean-Lantier, rue Jean-Marie-Jégo, peut-être dans plusieurs autres) : la distribution journalière de lait stérilisé aux nouveau-nés que leurs mères ne peuvent nourrir faute de lait, à ceux qu'elles ne peuvent nourrir qu'insuffisamment, aux enfants plus âgés atteints de gastro-entérite par suite de sevrage ou de mauvaise alimentation. Chaque jour, la surveillante distribue aux mères en flacons fermés, la quantité de lait stérilisé prescrite par le médecin, qui tous les huit jours examine et pèse les enfants et note sur une fiche les changements qui se sont produits pendant la semaine. Les résultats obtenus ont été des plus favorables et il est à espérer que cette pratique se généralisera (1).

Statistiques. — Pour toute institution d'un genre nouveau

(1) Dans un récent article, M. le Dr Variot fait remarquer que les crèches et les dispensaires semblent tout désignés pour servir de centres aux distributions de lait stérilisé que la municipalité parisienne a l'intention d'organiser. Nous sommes absolument de son avis.

dont on veut faire apprécier la valeur, les statistiques sont indispensables. C'est ce qui a été généralement compris et organisé dans les dispensaires.

Tout enfant nouvellement admis doit avoir une fiche numérotée sur laquelle on inscrit son nom, son âge, son poids, sa taille, l'adresse de ses parents et celle de son école ; puis au jour le jour, on porte les dates des visites, le diagnostic et l'indication sommaire du traitement.

On arrive ainsi à connaître le nombre des consultants, le nombre des cas de telles ou telles maladies, les quartiers et les écoles qui en sont particulièrement atteints, le nombre des visites et la durée du traitement pour chaque maladie.

Grâce aux conditions de proximité et d'accès facile des dispensaires, grâce à la facilité du transport des enfants malades, au service journalier des consultations avec médications immédiatement appliquées, un grand nombre de maladies aiguës peuvent y être traitées : bronchites, coqueluches, embarras gastriques, entérites, etc. Certaines affections à marche rapide et souvent funeste, les ophthalmies purulentes des nouveau-nés par exemple, y sont, plus aisément que partout ailleurs, enrayées par un traitement énergique répété matin et soir. Mais ce sont surtout les affections chroniques, toutes celles qui se rattachent à la scrofule, à la tuberculose, à la syphilis, les maladies du système nerveux, les affections de la peau, les lésions chroniques des yeux, du nez, des oreilles, etc., qui trouvent au dispensaire des traitements réguliers et prolongés que les familles n'auraient pu se procurer ailleurs. Les hôpitaux, faute de place, n'auraient accepté après une longue attente qu'un petit nombre des malades : le bureau de bienfaisance aurait donné une ordonnance le plus souvent inexécutée : le dispensaire les traite immédiatement, et ainsi de nombreux enfants échappent à des infirmités qui les auraient laissés pour la vie à la charge de leurs familles et de la société.

En présence de ces faits, faciles à constater, on ne peut s'étonner du rapide développement qu'ont pris des institutions sanitaires qui, il y a vingt ans, étaient encore à peu près inconnues.

Dépenses. — Parmi les dispensaires, les uns sont soutenus par les municipalités, les autres par des particuliers, d'autres par des associations privées, congréganistes ou laïques.

Leurs modes d'administration et leurs budgets sont très différents : cependant si l'on met à part celui de M^{me} Furtado-Heine qui fonctionne dans des conditions exceptionnelles et que l'on peut dire inimitables, il ressort de l'examen des divers comptes rendus financiers que ce mode d'assistance est peu coûteux, que la dépense moyenne est de beaucoup inférieure à celle des hôpitaux, et cependant dans un très grand nombre de cas, le résultat obtenu est tout aussi favorable : de plus, l'enfant a eu le double avantage de rester dans sa famille et de n'être exposé à aucun danger de contagion.

On peut donc dire avec M. le ministre de l'intérieur (circulaire du 15 septembre 1887) : « Créer des dispensaires c'est faire bénéficier des milliers de pauvres d'une médication préventive prompte et rationnelle ; c'est faire l'économie de beaucoup de maladies ; c'est, en un mot, accroître le capital de santé qui est un des principaux éléments de la richesse publique et de la force d'un pays. »

D^r J. DUBRISAY.

Liste des Dispensaires d'après les dates de fondation.

1875	Dispensaire de M. Gibert, au Havre.
1883 (1 ^{er} avril) .	Rue Jean-Lantier, 15, 1 ^{er} arrondissement de Paris.
1883 (15 juillet).	Rue de Crimée, 166. Société philanthropique, XIII ^e arrondissement.
1884 —	Madame Furtado-Heine, 8, rue Delbet, XIV ^e arrondissement.
1887 —	M. Ruel, 42, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, IV ^e arrondissement.
1887 (4 octobre).	Rue des Pyrénées, 48. Société philanthropique, XX ^e arrondissement.
1887 —	Rue Rodier, 32, IX ^e arrondissement.
1888 —	Rue Pétrarque, 21, XVI ^e arrondissement.
1888 —	Rue des Cendriers, 45, XX ^e arrondissement.
1888 —	Rue Labat, 44. Société philanthropique, XIX ^e arrondissement.
1889 —	Rue de la Jussienne, 2, II ^e arrondissement.
1889 —	Rue Marie-Jego, 14. Société philanthropique, XIII ^e arrondissement.

DISPENSAIRES GRATUITS POUR LES ENFANTS MALADES. 35

1889	(4 octobre).	Rue Oudinot, 1, VII ^e arrondissement.
1891	—	Rue Antoine-Dubois, 4, VI ^e arrondissement.
1891	—	Rue Legendre, 132, XVII ^e arrondissement.
1891	—	Rue Rennequin, 24, XVII ^e arrondissement.
1891	—	Rue Pasteur, 7, XII ^e arrondissement.
1892	—	Boulevard de Belleville, 124, XX ^e arrondissement.
1892	—	Rue Saint-Bernard, 35, XII ^e arrondissement.
1893	—	Place du Danube, 2, XIX ^e arrondissement.
1893	—	Rue du Terrage, 14, X ^e arrondissement.
1893	—	Rue de Charolais, 26, XII ^e arrondissement.
1894	—	Boulevard d'Italie, 69, XIII ^e arrondissement.
1895	—	Rue du Chemin-Vert, 70, XI ^e arrondissement.
1895	—	Rue de la Convention, 48, XV ^e arrondissement.
1895	—	Caisse des Écoles du XVIII ^e arrondissement.
1895	—	Rue de l'Équerre, 6, XIX ^e arrondissement.
1895	—	Rue Pastourelle, 19, III ^e arrondissement.

Dispensaires spéciaux pour Enfants tuberculeux.

1884	(4 octobre).	Rue de la Tour-d'Auvergne, 17. Œuvre de Villepinte.
1890	—	Rue de la Boétie, 31. Œuvre d'Ormesson.

L'ASSISTANCE JUDICIAIRE

SON ORGANISATION ; SON FONCTIONNEMENT ; LES RÉFORMES A APPORTER
A LA LOI DU 22 JANVIER 1851

Qu'on ne s'y trompe pas ! il ne s'agit pas d'assistance publique, mais bien de l'*assistance judiciaire* et, tandis que l'assistance publique donne des secours aux pauvres, l'assistance judiciaire, qui en est une des modalités, se contente de permettre aux indigents l'accès des tribunaux. Grâce à elle, on peut plaider, sans en avoir les moyens ; il suffit qu'une cause soit juste pour qu'on obtienne gratuitement le concours des avoués, des huissiers, des avocats, en un mot de tous les gens de robe, de ces gens de robe si injustement décriés, et pourtant si dévoués à ceux qui souffrent ! Les magistrats eux aussi jugent, avec une impartialité parfaite ; et les causes de l'assistance judiciaire, m'a-t-on affirmé, jouissent maintenant d'un tour de faveur aux chambres civiles.

Lésé dans ses intérêts, trompé dans ses affections, victime d'un accident, le pauvre, tout comme le riche, voit ses droits reconnus en justice, ses infortunes cesser, son dommage matériel réparé. Il lui suffit de prouver son indigence pour que la machine judiciaire se mette en mouvement, et qu'il assiste, sans bourse délier, presque sans démarche de sa part, à la consécration de son droit.

J'entends bien que cette situation n'est pas nouvelle, la création de l'assistance judiciaire remontant déjà à pas mal d'années ; mais je ne crois pas que son fonctionnement en soit bien connu ; il me semble surtout que certaines améliorations sont à y apporter.

N'est-ce pas suffisant pour en parler un peu ?

Donc, c'est la loi *du 22 janvier 1851* qui régit actuellement l'assistance judiciaire ; cette loi a bien été quelque peu modifiée, mais pas dans son essence ; elle n'est pas venue non plus tout d'une pièce, elle a remplacé d'autres lois, d'autres décrets et l'on pourra consulter avec intérêt, pour avoir de la question une idée complète, les « décret du 18 juin 1811, art. 118 ; loi, du 25 mai 1830, 7 août 1850 ; décrets du 16 janvier 1854, 2 mars 1859, 18 juin 1884 ; loi du 15 juillet 1893, art. 32 ».

En province, le rouage est un peu moins compliqué.

Prenons Paris pour exemple. C'est, dans les locaux du Palais de justice, un peu plus loin que la onzième Chambre correctionnelle, que se tient l'assistance judiciaire. Comme greffier s'occupant spécialement de l'assistance : M^e Desprez ; comme secrétaire l'aidant de sa longue expérience, M^e Pelletier, deux figures connues au Palais, l'air terrible pour les petits clercs d'avoués qui viennent demander des renseignements ; au demeurant bons et paternels pour tous ces visiteurs, ces sollicitateurs, plus souvent miséreux qui crient justice ; près d'eux, une quantité de scribes. Et, pour tous ces employés, pour les frais de bureaux, pour le chauffage, l'éclairage, les imprimés, etc., etc., une somme de 31 000 francs votée, tous les ans, par le conseil général de la Seine. En vérité, ça n'est pas ici qu'on pourrait parler de réduire les crédits !

Six sections s'occupent des demandes d'assistance ; sections, composées chacune de cinq membres, nommés l'un par l'enregistrement, l'autre par le tribunal, les autres par le Conseil de l'ordre des avocats, la préfecture de la Seine, la Chambre des avoués. Les sections siègent une fois par semaine, à tour de rôle ; une fois l'an, elles se réunissent en assemblée ; car, les membres des sections ne sont nommés que pour un an, toujours désignés l'année suivante ; mais il faut procéder à leur installation, et tout le monde assiste à cette grande séance, même M. le procureur de la République et un de ses substituts.

Sait-on combien il y eut de demandes d'assistance judiciaire, en l'année 1896 ? 14 151 ! 6 432 furent admises ; 1 457 renvoyées à une autre juridiction, au tribunal compétent, à

celui où la demande aurait dû, primitivement être portée ; 2 134 furent abandonnées ou transigées et 4 128 furent rejetées par les sections.

Les 6432 demandes qui furent admises, furent distribuées : 5448 au tribunal civil, 248 au tribunal de commerce, 766 aux différentes justices de paix. Je laisse de côté, dans cette statistique, les demandes d'assistance formées devant la Cour par ceux qui perdirent leur procès en première instance et qui, n'ayant pas les moyens d'aller, à leurs frais, devant une plus haute juridiction, furent quand même admis au bénéfice de la gratuité absolue de l'instance à la Cour, je laisse aussi de côté, dans mon énumération, les demandes d'assistance judiciaire portées devant la Cour de cassation, le Conseil d'État, car il faut savoir se limiter. Je me contente de rappeler que devant toutes les juridictions — sauf un cas assez curieux sur lequel je reviendrai — on peut demander et obtenir l'assistance judiciaire ; que, quand on l'a obtenue, et qu'on a gagné son procès, que l'adversaire acharné vous traîne de cour en cour, elle vous suit et que, l'ayant, vous avez le bénéfice de la gratuité, non seulement de l'avocat qui s'enorgueillit de défendre pour rien la veuve et l'orphelin, mais encore de l'avoué et même de l'huissier. L'assisté est dispensé provisoirement du paiement des sommes dues au Trésor pour droits de timbre, d'enregistrement et de greffe, ainsi que de toute consignation d'amende, et les actes de procédure faits à sa requête sont visés pour timbre et enregistrés en débet.

J'ajoute que l'assistance judiciaire est seulement accordée pour avoir un titre ; qu'elle n'est accordée que dans les affaires litigieuses ; je tirerai, tout à l'heure, des conclusions de cette double observation.

Quelles sont les pièces que doit fournir celui qui sollicite l'assistance judiciaire ?

La loi du 22 janvier 1851 est formelle ; c'est au procureur de la République qu'on expose son cas ; on lui adresse :

1^o Une demande sur papier libre, contenant les noms, prénoms, profession et domicile du demandeur, et de celui ou de

ceux contre lesquels le futur assisté veut agir judiciairement, ainsi que l'énoncé succinct des faits du procès à engager.

2° Un extrait du rôle de ses contributions ou un certificat du percepteur de son domicile constatant qu'on n'est pas imposé.

3° Une déclaration attestant que le demandeur est, à raison de son indigence, dans l'impossibilité d'exercer ses droits en justice, et contenant l'énumération détaillée de ses moyens d'existence quels qu'ils soient.

Le réclamant affirme la sincérité de sa déclaration devant le maire de son domicile ; le maire lui en donne acte au bas de sa déclaration.

Le procureur de la République adresse aussitôt la demande à l'assistance judiciaire ; un rapporteur est de suite commis ; dans les trois jours, il convoque au Palais le demandeur, le questionne sur sa prétention, lui demande, ayant un pouvoir souverain, des explications détaillées sur son cas particulier ; puis, le rapporteur adresse une convocation au futur défendeur ; il tâche de s'éclairer de son mieux sur la difficulté pendante, il confronte les parties, les concilie si faire se peut, et, quand il a tous les renseignements, il fait un rapport à la section, qui décide, dans la plénitude absolue de son droit, s'il y a lieu d'accorder ou de refuser l'assistance, sans expression de motifs, ni dans l'un, ni dans l'autre cas. C'est, au plus tard, dans le mois, que la décision est rendue, à moins que des renseignements ne soient demandés aux commissaires de police, ce qui augmente un peu le délai.

Les décisions du bureau ne sont susceptibles d'aucun recours ; néanmoins, le procureur général, après avoir pris communication de la décision du bureau établi près d'un tribunal civil et des pièces à l'appui, peut, sans retard de l'instruction, ni du jugement, déférer cette décision au bureau établi près la Cour d'appel, pour être réformée s'il y a lieu (art. 12 de la loi du 22 janvier 1851).

L'assistance judiciaire est accordée : la procédure est faite.

Si l'assisté gagne son procès et que l'adversaire soit condamné aux dépens, l'État, par les soins de l'administration de l'enregistrement, récupérera ce qu'il a avancé ; s'il reste quelque

chose, les officiers ministériels, avoués ou huissiers, se le partagent; sinon, ils en sont pour leur temps, leur dérangement, leurs frais. Si le public savait cela, s'il connaissait le nombre considérable de dossiers d'assistance judiciaire qui encombrant les études, il serait un peu moins porté à toujours critiquer les officiers ministériels, à comparer les huissiers à des oiseaux de proie.

Les huissiers, les avoués sont mis à contribution par l'assistance judiciaire; ils se font un scrupule de suivre avec soin les affaires de cette catégorie spéciale; ils se montrent, en cette matière, gens de cœur; je suis heureux de l'occasion qui m'est offerte, pour le dire bien haut.

Il est à peine besoin d'ajouter — et ce sera mon dernier mot dans ces explications par trop techniques — que l'assistance judiciaire, une fois accordée, peut être retirée, si l'assisté revient à meilleure fortune, ou s'il a surpris la décision du bureau par une déclaration frauduleuse. En ce dernier cas, notre homme, qui n'est qu'un vulgaire escroc, est passible de peines correctionnelles; et c'est la juridiction répressive qui se chargera de lui apprendre qu'on n'essaye pas de voler, sans danger, le bien des indigents. J'ai déjà vu plusieurs affaires de cette nature arriver jusqu'à l'audience publique, et je n'ai pas été des derniers, dans la presse, à applaudir à la condamnation du coupable.

Voilà donc l'organisation et le fonctionnement de l'assistance judiciaire; tout se passe fort bien à Paris, même en province; et, cependant, tout n'est pas parfait dans la loi du 22 janvier 1851. Des réformes sont à accomplir; elles sont urgentes; m'est avis qu'on s'en est bien peu préoccupé jusqu'à cette heure; en tous cas, on n'a rien fait aboutir.

Et d'abord, l'assistance judiciaire n'a été créée que pour conférer un titre à celui qui la demande; elle n'est jamais donnée pour aller jusqu'à l'exécution de la sentence.

Expliquons-nous à ce sujet; c'est à mon sens le point le plus important; c'est celui qu'il faudrait modifier.

Je suis créancier de X...; l'assistance judiciaire m'a été accordée; un jugement a été prononcé affirmant ma créance;

mon débiteur est solvable, des renseignements précis le disent. L'huissier de l'assistance se contentera de signifier le jugement, il n'ira pas plus loin ; il ne continuera pas sa procédure ; il fera quelquefois le commandement, il n'ira pas jusqu'au procès-verbal de saisie ; il n'exécutera pas mon débiteur : il se bornera à lui rappeler sa dette ; il ne fera pas rentrer ma créance.

Je suis mère de famille : je suis vieille, dans la misère : j'ai des enfants qui, sans être fortunés, pourraient m'aider en me donnant, chacun, quelques francs par mois, ils refusent de venir à mon secours ; je les poursuis devant les tribunaux, ayant droit à une pension alimentaire : l'assistance judiciaire m'a été accordée et les juges ont reconnu le bien fondé de ma demande, ils ont condamné mes fils. L'huissier se bornera à le leur dire, à leur signifier le jugement — pour faire courir les délais — mais il ne les exécutera pas, et moi, malheureuse, je resterai dans le dénûment le plus absolu parce que l'assistance judiciaire est créée pour faire obtenir un titre à celui qui le demande ; elle n'a pas été inventée pour permettre à celui qui n'a rien et à qui on doit de poursuivre le débiteur jusqu'à ce qu'il ait payé. A l'assistance judiciaire, on ne connaît pas le procès-verbal de saisie, la signification de vente, les placards, les affiches, les insertions ; on ne sait rien de cette procédure efficace qui fait rentrer le plaideur dans son dû ; on s'arrête, à mon sens, au bon moment, car les actes d'exécution coûtent très cher (chacun variant entre 10 et 13 francs), et, partant, l'assisté n'a généralement pas les moyens de sortir de sa poche les déboursés nécessaires ; or, sans ces actes d'exécution, on a des papiers dans sa serviette, on n'a pas un sou dans son porte-monnaie.

L'assisté serait-il même reconnu, en justice, créancier d'un individu, ayant des propriétés, des maisons, qu'il ne pourrait pas rentrer dans son bien ; la procédure de saisie immobilière est la plus longue, la plus coûteuse, et l'assistance judiciaire n'est jamais accordée à personne pour exécuter immobilièrement.

D'aucuns, ne sachant pas, s'arrêtent là, attendant du temps,

de la fortune, des moments plus propices; d'autres, conseillés par des tiers habiles ou intéressés, s'en vont trouver l'homme d'affaires qui avancera des fonds et prélèvera sur la rentrée de la créance le plus clair des bénéfices. N'est-ce pas un mal dans un pays de démocratie, mal que les bons esprits devraient essayer d'enrayer?

Les bureaux d'assistance judiciaire le comprennent si bien, que ne pouvant pas appliquer la loi qui choque souvent l'équité la plus élémentaire, ils l'éludent. Dans certains cas, en matière d'opposition par exemple, de saisie-arrêt, l'assistance judiciaire est accordée pour, après l'obtention du jugement, arriver à une exécution; encore faut-il pour que cette faveur soit accordée que celui contre qui l'opposition est mise, soit un employé de l'État, d'une grande administration, ou d'un industriel connu l'ayant depuis de longues années à son service.

Et, bizarrerie étrange, quand le débiteur entame contre son créancier la procédure de la validité de saisie-arrêt, l'assistance judiciaire est accordée au créancier primitivement assisté; on considère la difficulté pendante comme une instance nouvelle et, comme l'affaire revient devant les tribunaux, on donne au plaideur malheureux le nouveau concours de l'assistance judiciaire.

Il est à peine besoin d'ajouter qu'en matière de jugement par défaut, la péremption étant de six mois, l'assisté a le droit de faire exécuter la sentence qu'il a obtenue. Ce n'est pas pour qu'il entre dans ses fonds, qu'on accorde ce droit à l'assisté; c'est dans cette pensée unique, que la loi sur l'assistance judiciaire veut que les officiers ministériels éteignent la procédure pour faire courir les délais. L'assisté a droit à un titre sérieux; on le lui donne complet.

Pour ma part — et, si on consultait les bureaux d'assistance judiciaire, ils seraient à peu près tous de mon avis, — j'estime qu'il faut élargir, sur ce point, la loi du 22 janvier 1851, et ne pas se contenter de donner un titre exécutoire à l'assisté; il faut aller plus loin et lui permettre, sans bourse délier, de rentrer dans son bien, de faire exécuter par l'huissier le jugement ou l'arrêt. Les frais nouveaux occasionnés par cette procédure seraient payés plus tard par le débiteur récalcitrant.

Je sais bien que des objections se présentent à l'esprit d'hommes bien intentionnés, qui ont étudié la question, et qui hésitent devant ma proposition. Ils disent : Mais souvent l'assistance judiciaire est obtenue par le demandeur et le défendeur ; comment voulez-vous qu'on exécute quelqu'un qui n'a pas le sou ? Ou encore : Le défendeur qu'on croit récalcitrant est quelquefois un homme dans la gêne ; si vous donnez à l'assisté le secours de l'huissier, cet officier ministériel ira souvent trop loin et ruinera le débiteur. Ma réponse sera simple. Je dis, d'abord, que si le débiteur est insolvable, un procès-verbal de carence le constatera de suite et, là où il n'y a rien, le roi perd ses droits, selon le vieil adage ; l'assisté devra se contenter de cette triste situation. Puis, ai-je trop à m'apitoyer sur le sort de celui qui doit, ne suis-je pas dans l'obligation de donner, sans réserve, mon concours à celui qui a un titre reconnu par justice ?

Enfin, pour couper court à toute difficulté, on pourrait compléter ma proposition et dire : « Quand l'assisté aura son titre, il retournera devant les bureaux d'assistance pour être soutenu dans la procédure d'exécution ; le bureau seul décidera si, oui ou non, il y a lieu d'accorder l'assistance judiciaire. » L'assisté aurait droit, ainsi, et à son titre et aux moyens d'arriver à exécuter son débiteur.

Voilà la première réforme que j'avais à signaler ; elle est la plus importante : il y en a d'autres à accomplir.

J'ai dit plus haut que l'assistance judiciaire n'était pas accordée en matière correctionnelle ; le législateur, pour la refuser, est parti de cette idée qu'en correctionnelle, il n'y a pas de frais. On a seulement besoin d'un avocat ; or, l'avocat d'office est toujours à la disposition du prévenu malheureux ; c'est un des titres de gloire du barreau français, de se tenir toujours à la disposition de l'homme qui n'a rien, quelque indigne que soit sa situation. Le criminel le plus endurci, le traître lui-même n'a qu'à s'adresser au bâtonnier et il reçoit, quelques jours après, la visite d'un défenseur, quelquefois jeune et obscur, d'autres fois parvenu à la célébrité, toujours

prêt à défendre la liberté, l'honneur, les intérêts du détenu. Mais est-ce suffisant, et le législateur n'a-t-il pas été, ici encore, sinon induit en erreur, au moins victime de son ignorance des lois antérieures? En matière correctionnelle, il y a le détenu : c'est bien ; mais il y a aussi la partie civile ; la partie civile est tenue d'exposer des frais : que dis-je? même si elle triomphe, si elle gagne son procès, il lui faudra payer le Trésor, sauf le recours qu'elle a contre la partie condamnée ; si la partie condamnée est insolvable, c'est elle qui paiera tout de sa poche ; et, dans bien des cas, beaucoup n'en ayant pas les moyens, ne risquent pas de se porter partie civile dans un débat correctionnel. Or, ici, il n'y a pas qu'une question d'intérêts en jeu, il y a souvent une question d'honneur à faire trancher par les tribunaux ; pourquoi donc le pauvre hère ne pourrait-il pas, par l'assistance judiciaire, avoir accès à la barre correctionnelle, et avoir la possibilité de faire exécuter les décisions rendues par la justice répressive? A-t-il été diffamé, injurié? comment voulez-vous qu'il assigne son adversaire, s'il n'a pas le premier sou pour payer les frais d'huissier?

Est-il ouvrier, victime d'un accident ; pourquoi ne pourrait-il pas, à la barre même, à l'heure où l'on juge l'imprudent qui est cause de ses malheurs, se porter partie civile? Et s'il est malade ce jour-là, s'il ne peut pas se transporter à l'audience, comment voulez-vous qu'il se fasse représenter par des conclusions d'avoué qui coûtent quelque chose, lui qui ne gagne rien depuis des mois et qui n'a souvent pas un sou vaillant à la maison, de quoi donner la nourriture à ses enfants?

Que dis-je! le prévenu a-t-il été condamné à des dommages-intérêts, à la restitution d'une somme qu'il avait audacieusement dérobée, soit par escroquerie, soit par abus de confiance. Comment voulez-vous que la victime de ce méfait lève le jugement, le signifie, si elle est ruinée, et que l'État l'oblige, pour arriver à ses fins, à avancer les frais du Trésor?

Je pourrais multiplier les exemples, qui abondent à l'infini ; je n'ai, je l'espère, qu'à montrer le mauvais côté de la loi, à dire quelle en est la raison pour qu'une réforme intervienne. Il

est nécessaire que l'assistance judiciaire soit accordée aussi bien en matière correctionnelle qu'en matière civile.

Je comprends que l'assistance judiciaire ne soit pas accordée pour aller au conseil de préfecture ou devant les prud'hommes, car, là, il n'y a ni frais ni droits d'aucune sorte ; je ne comprends pas pourquoi elle n'est pas accordée en matière correctionnelle.

Mais poussons plus avant la discussion de la loi du 22 janvier 1851 et cherchons encore les modifications qu'il conviendrait d'y apporter.

L'assistance judiciaire n'est accordée que lorsqu'on se trouve en présence d'un litige ; il faut un différend entre deux particuliers, ou une difficulté sur une question que seule la justice peut trancher : telle, une question d'état, pour vous permettre d'avoir recours à l'assistance judiciaire, en tous cas pour que vous puissiez l'obtenir.

Est-ce suffisant ? Je ne le pense pas ; notre Code fourmille en obligations spéciales qui devraient comporter la possibilité d'avoir le bénéfice de l'assistance judiciaire, car elles sont quelquefois très onéreuses, vous contraignant à passer par les études d'officiers ministériels ou d'auxiliaires de justice et, dans ce cas, pourquoi ne pas l'accorder à celui qui la demande et qui joint à sa requête toutes les pièces justificatives ?

Les bureaux d'assistance judiciaire l'ont si bien compris que, par faveur spéciale, ils l'accordent, outrepassant un peu leurs droits, pour la réunion d'un conseil de famille, pour dresser un inventaire, pour renoncer à une succession, à une communauté, etc., etc., mais ils la refusent quand il s'agit de frais d'actes notariés ; vous allez voir par un exemple, que ce refus, motivé par le texte même de la loi, ne peut pas raisonnablement se comprendre.

Vous voulez vous marier ; vos parents refusent de donner leur consentement à la célébration de votre union : pour arriver à prononcer le oui sacramentel devant M. le maire, il vous faudra faire à votre père, à votre mère, des sommations dites respectueuses. Or, ces sommations doivent passer par l'étude du notaire, non par celle de l'avoué ou de l'huissier. Sait-on

combien elles coûtent? Depuis la loi de 1896, il n'y a plus qu'une sommation respectueuse; elle coûte à peu près 50 francs. On a beau s'aimer : où diable voulez-vous que des ouvrières qui ont du mal à avoir des meubles puissent prendre une pareille somme? Demandez alors l'assistance judiciaire; elle vous sera refusée; on vous répondra qu'il ne s'agit pas ici d'un litige, au sens juridique du mot, et vous serez, très poliment, prié de passer ailleurs.

Et parce que l'assistance judiciaire ne leur a pas été accordée, je sais des malheureux qui se sont mis en ménage libre, augmentant ainsi le nombre déjà si grand des enfants naturels.

J'aurais, certes, tort de pousser les choses trop loin; mais ne pourrait-on pas songer un peu à cette situation spéciale, alors qu'on forge tous les jours des lois pour faciliter les mariages réguliers et que tant de statisticiens se lamentent de la diminution sensible des enfants légitimes. On me dira que c'est une petite cause qui entraîne de bien grands effets; possible! mais aussi pourquoi ne pas la faire disparaître?

Voilà, sur les principes mêmes de la loi, les critiques que j'avais à apporter, les objections que j'avais à formuler, les réformes que j'avais à proposer.

Il y en a d'autres; elles touchent des points de détail fort intéressants; qu'on me permette de les signaler.

L'art. 8 de la loi du 22 janvier 1851 porte : « Toute personne qui réclame l'assistance judiciaire adresse sa demande sur papier libre au procureur de la république du tribunal de son *domicile*. »

Qu'entend-on ici par domicile? C'est à ce propos que les difficultés commencent. En droit civil français, le domicile est le siège légal d'une personne; c'est son siège juridique et, partant, fort souvent fictif. L'art. 102 voulant en donner une définition précise dit : « Le domicile de tout Français, quant à l'exercice de ses droits civils, est au lieu où il a son principal établissement. » Quant à la femme mariée, de par l'article 108, alinéa 1, elle n'a point d'autre domicile que le domicile de son mari.

Comment s'opère le changement de domicile? L'article 103 nous répond en ces termes : « par le fait d'une habitation réelle

dans un autre lieu, joint à l'intention d'y fixer son principal établissement. » Et la jurisprudence décide que cette intention résulte d'une double déclaration faite à la mairie du lieu qu'on quitte, à la mairie du lieu dans lequel on désire venir s'installer, suivie du transfert de l'habitation (Cassation, 23 mars 1875).

Donc, vous êtes domicilié en Corse; puis, le pays ne vous plaisant plus, vous venez habiter Paris. Vous ne faites pas la double déclaration en quittant Ajaccio où vous aviez votre principal établissement et en venant à Paris où vous désirez vous installer.

En arrivant dans la capitale, vous êtes victime d'un accident; vous n'êtes pas riche; vous demandez, pour avoir des dommages-intérêts, le bénéfice de l'assistance judiciaire. A quel procureur allez-vous envoyer vos pièces? Au procureur de Paris ou au procureur d'Ajaccio? Votre domicile est toujours à Ajaccio, car, pour son changement légal, vous ne vous êtes pas conformé aux prescriptions de l'article 103.

C'est donc à Ajaccio qu'il faut vous adresser. Mais, parmi les pièces à joindre à la demande, il faut que le réclamant affirme la sincérité de sa déclaration devant le maire de son *domicile*; il lui sera donc nécessaire de retourner à Ajaccio pour remplir cette formalité, sinon l'assistance judiciaire lui sera impitoyablement refusée.

Notez qu'à Paris les membres du bureau d'assistance ne sont pas très formalistes; ils évitent, autant que faire se peut, de froisser l'équité et ils ferment souvent les yeux sur les exigences légales, quand elles aboutissent à l'injustice; on veut qu'on ne dise plus : *Summum jus, summa injuria*; mais, en province, on est plus sévère; et je sais des bureaux d'assistance judiciaire, notamment au centre de la France où « le domicile » est « le domicile » pour le futur assisté et où des difficultés sans fin sont créées au malheureux qui ne remplit pas à la lettre les prescriptions de la loi de 1851.

Or, ces difficultés arrivent dans des cas nombreux; on peut se les imaginer aisément; il m'a suffi d'en signaler une pour qu'il me soit permis de ne pas insister davantage. Comment alors sortir de cet imbroglio?

C'est bien simple; en remplaçant dans le texte de loi le mot *domicile* par le mot *résidence*.

La résidence, tout le monde est d'accord sur ce point, est le siège réel, le siège de fait de la personne. Elle est au lieu de l'habitation ordinaire de la personne, par conséquent, soit au domicile, soit ailleurs.

Et partout, tout se passera, sans discussion, le mieux du monde avec cette petite modification.

Vous voulez faire une demande d'assistance; adressez-vous au procureur du lieu dans lequel vous vous trouvez; de même pour la déclaration à la mairie, de même pour le certificat du percepteur établissant que vous n'êtes pas imposé.

Mais, me dira-t-on, vous allez créer des abus sans fin. Des individus qu'on ne connaîtra pas, riches peut-être, souvent peu intéressants, obtiendront ainsi l'assistance judiciaire.

Je ne crois pas que ce soit là une objection sérieuse. Vous pourrez d'abord, avant de vous décider, vous bureau d'assistance, faire prendre des renseignements par le commissaire de police du quartier qu'habite l'impétrant; vous pourrez aussi ordonner une petite enquête auprès des voisins, des camarades de travail de l'individu.

Vous pourrez enfin... être induit en erreur; mais je préfère cela à la situation que vous créez aujourd'hui à celui qui ne peut pas, à cause d'arguties juridiques, obtenir l'assistance judiciaire et qui cependant mériterait de l'avoir.

Et puis, quand on vous a trompé, on est passible du tribunal correctionnel. C'est une épée de Damoclès suspendue sur la tête du futur assisté; perspective suffisante pour l'empêcher de mentir... à moins qu'il ne soit par trop gremlin; en ce dernier cas, il vous tromperait tout de même.

Ça n'est pas tout.

L'article 12 de la loi de 1851 contient, à mon avis, deux idées d'un ordre différent, qui choquent un peu l'équité et que je désirerais voir compléter.

La première, c'est que le procureur général a seul le droit

de faire appel de la décision du bureau d'assistance, qu'elle soit favorable ou défavorable à celui qui la demande.

En pratique, le procureur général ne fait appel que lorsque la demande d'assistance est refusée à quelqu'un dont le cas est intéressant. Je voudrais, moi, que cet appel puisse être interjeté par le demandeur et aussi par le défendeur.

Les procès entamés avec le bénéfice de l'assistance judiciaire sont quelquefois perdus en justice ; cela tient à ce qu'on se montre toujours très large pour l'accorder ; or cela n'arriverait pas, ou cela arriverait moins si le défendeur à l'assistance qui n'a pas pu convaincre le rapporteur, ou qui n'a pas pu se présenter aux convocations reçues, pouvait faire appel de la décision, discuter à nouveau son cas devant un autre rapporteur, lui apporter des pièces nouvelles, se faire entendre de lui.

De cette façon on éviterait à un défendeur des frais judiciaires toujours très coûteux, même quand on gagne son procès ; on éviterait à l'État des pertes d'argent inutiles ; on éviterait à des tribunaux chargés les pertes de temps qu'exige l'examen de ces procès d'assistance qu'on n'aurait pas dû entamer.

L'article 12 décide aussi que les décisions du bureau ne peuvent être communiquées qu'au procureur de la République, à la personne qui a demandé l'assistance et à ses conseils.

Pourquoi les décisions seulement, et pas toutes les pièces ?

Pourquoi cette faveur accordée au demandeur, jamais au défendeur ?

Le droit devrait être le même pour tous les deux ; j'avoue ne pas comprendre la raison de cette différence qui peut amener des conflits souvent fort regrettables ; je demande qu'on la fasse disparaître.

Je voudrais aussi que l'administration de l'enregistrement fût tenue de signifier les jugements par défaut, d'aller toujours jusqu'à l'exécution, dans certaines affaires qui concernent l'état et la capacité des personnes, bien qu'il n'y ait dans la sentence aucune condamnation pécuniaire. Prenons, par exemple, un divorce. Un assisté obtient le divorce à son profit, le jugement est prononcé ; il est par défaut, la partie adverse ne s'étant pas présentée ; l'enregistrement ne veille pas à l'exécution du

jugement, n'y ayant aucun intérêt, puisque aucune condamnation pécuniaire n'est prononcée contre le défendeur.

Certains délais passent, le jugement est périmé; l'individu qui croyait être divorcé ne l'est plus; il faut tout recommencer. Il y a là une source de responsabilités pour les avoués; il pourrait y avoir des conséquences graves pour ce divorcé d'un genre tout nouveau qui pourrait commettre de bonne foi pourtant des délits ou même des crimes : des adultères, des entretiens de concubine au domicile conjugal, ou même le crime de bigamie. Ne devrait-on pas porter remède à un pareil état de choses?

Mais si j'abordais l'étude détaillée de la loi sur le divorce à mettre en harmonie avec les principes de la loi sur l'assistance judiciaire, je ne sais plus où cela pourrait me conduire. Ça n'est plus la loi de 1851 qu'il faudrait modifier; ce sont les articles 229 et suivants du code civil, dont il faudrait, au moins en certaines parties, demander l'abrogation.

Je désirais aussi parler de la création d'une caisse spéciale pour faire des avances aux malheureux qui ont en mains un titre de créance qu'ils ne peuvent pas exécuter, le jugement n'étant pas exécutoire et l'adversaire les traînant devant tous les degrés de juridiction : tribunal civil, Cour d'appel, Cour de cassation; c'est là un sujet des plus intéressants, digne d'appeler, de retenir l'attention de tous ceux que passionnent ces questions d'assistance.

Je préfère, dans cet article, me borner à l'examen de la loi du 22 janvier 1851.

Avant de terminer, je veux dire un mot des projets de loi présentés aux Chambres sur l'assistance judiciaire, comme aussi parler un peu de ce qui se passe à l'étranger.

Il y a longtemps déjà que les réformes de l'assistance judiciaire ont été mises sur le tapis; plus on va et plus il semble qu'on se désintéresse de la question, alors qu'il faudrait plus que jamais s'en préoccuper. Le 24 mai 1878, Jules Favre, frappé des difficultés particulières qu'un mineur pouvait rencontrer sur sa route au cas où sa fortune serait obérée, critiqua le sys-

tème de protection établi par notre code ; il déclara qu'il était inapplicable aux indigents. De suite le grand orateur déposa sur le bureau du Sénat un projet de loi concernant l'assistance judiciaire. Il voulait qu'on accordât l'assistance en toutes matières et que ses effets fussent étendus à l'exécution des jugements. Les idées émises par Jules Favre étaient excellentes ; on n'en comprit pas la grande portée politique et sociale ; le projet de loi erra de commissions en commissions et Jules Favre mourut sans rien avoir fait aboutir.

Plus tard, le 27 mai 1882, MM. Émile Brousse, Louis Blanc, suivis de quelques autres collègues, proposèrent une réforme générale de l'assistance judiciaire. La composition des bureaux devait changer d'après eux ; les membres, en grande partie du moins, seraient nommés par le peuple ; des délais étaient impartis pour statuer plus vite sur les demandes ; les ouvriers victimes d'un accident auraient droit, *ipso facto*, au bénéfice de l'assistance judiciaire.

En juin de la même année, MM. Million, Antonin Dubost, Louis Perras, etc., etc., se préoccupèrent de cette situation. Ils avaient surtout en vue l'assistance judiciaire devant la justice de paix ; il leur semblait qu'il était vraiment onéreux pour l'indigent de porter sa demande au procureur de la République du tribunal de l'arrondissement, de remplir certaines formalités par trop complexes ; aussi, pour les affaires de la compétence des tribunaux de paix, les auteurs du projet eurent-ils l'heureuse inspiration de créer le bureau d'assistance cantonal et, naturellement, en ce cas, l'assistance devait s'étendre aux voies d'exécution.

Enfin, en 1891, M. Chollet, que les réformes judiciaires intéressent, voulut, lui aussi, faire aboutir un projet de loi sur l'assistance. Frappé des lenteurs mises par les bureaux pour répondre aux différentes demandes qui leur sont adressées, M. Chollet voulut leur impartir un délai, sous la surveillance du procureur de la République et, pour que les procès de cette nature fussent jugés avec célérité, il demanda, dans chaque tribunal, la création d'une audience supplémentaire pour toutes les affaires relatives à des indigents.

Vains écrits, peines inutiles ! Tous ces projets se sont traînés

de commission en commission sans aboutir et les législatures ont suivi les législatures sans qu'aucun d'entre eux ait vu le jour de la discussion publique. Or, pendant que chez nous, en France, on ne faisait rien sur un sujet pourtant si intéressant, à l'étranger, on profitait de nos travaux et on améliorait l'assistance judiciaire.

En Italie, — décret royal du 6 décembre 1865, article 3, — l'assistance judiciaire est étendue aux actes d'exécution; on peut l'obtenir en matière contentieuse et en matière gracieuse, c'est-à-dire, sans procès.

En Allemagne, — décret du 6 décembre 1865, — la situation est la même.

En Belgique, — loi du 27 juin 1881, — l'assistance judiciaire est accordée en matière correctionnelle et en matière criminelle; certes, comme chez nous, la défense des accusés est assurée devant toutes les juridictions; mais aussi, l'indigent peut se porter partie civile et, tous les actes à ce relatif sont visés pour timbre et enregistrés en débet.

On ne comprend pas que de pareilles réformes n'aient pas été insérées dans les lois d'un pays essentiellement démocratique comme la France!

Pour finir, un mot encore sur nos relations, à propos de l'assistance judiciaire, avec les nations étrangères.

Nous avons des traités diplomatiques avec les puissances de l'Europe et de l'Amérique, qui permettent aux étrangers de demander et d'obtenir l'assistance judiciaire en France; à titre de réciprocité, les Français qui habitent ces différents pays, obtiennent là-bas, quand ils ne sont pas riches et qu'ils veulent plaider, le bénéfice de l'assistance judiciaire.

Sait-on, cependant le pays avec lequel nous n'avons aucun traité?... Je le donne en cent!... La Russie! Un Russe établi en France ne peut pas obtenir, chez nous, l'assistance judiciaire et, réciproquement, un Français établi en Russie ne peut pas l'obtenir davantage.

N'est-ce pas bizarre et notre Ministre des Affaires étrangères ne pourrait-il pas d'urgence faire cesser une pareille anomalie, alors que nos relations avec la Russie deviennent, tous les

jours, plus fréquentes? La question vaut la peine qu'on la résolve et qu'on se presse.

Et maintenant, il faut conclure.

En principe — je n'ai pas à le dissimuler — la loi est fort bonne : dans la pratique, elle a donné lieu à des difficultés nombreuses, il ne faut pas qu'elles se renouvellent. Qu'on ouvre aux indigents la porte toute grande de l'assistance judiciaire; qu'on ne retienne pas d'une main ce que de l'autre on a l'air de leur octroyer généreusement.

La loi a été créée pour donner un titre au plaideur malheureux; pour qu'elle soit complète, qu'on fournisse à celui qu'on veut obliger, le moyen de se faire payer; que l'assistance judiciaire lui permette d'exécuter son adversaire; le titre c'est bien, l'exécution ce sera mieux.

L'assistance judiciaire est accordée devant certaines juridictions, pas devant d'autres, telle la police correctionnelle. Que l'assistance judiciaire soit accordée pour plaider devant toutes les juridictions.

Qu'on en fasse aussi bénéficier les malheureux toutes les fois qu'une loi leur impose l'obligation de faire un acte extrajudiciaire qu'ils n'auraient pas les moyens de payer : je gage que les notaires visés par cette réforme consentiraient de très bonne grâce à s'y soumettre.

Qu'on examine enfin ces questions du domicile, de la communication des pièces au demandeur, de l'exécution de toutes les décisions rendues au profit d'un assisté; qu'on revise nos traités avec les puissances étrangères; je ne dis pas que de cette façon on aura une loi parfaite, mais j'affirme qu'on aura fait en justice des réformes intéressantes en faveur des malheureux.

Ne sera-ce pas de la bonne besogne?

M^r B. MONTEUX,

Avocat à la Cour d'appel.

Rédacteur en chef de la revue : *les Procès Célèbres*.

PLAIDOYER

EN FAVEUR DES ENFANTS ÉTOURDIS ET PARESSEUX

C'est une vérité parfaitement établie à l'heure actuelle qu'il existe une « médecine de l'esprit ». On commence à l'appliquer aux cas menaçants, ne serait-il pas temps de l'appliquer aux cas plus bénins? En thérapeutique, on ne s'occupe pas seulement du typhus et du choléra, on s'occupe aussi de la rougeole. Je demande donc que l'on cesse de traiter, par la consigne, les enfants étourdis et les paresseux.

Ils sont légion ; et, jusqu'ici, on les a trainés aux gémonies, comme s'ils étaient de grands coupables.

Pour les autorités compétentes, un écolier paresseux est un enfant qui ne *veut* rien faire. Pardon, êtes-vous sûr qu'il *peut*?

L'enfant n'est pas plus responsable de ses aptitudes intellectuelles, que de sa constitution physique. Lui ferez-vous un crime de ce qu'il sera lymphatique ou nerveux?... Lui reprocherez-vous la couleur de ses cheveux, ou la nature de sa peau?... Non, n'est-ce pas? Vous tâcherez d'amender en lui ce qu'il y a d'amendable; mais ce sera par un régime patiemment suivi, et non par des punitions.

C'est ainsi que l'on devrait agir pour la paresse et l'étourderie qui, à la vérité, sont moins des défauts qu'une disposition particulière de l'esprit.

Tous les enfants n'aiment pas l'étude, et on l'impose à tous les enfants. C'est une nécessité, soit! mais il ne faut pas s'indigner s'ils ne témoignent pas d'un empressement exagéré, à l'accomplissement d'une besogne pour laquelle ils n'ont aucun goût.

Les maitres, eux, ont librement choisi la profession — très aride il est vrai — qu'ils exercent. Rien d'étonnant à ce qu'ils y apportent tout leur cœur. Seulement, ils seraient peut-être moins zélés, si on les contraignait à cultiver la terre, à faire du commerce, ou à pratiquer un métier quelconque.

Il en va de même pour les enfants *dits paresseux*. Beaucoup de ceux qui bâillent en classe, se montrent actifs et pleins de bonne volonté, dès qu'ils sont hors du lycée ou de l'école. Combien de zélés travailleurs, d'excellentes ménagères ont été de médiocres écoliers ? Combien d'hommes remarquables ont, jadis, été classés parmi les cancre ?

A côté des paresseux « de carrière », il y a les paresseux intermittents auxquels on tient ce raisonnement : « Ce que vous faites parfois, vous pouvez le faire toujours. »

Mais non, mais non ! Savez-vous si la mollesse momentanée de l'enfant n'a pas pour cause une poussée de croissance, une maladie à l'état larvé, une indisposition dont lui-même ne se rend pas compte, et qui lui ôte toute énergie ?

Il y a encore des paresseux qui sont rebelles au travail, uniquement parce que le travail leur est présenté d'une manière qui ne convient pas à leurs aptitudes. Pour des capacités, des goûts, des caractères variés à l'infini, il y a un programme, un seul. Allez !... tous les cerveaux dans le même moule... comme des briques !

L'éminent docteur Th..., dont l'autorité, en ces sortes de choses, est incontestable, me disait, il y a quelque temps : « Certains enfants ne retiennent que ce qu'ils lisent, d'autres que ce qu'ils entendent. » De sorte qu'un écolier pâlera sur une leçon, sans en rien saisir ; qu'un autre écouterait attentivement la classe et sera incapable d'en répéter un mot, et que tous les deux seront punis sans l'avoir mérité.

Enfin, j'admets que les enfants en question soient de véritables paresseux, des paresseux sans la moindre excuse ; eh bien, c'est une cure à tenter, voilà tout. Mais croit-on les corriger en faisant pleuvoir sur eux des punitions et des consignes ?

Car la consigne a ceci d'absurde qu'elle n'est pas employée à réparer les devoirs et les leçons manqués. L'élève — d'après

le bulletin — doit y accomplir « une tâche correspondant à 2 heures, 4 heures, etc., de consigne ». Le travail à refaire est en surplus; et, s'il n'est pas présenté à l'heure, de nouveaux châtiments sont à l'affût, prêts à fondre sur le délinquant. Si bien que certains enfants arrivent à doubler, à tripler, une tâche déjà plus que suffisante.

Or, accabler de travail supplémentaire un écolier qui n'aime déjà pas l'étude, me semble tout aussi logique que de traiter le manque d'appétit par des indigestions.

L'Angleterre nous est absolument supérieure, sinon dans la composition, du moins dans l'application des programmes scolaires. La consigne y est inconnue « Pour les mauvais devoirs ou les leçons non sues, ils sont à refaire ou à rapprendre, mais l'enfant n'est point enfermé à l'heure des jeux; il n'est astreint qu'à trouver le temps de réparer celui qu'il a perdu. Priver l'enfant du peu d'air qu'il peut respirer dans la journée, parce qu'on n'a pas su l'intéresser à son travail, ou qu'il l'a fait sans goût, ou parce qu'il n'a pas pu rester immobile pendant trois heures d'étude, n'est-ce pas faire aveu d'impuissance, et condamner tout un système? La retenue est, et restera la honte des éducateurs français, qui l'ont inventée et se croient obligés de la maintenir (1). »

En Angleterre aussi, dans ce pays où l'initiative et la responsabilité individuelles sont si bien respectées, on demande compte — au professeur, jusqu'à un certain point — de l'attention de ses élèves. « Faites un cours intéressant, leur dit-on, et les enfants vous écouteront. »

C'est l'application de cette idée si juste et si charmante de notre Montaigne : « Je voudrais que l'instruction fût, pour l'enfant, plaisir de roi et non besogne d'écolier. »

Si les programmes scolaires étaient moins chargés, moins indigestes, mieux appropriés aux forces de l'enfant, si l'effort qu'on exige de lui était moins prématuré, il est évident que le nombre des paresseux diminuerait sensiblement.

Passons aux étourdis, maintenant. Au dire des sévères péda-

(1) *L'Éducation des classes moyennes et des classes dirigeantes en Angleterre*, par Max Leclerc.

gogues, les étourdis sont « des êtres qui ne pensent à rien, sinon à jouer ».

D'abord, c'est de leur âge; et il n'y a pas lieu d'être surpris que des enfants de 8, 10, 12 ans et même de plus vieux, songent à jouer.

Ensuite, êtes-vous sûrs que lesdits enfants ne pensent à rien? Qu'ils ne pensent pas à la leçon qui les ennuie, c'est possible. Mais beaucoup de prétendus étourdis ne sont que des distraits, des enfants dont les idées personnelles s'imposent impérieusement et ne souffrent aucun partage. Arrivés en classe pleins de bonnes résolutions, un mot, un épisode quelconque du cours fait dévier leur attention, et les voilà lancés sur une piste autre que celle qu'ils auraient dû suivre.

Si on les interrogeait, au lieu de les ahurir par la sévérité, on serait parfois surpris des idées que remuent ces jeunes cerveaux.

Ceux-là non plus ne seront pas corrigés par la consigne. Au contraire, la peur des punitions les affolera et leur fera perdre ce qui leur reste de sang-froid.

De tout ceci, résulte-t-il qu'on doive laisser les enfants grandir avec leur paresse et leur étourderie? Non, cent fois non. Il faut, au contraire, mettre tout en œuvre pour les guérir de défauts qui leur feraient grand tort, plus tard dans la vie; mais c'est par un régime très patient et très suivi, et non par des actes de rigueur qui ressemblent presque à de la vengeance.

Je ne fais pas le procès de notre corps enseignant; en général, il est admirable; mais le système d'une grande quantité d'enfants, sous une même direction et avec un même programme, ne vaut rien. On ne peut nier non plus que si les maîtres ont beaucoup de savoir, ils n'ont, en revanche, qu'une connaissance très superficielle de l'âme et des facultés de l'enfant. Or faire de l'orthopédie morale dans de pareilles conditions, c'est agir comme les rebouteux qui se mêlent de remettre les membres, sans connaître un mot d'anatomie, et qui blessent plus souvent qu'ils ne guérissent.

JEANNE LEROY.

CUISINES POPULAIRES

ET

RESTAURANTS COOPÉRATIFS

Chargé, l'année dernière, par le Ministère du Commerce, d'étudier l'état des questions ouvrières en Suisse, j'ai été frappé des heureux résultats — à la fois moraux et matériels — obtenus par les *cuisines populaires* de plusieurs villes industrielles et en particulier par celles de Genève et de la Chaux-de-Fonds.

J'ai voulu rechercher si une institution qui avait — à tous les points de vue — si bien réussi dans un pays voisin du nôtre, de même langue, de constitution analogue et de mœurs assez semblables, ne pourrait pas, à Paris — après avoir été plus ou moins modifiée suivant les besoins et les circonstances — être également utile et bienfaisante (1).

Dans ce but, j'ai étudié l'organisation et le fonctionnement des cuisines populaires et des associations alimentaires à l'étranger et en France et, après avoir recherché les causes de la décadence des unes et de la réussite des autres, je suis arrivé à la conviction que des établissements de ce genre pourraient rendre de réels services à la population parisienne, que leur fondation ne présenterait pas de difficultés insurmontables et qu'avec une bonne administration et de légères avances de fonds, ils offriraient de très grandes chances de succès.

(1) Il y a d'ailleurs en France des établissements de ce genre ou tout au moins d'un genre peu différent; les uns n'ont pas rencontré le succès; les autres, au contraire, comme ceux de Lyon et de Grenoble, sont en pleine prospérité.

C'est pourquoi j'ai cru intéressant de faire connaître aux lecteurs de la *Revue Philanthropique*, — c'est-à-dire aux hommes et aux femmes de cœur qui cherchent partout à faire du bien, — l'organisation de quelques-uns de ces établissements, en utilisant les observations que j'ai été à même de faire et les renseignements qui m'ont été fournis par les diverses sociétés et associations.

Mon but et mon espoir seraient de savoir ceux qui auront bien voulu lire les lignes qui vont suivre, convaincus comme moi de l'utilité de l'organisation de semblables cuisines ou restaurants populaires à Paris et de la presque certitude en même temps de les voir réussir.

Voici, en peu de mots, l'objet et le principe de ces établissements :

Leur *objet* est :

- 1° De lutter contre l'alcoolisme;
- 2° De procurer aux ouvriers, aux employés et à tous ceux dont les ressources sont limitées, une nourriture saine, substantielle et à bon marché.

Le *principe* sur lequel ils sont basés est qu'ils doivent se suffire à eux-mêmes, c'est-à-dire qu'une fois organisés avec le concours des pouvoirs publics ou de l'initiative privée, ils doivent n'avoir besoin d'aucune subvention, d'aucun don pour fonctionner, rendre des services et pour prospérer.

La somme nécessaire pour les établir est d'ailleurs peu importante : dix à vingt mille francs sont suffisants et dans la plupart des cuisines que j'ai visitées, les fonds n'ont pas été donnés, mais seulement avancés et intégralement remboursés.

I. — LES CUISINES POPULAIRES DE GENÈVE

1° LES DÉBUTS

Le projet de fonder à Genève des cuisines populaires est dû à l'initiative de M. Wintsch qui avait longtemps habité la Chaux-de-Fonds où, comme nous le verrons plus loin, un établissement de cette espèce existait depuis plusieurs années et fonc-

tionnait à la satisfaction de toute la population. M. Wintseh fit la plus grande propagande pour faire connaître l'institution qu'il avait su apprécier et pour engager ses concitoyens à en créer une analogue dans leur ville : il écrivit des articles dans les journaux et dans des revues et fit de nombreuses conférences, aidé d'ailleurs par quelques amis qui, par leur savoir et leur dévouement, facilitèrent beaucoup l'accomplissement de la tâche qu'il s'était assignée.

Pour mettre le projet à exécution, on eut recours à une émission publique d'actions de trois francs et l'empressement du public à souscrire prouva que l'œuvre était acceptée et bien vue en général. En quelques jours près de 5 000 actions furent souscrites et entièrement libérées.

Le 6 juin 1889, la Société des Cuisines populaires de Genève fut définitivement constituée. L'assemblée des actionnaires nomma un comité définitif de vingt et un membres, chargé de la mise à exécution et, à la suite des démarches faites auprès du Conseil d'État en vue d'obtenir un local gratuit, — pour les débuts au moins, — un pavillon d'un ancien entrepôt, bien situé au centre de la ville, fut mis à la disposition du Comité et les travaux nécessaires furent entrepris pour son appropriation. Une commission fut nommée pour s'occuper des vivres et une autre pour acquérir le matériel; cette dernière se mit immédiatement à l'œuvre, se rendit compte de l'installation de différentes cuisines populaires qui existaient alors et présenta un rapport et un projet; un crédit de 14 000 francs fut voté pour l'aménagement des salles, cuisines, office, etc., et pour l'achat du matériel de tout genre nécessaire à la mise en marche. La commission des vivres, de son côté, organisait le service des provisions, et s'entendait avec les fournisseurs pour obtenir des conditions avantageuses, tout en se montrant inflexible sur la qualité. Pendant ce temps, une autre commission, celle des règlements et du personnel, avait travaillé et fait les propositions suivantes qui furent acceptées : une directrice et une sous-directrice, une cuisinière et une caissière, toutes les quatre fournissant un cautionnement; puis des aides de cuisine et des servantes de salles suivant les besoins.

Les travaux d'installation et d'administration ainsi terminés, les cuisines populaires ouvrirent leurs portes le 26 avril 1890 et, dès la première heure, ainsi que depuis sans aucune interruption, le public arriva très nombreux.

Les débuts n'avaient évidemment pas été sans présenter quelques difficultés; mais celles-ci furent bien vite surmontées, grâce à la bonne volonté et au dévouement de tous les membres de la société et de tous ceux qui s'étaient intéressés à cette utile entreprise.

2° ORGANISATION

Examinons maintenant l'organisation de la cuisine de Genève et voyons quelles sont les attributions de tous ceux qui concourent à sa bonne marche.

Le *Président* de la société a la direction générale; il a seul le droit de faire des observations à la directrice, et de lui donner des instructions; c'est à lui qu'incombe la surveillance générale de l'établissement, de la comptabilité, du mouvement financier, etc., etc. Il signe les mandats sur le trésorier et contresigne avec le secrétaire les bons de commandes qui sont délivrés par les présidents des différentes commissions et ne sont valables que revêtus de ces trois signatures.

Les *Administrateurs*, choisis parmi les membres du comité et nommés à tour de rôle pour une période donnée, surveillent les salles de consommation et consignent sur un registre spécial toutes les observations qu'ils peuvent avoir à faire.

La *Directrice* a la surveillance du personnel, des magasins, de la lingerie, du matériel, etc.; elle engage et révoque, en prévenant le président, le personnel inférieur, veille à la propreté et à la bonne tenue, à la régularité du service et à la préparation des aliments; elle rédige les menus journaliers, reçoit les fournitures, etc. Elle a une caisse pour les petites dépenses courantes qui ne sont pas de la compétence des commissions, telles que légumes, assaisonnements, servantes supplémentaires occasionnelles, etc.; ces dépenses sont inscrites sur un carnet de bons à souches, avec les détails nécessaires.

La *caissière* est chargée de la vente des jetons et tous les soirs, régulièrement, elle doit remettre les espèces en caisse au trésorier qui lui en donne quittance, et à son tour, elle donne quittance des jetons qui lui sont remis pour la vente du lendemain ; de plus, dans les moments où son service ne la réclame pas, elle aide dans le restaurant.

Le *personnel* des salles, qui se compose d'environ seize employés, doit être toujours très poli et empressé, s'abstenir de conversation avec le public, et il ne peut, sous aucun prétexte, recevoir de l'argent des consommateurs qui doivent être munis, avant de s'asseoir, des jetons nécessaires. Chaque servante a un jour de repos par semaine et en outre, tous les dimanches, le local est fermé de deux heures à six heures.

Les *consommateurs*, de leur côté, ont à leur disposition une boîte placée bien en vue, dans laquelle ils peuvent déposer toutes les observations qu'ils auraient à faire sur la nourriture, le service, etc., ainsi que sur les améliorations qu'ils croiraient devoir conseiller. Ils ne doivent pas prendre plus d'un demi-litre de vin par personne, il est défendu de fumer dans les salles et d'y séjourner une fois le repas terminé.

3^e FONCTIONNEMENT

Les cuisines de Genève servent à deux genres de clients : les uns qui mangent sur place et les autres qui emportent chez eux.

Voici les différentes consommations offertes dans les salles et leur prix :

Pain (125 gr.)	0,05	Légumes.	0,10
Fromage (40 gr.).	0,05	Viande (100 gr.)	0,25
Café.	0,10	Vin 1/2 litre	0,25
Chocolat.	0,15	— 2/10 —	0,40
Soupe.	0,10	— 1/10 —	0,05

Pour ceux qui désirent emporter, les prix sont les suivants :

Soupe 1 litre.	0,15	Légumes 2 portions.	0,15
— 2 —	0,25	Viande 2 —	0,50
Vin 1 litre.	0,50		

Aucun objet n'étant prêté pour le transport des aliments, chacun doit apporter les ustensiles nécessaires.

Devant la porte d'entrée intérieure se trouvent deux tableaux, l'un indiquant le prix des jetons, l'autre le menu journalier que l'on ne manque jamais de consulter, car tous les jours, il y a plusieurs sortes de viandes, de légumes, de salaisons, de conserves, etc.

Les salles sont toujours tenues avec une extrême propreté : les couverts constamment mis d'avance, les tables en marbre blanc facile à entretenir, la vaisselle en belle et forte porcelaine blanche, et les carafes, verres, moutardiers, cuillers, etc., répartis par place marquée par une chaise ou un tabouret en noyer. Si le client le désire, il peut avoir une petite nappe et une serviette dont le prix est de cinq centimes chacune. Enfin en hiver, plats, bols et assiettes sont chauffés, et cela gratuitement.

Lorsque le consommateur a choisi la place qui lui convient, la servante de sa table vient lui demander ses ou son jeton — car on peut ne prendre qu'une seule portion — et lui apporte aussitôt ce qu'il désire. On peut avoir pour soixante-cinq centimes un diner complet composé de pain, soupe, viande, légumes et vin ; et même, si l'on ne boit pas de vin, on a un excellent repas pour cinquante centimes.

Je puis d'autant mieux l'affirmer, que j'ai plusieurs fois mangé moi-même à la cuisine populaire de Genève.

4° DÉVELOPPEMENT DE LA SOCIÉTÉ

A la fin de l'année 1891, le local prêté gratuitement, et d'ailleurs à titre temporaire par l'État, dut être retiré, car le bâtiment allait disparaître pour faire place au nouvel Hôtel des Postes. On fit d'actives recherches, mais on ne put trouver aucun immeuble convenable pour y transporter l'établissement ; aussi, malgré l'avis d'un grand nombre de personnes, malgré les dépenses considérables qui allaient en résulter, et le peu de ressources dont elle disposait, la Société prit une grave résolution : elle se décida à construire. Elle acheta à la Ville — qui

consentit un important rabais — un terrain situé près de l'ancien établissement et quelques généreux philanthropes, montrant leur confiance dans l'avenir, avancèrent sur hypothèques les fonds nécessaires en renonçant aux intérêts du capital.

Les travaux furent aussitôt commencés et activement menés. Un peu plus d'une année seulement après que la construction avait été décidée, le nouvel immeuble des Cuisines populaires ouvrait ses portes au public et un joyeux banquet d'inauguration fêtait, le 13 mai 1893, cet heureux événement. La foule, dès lors, n'a cessé de remplir les salles et déjà le rapport de 1893 s'exprimait en ces termes : « Quand nous pensons « qu'à la fin de 1889, nous ne possédions que 14112 francs, que « sur cette somme 13463 francs avaient été dépensés pour « l'agencement, le matériel, les jetons et que *nous sommes entrés* « *en activité avec seulement 469 francs en caisse et qu'au bout de* « *quatre ans nous avons non seulement amorti tous les frais d'éta-* « *blissement, mais reconstitué notre capital, amassé une réserve* « *de 45 000 francs* et assuré le crédit et la bonne renommée de « nos cuisines, nous pouvons regarder avec joie le chemin par- « couru. »

L'immeuble qui semblait tout d'abord bien trop vaste est devenu au contraire très vite insuffisant ; dès l'hiver de 1893, le conseil d'administration se voyait obligé d'utiliser le premier étage de la maison et de placer au fond du vestibule d'entrée un escalier intérieur pour permettre d'offrir au public une nouvelle salle qui fut plus spécialement destinée aux familles. Et ce n'était pas encore assez : la clientèle augmentant toujours, il fallut au mois d'avril 1895 ouvrir une seconde pièce plus grande encore.

Malgré ces agrandissements successifs, c'est à peine si l'on réussit aujourd'hui à procurer de la place à la foule sans cesse plus nombreuse et plus empressée des consommateurs. Le rapport de 1895 constate que l'on a dû recevoir jusqu'à quinze cents personnes en une seule journée. Cette affluence vraiment extraordinaire ne fait que continuer à s'accroître sans cesse et l'on peut dire que le succès des Cuisines populaires de Genève

dépasse certainement de beaucoup les espérances les plus ambitieuses de ses créateurs.

Pourquoi le succès des restaurants populaires de Paris ne dépasserait-il pas également les espérances beaucoup moins ambitieuses de ceux qui veulent les créer ?

Pourquoi une foule toujours plus nombreuse et plus empressée de consommateurs ne se rendrait-elle pas aussi à des établissements similaires à Paris ?

II. — LA CUISINE POPULAIRE DE LA CHAUX-DE-FONDS

1° ORGANISATION

Très analogue à l'institution de Genève, à qui elle a donné naissance, la cuisine populaire de la Chaux-de-Fonds, qui existe depuis plus de vingt ans, est une des plus anciennes de la Suisse.

C'est aussi une Société anonyme ; mais ses actions ne peuvent rapporter ni intérêt ni dividende et son but, uniquement philanthropique est de procurer à la population une nourriture saine, abondante, à bon marché et en même temps de venir en aide, autant que possible, aux institutions de bienfaisance existantes. Les bénéfices réalisés forment un fonds de réserve en vue du remboursement des actions lors de la dissolution de la Société. La durée de cette dernière est d'ailleurs illimitée, sous la réserve du cas où la moitié du capital, qui n'est que de 7 200 francs, serait perdu. La Ville ayant fait don des locaux, l'autorité municipale délègue un de ses membres aux séances du Conseil où il a voix consultative et un de ses contrôleurs est chargé de vérifier les comptes semestriels.

2° FONCTIONNEMENT

Dans ses grandes lignes, le fonctionnement de l'établissement de la Chaux-de-Fonds est analogue à celui des cuisines de Genève.

Il est ouvert à six heures du matin en été, à sept heures en

hiver et fermé le soir à neuf heures. Chaque client ne peut y boire plus d'un demi-litre de vin par repas et nul alcool, sous quelque forme que ce soit, ne peut y être vendu. Les prix et les portions sont les mêmes qu'à Genève, le vin cependant est un peu meilleur marché et les plats de viande ne sont que de quatre-vingt-dix grammes au lieu de cent grammes.

3° DÉVELOPPEMENT DE LA SOCIÉTÉ

Fondée comme nous l'avons dit au capital de. . . 7 200 fr.

La cuisine populaire de la Chaux-de-Fonds a encaissé pendant l'année 1896 une recette de. . . 144 460 fr. donnant une moyenne par jour de 394 francs.

Il a été acheté pendant cette période pour. . . 115 949 fr. de marchandises, qui ont produit un bénéfice brut de 28 511 fr.

Les frais généraux ayant été de . . . 15 981 fr. il est resté comme bénéfice net de l'année 1896. 12 530 fr.

Le nombre des jetons vendus pendant l'année a été de 769 269; 10 311 ont été distribués gratuitement, ce qui donne pour l'année un total de 779 580 et une moyenne de 2 130 jetons par jour. En voici d'ailleurs le détail.

Pain	156 055 jetons.	Soupe	74 768 jetons.
Légumes . .	137 975 —	Cacao et café .	36 822 —
Viande . . .	126 726 —	Fromage . . .	17 020 —
Vin	219 873 —		

En 1896, le nombre de jetons vendus a dépassé de 53 467 le nombre de ceux vendus pendant l'année précédente.

Ainsi que le dit le rapport du Conseil administratif, l'institution est bien vue du public et rend de grands services à la population. Il faut bien dire que le comité se fait une règle de ne rien négliger qui puisse contribuer au perfectionnement des différents services ou à une sage économie; toutes les commissions remplissent avec zèle leurs devoirs et cherchent constamment dans la mesure du possible à améliorer la qualité des diverses denrées en n'achetant que des aliments de premier ordre. Si, par hasard, il arrive que des secondes ou des troisièmes fournitures ne sont pas aussi bonnes que les premières,

les administrateurs compétents avisent immédiatement pour que le fait ne se renouvelle plus ; les réclamations sont d'ailleurs fort rares, surtout si l'on considère le grand nombre des consommateurs.

La bienfaisance est largement pratiquée à la cuisine populaire de la Chaux-de-Fonds ; tous les ans, des soupes dites scolaires sont abondamment distribuées aux enfants des écoles dont les parents sont pauvres ou seulement dans la gêne ; les indigents non plus ne sont pas oubliés et de nombreux jetons gratuits leur sont délivrés journellement.

Enfin chaque année, Noël est célébré avec son arbre traditionnel et un joyeux cortège de petits garçons et de petites filles remplit les salles où ils trouvent des friandises, des jouets et des vêtements chauds pour l'hiver. Et c'est vraiment un réconfortant et réjouissant spectacle que celui de ces pauvres enfants invités et fêtés dans la maison des ouvriers et des petits employés de la Chaux-de-Fonds.

Ne voudriez-vous pas aussi, chères lectrices et chers lecteurs, voir célébrer Noël avec son arbre traditionnel autour duquel un joyeux cortège de petits garçons et de petites filles pourraient trouver des friandises, des jouets et des vêtements chauds pour l'hiver et pouvoir inviter et fêter un jour les enfants pauvres de Paris dans les restaurants des ouvriers et des petits employés que vous aurez contribué à fonder ?

III. — ASSOCIATION ALIMENTAIRE DE GRENOBLE

1° ORIGINE ET DÉBUTS

Vers la fin de l'année 1850, des conseillers municipaux de Grenoble ayant appris qu'une association alimentaire existait à Genève (1), le maire, qui était alors M. Taulier, écrivit pour avoir des renseignements qu'aussitôt reçus il communiqua à ses collègues. Une commission fut nommée et émit un avis

(1) L'association dont il s'agit ici n'existe plus et n'est par conséquent pas la Société des cuisines populaires dont nous avons parlé au commencement de cet article.

favorable, et le Conseil vota en principe la fondation de l'Association alimentaire qui fonctionne encore aujourd'hui.

Le maire se rendit lui-même en Suisse et vit qu'il y avait là *une idée féconde qui, pour produire les plus heureux résultats, n'avait besoin que d'être encouragée et aidée au début par l'autorité municipale.*

Elle le fut : la Ville mit gratuitement un local à la disposition de la Société qui s'était formée (1), pendant que le maire hâtait les travaux d'appropriation, faisait frapper des jetons et achetait à crédit le mobilier et les ustensiles nécessaires. Puis, en dehors de ces soins matériels, il provoquait des souscriptions au moyen de placards affichés sur les murs des bâtiments publics, tandis que des listes étaient portées à domicile. Il avait aussi convoqué les présidents et les présidentes des sociétés de bienfaisance et de secours mutuels pour leur exposer la nature et le but de la fondation qu'il poursuivait. On trouva ainsi très rapidement plus de huit cents souscripteurs qui furent réunis le 27 novembre 1850 à l'hôtel de ville. Le maire répondit à toutes les objections qui furent présentées, et fournit tous les éclaircissements qui lui furent demandés et, sur sa proposition, on nomma une Commission qui, en quelques jours, arrêta le règlement provisoire de l'Association et forma le bureau. Le 9 décembre les employés furent nommés, puis le Conseil municipal décida que si la tentative échouait après un certain temps le budget de la ville ferait face au déficit sauf à la Société à se dissoudre aussitôt ou à fonctionner à ses risques et périls (2).

Enfin le 5 janvier 1851, tout était prêt, et un grand, mais très modeste banquet, où se trouvaient représentées toutes les classes de la population, inaugura gaiement le nouvel établis-

(1) C'est le même local, dans lequel elle a fait des réparations et des constructions considérables, que l'Association occupe encore aujourd'hui ; mais depuis longtemps elle en paye le loyer à la ville.

(2) Disons de suite que cette éventualité ne s'est jamais produite, il n'y a eu à aucun moment de déficit dans la caisse de l'Association. L'administration municipale n'eut donc pas d'avance à faire. Son appui — sans lequel sans doute d'ailleurs rien n'aurait pu être entrepris — fut purement moral. Le mobilier lui-même fut payé au moyen d'un emprunt ouvert parmi les sociétaires et ce dernier, représenté par des actions de 5 francs et s'élevant à 4 500 francs, fut remboursé peu de temps après.

sement. Ce fut réellement un beau tableau que de voir réunis à la même table, comme des amis et comme des frères, des riches et des pauvres, de hauts fonctionnaires et de petits employés, de grands industriels et de simples ouvriers, des dames du monde et des femmes du peuple... chacun sentait qu'il était là moins pour dîner que pour s'associer à une œuvre dont il n'était pas plus difficile de saisir la portée morale pour l'avenir que d'apprécier les résultats matériels pour le présent.

Pourquoi un semblable tableau ne pourrait-il pas, à Paris aussi, charmer nos yeux et nos cœurs? Pourquoi ne pourrions-nous pas, dans les cuisines populaires de notre ville, voir aussi réunis à la même table, dans un grand et joyeux banquet, comme des amis et comme des frères, des riches et des pauvres, de hauts fonctionnaires et de petits employés, de grands industriels et de simples ouvriers, des dames du monde et des femmes du peuple?...

2° ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

L'Association alimentaire de Grenoble est en réalité une réunion de personnes qui font préparer leurs aliments dans une cuisine commune; c'est un établissement coopératif plutôt que philanthropique. En effet, il n'est ouvert que pour ses membres sociétaires, tandis que les cuisines de Genève et de la Chaux-de-Fonds vendent à tout venant et à tout passant. Le titre de sociétaire s'acquiert d'ailleurs très simplement au moyen d'une carte qui coûte vingt-cinq centimes ou un franc par an, selon que l'on désire emporter les aliments à domicile ou les consommer dans les réfectoires. Ceux-ci ne sont ouverts que de 7 heures à 9 heures du matin, de 11 heures à 2 heures et le soir de 6 heures à 9 heures, alors qu'ailleurs ils ne ferment pas de toute la journée et qu'entre les heures du déjeuner, du dîner et du souper, on peut y manger des mets froids, tels que conserves, charcuteries, viandes froides, etc.

A Grenoble, le sociétaire porteur de sa carte se présente d'abord à un guichet pour y acheter les jetons qui lui sont

nécessaires (1) et qui varient selon qu'ils représentent une portion de soupe, de viande, de légumes, de vin, de pain ou de *dessert*; ils sont en cuivre et de forme et de couleurs différentes; d'un côté, ils portent les armes de la Ville avec cet exergue : « Association alimentaire » et de l'autre le nom de la denrée.

Le sociétaire se présente ensuite à un autre guichet où il donne, en échange de chaque portion qu'il reçoit, le jeton correspondant; mais il ne peut en aucun cas obtenir plus d'un demi-litre de vin par repas.

Tous les aliments sont de première qualité : le pain et la viande sont fournis par un boulanger et plusieurs bouchers avec lesquels des marchés sont passés et généralement renouvelés; la soupe est excellente, les légumes apportés chaque matin ou achetés par grosses provisions, selon les espèces, sont soigneusement choisis; le vin est bon, entièrement pur et acheté longtemps d'avance. Les desserts se composent de fromages, de fruits très variés cuits ou crus, entiers ou fractionnés, selon l'espèce, oranges, melons, figues, fraises, etc., ces dernières même accompagnées de sucre. Tout d'ailleurs est apprêté et servi avec une extrême propreté et, comme à Genève, à l'entrée de l'établissement se trouve un grand tableau indiquant les mets préparés pour chaque repas de la journée.

Il y a deux réfectoires : l'un est exclusivement réservé aux familles et aux femmes qui veulent être seules; l'autre, où les consommateurs peuvent se mêler indistinctement, se compose de deux pièces communiquant entre elles par une grande ouverture. Partout l'air et la lumière pénètrent avec abondance par de nombreuses fenêtres donnant sur la cour d'entrée et, pendant la belle saison, des pots de fleurs, provenant d'une serre construite près de l'entrée, égayent les convives de leurs riantes couleurs et de leurs fraîches senteurs.

3^e DÉVELOPPEMENT DE L'ASSOCIATION

Depuis sa fondation, l'Association n'a cessé de fonctionner avec une parfaite régularité et avec un éclatant succès qui ne

1. Mais il peut, s'il le préfère, se les procurer d'avance.

s'est pas démenti un seul jour. Elle est aujourd'hui dans sa quarante-septième année d'existence et toujours en pleine prospérité. Selon les derniers chiffres que je possède et qui remontent à l'année 1895, la Société a réalisé un fonds de réserve s'élevant à 70 396 francs, sans compter en outre son mobilier qui a coûté 21 900 francs. Elle a de plus consacré, soit en libéralités ou à des œuvres de bienfaisance, soit en gratifications ou secours à ses employés 23 716 francs et en constructions ou réparations pour faciliter et améliorer le service, une somme de plus de 30 000 francs.

Quels beaux résultats, surtout si l'on songe que l'Association a commencé sans le moindre capital et sans avoir eu à déboursier quoi que ce soit. En effet :

1° Le local avait été pour les débuts concédé gratuitement par la Ville ;

2° Le mobilier et les ustensiles nécessaires avaient été achetés à crédit par le maire et d'ailleurs remboursés bientôt après par les sociétaires ;

3° Le Conseil municipal avait décidé qu'il ferait face au déficit si l'entreprise échouait après un certain temps, éventualité qui, comme nous l'avons dit, ne s'est pas présentée, puisque la Société a au contraire prospéré dès le commencement.

Ne pourrions-nous espérer aussi :

1° Que notre Conseil municipal voudra bien concéder gratuitement un local pour les débuts des restaurants coopératifs et cuisines populaires de Paris ;

2° Qu'au moyen d'une souscription, on pourra acheter le mobilier et les ustensiles nécessaires ;

Et 3° que quelque généreux philanthrope voudrait bien s'engager à faire face au déficit si la Société à fonder échouait après un certain temps, éventualité qui, nous en sommes persuadés, ne se présentera pas.

CONCLUSION

Une conclusion est-elle bien nécessaire ou plutôt ne s'impose-t-elle pas toute naturelle ?

Pourquoi ce qui a pu être fait dans des villes de moyenne importance et aussi différentes que Lyon, Genève, Grenoble, la Chaux-de-Fonds, etc., ne serait-il pas non seulement possible, mais même plus facile à faire dans une grande ville comme Paris? Et ne devrait-on pas aujourd'hui non pas se demander si l'œuvre est utile et pratique, mais bien plutôt comment il se fait qu'elle ne soit pas depuis déjà bien longtemps une réalité?

L'utilité, je dirai même la nécessité de cuisines populaires ou de restaurants coopératifs n'a guère besoin d'être démontrée, surtout à des lecteurs et à des lectrices comme ceux de la *Revue Philanthropique*, qui sont tous par principe des convaincus.

Ces établissements sont par la force même des choses une institution de *tempérance*, puisque nul ne peut y consommer d'alcool ni y boire plus d'un demi-litre de vin par repas. Et peut-il y avoir un moyen plus simple et plus sûr de faire pénétrer peu à peu dans les mœurs des habitudes de sagesse et de sobriété? Comme le disait le Dr van Corput, membre du Sénat belge, au récent Congrès contre l'abus des boissons alcooliques et dans un excellent article de notre *Revue* (1): « *C'est surtout par une alimentation appropriée qu'on peut espérer arriver lentement, mais sûrement, à la guérison du vice alcoolique.* »

Ils sont aussi une institution de *prévoyance* par la facilité donnée aux consommateurs de faire d'avance une provision de jetons. On voit souvent des ouvriers, qui autrefois dépensaient le samedi au cabaret leur salaire de la semaine tout entière, venir acheter pour vingt-cinq francs de jetons à la fois; on voit des mères de famille aller faire elles-mêmes ce salutaire approvisionnement, leurs visages exprimant un air de conquête, car elles se sentent sans inquiétude pour le lendemain, et que de bonheur dans la sécurité!

Puis ils sont une institution d'*économie*, car on n'y prend que ce que l'on consomme et ainsi il n'y a jamais de restes. Quatre personnes mangeant ensemble peuvent y faire un excellent repas pour soixante centimes par tête et, si elles ne prennent

(1) *Revue Philanthropique*, numéro du 10 août 1897, page 543: *L'alcoolisme, ses causes mésologiques, son extinction physiologique.*

pas de vin, pour quarante centimes. Que d'économies ainsi réalisées qui tourneront ensuite, sous les formes les plus diverses, au bien-être de l'individu et de la société tout entière!

Enfin ils sont une institution *d'association*. Ils ressemblent — surtout ceux qui, comme l'Association de Grenoble, sont conçus dans un esprit plus particulièrement coopératif — à une grande famille, à un vaste ménage, où chacun est chez soi, où chacun est son associé, où aucun amour-propre ne peut être blessé, puisqu'il n'y a ni bienfaiteurs, ni obligés, car le bienfait est dans l'Association même et qu'il est l'œuvre de tous.

Si j'ai omis de parler, — comme il aurait été intéressant de le faire cependant, — d'autres institutions comme de celles de Lyon (1) par exemple, qui peuvent être citées comme des modèles, et si j'ai donné des détails un peu étendus sur les cuisines populaires de Genève, de la Chaux-de-Fonds et sur l'association alimentaire de Grenoble, c'est que, d'un côté, j'ai essayé d'être aussi bref que possible et que, d'un autre côté, j'ai voulu montrer aussi bien que possible les différentes sortes d'établissements qui peuvent être créés dans le même ordre d'idées.

Celui de Genève est plutôt coopératif en ce sens que tous les bénéfices y sont consacrés à améliorer l'institution et à former une réserve en prévision des moments difficiles, pour assurer la continuité et la prospérité de la Société.

Celui de la Chaux-de-Fonds est surtout une œuvre philanthropique, puisque la plus grande partie de ses bénéfices sert à venir en aide à différentes institutions charitables et à distribuer des jetons gratuits aux indigents et aux enfants pauvres.

Celui de Grenoble enfin est conçu dans un esprit à la fois coopératif et philanthropique. Les consommateurs sont exclusivement les sociétaires de l'Association, et à ce point de vue, il répond d'ailleurs peut-être mieux aux idées du jour, — puis une partie importante des bénéfices est consacrée à des œuvres de bienfaisance, et de fréquentes distributions de jetons gratuits montrent qu'on n'y oublie pas les malheureux.

On pourrait évidemment apporter à chacun de ces établis-

(1) Fondées par MM. Aynard et Mangini.

sements ou à un mélange d'entre eux toutes les modifications qui paraîtraient utiles : il faudrait en particulier profiter des exemples donnés par le nouveau restaurant coopératif des Champs-Élysées. Je crois qu'il ne conviendrait pas à Paris d'obliger les consommateurs à aller chercher eux-mêmes leurs portions à un guichet; et sans doute il serait bon d'avoir une pièce réservée où, moyennant un supplément de dix centimes, on aurait droit à une nappe et à une serviette. Peut-être faudrait-il aussi avoir une salle spéciale ou plutôt des heures spéciales pour les indigents auxquels des jetons auraient été donnés gratuitement, car, sans cette mesure, il est malheureusement probable qu'une partie de la clientèle s'éloignerait. Toutes ces modifications, d'ailleurs, sont des questions de détail qui pourront être discutées plus tard.

Que ceux qui jugent cette œuvre utile et réalisable et qui seraient disposés à s'y intéresser veuillent bien me le faire savoir (1), afin que toutes les bonnes volontés puissent se grouper pour fonder le plus tôt possible à Paris un restaurant coopératif ou une cuisine populaire qui, une fois l'exemple et l'élan donnés, ne manqueront certainement pas d'être bientôt imités.

L'entreprise est, je le répète — et je voudrais espérer en avoir convaincu les lectrices et les lecteurs de la *Revue Philanthropique* :

1° *Éminemment utile*;

Et 2° *facilement réalisable*.

L. D'ABARTIAGUE.

(1) En m'écrivant à la *Revue Philanthropique*, 120, boulevard Saint-Germain.

LA POUPONNIÈRE DE PORCHEFONTAINE

ET LA

QUESTION DES CRÈCHES INTERNES

I

Peu de questions sont à l'ordre du jour autant que celle qui va nous occuper. La dépopulation de la France est un des grands soucis de l'heure présente. La préservation des enfants du premier âge, chez lesquels la mortalité est encore si effrayante, est un des éléments les plus directs du problème ; il s'impose à tous les esprits, il inquiète les gouvernants ; il sollicite l'initiative privée. Tel est l'intérêt en jeu, qu'il n'est plus permis à la routine, à l'ignorance, aux préjugés invétérés d'entraver l'action commune. On améliore les races animales, on prime les bêtes les plus saines et les plus belles ; on multiplie les expositions, les concours régionaux, les comices ; on a des tendresses pour l'écurie, l'étable et la basse-cour ; la naissance et l'élevage de l'animal utile sont l'objet des plus minutieuses améliorations : fait-on pour l'espèce humaine tout ce qui serait nécessaire ? Faut-il donc que l'homme soit malade, infirme ou vieux, pour que l'on songe à lui ? La sympathie commence aux hôpitaux d'enfants, pour finir aux hospices de vieillards. Rien de plus digne assurément d'attention et de soins que les enfants malades : mais combien le deviennent faute de ces mêmes soins ! Combien d'entre eux, nés pour vivre et ayant droit à la vie, disparaissent dès le premier âge, comme

un capital anéanti par l'incurie générale ! Préserver et prévenir, y pense-t-on assez ?

Mais maintenons la question dans ses vraies limites. Est-il besoin de dire que nous ne parlons pas ici des enfants des classes riches ou aisées ? Pour ceux-là, l'affection plus ou moins intelligente des parents est une sauvegarde, et, en tout cas, une garantie relative. La mère qui nourrit ou qui peut appeler sur lieux une nourrice de choix, qu'elle surveille avec son médecin ordinaire, est la protectrice naturelle de l'enfant. Heureuses les mères qui peuvent garder leurs enfants près d'elles ; heureux les nouveau-nés qui ont, sans qu'ils s'en doutent, la sécurité du sein maternel ou du foyer domestique ! Encore y a-t-il, même là, beaucoup à faire, et c'est une science assez nouvelle que l'hygiène des nouveau-nés, même avec l'allaitement de la mère, et surtout par l'emploi récent et si souvent précieux du lait stérilisé ou maternisé.

Mais ce n'est pas de ces mères-là qu'il s'agit ; ce ne sont pas ces nourrissons-là qui émeuvent et inquiètent. Oui, le premier devoir de l'épouse, de la mère, le devoir primordial et sacré, c'est qu'elle nourrisse elle-même son enfant ; son lait est encore son sang ; et, pour obéir à la loi naturelle, elle doit accepter sans plainte, et même avec une joie auguste, les servitudes, les fatigues, les insomnies, tous les sacrifices. Telle est l'obligation absolue, et ce n'est pas aux fondatrices ni aux patrons de la Pouponnière de Porchefontaine qu'on a besoin de le rappeler.

II

Mais la réalité, en toutes choses, répond-elle aux conceptions idéales de la vie et du devoir ? Et d'abord, toute femme est-elle apte à nourrir ? Quel lait donnerait à son enfant cette jeune mère, frêle, délicate, parfois malade, ou trop distraite par les veilles et les plaisirs ? Demandez-le aux médecins les plus expérimentés. Et si la femme est pauvre, si elle vit de travail et de privations, si elle ignore le bon air et la saine nourriture, à quel prix nourrira-t-elle l'être déjà chétif ? quelles

génération préparera-t-elle à la France? De quels êtres peuplera-t-elle le pays de la misère? Et nous supposons qu'elle peut garder tout le jour son enfant auprès d'elle. Mais s'il faut le confier, du matin au soir, à la crèche externe, dans l'insécurité de l'aller et du retour, au péril de toutes les contagions ambiantes, et des intempéries de notre climat?

Nous arrivons à une autre catégorie de femmes et de mères, de plus en plus nombreuses, non pas pauvres précisément, mais de condition modeste, qui vivent, elles aussi, de leur travail, parfois plus assujetties que des ouvrières, et qui, par nécessité ou par économie, se séparent de leurs enfants et les confient aux nourrices mercenaires, bien loin, à la campagne, pour quel lendemain! Comptez-les dans les grandes villes : domestiques, employées de magasins, femmes de service, concierges, couturières à la journée, etc. Et qui étonnerons-nous si nous ajoutons les institutrices, les professeurs au cachet, toutes les jeunes maîtresses de piano, de chant ou de dessin, toutes les nouvelles fonctionnaires publiques, catégorie bien moderne de femmes, auxquelles il n'est pas interdit d'être mères, et à qui il n'est pas possible de garder leurs enfants? En ouvrant au travail des femmes des voies précieuses, en leur ménageant une place dans certains services de l'État, notre civilisation à outrance n'a pu tout prévoir, et la natalité se heurte à un obstacle de plus.

C'est alors que reparaissent les nourrices mercenaires, ces paysannes rapaces, ces terribles faiseuses d'anges qui, depuis un demi-siècle, ont si bien travaillé à la dépopulation de la France. Les chiffres sont connus et navrants. C'est par centaines de mille, chaque année, que les enfants qu'on leur confiait mouraient loin de leurs parents. Et l'on sait en quel état se trouvaient le plus souvent ceux qu'on leur rendait. La situation a-t-elle beaucoup changé? Ce sont ceux-là, les survivants, qui peuplent ensuite les hôpitaux d'enfants et les hospices d'incurables. Trois cent mille enfants sont placés tous les ans en province, livrés à un régime où tout est suspect, allaitement, soins matériels, alimentation prématurée, mépris des prescriptions les plus simples de l'hygiène, sans autre protection qu'une

inspection médicale jugée insuffisante ou illusoire, de l'avis des plus consciencieux enquêteurs. Oserons-nous ajouter qu'il y a une question de l'alcoolisme des nouveau-nés? On croit rêver à ce seul mot. Non seulement certaines nourrices, surtout en Bretagne et en Normandie, demandent des forces à l'eau-de-vie, pour en faire, disent-elles, profiter leurs nourrissons, — et la somme dépensée figure au compte des parents, — mais c'est souvent aux enfants mêmes qu'elles font boire des boissons alcooliques, dont on devine les effets! Ces femmes ont, d'ailleurs, dès longtemps, des habitudes d'intempérance, et c'est ainsi qu'il naît des enfants atteints d'alcoolisme congénital, et qu'on berce d'une ivresse inconsciente.

Ainsi, pendant longtemps, en France, point d'autre alternative, hors de l'allaitement maternel, que la crèche externe, qui fut un progrès incontesté, et la nourrice vénale, inintelligente, meurtrière. C'est alors qu'est née l'idée de la *Pouponnière*, crèche interne, nourricerie modèle, véritable pensionnat de nouveau-nés, où des nourrices de choix, internées elles-mêmes, préservées des influences du dehors, installées dans un local construit spécialement pour son objet, d'après les plus récentes données de l'hygiène, allaiteraient au sein et au biberon, selon l'âge, leurs enfants et ceux des autres, sous le contrôle incessant d'un médecin et la haute surveillance d'un Comité médical.

Ce qu'on pouvait craindre, et ce que nombre de médecins redoutaient, c'était l'agglomération des enfants dans un même local, où la contagion des maladies infantiles, si elles éclataient, aurait le champ libre et trouverait sur place tous les éléments d'un trop ample ravage. Mais ces maladies ne naissent pas spontanément; s'il n'y a pas transmission, le premier âge en est indemne. Des conditions rigoureuses d'isolement, tout contact rendu impossible avec les enfants du dehors établissent comme un cordon sanitaire, qui écarte le danger. Six années d'expérience ont donné raison à un principe si simple : pas une maladie contagieuse n'a sévi dans la Pouponnière de Porchefontaine. C'était un problème à résoudre, une tentative à faire : le succès a dépassé toute attente.

III

Le premier essai de crèche interne fut fait en 1891, dans une propriété privée. La maison, faite pour être habitée bourgeoisement, présentait une installation défectueuse. On y admettait, on y gardait les enfants jusqu'à cinq ans et au delà. Ce n'était pas une nourricerie, mais une sorte de pensionnat de la première enfance. On reconnut bien vite les inconvénients et les périls de cette organisation. Les médecins réclamaient un remaniement complet de l'établissement. C'est alors qu'une société nouvelle se forma par l'initiative et sous l'inspiration des deux fondatrices de l'œuvre, M^{me} Georges Charpentier, présidente, et Eugène Manuel, vice-présidente, secondées par un groupe de dames passionnées pour la même idée, associées avec un désintéressement absolu dans une pensée de solidarité maternelle, de bienfaisance et de patriotisme.

Grâce à des souscriptions et à des dons généreux, on put acquérir un vaste et beau terrain planté, à Porchefontaine, aux portes de Versailles, et y élever un premier pavillon, que deux autres ont suivi depuis. Les plus hauts patronages encouragèrent l'œuvre naissante. Un comité médical avait décidé que le chiffre de trente enfants par pavillon était un maximum qu'on ne devait pas dépasser, par prudence pour ce premier essai; que les enfants ne seraient gardés que jusqu'à deux ans, c'est-à-dire pendant la période de l'enfance la plus difficile à franchir, mais celle, en même temps, où les affections contagieuses ne se développent pas encore; que nourrices et poupons seraient sévèrement internés; que les visites des parents ne se feraient que dans des conditions spéciales de surveillance; qu'ainsi seraient sûrement écartés les dangers des crèches externes, où un courant permanent d'infection peut journellement s'établir du logis maternel à la crèche et de la crèche au logis. L'installation heureuse du premier pavillon eut un plein succès. Les demandes d'admission affluèrent de toutes parts. Quant aux résultats, un rapport ultérieur de la Commission d'hygiène publique, à la suite d'une exacte enquête, constata, par la comparaison entre les enfants admis à la Pouponnière et ceux

qu'on avait dû refuser, faute de place, que, dans le premier cas, la mortalité n'était que de 6 p. 100, tandis qu'elle dépassait 34 p. 100 dans le second cas. « L'éloquence de ces chiffres, écrivait l'éminent rapporteur, M. le Dr Bergeron, secrétaire perpétuel de l'Académie de médecine, n'a pas besoin de commentaire. » Lui-même, après avoir eu bien des doutes au début, était convaincu, et communiquait sa conviction. Protégée, aidée dans une certaine mesure par les pouvoirs publics, grâce à la sympathique sollicitude du directeur de l'Assistance, M. H. Monod, et plus tard à celle de M. Peyron, directeur de l'Assistance de la Seine, la *Société maternelle* ou *Pouponnière parisienne*, fut reconnue d'utilité publique, par décret en date du 21 juillet 1896, sous la seule condition d'étendre à la moitié des enfants admis la gratuité qui n'était jusque-là que du tiers. C'était répondre dignement au glorieux patronage des deux premiers présidents d'honneur de l'œuvre, MM. Pasteur et Jules Simon.

Il suffira de résumer les statuts de la *Société maternelle* pour se rendre compte de son fonctionnement actuel.

L'association, dont le siège social est à Paris, à la mairie du VII^e arrondissement, a pour but de créer et d'entretenir aux environs de Paris des établissements destinés à venir en aide aux mères qui travaillent et ne peuvent élever leurs enfants chez elles. On admet les enfants à la Pouponnière dès leur naissance, et on les garde jusqu'à deux ans. Les nourrices, choisies parmi les plus saines et les plus robustes, sont généralement recrutées dans les ouvriers, refuges et maisons d'accouchement de Paris; elles entrent à la Pouponnière avec leur enfant, qui est entretenu aux frais de la Société; elles reçoivent une rétribution mensuelle. Elles sont soumises, pour l'allaitement de leur propre enfant et de l'enfant qu'on leur confie, aux prescriptions de la loi Roussel; seul, le médecin de l'établissement décide du sevrage et de l'emploi du lait stérilisé.

L'association est administrée par un Conseil, dit Comité de direction, composé de vingt et une dames choisies pour trois ans, et rééligibles.

Le bureau est formé par la présidente, les deux vice-prési-

dentes, la secrétaire générale, une secrétaire, la trésorière, auxquelles est adjoint un conseil judiciaire. Une directrice est à la tête de la maison, dont elle gouverne le personnel. Deux comités de patronage, l'un d'hommes, l'autre de femmes, secondent le Comité directeur. Les enfants de nationalité française sont seuls reçus, sans distinction de culte. Le prix de la pension payante est de 40 francs par mois la première année, tous frais compris, et de 30 francs la seconde année. Outre la gratuité réservée à la moitié des enfants, la Société accorde des bourses et des demi-bourses aux parents qui en font la demande motivée.

Le Comité médical a pour président d'honneur M. le Dr Bergeron et pour président M. le Dr Sevestre, médecin des hôpitaux, secondé par le Dr Oettinger. Nous relevons parmi les membres de ce comité les noms bien connus des professeurs ou docteurs Blache, Boissard, Champetier de Ribes, Charpentier, Porak, Ch. Richet, Albert Robin, Théophile Roussel, Paul Segond, Terrier, Anselme Weill, Jules Worms. Nous y lisons encore le nom de l'illustre et regretté Germain Sée. Le service médical quotidien est fait par le dévoué et vigilant Dr Parelle, de Versailles.

IV

Mais il est temps de visiter l'établissement même. Quand on se rend à Versailles par les tramways ou par les chemins de fer de l'Ouest, rive gauche, on aperçoit, non loin de la grille des Chantiers, les terrains où s'élève la première Pouponnière construite en France. A droite et à gauche du bâtiment principal, affecté aux services administratifs et au personnel, et où se trouvent également le parloir des parents et le cabinet du médecin, s'étendent, réunis par des galeries vitrées, les trois pavillons actuels, d'aspect gai et riant : ils font avec tout l'ensemble des constructions, grand honneur à l'architecte, M. Jacques Hermant, qui a généreusement fait abandon à l'œuvre de ses honoraires. A quelque distance, dans le jardin, s'élèvent une infirmerie, presque toujours vide, et un bâtiment

d'isolement, destiné aux enfants et aux nourrices mis en surveillance à leur arrivée. Une buanderie et divers services accessoires complètent la colonie. Un vaste jardin offre aux nourrices et aux enfants ses pelouses, ses fleurs et ses ombrages. C'est un spectacle touchant et charmant, dès les premiers beaux jours, de voir au bras de leurs nourrices ou sur le gazon, ou dans de petites voitures qui circulent dans les allées sablées, tous ces enfants sous leur petit vêtement rose, tandis que leurs parents, les jeudis et les dimanches, sont admis à les voir, et peuvent juger du bien-être et des soins dont ils jouissent. Les témoignages de leur reconnaissance forment déjà un dossier qui deviendra le livre d'or de l'œuvre.

Le spectacle est plus intéressant encore, quand on pénètre dans l'intérieur des bâtiments. Et d'abord, dans le vestibule, des plaques de marbre portent inscrits les noms des fondatrices, des donateurs et, en tête, ceux des premiers présidents d'honneur de l'œuvre, Pasteur et Jules Simon. Ce qui frappe, dès l'entrée, c'est la température entretenue, nuit et jour, dans toutes les salles, galeries et couloirs que les enfants habitent ou traversent. Cette température varie de 18° à 20°, selon l'âge des poupons. L'air et la lumière sont partout. Les dortoirs des enfants et ceux des nourrices sont séparés par des cloisons vitrées ; des salles de bain, de pesage des enfants, de stérilisation du lait, faite sur place, le vestiaire, la lingerie, le réfectoire des nourrices, la pharmacie, l'usine pour le chauffage à l'eau, le cabinet médical, tout est distribué, aménagé dans les conditions les plus salubres et le confortable le plus ingénieux.

La directrice est secondée par une sous-directrice et plusieurs surveillantes, dont les attributions sont distinctes. Nous avons déjà parlé du Dr Parelle, qui fait sa visite quotidienne et du comité médical, dont le président, le Dr Sevestre, intervient avec un zèle admirable dans tous les cas urgents, ainsi que le Dr Oettinger et le Dr Boissard ; un bulletin médical, rédigé journellement par le Dr Parelle, est contrôlé et contresigné par eux. L'admission des nourrices et des enfants, retenus, à l'arrivée dans le bâtiment d'isolement, ou lazaret, n'est prononcée que sur leur visa, comme aussi leur sortie.

Plus de cent quinze enfants sont, en ce moment, présents à la Pouponnière, et ce chiffre serait vite, non pas doublé, mais quintuplé, décuplé, si les pavillons pouvaient se multiplier au gré des demandes ! L'insuffisance du premier pavillon construit en 1893 et inauguré par M. Poubelle, préfet de la Seine, et M^{me} Poubelle, avait été tout aussitôt reconnue. C'est grâce à d'actives et persistantes interventions que furent obtenues des Ministères de l'Intérieur et de l'Agriculture les ressources nécessaires à l'édification du second pavillon, dont l'inauguration fut faite avec solennité en présence de M^{me} et de M^{lle} Félix-Faure, des principales autorités de Seine et de Seine-et-Oise, et d'une élite de visiteurs, invités à parcourir l'établissement.

Depuis, un troisième pavillon a été élevé et inauguré, celui-là pour un objet particulier et une épreuve digne du plus haut intérêt. On sait que le D^r Budin, accoucheur en chef de la Maternité, y a organisé un service de couveuses, destiné à recevoir les enfants nés avant terme, et que des soins exceptionnels peuvent seuls conserver à la vie. Mais dès que ces petits êtres si fragiles étaient sortis des couveuses, les nouvelles conditions atmosphériques leur étaient presque toujours funestes. Frappé des avantages uniques que lui offrait l'organisation intérieure de la Pouponnière, M. le D^r Budin a eu l'idée de lui confier les enfants de ces couveuses, entre la sortie de ses appareils et la rentrée définitive à l'air libre. La température de la Pouponnière et les soins qu'on y donne aux nouveau-nés répondaient précisément au besoin reconnu d'une sorte de serre tempérée, complément de la couveuse.

L'idée était bonne. Mais il fallait les moyens de la réaliser, sans confondre les deux catégories d'enfants. Un généreux bienfaiteur fournit la somme nécessaire à l'achèvement, à l'aménagement et à l'entretien de ce troisième pavillon. Les nourrissons, amenés avec précaution de la Maternité, passent par groupes plusieurs mois à la Pouponnière, et ce roulement, où se renouvellera plusieurs fois par an cette clientèle si tendre et si délicate, suffit pour permettre ensuite à ces poupons d'affronter l'air extérieur et de prendre définitivement possession de la vie.

Ajoutons qu'une statistique spéciale a été établie pour cette

catégorie de pensionnaires, dont la mortalité, au début surtout, pouvait être plus fréquente, et ne devait pas sans préjudice se confondre avec celle des autres enfants. Le Dr Budin l'avait compris, et s'était prêté spontanément à cette distinction. Mais tel est déjà le succès de cette essai, que l'écart diminue entre les deux statistiques, et que l'on peut déjà prévoir l'époque où elles se confondraient sans inconvénient.

Il y a lieu d'insister aussi, dans ce tableau que nous essayons d'abrèger, sur les services que la Pouponnière rend aux nourrices qu'elle emploie. Libre à certaines personnes, plus exigeantes sur la nature des misères à secourir que vraiment humaines et charitables, de s'étonner qu'on prenne un intérêt compatissant aux filles-mères. Pour ces esprits timorés le mot de solidarité reste inintelligible. Les nourrices de Porchefontaine sont, en effet, des filles-mères, mais choisies, hâtons-nous de le dire, parmi celles dont le malheur et l'abandon inspirent le plus de sympathie. Il y a un devoir social à les sauver du désespoir, ou à les arracher à la dégradation irréparable : c'est en leur enseignant la maternité qu'on peut y réussir, — et qu'on y a réussi. Les nourrices quittent la Pouponnière avec leur enfant sain et bien portant, et elles emportent un pécule qui leur permet de vivre à l'abri de la misère en attendant du travail ou un emploi. Cinq d'entre elles, cette année, ont été placées par les soins du comité de patronage; trois ont régularisé leur situation par le mariage; enfin trois sont restées à l'établissement. Ni l'assistance publique ni les moralistes n'ont à se plaindre de ces résultats. Quant aux nourrissons, combien déjà ont été sauvés!

Disons-nous le regret que laisse, à toutes ces femmes généreuses dont la Pouponnière est l'œuvre, l'impuissance où elles sont de répondre à toutes les mères qui s'adressent à elles? Pour assurer une place à l'enfant né ou à naître, il faut s'inscrire, il faut attendre; le plus souvent, il faut renoncer à toute espérance. On a dû, avec une vraie douleur, écarter, paraît-il, 745 demandes d'admission, toutes très dignes d'intérêt, la plupart payantes. « Sauvez mon enfant! » c'est le cri de toutes ces mères, l'appel découragé de celles que des deuils antérieurs ont frappées, ou de celles qui simplement redoutent le

lointain voyage du poupon dans l'inconnu ! Pour réussir, pour obtenir un tour de faveur, on fait agir toutes les influences. Les trois pavillons sont pleins, et l'on a été aussi loin que le permet la tolérance des médecins, rassurés par l'évidence.

V

Reste le budget. Là se sont produites les grosses objections. Mais si l'on y regarde de près, elles concernent déjà le passé beaucoup plus que le présent, et, — il faut l'espérer, — que l'avenir. Si, dans le principe, le prix de revient était trop élevé, c'est qu'indépendamment d'une inexpérience dont il faut bien tenir compte au début d'une œuvre si nouvelle, tout le poids des dépenses portait sur un petit nombre d'enfants, et un seul pavillon. Les fondatrices de la Pouponnière n'avaient qu'un souci, c'était de démontrer, sans considérer uniquement les frais, que de très jeunes enfants pouvaient être élevés en commun sans danger, contrairement à l'opinion la plus répandue parmi les médecins, à la condition de prendre les précautions les plus rigoureuses. Il est bien certain que si l'on n'avait tenu compte alors que de la comparaison entre les charges de l'installation, — terrain, constructions, mobilier, administration, personnel nourricier, etc., — et le chiffre modeste des nourrissons, on aurait eu raison d'envisager le lendemain avec appréhension. Aujourd'hui chaque enfant, pour 365 jours de présence, coûte 1 fr. 80 par jour, soit 657 francs par an. Et l'on prévoit que ce chiffre pourra s'abaisser à 1 fr. 50, si l'on réussit à construire un quatrième pavillon. L'obligation où l'on est d'accorder la moitié des berceaux à la gratuité absolue (condition expresse de la reconnaissance pour cause d'utilité publique) a pour résultat une dépense de 39 420 francs, représentant 21 900 journées de présences gratuites. D'autre part, les enfants payants donnent une moyenne de 35 francs par mois, ou 1 fr. 19 c. par jour, soit 420 francs par enfant. Le déficit réel, aux frais de l'œuvre, est donc de 0,61 centimes par jour et par enfant ; ce qui fait pour cette catégorie de pensionnaires une dépense totale de 14 220 francs représentant également 21 900 journées. Voulait-

on que les fondatrices de l'œuvre eussent la pensée d'en tirer un bénéfice?

On voit en tout cas, par ce calcul, que la lourde charge de l'établissement est produite par la présence des enfants élevés à titre gratuit, puisque l'on débourse pour ces derniers la somme annuelle de 39 420 francs, contre les 14 220 francs représentés par les nourrissons payants.

Si maintenant l'on songe que la plus grosse part des frais généraux d'établissement ne se reproduira pas ; que le traitement de la directrice, du médecin, des surveillantes resteront les mêmes avec trois ou quatre pavillons, — et plus, — comme avec un seul ; que le bâtiment de l'administration, l'infirmerie, le pavillon d'isolement, toutes les installations accessoires, les plantations, les clôtures, n'entraîneront guère de dépenses nouvelles, et que des économies de détail pourront être réalisées sur plus d'un point, on éprouvera moins de surprise et moins d'inquiétude.

Il n'en est pas moins vrai qu'un budget annuel de près de 55 000 francs, c'est une somme, et il faut admirer par quels efforts, par quelle ardente propagande, même avec le concours des ministres de l'Intérieur et de l'Agriculture, du Conseil général et du Conseil municipal de la Seine, la *Société maternelle* a pu suffire, sans trop s'engager, à de telles charges. Fondations perpétuelles ou simples, fondations de berceaux (que ne les multiplie-t-on pas davantage!), souscriptions annuelles, dons en argent ou en nature, représentations théâtrales, ventes, etc., tout est venu en aide à ces vaillantes femmes, dont les convictions contagieuses ont fait merveille. Eu égard à la beauté de l'œuvre entreprise, les dépenses ne paraissent même pas excessives : car enfin, de quoi s'agit-il ? D'une crèche modèle, d'un type absolument nouveau en France, où tous les progrès de l'hygiène infantile, tous les perfectionnements d'installation, toutes les applications pratiques de la médecine moderne ont pris place, et ont été exigés. Songe-t-on bien à ce que coûterait un pareil nombre d'enfants malades dans les hôpitaux, dans les asiles, ou même chez les pauvres gens qu'il faudrait secourir ? Se rend-on bien compte des éco-

nomies que permettraient de faire dans le budget de l'Assistance publique les mesures préventives qu'on veut appliquer? ce que la préservation des enfants sains à leur naissance retrancherait des dépenses qu'il faut faire pour les tuberculeux, les scrofuleux, les rachitiques, les aveugles et les infirmes de toute sorte, qui n'ont été, le plus souvent, que des enfants mal soignés? On peut affirmer hardiment que tout ce qu'on créera, à l'instar de la Pouponnière, pour conserver et fortifier la première enfance, réduira dans des proportions inattendues le budget public de la maladie, de l'infirmité et de la misère! C'est une opération arithmétique qu'on peut recommander aux gouvernants.

Le Conseil municipal de Paris, qui a témoigné ses sympathies à la Pouponnière de Porchefontaine, ne pourrait-il multiplier ce type tout autour de Paris, pour la plus grande satisfaction de toute une classe intéressante de femmes laborieuses?

Mais il faudrait propager partout, en France, les nourriceries modèles, les crèches internes, les pensionnats de nouveau-nés, dans le voisinage de toutes les grandes villes, même dans les campagnes, partout où l'on voudra combattre l'influence néfaste des nourrices libres et leur reprendre les enfants qu'elles tuent.

Et pourquoi les médecins de campagne eux-mêmes, ceux qui ont mince clientèle, ne prendraient-ils pas un intérêt direct à ces créations? Pourquoi, dans des régions saines, où le terrain serait à bon marché, la bâtisse économique, le bon lait moins coûteux, n'établiraient-ils pas, sous leur surveillance et même à leur profit, comme on fait pour certaines maisons de santé, de ces crèches internes payantes, dont ils choisiraient avec soin les nourrices, où ils appliqueraient la nouvelle hygiène des enfants, non pas sur une trop grande échelle, de peur d'abus, mais en faveur de groupes privilégiés de nourrissons confiés à leur vigilance et à leur savoir? Le type existe désormais. On aurait des hospices d'enfants sains et valides, — le terme est à créer; — on y entrerait parce qu'on se porte bien; on en sortirait sans avoir été malade: combien une telle nouveauté serait populaire! Les médecins, maîtres chez eux, pères

nourriciers eux-mêmes en quelque sorte, auraient sur l'hygiène de l'enfance une action qu'ils n'ont pas chez les nourrices dispersées dans les villages ; on les y appelle trop tard, on ne leur obéit pas, on ne croit pas en eux. Mais les résultats obtenus dans leur établissement frapperaient vite l'attention, et tout se ressentirait au dehors de l'exemple qu'ils auraient donné. Quelques-uns ont commencé et l'idée pourrait être féconde.

Pour toutes ces mesures, il faut se hâter. La mortalité des enfants du premier âge est là, toujours menaçante ! Nous laisserons-nous prévenir et distancer, cette fois encore, par les pays étrangers ? Non seulement la Belgique, la Hollande, l'Autriche, l'Amérique même, préoccupées de cette grande question de l'hygiène et de la préservation de l'enfance, ont envoyé des délégués pour étudier l'établissement de Porchefontaine et créer sur ce modèle des maisons similaires ; mais l'enquête à laquelle on se livre dans toute l'Europe fournit à la question des documents inattendus.

Il faut lire, sur ce sujet, le rapport [si intéressant et si substantiel publié, sous le titre modeste de *Notes* par M. le Dr Henri de Rothschild, chargé d'une mission à Vienne, à Berlin, à Budapest, à Saint-Petersbourg, à Moscou. Les immenses et déjà anciennes institutions qui prospèrent dans cette dernière ville, au profit de l'*Enfance malheureuse (et déshéritée)*, pour emprunter à M. Paul Strauss le titre de son beau livre, sont un avertissement pour la France, en même temps qu'un exemple. Que la Pouponnière de Porchefontaine soit, en quelque sorte, la maison mère des nourriceries de demain, et que le siècle qui va commencer bientôt en présente partout les exemplaires, avec cette simple devise de la Pouponnière de Porchefontaine, dont Roty a fait un chef-d'œuvre : « Maternité. »

LE DOCTEUR X...

LES ORIGINES

DE

L'INSTITUTION DES CAISSES D'ÉPARGNE ⁽¹⁾

L'institution des Caisses d'épargne doit son idée première à un Français, Hugues Delestre, « Docteur ès Droits, conseiller du Roy », Lieutenant-civil au siège royal de Langres, en 1610 : elle ne fut mise en œuvre qu'en 1778, dans la Ville libre de Hambourg, d'où elle se propagea d'abord dans quelques villes d'Allemagne, de Suisse et de Grande-Bretagne ; elle reçut sa première incorporation légale en 1816 (13 décembre) à Boston, Massachusetts, États-Unis d'Amérique, et sa première loi organique en 1817 (1^{er} août) en Angleterre, et dans cette forme elle s'acclimata bientôt dans la plupart des États du monde civilisé ; enfin elle prit un nouvel organisme, le plus simple, le plus commode pour le peuple, le plus sûr, par l'acte du parlement britannique du 17 mai 1861, qui a créé la *Post office Savings Bank*, la Caisse d'épargne postale, aujourd'hui établie dans vingt-cinq États d'Europe, d'Afrique, d'Amérique, d'Asie et d'Australasie.

La Caisse d'épargne a été complétée dans ces dernières années par l'institution des Caisses d'épargne scolaires, branche auxiliaire de l'éducation, école d'apprentissage économique et moral pour les futurs ouvriers ; et par des services annexes tels que les Bureaux d'épargne des manufactures, de l'armée et de la flotte.

L'institution des Caisses d'épargne est aujourd'hui, surtout par ses progrès depuis vingt ans, l'institution populaire la plus répandue dans le monde civilisé, et la plus importante par le

(1) Ce travail forme le premier chapitre de l'*Histoire générale des Caisses d'épargne*, dont j'ai réuni les éléments depuis plusieurs années au cours de mes missions et voyages d'étude ; j'en ai lu un extrait à l'Académie des sciences morales et politiques. M.

Perron, archevêque de Sens, Grand-Aulmosnier de France, l'autre à M^{re} le chancelier de France Messire Nicolas Brulart Sieur de Sillery, etc., etc.

Pietas ad omnia utilis est, promissionem habens hujus vitæ et futuræ.

D. PAULUS.

à Paris, chez Jean Laquehay, imprimeur, rue Judas.

MDCXI.

avec privilège de Sa Majesté.

Le privilège, imprimé à la fin du volume, contient les passages suivants, qui rappellent les hautes missions et charges de H. Delestre sous les règnes précédents :

Par lettres patentes en datte du 20 septembre 1610, signées par le Roy en son Conseil, plus bas Combaud, et scellées du grand scel en cire jaune, Sa Majesté... exhorte et invite l'auteur de ce traité à mettre par escript et en lumière ce qu'il pourra au bien public, honneur et célébrité de la nation Françoise : De quoi Sadite Majesté a bien voulu prendre confiance en luy recogneu, par plusieurs belles commissions et charges tant deans que dehors ce royaume fidèlement acquittées au contentement des Rois defuncts, de très-heureuse mémoire... Pour ces causes lui ayant accordé...

C'est un fort volume in-4°, de 1 140 pages, bourré de citations latines, grecques, hébraïques même, suivant la mode du temps, mais d'où l'on peut extraire une centaine de pages marquées au meilleur coin du législateur le plus haut de vues, et de l'administrateur le plus ingénieux et le plus pratique.

Voici, pour la question des Caisses d'épargne, quelques passages, dont il faut bien se rappeler la date, 1610, car on croirait, sauf le style, le livre écrit d'hier.

Hugues Delestre propose « le plant d'une Caisse où un serviteur ou servante, et tout autre mercenaire qui loue et engage son labeur par an ou à journées (parce que le dire du vulgaire est justement prisé du jurisconsulte : *fragilem esse sine peculio pecuniam*), s'il veut se servir de la garde du Mont, Icelui sera tenu recevoir l'argent qu'il lui apportera, quand mesme il ne viendrait pas de son travail mercenaire, ains de la vente de quelque bien ou d'autre part. Le lui rendra, quand il en aura affaire et le redemandera soit le tout en partie à sa commodité. Et si encore, lui fera présent, à proportion de temps qu'il aura usé de ses deniers, d'autant qu'ils lui eussent pu rapporter, à raison du denier dix sept (5,88 p. 100), défalquant

seulement le cours d'une huitaine pour les employer, et une autre afin de les retirer et apprester avec plus de commodité. »

Voilà bien nos règles actuelles, indiquées jusque dans les détails administratifs, jusque dans les dispositions de trésorerie relatives à l'intérêt, qui ne commence à courir que quelques jours après le dépôt, et qui cesse quelques jours avant le remboursement, afin que l'intérêt porte exactement sur la durée du temps où le dépôt est en placement fructueux.

En outre des motifs que donne Delestre de cette institution, et qui sont les motifs mêmes de l'institution actuelle de nos Caisses d'épargne, il en est un assez imprévu pour nous, mais qui paraît fort ancien, car le savant conseiller royal invoque l'autorité de Platon ; c'est que : « le Mont offrant au serviteur ou gagne-journée le moyen d'assurer la garde de son petit gain avec commodité et avantages de restitution et profit ; les maîtres manqueront de tout prétexte pour refuser ou délayer (retarder) le payement des salaires. »

Il paraît qu'au ^{xvii}^e siècle en France, certains maîtres retenaient les salaires dus, en alléguant que leurs serviteurs ne sauraient pas conserver leur argent pour l'appliquer à des besoins utiles et qu'ils le gaspilleraient. C'était la prévoyance forcée à l'égard des mercenaires, et souvent aussi un calcul de la part des maîtres. A ces deux points de vue, Delestre condamne avec raison cette pratique : il veut l'affranchissement du salaire gagné ; il professe aussi que la prévoyance doit être libre, et que par là seulement elle a toute sa valeur, qui est de sauver l'argent du mercenaire, du plus modeste travailleur, et en même temps de fortifier la vertu de l'homme en l'habituant à résister aux mauvaises dépenses par sa propre volonté, dans une pensée de sage prévoyance.

A une époque où les établissements de banque sont encore rares et incertains, Delestre propose « d'utiliser le *Mont* pour dépôts volontaires de quiconque », et « que l'intérêt servi à ces dépôts soit seulement le trentième denier (3,33 p. 100), c'est-à-dire moindre que l'intérêt servi aux dépôts des mercenaires ». Et cette différence d'intérêt est aujourd'hui aussi établie dans certaines Caisses d'épargne d'Autriche, d'Italie et d'Amérique,

où l'on admet les dépôts sans autre limitation qu'un maximum assez élevé, déterminé de temps en temps, suivant les circonstances, par l'administration de la Caisse.

« Et ne doute aucunement, dit Delestre, que maints seigneurs, ambassadeurs, pèlerins, voyageurs et gents de guerre qui aux bonnes occasions s'absentent de leurs maisons; encores plusieurs qui amassent de l'argent, à certain effect qu'ils projettent de loin, mesme pour acheter quelque terre, es coffres desquels ce qu'ils ont déjà croupit inutile, sujet à des larcins industriels comme à de violents efforts, ne fassent volontiers un pur, simple et naturel dépost, sous la foi de ce Mont duquel le mur sera d'airain; il n'y a buffet si certain pour la certitude de ravoir à sa bonne heure ce que l'on aura déposé, ou telle part que l'on en demandera, argent qui ne puisse être déroqué par saisie quelconque. »

Voilà bien en termes précis et étonnamment énergiques la sûreté et le secret de nos dépôts d'épargne actuels, et aussi le caractère de valeur insaisissable, reconnu aujourd'hui à ces dépôts par plusieurs législations d'Europe et d'Amérique.

Seulement aujourd'hui, nos Caisses d'épargne les mieux entendues pour l'esprit et le but de l'institution, et les plus sagement réglées, ont laissé à l'industrie privée, fort bien outillée en établissements de banque, les dépôts d'une certaine importance; et cela forme aujourd'hui toute une classe de banques, dites sociétés de dépôts en comptes courants, exploitées par des sociétés d'actionnaires qui recherchent dans ces opérations des bénéfices; pendant que les dépôts des menues épargnes du peuple sont seuls reçus, gardés et gérés par des administrations gratuites, qui n'ont en vue que le pur intérêt des épargnants.

Ainsi, les personnes aisées, capables de discerner et de contrôler un bon établissement de dépôts, sont servies par les banques privées; et les modestes travailleurs, la plupart ignorants et peu aptes à reconnaître un lieu de toute sûreté, placent leurs petites économies dans les Caisses d'épargne: service d'utilité populaire, qui ne recherche aucun avantage que l'intérêt des déposants et qui procure la garantie la plus haute possible, la plus évidente, celle de l'État; car la

sûreté, tel est le mot fondamental de nos Caisses d'épargne.

Et il est fort curieux de lire dans l'ouvrage de Delestre le chapitre vi, justement intitulé : *Les Seurtés* (les sûretés), où cet habile administrateur organise « les sept seigneurs notables et du plus haut rang, qui dirigent le Mont sous leur garantie personnelle et sous la garantie du Roy ; les baillis-semainiers, qui président par semaine à toutes les opérations ; les employés, qui donnent caution et peuvent être condamnés à payer quatre fois toute somme détournée ; les assemblées annuelles où se fait le compte (financier et moral) ; les placements des fonds en valeurs de la Ville et autres de toutes seurtés ».

Ce chapitre, de cinquante-huit pages, malgré le fatras de citations bizarres, met en puissante évidence le grand principe souverain des Caisses d'épargne, la sûreté.

Hugues Delestre, dans son *Plant*, qui semble la vraie pépinière de toutes les institutions économiques dont se glorifie notre siècle, propose aussi une caisse des retraites : « Le Mont recevra de l'argent dont il paiera une rente viagère au denier vingt-sept (3,70 p. 100). » Et dans ce chapitre, on croit lire un exposé des motifs et même le dispositif des lois modernes anglaises, belges et françaises, qui ont organisé les annuités populaires, les petites assurances après décès et les retraites populaires pour la vieillesse, à côté et au moyen des Caisses d'épargne.

On trouve vraiment dans cet ouvrage daté de 1610 l'idée et le plan de la plupart des institutions d'assistance, de prévoyance et même d'éducation, populaires, que nous avons coutume de regarder comme des œuvres toutes modernes, contemporaines : l'assurance pour les secours de maladie, pour les funérailles, l'assistance judiciaire, le patronage de jeunes apprentis, etc. Et tout cela est traité à la fois par un administrateur précis dans les détails les plus intimes d'organisation, de fonctionnement et de contrôle, aussi bien que par un homme d'État aux vues les plus élevées.

Ainsi, par exemple, Delestre formule excellemment ce principe moderne de la science administrative, la séparation des ordonnateurs et des comptables : « Ceux qui manient l'argent n'ordonnent rien, ceux qui ordonnent ne touchent à rien. »

Et dans un autre passage, il établit, avec les vues d'un

homme de génie social, cette distinction, qui ne sera bien admise dans le monde civilisé que plus de deux siècles après, à savoir : que les masses populaires se composent de deux ordres de personnes très différents, et qu'il faut considérer et traiter par des institutions de caractère tout différent : 1° les pauvres (orphelins, malades, infirmes et vieillards sans ressource), individus tombés, que la charité publique ou privée a charge de soutenir; 2° d'autre part, la classe bien plus nombreuse des modestes travailleurs, des *mercenaires*, dit Delestre, des travailleurs qui se tiennent debout et qui ne demandent qu'un peu d'aide, aide purement morale et économique, non charitable : distinction fondamentale des institutions modernes, que nous avons un jour exprimée ainsi, dans un discours prononcé à la Sorbonne en 1867 sur les institutions de prévoyance et les institutions d'assistance, ce qui fut noté dans la presse et ailleurs comme un point de vue qu'on croyait nouveau : *A l'indigent, l'assistance charitable; à l'ouvrier, l'aide économique*; distinction que le roi Henri IV semblait pressentir, quand il parlait aux paysans, non comme à des pauvres, mais comme à des travailleurs qu'il voulait aider à améliorer leur sort, qu'il voulait mettre ainsi en état, par eux-mêmes, d'avoir poule au pot le dimanche ; — distinction méconnue en Europe pendant plus de deux siècles; car les esprits les plus élevés de la Révolution française (sauf Mirabeau peut-être, dont nous aurons à rappeler ci-après les hautes vues de progrès sociaux), tous nos législateurs de cette époque de libération sociale et d'aspirations démocratiques, confondirent dans leurs projets de lois ou d'institutions toutes les classes populaires, ouvriers et indigents, dans la classe des pauvres, et ils appliquèrent à tous les membres des classes inférieures le même traitement, avilissant et funeste aux vaillants travailleurs.

Comment donc a-t-il pu se faire que cette œuvre de Hugues Delestre soit restée lettre morte? Comment s'est évanouie dans le souvenir même des hommes et pendant plus de deux siècles cet admirable plan de réformes et d'améliorations sociales qui, évidemment n'était pas en 1610 l'invention d'un seul homme d'État, mais résumait sans doute les desiderata de plusieurs es-

prits d'élite, en tête desquels on peut ranger Henri IV et Sully?

Cet étrange phénomène peut s'expliquer. Des grandes agitations, autant morales que politiques, qui marquèrent la fin du **xvi^e** siècle, sortirent un bon nombre d'hommes d'État, fortement trempés, vigoureux de pensée et de cœur, qui regardaient la société d'une manière assez nouvelle : le roi n'était pas seulement le maître de la nation, c'était aussi le père de la famille nationale, protégeant, secourant et aidant ses enfants divers suivant leur condition et les circonstances. L'esprit d'analyse expérimentale avait ainsi préparé les hommes d'État du règne d'Henri IV à traiter ce que nous appelons aujourd'hui les questions sociales, c'est-à-dire les moyens d'améliorer le sort des diverses classes des membres de la famille française. Si Henri IV avait vécu sa vie normale, la France aurait vu, sous son inspiration, et avec le concours de ses compagnons et compères, nobles seigneurs et grands bourgeois, organiser toutes ces institutions qui auraient lié les mercenaires aux notables, leurs frères aînés, pour améliorer, fortifier et grandir le peuple travailleur. Un tel règne, vraiment grand dans la civilisation du monde, aurait épargné à la France et à bien d'autres nations, de terribles secousses, pour le plus grand avantage du progrès social. Mais Henri IV mort en 1610, le gouvernement, pour près de deux siècles, passa aux mains d'hommes d'État qui ne voyaient dans un roi qu'un chef d'armée et un maître de peuple, et qui dans ce mot peuple ne voulait même plus distinguer rien, et ne voyaient qu'une masse hétérogène, où bourgeois, mercenaires et indigents resteraient confondus ; le roi, entouré des seigneurs réduits au rang de dociles vassaux, et au-dessous, tout le reste, le peuple, tel fut l'idéal de Richelieu, sous Louis XIII, et de leurs successeurs, Louis XIV et Louis XV. A peine aperçoit-on comme une lueur de bon sens social sous Louis XVI avec Turgot et Malesherbes, et avec Mirabeau.

Henri IV fut le dernier roi dont le peuple ait porté le deuil ; quand Richelieu et Louis XIII, Louis XIV et Louis XV moururent, ce fut chaque fois pour la nation comme une délivrance.

Il suffit à Louis XVI de montrer son souci dans les questions sociales pour mériter une bienvenue dans tous les cœurs,

un salut populaire à son avènement. En 1780, il crée une association qui devait rechercher, faire connaître et mettre en pratique tout ce qui pourrait concourir à soulager les besoins actuels du pauvre, et lui préparer des ressources pour l'avenir. C'était comme un sentiment de la nécessité des réformes sociales, mais sans projets définis, et en confondant toujours le peuple travailleur dans la classe des pauvres. Cependant, les idées d'épargnes, de menues épargnes, de fructification des petites économies, commencent à se dégager de ces conceptions obscures : en 1787, on crée un « Bureau d'économie », et Feuchère établit ensuite la « Chambre d'accumulation de capitaux et d'intérêts composés ». Dans cette tendance aux sages progrès, peut-être la France aurait-elle pris sa bonne voie, si Mirabeau, moins décrié par son passé et par ses mœurs, mieux compris du roi et des plus clairvoyants parmi les puissants du jour, avait pu prendre sa digne place, celle de premier ministre, *leader* de cette Assemblée nationale qui, le 3 avril 1791, décrétait les honneurs du Panthéon à l'éloquent orateur, « à l'homme d'État capable de régénérer l'empire ».

Mirabeau, en effet, ne fut pas seulement un violent révolutionnaire, un terrible révolté contre les abus de tous les despotismes : dans les dernières années de sa vie, on l'entendit apporter à la tribune des paroles de véritable homme d'État, des pensées et des projets d'organisation sociale, comme dans cette séance du 3 mars 1791, un mois avant sa mort, quand, à propos de l'établissement de la Tontine viagère et d'amortissement dite *Caisse Lafarge*, il prononça ce discours digne du plus savant économiste, du plus sage réformateur, sur l'amélioration morale et matérielle du peuple par les établissements d'épargne et de prévoyance :

« Je voudrais que M. Lafarge eût appelé aussi son projet *Caisse des épargnes*. Partout le peuple est à portée de faire quelques épargnes ; mais il n'a nulle part la possibilité de les faire fructifier. L'esprit d'économie était donc presque impossible dans le peuple ; il n'en sera pas de même quand une caisse des épargnes aura réalisé les vœux des bons citoyens.

« En vous parlant des avantages de l'esprit d'économie,

comment passer sous silence les bonnes mœurs qui en sont le premier bienfait? La pauvreté se concilie avec toutes les vertus, mais à la pauvreté succède l'indigence, la mendicité, et combien cet état cruel n'est-il pas voisin de la plus dangereuse corruption? Tout se tient dans l'ordre moral. Le travail est le pain nourricier des grandes nations; l'économie, jointe au travail, leur donne des mœurs; les fruits de cette économie les rendent heureuses. Et n'est-ce point là le but de toutes les lois?

« L'esprit d'économie double le travail, parce qu'il en fait mieux sentir le prix; il augmente les forces avec le courage. »

Ainsi parlait Mirabeau, qui, un mois après ce discours, mourait à l'âge de quarante-deux ans, ayant déjà bien mérité de son pays, et si bien que, le lendemain de sa mort, La Rochefoucauld apporta à l'Assemblée nationale un vœu où l'on parlait des « efforts de l'éloquent orateur pour les meilleurs moyens de régénérer l'empire », et où l'on faisait allusion « au deuil de la France et de l'univers, quand la mort frappa cet Américain illustre (Franklin), dont le nom rappelle à la fois tout ce que le génie a « de plus vaste, la liberté de plus actif et la vertu de plus auguste » .

Avec Mirabeau, cette question sociale semble disparaître sous les questions politiques, et pour longtemps.

En vain, une loi du 19 mars 1793 indique, dans son article 13, le projet d'une Caisse nationale de prévoyance; en vain aussi, la loi du 24 pluviôse an VIII, 1^{re} loi organique de la Banque de France, porte, article 5 :

« Les opérations de la Banque de France consisteront... 4^o à ouvrir une Caisse de placements et d'épargnes, dans laquelle toute somme au-dessus de cinquante francs serait reçue pour être remboursée aux époques convenues. La Banque paiera l'intérêt de ces sommes; elle en fournira des reconnaissances au porteur ou à ordre. »

Comme il arrive trop souvent en France, il faut attendre que l'idée française de 1610 ait pris racine et porté fruits à l'étranger, d'où elle nous reviendra, en institution organisée et éprouvée, en 1848.

A. DE MALARGE.

CLASSIFICATION DES DÉPENSES

DE L'ASSISTANCE PUBLIQUE DE PARIS

L'administration de l'Assistance publique de Paris vient de faire paraître son projet de budget pour 1898.

C'est un gros volume in-4° raisin de 186 pages, avec une annexe de 92 pages.

Les prévisions de dépenses s'élèvent à la somme de 50 877 997 fr. 50.

Ce chiffre de 50 millions est souvent cité, et souvent aussi on répète que les services rendus ne répondent pas à l'importance de la somme.

Cette assertion n'est pas en tous points exacte, par cette simple raison que les dépenses proprement dites d'assistance publique sont loin de s'élever au chiffre de 50 millions.

L'administration de l'Assistance publique à Paris a pour mission de secourir, soit à domicile, soit dans les établissements hospitaliers, trois catégories de personnes : 1° les malades ; 2° les vieillards et les infirmes ; 3° les indigents et les nécessiteux.

Quant aux deux autres catégories, les aliénés et les enfants assistés, ils sont à la charge du budget départemental, et si l'administration de l'avenue Victoria paye certaines dépenses pour ces services, elle en est remboursée par le département de la Seine.

Nous allons donc rechercher dans le budget de l'administration de l'Assistance publique quelles sommes sont respectivement dépensées par elle pour chacune des trois catégories de personnes qu'elle a mission de secourir, et, pour arriver à dégager ces dépenses, nous devons retrancher du total du budget une série de sommes concernant des dépenses étrangères au service propre de l'administration de l'Assistance publique.

Du total de 50 877 997 fr. 50, il faut d'abord défalquer une somme de 5 600 404 francs montant de *dépenses d'ordre* ou de dé-

penses faites pour des services publics ou privés et remboursées par eux. On sait, en effet, que les magasins de l'Assistance : Pharmacie, Boulangerie, Boucherie, Cave, Approvisionnement, Magasin central, vendent des médicaments, du pain, de la viande, du vin, des légumes, du linge, etc., à divers établissements de l'État, du Département, de la Ville, et à certaines institutions privées, autorisées à bénéficier des prix avantageux résultant d'achats par adjudication et des garanties de bonne qualité dues au mode de réception de toutes les fournitures par des experts que désigne la Chambre de commerce.

Du total des dépenses, il faut aussi défalquer une somme de 4412439 francs concernant les *capitaux*, dont le recouvrement implique le emploi, comme, par exemple, les prix de vente d'immeubles consacrés à l'achat de rentes sur l'État. Ce sont là transformations de valeurs qu'il faut inscrire en recette et en dépense.

Il faut encore défalquer une dépense de 2343 220 francs, correspondant à une recette égale, et concernant les *services à revenus distincts* (fondations Galignani, Rossini, Chardon-Lagache, etc.). Ces établissements, créés et entretenus au moyen de ressources spéciales provenant de libéralités, sont dirigés par l'administration hospitalière, mais leur destination ne peut être changée; plusieurs d'entre eux sont affectés à une catégorie toute particulière d'infortunes, et ne viennent qu'indirectement en aide à l'Assistance publique. Quelques-unes même de ces fondations ne sont pas destinées aux Parisiens : ainsi, les maternités établies à Roubaix, à Mont-Saint-Agnan, à Chalon-sur-Saône, en exécution des volontés de M^{me} Boucicaut.

Il faut enfin défalquer une somme de 3 350 762 francs pour des dépenses qui ne concernent point des services d'assistance à la charge de l'administration de l'avenue Victoria, et qui correspondent d'ailleurs à des recettes, savoir :

1 610 500 francs pour les aliénés des quartiers de Bicêtre et de la Salpêtrière ;

156 160 francs pour les enfants assistés de l'hospice de la rue Denfert-Rochereau et de l'école de réforme de la Salpêtrière ;

137 700 francs pour le personnel de la division des Enfants-Assistés ;

591 000 francs pour secours en vue de prévenir les abandons d'enfants.

Ces sommes sont remboursées à l'administration de l'Assistance publique, les trois premières par le Département de la Seine, et la quatrième par la Ville de Paris.

D'autre part, en vertu de dispositions testamentaires, l'administration est obligée de verser 333 375 francs à des curés, à des trésoriers de fabriques, à des consistoires israélites ou protestants, et 252 027 francs pour rentes, fondations, pensions, intérêts de capitaux.

Enfin les exploitations (cultures, vacheries, cantines) entraînent une dépense de 270 000 francs.

En conséquence, si du total du budget, soit 50 877 977 fr. 50 on retranche :

Pour services à revenus distincts.	2343220	} 15 706 823 fr.
Pour opérations d'ordre.	3 600 404	
Pour capitaux	4 412 439	
Pour divers.	3 350 762	

Il ne reste plus que 35 171 172 fr. 50 pour les services à la charge de l'administration de l'Assistance publique, et pour les Bureaux de bienfaisance.

Cette somme se décompose ainsi :

1° Malades.	17 470 023
2° Vieillards et infirmes	7 609 634
3° Indigents et nécessiteux.	6 380 725,50
	<u>31 460 382,50</u>
4° Dépenses diverses.	3 710 790
Total égal	<u>35 171 172,50</u>

1° Malades.

Les 13162 lits d'hôpitaux entraînent une dépense de . .	15 608 704
Le traitement des malades à domicile coûte	1 295 030
Pour les accouchements chez les sages-femmes de la ville, on prévoit une dépense de.	446 289
L'année dernière, le Conseil municipal a inauguré le se- cours représentatif du séjour à l'hôpital, pour lequel on a inscrit un crédit de.	100 000
Enfin, aux vaccinations à domicile, on consacre une somme de	20 000
Total.	<u>17 470 023</u>

Le nombre des lits affectés au traitement des malades serait suffisant, si les hôpitaux n'étaient pas encombrés de vieillards et d'infirmes, qui, faute de place, ne peuvent être transportés dans les hospices.

2° *Vieillards et Infirmes.*

Les 10757 lits que renferment les hospices et maisons de retraite à la charge de l'administration occasionnent une dépense de	6072634
Il a été créé 4088 secours de 360 francs par an, représentatifs du séjour à l'hospice, d'où une dépense de . . .	1472000
L'administration de l'Assistance publique paye la pension d'un certain nombre d'enfants assistés majeurs et infirmes; le crédit est de.	65000
Total.	<u>7609634</u>

C'est surtout les lits d'hospice qui font défaut, et les secours représentatifs ne peuvent suppléer au manque de lits, car nombre de vieillards, sans famille, ou atteints de graves infirmités, ne peuvent vivre avec la pension annuelle de 360 francs et doivent de toute nécessité être hospitalisés.

3° *Indigents et Nécessiteux.*

Les Bureaux de bienfaisance disposent, pour secours annuels aux indigents, d'une somme de.	3867424
Pour secours temporaires aux nécessiteux, d'une somme de	2321266
D'autre part, il est dépensé pour secours divers	192035,50
Total	<u>6380725,50</u>

Le crédit de 192 035 fr. 50 est affecté aux dépenses suivantes :

Secours par le préfet	30000
Secours par le Directeur de l'Assistance.	73000
Secours de route	30000
Allocations aux fondations Tisserand et Damet.	20000
Allocations aux asiles de convalescence d'enfants.	30000
Loyer du dispensaire du XX ^e arrondissement	2035,50
Frais de recensement de la population indigente.	7000

Avec le crédit de 3 867 424 francs pour secours aux indigents, on peut allouer :

4000 secours de 20 francs par mois.
8000 secours de 10 francs par mois.
2604 secours de 8 francs par mois.
32284 secours de 4 francs par mois.

et en plus, une somme de 100 000 francs à répartir entre les 46 888 indigents, à l'occasion de la Fête Nationale du 14 juillet.

Le secours de 4 francs par mois ne permet pas de vivre à des personnes sans ressources et presque incapables de travailler. Aussi, sur le crédit de 2 321 266 francs affecté aux nécessiteux, il faut prélever une large part pour secours extraordinaires aux indigents. Il en résulte que les sommes dont disposent les Bureaux de bienfaisance pour secours d'urgence sont absolument insuffisantes.

4° Dépenses diverses.

Nous rangeons sous cette rubrique les dépenses qui ne se rapportent pas immédiatement aux malades, aux vieillards et infirmes, aux indigents et nécessiteux.

Ces dépenses s'élèvent à la somme de 3 710 790 francs, savoir :

Personnel administratif.	715 900
Agence des travaux de bâtiment.	104 200
Dépenses d'impressions, de poste, de frais d'ad- judication	185 120
Frais de cours et de concours	42 500
Allocations à des veuves de médecins	10 000
Dépenses d'entretien de l'Administration centrale.	121 310
Total	<u>1 179 030</u>
Pensions de retraite et de repos du personnel administratif et du personnel secondaire.	697 200
Frais de perception du droit des pauvres, de ges- tion domaniale, de contributions, et frais d'acte et de procédure	460 400
Dépenses de personnel et de matériel des Bu- reaux de bienfaisance.	755 825
Dépenses de personnel et de matériel des éta- blissements de service général.	618 335
Total.	<u>3 710 790</u>

En résumé, pour venir en aide aux trois catégories de personnes à secourir dont elle a la charge, l'administration de l'Assistance publique à Paris ne dispose que d'une somme de 35 308 872 fr. 50. Nous sommes ainsi loin du chiffre budgétaire de 50 millions, et la somme de 35 millions paraît bien modeste, en regard du chiffre de la population de Paris.

VARIÉTÉS

Inauguration de l'Asile temporaire pour les enfants dont les mères sont à l'hôpital.

Le 28 octobre dernier, l'*Asile temporaire pour les enfants dont les mères sont à l'hôpital* a été inauguré en présence de M. le Président de la République.

Une nombreuse assistance avait répondu à l'invitation de la commission de patronage. Je nommerai presque au hasard, — ne pouvant nommer tout le monde, — d'abord, M^{me} Jules Siegfried, présidente, et les membres du conseil d'administration; M^{me} Frank Puaux, secrétaire; M. Ott, trésorier; M^{mes} Eugène Scherer, Gustave Mirabaud, Pernolet, MM. Pyrame Naville et Bardac; puis, parmi les invités, MM. Charles Blanc, préfet de police; Peyron, directeur de l'Assistance publique de la Seine; Henri Monod, directeur de l'Assistance publique; Th. Roussel, sénateur; D^r A. J. Martin; Bizot, maire du XIV^e arrondissement (avec ses adjoints); prince d'Arenberg, député; les conseillers municipaux du XIV^e arrondissement; le chef du cabinet du préfet de la Seine, Charles Goudchaux; M^{mes} de Selares, Chararas, Lévêque, Henri Monod, Suchard de Pressensé, de Coppet, Adolphe Puaux, Alfred Engel, Dolfus, Sigismond Bardac, etc., etc.

L'Asile temporaire est une branche très intéressante de cette œuvre touffue de la *Chaussée du Maine*, dont j'ai déjà eu l'occasion de présenter une annexe aux lecteurs de la *Revue* (1). L'Œuvre de la Chaussée du Maine a grandi par additions successives et par essais d'application, au fur et à mesure des nécessités. Elle n'est pas une création de la raison pure; et l'« esprit de géométrie », je suppose, y aura pris peu de part; mais l'« esprit de finesse » y a trouvé quelques-unes de ses plus justes inspirations, — si l'on veut bien admettre qu'en s'appliquant aux œuvres du sentiment, l'esprit de finesse, à la fois, s'inspire de l'expérience et émane de la bonté...

L'Œuvre de la Chaussée du Maine a été fondée en 1871, par M^{me} Edmond de Pressensé, pour venir en aide aux familles des victimes de la Commune. Le quartier populaire dont elle a pris le nom foisonnait alors de toutes les misères qui traînent à la queue des guerres civiles. Une des plus navrantes attestas, tout de suite, son urgence et ses besoins. Des mères de

(1) V. *les Colonies de vacances*, n^o du 10 juin.

famille, chargées d'enfants, tombant malades, résistaient à la souffrance et se défendaient de l'hôpital, épuisant leurs dernières forces dans les sourdes résistances d'une lutte silencieuse contre cette forme de l'Assistance sociale qui prend la mère, et, pour la guérir, jette les enfants à la rue, à la pitié du voisinage, ou à la charité publique et à l'hospitalité du Dépôt. D'un contact permanent avec ces souffrances — et avec d'humbles héroïsmes, émana presque immédiatement l'idée d'un asile temporaire pour les enfants dont les mères devaient se rendre, et désormais n'hésiteraient plus à se laisser soigner, réconforter, guérir à l'hôpital...

Cela fut très simple au premier moment. La place manquait. Les fonds manquaient. Un actif dévouement se tira d'affaire. J'ai présenté il y a quelques mois M^{lle} Vieux (1) aux lecteurs de la *Revue*. M^{lle} Vieux dirigeait en ces années de genèse l'ouvroir, qui est le noyau autour duquel, par la suite, tout l'ensemble des « œuvres » s'aggloméra. Encouragée par la fondatrice (M^{me} de Pressensé), aidée par les dames patronnesses de l'œuvre, M^{lle} Vieux se multiplia. Elle prit sur ses nuits, demanda l'aumône, reçut des bébés; un beau jour (de l'année 1881), un petit dortoir se trouvait annexé sans tapage à l'ouvroir (alors situé rue des Fourneaux).

« Notre petit asile est en plein soleil, disait M^{me} de Pressensé dans son compte rendu de l'année 1881-1882, bien aéré, et comptera huit lits... » C'est le début modeste d'une œuvre qui ne s'en tiendra point aux derniers développements réalisés. L'Asile temporaire est aujourd'hui un gracieux chalet, dont l'architecture délicate s'érige au fond d'une large cour ensoleillée. L'architecte, M. Augustin Rey, s'est heureusement inspiré de « cet asile modèle que nous rêvions depuis si longtemps, dit un rapport de la Commission de patronage présidée par M^{me} Jules Siegfried;... notre rêve est devenu une réalité. Un vaste et élégant bâtiment,... où rien ne manquera au point de vue de l'hygiène, s'élève... sur le beau terrain qui nous a été concédé par l'Assistance publique... »

Le programme est rempli, rien ne manque, « au point de vue de l'hygiène ». Or, l'hygiène, quand elle applique toutes ses lois, s'atteste par des raffinements, et devient le luxe de nos sociétés démocratiques. Ce luxe bien-faisant déploie toutes ses coquetteries, — toutes ses promesses de santé physique et morale, — dans les clairs dortoirs, dans la salle de bains, dans les salles de jeux, dans la salle à manger, et dans l'étincelante cuisine de l'Asile temporaire. Les petits bancs s'alignent, pimpants sous leur vernis neuf. Les petites tables sont dressées à l'exacte hauteur où l'enfant s'y pourra commodément installer. Il y a des jouets pour les petits, un parloir pour les mères; et le luxe des nettoyages n'est égalé que par le luxe des soins. — L'enfant qui, après un séjour de quinze jours ou de six mois, peu importé, sortira de ce palais des poupons pour rentrer à l'étroit lois où s'entasse la famille ouvrière, l'enfant ne souffrira-t-il point par comparaison, s'il est assez grand pour comparer; par privation, privation d'air, privation de bains, privation de lumière, privation de jeux dans l'espace et dans la clarté, s'il est trop petit pour faire autre chose encore que de *sentir*?

Peut-être.

(1) V. *loc. cit.*

Mais ce n'est pourtant pas une raison, parce que la privation doit être subie, pour que la privation soit constituée en règle... Et, au surplus, il peut arriver ceci, que la mère *compare* elle-même, et s'efforce, et apprenne à élever l'enfant selon des méthodes nouvelles, par la conception de nouveaux besoins et de moyens différents. Il arrivera ceci encore — ou il pourrait arriver que l'enfant, déjà grand, capable de comparaison, revint de l'asile à la mère avec le goût et la nostalgie de la propreté, qui est le grand mystère de l'hygiène... Par là, l'Asile temporaire de l'avenue Villemain (1) n'est pas seulement une très belle œuvre d'assistance sociale. Il est une permanente leçon de choses. Il est le type sur lequel chaque région de Paris devrait être tentée de calquer un établissement analogue, — quitte à en modifier le plan selon les aptitudes, les ressources et les besoins de la région, — cela pour deux raisons :

Première raison, toute de sentiment, si vous voulez, de justice peut-être, et d'« assistance » véritable : assistance à la femme qui souffre ; assistance à l'enfant, qui pâtirait ;

Deuxième raison, d'intérêt social bien entendu : il est utile à la société que la femme du peuple reçoive des soins quand elle est malade ; il est bon qu'elle accepte des soins, et qu'elle ne se défende point de l'hôpital ; il est bon qu'elle se porte bien, et pour avoir des enfants, et pour soigner les enfants qu'elle a ; et il n'est pas moins utile et bon que l'enfant ne soit pas négligé, même au profit de la mère... Je dédie cette réflexion aux apôtres de la campagne contre la « dépopulation », et je me borne à rappeler, pour conclure, la conclusion de l'allocution prononcée par M. le Président de la République à la cérémonie du 28 octobre : « Mesdames, vous avez bien mérité de la patrie ».

DICK MAY.

Voici les discours prononcés par MM. Jules Siegfried et Pyrame Naville, au nom du conseil d'administration :

DISCOURS DE M. JULES SIEGFRIED

AU NOM DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Monsieur le Président,

Le Conseil d'administration de l'œuvre que nous inaugurons aujourd'hui, m'a chargé de vous remercier du grand honneur que vous lui avez fait en acceptant d'assister à cette fête. Cette journée est, en effet, une grande date pour le comité de cet Asile qui voit se réaliser ainsi un rêve qui est le digne couronnement de plusieurs années de travaux et de persévérants efforts.

La première idée d'un établissement qui recevrait des enfants dont les mères sont malades chez elles ou à l'hôpital remonte à 1883. C'est un contact journalier avec les femmes de la classe ouvrière qui en fit sentir la grande nécessité. En effet, dans un ménage d'ouvriers laborieux, lorsque

(1) Avenue Villemain, 39. — L'Asile temporaire est ouvert aux enfants de tous les cultes.

le père et la mère sont valides, tout va bien encore, le travail permet de subvenir aux besoins journaliers de l'existence, mais qu'une maladie grave arrive, maladie qui force celui ou celle qui en est atteint à aller à l'hôpital, que deviennent les enfants? Les médecins des bureaux de bienfaisance savent combien est dure à vaincre la résistance des mères à se séparer des leurs. C'est pour répondre à ces angoisses maternelles que quelques enfants furent alors installés dans une salle du local de l'œuvre de la Chaussée du Maine fondée au lendemain de la guerre et de la Commune par une de ces femmes de cœur qui savent, si discrètement et si noblement, soulager et partager les souffrances des humbles et des petits. En nommant M^{me} de Pressensé, je ne puis m'empêcher d'évoquer aussi le souvenir de M. de Pressensé, ce républicain et ce patriote éminent qui a consacré sa belle et forte intelligence et son éloquence à la défense de toutes les causes nobles et généreuses. L'exemple de ces deux vies toujours associées pour faire le bien a été, on peut le dire bien haut, une force et un puissant stimulant pour continuer la belle œuvre de fraternité et de solidarité qu'ils avaient entreprise avec quelques amis en 1871.

L'Asile Temporaire de la Chaussée du Maine, installé très modestement, rencontra dès la première heure les plus vives sympathies. Les quelques lits dont on disposait étaient toujours insuffisants. Il faut dire qu'en franchissant le seuil de l'Asile, les enfants quittaient leurs parents pour retrouver une vraie mère en la personne de la directrice, M^{lle} Vieux, que le Comité est bien heureux aujourd'hui de voir à la tête de cet établissement modèle.

En présence des grands services rendus par cette œuvre à la classe ouvrière, le comité de l'Asile décida la construction du nouveau et vaste local actuel, édifié sur ce magnifique emplacement concédé généreusement par l'Assistance publique de Paris. Tout à l'heure, monsieur le Président, le Conseil d'administration aura l'honneur de vous faire parcourir ce bel asile. Vous pourrez juger par vous-même de son parfait aménagement et vous félicitez, nous n'en doutons pas, le jeune et intelligent architecte, M. Augustin Rey, qui a su allier à un sens pratique très moderne un style plein de gaieté et de poésie. Les gens du quartier, m'a-t-on dit, ont surnommé cet asile « la villa des enfants », c'est un nom vraiment bien trouvé pour cette jolie demeure qui n'éveille avec son jardin fleuri, ses vérandas à l'italienne et sa façade ensoleillée que des images de vie familiale et joyeuse. Il y a quelques années, un membre du comité fit entrer à l'Asile trois enfants en bas âge dont la mère était appelée à subir une grave opération. Dès que le chirurgien en eut donné la permission, la protectrice de cette famille se rendit à l'hôpital pour voir la malade et lui apporter des nouvelles de ses enfants; mais à peine s'approchait-elle du lit de la pauvre femme que celle-ci, dans un élan de touchante reconnaissance, lui tendit les bras en s'écriant avec des larmes dans les yeux : « Oh ! merci, merci, grâce à vous, j'ai pu souffrir en paix ! »

Ce cri de la femme du peuple courageuse et résignée à la femme heureuse et privilégiée de la vie, n'est-il pas le plus grand éloge qu'on puisse faire de l'œuvre que nous inaugurons aujourd'hui? Préserver les enfants des dangers physiques et moraux où les laissent forcément l'ab-

sence momentanée de la mère, et donner à celle-ci la paix dans la souffrance, n'est-ce pas une belle et grande œuvre, faite pour provoquer non seulement des dons incessants, mais aussi des créations d'asiles nouveaux dans Paris et dans toutes les grandes villes de France.

En agissant ainsi, nous affirmons de plus en plus cette grande loi de la solidarité dont la fin de ce siècle n'a vu encore, nous n'en doutons pas, que la lumineuse aurore.

DISCOURS DE M. PYRAME NAVILLE,

MEMBRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'ŒUVRE

Monsieur le Président,

A la suite de l'historique si complet qui vient d'être fait devant vous par M. Jules Siegfried de l'œuvre de l'Asile temporaire d'enfants que nous inaugurons aujourd'hui, il n'y aurait véritablement rien à ajouter, sinon le renouvellement des plus vifs et sincères remerciements que je me permets, monsieur le Président, de vous adresser au nom des membres du comité, d'avoir bien voulu honorer cette fête de votre présence. Nous adressons aussi nos remerciements à M. le ministre de l'Intérieur, M. le président du Conseil général, M. le président du Conseil municipal, M. le préfet de la Seine, M. le préfet de police, MM. les maires et adjoints des XIV^e et XV^e arrondissements, qui ont bien voulu également assister en personne ou se faire représenter à cette cérémonie, et c'est dans un sentiment de sincère reconnaissance que je viens leur souhaiter la bienvenue et les remercier de l'honneur qu'ils nous font.

Il est juste aussi et nous nous faisons un devoir de cœur de reconnaître les inappréciables services qui ont été rendus à l'œuvre par les pouvoirs publics dont nous comptons ici de si nombreux représentants.

L'initiative privée est bonne et excellente. Elle peut quelquefois rivaliser, dans les heureux résultats de ses entreprises, avec tout ce que l'État fait de bon dans le domaine de l'assistance et du secours mutuel. Mais le mieux n'est-il pas encore de voir se joindre, par une union aussi profitable que bien inspirée, tout l'effort de l'initiative privée à toute la bonne volonté des pouvoirs publics, en vue de la réalisation d'une œuvre de fraternité humaine?

Or c'est là le spectacle, monsieur le Président, auquel nous vous avons convié aujourd'hui. Comme l'a rappelé tout à l'heure M. Jules Siegfried, c'est à une haute et généreuse initiative individuelle qu'est due l'idée première de l'œuvre de la Chaussée du Maine dont cet Asile est une branche ayant pris aujourd'hui sa vie propre. Je me plais, une fois de plus, à rendre hommage au nom à la fois grand et modeste de M^{me} de Pressensé qui fut la véritable initiatrice de l'œuvre; d'autres cœurs que la charité animait aussi s'unirent à elle, l'œuvre vécut, grandit, se fortifia, au point qu'il devint nécessaire qu'elle eût sa maison propre pour ne pas étouffer dans les modestes logis de rencontre qui abritèrent ses débuts.

Cette maison, monsieur le Président, vous l'avez sous les yeux, mais je me hâte de dire que le moment ne serait pas encore venu de vous la pré-

senter si nous avons été laissés à nos seules forces, ou plutôt à celles de nos nombreux amis et souscripteurs. Il faut beaucoup d'argent pour bâtir, et tant d'œuvres aussi variées qu'utiles se partagent l'attention publique, que cette concurrence pour le bien diminue la part qui revient à chaque groupe quêteur. Peut-être aurions-nous été forcés d'attendre encore un certain temps, jusqu'à ce que nous eussions réuni les fonds suffisants et obligés de retarder l'ouverture de cette maison de bienfaisance, si nous n'avions trouvé en haut lieu un secours et un appui efficaces, qui nous ont permis d'arriver plus tôt au but patiemment et depuis longtemps poursuivi.

M. le président du Conseil, ministre de l'agriculture et MM. les membres de la Commission qui collaborent avec lui, ont bien voulu nous faire une allocation importante sur les fonds qui, par leurs soins et conformément à la loi, doivent être distribués à des œuvres de bienfaisance et d'intérêt public. M. le sénateur Jules Siegfried, dont la modestie aime à passer sous silence les grands services qu'il rend à toutes les nobles causes, me permettra de rappeler le dévouement infatigable qu'il a consacré à l'œuvre, grâce à lui, menée à bien, et de joindre son nom à celui de M. le président du Conseil et des membres de la Commission auxquels nous sommes redevables d'un plus prompt achèvement de notre Asile. Nous leur en exprimons à tous notre plus profonde reconnaissance.

Nous n'oublions pas qu'avant cette date, déjà, d'autres autorités nous avaient, non seulement témoigné de la plus généreuse bonne volonté, mais matériellement aidés de la manière la plus efficace dans l'entreprise de l'édification de notre maison à une époque où elle n'était encore qu'en projet. C'est en effet à l'administration de l'Assistance publique et avec l'assentiment du conseil municipal de Paris, que nous sommes redevables du terrain sur lequel nous avons bâti. Chacun comprend l'importance d'une telle libéralité. Que MM. les directeurs de l'Assistance publique et M. le président du Conseil municipal et MM. les membres du Conseil municipal reçoivent ici l'expression de notre sincère gratitude pour ce bienfait.

Mais ce n'est pas tout. Mes collègues du comité de l'Asile m'en voudraient si j'omettais de dire bien haut combien ils ont été touchés de l'accueil sympathique qu'ils ont rencontré chez toutes les personnes auxquelles ils ont eu un appel à adresser pour recueillir les fonds nécessaires. Toutes les mains se sont ouvertes largement, et c'est d'un cœur ému que nous venons vous dire merci à tous, généreux donateurs, dont je vois ici un grand nombre, et qui tous, présents ou absents, nous avez permis de conduire à bien une entreprise qui n'était pas sans difficultés.

M'étais-je trompé tout à l'heure en vous parlant, monsieur le Président, des résultats bienfaisants auxquels devaient nécessairement aboutir cette union loyale et active, cette sorte de collaboration latente mais réelle entre les initiatives privées, les dévouements individuels d'une part et les bonnes volontés et générosités prolongées des pouvoirs publics d'autre part?

Le comité ne croirait pas avoir rempli tous ses devoirs s'il ne profitait pas de l'occasion exceptionnelle d'aujourd'hui pour adresser ses plus sin-

cères félicitations à l'architecte de la maison que nous inaugurons. M. Augustin Rey. Les compliments les plus mérités lui ont déjà été adressés et il lui en sera encore adressé souvent, sur le bon goût, la grâce, l'originalité de sa construction. M. Rey s'est montré artiste en même temps que travailleur consciencieux. Des maîtres en la matière se sont plu à reconnaître les hautes qualités déployées par lui, et vous allez vous-même en juger, monsieur le Président, en visitant l'établissement.

M. Rey a été, du reste, admirablement secondé dans sa tâche, par messieurs les entrepreneurs dont nous sommes heureux de voir plusieurs dans cette assemblée et auxquels le comité adresse ses meilleurs remerciements. Ces messieurs seront récompensés de leur tâche difficile par le sentiment qu'ils ont contribué à une bonne et belle œuvre vraiment démocratique. Un seul mot encore. On parle beaucoup de féminisme en ces temps-ci. Eh bien ! je ne crains pas de le dire, la création de cette maison d'asile pour enfants est le triomphe du féminisme bienfaisant, le plus pratique, le plus digne de tous d'être encouragé et imité. Sans l'inlassable persévérance, sans la patience à toute épreuve, sans l'héroïque obstination dans le bien des dames qui ont consenti à prendre le patronage de cette entreprise, notre Asile n'existerait pas. Et les dames dont nous avons l'honneur d'être les collègues, nous permettront, en leur nom comme au nôtre, que dis-je, elles nous demanderont expressément de désigner parmi elles, plus particulièrement notre présidente, M^{me} Jules Siegfried, et notre secrétaire, M^{me} Frank Puaux, comme ayant pris, entre toutes, une part considérable, la part la plus importante dans le travail constant, les efforts, les peines, soins, soucis, qu'a nécessités l'accomplissement de notre œuvre.

C'est à elles qu'est principalement dû notre succès final et nous leur adressons l'hommage de notre respectueuse reconnaissance.

Les dames du Comité nous permettront de joindre à elles, dans l'expression de nos sentiments reconnaissants, notre directrice de l'Asile, M^{lle} Vieux, qui depuis tant d'années consacre sa vie, sa santé, ses forces et surtout son cœur, avec le dévouement le plus absolu, aux enfants qui nous sont confiés. Puisse-t-elle continuer longtemps ce qu'elle a si bien commencé, pour la prospérité de notre œuvre commune.

Il nous reste encore à remercier la direction du matériel de la Ville de Paris qui a bien voulu donner son concours bénévole, ainsi que M. le gouverneur militaire de Paris qui nous a envoyé la musique militaire du 103^e régiment d'infanterie, ce qui donne à cette réunion un caractère patriotique.

L'Œuvre budgétaire de la troisième République en matière d'assistance.

DISCOURS DE M. LE PROCUREUR GÉNÉRAL RENAUD

M. le Procureur général Renaud a prononcé à la séance solennelle de rentrée de la Cour des Comptes un important discours sur *L'Œuvre budgétaire de la troisième République en matière d'assistance.*

En raison de sa grande importance et de son extrême intérêt, nous reproduisons *in extenso* ce document :

MONSIEUR LE PREMIER PRÉSIDENT,
MESSIEURS,

« La République manquerait à sa mission essentielle si elle n'était de plus en plus le gouvernement de la fraternité et de la solidarité sociales. »

Telles étaient les paroles prononcées au mois d'avril dernier, à l'assemblée générale de l'Union du commerce, par l'honorable M. Barthou, ministre de l'intérieur.

Il m'a semblé qu'il ne serait pas sans intérêt de rechercher dans quelle mesure les Parlements qui se sont succédé depuis 1871 avaient compris cette mission et quel est au point de vue budgétaire le chiffre exact des sommes que la troisième République inscrit au budget de 1897 pour les œuvres d'assistance et de solidarité.

D'après le chiffre des crédits qui ont été votés, le budget pour l'exercice 1897 se présente de la manière suivante :

En recettes 3 385 704 145 francs ;

En dépenses 3 385 367 484 francs.

Or, les huit dixièmes du chiffre total des dépenses constituent la stricte rémunération des services généraux indispensables à l'existence même de la nation et à sa sécurité ; mais ils sont sans profit direct pour les citoyens eux-mêmes. Les besoins essentiels auxquels, à ce dernier titre, le budget d'une démocratie doit pourvoir sont, indépendamment du perfectionnement de l'outillage national, l'éducation, l'instruction et l'assistance publique. Ces dépenses devraient même être plus largement dotées que les autres, parce qu'elles contribuent puissamment au développement de la richesse nationale.

En ce qui a trait plus directement aux dépenses d'assistance, leur dotation, encore bien modeste il y a vingt-cinq ans, s'est accrue d'année en année. De nombreux projets de loi émanés de l'initiative parlementaire ou déposés par le gouvernement sont venus former un ensemble qui mérite d'occuper dans l'esprit public une place importante, et c'est à cet examen, Messieurs, que je vous demande la permission de vous convier aujourd'hui.

Parmi les lois d'assistance, une des premières en date est celle relative à la protection des enfants du premier âge.

Cette loi, qui porte la date du 23 décembre 1874, est due à l'initiative du docteur Théophile Roussel, alors député de la Lozère à l'Assemblée nationale, aujourd'hui sénateur et membre de l'Institut. M. Roussel a donné son nom à cette loi ; elle le fera vivre dans la mémoire de ses concitoyens à raison des bienfaits multiples qu'elle a prodigués à l'enfance. Son but est connu de tous. Elle confie à des commissions locales et à des médecins inspecteurs la surveillance des enfants âgés de moins de deux ans, allaités, placés en sevrage ou en garde hors du domicile de leurs parents. Les dépenses qu'elle occasionne sont mises par moitié à la charge de l'Etat et des départements. Elles comprennent les frais d'inspection médicale des

enfants, les indemnités à verser aux secrétaires des mairies asreints à de nombreux travaux d'écriture concernant la protection infantile, les indemnités de déplacement aux juges de paix chargés de vérifier dans les mairies les registres de la protection, les récompenses accordées aux nourrices les plus méritantes, et enfin tout ce qui a trait aux imprimés réglementaires.

Le chiffre porté au budget de 1897 pour le service de la protection figure (chap. 42 du ministère de l'intérieur) pour une somme de 840 000 francs. A ce crédit se rattache celui du chapitre qui le suit immédiatement, 156 000 francs, pour secours alloués aux sociétés de charité maternelle et aux crèches.

L'application de la loi sur la protection des enfants du premier âge a déjà abaissé de 20 à 25 p. 100 la mortalité infantile. Mais il faut obtenir mieux encore. On peut se demander, en considérant dans leur ensemble les différents tarifs mis en vigueur, et notamment celui des honoraires des médecins inspecteurs dont la surveillance médicale constitue l'organe essentiel de tout le service, si la modicité des crédits n'est pas de nature à nuire à l'impulsion décisive qui devrait être donnée à ce service, impulsion si désirable et si nécessaire pour conserver à l'existence de pauvres petits êtres abandonnés dans un temps où le nombre des naissances tend à diminuer de jour en jour.

La dépopulation de la France est devenue, en effet, une des préoccupations les plus vives du législateur. Pour la combattre utilement, on parle du rétablissement des tours dans les hospices et les établissements charitables. Ce rétablissement a été demandé au Parlement; s'il est voté, sera-t-il un remède efficace pour exercer une influence sérieuse sur la natalité? Il est permis d'en douter, car le mal tient à l'organisation sociale tout entière, à nos lois, à nos mœurs, qui sont une cause de déchéance pour la femme qui voudrait accepter vaillamment les charges de la maternité. Mais il n'en faut pas moins applaudir à tout ce qui serait de nature à enrayer ou à diminuer le mal, et, par conséquent, au vote émis le 12 juin dernier par la Chambre des députés qui a pris en considération la proposition tendant au rétablissement des tours.

L'année même où prenait naissance la loi sur la protection des enfants du premier âge, intervenait, à la date du 19 mai 1874, une loi réglementant le travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie. Cette loi, jugée défectueuse à certains points de vue, notamment en ce qui concerne l'âge d'admission des enfants au travail, la durée du travail des femmes pendant la nuit, a donné lieu à de nombreuses modifications et a été finalement remplacée par une loi du 2 novembre 1892, qui a reçu le nom de « loi sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels » et qui est devenue « la loi organique du travail industriel ».

Les travailleurs qu'elle intéresse sont classés en trois catégories : les enfants sans distinction de sexe de douze ou treize ans jusqu'à dix-huit ans; les filles ou femmes de dix-huit à vingt et un ans; enfin les femmes majeures mariées ou non. La durée du travail pour ces différentes catégories (dix ou onze heures au maximum) varie selon l'âge; le travail de nuit est

interdit en principe; le travail de jour est coupé par des repos obligatoires.

Cette loi du 2 novembre 1892 a été précédée d'une vaste enquête faite dans toutes les parties du territoire, puis préparée par les discussions et les vœux de la conférence internationale de Berlin, où la France fut représentée notamment par MM. Jules Simon et Tolain. Aujourd'hui on peut considérer comme définitivement acquis les principes qu'elle consacre.

Pour assurer son exécution, un service complet de surveillance, de contrôle et de répression a été organisé. A la tête de chaque région industrielle sont placés des inspecteurs justifiant d'une compétence technique. Leurs rapports, centralisés au ministère du commerce, sont remis à une commission supérieure du travail, composée de membres élus par le Parlement et de membres désignés par M. le président de la République. Puis des commissions départementales remplaçant les commissions locales créées par la loi de 1874 sont nommées par les conseils généraux, avec mission de signaler le mode d'exécution de la loi et les améliorations qu'elle pourrait comporter.

Au budget du ministère du commerce (chapitre 22) est inscrite une somme de 640 000 francs pour assurer l'exécution du service, non compris celle de 15 000 francs (chapitre 21) affectée spécialement au comité supérieur du travail.

Bien des fois s'est posée cette question : Comment cette loi est-elle appliquée ? Les crédits alloués sont-ils suffisants ? N'est-il pas à craindre que ces lois de 1874 et de 1892, faites uniquement en faveur des enfants de la classe ouvrière, ne soient pas de nature à remplir complètement le but que le législateur a cherché à atteindre ?

Or, il résulte des déclarations mêmes de la commission supérieure et des inspecteurs du travail que ces « lois du travail » ne reçoivent qu'une application incomplète, soit parce que l'inspection n'est pas assez nombreuse, soit parce que les inspecteurs n'ont pas l'autorité suffisante et les facilités nécessaires pour les faire observer. 38 p. 100 seulement des établissements industriels sont visités; 62 p. 100 ne le sont pas.

Un des derniers rapports de la commission supérieure du travail s'exprime ainsi : « Sur 286 763 usines ou ateliers dont l'existence a été signalée en 1895, les inspecteurs en ont visité 109 486, soit 38 p. 100. Le nombre des ouvriers qui y étaient occupés s'élevait à 1 764 181. Ces chiffres représentent 70,57 p. 100 du total des 2 500 000 ouvriers indiqués dans le rapport de 1874 comme soumis aux lois sur le travail et en moyenne près de 17 ouvriers par atelier visité. Quant à la question du travail de nuit et repos hebdomadaire, les abus ne se produisent guère que dans les petits ateliers et ceux de moyenne importance. Il est d'ailleurs souvent impossible de les constater et de les réprimer, le travail se faisant souvent dans un local autre que l'atelier et où l'inspecteur n'a pas libre accès. Il faudrait un personnel beaucoup plus nombreux pour saisir toutes les contraventions. »

Le rapport se termine par deux remarques ayant trait aux commissions chargées de veiller à l'application de la loi.

« Dans six départements seulement les commissions départementales

ont été convoquées en 1895. Dans les autres départements elles n'existent pas ou sont seulement en voie de formation.

« Quant aux comités de patronage qui doivent être institués dans chaque département en vue de la protection des enfants dans l'industrie et du développement de leur instruction professionnelle, ils ne paraissent pas avoir exercé jusqu'ici, malgré les diligences faites par les préfets, une action bien inutile et bien féconde. »

Les faits constatés dans ces rapports et les conséquences qui en découlent semblent donc démontrer que l'exécution de la loi de 1892 laisse à désirer sur bien des points, tant il est vrai que souvent il est moins difficile de faire une loi que de l'appliquer. Si l'insuffisance du personnel est une des causes du mal, le Parlement, qui a le sentiment des graves intérêts mis en jeu par une bonne et complète exécution de la loi, n'hésitera pas, le cas échéant, j'en ai la conviction, à augmenter le crédit du chapitre 22.

Les lois dont je viens de vous entretenir ont, Messieurs, pour objet principal et immédiat la santé, la constitution physique et le développement des forces de l'enfant. D'autres lois sont venues les compléter au point de vue de l'éducation morale à donner à l'enfant ; je citerai notamment celle du 24 juillet 1889, visant la protection à accorder aux enfants assistés ou moralement abandonnés.

Sous le nom de puissance maternelle, le législateur a réuni l'ensemble de tous les droits nécessaires aux parents pour s'acquitter du devoir d'éducation imposé par la nature. Mais cette puissance paternelle perd sa portée et n'a même plus sa raison d'être si le devoir essentiel d'éducation n'est pas rempli. Les parents qui, par de mauvais traitements, ont mis en péril la santé de l'enfant ou qui l'ont corrompu par le spectacle de leur inconduite, ont prononcé eux-mêmes leur propre déchéance. En ce cas, les droits de la puissance paternelle leur sont enlevés pour être délégués à l'Assistance publique, organe et représentant de l'État, et l'exercice de ces mêmes droits passe à l'établissement ou simple particulier gardien de l'enfant.

Les enfants ainsi abandonnés que les administrations départementales recueillent en assumant à leur égard les obligations du père de famille deviennent alors les pupilles de l'assistance et sont confiés à des nourriciers qui habitent la campagne. Des inspecteurs et des sous-inspecteurs ont à recruter ces nourriciers, à se transporter périodiquement dans les communes où les pupilles sont placés et à constater les soins dont ils sont l'objet. Plus tard, lorsque ces pupilles ayant atteint treize ans révolus ne sont plus astreints à fréquenter l'école, ils sont placés chez des patrons (en très grande majorité chez des agriculteurs) où ils échangent leur travail journalier contre les frais de nourriture et d'entretien. Des gages leur sont même alloués la plupart du temps.

Le service des enfants moralement abandonnés constitue un service départemental. Il est réglé par les conseils généraux ; les dépenses qu'il nécessite sont votées par ces assemblées et le contingent de l'État dans le total des dépenses est fixé au cinquième. Pour évaluer le contingent à inscrire au budget de 1897, on a pris pour base les dépenses prévues dans

les budgets départementaux de 1896, et comme le chiffre de ces dépenses avait été évalué pour 1896 à 25 millions environ (exactement 24 133 896 francs), la part contributive de l'État a été inscrite au budget pour la somme de 4 900 000 francs, à laquelle il convient d'ajouter celle de 985 000 francs pour frais d'inspection et de surveillance.

A la fin de l'année 1896, l'effectif total des enfants moralement abandonnés s'élevait au chiffre de 168 605. Des inspecteurs au nombre de 94, des sous-inspecteurs au nombre de 108, soit 202 fonctionnaires rétribués par l'État, ont mission d'assurer le bon fonctionnement du service et de poursuivre ainsi le sauvetage de l'enfance en l'affranchissant d'un contact malfaisant et d'une autorité démoralisatrice.

Tous les moralistes s'accordent à reconnaître que la corruption de l'enfance abandonnée est une des causes de la criminalité. Si plus tard quelques-uns de ces enfants succombent, l'État a voulu que le condamné, une fois sa peine achevée, pût rencontrer une main secourable venant lui offrir et au besoin lui donner du travail. Des comités de patronage se sont fondés dans le but de ménager pour le condamné libéré les transitions de la prison à la liberté et de lui préparer en quelque sorte par un travail journalier une convalescence morale. Ces sociétés de patronage pour les libérés tendent à se multiplier de jour en jour; elles ne sauraient être trop vivement soutenues et encouragées, et le budget de l'intérieur consacre en leur faveur pour 1897 une somme de 120 000 francs (chapitre 75).

L'enfant avance en âge; il a besoin qu'on donne à son cœur et à son esprit cette assistance morale qui découle de toute culture intellectuelle. Or, nous savons tous, Messieurs, dans cet ordre d'idées, combien la troisième République a largement doté et assis sur des bases inébranlables l'œuvre de l'éducation et de l'instruction nationale.

Ce n'est pas en ce moment le lieu de rappeler, ne fût-ce que par le sommaire, tout ce qui s'est accompli en France depuis vingt-cinq ans pour l'instruction de l'enfance. Il a fallu en quelque sorte tout créer : les bâtiments, le matériel, le personnel et aussi les méthodes. L'État républicain prend l'enfant d'âge scolaire, de sept à treize ans, et lui donne toute l'instruction que peut comporter cet âge. Il a créé la caisse des écoles, les cours d'adultes, les bibliothèques scolaires, il a accordé de larges subventions aux communes, aux villes, aux départements pour les aider à faire face au paiement des annuités et au remboursement des emprunts qu'ils ont contractés pour la construction des établissements publics d'enseignement. Les libéralités de l'État se sont étendues à l'enseignement secondaire et à l'enseignement supérieur. Des bourses ont été créées dans les lycées, les collèges et les établissements d'enseignement primaire supérieur; enfin, de nombreuses écoles professionnelles ont été fondées.

Aussi, alors que le dernier budget de l'instruction publique voté sous l'Empire atteignait (budget ordinaire et budget extraordinaire compris) le chiffre modeste de 42 806 721 francs, le même budget pour 1897 s'élève à la somme de 194 868 146 francs, et dans ce chiffre l'enseignement primaire élémentaire figure pour la somme considérable de 116 710 020 francs.

L'enfant a grandi, il est devenu homme. Voyons comment l'État, qui a dirigé ses premiers pas, soutenu ses premières années, va continuer son

œuvre de protection sociale. Nous allons nous trouver en présence d'une organisation complète (sociétés de secours mutuels, caisses d'épargne, caisse nationale des retraites pour la vieillesse, caisses d'assurances en cas d'accidents ou de décès) dont les diverses parties abritent l'ouvrier laborieux, économe et prévoyant, atténuent les effets du chômage, les suites de la maladie et des accidents et assurent enfin des ressources pour la vieillesse.

Parmi ces multiples combinaisons offertes par le législateur pour écarter la misère et fonctionnant sous la surveillance, le contrôle ou la garantie de l'État, beaucoup d'entre elles bénéficient dans une large mesure des subventions budgétaires. En première ligne, il convient de placer les sociétés de secours mutuels.

Le but premier des sociétés de secours mutuels avait été l'assurance contre les risques des maladies. La retraite n'était envisagée que comme une éventualité heureuse, comme une sorte de prime à l'esprit de prévoyance offerte par les membres honoraires de la société au moyen de leurs cotisations. Puis l'État est intervenu et a manifesté son concours par des subventions, des bonifications d'intérêts et des privilèges fiscaux résultant de l'exonération pour la société des droits d'enregistrement et de timbre. Un premier fonds de dotation au capital de 10 millions avait été constitué à leur profit dès 1852. Mais à mesure que le nombre des sociétés et du personnel des membres participants s'est accru, le Parlement n'a pas hésité à majorer par des crédits inscrits annuellement au budget les réserves de cette dotation. Une somme de 810 000 francs figure au budget du ministère de l'intérieur pour l'exercice de 1897 (chapitre 11); un second crédit de 900 000 francs est également alloué sous cette rubrique spéciale (chapitre 12) : « Majoration des pensions de retraite des sociétés de secours mutuels. » Un prélèvement de 180 000 francs sur les fonds des caisses d'épargne reçoit une destination analogue, et enfin un quatrième crédit de 2 millions est inscrit annuellement au ministère du commerce (chapitre 34) avec cette mention : « Bonification des pensions de retraite; allocation à la vieillesse. »

En regard de la dépense relativement considérable qu'elles imposent à l'État, ces subventions offrent l'avantage de provoquer à l'épargne et de relever la dignité des participants de la société, qui passent ainsi de la catégorie des assistés dans celle des prévoyants.

Le nombre des sociétés de secours mutuels s'élevait, lors du dernier recensement, au chiffre de 10 328, comprenant plus de 1 500 000 membres, chiffre modeste si on le compare à celui de l'Angleterre, qui compte sur son territoire plus de 6 millions de mutualistes. L'avoir social de toutes ces sociétés disséminées sur toute l'étendue de la France s'élève à plus de 230 millions; et en une année les cotisations versées par les membres participants ont dépassé le chiffre de 22 millions. 22 millions prélevés sous son sur l'épargne, à travers toutes les difficultés de la lutte pour la vie ! Quelle réponse à certaines déclamations !

A cette question des sociétés de secours mutuels se rattache celle des retraites ouvrières, et il faut reconnaître qu'il n'est pas de problème plus intéressant pour une démocratie que celui qui consiste à préserver de la

misère et du dénuement les derniers jours des travailleurs. M. Audiffred, député de la Loire, s'est voué depuis de longues années à l'étude et à la solution de ce gros problème en y apportant toute la sincérité de son amour pour le peuple.

Le projet de loi dont il a été le rapporteur et dont la discussion a occupé plusieurs séances de la Chambre, crée entre les ouvriers et les patrons une solidarité qui est de nature à établir entre eux des liens communs d'intérêt et de prévoyance. Tout ouvrier, employé ou serviteur à gages qui est disposé à verser à la caisse des retraites peut obliger son patron à participer pour moitié dans le versement dont le maximum est fixé à 4 p. 100 du salaire. Et, réciproquement, tout versement du patron entraîne un versement correspondant de la personne employée, que le patron est autorisé à retenir sur le salaire.

D'une telle disposition on voit se dégager bien nettement l'idée féconde de la prévoyance. En associant ainsi l'ouvrier et le patron à la constitution des pensions de retraites, la loi a pour résultat direct et immédiat de contribuer à la paix sociale et à l'entente cordiale entre l'ouvrier et le patron. Au lieu de se considérer comme ennemis, ils comprennent tous deux qu'ils ont des intérêts communs qu'un sentiment de mesquine jalousie leur a cachés pendant longtemps. Puis cet accord donne naissance à des dépenses utiles qu'un industriel avisé et intelligent n'hésite pas à s'imposer, car il comprend que le pays ne sera vraiment en mesure d'assurer une pension de retraite aux ouvriers que le jour où la production agricole, industrielle et commerciale aura pris assez de développement pour amener l'augmentation des salaires et leur faire atteindre un chiffre permettant l'épargne.

Dans de telles conditions, la prévoyance est un fait social de la plus haute portée et on conçoit que l'État, véritable mutualité supérieure, n'ait pas hésité à accorder un nouveau secours financier aux sociétés de secours mutuels. La Chambre des députés, dans sa séance du 4 juin dernier, a décidé qu'à l'avenir les sociétés de secours mutuels seraient appelées à bénéficier d'un intérêt dont le taux maximum a été fixé à 4 1/2 p. 100. De telle sorte que lorsque la Caisse des dépôts et consignations, par exemple, servira aux déposants des sociétés de secours mutuels un intérêt de 3 1/2 p. 100, le budget de l'État supportera une bonification de 1 p. 100, les sociétés ne devant avoir à souffrir ni directement, ni indirectement, de l'abaissement du loyer de l'argent.

Cette disposition financière n'a pas été votée sans rencontrer une assez vive opposition. Si la mutualité se développe, ainsi qu'on est en droit de le supposer, les subventions de l'État ne seront-elles pas, en effet, exposées à atteindre un chiffre trop considérable? Ne sera-ce même pas un budget supplémentaire que le pays sera appelé à supporter et pour lequel on n'a pas songé à créer les ressources correspondantes? Il y a là un inconnu devant lequel le législateur n'a cependant pas reculé, tant les sentiments de solidarité et de paix sociale que la mutualité a pour effet de développer lui ont paru supérieurs à un intérêt financier.

La loi de finances promulguée le 29 mars dernier contient la disposition suivante (article 43) : « A partir du 1^{er} janvier 1897, l'État contribuera, dans les conditions de la loi sur l'assistance médicale et conformément

aux barèmes A et B de cette loi, au paiement de toute pension annuelle d'au moins 90 francs et de 200 francs au plus constituée par les départements et les communes d'accord avec les conseils généraux, en faveur de toute personne de nationalité française privée de ressources, incapable de subvenir par son travail aux nécessités de l'existence et soit âgée de plus de soixante-dix ans, soit atteinte d'une maladie ou d'une infirmité reconnue incurable, sans que le nombre des pensions auxquelles devra contribuer l'État puisse dépasser par département 2 p. 1000 de la population et que cette contribution pour chaque pension puisse être supérieure à 50 francs. Cette pension annuelle sera toujours révocable. »

La question sociale soulevée par cette disposition de loi de date récente a été traitée par M. le ministre de l'intérieur dans une réunion des sociétés mutualistes tenue dans la ville de Rouen au mois de juin dernier. En même temps elle a donné lieu dans la presse à une vive discussion. Le fait de venir en aide aux déshérités et aux vaincus de la vie constitue-t-il une obligation stricte et étroite dont l'État ne saurait en aucun cas s'affranchir? Est-il prudent de proclamer si haut l'intervention forcée de l'État? Est-il sage d'éveiller tant d'espérances dont la satisfaction peut devenir difficile et lointaine?

Si la mutualité est la doctrine commune et aussi la commune espérance de tous ceux qui désirent la solution de certains problèmes sociaux; si elle est par excellence la forme privilégiée de l'évolution sociale, et à ce titre dans les traditions du parti républicain tout entier; si enfin elle constitue et doit devenir de plus en plus un merveilleux instrument d'éducation morale, c'est à une condition inéluctable : à la condition qu'on n'inscrive pas à sa base la croyance à la toute-puissance de l'État. Car habituer les mutualistes à cette idée qu'il suffit en toute chose de l'intervention de l'État, c'est vicier la mutualité elle-même, c'est la détourner de toute initiative, de tout sentiment de responsabilité et surtout du souci personnel de la liberté, si utile à répandre et à propager. C'est, de plus, une tendance déplorable vers le socialisme d'État; et je suis de ceux qui pensent qu'une nation qui en serait réduite à compter avant tout sur l'État pour l'accomplissement de ce qui constitue un des devoirs moraux essentiels de l'individu, le devoir d'assistance et de secours », qu'une nation où les déshérités de la fortune se considéreraient comme les créanciers du Trésor, serait une nation mûre pour tous les despotismes et absolument impuissante à les combattre.

En pareille matière, la tâche d'un véritable esprit libéral n'est donc pas d'étendre, mais bien de restreindre, en la plaçant, l'intervention de l'État dans les affaires d'assistance, et c'est en partant de ce principe que, dans une question comme celle de savoir ce que l'État est tenu de faire en faveur de l'homme arrivé pauvre à la limite de la vieillesse, après avoir payé sous toutes les formes sa dette à la patrie, il est possible de trouver place pour une solution moyenne dont la démocratie ne pourrait être que reconnaissante à la République.

L'exemple, du reste, ne vient-il pas de haut? Que voyons-nous dans la sphère d'activité et de travail qui nous entoure? Depuis que le régime protectionniste est institué, l'État refuse-t-il d'intervenir dans des intérêts

où l'initiative individuelle et la concurrence libre réglaient naguère les fluctuations de la richesse et des marchés? L'État intervient, et il le fait dans un intérêt général, dans le but de préserver des industries qui font partie intégrante de la fortune nationale. Or, n'est-il pas évident que l'existence et la sécurité des vieux travailleurs constituent également une part notable du patrimoine national, et qu'il serait bien injuste et bien cruel de répondre par un *non possumus* à des classes laborieuses le lendemain du jour où l'on vote, par exemple, des primes à l'industrie sucrière ou à la marine marchande?

Cette disposition de la loi de finances du 29 mars dernier a été rappelée aux préfets par une circulaire du 20 avril 1897 émanant de la direction de l'assistance et de l'hygiène publiques; puis elle a été sanctionnée par l'ouverture d'un crédit spécial de 590 955 francs au chapitre 44 du budget de l'intérieur. C'est donc un premier pas fait vers la réalisation du vœu émis à l'unanimité de 572 votants, le 27 décembre 1895, par la Chambre des députés et ainsi conçu : « La Chambre, résolue à organiser dans le plus bref délai possible l'assistance des infirmes et des vieillards indigents par la contribution des communes, des départements et de l'État, prend acte de la promesse faite par le gouvernement de proposer dans le budget de 1897 les crédits nécessaires pour jeter les premières bases de cette organisation. »

Cette somme de 590 955 francs n'est qu'un crédit d'amorce inscrit au budget de 1897; il faut s'attendre à le voir s'enfler au fur et à mesure que se développeront les idées d'assistance et de solidarité. Nos ressources financières suffiront-elles à pourvoir à des charges si généreusement acceptées? Il faut l'espérer et ne pas perdre de vue que la loi trouvera un correctif suffisant et son juste équilibre dans l'obligation imposée aux communes et aux départements d'assurer, avant l'État, une part importante dans ces dépenses nouvelles de l'assistance.

Nous avons encore, Messieurs, à envisager sur bien d'autres points le rôle bienfaisant de l'État. Une loi de date assez récente, puisqu'elle porte la date du 15 juillet 1893, a déterminé le mode de concours de l'État dans les dépenses de l'œuvre d'assistance médicale dans les campagnes. Après avoir défini le domicile de secours et déterminé les conditions dans lesquelles ce domicile s'acquiert et se perd, la loi a créé un troisième domicile de secours, le domicile national, pour tous les Français qui n'en ont pas d'autre. Aux termes de cette loi, tout individu qui a quitté sa commune depuis plus d'une année et qui ne peut faire la preuve qu'il s'est fixé depuis un an au moins dans une autre commune, tombe en cas de maladie à la charge de l'État; de telle sorte que l'État prend sous sa tutelle exclusive, en cas de maladie, toute une catégorie nouvelle d'individus constituant une population nomade et errante qu'il était très difficile jadis de rattacher à un domicile communal ou départemental.

Les dépenses obligatoires de l'État sont, dans l'espèce, de trois sortes : 1° celles représentées par les subventions accordées aux départements et aux communes proportionnellement aux charges qu'ils supportent dans le service de l'assistance médicale; 2° celles occasionnées par le traitement des malades citoyens français n'ayant aucun domicile de secours; 3° celles

concernant les frais d'administration relatifs à l'exécution de la loi. Les deux premiers articles de dépenses étant soumis à des causes multiples de variations, soit parce que l'importance de la population appelée à bénéficier de la loi est difficile à fixer, soit parce qu'elle s'accroît en fait de tous ceux que le défaut de travail, la ruine, la misère, la déconsidération même ont amenés à quitter leur pays d'origine, on ne peut se baser d'une manière absolue pour en fixer le chiffre sur celui de telle ou telle année. Une circulaire, en date du 22 juin 1896, a été adressée à tous les préfets pour leur demander de renseigner le Parlement sur les résultats administratifs et sociaux de la loi. Or ces renseignements établissent que le service d'assistance médicale dans les campagnes est une très lourde charge budgétaire et que les communes cherchent à s'en affranchir le plus possible. Mais le Parlement n'en continue pas moins son œuvre de protection sociale et il a inscrit au budget de 1897 pour l'exécution de la loi (chapitre 46) une somme de 1 450 000 francs. Un crédit supplémentaire de 3 400 francs (chapitre 44 : Frais d'administration relatifs à la loi sur l'assistance médicale gratuite) a même été voté par le Sénat dans la séance du 25 juin dernier.

Rappelons encore que le crédit pour remboursement des frais d'assistance occasionnés par des individus sans domicile de secours, mais autres que ceux qui bénéficient de la loi du 15 juillet 1893, a été porté au budget pour la somme de 150 000 francs employée à pourvoir aux frais d'hospitalisation et de transfèrement d'aliénés, d'indigents d'origine étrangère, de vieillards et de malades atteints d'infirmités incurables.

Je signalerai, mais pour mémoire seulement, les subventions que le Parlement vote depuis nombre d'années en faveur de l'institution nationale des sourds-muets de Paris, de Bordeaux et de Chambéry, de l'institution nationale des jeunes aveugles, des asiles nationaux de Vincennes et du Vésinet, de la maison de Charenton, de l'hospice des Quinze-Vingts.

Depuis que le service militaire s'est généralisé, l'État n'a pas hésité à accroître le montant des secours accordés aux anciens militaires. En 1876, la somme portée au ministère de la guerre à titre d'allocations de secours s'élevait à 3 332 000 francs. Aujourd'hui elle dépasse 5 millions (exactement au budget de 1897 la somme de 5 196 500 francs).

De même le ministère de la marine, qui ne pouvait disposer en 1876, à titre de secours en faveur des anciens marins, que de la somme minime de 112 521 francs, a vu en 1897 le crédit porté à 1 million, sans compter les 9 161 736 francs formant la subvention de la caisse des invalides de la marine.

Je signalerai également une augmentation sensible au ministère des travaux publics, dans le chiffre des secours accordés aux agents permanents de l'administration. De 132 000 francs qu'il était en 1880, le crédit est monté à 250 000 francs de 1884 à 1892, et dans ces derniers temps le nombre des parties prenantes a pris une telle extension que le Parlement a jugé nécessaire de doubler le crédit et de le porter à 503 500 francs.

L'article 66 de la loi de finances du 16 avril 1895 avait décidé que le crédit mis à la disposition du ministre des travaux publics pour bonifier les pensions de retraites des cantonniers de l'État serait réparti suivant

un règlement d'administration publique. Or, ce règlement a été rendu à la date du 22 février 1896, et il permet de porter le chiffre de la retraite des cantonniers aux deux tiers de leur salaire.

Aussi un crédit de 500 000 francs figure-t-il au budget de 1897, alors qu'il ne dépassait pas 80 000 francs en 1870.

Depuis longtemps, Messieurs, les pouvoirs publics ont constaté, en la déplorant, l'émigration du paysan vers les grands centres. Les campagnes se dépeuplent au profit des villes, comme si la lutte pour la vie n'y était pas aussi pénible et aussi difficile. Pourquoi cet abandon et ce délaissement ? L'État aurait-il manqué de sollicitude pour le paysan laboureur ? Aurait-il négligé de mettre en œuvre toutes les mesures propres à le retenir sur le sol qui l'a vu naître ?

Je ne parlerai pas de l'extension donnée aux grands travaux publics, routes, canaux, chemins de fer, qui, en facilitant sur tous les points du territoire l'exploitation et la vente des produits, ont accru dans une notable proportion la valeur de la terre. Mais des lois spéciales ont été votées dans l'intérêt exclusif de l'agriculture. Au mois de juillet 1874 le gouvernement présentait un projet de loi sur le Code rural ; le 4 avril 1882, était promulguée la loi relative à la restauration et à la conservation des terrains en montagne dans le but de protéger les plaines contre les inondations. Indépendamment de la loi générale sur les syndicats professionnels du 21 mars 1884 s'appliquant également à l'agriculture, est intervenue une loi spéciale du 15 décembre 1888 autorisant la création de syndicats pour la défense des vignes contre le phylloxera.

L'enseignement agricole longtemps dédaigné a été organisé sur de larges bases qui font de l'agriculture une véritable science ; des fermes-écoles, des écoles pratiques d'agriculture, un institut agronomique ont été créés. Une loi du 16 juin 1879 a fondé une chaire d'agriculture dans chaque département et nous voyons aujourd'hui chaque département posséder cette chaire dont les professeurs sont chargés de cours et de leçons à l'école normale primaire et de conférences dans les communes les plus importantes.

Le budget de 1897 est le reflet exact et vivant de ces réformes et de ces améliorations. Sous la rubrique de : « Subventions à des institutions agricoles, — Encouragement à l'agriculture et au drainage, — Primes à la sériciculture, — Encouragements à l'industrie chevaline, — Subventions pour le traitement et la reconstitution des vignobles de France, — Secours pour pertes matérielles causées par les intempéries », le budget de l'agriculture dont le chiffre ne dépassait pas 15 millions en 1870, atteint aujourd'hui le chiffre de 41 734 343 francs.

Et le Parlement ne paraît pas disposé à s'arrêter dans cette voie. La question agraire est en ce moment plus que jamais à l'ordre du jour, comportant avec elle la solution de plusieurs problèmes délicats : crédit agricole, banques régionales, chambres d'agriculture, assurances mutuelles agricoles. Dans la dernière session législative, les échos du Palais-Bourbon ont retenti des brillantes discussions engagées sur ces questions dont la solution s'impose à bref délai. Car, en présence des orages et des cyclones qui parcourent nos régions les uns après les autres, renversant

les maisons, anéantissant les récoltes et ne laissant que ruines et dévastation derrière eux, l'État est impuissant à réparer les pertes et les déficits qu'occasionnent de pareils fléaux. Il ne peut apporter qu'un soulagement que la fréquence et l'étendue des désastres, comme ceux dont cette année nous a servi le triste spectacle, rendent à peu près illusoire.

Dans une grande démocratie comme la nôtre, il faut de toute nécessité qu'il y ait parité de situation entre l'ouvrier des villes et le laboureur des champs. Le monde agricole est par essence plus immobile, plus calme, plus difficile à agiter. Raison de plus pour ne pas le payer de belles phrases et remplacer les promesses par des réalités. Or, si nous voulons faire quelque chose de pratique et de tangible, trouver le vrai remède à des plaintes trop souvent justifiées, c'est encore dans cet admirable principe de l'association mutuelle que nous puiserons le moyen de résoudre le problème des intérêts agricoles.

Donnons, sans plus tarder, une solution à la question des assurances mutuelles agricoles. Sur la demande qu'en a faite M. le président du conseil des ministres, un premier jalon a été posé pour le budget de 1898. Il a été décidé, en effet, que le chapitre 41 du budget de 1898, au lieu de s'intituler « Secours pour perte et événements malheureux », porterait la rubrique « Subvention aux assurances mutuelles agricoles contre la grêle et la mortalité du bétail ». N'oublions pas également tous les services rendus au pays par les chambres de commerce, et créons à leur image, dans chaque arrondissement, des chambres consultatives d'agriculture qui, sous une autre forme que les banques régionales, pourront puissamment aider à la constitution du crédit agricole.

Je m'arrête, Messieurs, car je ne voudrais pas dépasser les limites d'un discours de rentrée, et je termine en me demandant quelles sont les conclusions qui se dégagent de cet exposé budgétaire.

Il en est une première que personne, je pense, ne songera à me contester. « Le monde est fatigué de voir des misérables », s'écriait un jour un grand patriote, Godefroy Cavaignac. Cette lassitude généreuse, la troisième République l'a ressentie plus qu'aucun autre gouvernement. Qui oserait, en effet, disputer à la troisième République la palme dans les bienfaits généreusement accordés à l'humanité souffrante et libéralement octroyés à la classe si nombreuse de ceux qui ne vivaient que par le travail et le labeur de chaque jour ? Je viens de prendre l'individu à tous les âges de son existence ; je l'ai vu naître, grandir, s'instruire, travailler, souffrir et vieillir. Depuis le jour de sa naissance jusqu'au jour de sa mort, quelle que soit la condition sociale dans laquelle le sort l'a placé, j'ai constaté que l'État accomplissait envers lui une partie des devoirs sociaux résultant de sa fonction, de ses charges dans la vie.

Or, il me semble, Messieurs, que l'humanité n'est pas appelée tous les jours à contempler un spectacle aussi fortifiant et aussi instructif. C'est quelque chose, en effet, n'en déplaise aux pessimistes, que de pouvoir, pendant un quart de siècle, suivre pas à pas la trace bienfaisante laissée par le développement continu et constant des principes de l'assistance et de la solidarité ! On n'est certes pas arrivé à la suppression de toutes les plaies, de toutes les misères, et il n'est que trop vrai, hélas ! que si l'on

demande à un homme riche ou pauvre : « Souffrez-vous ? » il y aura, aujourd'hui comme hier, presque unanimité dans la réponse ! L'État socialiste lui-même, s'il doit se réaliser un jour, ne supprimera pas la plainte qui s'élève de toute existence humaine ; plusieurs pensent même qu'il la rendra plus âpre et plus poignante encore.

Aussi, et c'est une deuxième conclusion, ne faut-il pas pousser jusqu'à l'extrême limite ce privilège que l'État s'attribue de faire le bien et l'aumône avec l'argent du budget, c'est-à-dire du contribuable ? Il ne faut pas laisser s'établir dans ce pays la redoutable et fausse conception de l'État-Providence. Ne nous abandonnons pas aux spéculations métaphysiques ; il vaut mieux mettre le doigt sur la plaie et reconnaître franchement et loyalement que le mal qui nous mine provient la plupart du temps de ce que nous attendons trop de l'État et de ce que le pouvoir central nous apparaît comme une providence chargée de distribuer le bonheur et la félicité.

Pour réagir contre une si funeste tendance, il faut faire appel à l'initiative individuelle, développer la mutualité et l'esprit de solidarité. Le sentiment bien compris de la solidarité sociale est de nature à montrer à la France républicaine tout ce qu'il y a de fécond dans le gouvernement des forces de ses enfants. Avec lui et par lui les défaillances et les attaques sont impuissantes à délier les liens étroits et les rapports de dépendance que l'évolution sociale établit plus fortement de jour en jour entre les différentes classes de la société, celles du passé et celles du présent. Comme si, du reste, l'esprit de classe n'avait pas fait son temps ! Comme si ce qui flotte aujourd'hui au-dessus des épaves de l'ancien monde et du nouveau n'était pas un esprit national républicain assez fort pour s'orienter sans encombre dans les sentiers de la tolérance et de la liberté !

Enfin, et c'est là ma dernière conclusion, si proclamer les bienfaits de la fraternité, de la mutualité, de la solidarité, c'est exalter de beaux et nobles sentiments, je crois qu'il est encore mieux de les vivre. Mais dans leur pleine sincérité pratique ces sentiments, qui sont de nature à fonder la prospérité et la grandeur d'un peuple, supposent une vertu maîtresse puisée dans les profondes énergies de l'âme. C'est donc à cette énergie intime qu'il faut recourir !

Par elle, nous verrons se développer et grandir ces qualités de peuples forts qui s'appellent l'initiative, l'endurance, l'esprit de sacrifice ! Par elle avec l'effort personnel et constant de tous les intéressés, nous verrons notre chère France, aux heures des difficultés et des périls, surmonter tous les obstacles et conserver dans le concert des nations le rang véritable qui lui a toujours appartenu !

L'École des Sages-Femmes de la Maternité.

DISCOURS DE M. CHARRIN

L'opinion s'intéresse plus vivement que d'habitude à la question des sages-femmes et des médecins accoucheurs ; aussi croyons-nous

intéressant de reproduire le discours prononcé par M. le D^r Charrin, médecin de la Maternité, à la distribution des prix aux élèves sages-femmes de l'École d'accouchement dirigée par M. le docteur Pierre Budin.

Mesdames, Mesdemoiselles.

Sans avoir un don de divination, j'imagine que parmi vous, parmi celles du moins qui arrivent au terme de leurs études, tout en ce moment doit être à la joie. — Les unes vont recevoir les prix justement mérités par leurs efforts, par leurs travaux ; les autres, un peu moins favorisées, s'apprentent à user bientôt de ce diplôme conquis grâce à une persévérante application. — Il n'y a pas d'ombre au tableau ! Consultez les procès-verbaux des examens : ils vous répondront que la fortune n'a trahi personne, qu'aucune élève n'a été jugée indigne de ce titre de sage-femme de la Maternité de Paris, titre depuis longtemps désiré, vivement ambitionné !

Dans ces résultats, que je proclame avec plaisir, j'aperçois les conséquences de votre zèle, de votre discipline ; j'y vois aussi la marque de cette mesure à louer entre toutes, qui a fixé à deux ans la durée de votre séjour dans cette école.

Je sais fort bien qu'au début tout au moins, on a contre cette mesure essayé quelques critiques : on a parlé, entre autres choses, de carrières rendues plus difficiles ! Mais, après tout, même dans cette hypothèse, où serait le mal ? — Tant que nos mœurs seront ce qu'elles sont, et j'espère que sur ce point elles ne sont pas à la veille d'être bouleversées, tant que l'exercice des professions médicales en général ne sera pas absolument libre, il importera d'entourer leur accès, leur exercice de toutes les garanties possibles ! — Lorsqu'il s'agit d'un pareil recrutement, il est à coup sûr permis de compter les élues ; il vaut mieux cependant les peser, les apprécier : *numerantur sed ponderantur* ; la notion de qualité l'emporte ici sur celle de quantité.

J'ai entendu, à vrai dire, formuler des accusations de routine, accusations difficiles à comprendre en présence de modifications nouvelles ; j'ai entendu mettre en avant des revendications au nom du progrès, de la liberté, ou encore préciser des arguments que l'on croit sans réplique, parce qu'ils s'appuient sur l'exemple de coutumes étrangères ! Mais — on l'oublie trop — autre nation, autre civilisation, autre éducation publique exigent souvent autre manière de faire. — A ceux ou celles qui veulent voir dans ces règlements une atteinte à cette liberté qui paraît autoriser bien des conceptions, je répondrai que traiter les jours de ses semblables sans un contrôle suffisant, c'est sortir des justes limites de ce qui est permis, c'est tomber dans la licence, dans l'arbitraire ! — Quant aux autres griefs, j'avoue ne pas les comprendre. — Le progrès n'a jamais consisté à reculer ! — On ne saurait, enfin, invoquer la routine au sujet des changements qui sont sa négation même.

Remarquez, du reste, qu'on réglemente toutes les professions. — Aux avocats, aux ingénieurs, à ceux qui s'occupent avant tout de nos intérêts matériels, on impose des examens, des concours ; on prend, dans ces

conditions, une série de mesures en quelque sorte préventives. — Dès lors, comment comprendre que ceux qui ont charge de la vie humaine, de sa conservation, de sa sauvegarde aient seuls la faculté de se comporter suivant leur bon plaisir !

Vraiment, le moment serait mal choisi ! — Si, à toutes les époques, la sage-femme a visé même but, à aucune période elle n'a eu, pour atteindre ce but, des notions comparables à celles dont elle dispose aujourd'hui ! — Celles qui vous ont précédées ont entendu parler de miasmes, de contagé, de matière peccante, voire d'esprits animaux ! Toutefois, avec leurs contemporains, elles ont ignoré la nature solide, liquide ou gazeuse des agents de l'infection ; elles ont ignoré leur provenance, leurs habitats, leur genre de vie, leurs modes de fonctionnement, de pullulation, de transport, de dissémination : partant, elles ont dû renoncer à la connaissance rationnelle des procédés capables de protéger l'économie contre de funestes agressions.

Plus heureuses que vos aînées, à la lumière des données positives de la méthode expérimentale, qui n'admet que ce qui tombe sous le sens, vous saisissez peu à peu ce que sont les êtres mystérieux, aptes à engendrer les plus terribles accidents ! Vous savez comment ils évoluent, comment on les cultive, et, fait capital ! comment on les détruit ! Vous savez la conduite à tenir pour ne pas les laisser pénétrer en nous, ou même pour entraîner au dehors ceux qui ont commencé à s'introduire, sans avoir réussi cependant à se glisser dans la circulation générale. Vous savez qu'on rencontre ces germes sur la peau, dans le tube digestif, dans des régions de l'organisme en communication avec l'air, dans ces parties qui, suivant les expressions de Cl. Bernard, continuent à appartenir au monde extérieur. Vous parvenez à entrevoir les procédés capables de s'opposer au passage de ces microbes des surfaces cutanées ou muqueuses jusque dans l'intimité des tissus. — Ainsi, les notions positives, solides, sûres, permettant d'éviter le danger, sont déjà nombreuses, déjà clairement codifiées : l'heure n'est donc pas venue de laisser libre carrière aux ignorants.

Cette heure est d'autant moins venue qu'à ces notions théoriques s'ajoutent des données pratiques ! — Antisepsie, aseptie, ou, pour parler moins prétentieusement, propreté, propreté externe, interne, propreté scientifique : voilà vos grands moyens ! — On vous enseigne même à interroger le jeu de quelques appareils, celui des reins, par exemple, on vous apprend à rechercher l'albumine, à conseiller le régime lacté, à faire appeler, en vous guidant sur des éléments de pathologie ici même développés, à faire appeler le médecin avant tout sans retard.

C'est qu'on sait le prix du temps, en matière de pathologie ; le mal a bientôt diminué la résistance des tissus ; toute atteinte à l'état normal ouvre la porte aux parasites. Or, précisément l'accouchement est une de ces circonstances qui, promptement, peuvent amener un instant de faiblesse, de réceptivité pour l'infection : il importe à ce moment de surveiller l'économie, de la préparer. — Prévenir, en effet, vaut mieux que guérir. — Si nous sommes en pleine santé, notre pouvoir contre les parasites est relativement grand ; aussi a-t-on pu dire avec raison, au risque de rendre jaloux M. de la Palice : « Il est difficile de devenir malade, quand on est réellement bien portant. »

Vous le voyez, ce n'est point à l'époque où les sciences que vous cultivez s'éloignent plus que jamais de l'empirisme pur pour se rapprocher des claires, des saines données du domaine positif, ce n'est point à cette époque où il fait bon vivre quand on s'intéresse à ces sciences ; non, ce n'est point à cette époque qu'il convient de cesser d'entourer de garanties leur pratique, leur accès.

Ces garanties sont d'autant plus nécessaires que la plupart d'entre vous, Mesdames, Mesdemoiselles, arrivent ici — permettez-moi de le dire — dans une complète ignorance des notions à apprendre ; le programme, d'un autre côté, comporte des sujets étendus, les uns, à coup sûr, plus importants que les autres, sans qu'aucun puisse être négligé ; dans ce domaine de la biologie il existe des sciences auxiliaires ; je me refuse, en dépit d'une nomenclature consacrée, à en reconnaître d'accessoires.

Réfléchissez donc un instant, et vous verrez de suite que deux années sont courtes pour parcourir ce programme, pour acquérir des connaissances qui vous permettront d'affronter sans trembler les situations difficiles, de supporter vaillamment les lourdes responsabilités, d'éviter ces erreurs propres à entraîner un arrêt fatal, une irrévocable condamnation ! Pénétrées des moindres détails de ce programme, vous parviendrez peut-être à parer à tous ces accidents dont quelques-uns, secondaires en apparence, suscitent néanmoins d'interminables infirmités ! Celles d'entre vous qui se perfectionneront sans relâche, celles surtout qui seront attachées à des services d'hôpital, jugeront promptement, en dépit des efforts réalisés, des lacunes de leur instruction : on commence à savoir, quand on commence à s'apercevoir qu'on ne sait rien.

D'autres considérations militent encore en faveur d'études plus complètes. — Sous l'influence d'une poussée irrésistible qui fait craquer les vieux moules de notre civilisation, les femmes réclament, à l'égoïsme de l'homme qui se croit seul digne de légiférer, leurs droits aux carrières libérales, leurs places dans une série d'institutions ! Au milieu de ce grand mouvement vous devez apprendre sans cesse pour conserver votre situation, vous, sages-femmes, qui depuis longtemps occupez un domaine que les petites de la société ont renoncé à vous contester, vous qui, depuis des années, connaissez des secrets que d'autres commencent à peine à sonder, vous dont l'instruction n'est point affaire de luxe, de mode, de caprice, mais bien de nécessité, de constance, de profession !

La science marche : s'arrêter, pour elle, c'est reculer. Aussi, sous peine de déchoir, vous prolongerez chez vous ces périodes d'études.

Vous le ferez au souvenir des jours passés sur ces bancs où vous aurez ignoré le vers du poète : « Notre ennemi, c'est notre maître... » ; vous le ferez au souvenir de cette Maison où les Maîtres, dans la mesure de leurs forces, auront facilité votre tâche, où l'amitié de compagnes plus avancées aura assuré, affermi, guidé l'hésitation de vos débuts.

Vous serez les apôtres de l'hygiène, de la propreté dans tous les sens. Vous lutterez contre les préjugés ; vous ferez pénétrer partout le soleil, la lumière, ces grands hygiénistes ; vous ferez aérer ces pièces où s'entassent malades et bien portants, au point de s'auto-intoxiquer. Vous repousserez toute alimentation trop solide, trop tôt administrée au tube digestif trop

délicat des nouveau-nés. Car ces nouveau-nés, comme les accouchées, dans quelque mesure vous appartiennent. — Sans doute, vous ne devez pas oublier les limites imposées à votre intervention par la sagesse de la loi, sagesse qui, à dire vrai, n'est pas immuable! — Mais, déjà, dans la sphère réservée à votre activité, vous pouvez beaucoup. — Vous pouvez, surtout par l'isolement, éviter la contagion; vous pouvez opérer de salutaires vaccinations, en particulier dans des pays rebelles à ces pratiques; vous pouvez, au sujet des nourrices, donner d'excellents conseils, écarter une foule d'ennuis sérieux; vous pouvez, au souvenir des notions de pathologie ici même enseignées, prévenir ou guérir bien des maladies, en faisant appeler, comme je le disais, le médecin en temps utile, pour une affection respiratoire, digestive, circulatoire, etc.

A d'autres égards, vous parviendrez à rassurer une mère éplorée, qui se désole à la vue de son rejeton secoué par l'horreur de convulsions, que leur mauvais renom, hélas! fréquemment justifié, fait rattacher à la fatale méningite; vous mettrez fin à ces convulsions parfois accidentelles, dont vous saurez dépister la bénignité; vous le ferez, suivant les circonstances, en calmant une dentition, en expulsant un ténia, en supprimant une épingle, agents, causes capables, en irritant la peau ou les muqueuses, de susciter des processus réflexes!

Je parle de consolation, Mesdames, Mesdemoiselles, parce que, si vous devez votre science aux personnes qui s'adressent à vous, vous leur devez aussi autre chose : vous leur devez une assistance morale.

A l'heure où vous pénétrez dans l'intimité des foyers, bien souvent les cœurs sont agités; l'angoisse est entrée avant vous. — On craint des complications; on redoute la divulgation d'un secret, principalement dans un ménage médiocrement uni; l'enfant qui va venir peut étaler au grand jour les stigmates d'une maladie héréditaire jusque-là soigneusement cachée; des jalousies se dissimulent péniblement à la pensée du patrimoine que va diminuer le nouveau venu, etc.!

C'est à ce moment qu'il faut vous souvenir du serment d'Hippocrate : vos yeux ne doivent rien voir; vos oreilles ne doivent rien entendre! N'ergotez pas sur les limites du secret professionnel; ne faites pas de distinctions à la façon des casuistes, entre les confidences reçues et ce que vous avez vous-même spontanément aperçu! Une indiscretion de votre part serait le plus odieux des abus de confiance, dont, même en mettant de côté les rigueurs de la loi, vous ne tarderiez pas à être punies par l'abandon de tous : aucune médaille, aucun diplôme, aucune habileté ne sauraient remplacer le moindre défaut d'honorabilité.

A toutes les familles vous devez indistinctement votre discrétion, votre honnêteté, votre patience, votre dévouement, aussi bien que votre science.

Assurément, de justes honoraires doivent équitablement récompenser vos interventions, sans entrer jamais dans ces compromissions ignorées des intéressés qui, depuis quelque temps, tendent à jeter le discrédit sur certaines professions; la valeur de ces honoraires en aucun cas ne servira de mesure à la valeur des soins que vous prodiguerez, sans introduire de différence entre le riche et l'indigent.

Vous n'avez pas davantage à tenir compte du rang, du caractère de la

naissance, à savoir, pour le rejeton, à d'illustres parents s'il doit son origine, ou si dans le vulgaire obscur quelque sort l'a placé, d'autant qu'à ce point de vue nombre de préjugés devraient avoir fait leur temps! En quoi, d'ailleurs, ou pourquoi l'enfant du libre amour mériterait-il moins votre bonté, votre sollicitude que cet autre issu d'une union décidée par le poids de l'or plus-encore que par la sincérité ou la délicatesse des sentiments? — On voit des femmes repousser un petit-fils, parce qu'il est né d'une jeune mère que leur fils a choisie, au lieu d'accepter docilement l'héritière que leur sèche cupidité désirait lui imposer : je ne sais rien de plus hypocrite, de moins maternel!

Souvenez-vous, d'ailleurs, que, si par hasard il se rencontre des misères indignes d'estime, il n'en est pas qui puissent exclure la pitié! — La tolérance, l'élévation au-dessus des mesquineries humaines, le désintéressement : voilà quelques-uns des caractères qui doivent signaler tout être jugé digne de porter secours à ses semblables dans les moments difficiles. — Si parfois la justice sociale intervient autour de vous, n'oubliez pas que la recherche des coupables n'entre point dans votre rôle. — Pour vous, en un mot, il n'y a que des mères ou des nouveau-nés, et cela en toute circonstance, comme en toute circonstance, même et surtout dans les temps les plus troublés, l'hôpital, pour le médecin, ne contient que des malades.

En adoptant cette ligne de conduite, vous rencontrerez plus d'un obstacle; vous trouverez, en revanche, votre récompense!

Quelques-unes, si la clientèle leur sourit, arriveront à la fortune, fortune que je vous souhaite à toutes, bien qu'elle n'atteigne pas le plus souvent les proportions de celle du financier! — Quelques autres, un peu plus nombreuses, connaîtront ces amitiés solides, profondes, qu'engendrent seuls les services de la nature de ceux que vous rendrez : par-ci, par-là, la reconnaissance se manifestera, juste assez pour prouver qu'elle ne se réduit pas à un vain mot! — La plupart n'auront d'autre satisfaction que celle du devoir accompli, et c'est quelque chose en toute situation, en particulier dans la vôtre!

Il y a peu d'années, sur 2 000 femmes venues ici pour accoucher, des centaines parfois succombaient! Aujourd'hui, ces décès se chiffrent par quelques unités! De ces nombreuses mères que les découvertes modernes permettent d'arracher à ces premières atteintes du mal, la plupart auront de nouveaux enfants.

La science à coup sûr ne sait pas supprimer la mort; toutefois, cette simple constatation, nette, lumineuse, plus éloquente que de longues démonstrations, car rien n'est plus fort que l'arithmétique — cette simple constatation revendique pour cette science le pouvoir de reculer l'âge moyen, de faciliter la repopulation, grave problème de l'heure présente!

Croyez-vous donc qu'il n'y a aucun mérite, aucune joie, aucune fierté, à être appelée à concourir à une pareille œuvre? Or, c'est là précisément la destinée qu'ouvre désormais devant vous le diplôme conquis en ce jour! Il vous confère le droit, le pouvoir, l'obligation de guérir si cette guérison est possible, de soulager quand on ne peut pas davantage, de consoler toujours!

Mesdames, Mesdemoiselles, je termine en m'excusant, en me reprochant

ce trop long discours ! — Vous êtes impatientes de vous appartenir complètement, définitivement, et voici que, jalouse de ses droits, l'austère tradition vous retient encore pour vous adresser les derniers conseils, pour vous rappeler, au milieu de votre allégresse, les devoirs qui vous incombent, les responsabilités qui vous attendent ! Le sort m'a désigné pour faire entendre, dans ce concert de joie, quelques notes sévères : votre jeunesse aimable, insouciant, saura, je l'espère, ne pas m'en vouloir !

Instructions sur la consommation du Lait,

RÉDIGÉES PAR MM. P. BUDIN, COMBY, MIQUEL, ROUX ET P. STRAUSS (1)

Le lait, aliment si précieux lorsqu'il est consommé au moment où il est tiré du pis de la vache saine, peut être dangereux s'il est fourni par une vache malade ou si des microbes s'y ajoutent.

Ces microbes peuvent venir de la vache elle-même (vache atteinte de tuberculose, fièvre aphteuse, etc.) ou être apportés de l'extérieur par les poussières adhérentes aux vases, par l'eau qui sert à les laver, etc. En se développant dans le lait, ils l'altèrent ; introduits dans le tube digestif, ils déterminent parfois l'apparition d'accidents très graves, tels que les diarrhées des nourrissons et le choléra infantile.

Il est donc nécessaire de détruire ces microbes pour avoir un lait sûrement inoffensif. Le chauffage est actuellement le seul moyen pratique et efficace pour atteindre ce but.

Les procédés de conservation du lait par l'addition de substances chimiques constituent des pratiques frauduleuses et souvent dangereuses pour la santé des consommateurs. Ils doivent être rejetés.

Les procédés actuels de réfrigération du lait offrent des avantages pour prévenir son altération et faciliter son transport, mais ils ne constituent pas un moyen de stérilisation de ce liquide alimentaire.

La pasteurisation, telle qu'on la pratique pour le vin et la bière, c'est-à-dire le chauffage une seule fois à une température voisine de 60 degrés, est insuffisante pour détruire les germes nuisibles contenus dans le lait. Toutefois ce mode de chauffage, comme la réfrigération, peut être utilisé pour faciliter le transport dans certaines conditions favorables.

Quand le lait doit être consommé dans les vingt-quatre heures, il suffit qu'il soit chauffé à 100 degrés pour donner une sécurité suffisante. Ce lait doit être conservé dans le vase où il a été chauffé et mis au frais.

D'habitude on fait bouillir le lait en vase ouvert. S'il ne doit pas être immédiatement consommé et si on veut le couvrir, il faut attendre son refroidissement. En effet, la vapeur d'eau, se condensant sur le couvercle froid, forme des gouttes qui entraînent dans le lait des impuretés et des germes.

(1) Travaux de la Commission d'étude de l'Alimentation par le lait.

Dans le cas où l'on veut recouvrir le lait encore chaud, il faut que le couvercle vienne d'être passé à l'eau bouillante.

L'ébullition fait périr presque tous les microbes; il en est cependant qui résistent et qui, si la température ambiante est suffisamment élevée (par exemple pendant l'été ou dans une pièce trop chauffée), peuvent se développer et amener une altération du lait. C'est pourquoi on recommande de le *mettre au frais* quand il a bouilli.

Pour les *enfants*, quand le lait de femme, toujours préférable, fait défaut, on a généralement recours au lait de vache. *Le lait destiné aux nourrissons doit être réparti en flacons clos, contenant la quantité qui sera consommée en une fois. Les flacons seront chauffés au bain-marie et maintenus pendant trois quarts d'heure dans l'eau bouillante.*

Les enfants prennent le lait souvent et par petites quantités à la fois; si pour chaque repas on puisait dans la provision de la journée, à chacune de ces manœuvres on introduirait de nouveaux microbes dans le lait et on perdrait ainsi le bénéfice du chauffage. Il vaut donc mieux répartir à l'avance dans des flacons le lait destiné aux nourrissons. Ces flacons contiendront la quantité nécessaire pour un repas.

Avant d'employer les flacons, on les lavera à grande eau, puis on les égouttera. Une fois qu'on y aura mis la quantité de lait suffisante, on les fermera, soit avec un tampon d'ouate introduit dans le goulot, soit avec un linge lié autour du col, soit à l'aide d'un des bouchons de caoutchouc inventés pour cet usage.

Les flacons, placés ensuite dans un support spécial, un panier métallique, par exemple, seront introduits dans la marmite contenant l'eau froide, et on chauffera jusqu'à l'ébullition, qui sera maintenue pendant *trois quarts d'heure*. Ce temps écoulé, on retirera le panier et on mettra au frais.

Au moment du repas, on fait tiédir le flacon au bain-marie. Quand il est arrivé à la température convenable, on le débouche et on adapte sur le goulot une tétine propre qui a été bouillie.

Dans ces conditions, le lait passe de la bouteille dans l'estomac de l'enfant aussi pur que du lait qui viendrait du sein de la mère.

Lorsque le coupage du lait aura été prescrit, c'est *avant la stérilisation* qu'on ajoutera la quantité d'eau potable nécessaire.

Du lait reste-t-il dans un flacon, il ne faudra point, plus tard, le donner à l'enfant; il se trouve, en effet, souillé par les microbes de la bouche qui ont passé par l'ouverture de la tétine; ces microbes pullulent rapidement dans le lait et l'altèrent.

Tout flacon vidé doit être immédiatement et soigneusement nettoyé. Pour cela on fera usage d'eau carbonatée (cristaux, carbonate de soude) ou d'eau savonneuse, qui enlèveront plus facilement les matières grasses; on rincera ensuite à grande eau. Ce nettoyage est très important, car s'il reste un peu de lait dans le flacon, il s'aigrit et peut faire cailler le lait qu'on y verse ensuite.

Si un ou plusieurs flacons n'ont pas été ouverts, et si on veut les employer le lendemain, on devra chauffer de nouveau au bain-marie et les laisser pendant *trois quarts d'heure* dans l'eau bouillante.

Quand le lait doit être conservé plus de vingt-quatre heures avant d'être consommé (lait dit de conserve), il ne doit contenir aucun microbe vivant. On obtient actuellement ce résultat soit par un chauffage en une fois et suffisamment prolongé à 110 degrés, soit par un chauffage discontinu au-dessous de cette température. Le chauffage du lait dans ces conditions ne lui fait pas perdre ses qualités nutritives.

Les laits de conserve, quand ils sont bien préparés, peuvent être aussi donnés aux enfants et aux nourrissons. Avant de les employer, on s'assurera :

1° Qu'ils ont bon aspect, c'est-à-dire qu'ils ne sont pas trop foncés en couleur, qu'ils ne sont pas caillés, qu'ils ont conservé l'apparence normale;

2° Qu'à l'ouverture de la bouteille ils ne dégagent ni gaz ni mauvaise odeur;

3° Qu'il n'ont aucun mauvais goût.

Si la crème est remontée à la surface, on la remettra en suspension en agitant le flacon après l'avoir fait tiédir.

On versera directement ce lait de la bouteille dans le biberon, préalablement nettoyé à l'eau bouillante comme il a été expliqué plus haut.

Si ce lait doit être coupé, on emploiera de l'eau potable bouillie.

CHRONIQUE ÉTRANGÈRE

Allemagne.

UNE SOCIÉTÉ D'ASSURANCES CONTRE LE CHÔMAGE

Une société d'assurances contre le chômage d'hiver a été fondée à Cologne et fonctionne depuis plus d'une année d'une façon satisfaisante. Cette institution originale vient de publier son premier rapport annuel et les constatations qu'il expose sont fort intéressantes, d'après le résumé qu'en donne le *Labour Gazette* du mois dernier.

Pendant la période que ce document embrasse — du 9 mai 1896 au 31 mars 1897 — 229 personnes demandèrent à contracter une assurance, mais 9 furent refusées comme ne rentrant pas dans la catégorie des ouvriers ou employés pouvant participer à cette nouvelle catégorie d'assurance. La plupart des assurés sont des ouvriers des diverses industries du bâtiment, des ouvriers agricoles, des jardiniers ou des journaliers ruraux.

Une grande partie des assurés ne versa pas régulièrement les cotisations ou les laissa en retard; mais sur 220 inscrits 132 remplirent exactement leurs engagements et acquirent ainsi le droit à indemnités en cas de chômage du 15 décembre au 15 mars, période que visent les polices de la société.

Parmi ces 132 personnes, 96 se présentèrent comme inemployées : mais des situations permanentes furent procurées à 15 d'entre elles, grâce à la création d'un registre de placement, avant le délai de quinze jours après lequel le droit à indemnité est ouvert aux assurés, et 81 autres sociétaires furent pourvus d'emplois temporaires représentant 2 181 journées, soit environ un mois de travail pour chacun. Ce placement mutuel réduisit à 1 408 journées de chômage, soit à environ 2 950 francs, les indemnités supportées par la compagnie.

Les résultats moraux et financiers de ce premier exercice sont des plus encourageants, car, en fin d'année, le bilan présentait un solde créditeur de 129 500 francs et dans les trois semaines qui suivirent la clôture de l'exercice, cent nouvelles demandes d'assurance furent adressées.

Nous signalons avec grand plaisir les excellents résultats d'une tentative qui, imitée et généralisée, peut rendre d'incalculables services aux ouvriers de toutes les professions que les rigueurs de la température mettent en chômage forcé.

Amérique du Sud. — République Argentine.**DIX ANNÉES DE STATISTIQUE A BUENOS-AYRES**

La direction générale de statistique municipale de la ville de Buenos-Ayres vient d'envoyer en Europe l'annuaire de la capitale de la République Argentine pour 1896 (1).

Nous ne sommes pas habitués à une telle rapidité dans la publication des documents officiels en Europe, surtout en France, et, rien que pour sa célérité, M. Albert B. Martinez, le directeur de la statistique municipale de Buenos-Ayres, devrait recevoir nos félicitations les plus sincères.

Il les mérite à bien d'autres titres, plus importants encore que l'activité mise à éditer d'excellents documents, car comme l'annuaire précédent, le livre qu'il vient de faire paraître est digne de retenir longuement l'attention de tous ceux qui s'efforcent de rechercher, dans le fonctionnement des rouages si compliqués de l'administration des grandes villes, de réelles améliorations, soit au point de vue purement municipal, soit au point de vue plus spécial de la santé et de la moralité publique, de l'aide aux malades, aux orphelins, aux vieillards et aux aliénés. C'est par ce dernier côté, que nous allons étudier rapidement, que l'annuaire argentin mérite d'être signalé à l'attention des lecteurs de la *Revue Philanthropique*. Nous avons essayé de coordonner et de comparer soit dans cet annuaire, soit dans les précédents se référant au cycle 1887-1896, tant pour Buenos-Ayres que pour d'autres grands centres, ce qui a trait aux questions étudiées dans cette revue.

*
* *

Sous forme de préface, M. Albert B. Martinez, a écrit pour le dernier annuaire une étude historique des données de la démographie des plus consciencieuses et des mieux déduites.

Au début de ce curieux essai, où l'on sent partout l'ardente recherche de la vérité, le directeur de la statistique de Buenos-Ayres met en lumière une remarque consolante : à savoir que, dans tout corps social important et doué d'une vitalité suffisante pour conserver son originalité, si l'individu reste libre de faire ou de ne pas faire telle ou telle chose — favorable ou préjudiciable à la collectivité — la société, dans son ensemble, paraît soumise à de mystérieuses lois de conservation de l'espèce et de progrès qui corrigent les fautes individuelles.

L'Angleterre, par exemple, dénote une constance merveilleuse dans sa puissance de nuptialité et dans les pertes dues à sa mortalité par rapport à la quantité de ses habitants. De 1841 à 1868, la nuptialité n'a, pour ainsi dire, pas changé, oscillant aux environs de 8 pour 1 000 habitants, tandis que la mortalité ne s'éloignait jamais que de quelques chiffres fractionnaires de la somme fatidique de 22 pour 1 000. Quant à la natalité, en

(1) *Anuario Estadístico de la Ciudad de Buenos-Ayres*. — Imprimerie G. Kraft, rue Saint-Martin, à B.-A., 1897.

dépît des transformations extraordinaires des conditions de la vie, elle n'accuse, pendant toute cette période, dans le Royaume-Uni qu'une différence légère de 3 pour 1 000 habitants. C'est là une très curieuse observation.

S'il est une nation que l'on ne songerait jamais à comparer, en matière de recensements démographiques, à la prolifique Albion, c'est bien la France. Or, la même loi de persistance des statistiques vitales s'affirme encore plus impérieusement pour la France casanière, éprouvée par la grande crise de la guerre franco-allemande, que pour l'Angleterre voyageuse et pacifique. Si l'on prend les recensements des mariages français, de 1801 à 1869 — veille de la crise — ils représentent, *sans aucune variation*, le chiffre entier de 7 pour 1 000 des habitants qui se sont succédé au cours de ces soixante-dix années et, en dépit de la crise de 1870-71, cette proportion s'est presque identiquement conservée depuis les années 1872-73.

La vie des peuples serait-elle donc dominée par des lois inéluctables encore inconnues? Comme le dit le savant statisticien argentin, pour arriver à savoir s'il existe vraiment des lois qui gouvernent les mouvements des groupes d'hommes sur le globe d'une façon aussi inflexible que celles qui règlent les mouvements des astres dans l'espace, il est essentiel que tous les peuples civilisés offrent à la science les données complètes de ce problème, c'est-à-dire des recensements périodiques établis partout sur des bases identiques sinon uniformes.

C'est un travail qu'avait autrefois entrepris Körösi à Budapesth et que la ville de Paris devrait s'efforcer de mener à bien pour 1900.

* * *

LE PATRONAGE DE L'ENFANCE A BUENOS-AYRES

Memoria de la comision directiva del Patronato de la infancia. — Nous recevons de Buenos-Ayres le rapport du Comité de direction de la Société pour le patronage de l'enfance (mai 1896-mai 1897). Cette société qui fut créée il y a cinq ans, et dont la première réunion a eu lieu le 23 mai 1892, a déjà fait beaucoup de bien. Elle place ses pupilles dans une école des Arts et Métiers dépendant de la Société.

Nous trouvons dans ce mémoire, outre le bilan financier, le nom des patronnés, des donateurs, etc., un rapport du médecin attaché à l'école des Arts et Métiers, sur l'état sanitaire de la population scolaire, un rapport du Comité des dames patronnesses et un rapport du directeur de l'école. Notons parmi les professions enseignées les métiers de tailleur, de cor donnier, d'encadreur, etc.

M. D.

* * *

En complétant les uns par les autres les chiffres donnés — et vérifiés — par M. Albert B. Martinez aussi bien dans l'annuaire de 1896 que dans les précédents, nous avons établi le tableau suivant pour la mortalité annuelle des treize plus grandes métropoles du monde entier — la Chine et

l'Inde exceptées — afin de mettre en pleine lumière l'importance extraordinaire que présente pour nous, Parisiens, la lutte contre la tuberculose.

	Population au 31 décembre 1896.	Mortalité pour 1 000 habitants.	Natalité par 1 000 habi- tants (1).	Mortalité par phthisie pulmonaire sur 100 décès généraux.
Londres..	4 436 000	18,8	30,6	9,31
Paris.	2 425 000	20	24,6	20,42
New-York.. . . .	1 922 000	"	"	"
Berlin	1 689 000	18	27,4	13,28
Vienne.	1 526 600	22,5	32,6	18,47
Philadelphie . . .	1 188 800	"	"	"
Brooklyn.	1 125 000	"	"	"
Saint-Petersbourg. .	954 400	31,4	33,7	13,20
Moscou.	753 400	"	"	12,02
Buenos-Ayres. . . .	712 100	19,1	40,4	9,29
Glasgow.	705 050	20,7	34,3	"
Liverpool.	632 500	23	35,4	"
Hambourg.	625 550	17,8	35	12,11

Ce résumé assigne un rang excellent sous le rapport de la sante générale à la ville de Buenos-Ayres et la met en première ligne comme résistante à la phthisie pulmonaire, forme la plus banale de la tuberculose.

On voit en outre par ce tableau que la phthisie pulmonaire, qui reste la maladie actuellement la plus meurtrière chez tous les peuples, ne présente nulle part une virulence aussi redoutable qu'à Paris, où plus d'un cinquième de tous les décès lui sont imputables, alors que Londres n'a guère plus de décès par tuberculose, que Buenos-Ayres, soit moins de 10 p. 100 de l'ensemble. C'est plus qu'une honte pour Paris, c'est un danger permanent des plus redoutables, contre lequel tous ceux qui détiennent une part d'autorité ont le devoir de lutter énergiquement.

* * *

Comme celui de 1895, l'annuaire de 1896 contient une étude de la criminalité dans la capitale de la République Argentine. Nous avons fait un compte rendu du travail précédent dans notre numéro du mois de juillet dernier. Dans cette nouvelle étude, écrite par M. Oswald P. Pinero, professeur de droit pénal à l'université de Buenos-Ayres, il est constaté que, si l'on compare entre eux les deux cycles 1881-1887 et 1889-1894, l'accroissement absolu de la population de Buenos-Ayres est, dans le dernier, de 23,4 p. 100, alors que l'augmentation du nombre des crimes et délits a été de 250 p. 100. L'écart est vraiment terrifiant.

Les statisticiens argentins continuent à attribuer au jeu une influence considérable sur les manifestations de la criminalité. Ils ont calculé que, dans le cours d'une année, tant sur les hippodromes que par les loteries et les *quinieras* (paris sur les jeux de paume), la passion du jeu a mis en

(1) Les mort-nés exclus.

mouvement près de 41 500 000 piastres papier, à Buenos-Ayres, somme qui, évaluée en or, au taux de 300 pour 100, représente, rien que pour Buenos-Ayres, 69 107 500 francs; c'est-à-dire près de quatre fois la somme des recettes générales de la ville pendant cette même période!

Qui pourrait tenter une semblable évaluation pour nos vieilles métropoles d'Europe? Quelles fortunes à Paris sont annuellement absorbées par les courses, les cercles et les tripots, sans parler de la Bourse!...

* * *

Enfin nous puiserons, pour terminer, dans cette comparaison des conditions de la vie d'une grande ville pendant dix ans, une confirmation éclatante de l'utilité des mesures préservatrices et de désinfection contre les maladies contagieuses ainsi que de l'efficacité du sérum anti-diphtérique.

En 1887 il y eut, à Buenos-Ayres (p. 129 de l'annuaire) 1 299 décès occasionnés par la variole.

A la suite des mesures énergiques prises pour établir la vaccination et la revaccination ainsi que la désinfection des locaux contaminés, le nombre des décès s'abaissa à 30 en 1892, à 14 en 1893, à 15 en 1894; et, en dépit d'épidémies, dues peut-être à un relâchement dans l'application des mesures de préservation, on n'a eu à déplorer en 1897 que 176 décès de varioleux.

Il est naturel d'attribuer cet abaissement si remarquable de mortalité au succès des vaccinations et des revaccinations qui ont été, de 1887 à 1897, de 219 981, ayant fourni 125 645 cas de réussite contre 22 800 résultats négatifs et 71 536 cas non suivis de constatations. Cette quasi-suppression de la variole — 14 décès au lieu de 1 300 — est à noter et à souligner.

Pour la diphtérie (croup et angine), le nombre des décès qui, en 1887, a été de 995 et de 1 385 en 1888, s'est abaissé, en 1893 à 381 et en 1896 à 230. Là encore on a réussi à épargner de nombreuses vies humaines.

Puissent les leçons fournies par les faits constatés à Buenos-Ayres pendant ces dix années ne pas être perdues pour nous.

* * *

Dans l'ordre du soulagement des malades, de très grands efforts ont été réalisés par la ville de Buenos-Ayres, et ces efforts, qui se traduisent par de lourds sacrifices d'argent, sont d'autant plus méritoires que, sur 22 014 malades reçus dans ses hôpitaux en 1896, il y avait 13 564 étrangers; ce chiffre est hors de proportion avec ceux de n'importe quelle grande ville.

Pendant cette dernière année, le nombre des décès survenus dans les hôpitaux n'a pas atteint 11 pour 100 des entrées (2 308 décès pour 22 014 entrées); c'est, du reste, le chiffre le plus satisfaisant de la période décennale 1887-1896.

La capitale argentine comptait en 1887 douze établissements hospitaliers destinés à recueillir les enfants trouvés ou moralement abandonnés, les orphelins, les mendiants, les invalides et les immigrants indigents. Ces

douze asiles reçurent, en 1887, 41 704 hospitalisés et contenaient, au 31 décembre de cette même année, 4 566 pensionnaires.

En 1896, il existait 18 de des établissement charitables ; mais l'augmentation du nombre des pensionnaires n'a pas été correspondante et, en dépit de l'accroissement considérable de la population, ils n'ont reçu, au cours de l'année, que 46 350 hospitalisés — dont 42 123 étrangers — et il n'y avait, au 31 décembre, dans les asiles que 4 904 pensionnaires, soit seulement 348 de plus qu'en 1887. C'est un excellent symptôme à l'actif des conditions économiques actuelles de la république sud-américaine.

La même situation n'existe malheureusement pas pour les aliénés. Alors qu'en 1887 il n'y avait au 31 décembre dans les asiles que 576 hommes et 518 femmes, en 1896 on comptait 968 hommes et 875 femmes. Là, comme en Europe et dans les autres grandes villes d'Amérique, la folie fait des progrès alarmants.

GASTON CADOUX.

Angleterre.

HOPITAL DES ENFANTS TROUVÉS (FOUNDLING HOSPITAL)

Si nous n'hésitons pas à reconnaître dans les œuvres anglaises d'assistance un certain nombre de qualités dignes d'être étudiées et parfois imitées nous ne sommes pas cependant des *admirateurs quand même* de tout ce qui a été fait chez nos voisins, et nos lecteurs ont pu voir déjà que nous ne craignons pas de mêler à nos éloges les critiques qui nous semblent justifiées. Nous ne songeons pas, par exemple, à citer comme un modèle l'hôpital des enfants trouvés de Londres, œuvre d'un caractère à la fois privé et public, dont le fonctionnement est bien loin de valoir celui des établissements similaires de notre pays. Mais les conditions dans lesquelles cet hôpital a été fondé, les transformations qu'il a subies, le mode d'admission des enfants, sont des points curieux de l'histoire de l'assistance en Angleterre, et à ce titre il nous a paru intéressant de les présenter aux méditations de ceux qui lisent la *Revue Philanthropique*.

Le *Foundling Hospital* de Londres a été fondé en 1739, par une charte du roi George II, sur la pétition d'un capitaine de vaisseau marchand nommé Thomas Coram. Les pouvoirs de cette charte ont été confirmés et étendus par divers actes du Parlement.

Les détails qui suivent, sur l'histoire du commencement de cet hôpital relativement à l'admission des enfants, sont extraits d'un document publié près de cent ans plus tard, en 1836, c'est-à-dire d'un important rapport présenté au Parlement par une commission d'enquête sur les établissements de charité.

« La pratique actuelle, disait ce rapport, a commencé avec le siècle. Déjà, dans sa pétition, Coram demandait qu'on élevât un hôpital à l'exemple de la France, de la Hollande et des autres pays chrétiens où les hôpitaux de ce genre étaient ouverts à tous indistinctement et sans enquête préalable. Les gouverneurs de l'hôpital de Londres, dès la fondation, fu-

rent en majorité favorables à ce mode d'admission, dans la limite des ressources dont on pouvait disposer. »

Une des premières décisions prises par le gouverneur dès que la chartre fut promulguée fut d'envoyer une mission dans les pays étrangers pour étudier le fonctionnement et les règlements des hospices d'enfants trouvés. En suite de quoi un rapport fut déposé et un règlement fut adopté. Il y était dit notamment : — Qu'une maison appropriée serait choisie; qu'il y aurait à l'entrée une petite cour avec des murs d'au moins six pieds de haut; qu'un portier serait chargé de laisser entrer les personnes qui apporteraient des enfants et de porter les enfants aux personnes commises à l'admission; que les circonstances obligeant l'administration à ne recevoir qu'un nombre limité d'enfants chaque enfant serait d'abord examiné; que s'il n'était pas admis il serait rendu immédiatement à la personne qui l'avait amené, mais qu'il serait admis en principe et autant que possible s'il avait moins de deux mois et n'était pas atteint de maladies nommément désignées. Des médecins étaient chargés de cet examen d'entrée.

Les gouverneurs ayant loué une maison à *Hatton Garden* pour servir temporairement d'hôpital, le premier avis informant le public que les enfants pourraient être admis fut sanctionné par un comité général tenu le 4 mars 1741 et auquel assistaient sept gouverneurs dont était Coram. Cet avis était ainsi conçu :

« Les gouverneurs... etc... donnent avis que le mercredi 25 mars à 8 heures du soir, et depuis ce moment jusqu'à ce que la maison soit pleine, ladite maison sera ouverte pour la réception des enfants.

« Aucun enfant ayant plus de 2 mois ne sera reçu, ni aucun enfant qui soit atteint d'une maladie pouvant mettre en danger la santé des autres.

« A cet effet les enfants seront examinés dès leur arrivée à l'hôpital et chaque personne apportant un enfant devra entrer par la porte extérieure et sonner à la porte intérieure et ne pas s'en aller avant que l'enfant lui ait été rendu ou qu'on lui ait donné avis de son admission. Mais aucune question ne sera posée à la personne qui apporte un enfant; les gens de service de l'hôpital qui chercheraient à connaître le nom de la personne dépositaire seraient immédiatement congédiés.

« Les circonstances actuelles et l'exiguité du local obligeant les gouverneurs à ne recevoir qu'un nombre limité d'enfants, un avis sera affiché dès que la maison sera pleine. »

Depuis l'époque de la première admission, c'est-à-dire depuis le 25 mars 1741, on continua à recevoir de temps en temps quelques enfants, quand il se produisait des vacances que la mortalité excessive rendait d'ailleurs fréquentes, et quand les ressources nécessaires étaient assurées.

En octobre 1745, la maison d'*Hatton-Garden* était abandonnée et l'aile ouest de l'établissement actuel était ouverte au public. Mais il se présentait tant de monde que parfois plus de cent femmes, avec les enfants qu'elles apportaient, se pressaient à la porte, alors qu'on ne pouvait en admettre que vingt; de là des troubles, des disputes, des scandales, si bien qu'on fut obligé de procéder par voie de tirage au sort. En 1754, il y avait

dans l'établissement 600 enfants, et les dépenses que nécessitait leur entretien dépassaient cinq fois le revenu dont on pouvait disposer.

Pour sortir d'embarras on s'adressa à la Chambre des communes et au Parlement.

La Chambre des communes vota 10 000 livres par an (250 000 francs), en stipulant que tout enfant au-dessous d'un certain âge devrait être reçu. En même temps, par arrêt du Parlement, il fut établi d'autres maisons analogues dans diverses parties du royaume, et ces maisons furent dotées selon leur importance. L'admission se faisait alors sans formalités; un panier était suspendu à la porte, on y déposait l'enfant et l'on tirait une sonnette pour avertir. Le premier jour de cette admission générale, 117 enfants furent déposés à Londres et de cette époque (1756) jusqu'en 1783 le nombre des admissions alla toujours croissant.

Les conséquences de cette admission générale furent considérées comme lamentables. On ne manqua pas de dire que la prostitution s'en trouvait favorisée, puisque des facilités étaient offertes pour l'admission des enfants. Cela ne laissait pas de mettre à bien faible prix la pudeur des femmes et on oubliait que faute de pouvoir abandonner leurs enfants elles ne manquaient pas, hélas! de moyens de s'en débarrasser. Ceux qui faisaient de telles critiques, qui ne sont pas sans analogues aujourd'hui, se préoccupaient plus de la vertu des mères que de la vie des pauvres petits.

Mais ce qui était plus sérieux et plus grave, c'est que, sur 14 944 enfants admis, 10 389 étaient morts dès les premiers mois. D'autre part, les fonctionnaires des paroisses avaient imaginé, paraît-il, d'envoyer par fraude ou par force les enfants légitimes de leurs pauvres à l'hospice des enfants trouvés pour éviter la dépense de leur entretien; — des parents apportaient aussi leurs enfants mourants pour n'avoir pas d'enterrement à payer; — des habitants de la campagne confiaient à des intermédiaires obligeants, pour les abandonner à l'hôpital de Londres, des enfants qui n'arrivaient jamais à leur destination.

Une enquête qui révéla ces faits avait été ordonnée en 1759 par la Chambre des communes et, en 1760, on décida de renoncer à l'admission générale. On décida aussi que les enfants déjà reçus seraient gardés et entretenus, mais successivement les hospices de la province furent fermés et vendus, et le produit de la vente versé au compte de l'établissement central. Il y avait alors 6 000 enfants, chiffre qui, par suite de placements au dehors, fut réduit à 1 000 en 1769. On ne reçut plus les enfants que contre le paiement de 100 livres, ce qui ne mettait l'abandon qu'à la portée des gens riches. On ne s'explique guère comment cette mesure sauvegardait la morale, à moins qu'on admit qu'avant de faillir, une fille devait s'assurer des arrhes pour l'abandon en cas de grossesse. Quoi qu'il en soit, à partir de cette époque, les admissions ne furent guère que de 56 enfants par année; ce nombre ne s'augmenta qu'exceptionnellement, notamment après la bataille de Waterloo, où l'on décida de recevoir 30 enfants orphelins de soldats, âgés de moins d'un an.

A présent l'hôpital des enfants trouvés n'entretient que 520 enfants. Il est ouvert au public une fois par semaine, le lundi de 10 heures à 3 heures; le règlement pour l'admission des enfants porte que :

« Les enfants ne seront reçus à l'hôpital que sur la demande personnelle de leur mère.

« La demande doit indiquer l'état réel de la mère, et elle est rejetée si la moindre fraude est constatée.

« Aucune demande ne doit être faite avant la naissance de l'enfant ou ne saurait être reçue si celui-ci a 12 mois révolus.

« Aucun enfant ne peut être admis sans que le comité ait constaté, par une enquête, la bonne conduite habituelle de la mère et sans qu'on soit certain qu'elle est abandonnée, elle et son enfant, par le père de celui-ci. Enfin le comité ne reçoit l'enfant que s'il lui paraît probable que c'est un moyen de remettre la mère dans le chemin de la vertu et d'une vie régulière;

« Les demandes doivent être faites au comité, et on ne doit s'adresser ni à un gouverneur en particulier, ni à aucun fonctionnaire de l'hôpital.

« On ne reçoit pas d'argent pour l'admission d'un enfant, et aucun employé ne peut accepter quoi que ce soit, sous peine de renvoi. Les offres faites à des employés par la pétitionnaire sont une cause de rejet de sa demande.

« Les enfants des femmes mariées ou veuves ne sont pas reçus.

On voit comme on est loin du but originel de l'institution et, s'il revenait au monde, le brave Coram, capitaine de vaisseau marchand, dont le cœur s'était ému en faveur des pauvres petits, ne reconnaîtrait pas l'œuvre qu'il avait voulu fonder. Il n'en reste plus rien; rien que son nom donné à une rue voisine. Pauvre bon capitaine Thomas Coram! Ce n'est pas cela, sûrement, qu'il avait rêvé.

HENRI NAPIAS.

* * *

Le *Board of Trade* vient de publier dans le dernier numéro de la *Labour Gazette* une nouvelle statistique de l'état du paupérisme en Angleterre et dans le pays de Galles, en Écosse et en Irlande.

Le nombre total des pauvres recensés au cours de la deuxième semaine de septembre, dans 35 districts du Royaume-Uni, a été de 322 254, ce qui a augmenté la proportion des pauvres par rapport à la population, et aux statistiques de 1896 ainsi que par rapport aux recensements analogues de cette année.

En 1896, il n'y avait, dans les mêmes districts, que 205 pauvres recensés par 10 000 habitants, alors qu'il y en a maintenant 206 et qu'il n'y en avait eu, pendant le premier semestre de 1897, que 204.

La misère semble, d'après ces documents, avoir augmenté, surtout en Écosse et en Irlande.

Espagne.

LES MONTS-DE-PIÉTÉ

En Espagne, les Monts-de-Piété sont en faveur auprès des pouvoirs publics; ils trouvent toujours un appui lorsqu'il s'agit de faciliter leur bon

fonctionnement; la protection du Gouvernement se manifeste notamment sous forme d'exonération de droits et cette diminution de leurs charges a une répercussion heureuse sur celles des emprunteurs.

On raconte, dans la notice qui accompagne le compte rendu des opérations de 1896 du Mont-de-Piété de Valence, qu'un inspecteur de l'impôt du timbre, ayant signalé des omissions dans les opérations de cet établissement, lui intenta une action. Il fut débouté une première fois, puis de nouveau et définitivement, par ordonnance du 4 mai 1896.

Les immeubles occupés par le Mont-de-Piété après des réductions successives sont aujourd'hui entièrement et définitivement déchargés de la contribution foncière par une décision récente.

Les conditions des prêts au Mont-de-Piété de Valence ne sont pas aussi avantageuses que celles de Madrid, elles sont à peu près celles du Mont-de-Piété de Paris, bien que le chiffre des opérations soit considérablement inférieur à Valence.

On y prête depuis un franc à 6 p. 100 l'an, sur bijoux, linge et autres objets de facile conservation et vente; les hardes se renouvellent après 6 mois, les bijoux après un an; il est perçu un demi p. 100 pour frais d'estimation et un demi p. 100 de frais de garde pendant le premier semestre; ce droit est réduit à un quart p. 100 les semestres suivants.

C'est aussi dans l'extension donnée à leurs opérations que ces Institutions trouvent les moyens de subvenir à leurs frais, sans surcharger les emprunteurs.

L'établissement de Valence qui fait valoir ainsi les fonds de la Caisse d'Épargne, prête également sur valeurs et effets publics à raison de 5 p. 100 l'an; sur les blés à 6 p. 100, et aussi sur hypothèques.

« L'état de prospérité de la Caisse d'Épargne et du Mont-de-Piété, expose le rapporteur, est des plus satisfaisants et est dû sans aucun doute à la visible protection de la Sainte-Vierge, Notre-Dame des Abandonnés, et à la vigilance des dignes personnes qui en assurent la direction. »

* * *

HYGIÈNE POPULAIRE

La Higiene popular (n° 15, Madrid, 31 juillet 1897). En sa chronique de *l'hygiène populaire*, le Dr Mariano Belmas constate les progrès accomplis de nos jours par l'hygiène, dans toutes les parties du monde; il espère « que les principales nations du Nouveau Monde compteront bientôt un ministère de plus, le *Ministère de la Salubrité publique* ».

La même chronique nous apprend que le général Fernandez Losada, directeur du service de santé militaire à Cuba, vient de publier une étude sur l'assainissement de la Havane. Le général se propose de changer avec une rapidité toute militaire l'aspect de la capitale de la Perle des Antilles.

Dans les provinces de Cadix, Santander, Tolède, etc., des comités d'organisation et de propagande se forment en vue du Congrès international d'hygiène.

Bien des étudiants en médecine d'il y a vingt ans ont connu, comme moi, ce chirurgien à la langue aussi acérée que le bistouri, qui ne pouvait

voir arriver un malade portant sur le visage les traces d'une variole ancienne, sans l'interpeller ainsi : « Vous aviez été vacciné, n'est-ce pas, avant d'avoir la petite vérole? » Et, sur la réponse affirmative du patient, le maître se tournant vers les élèves ajoutait : « Naturellement ! Vous voyez, Messieurs, à quoi sert la vaccine ! » Les temps ont changé.

On sait les heureux résultats atteints dans certaines armées européennes par la pratique de la vaccination obligatoire. Cet exemple a été suivi en France, dans les hôpitaux, les groupes scolaires, les casernes, etc.

En Espagne, il est question d'aller plus loin encore. Le Dr Iglesias y Diaz présente au Sénat un projet de loi tendant à *rendre la vaccination obligatoire en temps d'épidémie, pour tous les citoyens âgés de moins de soixante ans, et n'ayant pas été vaccinés dans les dix dernières années* (art. 2). Il va sans dire que, toujours d'après ce projet de loi, la vaccination est obligatoire pour les nouveau-nés, dans les quatre premiers mois de la vie (art. 1).

En cas d'infraction à ces règles, les pères, tuteurs, chefs de famille et intéressés seraient rendus responsables et punis d'amende (art. 4).

Des Instituts de vaccination seraient créés (art. 5) et le Gouvernement prendrait les dispositions nécessaires pour faire appliquer la loi (art. 6).

Le Dr L. Séailles, président de la Société médicale de bienfaisance de Madrid traite l'importante question des « crachoirs et crachats ». L'article est à sa place en un journal d'hygiène et les intéressés y trouveront d'utiles indications et toute une réglementation judicieusement formulée. Les prescriptions hygiéniques sont, sur ce point, rigoureusement observées dans nos hôpitaux. Malheureusement il n'en est pas toujours de même dans certaines familles. Combien de malheurs seraient évités, si les personnes qui ont un malade à soigner à domicile se conformaient plus scrupuleusement aux avis du médecin.

La revue espagnole signale sous le titre : hygiène industrielle les inconvénients et les dangers de diverses industries ; celles du phosphore, du mercure, des couleurs, des éthers, etc., et publie la traduction d'un remarquable rapport sur le travail des enfants et des femmes (1) dû à la plume d'un éminent collaborateur de la *Revue Philanthropique*, le Dr Henri Napias, inspecteur général de l'Assistance publique, membre de la Commission supérieure du travail et de l'industrie.

Les lecteurs de l'*Hygiène populaire* trouveront enfin, à la dernière page, des renseignements qui ne sont pas dépourvus d'intérêt sur le lait d'ânesse et son emploi. Ce lait, si fort à la mode, il y a quelques années, a joui de tout temps d'un crédit qui n'est pas injustifié. « Les Grecs le considéraient comme un excellent remède et les Romains comme une boisson de luxe. » Le lait d'ânesse serait, paraît-il, celui qui se rapproche le plus par sa composition de celui de la femme. Les ânesses sont, moins que les vaches, sujettes à la tuberculose. Toutefois ce lait s'altère rapidement et il doit être utilisé au moment de la traite, etc.

On voit que la revue madrilène tient à justifier son titre : l'*Hygiène populaire*.

MARIUS DUPONT.

(1) Mémoire présenté à l'Académie de médecine, 12 janvier 1897.

INFORMATIONS

Les Oculistes des Hôpitaux.

Une commission du Conseil de surveillance de l'Assistance publique a approuvé dans ses grandes lignes une proposition de M. Paul Strauss, relative aux spécialités et tendant notamment à la création de services spéciaux de maladies d'yeux confiés à des oculistes.

Le recrutement des oculistes des hôpitaux aurait lieu d'après un concours établi sur les bases suivantes :

Épreuves éliminatoires : 1° Épreuve sur titres comportant le dépôt par le candidat des travaux qu'il a publiés et d'un résumé écrit de ses travaux ; 2° Épreuve écrite d'anatomie et de physiologie spéciales ; 3° Épreuve orale de médecine générale.

Épreuves définitives : 1° Épreuve de médecine opératoire spéciale sur des animaux anesthésiés ou des cadavres ; 2° Épreuve clinique sur deux malades.

Le jury du concours serait ainsi formé : cinq membres, dont trois spécialistes, un chirurgien et un médecin des hôpitaux.

Les spécialistes seraient actuellement pris parmi les chirurgiens des hôpitaux chargés d'un service d'ophtalmologie, les agrégés d'ophtalmologie, les chirurgiens des hôpitaux ayant effectivement dirigé un service reconnu d'ophtalmologie.

Il a été décidé qu'un nouveau service de maladies d'yeux serait établi à l'hôpital Laënnec, d'autres services devant être ultérieurement établis dans d'autres établissements hospitaliers. On sait que, sans parler de la clinique ophtalmologique des Quinze-Vingts, les hôpitaux parisiens ne renferment aujourd'hui que deux services de maladies d'yeux, tout à fait insuffisants comme nombre de lits, l'un à l'Hôtel-Dieu, l'autre à Lariboisière.

Le Transport des Enfants Assistés.

Le ministre des travaux publics s'est préoccupé des conditions défectueuses dans lesquelles s'effectue généralement le transport, en chemin de fer, des enfants envoyés en nourrice, par les services d'Assistance publique.

Les cloisons séparatives des voitures de troisième classe, dans lesquelles

voyagent toujours les nourrices, ne s'élèvent pas, en effet, jusqu'au plafond des voitures. Il en résulte que les nourrissons sont exposés non seulement à la fumée du tabac, mais encore aux courants d'air, d'autant plus préjudiciables à leur santé, que ces inconvénients viennent s'ajouter à la fatigue du voyage.

M. Turrel, dans une circulaire toute récente, vient d'appeler l'attention des compagnies de chemins de fer sur cette importante question, en les invitant à étudier d'urgence les mesures qu'elles pourraient prendre pour remédier à ces dangers.

Le Concours des Hôpitaux.

A la suite de polémiques récentes sur certains abus, la Société médicale des hôpitaux de Paris a délégué une commission de 21 membres, chargée d'élaborer un projet de réformes du Concours du bureau central en médecine. Les travaux de cette Commission paraissent devoir être poussés très activement. La première séance a eu lieu le 15 octobre, et les autres séances ont lieu deux fois la semaine.

De son côté, le conseil de surveillance de l'Assistance publique a nommé une commission pour l'étude des modifications à apporter au règlement; les vœux émis par la Société médicale des hôpitaux seront transmis à cette commission dont font partie des représentants de la Faculté de médecine et du corps médico-chirurgico-obstétrical des hôpitaux.

Les Dépenses des Hôpitaux parisiens.

Voici quelles ont été en 1896 les dépenses des hôpitaux de Paris :

Personnel administratif	389 651 88
Impressions, frais de bureau	15 101 02
Frais de cours et de concours	51 756 31
Personnel médical	953 193 51
Personnel secondaire	1 631 209 38
Bâtiments	787 906 71
Pharmacie	924 810 36
Boulangerie	478 489 96
Boucherie	2 002 051 11
Cave	875 736 41
Comestibles	1 938 953 41
Combustibles	1 334 431 14
Blanchissage	786 257 03
Coucher, linge, habillement, etc.	1 328 713 14
Appareils, instruments de chirurgie, etc.	1 184 167 83
Transports	137 700 10
Frais de loyers, eaux, salubrité, etc.	797 606 33
Fonds de réserve	" " r
Totaux	15 617 735 6

En 1896, pour 4 420 497 journées de malades, il a été dépensé 15 617 731 63 d'où le prix de journée de 3 fr. 533.

Pour 1898, on prévoit 4 584 000 journées de malades et une dépense de 15 608 704 d'où un prix de journée de 3 fr. 405 en diminution de 0 fr. 12 803 sur celui de 1896.

Si l'on décompose les prix de journées en leurs divers éléments, on obtient le tableau suivant :

Personnel administratif	0,08814
Impressions, frais de bureau	0,00341
Frais de cours et de concours	0,01170
Personnel médical	0,21563
Personnel secondaire	0,36901
Bâtiments	0,17823
Pharmacie	0,20920
Boulangerie	0,10824
Boucherie	0,45290
Cave	0,19810
Comestibles	0,43862
Combustibles	0,30192
Blanchissage	0,17786
Coucher, linge, habillement, etc.	0,30058
Appareils, instruments de chirurgie, etc.	0,26788
Transports	0,03115
Frais de loyers, eaux, salubrité, etc.	0,18043
Fonds de réserve	»
TOTAUX	3,53300

Le Fonctionnement des Bureaux de bienfaisance.

A la suite de l'interpellation au directeur de l'Assistance publique sur les réserves des bureaux de bienfaisance, le Conseil municipal a voté la proposition suivante, signée de MM. Lerolle, Paul Bernard, Alpy, Gay, Deville :

La 5^e Commission est invitée à présenter au Conseil un rapport sur les questions suivantes :

1^o Comment sont faites les économies des bureaux de bienfaisance et dans quelle limite elles peuvent être faites ?

2^o Quel usage doit être fait des réserves actuelles pour qu'elles soient utilement distribuées aux pauvres ?

3^o Quelles réformes peuvent assurer d'une manière plus efficace les secours en cas d'urgence et l'assistance des infortunes passagères qui ne rentrent pas dans la clientèle ordinaire des bureaux de bienfaisance ?

L'Orphelinat Parent de Rozan.

Un nouvel orphelinat vient de s'ouvrir dans un immeuble légué à l'Assistance publique de Paris ; des difficultés contentieuses, aujourd'hui applanies, avaient retardé la réalisation du legs Parent de Rozan.

L'orphelinat Parent de Rozan est destiné à recevoir douze jeunes filles pauvres, de nationalité française, dont six appartenant au IX^e arrondissement, et six appartenant au XVI^e, et prises de préférence parmi les orphelines de savants, de littérateurs ou d'artistes.

Les orphelines seront admises dans l'orphelinat sur le choix fait dans les IX^e et XVI^e arrondissements par leurs municipalités respectives, avec le concours de deux membres du bureau de bienfaisance, nommés par le bureau, et d'un délégué cantonal, nommé par la délégation.

Les enfants sont admises dans l'orphelinat à partir de l'âge de huit ans, jusqu'à l'âge de douze ans.

Elles seront élevées simplement et habituées à tous les soins et travaux de l'intérieur d'un ménage.

Elles recevront, conformément aux intentions exprimées par le fondateur, une instruction libérale et professionnelle destinée, autant que le permettront leurs aptitudes, à les mettre à même de se diriger vers les arts industriels ou le professorat.

Cette instruction, donnée à l'intérieur de l'établissement, pourra être complétée dans les écoles commerciales ou professionnelles de la ville de Paris, ou même par l'apprentissage, au dehors, d'une profession.

La durée du séjour des élèves à l'orphelinat est limitée à huit années, sauf les exceptions admises par le directeur de l'Assistance, d'accord avec les municipalités intéressées. En aucun cas une élève ne pourra être gardée après sa majorité.

Les élèves, sortant de l'orphelinat, pourront recevoir un trousseau et une dot dont la valeur, subordonnée aux ressources de la fondation, pourra atteindre 1500 francs. L'allocation en sera faite par le directeur de l'Assistance publique sur l'avis de la directrice.

Il est bien entendu que la libéralité ci-dessus ne serait pas accordée à l'orpheline qui se mettrait dans le cas d'exclusion de l'établissement par inconduite, insoumission ou toute autre cause.

Le revenu de l'établissement est de 23 750 francs par an.

La Fête de l'Agriculture au Musée social.

Pour faire suite à la belle fête du travail offerte l'an dernier aux ouvriers les plus méritants de l'industrie nationale, M. le comte de Chambrun a institué une fête de l'Agriculture à laquelle étaient conviés les représentants des syndicats ruraux.

Au mois de mars dernier, une conférence préparatoire tenue à Nice déterminait les conditions du concours des syndicats agricoles; il devait distinguer par des récompenses les heureuses initiatives prises par ces lauréats en matière d'organisation de la solidarité réelle entre leurs membres ou d'institutions présentant un caractère d'amélioration sociale, telles que l'enseignement agricole, la coopération, le crédit agricole, les diverses formes de la prévoyance, l'assistance mutuelle, la conciliation des différends, le placement des ouvriers, etc. 1676 syndicats étaient invités par la

circulaire à faire connaître les principaux points de l'œuvre accomplie par eux ; sur ce nombre, 153 candidatures étaient posées ; disséminées sur toute l'étendue du territoire, elles représentaient environ 127 000 agriculteurs, qui furent jugés par leurs pairs, les membres du bureau de l'Union centrale des syndicats agricoles.

C'est la distribution des prix de ce concours qui a eu lieu le 31 octobre au Musée social, sous la présidence de M. Méline, président du conseil, ministre de l'Agriculture, ayant à sa droite le comte de Chambrun et à ses côtés MM. Jules Siegfried, Théophile Roussel, etc.

M. de Rocquigny a donné lecture de son rapport sur les résultats du concours, et M. Émile Duport, de Lyon, président du syndicat classé le premier, a exposé les origines et le développement de la coopération rurale en France.

On a procédé ensuite à la distribution des prix, dont le total atteignait 25 000 francs, ainsi décomposés : quatre grands prix d'honneur (2000 et 3000 francs, et médailles d'argent), les syndicats de Belleville-sur-Saône, de Poligny, du Loiret, d'Allex et Crest (Drôme) ; dix-sept prix de 1000 francs, aux syndicats d'Anjou, de Bélignieux, de Cadillac, du Calvados, de Castelnau-dary, du Comtat, de Die, du Doubs, d'Ille-et-Vilaine, de la Manche, de Remiremont, de Roquevaire, de Saint-Amand-de-Boixe, de Saint-Genis-Laval, de la Sarthe, de Vaucluse et de Saint-Fiacre (Paris).

Après la proclamation de vingt-trois médailles d'argent et de vingt-cinq mentions honorables, M. Méline a pris la parole et, après s'être incliné devant « l'homme de grand cœur et de haute intelligence qui a si bien compris les besoins de son temps et qui donne un si noble exemple de désintéressement et d'amour de l'humanité », a insisté sur l'initiative du monde agricole qui « le premier a compris et appliqué la grande formule de solidarité et de mutualité qui contient la vraie, la seule solution possible du problème social ».

Le président du conseil a annoncé qu'il allait prochainement proposer au Parlement la création de banques régionales mutuelles destinées à compléter les assurances mutuelles agricoles.

M. le comte de Chambrun a remercié en quelques paroles émuës : « On me remercie, et c'est à moi de remercier. Je ne serais arrivé à rien sans le puissant concours de ceux qui m'écoutent ; c'est leur dévouement qui m'inspire ; je n'ai pas à leur demander d'avance pardon des nouveaux travaux que j'aurai à leur imposer, tant je sais qu'ils seront heureux de participer au bien-être de tous, à l'apaisement social dont a parlé M. le ministre. Notre force vient de ce que l'article 1^{er} de nos statuts nous interdit toutes discussions politiques et religieuses. Aussi nos sections réunissent-elles des gens qui, en dehors de leur amour commun pour le bien social, professent les opinions les plus différentes. »

Le soir, M. de Chambrun a donné chez lui un dîner de deux cent cinquante couverts. Des toasts applaudis ont été prononcés par MM. le comte de Chambrun, Jules Siegfried, Cheysson, Kergall et Duport.

ÉCHOS

Le Bazar de la Charité. — On annonce que le Bazar de la Charité chômera l'an prochain.

M. Garnier, secrétaire général du Bazar, a déclaré à un le rédacteur du *Figaro* que sur les cent soixante œuvres du Bazar, plus d'une centaine comptent organiser elles-mêmes l'an prochain des ventes partielles dont le produit subviendra à leurs besoins pour une année.

Il resterait trente à quarante œuvres, les plus pauvres, qu'il faudrait aider. Celles-ci ont demandé à M. Garnier de bien vouloir, avec quelques dames présidentes, s'occuper d'elles dès le début de l'année prochaine : on les réunirait donc au printemps en une installation provisoire où serait faite à leur profit une vente qui durerait quelques jours.

Mais le Bazar de la Charité ne rouvrirait ses portes, avec un nouveau Comité, qu'en 1899, et dans le nouveau local élevé par la libéralité de M^{me} la comtesse de Castellane.

L'Orphelinat des Arts. — La distribution des prix aux pupilles de l'Orphelinat des Arts a eu lieu le dimanche 24 octobre dans le grand hémicycle de l'École des beaux-arts, sous la présidence de M. Barthou, ministre de l'intérieur, assisté de M^{me} Marie Laurent, présidente de l'Œuvre, de M^{me} Hirelle, directrice de l'orphelinat.

Autour de la présidente, et aux premiers rangs de l'hémicycle : M^{mes} Poilpot, vice-présidente, Krauss, Roty, Doche, Marni, Frantz-Jourdain, Vri gnault, Rachel Boyer, Roger Marx, Francis-Magnard, Alban Chaix, Bertol-Graivil, Roosevelt, Ulmann, Lenoble, Barbottin, Morin, Laudmann.

Il ressort du rapport de la présidente-fondatrice que, depuis dix-sept ans, l'orphelinat des Arts a recueilli, élevé, placé, et parfois marié 131 élèves.

M^{me} Marie Laurent rappelle que M. Duquesne, l'ancien éditeur, a fait don à la société d'un château tout meublé dans le Calvados où les pupilles de l'orphelinat viennent de passer leurs vacances.

M. Barthou prononce une allocution applaudie ; il remet les palmes académiques à M^{lle} Scalini, vice-présidente trésorière, et à M. Sock, professeur de littérature à l'orphelinat.

2300 francs de livrets de Caisse d'épargne sont distribués : six certificats élémentaires et cinq certificats d'études sont obtenus.

Le Prix Osiris. — M. Osiris, réalisant dès maintenant sa promesse, vient de verser à la Banque de France une somme de cent mille francs représentant le montant du prix qu'il a mis à la disposition du Syndicat de la presse parisienne pour récompenser l'œuvre la plus méritoire de l'Exposition de 1900 au point de vue artistique, industriel ou humanitaire.

L'Orphelinat de la Bijouterie. — Le 17 octobre, l'orphelinat de la bijouterie, joaillerie, horlogerie, a procédé, à deux heures, dans la salle des fêtes du Trocadéro, à la distribution annuelle des récompenses aux enfants placés sous son patronage. La cérémonie était présidée par M. Barthou, ministre de l'intérieur, aux côtés duquel avaient pris place, en outre des membres du bureau de la Société, plusieurs députés et conseillers municipaux.

Après un discours de M. Richard, vice-président de l'orphelinat, M. Barthou a prononcé une courte allocution.

L'orphelinat a ensuite distribué, à ceux de ses pupilles qui se sont signalés dans l'année, des récompenses consistant en livrets de caisse d'épargne et de retraites, livres et instruments de travail. Les principaux lauréats ont été Ferdinand Coqueret, Rosalie Coqueret, Charles Marais, Mathilde Ménage, Paul Audrianne, Ferdinand Chardon.

Un concert a suivi, auquel avaient prêté leur concours plusieurs artistes de l'Opéra, de l'Opéra-Comique, de la Comédie-Française, du Vaudeville et des Bouffes-Parisiens.

Alcooliques et Abstinents. — M. Forel a communiqué au récent Congrès international contre l'usage des boissons alcooliques, la statistique suivante, concernant les personnes sorties de l'asile d'Ellikon de 1888 à 1896 (environ 740). Parmi celles-là, les unes sont restées entièrement abstinentes, et les autres se sont remises à faire usage des boissons alcooliques. La proportion des décès chez les abstinents est seulement de 1,7 p. 100, tandis qu'elle est de 22 p. 100 chez les autres. Ces chiffres montrent que l'alcool est un aliment dangereux pour les alcooliques et qu'on peut en sevrer ces derniers pour leur plus grand bien et sans danger.

Une Fête de Charité. — Un grand nombre de membres des comités d'admission de l'Exposition de 1900 ont eu la généreuse pensée de préluder à leurs fonctions par une fête de charité; ils ont l'intention d'organiser un grand bal qui serait donné à l'Opéra au profit d'œuvres de bienfaisance, sous la présidence d'honneur du ministre du commerce, la présidence du commissaire général et la vice-présidence des directeurs généraux, directeurs et secrétaires généraux de l'Exposition.

L'organisation de cette fête serait réservée aux groupes syndicaux du commerce et de l'industrie, aux associations des jurys des Expositions nationales et des expositions françaises à l'étranger.

La fête aurait lieu, si aucun retard ne se produit, dans la première quinzaine de décembre.

Une pétition. — Les pensionnaires de l'hospice d'Ivry viennent de

déposer au Conseil municipal une pétition demandant qu'à l'avenir, les pauvres vieux qui meurent dans l'établissement soient enterrés gratuitement ou tout au moins au prix de quatorze francs, comme le sont les indigents parisiens, au lieu d'être livrés aux amphithéâtres de dissection.

Cette requête touchante trouvera certainement l'accueil le plus favorable au Conseil municipal de Paris.

Le Pavillon Osiris à la Salpêtrière. — M. Osiris a proposé à l'administration de l'Assistance publique, qui a accepté cette offre avec reconnaissance, de faire construire à ses frais, à la Salpêtrière, un pavillon de chirurgie destiné au service de M. le docteur Segond.

Le Conseil de surveillance, consulté sur cette donation, a émis un avis favorable.

La Fourniture de Lait des hôpitaux. — Le mercredi 17 novembre 1897, à deux heures, il sera procédé publiquement, au chef-lieu de l'administration de l'Assistance publique, à Paris, avenue Victoria, 3, à l'adjudication, sur soumissions cachetées et au rabais, de la fourniture de lait nécessaire au service des hôpitaux et hospices civils de Paris pendant l'année 1898.

Ladite fourniture est évaluée à 3 009 800 litres et divisée en 23 lots.

Secours aux Naufragés. — La Société centrale de sauvetage des naufragés a reçu de la Société impériale russe de secours aux naufragés la somme de 100 francs pour la famille d'un homme du *Surcouf*, qui s'est noyé dans la Néva, lors de la visite du président de la République.

L'Orphelinat d'Audiffred à Troyes. — Il y a peu de jours a eu lieu à Troyes, sous la présidence du préfet, l'inauguration de l'asile destiné aux jeunes garçons orphelins. Cent enfants y seront admis. M^{me} Audiffred a donné 450 000 francs en mémoire de son mari, pour ériger cet asile. La Ville a donné 50 000 francs et les hospices 5 000 francs. Des discours ont été prononcés par MM. Mony, maire; Rostaing, préfet, et Lebrun, représentant M^{me} Audiffred. Les travaux ont été exécutés par M. Fontaine, architecte à Troyes, d'après le projet de M. Lebrun.

Un Sourd-Muet avocat. — Le *Journal des Sourds-Muets* nous apprend que la cour suprême de Californie vient d'admettre dans son barreau M. Théodore Grady, sourd-muet.

Le nouveau défenseur a passé un examen écrit; il donnera ses consultations par écrit. Il est lui-même marié à une sourde-muette et a trois enfants jouissant de toutes leurs facultés.

Le Deuxième Dîner des Mutualistes français. — Le deuxième dîner des Mutualistes français aura lieu à Paris, le jeudi 25 novembre, sous la présidence de M. Méline, président du Conseil des Ministres.

REVUES ET PUBLICATIONS FRANÇAISES

Dans son intéressant Bulletin de la *Revue d'hygiène* (20 octobre 1897), M. le Dr Vallin expose avec sa clarté habituelle les efforts tentés en France pour la lutte si nécessaire contre l'alcoolisme ; il s'attache surtout à montrer l'efficacité du mouvement anti-alcoolique scolaire dont nous avons entretenu les lecteurs de la *Revue Philanthropique* (1).

« Dans cette nouvelle forme de la ligue contre l'alcoolisme, écrit-il, il y a un effort louable qu'il faut encourager. Les résultats obtenus dans les autres pays sont déjà remarquables. On a pu s'en assurer récemment par les diverses communications qui ont été faites au Congrès international contre l'alcoolisme, tenu à Bruxelles au mois de septembre dernier, et en particulier par une nouvelle notice de M. Roubinovitch. M. le Dr Legrain, médecin en chef de l'asile d'aliénés de Ville-Évrard, chargé d'un rapport sur les liens à établir entre les sociétés de ce genre, a conclu à la création d'un Office international reliant toutes les unions ou associations de tempérance de divers pays, question un peu ardue, pour laquelle la compétence personnelle nous fait défaut et que nous ne voulons pas aborder ici.

« On ne peut nier qu'actuellement en France il y a une recrudescence immodérée dans le goût des liqueurs alcooliques. Est-ce affaire de mode ou de contagion ? La mode a parfois de ces courants qui surprennent ; il n'est pas douteux que la nouvelle génération a beaucoup moins le goût du tabac, sous toutes ses formes, que celles qui l'ont précédée. Il était de bon ton de priser au XVIII^e siècle et jusqu'au commencement de celui-ci. Il y a vingt ans, cet ignoble goût de chiquer le tabac en carottes était encore très répandu ; on cache aujourd'hui cette habitude comme un vice mal-propre. L'éducation, le snobisme surtout, ont amené cet heureux résultat ; on n'ose plus guère fumer la pipe, si ce n'est à la chasse, à la campagne, à peine en voyage ; on ne concède que la cigarette ; dans un certain monde il est plus « distingué » de ne pas fumer du tout. Que n'en est-il ainsi de la pernicieuse habitude de l'absinthe et de tous les apéritifs !

« S'il y a quelque naïveté à l'espérer et à se liquer ainsi contre l'alcoolisme, laissons à ces naïfs et à ces honnêtes gens l'espoir que leur bonne

(1) Voir le n° 1, p. 94 et 95.

intention ne sera pas sans profit contre le fléau qui menace véritablement l'avenir de notre race. »

M. André Honnorat, dans le *Rappel*, s'occupe des pharmacies ambulantes où plutôt de l'organisation des premiers secours dans les trains de voyageurs.

« Un de nos lecteurs réclamait, il y a trois jours, la création de pharmacies ambulantes à déposer dans les trains.

— Voilà, nous écrit un autre de nos lecteurs, qu'on n'a pas à réclamer pour la bonne raison qu'en vertu des ordonnances de 1845 et de 1846 qui sont applicables aux chemins de fer, chaque chef de train doit avoir dans son fourgon une boîte de secours contenant des bandes, de la charpie, et les principaux médicaments dont on peut avoir besoin en cas d'accident. Mais voilà aussi dont on fait fort bien de s'occuper, car si ces boîtes existent effectivement, jamais, au grand jamais, on n'a l'idée de les ouvrir pour s'assurer que leur contenu est toujours en bon état.

La rectification n'enlève donc rien à la valeur des observations que nous avons présentées. Tout au plus peut-on dire qu'elle en modifie légèrement les termes.

Qu'importe, en effet, qu'on édicte les meilleures mesures si personne n'en surveille l'application et si, par-dessus le marché, le public ignore les avantages qu'il en peut retirer ?

Or, nous ne croyons pas nous tromper en affirmant que parmi les milliers de voyageurs qui circulent chaque jour sur nos voies ferrées, il ne s'en trouve pas deux qui sachent qu'en cas de malaise subit ils peuvent se procurer immédiatement les médicaments qui leur sont nécessaires.

Nous ne pouvons par conséquent que reprendre la proposition de notre correspondant pour réclamer :

- 1° La vérification régulière des boîtes de secours ;
- 2° L'apposition dans tous les compartiments d'un avis faisant connaître l'existence de ces « boîtes de secours » à tous les voyageurs ;
- 3° La création de dépôts de brancards et d'appareils chirurgicaux de première nécessité dans chaque station ;
- 4° L'obligation pour tous les médecins attachés aux Compagnies d'enseigner aux chefs de trains l'usage des médicaments mis à leur disposition et la façon d'établir un pansement sommaire.

A ces conditions, mais à ces conditions seulement, les ordonnances de 1845 et de 1846 répondront au but qu'elles se proposent.

M. le Dr Gibert (du Havre) expose, dans une lettre au *Temps*, ses idées sur le tueur de bergers et la responsabilité de la presse ; il développe ces trois propositions :

- 1° Il y a un grand nombre de criminels des plus dangereux qui sont lâchés sur la société, et qui sont des malades qui devraient être enfermés ;
 - 2° Nos mœurs, notre législation ne nous permettent pas de les tenir enfermés, et il faut une série de crimes pour qu'on prenne, trop tard, des mesures coercitives contre eux ;
 - 3° La presse a contribué pour une large part à ce triste état de choses.
- Pour les criminels malades, M. le Dr Gibert se réfère à son étude parue

dans la *Revue Philanthropique* et il lui emprunte l'indication de quelques types; il poursuit en ces termes :

« Pourquoi de pareils êtres sont-ils laissés en liberté? Pourquoi l'assassin, le monstre Vacher, est-il sorti de l'asile de Dôle?

« C'est ici, monsieur le directeur, que j'ai besoin de toute votre indulgence pour que je puisse faire la part de l'influence néfaste de la presse dans cette épineuse question des responsabilités sociales.

« C'est d'une façon terriblement légère que la presse française accueille tous les jours (affaire Laporte, affaire Heim) d'odieuses accusations, sans jamais, ou presque jamais, se donner la peine de les contrôler. Vous rappelez-vous la campagne menée il y a quelque vingt ans à propos de l'avocat S..., — qui remplissait l'air et les journaux de ses plaintes au sujet de sa séquestration soi-disant illégale? Quel tapage, grand Dieu! Et puis, qu'a-t-on trouvé à l'autopsie? Des altérations tellement graves de pachyméningite que tout a été subitement éclairé dans la vie de ce malheureux. Est-ce qu'un seul journal a fait son *mea culpa*? En aucune façon. Mais c'est tous les ans que sur un point quelconque du territoire français de cruelles accusations sont prononcées contre des médecins qui, cédant, dit-on, à des intérêts inavouables, font séquestrer des gens admirablement sains! Vous rappelez-vous les accusations toutes récentes à propos d'un célèbre commandant?

« Qu'est-il résulté de cet ensemble de faits? Ceci : c'est que les médecins des asiles d'aliénés, pour ne pas être accusés, ont pris l'habitude, dès que la crise de folie est passée, de rendre le malade à la famille. Rien que dans ma clientèle, je pourrais choisir de nombreux exemples où cette façon de faire a été la cause de malheurs irréparables. Et c'est toujours la terreur de la presse, la terreur du reportage qui est la vraie cause de la conduite de la grande majorité des médecins contemporains, et quand leur honneur est ainsi en jeu, avouez qu'il faudrait plus que de l'héroïsme pour agir autrement qu'ils ne le font. Remarquez, monsieur le directeur, que je reste en deçà de la vérité en vous faisant ce récit qui vous paraîtra exagéré; le nombre d'aliénés qui circulent et sèment leurs méfaits dans la société est beaucoup plus considérable qu'on ne croit, et il a fallu cet exemple horrible du tueur Vacher pour que l'opinion publique dévoyée commence peut-être à voir ce qu'il faut faire pour remédier à ce périlleux état de choses. En résumé, la leçon qui ressort de ces faits d'assassinats et de viols nombreux est celle-ci :

« 1° Les aliénés reconnus tels ne devraient pas être remis en liberté sur le simple visa du chef de service. Il faudrait, pour la remise en liberté, une consultation de plusieurs médecins auxquels serait toujours adjoint le médecin des familles;

« 2° La presse française, revenant de ses errements, devrait se garder de jamais parler de séquestration illégale avant d'avoir en mains cent preuves contre une de la vérité de cette accusation;

« 3° Des asiles spéciaux devraient être créés où seraient enermés tous les êtres malades depuis leur enfance avec des tares manifestes, ni ne sont ni des aliénés, ni des responsables, mais des êtres anormaux dont il faut se garer.

M. Lenoir, premier adjoint au maire de Versailles, a calculé dans le *Bulletin de la Société de mendicité contre les enfants* la dépense que nécessiterait l'assistance aux familles nombreuses :

« Partant de ces deux idées, qu'il faut en moyenne des familles de trois enfants pour assurer le renouvellement de la population, car on doit tenir compte des pertes et des non-valeurs, et qu'il serait à la fois juste, politique et patriotique de venir en aide aux familles de plus de trois enfants, j'ai fait, pour la ville de Versailles, le relevé de toutes les familles qui sont dans ce cas, soit 397 familles d'ouvriers. Le nombre total des enfants est 1 931 et le nombre des enfants de moins de treize ans, en plus de trois enfants, s'élève à 698.

« 35 familles semi-ouvrières ou d'employés : 168 enfants ; 59 en plus de trois enfants.

« 71 familles de commerçants avec 342 enfants et 120 en plus de trois enfants.

« 105 familles bourgeoises : 494 enfants ; 165 en plus de trois enfants.

« Comme vous le voyez, en additionnant, nous avons dans notre ville 608 familles de plus de trois enfants comptant ensemble 2 935 enfants, parmi lesquels il y en a 1 042 âgés de moins de treize ans au-dessus du nombre de trois enfants.

« Accorder à ces familles une allocation mensuelle de 10 francs, soit 120 francs par an, pour chacun de leurs enfants de moins de treize ans en plus du nombre de trois, serait une aide sérieuse, surtout pour les familles ouvrières, d'employés et de petits commerçants.

« Il en résulterait donc à Versailles une dépense annuelle de 120 fr. \times 1 042 = 125 040 fr. Or la population de Versailles est de 43 138 habitants, c'est-à-dire un neuf centième de celle de la France, qui est de 38 à 39 millions d'habitants. On peut admettre que la proportion des familles de plus de trois enfants est à peu près la même partout. On voit donc que, pour venir utilement en aide aux familles de plus de trois enfants, à raison d'une allocation annuelle de 120 francs pour chaque enfant de moins de treize ans en plus de trois, il suffirait d'une somme d'environ 125 000 \times 900 = 112 500 000 francs. »

M. Lézé, le savant professeur à l'École de Grignon, analyse et apprécie, dans le journal *la Laiterie*, l'œuvre de la grande commission du lait ; il est d'avis qu'il faut en arriver à ne recevoir à Paris que du lait déjà stérilisé et stérilisé sur les lieux de production :

« C'est là, dit-il, qu'une nouvelle étude devient nécessaire. Le Conseil municipal ne faillira pas à l'entreprendre. Il va être presque indiqué de créer un concours entre les nombreux appareils de stérilisation du commerce, un concours sérieux, de longue haleine, dans lequel les membres du jury seront des bactériologistes, et des dégustateurs. Il va s'agir d'indiquer aux laitiers en gros les meilleurs appareils de stérilisation et d'établir alors, à Paris, non pas l'usine, mais le contrôle, et de décider impitoyablement que les laits non stérilisés, présentant le goût de cuit ou une altération dans la couleur, puis enfin, contenant moins de 35 grammes de beurre par livre, seront condamnés et rejetés comme mauvais.

« Il ne reste plus, ainsi que nous venons de le démontrer, qu'une petite rectification à imprimer à la voie dans laquelle on s'est engagé. Le vœu, l'idée, tout cela était bon ; la mise en pratique est une affaire de voies et moyens, on la trouvera, et ce sera un titre de plus à mettre à l'actif du Conseil à la reconnaissance des Parisiens d'avoir résolu la question de l'alimentation de la grande ville en lait pur et sain, d'avoir fait disparaître la fraude et avec elle les inconvénients et les dangers qu'elle comportait pour la santé publique. »

M. de Pion fait connaître, dans la *Revue politique et parlementaire* (n° 40, 10 octobre), les essais d'organisation de commissions cantonales d'assistance dont M. Alapetite, préfet du Pas-de-Calais, a pris l'initiative ; il rappelle les tentatives analogues faites en 1855 et en 1862 dans les départements de la Nièvre et de l'Orne, dans l'Ain et dans l'Aisne, à une époque plus récente.

D'après l'auteur, les commissions cantonales constituées dans le Pas-de-Calais paraissent mieux répondre au véritable but à atteindre ; elles offrent le moyen de former un budget extraordinaire de la charité pour les communes rurales.

Les commissions sont composées de la façon suivante : « Le conseiller général et le conseiller d'arrondissement, tous les maires, un délégué de la commission administrative du bureau de bienfaisance dans chaque commune comptant plus de 500 habitants (les plus petites communes paraissant suffisamment représentées par leur maire), le juge de paix, le curé et l'instituteur du chef-lieu de canton, tous les percepteurs et trois ou quatre personnes charitables choisies parmi celles qui peuvent apporter à la commission le concours le plus zélé et le plus intelligent.

« La commission élit son bureau et nomme des délégations chargées de faire des tournées dans le canton, à la fois pour recueillir des fonds et pour visiter les pauvres les plus intéressants. « La mission de chaque délégation une fois terminée, la commission se réunit en séance plénière et fait le compte des dons recueillis en y ajoutant le montant de la subvention départementale. Elle classe ensuite les propositions de secours émanées de chaque délégation en les limitant aux ressources disponibles et au but poursuivi. Les fonctionnaires et en particulier les percepteurs qui connaissent mieux que personne la situation pécuniaire des habitants de leur circonscription peuvent rendre les plus grands services dans les commissions en se chargeant de la besogne matérielle et en servant de trait d'union entre les divers éléments locaux. »

M. Pion estime que le département peut donner en vertu de la loi de 1871 une sanction suffisante aux commissions cantonales d'assistance, dont il préconise la création ; il est d'avis que l'institution doit rester jusqu'à nouvel ordre essentiellement départementale, malgré son siège localisé dans le canton.

Un nouvel organe vient de paraître : *l'Infirmier*, journal d'intérêts corporatifs, organe du groupement du personnel secondaire de l'Assistance publique de Paris.

Le premier numéro contient des articles de M. Paul Strauss, sénateur, et M. Chauvière, député, des lettres de M. Landrin, conseiller municipal et de M. le Dr Ed. Toulouse, médecin de l'asile de Villejuif, etc.

Voici le court programme des fondateurs de la revue :

« Le but du journal est de rendre compte des travaux faits et des demandes d'amélioration soumises à l'administration, au conseil de surveillance et au Conseil municipal; de publier les comptes rendus de toutes les réunions et de tous les travaux du groupement.

Nous insérerons toutes les communications que l'administration voudra bien nous faire telles que : circulaires, nominations, mutations, demandes de changement, etc.

Nous publierons de même les vacances d'emplois aux ambulances, aux étuves municipales; les demandes des hôpitaux et hospices de province, et même celles des particuliers.

Nous recevrons tous les travaux, toutes les études, que l'on voudra bien nous adresser, à la condition qu'ils s'appliquent à la généralité et qu'ils soient signés. — *En aucun cas il ne sera tenu compte de faits personnels ou d'écrits anonymes.* »

Les numéros 2, 3 et 4 contiennent des lettres ou articles de MM. Girou et Ranson, conseillers municipaux, le rapport général de la commission de la tuberculose, l'histoire de Bicêtre.

Dans le numéro 4, un des rédacteurs anonymes donne, en excellents termes, à ses camarades, le conseil d'agir en vue d'obtenir les améliorations soumises à l'administration de l'Assistance publique : « N'oubliez pas, écrit-il, que rien ne réussit sans une volonté énergique et sans cette continuité d'efforts que tout apostolat résolu et ardent réclame; ne vous laissez pas envahir par l'indifférence et l'apathie, car souvent les améliorations demandées ne sont consenties par ceux qui les accordent que s'ils y sont contraints et forcés. *Occupez vos pensées à des idées grandes, généreuses, donnez un but élevé à votre vie. Agissez autour de vous. Ne demeurez pas des êtres passifs. Allez de l'avant, ayez de l'activité, ne vous habituez pas à compter sur l'action des autres pour améliorer votre situation. Il faut agir comme si tout dépendait de vous.* »

BULLETIN

L'affaire Laporte a profondément passionné l'opinion, et le jugement de la neuvième Chambre n'est pas fait pour calmer l'émotion du monde médical. Il ne s'agit pas, dans l'espèce, d'un intérêt professionnel ordinaire ; la médecine est plus et mieux qu'un métier, elle est, à proprement parler, un service public ; rien de ce qui la touche ne laisse les citoyens indifférents.

Il n'y a pas de plus écrasante responsabilité que celle d'un médecin dont la moindre imprudence peut tuer un homme. Qui sera juge de cette responsabilité ? La magistrature. En vertu de quelle compétence ? Et comment des juges, étrangers à toute notion de l'art médical, sont-ils aptes à discerner les causes d'erreur, à découvrir les fautes lourdes ?

On l'a dit de tous côtés au lendemain de la condamnation en première instance du docteur Laporte : que deviendront le service médical de nuit, le service médical des bureaux de bienfaisance, voire même l'exercice de la chirurgie et des accouchements, si le bras de l'opérateur est paralysé par la crainte d'un échec et de ses conséquences judiciaires, si la source du dévouement est tarie chez les médecins ? Car, on l'oublie trop aisément, la grande majorité des médecins n'obéit pas exclusivement à des suggestions égoïstes ; le désintéressement est monnaie courante parmi les praticiens et la modicité des honoraires ne compense pas les difficultés et les périls d'une profession insalubre et dangereuse au premier chef.

Le bon médecin est un philanthrope pratique, qui fait du bien sans le savoir, à la façon de Jourdain.

Le médecin, qui prête son concours aux administrations publiques, n'y gagne que des émoluments disproportionnés avec ses services.

Nul n'a plus droit au respect ; nul ne doit être plus digne d'estime.

C'est pourquoi tout ce qui est de nature à rehausser la profession médicale doit être attentivement recherché.

On a déjà essayé de marquer ici même, et très discrètement en raison des circonstances de l'affaire Laporte, les responsabilités des Facultés de médecine, dispensatrices des grades et comptables de la valeur de leurs diplômes vis-à-vis de l'État et du public.

Lorsque l'incident Laporte sera définitivement réglé, il conviendra de

revenir sur ce grave sujet, notamment sur l'enseignement obstétrical en France et sur l'instruction pratique et professionnelle des étudiants en médecine.

* * *

L'administration de l'Assistance publique de Paris n'est pas en bonne posture; elle ne mérite pas assurément tous les reproches qu'on lui adresse, elle n'est pas responsable de tous les abus qu'on lui impute, mais franchement elle ne fait rien pour faciliter la tâche de ceux qui la voudraient défendre contre d'excessives attaques.

Après l'incident symptomatique des réserves des bureaux de bienfaisance, la publication du rapport de M. Navarre sur le compte financier n'est pas faite pour rehausser le prestige d'une administration si fâcheusement discréditée.

Le rapport aborde les menues constatations qui, rapprochées les unes des autres, ne font pas une impression brillante. Ainsi, à Bicêtre, les états d'appointements ne sont pas strictement conformes à l'état nominatif du personnel administratif et secondaire.

Les consommations de denrées diffèrent d'hôpital à hôpital, même pour une population similaire où la composition de la population et le régime alimentaire sont identiques. L'Hôtel-Dieu consommait en 1894 par 100 journées de malades 43 lit.82 de vin, tandis que Lariboisière, dans les mêmes conditions, ne dépassait pas une proportion de 37 lit. 49. Même en faisant entrer en ligne de compte la consommation du personnel, une marge de 5 litres subsiste encore entre les deux établissements.

Le lait, comme le vin, prête aux gaspillages les plus éhontés. Un établissement a dépensé 100 litres de lait pour assaisonnement de bœuf à la mode, 27 litres pour assaisonnement de lapin !

Les fournitures d'objets de pansement sont la source d'un coulage scandaleux. M. Navarre en cite quelques exemples tout à fait topiques, celui notamment d'un économe qui demandait 120 kilogrammes de coton hydrophile et 500 mètres de gaze iodoformée, alors que les magasins en contenaient des réserves suffisantes pour assurer le service pendant trois trimestres.

L'insouciance et l'incurie éclatent à chaque pas, et l'administration centrale se borne à réprimander platoniquement les directeurs et les économes pris en flagrant délit de désordre. M. Navarre propose au Conseil municipal d'inviter M. le directeur de l'Assistance publique à rendre effective la responsabilité pécuniaire des directeurs-comptables qui, par leur négligence ou leur incurie, compromettent les finances de l'Assistance publique et les intérêts des malheureux.

Le personnel administratif n'est pas seul coupable, et le service médical a sa part de responsabilité. Les cahiers de visite, confiés aux externes des hôpitaux, ne sont pas tenus comme ils devraient l'être, les chefs de service se désintéressent trop de la surveillance économique; quelques-uns poussent même le détachement jusqu'à favoriser le gaspillage; cela s'est vu, cela se voit encore dans plus d'un hôpital.

Il faudra du temps et de l'énergie pour mettre fin à ces habitudes dé-

plorables; la première mesure efficace serait de rendre responsables le directeur et les médecins de chaque hôpital du budget de leur établissement. Le chef de service, si des statistiques comparatives révélaient son insouciance administrative, y regarderait à deux fois avant de tolérer le gaspillage auquel il est accoutumé. Les internes et les externes des hôpitaux, s'ils y étaient encouragés, si leurs chefs se donnaient la peine d'y veiller, ne tarderaient pas à se départir de leur indifférence pour le bien des pauvres.

Le dévouement est la vertu dominante des médecins et de leurs élèves: il ne serait pas malaisé de leur inculquer avec le sentiment du devoir administratif des notions d'économie et de bon ordre sans lesquelles les dépenses des hôpitaux de Paris continueront de s'accroître dans des proportions démesurées et inquiétantes.

Il y faut aussi et par-dessus tout la fermeté attentive de l'administration centrale, un meilleur recrutement des directeurs et des économistes d'hôpitaux, la décentralisation des enquêtes en vue d'obtenir le remboursement des dépenses de nombreux malades, relativement aisés, qui viennent prendre dans les hôpitaux la place des pauvres et des nécessiteux; il y faut aussi la réforme de la loi de 1849, une réorganisation complète de l'Assistance publique directement rattachée, ainsi que le réclamait naguère un ancien fonctionnaire de cette administration M. d'Échérac, à l'administration municipale de Paris.

* * *

Cette horrible et monstrueuse affaire du tueur de bergers Vacher soulève plus d'un problème; elle met en cause plus d'une responsabilité et l'on ne saurait trop l'analyser en toutes ses causes, en ses divers symptômes.

Le misérable a été interné dans un asile d'aliénés pour tentative de meurtre; il a été relâché après une année de séjour. L'opinion, si prompt à soupçonner les médecins aliénistes de séquestration illégale, se retourne cette fois contre eux et leur demande compte d'une remise en liberté qui a engendré tant de conséquences tragiques, de si épouvantables méprises, des crimes si odieux et si multipliés.

Dans une lettre au *Figaro*, M. Joseph Reinach, qui a pris une si grande part à la réforme en préparation de la loi de 1838 sur les aliénés, dénonce une fois de plus l'infirmité de la législation française qui ne prévoit pas le cas des aliénés criminels; il démontre que, s'il avait été sujet anglais, le tueur de bergers aurait été, dès sa première tentative de meurtre, enfermé à perpétuité dans un asile d'aliénés, en vertu de l'act royal du 28 juillet 1800 ainsi conçu: « Lorsqu'une personne, accusée de meurtre ou autre crime, est acquittée pour cause de folie, la Cour devant laquelle le verdict est rendu doit ordonner que cette personne soit tenue en stricte garde, jusqu'à ce que le bon plaisir de Sa Majesté soit connu, et qu'il est par conséquent du droit de Sa Majesté de donner des ordres pour la garde de cette personne, tant que dure son bon plaisir, en tel lieu et de telle manière qu'il lui paraîtra convenable. »

Cette disposition prévoyante a trouvé place dans le projet de loi voté par le Sénat, par le Conseil supérieur de l'Assistance publique et soumis

depuis dix ans aux délibérations de la Chambre; l'article 38 de la proposition Joseph Reinach, conforme au projet sénatorial, est ainsi rédigé : « Lorsque est demandée la sortie d'un des aliénés internés en vertu des articles 35 et 36 (c'est-à-dire d'un individu qui, poursuivi pour crime, a été, en tant qu'atteint d'aliénation mentale, l'objet d'un verdict de non-culpabilité), le médecin traitant doit déclarer si l'intéressé est ou non guéri et, en cas de guérison, s'il est ou non légitimement suspect de rechute. La demande et la déclaration motivée sont déferées de droit au Tribunal, qui statue en chambre du Conseil. »

On n'en est que plus à regretter la lenteur désespérante avec laquelle nos assemblées délibérantes, tantôt le Sénat, tantôt la Chambre, accomplissent l'œuvre réformatrice qu'attendent d'elles les philanthropes. Nous sommes en retard d'un siècle sur l'Angleterre, et M. Joseph Reinach a eu raison de dire que si l'article 38 de la nouvelle loi avait été voté « Vacher, après son premier crime, n'eût pas trouvé un seul médecin aliéniste pour le déclarer non suspect de rechute; le tueur de bergers n'aurait pas été remis en liberté, il n'aurait pas souillé, égorgé huit nouvelles victimes, peut-être davantage (1) »!

A son tour M. le Dr Gibert a fait une large part à l'influence de la presse dans cette grave affaire. D'après lui, les médecins des asiles d'aliénés, terrorisés par le reportage, cèdent trop facilement au désir de rendre le malade à sa famille; il estime que l'*exeat* ne devrait être prononcé qu'après une consultation de plusieurs médecins, dont le médecin des familles.

De son côté, M. le Dr Bourneville a demandé à la Commission de surveillance des asiles de la Seine d'émettre le vœu que les renseignements de police et de justice concernant les aliénés délinquants soient communiqués aux médecins des asiles appelés à donner leur avis sur la sortie de ces malades. Cette motion est des plus judicieuses; il est indispensable que le médecin d'asile ait sous les yeux toutes les pièces du dossier, qu'il soit complètement informé sur les antécédents d'un interné; la communication d'un dossier administratif et judiciaire lui sera d'un précieux secours pour apprécier l'opportunité, la légitimité d'une demande de sortie.

M. le Dr Toulouse est même d'avis d'étendre le bénéfice de cette mesure à tous les aliénés, pour permettre aux médecins de connaître les conditions de milieu de ces convalescents qu'il serait souverainement imprudent de rejeter au dehors seuls et sans ressources, sans appui matériel ou moral.

Il va de soi que l'internement dans un asile d'aliénés doit être entouré du maximum de garanties; mais, dès qu'un aliéné a passé le seuil d'un asile, la responsabilité du médecin est d'autant plus redoutable que la société lui accorde un plus large crédit; c'est bien le moins qu'on lui donne tous les éléments d'information pour le mettre le plus possible à l'abri des chances d'erreur et pour renforcer sa vigilance prévoyante et préventive.

PAUL STRAUSS.

(1) Lettre au *Figaro*, n° du 14 octobre 1897.

Le Directeur-gérant : PAUL STRAUSS.

L'ASSISTANCE PUBLIQUE DE PARIS

La grande administration parisienne des hôpitaux et des bureaux de bienfaisance a ses détracteurs intransigeants; elle reçoit plus de coups qu'elle n'en mérite. On la rend responsable des drames de misère, des accidents sociaux qui ne sont point de sa compétence ou dépassent ses forces. L'outrance des réquisitoires n'autorise pas pour autant un excès d'indulgence. Les observateurs les plus impartiaux, les témoins les plus bienveillants, constatent avec tristesse une succession d'erreurs, une continuité de fautes, par où se révèle l'infériorité organique plus encore que la responsabilité des personnes.

La loi de 1849 a fait du Directeur de l'Assistance publique un personnage tiraillé en tous les sens, écartelé par tous ses membres, constamment obligé de se tenir en équilibre instable; il doit agir d'accord avec son Conseil de surveillance, en conformité des instructions du préfet de la Seine et du ministre de l'Intérieur, sans toutefois négliger l'avis favorable du Conseil municipal.

À l'hôpital, le Directeur est légalement et théoriquement le maître; il exerce son autorité sur les services tant extérieurs qu'intérieurs. Mais, à côté de lui, se dresse un pouvoir rival, honorable et éminent sans doute, mais indocile et parfois révolté : celui du service de santé, du personnel médical.

Les médecins, chirurgiens et accoucheurs des hôpitaux sont nommés au concours; ils ne peuvent être révoqués que par le

Ministre de l'intérieur, sur l'avis du Conseil de surveillance et sur la proposition du préfet de la Seine. En fait, tant qu'ils ne sont pas atteints par la limite d'âge, ils sont à proprement parler inamovibles, protégés par la quasi-gratuité de leurs services, par l'esprit de corps, par tout un rempart d'influences et de camaraderie.

Les bureaux de bienfaisance, chargés de la distribution des secours à domicile, sont à la fois dépendants et autonomes, placés dans une situation bizarre et mal définie; ils fonctionnent sous la surveillance du maire d'arrondissement, qui relève exclusivement du préfet de la Seine.

Il y a peu de jours, dans un rapport remarqué au Conseil municipal, un des plus nouveaux membres de cette assemblée, M. Léopold Achille, relevait avec son expérience d'ancien adjoint au maire les anomalies d'un dualisme sur lequel M. Arsène Lopin avait appelé l'attention de ses collègues.

Le maire cumule deux fonctions : il est tout ensemble représentant de la municipalité et du directeur de l'Assistance publique.

Au nom du préfet ou du Conseil municipal, il est chargé de distribuer les secours de loyer, de chômage, les bons de logement, de soupe, les secours de grève, d'incendie, et en général tous les secours extraordinaires accordés à l'occasion des fêtes publiques, des réjouissances nationales, etc.

En sa qualité de représentant du directeur de l'Assistance publique et de président du bureau de bienfaisance, il répartit entre les indigents et les nécessiteux les secours mensuels du bureau, les secours aux nécessiteux, les secours de maladie, de grossesse, d'allaitement, les secours aux filles-mères et aux mères nourrices, les secours Montyon aux convalescents d'hôpitaux, les dons particuliers (Rothschild et autres).

Ces deux catégories de secours, au lieu d'être distribuées par un seul et même service, comportent un double service d'enquêtes, un double jeu de fiches, *une double caisse, un personnel double*. Les uns sont distribués et payés par les bureaux de la mairie, les autres par le bureau de bienfaisance, — dans le premier cas, sous la direction du secrétaire chef des bureaux

de la mairie, dans le second par les soins du secrétaire-trésorier. Le premier de ces fonctionnaires est un agent de la Préfecture de la Seine, le second un employé de l'Assistance publique.

M. L. Achille a mis en lumière les conséquences pratiques de ce dualisme regrettable :

« Il se produit une chose simple, inévitable : les deux services étant étrangers l'un à l'autre et fonctionnant, aux termes du règlement, isolément, sous deux autorités distinctes et parfois jalouses de leurs attributions respectives, les deux services font, chacun de leur côté, les enquêtes qui leur incombent et distribuent selon leur appréciation particulière, et en consultant les dossiers dont ils disposent, les répartitions dont ils sont chargés.

Les deux caisses — caisse de la Mairie et caisse du Bureau de bienfaisance — paient séparément ces deux sortes de secours accordés séparément et il se produit alors fréquemment les anomalies suivantes :

Un malheureux *bien noté* au Bureau de bienfaisance, par suite de renseignements *erronés* ou anciens, touche un secours alors que ce même secours eût dû lui être refusé si l'on eût connu au Bureau de bienfaisance le renseignement nouveau, résultat d'une enquête nouvelle, possédé par le service de la *Mairie*.

Et *vice versa*.

En d'autres cas, ce même malheureux peut toucher le même jour un secours au Bureau de bienfaisance et un secours à la caisse de la Mairie.

L'événement n'a rien de surprenant, puisque les caisses sont distinctes, puisque le personnel d'un service ignore ce qu'a fait l'autre, puisque les résultats des enquêtes instruites par une catégorie d'employés ne sont pas communiqués aux employés de l'autre service.

Les professionnels qui ne se contentent pas d'aller quémander de bureau en bureau, mais qui vont de mairie en mairie, connaissent admirablement ce double rouage et savent bien qu'il rend possible l'exploitation la plus éhontée. »

Cette superposition de rouages identiques n'a malheureusement rien d'exceptionnel; elle est comme la règle d'administrations enchevêtrées les unes dans les autres et pourtant distinctes ou rivales.

Si l'on envisageait tous les services de la Ville de Paris et du département de la Seine, on y verrait que, pour des attributions similaires, rien que sur le domaine de la bienfaisance publique, des doubles et triples emplois existent. Ainsi, la préfecture de police et la préfecture de la Seine ont, en dehors de l'Assistance publique de Paris, des attributions d'assistance : la préfecture de police accorde des secours d'urgence, hospitalise des malheureux à Nanterre; la préfecture de la Seine a deux directions, celle des Affaires municipales et celle des Affaires départementales, qui ont la première de nombreux établissements d'hospitalité, d'assistance par le travail, la seconde tout le service des aliénés sous leur autorité.

L'administration de l'Assistance publique elle-même, sur son propre territoire, n'échappe point à cette surabondance contradictoire d'emplois et de fonctions. Le bureau de bienfaisance a ses visiteurs qui vont à domicile pour s'informer de la légitimité d'une demande de secours; l'administration centrale a d'autres visiteurs pour s'enquérir de la solvabilité des malades d'hôpitaux en état de rembourser le montant de leurs frais de séjour ou pour instruire une demande de placement dans un hospice; la division des Enfants-Assistés est pourvue d'enquêteurs spéciaux pour les secours d'allaitement, l'admission dans le service des enfants moralement abandonnés.

Le même jour, à la même heure, — et cette observation topique a été faite par un des plus distingués fonctionnaires de l'Assistance publique, M. Gory, dans son mémoire primé au concours de la ville de Paris sur la réorganisation des secours à domicile, — ces trois visiteurs ou enquêteurs appartenant à la même administration peuvent se rencontrer dans la même maison, sous l'œil narquois d'un concierge.

Byzance n'est plus sur les bords du Bosphore, mais à Paris, dans cette ville de clarté et de bon sens malicieux.

Les secours d'allaitement, accordés aux mères pauvres, sont

tantôt municipaux, tantôt départementaux. Les femmes mariées sont justiciables du bureau de bienfaisance de leur arrondissement; les épouses délaissées ou divorcées et les filles-mères (pour employer cet affreux vocable) sont placées sous la juridiction de l'administration centrale de l'Assistance publique (3^e bureau des Enfants-Assistés). Il n'y a pas seulement, pour des situations identiques, personnel distinct, double caisse, aggravation de frais généraux, mais l'inégalité la plus choquante et la plus douloureuse, insuffisamment atténuée par les dispositions libérales du Conseil général de la Seine.

Il n'est pas rare de voir, sur le même palier, deux voisines : l'une, mariée et chargée d'enfants, touche du Bureau de bienfaisance une allocation dérisoire (3 à 5 francs); l'autre, réduite à ses uniques ressources, reçoit un large et efficace secours de 30 ou 35 francs par mois. Quelles que soient les raisons qui rendent la détresse de l'une plus émouvante et plus périlleuse pour l'enfant que l'indigence de l'autre, le spectacle de cette disparité trop grande n'en est pas moins un crève-cœur.

Partout l'enchevêtrement, la solution de continuité, le heurt administratif, la déperdition de forces, de temps et d'argent.

Les crèches, dont le rôle va grandissant depuis la révolution qui s'est accomplie dans l'allaitement des nouveau-nés, sont placées sous la surveillance de la Préfecture de police en vertu de la loi sur la protection des enfants du premier âge; elles sont en contact avec la Préfecture de la Seine qui les inspecte et les subventionne; l'Assistance publique les ignore.

Les secours de grossesse pour l'assistance à domicile des futures mères sont distribués par le Bureau de bienfaisance; le refuge où elles peuvent attendre, dans le calme et la sécurité, l'époque de la délivrance est un établissement municipal et la Maternité hospitalière où elles sont destinées à faire leurs couches est un établissement de l'Assistance publique.

Il a fallu plusieurs années, au prix de difficultés et, hélas ! d'accidents sans nombre, pour établir un lien harmonique entre l'Asile Michelet et les services d'accouchements, et tous les germes de conflit ou de discorde n'ont peut-être pas été complètement extirpés.

L'Asile de convalescence des mères, — qu'il appartienne, comme l'établissement du Vésinet, au Ministère de l'intérieur ou, comme l'Asile Ledru-Rollin, à la Ville de Paris, — n'est pas moins distinct de l'hôpital que le vestibule des maternités.

Ainsi, pour Paris seulement, les organes de bienfaisance officielle sont éparpillés entre plusieurs administrations : Assistance publique, Service des Enfants assistés, Direction des Affaires départementales, Préfecture de police, Direction des Affaires municipales, Ministère de l'intérieur.

Il est à peine besoin de montrer la complexité inutile d'emplois, le luxe extravagant de paperasserie, le gaspillage d'argent qui en résulte; tout cela tombe sous le sens, éclate aux yeux. L'unité d'administration n'aurait pas seulement pour effet de réduire notablement les frais généraux, d'abaisser les dépenses, — et ce premier résultat aurait à lui seul un intérêt de premier ordre, — mais encore de simplifier les formalités, d'améliorer les méthodes, de faire produire à la bienfaisance publique son maximum de rendement avec un minimum de dépenses.

*
* * *

La loi de 1849, qui a déterminé l'organisation actuelle de l'assistance parisienne, a sa large part de responsabilité dans cet éparpillement et ce défaut d'harmonie; elle n'a pas fait sa place au Conseil municipal.

Le projet de la Commission (comité de l'intérieur), défendu par M. Frichon, proclamait hautement le contrôle des représentants de la Cité. « Tout ce qui touche aux établissements hospitaliers et aux secours à domicile intéressant essentiellement la commune, écrivait le rapporteur, le droit de contrôle des conseillers de la commune nous a paru nécessaire et même indispensable. »

Le gouvernement s'en référait purement et simplement aux dispositions de la loi du 18 juillet 1837 sur les attributions municipales; il n'accordait qu'un droit d'avis au Conseil de surveillance comme au Conseil municipal lui-même. « Le droit

de simple surveillance, objectait avec force un représentant du peuple, M. Repellin, ne garantit rien ; il faut, au contraire, avoir un conseil qui délibère, qui règle le budget, arrête les dépenses et un agent qui soit chargé de l'exécution ; alors vous êtes dans les conditions normales de gouvernement et d'administration ; vous avez une responsabilité et un contrôle sérieux ; voilà pourquoi je m'associe à la pensée du projet de la Commission, ce projet établit les règles véritables d'une bonne administration et un contrôle sérieux, tandis que le projet du gouvernement crée un administrateur disposant d'un énorme budget, selon sa volonté, et soumis à une surveillance réellement illusoire. »

Le projet gouvernemental l'emporta devant l'Assemblée. Le Conseil d'*administration* projeté fut ramené au rôle de Commission de surveillance et l'intervention du Conseil municipal réduite à un simple droit d'avis.

Le Conseil municipal, dont les subventions entrent pour plus de moitié dans le budget de l'Assistance publique, est consulté sans que l'autorité supérieure soit liée par ses votes, sauf en ce qui concerne les marchés de fourniture des aliments et des objets de consommation nécessaires aux établissements hospitaliers et l'aliénation des biens immeubles (art. 10 et 16 de la loi du 7 août 1851).

En dehors de ces deux espèces, le gouvernement a la haute main, il prononce le dernier mot sur l'administration générale de l'Assistance publique de Paris, sur les budgets, comptes, et en général toutes les recettes et dépenses des établissements hospitaliers et de secours à domicile.

Ce régime légal n'a pu néanmoins fonctionner dans sa réalité originelle.

Peu à peu, par la force des choses, par l'accroissement des subventions de la Ville, par l'initiative et la vigilance de ses membres, par la continuité de ses vues et sa méthode de travail, par la publicité et le retentissement de ses débats, le Conseil municipal a fini par exercer une action très forte sur le gouvernement de l'Assistance. L'augmentation récente du nombre des représentants de l'Hôtel de Ville au Conseil de surveillance est encore venue renforcer une influence sans cesse grandissante.

Mais le désaccord n'en subsiste pas moins entre la loi et le fait; cette discordance n'est pas faite pour résoudre la crise de l'Assistance publique de Paris.

La multiplicité contradictoire des influences directrices augmente l'incertitude, amoindrit les responsabilités.

S'agit-il de la distribution des secours à domicile? Le décret de 1895 n'a pas remédié aux imperfections des règlements et décrets antérieurs; le rattachement complet des bureaux de bienfaisance à l'Administration centrale n'a pas été opéré, la curatelle des pauvres, inspirée du système d'Elberfeld, n'a pas été instituée. Un régime bâtard, qui ne satisfait pas plus les centralistes que les décentralisateurs, met les bureaux locaux d'assistance dans un état manifeste d'infériorité, sinon d'impuissance.

L'Administration des hôpitaux est aussi lente et aussi routinière, molle et indécise, n'osant pas réprimer les abus, enrayer le gaspillage, imposer le respect du règlement. Les directeurs et économes n'ont d'autre préoccupation que celle d'éviter les affaires et de tourner les difficultés et l'Administration de l'avenue Victoria les encourage dans cette attitude passive et résignée.

Le Conseil de surveillance, malgré la compétence et la bonne volonté de ses membres, l'infatigable dévouement de son président, n'a pas charge d'administration, il est destitué de toute initiative; il est à chaque pas découragé devant tant d'inertie et de laisser aller.

Le Conseil municipal ne peut intervenir que par boutades et de haut et ses moyens d'action sont d'ailleurs limités et médiocres; il n'a pour faire entendre sa voix que le vote des subventions ordinaires, extraordinaires et spéciales, et l'autorité supérieure lui dénie toute qualité pour mettre des conditions à l'octroi des subsides de la Ville. Deux décrets présidentiels du 14 janvier 1884 et du 21 janvier 1885 ont annulé les délibérations de cette assemblée en tant qu'elles subordonnaient l'emploi des crédits inscrits au budget de la Ville de Paris à titre de subventions à l'Assistance publique, à l'exécution de mesures que le Conseil était incompétent pour prescrire et que la loi

remettait à la décision des autorités préposées à l'administration de l'Assistance publique.

Si, à l'exemple des hôpitaux de Lyon, l'administration parisienne se suffisait à elle-même, la thèse de l'autonomie pourrait être soutenue. Plus nous allons et plus la participation de la Ville s'élève, plus le montant des subventions augmente.

Il n'y a donc qu'une solution rationnelle et équitable; elle consiste dans l'assimilation de l'Assistance publique de Paris aux autres services urbains, placés sous l'autorité du préfet de la Seine et sous le contrôle réel et décisif du Conseil municipal. Cette solution n'est pas exclusive du maintien d'un Conseil de surveillance ou d'administration, dont les attributions seraient loin d'être réduites. Le Conseil général possède, aux termes de la loi, une autorité souveraine sur le service des aliénés; il n'en est pas moins heureux de recourir aux lumières et à la collaboration d'une commission de surveillance très active et très écoutée.

La municipalisation des hôpitaux a été réalisée à Saint-Petersbourg; elle a produit les meilleurs résultats.

Ce retour à l'administration directe de la Ville est inévitable, il n'est pas seulement dicté par des considérations politiques, mais encore et surtout par l'intérêt des pauvres et des malheureux.

Si l'on veut abolir les barrières artificielles, les compartiments étroits qui séparent et morcellent la bienfaisance publique, il n'y a qu'un lieu de convergence, qu'un centre unitaire: la municipalité. Le Conseil général de la Seine administre le service des Enfants-Assistés et celui des aliénés, il n'a pas encouru le moindre reproche et les témoins les moins suspects d'indulgence n'ont jamais cessé de rendre hommage à la *gestion* remarquable de ce service d'assistance départementale.

Le Conseil municipal de Paris a donné des preuves de générosité, de sagesse et de prévoyance dans les œuvres d'assistance urbaine qui relèvent de lui et dont il a pris l'initiative: les refuges de nuit, les asiles maternels, les crèches et dispensaires, la colonie de la Chalmelle, les ambulances pour le transport des blessés et des malades, etc., etc.

En lui confiant la direction des bureaux de bienfaisance, des hôpitaux et hospices, les pouvoirs publics lui imposeront un surcroît de vigilance et de responsabilité ; ils ne feront pas vainement appel à son dévouement et ils mettront ainsi le droit et le fait en harmonie, en même temps qu'ils prépareront le rapprochement et la fusion des services rivaux et distincts qu'il est indispensable d'unifier pour rendre l'assistance sous toutes ses formes plus rapide, moins coûteuse et plus efficace.

PAUL STRAUSS.

CRUELLES ÉNIGMES

L'autre semaine, la Chambre criminelle de la Cour de cassation s'est dû réunir, pour examiner la demande en revision d'un procès fameux qui, en son temps, bouleversa les consciences et départagea les avis. Deux hommes furent arrêtés, condamnés, envoyés au bagne, sous l'inculpation d'avoir, à maintes reprises, attenté à la sûreté de leurs concitoyens, déchaîné, sur la région, le fléau de l'incendie.

Ni l'un, ni l'autre n'avoua. Il y eut seulement des pâleurs, des larmes, des protestations. On les expédia à la Guyane, où tous deux moururent après *vingt ans* de honte et de supplice, vingt années de bonnet vert, de chaîne au pied, de labeurs effroyables, sous la trique de Damoclès!

Ils se nommaient Pierre Vaux, l'instituteur, et Jean Petit, comme lui habitant de Longepierre. Ils étaient innocents.

Après leur décès, la preuve en fut acquise, matérielle, irréfutable, par documents authentiques. La loi de 1895 va permettre, après quarante-cinq ans, de réhabiliter leur mémoire.

C'est toujours ça!

En même temps, le *Républicain de l'Est*, par la vaillante plume de M. Ariste Dody, se remet en campagne pour Redon, ce garçon accusé jadis d'avoir tué un rentier de Moulins, M. Talabard.

Tout meurtre implique un meurtrier: à la loi il faut un coupable... Par quelque point circonstanciel de temps, de lieu, quelque coïncidence d'heure ou de voisinage, Redon parut suf-

fire à exercer la vindicte légale et la formalité d'un procès. Les arguments probants firent faute, mais le réquisitoire du procureur Sevaux n'en fut que plus foudroyant — rien ne sachant être dangereux et pervers davantage que ces culpabilités qui s'appliquent à conserver le dehors de l'innocence.

Redon, en effet, s'obstinait, disant :

— Je jure que je ne suis pas coupable.

Il fut dépêché au bagne, lui aussi ! Heureusement, il avait un père, héroïque vieillard, qui le suivit, l'aida à s'évader. On était déshonoré, soit ; mais l' « enfant », du moins, échappait à la chiourme, aux coups, à l'impuissance de se défendre, de mener à bien l'œuvre de revanche !

Tous deux s'y attelèrent, le jeune et le vieil homme. En Espagne, ils furent dénoncés (cas d'extradition) par le misérable avocat qu'ils étaient allés consulter. Mais la population, outrée de pareille forfaiture, prit une telle attitude, que le gouvernement, cédant au sentiment national, omit de livrer les réfugiés.

J'ai conté cela, jadis, plus en détail, voici longtemps ; j'y suis revenue encore, lorsque, le père ayant trépassé, le fils ne put venir escorter la dépouille de celui qui, l'ayant tant aimé, l'avait si bien servi, et jusqu'à l'heure dernière, souffrant à son sujet, n'avait jamais douté de lui.

Aujourd'hui, la mère, la veuve, l'isolée, alors que les présomptions s'accumulent en faveur de l'exilé, attend, espère, vieillit...

* * *

D'autre part, c'est Cyvoct, condamné pour des écrits, rien que pour des écrits, lors de l'explosion de l'Assommoir, à Lyon, dont M. Ranc et beaucoup d'autres prennent la cause en main. L'alibi fut établi, indéniablement. Le dialogue entre les textes et le jury fut ainsi conçu :

— Cyvoct est-il coupable d'avoir posé la bombe ?

— Non.

— Cyvoct est-il coupable d'avoir fourni les engins ?

— Non.

— Cyvoct est-il coupable d'avoir, par machination ou artifice, poussé à commettre le crime?

— Oui.

Car Cyvoct avait publié une violente diatribe contre l'estaminet susdit, rendez-vous de bambocheurs.

Et pour cela, pour cette boutade de presque adolescent lâché dans l'excessive polémique et y faisant feu des quatre pieds, *Cyvoct fut condamné à mort!* La peine commuée, c'était les travaux forcés à perpétuité.

Il y a quatorze ans de cela, il y est encore!

Le Comité électoral de la deuxième circonscription du XIII^e arrondissement (composé de simples républicains) vient de choisir ce forçat pour son candidat, à la prochaine épreuve législative. Dans une lettre à M. Odilon Barrot, député de l'Ardeche, au sujet du rapport de celui-ci sur la proposition d'amnistie déposée par M. Coutant et quelques autres collègues, le Comité s'exprime ainsi :

« Ce n'est évidemment que par suite de renseignements erronés que vous affirmez que Cyvoct a été condamné pour assassinat.

« Nous vous faisons parvenir le jugement de la Cour d'assises du Rhône, en date du 12 décembre 1883. Vous y verrez que Cyvoct, acquitté sur tous les chefs de l'accusation relatifs au meurtre, n'a été condamné que pour des discours ou des écrits, délits essentiellement politiques. »

On commence à s'apercevoir que Cyvoct était innocent. Et ce n'est pas sans quelque ironie mélancolique que je me reporte à l'époque où, pour l'oser prétendre, presque seul contre la meute des accusations, le *Cri du Peuple* était traité couramment d'énergumène, presque taxé de complicité.

Il ne fait pas bon, trop tôt, découvrir l'Amérique...

*
* *

Et c'est Cauvin, acquitté enfin après des années d'incarcération et de débats; et c'est la femme Doisneau, l'« empoison-

neuse » après des années aussi de maison centrale reconnue non coupable, le four à chaux voisin ayant continué ses forfaits; et c'est Jamet, Léger, la femme Vernet, celle-ci à Clermont, ceux-là à la Nouvelle-Calédonie, condamnés comme auteurs ou aides d'un viol que la prétendue victime, la dénonciatrice, après des années encore, proclame indemnes, atteste innocents!

Et, derrière ceux-là, c'est la malheureuse, l'interminable théorie de ceux qui attendent leur tour, des moins favorisés pour qui le jour n'est pas venu, mais dont le jour est proche : les Rorique-de Grave, dont le cadet, ainsi que je l'ai conté ici, vient encore de sauver un homme au péril de sa vie ; Benjamin Reynier, Rambert, la petite Droulin, — et tant, et tant, et tant, que les fantômes assaillant la barque de Virgile ou la barque de don Juan sont misère, en regard des spectres innombrables se ruant aux rostres du Forum, pour réclamer justice contre la justice.

Et les arrestations, les détentions arbitraires : M. Delmas, le docteur Rémond, à ne parler que des plus récents!

Et le martyrologe des suspects, en l'affaire Vacher? Ce sont les trois pauvres diables de Beaurepaire, appréhendés pour l'assassinat d'Eugénie Belhomme (le neuvième meurtre du fou) et *détenus quatre mois* : quatre mois livrés, sans nul recours, à ce tourmenteur qui s'appelle le juge d'instruction. C'est l'infortuné Grenier, au Bois-du-Chêne, après l'égorgeement d'Augustine Mortureux, arrêté ; renvoyé de prison sur un non-lieu, après six semaines de détention ; en proie à la calomnie depuis le 12 mai 1895 jusqu'en octobre dernier ; forcé de quitter le pays. C'est Bannier, un miséreux, un journalier, à Saint-Étienne, de-Boulogne, après l'éventrement du petit Massot, empoigné, maintenu vingt-six jours en cellule, relâché devant l'évidence, et supplicié par la lâcheté de ses concitoyens!

Oh! la navrante énumération! Quelle leçon de prudence, quel enseignement de sagesse dégagent ces faits! Comme il faut prendre garde, avant de se prononcer!

Pierre Vaux, Jean Petit, Kirail (que j'oubliais), Cauvin, la femme Doineau avaient été condamnés. Mais les poids étaient

faux qui avaient déterminé le jeu de la balance — et la « chose jugée » a dû être déjugée. Il va en être de même pour Jamet, Léger, la femme Vernet. Pour Cyvoct (il ne saurait, paraît-il, y avoir d'équité en politique) la grâce, réparatrice, interviendra.

Et après, peu à peu, ce sera le tour des autres, après qu'on aura laissé aux passions locales le temps de se calmer ; que trop de gens engagés dans l'erreur n'auront pas intérêt à ce qu'elle soit maintenue... ce qui est le secret de bien des rigueurs ! Ce sera celui-ci, ce sera celui-là, dont les chaînes tomberont. On leur rendra la liberté ; on leur rendra l'honneur.

Mais qui leur compensera les années gâchées, les émotions subies, les hontes affrontées, les deuils survenus : tout ce qui abrège l'existence, tout ce qui, précocement, fait blanchir les cheveux, tout ce qui fane la pensée et ride le cœur, — le triste cœur de la postérité de Calas, de la lignée de Lesurques, accablée sous la fatalité ?

O justice des hommes, faillible justice !...

SÉVERINE.

LES CRÈCHES

En 1801, une femme de bien, M^{me} de Pastoret, avait réuni, rue de Miromesnil, douze enfants à la mamelle que les mères venaient allaiter pendant les intervalles de leur travail et reprenaient le soir. C'était là une Crèche et peut-être serait-elle devenue le point de départ de la création de ces établissements si, ses élèves étant grandis, M^{me} de Pastoret les avait remplacés. Mais elle ne put les renvoyer, dans la crainte de les laisser sans abri; l'œuvre devint une salle d'asile, la première qui ait existé à Paris (1), et ne laissa pas d'autre souvenir; elle fut fermée après quelques années. Plus tard M^{me} de Pastoret aida activement M. Denys Cochin à créer des salles d'asile qui ne furent constituées en service public qu'à partir de l'année 1837.

La première Crèche fut, en réalité, fondée à Chaillot, rue des Jardins, le 14 novembre 1844, par M. Jean-Baptiste-Firmin Marbeau, maire de l'ancien premier arrondissement de Paris (2).

M. Marbeau, qui naquit à Brive, dans la Corrèze, le 18 mai 1798, appartenait à une famille nombreuse : ses parents

(1) Trente ans auparavant, Oberlin et Louise Schœffer avaient créé dans les Vosges de petits établissements qui étaient des salles d'asile.

(2) Dans son cinquantième rapport annuel, publié en 1879, la Société royale de Philanthropie de Bruxelles dit qu'en 1826 un instituteur français, du nom de Duflot, établit à Liège, où il était venu se fixer, le premier asile de l'enfance, connu sous le nom de Crèche. Il aurait été aidé dans sa mission philanthropique par M. Coquilhat, père du général de ce nom. Cette Crèche aurait été installée dans un ancien couvent devenu propriété communale et ayant servi, en 1815, aux blessés de la bataille de Waterloo. L'institution aurait vécu deux ou trois ans, puis l'œuvre aurait disparu.

avaient dix enfants. Il fit ses études au collège de sa ville natale ; il les termina à l'âge de dix-sept ans et travailla chez un avoué et un avocat de Brive. En octobre 1816, il fut décidé qu'il irait faire son droit à Paris ; son père et quelques amis dévoués l'adressèrent à un avoué chez lequel il continua à apprendre la procédure. En 1819 il passait sa thèse de licence et commençait à écrire son *Traité des Transactions* qui parut quelques années plus tard. Ce livre attira sur son auteur l'attention de la Chambre des avoués qui le désigna pour succéder à l'un des avoués les plus forts et les plus occupés de Paris. En 1830 son étude prospérait lorsque éclata la Révolution de Juillet. Il publia alors une brochure intitulée : *Réflexions d'un électeur sur la Révolution de 1830*.

L'excès de travail altéra sa santé et le contraignit, sur l'avis des médecins, à un repos absolu. Il vendit sa charge et s'abstint momentanément de travaux intellectuels. Au bout de quelques mois, se sentant rétabli, il écrivit, en patois corrézien, les scènes les plus agréables de sa jeunesse. Il suivit en même temps les cours du Collège de France et devint un auditeur assidu de Rossi, de Cuvier, de Lherminier, d'Élie de Beaumont, de Cousin, de Guizot. En 1834, étant membre du Comité d'instruction primaire du premier arrondissement, il fit paraître *La Politique des Intérêts, ou Essai sur les moyens d'améliorer le sort des travailleurs sans nuire aux propriétaires*. Cet ouvrage était signé : *Par un Travailleur devenu propriétaire*.

Quelque temps après cette publication, il fut nommé adjoint au maire du premier arrondissement.

Il remplissait encore cette fonction lorsque, en 1844, il fut chargé, par le comité local d'instruction primaire, d'un rapport général sur les asiles de l'arrondissement (1). Une lacune le frappa : l'enfant, qui était reçu à la salle d'asile à l'âge de deux ans, manquait d'une institution sociale qui pût le soutenir depuis sa naissance. Les mères de famille pauvres, obligées de travailler pour vivre, qui ne voulaient pas se séparer de leur enfant pour l'envoyer en nourrice, et qui ne pouvaient

(1) Ce fut aussi en 1844 que Firmin Marbeau publia ses *Études sur l'Économie sociale*.

l'emmener avec elles chez leurs patrons, le confiaient pendant la journée à une gardeuse. Celle-ci était généralement une voisine, vieille femme à qui l'on supposait beaucoup d'expérience dans l'art d'élever les enfants parce qu'elle était âgée, et qui exerçait cette profession parce qu'elle n'en pouvait faire d'autre. La mère venait, quand elle pouvait, allaiter son enfant, ou la gardeuse se chargeait de donner le biberon au nourrisson qui poussait comme il pouvait. Quand il n'y avait plus de lait dans la bouteille apportée par la mère et que le poupon criait trop fort famine, la gardeuse avait un moyen de l'apaiser : elle lui mettait dans la bouche un morceau de sucre noué dans un linge qui prenait la forme d'une espèce de tétine. Ce *suçon* donnait de la tranquillité à la gardeuse, au détriment de l'estomac et de la santé du nourrisson.

Si l'enfant était sevré, la mère apportait des aliments à la gardeuse, dans un petit panier; elle fournissait aussi les vêtements et le linge. Comme rien ne disparaît jamais tout à fait dans les grandes villes, il y a encore des gardeuses à Paris qui sont soumises aux inspections devenues plus fréquentes et plus rigoureuses des médecins de la protection des enfants du premier âge.

L'idée vint à M. Marbeau de créer des asiles du premier âge où les enfants recevraient des soins plus surveillés, plus intelligents que chez les gardeuses. Très chrétien, s'inspirant, dans sa philanthropie, de ses idées religieuses, en souvenir de la croyance qui affirme que Jésus est venu au monde dans une étable de Bethléem et qu'il eut pour premier berceau une crèche, il décida, avec les personnes qu'il associa à son œuvre, que le nom de *Crèches* serait donné à ces asiles nouveaux (1). Ses premiers collaborateurs furent les membres de la municipalité et du bureau de bienfaisance du premier arrondissement qui, agissant comme personnes privées, versèrent ou recueillirent des souscriptions et des dons en vue de la fondation nouvelle (2).

(1) Ce nom était adopté depuis longtemps dans les hôpitaux pour désigner les salles destinées aux enfants du premier âge.

(2) Extrait du rapport présenté par M. Eugène Marbeau, président de la *Société des Crèches*, au Conseil supérieur de l'Assistance publique (10 et 11 mars 1897).

« Les débuts de l'œuvre, dit M. Eugène Marbeau, fils du fondateur des Crèches (1), furent très humbles; douze berceaux d'osier furent installés dans une petite boutique d'une rue très pauvre; le loyer était de 300 francs; la dépense d'installation et d'ameublement s'éleva à 229 francs. »

Comme le but des fondateurs était de substituer progressivement la Crèche aux garderies en usage, ils s'attachèrent à se rapprocher autant que possible des habitudes établies par la force des choses. La Crèche de Chaillot ne fut qu'une garderie perfectionnée (2). Seulement on fit payer moins cher que dans les garderies. On adopta le chiffre de 20 centimes qui représentait alors à peu près le cinquième ou le sixième du salaire de la mère. Celle-ci devait aussi fournir la nourriture. La Crèche ne se chargeait de l'enfant que pendant les heures de travail de la mère : celle-ci apportait son baby le matin, le reprenait le soir et le gardait chez elle la nuit, les dimanches et les jours fériés.

La direction de la Crèche fut confiée à une religieuse à laquelle on adjoignit pour berceuses deux vieilles gardeuses. Un médecin venait, par dévouement, visiter la Crèche chaque jour; des dames patronnesses l'inspectaient le plus souvent possible, apportant des conseils et des secours.

Tel fut le début des Crèches.

« Dans les deux années qui suivirent la fondation de la Crèche de Chaillot, dit M. Eugène Marbeau, les bureaux de bienfaisance de Paris, le Conseil général des hospices, le Conseil général du département de la Seine, se prononcèrent pour l'œuvre nouvelle, d'accord avec le sentiment public, avec les plus hautes personnalités du pays, avec l'Académie française, le clergé, le Saint-Siège (3). »

L'impulsion était donnée : l'année suivante naquirent les

(1) Extrait du rapport de M. Eugène Marbeau, au Conseil supérieur de l'Assistance publique.

(2) Parmi les fondateurs de la Crèche de Chaillot, il faut citer : M^{me} Curmer, qui accepta les fonctions de directrice-trésorière et souscrivit la première. M. Framboisier, alors directeur de Sainte-Périne et administrateur du Bureau de bienfaisance du I^{er} arrondissement; M. le Dr Canuet.

(3) Extrait du rapport de M. Eugène Marbeau, au Conseil supérieur de l'Assistance publique.

Crèches de Saint-Louis d'Antin et de Saint-Philippe-du-Roule, de Belleville, de Saint-Pierre du Gros-Caillou, de Saint-Vincent-de-Paul. En 1846, on en créa 7 à Paris et dans la banlieue : il y avait alors 14 Crèches dans le département de la Seine.

Cependant l'institution ne s'était pas développée sans être l'objet de nombreuses critiques et sans éprouver de grands désagréments. La mortalité infantile est très grande et, dans toute agglomération d'enfants, les épidémies se développent facilement. La Crèche est un terrain dans lequel la contagion peut se propager avec rapidité. En 1844, la science de l'hygiène n'avait pas fait les progrès qu'elle a accomplis depuis et l'antisepsie n'avait pas encore été appliquée. Aussi y eut-il, dans les Crèches d'alors, de nombreux cas de rougeole, de coqueluche et d'autres maladies spéciales à la première enfance dont sont encore loin d'être indemnes les Crèches d'aujourd'hui.

Une des critiques les plus curieuses, affirme M. Eugène Marbeau, fut que la Crèche était trop confortable.

« Elle dut prouver, dit-il, qu'en plaçant les enfants pendant la journée, dans des conditions meilleures que celles qu'ils retrouvaient le soir chez leurs parents, elle ne les tuait pas par le contraste ; qu'en dispensant les mères de les envoyer au loin en nourrice, elle n'affaiblissait pas le lien de la famille ; qu'en substituant le travail à l'aumône, en permettant à l'ouvrière de gagner dignement et courageusement un salaire toujours supérieur à ce que dépensait la Crèche pour garder l'enfant, elle ne gaspillait pas l'argent de la charité ; enfin, et ce n'était pas là le reproche le moins étrange, car c'était par certains représentants de l'Assistance publique qu'il était formulé, on accusa la Crèche de faire une concurrence fâcheuse aux autres œuvres publiques ou privées ! A ce dernier reproche, il répondit que, bien au contraire, elle allégeait les charges de l'Assistance publique (1). »

M. Firmin Marbeau et ses collaborateurs invitèrent alors les administrateurs des diverses Crèches de la Seine à se réunir

(1) Extrait du rapport de M. Eugène Marbeau au Conseil supérieur de l'Assistance publique.

pour combiner leurs efforts et se concerter sur les améliorations à apporter dans l'installation et le fonctionnement de ces établissements. Ce fut l'origine de la *Société des Crèches* qui eut pour programme la propagande de l'œuvre et l'allocation de subsides aux Crèches qui en avaient besoin, tout en laissant à chacune d'elles son indépendance et son autonomie.

La séance d'inauguration de la Société eut lieu à l'Hôtel de Ville, salle Saint-Jean, le 24 février 1847. L'assemblée était nombreuse, elle fut présidée par M. Dupin. M. Marbeau fit un discours éloquent dans lequel il défendit son œuvre avec chaleur. Il démontra la possibilité de la Crèche par son existence; il répondit au reproche d'imperfections par le peu de temps écoulé depuis la fondation de l'œuvre; il fit ressortir les avantages qu'en tiraient les mères en ne payant qu'une faible rétribution et le bien que faisait la Crèche à peu de frais; il fit comprendre les services que la nouvelle institution pouvait rendre à l'État.

A la suite de cette réunion, on songea à modifier l'organisation du début. Primitivement, on avait cru ne devoir admettre à la Crèche les enfants que jusqu'à l'âge de deux ans, parce qu'à partir de cet âge ils pouvaient être reçus dans les salles d'asile; mais on se rendit compte qu'il valait mieux prolonger le séjour à la Crèche jusqu'à l'âge de trois ans. On reconnut enfin qu'il fallait que le bien-être de la Crèche fût amélioré et que l'on y suppléât à la gêne du logis maternel; on se préoccupa d'améliorer les conditions matérielles de l'établissement; on s'appliqua à rechercher des locaux bien aérés et bien exposés; on fournit la nourriture aux enfants et on ne demanda plus aux mères le petit panier d'aliments plus ou moins choisis ou appropriés que la mère apportait autrefois.

A côté de M. Marbeau, philanthrope chrétien, d'autres amis de l'enfance qui avaient étudié son œuvre, tout en en reconnaissant l'utilité, avaient songé à l'imiter en la modifiant. Ils avaient trouvé bizarre que l'on confiât la direction des Crèches à des religieuses qui, si dévouées et bien intentionnées qu'elles pussent être, ne semblaient pas, par leurs vœux, par leur si-

tuation et par leur état, devoir remplir les mêmes fonctions que des mères de famille ayant élevé et fait vivre de nombreux enfants.

Des hommes et des femmes de bien ne s'inspirant point des mêmes idées que M. Firmin Marbeau songèrent à ouvrir des asiles pour les enfants du premier âge qui ne seraient point des foyers de propagande religieuse.

Des francs-maçons fondèrent des Crèches où l'on ne s'inquiéta point de savoir si les enfants qu'on y amenait étaient baptisés et s'ils étaient nés ou non hors mariage.

En 1847, 3 Crèches nouvelles furent ouvertes à Paris et dans la banlieue; 2 en 1848; 2 en 1849; 2 en 1851; 1 en 1852. En 1856, le département de la Seine compta 21 Crèches : c'était à peu près un nombre égal à celui des asiles qu'il possédait en 1837.

Dès l'origine, la Ville de Paris, le département de la Seine et le ministère de l'Intérieur soutinrent la Société des Crèches par des subsides, et des circulaires du préfet et du ministre encouragèrent la fondation de nouvelles Crèches.

Aujourd'hui le Conseil municipal de Paris et le Conseil général de la Seine ont cessé de donner leurs subventions à la Société des Crèches : ces deux assemblées réservent leurs allocations aux Crèches affectant un caractère laïque. Elles sont disposées, de même que le ministère de l'Intérieur, à n'accorder de subsides qu'à ceux de ces établissements qui se soumettront à des prescriptions dont nous aurons l'occasion de parler dans un prochain article de la *Revue philanthropique*.

La révolution de 1848 et le coup d'État de 1851 ne semblent pas avoir beaucoup troublé M. Marbeau qui s'accommoda très facilement du régime impérial et demanda pour son œuvre à la famille de Napoléon III le patronage qu'il avait eu de la famille d'Orléans.

Le mouvement de développement des Crèches ne se renferma pas dans le département de la Seine; il s'étendit à la France et à l'étranger. En 1866, la Crèche de Rochefort fut reconnue d'utilité publique; la même disposition fut prise en 1867 en faveur des Crèches de Tours et, en 1869, de la Crèche de la Madeleine.

Depuis, de nombreuses Crèches ont obtenu la personnalité civile. Il y en a maintenant dans toutes les parties de la France (1).

Aujourd'hui 61 Crèches fonctionnent à Paris (2); d'autres

(1) Il existe des Crèches en France dans les villes suivantes :

Aisne : Guise, La Fère, Vervins, Saint-Quentin. — Allier : Vichy, Montluçon. — Alpes-Maritimes : Menton, Nice. — Ardèche : Largentière, Bourg-Saint-Andéol. — Ardennes : Givet, Rethel, Sedan. — Aube : Troyes. — Aude : Carcassonne, Narbonne. — Bouches-du-Rhône : Marseille, Aix, Arles, Tarascon. — Calvados : Caen, Deauville, Lisieux, Pont-l'Évêque, Trouville, Villerville. — Charente : Angoulême. — Charente-Inférieure : La Rochelle, Rochefort, Saintes. — Côte-d'Or : Dijon. — Côtes-du-Nord : Saint-Brieuc. — Dordogne : Périgueux. — Doubs : Besançon. — Eure : Louviers, Romilly-sur-Andelle. — Eure-et-Loir : Chartres, Dreux, Nogent-le-Rotrou, Saint-Lubin des Joncherets, Saint-Remi-sur-Avre. — Finistère : Brest, Morlaix. — Gard : Alais, Anduze, Nîmes. — Garonne (Haute-) : Toulouse. — Gironde : Bordeaux, Arcachon, Arès, Bègles, Taussat. — Hérault : Agde, Cette, Montpellier, Pézenas, Béziers, Clermont, Lodève. — Indre : Châteauroux. — Indre-et-Loire : Tours, Amboise. — Isère : Grenoble, Pont-de-Claix. — Loire-Inférieure : Nantes. — Loiret : Orléans. — Lot-et-Garonne : Villeneuve-sur-Lot. — Maine-et-Loire : Angers, Cholet. — Manche : Saint-James. — Marne : Châlons, Ay, Épernay, Reims, Sainte-Menehould. — Mayenne : Château-Gontier. — Meurthe-et-Moselle : Baccarat, Lunéville, Nancy, Thiaucourt, Toul. — Meuse : Bar-le-Duc. — Morbihan : Lorient. — Nord : Lille, Armentières, Cambrai, Dunkerque, Roubaix, Tourcoing, Loos. — Oise : Beauvais, Chantilly, Compiègne, Noyon, Ourcamp, Saint-Agnan, Senlis, Thieux, Trye-Château. — Orne : Alençon, Bagnols, Flers. — Pas-de-Calais : Boulogne, Calais, Lens. — Puy-de-Dôme : Clermont-Ferrand. — Pyrénées (Basses-) : Bayonne, Biarritz. — Pyrénées-Orientales : Perpignan. — Rhône : Lyon. — Saône-et-Loire : Chalon-sur-Saône. — Haute-Saône : Luxeuil. — Sarthe : Le Mans, Trélazé. — Savoie : Aix-les-Bains. — Seine-et-Marne : La Ferté-sous-Jouarre, Meaux, Melun, Montereau, Nemours, Noisiel, Provins. — Seine-et-Oise : Argenteuil, Bellevue, Buc, Gonesse, Jouy-en-Josas, Le Pecq, Le Vésinet, Meudon, Pontoise, Port-Marly, Rueil, Saint-Germain-en-Laye, Versailles, Ville-d'Avray, Viroflay. — Seine-Inférieure : Le Havre, Rouen, Dieppe, Elbeuf, Lillebonne, Saint-Étienne-du-Rouvray. — Somme : Amiens, Abbeville, Nesle, Flixecourt. — Tarn : Albi. — Var : Hyères, Toulon. — Vaucluse : Avignon, Carpentras. — Vienne (Haute-) : Limoges. — Vosges : Épinal, Gérardmer, Granges, Moyen-Moutier, Saint-Dié, Saint-Étienne, Senones.

Algérie : Alger, Blidah, Bône, Constantine, Oran, Philippeville. — Guadeloupe : La Pointe-à-Pitre. — Tunisie : Tunis.

(2) Voici la liste des Crèches de Paris :

I^{er} arrondissement : Saint-Roch, rue Saint-Hyacinthe-Saint-Honoré, 4; Crèche municipale du I^{er} arrondissement, rue de l'Arbre-Sec, 17. — II^e : Bonne-Nouvelle, rue Saint-Denis, 218; Crèche du Mail, 70, rue Montmartre. — III^e : Crèche des Archives, rue de Saintonge, 43. — IV^e : Sainte-Philomène, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, 20; Saint-François de Sales, rue Poulletier, 5; Crèche municipale du IV^e arrondissement, rue Saint-Antoine, 164. — V^e : Crèche Monge, place Monge, 4; Crèche Sadi-Carnot, 3, rue des Trois-Portes; Crèche Sainte-Lucie, 15, rue des Bernardins. — VI^e : Bethléem (Saint-Sulpice), rue de Mézières, 6; Crèche du VI^e arrondissement, rue Jacob, 11. — VII^e : Saint-Pierre du Gros-Cailhou, rue de Grenelle, 182; Saint-Vincent-de-Paul, rue Oudinot, 3; Saint-Tho-

sont en voie de formation. Il y en a 30 dans la banlieue (1).

Les Crèches furent placées, par le décret du 26 février 1862, sous la protection de l'impératrice. Un règlement en date du 30 juin 1862 indiqua les prescriptions auxquelles devaient se soumettre ces établissements, soit pour être approuvés soit pour être tolérés. Les Crèches sont en outre soumises aux dispositions de la loi du 23 décembre 1874, dite *loi Roussel* sur la protection des nourrissons.

En 1875, quelque temps avant sa mort, M. Firmin Marbeau avait adressé à l'Assemblée nationale une pétition demandant

mas-d'Aquin, rue Perronnet, 9. — VIII^e : Saint-Philippe, rue de Monceau, 13; Sainte-Madeleine, rue de la Ville-l'Évêque, 14. — IX^e : Saint-Louis d'Antin, rue de la Chaussée-d'Antin, 27; Notre-Dame de Lorette, rue Rodier, 60; Crèche laïque du IX^e arrondissement, rue La Rochefoucauld, 25. — X^e : Crèche du X^e arrondissement, rue Saint-Maur-Popincourt, 185; Crèche du Faubourg-Saint-Martin, rue du Faubourg-Saint-Martin, 122. — XI^e : Crèche Charles Floquet, rue Saint-Maur-Popincourt, 6; Saint-Joseph, rue d'Angoulême, 81. — XII^e : Sainte-Marie-des-Quinze-Vingts, 8, passage Gatbois, avenue Daumesnil, 66; Saint-Joseph (Bercy), rue des Meuniers, 63; Crèche de Picpus, ruelle des Tourneux, 4. — XIII^e : Saint-Marcel (Maison-Blanche), rue Vandrezanne, 42; Sainte-Rosalie, rue de la Glacière, 35; Maison maternelle, Crèche laïque du Berceau de l'Enfance, 7, passage Ricaut, rue du Château-des-Rentiers; Crèche municipale du quartier Croulebarbe, rue des Gobelins, 7; Crèche laïque de la Maison-Blanche, 1, rue Barrault; Crèche municipale de la Salpêtrière, 5, rue du Banquier. — XIV^e : Crèche municipale laïque de Plaisance, rue de l'Ouest, 115; Crèche Furtado-Heine, rue Jacquier, 7; Crèche Fénelon-Charles, rue Charles-d'Ivry. — XV^e : Sainte-Marguerite (Grenelle), rue Ginoux, 6; Crèche laïque municipale de l'Espérance, rue Violet, 69; Crèche laïque municipale du quartier Saint-Lambert et Necker, rue d'Alleray, 13; Crèche Fourcade, 25, rue Beuret. — XVI^e : L'Annonciation (Passy), rue Singer, 8; Crèche Sainte-Marie, avenue Victor-Hugo, 117; Crèche du XVI^e arrondissement, rue Claude-Lorrain, 22 *bis*; Crèche du XVI^e arrondissement, rue François-Millet. — XVII^e : Saint-Joseph (Ternes), rue Bacon, 11; Crèche de la Compagnie de l'Ouest, avenue de Clichy, 163; Petite Crèche des Batignolles, avenue de Clichy, 47 *bis*; Crèche municipale des Épinettes, rue Berzélius prolongée, 8 *bis*; Crèche Madeleine Brès, 86, rue Nollet; Petite Crèche de la rue Gauthey, rue Gauthey, 49. — XVIII^e : Crèche de Clignancourt, rue Damrémont, 98; Crèche de la Chapelle et de la Goutte-d'Or, rue Cavé, 5; Crèche Arthur Panckoucke, rue Caulaincourt, 39; Crèche Asile Sainte-Marie, avenue de Saint-Ouen, 146. — XIX^e : Sainte-Eugénie (La Villette), rue de Crimée, 146; Crèche laïque du quartier d'Amérique, rue de Bellevue, 18. — XX^e : Saint-Jean-Baptiste (Belleville), rue de la Mare, 73; Crèche Sainte-Amélie, fondation Wion-Pigalle, rue de Bagnole, 63; Crèche laïque du XX^e arrondissement, 121, rue de Bagnole; Crèche laïque du quartier Saint-Fargeau, 33, rue du Télégraphe.

(1) Voici la liste des crèches du département de la Seine :

Asnières : Crèche municipale, place de l'Asile. — Boulogne : Crèche municipale, rue de Paris, 105. — Cachan : Saint-Raphaël, rue des Tournelles, 7. — Châtillon : Crèche municipale, passage Charlot, 2. — Choisy-le-Roi : A la Manufac-

une loi destinée à faire suite à la loi de 1874 et qui était ainsi formulée :

« Article premier. — Toute commune où plus de cent femmes travaillent habituellement hors de leur domicile pourra être tenue de fournir un local pour l'établissement d'une Crèche.

« Art. 2. — Toute usine occupant habituellement plus de cent femmes pourra être tenue d'avoir une Crèche.

« Art. 3. — Dans l'un ou l'autre cas, la nécessité de la Crèche sera constatée par un arrêté du Préfet, pris après avis du Conseil général. »

Cette pétition ne fut pas prise en considération (1).

Depuis les hygiénistes, les municipalités, les pouvoirs publics ont étudié à nouveau la question des Crèches.

Le Conseil municipal de Paris institua une Commission des Crèches qui fut chargée de s'occuper de toutes les détails concernant le fonctionnement de ces établissements, de surveiller,

ture de porcelaine, rue du Pont, 3. — Clamart : Sainte-Émilie, rue du Trosy. — Clichy : Saint-Vincent-de-Paul, rue Marthe, 84. — Colombes, Crèche municipale. — Courbevoie : Crèche municipale, square de la Mairie. — Créteil : Crèche municipale, Grande-Rue. — Gentilly : Crèche municipale de Gentilly-Kremlin, 46, rue Danton; Crèche municipale de Gentilly-Centre, rue de la Mairie, 12. — Issy : Crèche du Centre, place de la Mairie; Crèche des Moulineaux, cité Gévelot. — Levallois-Perret : Crèche municipale, rue Marjolin, 2. — Les Lilas : Crèche intercommunale, 8, passage Griselin. — Montreuil-sous-Bois : Crèche municipale, rue Voltaire. — Montrouge : Crèche municipale, rue des Ruelles. — Nanterre : Crèche communale de Sainte-Geneviève, rue de la Mairie. — Neuilly : Sainte-Amélie, rue des Poissonniers, 24. — Nogent-sur-Marne : avenue du Marché, 3. — Pantin : Crèche Sainte-Élisabeth, rue Thiers, 3; Crèche municipale, rue du Commerce. — Puteaux : Crèche municipale, rue des Écoles, 59. — Saint-Denis, Crèche municipale, rue Compoise, 59. — Saint-Ouen : Crèche municipale, rue de la Gare. — Sceaux : Crèche municipale, rue Picpus, 1. — Suresnes : Crèche de Suresnes, 19, rue de Neuilly. — Vanves : Sainte-Geneviève, rue de la Mairie, 38. — Vincennes, rue des Carrières, 5.

(1) Une loi promulguée le 11 avril 1891, en Portugal, et destinée à régler le travail des femmes et des enfants dans les manufactures, porte, article 21 : « Toute fabrique dans laquelle travaillent journellement plus de cinquante femmes, devra posséder une Crèche installée dans les conditions hygiéniques déterminées par des règlements. La distance de la Crèche à l'établissement sera de 300 mètres au plus. Plusieurs usines pourront établir ou subventionner en commun une Crèche pour les enfants des ouvrières de chacune d'elles, à condition toutefois que la Crèche soit d'une capacité suffisante et distante de 300 mètres au plus de chacune de ces usines. »

L'article 22 ajoute que : « Les femmes ne seront pas admises au travail dans les quatre premières semaines après l'accouchement, la mère pourra toujours allaiter son enfant dans les Crèches. »

tant au point de vue administratif et financier qu'à celui de de l'assainissement, les Crèches subventionnées par la Ville et d'examiner les demandes de subventions adressées par les Crèches privées.

La Ville de Paris se préoccupe d'établir une Crèche vraiment municipale (2) qui pourra servir de type aux autres, et où des cours spéciaux sur les soins à donner aux petits enfants seront faits aux mères de famille et aux grandes jeunes filles qui ont charge de petits frères et de petites sœurs.

En 1895, le ministre de l'Intérieur demanda au Conseil supérieur de l'Assistance publique son avis sur le fonctionnement des Crèches et sur les modifications à apporter au décret et au règlement de 1862. Il fut reconnu, à la première section du Conseil supérieur, qu'un grand nombre de questions devaient être soumises au Comité consultatif d'hygiène auquel le président du Conseil des ministres demanda, le 28 février 1896, de délibérer sur les dispositions relatives à l'hygiène que doit contenir le nouveau règlement des Crèches. Le rapport, confié à M. le Dr Henri Napias, fut présenté, le 30 novembre 1896, au Conseil supérieur de l'Assistance publique, devant lequel M. Eugène Marbeau fit, le 10 et le 11 mars 1897, un rapport d'ensemble. Nous aurons occasion de revenir sur ces travaux et sur ceux que vient de terminer la Commission municipale du lait, lorsque nous nous occuperons des nombreux détails qu'il faut examiner dans l'installation et le fonctionnement des Crèches.

ALFRED BREUILLÉ.

(1) Bien que plusieurs Crèches de Paris se dénomment *Crèches municipales*, elles ne sont point administrées, comme les Crèches municipales de la banlieue, par la commune dont elles dépendent. Ce sont des œuvres privées auxquelles s'intéressent les conseillers municipaux et les membres de la municipalité de l'arrondissement dans lequel elles sont situées, et qui sont administrées par des comités privés.

L'ASSISTANCE ET L'ÉDUCATION

DES JEUNES SERVANTES

A PARIS ET A LONDRES

Au dernier recensement dont les chiffres sont connus, en 1891, il y avait en France plus d'un million de femmes domestiques (1); à Paris exactement 104 373.

La presque totalité de cette population est fournie à la capitale par la province. Ce sont des filles de la campagne qui débarquent complètement ignorantes pour la plupart des travaux domestiques, inaptes, par manque de culture, à comprendre et s'adapter rapidement au nouveau milieu où elles se trouvent, n'ayant en tête qu'une idée bien nette : *gagner de l'argent, gagner beaucoup et le plus vite possible, en donnant le moins possible en retour.*

Si la jeune servante tombe dans une maison où la maîtresse lui ressemble dans son ignorance de l'économie domestique, incapable de l'effort d'imagination pour comprendre le douloureux et stupide ahurissement de la campagnarde, sans vouloir pour exercer la patience et la persévérance nécessaires pour la former à ses devoirs nouveaux et complexes, désirant seulement avoir le moins cher possible une machine domestique marchant bien; dans ce cas, les mutuelles exigences amènent rapidement la rupture.

La jeune servante renvoyée se place de nouveau, est de nou-

(1) 1 042 245.

veau renvoyée pour les mêmes causes. Elle recommence dans des conditions plus ou moins semblables jusqu'à ce qu'elle ait tant bien que mal appris son métier et suffisamment atténué ses prétentions pour être gardée malgré son incompetence... ou bien elle tombe dans le fossé. Elle va grossir les rangs de la prostitution (1), ou elle meurt à l'hôpital, de misère ou de maladie (2).

Telle est la situation de la jeune servante : elle, comme sa maîtresse, est victime de la période de transition que nous traversons.

Les vieilles choses n'existent plus et les nouvelles ne sont pas encore !

L'opinion, autrefois, n'admettait pas que la femme dût avoir d'autres régions que le foyer où exercer son activité ; aujourd'hui encore, malgré la diversité des théories sur « le rôle de la femme » il y a un point où les divergences cessent, où révolutionnaires et rétrogrades trouvent un terrain d'entente, — temporaire et transitoire il est vrai, — d'où souvent ils partent pour de nouvelles disputes, mais où ils se rencontrent aussi pour se réconcilier et répéter à l'unisson :

« La place de la femme est au foyer. »

Cependant, malgré cette unanimité à ne pas lui disputer la suprématie, la femme ne semble pas se rendre compte de l'immensité de son royaume. Par sa nonchalance à gouverner, par la facilité avec laquelle elle s'est laissé enlever l'administration de l'économie domestique, elle donne un semblant de raison à ceux qui prétendent que l'aptitude d'organisation et la faculté de diriger lui font défaut.

Autrefois la femme filait, tissait et confectionnait les vêtements de la maisonnée. Encore hier, chaque ménage faisait son pain, lessivait son linge et faisait ses conserves en prévision de l'hiver.

Aujourd'hui les conditions de production ont changé ; l'entreprise commerciale masculine s'est emparée des différentes branches de l'industrie féminine. La femme a laissé échapper

(1) La prostitution clandestine à Paris, par le docteur O. Commenge, p. 335.

(2) Annuaire de la Ville de Paris, n° XIV, 1893, publié en 1895.

de ses mains les multiples sources de richesse et d'indépendance matérielle et morale. Elle s'est laissé dépouiller insidieusement sous prétexte de sciences et de progrès; c'est seulement quand elle s'est vue entièrement dépossédée, qu'elle s'est rendue compte qu'elle est maintenant paria, là où auparavant elle régnait.

Le foyer est devenu simplement son but à lui-même, au lieu d'être, comme jadis, le centre d'où rayonnait la femme. La maison n'est plus la ruche; c'est l'endroit où l'on mange et où l'on dort. On consomme à la maison; la production se fait à l'atelier (1).

Par suite de ce déplacement de forces, une grande perturbation s'est produite dont se ressent le corps social tout entier.

De notre époque tourmentée, nul ne sait ce qui en sortira pour l'humanité. Il n'y a qu'un devoir clair et net devant nous, c'est d'effectuer la transition avec le moins de souffrances possible pour les faibles. Dans cette catégorie se trouve « la petite bonne »; c'est elle qui, avec l'ouvrière à l'aiguille, paye le plus fort tribut à la misère, à la maladie et à la mort. C'est elle aussi qui fournit le plus gros contingent à l'armée de la prostitution et à la lamentable théorie des mères hors mariage.

La gravité de la situation préoccupe l'attention; l'opinion s'émeut et l'avis est unanime qu'il est urgent d'intervenir.

Malheureusement on est loin d'être d'accord sur les moyens à employer pour remédier au désarroi régnant. On s'aperçoit bien

(1) Occupations de la femme aux temps anciens.

a. Filage.	} Totalement transférées aux fabriques.
Tissage	
Brasserie	
b. Boulangerie.	} En grande partie transférées aux fabriques.
Confiserie et conserves	
Laiterie et fromage.	
Lessivage.	
Broderie et confection de vêtements.	

Occupations nouvelles techniques, scientifiques et artistiques de la femme de nos jours:

Imprimerie. — Tenue de livres. — Photographie. — Télégraphie. — Téléphonie. — Sténographie. — Journalisme. — Enseignement supérieur. — Médecine et chirurgie. — Peinture et Sculpture. — Musique et Art dramatique. — Chimie industrielle, etc., etc., etc.

que la charité n'est pas la solution du problème; la philanthropie n'étant qu'un palliatif, un moyen de soulager momentanément des cas de détresse isolés et passagers, mais inutile lorsqu'il s'agit d'établir et de maintenir l'équilibre social et économique de millions de personnes.

Les œuvres de bienfaisance rendent néanmoins de très grands services aux jeunes servantes isolées et étrangères dans les grands centres. Il est impossible de les passer sous silence. Des cœurs compatissants ont eu pitié de la triste position de ces pauvres filles seules, inconnues, incomprises, au milieu de la grande ville, ballottées, sans racines et sans appui.

Il y a à Paris seul un certain nombre d'asiles pour les domestiques sans place. Les sœurs Servantes de Marie ont, en 1849, fondé une association qui a pour but de donner aux personnes en service, le plus souvent isolées à Paris, un centre où elles retrouvent autant qu'il se peut l'affection et les conseils de la famille absente, puis un asile où elles sont reçues lorsqu'elles sont malades.

Les Sœurs de la Croix recueillent également les jeunes filles qui désirent se placer comme domestiques. Les sœurs de Saint-Charles s'occupent de placer les jeunes filles alsaciennes et allemandes.

Le premier asile français de ce genre fut ouvert en 1844. Il fut fondé par une brave personne de la classe ouvrière, une veuve, M^{me} Chassaigne. Il s'appelle l'*Asile des domestiques protestantes*. A sa fondation, il ne possédait que six lits; pourtant, la directrice avait accueilli en douze ans 1 205 femmes. Aujourd'hui l'œuvre s'est agrandie; dans son nouveau local, 24 femmes peuvent être reçues. Depuis que l'asile est transféré 25, rue Sal-neuve, on y reçoit en moyenne 200 à 250 femmes: ce qui donne un total annuel de 3 000 à 4 000 journées d'assistance.

Il existe à Paris d'autres asiles protestants, le Home français et les Homes allemands, anglais et suisses pour les jeunes servantes de ces différentes nationalités. Dans toutes ces maisons on reçoit les domestiques à loger, l'on s'occupe de leur placement, dans quelques-unes on tâche de les former.

Il y a à Paris l'une des maisons de la *Société amicale des*

jeunes filles (Girls Friendly society), fondé en 1875, dont le siège social est à Londres, 39, Victoria Street. Cette société, sous le patronage de la Reine d'Angleterre et de la Princesse de Galles, est composée de :

1° *Les Membres*. — Les jeunes filles elles-mêmes qui participent aux charges selon leur capacité et qui bénéficient des avantages selon leur nécessité.

2° *Les Associés*. — Les personnes qui donnent temps, argent, appui et influence aux membres en proportion des besoins de ces derniers.

Cette association compte :

En Angleterre.	150 055	jeunes filles.
En Écosse.	18 528	—
En Irlande.	10 694	—
Aux Colonies anglaises	4 733	—
Aux Indes.	207	—
Dans l'Amérique du Nord.	9 710	—
Dans les villes du Nord et du centre de l'Europe, dont Paris.	222	—
TOTAL.	194 215	—

Sur les 150 055 membres en Angleterre, 60 460 sont des domestiques et sur les 222 membres des villes d'Europe, 39 sont des domestiques, les autres sont des institutrices, des professeurs, des gardes-malades, des étudiantes (arts et sciences), des blanchisseuses et repasseuses, des serveuses de restaurants et buvettes, etc., etc.

Pendant l'année 1896, 13 554 maîtresses se sont adressées à la société et 4 626 domestiques ont été placées par ses soins. Cette partie de ses travaux, loin d'être onéreuse, s'est traduite par un bénéfice de 9 547 francs.

La maison de Paris, située 17, rue de Courcelles, est sous le patronage de lady Monson, ambassadrice d'Angleterre ; elle compte 149 membres dont le plus grand nombre sont des institutrices. Un bureau pour domestiques y fonctionne sous la direction de M^{me} Collyer.

Un autre asile, le *Mission Home*, s'occupe également de loger et de placer des domestiques anglaises et américaines.

Dans les sociétés fonctionnant sous la direction anglaise, notamment dans la « Société amicale des Jeunes Filles »

(Girls Friendly society), on est frappé par la multiplicité des moyens employés pour l'encouragement des jeunes servantes. A celles dont l'âge varie entre 18 et 21 ans, qui par leur bonne conduite et leur fidélité les ont mérités, il est distribué, outre des primes d'argent, des certificats constatant la satisfaction qu'elles ont donnée à ceux qui les emploient. 2 575 de ces récompenses ont été accordées en l'année 1896. D'autres primes d'argent sont allouées à titre d'encouragement pour des habitudes d'épargne et d'abstinence des boissons alcooliques.

Un autre trait caractéristique de ces œuvres, est le souci constant de la santé morale et physique de leurs jeunes protégées. On se préoccupe de l'emploi fait des heures de délassement, des jours de sortie ou des vacances. On procure à ces jeunes filles des lectures, on les incite à fréquenter la maison de la société, où sont offerts, chaque dimanche, des thés à leur intention et d'y amener leurs amies (1). On leur fournit des récréations, des amusements et du repos.

Un autre signe distinctif de ces associations, c'est leur activité. Sur une population totale de 1 386 167 domestiques femmes en Angleterre, 60 460 sont connues comme faisant partie de la seule Société amicale des Jeunes Filles (Girls Friendly society), où elles paient une cotisation annuelle d'au moins 1 shilling (1 fr. 25).

Cependant, cette société, quoique admettant les domestiques à profiter des avantages qu'elle offre à ses membres, s'adresse plus particulièrement aux institutrices, aux gouvernantes, aux employées de commerce, c'est-à-dire aux travailleuses en faveur desquelles une sélection s'est déjà opérée, puisqu'elles sont en possession de moyens d'existence plus avantageux, moins pénibles. Du reste, même parmi les institutions françaises fondées pour venir en aide aux domestiques, y en a-t-il qui se consacrent exclusivement à la « petite bonne » ? Existe-t-il à Paris une œuvre qui a pour but unique l'assistance et l'éducation des servantes de 13 à 20 ans ?

Non, n'est-ce pas.

(1) A la maison de la Société amicale des jeunes filles, il a été servi, pendant l'année 1896, 1 420 de ces thés gratuits.

Londres est plus heureux. Depuis 1874 fonctionne une admirable association fondée par Mrs Nassau Senior, Inspectrice des Écoles, pour venir en aide aux petites filles qui sortent des écoles et orphelinats de l'État. La plupart de ces enfants sont orphelines, illégitimes ou moralement abandonnées. Elles quittent les écoles, au plus tard à l'âge de 14 ans. Il s'agit alors de les placer et, une fois placées, l'administration ne se considère plus comme ayant des devoirs spéciaux envers ses anciennes pupilles. Chaque année, 500 environ sont pourvues d'un mince trousseau et placées dans des maisons honnêtes, en qualité de petite bonne.

C'est une période difficile que ces premiers temps d'inévitable isolement, de travail régulier et de responsabilité individuelle. Ces premières années de service sont les plus dures. La servante enfant n'a pas de camarades de jeu, pas de distractions. Elle a peu d'amis, elle les voit rarement. Elle s'ennuie, elle pense que, dans une nouvelle place, elle serait plus heureuse, qu'elle aurait moins de travail et s'amuserait davantage;... si elle changeait? C'est ici que commence l'action de l'*Association métropolitaine pour l'assistance des jeunes servantes*.

Au lieu de les laisser aller à la dérive, sans boussole dans la vaste cité, une « amie » est prête pour guider, conseiller et secourir la jeune servante, pour la gronder aussi. Pour servir d'intermédiaire discrète dans les petits conflits entre elle et sa maîtresse, pour démêler et établir, autant que possible où finit le droit et où commence le devoir de chacune.

Si cependant la petite bonne finit par quitter, ou par être renvoyée, « l'amie » la recueille. L'« Association » prend dans son sein cet atome d'humanité, elle l'attache à la famille et jamais, jamais plus, elle n'est sans foyer, ni sans amis.

1 017 femmes remplissent ce rôle d'« amies » auprès de 7 474 petites bonnes de Londres.

21 « homes » reçoivent les jeunes servantes sans place, 31 comités de district dirigent et administrent cette vaste entreprise, dont le mouvement de caisse pour l'année 1896 a été de :

Recettes.	261 385 francs
Dépenses.	246 950 —

L'Association métropolitaine pour l'assistance des jeunes servantes a, depuis sa fondation, secouru 12 442 petites bonnes.

* * *

Dans cette question des domestiques, aussi bien qu'ailleurs, la philanthropie doit être considérée comme un palliatif essentiellement transitoire. La politique qui envisage la charité autrement que comme un moyen intérimaire, prépare à la postérité des problèmes sociaux encore plus inextricables que ceux qu'elle a elle-même eu à résoudre.

Établir les moyens de secours, des adoucissements du sort, les appliquer prompts et efficaces aux victimes, c'est bien, c'est beaucoup, mais c'est insuffisant. Car demain amènera de nouvelles victimes, plus nombreuses et plus pitoyables, sans apporter des ressources toujours croissantes pour leur soulagement.

Il faut d'autres médicaments pour guérir cette plaie. Il faut avec courage et franchise envisager la situation et reconnaître loyalement qu'il n'y a que deux manières pour avoir de bons domestiques et pour être bien servi : la première, ainsi que le dit Ruskin, c'est de *faire* votre domestique. *Élevez-le délicatement depuis son enfance, à la longue vous l'aurez, tel un fils.*

L'autre manière, c'est de payer son prix, c'est-à-dire très cher, cet objet rare que d'autres se sont donné la peine de façonner.

Il y a bien un autre moyen, c'est d'attendre le règne de la justice absolue, quand la santé morale sera parfaite et que l'équité seule fixera les conditions du travail. Seulement ce sera long, si long qu'il faut en laisser l'espoir aux millénaires.

Au demeurant, il s'agit de remédier à la situation actuelle au mieux de notre pouvoir.

Les femmes sont solidaires les unes des autres ; toutes sont plus ou moins responsables, lorsqu'il y en a une qui se perd !

La question des domestiques est une question éminemment féminine, il ne tient qu'aux femmes qu'elle devienne une question féministe de bon aloi.

Il y a de quoi passionner des âmes avides de sensations d'ordre supérieur, à qui le foyer moderne ne suffit pas pour satisfaire au besoin grandissant d'activité utile. Il y aurait à effectuer l'oblitération de cette sorte d'opprobre qui s'attache au nom de domestique, la réhabilitation morale de la servante et l'effacement de ce stigmate d'infériorité, qui, plus que toute chose, la rend la proie facile du libertinage.

Ou si l'on persiste à vouloir tenir les serviteurs comme inférieurs, il faudrait travailler à rendre les maîtres véritablement supérieurs, plus intelligents, plus éclairés, plus polis, plus justes et plus serviables, de caractère plus égal et plus élevé.

Pour des esprits pratiques, ce serait le moyen de commencer l'organisation et la discipline indispensables pour récupérer l'héritage industriel dont la femme a été spoliée.

Jusqu'à ce que le moment soit venu d'attaquer le système qui amène à la ville des jeunes paysannes, laissant là bêtes et champs pour devenir servantes de citadins; pendant que des fillettes de Paris, en attendant qu'elles aillent gagner leur vie dans l'atmosphère malsaine des ateliers, apprennent, dans les écoles les plus simples notions d'économie domestique.

JEANNE E. SCHMAHL.

COMITÉ DE DÉFENSE

DES

ENFANTS TRADUITS EN JUSTICE

DU VAGABONDAGE, DE LA MENDICITÉ
ET DE LA PROSTITUTION DES ENFANTS DE MOINS DE 16 ANS

Nous avons indiqué dans notre précédent article que les études du Comité avaient été réparties en trois périodes : l'enfant avant son arrestation, — l'enfant pendant la durée de la prévention, — l'enfant après le jugement qui l'a frappé.

C'est cet ordre que nous allons suivre pour exposer les travaux déjà accomplis, conformément au programme dont nous avons donné le texte.

Bien que le Comité poursuive l'amélioration de toutes les mesures législatives, administratives, pénitentiaires et autres relatives aux mineurs de 16 ans dans leurs rapports avec la justice et par conséquent se place à un point de vue général, il ne saurait oublier qu'il s'est proposé comme mission plus spéciale la défense des intérêts des enfants traduits devant les tribunaux du ressort de la Seine, laissant ainsi aux Comités de défense des départements le soin de s'occuper à leur tour des enfants des tribunaux de leur ressort. Il était donc logique qu'au début de ses travaux il voulût établir son champ d'action et connaître le nombre des mineurs de 16 ans — âge, nous

le rappelons, de la majorité pénale — que les autorités de police font admettre au dépôt. En même temps s'imposait à lui l'étude des causes générales qui déterminent leur arrestation. M^e Manuel Fourcade, avocat à la cour de Paris, dans un mémoire très substantiel et largement traité, nous fait d'abord connaître, d'après les statistiques fournies par la Préfecture de police, que, pour les années 1891, 1892 et 1893, le nombre moyen annuel des mineurs de 16 ans arrêtés, s'est élevé pour la Ville de Paris à 1 750 garçons et 100 filles, en tout près de 1 900. Ce chiffre est-il bien exact? Il est difficile de se prononcer. Les relevés des entrées tenus au Dépôt même accusent des chiffres un peu plus élevés; on y relève les chiffres suivants :

En 1885.	1519
— 1886.	1527
— 1887.	1629
— 1888.	1750
— 1889.	1652 dont 271 filles.
— 1890.	2102 — 272 —

En ce qui concerne Paris, cette progression n'a rien qui doive surprendre, puisqu'elle suit l'augmentation de la population. Mais elle n'est pas particulière à Paris, car, ainsi que le fait remarquer M. Guillot, si on consulte les grands comptes du ministère de la justice de 1881 à 1889, on voit que, pour toute la France, le nombre des enfants arrêtés a été, en 1888, de 7351, au lieu de 6307 en 1881. Ajoutons qu'à partir de 1890, le nombre des arrestations décroît à Paris d'une centaine par an. Quoi qu'il en soit des divergences des statistiques, suivant qu'elles sont dressées par le deuxième bureau de la Préfecture de police ou par le service du Dépôt au Palais de Justice, — et ces divergences sont une des gâietés de la statistique et un motif de ne pas partir en guerre sur des chiffres en général discutables, — on peut accepter un chiffre moyen annuel d'environ 2000 arrestations de mineurs de 16 ans, dont 250 filles. En lui-même, ce chiffre ne nous semble pas, comme à plusieurs de nos collègues, bien effrayant en regard des 2 500 000 habitants de Paris. Bien entendu, d'ailleurs, ne figurent pas dans ces chiffres les enfants amenés au Dépôt, soit comme s'étant égarés,

soit pour être envoyés à l'hospice des Enfants assistés, soit pour toute autre cause étrangère à une faute de l'enfant (1). Il va de soi aussi qu'il ne s'agit que des enfants amenés au Dépôt pour être examinés par le petit parquet et qu'en dehors d'eux, ont été conduits dans les postes de police, puis relâchés presque aussitôt un grand nombre d'enfants arrêtés pour des vétilles. L'important est de savoir, d'après les motifs des arrestations, quelles sont les causes de la corruption des enfants; une fois le diagnostic connu, de rechercher, puis d'appliquer le remède que le mal comporte.

Or, le motif dominant des arrestations, c'est le vagabondage qui représente presque invariablement tous les ans 45 p. 100, soit près de la moitié des délits commis par l'enfant. C'est donc la question du vagabondage qui domine tout ce qui concerne l'étude de l'enfance coupable. Nous y reviendrons tout à l'heure. Après le vagabondage, la mendicité représente environ 16 p. 100 dans la proportion des délits. Or un enfant mendie parce que ses parents le laissent dans la misère ou, ce qui est encore très fréquent, parce que ses parents, pour en tirer parti, le forcent à mendier. Ici, comme partout dans les délits de l'enfance, apparaît la responsabilité directe des parents. Quant au vol, il figure pour une proportion de 35 p. 100. Tous ces délits sont d'ailleurs frères jumeaux, souvent même ils vont de compagnie. Le vagabondage est le point de départ, les autres délits en découlent comme de source, et parmi eux, pour les filles, la prostitution.

Parlons maintenant du vagabondage (2). Nous savons en quoi consiste ce délit pour l'adulte et le majeur, c'est-à-dire pour ceux auxquels leur âge et leurs forces permettent de travailler. L'article 270 du Code pénal exige quatre conditions : être 1° sans aveu ; 2° sans domicile ; 3° sans moyens de subsistances ; 4° sans métier. Or, pour un mineur de 16 ans, pour un en-

(1) Par exemple, en 1892 (rapport Guillot de 1894), il a été amené au dépôt : 233 enfants égarés, 619 enfants assistés, 1012 enfants en bas âge entrés avec leurs mères.

(2) Voir les substantiels rapports de M. Passez, avocat au Conseil d'État, au Comité de Défense.

fant, existe-t-il un vagabondage ? Nous sommes de ceux qui pensent qu'il ne saurait y avoir en principe de vagabondage pour l'enfant, par la raison très simple que l'enfant a pour domicile celui de ses parents et que c'est à eux qu'il appartient de pourvoir à sa subsistance et de le surveiller. S'ils n'ont pas eux-mêmes de domicile, en quoi l'enfant en peut-il être tenu comme responsable ? Quant au métier, comment reprocher à un enfant de n'avoir ni l'âge, ni la force physique, ni les aptitudes professionnelles nécessaires pour l'exercer ? Et puis avant 13 ans est-ce que les lois scolaires et celles qui réglementent le travail n'interdisent pas le travail de l'enfant ? D'ailleurs, de 13 à 16 ans, c'est à peine si l'apprentissage est terminé. — Il faut donc bien reconnaître que l'enfant ne remplit aucune des quatre conditions exigées par l'art. 270 du Code pénal pour être un vagabond. Nous sommes donc autorisé à dire que la qualification de vagabond n'a pas de sens à l'égard du mineur de 16 ans. L'enfant errant, sans domicile, l'Arabe des rues, selon l'expression anglaise, n'est en fait qu'un moralement abandonné. La société n'a pas le droit de le punir de ce chef seul ; ce n'est pas un coupable, c'est un malheureux. Et la preuve, c'est qu'il n'y a pas de vagabond parmi les enfants de familles riches. Quand les enfants pauvres vagabondent, couchent sous les ponts, dans les carrières, s'endorment sous une porte cochère, malgré le froid et la pluie, ce n'est pas assurément pour leur plaisir, c'est parce que la nécessité et la misère ne leur laissent pas d'autre alternative. Il faut donc user vis-à-vis d'eux non de pénalités, mais de moyens d'assistance. — Voulons-nous dire qu'il n'y a pas d'enfants vicieux, pervers, capables de délits et même de crimes ? En aucune façon. Il est clair que, après un certain temps de cette existence nomade, de la fréquentation de mauvais sujets, de la misère, mauvaise conseil-lère, l'enfant a fait son apprentissage du vice. Il finit même par s'y complaire. L'état de nature, comprimé par l'éducation et les liens qui nous unissent tous, pauvres ou riches, à la société, cet état de nature reparait dans toute sa sauvagerie et avec toutes ses conséquences de rapine et de violence. Dès lors, la société doit se défendre. Seule l'éducation correctionnelle

pourra — encore s'il n'est pas trop tard — réformer ces caractères indomptables. Mais au début de sa vie nomade, si lorsqu'il n'était encore qu'un moralement abandonné, la société, suppléant à la défaillance des parents, avait mis en œuvre ses moyens d'assistance, l'éducation hospitalière aurait, sans aucune difficulté sérieuse, — l'expérience le prouve tous les jours, — de cette graine de mauvais sujet fait un excellent et docile apprenti.

Il y a donc deux types bien distincts dans l'Arabe des rues : l'un n'est encore qu'un malheureux digne de pitié, l'autre est devenu un être redoutable par ses méfaits. Toute l'habileté du juge et de l'administrateur sera de ne pas confondre l'un avec l'autre afin de leur appliquer un système différent. Mais avant que l'Assistance publique de Paris n'eût en 1881 organisé son service des moralement abandonnés et fait de la pratique avant toute théorie, avant que la loi du 24 juillet 1889 n'eût officiellement introduit l'idée de mansuétude dans le traitement des délits de l'enfance, la société, faisant un bloc des malheureux et des coupables, les avait indistinctement et brutalement soumis au même régime, absolument comme avant Pinel on mettait à la chaîne et en cabanon aussi bien les fous qui n'étaient que des malades, que des gens perdus de crimes. Nous allons voir quels singuliers procédés avait imaginés le « sage » législateur. Les articles 269 et suivant du Code pénal déterminaient les éléments du délit de vagabondage et fixaient ainsi la peine, pour l'adulte : la prison; pour le mineur de 16 ans — eh quoi ! des enfants de 5, 6 ans ? parfaitement ! — la surveillance de la haute police, — excusez du peu ! — jusqu'à l'âge de 20 ans. Depuis la loi du 27 mai 1885 sur la relégation, la surveillance de la haute police a été remplacée par l'interdiction de séjour, et comme le fait remarquer justement notre ami M. Guillot dans un de ses rapports toujours si imprégnés de tendresse et de pitié pour l'enfance, ces étranges pénalités semblent s'adapter si mal à l'enfant, qu'on peut se demander si elles sont bien faites pour lui. Aussi, à Paris du moins, en vertu d'une jurisprudence ingénieuse qu'a consacrée la Cour de cassation dans un important arrêt du 30 juin 1892, l'inter-

nement du mineur, en vertu de l'article 66 du Code pénal, est considéré comme équivalent à l'interdiction de séjour. Mais comme, malgré tout, la loi n'est pas modifiée, il est loisible à des tribunaux d'appliquer cette peine singulière, dont le résultat est d'éloigner l'enfant du domicile de ses parents, de ceux que le Code civil et la nature lui donnent pour protecteurs pendant sa minorité. Mais c'est précisément organiser le vagabondage officiel. Comment alors cet enfant — n'oublions pas qu'il n'y a pas de minimum d'âge — pourra-t-il vivre, livré à lui-même et sans secours de personne ? c'est le condamner au vol et à la prostitution. On ne saurait rien imaginer de plus inintelligent et de plus barbare.

Il est donc de toute évidence que le Code pénal doit être réformé sur ce point. Aussi, à l'unanimité, le Comité a voté la proposition de M. Passez : « L'interdiction de séjour est inapplicable aux mineurs de 16 ans, traduits en justice pour vagabondage. » Remarquons toutefois que l'important arrêt du 20 juin 1842 cité plus haut, tout en ayant dans l'espèce été un bienfait, n'en a pas moins consacré la doctrine que le vagabondage du mineur de 16 ans est un délit et qu'il doit être poursuivi devant les tribunaux correctionnels. Cette doctrine a d'autre part été adoptée par la majorité du Comité, malgré les efforts de M. Guillaud et les nôtres, sur les observations de M. Petit, conseiller à la Cour de cassation, qui a soutenu qu'il serait dangereux de déclarer que le vagabondage n'est un délit que suivant l'âge. Mais ce qui peut nous consoler, c'est que la question a surtout un caractère théorique et philosophique et que la qualification de délit appliquée au vagabondage, permet d'utiliser l'article 66 du Code pénal. En résumé, la situation du mineur de 16 ans qualifiée de vagabondage est la suivante : s'il a agi avec discernement, il est condamné à l'interdiction de séjour avec faculté — si l'autorité militaire l'accepte — de s'engager à 18 ans ; s'il est déclaré avoir agi sans discernement, application de l'article 66 et envoi en correction jusqu'à sa majorité.

Quel est donc le remède au vagabondage de l'enfant ? Il faut le répéter sans se lasser, c'est dans des mesures de tutelle et

d'assistance et non dans l'arsenal des pénalités qu'il faut le chercher, tant que l'enfant n'est pas perverti et qu'il n'est encore qu'un moralement abandonné. Mais lorsque du fait de ses mauvaises fréquentations, la corruption l'a gangrené, il convient de l'envoyer résolument dans une maison d'éducation correctionnelle pour un long temps, sauf, s'il s'est amendé, à le faire bénéficier de la libération conditionnelle. Quant à lui appliquer une courte peine, tout le monde est d'accord pour déclarer que rien n'est plus funeste à l'enfant; ce n'est pas un châtement qu'il faut lui infliger, c'est un redressement méthodique de ses habitudes vicieuses, et il ne peut s'obtenir que par les méthodes longues et la discipline rigoureuse des maisons d'éducation correctionnelle.

Ce n'est point tout à fait ainsi que M. Passez, rapporteur de la question du vagabondage devant le Comité de défense, a envisagé le problème. M. Passez reconnaît bien que la plupart des petits vagabonds sont simplement des enfants non surveillés ou que leurs parents ont expulsés pour s'en débarrasser; néanmoins, ne poussant pas son raisonnement jusqu'au bout, il a proposé au Comité de s'inspirer des mesures de correction paternelle qui seraient appliquées d'office par les magistrats à l'enfant arrêté pour vagabondage une première et une deuxième fois. Après la première arrestation, le président du tribunal civil enverrait l'enfant en correction pour un mois et pendant six mois après la seconde arrestation. Ce ne serait qu'après la seconde arrestation que le jeune vagabond pourrait être condamné à la prison ou envoyé en vertu de l'article 66 en correction jusqu'à sa majorité. Ces propositions n'ont pas trouvé faveur auprès du Comité, ce qui nous dispense d'en faire ressortir les inconvénients. Nous serons plus d'accord avec lui sur le principe d'une pénalité à trouver contre les parents responsables de la mauvaise conduite de leur enfant. Mais nous ne le sommes plus du tout quant aux mesures qu'il propose; nous les croyons inapplicables et inefficaces. Ce serait l'admonition au moment de la première et de la seconde arrestation du mineur et à la troisième on leur infligerait une amende. C'est le système usité en Angleterre. Mais l'Angleterre n'est pas la

France et nous mettons bien au défi de faire recouvrer l'amende sur la majorité des parents par la raison péremptoire que ce sont des indigents sans aucune ressource ou des gens sans feu ni lieu. Nous pensons que la pénalité doit plutôt être cherchée d'une part dans la privation des droits civiques et de l'autre dans l'application de l'article 2 de la loi du 24 juillet 1889 qui permet de prononcer la déchéance des droits paternels contre les parents dont les enfants ont été envoyés en correction.

Il est toutefois juste de reconnaître que la responsabilité des parents est atténuée par les conditions mêmes du travail dans sa forme moderne, que souvent ce n'est pas leur faute s'ils laissent leur enfant livré à lui-même, obligés qu'ils sont d'aller travailler au loin et de ne rentrer qu'à la nuit. D'autres causes sociales pèsent encore sur l'ouvrier et sont, sans qu'il y ait de sa faute, des éléments actifs de démoralisation de la famille; au premier rang, il faut placer le logement dont l'exiguïté favorise la promiscuité. La réforme du logement est capitale entre toutes; comme l'a écrit M. Georges Picot, le problème du logement est le nœud de la question sociale, et Jules Simon a proclamé avec raison « qu'il faut sauver la société par la morale, la morale par la famille, et la famille par le logement ». A ceux qui ont lu, dans cette Revue même, l'admirable article de M. Siegfried sur les habitations à bon marché, il n'y a plus rien à apprendre sur ce sujet. On voit comme tout se tient, s'enchaîne, se répercute dans les questions sociales, puisque pour chercher le remède au vagabondage de l'enfant, on est amené à tenir compte d'une foule d'éléments au premier abord étrangers à la question, comme par exemple des conditions du travail en atelier dans les usines, les grands magasins, de la question des garnis, de l'exiguïté des logements d'ouvriers, etc.

Nous concluons avec M. Guillot que la vraie solution de l'amélioration de l'enfant doit être recherchée « dans la reconstitution de la famille, dans un sentiment plus vif de la solidarité sociale se développant chaque jour à l'honneur de notre siècle ». M. Guillot remet enfin à la lumière un article en effet bien oublié du Code pénal, c'est l'article 273, qui n'a jamais été

appliqué. Il n'est pas en effet bien applicable, mais il n'en est pas moins fort curieux. Aux termes de cet article 273, le vagabond peut, même après le jugement, être libéré de sa peine et des mesures de surveillance qui en sont la conséquence, si le conseil municipal de sa commune prend une délibération pour le réclamer ou si un citoyen solvable se présente pour le réclamer. — Pour utopique que soit cet article, surtout dans un Code pénal, il n'en était pas moins intéressant à rappeler, « car il contient en germe le devoir communal, le patronage et le concours de l'initiative privée » en faveur des vagabonds.

Il serait trop long d'entrer dans les débats qui ont occupé plusieurs séances du Comité, nous nous bornerons à donner le texte résumé des vœux soumis au Comité par M. Passez, rapporteur et qui ont été adoptés dans leur principe : 1° Seront considérés comme vagabonds les mineurs de 16 ans, qui, ayant, sans cause légitime, quitté le domicile légal de leurs parents ou leurs lieux de placement, ont été trouvés soit errants, soit logeant en garni, soit sans profession régulière, soit tirant leurs ressources de la débauche ou de métiers prohibés. 2° Les jugements déclarant les mineurs de 16 ans en état de vagabondage seront transcrits sur un registre spécial; il n'en sera fait mention que sur les extraits du casier délivrés à l'autorité judiciaire. 3° Les vagabonds, mineurs de 16 ans, ne pourront être condamnés à la prison; ils seront placés jusqu'à leur majorité dans des écoles de préservation, relevant de l'administration pénitentiaire, mais pourvus d'un personnel spécial et soumis à la surveillance prescrite par l'article 8 de la loi du 5 août 1850. 4° Les mineurs qui s'évaderont ou seront insubordonnés pourront être internés dans une maison de correction; ceux dont la conduite sera bonne pourront être mis en liberté provisoire et confiés à des sociétés de patronage ou rendus à leurs parents. 5° S'il est constaté que la faute de l'enfant est imputable aux parents, le tribunal, sans préjudice de l'application de la loi de 1889, leur infligera une amende de 16 à 1 000 francs et prononcera contre eux l'interdiction des droits civiques. Ils devront, en outre, participer aux frais de l'éducation dans la maison de préservation ou de correction. 6° Les mêmes dispositions sont

applicables aux mineurs de 16 ans convaincus de mendicité.

Enfin, le Comité, pour indiquer combien il approuvait la sagesse de la disposition finale de l'article 271 du Code pénal, a voté la résolution suivante : « L'internement dans la maison de préservation et de correction cessera pour les pupilles remplissant les conditions exigées par les lois et règlements militaires, qui contracteront un engagement régulier dans les armées de terre ou de mer. » Le Comité s'associait ainsi à l'unanimité aux conclusions du rapport de M. le conseiller Félix Voisin sur l'engagement militaire du jeune vagabond (*Bulletin de la Société générale des prisons*, mai 1893, page 600) et du rapport au Comité de M. Albert Rivière. On ne peut qu'être convaincu, avec cet homme d'un si grand cœur, que le meilleur moyen et le plus efficace de réformer un grand nombre de natures indisciplinées, c'est de les incorporer dans l'armée, où ils sont bien obligés d'y prendre des habitudes d'ordre, de régularité et de discipline. Nous ajouterons même que si, dans la vie civile, telles tendances de caractère comme l'exubérance, l'énergie sans emploi y sont des défauts qui conduisent à des délits, au contraire, sous l'action de la discipline, elles se transforment facilement en de précieuses qualités dans la vie militaire. L'engagement dans la marine — surtout celle de l'État — a particulièrement donné les résultats les plus satisfaisants. Ainsi qu'en témoigne M. Rivière, « l'enfant, à bord des bâtiments, est suivi de très près par ses chefs; il vit avec eux, il sent leur attention fixée constamment sur lui; de là ces habitudes de propreté, de bonne tenue que nous admirons dans notre armée navale. Les chefs, de leur côté, ont l'esprit remarquablement ouvert aux questions d'ordre social; leur discipline est paternelle autant que ferme. L'enfant subit cette supériorité morale, sans s'en rendre compte, il obéit sans effort et acquiert rapidement l'esprit militaire. » Tout cela est fort juste. Mais il ne suffit pas d'inscrire dans une loi une prescription en faveur de l'engagement; le législateur avait oublié dans l'article 271 que l'autorité militaire est seule juge de l'opportunité d'autoriser les engagements. C'est ainsi que le décret du 19 janvier 1811, qui spécifiait que les enfants des hospices seraient incorporés

dans les armées de terre et de mer, est demeuré de tout temps lettre morte. La marine notamment a toujours refusé d'accepter comme mousses ou pilotins les enfants assistés qu'on lui propose, à cause du privilège que très légitimement elle réserve aux enfants des inscrits maritimes. A plus forte raison, l'armée et la marine n'accueillent pas volontiers les mineurs sortant des maisons correctionnelles. Elles obéissent en cela à des préoccupations que des civils ne peuvent tout d'abord comprendre. Et il faut bien le reconnaître, quelle que soit notre sollicitude pour tout ce qui concerne la réhabilitation, le relèvement et le patronage, il est une question plus haute et d'une importance supérieure pour le pays. C'est de n'affaiblir en rien cet esprit militaire qui, avec son code spécial d'honneur, de sacrifice et de patriotisme, est la force morale de l'armée. Il ne faut pas risquer pour des expériences généreuses de froisser par le contact d'éléments impurs les jeunes soldats et peut-être de leur apporter la corruption; surtout à une époque où le service est obligatoire pour tous, cette susceptibilité légitime en soi est plus éveillée. Il a donc fallu à M. Félix Voisin une prudence consommée, depuis qu'il a fondé cette admirable société de protection des engagés volontaires élevés sous la tutelle administrative (1), pour surmonter les difficultés de cette nature et

(1) *Objet de la Société.*

ARTICLE PREMIER. — Une Société est formée dans le but d'encourager les engagements volontaires des jeunes gens élevés.

1° Dans les maisons d'éducation correctionnelle, publiques ou privées;

2° Sous la tutelle de l'Assistance publique en qualité : soit d'enfants assistés, soit d'enfants moralement abandonnés qui, ayant atteint l'âge de l'engagement pour les armées de terre (18 ans) et de mer (16 ans), se seront montrés dignes d'aide et de protection par leur bonne conduite, leur assiduité au travail et leur progrès à l'école.

L'action protectrice de la Société, à l'égard de ces jeunes gens, s'exercera pendant la durée de leur séjour au corps, dans les conditions et les limites déterminées par l'autorité militaire. ainsi que par l'autorité maritime; elle les accompagnera également au moment de leur rentrée dans la vie civile.

ARTICLE 2. — La sollicitude de la Société pourra aussi s'étendre aux jeunes gens qui, frappés d'une condamnation, auront été appelés au service militaire par la loi du recrutement, si, pendant leur détention, ils ont témoigné d'un véritable repentir et donné des gages certains de leur retour à des sentiments honnêtes.

(Par suite d'une décision de M. le Ministre de la Marine, les engagements ne sont plus reçus, dans les équipages de la flotte, qu'à 18 ans.)

obtenir les autorisations d'engagement. Par les consolants et probants résultats dont témoignent les comptes rendus annuels de cette belle œuvre, il a pu démontrer par le fait aux autorités militaires que leurs répugnances contre l'introduction dans l'armée d'éléments que certains considéraient comme dangereux n'étaient pas fondées. Mais il est vrai que M. Voisin ne propose et ne patronne que l'engagement de natures réformables et qu'il procède à des sélections judicieuses. C'est dans cet esprit de sagesse et de discernement que devra toujours être maintenue la direction de cette grande œuvre de relèvement.

Il ne nous reste, pour terminer cette question des délits de l'enfance, qu'à indiquer les moyens proposés par le Comité pour réprimer dans la mesure du possible la prostitution des mineurs de 16 ans. Il ne faut pas oublier, ainsi que l'a écrit M. d'Haussonville, dans sa belle étude de l'enfance à Paris, que « la prostitution, à ses débuts, n'est pour les mineures qu'une des formes et une des conséquences du vagabondage ». — Plusieurs rapports sur ce sujet ont été présentés au Comité par MM. Rollet, avocat, M. Brégeault, substitut du procureur général et Ferdinand Dreyfus, membre du conseil supérieur des prisons. Il y faut ajouter un travail très intéressant de M. Marc Réville (*la Prostitution des mineurs selon la loi pénale*, à propos du Congrès pénitentiaire de 1895).

Si la situation des jeunes garçons qui, par suite de la négligence de leurs parents, mènent une vie errante est digne d'intérêt, combien plus lamentable et digne de pitié celle de ces infortunées petites filles qui, livrées à elles-mêmes sur le pavé de Paris, deviennent le jouet de vauriens de tout âge, en attendant que la débauche, la misère, quelque lugubre maladie les envoie à l'hôpital ! Comment peut-on les empêcher de tomber dans cet abîme ? par quels moyens peut-on réprimer la prostitution de ces malheureuses ?

Et tout d'abord nous nous demandons, comme pour le jeune vagabond, pourquoi la loi a fait un délit de la prostitution de ces enfants ? Nous voyons en elles des victimes, nous refusons de les considérer comme délinquantes. Les délinquants ce sont

ceux qui en abusent, vieux ou jeunes, ce sont ceux qui trafiquent de leur débauche, ce sont les souteneurs, les logeurs en garnis, les débitants qui favorisent et facilitent la prostitution en leur fournissant les moyens de s'y livrer.

La discussion devant le Comité de défense de cette triste question de la prostitution des mineures avait été éclairée par des travaux nombreux. Le Congrès pénitentiaire de 1895 l'avait déjà traitée et avait adopté des vœux proposés par MM. le comte d'Haussonville, Yves Guyot, Bérenger, etc. Le Comité avait en outre sous les yeux le projet déposé au Sénat par un de ses membres les plus considérables, M. Bérenger, et qui adopté par cette assemblée était soumis au Corps législatif. Enfin, il connaissait les résultats déjà obtenus par M. Adolphe Guillot en faveur de ces malheureuses, par son entente avec la préfecture de police et le parquet et qui permettaient d'envoyer les mineures arrêtées pour prostitution d'abord à l'instruction judiciaire, puis soit en correction, soit dans une des rares œuvres de sauvetage qui consentent à les recueillir.

La première conclusion du très remarquable et très substantiel rapport de M. Ferdinand Dreyfus avait pour but de relier les vœux du Comité au projet plus étendu déposé au Sénat par M. Bérenger. A l'unanimité, le Comité a donc déclaré qu'il donnait son entière approbation aux intentions généreuses qui ont inspiré la proposition votée par le Sénat en juin 1895 sur le rapport de M. Bérenger et qu'il approuvait notamment les dispositions relatives : 1° à la répression des faits commis par ceux qui ont soutenu, aidé ou assisté la prostitution d'autrui sur la voie publique; 2° aux pénalités encourues par les cabaretiers qui fournissent aux femmes le moyen de se livrer à la prostitution; 3° à la répression de l'embauchage par violence ou par fraude en vue de la prostitution.

Un second point fut également admis sans difficulté : l'extension à 18 ans de la majorité pénale, ainsi que l'avait admis le Sénat.

Mais un point en apparence purement psychologique et qui ressemble à une question d'école a été l'objet de grandes discussions. Doit-on assimiler la prostitution au vagabondage? De

graves conséquences pratiques découlent de la solution donnée à cette question. L'article 2 du projet voté par le Sénat est ainsi conçu :

« Tout mineur de l'un ou l'autre sexe, âgé de moins de 18 ans, saisi en état habituel de prostitution sera conduit, après instruction ou enquête, devant le tribunal correctionnel, statuant en chambre du conseil, qui ordonnera, suivant les circonstances, sa remise à ses parents, son envoi jusqu'à sa vingtième année dans les conditions prévues par la loi du 5 août 1850, dans tel établissement de correction, d'éducation ou de réforme ou telle famille honorable qu'il désignera, ou sa remise à l'Assistance publique dans les termes de la loi du 24 juillet 1889. »

En ce qui nous concerne, nous dirons tout de suite que nous trouvons cette proposition parfaite. Elle résout le problème en lui donnant un caractère hospitalier, en en faisant une question d'assistance. Mais le Comité n'a pas été de cet avis et sur les observations de M. Guillot il a préféré se placer sur le terrain judiciaire, ce qui permettait d'adapter les règles des codes pénal et d'instruction criminelle à l'application des mesures de sauvegarde de la mineure. Le Comité a donc voté que : « la prostitution, même non habituelle — le texte du Sénat avait au contraire visé la prostitution habituelle — des mineurs des deux sexes de 18 ans est assimilée au vagabondage. Toutefois et vu l'utilité d'appliquer au fait de la prostitution des mineures une procédure spéciale, le Comité émet le vœu que les tribunaux statuent à huis clos, le défendeur entendu, et qu'ils ordonnent, suivant que les intérêts de l'enfant l'exigeront, ou qu'il sera remis à ses parents présentant des garanties suffisantes de moralité, ou qu'il sera, pendant tel nombre d'années que le tribunal appréciera et qui ne pourra toutefois dépasser la majorité, confié à l'État, représenté par l'administration pénitentiaire, pour être placé dans les maisons d'éducation correctionnelle organisées à cet effet. Les dispositions de la loi du 5 août 1850 seront applicables à cette mesure comme en matière d'envoi en correction.

Les parents déclarés responsables de n'avoir pas surveillé

leur enfant seront tenus, en tout ou en partie, des frais de garde et d'éducation des mineurs. »

Nous le répétons, nous déplorons ce vote qui écarte, contrairement aux tendances ordinaires du Comité, la solution hospitalière du projet de M. Béranger.

Mais sur un autre point très important, le Comité a pris une résolution pratique qui a permis immédiatement d'atteindre et de réprimer les exploiters de la prostitution.

Déjà, sur le rapport de M. Passez, le Comité avait voté un vœu tendant à frapper d'un mois à un an de prison et d'une amende les logeurs et cabaretiers donnant asile à des mineurs pour se livrer à la débauche. A la première infraction, le tribunal pourrait fermer l'établissement ; à la récidive la fermeture était obligatoire. S'inspirant de la même pensée, une des propositions de M. Guillot était ainsi formulée : « Le Comité estime que la prostitution des mineurs de 16 ans rencontrerait plus d'obstacles, si les inspecteurs qui arrêtent les jeunes filles se livrant au racolage étaient tenus de verbaliser contre les logeurs, de préciser les circonstances de la contravention et de noter dans leurs rapports les indications diverses pouvant servir de base à une instruction judiciaire pour excitation à la débauche ou détournement de mineures. » Appuyée par M. Béranger, par M. Ferdinand Dreyfus, par M. l'inspecteur général Puibaraud, par M. Bregeault, cette proposition fut votée. Son importance est évidente. Jusqu'ici la Justice n'avait aucun moyen juridique d'atteindre les logeurs. Le système indiqué et qui ne demandait aucune mesure législative, mais simplement un acquiescement de la Préfecture de police, permettait au contraire aux tribunaux correctionnels d'appliquer aux logeurs l'article 334 du Code pénal. Le vote du Comité a été aussitôt entendu par M. le préfet de police, et ce magistrat a donné des ordres immédiats pour qu'à l'avenir le bureau des mœurs adressât au procureur de la république les procès-verbaux dressés pour infraction aux ordonnances du 6 novembre 1778 et 8 novembre 1780, destinés jusque-là au tribunal de simple police. La circulaire préfectorale terminait ainsi : « A cette occasion, il conviendra de faire autant que possible mentionner par

les commissaires de police, dans leurs procès-verbaux, l'état civil des filles de débauche reçues chez les contrevenants aux dites ordonnances, afin que ceux-ci n'échappent pas, le cas échéant, aux pénalités prévues par l'article 334 du Code pénal.

« Je profite de cette circonstance pour rappeler que nous devons, au point de vue spécial qui nous occupe, faire tout ce qui est en notre pouvoir pour protéger les enfants mineurs en atteignant par tous les moyens possibles les individus visés par l'article 334. »

Cette dépêche de M. le préfet Lépine, inspirée par M. le chef de division Honnorat, leur fait le plus grand honneur et la préfecture de police, en donnant simplement un ordre au bureau des mœurs, à rendu à la cause de l'enfance un service signalé dont il faut leur avoir la plus grande reconnaissance.

Un pareil résultat, si considérable dans ses conséquences, est un des principaux obtenus par l'action du Comité de défense. Il montre que la coopération, dans une même assemblée, des bons vouloir de collègues appartenant au barreau, à la magistrature, à l'administration, aux assemblées électives permet la solution facile et pratique de problèmes douloureux qui sans ce travail en commun, poursuivi avec un égal dévouement aux intérêts de l'enfance, risquerait de demeurer indéfiniment sans réalisation.

La mesure de M. le préfet de police devait causer un grand émoi parmi certains logeurs et dans leur clientèle, et peu de temps après M. l'avocat général Brégeault annonçait joyeusement au Comité que le tribunal était déjà saisi de poursuites contre certains logeurs. Désormais c'est à la vigilance du parquet, des juges d'instruction et du tribunal que dans le département de la Seine il appartiendra de tirer de cette nouvelle jurisprudence, les conséquences utiles. La préfecture de police, sur l'initiative du Comité de défense, a fourni l'arme la plus efficace pour atteindre les exploiters de la débauche des mineures.

C'est à la Justice à agir sans s'arrêter aux doléances d'une corporation plus puissante qu'on ne croit. Toutefois il ne s'agit ici que du ressort de la préfecture de police. Les Comités

de défense institués dans les grandes villes de France où, sans être aussi aigu et aussi étendu, le mal est de même nature, devront à leur tour agir auprès des autorités administratives compétentes pour obtenir les mêmes résultats.

Quelques mesures complémentaires ont été recommandées par le Comité, comme la création d'établissements sanitaires spéciaux, d'un caractère moralisateur pour les prostituées mineures de 16 ans, l'organisation, pendant la prévention, d'un quartier cellulaire distinct, afin de préserver les autres enfants de la contagion morale, etc.

Telles sont les mesures réclamées par le Comité, dont quelques-unes sont déjà réalisées, dont d'autres le seront certainement. Mais pour grande que doive être notre satisfaction, nous ne sommes pas assez naïf pour penser que la plaie de la prostitution enfantine en puisse être sérieusement cicatrisée. La prostitution enfantine est une maladie sociale qui dérive de causes trop multiples et trop enracinées pour qu'on puisse espérer la guérir. C'est déjà beaucoup de pouvoir l'endiguer, de la rendre plus bénigne, d'en atténuer les conséquences. Les vrais palliatifs à y apporter consisteraient, suivant nous, dans la large application de mesures d'assistance, dans l'utilisation sérieuse de la loi de 1889 qui permettrait de placer ces malheureuses non surveillées par leurs parents, ou exploitées et débauchées par eux, sous la tutelle des services hospitaliers et de les faire élever ensuite dans des établissements spéciaux où serait refaite leur éducation morale. Le tout est de les recueillir au début, car lorsque les enfants ont mené un certain temps cette vie de vagabondage et de débauches, la pourriture est complète et le mal est irrémédiable.

Nous préconiserions aussi toutes les mesures de nature à fortifier le lien familial, à arrêter le développement de la littérature et des excitations pornographiques, que dis-je ? à reconstruire la morale sur des bases solides et fixes. Mais à soutenir ces opinions, on passe pour un esprit fort arriéré, à tendances réactionnaires, 'que sais-je même ? clérical, fût-on juif, libre penseur ou bouddhiste. Ce qui serait pis, — car de ces accusations on pourrait prendre gaiement son parti, — c'est qu'on parlerait

dans le désert. Et puis, on serait traité de vieille baderne. Et après tout, il est possible qu'on n'eût pas tort.

Dans un article suivant, nous exposerons les travaux du Comité en ce qui touche la détention par voie de correction paternelle, puis en ce qui regarde l'application de la loi du 24 juillet 1889 relative à la protection des enfants maltraités et moralement abandonnés, enfin nous ferons connaître une proposition fort intéressante de M. Paul Nourrisson sur l'attribution aux sociétés de bienfaisance, reconnues, du droit de citation directe contre les auteurs d'actes de violence ou d'immoralité contre l'enfance.

LOYS BRUEYRE.

LES SOURDS-MUETS ET L'ASSISTANCE

HISTORIQUE DE L'ENSEIGNEMENT DES SOURDS-MUETS

PAR LA PAROLE

Toute infortune imméritée a le don de nous émouvoir ; mais il semble qu'une pitié plus vive nous monte au cœur quand le malheur frappe des enfants. C'est pourquoi l'œuvre de l'assistance, belle entre toutes, revêt un caractère plus touchant encore, quand elle se donne pour mission, en réparant les erreurs et les injustices de la nature, de soulager les misères physiques et morales des jeunes aveugles et des sourds-muets.

Plus que les autres enfants, puisqu'ils en ont plus besoin, ces déshérités ont droit à l'instruction et à l'éducation.

L'instruction des sourds-muets est une obligation pour l'État, « une dette nationale », suivant l'énergique expression de Roger Ducos à la Convention. Les assemblées de la Révolution, rendons-leur cette justice, comprirent de suite qu'il y avait dans l'abandon où vivaient les sourds-muets, sous l'ancien régime, comme un crime de lèse-humanité.

Une députation de l'Assemblée constituante vint trouver l'abbé de L'Épée à son lit de mort ; et comme il paraissait craindre pour l'avenir de son œuvre : « Mourez en paix, lui dit Champion de Cicé, archevêque de Bordeaux, la Patrie adopte vos enfants. » Les représentants de la nation ont tenu cet engagement.

Les 21 et 26 juillet 1791, les Constituants déclarèrent « que le nom de l'abbé de L'Épée serait placé au rang des citoyens qui ont le mieux mérité de l'humanité et de la Patrie » et décrè-

tèrent que son humble école de la rue Desmoulins serait transformée en Institution nationale.

Le 28 juin 1793, les conventionnels adoptèrent les sourds-muets comme enfants de la France. « Tous les enfants appartiennent à la Patrie », s'écrie Roger Ducos, et, pour leur assurer « l'instruction qu'ils ont droit d'exiger », on ordonne la création de six écoles nationales.

Le Comité de secours de la grande Assemblée révolutionnaire proclamait, par la voix de Roger Ducos : « La République ne peut tolérer que des enfants qui ont besoin d'une instruction extraordinaire pour surmonter le tort que la nature leur a fait, en soient privés... » et le rapporteur demandait que les pères, mères, tuteurs, et tous les citoyens ayant des sourds-muets à leur charge, fussent tenus de les confier à l'instruction que la République leur offrait.

Si les projets de la Convention ne se sont point réalisés, — si la France ne possède encore que trois écoles nationales pour les sourds-muets, alors que l'Allemagne en a 33 et les États-Unis près de 60, — si la loi sur l'enseignement obligatoire ne leur est pas rigoureusement appliquée, comme en Danemark, par exemple, nous avons du moins la satisfaction de penser que la très grande majorité des déshérités de l'ouïe trouve asile dans les 70 écoles, tant publiques que privées, qui sont réparties sur notre territoire, et que le sourd-muet sans instruction est aujourd'hui non plus la règle, mais l'exception.

Le progrès ne s'est pas borné à l'augmentation du nombre des écoles, il s'est manifesté par l'amélioration des méthodes d'enseignement,

Le sourd n'est plus fatalement condamné aux horreurs du surdimutisme, et il est maintenant pour l'instruire un autre moyen que la télégraphie mystérieuse et pittoresque du langage des signes mimiques; cet autre moyen, c'est la parole. Désormais la société se fait un devoir d'élever le sourd-muet jusqu'à elle, en rétablissant les communications dont la nature l'avait privé. Dans presque toutes les écoles de France, d'Allemagne, d'Italie, etc., les sourds-muets sont instruits par la parole.

Ils apprennent à articuler les 30 sons de notre langue ; ils disent des mots, des phrases ; ils parlent. Ils sont capables à la sortie de l'école d'exprimer leurs besoins, leurs désirs, leurs jugements. La parole du sourd, il est vrai, n'est en général ni agréable, ni harmonieuse ; mais elle est intelligible. Que peut-on demander de plus à des êtres privés d'audition ?

Et ce n'est pas tout, ils comprennent ce que vous ou moi pourrions être tentés de leur dire ; ils saisissent nos paroles aux mouvements par lesquels l'articulation des mots se trahit sur notre visage, ils écoutent, que dis-je ? ils entendent avec leurs yeux ; ils voient notre parole aux mouvements de nos organes, comme nous l'entendons aux vibrations de l'air ; ils *lisent sur les lèvres*, suivant l'expression consacrée. L'œil supplée l'oreille ; la vue remplace l'ouïe. La patience et le travail ont triomphé de la nature, en créant à leur profit l'art subtil de la lecture sur les lèvres.

Voilà plus de cent ans que toutes les écoles d'Allemagne instruisent leurs élèves par la parole. Chez nous, au contraire, cette méthode d'enseignement n'a définitivement conquis son droit de cité que depuis une vingtaine d'années. Si l'adhésion de la France à la *méthode orale* a été tardive, du moins a-t-elle été féconde ; et l'Institution nationale de Paris, en ces dernières années, a puissamment contribué, par son exemple et par ses publications, à la répandre à travers le monde.

Toutefois, avant d'être acceptée par tous, cette méthode a dû soutenir bien des luttes, surmonter bien des obstacles, et il n'est que juste de rendre un hommage mérité à ceux qui, par leurs efforts et leur dévouement, ont préparé son triomphe. C'est ce que nous nous proposons de faire, en esquisant brièvement l'historique de l'enseignement de la parole en France et plus particulièrement à l'Institution nationale des sourds-muets de Paris.

*
* *

L'abbé de L'Épée. — Je professe pour le caractère et l'œuvre du plus populaire des instituteurs de sourds-muets une admiration sans bornes ; sa renommée, entourée du respect universel,

va grandissant à travers les âges ; son nom restera glorieux, aimé et vénéré tant qu'il y aura des sourds-muets et des hommes de cœur pour les instruire ; mais, il faut le dire, puisque c'est la vérité, le fondateur de l'école française fut l'adversaire de la méthode orale. Uniquement préoccupé d'instruire le plus grand nombre de sourds-muets possible, et de les ramener à Dieu en les initiant aux vérités religieuses, il crut y parvenir par la voie des signes méthodiques, si bien qu'il finit par méconnaître l'utilité et jusqu'à la possibilité de l'enseignement oral. Dès cette époque pourtant, Péreire en France et Heinicke en Allemagne, sans parler de leurs prédécesseurs (1), faisaient parler des sourds-muets.

Cette erreur du bon abbé devait retarder d'un siècle l'avènement de la méthode orale en France. Ceci soit dit sans rien retirer de la gloire incomparable de l'homme, de l'instituteur, de l'apôtre qui seul peut se flatter d'avoir ouvert pour les sourds-muets l'ère de la rédemption. Dans l'abbé de L'Épée en effet, il faut voir l'apôtre glorieux, le promoteur du mouvement d'humanité qui a fait surgir de terre des institutions dans tous les pays ; le créateur hors pair, l'homme de cœur et de sacrifice. Sa méthode est défectueuse sur bien des points ? Qu'importe ! Il restera éternellement le modèle des instituteurs, si, suivant le conseil de de Gérando, ces instituteurs cherchent à imiter, non ses procédés d'enseignement, mais ses grandes vertus. Et voilà pourquoi l'œuvre de leur *père spirituel*, comme ils se plaisent à l'appeler, marque le point de départ d'une ère nouvelle dans l'enseignement des sourds-muets.

Chez son élève et successeur l'abbé Sicard, la défiance que l'abbé de L'Épée éprouvait pour l'enseignement oral se transformait en un véritable dédain. « Donnez-moi des hommes de peine, avait-il coutume de dire, et je ferai parler tous mes sourds-muets. » Les hommes de peine firent toujours défaut sans doute, car sous sa direction la parole ne fut point enseignée.

D^r Itard. — Le célèbre D^r Itard, médecin de l'Institution de

(1) Bonet, en Espagne ; Amman, en Hollande, etc.

Paris, fut, pendant le premier quart de ce siècle, l'unique soutien de l'enseignement oral dans cette école; encore ne réclamait-il la parole que pour quelques privilégiés. Il travailla trente ans pour faire introduire dans l'établissement de la rue Saint-Jacques la culture de l'audition chez les demi-sourds.

Après avoir adressé à l'Académie de médecine des rapports qui de nos jours encore font autorité en la matière, Itard obtint enfin gain de cause. Une classe fut créée, rue Saint-Jacques, pour cultiver la parole et l'audition chez les élèves les mieux doués. Le Dr Itard ne fut pas seulement le grand médecin auriste que tout le monde connaît; dans ses écrits il se révèle instituteur de premier ordre. Voulant assurer l'avenir de son œuvre, il laissa par testament 8 000 francs de rente à l'école des sourds-muets, pour créer une classe de perfectionnement où l'enseignement devait être donné *uniquement* par la parole et l'écriture, à l'exclusion des signes mimiques (1837). Cette classe porte toujours le nom de Cours Itard.

Désiré Ordinaire. — Mais celui qui a le plus fait dans le cours de ce siècle pour introduire la méthode orale en France est sans contredit Désiré Ordinaire, ancien recteur de l'Académie de Strasbourg et directeur de l'établissement de la rue Saint-Jacques de 1831 à 1838.

En visitant les écoles d'Allemagne, il avait acquis cette conviction qu'on pouvait et que par conséquent on devait faire parler les jeunes sourds-muets. Aussi, lorsque, en 1836, à la suite du décès d'un professeur on manque de maître pour faire la classe de première année, le vieil universitaire revendique pour lui-même, à l'âge de soixante-trois ans, le périlleux honneur d'enseigner la parole et la lecture sur les lèvres aux derniers venus de ses petits sourds-muets. Et ce ne fut point un spectacle banal que celui de cet ancien recteur faisant la classe à de tout petits enfants, de ce médecin, de ce savant, de ce philosophe remplissant l'humble fonction que ses illustres prédécesseurs, de L'Épée et Sicard, avaient trouvée bonne tout au plus pour des manœuvres.

Le baron de Gérando, qui présidait le Conseil d'administration de l'école de Paris, croyait avoir trouvé dans D. Ordinaire

un homme capable de faire pénétrer l'enseignement oral dans la maison de l'abbé de L'Épée.

Malheureusement la méthode orale, introduite brusquement et sans précaution à l'institution de Paris, y fit naufrage. Mal secondé par l'administration supérieure, Ordinaire, en dépit de son savoir, de son zèle et de ses efforts, vit toute sa bonne volonté échouer devant l'hostilité du corps enseignant, du Conseil et de l'Administration supérieure.

« Vous voulez faire parler les sourds-muets, disait à cette occasion le comte Alexis de Noailles à ses collègues de l'Administration ; mais Dieu ne le veut pas ! »

Les bonnes intentions d'Ordinaire furent paralysées par tant d'obstacles. Sa direction ne fut qu'une longue lutte. Chaque jour il lui fallait livrer bataille. Dans cette guerre de la mimique contre la parole, de la méthode *française* contre la méthode *allemande* (ainsi qu'on disait alors), il fut vaincu et se retira avec dignité. Je ne m'associerai pas à un crime, dit-il, en envoyant sa démission de directeur, lorsqu'on lui refusa jusqu'à ce faible cours d'articulation tant de fois réclamé par Itard, de son vivant, et que ce dernier imposa enfin à l'école, après sa mort, par une clause de son testament.

Ordinaire eut le grand mérite de vouloir faire appliquer dès 1831, dans l'institution de Paris, la méthode qui est aujourd'hui en vigueur dans presque toutes les écoles d'Europe. Il eut le tort d'être de cinquante ans en avance sur son époque. On le lui fit bien voir.

Son remarquable *Essai sur l'éducation et spécialement sur celle du sourd-muet* (Hachette, Paris, 1836) ne fut point apprécié à sa valeur. Ce livre venait trop tôt, comme son auteur.

Dans le voisinage de la Suisse, à Besançon comme à Strasbourg, Ordinaire avait subi l'influence de Pestalozzi et du Père Girard, visité leurs écoles et partagé les idées des deux grands instituteurs suisses en matière d'instruction et d'éducation. Aussi, bien que son autorité ait été contestée à l'école de Paris, sa direction n'y fut pas stérile ; il contribua à former toute une génération de maîtres qui, par la suite, acquirent un grand renom et dirigèrent à leur tour les principales écoles de sourds-muets

de France, — la tradition qui consiste à confier la direction de ces établissements à des personnalités étrangères à l'enseignement n'étant pas encore fort ancienne.

Après Ordinaire, une réaction se produisit. La mimique rentra triomphante dans la maison d'où on l'avait voulu bannir. On fit tout juste assez de parole pour ne pas encourir le reproche de n'en pas faire du tout. C'est le temps où l'on disait ironiquement à l'étranger que la méthode française, c'était la méthode à bon marché, — car de tout temps la méthode orale a coûté cher.

Bref, de 1839 à 1859, la parole fut fort négligée, malgré les efforts de Dubois, du Dr Blanchet et d'Houdin. B. Dubois, sourd-muet lui-même, fonda une école où, secondé par divers membres de sa famille, il instruisit par la parole ses compagnons d'infortune. Ancien élève d'Ordinaire, Dubois (sourd depuis l'âge de sept ans) fit honneur à son maître, continua sa tradition, et fut attaché à l'institution des sourds-muets de Paris en qualité de professeur d'articulation pendant douze ans (1856-1868).

Un médecin de l'école, le Dr Blanchet, continuateur d'Itard, essaya, mais en vain, de remettre en honneur la culture de l'audition. Après avoir porté le débat devant l'Académie de médecine (1) qui refusa de se prononcer entre les deux systèmes, il intéressa le ministre à sa cause et parvint à faire ouvrir dans Paris quelques externats qui disparurent à sa mort.

Cependant le professeur A. Houdin, son fidèle lieutenant, ouvrait à Passy une pension-famille où les sourds-muets étaient instruits et éduqués par le système oral.

Léon Vaisse. — En 1859, grâce aux efforts du censeur de l'institution de Paris, Léon Vaisse, ancien professeur du temps d'Ordinaire, nous assistons à une véritable renaissance de l'enseignement de la parole. Devenu directeur de cette école en 1866, L. Vaisse voulut relever le drapeau de l'enseignement oral, mais il eut à lutter contre les mêmes difficultés que ses devanciers, et sa volonté se brisa contre les mêmes obstacles. Faute d'un suffisant concours de la part de tous ses collabora-

(1) 1853.

teurs, et surtout faute de l'appui nécessaire de l'administration, il dut résigner ses fonctions, sans avoir pu donner à l'enseignement de la parole l'extension qu'il aurait voulue. Dès lors, jusqu'à la fin de ses jours, il fut un des plus ardents propagateurs de la méthode orale qu'il réussit à introduire dans plusieurs écoles particulières, qu'il défendit dans les congrès internationaux de Paris, Milan, Bruxelles, et dont il eut la joie de saluer le triomphe avant de mourir, ne souhaitant plus qu'une chose, disait-il, « c'était de voir les établissements de sourds-muets qui relèvent du ministère de l'Intérieur, passer dans les attributions du ministère de l'instruction publique, où leur place était toute marquée ».

Le successeur de Vaisse à l'institution de Paris, un ancien sous-chef de bureau du ministère de l'Intérieur, peu au courant des nécessités de l'enseignement, supprima presque entièrement, par mesure d'économie, l'enseignement de la parole et réduisit à néant l'œuvre de son prédécesseur.

En 1875, l'abbé Rota, de Trieste, un musicien, fit dans l'établissement de la rue Saint-Jacques des expériences retentissantes dans le but de démontrer la possibilité de faire parler tous les sourds-muets. L'abbé Rota avait de l'enseignement oral une conception assez curieuse. Selon lui, pour amener les sourds-muets à parler il fallait d'abord commencer par les faire chanter, afin d'améliorer leur voix. Et il opérait, comme autrefois Blanchet, à grand renfort d'instruments de musique. Ces essais, trop isolés et trop hâtifs, firent plus de bruit que de besogne. Ils ne furent pourtant pas inutiles à leur auteur, puisqu'il put, dans la suite, fonder, avec le concours de son gouvernement une école à Trieste.

Nous devons signaler, en 1879, une tentative de l'abbé italien Balestra, qui, bien que peu versé dans l'enseignement des sourd-muets, mérita d'être surnommé l'apôtre et le chevalier errant de la parole. Directeur de l'école de Côme, où se dresse aujourd'hui sa statue, l'abbé Balestra, seul, sans autres ressources que l'ardeur de ses convictions, avait entrepris de conquérir toutes les écoles de sourds-muets du monde à la parole. Après avoir prêché la croisade contre les signes mimiques en

Italie, en France, en Espagne, en Amérique, il mourut à Buenos-Ayres, dans la gloire de son apostolat.

En France, cependant, des écoles privées avaient ouvert leurs portes au nouvel enseignement. Kilian, à Saint-Hippolyte-du-Fort (Gard), Hugentobler à Lyon, Magnat à Paris avec le concours de la famille Péreire, instruisaient des sourds-muets par la parole.

Dès 1879, l'administration du ministère de l'Intérieur, voulant introduire la méthode orale dans les institutions nationales, prit une série de mesures qui assurèrent la réussite de ce système d'instruction.

Des fonctionnaires reçurent mission de visiter les écoles de l'étranger où cette méthode était en vigueur, des délégués furent envoyés au congrès de Milan, des maîtres allèrent étudier sur place les procédés d'enseignement. Le nombre des professeurs fut considérablement accru, les instituteurs sourds-muets furent remplacés par des entendants, et l'on inscrivit au budget les dépenses nécessaires pour faire face à ces nouveaux besoins.

Le congrès international de Paris, 1878, se prononça en faveur de la méthode orale. Les écoles nationales de Bordeaux, de Paris, de Chambéry adoptèrent ce système d'enseignement. L'inspecteur général O. Claveau, dont les savants rapports font époque, favorisa ce mouvement, tandis que les décisions du Congrès de Milan (1880) et de Bruxelles (1883) triomphaient des dernières résistances.

C'est au Dr E. Peyron, aujourd'hui directeur de l'administration générale de l'Assistance publique, que revient l'honneur d'avoir présidé en qualité de directeur à l'introduction de la méthode orale à l'institution de Paris, et d'avoir donné à l'enseignement de la parole dans cette maison une impulsion vigoureuse dont elle se ressent encore.

* * *

Il ne suffit pas de rendre les sourds-muets à la société, il faut encore les mettre en état d'y gagner leur vie. Les faire par-

ler est bien, leur donner un gagne-pain est mieux. C'est pourquoi presque toutes les écoles françaises ont des ateliers à côté de leurs classes, joignent l'instruction professionnelle à l'enseignement intellectuel.

Lorsque le sourd est instruit et qu'il a appris un métier, l'œuvre de l'assistance n'est point terminée. Il s'agit maintenant de lui assurer du travail, en lui faisant ouvrir les portes des ateliers ordinaires. C'est ici que trouvera à s'exercer le zèle de cette société de patronage dont un collaborateur de la *Revue Philanthropique* (1) démontrait récemment l'utilité et que M. Henri Monod, nous le savons, va faire créer à l'institution de Paris par une décision de M. le ministre de l'Intérieur.

A ces diverses créations, si on ajoutait des écoles maternelles pour les tout jeunes sourds-muets, un établissement pour les arriérés et une maison de retraite pour les vieillards, l'œuvre de solidarité serait complète.

Mais à chaque jour suffit sa tâche, et lorsqu'on songe à ce que le dévouement de leurs maîtres a déjà fait pour eux, on est moins effrayé à la pensée de tout ce qui reste encore à faire pour les sourds-muets.

MARIUS DUPONT.

Octobre 1897.

(1) L'Assistance des Sourds-Muets par le travail, par M. A. DUBRANLE, n° 5 de la *Revue Philanthropique*, page 677 et suivantes.

LA PROTECTION DE L'ENFANCE

AU CONGRÈS DE ROUEN

I

Parmi les questions soumises à l'étude de la deuxième section du Congrès, celle de la Protection de l'Enfance est certainement une des plus importantes, on pourrait même dire des plus inquiétantes, au point de vue individuel comme au point de vue social.

Depuis quelques années, les martyres d'enfants se sont révélés si nombreux que la grande presse s'est émue; elle « a fait campagne » en faveur des « petits » et leur a conquis l'opinion publique, tandis que les derniers recensements, en montrant grand ouvert le gouffre de la dépopulation, ont tourné vers les « berceaux » les regards de tous ceux qu'intéressent la vitalité et l'avenir du pays; si bien qu'aujourd'hui cette question de protection est devenue une véritable préoccupation nationale.

La dernière considération, la dépopulation, aurait probablement été impuissante à faire vibrer le cœur de la foule, mais les cruautés commises par des parents dénaturés ont soulevé, parfois jusqu'à la fureur, le sentiment populaire; aussi les mesures de sauvegarde à l'égard des enfants sont-elles assurées de rencontrer un accueil favorable. Cette sympathie, même poussée à l'excès, est du reste bien naturelle et bien légitime, car, de toutes les souffrances, celles de l'enfance, toujours imméritées, sont plus particulièrement dignes de pitié, et la sauvagerie de certains actes accomplis avec un cynisme révoltant n'est que trop susceptible d'exalter l'indignation jusqu'au paroxysme.

Quelques exemples suffiront à expliquer cette exaspération et à démontrer la nécessité de la protection.

Au numéro 37 de la rue des Entrepôts, à Saint-Ouen, demeurait avec son amant une fille de 19 ans, Anna Vals, mère d'un petit garçon de 14 mois. D'après les voisins, le pauvre petit était depuis longtemps l'objet de traitements odieux; sous prétexte de le corriger — corriger un enfant de 14 mois! — les deux amants le rouaient de coups. La mort survint; en présence du petit cadavre qui n'était qu'une plaie, le médecin de l'état civil refusa le permis d'inhumer. Le commissaire de police informé se rendit à domicile accompagné d'un médecin; celui-ci déclara que l'enfant avait succombé à des sévices graves: il avait des côtes défoncées, une plaie dans la région du cœur, des ecchymoses sur tout le corps et une horrible blessure à l'anus, comme si on avait voulu l'empaler.

Le petit Pierre Grèze avait été placé en nourrice par sa mère Marie Grèze, demeurant à Paris. Il se développait admirablement, lorsque brusquement elle le retira; il avait alors 17 mois. A peine arrivé, le bébé commença à dépérir; sa mère le couchait dans une malle, sans matelas ni couverture et quand il pleurait, elle le battait jusqu'à ce qu'il se tût. Vaguement avertie par des rumeurs de voisins, la police fit transporter le pauvre enfant à l'hospice; c'était trop tard, il expirait le lendemain. L'autopsie révéla que la mort était la conséquence des traitements barbares qu'il avait endurés.

Après Paris, la province. A Château-Gontier, le petit Chrétien a subi des violences quotidiennes et plusieurs fois les voisins ont entendu ses cris de douleur et d'effroi. Un jour, une locataire de la maison l'a trouvé dans un état complet de nudité couché au grenier sur de la paille. Outre les traces de coups qu'il portait sur le corps et le visage, l'enquête a établi que, sous prétexte de lui apprendre la propreté, sa mère l'obligeait à rester le nez dans ses ordures.

Les enfants légitimes ne sont pas plus épargnés que les enfants naturels. Voici la petite Bourras, âgée de 3 ans, d'Arles-sur-Tech, torturée par son père. Entre autres mauvais traitements, il la faisait coucher dans l'étable avec un porc ou

l'attachait toute nue au pied de son lit et la laissait ainsi passer la nuit. Criait-elle la faim ? Son bourreau la rassasiait avec des poignées de mouches.

Ce sont encore les époux Parey, du quartier de la Folie-Méricourt, qui enfermaient leur petit garçon de 3 ans dans un placard sans lumière et sans air ; couché sur un peu de paille pourrie, le malheureux ne recevait pour toute nourriture que des croûtes de pain que les deux ivrognes lui jetaient comme à un chien. S'il pleurait ou demandait à manger, les deux brutes le battaient à qui mieux mieux.

Inutile de poursuivre une énumération qu'un volume n'épuiserait pas ; pour terminer, nous rappellerons seulement le petit martyr de la rue Vaneau, dont la douloureuse agonie est encore suffisamment présente à toutes les mémoires pour nous dispenser de la narrer en détail.

Ainsi la petite Lalie de l'*Assommoir*, tuée lentement à coups de fouet par son père, l'ignoble Bijard, n'est pas un mythe enfanté par l'imagination de M. Zola, mais un document humain.

Il est vrai qu'il existe des fauves, des monstres plutôt, qui n'ont même plus l'instinct des bêtes pour leurs petits, et dont la cruauté s'acharne à torturer jusqu'à l'en faire mourir un être innocent et sans défense.

Oui, contrairement à l'hypothèse optimiste des Jean-Jacques, des Perez et des Preyer, il est des enfants qui, en entrant dans la vie, n'y trouvent ni affection ni bonheur, mais haine et malheur.

Et puis, à côté des drames connus, combien se perpétuent avec l'impunité presque assurée aux tortionnaires s'ils agissent avec une certaine discrétion et de sorte que leurs victimes ne donnent pas « mesure au fossoyeur ».

II

QUE FAIRE ?

INSTAURER LA PROTECTION SOCIALE AU BERCEAU.

Mais est-ce que devant cette formule ne va pas se dresser le fameux *Paterfamilias* ? N'y a-t-il pas là une atteinte à la puis-

sance paternelle? N'est-ce pas méconnaître le caractère sacré de la famille et affaiblir l'autorité au foyer? Ne serait-ce pas ébranler les bases mêmes du Code et violer un principe plusieurs fois séculaire et considéré jusqu'alors comme intangible?

Nous reconnaissons toute la valeur de ces objections; aussi allons-nous essayer d'y répondre et, après la nécessité, de démontrer la légitimité de la protection.

Longtemps le pouvoir n'a semblé respectable et imposant qu'autant qu'il lui était donné d'aller jusqu'à l'arbitraire et de s'exercer sans contrôle. Le contenir dans des bornes de la justice, c'était lui faire perdre son prestige. Mais depuis un siècle, cette conception absolutiste a perdu chaque jour du terrain; la déclaration des *Droits de l'homme*, malgré de nombreuses transgressions, a fait pénétrer dans les cœurs et dans les consciences les idées de dignité individuelle, de respect de la personnalité humaine, d'autonomie. Si lent que soit le progrès, nous sommes arrivés, suivant l'expression d'Émile Aollas, à mal nous figurer « qu'un individu soit l'objet de la puissance d'un autre individu »; nous nous habituons à l'idée qu'en face des droits de l'homme, il y a bien aussi les droits de l'enfant. Du reste, n'est-ce pas une anomalie d'admettre ceux-là sans ceux-ci? Est-ce que l'enfant n'est pas le début de l'homme? Ainsi l'avait compris la Convention. Son Code, mieux pénétré et fortement imbu des principes d'égalité et de droit, avait, au mot de *puissance*, toujours menaçant, substitué les termes de *surveillance* et de *protection*; de sorte que la mission des parents revêtait bien plutôt un caractère de tutelle que celui d'un pouvoir discrétionnaire. C'était réellement l'expression du droit issu de la Révolution, tandis que le Code Napoléon, manifestement inspiré du vieux droit romain, a maintenu l'antique *patria potestas* et nous fait remonter à deux mille ans en arrière.

Pour fonder une société libre, pour habituer les citoyens à l'égalité, on est allé chercher des matériaux dans une société basée sur l'esclavage, dans une société qui, selon le langage énergique de Maria Deraismes, « traitait l'enfant comme un véritable animal dont l'existence dépend de la volonté et du

caprice d'un individu, comme un objet dont le possesseur peut se défaire à son gré. »

Étrange illogisme en vérité. Oui, si l'auteur du Code s'était proposé l'épanouissement et la fructification des idées révolutionnaires, mais ses visées étaient tout autres. Doué au plus haut degré du génie du despotisme, il comprenait que le plus sûr moyen de l'installer dans l'État, c'était de l'implanter dans la famille; que pour asseoir l'autocratie sur le trône, il fallait l'établir solidement au foyer. Il voulait justifier dans la famille l'origine de la tyrannie, parce que la famille est la société principe, la cité élément.

Cette préoccupation et ce reniement des principes de la Révolution ressortent nettement de l'examen de la genèse des dispositions du Code relatives à la famille. Chacun sait « qu'elles ont été votées sous la Constitution du 22 frimaire an VIII (1799) qui, en même temps que le Consulat, avait établi un système législatif des plus compliqués dont le but manifeste était de faire prévaloir la volonté d'un seul. En effet, sous l'initiative unique du gouvernement consulaire, un *Conseil d'État* était chargé d'élaborer les projets de lois. Le *Tribunat* discutait ces projets et émettait un vœu pour ou contre, sans avoir le droit d'amendement. Un *Corps législatif* admettait ou rejetait sans discussion et sans amendement les projets, après avoir écouté les orateurs du Conseil d'État et du Tribunat. Enfin, un *Sénat conservateur* était investi du droit d'annuler les lois qui seraient contraires à la constitution. Nous aurons donné une juste idée de ce mécanisme, si nous ajoutons que les membres du Conseil d'État, du Tribunat et du Corps législatif étaient, au moyen de combinaisons ingénieuses, presque à la nomination du gouvernement.

Malgré toutes ces précautions, il arriva que l'esprit républicain ayant survécu dans le Tribunat, ses orateurs parvinrent à faire rejeter par le Corps législatif les titres du Code qui nous occupent. Tant d'indépendance ne pouvait convenir au premier Consul. Il fit retirer le projet. Puis, pour reprendre la discussion avec certitude et faire triompher ses idées, par le sénatus-consulte du 16 thermidor an X, il réduisit le Tribunat de cent

membres à cinquante et l'affaiblit encore en le divisant en trois sections, dont une seule s'occupait de législation. Suprême prudence : on imagina par surcroît de faire donner son avis à cette pauvre section avant toute communication au Corps législatif, et ce n'était qu'après que le Conseil d'État et le Tribunat s'étaient mis d'accord que la communication au Corps législatif avait lieu.

Dans ces conditions, la discussion contradictoire se réduisait à un tournoi d'éloquence, ou plutôt à une comédie où tout était convenu d'avance. Les muets — c'est le nom que reçurent les députés du Consulat — approuvaient et la loi était promulguée.

Il est permis de se demander si une loi votée dans de pareilles conditions a bien été l'expression de la volonté de la nation, ou de celle du maître qui mettait en mouvement le mécanisme législatif de la Constitution de l'an VIII. Le doute n'est pas permis lorsqu'on connaît les projets beaucoup plus libéraux qui avaient été présentés, et la part que prenait le premier Consul aux délibérations du Conseil d'État dont il était président de droit (1). »

Voilà l'origine des lois relatives à la famille; nées sous l'inspiration pour ne pas dire la pression de Napoléon, elles ne sont que le reflet de sa pensée et de sa volonté et ne représentent, *en fait*, que des *ordonnances* émanées d'une seule autorité mais nullement sanctionnées par la nation.

Ainsi éclairé, le Code ne saurait prétendre à une sorte d'intangibilité et l'autorité paternelle se dresser comme l'expression familiale du droit nouveau. L'auréole disparaît, le prestige s'évanouit et la critique reprend ses droits.

Mais n'aurions-nous pas démontré la caducité des origines que nous ne nous croirions pas tenu d'admettre l'immutabilité de cette codification. Élaborée dans le temps, elle porterait quand même, bon gré mal gré, l'empreinte de l'actualité qui limite la durée des monuments de l'intelligence humaine, car s'il est vrai que toute législation contient une partie impéris-

(1) Gustave Lejeal (*Revue Encyclopédique*, 28 novembre 1896).

sable, sans cesse justifiée par l'expérience, il n'est pas moins vrai qu'elle renferme une partie destructible; conséquence des passions, des préjugés, des ignorances d'un siècle. Et comme les hommes ne sentent et ne pensent pas toujours de la même façon, ne sont pas toujours soumis aux mêmes nécessités, c'est un droit et un devoir pour chaque génération de soumettre à un libre examen les institutions que lui lèguent ses devancières.

Du reste, sous la poussée des faits, les textes ont déjà été obligés de fléchir et des brèches ont été ouvertes dans le mur d'enceinte du foyer, par où la société cherche à voir et à pénétrer, pour défendre l'enfant si besoin est. Telle la loi du 7 décembre 1874; cette timide intervention ne vise qu'un cas particulier : celui des enfants employés dans les professions ambulantes, les cirques et autres établissements forains; la loi du 24 juillet 1889 a une portée plus générale, elle prescrit la déchéance de la puissance paternelle dans des cas déterminés et la permet dans d'autres qui restent soumis à l'appréciation de l'autorité judiciaire.

Il n'est pas sans intérêt de rapprocher de ces deux dispositions législatives les mesures analogues prises dans plusieurs pays étrangers et qui souvent vont plus loin que les nôtres.

Dans le Massachusetts, depuis 1882, tout enfant qui grandit sans direction, sans éducation, doit être confié par les magistrats à l'assistance publique.

Dans l'État de New-York, tout mineur de 16 ans trouvé en train de mendier, de ramasser des débris dans la rue, ou dont l'état de misère révèle l'impossibilité pour ses parents de l'élever et de l'entretenir, est considéré comme moralement abandonné et recueilli comme tel après décision judiciaire.

A Genève, fonctionnent depuis 1892 une commission centrale et sept comités de quartier qui ont pour mission de rechercher les enfants en état de vagabondage ou de misère manifeste, de se livrer à des investigations sur leur situation et sur le traitement moral et physique qu'ils reçoivent de leurs parents.

A Hambourg, l'autorité place d'office dans des établissements spéciaux les mineurs pour lesquels il est démontré que les soins de la maison sont insuffisants.

A Québec, la loi de 1884 envoie dans une école spéciale, où ils sont placés sous la protection publique, les enfants de 7 à 12 ans que les parents laissent privés des soins indispensables.

Enfin en Prusse, en Pensylvanie, dans la Colombie et l'État d'Ontario, existent des lois très sensiblement égales comme effets à notre loi de 1889.

Mais qu'il s'agisse de la loi française ou de la loi étrangère, la protection de l'enfant *dans la famille* ne s'exerce qu'à travers la répression à l'égard des parents et que si elle est impérieusement commandée par des manifestations extérieures. Loin d'être la règle, elle ne constitue qu'une exception et imprime une sorte d'infamie à ceux qui la motivent. D'où une extrême prudence à y recourir et seulement après que l'enfant est déjà apparu comme une victime, après qu'il a eu à supporter des traitements ou à subir des exemples dont l'empreinte funeste persistera parfois ineffaçable.

La multiplicité des faits de la nature de ceux que nous avons rappelés au début, a suggéré l'idée de renforcer nos lois de protection et d'édicter des peines plus sévères contre les martyrisateurs d'enfants. Dernièrement des propositions dans ce sens ont été déposées à la Chambre. Mais leur auteurs eux-mêmes ont pris soin de faire remarquer qu'elles ne donneront qu'un résultat incomplet et que la révélation des actes délictueux restera toujours rare et difficile.

Sans négliger ce côté de la question, il nous semble que c'est dans une autre voie qu'il conviendrait de diriger particulièrement les efforts, et de donner à l'intervention une forme plutôt préventive que répressive. Ne vaut-il pas mieux, en effet, empêcher le mal de se produire que d'attendre pour cicatriser ensuite les plaies qu'il aura faites? Ne serait-il pas préférable de recourir à des lois de préservation plutôt qu'à des lois de répression, à des lois d'hygiène sociale, dirions-nous volontiers, plutôt qu'à des lois de médecine sociale?

De même que l'hygiène bien entendue rend de moins en moins nécessaire l'intervention médicale, de même les mesures de préservation sociale auront pour effet de restreindre de plus

en plus la répression sociale sur le point qui nous occupe. L'expérience est faite et la loi du 23 décembre 1874 sur la protection des enfants du premier âge *élevés hors du domicile* de leurs parents et due à l'initiative de notre vénérable président, est là pour nous convaincre. N'a-t-elle pas suffi à faire disparaître les nourrices *faiseuses d'anges*? Nous aurons à y revenir. Avec la loi du 28 mars 1882 sur l'obligation scolaire, elle forme une première assise d'un code de l'enfance, que tôt ou tard il faudra bien élaborer dans son entier en face du code de la puissance paternelle.

Au surplus, elle est très suggestive cette loi du 28 mars. A 6 ans, elle prend l'enfant et dit au père : Il n'est pas ta chose, je ne te reconnais pas le droit d'en disposer selon ton bon plaisir et de priver son intelligence de culture. Tu lui as donné la vie, c'est peu ; il faut lui fournir le moyen de la pratiquer. Aux parents grossiers et ignorants qui ne se font aucun scrupule de laisser leurs enfants grossiers et ignorants comme eux, à ceux qui vont répétant : « Nous avons bien vécu comme ça, ils feront comme nous », elle répond hautement *non*. Sans hésitation, elle incline la puissance paternelle devant le droit de l'enfant à l'instruction.

Ce qui précède nous paraît établir de suffisante façon qu'au point de vue individuel, la protection de l'enfance ne saurait être considérée, ni en fait ni en droit, comme contraire aux principes modernes et attentatoire à l'autorité et au respect dus à la famille.

III

Examinons maintenant la question au point de vue social, et voyons si, dans l'intérêt de sa propre conservation, notre société n'a pas le devoir étroit de garantir le développement de l'enfant et de sauvegarder son existence.

Statistiques en main, notre accroissement de population est si lent qu'il équivaut à une véritable dépopulation en face des progrès réalisés par les autres nations.

Si l'on calcule l'accroissement moyen annuel, pour une

période de vingt ans, des divers États de l'Europe, on obtient le tableau suivant :

États européens.	Accroissement moyen annuel par 1000 habitants.
Suède.	15,7
Pays-Bas.	15,6
Danemark.	15,5
Norvège.	13,9
Angleterre.	13,4
Allemagne.	12,3
Espagne.. . . .	9,6
Belgique.	9,0
Autriche.	8,6
Italie.	7,1
Suisse.. . . .	7,0
Hongrie.. . . .	4,1
France.	2,3

Si nous considérons l'accroissement absolu, notre pays depuis 1844, a passé, en millions d'hommes

De.	29,9 à 38,5
L'Angleterre de.	10,2 à 38,1
Les Etats-Unis de.	7,3 à 62,4

En 1845, la Russie comptait 45 millions d'hommes; elle en possédait 100 millions 600 000 en 1889.

En 1844, l'Allemagne avait à peu près la même population que la France (il s'agit du territoire actuel des deux pays). Aujourd'hui sa population dépasse la nôtre de 14 millions. Depuis cinq ans notamment, elle a gagné 3 millions d'habitants, et pendant ces mêmes cinq années, nous avons péniblement augmenté de 175 027 habitants.

Les conséquences de cet état de choses nous sont signalées avec une brutalité toute tudesque par le docteur allemand Rommel :

« La politique des races est impitoyable, écrit-il. Le moment approche où les cinq fils pauvres de la famille allemande, alléchés par les ressources et la fertilité de la France, viendront facilement à bout du fils unique de la famille française. Quand une nation grossissante en coudoie une autre plus clairsemée,

qui, par suite, forme centre de dépression, il s'établit un courant d'air vulgairement appelé *invasion*, phénomène pendant lequel la loi et la morale sont mises provisoirement de côté. »

Si l'avertissement n'est pas très charitable, il a tout au moins le mérite de la franchise. A nous d'en tenir compte et de combattre les causes de notre infériorité. Mais quelles sont ces causes? Bien que très nombreuses et très enchevêtrées, elles se rapportent toutes, en définitive, à la natalité ou à la mortalité.

Il est incontestable que notre natalité est très faible, tout au moins dans les classes riches, où, à l'ancien régime du droit d'aînesse, a succédé, suivant l'expression du docteur allemand, le régime des enfants uniques. Un classement des quartiers de Paris d'après leur richesse établit que ce sont les riches qui font le moins d'enfants.

Natalité pour 1000 femmes en un an.

Arrondissement exceptionnellement riche.	34
— très riche.	53
— riche.	65
— aisé.	72
— pauvre.	95
— très pauvre.	108

La comparaison entre les départements conduit aux mêmes conclusions, et puisque nous sommes en Normandie, qu'il nous soit permis de rappeler que cette riche province, depuis longtemps, ne les justifie que trop.

Le mal progresse d'une façon continue; d'année en année, le nombre des naissances va diminuant, ainsi que le prouvent les chiffres ci-dessous :

Années.	Naissances.
1884.	937 750
1885.	924 558
1886.	912 838
1887.	899 333
1888.	882 639
1889.	880 579
1890.	838 059
1891.	866 377

Années.	Naissances.
1892..	855847
1893..	875888
1894..	845388
1895..	834173

Nous avons vu tout à l'heure quelle était la situation respective de 13 nations européennes sous le rapport de l'accroissement moyen annuel, et nous constatons que la France arrivait *au dernier rang*. Si nous groupons ces mêmes nations d'après le nombre des naissances, nous obtenons une autre classification dans laquelle la France occupe encore *le dernier rang*.

États européens.	Nombre des naissances par 1000 habitants.
Hongrie.	42,8
Autriche	39,7
Espagne.	39,3
Italie.	37,1
Pays-Bas.	36,2
Angleterre	35,3
Allemagne.. . . .	35,1
Belgique	31,8
Danemark.. . . .	31,2
Suède.. . . .	30,9
Norvège	30,8
Suisse.. . . .	30,6
France.	21,4

Nous ne pouvons nous empêcher de faire remarquer qu'entre la France et la Suisse, qui la précède immédiatement, l'écart est de 9,2, tandis que de la Suisse à la Hongrie la différence totale n'est que de 12,2. C'est-à-dire de 1 en moyenne entre chaque nation.

Si intéressante et si importante que soit l'étude des causes de cette stérilité, nous ne croyons pas pouvoir l'aborder sans sortir des limites de la question qui nous occupe, et dans laquelle la pénurie des naissances n'intervient elle-même que comme argument.

Nous passons donc immédiatement à la mortalité, et puisqu'il s'agit de l'enfance, à la mortalité infantile.

Il y a chez nous excès de décès du premier âge.

D'une communication faite à l'Académie de médecine le 14 janvier 1896 par le Dr Lagneau, il résulte que sur 875 888 décès survenus en 1893, 133 618, soit plus du sixième, représentaient des sujets âgés de moins d'un an.

De 1887 à 1891, sur 4 366 987 enfants nés vivants, il en est mort 706 887, soit 16,1 p. 100 avant l'âge d'un an, ainsi répartis suivant l'année.

Années.	Naissances.	Décès.	Tantième.
1887.	899 333	144 934	16,11 p. 100
1888.	882 639	145 829	16,52 —
1889.	880 579	136 087	15,45 —
1890.	838 059	142 271	16,97 —
1891.	866 377	137 766	15,90 —

Notre taux de mortalité, d'après ces données, oscille autour de 16 p. 100 pour la première année de l'existence; nous n'avons pas les renseignements pour la période 1892-96, mais il est probable qu'ils ne modifieraient guère la proportion, s'ils la modifiaient. Acceptons donc comme vrai ce chiffre de 16 p. 100.

Au dernier rang parmi les peuples comme natalité, notre intérêt nous fait un devoir de conserver le plus grand nombre possible d'existences. Eh bien! sous ce rapport encore, loin d'occuper, je ne dirai pas le premier rang, mais une place simplement honorable, nous nous tenons dans les derniers; témoin le tableau suivant qui donne la proportion des décès de 0 à 1 an, sur 100 enfants nés vivants, calculée sur une période de cinq ans.

États européens.	Nombre des décès sur 100 enfants.
Danemark.	9,32
Norvège.	10,33
Hollande.	11,37
Suède.	14,35
Angleterre.	15,39
Belgique.	15,53
France.	16,10
Espagne.	17,07
Autriche.	17,33
Prusse.	20,05

Ainsi, non seulement la France est un des pays où il naît le moins d'enfants, mais encore un de ceux où il en meurt le plus. Les conséquences d'un pareil état de choses sont trop visibles pour qu'il soit nécessaire d'insister. Mais de ces deux facteurs de la dépopulation, si la diminution de la natalité échappe à peu près complètement à l'action sociale, une énergique intervention peut, au contraire, réduire sensiblement la mortalité. Bouchons les fissures qui alimentent la mort, organisons la lutte pour la vie avec toutes nos ressources scientifiques; nous sommes persuadés que nos efforts ne resteront pas stériles et que nous aurons tout lieu de nous féliciter des résultats.

Sans doute, le nombre des naissances a une importance incontestable, mais celui des survies en a au moins autant, sinon plus. Rapprochons les unes des autres les statistiques qui précèdent, elles suffiront à nous éclairer. L'Autriche et l'Espagne qui tiennent le premier rang comme natalité n'arrivent que dans un rang moyen comme accroissement de population par suite d'une mortalité infantile excessive. Au contraire, le Danemark, la Suède et la Norvège, relativement peu prolifiques, sont à la tête des nations comme accroissement, parce qu'elles sont celles qui perdent le moins d'enfants.

Que la France suive l'exemple de ces dernières et cherche à conserver le plus grand nombre possible d'existences qui viennent à la vie, et elle ne verra plus, comme en 1895, les décès surpasser les naissances de 18 000. Il est né pendant cette année 834 173 enfants sur lesquels, d'après le taux moyen de 16 p. 100, il en serait décédé 133 467. Calculés au taux du Danemark (9,32), les décès ne s'élèveraient qu'à 77 744 et nous laisseraient 55 723 survies de plus.

Pendant la période 1887-91, les décès des nouveau-nés se sont élevés à 696 887; réduits à la proportion du Danemark, ils n'auraient pas dépassé 405 936, d'où un gain de 290 951 existences pour ces cinq années, c'est-à-dire plus d'un demi-million en dix ans.

En attendant que, par d'autres moyens, on arrête la dépopulation, avouons que nous sommes bien coupables de négliger celui-là, à moins que ce qui est possible en Danemark ne le

soit pas en France. Nous établirons tout à l'heure que nous pouvons réaliser le même progrès que ce petit peuple du Nord.

Mais la dépopulation n'est pas la seule forme que revête le péril social, il se manifeste sous des apparences tout aussi redoutables et tout aussi menaçantes avec la progression de la criminalité chez les enfants. Si, après les statistiques de mortalité, nous consultons celles de la criminalité, nous serions effrayés du nombre de ceux qui n'échappent à la mort que pour tomber dans le vice ou dans le crime. Un coup d'œil seulement.

De 1826 à 1880, tandis que les délits de droit commun avaient triplé chez les adultes, ils avaient quadruplé chez les jeunes gens et presque triplé chez les jeunes filles. Quant aux enfants poursuivis, le nombre en avait doublé. De 1880 à 1893, l'augmentation est beaucoup plus rapide : le nombre des enfants criminels s'accroît du quart, tandis que celui des adultes s'accroît seulement du neuvième. Et bien que les mineurs de 7 à 16 ans ne représentent pas 7 millions d'individus, tandis que les adultes en comptent plus de 20, la criminalité des premiers dépasse presque du double aujourd'hui celle des seconds. La prostitution va aussi en croissant, et on a estimé à 40 000 en dix ans le nombre des enfants atteints. Quant aux suicides, ils ont été de 87 en 1893 pour les enfants de moins de 16 ans. Et ce n'est pas seulement le nombre qui progresse ; selon M. Adolphe Guillot, on remarque dans les actes des jeunes accusés « une exagération de férocité, une recherche de lubricité, une forfanterie de vice qui ne se rencontrent pas au même degré à un âge plus avancé ».

Nous bornerons là ces douloureuses constatations.

Au nom du *Droit* de l'enfant et au nom de l'intérêt social, nous pouvons désormais soutenir hardiment cette thèse de la protection sociale étendue à tous les enfants et conclure avec les *Débats* « qu'il faut les défendre de bonne heure et longtemps, les protéger contre la maladie et contre la mort, contre les gens et contre les choses qui les menacent, contre leurs parents eux-mêmes, hélas ! contre la rue qui les attend et qui les

corrompt, contre les mauvaises compagnies qui les perdent, contre le Code et la prison, car la justice ne leur est pas toujours assez tendre, bref, contre les dangers, les entraînements et les épreuves de toute nature ».

IV

Le principe établi, il reste à dire ce que doit être cette protection. De suite, on comprend qu'elle doit différer avec les époques de la vie. Le bébé au berceau, le bambin qui fait ses premiers pas « offrant de toutes parts sa jeune âme à la vie » ne réclament pas la même intervention que le garçonnet et la fillette d'âge scolaire, et ceux-ci n'ont pas à redouter les mêmes écueils que l'adolescent qui entre dans la période de puberté. De là, trois stades dans la protection : 1° pendant la période enfantine ; 2° pendant la période scolaire ; 3° pendant l'adolescence.

Étant donné le programme et le caractère du Congrès, nous ne croyons pas devoir entrer dans l'examen détaillé de la protection à chacune de ces périodes. Nous nous bornerons à l'application à la première enfance.

A cet âge, la question de vie ou de mort prime toutes les autres ; elle est, pour ainsi dire, la seule et c'est essentiellement d'hygiène qu'il s'agit. S'il est vrai qu'on ait à déplorer les cruautés de parents barbares, ce n'est fort heureusement qu'à l'état d'exceptions ; mais qui a jamais dénombré les victimes de l'ignorance dans laquelle sont toutes les mères des soins à donner aux nouveau-nés ? Avec le Dr Brochard, on peut affirmer que la véritable cause de la mortalité du premier âge est l'inexpérience des mères avec tout son cortège de préjugés et de fautes contre l'hygiène.

Ici, une alimentation défectueuse est la grande pourvoyeuse de la mort ; là, un emmaillotement stupide fabrique des estropiés et des infirmes ; ailleurs les remèdes de « bonnes femmes » aggravent les maladies au lieu de les guérir ; plus loin, on inflige de véritables souffrances avec la conviction de procurer la santé, telles ces expositions sur la dalle froide d'un tombeau, à Villers-Saint-Sépulcre (Oise), déclarées infaillibles contre le

carreau. Combien de maladies de la peau sont dues à la saleté ! Combien d'affections cérébrales sont dues à la crasse de la tête, aux croûtes laiteuses pour lesquelles on professe partout un saint et profond respect ! Combien d'enfants s'enrhument, deviennent rachitiques, parce qu'on les couche sur la plume ou qu'on met leur berceau près d'un mur humide !

Est-ce que dans ce département de la Seine-Inférieure même, on ne voit pas des mères demander l'aumône et entreprendre avec cet argent de « l'humiliation et de la pénitence » un pèlerinage au Neufbourg ou ailleurs, pour aller chercher la guérison du « mal de Saint-Main » ou de toute autre affection dont leurs enfants seraient préservés par des soins éclairés ? Une heure de chemin de fer nous conduirait en plein pays de Caux, où, sans grandes recherches, nous trouverions de pauvres bébés dans une « tournette » ou « potence ». Entraînés par leur propre poids, ils tournent, les bras en l'air, suspendus sous les aisselles et offrent, selon la juste expression d'un médecin-inspecteur, l'aspect d'un Z, la tête portée en avant et les jambes, trop faibles pour supporter le poids du corps, traînant misérablement en arrière. Nous y rencontrerions aussi l'usage de la « hotte », sorte de panier en osier, rappelant la forme d'une cruche à bière, et dans laquelle on plante les enfants debout, serrés dans leur maillot.

Mais voici qui est plus douloureux encore. Dans le très intéressant bulletin de la Société protectrice de l'Enfance, M. le Dr de Welling constate que de 1887 à 1893, sur 7 444 enfants décédés avant l'âge d'un an, dans la ville de Rouen, 3 892 soit 58 p. 100, ont succombé à la diarrhée microbienne. Ces 3 892 décès représentent de véritables homicides, puisque la diarrhée microbienne est une maladie évitable par la stérilisation.

On ne sait donc pas élever les enfants. Or, si l'opinion peut encore varier sur certaines pratiques de l'élevage, il y en a qui sont unanimement condamnées par la science et qui, par conséquent, ne sauraient plus être tolérées, car, avec notre éminent directeur, M. Monod, nous pensons que « ce qui était permis quand on le jugeait inoffensif, ne doit plus l'être quand on le sait nuisible ». Et de même que la loi est inter-

venue pour assurer le développement de l'intelligence de l'enfant, elle doit intervenir pour assurer le développement du corps et sauvegarder parfois l'existence. Logiquement la protection physique doit précéder la protection intellectuelle.

Mais sous quelle forme et par quels agents s'exercera cette action de la loi ? La réponse va nous être fournie par la loi Roussel et ses résultats.

En 1892, sur 102 408 enfants protégés de 0 à 2 ans, il en est mort 9 357, soit 9,13 p. 100, tandis que nous avons vu que la mortalité générale des enfants de 0 à 1 an oscille autour de 16 p. 100 ; elle atteint même 23,7 p. 100 dans l'Ardèche, 23,8 dans les Hautes-Alpes et 23,9 dans la Seine-Inférieure. Dans ce dernier département, en particulier, la mortalité des nourrissons a été de 7,25 p. 100, soit une différence de 16,65. N'est-ce pas énorme ? Que la diminution naturelle de la mortalité chez les nourrissons pendant la deuxième année contribue à augmenter l'écart entre les deux taux, nous le reconnaissons, mais cette cause ne saurait à elle seule expliquer une différence aussi grande et il faut admettre — ce que les rapports officiels proclament depuis longtemps — « que les nourrices bien dirigées, bien conseillées, finissent par suivre les conseils d'hygiène donnés par les médecins-inspecteurs, de sorte que leurs nourrissons se trouvent dans des conditions meilleures que nombre d'enfants élevés par leur mère ».

Eh bien ! si l'inspection médicale produit de si heureux effets chez les nourrices, pourquoi ne pas l'introduire dans la famille ?

Nous croyons avoir répondu aux objections de principe qui pourraient être soulevées, et nous ne voyons pas de difficultés sérieuses dans la pratique. Dira-t-on que des parents refuseront de recevoir le médecin ou de suivre ses conseils ? Ce ne serait en tout cas que des exceptions, et quand elles se manifesteraient, on agirait comme dans toutes les circonstances où il y a résistance à la loi. En face du droit de l'enfant et, de l'intérêt de la société, le droit du père doit s'incliner et, comme l'a dit M. le Directeur Monod, « la liberté de vivre doit avoir le pas sur la liberté de tuer ».

Qu'on nous permette à ce sujet une remarque personnelle. Au cours de nos tournées, il nous est arrivé quelquefois de nous rencontrer chez une nourrice avec la mère de l'enfant et de faire des observations. En donnant la raison de telle prescription, en expliquant les inconvénients ou les dangers de telle pratique, en montrant la surveillance uniquement préoccupée de la vie et de la santé de l'enfant, loin d'avoir à essuyer un refus et de voir la mère prendre parti contre nous, nous avons, au contraire, toujours reçu des remerciements.

Du reste, quelle est la mère qui, aimant son enfant, ne serait heureuse d'avoir une sorte de directeur à consulter et de recevoir des conseils éclairés? Et puis, là où l'affection ferait défaut, le médecin inspirerait une crainte salutaire. Sachant que l'enfant sera visité et *examiné* chaque mois, les brutes redouteraient l'œil exercé du praticien et n'oseraient plus se livrer à loisir à la torture et perpétrer impunément un infanticide. Est-ce que les nourrices *faiseuses d'anges* n'ont pas disparu partout où la protection fonctionne régulièrement? Il faut aussi que les mères *faiseuses d'anges*, volontaires ou involontaires, disparaissent; il faut que quelqu'un aille au foyer défendre les petits contre l'ignorance et les préjugés; il faut qu'une sentinelle veille autour des berceaux prête à jeter l'alarme si, malgré tout, l'enfant apparaît comme une victime. Nul ne saurait mieux remplir cette haute mission que le médecin.

Pour éviter toute apparence vexatoire ou inquisitoriale, tout froissement de susceptibilité, rien n'empêcherait de dispenser de la visite du médecin-inspecteur les familles qui en témoigneraient le désir, sous réserve qu'elles feraient visiter leurs enfants par un médecin de leur choix et que celui-ci fournirait la preuve de ses visites mensuelles; ainsi, la liberté des parents serait respectée jusqu'à l'extrême limite où elle reste compatible avec les droits de l'enfant. Cette méthode ne serait que l'application de la règle suivie en matière d'instruction obligatoire.

Si les parents préfèrent les écoles privées ou l'éducation dans la famille aux écoles et à l'enseignement de l'État, ils sont absolument libres; ce qui leur a été retiré, c'est la liberté

de choisir entre l'instruction et l'ignorance. De même, ils seraient libres de choisir le médecin qui leur conviendrait pour veiller au développement physique ; la société n'aurait pas à imposer le sien, mais elle ne permettrait plus l'absence de surveillance et de direction.

En présence des petits martyrs et de la dépopulation, le droit de l'enfant à la vie ne saurait être trop hautement affirmé, et la société doit assumer résolument le devoir de le garantir envers et contre tous ; trop longtemps le développement de ces frêles existences a été abandonné aux caprices du hasard ou aux fantaisies de l'ignorance ; il faut éclairer la tendresse des parents, au besoin leur imposer la lumière ; il faut que les progrès de la science avec les préceptes de l'hygiène aillent à tous les berceaux porter la santé, ce précieux talisman sans lequel la vie n'est qu'un pénible fardeau.

A. CABBILLARD.

A la suite de ce rapport, le Congrès a adopté le vœu suivant, signé par MM. André Lefèvre, Paul Strauss et Cambillard :

Les familles devront produire tous les deux mois un certificat médical constatant que l'enfant de 0 à 1 an est soigné conformément aux règles de l'hygiène.

Ce certificat émanera soit d'un médecin choisi par la famille, soit, si celle-ci en fait la demande, d'un médecin désigné par l'Administration (et dont les visites pourront être gratuites).

Au cas où le certificat ne serait pas produit en temps voulu par la famille, l'autorité administrative pourra faire procéder d'office à la visite et à l'examen de l'enfant.

LE SANATORIUM D'ANGICOURT

ET LA

CURABILITÉ DE LA TUBERCULOSE PULMONAIRE

La création, par l'Assistance publique de Paris, du sanatorium d'Angicourt pour tuberculeux pauvres, constitue l'une des tentatives les plus nouvelles, et la plus intéressante au point de vue de la thérapeutique médicale qui ait été faite depuis bien longtemps. Malheureusement, comme toutes les créations d'ordre tout à fait nouveau, celle-ci a rencontré des difficultés sans nombre. Bien que les premiers projets remontent à 1886, il est encore impossible de prévoir l'époque probable de l'achèvement. Cette tentative, jusqu'ici incomplète, n'en fournit pas moins un important objet d'étude. C'est le premier essai d'application d'un principe qui tend de plus en plus à prévaloir à l'étranger, et qu'on peut résumer dans cette brève formule « les hôpitaux à la campagne ». Les œuvres d'assistance privée s'intéressant à la tuberculose, sont d'ailleurs aujourd'hui de plus en plus nombreuses. Pour elles aussi, les résultats obtenus dans les établissements analogues de l'étranger, l'histoire brièvement résumée de la tentative officielle française, offre un réel intérêt.

I

La période de constitution ou plutôt de discussion du sanatorium d'Angicourt fut une période de septicisme prédominant. Sans doute, les résultats thérapeutiques obtenus par le

traitement de la tuberculose dans les sanatoria allemands ne pouvaient être discutés. Les chiffres de 24 p. 100 de guérisons obtenues, à Falkenstein, de 27 p. 100 de guérisons obtenues à Hohenbonnef, indiqués par M. Paul Strauss, dans un rapport qui fut décisif, étaient singulièrement encourageants. Mais contre ces chiffres une objection revenait, toujours formulée, même par quelques médecins. Ces guérisons ont été obtenues chez des malades de la classe aisée et payante. Angicourt, réservé aux malades de la classe pauvre, donnera-t-il d'aussi heureux résultats? Et l'idée de la transformation en un simple asile de vieillards fut même un moment discutée.

En réfléchissant, il était facile de concevoir que, mis à égalité de conditions hygiéniques, les tuberculeux pauvres devaient guérir tout aussi bien que les riches. Un fait curieux sur lequel insistait jadis beaucoup mon regretté maître de l'hôpital de Berck, M. Cazin, pouvait même faire pressentir qu'ils guériraient mieux que les riches. A Berck, en effet, les guérisons et les améliorations sont encore infiniment plus rapides et plus nombreuses chez les enfants tuberculeux de l'hôpital que chez les enfants riches de la plage. C'est que, chez les premiers, la tuberculose est en quelque sorte accidentelle, créée artificiellement par le manque d'air et de soleil, la nourriture insuffisante. Mais cet argument ne suffisait pas à convaincre les incrédules. Quand, en 1894, l'affiche d'adjudication des travaux fut enfin posée peu de temps après le rapport de M. Paul Strauss, cette affiche portant en tête : construction d'un hospice de phtisiques, le mot hospice ne semblait pas indiquer de bien grandes espérances de guérisons.

Mais, depuis 1894, des sanatoria pour tuberculeux pauvres se sont créés un peu partout. Un peu partout, sauf en France, d'où la première idée était cependant partie, et où n'existent encore que les sanatoria spéciaux pour enfants tuberculeux de Villepinte et d'Ormesson. Les résultats de ces deux établissements improvisés en quelques mois, par l'initiative privée, 30 p. 100 de guérisons, pouvaient être discutés comme s'appliquant à l'adulte. Mais les résultats des sanatoria pour tuberculeux pauvres de Falkenstein, de Rehburg, de Gørbersdorff sont singulièrement

encourageants. A Falkenstein, où les malades sont reçus à toutes les périodes de la phtisie et séjournent douze semaines seulement, 102 malades sur 133 traités en un an, sont très améliorés. L'augmentation du poids est en moyenne de 7 livres. La disparition complète des bacilles dans les crachats est notée dans 10 p. 100 des cas. Au Rehburg, sur 170 tuberculeux soignés en deux ans, 63 (37 p. 100) quittent le sanatorium, considérés comme guéris, 67 (38 p. 100) sont améliorés. — A Gørbersdorff, le Dr Weicker étudie, non la guérison ou l'amélioration, mais l'aptitude au travail à la sortie, élément plus facilement appréciable. Sur 65 malades soignés, 47 avaient recouvré cette aptitude à leur sortie. Chez 40 de ces malades l'aptitude au travail avait persisté au bout d'un an. — Il serait facile de multiplier ces exemples, comme l'a fait M. Beaulavon dans un excellent travail sur les sanatoria pour phtisiques indigents à l'étranger, paru récemment dans la *Revue de la tuberculose*. En Suisse, au sanatorium du Schwendi; en Angleterre, aux sanatoria de Vendnor, d'Adirondack, les résultats sont également satisfaisants.

Comment s'expliquer ces résultats surprenants dans une affection généralement regardée comme si grave? S'il s'agissait de plaider uniquement le procès d'Angicourt, il suffirait d'enregistrer ces nombreuses guérisons, sans en rechercher les causes. Mais l'Assistance publique, dans son projet de campagne contre la tuberculose, a décidé la création de deux sanatoria intra-urbains, l'un à l'hôpital Saint-Antoine, l'autre à l'hôpital Cochin. Ces sanatoria intra-urbains, dont les plans sont d'ailleurs fort remarquables, seront certainement commencés et probablement même terminés avant l'achèvement d'Angicourt. Si le mot de sanatorium a pour but d'augmenter les illusions des malades qui y sont traités, on ne peut qu'approuver cette pensée pieuse. Mais si l'on s'imagine vraiment que la cure d'air, le grand élément de succès dans les sanatoria, puisse se faire aussi bien avec l'air du faubourg Saint-Jacques et du faubourg Saint-Antoine, qu'avec l'air de la pleine campagne, cela mérite discussion.

La cure d'air permanente prolongée jour et nuit est le principe même du traitement des sanatoria. La qualité même de

l'air n'est pas plus indifférente pour cette cure que ne l'est la bonne qualité des aliments pour le deuxième élément du traitement, pour la suralimentation. Bien des raisons théoriques ont été données pour expliquer cette efficacité de l'air pur de la pleine campagne. On a supposé que cet air, très pauvre en germes, nettoyait mécaniquement les bronches et les poumons, tandis que l'air des villes, l'air rerespiré comme l'appellent les médecins anglais, apporte sans cesse des germes nouveaux. A cet égard, l'action purifiante de l'air des villes pourrait donc être comparée à celle d'un bain pris dans une eau bien sale. On a invoqué, pour expliquer l'action plus particulièrement favorable des sanatoria situés en pleines forêts, la présence de l'ozone. Dans l'incomparable action de cet agent physique, l'air pur, bien des données sont encore inconnues. L'argon par exemple, ce composant qui semble avoir une importance réelle, est à peine connu d'hier. Mais, sans s'attarder aux raisons théoriques, il y a là un fait de simple bon sens : si quelque médecin croit que l'air de Paris favorise la respiration, réveille les forces et stimule l'appétit aussi bien que l'air de la pleine campagne, je lui serais fort obligé de m'envoyer l'ombre d'un fait justifiant son opinion.

N'y eût-il même que l'excitation de l'appétit, ce fait banal et journalier qui s'observe dès le second jour de toute arrivée à la campagne, qu'il y aurait là un élément prépondérant. La suralimentation, cet excellent traitement de la phtisie pulmonaire qu'a imaginé M. Debove, se trouve prodigieusement facilitée. Au Schwendi, une des préoccupations du règlement est d'empêcher les malades de manger en dehors des six repas réglementaires. Voilà une débauche d'appétit qui ne sera sans doute guère à craindre dans les sanatoria intra-urbains. Un dernier fait justifierait, si c'était nécessaire, cette efficacité de l'air pur au point de vue de la suralimentation. Nombre de maladies d'estomac même indépendantes de toute tuberculose se trouvent très favorablement influencées par une hygiène plus ou moins analogue à celle des sanatoria où la cure d'air au repos occupe au début le principal rôle. Et c'est peut-être à la pratique des sanatoria qu'on peut emprunter les meilleurs moyens de trai-

tement de ces affections si tenaces et si rebelles à tout traitement médicamenteux. Les constructions élevées à grands frais dans Paris, pour le traitement des tuberculeux curables, pourront être égales, supérieures même, au point de vue hygiénique, à celles d'Angicourt. Au point de vue thérapeutique, on peut parier à l'avance qu'elles ne donneront pas les mêmes résultats.

II

La situation topographique du domaine d'Angicourt est en effet des plus favorables. Son étendue atteignait, au moment du premier achat, 28 hectares. Cette étendue était déjà considérable. C'est exactement la superficie sur laquelle, à Paris, le quartier Bonne-Nouvelle réunit et entasse ses trente mille habitants. Depuis, une série d'acquisitions successives ont régularisé les contours un peu irréguliers du terrain primitif et ont augmenté son étendue de près de moitié.

La configuration générale, assez accidentée, est celle d'un plateau boisé, sillonné en tous sens par deux vallées d'orientation différente, et par des ravins profonds. L'altitude de ce plateau atteint une centaine de mètres. Il est entouré de toute une série de collines plus ou moins élevées, en majeure partie boisées de sapins. L'immunité singulière dont jouissent, à l'égard de la tuberculose, les campagnes élevées, entourées de forêts, est un fait bien connu, démontré surtout par les travaux de M. Deshayes de Rouen. L'usage ancien, usage renfermant une part de vérité, de toujours choisir pour le séjour des tuberculeux les localités où la tuberculose spontanée est rare, trouve donc ici satisfaction.

Bien que la propriété renferme une source très abondante, le sol du plateau n'offre nulle part trace d'humidité; cette eau d'ailleurs est une eau courante, offrant cet avantage de constituer une excellente eau de source. Les brouillards ne sont pas non plus très à craindre à cette altitude, malgré le voisinage des grands bois.

Le vent assez violent qui règne sur le plateau d'Angicourt, comme sur tous les plateaux isolés et un peu élevés, exigeait

seul quelques précautions spéciales dans l'édification des bâtiments. Ces précautions ont été fort habilement prises par l'architecte M. Belouvet. La forme de chaque pavillon offrant une partie médiane, flanquée de deux ailes à angle obtus, l'orientation de ces pavillons vers le sud-est garantit au centre un espace largement ensoleillé et suffisamment abrité contre les vents les plus froids. Dans le parc même, les nombreuses dépressions de terrain permettent de constituer facilement d'autres abris.

Le premier pavillon, le seul actuellement en construction, a même fait l'objet, au point de vue de la protection contre le vent, d'un travail des plus considérables. D'énormes déblais, enlevant près de 160 000 mètres cubes de terre, ont été faits de façon à établir le rez-de-chaussée à six mètres en contre-bas du sol du plateau. Le bâtiment se trouve ainsi placé dans une dépression artificielle. Les dépenses nécessitées par ce travail, les difficultés qu'a données la rencontre, à cette profondeur, d'un sol devenu mouvant et nécessitant l'emploi de pilotis, feront sans doute abandonner, pour le deuxième pavillon ce système d'une construction en contre-bas. Un simple talus de remblai, planté d'arbres, situé en arrière des bâtiments, analogue à ces brise-vents si fréquents dans les clos de Normandie, doit avoir un effet protecteur presque analogue avec une grande différence d'économie.

Tous les détails de construction ont été calculés pour la construction d'un sanatorium modèle. Aucun malade ne sera couché au rez-de-chaussée. Les chambres du premier étage auront au plus huit lits. Beaucoup sont à deux et même à un lit. En avant du pavillon, s'étendra une vaste marquise permettant aux malades, même par les plus mauvais temps, de rester à l'air étendus sur une chaise longue. Le chauffage sera assuré par un calorifère à vapeur et à eau chaude, seul moyen assez puissant pour entretenir une température suffisamment élevée dans les chambres des malades. Le principe de la cure d'air exige en effet que les fenêtres restent ouvertes à peu près par tous les temps. L'éclairage sera fait exclusivement à la lumière électrique. L'alimentation du sanatorium en eau potable et sur-

tout l'épuration de toutes les eaux souillées ont également nécessité d'intéressants travaux.

Malheureusement, les crédits disponibles ne permettent l'édification que des services généraux, et de la moitié d'un des pavillons de 100 malades. Il fut un moment question d'inaugurer le sanatorium avec 50 malades seulement. Cette solution aurait permis un achèvement rapide. Peut-être même les résultats auraient-ils été plus certains. Tous les sanatoria pour tuberculeux pauvres ne renferment qu'un nombre de lits des plus restreints, 26 au début puis 75 seulement à Falkenstein, 30 au Rehburg, 25 à Gørbersdorff, 24 au Schwendi. L'accumulation des malades, si bonnes que soient les dispositions hygiéniques, ne permet plus cette surveillance médicale de tous les instants, la condition principale des succès des sanatoria. Le chiffre de 100 lits, auquel on s'est arrêté pour l'inauguration d'Angicourt, est déjà considérable. Le chiffre de 200 lits, qui doit être atteint plus tard, offrira des difficultés réelles de règlement intérieur pour ne pas transformer en un simple hôpital ce qui doit être un sanatorium.

Actuellement d'ailleurs, l'argent paraît manquer et manquera peut-être encore longtemps, pour aller au delà de 50 lits. Les besoins de l'Assistance publique sont si nombreux et si variés que l'allocation nécessaire, qu'on la demande au Conseil municipal ou à la commission du pari mutuel, semble devoir se faire attendre. Jusqu'ici les démarches tentées n'ont abouti qu'à des promesses vagues. Il est donc impossible de prévoir, à plusieurs années près, l'époque de l'achèvement d'Angicourt.

Ces retards sont fâcheux pour les malades. Actuellement les chances de guérison des tuberculeux dans les hôpitaux de Paris peuvent être à bien peu de choses près résumées dans le mot énergique de Grancher : « Ils y meurent tous. » Ce qui est vrai du traitement à l'hôpital, l'est plus encore du traitement dans les bureaux de bienfaisance. C'est un médecin des bureaux de bienfaisance qui a écrit la phrase désespérée : « A Paris l'assistance des tuberculeux sous toutes ses formes se réduit à rien. »

Au point de vue du plan général de la lutte contre la tuber-

culose, il est non moins fâcheux qu'avant d'adopter dans les hôpitaux ordinaires toute une série de mesures dispendieuses, les résultats du traitement d'Angicourt ne soient pas encore connus. Sans doute, si favorables que soient ces résultats, l'isolement des phtisiques trop avancés et manifestement incurables continuera à s'imposer et devra être fait sur place sans leur imposer de voyages inutiles. Mais les malades curables constitueront toujours l'immense majorité. L'aphorisme du vieil Hippocrate : « La tuberculose est la plus curable de toutes les maladies », oublié pendant des siècles est aujourd'hui de nouveau reconnu comme vrai. Sans doute, on essaiera bien de traiter ces malades curables dans les sanatoria intra-urbains de Saint-Antoine et de Cochin. L'installation, toute question d'air mise à part, sera parfaite; les soins les plus dévoués, les plus éclairés ne leur manqueront pas. Mais, dans cette voie nouvelle, on marche sans s'appuyer sur aucune expérience antérieure. Tous les beaux résultats signalés plus haut ont été obtenus à la campagne, en pleine campagne. Il semblerait donc prudent et logique d'attendre les résultats que donnera le sanatorium rural avant d'entreprendre cette création absolument nouvelle et un peu suspecte des sanatoria intra-urbains.

D^r A.-F. PLICQUE.

ENFANTS OUVRIERS

Il y a cinquante ans que quelques personnes se groupèrent pour fonder la *Société protectrice des animaux*, et la loi de Grammont fut votée en 1850.

Protéger les animaux, c'est bien ; protéger les jeunes ouvriers, c'est mieux, disent certains humanitaires.

C'est ce qu'avaient compris, en 1874, les pouvoirs publics, mais cette loi très incomplète fut remplacée par celle du 2 novembre 1892.

Cette dernière, complétée par des décrets et arrêtés, limite la journée de travail pour les enfants au-dessous de 18 ans, exige qu'ils aient un jour de repos par semaine, les rend libres les jours de fêtes légales. Elle régleme les charges qu'ils peuvent sans danger, suivant leur âge, porter, pousser ou traîner à l'intérieur des ateliers comme sur la voie publique et interdit pour eux les travaux nuisibles et dangereux.

Des inspecteurs spéciaux sont chargés de l'exécution de cette loi, mais leur nombre, tout au moins pour Paris, est loin d'être suffisant, et seraient-ils plus nombreux, qu'ils ne pourraient se trouver sur tous les points de la voie publique où des surcharges d'enfants ont lieu d'être constatées.

Quant aux gardiens de la paix qui pourraient seconder les inspecteurs, ils ne se croient obligés à intervenir que lorsque les victimes se plaignent, ce qui ne se produit jamais pour différentes raisons.

Il y a donc lieu d'intervenir et de protéger quelquefois contre lui-même, l'enfant plein de courage et d'amour-propre.

Ému des nombreuses plaintes concernant la fausse interprétation et le défaut d'exécution de cette loi, destinée à ménager nos enfants à cet instant de leur formation où les efforts et

les excès de fatigue peuvent compromettre leur développement et même les estropier pour le restant de leur existence, M. Quillent, conseiller prud'homme ouvrier, a proposé au comité de vigilance des prud'hommes ouvriers du Conseil des métaux et industries diverses, qui se compose des délégués de Syndicats ressortissant à ce Conseil, de constituer, d'accord avec ses conseillers, une *Union protectrice des jeunes travailleurs des deux sexes* (1).

Son titre est son programme.

Des sociétés de ce genre existent déjà en grand nombre à l'étranger ; pour établir une comparaison, dans les divers pays d'Europe, de l'âge auquel la loi admet que d'un enfant on puisse faire un ouvrier, je me suis rendu à l'Office du travail pour enquêter sur ce grave sujet.

En France, d'après la loi du 2 novembre 1892, l'admission au travail est interdite avant l'âge auquel se terminent les obligations scolaires, soit 13 ans révolus, en général de 12 à 13 ans, pour les enfants munis du certificat d'études primaires : pour être admis au travail dans ce dernier cas, les enfants doivent produire, en outre, un certificat médical d'aptitude physique.

En ce qui concerne spécialement l'emploi des enfants dans les théâtres, ils ne peuvent être employés dans les représentations de théâtres et cafés-concerts sédentaires avant l'âge de 12 ans révolus, sauf exceptions nominatives et relatives à la représentation d'une pièce déterminée, autorisées par le ministre de l'instruction publique à Paris et par les préfets dans les départements.

Cette condition d'âge est la seule limitation apportée à l'emploi des enfants dans les théâtres et cafés-concerts sédentaires, sauf pourtant ceux qui exécutent des tours de force périlleux et des exercices de dislocation. Pour ceux-là et pour tous les enfants employés dans des spectacles forains, c'est la loi spéciale de 1874 qui reste applicable : elle interdit à tout individu, même aux père et mère, de faire exécuter par les enfants des tours de force périlleux ou des exercices de dislocation

(1) Siège social, 27, boulevard Saint-Martin.

avant l'âge de 16 ans. Jusqu'à cet âge, ils ne doivent même pas paraître dans les spectacles forains, si ce n'est sous la direction de leurs père et mère, qui peuvent les employer dans leurs représentations à partir de 12 ans. Toutefois, les dispositions spéciales d'un décret de mai 1893 interdisent l'emploi des enfants au-dessous de 18 ans dans les ménageries quand elles renferment des bêtes féroces ou venimeuses.

Si, dans les pays d'Europe, nous commençons par ceux qui envoient le plus tôt l'enfant à l'atelier, nous trouverons tout d'abord l'Italie où l'âge d'admission est de 9 ans dans les industries autres que celles des travaux souterrains et de 10 ans dans ceux-ci; toutefois, avant l'âge de 15 ans, la loi n'admet les enfants de l'un et l'autre sexe au travail industriel que moyennant un certificat médical d'aptitude physique et l'obligation où se trouve tout patron qui peut employer des enfants de cet âge à en faire la déclaration à l'autorité.

Nous trouvons ensuite l'Espagne, dont les lois fixent uniformément à 10 ans pour l'un et l'autre sexe et pour toutes les industries l'âge d'admission au travail. Il en est de même au Danemark, où cette limite est fixée à l'âge de 10 ans constaté par un acte de naissance, et moyennant un certificat médical d'aptitude physique.

Avec l'Angleterre, nous arrivons jusqu'à l'âge de 11 ans; jusqu'à 16 ans, les enfants ne peuvent travailler dans une fabrique sans être munis du certificat médical qui est facultatif dans les ateliers de famille et les ateliers d'artisans. Le travail des enfants en Grande-Bretagne est soumis, dans toutes les catégories d'établissements, à un régime spécial, aujourd'hui abandonné par toutes les législations européennes, et qui est connu sous le nom de système du demi-temps. Sous ce régime, l'enfant travaille, soit une demi-journée chaque jour, soit une journée entière tous les deux jours, et consacre le reste de son temps à ses obligations scolaires.

C'est la limite de 12 ans, nous l'avons dit, qui est le plus généralement adoptée par les États européens; nous trouvons dans cette catégorie: la Belgique, où toutefois les travaux souterrains des mines et carrières sont interdits aux filles et femmes

âgées de moins de 21 ans; les Pays-Bas, le grand-duché de Luxembourg, la Hongrie, la Suède, la Russie. En Autriche, dans les fabriques, l'admission au travail ne peut avoir lieu qu'après 14 ans pour les deux sexes; dans ces ateliers, elle peut avoir lieu à partir de 12 ans; mais pendant les deux premières années, la nature de l'occupation doit être subordonnée à l'état de santé et de vigueur du jeune ouvrier.

Par contre, au Portugal, l'admission au travail ne peut avoir lieu qu'après 12 ans accomplis; toutefois un décret peut autoriser certaines industries à occuper des enfants à partir de 10 ans, à des travaux qui n'excèdent pas leurs forces; l'exercice de la profession d'acrobate n'est permis qu'après l'âge de 16 ans.

Avec l'Allemagne, nous arrivons à une limite d'âge plus élevée : l'âge d'admission des enfants au travail est, en effet, fixé à 13 ans révolus, avec cette restriction que les patrons privés de leurs droits civiques ne peuvent employer d'ouvrier âgé de moins de 18 ans.

C'est la Suisse, nous l'avons dit, qui recule le plus le moment où elle estime que, sans danger, l'enfant peut travailler; c'est en effet, jusqu'à 14 ans révolus que les dispositions de la loi helvétique interdisent le travail.

Il est intéressant de constater, entre des pays voisins, des différences aussi considérables qui semblent, en somme, résulter beaucoup plus des diversités d'appréciation des législateurs que de raisons logiques et inhérentes au développement plus ou moins rapide de l'enfant et à sa faculté de travail. Agir autrement serait cependant humain et pratique. Voilà pourquoi l'*Union protectrice des jeunes travailleurs des deux sexes* organise pour septembre 1898 un Congrès international, afin que nous mesurions toute la distance qui nous sépare encore d'un apprentissage bienfaisant et salubre, pour le moral et le physique des jeunes travailleurs.

F. MARTIN-GINOUVIER.

ASSISTANCE PAR LE TRAVAIL

Une des formes de l'assistance appelée, selon nous, à rendre de grands services est, sans contredit, l'assistance par le travail.

Les résultats obtenus par les diverses Sociétés fondées, tant en France qu'à l'étranger, pour pratiquer ce système d'assistance, sont une preuve de ce que l'on en doit attendre lorsqu'une extension plus grande aura, d'une part, augmenté l'importance des sociétés existantes et, d'autre part, quand beaucoup de sociétés nouvelles existeront.

Par assistance par le travail, on entend secourir les malheureux d'une manière efficace sans qu'il y ait la moindre gêne pour ceux qui sont obligés d'avoir recours à la charité de leurs concitoyens.

En effet, l'aumône ordinaire qui consiste à remettre à de pauvre diables des secours directs, nous paraît humiliante pour ceux qui se trouvent dans la nécessité de la solliciter.

De plus, les documents qui existent sur les multiples formes de la mendicité, prouvent absolument que, trois fois sur quatre, on oblige des professionnels, c'est-à-dire une catégorie d'individus peu intéressants qui ont fait leur profession de mendier.

« Tous ceux qui ont fait de la question de l'assistance l'objet de leurs préoccupations spéciales, sont unanimes pour reconnaître que le meilleur moyen de venir au secours de la véritable misère c'est d'organiser l'assistance par le travail toutes les fois qu'il s'agira de secourir des nécessiteux valides.

« L'assistance par le travail a pour but de remplacer l'aumône par le travail et de demander un effort, un acte de bonne volonté à celui qui vient demander un secours.

« L'assistance par le travail ne s'adresse, bien entendu, qu'aux valides. Chaque fois qu'un homme ou une femme valides affirment être des sans travail, l'assistance par le travail les reçoit, les loge, les nourrit, les chauffe et les éclaire.

« En échange de ces secours, elle leur demande de travailler quelques heures chaque jour.

« Je dis quelques heures parce que les sociétés d'assistance par le travail laissent généralement à leurs assistés la libre disposition de leurs matinées, afin de pouvoir chercher et trouver à se placer.

« Toutes les œuvres d'assistance par le travail, sans aucune exception, perdent beaucoup d'argent et cela est tout naturel car le semblant de travail qu'elles ont organisé n'a qu'un but : éloigner les faux pauvres, attirer les vrais malheureux (1). »

Si les sociétés d'assistance par le travail perdent beaucoup d'argent, et cela est vrai puisque nous allons le prouver immédiatement, elles ne sont donc pas, comme le disait dernièrement un député socialiste : un nouveau système d'exploiter la misère et de rabaisser les salaires de l'ouvrier. D'abord il ne saurait être question ni de salaire, ni de travail. On se trouve en présence d'hommes et de femmes qui sont en état de misère, dénués de toutes ressources et talonnés par la faim. Les travaux qui leur sont donnés ont un caractère moral, destinés à relever à leurs propres yeux ceux qui les acceptent et pour lesquels on leur donne des secours en échange. En même temps, les directeurs des sociétés d'assistance par le travail étudient la manière dont travaillent leurs assistés et cherchent à voir ceux qui méritent que l'on s'occupe d'eux d'une autre façon.

Car ces sociétés cherchent à placer dans le commerce, dans les ateliers, partout où elles peuvent ces sans-travail et elles y réussissent assez bien, ainsi que le démontrent les comptes rendus que nous possédons.

Mais revenons à la prétendue exploitation que nous signalions tout à l'heure.

Dans le compte rendu de l'assemblée générale de 1895 de la

(1) GEORGES BERRY, Proposition de loi n° 1170. *Assistance par le travail*.

société d'assistance des 8^e et 17^e arrondissements, nous trouvons ce passage dans l'exposé de la situation financière fait par M. Lalance, président.

En 1894, les travaux des femmes ont rapporté :

Ventes d'objets fabriqués. . .	4 085 fr. 40	
Pour travaux divers.	91 fr. 60	4 177 francs.

Et ont coûté :

En salaires payés.	6 908 fr. 35	
En matières achetées.	3 493 fr. 40	10 400 fr. 75.

Soit un déficit de 6 000 francs.

Les travaux des hommes ont rapporté :

Vente de margotins.	9 069 fr. 40	
Travaux intérieurs.	1 611 fr. 80	10 681 fr. 20.

Et ont coûté :

En salaires.	16 608 fr. 50	
En matières achetées.	6 264 fr. 80	22 873 fr. 30.

Soit un déficit de 12 000 francs.

Et, au total, cela fait 18 000 francs de perte dans une année.

« On peut donc dire, d'une façon générale, que nous payons trois à quatre fois trop cher les travaux que nous faisons faire. Si nous ne donnions à nos assistés que ce qu'ils gagnent réellement, ils n'auraient pas de quoi vivre. De plus, nous ferions concurrence à l'industrie privée. » Voici comment s'exprimait M. Lalance ; on peut en déduire qu'aucune idée de faire des bénéfices n'est jamais venue le guider dans l'organisation de la société qu'il préside.

Nous allons voir maintenant ce qu'a fait l'Union d'assistance du XVI^e arrondissement pour le placement des nécessiteux qui méritaient un intérêt particulier.

Le compte rendu de l'assemblée générale de 1894 nous apprend que 181 personnes, dont 101 hommes et 80 femmes, ont été pourvues, par ses soins, de travail définitif ou d'emplois.

Dans le compte rendu de l'assemblée générale de 1895, nous trouvons que 78 personnes, dont 48 hommes et 30 femmes ont

été placées dans les mêmes conditions que ci-dessus. Et le rapporteur ajoute : « Nous n'inscrivons sur la liste des placements que les personnes pourvues d'un emploi à demeure.

« Lorsqu'il s'agit de travail ou d'emploi temporaire, nous les inscrivons dans la catégorie des personnes dont on s'est occupé ».

Un point très intéressant à connaître dans le fonctionnement des sociétés d'assistance par le travail est celui du service d'enquêtes. Lorsqu'une personne se présente avec un bon de travail, en l'acceptant on lui demande son nom et son domicile et l'on fait une enquête sur cette personne, non pas en allant demander des renseignements à la concierge, mais auprès du bureau de bienfaisance de l'arrondissement, à la mairie, à l'assistance publique, aux sociétés d'assistance, en un mot partout où celui qui veut vivre à ne rien faire peut s'adresser.

Les réponses indiquent si l'on se trouve en présence d'un de ceux que pendant des années l'on peut rencontrer comme « pauvre ouvrier sans travail » ou si l'on a affaire à un indigent momentané et duquel on doit s'occuper. Si nous voulions vous donner quelques exemples des trucs des mendiants, nous n'aurions que l'embarras du choix. Mais lisez l'ouvrage de M. Paulian et celui de M. G. Berry sur la mendicité, et vous serez fixé.

Pour que la charité publique ne soit pas exploitée indéfiniment par des indignes, il faudrait que l'assistance par le travail fût réglée et organisée dans toute la France.

Dans l'ouvrage de M. Albert Maréchaux, sur l'assistance publique, je détache le chapitre intitulé : suppression de la mendicité ; l'assistance par le travail.

1° La mendicité, sous quelque forme qu'elle soit exercée, est interdite sur tout le territoire de la République.

2° Tout individu dont les moyens d'existence, pour une cause quelconque, viendront à lui manquer, et qui n'aura ni parent, ni ami pour le secourir, devra en faire la déclaration au comité d'assistance générale de la commune où il se trouvera.

3° Si cette commune est celle de son domicile de secours, le comité lui procurera immédiatement de l'ouvrage ou lui remettra, en attendant, un secours provisoire.

4° Si cette commune n'est pas celle de son domicile de secours, le comité lui fournira les moyens de réintégrer librement son domicile de secours. Par cette déclaration, il échappera aux prescriptions des articles 6, 7 et 8.

5° Cependant, si un individu se trouvait trois fois dans le cas prévu à l'article 4, il serait à la troisième fois, reconduit à son domicile de secours, dans les conditions prescrites à l'article 6.

6° Tout individu, surpris mendiant sur la voie publique, sera immédiatement conduit par les agents de l'autorité devant le commissaire de police, dans les villes où il existe un fonctionnaire de cet ordre, ou devant le maire de la localité, dans toutes les autres villes ou communes. Après avoir été interrogé par ce magistrat, l'inculpé de mendicité sera amené devant le délégué du comité d'assistance générale de son domicile de secours qui lui procurera du travail ou un secours provisoire.

Si son domicile de secours n'est pas dans la localité où il a été trouvé mendiant, il y sera ramené par les soins du magistrat qui aura procédé à son interrogatoire.

Ce magistrat enverra, le même jour, au préfet ou au sous-préfet, suivant la division administrative à laquelle il appartient, un extrait du registre sur lequel il aura consigné l'interrogatoire de l'inculpé.

Cet extrait devra indiquer : les noms et prénoms de l'inculpé, son âge, son domicile de secours, le lieu de sa naissance, sa profession et les motifs qu'il aura donnés pour se disculper.

7° Tout individu qui se sera mis trois fois dans le cas d'être ramené à son domicile de secours dans les conditions énoncées à l'article 6, ou qui aura cherché à s'échapper des mains des agents de l'autorité, après avoir été par eux invité à les suivre, soit au commissariat de police, soit à la mairie, soit chez le délégué du Comité de l'assistance générale, soit à son domicile de secours, sera livré à la gendarmerie et écroué dans la prison la plus voisine, en attendant que le ministre de la Justice ait fait connaître, d'accord avec le ministre de l'Intérieur, la Colonie agricole, forestière ou industrielle vers laquelle il devra être dirigé.

8° Cette colonie sera située :

« 1° En France, pour les individus n'ayant à leur casier ju-

diciaire aucune condamnation ou n'ayant été condamnés que pour mendicité ou vagabondage.

« 2° Dans les colonies françaises ou dans les pays soumis à notre protectorat, pour les individus condamnés antérieurement pour délits de droit commun.

9° Le minimum de séjour dans l'une quelconque de ces colonies est de 3 ans. A l'expiration de ce temps, le colon qui se sera distingué par son travail, son économie et sa conduite sera ramené gratuitement à la résidence de son choix et y sera pourvu de travail. Ses économies lui seront remises à sa sortie.

10° Tous les ans, la même mesure de clémence pourra être appliquée aux colons ayant déjà accompli une période d'au moins trois années à la colonie.

Le colon libéré qui serait pris se livrant de nouveau à la mendicité serait dirigé d'office vers une colonie en dehors de la métropole dans laquelle il ferait une nouvelle période de 15 années.

11° Tout individu de nationalité étrangère convaincu de mendicité sera immédiatement expulsé du territoire de la République dont les portes lui seront à jamais fermées.

12° Toute personne qui sera surprise faisant l'aumône à un mendiant sur la voie publique, tout propriétaire, principal locataire ou concierge qui laissera stationner à la porte ou dans la cour de sa maison un mendiant, tout boutiquier qui tolérera devant son magasin un individu se livrant à la mendicité seront considérés comme complices de ces individus, et punis d'une amende de 20 à 500 francs, au bénéfice de l'assistance générale. En cas de récidive, l'amende sera portée au maximum.

13° Les articles 269, 270, 271, 272, 273, 274 et 275 du code pénal sont abrogés.

Les mots mendiants et vagabonds seront remplacés dans les articles 276, 277, 278, 279, 281 et 282 du même code, par les mots individus.

14° Les dépôts de mendicité sont et demeurent supprimés. Les conseils généraux dans les départements desquels ils se trouvent procéderont à leur désaffectation et les convertiront en maisons hospitalières : hospices, hopitaux, colonies agricoles

et industrielles, dépôts de nourrices, etc., suivant les besoins locaux.

Il faut dire que ces articles, relatifs à l'assistance par le travail, font partie d'un plan concernant la réorganisation de l'Assistance publique qui en a grand besoin, ainsi que l'ont constaté tous ceux qui se sont occupés de cette question. Nous savons que parmi les membres du Comité de Direction, comme parmi les lecteurs de la *Revue philanthropique*, il y en a beaucoup qui s'intéresseront au développement de l'assistance par le travail, c'est pourquoi nous avons pensé les intéresser en plaidant cette cause. Pussions-nous avoir réussi !

JEAN VOIRIEN.

VARIÉTÉS

L'Organisation hospitalière lyonnaise.

Les hospices civils de Lyon comprennent huit établissements dont quelques-uns eurent, dans l'origine, une administration distincte, mais qui actuellement sont tous réunis sous la direction de la même administration.

Ces établissements sont :

1° L'Hôtel-Dieu fondé en 542 par le roi de France Childebert et la reine Ulrogothe; ouvert aux adultes indigents et malades. Cet hôpital a toujours 1100 à 1200 lits occupés.

2° L'hospice de la Charité fondé en 1531 au moyen de quêtes et de dons de tous les habitants. Son administration, d'abord séparée, a été réunie à celle de l'Hôtel-Dieu, en 1802.

Cet hospice dispose également de 1200 lits environ.

3° L'hospice de l'Antiquaille fondé par l'État le 25 germinal an VIII, a été réuni à l'administration actuelle en 1845, et dispose de 1159 lits.

4° L'hospice des vieillards de la Guillotière, créé en 1830 avec le produit d'une quête faite par les habitants de la Guillotière, alors commune distincte, a été réuni d'office à l'administration actuelle en 1869. — Cet hospice comprend 155 lits.

5° L'hospice du Perron, créé aux frais de l'administration des hospices en 1844, dans une propriété qui lui avait été léguée en 1762. Cet hospice dispose de 417 lits.

6° L'hôpital de la Croix-Rousse. — Construit en 1860 par l'administration des hospices, avec ses propres ressources. — Dispose de 451 lits.

7° L'asile Sainte-Eugénie créé en 1867 par l'administration des hospices à l'aide d'un don de 200 000 francs fait par l'impératrice Eugénie, dans ce but spécial. — Cet asile dispose de 103 lits.

L'asile Paul-Michel Perret annexe à celui de Sainte-Eugénie a été fondé par l'administration des hospices en 1895, à l'aide d'un don fait par M^{me} veuve Michel Perret. — Cet asile destiné aux enfants convalescents des deux sexes, sortant des hôpitaux, dispose de 100 lits.

8° L'hôpital Renée Sabran à Giens (Var), fondé sur des terrains donnés par M. et M^{me} Hermann Sabran, a été édifié en 1888-1891 au moyen de souscriptions particulières, et inauguré le 12 novembre 1892. Cet établissement destiné aux enfants, garçons et filles, qui ont besoin du traitement marin comprend 150 lits.

Ces huit établissements hospitaliers, dépendant de l'administration des hospices civils, disposent ainsi de 4 750 lits environ et hospitalisent, chaque année, de 30 000 à 32 000 malades.

Administration. — L'administration des hospices de Lyon a été essentiellement laïque depuis sa remise aux échevins, en 1478, et les recteurs qui leur succédèrent en 1583, eurent des démêlés nombreux avec le pouvoir ecclésiastique représenté par les archevêques de Lyon. Ils ne cédèrent jamais et s'opposèrent toujours, avec succès, aux atteintes qu'on cherchait à porter à leur autorité.

Pendant longtemps, les recteurs, pour subvenir aux charges de l'Hôtel-Dieu, étaient tenus de verser, à titre d'avance, une somme de 10 000 livres. Le recteur qui remplissait les fonctions de receveur était obligé de verser la somme de 100 000 francs. A l'époque de la Révolution, l'avance faite par le recteur-receveur a été de 400 000 francs et a entraîné sa ruine par le fait du remboursement opéré en assignats.

La dénomination de recteur fut supprimée le 28 nivôse an X; un arrêté du ministre de l'intérieur de la République française confia, à cette date, l'administration des hospices à un conseil de 15 membres et quelques jours après de 20 membres, auquel on donna le nom de Conseil général.

Une ordonnance royale de 1822 maintint à 20 le nombre des membres du conseil général, et enfin une ordonnance du 30 juin 1845 a organisé définitivement le conseil général actuel et a porté le nombre de ses membres à 25, qui sont renouvelables par 1/5. La nomination des membres du conseil appartient au préfet seul, sans présentation officielle de la part du conseil.

La constitution et l'organisation du conseil d'administration des hospices civils sont donc spéciales à Lyon et ont été respectées par les lois successives qui ont modifié l'organisation des commissions hospitalières en France.

Corps médical et chirurgical; mode de recrutement. — Les services des hôpitaux de Lyon sont assurés par :

11 chirurgiens; 27 médecins titulaires ou suppléants; 7 pharmaciens de première classe, chefs de service; 49 élèves internes; 120 élèves externes; 17 élèves pharmaciens portant le nom de pharmaciens adjoints.

Il y a, en outre, 9 cliniques ouvertes à l'enseignement confiées aux professeurs de la Faculté et comprenant :

2 cliniques chirurgicales; 2 cliniques médicales, 1 clinique obstétricale; 1 clinique ophtalmologique; 1 clinique des maladies cutanées et syphilitiques; 1 clinique des maladies des femmes; 1 clinique des maladies des enfants.

Le mode de recrutement imposé pour les fonctions du service de santé est le concours et, à cet égard, l'administration hospitalière lyonnaise revendique la priorité de l'institution.

Le concours fut, en effet, établi à Lyon, pour la première fois, en 1739, pour la réception des garçons chirurgiens (plus tard appelés internes); il n'a cessé de fonctionner depuis cette époque, tandis qu'à Paris il n'a été institué pour les élèves internes qu'en 1802.

En ce qui concerne les chefs de service, les chirurgiens sont nommés au concours depuis 1788 et les médecins depuis 1811.

A deux époques différentes, en 1814 et en 1821, les préfets du Rhône, en vertu d'instructions émanant du pouvoir central, ont enjoint à l'administration hospitalière de renoncer au concours pour le recrutement de ses chefs de service et lui ont prescrit de procéder par le choix direct du candidat. L'administration hospitalière ne voulut pas se soumettre à ces injonctions et aux deux époques citées, en 1814 et en 1821, elle éleva des protestations très respectueuses mais très fermes, qu'elle motiva suffisamment pour obtenir gain de cause et le concours fut maintenu comme principe de recrutement des fonctions du service de santé.

Personnel hospitalier. — L'organisation du personnel hospitalier des hospices de Lyon est absolument spéciale et remonte à plus de trois siècles.

Les infirmières sont recrutées par les soins de l'administration civile seule, et sont groupées dans chaque établissement en une communauté libre qui ne dépend d'aucun ordre religieux, n'est rattachée à aucune congrégation et se soumet librement à une règle religieuse surveillée par l'aumônerie, sous le contrôle et la direction supérieure de l'administration.

Il n'y a point de supérieure générale ni de supérieure dans chaque maison, les infirmières ont un costume donné par l'administration, elles ne prononcent point de vœux, conservent leurs noms de famille, gardent l'administration de leurs biens, peuvent se retirer du jour au lendemain, si cela leur plaît et n'ont pas d'autres supérieurs que leurs administrateurs.

C'est l'administrateur de chaque maison qui désigne à chaque infirmière la fonction qu'elle doit remplir, c'est lui qui indique dans chaque salle l'infirmière qui sous le nom de *Cheftaine* exerce l'autorité sur ses compagnes de la même salle, c'est lui qui les place ou les déplace selon les exigences du service et les aptitudes de chacune.

Ces infirmières sont appelées *sœurs* ou *servantes des pauvres malades* : leur organisation se rapproche beaucoup de celle des Diaconesses dans les hôpitaux protestants. Leur recrutement se fait facilement et leur nombre dépasse actuellement 1000. Elles reçoivent pour toute rémunération 40 francs par an.

Cette organisation a fait ses preuves et donné d'excellents résultats. Elle procure les avantages de l'esprit religieux, le dévouement et l'obéissance et a néanmoins le caractère laïque, parce que ces communautés ne relèvent ni directement ni indirectement d'aucune autre autorité que de l'administration civile qui peut apporter à leur règle, à leur discipline, à leurs travaux, toutes les modifications qu'elle juge convenable.

Depuis quelques années, une école a été ouverte dans chaque établissement pour donner au personnel une instruction primaire plus étendue. Des chirurgiens et des médecins font, en outre, des cours sur les premiers soins à donner aux malades et sur le rôle de l'infirmière en général.

Cette facilité donnée au personnel pour acquérir l'instruction primaire et l'instruction professionnelle a produit les plus heureux effets. Il y a eu un grand mouvement d'émulation et les chefs de service constatent qu'il y a dans le personnel un concours plus actif et plus intelligent.

Enfin comme résultat pratique, l'administration hospitalière compte actuellement 264 sœurs infirmières ayant les certificats d'études primaires ou d'aptitude;

44 sœurs infirmières ayant le brevet élémentaire et servant de monitrices, dans les diverses écoles d'instruction primaire ouvertes dans chaque établissement.

24 sœurs infirmières possédant le diplôme d'herboristes (dont 20 de 1^{re} classe) et attachées au service de la pharmacie pour la distribution des médicaments aux malades;

47 sœurs infirmières ayant le diplôme de sages femmes de 1^{re} classe;

20 sœurs infirmières ayant le diplôme de sages femmes de 2^e classe.

Les maternités sont toutes confiées sans exception à des sœurs ayant le diplôme de sages femmes de 1^{re} classe.

Patrimoine; dotation. — La dotation comprend les immeubles dans lesquels se trouvent les établissements hospitaliers et qui couvrent une superficie de 60 hectares, pour les établissements lyonnais, et de 25 hectares pour l'hôpital de Giens.

Elle comprend, en outre, 60 maisons à Lyon, et une surface de terrain de 1 500 000 mètres environ, dont la plus grande partie est située sur la rive gauche du Rhône, aux Brotteaux.

Elle comprend, enfin, des valeurs mobilières, et le revenu propre de la dotation, établi par le compte moral de 1894, s'élève au chiffre annuel de 3 353 000 francs.

Les immeubles de la dotation comprennent:

1^o Les *établissements hospitaliers* qui, dans leur ensemble, ne sont pas susceptibles de revenu, mais dont quelques-uns, l'Hôtel-Dieu et la Charité, ont des portions contiguës, non affectées au service hospitalier et qui sont louées.

2^o *Soixante maisons bâties.*

Presque toutes ces maisons ont été léguées. Quelques-unes ont été bâties par l'administration pour remplacer des constructions anciennes inutilisables en raison de leur peu de solidité ou de leur mauvaise distribution.

3^o Les *emplacements ou terrains à Lyon*, source de revenus croissants depuis de longues années, proviennent d'acquisitions et d'échanges remontant au moins au milieu du XVIII^e siècle. Des adjonctions, proportionnellement peu importantes, y ont été faites pendant les vingt dernières années pour régulariser les limites et les voies de communication.

Ces terrains sont loués. Les locataires construisent sur le sol loué des bâtiments qui sont et demeurent leur propriété, sans qu'il y ait accession du sol.

4^o *Vingt-huit domaines ruraux.*

Ces domaines sont peu importants. Ils proviennent tous de legs. Quelques-uns sont la propriété des hospices depuis plus de trois cents ans.

Les valeurs mobilières autres que les rentes sur l'État proviennent toutes de legs faits aux hospices.

Les rentes sur l'État ont pour origine l'emploi des capitaux légués, des capitaux provenant de la vente des valeurs mobilières, et surtout d'immeubles.

Grâce aux ressources dont dispose l'administration des hospices et qui émanent de la bienfaisance privée, tous les services peuvent être assurés sans le concours de subventions étrangères.

L'administration ne reçoit, en effet, aucune subvention, ni de l'État, ni du département, ni de la commune. Elle ne perçoit rien sur le prix des concessions dans les cimetières; il ne lui est rien alloué non plus sur les droits prélevés sur les spectacles, bals et concerts.

Néanmoins la gestion a été assez heureuse pour que l'ensemble des budgets, depuis vingt-cinq ans, présente un équilibre entre les recettes et les dépenses.

Et sur ses seules ressources, l'administration des hospices a pu construire :

- 1° L'hospice du Perron en 1844;
- 2° L'hôpital de la Croix-Rousse en 1860;
- 3° Une buanderie centrale en 1877;
- 4° Une meunerie et une boulangerie centrales en 1880;
- 5° Enfin, une cave centrale, en 1886.

Elle a créé et entretenu depuis vingt ans, près de 900 lits nouveaux dans différents services.

Elle a achevé la construction de l'Hôtel-Dieu qui n'avait pas été terminé.

Elle a élevé un hôpital d'isolement à la Croix-Rousse, créé un hôpital maritime sur les bords de la Méditerranée, aux environs d'Hyères, dans le Var; et construit un établissement destiné à recueillir les enfants convalescents sortant des hôpitaux, l'asile Paul-Michel Perret, *100 lits, 50 pour les garçons, 50 pour les filles*, situé aux environs de Lyon dans le domaine de Longchêne où l'administration entretenait déjà un asile de convalescents adultes.

L'Œuvre du « Vestiaire » de la Ligue fraternelle de Montmartre.

Lorsqu'elle a fondé l'œuvre du « Vestiaire », la Ligue fraternelle de Montmartre a été simplement préoccupée d'adoucir certaines souffrances; mais elle n'a pas eu la ridicule prétention d'apporter une panacée, guérissant infailliblement le mal de misère, lorsque ce mal provient d'un chômage prolongé. Pensant que, pour être efficace, l'assistance privée doit préciser et limiter son intervention, elle a concentré sa sollicitude sur une catégorie très spéciale et très intéressante d'indigents.

La situation du travailleur sans ouvrage, se débattant au milieu des intérêts concurrents sous les yeux de l'indifférence publique, l'a exclusivement occupée. Prise de pitié infinie devant l'agonie de ce vaincu, dans lequel se personnifie la grande iniquité de tous les temps et de tous les peuples, elle a cherché à atténuer les maux causés par l'effroyable insensibilité et la stupéfiante inconscience de l'égoïsme humain.

Son attention a été attirée sur l'importance que présente la question du vêtement, principalement pour l'employé, qui est irrémédiablement

perdu, lorsqu'il n'offre pas à la critique sévère du patron un extérieur correct. Elle s'est demandé si l'assistance par le vêtement ne serait pas le mode de secours qui conviendrait le mieux aux plus pressants besoins des travailleurs en quête de travail.

La misère a la plate laideur des choses abjectes, qui salissent le regard. Elle produit nécessairement des répugnances organiques qui ne raisonnent pas. Cette répulsion instinctive fait à l'honnête homme sordidement vêtu des préventions défavorables, que ne parviennent pas à vaincre les sympathies dues à son malheur. Impitoyablement repoussé de partout, cet infortuné tombe, de chute en chute, à la condition de mendiant professionnel et, conservant la conscience d'avoir été victime d'un monstrueux déni d'humanité et de justice, il marche dans l'abjection avec une implacable sérénité.

Si, lorsqu'il était encore debout, lorsqu'il gardait quelque espoir de relèvement, lorsqu'il n'avait pas acquis, par l'impression réflexe du dégoût d'autrui, le mépris de lui-même, on avait échangé contre des vêtements décents les haillons devant lesquels se fermaient toutes les portes, les dernières déchéances lui auraient été peut-être épargnées, peut-être aurait-il fini par trouver l'emploi de ses forces et de ses facultés.

Dans tous les cas, il aurait un moment cessé de se mésestimer, car le vêtement exerce son influence prestigieuse autant sur le spectateur que sur celui qui en est revêtu. Pour le premier, c'est le signe symbolique de l'honorabilité; pour le second, c'est le signe magique qui lui ouvre l'accès du monde et l'autorise à réclamer les droits que ce monde confère à chacun de ses membres.

Quand, le 17 mars 1895, le « Vestiaire » fut inauguré par le maire et avec le concours de la plupart des Conseillers municipaux du XVIII^e arrondissement, la Ligue fraternelle de Montmartre avait bien l'intuition qu'elle entrait dans une période de labeurs féconds, mais la grandeur de sa tâche ne lui était pas complètement apparue. Elle lui a été révélée plus tard, dans la transfiguration et le redressement de l'être courbé sous le faix de la fatalité, dans le rayon de joie furtive qui, illuminant parfois la morne résignation d'un visage éteint, lui dénonçait l'éveil soudain d'énergies nouvelles.

Le « Vestiaire » a été installé sans capitaux et presque sans domicile. Pour que, dès sa naissance, il n'ait pas été en état de vagabondage, il a fallu que M. le Directeur de l'assistance publique lui accordât la jouissance temporaire du local où est établie aujourd'hui la pharmacie de la maison de secours de la rue Ordener. S'il possède enfin, rue Sainte-Isaure n° 17, près de la mairie de Montmartre, un siège social inamovible, il le doit à une ingénieuse et très hardie combinaison.

Ne pouvant être locataire, pour des motifs qu'on devinera aisément, la Ligue fraternelle de Montmartre a eu l'idée géniale de devenir propriétaire. Elle a constitué une société anonyme immobilière; cette société a acheté un vaste terrain, rue Sainte-Isaure, et elle y a élevé une salle, qu'elle exploite actuellement et dans les dépendances de laquelle elle a donné l'hospitalité au « Vestiaire ». Il est bon d'ajouter que, pour écarter tout soupçon de spéculation, cette société s'interdit de servir à ses actionnaires d'autre

intérêt que l'intérêt minimum fixé par la loi, et réserve les bénéfices futurs à ses œuvres de bienfaisance, ce qui, on en conviendra, se lit rarement dans les statuts des sociétés immobilières.

En résumé, s'il a prospéré, s'il a duré, si M. le Président de la République, qui dernièrement fondait le vestiaire de la maison départementale de Nanterre, vient de l'honorer de sa souscription, si le Conseil municipal de Paris lui accorde une subvention annuelle, le « Vestiaire » le doit à la foi imperturbable de quelques hommes et à leur ferme résolution de ne s'effrayer devant aucun obstacle.

Afin de laisser à son œuvre l'entière disposition des ressources obtenues de la charité publique, à laquelle elle fait un incessant appel, la Ligue fraternelle a pris à sa charge la totalité des dépenses qu'entraîne son fonctionnement ; en outre, les divers emplois que celui-ci nécessite (tenue de livres et caisse, réception hebdomadaire des indigents et jusqu'à l'essayage des vêtements), sont remplis, — gratuitement cela va sans dire, — par certains membres de la Commission exécutive de la Ligue.

C'est ainsi qu'a été résolu le problème de consacrer *intégralement* le montant des dons en argent et celui des cotisations des membres honoraires à l'acquisition d'effets d'habillement et de n'en pas distraire un centime pour ces frais d'administration, sous le poids desquels ont succombé tant d'institutions de bienfaisance. C'est ainsi que pendant les deux dernières années, le Vestiaire a pu donner, avec de très faibles moyens, des résultats qui ont dépassé les espérances les plus optimistes.

En 1895, en effet, il a reçu une somme de 444 fr. 35 et 681 objets, et il en a distribué 421 ;

En 1896, il a reçu une somme de 212 fr. 85 et 754 objets, et il en a distribué 566.

An 31 décembre 1896, il restait en magasin 668 objets, la plupart, il est vrai, inutilisables ; car certains de nos donateurs n'ont pas compris que, si nous leur demandons leurs vieux vêtements, nous ne leur demandons pas cependant ceux qu'il n'est même pas possible de réparer.

En somme, le « Vestiaire » a pu répartir, à la date actuelle, plus de 1 200 effets d'habillement à environ 600 travailleurs.

Ceux-ci, comme on pourrait le croire, ne sont nullement recrutés dans la classe ouvrière, qui n'est représentée dans ce nombre que par quelques vieillards et des infirmes, et par bien peu d'hommes valides. La classe des employés de commerce est celle qui fournit la presque totalité des solliciteurs, si on excepte pourtant quelques artistes, des hommes de lettres et des professeurs.

Le commerce est donc redevable à l'œuvre du « Vestiaire » d'une aide que jusqu'à présent, celle-ci lui prête gratuitement ; car, jusqu'à présent, peu de commerçants ont lu les appels à eux adressés en faveur de leurs employés, qui cherchent désespérément une place et qui n'en trouvent pas faute de vêtements. Parmi les grands magasins, par exemple, un seul s'est rencontré pour envoyer quelques objets, deux pour envoyer une somme d'argent insignifiante, mais aucun n'a eu l'idée de donner un de ces vêtements en solde qui sont vendus à des prix dérisoires, simplement pour sauvegarder un principe d'économie commerciale.

Les donateurs du « Vestiaire », en dehors des pouvoirs publics, sont ces personnes qu'on retrouve partout où il y a une souffrance humaine à soulager et qui n'ont pas besoin, pour en être touchées, de voir la misère devant leurs yeux et d'en éprouver la sensation importune d'horreur physique.

A ces volontaires de la charité, le « Vestiaire » n'ose même pas dire merci, de peur d'offenser la pudeur exquise, avec laquelle ils n'apprécient dans leurs bienfaits que ce qui en demeure ignoré.

Un nouveau Patronage.

Un Patronage intéressant et peut-être utile à signaler, s'est formé depuis trois ans dans une école de jeunes filles, à Paris. Les Patronnesses sont âgées de quinze à dix-sept ans ; leurs pupilles en ont de dix à douze. Celles-ci choisies parmi les élèves très pauvres d'une école communale du voisinage, vont chaque semaine, le jeudi, passer quelques heures à l'école de leurs grandes amies, qui, à tour de rôle, viennent travailler à l'aiguille, causer et jouer avec elles. Là ne se bornent pas les rapports des jeunes filles riches ou aisées avec les enfants moins bien partagés. Des groupes de deux ou trois grandes jeunes filles adoptent une petite fille, l'aident dans son travail scolaire, se font au besoin ses répétitrices pour les leçons « difficiles », se promènent avec elle un dimanche ou un jour de congé — et, devenues ainsi les cicerones d'enfants plus jeunes, apprennent pour leur propre compte, à visiter utilement musées et monuments.

Depuis le mois d'octobre de cette année une partie de la séance du jeudi est employée à un cours de chant. On devient ambitieux et l'on rêve de chanter de beaux chœurs ensemble. On a aussi abandonné la couture, très bien enseignée à l'école primaire, et l'on s'ingénie à des travaux d'agrément destinés à produire de ces objets dont la principale utilité consiste à être jolis.

Du chant, des travaux d'art à des enfants pauvres ! Ne risque-t-on pas de leur donner des goûts de luxe, et leur pauvreté n'en paraîtra-t-elle pas plus triste ?

Nos jeunes filles ne l'ont pas pensé. Dans la vie des pauvres, ce qui les afflige surtout, c'est moins la lutte quotidienne pour le pain, le toit, le vêtement, que la difficulté de jamais sentir et goûter ce qui est beau, ce qui seul en fait le charme et la valeur de la vie. Elles avaient essayé d'accompagner le travail à l'aiguille de lectures simples ou même de récits agréables. Mais l'éducation de nos petites élèves d'école communale est sur ce point si nulle, leur vocabulaire est même si restreint, que lectures et récits ont dû être abandonnés, les enfants n'y prenant aucun intérêt. La musique réussit mieux et par elle un rayon pénétrera peut-être dans ces petites âmes.

Quant à la confection d'ouvrages de fantaisie, c'est une bonne leçon de soin, de propreté raffinée, d'ordre, de symétrie, sans parler du plaisir d'orner un intérieur même pauvre, surtout pourvu d'objets élégants qui ne coûtent guère que du travail et de l'attention.

Il est bon de remarquer que ce petit Patronage impose fort peu de dépense. La plus grosse, ce sont les vacances des petites filles qu'on envoie passer chaque année trois semaines à la campagne; il faut y ajouter l'arbre de Noël, occasion de les habiller et le petit service médical indispensable. Il a fallu, en effet, s'assurer avant tout que les petites filles de l'école communale n'apporteraient à leurs amies aucun vilain microbe. Deux dames, l'une docteur en médecine, l'autre fort avancée dans ses études médicales, se partagent les familles à visiter chaque semaine, la veille du jour de réunion et ne permettent aux enfants de s'y rendre qu'après s'être assurées non seulement de leur bon état de santé mais de celui de la famille. L'une des deux dames seule est rétribuée.

A la suite d'une leçon sur la charité on avait demandé aux élèves de l'École *** comment des jeunes filles ne possédant rien par elles-mêmes, si ce n'est de la bonne volonté et un peu de temps libre, pourraient prendre cependant une part directe, personnelle à la lutte contre le mal, la souffrance, la misère. Ne peut-on pas dire que leur Patronage répond assez bien à cette question et désirer que leur exemple soit suivi par d'autres jeunes filles des classes aisées? Elles ne peuvent s'occuper que d'un fort petit nombre d'enfants; mais que d'autres petites sociétés se forment dans le même esprit, n'y aura-t-il pas là échange de bonne volonté, de bons sentiments, en un mot beaucoup de bien produit simplement, sans bruit, sans peine?

Dotation de la Jeunesse de France.

De toutes les œuvres de création récente, une de celles qui a obtenu le succès le plus retentissant au cours de cette année, est certainement la *Dotation de la Jeunesse de France*.

Née dans les derniers mois de 1895, elle a en effet déjà groupé autour de son drapeau, humanitaire, patriotique et familial, plus de 30000 enfants dans 712 villes ou villages de France ou d'Algérie.

Les sociétés mutuelles antérieures s'étaient préoccupées d'assurer le pain de la vieillesse; il y avait place pour une autre institution qui ne nuirait en rien à leurs aînées dont elle ne serait en quelque sorte que la préface.

Les fondateurs ont pensé qu'à côté de la récolte des grains, des fruits, des vendanges vermeilles, il y avait une moisson de fleurs à recueillir, et que le printemps de la vie devait s'ouvrir pour les déshérités de la fortune, plein de soleil et plein de roses, car tous ne vont pas jusqu'à la vieillesse, tandis que tous peuvent prétendre voir luire la vingtième année.

De cette idée attrayante et réconfortante est née :

La Dotation de la Jeunesse de France.

Sans doute, il est sage de penser à la vieillesse, c'est-à-dire l'âge critique, où l'homme après avoir accompli son dur labeur, se voit contraint de laisser tomber de ses mains débiles l'outil qui l'a fait vivre jusque-là et qui ne pourra plus le nourrir; mais il est permis de songer à cette époque

de la vie, où le cœur s'ouvre à l'amour, où les jeunes gens pensent au mariage, à faire souche de citoyens, à s'unir pour supporter plus facilement à deux, le poids du jour, des peines et des chagrins.

Ils sont légion, ceux qui ne peuvent — faute d'un modeste pécule — mettre à exécution ce rêve, qui comblait leurs vœux les plus chers.

Combien est difficile pour les jeunes filles sans fortune, le moment de l'entrée en ménage. Si l'on ne redoute pas la misère, il faut s'endetter lourdement pour faire face aux exigences de la plus modeste installation et sans espoir de se remettre à flot, surtout s'il survient un enfant l'année d'après, lot commun aux nouveaux mariés.

Les fondateurs ont trouvé un moyen bien simple de constituer une dot, qui permettra d'envisager sans crainte l'époque du mariage.

Pendant dix ans, au minimum, plus, si vous le désirez, les parents versent cinquante centimes par mois. Cette somme sera grossie par les libéralités des membres donateurs, fondateurs, des conseillers municipaux, généraux, des subventions ministérielles et aussi par les démissions des membres actifs, l'intérêt du capital placé en rentes sur l'État, ou en valeurs de tout repos, le produit des fêtes, concerts, représentations, etc., etc.

Cette institution semble digne d'être encouragée par les hommes qui s'occupent de philanthropie et de mutualité. Les mutualistes ont remarqué son caractère moral, qui assurait aux orphelins la même dot qu'aux plus heureux qui auraient conservé leurs parents.

Les patriotes ont constaté son rôle spécial, puisqu'elle viendra bientôt augmenter de cette dot, la prime de rengagement des sous-officiers et soldats, et accroître ainsi le nombre de ces vétérans que son Président d'honneur, M. Mézières, président de la commission parlementaire de l'armée, a toujours souhaité de voir encadrer les jeunes.

Ils y ont vu un moyen de favoriser la natalité en augmentant le chiffre des unions légitimes de nos enfants. Les moralistes ont vu dans notre institution, la faculté de préserver, dans nos grands centres, les jeunes filles du contact dissolvant de l'hôtel ou de la maison meublée en leur permettant de constituer leur modeste ménage et en leur évitant l'exploitation de certaines maisons de vente à crédit.

Enfin les esprits clairvoyants, ceux qui recherchent le bien sans vanité, ne tarderont pas à entrevoir la haute mission de réconciliation sociale, puisque dans notre œuvre on voit des patrons dotant des enfants d'ouvriers, des ouvriers entre eux dotant les enfants de leurs camarades.

Voilà les grands caractères qui ont valu à cette œuvre les précieuses adhésions de MM. Magnin, vice-président du Sénat, gouverneur de la Banque de France; Poincaré, Deschanel, vices-présidents de la Chambre des députés; d'un grand nombre de membres du Parlement; des notabilités de la magistrature; de plus de 600 maires ou conseillers municipaux de Paris, sans distinction de partis; de philanthropes comme M. le comte de Chambrun, de grands industriels comme MM. Meunier et Léon Edeline; de maîtres de forges comme M. Georges Rolland, ingénieur en chef des mines, le comte de Saintignon, et les barons d'Huart frères; et c'est pourquoi nous avons demandé à la *Revue philanthropique* de signaler cette institution digne de sympathies à ses lecteurs.

Z.

A propos de la Puériculture à bon marché.

COMMUNICATION DU DOCTEUR NAPIAS

A la suite de la discussion à laquelle a donné lieu devant la Société de médecine publique le mémoire de M. le docteur Bertillon sur la puériculture à bon marché et des critiques dirigées contre M. le docteur Pinard contre l'allaitement artificiel, M. le Dr Henri Napias a défendu le lait stérilisé contre le procès de tendance qui lui est fait ; il a tracé une jolie page d'histoire que nous aurions voulu reproduire en son entier (1), mais dont nous publions la plus grande partie.

Après avoir rappelé le plaidoyer célèbre de J.-J. Rousseau en faveur de l'allaitement maternel, notre savant collaborateur poursuit en ces termes :

J.-J. Rousseau ne faisait que reprendre ce qui avait été dit avant lui et tant de fois ! Il puisait notamment dans un livre du Dr Desessartz, qui avait paru deux ans avant l'*Émile* et dont Piron lui avait remis un exemplaire de la part de l'auteur. Il parlait du charme de son style, des vérités trop connues, souvent dites avant lui depuis des siècles, et souvent avec force, et trop souvent aussi sans succès.

Dans un de ses intéressants volumes si documentés sur *La vie privée d'autrefois* (2), Alfred Franklin rappelle ces campagnes successives en faveur de l'allaitement maternel et il montre que l'habitude pour les mères de confier les enfants à des nourrices mercenaires est fort ancienne :

« Le Roman de Robert le Diable, dit Franklin, écrit au XIII^e siècle, nous apprend que ce fut une étrangère qui offrit son sein à ce légendaire guerrier. »

Quant li efens ot pris baptesme,
Et seil et oile et eve et cresseme,
Dont li fait noriches venir
Pour allaitier et por norir.

Franklin aurait pu ajouter que, après quelque temps, Robert le Diable, qui mordait ses nourrices, fut tout simplement nourri au biberon.

Les noriches cel aversier
Redoutent tant à alaitier
Uny cornet li affaitèrent
Onques plus ne l'allaictèrent.

Ce cornet était un biberon primitif ; j'ai signalé dans un rapport sur l'Assistance publique à l'exposition de 1889 (3) que c'était sans doute une

(1) Voir la *Revue d'hygiène*, n° du 20 octobre 1897, n° 906 et suivants.

(2) A. FRANKLIN, *l'Enfant*, Paris, Plon, 1896.

(3) Rapport de Juny de la Clorce, 64.

corne de vache dont la pointe était remplacée par une tétine de parchemin.

Ainsi, dès le ^{xiii}^e siècle, voici déjà que l'allaitement artificiel remplace l'allaitement maternel. — Saint Louis, tout roi qu'il était et tout saint qu'il est devenu, a été nourri par une femme venue de Picardie, Marie la Picarde, ainsi qu'il résulte des recherches de M. Tardif (1).

Mais on pourrait remonter beaucoup plus haut encore et rappeler que les tombeaux des enfants de l'époque gallo-romaine renferment des biberons de terre (*gutti*). Évidemment, les Gaulois n'avaient connu cet artifice que par les Romains : la civilisation ne va pas sans abus ; ce n'est pas toutefois une raison suffisante pour la maudire et d'ailleurs je ne crois pas devoir remonter aussi haut dans l'histoire. Je rappelle seulement que le biberon ne se retrouve pas pendant la période mérovingienne et le commencement de la période carlovingienne ; le Roman de Robert le Diable nous montre établi l'usage du cornet au ^{xiii}^e siècle, le vrai biberon ne se montre guère de nouveau qu'au ^{xv}^e siècle.

Alors, en effet, on a perdu l'habitude de l'allaitement maternel, au moins dans un certain monde ; Franklin (2) qui nous l'apprend en cherche les raisons et les trouve dans le *Jardin des Nobles*, œuvre manuscrite de l'austère franciscain Pierre des Gros : « La première, pour ce que ce n'est pas la coutume de nourrir ; la seconde pour plus garder leur beauté et frescheté ; la tierce, pour plus prendre esbatement à leurs maris, et c'est incontinence. »

Le mal était connu, vous le voyez, et déjà des médecins le signalaient et s'efforçaient de le combattre ; et des auteurs, qui devançaient J.-J. Rousseau de deux siècles, disaient leur fait aux mères oublieuses de leurs devoirs. Le poète Jean Bouchet, en 1545, le leur rappelait en vers :

Après qu'elle a son enfant enfanté.
Si es tétins a du lait à planté
Ou a suffire, mère doit par nature,
Et selon Dieu, à son fruit nourriture.
Dieu ne lui a lait et tétins donnez
Pour ses plaisirs fols et désordonnez
Mais pour nourrir son fruit de sa mammelle.

Il est vrai que déjà les femmes trouvaient des complaisants pour les excuser et pendant que Jean Bouchet les gourmandait comme je viens de dire, le chanoine Guillaume Coquillard, traçant un portrait des plus naturalistes de la femme qui s'est fatiguée à nourrir, disait de son côté :

Ainsi ce n'est pas chose vaine
Si femme mignote et fétisse
De peur d'enlaydir en la peine,
Reffuse à devenir nourrice.

(1) Inventaire des monuments historiques conservés aux Archives nationales. Carton des Rois, n° 1748, p. 423. Voir aussi l'*Histoire de Blanche de Castille*, par Élie Berger, p. 24.

(2) FRANKLIN, *la Vie privée d'autrefois ; l'Enfant*, Paris (Plon, 1896).

Après les poètes, les prosateurs. Franklin cite un passage curieux d'Henri Estienne sur ce sujet :

« Je suis maintenant en doute si je me doy taire des femmes qui abandonnent leurs enfants aux premières nourrices qu'elles rencontrent... et qui depuis les avoir mis en leurs mains, n'y pensent guère, ou du tout point, si non à l'heure qu'on leur vient dire les nouvelles de la mort de ces povres nourrissons.

« Si je n'ose dire que telles mères sont meurdrières (et principalement quand ceci se fait par celles qui n'ont point excuses légitimes, les dispensa et de faire elles-mêmes office de mère), je ne feray point de difficulté de dire jusque là (et s'en scandalise qui voudra, car il me suffit de n'offenser point les femmes de bien), qu'elles font pis que les payens et payennes qui exposoyent leurs enfants. Car si elles allèquent que tous les enfans de ceux qui tombent ainsi entre les mains des nourrices ne meurent pas, je leur répondray qu'aussi ne mouroyent pas tous les enfans qui estoient exposez. Ainsi avenoit à plusieurs des rencontres qui les faisoient heureux toute leur vie : au lieu que ceux qui sont en la charge de telles vilaines, s'ils ne meurent bien tost après, pour le moins en rapportent des maux et des maladies qui les rendent, aucontraire, malheureux pour tout le temps de leur vie (1). »

N'est-ce pas là la preuve du délaissement de l'allaitement maternel au xvi^e siècle ? Alors comme aujourd'hui, on admirait les femmes courageuses qui nourrisaient leurs enfans elles-mêmes, mais on ne les imitait guère.

Il y avait pourtant déjà des médecins qui, comme mon ami Pinard, parlaient éloquemment en faveur de l'allaitement maternel et qui, s'ils n'avaient pas comme Henri Estienne l'expérience personnelle d'un homme qui a eu 3 femmes et 14 enfans, avaient l'expérience d'une clientèle nombreuse ; écoutez de Laurent Joubert cette citation, que Franklin nous donne, et qui est d'un si joli langage que j'ose penser que vous ne la trouverez pas trop longue :

« Pensez-vous que la nature ayt donné aux femmes des mammelles pour ornement de leur poitrine et non pour nourrir leurs enfans ? Ne sont-ce pas femmes prodigieuses celles qui travaillent à tarir et estaindre cette très sacrée fontaine du corps, nourrice du genre humain, et mesmement avec danger de leur personne, à cause du retour et de la corruption du lait ? Quelle différence y a-t-il de cette folie à la forcenerie de celle qui s'efforcent, par certaines meschantes inventions, de se faire avorter, à ce que la lizeur et polie planure de leur ventre net vienne à se corrompre, qu'il se fendille, s'estende et amplie de la pesanteur du fardeau et du travail de l'enfantement ?

« Si les femmes sçavoient quel plaisir il y a de nourrir ses enfans, duquel jouyssent leurs nourrices ; elles se loueroient plus tost à nourrir les enfans d'autrui que de quitter les leurs... »

« Les femmes s'excusent sur leurs marys, aux quels elles sont (comme

(1) *Apologie pour Hérodote* (citée par Franklin). La première édition est de 1556.

doivent estre) subjectes. Car il y a plusieurs marys qui ne veulent pas ouyr ou endurer le bruit et la tintamarre que donnent souvent les enfans. »

Malgré ces objurgations pressantes, les choses ne s'améliorent pas. Claude Joly, en 1667, nous apprend qu'il se trouve encore quelquefois dans les petites villes « de bonnes et honnestes damoiselles qui ne tiennent point à deshonneur de rendre à leurs enfans ce bon office que la nature leur ordonne (2) ».

Le doyen de la Faculté de médecine en l'an 1708, Philippe Hecquet reprend la même thèse et, tout comme fait aujourd'hui le professeur Pinard, il soutient que l'excuse tirée de la faiblesse de la mère ne saurait être acceptée (3) ; et il se livre à des calculs d'une physiologie un peu fantaisiste pour le démontrer.

Quels résultats obtiennent-ils pourtant ?

Bien petit, sans doute, puisque dix ans après, en 1718, Dionis, dans son *Traité général des accouchements* peut écrire : « Aujourd'hui, non seulement les dames de qualité, mais encore les simples bourgeoises et les femmes des moindres artisans ont perdu l'habitude de nourrir leurs enfans. »

Voilà où on en était au XVIII^e siècle et Franklin remarque (4) justement qu'alors un Talleyrand, un Lauzun, ou bien une petite bourgeoise comme M^{me} Roland étaient habituellement mis en nourrice.

Faut-il pourtant dire que le public ne puisse être jamais touché par de bonnes raisons ? Certes, non, et ce qui le prouve c'est que l'apparition de l'*Émile*, en 1762, fit une véritable révolution si bien qu'on constata une recrudescence de tendresse maternelle et qu'un certain nombre de femmes, un grand nombre même au témoignage de Desessartz (5), se mirent à allaiter leurs enfans. Tout le monde voulait faire son devoir et y sacrifier ses plaisirs ; Marie-Antoinette, devenue grosse en 1778, disait à Lassone qu'elle voulait vivre en mère et nourrir son enfant, si bien que quand elle accoucha, le 19 décembre, il y avait là trois nourrices qui attendaient le nouveau-né. Les bonnes résolutions avaient disparu tout à coup et Sébastien Mercier, dans ses *Tableaux de Paris*, disait tranquillement : « Pendant un temps les femmes ont voulu nourrir elles-mêmes ; mais ce n'était qu'une mode, elle a passé. »

Pour moi je ne doute pas qu'on arrive à rétablir cette mode et à la faire durer et qu'on écoute aujourd'hui, s'ils savent parler fort, les hygiénistes, les accoucheurs, les conseillers sincères et autorisés, les hommes savants et éloquents comme Pinard qui feront mieux certainement que le philosophe de Genève assez mal qualifié pour parler des devoirs des parents envers leurs enfans.

(1) CL. JOLY, *Traité de la nourriture des petits enfans, etc.*

(2) HECQUET, *De l'indécence aux hommes d'accoucher les femmes.*

(3) FRANKLIN, *loc. cit.*

(4) DESESSARTZ, *loc. cit.*

C'est une campagne qu'il faut reprendre et continuer longtemps sans se lasser.

Mais il ne faut pas oublier, d'autre part, que l'état social actuel est particulièrement défavorable à l'allaitement maternel dans la classe ouvrière, c'est-à-dire dans la partie la plus nombreuse de la population. Cela est déplorable ; je le déplore pour mon compte tout autant que mon ami Pinard, et je gémis de n'y pouvoir rien changer. Les circonstances économiques, les lois de la production industrielle sont destructives de la famille et j'appelle de tous mes vœux le temps béni où les femmes seraient, comme elles doivent être, les mères, les nourrices, les éducatrices de l'enfance, les gardiennes du foyer, et non les rouages surmenés de la grande machine industrielle et commerciale. Mais ce temps viendra-t-il ?

En tout cas, n'est-il pas loin encore ? et en attendant ne faut-il pas qu'aux femmes que les habitudes sociales privent du devoir et des plaisirs d'être nourrices, alors même qu'elles le désirent et le veulent, nous disions : *qu'au lieu de donner à leur enfant un lait quelconque où fermentent et se cultivent les germes des maladies graves et mortelles, il faut donner du lait stérilisé.*

Ce n'est pas l'idéal ; ce n'est pas le respect de la nature, c'est une transaction nécessaire ; c'est un pis-aller, comme dit Tarnier, qu'il faut conseiller pourtant après qu'on a constaté que l'allaitement par la mère n'est pas possible et que des circonstances sociales, barbares et cruelles sans doute, mais trop certaines, hélas ! empêchent quelquefois les mères de donner le sein à leur enfant.

Les Prix de Vertu.

DISCOURS DE M. JULES CLARETIE

Il nous est impossible, à notre grand regret, de publier *in extenso* le brillant discours de M. Jules Claretie à l'Académie française sur les prix de vertu, mais nous tenons à en reproduire l'éloquente péroraison.

« Votre rapporteur, contraint de rééditer, comme chaque année, ce qu'ont dit ses prédécesseurs, craindrait, messieurs, je le répète, de lasser votre patience en énumérant tous les dévouements que lui révèle la lecture de ces dossiers. Vous en trouverez la liste, vous en pourrez lire le récit dans ce livret des actions vertueuses qui est comme l'annuaire du dévouement. J'aurais pu rencontrer chez chacun de vos lauréats un aussi grand nombre de traits émouvants, autant de noblesse instinctive, autant de vertu, un peu uniforme peut-être.

« Car, il faut bien l'avouer, le moule des vertus semble toujours le même ; du moins, s'il est usé, laisse-t-il de l'or pur au fond du creuset, et si le crime, plus varié et plus ingénieux, trouve des raffinements de férocité et, si je puis dire, se perfectionne plus que la vertu, c'est peut-être que la vertu a tout de suite atteint la perfection absolue. Seulement, je songe avec effroi que les causes célèbres, les grandes affaires qu'un ironiste exquis

appelait les beaux crimes, font inévitablement, et dans une proportion mathématique, monter le tirage des journaux ; et je ne suis pas bien sûr que la publication quotidienne du récit des belles actions et des rapports sur les prix de vertu ne le ferait point baisser.

« Le pessimiste Nietzsche, qui voit un signe de décadence dans une morale altruiste, a écrit : « On manque du meilleur des instincts quand on commence à manquer d'égoïsme. » Vos lauréats, messieurs, je dois le reconnaître, manquent de cet instinct raffiné. Ce sont des décadents à leur manière, ils s'en tiennent modestement à l'amour et au respect de la beauté morale. Ce sont des naïfs aussi et qui consentent à vivre dans un triste monde, celui des déshérités et des souffrants.

« Car ces paralytiques, ces impotents, ces aveugles, ces débiles sont comme une cour des Miracles de la société ; mais ces miracles, c'est la charité qui les fait. Et il est bon qu'il y ait, en ce monde, quelques spectateurs attendris et quelques juges spéciaux par qui la misère soit signalée, honorée dans ses actes, car, en montrant les diverses façons de la consoler, on peut faire naître aussi, par l'exemple, le généreux désir et l'appétit de la vaincre. Le paupérisme, dont l'extinction, problème social redoutable, est le rêve généreux des philanthropes, ces braves gens que vous couronnez ne le détruisent pas, hélas ! — la charité n'est qu'un palliatif — mais les misères sont déjà consolées quand les misérables sentent qu'on les aime et qu'on les aborde fraternellement avec un sourire d'amour et de pitié.

« Et c'est pourquoi il est utile que vous célébriez très haut les vertus de ces messagers de fraternité. Le huis-clos est souvent mauvais. Autour du crime, le mystère qui en enveloppe les secrets permet de former parfois de dangereuses légendes, inquiétantes pour la conscience publique. Vous n'avez pas de huis-clos pour vos héros et ces actions qui s'accomplissent dans l'ombre, vous les saluez en pleine lumière. Elles ne demandaient pas même cette récompense. Aucun de vos lauréats n'a placé sa vertu en viager.

« Il m'en a coûté de me séparer de ces êtres vraiment supérieurs en leur obscurité poignante, pour reprendre, dans l'existence de tous les jours, la vie accoutumée. Je m'étais habitué à considérer le monde comme une réunion de héros et d'héroïnes, et je me demandais pourquoi le roman et le théâtre, dont les fictions sont parfois plus puissantes sur la foule que la réalité même, ne nous montrent pas plus souvent le spectacle de ces sublimes dévouements, au risque de substituer au vice en chapitres et en actes la vieille morale en action.

« Je crois bien que la grande tristesse et la désespérance un peu factice qui s'abattent sur certaines âmes s'atténueraient singulièrement si les *intellectuels*, comme ils se nomment, dirigeaient leur attention vers ces humbles qui semblent avoir pris pour devise : « Charité bien ordonnée commence par autrui ». Et si la liste est longue des vertus que vous avez pu récompenser, plus longue serait celle des vertus anonymes que nous ignorons et qui fleurissent dans l'obscurité. On ne les voit pas, elles ont la discrétion et la pudeur de leur héroïsme. Il est d'admirables femmes qui gravissent les escaliers des pauvres, pénètrent dans les mansardes, soulagent les mi-

sères et laissent après elles le souvenir de leurs bienfaits sans laisser leur nom. Les malheureux disent d'elles : « C'est cette dame qui vient quelquefois. » Ou encore elles prennent un faux nom, comme M^{me} de Lamartine qui faisait le bien sous un pseudonyme. Je parlais des vertus cachées, des vertus instinctives dont ne se rendent même pas compte ceux qui les possèdent. Qu'une occasion arrive, qu'une catastrophe survienne, alors ces vertus éclatent, soudaines, irrésistibles, inoubliables. Les proverbes, pessimistes aussi, prétendent que l'occasion fait le larron. Dans l'ordre civique, dans l'ordre militaire, où la vertu s'appelle d'un mot très simple, le devoir, partout, l'occasion fait aussi des héros. Ne l'avons-nous pas vu, messieurs, dans ce tragique jour d'épouvante, dont la date sera toujours pour Paris un souvenir de deuil, lorsque les flammes du Bazar de la Charité consumèrent, en quelques minutes, tant de créatures humaines, le matin souriantes, heureuses, toutes allant au rendez-vous de la bonté, les unes pour vendre, les autres pour acheter? En même temps que le sentiment d'horreur unissait tous les cœurs, le dévouement inné qui gît au fond des âmes poussait des spectateurs, des passants, à sauver leurs semblables et la même minute qui faisait tant de victimes innocentes faisait aussi des héros improvisés.

« Elles développent immédiatement, électriquement, le sentiment de la solidarité humaine, ces grandes occasions de deuil qui sont comme les grands jours de la pitié. Plus de rangs; on s'aborde, on se parle, on s'entraide; pareilles aux grandes catastrophes nationales, ces heures d'épouvante font les cœurs confondus dans une même étreinte, et c'est alors qu'apparaissent comme entourés d'une auréole de flamme ou de tempêtes les impulsifs de l'héroïsme, les entêtés du sacrifice et du dévouement. Ceux-là, tout Paris sait leurs noms. Les récompenses, les médailles et les croix brillent sur leurs poitrines, et l'horrible journée a du moins permis de mettre en lumière de braves gens, comme elle nous a permis d'unir, dans une même admiration douloureuse, ceux qui sont morts, là-bas, de cette mort atroce, ces femmes, ces jeunes filles, ces enfants, toutes ces martyres, à l'heure où la destinée réunissait dans une promiscuité lugubre une princesse royale et une fille du peuple, de ferventes chrétiennes et des israélites, une nihiliste et des sœurs de charité. Et dans ce tas affreux et sublime, l'admiration humaine n'a pas eu à reconnaître les siens. Elle les a salués, elle les a honorés, elle les a pleurés. Elle ne les oublie pas!...

« On serait presque tenté de trouver à ces épreuves sinistres, imméritées, féroces, comme à toutes les épreuves humaines, guerres, épidémies, massacres, une sorte de farouche consolation en calculant l'espèce d'éclosion spontanée de dévouements qui marque aussi les heures maudites de ces catastrophes. La fraternité dans la mort enseigne la solidarité dans la vie et le malheur fait soudain briller certaines vertus comme la nuit fait scintiller les étoiles. Le cœur humain a des ressources profondes, secrètes et sacrées, pour opposer la contagion de la charité à la contagion de la misère. Parfois est-il dupe : le mendiant, frère Caïn du malheureux, exploite en nous ce que le XVIII^e siècle appelait d'un nom charmant, la *sensibilité*, et ce que nous nous nommons tout simplement la bonté. M. de Montyon, qui fut sensible, connaissait le prix des vertus cachées et n'ignorait pas le

pouvoir des vertus publiquement célébrées. Il ne s'agit pas ici de donner raison au méchant mot de La Rochefoucauld : « La vertu n'irait pas loin si la vanité ne lui tenait compagnie ». Il n'est point question de vanité, mais de justice. Oui, « il faut qu'une action louable soit louée ». Peut-être le souvenir de quelque dévouement fera-t-il naître dans d'autres âmes l'ambition, l'appétit d'un sacrifice nouveau. En attendant, admirons ceux que nous couronnons aujourd'hui. Qui ne se sentirait un peu humilié par leur grandeur inconsciente? Toutes les belles phrases ne valent pas la plus simple de leurs belles actions et il y aurait un moyen plus certain d'honorer nos lauréats — un moyen héroïque que je n'oserais proposer — ce serait de les imiter. Contentons-nous de les saluer bien bas et de nous rappeler, au moins jusqu'à demain, les noms vénérables de ces bons sauveteurs et de ces filles braves qui nous apportent, si je puis dire, des années de dévouement et à qui nous donnons, en échange, une gloire d'une heure, un éloge d'une minute. Mais quoi ! ils ne demandaient même pas cela, ils n'espéraient rien !... ils faisaient le bien pour le bien ; ils ne souhaitaient que la joie du sacrifice. L'Académie ne leur eût-elle rien accordé qu'ils auraient encore la meilleure part ! »

CHRONIQUE ÉTRANGÈRE

Allemagne.

LA LUTTE CONTRE LA TUBERCULOSE

En Hanovre vient de se fonder une association pour la lutte contre la tuberculose.

Le but de cette association est de répandre dans le public, par voie de conférences et de brochures, les notions relatives à l'étiologie et à la prophylaxie du terrible fléau qui fait tant de ravages parmi les hommes.

* * *

LE TRAVAIL DES ENFANTS

L'inspection industrielle en Allemagne a fait cette triste constatation que le travail des enfants va de nouveau croissant. Non seulement le nombre des adolescents de 14 à 16 ans, employés dans les fabriques, a considérablement augmenté (9,1 0/0 de 1895 à 1896), mais encore celui des enfants au-dessous de 14 ans s'est accru de 23,2 0/0 dans cette seule année (les mines de sel et les salines, qui occupent un nombre considérable d'enfants, n'y étant point compris.)

Dans le rayon de Cassel, le chiffre a même augmenté de 50 0/0 et la durée moyenne de la journée ouvrière pour les enfants se trouve être de dix heures. Dans une raffinerie de sucre à Leer, près de la frontière hollandaise, les fabricants, après avoir été réprimandés par le gouvernement pour l'emploi étendu qu'ils faisaient du travail enfantin, allèrent au delà de la frontière recruter des petits ouvriers en Hollande. La loi allemande se trouva hors d'état de protéger ces jeunes étrangers, qu'on avait eu soin de munir de certificats hollandais les dispensant de l'école.

Un autre grave inconvénient consiste dans le travail mercenaire des petits écoliers pendant leurs heures de loisir.

Le conseil municipal de Berlin se propose de voter un règlement défendant l'emploi des enfants au-dessous de 14 ans comme commissionnaires, porteurs de lait, de pain, de journaux, etc. Le *Berliner Tagblatt* remarque fort justement qu'une telle loi sera illusoire pour l'amélioration du sort des enfants. Au lieu de gagner en faisant des courses,

ils devront échanger ce métier fatigant contre le travail bien plus ruineux de l'industrie à domicile.

Déjà d'innombrables enfants sont employés pendant toutes leurs heures libres à coudre des boutonnieres, à fabriquer des fleurs artificielles, des sacs en papier, des boîtes en carton, etc. ; l'ouvrage à domicile, exempt de tout contrôle et de toute inspection, leur abîme le corps, leur abêtit l'esprit et empêche les pauvres êtres épuisés de tirer avantage de l'instruction scolaire, qu'ils sont trop fatigués pour suivre attentivement.

Cependant la misère sociale ne permet pas à bien des familles de se passer des minces ressources rapportées par le sacrifice des enfants, le *Berliner Tagblatt* appuie sur l'inutilité d'une surveillance de police tant qu'on ne donnera pas aux familles indigentes une compensation matérielle.

On pourrait peut-être aussi combattre d'une manière efficace, le travail des enfants en élargissant le système des asiles journaliers pour la jeunesse, fonctionnant sous le nom de « Kinderhorte ». Ces asiles abritent les écoliers pauvres pendant leurs heures de loisir, les réunissent sous une surveillance raisonnable pour les devoirs et les jeux en commun. Berlin en possède à peu près 40.

Multipliés, réformés, les « Kinderhorte » pourraient être destinés non seulement à soustraire l'enfance aux dangers et à la corruption de la rue, mais aussi à une usure prématurée par le travail industriel. Les repas gratuits offerts aux écoliers dédommageraient en quelque sorte les parents indigents de la perte occasionnée par le chômage des enfants.

ADÈLE SCHREIBER.

* * *

LES SANATORIA POUR LES TUBERCULEUX

Le Dr Gumprecht (d'Iéna) publie des notes intéressantes sur les sanatoria de tuberculeux indigents créés jusqu'ici. L'Angleterre en possède 18, pouvant recevoir ensemble 7 000 malades, les États-Unis disposent de deux, la France (1) et l'Autriche chacune d'un seul. La Belgique n'a aucune institution de ce genre, la Suisse, par contre, en comptera bientôt 10, et en Allemagne 11 sanatoria fonctionnent déjà dans toutes les parties de l'empire, tandis que sous peu leur nombre sera plus que triplé. La fondation d'œuvres pour les tuberculeux est résolue dans les localités suivantes : Andreasberg, Altena, Altona, Baden, Berlin, Danzig, Erfurt, Hagen, Halle, Hanau, Hannover, Kassel, Königsberg, Leipzig, Nürnberg, Oldenburg, Oppeln, Regensburg, Sächsische Schweiz, Stettin, Stiege, Stuttgart, Sülzhain, Hürzburg.

L'un des plus beaux sanatoria, à Harlaching en Bavière, est près d'être achevé ; on espère que l'inauguration pourra avoir lieu en automne 1898. Les frais de construction s'élèvent à 1 228 000 marcks. L'établissement abritera 400 tuberculeux, dans deux divisions séparées à proportions égales d'hommes et de femmes. Des halles ouvertes longeant toute la façade per-

(1) Le sanatorium d'Angicourt en préparation.

mettent même aux plus malades de respirer l'air salubre des bois environnants, les lits étant à cet effet fixés sur des roulettes et se transportant sans difficulté aucune.

Bien entendu le sanatorium sera pourvu de tout confort, rien n'y manquera pour y rendre le séjour aussi efficace et aussi agréable que possible.

A. S.

* * *

L'EFFET DES ASSURANCES EN CAS DE MALADIE ET DES CAISSES DE PRÉVOYANCE POUR LA VIEILLESSE SUR LE PAUPÉRISME

Le service statistique de l'empire allemand vient de publier (1) les résultats d'une enquête entreprise à la demande du chancelier impérial par les gouvernements des divers états confédérés afin de s'assurer si les charges imposées par les différentes lois d'assurances ouvrières se trouvent compensées par une économie dans les charges d'assistance publique, et, si oui, dans quelle mesure.

C'est, croyons-nous, la première fois que la question est posée.

Les renseignements recueillis ont été de deux sortes : en premier lieu, une statistique décennale (1884 à 1894) du nombre total de chefs de familles obtenant des secours de l'Assistance publique et la somme totale par année de ces secours ; en second lieu les réponses à un questionnaire adressé par l'office impérial de statistique de Berlin à toutes les administrations d'assistance.

C'est une enquête très méthodiquement conçue et qui peut sinon permettre de trancher cette face curieuse de la question du développement du paupérisme, tout au moins apporter des éléments d'information exacts, susceptibles de servir de base à des enquêtes analogues, en Allemagne ou dans d'autres pays.

Les résultats de cette enquête résument environ 1500 réponses à ce questionnaire. En général les administrations allemandes d'assistance considèrent que les opérations dues aux lois sur les assurances ouvrières ont empêché leurs charges de s'accroître aussi rapidement qu'elles l'eussent fait si ces lois n'existaient pas ; mais le nombre des personnes assistées et le montant des secours ont augmenté plutôt que diminué.

La loi sur les accidents a eu moins d'effet que celle sur l'assurance contre la maladie et celle de prévoyance pour la vieillesse sur le développement du paupérisme. Cette dernière aurait permis à un grand nombre de personnes de ne pas recourir aux fonds des pauvres. Par exemple, à Berlin le nombre de malades envoyés dans les hôpitaux municipaux par les caisses d'assurances en cas de maladie a augmenté pendant que le nombre des patients envoyés dans ces établissements par les administrations d'assistance publique a diminué. De plus, le pourcentage de la population berlinoise secourue à domicile par les médecins de l'Assis-

(1) *Vierteljahrshefte zur Statistik des deutschen Reichs, Jahrgang 1897* ; Berlin, Puttkammer et Mühlbrecht.

tance est tombé de 4,46 — chiffre de 1883 — à 2,79 en 1887-88 pour remonter à 3,76 en 1891-92, taux encore inférieur à celui de 1883. Il est fort regrettable que l'enquête n'ait pas porté sur les années 1894 à 1896.

L'enquête allemande assigne à l'augmentation du nombre des personnes réclamant l'aide de l'Assistance publique une cause que nous signalons parce qu'elle influe, croyons-nous, sur le développement des dépenses d'assistance partout où la régularité du secours distribué transforme le pauvre occasionnel en indigent inscrit, immatriculé et renté. Une partie de la population ouvrière allemande, ne jouissant pas du bénéfice des lois d'assurance ou n'en jouissant que partiellement, a une tendance marquée à accepter plus volontiers qu'autrefois les secours de l'Assistance publique et *affirme même son droit aux secours publics*.

Dans une partie de la Prusse, cependant, l'augmentation des dépenses d'assistance est attribuée à la loi sur les pauvres de 1891, sans que nous puissions nous rendre compte de cette assertion.

Enfin, dans certains cas, les autorités bienfaisantes ont alloué des secours à des familles ou à des individus recevant une rente des institutions d'assurance — surtout des vieillards — parce que la faiblesse de la pension versée aux assurés était telle qu'ils ne pouvaient subsister sans l'aide de l'Assistance. Ce dernier contingent sera de plus en plus réduit au fur et à mesure que les lois sur l'assurance s'appliqueront plus complètement.

G. C.

Angleterre.

POPLAR HOSPITAL FOR ACCIDENTS (Hôpital de Poplar pour les accidents). — En façade sur Commercial Road, en plein quartier des Docks, dans l'est de la ville, adossé aux quartiers les plus pauvres de Londres, Stepney et Whitechapel, se trouve le *Poplar hospital*, qui se donne pour mission principale de soigner les accidents et qui, sur la couverture de ses prospectus et de ses rapports imprimés, affirme que le nombre des accidents traités par ses soins est de plus de quatre par heure chaque jour.

Le voyageur qui longe Commercial Road découvre aisément, à cinq minutes de la station de Poplar, un double bâtiment dont une partie a deux étages sur rez-de-chaussée, avec un *bow-window* à la fenêtre médiane du premier étage, et dont l'autre partie offre sur la rue une façade étroite à trois étages avec deux larges balcons. Ces constructions de style bien anglais sont couronnées de simili-crêneaux. Dès qu'on arrive à l'une des extrémités de la grille qui sépare de la rue les constructions, un grand écriteau frappe le regard : COCHERS ! VEUILLEZ MARCHER AU PAS DEVANT L'HOPITAL !

Si vous êtes en voiture, vous pourrez remarquer que votre cocher ne manquera pas de se conformer à l'avis qui est ainsi formulé, et qu'il ne reprendra son allure ordinaire qu'après avoir lu, à l'autre extrémité de la grille, une nouvelle pancarte ingénieusement reconnaissante : MERCI, COCHERS !

Le *Poplar hospital* a été fondé il y a quarante-trois ans. Mais, depuis

quelques années, il s'est agrandi, amélioré, et grâce aux souscripteurs et donateurs généreux, il peut faire face aux dépenses croissantes de son budget.

Actuellement (1896) ses recettes s'élèvent à 21 056 livres (526 400 francs) et ses dépenses se balancent exactement avec ses recettes, mais il convient d'ajouter qu'on voit figurer aux recettes les legs et le *samaritan fund* et qu'aux dépenses se trouvent mentionnées plus de 15 000 livres de dépenses extraordinaires.

D'après les comptes du dernier exercice, chaque malade externe coûte à l'administration 1 shelling $1\frac{1}{2}$, soit 1 fr. 85, et chaque hospitalisé revient à 30 shellings par semaine, soit environ 5 francs par jour.

Le nombre de lits n'est pas considérable et 52 sur 65 en moyenne ont été occupés en 1896 ; le nombre des hospitalisés a été de 876, savoir : hommes 506, femmes 125, garçons de moins de douze ans 162, filles 83. La durée moyenne du séjour de chaque hospitalisé a été de 22 jours.

Les malades traités dans la partie réservée aux consultations pour les cas d'accidents ont été de 17 479, soit 48 par jour.

La mortalité n'a pas atteint 6 p. 100, puisque 51 décès ont été constatés sur 876 malades ; encore faut-il constater que 3 décès ont eu lieu pendant le transport à l'hôpital et que beaucoup parmi les autres sont morts quelques heures après leur entrée à l'hôpital.

Quoique la situation financière soit bonne, les administrateurs n'ont pas l'intention d'augmenter le nombre des lits ; ils pensent seulement à installer une dizaine de lits pour un service de maladie des yeux et un service dentaire. Ces services sont rendus nécessaires par ce fait que dans l'extrême est de Londres il n'y a aucun hôpital spécial pour les dents et les yeux.

D'autre part, l'établissement veut faire bien, dùt-il faire moins, et réserver ses ressources en prévision de l'augmentation du nombre des malades externes qui, en onze ans, de 1885 à 1896, s'est élevé de 7 000 à 17 000.

Enfin, il ne veut pas économiser sur son personnel. Il dépense actuellement 1 419 livres en salaires et gages (35 475 francs) dont 580 pour les infirmières (13 500 francs).

« C'est un misérable calcul, dit le dernier rapport du comité d'administration, que d'économiser sur les infirmières », et il ajoute que les malades trouvent autant de profit que les infirmières quand on ne les surmène pas et qu'on leur donne une demi-journée de congé tous les huit jours et, tous les mois, 60 heures de suite qu'elles peuvent passer loin des salles.

Depuis le mois d'avril 1896, on a pris l'habitude de demander aux malades externes 2 deniers (environ 20 centimes). On a voulu ainsi éviter dans une certaine mesure les malades non complètement dénués de ressources et qui vont de consultations en consultations. Mais il va de soi que le malade qui ne peut payer cette petite somme est soigné tout de même ; de plus on n'exige rien pour les enfants ; — on estime en effet que les parents n'enverraient peut-être pas leurs enfants à la consultation s'il leur fallait payer vingt centimes pour chaque fois.

Le *Poplar hospital*, comme la plupart des autres hôpitaux de Londres, a un comité de dames qui visitent les malades en traitement.

L'établissement est administré par un président, un vice-président et

des gouverneurs. Dix gouverneurs au moins forment le *comité* qui se réunit obligatoirement une fois par semaine. Une cotisation d'une guinée donne le titre de gouverneur. Le versement de dix guinées au moins est nécessaire pour être gouverneur à vie. Le président du comité est actuellement l'honorable Sydney Holland.

HENRI NAPIAS.

Autriche.

LE DÉFICIT DES FONDS D'ASSURANCE CONTRE LES ACCIDENTS

Après avoir examiné la situation en Allemagne, nous signalerons les conditions peu satisfaisantes des caisses autrichiennes d'assurances en cas d'accidents pendant les dernières années.

En 1893, le déficit, c'est-à-dire l'excès des dépenses sur les recettes, était de 1 825 000 francs; en 1894, il montait au total inquiétant de 2 061 000 francs et en 1895, il a encore atteint le chiffre de 1 158 500 francs.

Ces chiffres portent sur les caisses d'assurances soumises à la loi de juillet 1894, mais ne comprennent pas les caisses de mineurs, régies par le code minier et qui sont dans des conditions de prospérité relative.

Le déficit que nous relevons ne tient nullement à un recul de l'esprit de prévoyance en Autriche, car de 1 231 818 en 1890, le nombre des assurés a monté à 1 877 194 en 1895; mais, bien qu'on semble généralement d'accord dans les milieux officiels à assigner comme cause le taux trop bas des primes, nous croyons que ce n'est pas là le motif véritable de la crise fâcheuse que traversent ces intéressantes institutions. Le motif serait plutôt, selon nous, dans les déféctuosités de la loi autrichienne qui permet trop aisément aux patrons d'échapper aux responsabilités et aux versements qu'en bonne équité, dans de nombreux cas, ils devraient faire aux caisses auxquelles sont assurés leurs ouvriers.

G. C.

Belgique.

Belgique. — Le Congrès pour le repos du dimanche, qui s'est tenu à Bruxelles, a voté à la grande majorité de ses membres qu'il fallait une loi pour assurer le repos dominical; il s'est prononcé en faveur d'une mesure s'appliquant pour l'industrie à tous les employés sans distinction et il a été d'avis que, toute réserve faite sur la mesure de l'intervention des pouvoirs publics, cette intervention pourra se produire également en vue de la fermeture des magasins le dimanche.

Russie.

LES AMBULANCES URBAINES

Les voitures d'ambulances urbaines, qui rendent chaque jour à la population parisienne d'inappréciables services, ont fait leur apparition en

Pologne grâce à la généreuse initiative de M. le comte Przezdziecki; un service d'ambulances urbaines vient, depuis quelques mois, d'être inauguré à Varsovie, où il jouit de la faveur populaire. Lors de leur récente visite en Pologne, l'Empereur et l'Impératrice de Russie se sont vivement intéressés à cette œuvre, appelée à rendre de grands bienfaits, et ont complimenté le philanthrope qui lui a donné l'essor.

Les voitures d'ambulances de Varsovie n'ont pas cependant la légèreté, l'élégance et presque la gaité de nos voitures parisiennes. Copiées sur celles qui fonctionnent à Vienne, elles sont lourdes, d'aspect un peu lugubre, et sont trainées par deux chevaux. Telles qu'elles sont, elles rendent de véritables services qui justifient l'enthousiasme que les habitants professent pour l'œuvre.

Puisque nous parlons des ambulances urbaines, il convient de rappeler que c'est en France qu'elles se sont manifestées pour la première fois en Europe, grâce à M. le docteur Nachtel.

En 1880, le docteur Nachtel faisait, le 30 novembre, une communication à l'Académie de médecine touchant la création d'ambulances urbaines. Cette communication faisait, en février 1881, l'objet d'un rapport favorable de l'Académie, rapport qui a eu un énorme retentissement, et à la suite duquel M. le docteur Nachtel, sollicité par M. le baron de Mundy, communiquait à ce personnage les bases du fonctionnement qu'il prévoyait pour l'œuvre, en même temps que la description sommaire de la voiture qu'il conviendrait d'employer. C'est sur ces dernières qu'un service d'Ambulances Urbaines fut créé à Vienne avec des voitures insuffisamment étudiées, à la suite du terrible incendie qui détruisit de fond en comble le Karl Theater, vers 1883.

On sait, en ce qui touche les ambulances urbaines de Paris, qu'à la suite d'un rapport favorable du Conseil d'hygiène du département de la Seine et du Conseil municipal de Paris, datant de 1884, l'œuvre ne fut inaugurée qu'en 1888. Elle compta, parmi ses protecteurs, les personnages les plus illustres, notamment le regretté Jules Simon, eut comme présidentes M^{mes} la baronne de Mohrenheim, la duchesse de Doudeauville la duchesse de Rohan, etc., et fut remise solennellement à la ville de Paris en 1893.

Aujourd'hui on se propose de créer un service d'ambulances urbaines à Londres, qui en est encore privé. Soutenu par la sympathie de lord Leister, du président du conseil municipal de Londres, du lord-mayor et d'autres pouvoirs publics anglais, M. le docteur Nachtel poursuit avec sa coutumière activité sa philanthropique campagne, à laquelle on ne saurait trop applaudir, car elle a pour objet le soulagement de l'humanité.

INFORMATIONS

L'Hôpital Boucicaut.

Le 1^{er} décembre a eu lieu, dans la plus grande solennité, l'inauguration de l'hôpital Boucicaut sous la présidence du Président de la République.

Le 8 décembre 1887, M^{me} Boucicaut mourait, laissant un testament aux termes duquel l'Assistance publique était instituée légataire universelle.

L'ensemble de sa fortune dépassait quarante millions. La majeure partie de cette somme était affectée à des institutions de charité publique ou privée, et, tout compte fait, après la délivrance de ces divers legs dont le total s'élevait à 33 millions, l'Assistance publique ne conservait pour sa part qu'une somme de 7 millions 500 000 francs, destinée, dans l'intention de la testatrice, à fonder un hôpital dans un quartier avoisinant le Bon Marché d'où cette fortune était sortie. Cette obligation cependant se trouvait subordonnée à cette condition que le reliquat de la fortune totale restant entre les mains de l'Assistance publique atteignît un chiffre de 8 millions de francs. Cette administration ne se trouvait donc pas strictement tenue à fonder un hôpital : elle pouvait, d'accord avec les exécuteurs testamentaires, appliquer le disponible à des œuvres quelconques. Mais, jalouse de rester scrupuleusement dans l'esprit de la testatrice, elle décida de surseoir à la construction de l'hôpital jusqu'à ce que les intérêts capitalisés de la somme qui lui revenait fussent devenus suffisants pour parfaire les 8 millions indiqués. Ce moment venu, elle ouvrit un concours sur un programme élaboré par ses soins et dans ce programme elle s'efforça de tenir compte de toutes les indications de la science et de l'hygiène modernes. Ainsi les services de chirurgie devaient être divisés non seulement par sexes, mais par catégories de malades : de même les services de médecine se trouvaient disposés de façon que les contagieux ne fussent jamais mêlés aux autres malades, même à l'entrée de l'hôpital, dans le service de la consultation. La volonté de l'Assistance publique fut scrupuleusement respectée par les concurrents. Sur une trentaine de projets présentés, huit reçurent une prime. C'est sur celui de MM. Legros père et fils que s'arrêta le choix définitif du jury. On leur confia la direction des travaux, et au cours de l'année 1894 le premier coup de pioche fut donné dans le terrain acquis par l'administration au centre du quartier de Javel absolument dénué jusque-là de tout établissement hospitalier. Ce terrain,

d'une superficie de 30 000 mètres, avait coûté 545 348 fr. 85. Les constructions qui le couvrent sur une surface de 7500 mètres, et qui sont aujourd'hui terminées, ont entraîné une dépense de 2855 471 francs ; les frais faits pour l'ameublement tout spécialement soigné, ne s'élèvent pas à moins de 270 000 francs. L'ensemble de l'opération revient donc à un total de 3 670 819 fr. 85.

Le nouvel hôpital, dû à la générosité de M^{me} Boucicaut, se compose de huit pavillons, dont quatre de médecine et quatre de chirurgie.

Ces pavillons sont d'inégales grandeurs, les plus grands affectés aux hommes, ceux-ci l'emportant sur les femmes dans la proportion de trois pour deux. En outre des services de médecine et de chirurgie générales se trouve un service d'accouchement qui comprend 20 lits. Chaque pavillon se compose d'une salle à rez-de-chaussée surélevé et de ses annexes, au-dessus desquelles, seules, se trouvent placées, au premier étage par conséquent, des chambres réservées aux malades du Bon Marché qui ont, en outre, la jouissance exclusive d'un petit bâtiment, sorte de cercle construit à leur usage.

L'hôpital contiendra en tout 152 malades formant trois services, confiés : celui de médecine au docteur Letulle, celui de chirurgie au docteur Marchand, enfin la maternité au docteur Doléris. Huit religieuses de l'ordre des dames augustines de l'Hôtel-Dieu et cinquante infirmiers ou infirmières laïques composent le personnel de l'hôpital.

Au point de vue des dispositions architectoniques et des matériaux employés, l'hôpital Boucicaut offre un intérêt tout particulier. Les salles, de forme ogivale, ménagent un cube d'air renouvelé de 80 mètres par malade et par heure, toutes construites en fer et en briques avec soubassement de meulière. La paroi interne est séparée du mur extérieur par un matelas d'air et revêtue de briques de lièges enduites d'une peinture vernissée. A l'extrémité de chaque salle se trouve une véranda ornée de plantes à l'usage des malades et qui leur servira de fumoir. Le sol est en grès cérame. Le chauffage est à circulation de vapeur, l'éclairage se fait par l'électricité. Tous les services sont pourvus d'un ascenseur ainsi que d'un monte-charge et reliés entre eux par une galerie souterraine desservie par un petit chemin de fer, de telle sorte qu'à l'extérieur rien n'apparaît du fonctionnement de l'hôpital.

L'établissement est décoré de plantations et de jardins rians qui lui donnent un cachet particulier.

M. Félix Faure, accompagné de M. Barthou, a été reçu par M. Peyron, directeur de l'Assistance publique, MM. Sauton et Dubois, présidents du conseil municipal et du conseil général, Henri Monod, directeur de l'hygiène et de l'Assistance publiques, de Selves, préfet de la Seine, et Charles Blanc, préfet de police, Félix Voisin, président du conseil de surveillance, Louis Lucipia, président de la commission d'assistance du conseil municipal, Alphonse Humbert et Chauvière, députés de l'arrondissement, Paul Strauss, sénateur de la Seine, de nombreux conseillers municipaux.

Un grand nombre de notabilités médicales et scientifiques assistaient à la cérémonie.

Des discours applaudis ont été prononcés par MM. de Selves, Sauton et Peyron.

Au nom des exécuteurs testamentaires, M. Plassard a remercié le président de la République d'avoir assisté à cette fête, puis M. Félix Faure a prononcé quelques paroles.

« C'est au nom des malheureux, des souffrants et des misérables que l'adresse à la fondatrice un hommage que je dirai presque national. Nous sommes venus ici pour honorer le travail, la charité et la reconnaissance. »

La Commission de revision des Listes d'Indigents.

Le conseil supérieur de l'Assistance publique s'était prononcé, dans la préparation du décret sur les secours à domicile à Paris, en faveur de la création d'une commission devant laquelle seraient portées les réclamations des indigents et des nécessiteux. Cette disposition n'a pas été maintenue par le conseil d'État.

Mais, à la suite d'un vœu du Conseil municipal, et en raison des désaccords survenus entre l'administration centrale et les bureaux de bienfaisance au sujet de l'inscription ou de la radiation des listes d'indigents, et sur l'avis conforme du Conseil de surveillance, un arrêté vient de constituer cette commission de revision.

Cette commission, chargée de se prononcer sur les contestations auxquelles peut donner lieu l'inscription ou la radiation des listes d'indigents, sera présidée à tour de rôle par le président du Conseil de surveillance et par le président de la commission municipale d'assistance.

Les Infirmiers et Infirmières des Hôpitaux.

Le personnel secondaire des hôpitaux parisiens a été récemment augmenté pour une somme de 203 641 francs, spécialement votée à cet effet par le Conseil municipal.

L'augmentation est de 84 francs pour les surveillants et surveillantes, les sous-surveillants et sous-surveillantes, de 63 francs pour les suppléants et suppléantes, de 43 francs pour les premiers infirmiers et premières infirmières, de 48 francs pour les infirmiers et infirmières de première classe, de 43 francs pour les infirmiers et infirmières de deuxième classe, les garçons et filles de service de première et de deuxième classe.

Une circulaire du 25 juin 1897 a ainsi réglementé le recrutement du personnel secondaire :

ARTICLE PREMIER. — Le personnel des infirmiers, infirmières, garçons et filles de service, comprendra désormais deux catégories :

- 1° Les infirmiers, infirmières, garçons et filles de service stagiaires ;
- 2° Les infirmiers, infirmières, garçons et filles de service titulaires de première et de deuxième classe.

ART. 2. — Les infirmiers et infirmières, garçons et filles de service sta-

giaires, seront recrutés par les directeurs des établissements; ils seront soumis au plus tard dans les huit jours qui suivront leur admission provisoire, à un examen médical qui aura pour but de déterminer si les candidats sont exempts d'affections contagieuses et s'ils possèdent les aptitudes physiques nécessaires pour remplir les fonctions qu'ils sollicitent. Si le résultat de cet examen leur est favorable, ils seront admis à accomplir un stage dont la durée sera de six mois au moins, et à l'expiration duquel ils pourront être nommés infirmiers titulaires, sous la condition expresse que pendant ce laps de temps, ils auront donné toute satisfaction à leurs chefs et que le stage dont il s'agit aura été accompli dans le même établissement et sans interruption.

Ceux qui, au contraire, n'auront pas été jugés aptes à remplir les fonctions d'infirmier ou d'infirmière devront être congédiés dans un délai maximum de huit jours.

ART. 3. — Les infirmiers et infirmières, garçons et filles de service stagiaires, recevront indépendamment des prestations en nature, une indemnité calculée à raison de 350 francs par an et payable par mois.

ART. 4. — Le grade d'infirmier, infirmière, garçon et fille de service titulaire sera conféré et ne pourra être retiré que par le directeur de l'Administration.

ART. 5. — Tout titulaire qui quitterait l'établissement où il exerçait ses fonctions, sans y avoir été autorisé par le directeur de l'Administration, perdrait le bénéfice de son grade.

Il ne pourra être admis de nouveau dans les établissements dépendant de l'administration qu'en qualité de stagiaire et dans les conditions prévues à l'article 2.

Cet arrêté a eu son effet à partir du 1^{er} juillet 1897.

Le Service médical de nuit.

A la suite d'une question de M. Paul Bernard sur le fonctionnement du service médical et pharmaceutique de nuit, le Conseil municipal de Paris a adopté la proposition suivante de M. Patenne :

« En cas d'accouchement, les brigadiers des postes de police donneront la préférence au médecin demandé par les familles lorsque le médecin sera inscrit sur le tableau de service. »

Une autre proposition, formulée par M. Paul Bernard, a été renvoyée à l'examen de la cinquième commission. Elle est ainsi conçue :

« Le service médical de nuit sera assuré, dans chaque quartier, en instituant le service par semaine au lieu d'être à tour de rôle par nuit.

« Les ordonnances à prescrire, à l'occasion du service de nuit, seront laissées à la liberté pleine et entière du médecin, dans l'intérêt du malade. »

Par une récente circulaire, M. le préfet de police vient de donner, aux agents chargés de la réquisition des médecins de nuit, des instructions nouvelles.

Dorénavant, chaque fois qu'un médecin de nuit appelé auprès d'un malade, jugera nécessaire l'assistance d'un de ses confrères, il sera procédé d'urgence à une seconde réquisition : chacun des médecins touchera la totalité de l'indemnité allouée par visite de nuit.

Cette décision a été provoquée par un fait signalé par M. Ribemont-Dessaigne, chef du service de la Maternité à l'hôpital Beaujon.

Un médecin de nuit, appelé auprès d'une albuminurique en couches, dont une sage-femme avait en vain tenté la délivrance et chez laquelle une abondante hémorrhagie s'était déclarée, refusa d'intervenir et préféra envoyer immédiatement la malade à l'hôpital. Celle-ci, qu'une intervention rapide eût peut-être sauvée, succombait au moment même où elle était hospitalisée.

La Tuberculose dans l'Armée.

Dans sa séance du 8 avril 1897, le Conseil général de la Seine avait adopté une proposition de MM. Clairin, Bompard, Prache et Gervais, tendant à combattre la tuberculose dans l'armée.

M. le Dr Dubois a proposé de son côté un projet de vœu, qui vient d'être adopté par la même assemblée, pour « que l'autorité militaire tienne légitimement compte des constatations et des certificats des médecins civils intéressant les jeunes gens qui se présentent devant les conseils de révision, et que tout jeune homme suspect de tuberculose soit soumis à une observation approfondie et qu'il ne soit envoyé au régiment que si l'examen bactériologique l'a reconnu indemne du bacille de Koch. »

L'Enseignement médical.

L'Union des Syndicats médicaux de France a adopté, dans sa réunion annuelle de novembre 1897, la résolution suivante à l'unanimité :

Considérant que le nombre des Facultés actuellement existantes suffit amplement à assurer le recrutement et que leur création ne répondant à aucun besoin des populations, serait de nature à augmenter l'encombrement déjà trop grand de la profession : qu'il serait surtout nécessaire de renforcer l'enseignement dans les Écoles, afin de donner plus de valeur aux diplômes professionnels, l'Assemblée générale de l'Union des Syndicats médicaux de France signale le danger de toute nouvelle création de Facultés ou Écoles de médecine. »

La Dispense du Timbre pour les Affiches philanthropiques.

Le Conseil municipal de Paris, sur la proposition de M. Chérioux, a invité l'administration à faire, d'urgence, les démarches nécessaires en vue d'obtenir, soit à titre de simple tolérance, soit autrement, que les affiches à placarder à l'extérieur, émanant des œuvres philanthropiques (caisses des écoles, crèches laïques, dispensaires, bureaux de placement gratuit et

autres œuvres similaires), soient dispensées du droit de timbre et puissent être imprimées sur papier blanc.

Afin d'éviter les abus, et pour sauvegarder les droits du fisc, la liste des œuvres qui seraient appelées à bénéficier de cette mesure serait arrêtée, tous les ans, par M. le Ministre des finances, après entente avec le Conseil municipal et les préfets de la Seine et de police.

Le Conseil général de la Seine s'est associé à ce vœu pour le département tout entier.

Prime aux Familles nombreuses.

M. Gervais, conseiller général, a proposé au conseiller général de la Seine d'allouer à tout homme de service ou ouvrier du département, dont les salaires ne dépassent pas 2 400 francs par an, une somme de 50 francs par enfant au-dessus de deux enfants.

L'administration préfectorale a été chargée d'établir la statistique des enfants susceptibles de recevoir la somme de 50 francs.

La Maison maternelle.

DISCOURS DE M. LÉON BOURGEOIS

L'assemblée générale annuelle de la Maison maternelle a eu lieu le 8 novembre sous la présidence de M. Léon Bourgeois, assisté de MM. Marguery, président de la Maison maternelle, et Vorbe, conseiller municipal, vice-président; de MM. Théophile Roussel, sénateur; Moreau, maire du XIX^e arrondissement, et de M^{me} Louise Koppe, directrice de la Maison maternelle. La fête s'est terminée par un brillant concert vocal sous la direction de M. Émile Bourgeois, chef d'orchestre à l'Opéra-Comique.

M. Léon Bourgeois a prononcé, à cette occasion, un discours ému, dans lequel il a rappelé le but de la Maison maternelle, cette œuvre si simple et si touchante, fondée et dirigée par une femme d'énergie et de cœur, M^{me} Louise Koppe.

« Il ne faut pas, a dit M. Léon Bourgeois, il ne faut pas qu'un être humain meure s'il y a un moyen social de l'empêcher de mourir. Et, quand il s'agit de l'enfant, le devoir est encore plus sacré. On peut discuter avec l'homme fait, on peut lui demander s'il n'est pas responsable, dans une certaine mesure, de l'état de misère et de péril dans lequel il est tombé. On ne devrait pas discuter; car cette loi me paraît absolue : il ne faut pas qu'un homme puisse mourir même s'il est coupable, même si c'est par sa faute qu'il est arrivé à cet état de misère. Mais quand il s'agit de l'enfant, peut-il être responsable de quelque chose? A-t-il fait le mal? Est-il responsable de son état de dénuement et de faiblesse? Et ne le sommes-nous pas envers lui si, alors qu'il n'est pas responsable, nous le laissons périr sans l'aider, sans lui tendre la main pour le sauver?

Victor Hugo a dit de l'enfant : « Double virginité! Corps où rien n'est immonde! Ame où rien n'est impur!... »

Eh bien ! puisque ce petit corps, que cette âme ne connaissent pas le mal, le devoir de tous est de sauver cette âme et ce corps, et qui ne le fait pas, pouvant le faire, manque au premier des devoirs et mérite d'être appelé un méchant et un malhonnête homme, tout aussi bien que s'il avait fait un de ces actes que nous appelons des actes de méchanceté et de malhonnêteté, comme de prendre la bourse du voisin, ou lui donner un coup violent.

Nous lisons, à chaque instant, le récit de souffrances et de misères cruelles, de suicides affreux ; un père et une mère de famille meurent avec leurs enfants ; il ne s'agit pas d'enfants abandonnés pouvant être recueillis par l'Assistance publique, mais d'enfants vis-à-vis desquels la loi dit : Il y a une famille régulièrement constituée, je n'y peux rien ; le père n'a qu'à travailler, la mère doit élever ses enfants. Cela est juste, cela est légal. Mais vous lisez tous les jours ce récit dans les journaux : On a ouvert la porte à un cinquième ou un sixième étage, on n'avait pas vu apparaître les habitants de ce logement depuis quelques jours ; on crochète la porte, on entre, et sur le lit on trouve le père et la mère et à côté les enfants morts et le réchaud éteint.

Je le disais, il n'y a pas seulement une question de plus ou de moins de bienfaisance, de bienveillance : c'est un devoir strict de ne pas laisser s'accomplir des faits semblables. C'est ce qu'on se dit en lisant de pareils récits, mais on lit et on passe.

Eh bien ! il ne faut pas qu'on passe, il faut qu'on s'arrête, qu'on empêche ces maux de se renouveler.

Il faut sauver l'enfant sans détruire le lien de famille, sans l'enlever à ses parents, sans contraindre ceux-ci à l'abandon. Tel est le but de la Maison maternelle. Là, on dit aux parents : Nous recevons votre enfant, mais nous vous supplions de venir le reprendre, et de venir le plus tôt possible, car vous feriez de la place pour un autre, et nous vous prions aussi de venir le visiter le plus souvent possible ; de vous assurer qu'il est en bonnes mains, de rester les parents de cet enfant dont nous nous faisons les tuteurs. »

« Nous faisons en même temps, ajoute M. Léon Bourgeois, l'éducation des parents. Croyez-vous qu'il ne leur est pas salutaire de penser que l'enfant n'est pas séparé d'eux, qu'il est tout prêt à retourner avec eux ? Dans cette lutte qu'ils vont engager pour l'existence, l'idée de cet enfant qui les attend ne va-t-elle pas être incessamment à leur esprit ? Il faut faire sentir aux parents que l'enfant les attend, comme, quand nous étions internés dans nos grandes pensions, nous attendions le jour de la visite des parents, pour voir à la porte du parloir le visage aimé de la maman chérie. Il faut que l'enfant se dise : « Papa ou maman vont revenir demain après avoir trouvé la situation dont ils parlaient ». Et il confondra dans sa reconnaissance la maman provisoire, M^{me} Koppe, et la maman définitive, qu'il aura retrouvée, et de son cœur jaillira un grand mouvement de reconnaissance et d'amour pour une société dans laquelle il y a des gens qui agissent ainsi... »

Que de fois un ouvrier, une pauvre femme, entraînés par mille tentations et les mille occasions qu'offre la société troublée de nos villes, ont été

arrêtés au seuil de l'abîme par cette pensée : « L'enfant est à la maison ! » Croyez-le ! Souvent le bouton de la porte d'un cabaret, déjà dans la main de l'ouvrier qui allait y dépenser sa paie, a été lâché, parce que brusquement, dans cette tête un peu obscure et peut-être déjà obscurcie par d'autres arrêts dans d'autres cabarets, est apparue cette vision du bébé qui attend là-bas à la maison. (Applaudissements.) Il ne voyait autour de lui que le plaisir prochain, facile et déprimant, et tout à coup à son esprit et à son cœur est apparue l'image d'un autre plaisir plus pur qui ne devait lui laisser ni tristesse ni regret, l'image du petit enfant qui allait lui tendre les bras.

L'enfant, c'est pour nous un être sacré ; ce n'est pas seulement le petit être charmant, délicieux, aimable autour duquel il est si doux de réunir la famille pour rire de ses saillies, de ses joies, de ses curiosités, pour s'intéresser à ses mouvements, au développement rapide de son esprit ; c'est quelque chose de plus encore : c'est la race, c'est la patrie, c'est l'es-pèce humaine.

C'est en effet dans l'enfance qu'on peut commencer à donner cet ébranlement intérieur de la conscience qui produira plus tard une action bien-faisante. C'est trop tard si on s'adresse à l'homme fait, si on veut lui persuader qu'il a des devoirs : il est pris par ses passions, ses intérêts, les habitudes de sa vie. Il est tard pour faire un humain. C'est tout petit qu'il faut le prendre. Ce que nous voulons trouver dans les yeux des petits enfants, derrière leurs fronts, c'est le commencement de la conscience, car ce que nous voulons d'eux plus tard, c'est qu'ils soient des hommes capables d'accomplir le devoir humain. »

L'Assemblée des Dames françaises à la Sorbonne.

M. Poincaré, vice-président de la Chambre des députés, a présidé, le 19 novembre, dans le grand amphithéâtre de la nouvelle Sorbonne, l'Assemblée générale de l'Association des Dames françaises, Société de secours aux militaires en cas de guerre, aux civils dans les calamités publiques.

M^{me} Félix Faure avait accepté la présidence d'honneur de l'Assemblée.

Les divers rapports sur la situation matérielle et morale de l'association ont été lus ensuite par M^{me} Delaruelle, M. Pruvost et le docteur Duchaussoy, fondateur et secrétaire général. Il en résulte que la situation de la société devient d'année en année plus prospère. Cette année, cinquante-six dames se sont présentées aux examens : quarante-six ont été admises et des prix d'honneur ont été décernés à neuf d'entre elles. De plus, une vingtaine d'autres dames ont fait leur stage d'infirmières à l'hôpital de l'Association ; une d'elles, M^{me} Polack-Meyer, a été jugée digne du titre d'infirmière-major. Cet hôpital a rendu, au cours de l'année révolue, de grands services : il a reçu, tant dans ses salles que dans ses services de consultation, plus de 10 000 malades, dont 5 500 ont été opérés et pansés. Les divers comités de l'Association ont distribué, dans le même temps, aux soldats rapatriés et aux victimes des désastres publics une somme de 75 000 francs.

Mais, pour étendre encore son action bienfaisante, l'Association a besoin de concours nouveaux. Cette année, vingt-deux comités nouveaux ont été fondés; les plus importants sont ceux de Grenoble, Voiron, Tulle, Brive, Arles, Bruxelles, Arcueil-Cachan, Montrouge. Il est permis d'espérer qu'un jour prochain viendra où le nombre des comités de femmes françaises de la Croix-Rouge égalera celui des comités de femmes allemandes. C'est par l'expression de cette espérance que le docteur Duchaussoy a terminé son intéressant rapport.

Après l'exécution par les musiciens du régiment de Préobrajensky de la mazurka de *Golka*, opéra de Mokerviesko, et de l'ouverture de *Rouslane et Ludmila*, opéra de Glinka, des médailles d' « honneur au dévouement » ont été remises à M^{me} la baronne de Hirsch, Altemer, déléguée à la propagande, Fayolle, du comité de Montmorency, Rabel, du comité de Meulan, Hutrel, du comité de Nice, Villot, de la section de la Bibliothèque militaire, et au docteur Chaplain, délégué régional à Marseille. En outre, des médailles de reconnaissance ont été accordées aux membres de l'Association qui se sont distingués par d'heureuses initiatives : citons parmi ces dernières celle de notre confrère Léon Prieur, chroniqueur judiciaire au *Soleil*.

M. Poincaré a pris ensuite la parole.

Il félicite l'Association des Dames françaises d'être « neutralisée entre les partis, comme elle le serait en cas de guerre entre les belligérants, de savoir éloigner d'elle tout ce qui divise et retenir tout ce qui unit ».

Après ce discours très applaudi, au nom du ministre de l'instruction publique ont été proclamées les nominations que voici :

Officiers de l'Instruction publique : M^{me} Pilliet, docteur en médecine, et le docteur Renouard, tous deux professeurs à l'Association des Dames françaises.

Officiers d'académie : le docteur Dubosc, professeur, et M^{me} Vasseur, répétitrice de l'Association.

La réunion s'est terminée par l'exécution de la marche de la *Vie pour le tsar*, exécutée par les musiciens russes.

L'Orphelinat de la Seine.

Nous sommes heureux de reproduire cet éloquent appel du Conseil d'administration de l'orphelinat de la Seine :

L'Orphelinat de la Seine a été fondé sous le coup des désastres de 1870-71 et pour contribuer à les réparer. Œuvre à la fois philanthropique et sociale, il est venu au secours de l'infortune la plus touchante, celle de l'enfant, et a travaillé à l'union entre Français.

A cette idée doublement humanitaire se sont aussitôt associés les esprits les plus libéraux, les hommes les plus en vue : Henri Martin, Schœlcher, Quinet, Littré, Louis Blanc, Victor et Jules Guichard, Sadi Carnot, Victor Hugo, Faidherbe, Denfert-Rochereau, Jules Ferry, Étex, Boucicaut, Salicis, Henri Monod, Buisson, Théophile Roussel, et combien d'autres ! L'un d'eux,

Henri Martin, l'historien national, président d'honneur de l'Orphelinat, en a ainsi défini l'idée :

« Notre principe est l'appel à tous et la réception de tous : orphelins par l'abandon comme par la mort de leurs parents ; orphelins de la guerre civile comme de la guerre étrangère ; enfants dont les pères ont eu la mort glorieuse des champs de bataille de la défense nationale ; enfants dont les pères ont disparu fatalement dans le gouffre de nos discordes, aidez-nous à les réunir dans ces asiles de la fraternité ! C'est une œuvre de réparation et d'union que nous poursuivons. Heureux qui, à un degré quelconque, aura contribué à refaire la patrie ! »

Et, depuis plus de vingt-cinq ans, ce but a été poursuivi sans défaillance, d'abord au profit des orphelins de la guerre et des deux sièges, puis de ceux que recommandait leur abandon ou leur détresse. Au début, des garderies leur ont été ouvertes à Paris, puis une grande maison à la Varenne-Saint-Hilaire. L'effectif moyen a été de cent enfants à l'école et 60 apprentis. Il en a été ainsi adopté 600. .

Tous ont suivi les écoles publiques jusqu'à leur treizième année, mêlés aux autres de leur âge ; tous, sans exception, ont fait un apprentissage complet, chose de plus en plus rare pour les enfants restés dans leurs familles, et ils ne nous ont quittés qu'en possession des moyens de se suffire. Telles étaient les prescriptions de nos Statuts : « Recueillir sans distinction de culte, le plus grand nombre possible d'enfants du département de la Seine, orphelins ou abandonnés, et leur assurer l'éducation, l'instruction et l'apprentissage d'une profession. »

Le succès moral a été des plus satisfaisants. A peine si quelques-uns, victimes d'un triste atavisme ou de mauvais exemples retrouvés à la sortie de l'orphelinat, ont déserté la voie du travail honnête que nous leur avons indiquée. La presque totalité a réussi à un degré qui nous a surpris nous-mêmes.

Mais la mission de l'Orphelinat de la Seine n'est point finie sur ce succès.

Si les blessures de la guerre sont en partie cicatrisées, les plaies sociales restent profondes et s'enveniment peut-être. Loin d'avoir à nous reposer, la tâche accomplie, nous avons à redoubler d'efforts ; ainsi l'exige un sentiment du devoir de la solidarité toujours plus intense dans la Société contemporaine.

Ce sentiment a suscité à côté de nous de grandes et nobles œuvres de protection de l'enfance : œuvres de sauvetage, de patronage officiel ou libre pour les enfants en danger moral, de guérison dans les stations maritimes. Ces œuvres se partagent justement les sympathies de la bienfaisance ; mais notre rôle demeure essentiel. Pour une multitude de mères, de pères isolés, de vieux grands-parents sans ressources, nous sommes l'éducation, sans laquelle leurs enfants vont se perdre.

M. Henri Monod, directeur de l'assistance et de l'hygiène publiques, nous disait à l'inauguration du nouveau bâtiment de l'Orphelinat : « Vous venez au secours de la situation la plus douloureuse que je connaisse dans notre société française, celle de mères veuves, divorcées ou abandonnées, pauvres et chargées de petits enfants ; il n'est pas de situation plus digne

de compassion, plus dépourvue. Notre législation n'a rien organisé pour venir au secours de ces mères-là. Qu'une mère qui veut élever honorablement ses enfants ne le puisse pas ; qu'elle soit acculée au déshonneur, à l'abandon de ses enfants ou à la mort, cela est abominable. » Voilà les misères auxquelles nous venons en aide, mais c'est surtout aux enfants qui en sont les victimes. Mal surveillés, laissés à eux-mêmes pendant les longues heures de travail du père ou de la mère, ils se fourvoient inévitablement dans les mauvaises fréquentations de la rue, et de malheureux qu'ils étaient, deviennent des misérables. Nous sommes pour nos pupilles un complément indispensable de la famille : sans nous ils seraient des moralement abandonnés.

Nous savons par une pénible expérience, par le nombre considérable d'enfants que l'insuffisance de nos ressources laisse frapper inutilement à notre porte, qu'il faut étendre l'action de notre œuvre, la doubler, la décupler peut-être, dans un département aussi prodigieusement peuplé que le nôtre.

Aussi, M. Théophile Roussel, après avoir, comme il le disait, « apporté le témoignage de son respect à l'œuvre humaine, morale et française » que nous avons fondée, et salué « cet esprit large et libéral qui avait enchaîné sa reconnaissance », ajoutait-il ces paroles dont nous avons à cœur la prochaine réalisation :

« Il faudra de nouveaux moyens et de nouveaux efforts pour poursuivre et compléter l'œuvre de l'Orphelinat de la Seine ; il faut de nouvelles ressources, il faut de nouveaux adhérents. Mais l'entreprise est si belle et son succès est si nécessaire, qu'elle s'accomplira. Un jour, dont je ne doute pas, l'œuvre de la Société se résumera en ce résultat suprême : un groupe nombreux, compact, d'honnêtes gens sortis de son sein, qui seront ses fermes soutiens et qui inscriront sur leur drapeau la plus belle devise qu'on puisse trouver pour notre civilisation et pour notre patrie : faire des hommes. »

C'est à collaborer à cette œuvre que nous convions tous ceux qui ont au cœur la pitié pour l'enfance malheureuse et l'amour de la France.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

PRÉSIDENT : M. M.-J. Gaufres, membre du Conseil supérieur et du Conseil de surveillance de l'Assistance publique.

VICE-PRÉSIDENTS : MM. Ferdinand Bellmann ; Henri Aron, maire-adjoint du II^e arrondissement ; Maurice Muret, conseiller général de Seine-et-Oise ; P. Pradines, conseiller à la Cour de cassation.

SECRÉTAIRES DES SÉANCES : MM. F. Cabanis, rentier ; E. Patin, rentier ; E. Lava, commis principal au ministère des Finances ; E. Delaville, inspecteur au Bon-Marché.

TRÉSORIER : M. Léon Decaye, associé d'agent de change.

TRÉSORIER-ADJOINT : M. A. Mayrargues, ancien professeur.

MEMBRES : MM. Boivin-Champeaux, avocat à la Cour de cassation ; R. Bompard, conseiller municipal ; F. Buisson, professeur à la Sorbonne ; Canat, instituteur ; Ch. Delamare, ancien conseiller municipal de Vincennes ; le général Février, ancien grand-chancelier de la Légion d'honneur ; F. Gabriel, rentier ; Geny, ancien

adjoint au maire du XVII^e arrondissement ; Robert Guichard ; E. Horn ; Houzeau, négociant ; M. Lailler, avocat à la Cour d'appel de Paris ; le D^r Albert Mathieu, médecin des hôpitaux de Paris ; H. Mathé, ancien député ; Melouzey, professeur de l'Université ; Ernest Melouzey, ancien négociant ; A. Molteni, fabricant d'optique ; Charles Quentin, ancien directeur de l'Assistance publique ; A. Vandendorpel, propriétaire, ancien adjoint au maire du III^e arrondissement.

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL : M. E. Blondel, 28, rue Saint-Lazare, à Paris.

Caisse des Offrandes nationales.

Les opérations en 1896 de la caisse des offrandes nationales en faveur des armées de terre et de mer ont été, succinctement résumées, les suivantes :

Au 31 décembre 1896, le nombre des rentiers était de 1688, nécessitant une dépense de 145 970 francs. Les titulaires de compléments de pensions étaient au nombre de 7216 pour une somme de 1 216 851 francs.

Le nombre de secours permanents était de 1101 et la dépense de 110440 francs.

Dans le courant de l'année 1896, le comité supérieur a accordé, par diverses décisions, 3374 secours éventuels ; la dépense faite sous cette rubrique s'est élevée à 254 380 francs. Les secours éventuels ne peuvent se cumuler avec une rente viagère, un complément de pension ou un secours permanent.

Pour l'année 1897, les prévisions budgétaires accusent un excédent de rentes de 194 252 francs ; cet excédent est destiné à donner des secours éventuels à d'anciens militaires ou marins blessés, ainsi qu'aux veuves, aux ascendants ou aux enfants mineurs, d'hommes morts de blessures ou d'infirmités contractées au service.

Caisse nationale des Retraites pour la Vieillesse.

Les versements reçus en 1896 sont au nombre de 1 811 685 et s'élèvent à 37913363 francs. Les chiffres correspondants de 1895 étaient de 1 338 859 versements et de 32 638 155 francs. Il y a donc augmentation de 472 826 sur le nombre et de 5 275 208 francs sur le montant des versements. La moyenne par versement a été de 21 francs ; elle avait été de 24 francs en 1895.

En comparaison avec l'exercice précédent, les versements collectifs ont augmenté de 469 621 en nombre et de 5 068 114 francs dans leur montant. Quant aux versements individuels, ils présentent également un excédent de 3 206 sur les nombres et de 207 114 francs sur les sommes versées.

L'augmentation du nombre et du montant des versements collectifs résulte principalement du fait que l'application des dispositions de la loi du 29 juin 1894, sur les retraites des mineurs, n'a eu lieu d'une manière complète qu'en 1896.

Le nombre des rentes viagères en cours au 31 décembre 1896 était de 208 241 pour une somme totale de 33 396 864 francs. Ces chiffres accusent une augmentation de 7 501 sur le nombre des titres de rentes et de

245 686 francs sur le montant des rentes. La moyenne par titre est de 160 francs et est inférieure de 5 francs à celle de 1895.

La caisse a payé pendant l'année 31 839 452 francs d'arrérages de rentes et a remboursé 13 142 131 francs de capitaux réservés aux héritiers de 7 485 titulaires décédés. Les remboursements ont diminué, en comparaison avec 1895, de 2 872 012 francs en sommes et de 919 en nombre. La moyenne des remboursements est de 1 756 francs au lieu de 1 905 francs en 1895.

Le taux de 3,50 p. 100 à servir aux déposants a été maintenu en 1897 par décret en date du 27 décembre 1896. Jusqu'à présent le taux moyen des placements de la caisse a pu rester très voisin de ce chiffre et s'en rapproche plus que de celui de 3,25 p. 100. Or le taux des tarifs de la caisse ne peut varier que par fractions de 0,25 p. 100, ce qui, entre autres considérations, justifie le maintien du taux actuel à 3,50 p. 100.

Les frais d'administration relatifs à l'année 1896 s'élèvent à 942 618 francs et ne dépassent que de 7 231 francs les frais occasionnés par l'exercice précédent, bien que le nombre des opérations se soit accru dans une proportion plus considérable. Le coût moyen de chaque opération effectuée par la caisse, qui était de 0,46 en 1895, s'est abaissé en 1896 à 0,37.

Un Restaurant coopératif d'Ouvriers.

Une société vient de se former pour fournir des aliments de bonne qualité et à bon marché aux nombreux ouvriers des chantiers de l'Exposition de 1900. Les principaux caractères de cette société résident dans la participation du personnel aux bénéfices, la création d'une caisse de secours, le partage, après les prélèvements stipulés aux statuts, entre tous les ouvriers consommateurs, de tous les bénéfices réalisés au prorata des repas ou consommations qu'ils auront pris au restaurant et enfin dans la fixation à un extrême minimum de la part faite au capital de fondation,

La Société est fondée sous le titre : « Société anonyme du restaurant coopératif des chantiers des Champs-Élysées ». Son siège social est fixé provisoirement à la *Société de participation aux bénéfices*, 20, rue Bergère, Paris.

Elle est administrée par un conseil composé de sept membres au moins, de douze au plus, pris parmi les associés.

Ils sont nommés pour trois ans. Le premier conseil est composé de :

MM. Buisson, directeur de l'Association d'ouvriers peintres « Le Travail » ; Félix Firsch, président de la Société coopérative de consommation du XVIII^e arrondissement ; E.-O. LAMÉ, président de l'Association coopérative de consommation des sciences, des lettres et des arts, membre du conseil d'administration de la Société pour l'étude de la participation aux bénéfices ; MACHURON, directeur de la Banque coopérative des associations de production ; PRÉVOST, membre de l'Association ouvrière d'alimentation ; L. SORIA, secrétaire général du comité central de l'Union coopérative des sociétés françaises de consommation ; STEINMETZ, administrateur de la société coopérative de consommation « La Solidarité » ; THUILLIER, conseiller municipal de Paris, membre de la Société pour la participation aux béné-

lices; TULSU, membre du conseil d'administration de la Société pour l'étude de la participation aux bénéfices.

Le conseil nomme parmi ses membres un bureau composé d'un président, d'un ou de deux vice-présidents, d'un secrétaire et d'un trésorier. Ils n'ont aucune part dans les bénéfices de l'Association et leurs fonctions sont gratuites. Toutefois, il peut leur être attribué, suivant décisions de l'assemblée générale, des jetons de présence, destinés à les défrayer des dépenses que leur occasionne l'exercice de leur mandat.

Après le paiement des frais généraux et dépenses de toute nature, y compris l'amortissement des dépenses de premier établissement, il est prélevé avant tout partage des bénéfices :

1° 5 p. 100 pour la formation d'une réserve légale;

2° 10 p. 100 pour la constitution d'un fonds de réserve spécial;

3° 3 p. 100 affectés au capital versé.

Les bénéfices nets seront ensuite distribués de la manière suivante :

A la caisse de secours: 10 p. 100;

Au personnel, suivant le mode de répartition adopté par le conseil : 30 p. 100;

Aux consommateurs: 60 p. 100 au prorata des consommations et repas pris aux restaurants.

La répartition des bénéfices se fait :

1° Aux consommateurs sur production de tickets délivrés par la Société et représentant sur chacun d'eux le total de chaque dépense journalière. Cette répartition se fera suivant la décision du conseil, et, au plus tard, tous les trois mois; il en sera donné avis par des affiches apposées dans les établissements de la Société et par la voie des journaux, dont un d'annonces légales.

2° Au personnel, tous les six mois après l'inventaire et l'établissement du bilan et des comptes.

Le Refuge de Neuilly.

La Maison israélite de Refuge pour l'Enfance, administrée par un Comité de Dames, sous la présidence de M^{me} Coralie Cahen, chevalier de la Légion d'honneur, a été fondée en juillet 1866. Établie à Romainville (Seine), dans des conditions tout à fait modestes, elle n'était destinée, à l'origine, qu'à recueillir et à guider dans la voie du bien les quelques jeunes filles arrêtées dans le département de la Seine pour vagabondage et autres délits, ou pour fautes de conduite plus ou moins graves, en vertu de l'article 66 du Code pénal. Ces enfants jusque-là avaient été détenues à la prison de Saint-Lazare.

Deux œuvres confessionnelles, le patronage de la rue de Vaugirard, le disciplinaire de la rue de Rennes, avaient donné l'exemple.

Le nombre des enfants soumis à la correction étant restreint, la Maison fut ouverte à des orphelines, à des enfants abandonnées, à celles que leur naissance irrégulière éloignait des autres institutions hospitalières, aux jeunes filles qu'il était urgent de soustraire à de dangereuses in-

fluences et à de pernicieux exemples, enfin à celles dont le caractère difficile ou l'intelligence peu développée demandaient une surveillance attentive que leurs parents, obligés souvent de travailler au dehors, ne pouvaient exercer sur elles.

Ainsi, le but primitif de l'Œuvre, atteint tout d'abord, se trouvait dépassé déjà et, peu à peu, le caractère de la Maison subissait une heureuse transformation. Créée, dans le principe, en vue d'une action *répressive*, la Maison de Refuge élargissait son cercle moralisateur et prenait le caractère essentiellement *préventif* qu'elle revêt aujourd'hui.

Successivement, le refuge fut installé à Romainville, à Neuilly (boulevard Eugène), et enfin, grâce à de généreux donateurs et au puissant concours de M. Zadoc Kahn, dans de nouveaux bâtiments édifiés à Neuilly et inaugurés le 4 juin 1883.

Les pensionnaires sont au nombre de 100 à 110. Trois ateliers : couture, broderies d'art, coupe de robes, sont établis dans la maison. Les ateliers prennent des commandes et chaque enfant reçoit un quart des bénéfices réalisés sur le produit du travail. Ces sommes, placées en livrets de caisse d'épargne, lui sont remises à sa sortie.

Les élèves sont placées par les soins du comité de l'œuvre et mises sous la surveillance spéciale d'une des dames, qui doit rendre compte du travail et de la conduite de sa protégée.

De nombreux livrets de Caisse d'épargne, dus à la générosité des Dames du Conseil d'administration et s'élevant à près de 1 400 francs par an, sont également distribués à titre de récompenses scolaires, professionnelles et personnelles, lors d'une distribution de prix annuelle, instituée solennellement depuis l'année 1887.

Outre les ouvrières formées par la Maison, quelques-unes des jeunes filles, témoignant d'aptitudes spéciales, sont sorties, les unes munies de diplômes d'institutrice et de brevets spéciaux (gymnastique, etc.), les autres comme employées de commerce. Toutes sont à même de se suffire honorablement par leur travail.

Les pensionnaires de la Maison prennent part au service, de l'Établissement et de la cuisine; elles sont ainsi mises au courant des soins divers que comporte l'entretien d'un ménage.

Les enfants en correction sont absolument séparées des autres. Un pavillon spécial leur est réservé; elles l'habitent jusqu'à ce que leur conduite leur ait mérité la faveur de la vie en commun, comme récompense de leurs efforts vers le bien.

Le rapport de l'année 1896, présenté à l'Assemblée générale du 23 mai 1897, marque une situation financière des plus brillantes.

Les libéralités faites en faveur de l'œuvre ont dépassé de beaucoup les prévisions. Les recettes ont atteint 141 221 fr. 30, tandis que les dépenses n'ont été que de 60 658 fr. 80. Un solde de 70 000 francs a été versé au fonds de réserve.

ÉCHOS

La Commission d'Assistance publique du Conseil municipal de Paris. — Notre collaborateur M. Louis Lucipia a été élu président de la commission d'assistance publique du Conseil municipal de Paris, en remplacement de M. Paul Strauss, démissionnaire.

La *Revue Philanthropique* est heureuse de féliciter M. Louis Lucipia de cette désignation flatteuse.

Secours aux Expulsés. — Le préfet de la Seine vient, en exécution d'une délibération du Conseil municipal qu'il a approuvée, de prendre un arrêté par lequel il est alloué, à titre de subvention, pour bons de logement à distribuer par les mairies de Paris aux victimes d'expulsion, une somme de 15.000 francs qui sera répartie entre les vingt mairies au prorata de la population indigente de chaque arrondissement.

L'Asile Moreau à Jarnac. — L'inauguration de l'asile Moreau à Jarnac (Charente), s'est faite avec éclat. Le nouvel établissement contient 16 lits et peut recevoir 13 vieillards indigents et 3 pensionnaires payants.

M. Laporte, sénateur, maire de Jarnac, a présidé cette fête, à laquelle assistaient le président du Conseil de préfecture, M. Brisson, maire de Cognac, et de nombreux assistants.

École municipale d'Infirmières du Havre. — Le jeudi 28 octobre a eu lieu l'inauguration de l'Ecole d'infirmières à l'Hôtel de Ville, devant une nombreuse et brillante assistance, venue pour témoigner sa sympathie à l'œuvre nouvelle. M. Marais, maire du Havre, présidait ayant à ses côtés le sous-préfet, M. Cathala, MM. les vice-présidents de la Commission administrative des hospices et du Bureau de bienfaisance; dans la salle, plusieurs conseillers municipaux, les professeurs de l'Ecole, des médecins, les élèves, et un nombreux public.

Après un discours de M. Marais et les remerciements de M. le D^r Lannier, au nom des professeurs, M. le D^r Sorel a fait la première leçon du cours de chirurgie.

Le professeur Tarnier. — Le professeur S. Tarnier, le célèbre professeur d'accouchements à la Faculté de Médecine de Paris, vient de mourir;

ses obsèques officielles ont eu lieu à Paris à la Madeleine. Après la cérémonie, le corps a été transporté à Dijon ; M. le professeur Pinard et M. le Dr Pierre Budin ont prononcé d'éloquents discours, le premier au nom de la Faculté, le second au nom de l'Académie de médecine. D'autres allocutions ont été prononcées par MM. Hergott, Demelin et Louis Dubrisay.

M. le Dr Pierre Budin a résumé ainsi les admirables titres de son maître à la reconnaissance publique :

« Tarnier est mort ; avec lui disparaît une des plus grandes figures médicales de notre époque.

C'est au nom de l'Académie de médecine, à laquelle il appartenait depuis vingt-cinq ans et dont il avait été le Président en 1891, que nous lui apportons notre tribut d'admiration.

Avant qu'il fût admis dans notre Compagnie, son nom y avait été bien souvent prononcé pendant la mémorable discussion sur la fièvre puerpérale. Par ses observations, en effet, par ses statistiques, il avait été conduit à admettre l'existence d'un « poison », d'un « virus capable de se propager » d'un « miasme contagieux ». Aussi, après avoir montré la nécessité d'isoler les malades, fut-il un des premiers à accepter et à enseigner les bienfaits de l'antisepsie.

Il fit plus, c'est à lui que nous devons l'usage si justement répandu du *sublimé*. Il a donc puissamment contribué à diminuer la mortalité des femmes en couches.

Ceux qui ont vu Tarnier n'oublieront jamais sa physionomie si caractéristique : il était calme, il était pensif, il opérait avec une grande habileté et un grand sang-froid, puis il réfléchissait longuement aux difficultés qu'il avait rencontrées : il cherchait alors avec ténacité les moyens d'en triompher dans l'avenir. C'est ainsi qu'il fut conduit à imaginer un certain nombre d'instruments qu'il a successivement présentés à l'Académie de médecine.

Tarnier, par ses découvertes, fut un bienfaiteur de l'humanité ; en témoignage de reconnaissance, le Conseil de surveillance de l'Assistance publique, sur la proposition de M. le directeur général, a décidé que l'hôpital où il avait fait son enseignement dans ces dernières années, s'appellerait désormais la Clinique Tarnier.

Il avait donc toutes les qualités qui sont le propre de l'homme de science accompli : il a été un professeur d'une clarté lumineuse et un écrivain d'une remarquable précision ; il fut le véritable maître, dont la vie doit servir d'exemple ».

Pétition des Sages-Femmes. — La « ligue de protection des accoucheuses de France » vient d'adresser au Parlement une pétition pour demander : 1° l'abrogation de la loi de l'an XI, qui interdit aux sages-femmes l'emploi du forceps ; 2° l'augmentation de durée des études professionnelles, qui seraient portées de deux à trois ans, dans le but d'élever le niveau scientifique de la corporation.

Ecole d'Infirmiers et d'Infirmières des asiles d'aliénés de la Seine. — La distribution des récompenses aux élèves de l'Ecole d'infir-

miers et d'infirmières des asiles d'aliénés a eu lieu le samedi 13 novembre à deux heures à l'Asile clinique, sous la présidence de M. Emile Dubois, président du Conseil général de la Seine, assisté de MM. Paul Brousse, Chausse, André Lefèvre, Levraud, Navarre, Henri Rousselle, conseillers généraux, Le Roux, directeur des Affaires départementales, Prestat, membre de la Commission de surveillance des asiles d'aliénés, Louvard et Pelletier, chefs de bureau, et de plusieurs membres du personnel médical des asiles.

Après le compte rendu des résultats de l'année scolaire par M. le Docteur Taule, directeur de l'asile Sainte-Anne ou asile clinique, deux allocutions applaudies ont été prononcées par M. Emile Dubois, Président du Conseil général, et par M. le docteur Bourneville.

Le Legs Marjolin. — Un décret vient d'autoriser la Faculté de médecine de Paris à accepter le legs fait à son profit par M. René Nicolas Marjolin, et consistant dans la nue-propiété d'une maison sise à Paris, 5, place des Vosges, dont le revenu sera employé, après le décès de l'usufruitière, au remboursement des frais d'inscription d'étudiants en médecine français, internes ou externes des hôpitaux de Paris, s'étant fait remarquer par leur zèle, leur exactitude et ayant recueilli avec soin des observations dans leurs services.

Le Monument des frères Lionnet. — L'Assistance publique de Paris garde un souvenir reconnaissant à la mémoire des frères Lionnet, qui ont pendant si longtemps organisé des concerts dans les hospices de Bicêtre et de la Salpêtrière. Aussi le conseil de surveillance a-t-il voté une subvention de deux cents francs à l'érection d'un monument à ces artistes philanthropes.

Un Bienfaiteur. — M. Adam Ledoux, qui fut pendant longtemps le doyen du conseil municipal de Courbevoie et qui vient de mourir à l'âge de quatre-vingt-cinq ans, a, par son testament, légué une somme de 100 000 francs à la commune. Cette somme est destinée à créer des pensions de retraite pour de vieux ouvriers faisant partie de la société de secours mutuels de Courbevoie.

M. Ledoux laisse en outre 50 000 francs à l'hospice municipal de vieillards du Cayla.

La Croix-Rouge française. — Le conseil central de la Société de secours aux blessés militaires (Croix-Rouge française) vient de nommer le général Davout, duc d'Auerstædt, grand chancelier de la Légion d'honneur, président de la société, en remplacement du duc d'Aumale.

En exécution du vote émis par le conseil, une double démarche a été faite par le bureau auprès du président de la République, qui a donné sa haute approbation à ce vote, et auprès du général Davout, qui a accepté avec empressement la présidence de la société.

L'Union des Sociétés de Patronage. — Le conseil central de l'Union des sociétés de patronage de France a repris ses travaux sous la

présidence de M. le conseiller à la Cour de cassation Charles Petit, président d'honneur de l'Union, assisté de M. Louiche-Desfontaines, secrétaire général.

La séance du 12 novembre a été presque entièrement consacrée à l'étude du programme du 4^e congrès national de patronage, qui se tiendra en 1898 à Lille, pendant les vacances de la Pentecôte.

Cette société poursuit ce double but : la préservation et le sauvetage de l'enfance abandonnée ou coupable et le reclassement, dans un haut intérêt social, des libérés repentants. A ses efforts, le jury de la section d'économie sociale à l'Exposition de Bruxelles vient de rendre hommage en décernant à l'Union un de ses diplômes d'honneur.

La Société de Secours aux militaires coloniaux. — L'assemblée générale annuelle de la Société de secours aux militaires coloniaux a eu lieu le 21 novembre.

C'est M. Étienne, ancien sous-secrétaire d'État des colonies, président du groupe colonial de la Chambre et membre du comité de patronage de la Société, qui présidait. Il était assisté du président, des membres du comité de patronage, des membres du conseil d'administration et du représentant du ministre de la Marine.

Le compte rendu financier a été présenté par M. Émile Péan, secrétaire-trésorier. L'orateur a dit combien la société a prospéré depuis sa fondation. Mais les besoins ont également augmenté, le dortoir réfectoire de la place de la Chapelle est devenu insuffisant en présence du grand nombre de soldats libérés qui s'y présentent.

Ensuite M. Lemire, président honoraire, a dit quelques mots sur la maison de convalescence des militaires coloniaux.

Après la lecture d'un rapport de M. A. de Pouvoirville sur la marche du comité de Nancy et un discours de M. Étienne, un concert a eu lieu.

REVUES ET PUBLICATIONS FRANÇAISES

M. André Honnorat poursuit, dans *le Rappel*, sa campagne en faveur des dépôts pharmaceutiques et de l'instruction médicale.

« De nombreuses lettres nous sont parvenues au sujet de l'article que nous avons récemment publié sur la question des pharmacies rurales.

« L'une d'entre elles, qui émane de M. le docteur Frébault, nous fait connaître que le projet que nous avons exposé a déjà reçu un commencement d'exécution par la création de l'*Association des Ambulanciers de France*.

« Il nous manque seulement, ajoute-t-elle, le concours de la presse pour mener à bien l'œuvre que nous avons entreprise.

« C'est une invite toute gracieuse à l'adresse de ce journal et du signataire de ces lignes, et c'est une invite qui peut d'autant moins nous laisser indifférents que la tentative de M. le docteur Frébault a droit à tous les éloges et à tous les encouragements.

« Notre honorable correspondant nous permettra cependant de lui faire une toute petite observation : c'est que, pour répondre complètement à l'idée que nous avons développée l'autre jour, l'*Association des Ambulanciers de France* devrait préciser davantage le but qu'elle se propose.

« D'après l'article premier de ses statuts, elle est constituée en vue « de répandre dans le public des villes et des campagnes les notions élémentaires et pratiques de médecine et de chirurgie pour permettre de donner aux malades et blessés les soins indispensables avant l'arrivée du docteur ».

« C'est là une très noble tâche, mais c'est là, à notre avis, une tâche qui n'est pas tout à fait suffisante.

« Comment répandre, en effet, ces notions élémentaires et pratiques de médecine et de chirurgie ? En instituant dans toutes les communes des sections chargées d'organiser des cours et des conférences, nous dit M. le docteur Frébault.

« Mais comment réunir dans chaque commune tous les concours nécessaires ? Mais comment être assuré que le public répondra à l'appel des organisateurs, qu'il suivra les cours et les conférences de l'association ?

« Voilà ce qu'on peut se demander avec inquiétude, et voilà ce qui peut faire craindre que l'œuvre des *Ambulanciers de France* ne rende pas tous les services qu'on est en droit d'en attendre.

« Qu'elle ajoute, au contraire, au premier article de ses statuts un para-

graphe disant qu'elle a également pour but de créer des dépôts de médicaments de première nécessité dans chaque commune, et de suite on distingue beaucoup mieux les résultats qu'elle peut atteindre.

« Il ne s'agit plus seulement en effet d'une lente diffusion des connaissances médicales. Il s'agit en même temps d'une immédiate amélioration aux défectueuses conditions dans lesquelles se trouvent placés les habitants des campagnes lorsqu'ils sont victimes de quelque accident ou de quelque indisposition.

« Pourquoi M. le docteur Frébault ne compléterait-il pas ainsi son œuvre ? Pourquoi n'élargirait-il pas son champ d'action ?

« Il nous semble qu'il n'aurait pas de peine à grouper de cette façon de nombreux concours et qu'il obtiendrait sans grande difficulté des subventions des départements et de l'État pour créer chaque année quelques nouveaux dépôts pharmaceutiques dans des localités éloignées ?

« Ceci ne l'empêcherait nullement de répandre des notions élémentaires de médecine et de chirurgie dans le public, et ceci donnerait au moins à l'*Association des Ambulanciers de France* un caractère d'institution pratique qu'elle n'a peut-être pas assez nettement pour tout le monde.

« M. le docteur Frébault nous fera sans doute observer qu'il rencontrera pour établir ces dépôts les mêmes obstacles qu'il rencontre aujourd'hui pour organiser des sections d'instruction médicale.

« Mais ne pense-t-il pas que dans les communes où il y a une sage-femme, par exemple, il trouvera en elle une aide tout indiquée et que dans les communes où il n'y a ni médecin, ni pharmacien, ni sage-femme, il lui sera toujours facile de confier la gestion de ces dépôts soit à l'instituteur, soit à l'institutrice ?

La question, en tout cas, vaut d'être étudiée, et puisque M. le Dr Frébault veut bien nous recommander l'*Association des Ambulanciers de France*, à notre tour, nous prenons la liberté de recommander notre proposition à cette intéressante et belle association. »

M. le docteur Ed. Toulouse examine, dans la *Revue de Psychiatrie*, le cas du tueur de bergers ; il fait observer que la loi ne permet pas de priver indéfiniment de sa liberté un individu qui a présenté des troubles mentaux consistant même en des impulsions homicides ; il ajoute qu'on ne peut garder indéfiniment séquestré quelqu'un qui possède une possibilité de délire dangereux. Mais il estime que l'organisation actuelle des asiles, où un médecin est chargé de 1200 malades, est de nature à faire naître des erreurs d'appréciation ; il recherche ensuite comment la société peut se défendre contre le danger des déséquilibres.

« Faut-il les punir ? Pour ma part, je ne serais pas très éloigné de cette opinion que ces dégénérés lucides à impulsions perverses devraient être jugés et même condamnés comme des individus tenus pour sains d'esprit. Une ordonnance de non-lieu, mettant hors de cause, sur une simple expertise médicale, un de ces criminels me paraît une chose tout à fait mauvaise, car enfin personne de nous n'est responsable de son organisation bonne ou mauvaise ; alors pourquoi cette inégalité de traitement et pourquoi écarter du tribunal une catégorie de privilégiés ? C'est au jury, repré-

sentant de la société, qu'il appartiendrait dans tous les cas de prononcer, après avis des médecins, les mesures à prendre.

« Cette inviolabilité inscrite dans le code pénal en faveur du citoyen aliéné est une chose absolument inique et dangereuse. Pour ma part, je suis persuadé que la crainte d'une mesure de répression ou de protection sociale est un frein capable d'agir sur les impulsions de certains déséquilibrés; en tout cas c'est le seul moyen de suggestion dont on dispose et il serait déraisonnable de ne point s'en servir.

« Il est, d'ailleurs, un terrain sur lequel tout le monde peut se mettre d'accord. Qu'on admette ou que l'on rejette la responsabilité des aliénés criminels, chacun est d'avis qu'il faut se préserver de leurs actes. Appelons la mesure à prendre punition ou protection, peu importe; mais il est clair qu'il en faut prendre une et ce ne peut être qu'une mesure d'isolement. Être anormal, écrivait récemment M. Paul Brousse, il n'est pas fait pour la normale liberté. Actuellement un aliéné commet un crime. Il est acquitté parce que irresponsable. S'il est envoyé dans un asile, ce n'est que par voie administrative et non pas à la suite d'un jugement. Par conséquent, le médecin peut y maintenir un temps plus ou moins court cet aliéné. Or voilà ce qui est monstrueux. Que l'on sauve l'aliéné de la prison, la chose peut se justifier. Mais qu'on ne le condamne pas à un isolement de durée déterminée ultérieurement dans chaque cas par une commission de magistrats et de médecins, voilà qui est inadmissible.

« Il faut donc modifier la législation sur ce point et décider que tout aliéné criminel sera toujours jugé, d'abord; qu'il sera ensuite, en cas de décision du jury, isolé d'office dans un asile spécial, d'où il ne pourra sortir qu'après avis motivé d'une commission médico-judiciaire. Si une telle réforme avait été faite il y a quelques années, Vacher, qui a été déjà interné à l'asile pour avoir commis une tentative criminelle, ne serait pas sorti si facilement de son asile. Il aurait été plus soigneusement examiné et vraisemblablement soumis à une observation plus prolongée en raison de la cause de sa séquestration. Et c'était peut-être une vingtaine d'adolescents qui auraient été ainsi sauvés des griffes du monstre. »

L'Éclair appuie la requête des médecins, administrateurs et élèves de la Salpêtrière en faveur de la décoration de M^{lle} Bottard, surveillante, dont l'Assistance publique célébrait le 29 janvier 1891 les cinquante années de bons et loyaux services.

M^{lle} Bottard appartient depuis cinquante-six ans au même établissement, et, après avoir servi sous les ordres de l'illustre professeur Charcot, elle est aujourd'hui la collaboratrice du professeur Raymond.

« De sa main, M. Charcot a écrit la pétition adressée au ministre d'alors pour que la croix de M^{lle} Nicolle passe à M^{lle} Bottard. Tous les élèves et anciens élèves de Charcot tinrent à honneur de signer : MM. Gilles de la Tourette, Brunot-Geoffroy, même ceux qui étaient à Lyon, MM. les docteurs Pierret et Lépine ou Pitres à Bordeaux.

« Hier encore, nous nous entretenions de cette excellente femme avec M. Jean Charcot, qui nous rappelait maintes anecdotes délicieuses, et notamment comment, un jour, les internes projetèrent de lui faire franchir

les portes de la Salpêtrière. Ils se firent ses cavaliers servants et lui demandèrent de venir dîner avec eux. Elle accepta : c'était sa première sortie dehors depuis six ans. « Où voulez-vous que j'aille, mes enfants ? disait-elle. Suis-je pas mieux ici que partout ailleurs ? » Ce soir-là, cependant, elle se laissa faire, et les grands jeunes hommes, tendres et respectueux, comme ils eussent fait pour leur mère, conduisirent maman Bottard chez Lapeyrouse, puis au théâtre, voir jouer *Surcouf*. Puis, ils l'emmenèrent souper. Ah ! dame ! quand on se débauche pour la première fois à 70 ans il faut vider la coupe du plaisir jusqu'au fond !

« Il n'y a qu'elle, nous rappelait M. Gilles de la Tourette, qui sût apaiser le courroux du patron. Quand Charcot n'était pas content, que nous avions eu quelque défaillance, seule maman Bottard avait le secret de le ramener à sa bienveillance coutumière. Elle l'aimait et le devinait si bien ! Lorsqu'il mourut, elle voulut, à pied, jusqu'au cimetière Montmartre, dans les rangs de la famille même, à côté du fils, suivre le funèbre convoi. »

L'heure paraît venue d'honorer cette servante des pauvres, depuis près de soixante ans, sur la brèche, sans une parole de regret, qui s'est faite, selon saint Vincent de Paul, « leur sœur par la grâce. »

M. le Dr Bourneville examine, dans le *Progrès médical*, l'état des services d'accouchements à Paris et leur utilisation par la Faculté de médecine au point de vue de l'enseignement ; il commente le règlement de 1891 qui oblige les étudiants en médecine à faire un stage d'un mois dans une des cliniques de la Faculté ; il rappelle la promesse faite que les étudiants pourraient être autorisés à faire leur stage dans les autres services d'accouchement des hôpitaux.

« Depuis cette époque, depuis 1891, qu'a-t-il été fait ? Rien. Pardon ! Nous oublions deux petites modifications. Afin que les internes et les externes des hôpitaux puissent continuer à suivre sans interruption les services de médecine et de chirurgie, ils sont autorisés à faire, *la nuit*, un stage d'un mois à la clinique Baudelocque (!). Quant aux internes et externes des services d'accouchement, un certificat de leur chef de service peut les dispenser de ce stage nocturne.

« Ainsi donc il y a, dans les hôpitaux de Paris : un service d'accouchement à la Charité, à la tête duquel se trouve M. Porak ; un autre à Beaujon, à la tête duquel se trouve M. Ribemont, avec un assistant, M. Lepage ; un autre à Lariboisière, à la tête duquel se trouve M. Maygrier ; un autre à l'hôpital Saint-Antoine, à la tête duquel se trouve M. P. Bar, avec un assistant, M. Tissier ; un autre à l'Hôtel-Dieu, à la tête duquel se trouve M. Champetier de Ribes ; un autre à la Pitié, à la tête duquel se trouve M. Doléris ; un autre à l'hôpital Saint-Louis, à la tête duquel se trouve M. Auvard ; un autre à l'hôpital Tenon, à la tête duquel se trouve M. Bonnaire, et, dans aucun de ces services, les étudiants ne sont admis à faire leur stage.

Parmi ces chefs distingués, MM. Ribemont-Dessaignes, Maygrier, Bar, Bonnaire sont agrégés de la Faculté de médecine ; ils sont chargés par elle de l'enseignement théorique (cours professoral, conférences, cours aux élèves sages-femmes) ; ils sont désignés par l'État pour faire passer les examens de doctorat, et pas plus que les autres accoucheurs des hôpitaux

ils ne sont admis à donner un enseignement clinique qui soit considéré par la Faculté comme ayant quelque valeur pour les étudiants. Si nous ajoutons qu'il ne serait probablement pas bien difficile d'obtenir que les femmes enceintes qui se présentent pour être reçues dans les asiles soient examinées par les étudiants ; que la visite du chef de service de l'asile Ledru-Rollin, où se trouvent les femmes convalescentes de suites de couches, soit de temps en temps suivie de plusieurs étudiants inscrits, on pourrait presque répéter le mot resté célèbre d'un professeur étranger, qui, visitant Paris avant 1870, disait en parlant de l'anatomie pathologique : « Quel immense matériel ! et tout cela perdu ! » S'il en est ainsi, ce n'est certainement ni la faute de l'Assistance publique, ni celle du Conseil municipal.

« Un fait récent, qui a eu un immense retentissement dans l'opinion publique et a vivement ému le corps médical tout entier, est venu mettre en relief l'insuffisance de l'enseignement de la Faculté. Ce n'est pas toujours la faute des jeunes médecins s'ils n'ont pas une pratique sérieuse des accouchements. Les moyens d'enseignement existant à profusion, des maîtres en nombre convenable s'offrant, la Faculté manquerait à ses devoirs sociaux si elle tardait plus longtemps à organiser largement l'*enseignement pratique des accouchements*, en utilisant tous les services et tous les accoucheurs. »

Pour faire suite à la note ajoutée au *Bulletin* de la Société de mendicité contre les enfants relatant le projet de M. Lenoir, adjoint au maire de Versailles, sur les familles nombreuses (1), voici les explications fournies au *Journal de Versailles* par l'auteur du projet :

« M. Lenoir s'est préoccupé de rechercher les ressources nécessaires pour couvrir cette dépense.

« Il s'est dit que, dans une association mutuelle, comme est une nation, chacun doit contribuer aux charges en raison de ses ressources, c'est-à-dire en proportion des garanties et de la protection qu'il reçoit de la société ; qu'il est évident que les familles qui élèvent pour la patrie plus de trois enfants lui procurent une source de prospérité et de puissance, et qu'à raison des sacrifices qu'elles s'imposent elles méritent d'être aidées par la communauté ; qu'il n'est pas moins évident que les familles de moins de trois enfants reçoivent des familles plus nombreuses une protection plus grande que celles qu'elles apportent elles-mêmes, et que par conséquent il serait de la plus stricte équité de leur demander, à raison de leurs moindres charges, une contribution, afin de venir en aide aux familles plus chargées.

« Continuant le travail de statistique qu'il avait commencé, M. Lenoir a trouvé qu'il y a à Versailles :

957	familles	de 3 enfants,
1.619	—	de 2 enfants,
2.708	—	de 1 enfant,
2.588	—	sans enfants.

(1) N° 7 de la *Revue philanthropique*, p. 154.

		823 célibataires de 21 à 25 ans,
1.836	—	de 26 à 45 ans,
379	—	de 46 à 55 ans,
et 634	—	de plus de 55 ans.

« Il a pensé, et nous croyons qu'il a eu raison, que personne ne trouverait excessif de demander une contribution de *un centime* par jour à toute famille non indigente n'ayant que deux enfants, — de *deux centimes* par jour aux familles n'ayant qu'un seul enfant, — de *trois centimes* par jour aux familles sans enfant, et de *cinq centimes* par jour à tout célibataire ne faisant point partie de l'armée active.

« Partant de ces chiffres bien modiques, il a trouvé que :

« Les 1.619 familles de deux enfants produiraient $3 \text{ fr. } 60 \times 1.619 = 5.828$.

« Les 2.708 familles n'ayant qu'un enfant $7 \text{ fr. } 20 \times 2.508 = 19.497 \text{ fr.}$

« Les 2.588 familles sans enfant produiraient $10 \text{ fr. } 80 \times 2.588 = 27.950$.

« Et les 2.849 célibataires non compris dans l'armée active, $18 \text{ fr. } \times 2.849 = 51.281 \text{ francs.}$

« La somme de ces contributions serait de $5.828 + 19.497 + 27.950 + 51.281 \text{ francs} = 104.556 \text{ francs.}$

« La dépense totale étant de 125.000 francs il manquerait $125.000 \text{ fr.} - 104.556 \text{ francs} = 20.444 \text{ francs.}$

« Le centime additionnel au principal des quatres contributions directes produisant à Versailles environ 8.000 francs, il suffirait d'une imposition spéciale de deux centimes et demi pour couvrir cette différence.

« M. Lenoir termine en nous faisant observer qu'il s'est placé dans le cas maximum de l'assistance à toutes les familles de plus de trois enfants, sans exception. »

BIBLIOGRAPHIE

La Mélancolie, par les docteurs J. Roubinovitch, chef de clinique des maladies mentales à la Faculté de Médecine de Paris, et Édouard Toulouse, médecin de l'Asile de Villejuif, *ouvrage couronné par l'Académie de médecine* (Prix Lefèvre, 1896). In-18 de VIII-424 pages avec figures et tracés dans le texte. (Masson et Cie, éditeurs.) 4 francs.

Cet ouvrage, qui a obtenu l'année dernière le prix Lefèvre à l'Académie de médecine, est le dernier livre qu'on ait écrit sur la *mélancolie*, cet état morbide observé si communément dans les milieux hospitaliers et en ville. Il n'est pas nouveau que par la date, mais aussi par les idées générales et les tendances expérimentales qui y sont manifestées. On y trouvera une critique de la théorie de Lange, qui donne aux conditions physiques des émotions la première place, antérieure même au fait de conscience. On y trouvera aussi de nombreux tracés, graphiques et photographies; c'est là d'ailleurs un des côtés originaux de cette monographie, qui marque un réel progrès sur toutes ses devancières par l'application à l'étude des maladies mentales de la méthode expérimentale. Enfin les praticiens y liront avec plaisir un très substantiel chapitre de thérapeutique, longue revue générale sur tous les moyens de traitement employés contre ces états mentaux qui vont de la simple neurasthénie à la mélancolie délirante et à la stupeur, en passant par l'hypochondrie. L'eau, l'air, la lumière, tous les agents physiques, les sérums, les médicaments hypnotiques et sédatifs, le traitement par le lit sont étudiés; la technique de l'alimentation artificielle y est exposée avec beaucoup de détails. Mais les paragraphes les plus importants sont ceux consacrés au traitement moral, si délicat, et à l'internement. A cette occasion, les auteurs se livrent à des appréciations, parfois sévères, sur l'organisation des asiles d'aliénés et vantent les bienfaits de l'assistance familiale.

Les Sociétés de premiers secours en Allemagne. — Le Dr George Meyer vient de publier chez Seitz et Schauer, à Munich, deux excellentes études sur les sociétés de sauvetage et l'Association du Samaritain (*Samariter Unterricht*) au siècle passé.

Cette étude historique, pleine d'aperçus et de comparaisons utiles, est complétée par une seconde brochure: *Das Samariter und Rettungs-Wesen im*

Deutschen Reiche, dont nous recommandons la lecture à tous ceux qui s'intéressent aux questions de secours immédiats aux malades et aux blessés dans les grands centres ou à la campagne.

G. C.

Au sortir de l'École. Les patronages (V. Lecoffre, édit.). — Sous ce titre, M. Max Turmann, professeur au *Collège libre des sciences sociales*, publie un livre d'histoire, très documenté, que voudront lire tous ceux qu'intéresse l'avenir de la jeunesse. On s'accorde à reconnaître aujourd'hui que l'éducation donnée à l'école primaire ne suffit pas. Il lui faut un complément. Il faut que le jeune apprenti — ouvrier ou employé — trouve sur sa route, des soutiens et des guides. M. Max Turmann, qui n'est pas un économiste en chambre, mais qui a dépensé dans les œuvres d'assistance morale une large part de son activité, semblait désigné pour retracer les origines et les développements des patronages, soit des écoles congréganistes, soit des écoles laïques. Il l'a fait avec une précision remarquable, et, ce qui ne gâte rien, il y a mis beaucoup de son cœur. Dans un rapport officiel adressé au ministre de l'Instruction publique, M. Édouard Petit parle « des études de tout premier ordre, très complètes, de lumineuse précision, dues à M. Max Turmann ». Nous n'ajouterons rien à cet éloge. Nous indiquerons seulement qu'à la partie historique est jointe une partie *pratique*, qui fait de ce livre un manuel très utile pour la formation et la direction des patronages.

J. B.

BULLETIN

A la séance de la Chambre du 9 novembre, d'intéressantes observations ont été échangées sur la timide application du principe de l'assistance à la vieillesse qui se poursuit actuellement. Depuis une année, le Parlement a inscrit dans un article de la loi de finances un crédit de 590 955 francs pour la contribution de l'État aux pensions constituées par les départements ou les communes en faveur des vieillards ou des incurables. En prenant cette initiative, la Chambre a cédé à un mouvement généreux; elle ne s'est rien moins proposé que de jeter les bases d'une organisation complète de l'assistance des infirmes et des vieillards indigents; la mesure à laquelle elle s'est arrêtée, si louable qu'elle soit dans son objet, ne paraît pas avoir répondu aux espérances de ses promoteurs.

M. Maurice Sibille a très fortement indiqué les déficiences de ce régime transitoire, tout à fait insuffisant pour amorcer et préparer un état de choses nouveau. L'initiative des communes est paralysée et leur droit à la subvention de l'État ne commence qu'avec la participation du département ou l'agrément du Conseil général; il est vrai qu'en revanche leur part de sacrifices est la plus faible. L'honorable orateur a fait observer combien cette expérience était contradictoire avec les règles posées par le Conseil supérieur de l'Assistance publique, surtout en ce qui concerne la désignation des vieillards à secourir et l'organisation du service. Dans le système de la loi de finances, la désignation des titulaires de pensions appartient non aux bureaux d'assistance, non au Conseil municipal, mais à la commission départementale ou au préfet. Il se trouve ainsi, suivant la juste critique de M. Maurice Sibille, que l'essai tenté repose sur des principes en contradiction avec ceux de la loi future sur l'assistance aux vieillards.

M. Barthou, ministre de l'Intérieur, a reconnu de bonne grâce que la disposition de la loi de finances ne péchait pas par excès de clarté et qu'elle était loin d'être parfaite; il a annoncé qu'il se préparait à rédiger, d'accord avec la commission du budget, un texte qui réponde d'une manière plus exacte aux intentions du Parlement.

Le meilleur moyen de pallier ces défauts ne serait-il pas d'établir immédiatement, sans période transitoire trop longue, le régime définitif de l'assistance à la vieillesse indigente? Au mois de juin dernier, le Congrès

d'assistance de Rouen donnait une adhésion éclatante aux grandes lignes du projet voté par le Conseil supérieur sur le rapport de M. Sabran; un excellent rapport a été soumis à la Chambre par M. Fleury-Ravarin sur ce projet de loi; la Chambre a proclamé qu'il convenait d'organiser dans le plus bref délai possible l'assistance des infirmes et des vieillards indigents par la contribution des communes, des départements et de l'État; les témoins les plus impartiaux s'accordent à reconnaître que la situation présente est intolérable. Voici en quels termes s'exprime le rapporteur du budget du ministère de l'Intérieur, M. Maurice Lasserre : « Si donc l'assistance des vieillards et infirmes existe à l'état facultatif et d'une manière plus ou moins imparfaite dans les villes de quelque importance, elle est nulle, ou peu s'en faut, dans les campagnes. En présence des cas extrêmes, un seul moyen s'offre à l'administration d'épargner à cette catégorie de malheureux les tortures de la faim et du froid : c'est de les assimiler aux vagabonds, aux mendiants et de les placer dans un dépôt de mendicité. »

Il n'y a point dans cette constatation le moindre pessimisme, le sort des vieux indigents apitoie les plus indifférents. Pourquoi, dans ces conditions, ajourner l'établissement du régime d'assistance obligatoire qui seul permettra de remédier à ces misères et de mettre un terme à un spectacle aussi affligeant? Les raisons manquent pour justifier ou pour excuser un retard aussi grave dont les conséquences sont à ce point funestes et douloureuses.

* * *

La réglementation des crèches, préparée et discutée par le Conseil supérieur de l'Assistance publique sur le rapport de MM. Marbeau et Henri Napias, n'a pas encore vu le jour, et la lenteur avec laquelle s'accomplissent les plus modestes réformes ne permet pas d'espérer une solution prochaine. Et pourtant, s'il est une matière où l'intervention des pouvoirs publics est urgente, c'est bien celle-là. Depuis quelques années, la crèche tend à se développer, à jouer un rôle de plus en plus considérable dans la protection des enfants du premier âge. On ne considère plus, tout au moins en théorie, cet établissement comme une simple garderie, comme un vestiaire d'enfants, et les hygiénistes et les médecins ont montré la haute importance d'une institution qui n'est pas nécessairement bien-faisante par elle-même et peut faire courir les plus grands dangers à ses jeunes bénéficiaires. Non seulement la crèche doit être installée dans des conditions irréprochables d'hygiène, mais elle a besoin, pour être utile et tutélaire, de fonctionner d'une manière intelligente et convenable. M. le docteur Gauchas a démontré, par ses observations loyales et attentives, que, même avec une surveillance médicale toujours en éveil, les crèches n'étaient pas à l'abri d'accidents et de mécomptes survenus du fait des parents. M. le docteur Charles Leroux, médecin en chef du dispensaire Furtado-Heine, a fait ressortir avec beaucoup de force, dans une étude récente (1), l'importance du service médical dans les crèches.

(1) *Journal de clinique et de thérapeutique infantiles*, 5^e année, n^o 4, 7 octobre 1897.

« Il faut absolument, dit-il, qu'une crèche soit dirigée par un médecin unique, chargé du service, responsable moralement des résultats obtenus. Dans ces conditions seules, le service sera bien fait. Le médecin attaché à l'établissement doit chaque matin pratiquer, dans une salle isolée bien entendu, non seulement l'examen de tous les nouveaux arrivants — ce qui est de règle; — mais aussi faire l'inspection de tous les anciens; faire en somme, après sa consultation d'admission, sa visite des salles, c'est-à-dire voir si quelque affection de contagion douteuse n'a pas échappé à l'examen de la directrice à l'entrée du matin; régler l'alimentation, les bains; peser les nourrissons » etc.

M. le docteur Leroux considère que le médecin doit avoir la haute main sur tout le personnel, veiller à la bonne exécution du règlement au point de vue de l'examen des enfants par la directrice, des mesures de propreté, d'antisepsie, etc.; bref, il lui attribue, non sans raison, la responsabilité absolue du fonctionnement de l'établissement.

Après une vive discussion, le Conseil supérieur de l'Assistance publique a voté l'article 7 du projet de règlement ministériel portant qu'un médecin a la direction du service hygiénique et médical. Ce n'est pas sur le papier et d'une façon décorative que cette stipulation s'impose. Il est vrai que les praticiens acceptent par dévouement ces fonctions honorifiques, et, comme on ne saurait exiger d'eux un sacrifice trop élevé, les administrateurs des crèches font appel au concours de plusieurs médecins; la gratuité n'est pas faite pour favoriser cette organisation méthodique du service médical.

Il en est de même du personnel, qui n'est pas toujours assez nombreux, suffisamment exercé. Une crèche modèle, telle que l'ont proposée les docteurs Henri Napias et Landouzy, et une école normale, telle que l'a rêvée M^{me} Madeleine Brès, répondraient à un besoin de plus en plus pressant, à une nécessité chaque jour plus évidente. La nouvelle réglementation des crèches, qui, sans être parfaite, favorisera ces améliorations projetées, n'en est que plus nécessaire et plus urgente et le gouvernement a le devoir de ne pas la différer longtemps.

* * *

M. Albanel, juge d'instruction au parquet de la Seine, a communiqué à l'Institut international de statistique qui a dernièrement siégé à Saint-Petersbourg une étude sur les enfants traduits en justice (1) qui mérite un sérieux et sympathique examen.

L'auteur a limité son champ d'observations et d'études statistiques au ressort du tribunal de la Seine dont la jurisprudence libérale s'inspire heureusement des travaux du Comité de défense des enfants traduits en justice et de l'énergique et infatigable propagande de M. Adolphe Guillot.

Sur ce terrain parisien, si périlleux pour les enfants négligés ou délaissés, la criminalité infantile ne subit pas cette aggravation dont un éminent philosophe s'est tant alarmé. Qu'on en juge plutôt par les renseigne-

(1) Paris, Imprimerie et Librairie générale de jurisprudence Marchal et Billard.

ments autorisés de M. Albanel. Le nombre des arrestations est tombé de 722 en 1887 à 405 en 1896, grâce à la pratique préconisée et adoptée de n'arrêter que les enfants réellement délinquants et susceptibles d'être traduits en justice; les courtes peines ont suivi une progression décroissante : 217 en 1887, 93 en 1888, 133 en 1887, 30 en 1896. Les condamnations tant à l'amende qu'à l'emprisonnement, qui s'élevaient à 243 en 1887, 154 en 1888, ne sont plus que de 37 en 1896.

Pour la France entière, la statistique ne donne pas le chiffre des mineurs arrêtés et M. Albanel regrette de ne pouvoir établir une comparaison entre les poursuites exercées et les affaires classées, mais le rapport sur les résultats statistiques de la justice criminelle en France et en Algérie pendant l'année 1895 (1) n'en marque pas moins un résultat significatif : « Au point de vue de l'âge des prévenus, écrit le Garde des sceaux, nous sommes heureux de constater une diminution notable de la moyenne aussi bien que de la grande criminalité des mineurs. » Cette amélioration s'est produite non seulement pour les mineurs de seize ans, dont le nombre ne croît guère, mais encore pour les prévenus de seize à vingt et un ans dont la progression numérique présentait depuis longtemps une régularité et une rapidité inquiétantes : 20 836 en 1875, 32 317 en 1894. L'année 1895 a vu s'interrompre cette montée funeste et le dénombrement tombe à 30 763 pour 1895.

Ce résultat ne donne pas assurément le droit de chanter victoire, et la statistique d'une seule année est trop précaire pour qu'on se réjouisse prématurément. Toutefois, si l'on rapproche ces constatations des études de M. Albanel pour Paris, un indice rassurant s'en dégage, c'est que l'emploi des moyens éducatifs, préventifs et préservateurs commence à porter ses fruits. M. Albanel est parfaitement pénétré de cette vérité : « Le rôle du magistrat, dit-il, doit, dans l'espèce, consister plutôt à prévenir qu'à punir. Il doit apparaître à l'enfant comme un éducateur chez lequel la sévérité n'exclut pas la bienveillance. » On nous permettra d'ajouter que moins les enfants vicieux, vagabonds, seront en contact avec les juges, même avec les plus indulgents, et plus cette tâche de relèvement préventif sera facilitée.

M. Albanel émet le vœu de voir se généraliser la jurisprudence du tribunal de la Seine, qui a complètement renoncé à la procédure des flagrants délits, depuis la belle initiative de M. Adolphe Guillot; il voudrait que, dans toute la France, on pût constituer, par une statistique uniforme et une information approfondie, les *Archives morales et sociales* des enfants délinquants et de leurs familles. « Muni de ces renseignements, le magistrat instructeur pourra prendre, à l'égard de l'enfant, telles mesures de répression ou de protection que sa conscience lui dictera. Mais le criminaliste et le législateur y trouveront surtout, chaque année, des renseignements précieux, et, grâce à ces documents, pourront rechercher les réformes à effectuer. »

La pédagogie des enfants arriérés, des faibles d'esprit, y puisera de son côté plus d'un enseignement; le moraliste et l'éducateur consulteront un

(1) *Journal officiel* du 9 novembre 1897.

pareil dossier avec un profit extrême. La protection morale de l'enfant est le plus sûr rempart contre la criminalité juvénile et les institutions qui gravitent autour de l'école et de l'atelier fournissent le vaccin le plus efficace du vice et de la dépravation précoce.

* * *

Le savant M. G. Tarde a victorieusement démontré que le danger de la criminalité juvénile n'était pas circonscrit à la France et que le maître d'école était exempt de toute responsabilité. D'ailleurs, dans un nouvel article paru dans la *Revue Bleue*, le célèbre auteur de l'article retentissant de la *Revue des Deux Mondes*, M. Alfred Fouillée, remet lui-même les choses au point : « La principale raison, écrit-il, du fâcheux excédent de la criminalité, surtout chez les jeunes, est l'insuffisance de l'éducation dans la famille ». Tout en mettant en cause ce qu'il dénomme la toute-puissance de l'enseignement immoral dans la presse française, M. Alfred Fouillée, sans méconnaître l'influence du régime industriel et de l'organisation du travail éloquemment signalée dans la *Revue socialiste* par M. Georges Renard, conclut qu'il y a lieu de se préoccuper davantage de l'éducation et de la protection des enfants pauvres ; il considère que moralité et immoralité ont des causes principalement morales. « Ce n'est pas sur le régime même de la propriété, ce n'est pas même sur la question d'estomac », quelle qu'en soit la valeur, que les réformes doivent porter exclusivement ni même principalement : plus importante encore est la question du « cœur » ; *plus que les fortunes valent les consciences* (1) ».

Nous n'avons pas à discuter ici des problèmes aussi difficiles, des thèses aussi redoutables ; il nous paraît toutefois que le célèbre philosophe amoindrit à l'excès la part des agents économiques. La condition de la femme, de la mère, détournée par des servitudes industrielles de son rôle domestique, intervient dans des proportions énormes dans le délaissement périlleux des enfants et des adolescents ; l'insalubrité, l'incommodité, l'insuffisance des logements jouent un rôle considérable dans l'extension du vagabondage ; combien d'autres facteurs, l'infériorité des moyens de transports, le défaut d'éducation domestique et ménagère, déterminent l'abandon du foyer, la fréquentation des cabarets, les progrès de l'alcoolisme !

Mais, ces réserves faites, il convient de retenir que les contradicteurs de toute opinion, M. Alfred Fouillée, M. G. Tarde, M. Georges Renard, sont unanimes à réclamer un surcroît de vigilance et d'éducation de l'école.

À défaut des parents retenus hors du logis par leurs occupations, l'autorité scolaire est tenue d'accorder un supplément d'hospitalité aux élèves que la loi lui confie. L'institution des classes de garde, qui correspond aux études surveillées des lycées et collèges, ne doit pas être facultative, mais obligatoire dans tous les cas où les familles ne peuvent elles-mêmes assumer les charges de cette surveillance. Il n'est pas possible de tolérer qu'en dehors des heures de classe, et notamment depuis la fermeture de l'école jusqu'à la tombée de la nuit, des écoliers soient livrés à eux-mêmes, libres

(1) *Revue Bleue* du 30 octobre 1897.

de leurs mouvements et de leurs fréquentations, abandonnés à toutes les promiscuités de la rue. En vain l'instituteur s'efforcera-t-il de les moraliser. « Ils sont bien loin des sermons du maître d'école, ces petits, a écrit M. Georges Renard, quand ils rentrent le soir au logis, où les parents harassés et maussades leur donnent la becquée qui précède le sommeil. »

De toutes les mesures de précaution à prendre pour sauvegarder et compléter les bienfaits de l'école, celle de la généralisation des *classes de garde*, de la surveillance continue en dehors des heures d'école, n'est pas la moins importante ni la moins urgente.

En économie sociale, tout se tient, les solutions les plus éloignées ont leur répercussion lointaine; le prolongement d'action, de surveillance et d'hospitalité de l'école primaire est le premier, le plus simple et le meilleur des patronages pour suppléer la famille et préserver l'enfant pauvre des dangers de la rue, pour moraliser la jeunesse française.

PAUL STRAUSS.

Le Directeur-gérant : PAUL STRAUSS.

LA PSYCHOLOGIE DES ACCIDENTS

A en croire notre manière de parler, nous serions sans cesse les victimes de génies méchants et bizarres, qui se feraient un plaisir de nous tourmenter par toutes sortes de surprises, dérangeant nos calculs et troublant les lois de la nature exprès pour nous mettre en défaut. Tout ne serait qu'accidents, en nous, autour de nous et dans le monde.

Ce sont les accidents qui jettent les trains de chemin de fer hors des rails ou les dirigent à la rencontre les uns des autres, rompent les ponts les mieux établis, crèvent les réservoirs d'eau et précipitent à travers les campagnes des vagues écumeuses qui noient les troupeaux et les hommes.

On voit ces accidents s'acharner avec une préférence toute particulière sur les vaisseaux de notre marine d'État : les chaudières éclatent, les torpilles partent toutes seules ; il ne se passe point de jours sans que des leviers, des poulies, des chaînes, des robinets ne se brisent et dispersent autour d'eux les membres lacérés des travailleurs ou de leurs chefs.

Ce sont encore les accidents qui nous poursuivent de leurs fureurs et de leurs farces dans toutes les circonstances de la vie, nous font tomber des mains nos outils au moment où nous allons nous en servir, aspergent notre papier de taches d'encre et nos habits de taches de boue, nous lancent sous les pieds des chevaux et sous les roues des voitures, font partir nos fusils d'eux-mêmes, sans que nous y ayons touché, nous traînent ainsi, terrorisés et ahuris, à travers toutes les énigmes.

L'expression d'« accident » se rapporte aux catastrophes les plus extraordinaires, comme aux malheurs les plus usuels de

la vie : nous voulons dire pas là qu'ils sont fortuits, mais on devrait penser plutôt qu'il n'y a rien de fortuit, que tout s'enchaîne et se détermine par la logique des choses, et que les mots d'accident et de hasard, dont nous sommes si prodigues, nous servent à couvrir notre ignorance ou notre imprudence, et à ne pas nous en corriger.

Les orateurs adressent aux accidents les épithètes de « brutal », d'« aveugle », de « stupide », mais les hommes feraient mieux sans doute de se réserver ces épithètes à eux-mêmes, soit qu'ils n'aient pas pris le soin d'empêcher les malheurs qui pouvaient être évités, soit qu'ils ne veuillent pas se résigner à l'inévitable.

De même nous ne parlons toujours que des « faveurs » et des « disgrâces » de la fortune, « des trahisons de la destinée », et autres [choses semblables et, comme les hommes, primitifs, nous peuplons ainsi l'Univers de toutes sortes de puissances capricieuses qui nous dispensent de comprendre, d'étudier et de nous réformer.

S'agit-il des accidents de la nature, orages, tempêtes, grêle, cyclones, inondations, éruptions de volcans, tremblements de terre : nous les disons « accidents » parce que nous ne les prévoyons pas et que nous sommes incapables de les rattacher à l'ensemble des phénomènes. S'agit-il des accidents qui accompagnent notre activité propre, qui se mêlent à toutes les formes de nos travaux et de nos jeux, nous ne voulons pas admettre qu'ils sont les suites, les résultats ou les effets, non pas fortuits, mais très certains, de nos erreurs et de nos fautes. A la vérité, l'accident n'est qu'une hypothèse flatteuse de notre insuffisance et il serait plus sincère et plus avantageux de dire qu'il n'y a pas d'accidents.

*
* *

Il nous faut bien pourtant rassembler sous la dénomination d'accidents et considérer comme tels tous ces faits douloureux et imprévus qui abondent dans la vie et dans les relations des hommes entre eux et avec les éléments.

Les accidents sont relativement beaucoup plus nombreux sur mer que sur terre, et dans l'air que sur la mer ; ils sont infiniment plus nombreux de toutes façons dans le travail des champs que dans celui des villes. La simple piqure qui tourne mal, le coup de corne ou de pied de la bête qui tue le conducteur ou le berger, la chute de l'arbre qui écrase le bûcheron, l'éboulement de la montagne qui entraîne avec elle le hameau, sont des exemples pris au hasard entre la foule des accidents, connus et inconnus, qui sont semés journellement dans l'étendue des campagnes et produisent une quantité de maux et de souffrances bien supérieure sans nul doute à toute celle qui provient du travail urbain ou minier.

Mais ni les malheurs des paysans, muettes victimes, ni ceux des marins éparpillés sur les mers ne frappent l'opinion comme les accidents et les catastrophes qui surviennent dans les grandes villes et dans les centres du travail industriel.

La question des « accidents du travail », c'est-à-dire plus particulièrement du travail industriel, est aujourd'hui et restera longtemps encore l'une des préoccupations dominantes du législateur dans toute l'Europe, depuis que les machines ont multiplié les risques retentissants et que les ouvriers plus instruits sont devenus électeurs et l'une des forces qui déterminent la politique des États.

Il n'est pas du tout certain que les accidents soient plus nombreux sous le régime du machinisme à vapeur et des applications de l'électricité que dans l'absence de toute machine, lorsque les hommes doivent subvenir à leurs besoins sans autre secours que celui de leurs propres membres. S'il est vrai, comme on croit l'avoir démontré par les statistiques, qu'il y a moins d'accidents de voyages, moins de blessés et d'écrasés avec les chemins de fer qu'il y en avait autrefois avec les diligences, on est amené à penser qu'il en est de même dans toutes les parties du travail et de l'activité humaine, sous le gouvernement de la science.

Ces navires cuirassés sur lesquels se multiplient les catastrophes sont plus sûrs que les canots d'écorce des sauvages, et la charrue à vapeur estropie moins souvent le paysan que la

simple bêche ou que les cailloux, les plantes et les bêtes, lorsqu'il travaillait la terre de ses mains. Dans cet état primitif de l'homme, une quantité innombrable d'accidents à peine sentis produisent, par la suite, les maladies les plus graves, des mutilations et des pertes de membres que l'on ne sait à quelle cause rapporter.

Mais, comme les machines font en un instant des dégâts effroyables et que les explosions, les incendies et les inondations causent tout d'un coup un grand nombre de victimes, au milieu des ouvriers rassemblés dans une mine ou dans un chantier on est frappé par ces spectacles, et, toutes les voix de la publicité les portant à la connaissance du pays, on s'imagine que notre civilisation abonde en catastrophes et en désastres.

Tout paradoxe mis à part, il est au contraire certain que le règne de la science et des machines doit nous épargner beaucoup de coups d'accidents et de maux, et même l'on commence à dire que les guerres modernes servies par les engins les plus formidables et par des explosifs d'une puissance irrésistible feront en définitive moins de victimes que les combats corps à corps et à l'arme blanche.

Mais il faut tenir compte du nombre des combattants et du nombre des travailleurs, et si les domaines de l'activité humaine sont infiniment agrandis et multipliés avec une quantité prodigieuse de moyens d'action toujours en mouvement, il ne faudra pas s'étonner si le nombre relativement modéré des accidents, des blessures et des morts présente un total infiniment digne de pitié.

* * *

Pendant vingt ans, nous avons été à la recherche d'un texte de loi général qui assure aux travailleurs quelque réparation des accidents qui les frappent dans leur travail et une retraite s'ils ne peuvent plus travailler. Au moment où nous écrivons ces lignes, nous apprenons que la Chambre et le Sénat se sont mis d'accord pour nous donner cette loi si longtemps attendue, mais certainement on verra cette question re-

venir encore devant les parlements, au fur et à mesure que se développeront les formes du travail mécanique et chimique. On a beaucoup vanté le système des Allemands chez nous, mais les Allemands eux-mêmes, qui en connaissent le fort et le faible, par la pratique, en sont beaucoup moins satisfaits que nous le pensons. Les ouvriers de ce pays disent couramment en manière de plaisanterie qu'il faut avoir perdu les deux bras, les deux jambes, et même quelquefois la tête, pour être reconnu en état d'incapacité de travail. Quant aux Anglais, leurs ministres libéraux et conservateurs ont présenté successivement à la Chambre des communes des projets qui restent toujours dans la période d'étude.

Nous ne nous proposons pas de faire ici l'examen de cette législation, nous voulons seulement présenter une remarque qui est la suivante : toujours les législateurs ont vu leurs efforts échouer dans la détermination des responsabilités.

C'est en effet l'un des caractères des accidents qui affectent le travail industriel, qu'ils ne résultent point de la faute d'une personne en particulier. Presque toujours les causes et les responsabilités s'éparpillent et s'enfuient à mesure qu'on les cherche. Quand une chaudière éclate, quand des ressorts se rompent, est-ce la faute de l'ouvrier ou du patron, ou de l'ingénieur, ou du constructeur, ou du fabricant de l'acier et de la fonte qui ont servi à faire les ressorts ou la chaudière ? Qui ira saisir à coup sûr le responsable parmi tant de collaborateurs qui ont concouru à l'installation de la machine depuis la première origine de la fabrication des pièces ? De là, mille constatations et procès, où s'introduisent les intrigues et les cabales : jamais on n'arrive à savoir la vérité.

Nous ne saurions trop répéter que l'on cherche l'impossible : on s'obstine toujours à fixer une responsabilité individuelle, et, généralement, on aboutit ainsi à faire porter le poids de la catastrophe sur un pauvre manœuvre ignorant, au lieu de reconnaître que ce grand malheur a été causé par une longue série de fautes et d'imprudences, qui resteront à jamais inconnues de ceux-là mêmes qui les ont commises.

Ainsi ces incendies qui se produisent dans des endroits clos,

où sont rassemblées un grand nombre de personnes : théâtres, salles de concert ou de bal, églises. Nous avons eu récemment chez nous un exemple, dont le souvenir effroyable restera longtemps présent à toutes les mémoires. Il y a quelques semaines, une église de Russie a été le théâtre d'une catastrophe presque semblable. Sans doute, il y là une maladresse première, une étincelle qui tombe, une tenture qui s'enflamme, mais avec un peu de sang-froid on serait vite maître du feu, tandis que le désordre et la panique perdent tout en un instant. Tout le monde a sa part dans de telles calamités, et si on voulait soutenir que celui qui a laissé tomber la première étincelle est responsable d'une si grande quantité de souffrances, on commettrait une grande injustice.

Je citerai un exemple tout individuel, et qui n'eut qu'une victime, mais il prouve aussi très clairement que le caractère propre des accidents est de n'avoir pas de responsable. Je veux dire cette jeune miss Maud qui, sur une scène parisienne, faisait tous les soirs applaudir et frissonner les spectateurs par la hardiesse et la sûreté de ses exercices de trapèze. Elle est tombée du haut du trapèze sur le sol, on l'a relevée, on l'a conduite à l'hôpital : elle expira.

Paris a oublié cette jeune martyre du théâtre. L'accident doit être rangé parmi les accidents du travail. Elle n'avait point manqué son but, mais le trapèze s'était décroché. Voilà une chose bien extraordinaire! Un événement hors de toute prévision possible! c'est le père de l'enfant qui lui-même accrochait le trapèze. Ce père devait prendre toutes les précautions que peut dicter la prévoyance humaine. Il appuyait sur l'appareil, le tirait, l'essayait, vérifiait les crochets, avec tout le soin que peut y apporter un homme qui va livrer à ce jeu son enfant et sa fortune à la fois. Ces crochets-là sont faits de telle sorte que l'anneau du trapèze ne peut absolument pas s'en échapper. Certainement, il y a eu une faute humaine. Ce n'est pas un malfaisant génie qui est venu décrocher le trapèze. Mais la faute, quelle qu'elle soit, à qui vous permettez-vous de l'attribuer? C'est un accident, un de ces faits imprévus sur lesquels on se dispute en vain après coup.

Je trouve bien téméraires ces statistiques qui comptent 29 pour 100 d'accidents dus à la faute des patrons, 26 pour 100 dus à la faute des ouvriers, 35 pour 100 provenant de cas fortuits, et le reste, de causes inconnues. Accidents, causes inconnues, cas fortuits, ce sont là autant de synonymes. Il faut chercher l'explication des accidents dans l'imperfection des facultés de l'homme et dans l'imperfection de ses moyens.

Les enquêtes administratives sur les accidents peuvent nous donner des renseignements pour le perfectionnement des moyens mécaniques, et surtout pour l'instruction et l'éducation des hommes qui travaillent et des chefs qui les dirigent. Nous ne conseillons pas de négliger ces enquêtes et de vivre en aveugles au milieu de tous les risques de l'industrie. Mais c'est là une recherche qui doit être poursuivie par les savants : les magistrats y apportent peu de lumière. Nous ne pouvons compter que sur le développement des qualités d'attention pour prévenir, et sur les progrès de l'esprit de solidarité pour réparer, dans la mesure du possible, les accidents qui affligent une riche et illustre société si fière de ses inventions et de sa science. Quant aux pénalités que l'on croit utile d'y ajouter, elles font penser à ces parents assez incultes qui ne manquent jamais d'ajouter quelques sévices supplémentaires et de luxe aux accidents, coups et blessures que leurs enfants se sont attirés par mégarde et qui sont les pénalités de la nature des choses !

HECTOR DEPASSE.

MÉDECINE PUBLIQUE

DE QUELQUES RÉFORMES A OPÉRER

On ne saurait dénier une haute portée philanthropique à toutes les questions qui se rapportent, directement ou indirectement à la protection de la santé publique; à ce titre la *Revue* ne sortira pas de son programme en accueillant quelques considérations critiques d'ordre général sur diverses particularités de l'organisation sanitaire actuelle : *toutes* ces remarques sont basées sur des observations personnelles prises sur le vif.

Et d'abord il est permis de se demander si, en fait d'hygiène et même de médecine publiques, ce qui reste des anciennes institutions, des organismes officiels d'antan est susceptible de s'adapter harmoniquement, sans modifications sérieuses, aux exigences des nouvelles lois, des décrets en vigueur, des derniers règlements. En d'autres termes, et à défaut d'une réorganisation d'ensemble dont l'opportunité pourrait d'ailleurs très bien se soutenir, conviendrait-il de ne plus tarder à procéder à une sorte de *mise au point* d'une législation que les données, imprévues il y a quelque vingt ans, de la science moderne font en plus d'un endroit apparaître comme surannée et incomplète?

Nombreux sont les exemples de telles déficiences. Ainsi, aux termes de la loi municipale du 5 avril 1884, le maire seul, dans toutes les communes de France, reste en premier ressort (1) investi du droit et du devoir d'assurer « le maintien de

(1) A défaut du maire, c'est le préfet qui, suivant les cas, intervient soit par

la salubrité publique »; or, jusqu'ici du moins, aucun texte précis ne lui en a donné, effectivement et officiellement, les moyens positifs. Le projet de loi *sur la protection de la santé publique*, qui a déjà été adopté par la Chambre et qui, malgré d'in vraisemblables attermolements, finira sans doute par être repris au Sénat, aura pour effet de combler cette étrange lacune dont les inconvénients, sensibles même dans les grands centres, atteignent leur maximum en province, dans les petites villes et les localités rurales. L'urgence d'une telle réforme est devenue encore plus impérieuse en ces dernières années, surtout depuis la promulgation, relativement récente (1), de l'obligation de déclarer les cas de maladies épidémiques à l'autorité municipale, chargée des mesures à prendre pour en prévenir le développement ou en restreindre l'extension.

En regard de ces obligations fonctionnelles de police sanitaire, définies d'ailleurs par maintes circulaires ministérielles appuyées d'instructions techniques du Comité consultatif d'hygiène publique de France, le maire se trouve, il faut bien en convenir, assez désarmé. D'une part, de nombreuses variations se sont produites dans la jurisprudence et les sanctions pénales qui concernent les infractions aux arrêtés des pouvoirs communaux en matière de salubrité générale. D'autre part, malgré les documents émanés du Comité, le maire peut à la rigueur arguer de son incompétence professionnelle partout où aucune institution municipale d'hygiène administrativement reconnue (2), aucun représentant accrédité de la médecine publique n'est à même de lui donner éventuellement, à titre consultatif, un réel concours et une sorte de caution scientifique devant l'opinion. Ce sont là des circonstances atténuantes qui expliquent, en fait de mesures locales d'assainissement, la négligence, la mauvaise volonté de quelques édiles et l'inertie rela-

des règlements généraux exécutoires dans toutes les communes du département, soit par des dispositions applicables seulement à un groupe de communes sans réquisition préalable adressée aux maires, soit enfin par des arrêtés locaux après invitation stérile à un maire négligent ou de mauvaise volonté (art. 99 de la loi municipale; circulaire du ministre de l'Intérieur en date du 10 avril 1884).

(1) Loi du 15 novembre 1892, art. 15.

(2) Nous voulons parler des bureaux d'hygiène, dont maintes villes se sont dotées au grand avantage de la santé de leurs habitants.

tive ou absolue de la plupart d'entre eux, mais qui, en attendant, laissent le champ libre à l'éclosion et à l'essor des maladies évitables.

Nous venons de faire allusion à l'argument d'incompétence que pourrait éventuellement alléguer le maire; pourtant, il y a quelques années, le ministère de l'Intérieur a fait parvenir d'office à toutes les communes la série des Instructions détaillées rédigées par le Comité consultatif d'hygiène publique. Il est certain que, partout, ces instructions *doivent* être pour ainsi dire sous la main du maire afin de le renseigner sur les mesures à prendre vis-à-vis des différentes éventualités épidémiques; mais, *en fait*, il n'est nullement prouvé que, dans toutes les communes, la collection de ces documents reste toujours au complet et à la portée de qui de droit. Et puis, si intelligibles que paraissent leurs prescriptions, du reste obligatoirement conçues en termes généraux, ne peut-il pas s'y trouver quelque particularité dont, notamment pour une municipalité rurale, l'interprétation précise devienne l'objet d'un réel embarras sous le rapport de la décision à prendre, comme de l'exécution à assurer? L'article 3 de l'arrêté du ministre de l'Intérieur en date du 23 novembre 1893, rendu conformément à l'article 15 de la loi du 15 novembre 1892, dit bien que les formules de déclaration des maladies épidémiques « peuvent contenir l'indication des mesures prophylactiques jugées utiles » par le médecin déclarant; mais quand cet avis technique tout facultatif ne fera pas défaut, il sera le plus souvent conçu en termes trop brefs et trop peu explicites pour suggérer à un profane les voies et moyens de détail susceptibles d'une prompte réalisation pratique. Dans maintes circonstances, il faudra aussi renoncer à obtenir verbalement, de la part d'un praticien très occupé, parfois seul pour plusieurs communes, les commentaires topiques et les explications minutieuses indispensables, à la campagne surtout, pour approprier à tel ou tel cas déterminé les instructions du Comité. En présence de pareilles incertitudes, n'est-il pas à craindre que plus d'un maire de petite ville ou de village ne se laisse aller à temporiser, sinon à renoncer à toute initiative d'assainisse-

ment rationnel, au grand dommage de la santé de ses administrés, dont la sauvegarde eût au contraire exigé la mise en œuvre immédiate d'actives mesures préventives?

S'il s'agit d'habitations à désinfecter, on objectera peut-être la possibilité théorique de recourir aux *Commissions des logements insalubres*, instituées par une loi du 13 avril 1850, mais seulement à titre facultatif, et par suite n'existant ou ne fonctionnant pas, tant s'en faut, dans toutes les localités. Or, il y a lieu de le remarquer, leur compétence et leurs droits légaux sont à peu près nuls : elles ne peuvent d'ailleurs qu'élaborer de simples rapports, sur lesquels, légalement, il ne saurait être délibéré ni statué par le Conseil municipal avant un mois, délai imparti aux intéressés pour produire leurs observations. En fait, les décisions à intervenir font le plus souvent défaut ou sont au moins sans portée effective, en l'absence de sanction pénale précise; et puis — autre attermoiement suspensif de toute exécution de mesures urgentes — il reste en cas de conflit la faculté d'en appeler au Conseil de préfecture, juridiction sans compétence en matière d'hygiène publique. En somme, il n'y a actuellement aucun fond à faire sur la loi archaïque relative aux logements insalubres, tombée du reste presque partout en désuétude; il faudrait la reprendre en entier ou tout au moins en éliminer les timidités et les anachronismes.

Quand il éprouve quelque embarras au sujet des mesures particulières d'hygiène ou d'assainissement appropriées à certaines éventualités épidémiques, le maire peut-il du moins s'adresser à titre consultatif à la *Commission cantonale* ou même au *Conseil d'hygiène d'arrondissement*, dans les attributions desquels, pour la circonscription correspondante, rentrent de droit les questions de cet ordre? Nous n'étonnerons personne en affirmant qu'en province, tels qu'existent et fonctionnent aujourd'hui ces comités — dans les régions où ils existent réellement — leur intervention officielle, à laquelle d'ailleurs nul ne contesterait l'autorité technique requise, risquerait souvent de ne [pas s'exercer à temps : les formalités et délais de convocation, ainsi que les déplacements, expertises et discussions scientifiques à prévoir avant le vote de la moindre

conclusion pratique occasionneraient les plus inopportuns attermoiments. Il arriverait même certainement que des raisons analogues viendraient par anticipation frapper de stérilité le recours direct du maire au *Conseil départemental d'hygiène*.

Quel parti prendre dans un tel désarroi et en présence des injonctions sûrement plus catégoriques comme des responsabilités accrues de la future loi sur la protection de la santé publique? Tous nos vœux appellent la création d'une organisation complète et systématique de la médecine publique, qui comprendrait une sorte de hiérarchie médico-administrative allant de la Direction centrale instituée au ministère jusqu'au service sanitaire cantonal, sinon communal, en passant par les Directions régionales ou départementales, dotées d'ailleurs d'une large autonomie en vertu de la plus légitime décentralisation.

Mais en attendant une semblable réforme, il faudrait refaire ou rajeunir l'antique loi de 1850 sur les logements insalubres et de plus chercher à tirer tout le parti possible de l'institution des *médecins des épidémies*, après avoir remanié à fond la charte de leurs devoirs officiels et de leur compétence légale. En droit, il existe aujourd'hui, par arrondissement, un de ces *fonctionnaires*, dont le mandat se borne à l'élaboration de rapports qui naguère étaient centralisés au ministère du Commerce, puis transmis à l'Académie de médecine, où, une fois l'an, la lecture en public d'un compte rendu solennel les tire pour quelques instants de l'oubli. La création des médecins des épidémies remonte à une époque très lointaine où nul n'aurait pu prévoir l'extraordinaire développement actuel de l'hygiène publique, ni par suite la complexité du rôle militant aujourd'hui dévolu à tous ceux qui professionnellement s'en occupent, comme à ceux dont les attributions fonctionnelles impliquent le devoir d'en faire observer les règles.

Avec l'extension prodigieuse et toujours croissante imprimée à cette heure aux différents problèmes de la prophylaxie sanitaire par les doctrines modernes issues des mémorables découvertes de Pasteur, ce ne serait plus l'arrondissement, mais bien le canton — sinon la commune, comme le proposait M. Droui-

neau (1) — qui devrait devenir le ressort légal du médecin des épidémies. Nommé par l'administration départementale, mais sur la proposition de l'*Inspection régionale de l'hygiène publique* (2), ce qui assurerait aux choix ainsi faits toutes les garanties de compétence possibles, il serait désormais obligé de se transporter sur les lieux à toute réquisition de l'autorité municipale et même spontanément dès la première nouvelle de l'apparition d'une maladie transmissible. Après examen de la situation, de concert avec le ou les médecins du pays, il prendrait vis-à-vis de la municipalité la responsabilité technique des indications spéciales à donner en fait de prophylaxie ou de salubrité publiques, sauf à en rendre compte immédiatement au préfet à qui la loi du 5 avril 1884 (art. 99) attribue un véritable *contrôle* de l'hygiène communale. Une pareille mission, autrement active que l'ancienne, comporterait, en province, de très fréquents et inopinés déplacements aux extrémités de circonscriptions souvent fort étendues et parfois sans moyens rapides de communication; il appartiendrait aux pouvoirs publics d'examiner la question de l'indemnité à lui attribuer de ce chef.

Dr BEDOIN.

(1) J. Rochard, *Encyclopédie d'hygiène et de médecine publique*, t. IV, p. 898.

(2) Créée par un décret du 23 avril 1888 qui prévoit les rapports naturels à établir entre ce nouvel organisme et les médecins des épidémies, ainsi que les conseils d'hygiène et de salubrité de la région.

LA PROTECTION DE L'ENFANCE

EN BELGIQUE

On peut discuter — et l'on ne manque pas de le faire — le droit, réel ou supposé, des adultes pauvres à se faire secourir par la collectivité que représente l'État, la province ou la commune. Certaine école économique poussant la logique de la doctrine jusqu'à ses conséquences extrêmes conteste même le droit du gouvernement à se substituer aux familles pour élever leurs enfants, moralement, physiquement ou intellectuellement. Mais peu de gens, parmi ceux-là mêmes qui protestent contre la transformation de l'instruction primaire en service public ou qui s'insurgent à la pensée que la commune veuille élever sur le fond commun dans les pouponnières, dans les crèches ou les écoles gardiennes, les enfants de la classe ouvrière, soutiendraient que la Société ou que ses représentants doit se désintéresser du sort des enfants tombés aux mains de parents brutaux, vicieux ou criminels. Une mégère trouvera des accents indignés pour blâmer l'homme qui aura frappé un enfant ! les passants s'arrêteront, nombreux, devant un petit bonhomme qui racontera, en se lamentant, quelque abracadabrante histoire et ils lui rempliront la poche de gros sous en guise de consolations. Qu'un instituteur irrité, énérvé, donne une taloche à un gamin indiscipliné et l'on crierà au *martyre*. L'enfant maltraité, ou vivant au milieu de parents indignes, a le don d'émouvoir particulièrement. On prend fait et cause, tout de suite, pour le premier marmot qui vous assourdit les oreilles de ses cris. En France, ce penchant à s'apitoyer sur cette caté-

gorie d'enfants a toujours été très vif. Mais la manifestation de cette pitié manque de continuité. Nous sommes en cela, comme en beaucoup d'autres choses, les hommes du premier mouvement, du *feu de paille*. Nous prêcherons la croisade contre tous les bourreaux d'enfants au lendemain d'un fait divers de dramatique lecture et notre beau zèle s'évanouit bientôt. Il en reste cependant toujours quelque chose, un peu d'agitation en faveur de l'enfance malheureuse, agitation qui finit ordinairement par la création d'une société.

Que d'encre a été employée depuis le jour lointain où Jules Vallès dans le *Réveil* lança l'idée d'une *Société protectrice de l'Enfance* à créer sur le modèle de la Société protectrice des animaux ! Chez nos voisins de Belgique, il existe de ces sociétés dans toutes les villes importantes. Elles sont calquées les unes sur les autres et, visiblement, la plupart d'entre elles se sont inspirées, lors de leur fondation, d'œuvres françaises, du *Sauvetage de l'Enfance*, entre autres. Mais le titre de *Société protectrice de l'Enfance* a paru un peu froid aux Belges qui savent l'influence des mots sur les âmes sensibles, ils lui ont préféré celui de *Société protectrice des Enfants martyrs* (1). Cela fait frissonner, arrache des larmes aux plus durs : frissons et larmes

(1) Il y a cependant à Bruxelles une *Société protectrice de l'Enfance* portant ce titre. Son origine est assez ancienne ; elle a plus de trente ans d'existence. Dès 1867, elle fondait dans la capitale de la Belgique une crèche école-gardiennne. L'objet de la Société défini par l'article premier des statuts est :

D'intervenir partout où son appui peut être nécessaire ou simplement utile à l'enfance ;

De protéger le premier âge et principalement les enfants des nécessiteux contre tous les dangers auxquels ils sont exposés : manque ou insuffisance d'alimentation, éducation mal dirigée, séjour dans des locaux insalubres, etc. ; en un mot, d'aider au développement physique des enfants et de les préparer à la culture de leur intelligence.

La Société se propose d'atteindre ce but par tous les moyens dont elle pourra disposer, notamment :

En provoquant la fondation de crèches pouponnières, colonies maternelles et établissements analogues ;

En appelant l'attention de l'autorité et du public sur les divers dangers qui menacent les enfants ;

En provoquant la répression des abus ou des mauvais traitements dont ils sont victimes ;

En réclamant pour leur éducation physique et morale toutes les réformes utiles.

font à l'œuvre le cortège qui lui convient et s'échangent contre bonne monnaie à la caisse de la Société qui en a besoin pour atteindre son but.

Ce que se proposent ces sociétés, le statut de celle de Bruxelles nous l'apprendra :

ART. 2. — La Société a pour but de protéger, par tous les moyens en son pouvoir, la personne morale et la personne physique des enfants de toutes conditions et de tout âge, contre l'abandon, l'incurie, la misère, l'exploitation, les mauvais traitements, l'éducation pernicieuse ou criminelle, les exemples immoraux auxquels ils peuvent être exposés de la part de leurs parents ou des personnes chargées de leur garde, en un mot, dans toutes les circonstances où ils ont besoin d'aide et de protection.

On conçoit que les moyens de réaliser un si vaste programme soient variés : comment donc opèrent ces sociétés ? S'agit-il d'enfants maltraités, brutalisés par ceux qui en ont la garde ? Un des commissaires de la Société va trouver au nom de celle-ci les bourreaux. Cette seule intervention leur donne peur bien souvent. Ils changent d'attitude. Continuent-ils leurs cruels agissements ? La Société adresse une plainte au procureur du Roi qui les fait appeler au parquet. La perspective de la prison est salutaire. Rarement les coupables recommencent, car ils se sentent surveillés par les représentants de la Société protectrice. Quand il y a délit, exploitation de l'enfant en le faisant mendier par exemple, la procédure est la même.

Pour les enfants moralement abandonnés, enfants excités au mal ou voués à la débauche par l'exemple des parents, la Société est, en partie, désarmée. La Belgique ne connaît pas la déchéance de la puissance paternelle. M. Le Jeune, l'ancien ministre de la justice, dont le nom est attaché en Belgique à toutes les œuvres de charité, a déposé il y a des années un projet de loi en ce sens qui n'est pas encore voté. En attendant qu'il le soit, les parents légitimement unis, vivant tous deux, peuvent à loisir corrompre leurs enfants, les livrer au vice.

Si les *Sociétés protectrices de l'Enfance* ne peuvent rien en faveur de ces enfants (sauf dans les cas signalés plus haut), il n'en est pas de même pour les enfants naturels ou les orphe-

lins. L'enfant a-t-il un tuteur incapable ou indigne? La Société protectrice en sollicite la destitution. Les juges de paix secondent alors avec beaucoup de bienveillance la société en nommant un de ses administrateurs soit tuteur, soit subrogé-tuteur.

Dans beaucoup de cas, on le devine, la Société obtient des résultats immédiats, à l'amiable. Que deviennent les pupilles qu'elle recueille? A Bruxelles, tout enfant recueilli est d'abord conduit à l'asile de la Société, rue des Comédiens, 25, dénommé asile Grimberghe, du nom du propriétaire de l'immeuble, qui en laisse la jouissance gratuite à la Société. L'enfant y est soumis à un examen médical. Son caractère, ses habitudes, ses penchants sont étudiés durant une quinzaine de jours. Après ce stage, l'enfant est confié suivant l'âge et certaines circonstances, soit à une personne charitable qui le demande (une enquête est faite au préalable sur cette personne par la Société), soit à un patron qui le prend comme apprenti, logé, nourri. Le plus généralement, c'est chez un cultivateur que l'enfant est envoyé. Mais, dans tous les cas, l'enfant qui demeure sous l'autorité du Conseil de la Surveillance est empêché de revoir ses parents jugés indignes. Le lieu de pension de l'enfant est toujours caché soigneusement à ceux-ci. Pour justifier cette mesure qui peut, à première vue, paraître cruelle, les administrateurs des *Sociétés protectrices de l'Enfance* expliquent que le premier soin de ces parents, quand ils parviennent à découvrir la retraite de l'enfant qu'on leur a enlevé, est de l'inciter à désobéir à son nourricier, à se rebeller contre son autorité ou à fuir. Enfin et surtout, les plus pervers et les plus nombreux, parmi ces parents, n'apparaissent qu'au jour où l'enfant arrive à l'âge de leur rendre service (1).

Ce sont là de plausibles raisons, il le faut reconnaître.

* * *

Parmi les moyens de conversion employés par la Société bruxelloise de protection de l'Enfance, pour ramener au bien

(1) Rapport de la *Société protectrice des Enfants martyrs* de Bruxelles pour l'année 1896.

quelques-uns des enfants dont elle est devenue la tutrice, il en est un qui paraîtra un peu étrange, quoique scientifique. C'est l'hypnotisme. Les médecins de la Société, convaincus de l'utilité de la suggestion appliquée spécialement au redressement moral des enfants vicieux, font usage de l'hypnotisme quand les méthodes naturelles ont échoué.

Défauts et perversion de caractère, penchant ou impulsion aux vices, mauvais instincts, peuvent être toujours améliorés ou guéris, affirment ces médecins, par la suggestion, « procédé inoffensif d'orthopédie morale » (1). Le bulletin de la Société à l'appui de ces affirmations, cite le cas d'un enfant de dix ans « menteuse, voleuse, entêtée et méchante » qui, hypnotisée et suggestionnée, est devenue, après une douzaine de séances, « une enfant douce, soumise, franche et respectueuse du bien d'autrui, faisant même la morale à ses compagnes de l'asile et leur montrant le bon exemple ».

D'autres enfants ont été guéris d'habitudes vicieuses, d'infirmités nocturnes. Si, réellement, la suggestion permet les résultats merveilleux qu'annoncent les médecins de la Société protectrice des Enfants martyrs de Bruxelles et, en particulier M. le docteur Van Velsen, directeur de l'Institut hypnotique, quelles espérances ce mode artificiel de culture ne permet-il pas d'entretenir?

* * *

Les Sociétés belges de protection des Enfants Martyrs n'existent pas uniquement par l'intermédiaire de leurs représentants réguliers, les membres de leur bureau ou commissaires de quartiers; tous les adhérents sont invités à marcher dans la même voie, et la Société leur en fournit la possibilité en les instruisant des lois et règlements concernant l'Enfance et en les priant d'en assurer le respect en toute occasion. A son œuvre, la Société convie le public tout entier.

On a pu voir sur les murs de Bruxelles et dans les princi-

(1) Rapport de la *Société protectrice des Enfants martyrs* de Bruxelles pour l'année 1894.

paux établissements publics des affiches illustrées où elle recommandait au public « de ne plus rien acheter aux petits colporteurs, dans l'intérêt même de ceux-ci ».

Émus qu'on voulût empêcher de pauvres enfants de gagner leur vie ou de venir en aide à leurs parents en vendant des allumettes ou des *mannekenpisse*, de braves gens se sont récriés. La Société protectrice, tenant bon, a répondu : « Nous avons fait une enquête sur la situation réelle de ces jeunes colporteurs. Le résultat en a été navrant. Ou ce sont de petits vagabonds abandonnés par leurs parents et vivant de rapines, ou ce sont des victimes de parents indignes qui les font travailler à leur place. Quiconque donne à ces enfants encourage le vagabondage ou favorise l'odieuse exploitation des parents. »

*
* *

Aux moyens divers qu'elle met en œuvre pour arriver à la réalisation de son programme, la *Société protectrice des Enfants martyrs* de Bruxelles que nous prenons pour type afin de ne pas ressasser les observations, en a récemment ajouté un autre. Ce mode d'action nouveau constitue une innovation précieuse qu'il importe d'autant plus de mentionner ici qu'il a été préconisé, voilà assez longtemps déjà, au conseil municipal de Paris, par M. Paul Strauss, aujourd'hui sénateur de la Seine : c'est la fourniture, dans les meilleures conditions possibles de bon marché et de qualité, du lait pour les besoins de la classe pauvre (1).

A cet effet, la Société protectrice des Enfants Martyrs a installé à son siège social, rue des Comédiens, 25, à Bruxelles, où se trouvent déjà l'asile et la crèche (2), une *Laiterie maternelle*,

(1) Le 7 décembre 1896, sur la demande de M. Paul Strauss, le Conseil municipal de Paris constituait une Commission d'étude de l'alimentation par le lait. Les travaux de cette Commission ont été consignés dans un rapport de M. Pierre Budin, accoucheur en chef de la Maternité, qui conclut à la distribution à prix réduit aux mères nécessiteuses de lait frais ou stérilisé et à la réduction des frais de transport du lait sur les voies ferrées.

(2) Nous nous abstenons de parler de ces locaux. Prêtés obligeamment par un des meilleurs soutiens de l'institution, M. de Grimberghe, ils sont d'un entre-

destinée à distribuer du lait pur stérilisé, gratis ou seulement à bon marché. Ce service fonctionne depuis très peu de temps.

La salle de stérilisation est précédée d'une chambre où sont nettoyés, mécaniquement, les biberons. Chaque bouteille-biberon reçoit 150 grammes de lait de ferme et 4 grammes de sucre. Elles sont fermées à l'émeri, puis plongées dans l'eau bouillante pendant trois quarts d'heure. La tétine étant sur la bouteille pendant cette opération se trouve également stérilisée. Ces flacons sont délivrés aux parents pauvres jugés dignes de cette faveur après enquête. Une surveillance est exercée à l'effet de savoir si ce sont bien les enfants qui consomment ce lait. Le nombre des familles servies par la Laiterie maternelle est encore très restreint. Mais l'idée germe (1). Ce qu'une société privée a tenté dans un pays voisin, la Ville de Paris n'a-t-elle pas le devoir de l'expérimenter au plus tôt chez elle, comme le demande, en ses conclusions, le rapporteur de la Commission de l'alimentation par le lait? La fourniture de lait sain, nourrissant, à bas prix, n'est-elle pas, des multiples moyens avancés pour lutter contre la mortalité infantile, celui dont les effets sont les plus certains?

* * *

Faut-il dire que la sympathie du public ne fait pas défaut aux sociétés qui ont assumé la tâche de protéger les enfants contre les mauvais traitements ou les honteux exemples? Des sociétés dont le nombre augmente d'année en année collectent fréquemment à leur profit. Des bienfaiteurs connus et inconnus envoient des dons de toute nature. Des propagandistes ardents vont porter la bonne parole aux quatre coins de la Belgique. M. Le Jeune leur a donné l'exemple. C'est grâce à son dévouement infatigable à la cause de l'enfance que la société mère de Bruxelles a vu naître sur différents points et grandir vite des sociétés sœurs qui l'ont vaillamment imitée.

tien très coûteux et ne satisfont point aux besoins. Telle a été notre impression après les avoir visités. Il est des dons onéreux.

Toute médaille a son revers. Les Sociétés protectrices des Enfants Martyrs en Belgique (1) ont leurs mauvais côtés qu'il serait inutile de vouloir cacher. De même que dans la foule innombrable des membres de la Société protectrice des animaux on rencontre des gens animés d'un zèle excessif et parfois ridicule, de même les adhérents des Sociétés protectrices d'Enfants Martyrs sont trop enclins à voir partout des petites victimes. Il leur faut des « enfants martyrs », n'en fût-il plus au monde, et pour en découvrir ils poussent leurs investigations au delà des limites permises. Tranchons : ils se mêlent souvent de ce qui ne les regarde pas. Mais ce reproche, sont-ils seuls à le mériter ?

ALBERT MONTHEUIL.

(1) Il n'existe point, à notre connaissance, d'œuvres identiques dans les pays du Nord où nous nous sommes rendus.

LES ASILES JOHN BOST

M. le Dr Rolland, dans le dernier compte rendu médical qu'il présentait à la réunion annuelle des asiles John Bost, rappelait qu'il avait fait connaître au congrès d'assistance de Lyon, les asiles de La Force « qui étaient, disait-il, à peu près complètement ignorés de tout le monde non protestant ». Depuis cette époque, certainement bien des philanthropes ont su apprécier *de visu* l'œuvre de John Bost et elle est sans doute déjà moins ignorée, mais il serait désirable qu'on la connût davantage. Les circonstances m'ont permis de voir ce coteau de La Force, près de Bergerac, et de visiter ce groupe d'asiles entourés de verdure, formant comme un charmant village, et il me paraît utile d'en exposer sommairement le but et le fonctionnement.

Les asiles John Bost sont exclusivement affectés aux deshérités de la religion protestante. John Bost, qui les créa, était d'origine genevoise. Il avait, au début de sa jeunesse, les aptitudes et les ardeurs d'un véritable artiste et voulait embrasser la carrière des Thalberg et des Liszt. Il renonça à ses succès de pianiste et il eut la pensée de devenir un ministre du culte protestant. Sa voie véritable fut celle de l'apostolat charitable, car, à peine installé à La Force (Dordogne) et ayant recueilli chez lui deux jeunes idiots qu'il aimait et soignait, il conçut son œuvre de bienfaisance, et seul, sans fortune, sans aide, mit en pratique ce que son inspiration généreuse lui conseillait pour les deshérités de la vie.

Ce point de départ est intéressant à rappeler en présence de

l'œuvre accomplie et que je veux rapidement faire connaître aux lecteurs de la *Revue Philanthropique*.

Les asiles John Bost comprennent neuf établissements différents; ils forment deux groupes, l'un destiné aux filles et aux femmes, l'autre aux garçons.

Le premier groupe, situé sur le coteau, se compose de :

1° LA FAMILLE, asile destiné aux jeunes filles orphelines, placées dans un mauvais entourage, de protestants disséminés;

2° BETHESDA, asile pour des jeunes filles infirmes ou incurables, aveugles ou menacées de cécité, idiots, imbéciles ou faibles d'esprit;

3° EBEN-HEZER, asile pour les jeunes filles épileptiques;

4° LA MISÉRICORDE, asile ouvert à des filles idiots, gâteuses, ayant perdu toute leur intelligence, épileptiques qui sont idiots ou infirmes;

5° LE REPOS, asile pour des institutrices incurables, des maîtresses d'écoles infirmes, des dames veuves ou célibataires sans ressources;

6° LA RETRAITE, asile pour des servantes, des femmes veuves ou célibataires, infirmes et sans ressources, que leur éducation ne permet pas d'admettre au REPOS.

Le second groupe, dans la plaine, à trois kilomètres environ de La Force, est destiné aux garçons. Il comprend :

1° SILOÉ, asile pour les garçons infirmes ou incurables, aveugles ou menacés de cécité, idiots ou imbéciles;

2° BÉTHEL, asile pour les garçons épileptiques;

3° LA COMPASSION, asile ouvert à des garçons idiots gâteux ayant perdu toute leur intelligence, épileptiques idiots et infirmes.

La population totale de ces neuf asiles était en 1896 de 540 personnes.

On voit qu'il s'agit d'une œuvre considérable d'assistance; cependant il faut observer que six asiles sont exclusifs aux infirmes : *Siloé*, *Béthel*, *la Compassion* pour les garçons; *Bethesda*, *Eben-Hezer*, *la Miséricorde* pour les filles, ce sont aussi les plus importants comme population. Les autres, plutôt maisons de retraite que d'assistance, peuvent contenir

des déshérités de la vie, mais non des infirmes, quoiqu'il y en ait évidemment quelques-unes dans le nombre.

Ces asiles ont été créés successivement; John Bost faisait des quêtes, des tournées, prêchant pour son œuvre dans les paroisses du culte protestant, en France et à l'étranger; il formait çà et là des groupes sympathiques à ses idées qui lui fournissaient des subsides; les donations importantes arrivèrent, et à mesure que les ressources augmentaient, les créations nouvelles se faisaient; ce fut d'abord la *famille* évangélique; *Bethesda*, *Eben-Hezer*, *Béthel*, *Siloé* viennent ensuite. Alors l'œuvre était faite, les bases réelles en étaient jetées, et c'en était assez assurément pour que John Bost reçût en 1861 le prix Monthyon. En 1877, les asiles John Bost furent reconnus établissement d'utilité publique, et depuis ce temps, et malgré la disparition du fondateur, l'œuvre continue son fonctionnement régulier, s'améliorant sans cesse, matériellement surtout, car moralement, c'est évidemment toujours le même esprit religieux et les mêmes préoccupations morales. Au point de vue matériel, le vieux Bethesda a disparu, et c'est aujourd'hui un asile neuf, pour lequel il a fallu trouver 200 000 francs de ressources extraordinaires. Un château d'eau a été élevé; une étuve fixe à vapeur sous pression assure avec un pulvérisateur un service complet de désinfection. Dans le pavillon de Bethesda, une infirmerie très convenable avec une salle d'opération où les antiseptiques sont de rigueur, est destinée aux maladies incidentes graves. Enfin, c'est passer un moment plutôt agréable que triste que se promener dans le village fait d'asiles séparés, au milieu de potagers, de voies ombragées, de jardins; on a dénommé les chemins qui s'entre-croisent aux alentours des asiles; il y a une avenue Jeanne-Lapeyre, la rue du Château-d'Eau, la sente du Prieuré, la sente des Accacias. Rien ne rappelle extérieurement les misères physiques abritées sous ces toits et au milieu de cette végétation. C'est, on le voit, une conception autre des établissements d'assistance, et c'est un point sur lequel il conviendrait d'insister, car il y a là matière à de précieuses indications pour l'avenir.

Intérieurement, la propreté la plus méticuleuse partout,

pas de luxe, mais ce qu'il faut, tout ce qu'il faut; de l'air, de la lumière et du soleil, une application très méthodique des conseils de l'hygiène, pas de lits entassés dans les dortoirs, des salles de réunions, de classes ou de travail. Des pièces pas trop grandes et permettant une sélection des enfants, tout cela est également très bien, je puis même dire que cela étonne, étant donné le petit personnel secondaire qui est affecté aux divers asiles.

Mais on a érigé en principe qu'il fallait dans ces asiles élevés par la charité privée se venir en aide, et alors chacun travaille dans la mesure de ses forces physiques et intellectuelles.

Quand il s'agit des travaux intérieurs, de ménage, rien à dire, et rien n'est, en somme, meilleur que d'entraîner même les faibles d'esprit, les idiots non gâteux vers ces soins intérieurs; ce n'est pas toujours aisé, beaucoup s'y refusent; c'est alors qu'il faut s'ingénier à les y décider par des moyens et des artifices d'où la violence, bien entendu, est toujours exclue; aux asiles John Bost un personnel de choix arrive vraiment à des résultats bien intéressants. Cependant, sur un point, je n'accepte pas volontiers la règle en honneur à La Force et qui naît de cette solidarité charitable et évangélique qui est un puissant moyen d'action, je le reconnais; c'est en ce qui concerne les soins aux malades; je ne parle pas de ce qui est purement médical, tout à fait hors de cause ici. Mais qu'un petit épileptique en état de mal, couché dans son lit, tant les crises sont fréquentes, soit assisté par un autre malade, assis près de lui, j'estime que c'est pousser loin la solidarité et de tels infirmiers ou infirmières seraient sujets à bien des méfaits dont on ne saurait vraiment les rendre responsables.

Ici, la surveillance demande un certain effort d'intelligence que des débilés ne sont pas toujours en état de fournir; sans doute, on n'a pas eu à constater à La Force d'accidents et la surveillance générale, les soins des directeurs ou directrices les ont prévenus. Mais le passé, fût-il heureux, pourrait-il être garant de l'avenir? C'est au moins un doute et c'est pour cette raison que je n'accepte pas jusqu'à cet extrême la solidarité charitable.

Mais en dehors de ce cas particulier, il faut reconnaître qu'elle est vraiment très encourageante par ses résultats. Ce n'est pas sans quelque émotion qu'on entend l'histoire de Coralie Walter depuis vingt ans à Bethesda qui, ayant perdu ses deux avant-bras, s'est mise courageusement, sans mains, à apprendre à écrire, à faire de la tapisserie, à se servir d'un couteau, d'une cuillère, d'une fourchette, d'un verre comme une valide, qui a développé aussi son intelligence de telle sorte qu'elle est devenue l'éducatrice de l'école enfantine. S'occuper sans cesse de ces intelligences atrophiées ou arriérées, leur apprendre des choses usuelles, exercer leurs membres, accroître leur adresse par des petits travaux, créer pour eux des classes, des ateliers, occuper le plus possible leur esprit, tout cela est mis en pratique dans les asiles des garçons et filles perfectibles et fort heureusement. Disons aussi que la confiance est venue après avoir vu ce que le docteur Bourneville avait déjà si bien réussi à Bicêtre, M. le docteur Rolland le déclare lui-même dans un de ses comptes rendus.

L'administration entière des asiles est confiée à un directeur général, M. le Pasteur Rayroux; il est assisté d'un conseil d'administration qui se recrute lui-même et se renouvelle dans des conditions prévues dans les statuts, et d'une commission de permanence.

Asiles.	Population.	Dépenses.	Prix de revient.
LA FAMILLE	79	27 871,40	0,95 par jour.
BETHESDA	124	30 831,10	0,70 —
EBEN-HEZER	57	16 275,45	0,78 —
SILÔÉ	83	21 716,70	0,71 —
BETHEL COMPASSION. . .	90	23 399,25	0,71 —
REPOS.	29	17 597,10	1,66 —
RETRAITE	26	10 753,40	1,13 —
MISÉRICORDE.	52	13 378,05	0,70 —

Toutes les opérations financières sont contrôlées avec soin. Un économat général a mission de s'occuper de toutes les questions économiques et de la gestion matérielle. Chaque asile a son autonomie, sa direction et sa dépense. Aussi on peut se rendre compte très exactement du prix de revient de chacun.

On m'a communiqué très gracieusement les résultats de l'année 1895-1896; je n'en prends ci-dessus que les chiffres d'ensemble.

On voit que ce prix de revient qui comprend la totalité des dépenses n'est pas élevé, il témoigne d'une vigilante économie. Cependant le chapitre relatif à l'alimentation représente à lui seul, pour un ensemble de dépenses ordinaires s'élevant à 235 684 fr. 77 une somme de 99 257 fr. 25, c'est dire qu'elle constitue la grosse et importante dépense et par sa proportionnalité, on juge de la préoccupation sur ce point de la direction et de l'administration des asiles.

Quant aux recettes, la charité privée y pourvoit et sous des formes variées.

Telle est dans son ensemble l'œuvre de John Bost; il est difficile d'en montrer dans un rapide exposé tous les avantages et toutes les particularités intéressantes.

Je veux seulement, en terminant, en dégager les traits saillants. Ce qui frappe dans ces asiles, c'est que tout converge vers l'hospitalisé lui-même; on voit nettement qu'il est l'objectif principal, exclusif, moralement et physiquement; puis, conception un peu inusitée dans notre pays, ces asiles sont ouverts, ou plutôt ne sont pas murés; leurs clôtures sont faites d'une grille, d'un chemin, d'une haie. C'est un village au milieu duquel on circule; le médecin y a sa demeure, ainsi que le pharmacien, et c'est en vain que l'étranger, imbu de nos habitudes architecturales, chercherait, en arrivant à La Force, le bâtiment clos de murs solides et à façade monumentale; il ne le trouverait pas.

J'ai dit plus haut que cette conception était à retenir, et je suis convaincu que c'est ainsi qu'il faudrait comprendre des établissements de bienfaisance qui nous font défaut et que quelques départements songent à édifier, les asiles départementaux pour incurables. En pleine campagne, ainsi aménagés, ils rendraient les plus grands services; car si la charité privée a fait La Force pour les protestants, si un établissement analogue, dit-on, existe dans le Cantal à Ladevèze pour les catholiques, il faut reconnaître que ces efforts de la charité privée et religieuse ne

peuvent remédier à toutes les misères nées de l'infirmité humaine et que de pareils asiles départementaux dégageraient des hospices urbains où ils sont entassés avec des vieillards, beaucoup de ces infirmes d'âges variés, pour lesquels une sollicitude particulière s'impose. L'œuvre de John Bost, si recommandable par elle-même, s'offre encore à nos méditations pour les progrès à apporter dans le fonctionnement de l'assistance publique.

Dr G. DROUINEAU.

L'ASSISTANCE

PAR LE TRAVAIL AGRICOLE ⁽¹⁾

« Tout homme qui veut travailler dans la mesure de ses moyens est admis, occupé, logé et nourri à la Colonie, quels que soient ses antécédents ou son origine. »

(Règlement de la Colonie ouvrière libre de Haeren, Belgique.)

Parmi les formes d'assistance expérimentées par la sociologie moderne, l'assistance par le travail tend à prendre, surtout dans les pays étrangers, une place de jour en jour plus importante.

Substituer au don gratuit, à l'aumône, un travail rémunéré, — occuper temporairement des hommes valides, sans ouvrage et sans ressources, — leur éviter l'humiliation de la mendicité et le déshonneur de la prison, tel a été le but essentiel des œuvres, trop rares encore chez nous, qui portent la désignation générale d'assistance par le travail.

Dans les différents pays où elles sont écloses, presque toujours grâce à l'initiative privée, elles ont revêtu diverses formes : Colonies agricoles en Hollande; — Colonies mixtes, c'est-à-dire en partie agricoles, en partie industrielles, en Al-

(1) *Étude sur les colonies ouvrières de Belgique et de Hollande*, par M. Guillaume Beer, conseiller général de Seine-et-Oise, membre du Comité de la Société philanthropique de Paris. Cerf, à Versailles, éditeur.

lemagne, **qui** est aujourd'hui le pays qui en possède le plus;— Maisons de travail à Paris, et dans quelques grandes villes de province; — Colonie ouvrière libre agricole en Belgique, leur objet est toujours le même, procède du même principe humanitaire : offrir aux travailleurs dans l'embarras une aide temporaire en échange d'un labeur utile; rendre à la société des dévoyés qui, succombant à l'adversité ou aux mauvais entraînements, ont perdu la notion du devoir et l'habitude du travail.

Relativement au nombre immense d'individus auxquels il pourrait utilement s'appliquer, ce genre de secours est encore trop peu répandu. En France, il existe à peine; et notamment en matière d'assistance par le travail agricole, le plus sain, le plus moralisateur et aussi le plus productif, tout reste encore à faire chez nous.

Quand nous aurons fait connaître les points essentiels de ces diverses organisations, d'après des notes recueillies dans une récente tournée en Belgique et en Hollande, nous aurons peut-être contribué à hâter la solution de ce problème douloureux et difficile : Assurer l'existence de tout homme valide et malheureux, en échange d'une tâche adaptée à ses facultés; et comme conséquence, diminuer le vagabondage, entraver la mendicité, désencombrer les prisons.

Dans l'état actuel de notre législation, l'individu qui, par suite de circonstances fâcheuses dont il n'est pas responsable, ne trouve pas d'ouvrage, et, partant, pas d'argent, n'a d'autre expédient, pour ne pas mourir de faim, que de tendre la main, ou de se faire arrêter comme vagabond.

Mendiant, quand il demande et reçoit l'aumône, ou vagabond, quand, sans moyens d'existence, il a dû quitter un logement qu'il ne peut payer, la loi ne distingue pas; et le juge, sans se préoccuper du mobile qui a fait agir ce malheureux, sans tenir compte de la nécessité impérieuse qui l'a poussé, peut le condamner à la prison.

A défaut d'autres refuges, le dépôt de mendicité, où l'on a le couvert et la nourriture, lui apparaît comme la seule planche de salut, comme un sort relativement heureux.

Après un court séjour, qui n'a rien de bien réconfortant, il en sort dégradé, aigri, méditant sur son crime qui consiste à n'avoir pu se procurer d'ouvrage; et, s'il ne survient pas quelque heureux incident, ou quelque intervention bienfaisante, il retombera bientôt dans l'ornière, reviendra au Dépôt et entrera dans la catégorie des récidivistes.

L'intervention bienfaisante devrait être l'assistance par le travail. Et pour produire tous ses effets, il faudrait qu'elle se manifestât avant la première chute, avant la première condamnation.

En 1891, un de nos députés les plus distingués, M. Maurice Faure, présentait à la Chambre une proposition de loi ayant pour objet la création d'asiles pour les invalides du travail, et de maisons dites de travail pour les ouvriers valides sans ouvrage. — Et voici ce qu'il signalait dans son exposé des motifs :

« Quand un homme a subi une première condamnation pour vagabondage et mendicité, il est condamné par cela même à devenir un récidiviste.

« Sur une moyenne de 60 000 individus conduits au dépôt de police, ceux qui ont été arrêtés pour vagabondage et mendicité figurent pour un tiers.

« Il en est, parmi ces derniers, qui sont des vagabonds d'habitude et des mendiants de profession; mais la plupart sont des malheureux sans travail et sans abri, de pauvres gens qui n'ont pas eu de gîte le soir, et qui n'ont pas trouvé de place dans les asiles de nuit, ou qui ont épuisé les trois jours réglementaires accordés dans ces établissements. »

Cette observation vise spécialement Paris qui possède d'importants moyens d'hospitalisation temporaire, dus en grande partie à l'initiative privée.

L'argument n'a que plus de force en ce qui concerne la banlieue et les départements limitrophes de Paris, où le nombre des individus sans travail et sans abri augmente d'année en année, et où il n'y a pour tout refuge que des dépôts de mendicité, ou même moins encore.

« On les arrête, continue le rapporteur, et on les relâche,

une fois, deux fois, et jusqu'à cinq fois; puis on les retient, on les livre au Parquet, et on les condamne à huit jours de prison. Ils sont ensuite envoyés au Dépôt de mendicité, et y restent pendant quelque temps, pour en sortir aussi incapables de se suffire, et aussi dénués de ressources qu'auparavant, dès que le léger pécule qu'ils ont gagné a été dépensé.

« La même cause produisant le même effet, le dénûment du malheureux amène une seconde condamnation, puis une troisième, et jusqu'à cinq dans la même année. Le voilà, en quelque sorte, obligatoirement récidiviste.

« Un magistrat dont la science pénitentiaire s'honore, M. Homberg, ancien conseiller à la cour de Rouen, a établi, par les dossiers de juridiction, que les vagabonds et les mendiants, peu nombreux dès la première condamnation, finissent par former les quatre cinquièmes des condamnations prononcées par les Tribunaux.

« A côté des asiles destinés aux invalides du travail, il faudrait, disait-il, créer des établissements spéciaux destinés à recevoir une autre catégorie de citoyens malheureux, qui, eux aussi, dans notre état social, avec la législation actuelle, tombent sous le coup de la loi pénale, alors qu'en réalité ils devraient se trouver protégés par des institutions de solidarité et de prévoyance nationales. »

Tout en rendant hommage aux sentiments qui ont dicté ces appréciations, on est cependant porté à se demander si la solution du problème consiste à faire œuvre d'assistance publique, de prévoyance nationale. N'est-ce pas plutôt l'initiative privée qui devrait tenter d'intervenir, avec son ingéniosité, avec la modération de ses procédés, exempts de tout caractère policier?

Quiconque s'est occupé tant soit peu des questions d'assistance par le travail a dû acquérir rapidement la conviction qu'une des conditions essentielles du succès des œuvres de ce genre est de les soustraire, tout au moins directement à l'action officielle, à l'intervention administrative,

Il faut que tout individu dans l'embarras, en quête d'un moyen d'existence puisse frapper à la porte d'un de ces établissements, le cœur tranquille, sans appréhension, qu'il n'ait pas

le sentiment d'aller se livrer à des inquisiteurs, qu'il ne soit pas contraint de se courber, comme pour subir une peine ou une dégradation.

C'est ici que l'intervention de la bienfaisance privée est nécessaire pour donner à cette sorte de charité, car c'en est bien une, un caractère discret et affectueux, pour faire en sorte que le secours donné n'ait pas l'air d'une aumône, que le mode d'information sur l'état et la condition de la personne soit réduit aux moindres formalités et ne soit pas une enquête judiciaire, que le registre d'entrée ne soit pas assimilé à un registre d'écrou, que le moral de l'individu soit relevé et non humilié.

Il faut que l'esprit de la direction, le caractère du personnel, l'allure générale d'un tel établissement, donnent à ses hôtes l'impression d'un milieu familial, d'une certaine liberté, du calme et de l'apaisement si nécessaires aux malheureux tourmentés par les rigueurs de la vie. Il faut qu'après la première période de recueillement, de réconfort physique et moral, les individus hospitalisés comprennent qu'ils ont auprès d'eux, non des gardiens, mais des guides, non des juges, mais des conseillers.

Alors apparaît l'immense importance de la question du placement, question difficile entre toutes, mais qui est le complément nécessaire, l'exutoire indispensable de toute œuvre d'assistance par le travail, industriel ou agricole. Car ce n'est pas tout de donner l'abri et la nourriture, d'occuper les bras, d'enseigner à l'un ou à l'autre le maniement d'un outil; ce n'est que la moitié de la besogne. Il s'agit de faire reprendre à l'homme l'habitude d'une occupation régulière, de l'améliorer en peu de temps, assez pour pouvoir le recommander à un patron, le placer, le réintégrer dans le monde du travail, en un mot, pour assurer son existence ultérieure par ses propres moyens. Telle une barque désemparée par la bourrasque et jetée à la côte, qu'il faut réparer d'abord et remettre à flot ensuite.

Plus ce résultat sera vite obtenu, et plus l'œuvre rendra de services; car pour un nombre donné de places, moins les séjours seront longs, plus grande sera la faculté d'admission.

Nous aurons à citer plus loin l'exemple de la modeste colonie

de Haeren (Belgique), qui, avec 50 lits seulement, mais grâce à un ingénieux système de placement, arrive à sauver chaque année près de 300 individus.

Mais examinons d'abord la colonie agricole hollandaise, qui est le prototype de toutes les autres, qui est la première en date, ayant été fondée, il y a environ quatre-vingts ans, par une société privée, la Société de Bienfaisance Hollandaise.

I. — LA COLONIE AGRICOLE DE FREDERIKSOORDT (HOLLANDE)

Le programme de cette Société, selon les termes mêmes de son acte de constitution, était de remédier au paupérisme, en donnant une occupation et un apprentissage agricoles à des hommes valides, malheureux et sans travail.

Après les guerres du commencement du siècle, qui avaient épuisé tous les pays d'Europe, des milliers de travailleurs se trouvaient sans ressources et sans emploi. Le vol et la mendicité se répandaient aussi bien dans les campagnes que dans les villes, et tendaient à devenir l'unique moyen d'existence d'une infinité de gens. C'est alors qu'on vit en Hollande surgir pour la première fois une œuvre d'assistance par la travail agricole; le but humanitaire se doublait d'un but économique, qui était la mise en valeur de terrains incultes, dont la concession ou la vente pouvait être obtenue à très bon marché.

En 1816, le général Van den Bosch entreprit d'employer des indigents à mettre en culture des terrains stériles, d'après un système qu'il avait déjà mis lui-même en pratique à Java, dans une colonie de Chinois établie sur son propre domaine.

Il se disait que si un homme presque sauvage, sans instruction, sans métier, sans habitation, sans capital, pouvait faire produire à la terre le moyen de le sustenter, à plus forte raison, des indigents appartenant à une société civilisée, devaient être en état de suffire à leurs besoins en cultivant la terre.

Il ne s'agissait que de trouver des fonds pour se procurer des terrains, un local et le premier matériel.

Le travail agricole, une bonne discipline et une direction méthodique devaient utiliser les forces des individus, pour-

voir à leur existence, améliorer leur moral, et les rendre utiles à la Société, au lieu qu'ils lui fussent à charge.

Dès la première année, plus de 20 000 souscripteurs apportaient à l'œuvre leur obole, formant un total d'environ 55 000 florins ou 115 000 francs. On acheta 300 hectares de terre d'assez mauvaise qualité dans la province de Drenthe, près de Steenwijk, et la première colonie fut créée, sous le nom de Frédériksoord. Une partie de ce domaine était une plaine sablonneuse, coupée de petits cours d'eau; l'autre était boisée. Pour payer cette acquisition, la Société fit un emprunt amortissable en 16 ans. Avec le surplus de ses ressources, elle construisit 52 maisons où l'on installa 52 familles, formant une population totale de 356 individus. A chaque maison était rattachée une concession de 2 hectares et demi.

On éleva aussi une école, un magasin d'approvisionnement, et on rendit navigable la rivière qui traversait la propriété. La main-d'œuvre pour tous ces travaux fut presque entièrement fournie par les nouveaux colons.

Deux ans plus tard, la Société installait une seconde colonie de 50 habitations, l'année suivante une troisième, en 1816, une quatrième, de sorte qu'en 1821, il y avait en tout 200 maisons de construites, abritant une population de 1450 personnes, et 300 hectares de terre étaient en pleine culture.

La Société comptait 23 000 souscripteurs qui lui versaient chaque année 95 000 florins, soit plus de 200 000 francs de cotisations.

La conduite de l'exploitation était confiée à un directeur assisté de quatre sous-directeurs. Chaque colonie était divisée en districts occupés chacun par 25 colons, sous la direction d'un surveillant, qui pouvait être pris parmi des colons capables, ayant fait leurs preuves au point de vue du travail et de la bonne conduite.

Quelques règles de discipline étaient évidemment nécessaires pour tenir en main une si nombreuse agglomération d'individus.

L'insubordination, une conduite irrégulière, l'ivresse, des

absences non autorisées, la paresse, le fait d'avoir détérioré des immeubles ou du matériel entraînaient des pénalités. Celles-ci consistaient en amendes plus ou moins élevées, sur vies, dans les cas graves ou en cas de récidive, de l'expulsion du coupable. On a rarement eu l'occasion de recourir à ces mesures de rigueur. La tenue générale des colons est, la plupart du temps, excellente.

Voici maintenant comment ont lieu les admissions : sur la recommandation du comité, d'une municipalité, d'un souscripteur, ou de toute personne honorablement connue, l'individu valide et sans occupation, seul ou avec de la famille, se présente pour entrer à la colonie, en manifestant le désir de travailler. — Il lui est donné connaissance du règlement intérieur et, pour commencer, on le place comme ouvrier, dans une des fermes établies sur le domaine et exploitées par l'entreprise. — On l'installe, s'il est célibataire, dans un bâtiment commun ; s'il est marié et père de famille, dans une des petites maisons construites par la Société. Il y trouve un mobilier sommaire et des outils, dont la société lui fait l'avance temporairement.

Il commence par travailler à la ferme, c'est-à-dire à la culture générale. Il y est nourri, ainsi que sa famille, et pour peu que son travail soit convenable et régulier, il recevra, dans la suite, un léger salaire.

Au bout d'environ six mois, quand la direction le juge en état de cultiver à peu près seul, c'est-à-dire, assisté des conseils du surveillant général de l'exploitation, la Société lui concède les deux hectares et demi de terre qui entourent sa maison, lui fournit des semences et des engrais, et lui loue au besoin une vache ou des brebis, moyennant une faible redevance. Il passe au rang de cultivateur libre.

Désormais, il est maître chez lui, il consommera les produits de son potager, il vendra au marché sa récolte, et au bout de la deuxième ou troisième année, quand il aura mis sa concession en plein rapport, il aura à payer annuellement à la Société, pour tout loyer, une redevance de 60 florins ou 120 francs.

Une fois installé dans sa maison et sur son terrain, le fermier libre cultive et exploite à sa guise et à son profit per

sonnel, sous la surveillance générale du directeur, et avec la seule restriction de ne pas vendre en dehors de la colonie le foin, la paille et le fumier, dont la Société a toujours besoin pour renforcer le produit de ses propres fermes, et qu'elle paye au cours du marché.

Il a aussi toute liberté de travailler à gages au dehors, quand l'occasion s'en présente, par exemple à l'époque de la fenaison.

S'il ne réussit pas comme fermier libre, il redescend au rang de simple ouvrier, et est employé dans une des fermes ou dans les ateliers d'industries accessoires.

Chacun se nourrit selon son goût et ses moyens. Le pain, le seigle, les pommes de terre, le saindoux, les œufs, le jambon, le lait et le fromage sont en général le fond de l'alimentation. La bière n'est pas défendue, mais on n'en consomme pas beaucoup, car on n'en vend pas dans l'intérieur du domaine. D'ailleurs, les colons ont toute liberté d'acheter au dehors tout ce qui leur plaît.

Quant à l'habillement, là aussi, liberté complète. Ils peuvent acheter des chaussures, du linge, des blouses à la colonie même qui fabrique ces articles.

En dehors des occupations agricoles, les colons trouvent à s'employer dans les ateliers, notamment en hiver où il y a moins à faire pour les travaux du dehors. Il y a un atelier de charpente, une forge, un atelier de tissage où l'on confectionne des sacs, des couvertures de toile, des paillassons, un atelier de vannerie où l'on fait des paniers, des malles en osier, des sièges de jardin, des corbeilles de tous genres. — Enfin, il y a, dans la colonie, des tailleurs, des cordonniers et des boulangers.

Dans tous ces métiers, on forme des apprentis, pris parmi les enfants des colons, selon leur goût personnel et leurs aptitudes.

Les produits de ces industries sont en grande partie utilisés dans la colonie même, sauf la vannerie, qui est vendue au commerce en assez grande quantité, et fournit un bénéfice appréciable.

En 1882, on a créé une importante fabrication, très appropriée à ce milieu de petite culture. C'est une usine pour les conserves de légumes et de fruits. La qualité du sol se prêtait admirablement au développement de la culture maraîchère, étant sablonneux et facilement irrigable. Les fruits y réussissaient également très bien. La création de cette nouvelle industrie a vivement stimulé le zèle des cultivateurs. Et l'usine est maintenant assez largement approvisionnée pour produire chaque année de 18 à 20 000 boîtes de conserves. Trente jeunes filles ont trouvé à s'y employer, en dehors, bien entendu, du personnel d'hommes et de jeunes gens, auxquels est réservé le plus gros de la besogne.

C'est donc là une précieuse ressource pour la colonie, puisque cette fabrication stimule l'extension des travaux agricoles, emploie des bras disponibles, et procure des bénéfices à la Société. Enfin, on a créé tout récemment une installation pour la fabrication du beurre et du fromage. Les appareils réfrigérants, les caves à température constante sont organisés d'après le système danois.

Ces industries annexes, qui ont nécessité des mises de fonds d'une certaine importance, ont notablement amélioré le rendement général de la colonie.

L'enseignement est parfaitement organisé dans la colonie, et a toujours été l'objet des soins particuliers du comité de surveillance. Cinq écoles ont été bâties sur les différents points de la propriété, et chacun des directeurs est un instituteur nommé et rétribué par l'État.

Ceux-ci sont aidés par six instituteurs et deux institutrices libres (car la population scolaire est fort nombreuse); et, en outre, par deux maitresses spécialement chargées de l'enseignement des travaux manuels.

Les écoles sont bâties dans d'excellentes conditions; toutes ont un vaste jardin, un gymnase et un préau couvert. L'aération des salles est largement assurée. Il n'y a jamais plus de quarante enfants réunis dans une même classe sous la direction d'un maître.

Une commission de trois membres nommés par le ministre

de l'Intérieur, sur la présentation des membres du Comité, a le contrôle général de l'enseignement.

C'est le directeur de la colonie qui a la surveillance des bâtiments et des élèves. Il signale ceux qui ne fréquentent pas la classe, et adresse aux parents les admonestations nécessaires.

A l'âge de 12 ans, quand les enfants quittent l'école primaire, ils ont la faculté d'apprendre le dessin et de suivre les cours du soir, où ils reçoivent un enseignement plus général et plus élevé. Il y a enfin, pour les sujets d'élite qui manifestent des dispositions spéciales, une série de cours préparatoires aux emplois administratifs, soit pour les fonctions de commis, soit pour entrer dans les chemins de fer, les postes ou les télégraphes.

Au point de vue du placement au dehors, cet enseignement a une importance considérable. C'est le vrai moyen d'alléger les charges des familles trop nombreuses, de créer des places disponibles dans la colonie, et en même temps d'utiliser les facultés des jeunes colons qui ne se sentent pas de dispositions pour la culture de la terre.

La colonie possède aussi une bibliothèque, riche de plus de 1 800 volumes, dont un quart environ spécialement destiné à la jeunesse. — Les ouvrages sont prêtés gratuitement aux familles; et c'est la grande ressource des soirées d'hiver. Le nombre des prêts dépasse chaque année 5 000. C'est dire les services que rend cette fondation, due presque exclusivement aux libéralités des particuliers.

Une autre création importante, dont la dépense a été défrayée également par un généreux donateur, est celle de l'École d'horticulture et de l'École de sylviculture.

L'enseignement tout spécial qui y est donné embrasse une période de trois ans. Là encore, on forme des sujets distingués, qui ne manqueront pas de trouver plus tard au dehors des emplois bien rétribués.

Enfin, pour que cette description soit complète dans sa brièveté, mentionnons qu'il y a sur le territoire de la compagnie deux églises, une catholique et une protestante; et une maison pour les vieillards incapables de travailler, dans la

quelle on hospitalise les vieux ménages, moyennant 200 francs par an. Ce sont de petits logements, assez semblables aux maisons des colons, mais réunis en un seul bâtiment de plain-pied. Quelques-uns de ces ménages peuvent même prendre en pension chez eux un enfant orphelin, et se chargent de son entretien moyennant une légère indemnité mensuelle que leur paye la direction. C'est une distraction pour les vieillards, et une surveillance gratuite pour l'enfant, tout en lui constituant, en quelque sorte, une famille d'adoption.

Ce système d'assistance mutuelle, entre des malheureux placés aux deux extrémités de la vie est une expérience intéressante qui méritait d'être signalée, et qui a donné, paraît-il, jusqu'à présent des résultats tout à fait satisfaisants.

Quand on a parcouru la colonie de Frédériksoord, admiré ces jardinets fleuris, ces prairies grasses avec leur bétail vigoureux, ces champs soigneusement cultivés, ces maisons si propres et si bien aménagées dans leur extrême simplicité, et qu'on se reporte par la pensée à ce qu'étaient ces landes stériles avant la création de la Colonie, à ce qu'étaient ces déshérités de la vie, qui, arrivés là sans rien, le désespoir au cœur, vivent de leur travail, ont un foyer, élèvent leurs enfants et s'attachent à la terre qui leur donne tant de biens, on n'a plus qu'un rêve, c'est de voir se généraliser partout une si belle création, capable de guérir tant d'infortunes, de moraliser tant d'individus.

Mais dès qu'on envisage le mécanisme de cette organisation si parfaite à certains égards, on est immédiatement frappé d'un défaut fondamental : c'est le chiffre restreint du mouvement des entrées et des sorties ; et l'on est amené à se demander comment prend fin le séjour d'une famille dans la Colonie.

Voici comment les choses se passent. En ce qui concerne les enfants, on en place assez facilement au dehors, quand ils ont 14 ou 15 ans, et qu'ils possèdent l'instruction primaire et les éléments d'un métier.

Quant aux parents, sauf des cas graves d'inconduite, on ne peut jamais les contraindre à s'en aller. Si le chef de famille vient à mourir, la veuve est autorisée à rester ; ses enfants,

s'ils sont en état de fournir un travail convenable, l'aident à vivre, l'ainé prenant autant que possible la place du père.

Par le fait, il entre tout au plus, chaque année, en moyenne dix à douze familles dans cette immense Colonie.

Ceux qui y sont installés y restent ; mais, par suite de l'insuffisance des ressources financières, il ne se crée presque pas de maisons nouvelles. La sphère d'action de l'œuvre se trouve ainsi forcément limitée, tant qu'il ne lui viendra pas de nouveaux dons ou de nouvelles souscriptions, pour étendre ses constructions.

Tout autres seraient les moyens d'action de la Société si elle se bornait à garder les familles pendant le temps strictement suffisant pour les mettre en état de gagner leur vie, pour les reconforter après des périodes de misère, pour les perfectionner dans un métier, pour les placer d'une manière quelconque.

Alors le roulement annuel de la population de la Colonie, à étendue et à ressources égales, pourrait profiter à plusieurs centaines d'individus, et au lieu d'être un grand phalanstère agricole, ce serait une œuvre d'assistance, d'apprentissage et de placement, qui rendrait des services infiniment plus nombreux, plus rapides et plus pratiques.

C'est dans ce sens que s'est exercée l'activité éclairée du Comité des Colonies ouvrières libres de Belgique, dont nous exposerons l'œuvre dans la seconde partie de cette étude.

II. — LA COLONIE OUVRIÈRE LIBRE DE HAEREN (BELGIQUE)

C'est au début de l'année 1893, qu'un groupe de philanthropes belges, incités par l'exemple des fondations faites en Hollande et en Allemagne, se forma pour créer à Bruxelles une Maison de travail.

Le but était toujours semblable : offrir à l'ouvrier valide et sans occupation le moyen d'employer ses bras, lui donner un abri temporaire, la nourriture, des vêtements, et, ce qui caractérise la fondation belge, l'aider à trouver un emploi.

La Maison de travail ouverte en février, dans un des fau-

bourgs de Bruxelles avait déjà, au bout de six mois, recueilli 135 malheureux. — Il est intéressant de parcourir les rapports annuels de la Société et de suivre la progression des entrées, les améliorations réalisées, et surtout l'organisation si méthodique et si efficace de l'œuvre du placement.

Si le but poursuivi par le Comité belge est identique à celui des fondateurs des colonies agricoles hollandaises, l'organisation de l'entreprise, surtout à l'origine, en a été infiniment plus modeste; elle a quelque analogie avec l'assistance par le travail, telle que nous la voyons fonctionner chez nous.

Le Comité belge commença par louer dans un des bas quartiers de la ville, dans la région des terrains vagues, une maison quelconque, moyennant un loyer annuel de mille francs; et il obtint de la commune la concession de 60 ares de terre situés à proximité. — Que nous sommes loin des 1500 hectares de Frédériksoord!

On installa des lits, une cuisine, un réfectoire, et les différents services les plus nécessaires, aussi simplement, aussi économiquement que possible.

Les hommes furent mis au travail de la terre, sous la direction d'un surveillant-jardinier, et, dans l'espace de quelques mois, les 60 ares de terrain, naguère encombrés de détritits et de gravats, étaient transformés en un potager, fertilisés par les boues des rues que fournissait la ville, et donnaient, au début de l'été, une abondante récolte, qui fut consommée par les pensionnaires de la maison.

En dehors de la culture, les hommes étaient, bien entendu, employés à tous les travaux de la maison, à l'entretien, à la cuisine, aux nettoyages, aux services de tout genre; et de plus, pendant la mauvaise saison, à la fabrication de fagots et de margotins.

Le soir, des lectures publiques étaient faites sur des sujets instructifs et divertissants. — Une fois par semaine, un instituteur de Bruxelles, tout dévoué à l'œuvre, venait faire une conférence, choisissant particulièrement comme thèmes, les inventions modernes, les entreprises de l'industrie et de l'agriculture, la biographie d'hommes arrivés, par leur travail et

leur persévérance, à de hautes situations, de façon à bien incliquer à son auditoire, que le travail et la conduite réglée sont la source de tout relèvement matériel et moral.

Une bibliothèque et même quelques journaux illustrés étaient mis à la disposition des habitants de la maison.

Le règlement intérieur n'a rien de bien rigoureux. Le matin à 6 heures, les hommes aptes aux travaux de culture se rendent sur le terrain, et travaillent jusqu'à midi sous la direction d'un premier ouvrier choisi parmi les plus capables et les plus sérieux. Ceux qui savent un autre métier s'occupent dans l'atelier, selon leurs connaissances spéciales. A midi a lieu le dîner, puis la récréation. Le travail est repris à une heure et demie, jusqu'à six heures du soir, puis vient le souper, une lecture publique, et à neuf heures le coucher.

A l'heure des récréations, l'ouvrier peut sortir librement, pourvu qu'il avertisse le surveillant chef, et qu'il lui dise le lieu où il se rend et l'objet de sa sortie.

La journée du dimanche est entièrement consacrée au repos. Toute liberté est laissée aux hospitalisés de remplir ou non leurs devoirs religieux; ils peuvent se rendre en ville de neuf heures à midi et de deux heures à sept heures.

Voici maintenant dans quelles conditions se font les admissions et dans quelle mesure le travail est rétribué.

Pour toute formalité, l'homme qui désire entrer à la colonie doit se procurer auprès d'un protecteur quelconque, d'un particulier qui le connaît, d'un juge de paix, d'un délégué de la Bourse du Travail, etc., un bulletin de la Société, libellé comme suit :

MAISON DU TRAVAIL

COLONIE OUVRIÈRE LIBRE

Le soussigné propose à l'admission dans la Colonie ouvrière libre le nommé
qui se présentera au bureau du Directeur entre 8 heures du matin et 7 heures du soir.

Délivré à , le

Bourse du Travail, l'Employé délégué,

Il faut dire qu'en Belgique, les Bourses du Travail, étrangères à tout rôle politique, s'occupent effectivement de venir en aide aux travailleurs dans l'embarras.

Une marge est réservée pour les renseignements qu'on pourrait, le cas échéant, fournir sur l'identité du porteur.

Ces renseignements et cette demande d'admission sont donnés par la personne qui recommande le postulant et qui a été l'objet d'une sollicitation de sa part.

La Société a fait imprimer au bas de ce bulletin, la note suivante qui résume entièrement le but de l'œuvre et qui pourrait être gravée au fronton de la Maison :

Tout homme qui veut travailler, dans la mesure de ses moyens, est admis, occupé, logé et nourri à la Colonie, quels que soient ses antécédents ou son origine.

Au moment où l'ouvrier sans travail se présente pour être admis dans la maison, il lui est donné lecture du règlement imprimé au dos d'une feuille de papier, qu'il doit signer, du moment qu'il en accepte les termes, et où il inscrit son nom, son âge, sa profession, sa dernière résidence, son lieu de naissance et son domicile de secours. S'il a un casier judiciaire, il doit aussi en faire mention. On prend note également des effets et objets qu'il a sur lui à son arrivée.

Au bout de très peu de temps, huit ou quinze jours, l'ouvrier tant soit peu capable ou laborieux reçoit un léger salaire. Le montant en est évidemment très faible, variant de 25 à 50 centimes par jour, au maximum ; c'est cependant une rétribution raisonnable, si l'on réfléchit qu'en dehors de cette gratification, il est logé, pourvu des soins de propreté, et nourri très suffisamment, aux frais de la Société.

Mais l'important au point de vue du relèvement moral, au point de vue de la sauvegarde de l'amour-propre de l'individu, c'est qu'il ne reçoit pas la charité. Ce n'est pas un indigent auquel on fait l'aumône sous une forme quelconque : c'est un travailleur qui se rend utile dans la mesure de ses moyens, en attendant une situation meilleure, et qui est rémunéré pour son labeur d'une façon ingénieuse et discrète.

Les conséquences de ce système sont faciles à déduire.

L'homme reprend le goût du travail, aspire de nouveau à une occupation régulière, qui puisse lui donner la sécurité du lendemain. Même s'il a été ivrogne ou débauché, il se forme au régime sobre de la maison; il s'aperçoit qu'on n'en meurt pas, et qu'on en vit même très bien. La part faite à la culture de son intelligence le flatte et le surprend agréablement. Combien de ces malheureux n'ont jamais entendu une parole instructive ou moralisante! Et par-dessus tout, la liberté relativement assez grande qui leur est accordée leur donne l'impression que leur dignité est intacte, qu'ils sont là de leur plein gré, pour se rendre utiles, pour échapper aux entraînements funestes, et que, finalement, ils sortiront un jour de la Maison du Travail, sans tare, sans humiliation, réconfortés et améliorés.

Mais revenons à l'étude des documents publiés par la Société, pour bien nous rendre compte de son développement et de ses progrès. Et disons un mot de ses ressources, de ses budgets.

Au début de sa première année d'existence, elle avait reçu d'une Société bruxelloise appelée « l'Œuvre du Travail », un subside de 2 000 francs; différents donateurs lui fournirent un contingent de 6 200 francs. Enfin une centaine de souscripteurs annuels contribuaient pour une somme totale de 2 300 francs; c'est dire que le montant de chacune de ces souscriptions était modeste.

La liste des souscripteurs est intéressante à parcourir. En dehors de sept personnes ayant donné chacune cent francs. rentiers ou gros propriétaires, on rencontre presque uniquement de petites cotisations de cinq francs, émanant de modestes fonctionnaires, de petits commerçants, d'hommes de lettres, d'employés, etc.

Maigre liste pour une grande et riche cité comme Bruxelles! Nous la verrons grossir un peu dans la suite. Mais du caractère même de ces souscriptions modestes se dégage l'impression que, si timide que soit ce début, il y a une certaine sympathie populaire pour la chose, il y a un sentiment de solidarité humaine, qui doit donner courage pour l'avenir aux

créateurs de l'œuvre. Et quoi que puisse en dire le trésorier de la Société qui préférerait assurément encaisser une très grosse recette, j'estime le modeste citoyen qui ne peut pas donner plus de cinq francs, mais qui les donne, et je le citerais volontiers comme exemple au millionnaire distrait, qui semble ignorer l'existence de la Maison du Travail, et qui donne trop peu, ou rien du tout.

Dans l'avenir, ce seront les gros bataillons de petits souscripteurs qui feront vivre les œuvres de ce genre. Ceux qui auront vu de près, le peuple, l'atelier, la famille ouvrière, ceux qui auront passé eux-mêmes par des moments difficiles, seront émus de situations qu'ils connaissent; ils comprendront la portée immense des services que rend la Maison du Travail, et en deviendront les plus fermes et les plus fidèles soutiens.

Hâtons-nous de constater que, dès la deuxième année, le mouvement de sympathie en faveur de l'œuvre s'accroissait notablement.

Comment rester insensible ou incrédule en présence de résultats aussi rapides que ceux constatés au bout des dix premiers mois de fonctionnement?

Le second budget, celui de 1894, enregistrait une recette de 4 300 francs de dons et de 5 300 francs de cotisations annuelles.

En 1895, les dons s'élèvent à 6 800 francs; sur la liste figurent deux donateurs pour 1 000 et 1 200 francs. Les souscriptions atteignent 4 500 francs.

Enfin, en 1896, il y a pour 3 200 francs de dons et 4 700 francs de souscriptions. La progression est continue, mais bien lente.

Néanmoins, le Comité redouble d'activité, multiplie ses démarches, pour mettre la fondation en état d'accueillir et de tirer de la misère tous ceux qui vont venir frapper à sa porte.

Il obtient de la ville de Bruxelles une nouvelle concession de 2 hectares 1/2 de terrain, et la disposition d'un large approvisionnement de boues de rues pour servir d'engrais. Le terrain est nivelé et défriché par les pensionnaires de la maison, et l'on obtient, l'été suivant, une abondante récolte de légumes de toute espèce.

Enfin en 1895, grâce à l'intervention de quelques généreux bienfaiteurs, les fonds nécessaires sont réunis pour bâtir une maison sur un terrain de 14 hectares, situé, près du chemin de fer, à Haeren, à quelques kilomètres de la capitale et loué par la Ville de Bruxelles à la Société moyennant 800 francs par an.

La construction est des plus simples et fort peu dispendieuse, et présente l'aspect de nos fermes françaises de Seine-et-Marne ou du Nord.

Elle consiste en deux bâtiments semblables et parallèles, réunis par un troisième bâtiment transversal, tout en briques et en bois. Tous les services et logements sont de plain-pied, occupant le rez-de-chaussée surélevé de plusieurs marches. Il n'y a pas d'étage supérieur. Les mansardes servent de grenier ou de dépôt. Les planchers sont en ciment; l'aération et la lumière sont largement distribuées. Les réfectoires sont suffisamment vastes, très simples, d'un entretien facile.

Dans des bâtiments latéraux se trouvent une buanderie, un four pour la panification, une écurie qui contient un cheval et deux bœufs, une basse-cour, une étable avec deux vaches, un bûcher et un hangar, où l'on peut travailler à couvert; le tout dans des proportions encore modestes.

Sur toutes les façades des constructions se détache en grandes lettres cette inscription : *Colonie ouvrière libre*. — Et quand on assiste à la rentrée des travailleurs, qui ont pour tout signe distinctif un outil à la main et un tablier de toile, on croirait voir revenir des champs une grande famille de cultivateurs, contente de sa journée, heureuse de trouver tout préparés, un repas substantiel et un lit confortable, libre de soucis, tout au moins momentanément, et réconfortée par la vie des champs et par le sentiment de satisfaction que donne le travail accompli.

Mais cette période de douce quiétude ne doit pas se prolonger indéfiniment. L'œuvre serait paralysée dans son développement; les postulants nombreux devraient attendre trop longtemps leur tour, et les hospitalisés finiraient par oublier qu'ils doivent, par un effort personnel, chercher à reprendre leur place dans le monde du travail et à se suffire à eux-mêmes.

C'est ce que le Comité belge a admirablement compris et mis en pratique, en ajoutant à son œuvre d'assistance par le travail agricole l'organisation du placement, qui en est le complément indispensable.

C'en était peut-être aussi le côté le plus difficile.

La Bourse du Travail de Bruxelles a, dans cette circonstance, fourni un précieux appui à la Société. En effet, dès l'origine de son fonctionnement, grâce à une entente intervenue entre les administrateurs des deux institutions, le secrétariat de la Bourse du Travail transmettait journellement au Comité de l'œuvre les offres d'emploi qui paraissaient pouvoir convenir le mieux à ses pensionnaires.

Le Directeur de la colonie, en pareil cas, fait le choix des sujets, leur fait part des occasions qui leur sont signalées et leur donne immédiatement le permis de sortie nécessaire pour qu'ils puissent aller se présenter.

Il ne les connaît pas d'assez longue date, en général, pour pouvoir les recommander; ce serait assumer souvent une lourde responsabilité. Mais il leur donne un mot d'introduction qui leur assure un accueil bienveillant; et si, durant son séjour à la colonie, l'individu a fait preuve de quelques qualités, il en est fait mention d'une façon spéciale.

Le Comité s'applique aussi à provoquer des demandes directes de main-d'œuvre de la part des chefs d'industrie, des agriculteurs, des entrepreneurs de travaux de tout genre.

La meilleure preuve qu'il réussit, c'est qu'à un certain moment de l'année 1896, sur 268 individus hospitalisés, il y en avait eu 258 de placés; de sorte qu'il n'y avait plus que dix personnes dans les bâtiments de la colonie. Inutile d'ajouter que cette situation exceptionnelle n'a pas duré longtemps, car le flot des postulants ne se ralentit jamais.

Et c'est grâce à cette œuvre de placement soigneusement organisée et suivie, faisant office d'exutoire régulier et continu, que le Comité réussit à recueillir et à caser, chaque année, plusieurs centaines d'individus, malgré la modicité de ses ressources, malgré le peu de développement de ses constructions et de ses cultures.

Voici quelques chiffres qui parlent d'eux-mêmes :

En 1893, il y avait eu 135 admissions.			
En 1894,	—	195	—
En 1895,	—	201	—
En 1896,	—	268	—

La durée moyenne du séjour avait été de 4 semaines. Certains sujets trouvaient à se placer au bout de 8 à 10 jours ; — d'autres, plus rares heureusement, séjournaient pendant plusieurs mois à la colonie, soit pour cause de faiblesse physique, soit pour inaptitude à un travail rémunérateur. On cite même le cas d'un malheureux, incapable de tout effort sérieux, dégénéré de corps et d'esprit, quoique jeune encore, qu'il a fallu garder pendant un an et demi, et qu'on a pu placer difficilement dans un emploi infime, qu'il n'a même pas pu conserver. Mais des cas exceptionnels comme celui-ci ne se présentent pas souvent, et sont justiciables de mesures d'hospitalisation spéciales. Dans l'espace de quatre ans à peine, de mars 1893 à janvier 1897, avec un matériel de 50 lits, en tenant compte que la maison définitive de Haeren n'a été installée qu'en 1895, l'œuvre a donc recueilli près de 800 malheureux, auxquels elle a procuré le logement, l'entretien, un léger salaire et, à un grand nombre d'entre eux, un emploi. Et cela avec un budget annuel qui atteint à peine 20 000 francs.

En voici rapidement l'analyse :

Les terrains, nous l'avons dit, ont été concédés moyennant 800 francs de loyer. Quant à la maison actuelle construite à Haeren, au moyen de libéralités particulières, elle ne coûte à la Société, que de légers frais d'entretien. Les principales dépenses sont les articles d'alimentation nécessaires pour compléter les produits du jardin, la literie, le combustible, la rétribution du personnel, les matières premières pour la culture et pour les ateliers. Aux recettes, en dehors des dons et des souscriptions annuelles, figure un bénéfice d'environ 2 000 francs provenant de la fabrication des fagots.

Voilà ce qu'on a pu faire avec très peu d'argent, avec beaucoup de volonté, de persévérance, d'énergie et d'initiative personnelle. Les désespérés de la vie ont été recueillis et ont eu

la sensation d'un milieu familial, au lieu d'aller échouer dans un dépôt de mendicité, où le régime est odieux, où les contacts sont répugnants, où la déchéance est inévitable, d'où l'on sort avili et méprisé. Des jeunes gens, qui étaient sur la pente du vagabondage et peut-être du crime, sont devenus d'honnêtes ouvriers, après quelques mois passés à travailler librement au grand air, loin des mauvaises fréquentations. Des victimes de l'injustice humaine ou de la mauvaise fortune, affaiblies moralement et physiquement par les angoisses et les privations, ont été réconfortées, ramenées à envisager la vie sous des couleurs moins sombres, pourvues d'un gagne-pain régulier.

Et tous, à côté du secours matériel, ont trouvé le relèvement intellectuel, le secours moral, les paroles de consolation, l'exemple du travail, de l'ordre, de la probité. Tous se sont sentis accueillis et non internés, guidés dans la bonne voie par la persuasion et non poussés à la besogne comme un troupeau de forçats,

Ils ont travaillé, et ils ont été payés de leur peine ; ils sont sortis de là, librement, comme ils y étaient entrés, sans tare, sans humiliation, pouvant se présenter la tête haute devant qui que ce soit, améliorés par le travail, relevés dans leur propre dignité, capables de renaître au bien.

*
* *

Si maintenant il fallait établir un parallèle entre la colonie agricole hollandaise de Frédériksoord et la colonie ouvrière libre de Haeren, notre tâche serait assez difficile, car les deux institutions n'ont, en somme, guère de points de ressemblance. Leur but seul est identique : c'est la régénération de l'ouvrier par le travail agricole.

A Frédériksoord, c'est un immense domaine, où l'on a dépensé, depuis plus d'un demi-siècle, des millions à défricher la terre, à bâtir des maisons, des fermes, des écoles. A Haeren, c'est un modeste terrain d'une quinzaine d'hectares, avec le strict nécessaire pour donner un abri et une occupation à une cinquantaine d'individus.

Mais à Frédériksoord, nous l'avons signalé, malgré la perfection des cultures et de l'organisation, les services rendus sont relativement restreints; les familles s'y immobilisent, le nombre des nouveaux arrivants est minime, puisqu'il ne s'y crée que rarement des places disponibles; et si de nouvelles et importantes subventions ne surviennent pas à la Société, elle est vouée à piétiner sur place, peut-être même à se trouver dans l'embarras.

Au contraire, à Haeren, par le soin tout particulier apporté à l'œuvre de placement, chaque semaine des lits deviennent libres; le roulement est continu; — et avec ses faibles ressources, son modeste dortoir et sa petite culture, l'œuvre recueille chaque année plus de deux cents personnes, les préserve de la misère, de la prison et les ramène dans la voie du travail et de l'honneur.

Ce n'est pas pour critiquer le système hollandais, qui a sa raison d'être, de par les circonstances, d'où il tire son origine, de par la nature du pays, de par le nombre et le caractère de sa population. Ce n'est pas non plus un blâme à l'adresse du comité de la Société de Bienfaisance des Pays-Bas, dont l'intelligence et le sens pratique n'ont d'égal que le désintéressement et le dévouement de tous les instants.

Mais si nous examinons ces deux créations à notre point de vue national, c'est-à-dire au point de vue du profit que nous pourrions en tirer pour notre pays, c'est évidemment au système belge d'assistance par le travail agricole que nous devons donner la préférence, comme étant celui qui, avec le minimum de dépenses et l'organisation la plus sommaire, donne les résultats les plus rapides, au profit du plus grand nombre possible d'individus.

« La plupart du temps, écrivit dernièrement un de nos juristes les plus distingués, c'est faute d'une intervention judiciaire et prompte que des hommes, dont les capacités et l'intelligence sont au-dessous de la moyenne, descendent les degrés de l'échelle sociale. L'ouvrier sans travail, pressé par la faim et le froid, n'a qu'à choisir entre la mendicité, une mauvaise action ou le dépôt. » C'est le dépôt qu'il choisit généralement, et,

dans l'état d'abattement où il se trouve, on ne peut demander de lui ni un acte de courage, ni une grande résolution.

La promiscuité avec les vagabonds et les malfaiteurs, le régime du Dépôt, l'allure quelque peu brutale d'un personnel qui a parfois 3 ou 4 000 sujets, et des pires, à tenir en respect (et c'est là son excuse), l'absence de tout réconfort moral, tout cela n'est pas fait pour relever un homme. On le sustente, on l'héberge pour un temps, puis on le rejette sur la voie publique, en lui recommandant de se tirer d'affaire comme il pourra.

A cela on objectera qu'il est impossible à une grande administration publique de pourvoir au placement de ceux qui viennent par milliers échouer à sa porte, et que c'est déjà une charge énorme de les abriter, de les nourrir, de les occuper tant bien que mal à des travaux intérieurs. On est submergé par ce flot qui augmente d'année en année.

Mais ne devrait-on pas plutôt rechercher s'il n'appartient pas à d'autres qu'aux pouvoirs publics d'apporter une solution, au moins partielle, un remède au moins relatif, à ce douloureux état de choses?

N'y aurait-il pas un rôle hautement bienfaisant et moralisateur à jouer, en venant au secours de l'individu non coupable — en offrant à celui qui ne demande qu'à travailler, mais que l'adversité poursuit, un refuge d'aspect familial, exempt de contrôle policier, où il puisse gagner sa nourriture avec ses bras, et attendre des jours meilleurs?

N'y a-t-il pas lieu d'apporter aussi dans ce genre de charité et d'assistance des idées nouvelles de décentralisation, d'alléger les grandes villes de tant de lourdes charges, de tant de malsaines agglomérations?

Ce qui a assuré le succès des colonies ouvrières en Hollande en Belgique, en Allemagne, ce sont les initiatives particulières et locales. Des hommes dévoués, pénétrés de leurs devoirs sociaux vis-à-vis de leurs concitoyens malheureux, se sont mis les premiers à l'œuvre. Les souscripteurs sont venus ensuite; puis les municipalités, les provinces, l'État même, qui ont consolidé par leurs subventions, par des concessions de terre ou de bâtiments l'entreprise qui leur apparaissait clairement

comme un allégement de leurs charges, comme un avantage pour la mise en valeur des terres, comme un élément d'amélioration rapide de la condition des travailleurs malheureux.

Que serait-ce le jour où l'initiative privée se mettrait en mouvement chez nous pour propager dans plusieurs centres à la fois le principe et la mise en pratique de l'assistance par le travail agricole ?

L'œuvre ne présenterait cependant pas de grandes difficultés ni beaucoup d'inconnu. Il n'y a même pas à inventer, il n'y a qu'à copier, qu'à faire un choix parmi les exemples probants que nous avons sous les yeux, surtout en Belgique et en Allemagne ; car ces deux nations ont déjà résumé à leur profit les expériences faites antérieurement dans les autres pays.

A défaut de concessions de terres (car dans bien des départements, il n'y a pas de terres dont l'État puisse disposer), on commencerait par louer quelques hectares ; on y élèverait de ces constructions peu coûteuses et peu compliquées dont l'industrie moderne nous offre de si nombreuses combinaisons. — Il faudrait un peu d'argent et beaucoup de dévouement personnel, — deux choses faciles à trouver chez nous, chaque fois qu'il s'agit de venir en aide aux infortunes imméritées et de remédier à des injustices sociales.

Et qui sait si, un jour, une entreprise semblable ne serait pas le terrain de rapprochement entre les fortunés de ce monde, faisant œuvre de libéralité, et les délégués des Bourses du Travail, faisant œuvre de placement, dans une large communauté de sentiments et d'intérêt, en faveur de ceux qui peinent et qui s'égarent ! Ne se réclamant d'aucun parti, d'aucune confession, ouverte à toutes les bonnes volontés, elle aurait de quoi tenter tous ceux qui pensent comme nous, qu'il y a dans chacun de nos départements, d'une part, beaucoup de situations douloureuses à soulager, bien des chutes à prévenir, et, d'autre part, bien des concours à mobiliser, bien des ressources à mettre en va leur.

D'autres grands pays n'ont pas attendu si longtemps ; ce serait déchoir de notre rang et manquer à nos traditions de progrès et d'humanité que de rester plus longtemps en arrière.

Sauver de la prison ceux dont le seul crime est de ne pas trouver d'ouvrage, faire des désespérés de la vie des travailleurs honnêtes et courageux, voilà de quoi tenter la générosité des riches, le dévouement de tous ceux qui croient au progrès, en matière de philanthropie et de réhabilitation sociale.

Aucune tâche ne serait plus efficace pour rapprocher des éléments que l'on veut mettre en guerre les uns contre les autres, pour ramener au bien des victimes de l'adversité, pour apaiser les haines et les rancunes que suscitent le malheur et la souffrance. — Il ne faut pas qu'au seuil du xx^e siècle, on puisse, dans un pays démocratique et civilisé, voir un travailleur errer sans secours et sans appui, ni succomber aux lamentables suggestions du désespoir ou de l'abandon.

GUILLAUME BEER.

SIMPLICE

CONTE DE NOËL ⁽¹⁾

Il y avait dans un coin des montagnes de la Creuse une famille de paysans qui ne vivait pas en paix. Elle se composait du père paralytique et de quatre garçons dont l'âge variait de dix à seize ans. Ils étaient violents, et s'ils ne connaissaient pas la douceur, c'était sans doute parce qu'ils avaient perdu la mémoire des baisers de leur mère défunte. Ils étaient paresseux et par conséquent travaillaient sans joie ; ils étaient égoïstes et par conséquent toujours mécontents, ayant fait de leur personne une idole insatiable. Ils méprisaient leur père parce qu'il ne pouvait rien pour eux, et au lieu de le servir avec déférence, ils le narguaient de sa faiblesse. Aussi le cœur du malade s'était aigri, et il restait tout le soir dans son vieux fauteuil de paille, impuissant, jusqu'à ce que la résine fût consumée, songeant à son malheur et murmurant contre l'injustice de Dieu. Alors le domestique, animé de l'humeur mauvaise des maîtres, le portait sans égards sur sa paillasse où il l'étendait.

Un hiver, vers le temps de Noël, cette famille était réunie autour de l'âtre et soupait de châtaignes bouillies trempées dans du lait, de pain noir et d'une boisson faite avec des poires. Ils demeuraient silencieux. Le père songeait tristement à sa belle métairie qu'il avait soignée vingt ans durant avec tant d'amour et qui périssait dans les mains de ses enfants et de ce domestique sans bonne volonté, les frères se chichaient pour

(1) Ce conte a été composé à l'intention des enfants de l'Union française pour le sauvetage de l'enfance, et leur a été lu à l'arbre de Noël.

des motifs futiles qui ne méritaient pas d'arrêter un instant l'attention, le chien Tomy rêvait en regardant fixement les flammes quand le valet s'écria :

— Mais qu'a donc ce chien, il est agité comme un veau !

En effet, Tomy remuait la queue et rabattait les oreilles sans inquiétude et son museau tourné vers la porte semblait indiquer qu'un visiteur approchait.

Comme il n'aboyait pas, on n'y prit pas garde plus longtemps et le maître, qui ne se piquait pas de faire des comparaisons exactes, répondit :

— Ce chien se nourrit trop, il devient gros comme un loup.

— Il a mangé toutes les poules, dit l'un des garçons.

— Dame, reprit le valet, il ne veut pas que les poules viennent picorer dans sa soupe ; sa soupe, c'est à lui, pas moins.

Et il se redressa tout fier d'avoir pris parti contre ces poules dont l'estomac de Tomy s'était si bien trouvé.

— Il n'en mangera plus, gronda l'ainé des fils, car je lui en ai pendu une au cou pour l'en dégoûter.

Le plus jeune dit en ricanant :

— C'était notre dernière, c'est pour cela qu'il n'en mangera plus.

— Laissez Tomy tranquille, repartit le maître, il vaut mieux que vous.

Mais on entendait vraiment un craquement léger de pas et la porte s'ouvrit soudain. L'on vit un enfant sur le seuil, et derrière lui, toute blanche de neige immaculée, la campagne, sous a lune, avait un air irréel de paysage céleste.

Ce n'est pas la coutume de chasser un hôte de son foyer par un jour de neige, par un jour tout proche de Noël, et, dans toute autre chaumière de la vallée, on aurait offert au petit inconnu, outre sa place à l'âtre, une part du souper.

Le maître s'étant tourné à demi se contenta de grommeler :

— Allons, approche, vaurien, chauffe-toi et puis décampe. L'enfant surgit en pleine lumière. C'était un beau garçon

de douze ans vêtu pauvrement et à la mode des enfants de ces campagnes, il s'assit sur la pierre de l'âtre aux pieds de l'infirme et lui dit en le regardant avec des yeux pleins de candeur :

— Ne me chassez pas, je veux rester ici.

— Rester chez moi, fit l'homme avec mépris, est-ce que je n'ai pas assez de ces paresseux d'enfants à manger mon pauvre bien et la terre nous a-t-elle donné des grains de reste ? D'où viens-tu, toi, d'abord ?

Le nouveau venu eut un joli sourire muet et montra l'orient, puis il se tut, baissa les yeux, et, tirant de sa veste une grive à demi-morte de froid, il l'échauffa doucement pour la ranimer.

Au bout d'un moment l'homme remarqua que le petit étranger arrangeait avec soin sa couverture qui avait glissé sur ses jambes amaigries de malade, puis ramassait une à une toutes les brindilles de bois perdues dans les cendres, les rassemblait et en avivait le feu à demi-mort que personne ne s'avisait d'entretenir, de sorte qu'une bonne chaleur pénétrait ses moelles. Il fit réflexion aussi que le chien avait posé la tête sur les genoux du petit, ne flairant pas un méchant, que ses membres étaient forts, ses mains déjà fermes et endurcies au travail et qu'il lui obéirait peut-être. Il consentit à le garder quelques jours.

Et quand le brutal valet eut couché le vieil homme, celui-ci sentit des mains adroites qui bordaient sa paillasse, redressaient son oreiller, puis effleuraient son front d'une caresse et, comme sous l'empire d'une magie, il s'endormit d'un bon sommeil qu'il ne connaissait plus.

Le lendemain il y avait tant de neige autour de la chaumière qu'il fallut la débayer avec de grands et lourds balais de bouleaux, elle roulait à droite et à gauche en atomes menus et brillants plus blancs que de la rapure de marbre, et, peu à peu le chemin se découvrait tout noir au-dessous. Les fils du mélayer ne cessaient pas de se plaindre, soufflant dans leurs doigts, essuyant leur nez mouillé sur la manche rude de leur veste, puis ils se chicanèrent, s'accusèrent de paresse, inter-

rompirent leur besogne pour se battre. Cependant le petit étranger se mit avec ardeur au travail et quand les frères furent las de s'invectiver, ils virent que le sentier était tracé jusqu'à la route et que le chien Tomy y gambadait fou de joie.

Un peu honteux, ils suivirent cet enfant à l'intérieur de la maison, et le maître, accoutumé à leur lenteur, s'écria :

— Avez-vous sitôt fini?

— Nous n'avons pas perdu de temps, répondit l'étranger.

Et ils n'osèrent protester ni même se regarder.

Il demeura avec eux les jours suivants, participant à tous les travaux du dehors, coupant le bois à la serpe et à la hache, ramassant les fougères, entassant les feuilles mortes dans les châtaigneraies, hachant les betteraves dans la grange, ainsi qu'il est coutume à cette époque de l'année, et, si les autres ne faisaient rien, s'allant mettre tout seul à la besogne, où bientôt les frères, entraînés par son exemple et dominés par son inflexible douceur, ne tardaient pas à le rejoindre.

Il ne riait, ni ne pleurait, ni ne se plaignait; il ne parlait ni de son père, ni de sa mère, et paraissait avoir oublié sa patrie. Quand on lui demandait son nom, il secouait la tête sans répondre et comme, avec cela, il obéissait sans murmurer et ne parlait que quand c'était nécessaire, on le crut idiot, parce que ceux qui n'ont pas de sagesse prennent volontiers celle-ci pour de la naïveté. Et comme il était simple, on l'appela Simplicie.

Insensiblement une paix inconnue pénétrait dans la chaumière. Simplicie parlait si doucement que les frères n'osaient élever la voix aussi haut que par le passé; le paralytique ne s'impatiait presque plus contre ses fils parce qu'il était aimé de Simplicie et que le tendre et impérieux regard de l'enfant, sans qu'il s'en rendît trop compte, fondait sa colère aussi vite qu'un flocon de neige à la flamme.

Les travaux rustiques se poursuivaient avec plus de régularité. Le poulailler regorgeait de poules et l'on ne savait comment Simplicie avait convaincu le chien, son grand ami, de n'en plus manger aucune. C'est que Simplicie avait le don de se faire aimer, le don du ciel qui donne la puissance de se faire comprendre et obéir même d'un pauvre animal. Sans saisir

encore la réelle beauté du travail joyeusement accompli, les frères en avaient contracté la noble habitude. Quelquefois l'un disait : Je ne suis pas bien ici et ma tâche est trop rude. Alors Simplicie changeait aussitôt de place avec ce dernier et exécutait sa besogne avec tant de goût et de promptitude que l'autre en était surpris et avait honte de s'être plaint. Il arrivait que le cadet des garçons, un petit coiffé de cheveux roux et hérissés, était chargé de paître la vache ; il jurait, tempêtait après la pauvre bête, l'accusant de toutes sortes de méchantes incartades, et il la ramenait le soir à grands coups de fouet dans l'étable ; le même animal, veillé par Simplicie, broutait paisiblement sans chercher à allonger sa corde : voyant cela, le gamin se rendait bien compte que c'était lui qui était méchant et non la vache.

Cependant comme le maître et ses fils croyaient Simplicie *un innocent*, ils ne remarquaient pas assez que ses idées étaient belles et bonnes et que de les suivre rendait toute besogne légère, de sorte qu'ils ignoraient que la Sagesse même les avait visités.

Bientôt une année était accomplie depuis que l'enfant étranger avait franchi le seuil de la chaumière. Au fur et à mesure que s'écoulaient les jours, les paroles de Simplicie devenaient plus rares, mais remplies davantage d'inoubliables choses. Un jour, il mena ses frères, car il donnait maintenant ce titre aux fils du paysan, dans les champs et il les arrêta près du dernier sillon où l'on venait de jeter le blé et qui formait une courbe veloutée sur le renflement de la colline. — Voyez, dit-il, quand on a couvert la semence, il faut pour la faire germer de longs jours d'attente, — et un geste de lui leur fit saisir la désolation morne de la terre nue, — mais bientôt il y aura ici de l'herbe drue qui portera plus tard un blé superbe que ne brûlera pas le soleil.

Et ils songeaient entre eux : « L'idiot est sorcier, il lit dans l'avenir, il sait que le blé sera lourd. »

Mais les arbres secouèrent toutes leurs feuilles qui jonchèrent les bois de leurs grandes mains d'or frémissantes au vent ; les bruyères qui revêtent les montagnes de la Creuse d'une gloire pourprée pâlirent, la neige vint qui couvrit les rochers

de granit bleu et rendit noirs les yeux des sources claires, et de nouveau on se réunit autour de l'âtre, le soir, pour manger les châtaignes en parlant des fées défuntées. Et l'on attendit la Noël dans la chaumière, mais avec un cœur plus joyeux.

Or, la veille de cette grande fête, le maître paralytique tomba dans des réflexions profondes et eut des pensées qui ne lui étaient jamais venues.

Il appela Simplicie.

L'enfant vint et le paysan lui dit :

— Simplicie, quand tu es venu chez moi, tout allait mal, tu as apporté l'ordre et l'aisance sous ce toit. Es-tu sorcier comme le disent mes fils et quel est ton secret?

Les yeux du jeune étranger brillaient d'un vif éclat et d'une grande joie, il répondit :

— Je n'ai que de la bonne volonté.

— Écoute-moi encore, dit le maître qui se sentait tout attendri; je ne me reconnais plus, au lieu de penser toujours à mon malheur comme jadis, je ne songe qu'à veiller de loin sur ma terre et à donner des conseils judicieux aux travailleurs. Les bêtes sont redevenues grasses et propres, à l'août le blé emplira les greniers, le domestique a soin du cheval et ne me brutalise plus, petit Simplicie, c'est de toi qu'est venu tout ce bien, tu ne me quitteras jamais?

— Homme, répondit l'enfant, je serai toujours avec toi.

On mit la bûche de Noël dans l'âtre ce soir-là; c'était une massive racine de chêne où s'attachait encore un lierre fidèle, mais, quand elle flamba, Simplicie ne la vit pas, il avait disparu.

Et pour la première fois le paralytique se coucha sans avoir reçu son bonsoir si doux et ses tendres soins.

Il lui sembla qu'il s'assoupissait en pleurant, puis qu'il se réveillait tout à coup, que Simplicie était au pied de son lit souriant.

Alors le paysan s'écria, à sa vue.

— Comme tu rentres tard. Où étais-tu, méchant enfant?

Puis une terreur le prit, car Simplicie n'avait plus ses vêtements de petit pâtre. Il était environné comme d'une nuée lumineuse. Il disait :

— Adieu, maintenant je m'en retourne vers mon Père. Et le paysan s'était mis à genoux sur son lit et il sanglotait :

— Ah ! Simplicie, ah ! Seigneur Jésus, car je te reconnais à cette heure, tu avais promis de ne pas me quitter.

— Je ne t'ai pas quitté, puisque tu es résigné et bon, répondit l'enfant ; puis il disparut, et il ne resta qu'une grande lumière là où il s'était montré.

Réalité ou songe, elle éclaira l'âme du paralytique et l'emplit d'espérance.

JACQUES FRÉHEL.

LA SOLIDARITÉ

SOCIÉTÉ EN FAVEUR DE L'ENFANCE MALHEUREUSE

A LAUSANNE (SUISSE)

J'ai dit, dans un précédent article (1), que le sort de l'enfance malheureuse préoccupe, en Suisse, nombre d'esprits réfléchis appartenant à toutes les classes sociales. Dans le canton de Vaud, pays protestant où il est presque de rigueur pour les desservants du culte d'être mariés, partant pères de famille, laïques et ministres de la religion, aussi compétents les uns que les autres sur les questions qui se rapportent à l'enfance, ne cherchent point à agir séparés. De plus, l'État, loin d'entraver l'effort individuel, accorde volontiers son concours, reconnaissant à celui qui lui fournit une idée bienfaisante et pratique. Rien de plus facile, aux promoteurs de bonnes œuvres, que d'obtenir du gouvernement des concessions gracieuses, des facilités matérielles.

C'est ainsi qu'en 1881, à Lausanne, la première idée de la Solidarité fut donnée par MM. Dufour et Chapuis, employés bureaucratiques à la gare des marchandises. A eux deux, ces altruistes avaient rédigé un programme préliminaire dont chaque terme avait été mûrement réfléchi. Ensuite ils avaient convoqué le plus possible de leurs concitoyens, n'ayant garde d'oublier leurs chefs et supérieurs. Au bout de quelques mois de tâtonnements, la Société se trouvait fondée, et elle fonctionnait sous l'impulsion d'un comité directeur. Dans ce comité, je

(1) Les cantines scolaires, n° 4 de la *Revue Philanthropique*.

relève surtout des noms officiels. D'abord celui de M. le juge cantonal Gustave Correvon, actuellement encore président de la Solidarité. Le nom de M. Samuel Cuénoud, à cette époque maire de Lausanne ; celui du directeur des postes, M. Delessert ; celui d'un conseiller d'État en retraite, M. J. Berney ; d'autres encore, qui équivalent à un gage donné par le gouvernement. Et cela démontre que les parrains de la Société nouvellement née n'entendaient pas rester inactifs. Cinq ans plus tard, devenue grande fille, la Solidarité était, le 1^{er} mars 1886, reconnue personne morale par décret du grand Conseil (Chambre des députés de l'État de Vaud) et inscrite de ce chef au registre du commerce.

En France, elle avait déjà pris rang : le 23 juin 1884, la Société française d'encouragement au bien lui avait décerné un diplôme d'honneur.

Son but ? A la fois généreux et fort simple. Retirer les enfants pauvres de leur milieu naturel, si ce milieu est vicié, puis les conduire elle-même jusqu'à l'âge d'homme. En outre, venir en aide aux pères de famille honnêtes et travailleurs, trop pauvres pour élever leurs enfants avec soin. Adopter, de plus, les orphelins, les abandonnés, et leur reconstituer un foyer.

Pour mettre en pratique ces intentions excellentes plusieurs moyens sont préconisés, et les circonstances particulières à chaque enfant en déterminent l'emploi. Aux rejetons du vice et de l'alcoolisme allèrent d'abord les premières sollicitudes. Enlevés à ceux qui les éduquent pour le mal, ils sont placés dans des familles honnêtes, et la Solidarité qui paie leur pension leur devient comme une très haute et peut-être un peu lointaine providence. Je dis *lointaine*, car, étant donné que le désintéressement sincère a peu cours dans le monde, on ne peut toujours éviter certaines expériences fâcheuses. Mais, avant de voir les résultats, il faut considérer l'intention première, telle qu'elle se trouve exposée dans divers statuts du comité :

ART. 14. — La Société exercera son action, soit en aidant financièrement des parents capables d'élever leurs enfants dans des principes d'ordre et de moralité, soit en plaçant les enfants chez des personnes dignes de confiance.

ART. 15. — Les enfants seront admis, sauf les cas d'urgence, par ordre d'inscription, *sans égard à leur nationalité ou à leur religion.*

ART. 16. — Les demandes d'admission d'enfants devront être présentées au comité par des membres de la société. Ceux-ci rechercheront les enfants malheureux et ils n'oublieront pas que les besoins les plus grands se trouveront souvent chez les pauvres honteux.

ART. 17. — La Société prend à sa charge en tout ou en partie les dépenses nécessaires pour mettre les enfants admis en état de gagner leur vie, quand ils auront atteint l'âge et les connaissances nécessaires.

ART. 18. — Le comité et ses assesseurs surveilleront les enfants en bons pères de famille et les suivront dans leur développement, afin de connaître leurs aptitudes et leurs goûts pour les aider dans le choix d'une carrière.

Ces points principaux réglés, restait à déterminer l'âge d'admission et de sortie. En principe, il fut fixé comme début à celui de cinq ans, comme limite (pouvant dans certains cas être dépassée) à celui de dix-neuf.

Mais la grande, la sérieuse difficulté, fut de trouver la famille idéale à laquelle on confierait le petit pensionnaire. Outre la question de parfaite moralité, il fallait compter encore avec des nécessités matérielles. Ce n'était pas seulement l'âme, c'était aussi le corps du déshérité qui réclamait une nourriture meilleure. Et, pour la culture de la première, pour les soins nécessaires au second, la Solidarité ne pouvait offrir qu'une mince pension de 15 à 18 francs par mois. Dans une ville, la chose était compliquée ; à la campagne, dans des villages retirés elle devenait plus facile. Mais il arriva que ce qu'on gagnait en hygiène, on le perdait en culture morale. L'enfant poussait au hasard des champs comme une herbe folle. Il arriva même que certains logeurs, attirés par le seul gain de la mensualité régulière, ne se montrèrent guère supérieurs aux parents jugés indignes... Et il fallut un grand courage pour persévérer quand même.

Cependant, [dressé à dure école par ces expériences bru-

tales, on finit par augmenter considérablement les chances de réussite. Tel qu'il est actuellement organisé, le placement dans les familles campagnardes offre de meilleures garanties qu'au début. D'abord, sur les logeurs qui s'offrent, des renseignements sont demandés au maire de la localité qui connaît assez bien ses subordonnés, puis au pasteur de cette même localité, qui peut-être les connaît encore mieux. La première condition, c'est qu'ils habitent une autre commune que celle habitée par les parents de l'enfant, ce qui est une précaution fort sage. La seconde est qu'ils puissent justifier d'une existence suffisamment large pour qu'on n'ait pas à redouter une alimentation trop ascétique, un logement malsain. On leur demande aussi « de jouir d'une réputation irréprochable, d'avoir de l'ordre domestique, des sentiments paternels vis-à-vis de l'enfant adopté ». Il faut encore qu'ils soient de la même confession religieuse que lui, et défense leur est faite d'avoir plus de trois pensionnaires à la fois.

Tout cela trouvé — l'on juge si c'est facile ! — la Solidarité avant de conclure aucun contrat avec le logeur exige une période d'essai qui doit durer un mois. Pendant ces quatre semaines, l'enfant a le temps de s'acclimater à sa vie nouvelle, et de son côté l'hôte peut l'étudier à l'aise. Tâche évidemment ardue des deux côtés, et qui plus d'une fois a procuré, procurera de lourds soucis au Comité bien intentionné. Suspicion, manque de patience, injuste sévérité d'une part; sornioiseries, vices héréditaires, rébellion à toute contrainte de l'autre, produisent, hélas ! des chocs qui endurecissent encore ces âmes déjà trop fermées. Le Comité l'a si bien compris, qu'il se réserve expressément le droit de retirer l'enfant « en tout temps, *sans avertissement préalable et sans indemnité* ».

Enfin supposons l'élève placé et bien placé, et voyons-le entrer dans sa nouvelle famille. D'abord, une première joie bien inconnue, celle de posséder un trousseau modeste, mais parfaitement en ordre.

Il y a un article 20 qui parle ainsi : « Si les parents ne peuvent le lui procurer, les frais sont à la charge de la Solidarité. Le Comité demande, suivant les circonstances, à la commune

d'origine de l'enfant, de participer aux dépenses occasionnées par l'achat du trousseau. Il doit être tenu par le secrétaire de la société une note exacte de tous les objets constituant le trousseau de chaque enfant. »

Voulez-vous maintenant savoir de quoi il se compose ?

Pour les garçons : un vêtement complet d'été, comprenant veston, gilet et pantalon. Un vêtement d'hiver. Un pantalon de travail et une blouse. Deux paires de souliers et une paire de socques. Un chapeau de feutre, un chapeau de paille, une casquette. Six chemises; six mouchoirs de poche; trois cravates; six paires de chaussettes en coton; trois paires de chaussettes en laine. Un peigne, un peigne fin, une brosse à cheveux.

Pour les fillettes : trois robes, dont deux en laine. Quatre jupons dont deux en laine. Deux camisoles; deux bonnets, quatre bonnets de nuit. Quatre tabliers. Un châle en laine. Deux chapeaux, six chemises, six mouchoirs de poche, trois paires de bas en laine, six paires en coton. Quatre fichus. Deux paires de souliers. Un peigne, un peigne fin, une brosse à cheveux.

Lorsque ces vêtements sont fournis par la Solidarité, le logeur doit veiller aux réparations et aux soins de propreté, pouvoir en tout temps montrer le petit bagage intact. C'est même pour les fillettes un excellent apprentissage de la vie ménagère.

Je ne sais si je me trompe : mais il me semble que, pour ces dernières, accessibles par leur sexe aux séductions de la toilette, il me semble que cette provision d'objets personnels, remplaçant tout à coup les maigres loques habituelles, doit leur procurer une sensation douce non encore éprouvée, celle de se sentir « vêtues comme tout le monde ». Malheureusement cette abondance peut leur devenir une source de tracasseries et de rappels à l'ordre. Si elles ont affaire, ces infortunées, à une ménagère pointilleuse, quelque peu revêche, comme il n'en manque pas en pays protestant, nul doute qu'elles n'arrivent à maudire cette richesse intempestive, à regretter la misère de jadis. Mais si l'on sait s'y prendre, quelle leçon de choses pour leur apprendre la tenue d'un ménage !

Autre enseignement, bien plus compliqué et plus délicat :
« L'élève doit avoir un lit particulier ; il ne peut coucher avec un autre enfant ou une grande personne sans l'autorisation formelle du Comité.

« Les garçons âgés de plus de douze ans, et les filles ayant plus de onze ans ne peuvent également pas coucher dans la même chambre que des grandes personnes sans que le Comité ait donné expressément son consentement. »

Précaution excellente, quoique tardive, hélas ! Si l'on songe aux entassements des logis ouvriers, et à la précoce expérience des enfants venus au monde dans certains bouges par trop encombrés !

Afin de remédier autant que faire se peut aux mauvais exemples, on réduit au minimum les relations de l'enfant avec son milieu primitif. Aucun pensionnaire ne peut quitter — ne fût-ce que pour un jour — la famille où il est placé sans autorisation du Comité. Ses rares visites à la maison paternelle ne sont permises par ce dernier que lorsque le moral de l'enfant ne doit pas souffrir de ce retour momentané à ses habitudes d'autrefois. En outre, il est bien recommandé au logeur d'occuper son pensionnaire. A côté des heures d'école auquel nul, en Suisse, ne peut se soustraire jusqu'à l'âge de seize ans (car la loi est formelle et veille sévèrement), il est facile, à la campagne, de trouver l'emploi d'une journée. Certains garçons de douze à seize ans, sains et vigoureux, peuvent fort bien remplir l'office d'un petit domestique de ferme. Très judicieusement, les fondateurs de la Solidarité ont prévu la chose, et ils s'en sont servis pour diminuer la pension de l'adolescent capable de se rendre utile, tandis qu'on augmente fréquemment la pension d'un enfant très jeune exigeant de nombreux soins. Par la même raison, certaines pensions sont abaissées durant les mois d'été où se font les travaux agricoles, tandis qu'elles se relèvent pendant l'inactive saison d'hiver. Voici là-dessus les dispositions du Comité :

« L'éducation d'un enfant en bas âge exigeant beaucoup de soins et d'affection, le prix de pension de l'enfant au-dessous de neuf ans doit être suffisamment rémunérateur pour que le

Comité puisse exiger les soins et le dévouement nécessaires de la part de la famille à laquelle l'enfant est confié.

« Par contre, pour les enfants plus âgés, il faut tenir compte des services qu'ils peuvent rendre à la famille chez laquelle ils habitent. (Si l'élève est employé à des travaux de ménage ou agricoles, l'on ne peut exiger de lui que des travaux convenables et modérés et à la condition encore qu'ils ne soient pas de nature à nuire à son développement physique, intellectuel et moral.)

« Pour les garçons placés dans les villes, les circonstances sont différentes, puisqu'ils ne peuvent généralement pas rendre les mêmes services aux familles qui leur fournissent la pension. Pour ceux-ci le prix va en augmentant jusqu'au moment où ils entrent en apprentissage.

« En ce qui concerne les filles, il doit être également tenu compte, pour le prix de la pension, des services qu'elles peuvent rendre dans l'intérieur du ménage. »

Ainsi est enlevée, pour certains qui ont la fierté du cœur, l'humiliation de se sentir tout à fait redevables à la bienveillance d'autrui. Peut-être, du reste, ce sentiment est-il rare, presque introuvable. Nul doute qu'il ne devienne plus fréquent à mesure que s'affineront les masses populaires.

Une bonne éducation ne va point sans une bonne hygiène. Les logeurs sont tenus d'avertir le Comité sitôt que se produit la moindre maladie. Pour parer aux malaises on a les médecins et les pharmaciens de campagne, dont la Solidarité ne peut assez louer le désintéressement. Pour les cas graves, on a recours à l'hospice de l'enfance, ou même à l'hôpital cantonal. Ces deux établissements, situés à Lausanne même, sont tous deux de premier ordre, et leur renommée s'étend bien plus loin que la frontière suisse. Dans l'une et l'autre maison, les petits malades, installés dans des dortoirs rayonnants de lumière, visités par un personnel médical de valeur exceptionnelle, reçoivent à prix réduit les soins les plus minutieux. Lorsque l'enfant est ressortissant d'une commune à l'aise, c'est à cette dernière qu'on présente la note des frais. Il peut arriver que le traitement soit fort long : certaines maladies de misère

remontent à des sources si lointaines qu'elles sont inguérissables... Malgré tout, les rapports du Comité constatent — non sans orgueil — combien la mortalité de ses protégés est faible.

Pour veiller à tant de préoccupations diverses, le comité siégeant à Lausanne (et ne se déplaçant qu'en des occasions solennelles) a dû, cela se comprend, se donner des aides. Un peu partout, dans le canton dont Lausanne est le chef-lieu, il s'est choisi des membres auxiliaires qu'il a baptisés du nom d'*assesseurs*. Ceux-ci doivent en référer pour toutes choses au groupe siégeant dans la capitale; mais pour les questions de détail et surtout pour les inspections, leur utilité est grande. Car la vérification du bien-être des enfants est la vraie pierre d'achoppement de la Solidarité. L'on devinera sans que je m'y appesantisse combien il est difficile et délicat d'obtenir, soit des logeurs, soit des enfants, des attestations parfaitement véridiques. Partout où il y a dissentiment, il y a passion. Alors, comment savoir ce qui est exactement équitable?

Pour résoudre cette difficulté grave, la Solidarité s'est inspirée de son principe primordial, qui est, nous l'avons vu, de recréer une famille aux enfants orphelins ou mal partagés. Faisant de cet idéal moral une réalité effective, elle imagina de nommer un protecteur spécial à chaque enfant pris sous sa sauvegarde. A chacun donc, le Comité central désigne un correspondant qu'il appelle *patron*. Ce patron a mission de suivre cet enfant tout spécialement, de visiter ses logeurs, d'inspecter sa nourriture, de vérifier les méthodes d'éducation mises en usage pour lui, enfin d'envoyer sur son développement de fréquents rapports au Comité directeur.

Sans peine on conçoit combien cette fonction exige de tact, de finesse, de bonté éclairée. Elle ne saurait donc être confiée au premier venu, d'autant que les rapports avec le logeur doivent être empreints d'une certaine cordialité; que la morgue et le ton cassant iraient à l'encontre du résultat désiré. Aussi, dans les campagnes, le grand recours du Comité est-il encore le maire et surtout le pasteur. Les fonctions de ce dernier, qui comportent de nombreuses tournées pastorales, se combinent

à merveille avec cette inquisition nécessaire au bien de l'enfant.

De plus, le pasteur jouit en général d'une considération qui lui permet de pénétrer au cœur des familles. Il a les aveux et les confidences; on le juge moins intimidant que « le Monsieur de la ville ». Autre avantage : le répondant des fillettes devant être une femme, la compagne du pasteur est pour cet emploi au moins aussi qualifiée que son mari. D'après les statuts de la Solidarité, chaque enfant doit recevoir la visite de son patron ou de sa patronne au moins tous les quatre mois, et le Comité central doit être chaque fois avisé du résultat moral et sanitaire.

C'est beaucoup, si l'on considère le nombre d'assistés placés en tutelle; c'est peu, si l'on envisage la besogne morale. Car il est terriblement encombré de mauvaises herbes ce champ qu'on veut ensemençer de bon grain ! Souvent tout est à faire, et l'enfant, vrai sauvageon battu de tous les vents et de toutes les averses, n'a jamais distingué le mal du bien. Les plus jeunes ne sont pas plus indemnes que les plus âgés; entre ce qu'ils voyaient faire à leurs parents réels et ce qu'on leur interdit de faire dans leur famille adoptive, quelle confusion pour une frêle cervelle ! Rien d'étonnant à ce que l'un des défauts les plus souvent signalés au Comité soit le mensonge. A côté de celui-là figure un goût furieux pour l'indépendance et les longs vagabondages. Habitudes d'autant plus difficiles à extirper qu'elles sont le résultat de profonds atavismes et amènent parfois les enfants à s'enfuir de chez leurs logeurs. Car beaucoup préféreraient le gîte problématique et les nourritures incertaines à la vie régulière, tracée d'avance, coupant toute issue à l'imprévu et à la fantaisie. J'ai dit, du reste, que certains logeurs sont loin d'être à la hauteur de la mission qui leur est confiée, et qu'il serait à désirer que leur éducation, à eux aussi, fût refaite et complétée.

Je ne puis m'empêcher de songer que, lorsque l'enfant s'enfuit, cela suppose au moins une assez forte somme de douleurs comprimées. Les fugitifs sont vite repris, du reste. D'aucuns s'échappent encore. Deux fois, trois fois, on les ramène au logis détesté, à moins qu'il ne soit prouvé que le logeur est dans son

tort, auquel cas l'enfant est changé de demeure. Si malgré tout cet enfant persiste à vouloir reprendre sa vie errante et ballottée, de guerre lasse on l'abandonne.

Dans les rapports du Comité, je trouve la mention de ces abandons, qui toujours ont des origines attristantes. En premier lieu, les déplorables conseils donnés aux enfants par des parents qui savent tromper toutes les surveillances. Quelques-uns des petits pensionnaires ont été littéralement *volés* à la Solidarité, et celle-ci n'a jamais pu les reprendre. Il est arrivé aussi que des pères, des mères, se sont énergiquement refusés à laisser leurs enfants sortir de chez eux ! Et ces parents étaient de ceux qui donnaient les pires exemples. En pareil cas, la Solidarité peut provoquer l'interdiction des pouvoirs paternels, et obtenir de l'État que l'enfant lui soit confié. Mais ce sont moyens extrêmes qu'on répugne à employer.

On les emploie pourtant, surtout lorsque l'objet en litige est une fillette guettée par la débauche.

Une difficulté encore, c'est le flottement qui se produit chez les jeunes gens, lorsque l'âge est venu pour eux de choisir leur carrière. Entre tant de métiers qui s'offrent, lequel choisir ? Peu habitués à raisonner leurs actions et leur vie, ils hésitent, se trompent de voie, au bout de quelques mois s'aperçoivent de leur erreur, et tout est à recommencer. D'aucuns ont réussi cependant à conduire jusqu'au bout leur apprentissage, puis, ayant gagné une somme suffisante, se sont fait une joie de rembourser la Solidarité des dépenses faites pour eux, — remboursement toujours bien accueilli : c'est la rançon d'un nouveau prisonnier de misère.

Car pendant bien des années elle ne fut pas riche, la Solidarité. Elle connut même le déficit sous toutes ses formes, ayant souvent plus d'enfants à sa charge que ses revenus ne l'auraient comporté. Très brave, elle fit face aux difficultés, rognant hardiment son capital de réserve lorsqu'elle se trouvait au-dessous de ses affaires, n'hésitant point chaque année à solliciter la générosité publique. Bazars de charité, demandes de subsides aux communes, annonces dans les journaux, quêtes à domicile, tout lui fut bon pour parfaire la somme nécessaire à son année

sans cesse plus onéreuse que la précédente. Bien lui en a pris de ne pas perdre courage : grâce à certaine fête de bienfaisance dont le succès a dépassé toutes les espérances, elle est provisoirement à l'abri des soucis trop criants.

*
* *

Son premier but atteint, la Solidarité put enfin s'occuper de la seconde catégorie d'enfants auxquels elle s'intéressait. Nombre d'ouvriers, de journaliers honnêtes, mais surchargés de famille, purent s'adresser à elle pour obtenir de l'aide. A ces parents-là, il va sans dire qu'on laissa leurs enfants et que le secours matériel se présenta sous la forme d'une petite rente mensuelle, avec stipulation que cette rente cesserait, si les circonstances devenaient meilleures pour les intéressés. Cette répartition exigeant la plus grande prudence, le Comité décida de n'accorder de secours aux familles que sous les conditions suivantes :

a) Que les charges occasionnées par les enfants soient si lourdes que les parents ne puissent absolument pas pourvoir à leur instruction.

b) Que les parents se conduisent bien et soient en bon exemple à leurs enfants.

c) Que les sommes remises soient consacrées exclusivement aux enfants. (Statuts du Comité.)

Pour plus de précaution chaque enfant — pareil en cela aux enfants pensionnaires — a son patron désigné. Le secours alloué, qui peut varier de 5 à 20 francs par mois et par enfant, mais ne peut en aucun cas dépasser cette dernière somme, est payé au patron, non au père de famille. C'est encore le patron qui en détermine l'emploi, et qui doit en rendre exactement compte à la Solidarité.

Une troisième catégorie d'enfants relève encore de la Solidarité. Très pauvres, ils sont placés par des personnes charitables dans des familles à la campagne. Leur pension est payée mi-partie par ces personnes, mi-partie par la société, à laquelle on s'adresse bien rarement en vain.

*
* *

C'est donc par centaines qu'il faut compter les bénéficiaires de cette institution qui, en si peu d'années, a tant agrandi son champ de travail.

A l'âge de seize ans, qui est en pays protestant l'époque de la première communion, et comme une porte de sortie par laquelle on s'échappe de l'enfance, on fournit aux enfants un petit trousseau de cérémonie.

Il se compose, pour les garçons : d'une jaquette, un pantalon, un gilet, un chapeau, une paire de souliers, une chemise. (Le tout ne doit pas dépasser une valeur de 60 francs.)

Pour les jeunes filles : d'une robe, un jupon, une paire de souliers, un chapeau, une chemise. (Ne peut dépasser une valeur de 50 francs.)

Seize ans, sa communion faite et le temps d'école terminé, la loi permet au jeune homme d'entrer en apprentissage, à la jeune fille de se placer comme bonne dans une maison bourgeoise. Là encore la Solidarité intervient, apportant l'appui de son expérience et de son autorité.

Pour être franc, il faut avouer qu'elle n'est pas toujours récompensée de sa sollicitude. N'importe. Sa besogne est bonne et elle la poursuit avec une ténacité tranquille. Aussi, même quand elle n'aurait *qu'un seul* résultat excellent pour dix résultats médiocres — ce qui n'est pas le cas — encore faudrait-il louer bien haut les deux modestes promoteurs de cette œuvre vraiment humaine et désintéressée.

M^{me} GEORGES RENARD.

L'ASSISTANCE IDÉALE

Je ne connais pas d'institution plus exposée à la critique de chaque jour que l'Assistance publique de Paris, à laquelle incombe le rôle si délicat d'améliorer le sort des déshérités de la vie, d'assurer le repos des vieillards exilés ici-bas, de rendre la santé aux souffrants, et de veiller aux destinées de l'enfance malheureuse.

Ce quadruple rôle de bienfaisance ne saurait, en effet, se remplir sans que, fréquemment, surgissent d'inévitables conflits de toute nature, suscités tant par la difficulté de compatir à toutes les doléances, que par l'incidence même d'influx contraires que l'actuelle législation de notre charité est encore impuissante à éluder.

Mais il est équitable de reconnaître que la plupart de ces critiques (à l'exclusion bien entendu des blâmes malavisés, puisque de parti pris, émanés d'une systématique opposition, fâcheuse interprète de la solidarité civique), portent de préférence sur les plus minimes détails, sur des griefs occasionnels d'un caractère particulier et souvent exceptif, au sujet desquels le témoignage individuel, souvent dénaturé d'ailleurs par l'interview, semble se complaire à dénoncer plus de gravité que n'en comportent en réalité les incidents litigieux qu'il soulève.

Or, en principe, quels que soient la portée et le bien fondé de ces critiques, elles présentent toutes un inconvénient, celui de signaler le mal, sans jamais indiquer de remède.

Tout au plus, leurs protagonistes demandent-ils radicalement la suppression de ce mal, dans sa racine, par l'abolition des services destinés à répartir la bienfaisance publique, et leur

réorganisation sur des bases imprécises qui demeurent toujours l'insondable mystère.

Et comme il ressort des éléments constitutifs d'une administration que ses participants n'ont pas qualité pour effectuer spontanément le remaniement des services sans passer par une théorie de débats, de commissions, d'avis et de délibérations, qui diminuent et parfois annihilent l'effet bienfaisant d'une réforme dans son principe, il y a lieu de désespérer bien souvent de l'issue des plus généreux efforts.

J'insiste : ils sont très rares dans la presse, ceux qui, avec une relative compétence accusent quelque propension à pénétrer clairement au fond des questions d'assistance. Ils paraissent pour la plupart, oublier que la nôtre dépend des pouvoirs publics, et qu'elle ne peut être modifiée que de leur chef. Fondée sur le principe de libre charité, succédané du droit de propriété, elle est mandataire irresponsable des vices de son principe, aussi bien que de ceux qui résultent de l'application tardigrade d'une jurisprudence souvent antérieure à son organisation unitaire déjà bientôt semi-séculaire. Ce n'est pas à dire que la saine influence de Michelet, Jules Simon, Gérando, Théophile Roussel, et autres émérites philanthropes, n'ait suggéré de sérieuses améliorations en la matière, mais j'imagine volontiers que la comparaison, proposée plus souvent aux lecteurs d'élite, entre des systèmes d'assistance idéale, conçus selon les données rationnelles propres à chacun de ceux qui préfèrent la facile, mais stérile ironie, et le *statu quo*, susciterait fréquemment des idées novatrices et progressistes, et s'affirmerait ainsi plus utile à la cause publique.

Déjà les seuls parallèles établis entre les règlements étrangers et les nôtres ont été pour nous un précieux élément de fructueuses recherches. Il n'est donc nul besoin d'exhaler de l'acrimonie en souhaitant que la charité n'apparaisse point comme une atteinte à l'amour-propre, voire une tare, à quelque condition d'âge ou d'état social qu'elle s'adresse.

La nôtre reconnaît jusqu'ici l'impossibilité matérielle où elle a toujours été de venir en aide à d'autres indigents que ceux qui, spontanément, lui révèlent leur misère. Or, de toutes les

administrations civiles, celle de l'Assistance s'affirme à tous points de vue la mieux qualifiée pour allier les questions morales aux préoccupations budgétaires, et ne pas se retrancher derrière une question de crédit, à l'époque de ses plus fréquentes aliénations de capitaux, pour réduire à la portion congrue ses éléments de secours et de ce chef éluder le devoir de toute association charitable, lequel est de prévenir, dans la mesure du possible, les atteintes de la misère, à l'égard de ceux qui sont à la veille d'y succomber.

Dès lors surgit le plus imminent des problèmes, celui des secours à domicile.

Les règlements actuellement en vigueur permettent de distribuer des allocations variant de 4 à 20 francs, après enquête préalable, et pendant un temps indéterminé, à telles enseignes que ceux d'entre les bénéficiaires de ces secours, accoutumés à ces mensualités, et susceptibles de s'en procurer d'autres par ailleurs, grâce à de subtiles combinaisons, connues de tous les philanthropes, et matériellement irrépressibles, se complaisent volontiers dans la perspective de faciles petites rentes, et les considérant comme dues, par la force de l'habitude, se révolteraient à la pensée de changer leur situation contre celle qu'un travail proportionné à leur âge ou à leurs forces physiques leur pourrait dignement procurer.

Mais, en revanche, il apparaît impossible, en raison de l'actuelle réglementation de venir utilement en aide à ceux qu'une adversité passagère a découragés, et auxquels un petit capital, j'entends un secours immédiat, susceptible de s'élever à quelques centaines de francs permettrait de reprendre courage.

Et puisqu'il est à peu près prouvé que l'appoint minuscule, compté chaque mois aux indigents officiels, n'apporte, de l'avis même des plus experts, qu'un très médiocre réconfort, tout en causant au budget une grosse dépense, ne serait-il pas préférable de le dispenser dans une mesure tout aussi rationnelle et plus utile, dès qu'adroitement conçue ?

Les secours les plus urgents sont, de toute évidence, ceux dont le but est de préserver l'indigent des affres de la faim et des souffrances d'une nuit hivernale sans gîte. L'allocation de

bons de pain, de viande et de logement en pareil cas, et l'inscription en vue de la délivrance de ces bons jusqu'à l'orée des jours meilleurs, suppriment d'office toute idée d'abus, en l'espèce, car elles supposent chez le bénéficiaire l'idée bien arrêtée de se tirer de la mauvaise passe où il s'est involontairement engagé, en même temps qu'elle écarte celle d'une spéculation possible entretenue par l'appât d'un secours monnayé.

C'est alors qu'intervient, pour tous ceux dont la situation s'affirme digne d'intérêt, la nécessité d'une enquête sérieuse à l'effet de justifier la concession d'un premier secours utile, de 100 francs, par exemple, susceptible d'être renouvelé, une fois et même deux, et accordé de telle façon qu'il ressorte bien de ce mode d'assistance qu'à moins d'être victimes de l'inéluctable fatalité, tous ceux qui n'ont pas pu normaliser leur existence le doivent surtout à une coupable économie d'efforts de leur part.

Ce raisonnement, spécieux en apparence, devient essentiellement rationnel, si l'on ajoute qu'en vue de pallier le déplorable effet de l'égoïsme moderne, on doive s'inquiéter de la création d'un office du travail précisément destiné à ceux qui, utilement secourus selon les procédés précités, s'empresseraient d'y recourir, et non à ceux qui, après trois ou quatre jours de contrainte morale, préfèrent l'oisive mendicité aux pénibles labeurs, ainsi que l'établissent malheureusement les statistiques relatives aux œuvres actuellement existantes d'assistance par le travail.

Cet Office du Travail ne serait d'ailleurs, en raison même de son but, conçu selon aucune des données que les précédentes institutions de ce genre laisseraient supposer.

Centralisé dans un des services de l'Assistance publique, il se rattacherait par sa nature à la Division des Travaux dont la création paraît chaque jour devoir s'imposer en raison de l'importance croissante et du nombre des constructions hospitalières, et serait de ce fait en relation directe avec les entrepreneurs, constructeurs et industriels, fournisseurs de toutes natures d'ouvrages, ainsi qu'avec leurs syndicats.

Il lui serait loisible de ce chef, de relever les emplois

d'ordres variés susceptibles d'être dévolus à ceux dont une investigation adroitement conduite aura discrètement décelé la misère inavouée, et que la perspective d'un travail ardu, mais honnête, rendra capables des plus gros sacrifices.

Et je ne donne ici cet ordre de relation que comme centre vital, comme noyau primitif d'opérations auquel se peuvent adjoindre certains d'entre les emplois dont dispose l'Administration hospitalière dans ses propres établissements.

Le cercle s'étendrait avec le temps ; et la certitude d'embaucher dans leur personnel des gens capables de toutes les **abnégations** pour échapper à la misère déciderait souvent les patrons à donner la préférence aux obligés de l'Office du Travail.

Oui, il s'impose, le devoir de **discerner** les vrais laborieux, et de les préserver du malheur quand il en est temps encore, sans attendre qu'humiliés, ils formulent un appel souvent inutile et qui devient un reproche trop souvent justifié.

Mais, comment ? s'écrie le philanthrope officiel, consacré tel par décret ou par arrêté, et qui n'envisage la mise en pratique de l'Assistance qu'en vertu de règlements surannés, comment prévenir cette misère sans porter atteinte à la dignité personnelle, et sans s'exposer à de violentes récriminations ?

Évidemment, ce n'est pas en confiant de telles fonctions à d'anciens militaires méritants et honorables autant qu'endurcis dans la pratique du devoir et de l'honneur, je le veux bien reconnaître, mais atrophiés moralement par l'exercice d'une profession où la rudesse apparente sert de paravent contre toutes les intempéries physiques et morales ; ce n'est pas en investissant de ce soin des néo-bacheliers capables de ratiociner à merveille sur la morale sociale, mais peu disposés à compatir à des calamités d'ordre multiple auxquelles leur atavisme de bourgeois cossus ne saurait pardonner au début de la vie réelle, que l'on pourrait obtenir les améliorations rêvées dont j'esquisse ici le schéma.

Mais, ce qu'il existe incontestablement, la race des braves gens, au sens moral encore intact n'étant pas, il s'en faut, tout à fait épuisée, c'est, dans chaque quartier, et mieux dans

chaque rue, trois ou quatre de ces natures d'élite, de ces cœurs d'or, dont le spectacle des perpétuels conflits de l'égoïsme humain et des rancunes sociales, n'a pas annihilé la sensibilité, et qui seraient les premiers à mettre à profit pour la bonne cause, les renseignements officieux qu'observateurs affinés, ils sauraient recueillir çà et là sur ceux d'entre leurs voisins que le destin s'apprête à marquer d'une croix néfaste.

La genèse de ces misères est presque invariable. Ce sont les sacrifices ou les déceptions, la maladie ou les imprévues catastrophes qui préparent le triste roman, et presque aussitôt l'appel désespéré à la bonne volonté des fournisseurs, créanciers immédiats, du boulanger et du boucher ; c'est à la survie du terme, l'aveu pénible de l'insolvabilité que l'on espère éphémère.

Qu'on suppose dans un quartier pris au hasard, seulement une trentaine de ces précurseurs à qui sourirait la perspective d'aider au salut d'un semblable, pour la seule satisfaction du devoir accompli, telle l'œuvre d'art, ciselée en dépit de toutes les critiques et dont l'unique souci nous fait traverser l'existence indifférents au reste des choses, qu'on se les imagine, mettant équitablement à profit les indications recueillies, pour, aux jours de réunion du comité par eux ainsi formé, les transmettre aux visiteurs, qu'un long séjour dans l'arrondissement recommanderait à la considération générale, qui écarteraient de leurs préoccupations toutes idées d'intrigues politiques, et qui soumettraient aussitôt en cas d'urgence, et dans les deux jours, lorsque la misère n'apparaîtrait pas très imminente, le résultat de leurs enquêtes au service des secours.

Si favorable, désintéressement immédiat des fournisseurs, dans une mesure proportionnée aux dépenses accusées, et avis de ce secours préventif aux intéressés.

Le visiteur, loin d'être haï ou redouté s'il est correct et d'esprit subtil, saura amener à bonne fin sa délicate mission.

De sa visite il résultera plusieurs conclusions possibles se relativant toutes plus ou moins à la suivante lorsque propices à l'intéressé : — L'indigence est profonde ; le secours en nature ou en argent s'affirme indispensable, et ledit inté-

ressé fait preuve d'une stoïque abnégation devant son malheur.

C'est à celui-ci qu'iront d'abord les allocations de pain et de viande, le secours de loyer, destinés à remédier immédiatement à sa pénurie; et, si l'enquête officielle lui a été vraiment favorable, s'il en ressort nettement, qu'il avait déployé la plus grande somme d'efforts, mais que ceux-ci sont restés vains, en présence des circonstances, c'est à lui que viendront aussi les allocations plus sérieuses destinées à le relever, à faciliter sa rentrée en rade, après ce naufrage, dans le port, au milieu des autres pêcheurs amis et solidaires de son malheur. C'est à lui enfin que l'Office du Travail procurera un emploi, de telle sorte que son amour-propre étant sauvegardé de tout froissement, il s'attachera volontiers à considérer l'assistance dont il aura été l'objet, non comme une chose due, arrachée par tranches minuscules à la rapacité d'une autorité constituée, et dont le caractère le dégage de toute reconnaissance, mais comme une avance utile que son premier souci sera de rembourser à l'aube des jours meilleurs, ne fût-ce qu'à raison même de la perspective inquiétante d'un recours ultérieur à la libéralité sociale.

Et dans le cas d'une enquête absolument défavorable et dûment contrôlée comme telle, il conviendrait de dispenser les secours en nature de prime nécessité, et de stimuler dans la mesure du possible les quelques sentiments capables de relever encore l'individu et de lui rendre le droit à la commisération de son prochain.

Voici donc, brièvement exposé, un système de secours préventifs digne d'un peuple libre, digne d'institutions républicaines, et qui semble s'écarter avec effroi des procédés contemporains quelque peu renouvelés de ceux du Bas Empire romain.

Mais il semble supposer pour l'Administration chargée de les répartir la libre disposition de ses revenus, dont le montant devrait pouvoir suffire à ses libéralités, de manière à éviter l'intromission intéressée de volontés souvent hostiles à ses dispositions. Non, il ne faut pas aliéner toutes les réserves qui représentent, à vrai dire, en matière de bienfaisance, la prévi-

sion de l'avenir, le mois d'avance, le placement du bon père de famille. Que l'argent des pauvres, leur appartenant, soit distribué, fort bien, mais à condition toutefois que si l'entière répartition est aujourd'hui effectuée, les affamés qui surviendront demain ne s'en retournent point le gousset vide, parce que tout a été distribué.

Distribuez tout pour complaire à quelques procureurs mécontents dont le caquetage soi-disant littéraire dénote une redoutable ignorance de toute l'économie d'un pays, et puis oyez ensuite les récriminations du corps médical, à qui l'insuffisance des crédits ne permettra pas de créer des salles d'opérations, d'installer des frigorifiques et de construire des services spéciaux dans les établissements.

Mais ce sont là questions subsidiaires, et il importe de graviter autour du principe, à savoir que le plus ou moins d'urgence, la plus ou moins-value des secours à allouer et du travail à procurer dépendront de la sincérité des enquêtes, ce qui implique pour ces dernières un contrôle minutieux, dégagé de tout personnel parti pris étranger aux questions de paupérisme.

* * *

Se présente ensuite à l'esprit du philanthrope la question des secours à la vieillesse.

L'Indigence des vieillards quiert sa source la plus générale dans l'absence d'une caisse nationale des travailleurs, destinée à les prémunir *réellement* contre les difficultés des derniers jours.

Si la pensée, dans la solitude, se mûrit et s'affine, si l'homme éloigné de ses semblables est plus apte à les juger sainement, il n'en est pas de même quant aux choses de l'existence matérielle.

Seule, l'association est de nature à faciliter les moyens d'existence, à quelque point de vue qu'on se place. Une multitude de petits efforts concentrés vers un même but devient un inéluctable levier, et puisqu'il est impossible à tous ceux qui occupent l'ouvrier de lui assurer, outre le présent, l'ave-

nir, dans la mesure de leurs moyens individuels, il leur sied de réunir leurs efforts en vue de créer des associations corporatives capables de ménager, moyennant une minime cotisation, les six ou huit cents francs annuels, indispensables à l'existence de ces anciens laborieux.

Je m'arrête à ce chiffre d'ailleurs peu élevé par ce qu'il correspond à peu près au tarif d'entrée des maisons de retraite ouvertes aux humbles, et parce que je voudrais faire ressortir les avantages évidents que trouverait le futur pensionnaire de ces établissements, sur ceux où, gratuitement hospitalisé, grâce à d'angéliques patiences ainsi qu'à de multiples appuis, il semble devoir à la commisération publique les soins qu'une vie de labeur honorable, si modeste, lui concède à vrai dire le droit d'exiger.

Indubitablement mieux traité, grâce aux ressources budgétaires ainsi augmentées par l'appoint individuel qu'il garantit dès son entrée; plus libre de ses instants, de ses allures, il pourra jouir en toute sérénité du fruit de la prévoyance populaire, et demeurer en paix avec son amour-propre, à l'heure du crépuscule de la vie.

On objectera, dans l'espèce, que les établissements de ce genre ne sont pas assez nombreux pour qu'on y puisse loger tous les vieux ouvriers.

C'est, à la vérité regrettable, et la faute, si elle ne se peut imputer à personne, attient en fait aux inconvénients inhérents à l'agglomération des masses dans une capitale, obligée de subvenir à l'existence de tous ceux qui ont acquis chez elle, par un séjour suffisant, le domicile de secours.

Mais, outre que tous les vétérans du travail ne recourront pas, s'ils ont encore quelques vestiges de famille autour d'eux, à l'internat de ces invalides civils, il n'en reste pas moins vraisemblable que la perspective de constituer aussi aisément, grâce aux associations générales et professionnelles de retraite, le montant des pensions individuelles, à charge d'entretien des titulaires au moyen desdites pensions, serait fort encourageante pour l'Assistance publique, et l'inciterait volontiers, j'imagine, à édifier des maisons de retraite spéciales aux vieillards de

diverses professions, le précédent ayant été d'ailleurs avantageusement établi, conformément aux dispositions testamentaires de feu Brézin, par exemple, pour l'hospice de la *Reconnaissance*, en faveur des forgerons ; à celles de M^{me} veuve Rossini à la fondation *Rossini*, à l'égard des artistes malheureux ; à celles de William Galignani à Neuilly, relativement aux ouvriers du livre et de la pensée.

Conçoit-on, dès lors, combien seraient ainsi allégées les charges de tous ceux d'entre les laborieux obligés le plus souvent de pourvoir à l'entretien de vieux parents inaptes au travail, voire même infirmes, combien aussi serait diminué l'effectif des miséreux de nos grandes cités ?

Il y a même lieu de s'étonner de ce que, jusqu'à ce jour, après la création des syndicats professionnels de toutes sortes, l'État, qui a su pourvoir à l'avenir de tous ses fonctionnaires, ait ainsi, de gré ou de force, négligé les éléments les plus notoires de sa vitalité : l'ouvrier de la terre et celui de l'usine, et se soit, pour ainsi dire désintéressé de son sort, sous le prétexte vain d'une fallacieuse différenciation entre les affaires publiques et celles privées.

* * *

Le secours à l'enfance complète la trilogie de charité qui nous préoccupe. Indépendamment des moyens d'assistance maternelle préconisés dans le bel ouvrage de M. Paul Strauss, *l'Enfance malheureuse*, et dont quelques-unes déjà sont en voie de fructueuse application, il apparaît indispensable aux conditions de l'existence moderne, d'abolir à jamais le coupable préjugé qui s'attache à la bâtardise, cause d'un si grand nombre d'abandons non volontaires et résolus pour la plupart à dessein de respecter des conventions tout artificielles. Jésus, fils de Marie ! Le jour où le fils naturel, fils de l'amour le plus souvent, aura légalement reconquis la place qui lui est due dans la société, la question des abandons sera presque résolue. De plus, liée intimement à la solution du problème paupériste et déjà atténuée en théorie, par les moyens préventifs sus-indiqués,

il ne restera plus à remédier qu'aux accidents fortuits et transitoires susceptibles de se produire jusqu'au moment de l'application régulière des vrais principes.

Ce n'est pas en coupant les dernières brindilles qu'on sauve l'arbre de sa ruine, mais en élaguant le tronc, en rénouvant la terre où s'alimente sa racine, pour lui donner les éléments d'une sève nouvelle et bienfaisante.

A ces mêmes comités de quartier, si utiles au discernement de la misère, écherrait la délicate mission de rechercher les enfants malheureux, et de les signaler à la Commission. Car il est de ces petits deshérités qui, les événements ne l'ont que trop prouvé, demeurent ignorés, et dont le martyrologe reste mystère pour la société, tant à cause de l'intérêt que des parents dénaturés peuvent apporter à l'irrévélation de leurs turpitudes que de la pusillanimité des voisins, hésitants devant ce qu'ils considèrent comme une dénonciation dont ils appréhendent la vengeance.

Ce système, qui trouve son application la plus heureuse dans certains cantons helvétiques, apporterait une part certaine d'avantages à la situation des petits que la Société a le devoir d'alléger du poids des tares que ses préjugés font peser sur eux.

Au titre conclusif, l'Assistance publique, d'après son actuel fonctionnement, ainsi que le déclarait en son livre sur l'*Assistance communale* M. Fleury-Ravarin, est trop bien organisée dans ses bases pour qu'il y ait intérêt à la modifier autrement que dans les détails, à condition toutefois que le principe d'autonomie implicitement supposé par cette réglementation demeure intégral, ce qui, malheureusement, n'est pas.

Mais il n'en appert pas moins nettement que l'association du sentiment à la bonne gestion administrative, s'implique impérieuse dans ce rouage social, du fait de ses fonctionnaires, sous peine de s'attirer haine et réprobation populaires, que la probité la plus rigoureuse et la clairvoyance la plus expérimentée devraient être exigées à toute heure, de ceux de ses mandataires auxquels incombe le soin de discerner la vraie, l'intéressante misère, et de lui dispenser des secours; que préalablement aux

Commissions administratives, déjà trop loin du mal pour en pénétrer la source et deviner l'utile remède, s'imposent des comités de quartier, voire d'ilots, et qu'enfin, trois natures de secours essentiels demandent à être généralisées dans un proche délai, pour garantir la sécurité morale du pays, savoir : le PAIN IMMÉDIAT aux lieux et places de la minuscule et spécieuse mensualité de quatre ou de huit francs, trop légèrement répartie pour être utile ; le SECOURS PRÉVENTIF sérieux, connexe à l'OFFICE DU TRAVAIL, à l'usage du laborieux marqué passagèrement du sceau de l'infortune ; et enfin, la *Caisse sociale de Retraite* des travailleurs de tout ordre, destinée à les prémunir contre les calamités inhérentes à la vieillesse.

Le siècle qui verra solutionner ces trois grandes questions, essentiellement réalisables, sera proche de l'ère de félicité idéale que l'incrédulité égoïste rejette rageusement au rang des stériles utopies. Espérons que ce siècle sera le prochain, puisque le nôtre.

ALCANTER DE BRAHM.

LES COLONIES DE VACANCES

Dans les numéros 2 et 6 de cette revue, M^{lle} Dick May et le Dr Delville ont plaidé avec une ferveur convaincante la cause des colonies de vacances.

En effet, non seulement les enfants, mais chaque personne habitant la ville, travaillant sans interruption, devrait être mise en état de passer annuellement quelques semaines de repos complet au grand air de la campagne, pour regagner les forces consumées par le travail. Des médecins savants ont calculé que cette trêve régulière prolongerait d'environ un tiers la durée de la vie dans les classes ouvrières, c'est-à-dire réduirait d'un tiers la mortalité!

Malheureusement, la réalisation de ce projet est pour le moment une chimère; cependant, en commençant par les enfants, en les fortifiant et en les guérissant, c'est toujours autant de gagné. Leurs corps aguerris résisteront mieux aux rudesses de la vie, à l'influence pernicieuse du travail continu et de la misère.

C'est encore bien peu, mais *gutta cavet lapidem*, l'œuvre des colonies de vacances mérite donc d'être entreprise avec toute notre énergie. Il s'agit de trouver un mode pratique, peu coûteux, permettant de soulager avec des moyens restreints des milliers et des milliers d'enfants. Il nous faut une organisation étendue, réglée, occasionnant la moindre dépense possible.

La bonne volonté de quelques fermiers, la charité de quelques propriétaires campagnards ne peuvent secourir qu'un bien petit nombre de nécessiteux; d'ailleurs, comme l'expliqu

fort justement M^{lle} Dick May, le système qui consiste à placer les enfants dans les familles étrangères a ses graves inconvénients, dont le manque de surveillance et la possibilité d'un danger moral sont les plus notables.

L'idéal serait de pouvoir acquérir des centaines de maisons, semblables à la Clef des Champs, de pouvoir rendre l'œuvre indépendante en achetant un nombre suffisant de chalets pour y loger tous les protégés. Les colonies existantes démontrent déjà les excellents résultats d'une heureuse combinaison de l'influence morale et des avantages sanitaires. L'ordre et la propreté, la régularité de la vie, la gaieté entraînant des promenades et des jeux en commun, les soins corporels et les exercices gymnastiques sont de précieux collaborateurs.

Mais quelles énormes sommes demanderait la fondation d'une quantité suffisante de telles institutions! On parviendra sans doute à en créer quelques-unes, mais la grande majorité des nécessiteux, les milliers d'enfants languissant dans les centres industriels resteront privés de soulagement.

Cependant il y aurait un moyen bien simple d'organiser avec des frais relativement petits un secours efficace, — ce serait simplement d'utiliser les écoles rurales, libres pendant les vacances.

L'endroit où nous séjournons pendant l'été, Aussee, un des plus beaux sites des Alpes styriennes, fort recherché pour ses qualités climatiques, fut envahi cette année par une terrible inondation. On réclama contre les flots un concours militaire qu'une compagnie de chasseurs vint nous porter. Les braves sauveteurs furent acclamés avec une profonde reconnaissance, un enthousiasme sincère, les dames s'empressèrent d'aller leur porter du vin, du thé, des cigares, etc.

On avait installé cette centaine d'hommes dans l'école, transformée parfaitement en caserne, et c'est en voyant combien les salles de classes se prêtaient bien à ce service inusité que m'est venue cette idée : Pourquoi ne reçoit-on point ici chaque année, pendant les vacances, les petits souffreteux périsant dans les grandes villes?

Combien de stations pourrait-on ainsi fonder !

Chaque endroit joliment situé, jouissant de qualités climatiques, de forêts et de prairies s'y adapterait.

Une organisation philanthropique obtiendrait sans difficulté, je crois, la permission d'utiliser les écoles dans ce but bienfaisant et le grand nombre de bâtiments permettrait de ne plus être obligé de limiter le chiffre des secourus.

Ces colonies provisoires, il est vrai, ne seraient guère luxueuses ; dans les salles de classes transformées en dortoir on se bornerait à poser de bons matelas, munis d'un oreiller et d'une couverture, on restreindrait les ustensiles de ménage au strict nécessaire, mais ce séjour à la campagne n'en serait pas moins salubre et efficace, et ce modeste mobilier serait aisément conservé pendant l'année scolaire dans un grenier loué à cet effet ou cédé gracieusement par quelque fermier.

Les habitants de la localité et les propriétaires des environs fourniraient volontiers chacun une partie des vivres.

Un tel se déclarerait prêt à faire cadeau de pommes de terre et de légumes, un autre de lait, d'œufs, un troisième de farine ou de beurre ; le boulanger procurerait du pain à des prix exceptionnels, le boucher la viande.

En effet, je crois qu'avec un peu d'encouragement et de stimulation, bientôt chaque endroit supporterait à lui seul les frais de « sa colonie ».

A l'aide de la presse, avec l'intervention des prêtres des villages et des maîtres d'écoles, on gagnerait la sympathie de la population. Combien de sous gaspillés, d'objets superflus pour leurs propriétaires viendraient enrichir les fonds de la colonie !

Même les frais de voyage (restant toujours à la charge de la Société, ainsi que la paie des personnes de surveillance) se réduiraient considérablement par la possibilité d'envoyer les enfants dans la colonie la moins éloignée, sauf ceux dont l'état de santé exigerait des conditions spéciales de séjour.

Je crois qu'avec ces données d'économie on parviendrait à soulager moyennant une somme relativement petite un grand nombre d'enfants. On rendrait accessible à tous ce qu'on ne peut pour le moment accorder qu'à quelques centaines. Et peut-

être ces institutions réussissant, pénétrant dans la conception de la population, on pourrait organiser plus tard, d'après le même système, des colonies pour les jeunes filles anémiques surmenées par le travail à l'atelier, les femmes ouvrières, épuisées par le double fardeau des maternités douloureuses et du labeur incessant, des pères de famille, exténués par la lutte terrible pour le pain quotidien.

Que d'existences à refaire, par un peu de grand air et de repos, par la brise salée de la mer ou le souffle pur et aromatique des montagnes ! Le soleil réparateur, la source puissante dont émane la santé et la vie, leur mettra aussi un rayon lumineux dans le cœur.

ADÈLE SCHREIBER.

LA MIE DE PAIN

Pour Paulin Enfert.

La *Mie de Pain* (1) fut fondée au mois de novembre 1891, par des apprentis et des ouvriers membres d'une conférence de Saint-Vincent-de-Paul. C'était le jour de leur réunion hebdomadaire. La discussion, calme d'abord, s'était avivée peu à peu, était devenue plus ardente. L'hiver, toujours si dur aux malheureux, s'annonçait très rude. Un peu partout, de la Glacière à la Maison-Blanche, les misères apparaissaient plus nombreuses, plus noires. On parlait de les secourir. La majorité proposait d'étendre et de transformer les moyens ordinaires d'assistance. Mais des raisons budgétaires se dressaient menaçantes, arrêtant le vote. Tout à coup comme le trésorier se lamentait, invoquant l'état de la caisse, un jeune ouvrier lui cria : « Pourquoi refuserions-nous aux pauvres la *Mie de Pain* que nous jetons aux moineaux de la rue ? » Évidemment, il avait voulu dire la *miette*. Tel quel, le mot fut trouvé joli. Il obtint l'approbation unanime. Je croirais volontiers — les mots ont de ces fortunes — qu'il contribua puissamment au succès de l'œuvre.

Quelques jours après, la *Mie de Pain* s'organisait, et dès le premier soir, distribuait 200 soupes.

Faut-il suivre sa marche étape par étape ? Faut-il énumérer une à une les sympathies qui lui viennent ?

Étudiants et ouvriers s'unissent à l'origine pour la bonne besogne, mettent en commun leurs ressources, leur activité. Aussitôt la presse leur vient en aide. André Hallays dans le *Journal des Débats*, Montorgueil dans l'*Éclair*, F. Veuillot dans

(1) Le siège de l'œuvre est 64, rue Bobillot.

l'Univers. Chincholle dans le *Figaro*, d'autres encore, consacrent des articles éloquentes à l'œuvre nouvelle, la font connaître et aimer. Les revues illustrées s'intéressent à elle, la reproduisent sous ses différents aspects. Un jour, elle aura les honneurs de *l'Officiel* (1).

Puis, ce sont les *Dames de la Halle* qui prennent part à l'action. Leur entrée en scène vaut qu'on la raconte.

C'était en décembre 1894. Faute d'argent, le réfectoire allait être fermé, lorsque quelqu'un eut l'idée de s'approvisionner aux Halles. Approvisionnement facile, comme on va le voir. Une douzaine d'étudiants, d'apprentis et d'ouvriers écrivent cette lettre :

Aux Dames de la Halle.

Mesdames,

Nous voudrions vous intéresser à l'Œuvre de la *Mie de Pain*.

Son but est de distribuer pendant les jours les plus froids de l'hiver une soupe copieuse aux malheureux qui se présentent, à tous sans distinction. Notre désir serait de dépasser le chiffre de soupes distribuées l'an passé. Mais nos ressources sont modestes. Malgré notre bonne volonté, il nous faudra peut-être suspendre bientôt notre œuvre.

Nous avons pensé que vous ne refuseriez pas de nous venir en aide. Nous connaissons votre charité; notre espoir ne sera pas déçu.

Demain, quelques étudiants se présenteront à vous, et recueilleront ce que vous voudrez bien leur remettre.

Veuillez agréer, etc.

Le lendemain, ainsi qu'ils l'avaient annoncé, les étudiants, traînant des voitures à bras, se rendirent aux Halles. Ils allèrent de *places* (2) en *places*, quêtant pour les pauvres. Partout on leur fit fête. Les sacoches s'ouvrirent. Les comestibles, les légumes surtout, pommes de terre, choux, navets, etc., s'amoncèrent. La provision fut telle, qu'elle suffit à assurer, pendant plusieurs soirées, le fonctionnement de l'œuvre.

Ce fait se reproduit régulièrement. Chaque année, les étu-

(1) Discours de M. l'abbé Lemire à la Chambre des députés (séance du 9 novembre 1897).

(2) *Places*, terme technique désignant le petit carré où la dame de la halle dispose ses paniers.

dians rendent visite aux Dames de la Halle. Chaque année aussi, en témoignage de reconnaissance, on leur offre au Patronage Saint-Joseph de la Maison-Blanche, une représentation gratuite.

D'autres concours se joignent à ceux des étudiants, des ouvriers, des journalistes, des Dames de la Halle. Il serait superflu de les énumérer. Qu'il nous suffise de constater que la *Mie de Pain* se développe, étend son action dans la mesure où ils se multiplient. Nous possédons à cet égard des documents significatifs.

Voici, année par année, la liste des secours distribués depuis la fondation :

Première année (1891-92).	Litres de soupe	2 300
—	— <i>Moyenne par soirée.</i>	113
—	— Bons de pain	3 100
—	— Vêtements	1 800

Le réfectoire a été ouvert pendant 20 jours.

Deuxième année (1892-93).	Litres de soupe	4 000
—	— <i>Moyenne par soirée.</i>	133
—	— Bons de pain	4 200
—	— Vêtements	1 900

Le réfectoire a été ouvert pendant 30 jours.

Troisième année (1893-94).	Litres de soupe	11 000
—	— <i>Moyenne par soirée.</i>	244
—	— Bons de pain	5 600
—	— Vêtements	2 400

Le réfectoire a été ouvert pendant 45 jours.

Quatrième année (1894-95).	Litres de soupe	16 000
—	— <i>Moyenne par soirée.</i>	228
—	— Bons de pain	7 000
—	— Vêtements	2 600

Le réfectoire a été ouvert pendant 70 jours.

Cinquième année (1895-96).	Litres de soupe	52 000
—	— <i>Moyenne par soirée.</i>	520
—	— Bons de pain	9 000
—	— Vêtements	3 000

Le réfectoire a été ouvert pendant 100 jours.

Sixième année (1) (1896-97).	Litres de soupe.	40 000
—	Moyenne par soirée.	666
—	Bons de pain.	10 000
—	Vêtements	2 800

Le réfectoire a été ouvert pendant 60 jours.

En définitive, il a été distribué, depuis l'origine : 125 300 litres de soupe ; 38 900 bons de pain ; 14 500 vêtements. Statistique navrante quand on pense qu'il a pu se trouver dans la Ville-Lumière un si grand nombre de gens ayant faim et n'étant point vêtus. Mais statistique consolante, si l'on envisage que tant de misères ont été secourues !

On constate la progression constante des chiffres. Pendant la dernière année toutefois, ils fléchissent sensiblement. Il faut attribuer ce fait au manque de ressources. Pour y remédier, on a eu recours à une loterie. Autorisée par le Préfet de police, protégée par le haut commerce parisien (cette protection s'est traduite par des dons magnifiques), la loterie de la *Mie de Pain* a été tirée le 15 juin 1897. Son succès a légitimé les espérances des organisateurs. Il les met à même de payer leurs dettes, de continuer et d'étendre, au moins pendant quelque temps, leur action bienfaisante.

Déjà les services se sont multipliés, l'organisation est devenue plus complexe. Aux distributions de soupes et de bons de pain qui existèrent seules au début, s'ajoutèrent presque immédiatement des dons de vêtements, linge et chaussures. Aujourd'hui l'œuvre se continue, pendant toute l'année, par :

- 1° Des consultations médicales gratuites ;
- 2° L'adoption et le placement des enfants orphelins ou abandonnés ;
- 3° La régularisation d'unions illégitimes et la légitimation d'enfants ;
- 4° La distribution de bons de travail et de logement (ce service a pris récemment une extension considérable) ;
- 5° Un secrétariat des pauvres qui se charge de la corres-

(1) Au moment où j'écris ces lignes, la *Mie de Pain* va commencer sa septième année d'existence.

pondance, des renseignements, des rapatriements, etc. Mais la distribution de la soupe par les jeunes ouvriers et les étudiants, à la fois cuisiniers et serviteurs des pauvres, reste l'œuvre fondamentale. Afin de la mieux connaître, nous allons, si vous le voulez bien, la visiter ensemble.

* * *

Nous suivrons la route à pied, quoiqu'elle soit un peu longue; les cochers de fiacre la connaissent à peine, et les cochers de maître pas du tout.

Après avoir gravi la colline des Gobelins, il faut franchir la ligne des boulevards extérieurs qui, partis de points divers, se rejoignent place d'Italie. Puis, on bifurque à droite. Voici la Butte-aux-Cailles. Des ruelles étroites, sales, circulent entre des maisons hautes et profondes, tristes cités de misère. C'est pauvre. C'est laid. Au haut de la rue Bobillot, le spectacle se modifie. L'espace s'agrandit; l'horizon devient plus large. Derrière des palissades, d'immenses terrains vagues à l'herbe pelée, avec çà et là quelque misérable bicoque faite de débris, creusent un trou, descendent vers la Bièvre. Plus loin, derrière les fortifications, Bicêtre dresse sa masse sombre. Par cette soirée brumeuse d'hiver, où les flammes pâlotés des réverbères percent le brouillard avec peine, ces choses apparaissent très lointaines, très confuses, chaos d'images grises, incertaines, évoquant ces obscurités indécises dans lesquelles Dante plonge au hasard, pêle-mêle, ceux qui n'ont rien su être ici-bas.

Près de nous, à l'angle de deux rues presque inhabitées, les palissades s'interrompent, font place à des constructions de plâtre. Contre un mur, nous devinons dans l'ombre plutôt que nous ne la distinguons, une foule qui attend. Ils sont là un grand nombre, six cents, sept cents peut-être, pressés les uns contre les autres, coudes serrés pour avoir moins froid, épiant avec impatience sous l'œil apitoyé de deux agents de police, l'ouverture des portes. Sur eux, un silence lourd pèse...

Tout à coup, dans le mur, une porte qu'on ne soupçonnait pas s'ouvre, projette une clarté. Nous voici dans une grande

salle (1), aux murs blanchis à la chaux, sans autre ornement qu'un crucifix, avec, au-dessous de lui, cette devise : « Aimez-vous les uns les autres. » Sur de longues tables — des blanches sur des tréteaux — sont alignées de copieuses gamelles (2). Dans leur anse est fichée une cuiller d'étain.

Il est huit heures; nous sommes en retard. Vite un béret, un tablier (3) et à la besogne. Plusieurs de nos amis (les jeunes apprentis surtout mettent une sorte de point d'honneur à arriver les premiers) nous ont devancés. Depuis deux heures, ils sont là, taillant le pain, épluchant les légumes, attisant le feu, évoluant, pour leur office, autour de six énormes marmites de soupe.

Le moment est venu d'introduire les pauvres et de les servir. Ils s'asseyent sans bruit sur les bancs disposés autour des tables, soufflant dans leurs doigts raidis. « Après l'attente sous le ciel froid, la chaleur de la salle leur donne un instant de muette stupeur. Ils ont un sourire fugitif lorsqu'on leur sert la soupe. Certains se jettent dessus avec une avidité fébrile. Des femmes avec leurs enfants grelottants et blêmes, de jeunes hommes comme hébétés par le froid et la faim, de vieux rodeurs chevelus et hirsutes (4)... » Quelles misères sont groupées là? Quels drames se pressentent? Celui-ci est un ingénieur civil, sans travail depuis de longues années. Celui-là est un lauréat du Conservatoire, ancien maître de chapelle de deux grandes églises. Cet autre, revient d'une colonie lointaine où des spéculations fâcheuses l'ont ruiné. Ce petit enfant venu seul, raconte sa triste vie : son père mort dans un accident d'usine, sa mère malade, son frère infirme; il doit à quatorze ans nourrir toute une famille.

Ainsi, quelques-uns se livrent, font des confidences, se complaisent à parler de leur passé. Mais c'est une exception. Le plus grand nombre se tait, reste morne. On n'ose les obser-

(1) Cette salle est une dépendance du patronage Saint-Joseph de la Maison-Blanche.

(2) La contenance de ces gamelles est d'un litre et demi environ.

(3) C'est la tenue adoptée pour faire la cuisine et servir la soupe.

(4) Extrait d'une chronique de M. André Hallays dans le *Journal des Débats*.

ver, dans la crainte qu'ils ne saisissent ce mouvement de curiosité apitoyée, et qu'une souffrance d'amour-propre, si légère qu'elle soit, ne leur gâte la joie qu'ils éprouvent à manger la gamelle chaude

Avant qu'ils ne commencent, un prêtre murmure : « *Notre Père qui êtes aux Cieux... donnez-nous aujourd'hui notre pain quotidien...* » Le souvenir de la vieille prière se réveille au fond de ces âmes. A voix basse, tête nue, presque tous la répètent. Et des regards se tournent vers le Crucifix. Alors, un cri retentit : « Bon appétit, mes amis », auquel répond un « merci » unanime. On ne perçoit plus, pendant quelques instants, que le bruit des cuillers.

A mesure que les gamelles se vident, les têtes, d'abord baissées, se relèvent. Les yeux deviennent moins ternes. Un peu de sang circule sur les pauvres faces décharnées. En face de ce spectacle, des sentiments multiples se heurtent dans l'âme. On évoque le souvenir de ces fêtes magnifiques où tant d'or se gaspille, par exemple de ce récent dîner de sept cents couverts à 45 francs par tête. On se rappelle certaines notes de journaux mondains :

Exquises les pâtes aux fraises ayant tout le parfum et la fraîcheur du fruit nouvellement cueilli. C'est en ce moment, parmi les petits fours, le dessert à la mode. On lui donne la forme d'une grosse fraise givrée de sucre ! On le sert dans des coupes de cristal ou d'argent où il figure à merveille pour plaire à la vue avant de satisfaire le goût. Quatre variétés suffisent à compléter le couvert. Mais on recherche les nouveautés les plus savoureuses, les plus fines, et chaque maîtresse de maison, met une sorte de coquetterie à se créer en ce genre une spécialité.

Ou encore :

Voici les dernières nouveautés pour chiens : le matin, à la campagne, petit paletot de basin bleu à ample collet ou bien cache-poussière à capuchon destiné à les protéger sur les routes poussiéreuses. L'après-midi, habit de drap vert chasseur, liseré de drap beige à triple collet. Un chien doit avoir, autant que possible, son costume assorti, comme couleur et comme étoffe, à celui de sa maîtresse.

On fait des mariages. La jeune épousée convole en robe de satin blanc avec collarète de tulle. Au collier, du lilas blanc, ou si c'est son premier mariage, de la fleur d'oranger. La corbeille de certaines chiennes est une merveille, vêtements variés, mouchoirs festonnés et chiffés, pompons, grelots d'or et colliers de perles...

Alors, ce luxe insolent apparaît comme un crime. Pourquoi ces inégalités? Pourquoi toutes les jouissances aux uns, aux autres toutes les misères? On s'afflige, et l'on s'indigne. C'est vraisemblablement à l'idée d'un tel contraste que Lucien Descaves cria le cri de colère qu'il a mis en exergue de son dernier livre (1) : « Les philanthropes distribuent des soupes; j'en trempe. »

Lorsque les gamelles sont vides, les miséreux se retirent pour faire place à d'autres. Rapidement on nettoie les tables avec de la sciure de bois. On prépare de nouvelles gamelles. Et le défilé recommence. Cent cinquante personnes seulement peuvent prendre place à la fois. Il y a chaque soir trois et quatre fournées successives. Que vont-ils devenir en sortant? Où dormiront-ils?

L'autre nuit, après avoir mangé la soupe, un vieillard est allé mourir sur les fortifications — ce dernier abri des gueux. Quelques-uns s'adressent à l'Hospitalité de nuit. Mais, pendant l'hiver, les refuges sont encombrés. La *Mie de Pain* distribuée à ceux qui n'ont pas de gîte des bons de logement grâce auxquels ils sont recueillis dans les garnis du quartier. Ce côté de l'œuvre se développe de plus en plus.

*
* *

Lorsque tout est fini, apprentis, ouvriers et étudiants retroussent leurs manches, balayent le plancher, nettoient les tables, ou bien, transformés en plongeurs, lavent la vaisselle. Il y a là huit cents gamelles, autant de cuillers, six grandes marmites qu'il faut tenir prêtes pour le lendemain. Car chaque soir, la distribution recommence. Chaque soir, des centaines de malheureux, quelquefois venus de très loin, reprennent le chemin de la bonne demeure, au seuil de laquelle il semble qu'une main bienfaisante ait écrit : « Vous qui avez faim, entrez et mangez. »

La *Mie de Pain* apparaît encore comme une école de solida-

(1) *Soupes*, par Lucien Descaves (1898).

rité. C'est un point sur lequel il convient d'insister. Parmi les jeunes apprentis surtout, c'est à qui montrera le plus de zèle, témoignera le plus d'affection aux pauvres.

Celui-ci apporte huit sous, ses *quatre heures* — comme il appelle l'argent qu'on lui donne pour son goûter.

Celui-là demande la permission d'emporter chaque soir une gamelle. Il la porte chez une pauvre vieille qui, malade, ne peut sortir. Puis, — la charité est contagieuse, — ce sont les deux agents de police qui stationnent à la porte pour maintenir le bon ordre, remettant cinq francs au directeur de l'œuvre. Comment accueillera-t-on une somme aussi modeste ? Ils s'excusent presque : « C'est le produit d'une petite collecte entre nous. Nous nous connaissons en malheureux, nous autres. Nous savons que ceux qui viennent ici méritent d'être secourus. »

C'est encore un ancien client de la *Mie de Pain*, aujourd'hui « tiré d'affaire » qui tient à devenir bienfaiteur à son tour, et qui apporte son obole.

La liste de ces faits serait inépuisable. Mais il en est un dont la beauté vaut qu'on le mette en relief. Je voudrais le redire, très simplement, comme on me l'a raconté.

Chaque dimanche, au patronage, les apprentis s'inscrivent sur un registre par groupes de cinq ou six, organisent entre eux un roulement pour assurer le service de la *Mie de Pain*. Albert P... s'était inscrit comme les autres. Son tour étant venu, il avait contribué à distribuer les soupes et à laver la vaisselle.

C'était la première fois qu'il voyait un pareil spectacle.

Chez lui, on est presque dans l'aisance. Son père, garçon de buanderie, sa mère, confectionneuse de vêtements militaires, réussissent à force de travail, d'ordre et d'économie, à assurer à leurs enfants une sorte de bien-être. Les jours de fêtes, ils se distinguent de leurs petits amis par une mise plus soignée. Leur logis connaît la propreté, — ce luxe des familles ouvrières. Jamais ils n'ont souffert de la faim.

Aussi Albert est-il profondément affligé par les misères dont il a été le témoin ! Son émotion s'accroît, lorsqu'il apprend que

l'œuvre, à bout de ressources, va être obligée de fermer ses portes, de congédier ses pensionnaires.

Que vont-ils devenir, les mioches déguenillés, presque nus, qu'il a vu dévorer une gamelle de soupe, dont, lui, eût fait trois repas? Et cette pauvre mère qui sollicitait comme une faveur de s'asseoir près du poêle pour réchauffer son enfant à la mamelle! Et ces vieillards qui, couverts de haillons sordides, la faim inassouvie, explorent les gamelles de leurs voisins pour tâcher d'y découvrir quelques bribes!

Pendant qu'il rentre chez lui, des sentiments confus, inexplicables, envahissent son âme. Il se reproche presque de ne manquer de rien, lui, d'avoir un bon lit à partager avec son jeune frère, d'être toujours bien vêtu, d'avoir toujours suffisamment à manger.

Il se dit que deux heures de corvée de vaisselle, ce n'est pas assez, que sa part de dévouement n'est pas suffisante, qu'il faut qu'il fasse quelque chose pour aider la *Mie de Pain*.

S'il s'adressait à ses camarades d'atelier! S'il leur demandait d'organiser entre eux une collecte. C'est une idée cela! Il les connaît. Ils ont bon cœur au fond. Sûrement, ils ne lui répondront pas par un refus.

Pendant toute la nuit, il songe à la façon dont il s'y prendra. Il prépare un plan de bataille. Il mûrit ses questions et ses réponses : « — Toi, je te fais toutes tes commissions; tu ne peux pas me refuser deux sous. — Toi, tu boiras un canon de moins, » etc., etc.

Il y pense encore en arrivant à l'atelier. Sa gaité ordinaire l'a abandonné. Un air de tristesse, comme un reflet de ce qu'il a vu la veille, voile son visage. Tristement, il gagne son établi, se demandant comment il s'y prendra pour lancer son appel, pour trouver une entrée en matière.

Un à un, les camarades arrivent, se mettent au travail, après un échange de poignées de main. Ils sont de bonne humeur. C'est un heureux présage. Quelques-uns grognent vaguement après l'apprenti qui, venu en retard, n'a pas suffisamment garni le poêle. Mais ça ne tire pas à conséquence. En travaillant, on se réchauffe vite. Et l'atelier déborde de vie. Le grin-

cement sourd et continu des limes met comme une sourdine au chant cadencé des marteaux. Quelques-uns causent ; d'autres sifflent. Le bruit des outils et des voix se confond, se mêle...

Albert, qui vient de bourrer le poêle, croit le moment venu :

— Vous ne vous plaindrez plus. Le voici tout rouge, le poêle ! Il fait bon ici, tandis qu'au dehors, tant de malheureux ont froid...

Et, brusquement, la voix tremblante, il raconte sa soirée à la *Mie de Pain*, et explique à ses compagnons ce qu'il attend d'eux.

— Bravo, petit, dit un vieux. La misère, nous connaissons ça ! A l'époque de mon accident, j'ai été heureux que les copains se cotisent. Prends ton béret et fais le tour des établis. Ceux qui n'ont pas d'argent sur eux en apporteront tantôt, ou bien on leur en prètera.

L'apprenti ne se le fait pas répéter. Il va d'établi à établi, recueillant l'obole de chacun. Il semble que le discours du vieux reçoive l'approbation unanime, lorsque tout à coup une protestation s'élève :

— Pour qui me prends-tu ? Ce n'est pas à moi qu'il faut conter ces blagues. *Plus souvent que je te donnerais de la monnaie pour des feignants !* Et cela s'accompagne d'une bordée d'injures.

Albert ne souffle mot. Il a d'abord rougi. Sa nature ardente a frémi sous l'insulte. Mais il regagne sa place. Et, sans avoir le courage de compter le produit de sa collecte, il se met à limer avec rage. L'atelier, tout à l'heure si bruyant, est presque silencieux. Plus de lazzis, plus de chansons. Un sentiment de gêne oppresse tout le monde. Les limes mordent plus durement le fer, comme pour hurler la plainte que l'enfant a su contenir.

A deux ou trois reprises, l'ouvrier qui est la cause de ce changement veut entamer une conversation. Il essaie de gouailler, mais, hésitant devant les visages soudain plus durs, il tente une diversion. D'un bout à l'autre de l'atelier, il crie à un camarade : « On mange ensemble aujourd'hui. C'est moi qui régale. — Non, répond l'autre. J'ai invité Albert. Je l'emmène à la maison. » Et, pour mieux marquer la mise à l'index, le

silence se poursuit, silence d'atelier, où, parmi les bruits d'outils, assourdissants pour les profanes, l'homme de métier entend, distingue les moindres chuchotements : « T'as été bien bon, Albert. Moi j'aurais dit ça au patron. *On aurait tous été pour toi.* — Moi, je lui aurais jeté mon outil à la tête, » etc., etc.

Soudain, l'insulteur quitte son établi et se dirige vers Albert. Il va se passer quelque chose de grave. Les outils se sont figés aux mains des compagnons, immobiles, debout, prêts à s'élancer comme si l'enfant avait quelque chose à craindre.

Mais l'ouvrier, s'étant approché de l'apprenti, qui travaille avec acharnement, sans s'apercevoir de ce qui se passe :

— Je t'ai fait de la peine, mon petit Albert. Je te demande pardon. Tu es un brave cœur. Tiens ! Voici vingt sous, pour ta *Mie de Pain*. Prends-les pour me prouver que tu ne m'en veux pas...

L'enfant put seulement répondre : « Tu es bon ! tu es bon ! merci ! » Et, donnant enfin libre cours à son émotion, il pleura.

J. BERGERON.

L'INSTITUTION ÉDUCATRICE

DES

CAISSES D'ÉPARGNE SCOLAIRES

Au-dessous des agitations politiques de surface qui troublent nos sociétés modernes, il se fait, chez tous les peuples, dans le calme des tréfonds sociaux, un travail régulier, continu, puissant, qui prépare les vrais éléments du progrès.

Ainsi, en France, depuis vingt-cinq ans, depuis un quart de siècle, — long espace de la vie humaine qui représente la période active d'une génération, — nous avons vu passer sur notre pays cinq présidences, toutes diverses, un nombre dissoluant de ministères variés et les parlements les plus indécis, soufflant actions et réactions, au grand dam de notre prestige au dehors, de la paix intérieure et de la bonne œuvre législative. On pourrait citer des projets de loi du plus grand intérêt social (sur les mutualités, sur les retraites, etc.) qui depuis dix et seize ans, remaniés constamment sous des influences successives, attendent encore une solution et semblent destinés à finir en œuvres tronquées et stériles.

Mais au-dessous de ces courants politiques troublés, parfois funestes, certaines institutions saines et fortes se sont organisées ou développées par de libres initiatives, qui ont puissamment servi le travail national, la richesse publique, le progrès moral et matériel du peuple travailleur, et si bien que le grand journal anglais *The Times*, assez réservé d'ordinaire à l'égard de ce qui se fait en dehors de la grande île, a dit, au sujet de l'institution française des Caisses d'épargne scolaires, si heureusement réussie depuis 1874 et aujourd'hui répandue chez tous les peuples civilisés : « *Indeed, great success of France!* »

En vérité, c'est un grand succès pour la France! » Et M. de Bismarck étant chancelier de l'Empire, a dénoncé là un des signes de notre relèvement national.

En 1874, comme en 1870, notre pays était en arrière de tous les principaux peuples civilisés sous le rapport des Caisses d'épargne, de la plus importante des institutions populaires du monde moderne : la France ne comptait dans ses Caisses d'épargne que deux millions cent mille déposants, et un stock d'épargnes en dépôt de cinq cent quarante-cinq millions de francs; elle compte aujourd'hui plus de huit millions de déposants, et plus de trois milliards de francs en dépôt.

Et les rapports officiels du ministère du Commerce, aussi bien que les comptes rendus annuels des administrations locales de nos Caisses d'épargne, de nos Conseils généraux et de nos autorités scolaires constatent que ce progrès est dû en bonne partie aux Caisses d'épargne scolaires : cette institution a exercé, depuis vingt ans, une grande influence sur l'extension de la clientèle adulte des Caisses d'épargne, soit par le nombre des écoliers devenus ouvriers, soit par le nombre des ouvriers amenés aux Caisses d'épargne, grâce à la propagande instinctive des écoliers dans leurs familles et des instituteurs parmi les populations de leur entourage, à l'occasion de l'exercice des Caisses d'épargne scolaires.

I

C'est en France que la véritable idée première des Caisses d'épargne scolaires a surgi, en 1834, et c'est en France que l'institution, après quarante années de tentatives restées isolées ou incertaines, a pris en 1874 son organisation précise, facile, sûre et essentiellement éducative; ce qui est un fait assez rare, chez nous, dans notre pays où les idées naissent nombreuses, mais le plus souvent vont se réaliser et grandir à l'étranger, d'où elles nous reviennent plus tard comme des œuvres étrangères. En 1874, la France ne possédait encore que sept Caisses d'épargne scolaires; depuis l'organisation réglée en 1874, l'institution s'est propagée dans près de vingt-quatre mille écoles

(= 23 980). Et ce progrès s'est accompli par une libre initiative faisant appel à des dévouements volontaires : c'est encore là un fait à remarquer, car il montre qu'en France l'esprit de libre initiative existe avec autant de puissance que chez les peuples les plus fiers de cette précieuse faculté de race ; que cet esprit vivifiant peut se révéler à tout digne appel, et non seulement à Paris, mais encore en province, dans nos Conseils généraux, dans nos municipalités, dans nos sociétés scientifiques, littéraires, industrielles, agricoles, dans nos Caisses d'épargne et autres compagnies économiques de nos départements, et des départements même les plus éloignés de la capitale.

Voilà ce que d'éminents hommes d'État et de science étrangers ont reconnu, et (nous devons le dire à leur honneur) de la meilleure grâce du monde ; et ces témoignages nous viennent surtout d'Angleterre, des États-Unis et même d'Allemagne.

Dans deux articles très approfondis, la grande revue anglaise, *The XIXth Century*, a décrit et apprécié l'institution des Caisses d'épargne scolaires. Voici un extrait de ce travail :

« C'est à la France qu'appartient le mérite — mérite dont elle peut être justement fière — d'avoir atteint le bon système de Caisse d'épargne scolaire ; jusqu'en 1873, ce furent, dans plusieurs pays d'Europe, des essais isolés et incertains qui nulle part n'avaient rien d'un système pratique, facile, sûr et éducatif...

« En 1873, M. de Malarce combina un plan de Caisse d'épargne scolaire sur la base d'une institution précise, un système solide et éducatif. Les premières années d'expérience de sa méthode depuis 1874 ont évidemment prouvé que c'était par un défaut de bon système que, durant les quarantes années précédentes les Caisses d'épargne scolaires étaient restées partout à l'état de tentatives isolées et peu réussies... L'organisateur est parvenu à obtenir des notabilités locales un concours qu'on ne prévoyait pas ; et à son appel par tracts, manuels, conférences, discours et autres moyens de propagande, les membres de l'enseignement à tous les degrés ont montré un dévouement patriotique et un sens d'éducateurs tout à fait remarquables... Et si

depuis que la méthode française de 1874 a été formulée, il y avait eu en Angleterre sur ce sujet un tant soit peu seulement de l'esprit public qui a été créé en France par la sage et habile politique et l'indomptable énergie de l'organisateur français, nos instituteurs et nos *Boards of Schools* ne seraient pas restés la plupart dans l'indifférence ou l'ignorance des recommandations que notre Département de l'Éducation a adressées dans ces dernières années...

« Une Caisse d'épargne scolaire n'est pas une banale collecte de sous, mais elle doit être un exercice d'éducation : elle diffère d'une *Penny-Bank* ordinaire en trois points distincts : 1^o elle forme partie intégrante des exercices de l'école ; 2^o elle est dirigée, opérée et commentée par l'instituteur, à l'exclusion de tout intrus, de toute personne étrangère à l'école ; 3^o les écoliers sont seuls déposants, et ils ne déposent que les menues sommes de leur propre argent de poche. »

On voit qu'en Angleterre, les esprits d'élite ont bien compris le caractère éducatif et la portée morale de cette institution, qui, à l'instigation de la France, et depuis 1876, a trouvé dans la Grande-Bretagne de dignes promoteurs, d'abord à Liverpool, à Birmingham et à Londres.

Un éloquent *commoner*, M. Samuel Smith, M. P. pour Liverpool, a dit cette parole de profonde observation morale et de haute portée sociale : « Ces faits d'épargne de la part de nos enfants sont des actes de sacrifice ; et *toutes les grandes choses se font par la vertu d'un sacrifice* ; l'exercice habituel et méthodique de l'épargne des écoliers, dirigé et éclairé par le maître, dans l'école même, forme ainsi des énergies morales et bien réglées qui, dans la vie de l'adulte, se retrouvent décuplées... » Lord Derby, l'évêque d'Exeter et d'autres moralistes et éducateurs de grande autorité ont consacré par leurs discours à Liverpool, d'après l'expérience, des observations analogues. En 1896, la ville de Liverpool comptait 82 *School-Banks*, avec 36 327 écoliers épargnants, ayant un ensemble de petites épargnes en dépôt de 5739 livres st. (= 143 475 francs).

A Birmingham, dans la grande cité industrielle, le T. Hon. Joseph Chamberlain, ancien chef du parti avancé,

actuellement ministre d'État, a donné une forte impulsion aux *School Savings Banks* de la ville qu'il représente au parlement et qui est aujourd'hui munie de *School Savings Banks* dans toutes les écoles du *Board* municipal. Le rapporteur de ce *Board* constate que ce sont les directeurs des écoles qui ont demandé l'organisation dans leurs établissements de cette nouvelle branche auxiliaire d'éducation; ils considèrent que cet exercice scolaire a augmenté l'attrait et l'intérêt des enfants et des parents à l'égard de l'école.

Ce qui s'est vérifié d'ailleurs plus largement dans les six dernières années, depuis la loi nouvelle dite *Free Education Act*, mise en vigueur le 1^{er} septembre 1891. Cette loi, imitée de la loi française de 1833, a exonéré des frais d'écolage la catégorie des écoliers la moins aisée. Au moment de la promulgation de cet *Act*, le Conseil royal de l'Éducation adressa à tous les directeurs d'école une circulaire où il leur rappelait qu'une bonne école ne se borne pas à préparer les élèves à des examens d'instruction, mais s'applique aussi à agir sur le caractère moral des enfants; que déjà le Parlement avait édicté qu'une école ne serait qualifiée d'*excellente*, titre donnant droit à la plus haute gratification parlementaire, que si elle pratiquait l'exercice éducatif de la Caisse d'épargne scolaire; et qu'une occasion se présentait de populariser plus encore les *School Savings Banks*, déjà établies dans plus de 2 500 écoles en Angleterre : les instituteurs, les pasteurs, les juges de paix, les *trustees* et autres notables locaux, pourraient engager les familles exonérées des frais d'écolage par la loi nouvelle à employer cet argent disponible en récompenses données de temps en temps à leurs enfants, suivant leurs bonnes notes de classe et leurs mérites à la maison; et les enfants mettraient ces pennies à la Caisse d'épargne scolaire. La recommandation a parfaitement réussi; et dès l'année suivante, en novembre 1892, on constatait qu'un beau quantum des sommes libérées avait déjà pris refuge dans les *School Savings Banks*, soit une somme totale de 143 000 livres sterling (3 575 000 francs). Et ces bons effets sont signalés dans les campagnes comme dans les villes. A Londres, où, en 1887, sur 1075 directeurs d'écoles,

922 avaient agréé la *School Savings Bank*, les familles des écoliers ont parfaitement répondu à l'appel du Conseil d'éducation. Ces progrès avaient été fort bien préparés par les efforts du savant et illustre aveugle, Henry Fawcett, professeur d'économie politique de l'Université de Cambridge, ministre d'État (grand maître des postes) de 1880 à 1884.

En Allemagne, où M. le pasteur Senckel a fait organiser, depuis 1877, 2 599 Caisses d'épargne pour la jeunesse, ayant 243 933 épargnants, M. de Bismarck, étant chancelier de l'empire germanique, a recommandé aux éducateurs allemands : « cette nouvelle branche d'éducation, la *Schulsparcasse*, l'apprentissage de la vie économique et morale du peuple travailleur, le séminaire de toutes les autres institutions populaires, comme une des forces du relèvement de la France, qui forme dès l'âge malléable les générations nouvelles à la vie sobre et réglée, à la domination de soi, à ces vertus domestiques et sociales qui constituent chez les adultes les caractères forts, virils... »

Et le grand stratège de l'Allemagne, le maréchal de Moltke, dans sa retraite, a tenu le même langage aux maîtres d'école allemands, à ces *Schulmasters* qui, disait-on, avaient préparé la victoire, et qu'on s'occupe aujourd'hui de stimuler « à former encore, pour l'armée, les enfants de l'Allemagne par un apprentissage de la vie économique et morale, de la vie forte et réglée, par l'exercice habituel du sacrifice, notamment par la pratique de la Caisse d'épargne scolaire, à l'instar de la France ». Et il a contribué de ces dons, autrement assez parcimonieux, pour encourager par des médailles et des prix les éducateurs de sa province, et ensuite de toute l'Allemagne, à établir des *Schulsparcassen*, séminaires de discipline morale, facteurs de force nationale.

En Autriche-Hongrie, Franz Déak, le rénovateur de la Hongrie, dont la mort (1876) fut marquée par des funérailles dignes d'un Sobieski ou d'un Franklin, a laissé à ses amis une sorte de testament politique, où, entre autres conseils, il leur rappelle ce qu'il avait dit à M. de Malarce dans un entretien, à Budapest, sur les institutions populaires : « J'ai beaucoup pensé à

ces choses; je sens bien que si j'ai fait mon peuple politique-ment, il me reste à le former suivant les mœurs économiques modernes; aux qualités brillantes, vaillantes, tout en dehors et à l'évent, de nos races orientales, il faut ajouter les vertus plus sévères de l'Occident, la sobriété, l'esprit d'ordre, la vie réglée, la sage prévoyance, qui les arracheront un jour aux vaines jouissances, au gaspillage et à l'usure : ce que feront excellemment les Caisses d'épargne, et surtout les Caisses d'épargne scolaires, dirigées et commentées par nos maîtres d'école, qui prépareront ainsi, dès l'âge tendre, les vertus viriles des peuples travailleurs. » Suivant le vœu de Frank Déak, son ami le conseiller royal, Franz Weisz, président de la *Handels-Academia* de Hongrie, vint à Paris en 1878 s'éclairer auprès de M. de Malarce, et de retour à Budapest, il fit créer une section spéciale dans la *Handels-Academia* pour la propagation des Caisses d'épargne scolaires.

En Portugal, comme en Espagne, cette institution française a été favorisée par de notables hommes d'État, de science et d'administration : ainsi par l'ancien premier ministre, M. de Barros-Gomès, M. da Costa Goodolphheim, de l'Académie des sciences, et M. José Ribeiro, directeur du *Monte Pio official*; on a eu là l'idée ingénieuse d'apposer aux murs des écoles ces maximes, pour l'édification des maîtres, des écoliers et des familles :

Il n'y a pas de meilleur instrument pour ouvrir au peuple la vraie voie de la civilisation que la Caisse d'épargne scolaire.

FRANZ DÉAK.

La Caisse d'épargne scolaire enseigne la sage économie comme on enseigne une vertu en la faisant pratiquer.

MALARCE.

C'est l'initiation à toutes les institutions de prévoyance.

LUZATTI.

L'éducation est et doit être l'initiation pour la vie complète.

SPENCER.

II

L'exercice scolaire de la Caisse d'épargne a, en effet, le mérite de montrer complètement à l'élève, au futur ouvrier, ce qu'est une caisse de compensation économique; elle fait toucher du doigt l'avantage de cette opération à double effet, où d'abord on se prive de quelque objet futile pour obtenir ensuite, plus tard, par compensation, un objet nécessaire ou d'une sérieuse valeur. Seule, de toutes les institutions de prévoyance populaire, la Caisse d'épargne permet à un écolier de jouir de cette compensation à courte échéance, dans un temps mesuré suivant son esprit d'enfant à courte vue : les sous qu'il épargne aujourd'hui en les sauvant de petits gaspillages, de dépenses en bonbons, chiffons et autres futilités, il les retrouvera dans quelques mois, dans quelques semaines, et avec quel honneur ! — pour s'acheter un livre, un objet de vêture, que sa famille ne pourrait peut-être pas lui acheter à ce moment; ou encore, pour contribuer à une bonne œuvre, non pas avec des sous subtilisés à la faiblesse de ses parents, mais avec des sous de son propre petit pécule, récompenses de ses mérites à l'école et à la maison, et qui représentent fièrement, par la mise à l'épargne, les sacrifices de l'écolier aux vertus d'ordre, de sobriété, de prévoyance.

Et voilà pourquoi on a nommé la Caisse d'épargne scolaire l'école pratique d'initiation de toutes les institutions de prévoyance.

Plus tard, quand les vues de l'écolier, devenu apprenti, s'étendront, il sera préparé pour comprendre la compensation économique à plus longue portée qui s'offre au travailleur économe dans les combinaisons des sociétés de secours mutuels pour les cas de maladie et pour la vieillesse.

Mais à l'enfant de dix à douze ans, gardons-nous de dire qu'il ne recevra le fruit de ses épargnes actuelles qu'à une époque indéfinie, indépendante de sa volonté ou très lointaine; il penserait qu'en fait vous le leurrez par une sorte de confiscation. Si ses épargnes étaient affectées à une société de secours

mutuels, elles prendraient la forme de cotisations mensuelles rigoureuses, peu en rapport avec ses ressources de poche variables, et deviendraient ainsi des cotisations servies par le père, qui plus nettement ferait mieux de payer par versement direct à la Société mutuelle les cotisations de son enfant. L'écolier ne ferait plus l'exercice salubre, éducatif, moralisant, de l'épargne libre et personnelle. Et si les épargnes de l'enfant étaient affectées à une caisse de retraite, l'écolier comprendrait moins encore une compensation de ses épargnes qui ne se réaliserait que dans trente ou quarante ans.

Et cette première impression d'enfance : les institutions de prévoyance voilant une confiscation, pourrait affecter pour toujours l'esprit de l'enfant devenu homme, et le rendre mal disposé à apprécier, dans l'indépendance de son âge viril, la Société de secours mutuels et de retraite.

Lorsque, à la Caisse d'épargne scolaire, l'écolier aura vu et touché, à sa guise, suivant son désir et son besoin, l'argent qu'il a confié naguère à la Caisse d'épargne, et qu'il veut employer aujourd'hui pour une satisfaction utile, quand il aura pratiqué pendant plusieurs années de son enfance cette caisse de compensation, vous pourrez, à sa sortie de l'école, offrir au jeune homme qui va devenir ouvrier, un livret de Société de secours mutuels et même de Retraite pour la vieillesse ; alors il comprendra, car son éducation économique de prévoyance sera faite, et l'économe apprenti deviendra bon mutualiste et bon coopérateur.

Donc, que l'initiation aux institutions de compensation économique commence par la Caisse d'épargne scolaire ; et que cette Caisse d'épargne scolaire fonctionne dans son plein exercice de compensation : ouverte pour recevoir les sous de poche personnels de l'écolier, ouverte aussi pour rendre les épargnes à l'écolier. Que si, à la distribution des prix qui termine les études primaires d'un écolier, on le gratifie d'un livret de Société de secours mutuels ou de retraite, au lieu d'un livret de Caisse d'épargne (puisque l'écolier possède déjà son livret de Caisse d'épargne acquis par ses propres efforts), rien de mieux. Et voilà ce que l'on devrait faire de l'argent que les municipa-

lités ou les comités scolaires emploient aujourd'hui à distribuer, en prix, des livrets de Caisse d'épargne ; on gratifierait de 5 francs, 10 francs et plus un certain nombre de livrets de sociétés de secours mutuels, et on remettrait ces livrets ainsi amorcés aux élèves sortants des écoles primaires.

Ainsi se réglerait l'*éducation de la prévoyance*.

Cette éducation de la prévoyance n'est pas moins importante pour les filles que pour les garçons :

En 1876 et 1877, sur un rapport de M. de Malarce, le Congrès des agriculteurs de France, présidé par M. Drouyn de Lhuys, émettait à l'unanimité deux vœux, fortement motivés et appuyés par M. le conseiller d'État Tisserand, directeur général de l'agriculture, à savoir : « que les écoles et les fermes-écoles soient dotées de Caisses d'épargne scolaires partout où les circonstances locales le permettront ; — et que les écoles de filles soient munies de Caisses d'épargne scolaires comme les écoles de garçons. »

On invoquait ce motif que, dans les ménages d'ouvriers, et surtout dans les fermes, la femme est la véritable *ménagère de la famille* ; que la femme fait la dépense par le menu au jour le jour, et qu'ainsi elle peut faire l'économie ; que la femme a aussi le soin des grosses dépenses, loyer, vêtements, approvisionnements de ménage, etc., et que ce souci la porte à la prévoyance journalière, à la discrétion pour les dépenses courantes, sur lesquelles on doit faire des épargnes en vue des dépenses plus fortes et plus lointaines ; et enfin qu'en général, dans les fermes, c'est la femme qui dirige la basse-cour et tient les comptes des petites exploitations.

Ces vues justes et pratiques ont été bien comprises, en France et ensuite à l'étranger. Ainsi, notamment, aux États-Unis, où depuis vingt ans, à l'exemple de la France, des hommes de grande autorité tels que les Hon. S. Pomeroy Townsend, président de la principale Caisse d'épargne de toute l'Amérique, et S. Merrill, fondateur et président des Faculté et collège de Belloit, et M. J. H. Thiry, ancien président de *Board of Schools*, ont suscité la création de nombreuses Caisses d'épargne scolaires dans les États de l'Est de la grande République américaine

une femme de haute culture intellectuelle, M^{me} Sara-Luis Oberholtzer, publiciste très versée dans les questions d'éducation, s'est appliquée à la propagande des *School Savings Banks* pour l'éducation économique et morale des femmes. A une époque et dans un pays où l'on tend à augmenter les droits légaux de la femme, il paraît convenable de fortifier par l'éducation les habitudes et les énergies de la femme, pour élever ses facultés au niveau de ses nouveaux devoirs et de ses droits acquis.

Ce n'est pas seulement dans le nouveau monde américain que l'institution française des Caisses d'épargne scolaires a été bien comprise et propagée pour le bien du peuple; bien plus loin encore, dans l'Australasie, à nos antipodes, dans ce nouveau monde du xix^e siècle, une société s'est constituée, dès 1877 pour propager les Caisses d'épargne scolaires (suivant le système de France, dit l'exposé des motifs de la fondation). Et le gouverneur de la colonie de la Nouvelle-Zélande, Lord Normanby dans son discours d'inauguration de cette œuvre fondamentale de l'éducation populaire, dit aux colons, aussi ardent aux dépenses extravagantes qu'à la conquête de la fortune : « Vous venez ici pour acquérir les moyens de vivre ensuite heureux. Eh bien, si vous voulez vous assurer ce bonheur, but de votre ambition, travaillez de toutes vos forces, mais dépensez avec mesure. Pour le travail, *Go ahead!* Allez de l'avant. Mais pour la jouissance, *Self restraint!* Soyez mesurés. Voilà ce que les enfants de ce nouveau monde apprendront excellemment par la pratique familière de la *School Savings Bank*. »

Par cette œuvre française des Caisses d'épargne scolaires la France, au lendemain de ses désastres, et dans cette période pénible de l'isolement que fait le malheur, notre chère France s'est bientôt sentie reliée avec la plupart des hommes d'État de science ou de bien des diverses nations étrangères; de tous les pays civilisés du monde, même de l'Allemagne (lettre sportive du 1^{er} juillet 1876 du ministre d'État Stephanz, grand maître des postes de l'empire germanique), des témoignages d'accession imprévus, sont arrivés à Paris au secrétaire général de la Société des institutions de prévoyance de France e

de l'Association permanente du Congrès universel des institutions de prévoyance : œuvres de science et de propagande fondées par M. de Malarce sur le succès des Caisses d'épargne scolaires et pour étendre l'action à toutes les institutions populaires, Caisses d'épargne de tout ordre, ordinaires, postales, etc., Sociétés de secours mutuels, Retraites, Coopérations. Et suivant l'observation, unanimement applaudie, d'un illustre savant étranger, L. Luzzati (plus tard ministre d'État), disant le dernier mot de notre première session de 1878 à Paris, où tous les peuples civilisés étaient représentés : « La France, malgré ses malheurs, vient de nous réapparaître comme le pays essentiellement universel, l'organe central des idées généreuses et bienfaisantes. »

Sur ce, il est permis de reconnaître que l'institution de 1874 a bien mérité de la patrie française, non moins que du peuple travailleur de tous pays et de la civilisation.

Nous ne pouvons mieux terminer cette étude historique qu'en donnant un extrait de la revue *L'UNION POSTALE UNIVERSELLE*, organe de l'*Office international officiel* institué à Berne par tous les États agrégés dans cette Union, c'est-à-dire par tous les États civilisés du monde ; dans sa livraison mensuelle de décembre 1897, cette revue contient une notice approfondie qui est comme la résultante des opinions exprimées, sur l'institution des Caisses d'épargne scolaires, par la plupart des gouvernements et administrations d'Europe et d'Amérique dans ces derniers temps.

Après avoir montré le caractère de cette nouvelle branche auxiliaire de l'éducation, la *Revue universelle* apprécie cette institution comme la base de toutes les institutions de prévoyance ; elle constate que « les premiers essais de 1834 à 1873 ne firent que peu de progrès en France, et à l'étranger, où pourtant l'idée avait pénétré, et que ce fut seulement par l'action de l'organisateur français, qui avait pu constater, au cours de voyages d'études effectués à travers l'Europe en 1873-74, les défauts inhérents aux divers systèmes usités, que l'idée reçut un développement rationnel par une méthode administrative facile et sûre... Depuis 1874, depuis vingt-trois ans, l'institution ainsi organisée s'est développée en France et dans d'autres

pays d'Europe et en Amérique, malgré les diverses difficultés qu'elle a rencontrées, les unes causées par des spéculateurs malveillants, les autres provenant d'erreurs ou de mauvais procédés suivis par des maîtres mal éclairés. Enfin l'institution s'est débarrassée de ces obstacles pour atteindre l'importance considérable que nous lui voyons avec la régularité formulée par l'organisateur. » La *Revue universelle* fait ressortir, d'après l'expérience de tous les pays, l'influence que les Caisses d'épargne scolaires exercent sur l'esprit d'économie des populations adultes, et par suite sur le progrès des Caisses d'épargne, d'où cette conclusion : « Nous adressons nos lecteurs au livre : *Histoire et Manuel*, 14^e édition, de M. de Malarce ; grâce aux rapports intimes qui lient les Caisses d'épargne scolaires aux Caisses d'épargne postales, ordinaires, de tout ordre, cet ouvrage, qui a été le principal instrument de cette œuvre de progrès populaire, présente un intérêt spécial à un grand nombre de fonctionnaires de tous pays.

Ces témoignages étrangers rendus à cette institution française, à la France, montrent bien, à notre patriotisme, que M. de Bismarck avait une juste clairvoyance quand il signalait en 1887, il y a dix ans, l'œuvre réussie de nos Caisses d'épargne scolaires comme un des signes du relèvement moral de la France.

A. DE MALARCE.

VARIÉTÉS

L'Assistance médicale gratuite dans le département de l'Eure.

RAPPORT DE M. SAVOURÉ-BONVILLE

En raison de l'importance du service d'assistance médicale gratuite, et à titre d'exemple, nous empruntons au rapport de M. Savouré-Bonville, inspecteur départemental d'assistance publique de l'Eure, un aperçu du service et des observations générales dont nos lecteurs apprécieront l'intérêt :

Dans mon rapport de l'année dernière, j'ai établi que le service de l'assistance médicale gratuite, organisé à la fin de 1894, avait fonctionné dès le 1^{er} janvier 1895, et que, dans le cours de 1895, la mise en pratique de la loi du 13 juillet 1893 s'était opérée d'une manière satisfaisante, progressivement.

En 1896, la situation s'est accentuée de telle sorte qu'on peut affirmer que, dans l'Eure, le service fonctionne normalement, dans toutes ses parties.

Toutefois, dans l'application d'une loi aussi complexe que l'est celle de l'assistance médicale gratuite, et dans un département comme celui de l'Eure où le nombre des communes est très grand, il n'est pas surprenant d'avoir à relever certaines irrégularités de principe, certaines difficultés, ou des cas d'inertie.

C'est ainsi que, malgré des instructions précises, réitérées, quelques communes ont continué, en 1896, à payer directement leurs dépenses médicales et pharmaceutiques, alors que celles-ci, aux termes de la loi, doivent être payées par le département.

Ces irrégularités, il y a tout lieu de le penser, ne se reproduiront pas.

C'est ainsi que plusieurs administrations communales ont marqué une tendance à vouloir s'affranchir, au détriment d'autres collectivités, de dépenses leur incombant du chef de leurs malades indigents.

C'est ainsi, encore, que des administrations communales, s'écartant des dispositions légales, ont cru devoir, en vue de bénéficier de la subvention départementale prévue au barème A (article 27 de la loi du 13 juillet 1893), inscrire à leurs budgets des centimes spéciaux à l'assistance médicale gratuite, alors que leurs budgets pouvaient supporter les dépenses de ce service sans l'aide d'une imposition extraordinaire.

De sorte qu'elles allégeaient indûment leurs charges au détriment du département.

Mais une vérification minutieuse des budgets communaux par la 2^e division de la préfecture, conformément à vos instructions, a remis toutes ces choses au point.

Vous avez dû, Monsieur le préfet, rappeler à certaines communes leurs obligations et même procéder à des inscriptions d'office.

Mais ce sont là des faits inhérents à la période de début de l'application de la loi; ils disparaîtront d'autant plus sûrement que nous nous attachons à faire observer les prescriptions légales par toutes les collectivités, par le moyen de sauvegarder les intérêts de chacune d'elles, en même temps que ceux des indigents malades.

Ainsi qu'il sera établi en détail dans la deuxième partie de mon rapport, le nombre des inscrits comme celui des malades soignés tant à domicile qu'à l'hôpital se sont accrus, en 1896, mais dans des proportions différentes.

Alors que le nombre des inscrits s'est légèrement élevé (12853 au lieu de 12736), celui des malades soignés à domicile a subi une augmentation véritable : de 3575, chiffre constaté pour 1895, il s'est élevé à 4151, soit une différence en plus, pour 1896, de 576.

Celui des malades soignés à l'hôpital a été de 262 au lieu de 205.

De cet accroissement du nombre des malades, il est résulté nécessairement une augmentation de dépenses.

Cette progression ne saurait causer la moindre surprise. Elle était prévue, dans ce sens que la mise en pratique de la loi du 15 juillet 1893, quelque peu incomplète en 1895, s'est généralisée, en 1896, dans presque toutes les communes du département.

A cet égard, il y avait intérêt à pouvoir comparer nos dépenses avec celles des départements où le service de l'assistance médicale gratuite fonctionne en 1895.

Le nombre de ceux-ci a été de 57, mais il convient d'en retrancher ceux dans lesquels le service n'a fonctionné qu'en partie.

Le tableau comparatif annexé à mon rapport sous le n° 5 résume toutes les dépenses de ces départements pour l'assistance médicale gratuite. Il établit que la dépense moyenne a été, par malade, de :

8 fr. 32 c. pour honoraires des médecins;

6 fr. 84 c. pour frais pharmaceutiques;

23 fr. 09 c. pour l'ensemble du service.

Dans l'Eure, la dépense moyenne, par malade, a été de :

6 fr. 84 c. pour honoraires des médecins;

7 fr. 30 c. pour frais pharmaceutiques;

22 fr. 60 pour l'ensemble du service.

Le département de l'Eure se trouve donc, quant aux dépenses, dans une situation normale d'autant plus satisfaisante que son service d'assistance médicale gratuite fonctionne dans toutes ses parties et dans toutes les communes, à quelques exceptions près.

Néanmoins, le fait de l'augmentation très sensible des dépenses médicales et pharmaceutiques, par rapport à l'année 1895, aussi bien que c

de la constatation d'un certain nombre d'abus, vous ont amené, monsieur le préfet, à adresser à MM. les médecins et pharmaciens des instructions spéciales et précises, touchant les dépenses pharmaceutiques, et à faire appel au concours dévoué des médecins et pharmaciens.

Vous avez rappelé ainsi que la loi du 15 juillet 1893, inspirée par un sentiment humain et d'intérêt social, répondait à une nécessité démocratique incontestable, mais que la bonne application de cette loi se trouvait subordonnée à la manière de faire des collaborateurs de cette œuvre sociale.

En effet, si ces collaborateurs ne s'inspirent pas de l'intérêt des finances publiques, comme de l'intérêt des malades indigents, il peut arriver que les communes et les départements, effrayés des conséquences financières de ladite loi, ne tardent pas à se montrer rebelles à l'application, exacte tout au moins de celle-ci.

Ce qui revient à dire que les médecins et pharmaciens doivent, aussi bien que les communes, s'efforcer d'assurer le service le plus économiquement possible.

L'avenir de la loi du 15 juillet 1893, sauvegarde des malades indigents, dépend de l'observation stricte de ce principe.

Les instructions adressées aux médecins et pharmaciens, par vos circulaires des 5 et 18 mars 1897, tendent à ce but.

Je les reproduis ici :

Circulaire à MM. les Médecins du Service de l'Assistance médicale gratuite.

« Monsieur le docteur, le service de l'assistance médicale gratuite, qui fonctionne dans le département depuis le mois de janvier 1895, tend à charger de plus en plus les finances communales et départementales.

« Il convient de se préoccuper, dès maintenant, de cet état de choses, dans l'intérêt des finances publiques comme dans l'intérêt même des indigents.

« Pour produire tous ses effets, le service de l'assistance médicale gratuite ne doit pas comporter de dépenses superflues.

« Or, l'examen des ordonnances médicales, délivrées par un certain nombre de médecins, explique l'exagération des dépenses pharmaceutiques.

« Certains médecins prescrivent des médicaments composés d'un prix élevé, dans lesquels les sirops, dont la vertu thérapeutique est nulle, sont une cause de dépenses superflues.

« D'autres médecins ordonnent avec une facilité excessive des préparations médicinales à base de vins de Bordeaux et de Malaga, ou autres vins fins et sucrés, alors que la substance active seule devrait être prescrite; le vin pouvant soit être acheté par la famille ou fourni par des personnes charitables, soit être délivré par le bureau de bienfaisance, au même titre que le pain, la viande, etc.

« Enfin, certains produits, d'un prix relativement élevé, ont été ordonnés par quantités réellement énormes.

« La thérapeutique du service de l'assistance médicale devrait, sauf des

cas exceptionnels, être faite au moyen de quelques médicaments éprouvés par la pratique et d'une efficacité incontestable, comme le sulfate de soude, le sulfate de quinine, l'ipéca, l'iodure et le bromure de potassium, la liqueur Fowler, la poudre de charbon, l'extrait thébaïque, etc., etc.

« Pour l'antisepsie, les solutions boriquées, chlorurées, la liqueur de Swieten, l'iodoforme, en petites quantités, semblent offrir des ressources suffisantes.

« Telles sont, monsieur le docteur, les réflexions que m'a suggérées l'examen des dépenses pharmaceutiques.

« En les formulant, je n'ai pas eu la pensée de vous tracer un cadre étroit dans lequel vous deviez limiter vos ordonnances; j'ai tenu simplement à appeler tout particulièrement votre attention sur la nécessité absolue d'assurer, aussi économiquement que possible, le service de l'assistance médicale gratuite, à seule fin de ne pas compromettre l'application de la loi du 15 juillet 1893 sur l'assistance médicale gratuite, loi inspirée par les sentiments humains et démocratiques, mais qui, comme vous savez, impose aux communes et au département des charges assez lourdes.

« Je compte, monsieur le docteur, sur votre dévoué concours pour sauvegarder, par une sage réserve dans vos ordonnances médicales et préparations médicinales, les intérêts des collectivités qui ont la charge d'assurer aux indigents les secours médicaux et pharmaceutiques.

« Agréé, monsieur le docteur, l'assurance de ma considération toute distinguée.

« Le préfet de l'Eure,

« Signé : BEVERINI-VICO. »

Circulaire à MM. les Médecins et Pharmaciens.

« Monsieur, la commission de vérification des mémoires du service de l'assistance médicale a constaté avec regret que, dans un certain nombre de cas, les prix de certains médicaments ont été calculés exclusivement d'après les quantités inscrites au tarif, sans tenir compte du prix de revient de ces médicaments par livre ou par kilogramme.

« Je citerai, par exemple, l'ichthyol, qui, dans un mémoire, est compté à 15 francs pour 60 grammes, prix conforme au tarif si on prend pour base du calcul les 10 grammes indiqués comme quantité maxima et leur prix de 2 fr. 50, mais nullement équitable si on tient compte du prix de revient de ce médicament lorsqu'il est acheté au kilogramme ou à la livre. Le prix du kilogramme, en effet, est de 50 francs environ.

« Pour prévenir le retour de ces exagérations, j'ai l'honneur de vous en informer, conformément à l'avis de la commission de vérification, que MM. les pharmaciens ne devront plus, à l'avenir, délivrer pour le compte du service de l'assistance médicale gratuite des quantités de médicaments supérieures à celles indiquées au tarif.

« Lorsque, dans les cas exceptionnels dont ils sont juges, MM. les médecins croiront devoir s'écarter de cette règle, en prescrivant des quantités de médicaments supérieures à celles portées au tarif, ils seront tenus de fournir brièvement l'explication dans leurs ordonnances, lesquelles, v

le savez, doivent être formulées sur l'ordonnance détachée du billet de visite spécial au service de l'assistance médicale gratuite.

« Agréé, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée,

« Le préfet de l'Eure,

« Signé : BEVERINI-VICO. »

Je ne doute pas que MM. les médecins et pharmaciens qui, pour la plupart, sont naturellement disposés à seconder l'administration, répondront à votre appel.

A ce sujet, je ferai remarquer que, dans le cours de chaque trimestre, les médecins et pharmaciens envoient à l'administration des paquets de pièces et mémoires se rapportant à l'assistance médicale gratuite, et dont un certain nombre leur sont renvoyés pour rectification. Ils se plaignent de la formalité et des frais de l'affranchissement.

Il serait juste, je crois, de leur accorder la franchise postale pour leur correspondance avec le préfet, et réciproquement, pour tout ce qui touche l'assistance médicale gratuite.

D'autre part, quelques hôpitaux paraissent vouloir s'affranchir, dans certains cas, de dépenses leur incombant de droit.

Tantôt, ils refusent de recevoir un indigent tombé malade sur le territoire de la commune dont dépend l'hôpital, et, alors, ils oublient que la loi du 15 juillet 1893 sur l'assistance médicale gratuite n'a modifié en rien les dispositions de la loi du 7 août 1851 sur les hôpitaux et hospices. Aux termes de l'article 1^{er} de cette loi, il ne peut être exigé aucune condition de domicile pour l'admission à l'hôpital de tout individu privé de ressources qui tombe malade dans la commune où est situé cet hôpital.

Tantôt, lorsqu'il s'agit d'opérations chirurgicales, ils demandent que les malades soient admis dans un autre hôpital. Quand le fait provient d'un scrupule, toujours très louable, du médecin de l'hôpital, c'est assurément fort juste.

Mais la demande, si elle est basée sur ce fait que l'établissement ne dispose pas d'appareils ou d'instruments spéciaux, n'est pas équitable : d'une part, elle établit que l'établissement hospitalier ne possède pas un bon service de chirurgie ; d'autre part, elle entraîne, pour la commune du domicile de secours du malade, une dépense supplémentaire correspondant à l'élévation du prix de journée de l'hôpital ayant accepté le malade.

Jusqu'ici, il n'y a pas eu abus sur ce point ; mais j'ai cru utile de marquer la tendance, sans doute irréflectie, de deux ou trois hôpitaux.

Le nombre des communes ayant invoqué les dispositions de l'article 35 de la loi du 15 juillet 1893 s'est accru, en 1896, de deux.

Ces demandes portent à sept le nombre des communes ainsi en instance auprès de l'administration supérieure en vue d'être autorisées à avoir une organisation spéciale.

Elles ont, toutes, été transmises, avec avis favorable, à M. le ministre de l'Intérieur, dont les décisions ne me sont pas encore parvenues.

Mais la plupart de ces communes ne paraissent pas appelées à recevoir satisfaction.

Les demandes de cette nature sont examinées par le Conseil supérieur de l'Assistance publique. Or, ce Conseil semble s'être rallié à cette opinion :

1° Que l'article 35 est considéré comme devant permettre à certaines grandes villes de conserver l'ancienne organisation, très satisfaisante parce qu'elles sont bien outillées;

2° Que les dispositions de l'article 35 ne doivent pas être appliquées aux communes qui ne sont pas pourvues d'une organisation d'assistance complète et puissante (bureau de bienfaisance, hôpital, hospice, etc.).

Les commissions cantonales ont eu à se prononcer sur 16 réclamations en inscription sur les listes d'assistance : elles ont donné une suite favorable à 10 de ces réclamations.

La commission de vérification instituée par le règlement a examiné avec soin toutes les affaires qui lui ont été soumises; elle a opéré des réductions sur 326 mémoires de médecins, pharmaciens et sages-femmes.

Son mandat expirera à la fin de l'année. Il y aura donc lieu de la reconstituer pour le 1^{er} janvier 1898, point de départ d'une nouvelle période de 3 années.

Je rappelle ici que cette commission est composée de 4 médecins et de 2 pharmaciens, élus par leurs confrères du département.

Nous aurons à renouveler aussi, pour une période de 3 années, à courir du 1^{er} janvier 1898, les tarifs de médicaments, d'appareils et d'opérations chirurgicales.

Somme toute, je le répète, le service de l'assistance médicale gratuite, dans l'Eure, a fonctionné régulièrement, en 1896, dans toutes ses parties.

Le deuxième Dîner des Mutualistes.

DISCOURS DE M. AUDIFFRED

Le deuxième *Dîner des Mutualistes* a eu lieu le 17 décembre au Grand Véfour sous la présidence de M. Lebon, ministre des Colonies. Le Président de la République s'était fait représenter par le commandant Serpette. Le banquet comprenait environ deux cents convives parmi lesquels MM. Paul Deschanel, Deloncle, Papelier, Trélat, Chaudey, Marmottan, Bory, Guillaïn, Ouvré, Escudier, Plassard, Van Brock, etc. Les délégués des associations départementales des Mutualistes étaient : MM. Dumond, Déthieux, Bouchet, de Lyon; Roche, de Lille; Demelin, de Senlis; Gillet et Gagneux, de Tours, etc.

Au dessert, M. Audiffred a prononcé le discours suivant :

« Quel but poursuivons-nous ? Nous voulons contribuer au développement des institutions de prévoyance, et déterminer tous les Français à se garantir contre les conséquences de ces deux grandes causes de misère, la maladie et la vieillesse.

« Dans notre société si agitée, sollicitée par l'étude de tant de problèmes, nous ne devons certes rester étrangers à aucune des recherches instituées pour rendre l'homme plus instruit, plus capable de découvrir les secrets de

la nature et de maîtriser ses forces, pour lui assurer une plus haute culture morale et lui garantir une existence matérielle meilleure. Mais, comme il est nécessaire de diviser et de sérier les questions, l'objectif de la Mutualité nous paraît être, à l'heure présente, de s'appliquer spécialement à cette tâche restreinte et d'une portée si considérable que nous venons d'indiquer.

« Nous trouverons sur notre route des obstacles nombreux, des préjugés, des erreurs à dissiper, et notamment cette croyance à la toute-puissance de l'État, trop répandue et qui deviendrait mortelle pour notre pays si elle parvenait à s'accréditer.

« C'est l'individu qui doit être l'artisan de son sort, c'est lui qui doit faire acte de prévoyance en vue des éventualités fâcheuses, prélever régulièrement sur ses gains quotidiens les quelques centimes nécessaires à l'assurance contre la maladie et la vieillesse. Et c'est à développer ce sentiment de la prévoyance que doivent tendre toutes les préoccupations d'une nation fière et généreuse comme la nôtre.

« La loi sur les Sociétés de secours mutuels en préparation depuis quinze ans et qui sera promulguée avant la fin de la législature actuelle, notre caisse existante des retraites, la loi en préparation sur les retraites qui apportera, dans des conditions déterminées, des subventions et des encouragements aux citoyens, faciliteront l'exercice de la prévoyance.

« Certes, la prévoyance n'est pas une vertu facile ; elle est le résultat d'un effort continu, d'une privation volontairement et péniblement consentie, mais comme elle élève et trempe les caractères, comme elle fortifie et rend puissante la volonté !

« Toute une école la combat et la dénigre, essayant de persuader à des esprits trop accessibles à de pareils conseils que l'épargne est impossible, voire même condamnable ; qu'il faut, sans souci du lendemain, tout consommer au jour le jour, et réclamer impérieusement à l'État l'assistance dans les moments difficiles, sous cette fallacieuse raison que la prospérité de l'État serait faite uniquement du travail des salariés.

« Ce n'est pas au moment où, de toutes parts, les nations étrangères s'outillent pour produire ce qui leur est nécessaire et lutter avec nous sur tous les marchés du monde, où entrent également en lice les peuples d'Extrême-Orient, qui n'ont pas nos besoins et se contentent de salaires infimes, qu'il faut laisser passer sans les combattre ces théories dissolvantes.

« Un de nos convives nous apprenait récemment qu'*aux États-Unis, pour la seule assurance en cas de décès, 8 478 400 adhérents avaient déjà réalisé des assurances en capitaux dépassant 35 milliards 975 millions de francs.*

« Comme nous sommes loin de ce merveilleux résultat obtenu par le seul effort de l'initiative individuelle, sans la moindre intervention de l'État !

« Que pour les faibles, les infirmes, les vaincus de la vie, nous ayons un budget d'assistance, suffisamment doté, rien n'est plus légitime.

« La République n'a pas manqué à cette partie de sa tâche, et tout récemment encore elle organisait l'assistance médicale gratuite, qu'elle dotait de crédits annuels dépassant 12 millions. Mais en dehors de cette minorité d'assistés, qui doit aller sans cesse diminuant, sous l'influence du progrès

général de la richesse, c'est par la prévoyance, c'est par l'effort personnel que nous devons réaliser l'assurance contre la maladie et la constitution de la pension de retraite pour la vieillesse.

« Nous y parviendrons, si nous voulons bien résolument nous livrer à ce travail de propagande, dans le but de faire créer partout des Sociétés de secours mutuels et de retraites, ou des Sociétés de retraites pures à côté de Sociétés de secours pour la maladie, et si nous nous appliquons à faire connaître les conditions, aujourd'hui bien déterminées, que doivent remplir toutes nos associations, pour donner à tous leurs membres les mêmes avantages pour les mêmes cotisations et pour garantir la sécurité de nos épargnes.

« Les esprits sont partout préparés à cet enseignement. Nous serons surpris des résultats que nous obtiendrons, si nous savons poursuivre avec méthode, avec persévérance et ténacité, cette entreprise patriotique.

« Monsieur le ministre des Colonies, je vous ai remercié d'avoir bien voulu représenter ici le gouvernement : permettez-moi de vous dire qu'il vous devez être pour nous un collaborateur nécessaire.

« La pratique de la prévoyance devient plus facile dans un pays à mesure que ses ressources augmentent. Avant d'épargner, il faut pourvoir aux dépenses nécessaires et nos exigences, au point de vue intellectuel et matériel, vont heureusement grandissant. Pour faire face à toutes ces nécessités nous sommes condamnés à produire plus économiquement et davantage. La science, avec ses merveilleux progrès, en nous permettant d'utiliser les forces naturelles, a décuplé nos moyens d'action. Nos colonies nous offrent un champ immense à défricher. Laissez-moi vous dire que les amis de la prévoyance suivent avec intérêt vos travaux, et attendent de tous les hommes de progrès qui vous secondent une partie des ressources qui leur permettront de réaliser le but qu'ils poursuivent sans cesse, d'assurer aux malades toutes les ressources qui leur sont nécessaires, aux vieillards les moyens de vivre dignement.

« Lorsque votre collègue, M. Barthou, a présidé notre premier banquet, je lui ai demandé de nous faire autoriser, par M. le ministre de l'Instruction publique, à créer des Sociétés de secours mutuels entre les enfants de nos établissements secondaires et de nos écoles primaires, afin de développer entre ces enfants d'origine et de fortunes diverses des liens d'affectueuse solidarité. Ce vœu a été bien accueilli.

« Permettez-moi, en terminant, de vous adresser une requête d'un autre ordre.

« La maladie nous coûte en France, annuellement, plus d'un milliard. Elle nous enlève 825 000 personnes. Les maladies infectieuses et contagieuses que la science, depuis Pasteur, déclare sûrement évitables, causent 220 000 décès, plus que la guerre de l'année terrible. Dans la récente expédition de Madagascar, où nous avons eu 49 soldats qui sont morts par le fait de blessures, nous avons enregistré 5 000 décès du fait de maladies infectieuses et contagieuses.

« Après le vote de la loi sur les Sociétés de secours mutuels, la Commission du Pari Mutuel a bien voulu, conformément à une décision de la Chambre que j'avais provoquée, accorder une subvention de 125 000 francs.

qui sera renouvelée, je l'espère, pour faciliter à nos savants les recherches pour la découverte de nouvelles méthodes de traitement de ces maladies. L'Institut Pasteur et 20 laboratoires de Paris et de province ont été dotés de ressources indispensables. Je vous prie, monsieur le ministre, d'examiner s'il vous serait possible d'instituer dans nos principales colonies, comme le Sénégal et Madagascar, des recherches de ce genre, en assurant, à nos savants de la métropole les moyens d'y poursuivre à certains moments leurs études si fécondes.

« Un des grands obstacles à la mise en valeur de nos colonies, qui doit nous aider à alimenter nos budgets de prévoyance, c'est la maladie. Vous pouvez contribuer à le faire disparaître; la tâche est de celles qui peuvent tenter votre esprit généreux et élevé.

« Je me résume. Si nous quittons cette réunion avec la résolution bien arrêtée de répandre ces idées de prévoyance qui nous ont groupés ce soir, si l'administration des colonies nous aidait à réduire ce tribut de la maladie, qui grève si lourdement le budget des Sociétés de secours mutuels, notre soirée n'aurait pas été perdue. »

Après l'honorable député de la Loire, des toasts ont été portés par M. Martin Ginouvier, fondateur du dîner; par M. Bonjean, président de l'Association des voyageurs; par M. Arboux, secrétaire général de la Ligue de la Mutualité.

Enfin l'auditoire a fait à l'allocution de M. le ministre des Colonies le plus chaleureux accueil.

Cette réunion cordiale a laissé sous la meilleure impression tous ceux qui y participaient.

Traitement de la Tuberculose à domicile.

RAPPORT DE M. LE DOCTEUR THOINOT

Comme suite aux documents déjà publiés (1) sur les travaux de la grande Commission de la tuberculose, nous reproduisons aujourd'hui le rapport de M. le Dr Thoinot sur les tuberculeux indigents soignés à domicile.

Messieurs,

En commençant ses travaux votre sous-commission a tenu à se prononcer sur une question de principe et l'a fait à l'unanimité: le tuberculeux soigné à son domicile ne peut être placé dans de bonnes conditions de guérison. Il y est en outre la source de contagions constantes dans son entourage. Seule l'hospitalisation dans des milieux préparés peut fournir les conditions de non-contagion et de guérison.

Les dangers dont le tuberculeux soigné à domicile peut être la source, la statistique suivante les démontre nettement.

L'Administration, sur l'invitation de la sous-commission, a recherché

(1) N° 3 de la *Revue Philanthropique*, p. 438 et 439, et n° 4, p. 593 et suiv.

combien de tuberculeux étaient soignés actuellement à domicile, et combien de ces tuberculeux vivaient célibataires, combien en famille.

Elle a relevé 348 tuberculeux à domicile, chiffre assurément au-dessous de la réalité, mais ce qui s'applique à ces 348 malades serait vrai pour un nombre dix ou vingt fois plus grand.

Or sur ces 348 tuberculeux, 36 vivent *isolés*, 312 vivent en famille, et l'enquête nous montre 852 personnes entourant ces 312 tuberculeux; en d'autres termes, 852 personnes sont exposées à la contagion tuberculeuse par le traitement à domicile, si nous ne venons pas efficacement à leur aide.

L'assistance médicale du tuberculeux à domicile est donc un mal social, mais c'est un mal longtemps encore inévitable.

Comment en atténuer les dangers dans la mesure du possible?

Votre sous-commission vous propose les trois moyens suivants:

1° Le tuberculeux, traité à domicile, recevra par les soins de l'Administration un *crachoir*. Il y aura évidemment lieu de munir chaque malade de deux crachoirs du modèle de celui que votre sous-commission a choisi pour les salles des hôpitaux;

2° L'Administration vulgarisera dans toute la mesure les notions fondamentales et élémentaires comprenant la prophylaxie de la tuberculose.

Ces notions ont été condensées en une plaquette rédigée par votre sous-commission.

Cette plaquette sera remise à tout malade soigné à domicile par l'Assistance, qu'il s'agisse ou non d'un tuberculeux, et la Commission comprendra le sentiment qui nous a fait rejeter la distribution aux seuls tuberculeux.

Mais la sous-commission estime qu'une diffusion plus large encore s'impose et qu'il y a tout avantage à faire pénétrer ces notions dans la population, l'éducation faite par elle évitera sans doute plus d'une contagion tuberculeuse. Elle désire pour ces instructions la publicité la plus large et par tous les moyens possibles.

Voici l'énoncé de notre plaquette.

ADMINISTRATION GÉNÉRALE DE L'ASSISTANCE PUBLIQUE A PARIS

INSTRUCTIONS CONTRE LA TUBERCULOSE

1° La tuberculose est la maladie la plus répandue.

2° La tuberculose est évitable. La tuberculose est guérissable.

3° Si la tuberculose est si commune, c'est qu'elle est propagée par les crachats du malade.

On évite la tuberculose en faisant la guerre aux crachats.

Le malade doit, à domicile, ne cracher que dans un crachoir toujours pourvu d'une certaine quantité de liquide : au dehors, à défaut de crachoir, ne cracher que dans un mouchoir.

Tout crachat tombé sur le sol (parquet, tapis, paillasson, trottoir, voitures, wagons, etc.) répand la tuberculose.

Autant de crachats détruits, autant de tuberculoses évitées.

4° Le crachoir devra être nettoyé chaque jour en le mettant dans de l'eau froide que l'on fera bouillir pendant cinq minutes.

Tout linge sur lequel on aura craché (mouchoir, serviette, etc.), devra, comme

le crachoir, être plongé et maintenu cinq minutes dans l'eau bouillante ou soigneusement mis à part pour être livré aux services public de désinfection.

(Instruction rédigée par la Commission instituée à l'Assistance publique de Paris, pour la prophylaxie de la tuberculose.)

3° Le troisième moyen prophylactique visé par votre sous-commission consiste à étendre dans la plus large mesure possible la *désinfection*, désinfection au cours de la maladie, désinfection après terminaison de la maladie.

Mais les moyens proposés resteraient inefficaces s'ils n'étaient consignés que dans une plaquette populaire et dans les circulaires administratives. La Commission ne saurait oublier que, pour la prophylaxie de la tuberculose à domicile, elle a des auxiliaires tout désignés dans les médecins du traitement à domicile.

A eux revient la tâche d'éclairer directement le tuberculeux et sa famille sur la nécessité et la facilité des moyens de lutte contre la contagion ; à eux de veiller à l'emploi rigoureux du crachoir ; à eux d'appeler le service de désinfection toutes les fois que la nécessité en apparaît.

Votre sous-commission fait appel à ces médecins par la lettre circulaire suivante qu'elle soumet à votre approbation et que l'Administration, forte de votre opinion, pourra alors faire tenir, *en son nom*, à chacun de ses médecins du traitement à domicile.

Messieurs,

L'assistance à domicile est une œuvre humanitaire qui s'impose : mais au point de vue de l'hygiène familiale et publique, elle n'est exempte, vous le savez, ni de difficultés, ni d'inconvénients.

Le *tuberculeux*, difficilement curable à domicile, devient un danger pour son entourage. Soigner les tuberculeux à domicile, c'est augmenter incontestablement les points de contact et les surfaces de tuberculose.

Le traitement du tuberculeux à domicile doit, vous le comprenez, comporter autant de prophylaxie que de thérapeutique.

Le médecin doit se préoccuper autant de l'entourage du tuberculeux que du tuberculeux lui-même, pour réduire au minimum la contagion.

Il lui appartient de se faire l'éducateur du malade et de son entourage, pour que chacun soit à même de se défendre contre la tuberculose, en ayant appris à connaître son mode de contagion.

C'est le crachat, vous le savez, que doit viser le médecin ; c'est en vue de cette guerre à faire aux crachats qu'a été libellée l'*Instruction contre la tuberculose*, rédigée en plaquette, qui, par les soins du bureau de Bienfaisance, devra pénétrer chez tout malade traité comme tuberculeux.

Vous aurez à développer, suivant l'occasion et les milieux, les *instructions* de cette plaquette, et à veiller à leur application. C'est dans cet ordre d'idées que vous aurez, en particulier, à appeler le service de la désinfection toutes les fois que vous en verrez la nécessité, tant pour le linge que pour le logement, soit pendant la vie du malade, soit après le décès.

Il y a tout intérêt — intérêt du malade, intérêt familial, intérêt public — à ce que ces instructions soient formellement remplies. Elles le seront d'autant mieux que votre expérience et votre tact auront su faire comprendre leur importance ; que vous aurez trouvé l'occasion de dire que la tuberculose est curable, qu'elle est évitable, et que nous n'en sommes plus à l'époque où l'on voyait dans un tuberculeux un phtisique incurable.

L'assistance des tuberculeux à domicile ne sera plus seulement une œuvre humanitaire, vous n'aurez pas seulement assisté, soulagé et guéri les tuberculeux, vous aurez été la sauvegarde de la famille, et vous aurez puissamment servi la grande cause de la prophylaxie de la tuberculose.

Tel est, Messieurs, l'ensemble des mesures prophylactiques, arrêté par votre sous-commission pour pallier, autant que faire se peut, aux dangers inhérents à l'assistance du tuberculeux à domicile; elle les soumet à votre approbation.

Un dernier point a préoccupé enfin votre sous-commission, c'est celle de l'assainissement des *Bureaux de bienfaisance*.

Il n'est pas utile d'insister pour démontrer la nécessité de cet assainissement: chacun sait en effet que les locaux de consultation constituent de dangereux entrepôts de germes de contagion aussi variés que nombreux.

Votre sous-commission estime qu'il y a lieu:

1^o De munir chacun de ces locaux d'un ou plusieurs *crachoirs*, du type adopté par votre sous-commission pour les *crachoirs communs* des escaliers, cours, corridors des hôpitaux.

L'Administration fera placarder un avis portant défense de cracher ailleurs que dans le crachoir et instituera une sanction contre les délinquants;

2^o *Lavage antiseptique* quotidien du local par le personnel attaché à ce local, le balayage à sec et le cirage étant naturellement proscrits; et désinfection méthodique, à intervalles réguliers par les soins du service municipal de désinfection.

Il y aura lieu, enfin, d'afficher dans le local, en un format spécial, facilement visible et lisible par tous, les instructions contre la tuberculose dont nous avons donné lecture tout à l'heure.

La Situation des Infirmiers et Infirmières des Hôpitaux de Paris.

UN DISCOURS DE M. H. DÉROUIN

A la distribution des prix de l'École municipale d'infirmiers et d'infirmières de Bicêtre, M. H. Dérouin, secrétaire général de l'Assistance publique, a fait cet exposé de la condition morale et matérielle des infirmiers et infirmières :

Depuis vingt années les Écoles d'infirmiers de Paris accomplissent leur œuvre. Elles sont tellement liées aujourd'hui à notre organisation hospitalière qu'on ne pourrait plus concevoir la possibilité de recruter, sans ce foyer d'enseignement, un personnel en état de répondre aux besoins des malades et du corps médical. Grâce à elles, la valeur du personnel secondaire des établissements hospitaliers de Paris est devenue incontestée; aussi est-ce à notre porte que les hôpitaux de province viennent frapper

quand ils ont besoin de concours expérimentés ; bien plus, et nous en avons l'exemple il y a quelques mois, il arrive même, en cas de guerre, que les ambulances étrangères font appel à nos infirmiers, parce qu'elles savent trouver en eux, avec le courage, l'intelligence et l'aptitude.

En effet, alors que la chirurgie moderne montre tant d'exigences ; alors que l'application de la méthode antiseptique nécessite, chez ceux qui sont appelés à soigner les blessés, des précautions minutieuses, que ne prennent pas ceux ou celles qui n'en connaissent pas l'importance, le diplôme des Écoles créées par le Dr Bourneville est une garantie précieuse et la plus certaine de toutes.

Et pourtant quelles luttes ont dû être engagées lors de la création des Écoles ? Quelle persistance de volonté a dû déployer M. le Dr Bourneville, quand, malgré tant d'obstacles, il a voulu importer en France ces écoles professionnelles inconnues à Paris, et qui cependant existaient déjà depuis longtemps aux États-Unis, en Allemagne et en Angleterre !

Cette ère de luttes est aujourd'hui close.

En même temps qu'on constatait les heureux et indispensables résultats des écoles professionnelles, on jugeait aussi, et il y avait là une corrélation nécessaire, qu'il fallait rendre enfin justice, en les rétribuant mieux, à ceux et celles auxquels ces Écoles sont destinées.

Bien que les traitements actuels soient encore minimales, quelle différence énorme entre leur montant en 1853 et en 1897 !

En 1853, à la suite d'une augmentation d'appointements qui fut alors très appréciée, les sous-employés de première classe, c'est-à-dire les surveillants et les surveillantes furent appointés de 360 francs par an ; les sous-surveillants et sous-surveillantes, qu'on appelait alors sous-employés de deuxième classe, reçurent 250 francs.

Pour les infirmiers, garçons et filles de service, on considéra alors que les femmes n'avaient pas des droits égaux à ceux de l'homme. On n'accorda que 180 francs par an aux infirmiers, 150 francs aux garçons attachés aux services généraux ; les infirmières ne reçurent que 150 francs et les filles de service que 120 francs.

Il est vrai que, par un système aujourd'hui abandonné, il existait alors des augmentations périodiques. Au bout de dix ans, les infirmières et gens de service des deux sexes pouvaient être augmentés de 48 francs et au bout de quinze ans de 60 francs.

L'année 1861 fut une année généreuse.

Les sous-employés de première classe reçurent comme traitement annuel un minimum de 360 francs, avec droit à une augmentation de 24 francs par an jusqu'à un traitement maximum de 500 francs.

Les sous-employés de deuxième classe obtinrent un traitement annuel minimum de 320 francs avec une augmentation annuelle de 12 francs jusqu'au traitement maximum de 380 francs.

Les serveurs de première classe ou suppléants reçurent 252 francs avec une augmentation annuelle de 12 francs jusqu'au maximum de 300 francs.

Les infirmiers et gens de service obtinrent 180 francs par an, avec une augmentation annuelle de 48 francs jusqu'à un maximum de 252 francs.

L'égalité des sexes se trouvait ainsi proclamée dans les services hospitaliers, à une époque où on ne s'occupait guère encore de ce qu'on appelle aujourd'hui le féminisme.

En 1875, nouvelle réforme : les infirmiers et gens de service, en vertu d'un arrêté de l'Administration, reçurent le droit d'atteindre leur maximum de traitement au bout de deux ans au lieu de quatre.

De là, il faut passer à 1878 et 1879 pour trouver la trace de nouvelles améliorations.

Les budgets de 1878 et 1879 constatent qu'en ces deux années, le Conseil municipal de Paris a accordé pour l'amélioration des traitements du personnel secondaire un crédit total de 184 000 francs, sur le rapport de D^r Bourneville, alors membre de ce Conseil.

En conséquence, le directeur de l'Assistance publique réglait comme il suit, par arrêté du 5 mai 1880, les traitements du personnel secondaire pour les deux sexes :

Sous-employés de 1 ^{re} classe. . .	{	1 ^{re} section.	600 francs
		2 ^e section.	540 —
Sous-employés de 2 ^e classe. . .	{	1 ^{re} section.	480 —
		2 ^e section.	420 —
Serviteurs de 1 ^{re} classe.	{	1 ^{re} section.	360 —
		2 ^e section.	330 —
Serviteurs de 2 ^e classe.	{	1 ^{re} section.	300 —
		2 ^e section.	270 —
		3 ^e section.	240 —

Dans un rapport sur le budget de l'Assistance publique de 1882, M. le D^r Bourneville, conseiller municipal, s'exprimait ainsi :

« Au nombre des augmentations de crédit réclamées par l'Administration, vous avez remarqué une somme de 114 000 francs destinée à l'élévation des traitements des sous-employés et serviteurs; M. le Directeur, au Conseil de surveillance, parlant de cette nouvelle augmentation, ajouta que le Conseil municipal ne refusera pas de la voter et qu'il en a la conviction. M. le Directeur aurait pu aller plus loin et déclarer que cette augmentation, il l'inscrivait à la demande du Conseil municipal. En effet, c'est sur vos instances réitérées et vos vœux répétés que le personnel secondaire doit l'amélioration de son traitement. »

Et à la suite du vote du nouveau crédit de 114 000 francs, un arrêté du 7 avril 1884 du Directeur de l'Assistance publique fixa les traitements comme il suit :

Sous-employés.	{	1 ^{re} classe.	{	1 ^{re} section.	800 francs
			{	2 ^e section.	700 —
	{	2 ^e classe.	{	1 ^{re} section.	600 —
			{	2 ^e section.	500 —
Serviteurs.	{	1 ^{re} classe.	{	1 ^{re} section.	400 —
			{	2 ^e section.	300 —
	{	2 ^e classe.	{	1 ^{re} section.	330 —
			{	2 ^e section.	300 —

En 1893, le traitement des suppléants et suppléantes (anciens serviteurs de première classe, première section) était porté de 400 à 425 francs, celui des premiers infirmiers et infirmières de 360 à 400 francs, celui des infirmiers et infirmières de première classe de 330 à 380 francs, celui des infirmiers et infirmières de deuxième classe de 300 à 350 francs.

L'augmentation de dépense résultant de cette réforme entraînait un crédit nouveau de 154 825 francs voté par le Conseil municipal et à prélever sur un crédit global destiné à l'augmentation des salaires de tous les travailleurs municipaux.

Enfin, en décembre 1896, au nom de la cinquième Commission, présidée par M. Paul Strauss, M. le conseiller municipal Navarre déposait un rapport, dont les conclusions furent votées, tendant à l'allocation d'un crédit de 203 641 francs destiné au relèvement du traitement du personnel secondaire.

Vous connaissez l'application qui a été faite de ce crédit.

Depuis 1853, les appointements de chacune des catégories du personnel secondaire ont été plus que doublés et le personnel peut attendre avec confiance du Conseil municipal et les nouvelles augmentations de traitement qui lui seront accordées ultérieurement et aussi le relèvement des pensions de repos, qui s'impose plus nécessairement encore, à mon avis, parce qu'elles n'ont pas varié depuis 1877.

Je serais inexact, cependant, en disant qu'on ne s'est pas occupé de pensions de repos depuis vingt ans. Par une bienveillante décision du 10 avril dernier, à laquelle M. le D^r Bourneville n'est pas étranger, le Directeur de l'Assistance publique, d'accord avec le Conseil de surveillance et le Conseil municipal de Paris, a admis les chefs d'atelier de Bicêtre à bénéficier du repos en nature et en argent dans les mêmes conditions que les agents du personnel secondaire.

CHRONIQUE ÉTRANGÈRE

Allemagne.

UN NOUVEL HOPITAL A BERLIN

La fondation d'un hôpital grandiose a été résolue à Berlin. Les frais sont prévus à 13 100 000 Mk. Entre autres, l'hôpital contiendra un bâtiment pour la graduation du sel, revenant au prix de 1 demi-million. Cette graduation, exécutée d'après les principes reconnus excellents à Reichenhall, offrira aux personnes souffrant des organes respiratoires tous les avantages obtenus dans les localités de cures salines.

L'espace destiné à cet hôpital est si vaste qu'on pourrait y placer cinquante-six fois tout l'Hôtel de Ville de Berlin!

On se propose de créer un établissement modèle, réunissant tous les avantages hygiéniques. La salle mortuaire, dont la façade contient 19 fenêtres, disposera des plus complètes ressources pour l'étude de l'anatomie et sera destinée aux recherches scientifiques.

A. S.

LES ACCIDENTS DE FABRIQUE

Les accidents occasionnés par l'industrie allemande en 1895 furent au nombre de 300 000, dont 6 000 mortels. Les ouvriers constructeurs participent à ce chiffre pour 34 000 accidents et 800 morts. Un grand nombre de ces sinistres ont été évités au moyen d'une inspection améliorée, l'inspection actuelle étant absolument insuffisante, en plusieurs provinces presque dérisoire. Les sommes votées sont minimes; Wurtemberg dépense dans ce but 7 000, la Bavière 8 000, la Saxe 15 000 Mk par année.

A. S.

Angleterre.

MAISONS DE CONVALESCENCE

Un service hospitalier, si bien tenu et aménagé qu'on le suppose, n'est tout à fait complet que si on a prévu des salles ou des asiles spéciaux pour les convalescents.

La convalescence est quelquefois plus longue que la maladie; elle peut être abrégée si le convalescent est éloigné du milieu nosocomial, s'il est dans un air pur et s'il peut bénéficier d'un régime particulièrement réconfortant. L'intérêt du malade n'est pas douteux ici; ajoutons que l'intérêt de l'établissement est également en jeu. En effet on ne peut songer à immobiliser des lits trop longtemps dans un hôpital qui, suivant une ancienne définition française trop oubliée est et doit être *une machine à soigner des malades*. Dès que la maladie a cessé, dès que des soins médicaux ne sont plus indispensables, c'est à l'asile de convalescence que l'hospitalisé doit être envoyé. Nous avons en France deux établissements modèles pour les convalescents des hôpitaux de Paris: l'asile national de Vincennes pour les hommes, l'asile national du Vésinet pour les femmes. La ville de Paris a créé des maisons de convalescence pour les accouchées. Quelques hôpitaux de province (Lyon, Rouen) ont des maisons spéciales pour leurs convalescents.

Les asiles de Vincennes et du Vésinet, ceux des hôpitaux de Lyon sont en pleine campagne, dans les domaines étendus et boisés; ils rendent des services si importants que, dès qu'on les connaît, on s'étonne de ne pas voir toutes nos grandes villes pourvues de maisons de convalescence analogues.

En Angleterre, cette question des convalescents est depuis longtemps résolue et le nombre des établissements qui les admettent est considérable; mais c'est surtout depuis une dizaine d'années que ce nombre s'est augmenté et qu'il tend à croître encore. Beaucoup des grands hôpitaux de Londres ont des asiles de convalescents ou bien ont passé un traité avec des établissements privés pour envoyer leurs malades se refaire au grand air des champs ou même au bord de la mer.

Certains de ces établissements sont réservés aux convalescents de maladies contagieuses, les uns sont réservés aux hommes et les autres aux femmes, quelques-uns ne reçoivent que des enfants, d'autres des femmes et des enfants, d'autres enfin sont ouverts à la fois aux hommes, aux femmes et aux enfants.

Le nombre total de ces établissements est de 326, dont 146 à la campagne et 180 au bord de la mer.

Les maisons réservées pour les convalescents d'affections contagieuses sont au nombre de 3, toutes situées à la campagne. — Celles qui reçoivent à la fois des hommes, des femmes et des enfants s'élèvent au nombre de 136. — Il y en a 94 qui reçoivent des femmes et des enfants. — 28 ne reçoivent que des femmes. — 63 ne sont ouvertes qu'aux enfants.

Les prix payés pour les convalescents, par les personnes charitables qui les assistent ou par les hôpitaux, varient beaucoup dans ces établissements selon les conditions de confort, de 7 shillings à 3 livres par semaine.

H. N.

Belgique.**LES HABITATIONS A BON MARCHÉ**

L'Indépendance belge expose dans quelles conditions a pris naissance Schærbeck (faubourg de Bruxelles) le problème des habitations ouvrières. Il est résulté de la disposition des impasses insalubres de la rue l'Olivier, appelées à disparaître. Cette démolition aura pour effet de priver de logements un très grand nombre de familles ouvrières qui éprouvent de ce fait un assez grand embarras.

On s'est mis d'accord pour l'allocation d'un crédit de 150 000 francs destiné à la construction d'habitations à bon marché du côté opposé à la future école moyenne, dans la nouvelle rue reliant les rues Van Dyck et l'Olivier.

Étant donnée la cherté des terrains dans cette partie agglomérée, la commune ferait édifier, dans ce quartier, de vastes maisons de rapport, cinq étages où l'air et la lumière seraient répandus à profusion et qui, pour un modeste loyer, donneraient asile aux familles d'ouvriers et petits employés.

Les rez-de-chaussée de ces bâtiments qui auraient un développement de façade de 12 mètres seraient convertis en magasins. Chaque étage contiendrait quatre chambres spacieuses avec annexe, latrine, robinets d'eau et déversoir des immondices. Ceux-ci, déversés dans une colonne, seraient recueillis dans des poubelles que les ouvriers de la voirie viendraient vider chaque jour.

D'après les premiers calculs, le prix moyen de location mensuelle par chambre serait de 7 francs.

Telles sont les grandes lignes du projet qui a obtenu l'adhésion de tous les membres du Collège. Le différend porte uniquement sur les modalités d'exploitation de ces immeubles. Les uns veulent confier cette exploitation à des sociétés dans lesquelles la commune s'intéresserait à concurrence d'une somme fixée par le Collège ; les autres veulent concéder cette exploitation au conseil des hospices et au bureau de bienfaisance.

D'autres encore veulent tenter la constitution d'un domaine communal. Le Conseil communal aura à se prononcer entre les trois systèmes.

États-Unis de l'Amérique du Nord.**LA CONDITION DES NÈGRES DANS LES VILLES**

Depuis longtemps déjà les philanthropes américains signalent les conditions d'existence déplorables des familles nègres dans la plupart des grands centres de l'Union et demandent que, surmontant leurs préjugés, les hommes de bonne volonté viennent en aide, matériellement et moralement, aux pauvres nègres, abrutis par la misère et par l'alcool, etc.

grouillent dans une honteuse promiscuité, dans certains faubourgs d'opulentes cités américaines du Nord et du Sud.

Ces plaintes ont fini par émouvoir le public, et l'université d'Atlanta (1) a entrepris et mené à bonne fin une intéressante enquête sur les conditions d'existence des nègres citadins en Amérique. Un avocat de Boston a conduit cette vaste enquête d'une façon scientifique et a cherché à en tirer d'utiles indications pour la solution de la question toujours si discutée du relèvement et de l'éducation du nègre américain.

Cette vaste enquête a été confiée, la plupart du temps, à des hommes ou à des femmes de couleur intelligents (surtout dans les villes du Sud) qui étaient mieux à même que des blancs de pénétrer dans l'intimité des familles nègres et moins susceptibles d'être influencés par le préjugé de couleur, si puissant encore aux États-Unis.

Une première constatation a montré que l'accroissement du nombre des maisons ou fermes achetées ou louées par des nègres, dans les États Sud de la confédération, est en réalité beaucoup moindre qu'on se l'imaginait. Cela est très regrettable, car le nègre vit beaucoup plus confortablement et plus moralement à la campagne qu'à la ville et certains fermiers noirs ont su se constituer de très belles situations.

Une seconde constatation, toute à l'honneur des sentiments des femmes nègres, a montré que beaucoup de femmes de couleur subviennent totalement ou pour une très forte part à l'entretien de toute la famille, principalement en allant travailler hors de chez elles, ce qui les oblige malheureusement à négliger leur intérieur et leurs enfants.

Enfin la mortalité excessive des nègres citadins (en moyenne 73,8 p. mille) est attribuée à leur ignorance presque absolue des lois les plus élémentaires de l'hygiène; les maladies les plus meurtrières sont non des affections aisément transmissibles importées du dehors, mais des affections dues, en majeure partie aux conditions misérables et anti-hygiéniques de la vie de l'immense majorité de ce prolétariat noir.

La défaillance du père de famille nègre qui se soucie peu, en général, des besoins des siens, a eu l'influence la plus détestable sur la vitalité et la moralité de la race plus particulièrement dans le Sud.

Comme remède à ces maux, on préconise la création d'associations pour venir en aide aux mères de familles de couleur, de crèches et d'écoles enfantines auxquelles elles pourraient confier leurs nourrissons et leurs petits enfants pendant leur travail. Enfin on se propose de former des associations de visiteurs qui, périodiquement, iront encourager les chefs de famille à se créer un « home » propre et confortable, associations dans lesquelles entreraient des hommes de couleur honorables et dévoués à côté de blancs philanthropes.

On voit, d'après les résultats de cette enquête que le douloureux problème de la misère des familles nombreuses citadines est à peu près le même sous toutes les latitudes : qu'il s'agisse de nègres dans l'Amérique du Nord, d'Irlandais dans les cités industrielles d'Angleterre, d'Allemands,

(1) *Annals of the American Academy of political and social sciences*; Philadelphie, 15 septembre 1897.

de Français ou d'Italiens dans les grands centres d'Europe, l'action moralisatrice et bienfaisante des nobles cœurs trouve toujours à s'exercer utilement.

G. C.

Hollande.

D'après le journal *Soziale Praxis*, le gouvernement a présenté un projet de loi pour établir des assurances contre les accidents en faveur des ouvriers de certaines professions considérées comme plus particulièrement dangereuses, notamment les mines, la navigation et les transports.

En cas de décès, les dommages et intérêts consisteraient en une somme égale à 10 p. 100 du gain annuel de l'ouvrier tué, à titre d'indemnité funéraires, ensuite en une pension égale à 30 p. 100 du gain annuel au profit de la veuve ou du veuf survivant et de 15 p. 100 au profit de chaque enfant mineur.

En cas d'infirmité totale, la pension serait de 70 p. 100 du gain annuel et en cas d'infirmité partielle, l'ouvrier estropié recevrait une pension proportionnée à la gravité de son état.

Les patrons seraient, d'après ce projet de loi, divisés en plusieurs catégories payant divers tarifs de primes, et la banque de Hollande centraliserait les primes et accumulerait les intérêts des sommes versées pour ces fonds d'assurances, qui seraient gérés d'après la méthode autrichienne de *Kapital Deckung*.

On peut prévoir que ce projet sera prochainement discuté et adopté par les Chambres néerlandaises. Il réalisera un grand progrès économique et social et sera un utile instrument de pacification dans le monde ouvrier hollandais.

Russie.

LES ASILES POUR LES ALCOOLIQUES

Le docteur russe H. Olderagge propose de fonder un sanatorium pour la guérison des alcooliques dans une des îles d'Aland; l'idée lui a été inspirée par une visite à l'île de Walaam, dans le lac de Ladoga. Cette île, où s'élève comme unique habitation un monastère, sert depuis longtemps à y isoler les alcooliques des villages voisins. Privés de toute communication, les alcooliques y sont mis dans l'impossibilité de se procurer des boissons enivrantes. Surveillés par les moines qui les exhortent à la pénitence, ils reprennent l'habitude du travail et retournent guéris dans leurs familles; ils persistent souvent à rester sobres et religieux.

Olderagge remarque que si les moines de Walaam, n'ayant d'autres ressources que l'exemple et la prière, parviennent à obtenir des résultats satisfaisants, un sanatorium muni de tous les auxiliaires de la science moderne, qui combattrait en même temps et les dégâts du corps et ceux de l'âme, offrira des succès surprenants.

A. S.

Suisse.

UN NOUVEAU SANATORIUM

Zurich aura bientôt son établissement pour les tuberculeux. Il sera bâti sur le Faltiberg, une hauteur admirablement exposée dans la commune de Wald et à peu de distance du grand et beau village de ce nom. L'emplacement choisi est en plein midi. Il est protégé par des bois et des replis de terrain contre les vents âpres du Nord et de l'Est. Il se trouve à une altitude de 900 mètres, au-dessus, par conséquent, de la zone des brouillards qui, en automne et en hiver, s'étendent pendant des semaines, souvent, jusqu'à une altitude de 7 à 800 mètres sur le plateau situé entre les Alpes et le Jura. Des observations faites avec soin pendant deux hivers ont permis de constater que l'on peut compter au Faltiberg sur autant de jours de soleil, en moyenne, qu'à Davos. L'eau est abondante et d'excellente qualité; l'établissement est entouré de forêts, enfin la vue sur le lac de Zurich et les montagnes est très belle et étendue.

L'établissement se composera de trois bâtiments, un pour l'administration, un pour les hommes, un pour les femmes. Il pourra recevoir une centaine de malades. Les devis pour la construction sont évalués à 310000 francs.

INFORMATIONS

La Ligue fraternelle des Enfants de France.

La Ligue fraternelle des Enfants de France a tenu le 19 décembre, dans la salle de la Société d'horticulture, rue de Grenelle, son assemblée générale annuelle, sous la présidence de M^{lle} Lucie Faure.

Cette ligue, fondée en 1895, sur l'initiative de M^{lle} Faure, a, on le sait, pour but de grouper les jeunes gens ou les jeunes filles qui jouissent de l'aisance, en vue de venir en aide aux enfants pauvres, orphelins ou abandonnés.

Devant un public très nombreux, où l'on remarquait beaucoup d'élèves de nos grandes écoles et de nos lycées, M. P.-E. Decharme, secrétaire général, et M^{lle} de Gourlet, trésorière, ont présenté les rapports moraux et financiers sur l'état de la ligue.

La ligue, d'après les renseignements fournis par M. Decharme, compte aujourd'hui 10 000 membres; son budget est de 56 000 francs. Elle a formé des comités au Havre, à Bordeaux, à Dreux, à Pau, à Vesoul, à Dunkerque, à Gray; elle espère en former prochainement dans d'autres villes; elle compte des adhérents, non seulement dans toutes les parties de la France, mais encore de l'Europe.

Grâce au développement pris par la société et aux recettes réalisées surtout lors de la représentation de gala donnée à l'Opéra avec le concours de Tamagno, la ligue a pu venir en aide à bien des misères intéressantes pendant l'année qui vient de s'écouler. La commission des secours, présidée par M^{lle} Lucie Faure, est venue en aide à 296 familles. La commission du placement des filles a opéré 139 placements définitifs. Enfin, la commission du placement des garçons a effectué 23 placements définitifs et 4 placements provisoires.

Le rapporteur M. Decharme qui a retracé ici même (1) les origines de la Ligue, a montré le rôle du délégué de lycée et du délégué de quartier dans la jeune association :

« Le délégué de lycée est chargé de porter autour de lui la bonne parole »

(1) N° 1 de la *Revue Philanthropique*, p. 57 et suiv.

role, de faire connaître à ses camarades l'esprit de notre Œuvre, et de recueillir leurs adhésions pour les soumettre directement à notre Présidente. Il nous permet ainsi de ne pas recourir à l'intervention aimable, mais officielle, des maîtres ou des directeurs, et il nous donne la satisfaction de penser que, s'il a du succès, il le doit uniquement à la beauté de la cause qu'il soutient, au zèle ardent avec lequel il s'en fait l'interprète. Plusieurs fois, cette année, les délégués des lycées de Paris se sont réunis au Palais de l'Élysée, sous la présidence de M^{lle} Lucie F. Faure, pour recevoir des remerciements et des conseils, et présenter eux-mêmes leurs observations. Les jeunes filles des lycées Molière, Fénelon, Racine, Victor Hugo et du collège Sévigné, suivront prochainement cet exemple. Nous comptons beaucoup sur les uns et sur les autres.

« Le délégué de quartier, davantage maître de son temps et de ses mouvements, a un rôle plus complexe. Ce rôle, je voudrais non pas vous le définir (car sa vraie définition réside dans le dévouement ingénieux et enthousiaste avec lequel il est rempli), mais vous l'esquisser à grands traits, afin qu'il ne soit à personne complètement étranger.

« Un des premiers devoirs du délégué de quartier est de faire aussi rapidement, aussi en détail que possible les enquêtes qui lui sont demandées par le Conseil d'administration, et pour cela non seulement de visiter les enfants chez eux, mais encore de s'adresser aux différentes Œuvres de bienfaisance du voisinage, pour constater que les familles dont la situation est signalée comme digne d'intérêt ne se procurent pas des ressources un peu de tous côtés. S'il y a des pauvres effrontés, il y en a de honteux. A ces derniers, il faut enseigner par quels moyens ils peuvent légalement solliciter l'appui d'institutions officielles comme l'Assistance publique, et ne pas craindre de les guider sur les chemins longs parfois et sinueux qu'ils doivent suivre.

« Le délégué doit être, cela va de soi, en relations constantes avec ses collègues, puisque aussi bien son champ d'action a des limites toutes fictives, où il serait invraisemblable que les affaires dont il s'occupe fussent régulièrement et rigoureusement renfermées. Il doit encore, et cela est plus délicat, mais non moins nécessaire, connaître la plupart des membres actifs de son quartier, afin de s'éclairer de leurs lumières et de s'aider de leur force. Les jeunes filles, notamment, ayant plus de loisirs que les jeunes gens, peuvent se réunir de temps à autre pour mettre en œuvre leur talent de couture, et tout en travaillant, faire en commun des rêves d'avenir pour leur chère Ligue.

« Le délégué doit enfin porter aux protégés de la Ligue les secours, en espèces ou en nature qui leur ont été accordés, veiller à ce que, selon les cas, les enfants auxquels il s'intéresse fréquentent l'école, soient inscrits aux classes de garde, bénéficient des cantines scolaires, leur chercher plus tard de bonnes places d'apprentissage, et, cela fait, ne pas les perdre encore de vue. Chacun trouvera d'ailleurs en soi-même je le répète, les meilleures inspirations. »

M^{lle} de Gourlet, trésorière, a indiqué dans son rapport que le chiffre des recettes atteint l'an dernier a été presque exactement doublé; le capital de la ligue est quatre fois ce qu'il était à la précédente assemblée gé-

nérale. « Il vous appartient, a-t-elle ajouté en s'adressant à l'assemblée, d'assurer la continuité de cette progression; l'avenir de la fraternelle solidarité de l'enfance est entre vos mains. »

Après une chaleureuse allocution de M. Paul Desjardins, l'assemblée a procédé à l'élection de six nouveaux membres du conseil, en remplacement de membres mariés ou démissionnaires; puis M. Maingon, avocat à la Cour d'appel, a exposé qu'une revision des statuts était rendue nécessaire par la demande de reconnaissance d'utilité publique de la Ligue, demande qui sera examinée prochainement par le Conseil d'État. Lecture a été faite des nouveaux statuts, que l'assemblée a adoptés à l'unanimité. M^{lle} Lucie F. Faure a prononcé, pour clore la séance, cette brève et délicate allocution :

« Je tiens à remercier, au nom de la Ligue Fraternelle des Enfants de France, toutes les personnes qui sont venues nous apporter ici l'encouragement de leur sympathie.

« Je remercie particulièrement M. Paul Desjardins, pour les hautes et belles paroles qu'il a bien voulu nous adresser. La Ligue en conservera toujours le précieux et vivant souvenir. Je remercie également l'orchestre et les chœurs que nous avons tous admirés dans la savante et délicate exécution d'œuvres magistrales. Grâce à leur concours, notre réunion s'est parée d'un nouvel attrait, et, dans une harmonie très douce, le prestige de leur art s'associe à notre pensée fraternelle.

« Combien de remerciements ne devrions-nous pas encore ajouter à ceux-ci! L'énumération en serait trop longue. Mais, après deux années d'existence, ayant rencontré les marques d'un intérêt si touchant et si spontané, notre Ligue envisage l'avenir avec confiance. Elle espère que son action sera de plus en plus efficace, de plus en plus large, de plus en plus affectueuse : car, — nous ne l'oublions pas, — elle offre son aide au nom de l'affection. Et l'on éprouve tant de joie à s'entr'aider ainsi, que nous n'avons jamais su, que nul ne saura jamais lequel des deux doit remercier son frère : de celui qui donne ou de celui qui reçoit! »

Les Enfants martyrs.

M. le procureur général Naquet, de la cour d'Aix, vient d'adresser aux procureurs de la République du ressort une circulaire relative à la recherche et à la répression des « actes de cruauté que des parents indignes commettent sur leurs enfants ».

Après avoir indiqué la « fréquence relative » de ces actes qui constituent « un danger social des plus graves », et déploré « la répugnance » qu'ont ceux qui les connaissent à les signaler aux parquets, M. Naquet poursuit ainsi :

« L'action publique doit donc s'exercer avec une vigilance toute particulière pour découvrir les coupables et avec une fermeté irréductible pour les punir. Certes, la mesure est nécessaire en toutes choses, et les agents et officiers de police ne doivent pas, pour des motifs futiles, se livrer à

des recherches inquisitoriales qui troubleraient la vie de famille. Mais ils ne doivent pas hésiter, non plus à écouter tous les bruits du dehors de nature à les mettre sur la trace de crimes ou d'abus et à vous saisir d'urgence dès que ces bruits prennent une certaine consistance.

« Je compte sur votre intelligent dévouement pour faire comprendre à MM. les commissaires de police le sens et la haute portée morale de mes instructions et pour veiller à ce qu'elles soient strictement exécutées. »

Le procureur général appelle ensuite l'attention de ses auxiliaires sur les suites légales à donner aux faits criminels dont il s'agit :

« La tendance des parquets, dit-il, est de correctionnaliser les affaires de ce genre, en vue, sans doute, de mieux assurer la répression ; je voudrais au contraire, si c'était possible, qu'on les *criminalisât*.

« Les crimes commis par des parents sur leurs enfants révoltent au plus haut point la conscience publique et seront sainement appréciés par le jury et punis par lui avec une juste rigueur. Il ne s'agit point là de faits délicats ou compliqués, demandant un examen difficile pouvant dépasser la mesure commune du discernement ; il s'agit, au contraire, de faits simples compris de tous. Dans ces conditions, les jurés sont les meilleurs juges, car ils jugent avec leur cœur autant qu'avec leur raison, et il se trouve que l'instinct du cœur vient ici fortifier la voix de la raison.

« C'est, d'ailleurs, une idée qui est très généralement acceptée aujourd'hui et qui paraît être dans les tendances du Parlement, puisque la Chambre des députés a pris en considération les projets de loi de MM. Odilon Barrot, Henry Cochin, Julien Goujon, destinés à réprimer les actes de cruauté commis sur la personne des enfants. (Chambre des députés, 21 et 26 janvier 1897.)

« Vous devrez, en conséquence, vous préoccuper spécialement de la qualification légale à donner aux faits qui vous seront signalés. Cette qualification pourra varier suivant les espèces, mais elle se rattachera le plus souvent au crime de coups et blessures ou de détention arbitraire.

« Les coups et blessures dont les enfants sont victimes sont presque toujours accompagnés de préméditation et deviennent ainsi punissables de peines criminelles toutes les fois qu'il en est résulté une incapacité de travail ou une maladie de plus de 20 jours.

« Quant à la détention arbitraire, elle sera tantôt absolue, tantôt relative ; même dans ce dernier cas, vous n'hésitez pas à requérir le renvoi en cour d'assises.

« Je vous prie, d'ailleurs, de vouloir bien me consulter toutes les fois que vous aurez quelque doute sur le sens des réquisitions que vous devez prendre.

« Vous voudrez bien, également, inviter MM. les juges d'instruction à indiquer sur les notices, par une mention spéciale, les crimes ou délits quelconques commis sur des enfants par leurs parents ou par des personnes ayant autorité sur eux. Ils pourront, par exemple, faire suivre la qualification des mots « mauvais traitements sur des enfants par leurs parents ou « par des personnes ayant autorité ».

Œuvres d'assistance du Corps médical.

Les médecins se dévouent assez pour qu'on s'intéresse à leurs efforts mutuels, à leur solidarité corporative, d'autant plus qu'une affaire récente prouve que ces efforts ne sont pas superflus.

Voici, d'après le *Bulletin officiel du syndicat des médecins de la Seine*, la nomenclature des œuvres d'assistance du corps médical français :

Association médicale mutuelle du département de la Seine, approuvée par arrêté ministériel du 7 décembre 1886. — Siège social : 14, rue Desbordes-Valmore.

Président : D^r Rondeau. — Secrétaire général : D^r Signez, 123, boulevard Voltaire.

En payant une cotisation de 10 fr. par mois, tout docteur en médecine exerçant dans le département de la Seine peut s'assurer le droit à une indemnité de 10 francs, pour toute journée d'incapacité professionnelle, soit temporaire, soit permanente, par suite de maladie ou d'accident, quelle qu'en soit la durée. — Les vieillards infirmes et tout à fait incapables d'exercer reçoivent l'indemnité de maladie.

Lors du décès d'un assuré, il est alloué à sa veuve, ou à ses enfants, une indemnité proportionnée à l'importance du capital réservé.

Droit d'entrée : 1 franc par année d'âge du candidat. — La limite d'âge pour l'entrée est fixée à quarante ans.

Association des Médecins de la Seine, fondée en 1833; siège social Faculté de médecine.

Président : D^r Brouardel. — Secrétaire général : D^r Barth, 2, rue Saint-Thomas-d'Aquin.

Distribue à ses membres malheureux, à leurs veuves, à leurs enfants des allocations, des secours temporaires ou annuels, des pensions de retraite.

Droit d'entrée : 12 francs; cotisation annuelle : 20 francs.

Association amicale des Médecins français. Siège social, 23, rue de Dunkerque.

Président : D^r Cézilly. — Secrétaire général : D^r Jeanne, à Meulan (S.-et-O.).

Donne une indemnité de maladie de 10 francs par jour pendant les deux premiers mois; à partir du troisième mois, l'indemnité est de 100 francs par mois, même en cas de chronicité indéfinie.

Le chiffre de la cotisation est proportionnel à l'âge des membres (de 50 à 100 francs par an environ).

Association générale de prévoyance et de secours des Médecins de France approuvée en 1858. Siège social : 7, rue de Suresne.

Président : D^r Lannelongue. — Secrétaire général : D^r Lereboullet, 44, rue de Lille.

Le but est de venir au secours des sociétaires âgés, infirmes ou malades de secourir les veuves, les enfants et les ascendants laissés sans ressources par des sociétaires décédés.

Droit d'admission : 12 francs ; cotisation annuelle : 12 francs.

Caisse des pensions de retraite du corps médical français, fondée en 1884.

Siège social : 22, place Saint-Georges, Paris.

Président : D^r Lande (de Bordeaux). — Secrétaire général : D^r Delefosse, 22, place Saint-Georges.

Elle sert à ses adhérents et à leurs femmes des retraites variant avec la combinaison adoptée.

Le prix des cotisations est proportionnel à l'âge des membres adhérents.

Société française des Eaux minérales, fondée en 1892. Siège social : 7, rue Choron, Paris.

La Société possède une caisse de secours pour les veuves et les enfants des sociétaires décédés, et une caisse de retraites pour tout adhérent ayant soixante ans d'âge et quinze ans de sociétariat.

Pour en faire partie, il faut acheter une part de jouissance de 50 francs ou une action dont la valeur actuelle est de 163 francs environ et le rapport de 5 à 6 pour 100.

Les Subventions du Pari mutuel.

Le rapport à la Chambre de M. Henri Lavertujon sur le budget de l'agriculture fait connaître l'état des subventions, allouées en 1896 sur les fonds du pari mutuel.

Le total des subventions pour 1896 s'élève à 7 584 944 francs.

Parmi les subventions accordées par la commission dans sa séance du 16 novembre 1896, on remarque les suivantes :

Reconstruction de l'hôpital-hospice de Digne (Basses-Alpes), 100 000 fr. Châteaudun (Eure-et-Loir). — 25 000 francs. Transfèrement et reconstruction de l'hospice.

Saint-Julien, à Nancy : 400 000 francs. — Reconstruction sur un nouvel emplacement de l'hôpital-hospice de Lorient (Morbihan) : 200 000 francs. Reconstruction partielle et agrandissement de l'hôpital départemental de La Roche-sur-Yon (Vendée) : 100 000 francs. Travaux de grosses réparations à l'hôpital de la Charité-sur-Loire (Nièvre) 200 000 francs.

Le dispensaire des enfants-malades de Marseille a été doté d'une somme pour la construction d'un sanatorium marin d'enfants scrofuleux ; la crèche des Docks à Bordeaux, la ville de Blois pour la création d'une crèche municipale, l'hôpital marin de Pen-Bron, la commune d'Héricourt pour la construction d'une crèche, la société des crèches d'Épinal, l'Union française à Péra (Constantinople), la colonie agricole de la Chalmelle, appartenant à la Ville de Paris, l'œuvre du Bon-Pasteur à Paris, la maison hospitalière du pasteur Robin, l'œuvre de préservation et de réhabilitation pour les jeunes filles à Clichy (Seine), l'orphelinat maçonnique, l'hôpital-dispensaire du 19^e arrondissement de Paris, l'œuvre de l'orphelinat de l'enseignement primaire, la commune du Bleynard (Lozère), pour la construction d'un dispensaire avec asile de nuit pour les voyageurs indigents, etc., etc., reçoivent des subventions plus ou moins fortes.

Cet état offre cet intérêt qu'il permet de suivre et de noter les améliorations accomplies ou projetées, dans les villages comme dans les grands centres, dans l'intérêt des malheureux.

Constitution de dots par l'assurance aux Enfants Assistés.

M. de Crisenoy expose, dans son intéressante monographie des *questions d'assistance et d'hygiène publiques traitées dans les Conseils généraux*, les résultats obtenus par une combinaison d'assurances en vue de constituer une dot aux enfants assistés parvenus à leur majorité.

Deux Compagnies d'assurances sur la vie, l'*Abeille* et la *Nationale*, ont offert aux Conseils généraux leur concours dans ce but, le capital à verser devant être fourni à leur majorité aux garçons, à l'époque de leur mariage aux filles.

Cette proposition, adoptée le 26 avril 1895 par le Conseil général du Puy-de-Dôme, a été réalisée dans ce département.

Tous les pupilles du département seront assurés, les garçons à partir de sept ans, les filles à l'âge de six ans, moyennant le versement d'une somme annuelle. Cette assurance est destinée à leur constituer une dotation de 500 francs à délivrer aux pupilles filles, lors de leur mariage à partir de dix-huit ans et aux pupilles garçons à partir de vingt et un ans, tant pendant leur séjour au régiment qu'après leur retour dans le département.

Un arrêté préfectoral a créé et réglementé une Caisse de pupilles de l'Assistance publique départementale du Puy-de-Dôme qui dépend de la Caisse des Dépôts et Consignations. Le montant de chaque assurance n'étant pas versé en une seule fois, les sommes payées par la Compagnie sont capitalisées.

Cette intéressante combinaison a été acceptée en principe par les départements de Constantine et d'Oran. M. de Crisenoy nous apprend que le Conseil général de la Nièvre en poursuit l'étude, que celui des Deux-Sèvres a décidé d'accorder des dots de 300 francs à ceux de ses pupilles qui se marieraient avant vingt-cinq ans; une décision de principe analogue a été prise dans la Loire-Inférieure; le département du Calvados majore les versements des enfants assistés à la Caisse d'épargne.

Comité central des œuvres d'assistance par le travail.

L'Assemblée générale annuelle s'est tenue lundi 14 décembre à 4 heures dans la salle de l'Union des Femmes de France, 27, chaussée d'Antin. Elle était présidée par M. Mézières, de l'Académie française, assisté de M. Ferdinand Dreyfus, ancien député, membre du Conseil supérieur des prisons, et de MM. Trézel et Lecoigne, avocats au Conseil d'Etat.

Après une éloquente allocution de M. Mézières, M. le Dr Bouloumié, secrétaire général, a présenté un rapport très intéressant et très complet sur l'assistance par le travail à Paris et dans les départements.

Nous en publierons des extraits importants dans notre prochain numéro.

M. Lecoïnte, trésorier, a présenté les comptes qui ont été approuvés à l'unanimité.

On remarquait dans l'assistance presque tous les représentants des œuvres parisiennes, MM. Gauffrès, Brueyre, Charles Petit, Louis et Albert Rivière, l'abbé Millard, le général Parmentier; M^{me} Béquet de Vienne, Kœnigswarter, etc., etc.

Société des Visiteurs.

La Société des Visiteurs, dont le siège est rue de Lille, 25, constitue une libre association de bonnes volontés, en vue de procurer un appui moral et matériel aux malheureux qui peuvent être relevés de la misère. Son but est de « tirer d'affaire » des familles dignes d'intérêt qui n'ont pas encore pris l'habitude de la charité, et ont la volonté de vivre par le travail, et non par l'aumône; les « visiteurs » les voient à domicile, se rendent compte de leurs besoins réels, entretiennent avec elles des relations de sincère et cordiale amitié, leur cherchent des emplois, leur font au besoin des avances d'argent, principalement destinées à l'extinction de leurs dettes.

Fondée en 1896, la Société s'est développée rapidement; elle compte actuellement plus de 150 membres actifs, appartenant aux conditions, aux opinions et aux croyances les plus variées, mais réunis dans un parfait accord sur le terrain de la charité pratique et féconde. Grâce au zèle des visiteurs et à leur cohésion, à l'aide mutuelle qu'ils se sont apportée dans leur tâche si délicate et parfois si ingrate, la Société a opéré déjà de véritables sauvetages; sur 200 familles dont elle s'est occupée, 90 ont déjà été mises en état de ne plus avoir besoin des secours de la charité.

Nous croyons que ces résultats assurent l'avenir de la société: inspirée par un profond et sincère esprit de charité, et par une vive compréhension des besoins modernes, elle doit attirer à elle tous ceux qui ont la légitime ambition de travailler au progrès social par des actes et non par des paroles.

L'Hôpital d'Auteuil.

L'hôpital d'Auteuil, fondé par l'Association des Dames françaises et que visitait dernièrement M. Félix Faure, a ses salles de malades fermées pendant deux mois depuis le 15 juillet; toutefois les salles de consultation restent ouvertes.

L'hôpital contient 24 lits qui sont occupés par des malades pauvres. Grâce à l'adjonction de cinq tentes dont l'emplacement est fixé dans les jardins, le nombre de lits peut être porté en temps de guerre à 124. D'autre part, une consultation publique, dans laquelle sont soignés ou opérés les malades qui peuvent retourner chez eux, reçoit chaque matin environ 40 personnes; il y a une consultation spéciale pour les maladies des yeux et une autre pour les maladies des dents. Au lit des malades, à la salle des opérations, à la salle des consultations, l'enseignement est donné aux

Dames françaises. Elles font le service d'infirmières volontaires dans les salles, aux consultations et à la pharmacie.

L'hôpital des Dames françaises est le premier hôpital d'enseignement établi en France pour les Dames de la Croix-Rouge. Les autres pays sont comme en beaucoup d'autres progrès, plus avancés que nous; chacun a plusieurs hôpitaux de ce genre.

Malgré le peu de ressources dont elle dispose, l'Association des Dames françaises a donné l'exemple chez nous. Le Dr Duchaussoy, le fondateur et le secrétaire général de l'œuvre, félicité par le président de la République lui a dit que la prospérité de l'Association était liée à celle du pays; aussi les Dames françaises demandent-elles à toutes les femmes de cœur, à tous les patriotes de les aider dans la mesure de leur fortune, de travailler avec elles à secourir les victimes de la maladie, en attendant de porter secours aux victimes de la guerre.

L'Assistance mutuelle des Professeurs de Lycées et de Collèges.

En conformité avec une décision du récent congrès des professeurs de l'enseignement secondaire dont nous avons exposé les travaux(1), il a été créé après la clôture de ce congrès, une Société temporaire d'assistance mutuelle.

Cette société est ouverte à tous les professeurs, chargés de cours et délégués de l'enseignement classique et de l'enseignement moderne; aux professeurs et maîtres des classes élémentaires; aux instituteurs et institutrices chargés des classes élémentaires, primaires et enfantines; aux professeurs et chargés de cours de dessin; aux professeurs de gymnastique; aux préparateurs (en exercice dans les lycées et dans les collèges de garçons), et, dans les mêmes conditions, aux professeurs et chargés de cours du Prytanée et des établissements libres agréés par le ministre de l'instruction publique et inscrits au tableau d'ancienneté.

Elle a pour but de venir en aide à un sociétaire ou à sa famille (veuve, enfants, parents à sa charge) dans le cas où la loi n'accorde pas de secours ou n'accorde que des secours insignifiants.

Son siège est au lycée Louis-le-Grand.

Au 10 octobre dernier, après le paiement des dépenses d'administration et de plusieurs secours, il y avait dans sa caisse une somme de 10 733 francs. Elle compte déjà près de 2 000 membres appartenant à 161 lycées ou collèges: c'est le tiers du personnel de l'enseignement secondaire.

L'École Braille.

Cette École, qui deviendra plus tard la *maison des Aveugles*, a été fondée par la « Société d'assistance pour les aveugles », dont le siège est à l'hospice national des Quinze-Vingts.

(1) Articles de M. H. Monin (n° 1 et 4), de M. Michel, n° 3 de la *Revue Philanthropique*.

Ouverte à Maisons-Alfort, le 1^{er} janvier 1883, avec deux élèves, elle était bientôt transportée à Paris, 152, rue de Bagnolet, pour pouvoir y abriter les pupilles que lui confiaient la Ville de Paris et le département de la Seine.

L'établissement de la rue de Bagnolet fut bientôt reconnu insuffisant.

Un grand événement pour l'avenir de cette œuvre venait de se produire.

Le Conseil général de la Seine prenait entièrement l'École à sa charge, le 1^{er} mai 1887, et décidait, dès 1888, de louer à Saint-Mandé (Seine) l'institution Ancelin, 7, rue Mongenot.

Cette institution pourra répondre longtemps aux besoins de la Maison.

Située à l'entrée du bois de Vincennes, elle réunit à peu près toutes les conditions que les fondateurs de l'École Braille peuvent désirer pour un établissement naissant.

La superficie est de 5 000 mètres environ.

Elle a quatre cours, dont trois sont affectées au service des élèves et ouvriers divisés en grands, moyens et petits.

Les dortoirs spacieux et bien aérés ont à chaque extrémité un surveillant.

Deux infirmeries et une pharmacie y sont installées.

En fondant l'École Braille, la « Société d'assistance pour les aveugles » et le Conseil général, en l'adoptant, se sont proposé de combler une lacune et d'offrir à l'aveugle le moyen de suffire à peu près seul à son existence, sans recourir à la mendicité.

La Société et le Conseil général de la Seine n'ont pas voulu imiter leurs devanciers et se contenter de créer un asile, une école, une institution qui serait pour l'aveugle un aide et un secours temporaires.

Ils ont cherché à devenir pour toujours les tuteurs de ces déshérités.

Après avoir reçu l'enseignement primaire, l'enfant aveugle passe à l'atelier où il exerce le métier dont il a fait l'apprentissage pendant les sept années précédentes.

À l'atelier, il est considéré comme un ouvrier, et il doit, par son travail, solder toutes ses dépenses.

Toutefois, le Conseil général consent à venir à son aide, parce qu'il oblige, jusqu'à sa majorité, à passer deux heures par jour à l'école d'adultes, et il alloue au jeune ouvrier, encore inhabile, une petite subvention calculée d'après ses mérites.

Pour établir ses calculs, l'École fait tenir des feuilles de travail dont les résultats mensuels sont portés sur le livret de l'ouvrier.

Ces feuilles quotidiennes indiquent, avec les heures de présence passées à l'atelier, la nature du travail exécuté, sa valeur et, en regard, présentent le prix de la matière première employée.

Elles permettent à la Direction de contrôler exactement la comptabilité en matières et de guider sûrement le jeune aveugle en ne lui adressant que les éloges ou les reproches qu'il aura mérités.

Les matières premières sont livrées à titre d'avance à l'ouvrier par l'Administration de l'École, qui se charge d'écouler les produits fabriqués par l'aveugle.

L'instruction primaire et professionnelle est donnée aux enfants âgés de 6 à 13 ans.

Le programme d'études comporte :

La lecture et l'écriture en points saillants d'après le système Braille, l'orthographe, le calcul, l'étude des objets usuels par la manipulation de choses, les leçons de choses, la géographie d'après des cartes spéciales faites à l'École, les récits les plus saillants de notre histoire nationale, la biographie des grands hommes, les exercices de récitation, les explications de mots, la musique.

À 13 ans, après examen, l'atelier leur est ouvert. Jusqu'à leur majorité, ils doivent chaque jour, à l'École, suivre les cours d'adultes.

À la majorité, ils donnent tout leur temps à l'atelier.

Des dortoirs spéciaux reçoivent les enfants et les adultes.

La maison met des logements pour célibataires, mariés ou sans famille à la disposition des ouvriers majeurs qui n'acceptent pas la vie en commun.

Le mobilier des logements est la propriété de l'aveugle.

Les ouvriers majeurs ne seront pas tenus de prendre leurs repas aux réfectoires. Ils pourront, à leur gré, faire leur cuisine chez eux ou prendre leurs aliments à la cantine de l'établissement.

L'ouvrier ne quitte la maison que lorsqu'il est devenu incapable de travailler. Il est alors placé dans un établissement spécial, s'il n'a pu amasser un pécule suffisant pour protéger sa vieillesse.

Le paresseux, l'indiscipliné est purement et simplement renvoyé.

L'établissement peut recevoir cent cinquantes élèves ou ouvriers de deux sexes.

Une commission de surveillance et de perfectionnement, désignée par le Conseil général de la Seine, qui a délégué ses pouvoirs au fondateur de l'École, dirige la Maison.

Le personnel administratif, enseignant et servant, se compose d'un directeur, d'une institutrice en chef, de six institutrices, de cinq institutrices aveugles, d'une surveillante générale, d'une sous-surveillante, des chefs d'ateliers pour la vannerie, le cannage et l'emballage des chaises, les couronnes de perles (la fileterie et les travaux de tricot et de crochet sont enseignés par les maîtresses aveugles), et enfin des gens de service.

Le service de santé est confié à un médecin ; les médecins consultants (oculiste, chirurgien, dentiste) sont ceux des Quinze-Vingts.

Tout enfant aveugle, âgé de 3 à 13 ans (1), incurable, indigent, non recueilli par ses parents français domiciliés dans le département de la Seine, est reçu gratuitement à l'École.

Une notice spéciale indique les formalités à remplir par le candidat pour obtenir son admission.

Cette notice est fournie par la Direction de l'hospice national des Quinze-Vingts.

(1) L'École maternelle qui reçoit les enfants de trois à six ans a été ouverte le 15 juin 1897.

ÉCHOS

A l'institution nationale des Jeunes Aveugles. — Le Président de la République et M. Barthou, ministre de l'Intérieur, ont visité le 13 décembre l'Institution des jeunes aveugles, boulevard des Invalides. M. Félix Faure était accompagné de deux officiers de sa maison militaire et du chef de son secrétariat.

Le directeur et les maîtres de l'établissement ont reçu le président en lui offrant leurs souhaits de bienvenue. Ils l'ont conduit ensuite dans les classes, les ateliers, l'infirmerie, le gymnase où les enfants ont été interrogés sur l'histoire, la géographie, leurs dispositions personnelles, leurs parents et leur santé.

Les petits aveugles ont donné la mesure de leurs talents à leurs hôtes, charmés, dans des chœurs d'un ensemble parfait ou par des soli exécutés avec brio. C'était un vrai concert, et les artistes ont été chaleureusement applaudis.

Parmi les invités qui s'intéressent au fonctionnement de l'œuvre se trouvaient MM. Labiche et Leydet, sénateurs, et la duchesse d'Uzès.

Le Président de la République apportait une bonne nouvelle, accueillie avec enthousiasme. La croix de la Légion d'honneur a été décernée à un ancien élève de l'Institution, M. Maurice de la Sizeranne, l'éminent fondateur de l'Association Valentin Haüy. Celui-ci n'était pas présent, n'ayant pas été prévenu de cette visite.

M. Martin, directeur de l'Institution, a été fait officier de l'Instruction publique; les palmes académiques ont été remises à plusieurs professeurs.

M. Maurice de la Sizeranne. — M. Maurice de la Sizeranne, le bienfaiteur des aveugles, a été décoré par le Président de la République. Cette récompense si méritée a été unanimement approuvée, et la *Revue Philanthropique*, à laquelle M. Maurice de la Sizeranne a bien voulu accorder son précieux patronage, joint ses félicitations à toutes celles que cet acte de justice a provoquées de toutes parts.

La Société de prévoyance de la Préfecture de Police. — M. Barthou, ministre de l'Intérieur, ayant à ses côtés MM. Vel-Durand, Charles Blanc, préfet de police, et Laurent, secrétaire général, a présidé, le 12 dé-

cembre, à la Sorbonne, l'assemblée générale de la Société amicale et prévoyance de la préfecture de police. Plus de quatre mille employés, inspecteurs ou gardiens de la paix, emplissaient jusqu'au cintre la grande salle des fêtes.

M. Vel-Durand, président de la Société, a souhaité la bienvenue au ministre et fait l'éloge des morts de l'année dernière : MM. Camescasse Clément. Il a adressé à M. Lépine, ancien préfet de police, l'hommage reconnaissant de ses anciens subordonnés et assuré de leur dévouement au nouveau préfet M. Blanc. Puis, il a demandé à M. Barthou de soutenir devant le Sénat, comme il l'a fait devant la Chambre, avec une énergie dont tous lui sont reconnaissants, la cause des caisses des sociétés de secours mutuels.

Le ministre, en une allocution très applaudie, a remercié les membres de l'association.

Il promet à la Société son concours le plus dévoué et fait l'éloge de MM. Charles Blanc et Laurent.

Le préfet de police prononce quelques paroles émues ; puis M. Guillemin, inspecteur général de la navigation, lit son rapport sur la situation financière de la Société.

Enfin, le ministre remet au docteur Chambellan, médecin de l'Association, la rosette d'officier de l'instruction publique et les palmes d'officier d'académie à MM. Ferré, inspecteur principal du XVII^e arrondissement, Boy, brigadier des garnis, Moitrier et Millier, commis principaux, et Vel-Durand, avocat.

La Société médicale des Bureaux de bienfaisance de Paris.— Le banquet annuel de la Société médicale des Bureaux de bienfaisance de Paris a eu lieu, le vendredi 3 décembre 1897, sous la présidence de M. le Dr Séailles, président de la Société.

A ce banquet, auquel assistaient M. Peyron, directeur général de l'Assistance publique, et M. Baudouin des Salles, chef de la division des secours, avaient été invités gracieusement les médecins des Bureaux de bienfaisance nommés au concours au mois de juin dernier.

Au dessert, le président de la Société a porté un toast à ses jeunes collègues et remercié M. le directeur de l'Assistance publique d'avoir accepté l'invitation de la Société. M. Peyron a bu ensuite, en excellents termes, à la bonne entente entre les médecins des Bureaux de bienfaisance et l'Administration, au plus grand profit de la population indigente parisienne. Après une allocution de M. Billon, secrétaire général, et de M. Rotille, M. Lévi (Léopold) a remercié la Société de son aimable accueil, au nom des nouveaux promus. En résumé, excellente soirée pour la confraternité et la solidarité médicales.

La Société médicale des Bureaux de bienfaisance a renouvelé son bureau dans sa séance du 8 décembre. Ont été nommés pour l'année 1898 :

Président : M. GOURICHON ; *vice-présidents* : MM. BIMSENSTEIN et DUFOURNY ; *secrétaire général* : M. BILLON ; *archiviste* : M. CASTINEL ; *secrétaires des séances* : MM. PASCAL et MALBE.

L'Atelier familial. — Mercredi 15 décembre, à huit heures et demie du soir, a eu lieu, dans la salle des fêtes de la mairie du IX^e arrondissement, l'inauguration de l'Atelier familial. Un nombreux public s'était rendu à l'appel de la fondatrice de cette œuvre, et bien avant l'heure fixée par ses invitations il n'était plus possible de trouver une seule place dans la salle : quantité de personnes ont dû renoncer à y pénétrer.

Nous avons été très heureux de constater la croissante sympathie que rencontre partout l'institution nouvellement créée (1).

Le but généreux que se propose M^{me} Jane Elias a été montré d'une façon convaincante dans une vibrante allocution prononcée par M. Paul Strauss qui avait bien voulu accepter de présider cette intéressante soirée.

L'honorable sénateur a esquissé le rôle de la femme dans la société moderne; il l'a conviée à redoubler encore d'énergie et de dévouement pour contribuer au développement des œuvres de solidarité et d'assistance qui ont pris un si grand essor dans ces dernières années.

Parmi tous ceux qui ont applaudi à ses chaudes paroles, nous citerons M^{mes} Kergomard, Schmahl, Delaporte, Deremis, Devriès, M. et M^{me} Zadoc Kahn, M. Roux, M. et M^{me} Chain, M^{me} Faure-Budin, M. et M^{me} de Saint-Preux, M. et M^{me} Dupuy Wallbaum, M. et M^{me} Meyer Bernheim, le docteur Decours, etc., etc.

Plusieurs artistes ont offert leur précieux concours à M^{me} Jane Elias, M. et M^{me} Charles Hayem, M^{mes} Léa Maujan, Marie Denis, Marie Chassaing, Van Parys, Florida Salacoglu, MM. Veyret, Depas, Paul Seguy, Hirsch, Andrieu, tous ont participé au succès de cette brillante soirée qui laissera dans les esprits un souvenir durable et fécond.

L.

Congrès du Patronage à Lille. — Le prochain Congrès des Sociétés de patronage aura lieu à Lille dans les salles de la Société industrielle, du 30 mai au 1^{er} juin 1898.

Voici le programme des travaux :

1^{re} Section : Hommes. — 1^o De l'engagement dans l'armée des condamnés correctionnels (Question renvoyée par le Congrès de Bordeaux).
2^o Quelles sont les relations à établir entre les institutions d'assistance et les œuvres de patronage en vue de prévenir la mendicité et le vagabondage ?

2^e Section : Femmes. — 1^o De l'organisation des refuges pour les jeunes filles ou les femmes libérées. 2^o L'expatriation des femmes condamnées présenterait-elle certains avantages au point de vue de leur reclassement ? Dans l'affirmative, à quelles catégories de condamnées pourrait-elle être appliquée ?

3^e Section : Enfants. — 1^o Des améliorations à introduire dans la pratique judiciaire en matière de correction paternelle. 2^o De la manière d'orga-

(1) Nous rappelons aux personnes désireuses d'avoir des renseignements sur le fonctionnement de l'Atelier familial qu'elles n'auront qu'à s'adresser à M^{me} Elias, la fondatrice, 53, rue de Maubeuge.

niser la surveillance des enfants patronnés placés chez les particuliers et de concours à obtenir dans ce but des œuvres et des autorités locales.

4^e Section : Patronage international. — 1^o Rapatriement des mineurs étrangers en danger moral. 2^o Des mesures à prendre en vue de faciliter le patronage, dans leur pays d'origine, des individus expulsés.

La séance d'inauguration aura lieu le 30 mai, à Lille.

La Commission de contrôle des asiles municipaux de femmes. — En conformité d'une délibération du Conseil municipal de Paris, prise sur l'initiative et sur le rapport de M. Louis Lucipia, le préfet de la Seine vient de constituer ainsi qu'il suit la commission administrative chargée du contrôle du fonctionnement des asiles municipaux de femmes (Asile Michelet, Ledru-Rollin, Pauline Rolland, George Sand) :

MM. le préfet de la Seine, président; Louis Lucipia, Faillet, Émile Dubois, Navarre, Ranson, conseillers municipaux, élus par le Conseil; Jules Siegfried, Paul Strauss, sénateurs; Risler, maire du VII^e arrondissement; Félix Voisin, vice-président du conseil de surveillance de l'Assistance publique; le docteur Thulié, vice-président du conseil supérieur de l'Assistance publique, membres désignés par le préfet de la Seine; les docteurs Budi et Napias, médecins désignés par le préfet de la Seine; Menant, directeur des affaires municipales; le docteur A.-J. Martin, inspecteur général du service d'assainissement; Contant, chef du bureau du travail, secrétaire.

Société de secours mutuels musulmane. — Le 4 décembre a eu lieu à Alger la fête de l'inauguration de la Société de secours mutuels « la Musulmane », fondée par des notables musulmans d'Alger et quelques Français pour secourir les indigènes malheureux. Cette Société est la première de ce genre qui ait été fondée en Algérie; aussi l'inauguration a-t-elle eu le plus grand éclat.

Le gouverneur général, M. Lépine, a assisté à la cérémonie de la mosquée de Sidi-Abi-Er-Rohman.

Une distribution de couscous a été faite gratuitement aux indigènes nécessiteux.

Ali-Cherif, conseiller général, l'imam de la mosquée, M. Faure, ancien officier; Ahmed ben Brimat, ancien interprète militaire, et M. Lépine ont prononcé des allocutions.

Cette solennité a vivement impressionné les indigènes.

REVUES ET PUBLICATIONS FRANÇAISES

M. André Honnorat, dans le *Rappel*, propose la création de pharmacies rurales dans les conditions que voici :

« La question des pharmacies rurales en soulève une autre qui n'est pas beaucoup moins intéressante : c'est celle des pharmacies communales, ou, pour mieux dire, des pharmacies rurales.

« Rien de plus difficile, en effet, que de se procurer à la campagne les médicaments dont on peut avoir besoin.

« Il y a bien un pharmacien au chef-lieu de l'arrondissement, quelquefois même au chef-lieu de canton. Mais d'un village ou d'un hameau au chef-lieu de l'arrondissement ou au chef-lieu de canton, il y a souvent 8, 12 ou 15 kilomètres, et 8, 12 ou 15 kilomètres ne se franchissent pas facilement.

« De telle sorte que si l'on n'a pas la précaution d'avoir chez soi une petite pharmacie bien approvisionnée, on préfère neuf fois sur dix ne pas se soigner que de perdre toute une journée pour aller chercher un cachet de quinine ou d'antipyrine.

« C'est d'autant plus dommage qu'il suffit souvent d'un de ces remèdes d'usage courant dont l'emploi ne dépend pas forcément d'une ordonnance du médecin, pour éviter une maladie.

« Ne serait-il donc pas possible de déposer à la mairie de chaque commune une boîte contenant des médicaments de première nécessité tels que la quinine, l'antipyrine, les sels de Vichy, les thés purgatifs, les sinapismes, etc., et des antiseptiques, tels que l'acide phénique et l'acide borique ?

« Le pharmacien de la localité voisine serait chargé de l'entretien de ces petits dépôts pharmaceutiques, et les habitants de l'endroit trouveraient ainsi, à proximité de leur demeure, tous les médicaments dont on peut se servir, sans l'intervention de la Faculté.

« Nous soumettons l'idée à l'application du public. Mais ou nous nous trompons fort, ou nombreuses seront les mères qui appuieront de leurs voix notre proposition. »

Notre collaborateur M. Loys Brueyre prend part, dans la *Revue Pénitentiaire*, à la brillante polémique engagée entre MM. Alfred Fouillée et Tarde sur la criminalité juvénile ; il est d'accord avec M. Tarde pour proclamer que le moral de l'enfant est le produit du milieu où il vit habituellement et que l'école ne vaut que ce que valent les parents des élèves. Trois fois, d'après lui, l'école communale étant ouverte à tous, aux bons comme aux mauvais, « il arrive alors que dans certains milieux où règnent l'alcoolisme, la promiscuité, l'immoralité, les élèves, reflats de leurs parents, introduisent dans l'école une atmosphère pernicieuse qui, pour leurs camarades de parents honnêtes, est une cause de démoralisation. »

M. Brueyre intervient ensuite dans la discussion qui s'est engagée sur

la criminalité juvénile anglaise; il n'accepte pas l'opinion de MM. Henri Joly et Louis Rivière évaluant à 70 p.100 l'accroissement de cette criminalité et il se livre à une analyse très sévère des statistiques dont il découvre les contradictions.

« En résumé, dit-il, bien qu'il soit possible que la criminalité juvénile ait diminué chez nos voisins, l'état de leurs statistiques, à la suite de leurs changements de jurisprudence, ne permet pas d'en fixer le quantum. Il faut cependant, comme nous l'avons dit plus haut, tenir compte du fait que la population (Angleterre et pays de Galles) s'est élevée de 21 412 992 habitants en 1864, à 30 060 763 en 1894, augmentant ainsi en trente ans de près de moitié et que, par conséquent, ce ne sont plus les chiffres des condamnations qu'il faut comparer, mais leur importance spécifique par rapport à la population. Mais où cesse la contestation, c'est que, sans l'admirable création des *Industrial Schools*, la criminalité aurait été infiniment plus considérable; ce qu'il faut aussi louer chez nos voisins, c'est leur effort par les méthodes les plus variées et les plus ingénieuses, pour substituer à l'emprisonnement soit des pénalités plus efficaces, soit une éducation appropriée, soit les bienfaits de l'assistance et de la charité. La société Howard a été l'un des principaux promoteurs de ce mouvement, et nous devons la saluer avec respect. Et, comme le dit avec raison M. Morrison dans son excellent ouvrage *Juvenile Offenders* : « La criminalité de l'enfance a pour facteurs les conditions sociales et individuelles au milieu desquelles il est forcé de vivre. Ce sont ces conditions qu'il faut améliorer, si on veut l'améliorer lui-même. Le châtiment n'est que secondaire. »

« Il résulte de ces principes très justes que puisque les facteurs de la criminalité anglaise ne se sont pas, pour la plupart, modifiés dans un sens favorable, à l'exception de la belle création des écoles industrielles, la criminalité ne saurait avoir décréu, malgré les apparences d'une statistique où ne figurent ni les admonestations ni les condamnations à l'amende qui ont remplacé les anciennes pénalités! Ce qu'il fallait démontrer. »

M. le docteur Variot expose, dans un remarquable article de son *Journal de clinique et de thérapeutique infantiles*, les résultats de ses observations sur l'usage du lait pur dans l'allaitement artificiel; il rappelle l'opinion hostile des médecins américains et en particulier de M. Morgan Rotch et de M. Marfan.

« Les faits que j'ai observés, écrit-il, depuis dix-huit mois sur environ 200 nourrissons, sont directement contraires aux assertions de Morgan Rotch et de M. Marfan.

« Aucun raisonnement ne prévaut contre les faits, et je ne crains pas d'affirmer maintenant, qu'après l'âge de un mois, l'immense majorité des enfants supporte parfaitement le lait pur, et que leur croissance vérifiée par des pesées hebdomadaires s'effectue très normalement. Sur ce point, je suis entièrement d'accord avec M. Budin, dont l'opinion a été généralement combattue tant en France qu'à l'étranger.

« Pendant les cinq ou six premières semaines de la vie, l'estomac subit de profondes modifications tant dans sa structure que dans sa capacité qui varie de 30 à 90 centimètres cubes.

« Cet organe a donc besoin de grands ménagements, et pendant cette courte période, il est préférable de faire couper le lait d'un tiers d'eau bouillie, et surtout d'en graduer soigneusement la quantité en suivant les variations de capacité physiologique de l'estomac. En même temps que le lait stérilisé, je fais distribuer gratuitement aux mères de petites bouteilles où la quantité de lait pour chaque tétée est marquée suivant l'âge, les semaines, les mois, etc. »

M. Variot conclut ainsi :

« Je considère donc le lait stérilisé, non seulement comme un aliment excellent, mais aussi comme un remède précieux contre les troubles gastro-intestinaux des enfants.

« L'usage méthodique des biberons gradués suivant l'âge des enfants, en tenant compte des variations de capacité calculées d'après les meilleurs observateurs, m'a permis de constater que les enfants élevés au lait pur absorbent ordinairement des quantités moindres de lait qu'on ne doit s'y attendre. Il est accepté par exemple qu'un nourrisson normal de 5 mois fait des tétées moyennes au sein de 150 grammes toutes les deux heures et demie ou toutes les trois heures. A cet âge, la plupart de nos nourrissons ne prennent que 120 grammes de lait pur à chaque tétée. — Cette remarque ne s'applique pas indistinctement à tous les enfants, car il en est quelques-uns, en dehors de la moyenne, qui boivent moins ou plus, et qui se développent cependant bien. Les petites filles boivent un peu moins en général que les garçons. — Le lait de vache pur étant bien plus riche en principes nutritifs que le lait de femme, il ne faut pas s'étonner que l'appétit des nourrissons soit satisfait par des quantités de lait moins fortes que s'ils prenaient le sein de la mère.

« Je suis fort heureux de pouvoir apporter les résultats si encourageants d'une expérience déjà étendue, en faveur de l'allaitement artificiel avec le lait stérilisé industriellement. Une statistique rigoureuse des faits observés au dispensaire de Belleville sera prochainement publiée par l'un de mes élèves, M. Mauchamp.

« Quant à la question du lait pur, je la considère comme bien près d'être résolue dans le sens positif. M. Marfan dont la compétence est si grande en matière, aura probablement été trompé par une série de faits malheureux.

« J'ai vainement cherché sur nos nombreux nourrissons allaités au lait pur les signes de « la dyspepsie du lait pur ».

« Je convie M. Marfan, s'il conserve encore des doutes sur ce sujet, à venir lui-même faire une enquête sur les 70 ou 80 nourrissons qui sont apportés tous les vendredis au dispensaire de Belleville, à 9 heures du matin. Il reconnaîtra comme nous que ces enfants élevés au lait pur ne s'en portent pas plus mal.

« Les médecins ou les étudiants que les recherches de ce genre peuvent intéresser seront également les bienvenus.

« La stérilisation du lait n'est pas une de ces découvertes à grand fracas dont la presse quotidienne s'empare pour les répandre partout; le corps médical doit être le propagateur de cet admirable progrès dans l'allaitement.

ment artificiel. C'est là un rôle humanitaire bien digne de tous les médecins (1). »

M. le docteur Michaut soutient cette thèse dans *l'Enfant*, la publication dirigée par M. Henri Rollet, que, suivant l'expression d'un voyageur anglais, *le Japon est le Paradis des enfants*.

D'après lui, nulle nation européenne ne peut rivaliser avec le Japon au point de vue de son organisation universitaire. Au Japon, l'alimentation lactée artificielle est inconnue, le biberon n'existe pas, et la mortalité dans la première enfance est bien supérieure à celle indiquée par nos statistiques. *On n'y fume pas, on n'y boit pas.*

L'enfant japonais élevé à l'école de la sobriété devient robuste et sain, les maladies si nombreuses qui déciment notre enfance malheureuse n'existent pas au Japon. Ayant une bonne hygiène, les enfants n'ont pas besoin de médecin.

Inclinons-nous et profitons si possible de cet exemple donné par un peuple éloigné.

Un dernier point sur lequel je voudrais insister, bien que la place me soit mesurée et qu'il me faille indiquer plutôt que développer les questions qui touchent à l'instruction des jeunes Japonais est celui-ci : l'enfance malheureuse n'existe pas au Japon. L'œuvre de cet homme bienfaisant que nous admirons tous, l'œuvre de Maître Rollet n'aurait pas lieu d'exister au Japon, ce qui n'empêche que, tel est l'enthousiasme dont les Japonais sont animés pour tout ce qui intéresse l'enfance, M. Rollet serait porté aux nues au Japon, car nulle part ailleurs on n'adore mieux les enfants et ceux qui les aiment. Il n'y a pas d'enfants abandonnés, il n'y a pas d'enfants livrés à la charité d'œuvres de bienfaisance. Pourquoi ? Parce que l'enfant est sacré. L'enfant est toujours bien élevé. Quand son père ou sa mère lui manque, ce sont des parents qui le recueillent. Plus une famille a d'enfants, plus elle est considérée ; c'est une distinction d'avoir beaucoup d'enfants et quand malgré la polygamie, le mari n'a que quatre ou cinq enfants, il adopte d'autres enfants pour grossir sa famille. C'est cette prolifique affection pour les enfants qui fait la prospérité du pays. Les Japonais commencent à avoir des colonies prospères et depuis le commencement du siècle la population a presque doublé... Le Japon est en train de devenir une grande nation. Remarquez que le pays est pauvre si vous le jugez à un point de vue étroit, car il ne possède pas de bêtes à corne et pas de vignobles ; un rôti de bœuf, un gigot de mouton de même qu'un verre de vin y sont aussi introuvables qu'un ivrogne ou qu'un enfant abandonné ou qu'un homme qui ne sait pas lire. Mais les Japonais ont suivi le principe de l'Évangile : « Croissez et multipliez » auxquels par surcroît ils ont ajouté : « Protégez et instruisez les enfants, » et le Japon est grand. »

(1) La consultation de nourrissons du dispensaire de Belleville a lieu tous les vendredis à 9 heures, 124, boulevard de Belleville. Les médecins et les étudiants qui désirent approfondir les questions d'allaitement sont admis librement.

BULLETIN

La lutte contre la tuberculose n'intéresse pas exclusivement les médecins et les hygiénistes, elle met en jeu des responsabilités multiples; elle rentre à proprement parler dans ces questions sociales qui prennent une place de plus en plus grande dans les préoccupations des pouvoirs publics. Une démarche solennelle a été faite auprès de M. Méline, président du conseil des ministres, par le président et les rapporteurs de la commission spéciale instituée à l'Assistance publique, MM. Brouardel, Grancher et Thoinot, par les représentants du Conseil municipal et du conseil de surveillance de l'Assistance publique, par le directeur de l'Assistance publique, pour appeler toute la sollicitude du gouvernement sur un danger grave et inquiétant. Les délégués ont rappelé que la tuberculose fait chaque année en France 225 000 victimes.

D'ici quelques jours, lorsque le Sénat examinera en deuxième lecture le projet de loi sur la santé publique, M. Henri Monod, M. Brouardel et M. Cornil ne manqueront pas d'évoquer ce péril des maladies contagieuses et évitables pour faire éclater aux yeux les plus prévenus l'énorme importance de ces mesures de prophylaxie commune qui s'imposent en Europe à la vigilance de tous les gouvernements.

Pour Paris, un programme considérable a été dressé; il n'a pas encore été soumis à la ratification du Conseil municipal, dont le bon vouloir n'est pas douteux, puisque la première initiative est venue de lui par l'organe de M. Raoul Bompard. Un premier crédit de six millions a été mis à la disposition de l'Assistance publique pour aménager dans plusieurs hôpitaux de quartier des pavillons spéciaux destinés au traitement et à l'isolement des tuberculeux; une seconde catégorie d'établissements a été préconisée, celle des sanatoria, comme celui d'Angicourt actuellement en construction.

Le sanatorium d'Angicourt, dont notre collaborateur M. le Dr A. Plicque exposait dernièrement l'histoire (1), avance lentement; il a été doté sur les fonds du pari mutuel, et les ressources ne sont pas encore suffisantes pour le mettre à bref délai en pleine activité. Ces retards sont extrêmement regrettables, si l'on envisage l'extrême urgence de cette création qui

(1) N° 8 de la *Revue Philanthropique*, p. 244 et suiv.

répond à une nécessité absolue. La grande commission parisienne de la tuberculose, tout en donnant la préférence aux pavillons d'hôpitaux intra-urbains pour l'hospitalisation des tuberculeux, a placé au même rang la construction de sanatoria, en émettant le vœu que l'Assistance publique et le Conseil municipal mènent de front l'achèvement d'Angicourt et l'organisation des pavillons spéciaux.

Partout les administrations se hâtent de réformer ou de compléter leur outillage hospitalier. A Lyon, M. Sabran et le Conseil général des hospices préparent un sanatorium dans le département de l'Ain. « Alger s'organise, nous apprend le docteur Léon Petit dans son *Bulletin mensuel de l'Œuvre des enfants tuberculeux*. Orléans et le Loiret continuent avec un plein succès leurs collectes et leur campagne de propagande. Nice vient de créer un service d'hygiène et de tuberculinisation des vaches laitières, pour empêcher la propagation de la tuberculose et sa diffusion par le lait.

A Troyes, plusieurs des conférences du mercredi à l'Hôtel de Ville ont été consacrées à l'étude de la tuberculose et des moyens de la combattre. A Nancy, la question est posée d'un sanatorium. La ville de Liège, préoccupée du grand nombre de décès causés par la phtisie, fait des vœux pour que la charité publique crée des asiles pour les tuberculeux.

Un de nos collaborateurs énumérait, dans le dernier numéro de la *Revue Philanthropique* (1), les sanatoria existants : l'Angleterre en possède 18, l'Allemagne 11, la Suisse en comptera bientôt 10. Les nations rivalisent de dévouement, les cures d'air se multiplient, les tuberculeux indigents sont protégés et soignés comme les millionnaires. La France et Paris ne tiennent pas un rang honorable dans ces tentatives ; à coup sûr les résolutions sont prises, les fonds sont prêts tout au moins pour l'hospitalisation urbaine des phtisiques, mais ce premier sanatorium d'Angicourt depuis si longtemps en voie d'exécution, n'ouvre pas ses portes, et les apôtres de la lutte contre la tuberculose se désolent de tant de lenteur et d'une telle inertie.

Il appartient au Conseil municipal, qui a pris une si grande part à la préparation de ces mesures de défense contre la tuberculose, de secourir ces torpeurs et d'accélérer l'exécution du programme de la commission dont MM. Grancher et Thoinot ont résumé avec tant d'autorité les travaux et les conclusions.

* * *

L'éparpillement des efforts de la bienfaisance officielle, le morcellement des établissements publics, ont de longue date apparus comme une cause d'infériorité, et, si la ville de Paris souffre d'une organisation coûteuse et compliquée, les autres communes de France ne sont pas dans une situation plus favorable, bien au contraire. Il n'y existe aucun point de contact, aucun lien direct entre l'hospitalisation des malades ou des vieillards et la distribution des secours à domicile : partout, sauf à Paris

(1) N° 8, chronique étrangère : *les Sanatoria pour les tuberculeux*, par A. S. p. 282 et 283.

dans les conditions peu satisfaisantes que nous avons dites, le bureau de bienfaisance et l'hospice ont une administration séparée; ces deux institutions ont le droit de ne pas se connaître, de s'ignorer mutuellement; chacune des deux commissions administratives, celle du bureau de bienfaisance et celle de l'hospice, agit comme si elle était seule.

En 1871 déjà les inconvénients de ce dualisme avaient été signalés, et depuis de longues années les philanthropes les plus qualifiés déplorent une séparation nuisible aux intérêts communs. Pourquoi l'indigent malade et le nécessiteux secouru à domicile relèveraient-ils de deux administrations distinctes? N'y a-t-il pas, au contraire, le plus grand avantage à favoriser le traitement médical à domicile, dût-on même accorder à l'indigent ou au nécessiteux ainsi traité un secours d'argent qui lui permette de vivre et de manger? Une des raisons qui rendent le séjour de l'hôpital attrayant pour les malheureux est qu'ils y trouvent le vivre et le couvert, tandis qu'à domicile, s'ils sont hors d'état de travailler, ils sont réduits, dans l'hypothèse la plus favorable, aux maigres subsides du bureau de bienfaisance. Les hôpitaux économiseraient encore sur leur budget s'ils contribuaient pour une certaine part à l'assistance à domicile de ces malades qui n'ont pas rigoureusement besoin d'être hospitalisés et dont le séjour au milieu des leurs est préférable à tant d'égards.

Combien d'autres motifs plaident en outre en faveur de l'unité d'administration des établissements d'assistance communale, et par suite de quel malentendu un certain nombre de commissions administratives ont-elles accueilli avec hostilité le projet gouvernemental destiné à réaliser cette unité? Nous l'ignorons, mais nous avons l'espoir qu'un examen nouveau d'un texte qui respecte les patrimoines des établissements distincts ferait disparaître plus d'une prévention.

Le projet de fusion des commissions administratives des hospices et des bureaux de bienfaisance, approuvé par le Conseil supérieur de l'Assistance publique et par le Conseil d'État, est soumis à l'approbation du Sénat; il est de nature à apporter dans le fonctionnement de l'Assistance communale en France un nouveau progrès, en concentrant les efforts que la loi de 1893 sur l'assistance médicale gratuite s'est déjà proposé de réunir. Il est à souhaiter que cette modeste réforme, grosse de conséquences pratiques, ne se fasse pas trop attendre et que les dévoués commissaires des pauvres et des hospices n'y voient pas une atteinte à leur indépendance; l'unité d'administration, loin d'amoindrir leur autorité, ne fera au contraire que la fortifier et la vivifier.

* * *

L'Assistance publique de Paris est lente à se transformer, à s'adapter aux besoins nouveaux de la science moderne; elle ne tient certainement pas la tête en Europe, et la Faculté de médecine de Paris, si riche en talents et en illustrations, ne fait pas tout le nécessaire pour tirer parti de merveilleuses ressources hospitalières. En 1890, au retour d'un voyage d'études en Russie, M. Henri Huchard jetait un cri d'alarme; d'autres avertissements ont été proférés.

Paris est surtout arriéré, tant dans son enseignement que dans son organisation hospitalière, au point de vue des spécialités; l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, l'ont visiblement distancé sur ce terrain.

Une réaction se manifeste contre cette méconnaissance des nécessités contemporaines, et le conseil de surveillance de l'Assistance publique avec l'active adhésion de M. Peyron, a fait le meilleur accueil au principe d'une proposition d'initiative municipale à laquelle nous portons le plus vif intérêt. En ce qui concerne le traitement des maladies d'yeux, il a été reconnu que ces affections comportaient pour l'hospitalisation comme pour la consultation externe la création de services spéciaux à titre définitif et en même temps le recrutement de médecins spéciaux, nommés au concours comme les médecins, chirurgiens et accoucheurs des hôpitaux. Il n'est que juste de reconnaître que, contrairement à ce qui s'est passé pour la constitution des accoucheurs des hôpitaux, le corps médico-chirurgical a accueilli de bonne grâce cette innovation.

Il est dès à présent acquis que, pour compléter les deux services d'yeux de l'Hôtel-Dieu et de Lariboisière, un troisième service d'ophtalmologie sera établi à l'hôpital Laënnec; le programme du concours des oculistes des hôpitaux a été définitivement adopté, sauf en un point (1).

La commission des spécialités n'a pas achevé son œuvre; il lui reste à soumettre au conseil de surveillance ses résolutions sur les maladies du larynx, de la peau, etc., et à conclure pour chaque espèce d'une manière aussi heureuse que pour les affections des yeux.

* * *

En ne faisant pas leur place aux *spécialités*, les hôpitaux n'accomplissent pas leur mission, ils manquent à leurs obligations envers les malheureux et les déshérités; tout progrès hospitalier est un bienfait pour les pauvres, pour les nécessiteux. L'esprit de corps obscurcit parfois certains jugements qu'on aimerait à voir moins entachés d'erreur; c'est ainsi qu'à notre grande surprise nous avons lu une protestation d'une des associations médicales de Paris, le *Syndicat général des médecins de Paris et du département de la Seine*, contre l'excellente réforme relative à l'ophtalmologie dans les hôpitaux. L'information, d'ailleurs inexacte en ces termes, que chaque hôpital soit pourvu d'une consultation pour les maladies d'yeux, a ému les membres de cette honorable société.

En admettant par hypothèse qu'au lieu d'être limitées à trois ou quatre pour l'ensemble de Paris, les consultations d'yeux soient généralisées, en quoi cette innovation serait-elle préjudiciable à la corporation médicale? On objecte que les cliniques *gratuites* suffisent et qu'il y aurait injustice à les dépouiller de leur clientèle.

Certes, les protestations du *Syndicat général* seraient fondées s'il s'agissait de restreindre la clientèle payante des praticiens de la ville; mais le débat porte uniquement sur les clients gratuits. Ceux-ci relèvent sans contredit des hôpitaux, qui doivent leurs soins gratuits aux indigents et aux

(1) Voir n° 7 de la *Revue Philanthropique*, informations, p. 143.

nécessiteux atteints d'une affection d'yeux, et les cliniques libres, dont quelques-unes ont rendu de si grands services à l'ophtalmologie, ne sauraient en prendre ombrage; si elles sont dirigées par des maîtres consommateurs, elles n'ont rien à risquer, les hôpitaux ne leur feront pas concurrence; au contraire, si la comparaison tourne à leur désavantage, il y aura lieu de se féliciter d'une amélioration dont profitent les malades pauvres.

Que les syndicats de médecins dénoncent les abus de l'admission des malades riches ou aisés dans les hôpitaux, ils défendent une cause juste; en même temps qu'ils servent un intérêt éminemment respectable, ils sauvegardent le bien des pauvres; ils ont raison d'insister, d'en appeler à leur confrères des hôpitaux qui couvrent parfois de leur complaisance ces abus et de réclamer des mesures administratives efficaces. Autant cette réclamation est fondée et soutenable, autant l'opposition au meilleur fonctionnement des hôpitaux tombe à faux.

Il est du strict devoir des administrateurs et des municipalités de porter leurs services hospitaliers au plus haut point de perfectionnement, sauf à redoubler de vigilance pour en réserver le bénéfice aux pauvres et aux malheureux. Plus les médecins prêtent leur concours dévoué et désintéressé aux mesures de progrès et d'humanité et plus leur témoignage aura de poids pour la délimitation des frontières de l'Assistance médicale gratuite; le problème est malaisé pour Paris et les villes; raison de plus de l'aborder en toute impartialité et d'un esprit large et libéral.

* * *

Un honorable administrateur d'un bureau de bienfaisance de Paris a conçu le projet de former un faisceau, d'établir un groupement entre les vingt bureaux parisiens; il a intéressé le *Rappel* à cette proposition, et M. André Honnorat, qui la soutient avec beaucoup d'habileté, expose qu'après avoir rêvé de réunir en une association fraternelle les 400 administrateurs parisiens, l'auteur du projet proposait en dernière analyse aux bureaux de se faire représenter par vingt délégués: « Il ne s'agit pas, bien entendu, fait observer M. Honnorat, de substituer un pouvoir nouveau aux pouvoirs actuels, de constituer, au-dessus des bureaux de bienfaisance, une sorte de conseil supérieur réglant et limitant leur action. Il s'agit simplement de permettre aux représentants des divers bureaux de s'entendre sur la répartition des secours, de comparer les résultats obtenus dans tel arrondissement avec les résultats obtenus dans tel autre, d'examiner ensemble sur quels points l'organisation actuelle devrait être modifiée. »

En effet, le projet n'a rien de subversif; il émane d'un administrateur dévoué qui n'a pour but que de grouper des bonnes volontés et de coopérer par cette entente au soulagement des malheureux, au meilleur fonctionnement de l'Assistance publique.

Il est à présumer que si l'idée fédérative a rencontré des objections, dans la forme primitive où elle était présentée, le souvenir des meetings bruyants organisés pour manifester contre le décret de 1895 n'y a pas été étranger.

Aucune arrière-pensée de ce genre ne hante l'esprit des organisateurs

du nouveau groupement, celui-ci n'est pas destiné à sauvegarder les prérogatives des administrateurs, mais à rehausser leur rôle en les faisant participer d'une manière plus générale à la recherche et à la promulgation de meilleures méthodes d'assistance à domicile.

Ni le conseil de surveillance de l'Assistance publique, ni le Conseil municipal ne se plaindront, suivant toute apparence, d'un regain d'activité des bureaux de bienfaisance, surtout si une telle initiative avait pour résultat de susciter quelques-unes de ces petites réformes, qui, additionnées, ont un si grand prix en philanthropie. Le décret de 1895 n'est pas encore appliqué dans son esprit, puisqu'il laisse aux bureaux toute latitude d'augmenter au delà de seize le nombre de leurs administrateurs. Un seul arrondissement, le troisième, avait devancé le règlement en fondant, d'après les principes d'Elberfeld, une *curatelle des pauvres* très active et très utile. Pourquoi cet exemple n'est-il pas suivi? Les autres arrondissements ne peuvent s'en tenir indéfiniment au *statu quo*, confier à un seul administrateur un grand nombre d'administrés, négliger les concours féminins, suivre les sentiers battus. C'est déjà beaucoup que la loi ne les entrave pas et qu'elle ouvre la porte à des modifications grâce auxquelles le fonctionnement de nos bureaux de bienfaisance pourrait être radicalement transformé. Seulement il convient de tirer de la loi ce qu'elle comporte, tout ce qui sera tenté pour rajeunir les bureaux, pour leur donner la vie sera profitable aux pauvres.

PAUL STRAUSS.

Le Directeur-Gérant : PAUL STRAUSS.

L'ASSISTANCE PUBLIQUE

LE PROJET DE LOI SUR L'ASSISTANCE AUX VIEILLARDS ET AUX INCURABLES

Le conseil d'État est chargé par le gouvernement de préparer un projet de loi sur l'assistance aux vieillards, aux infirmes et aux incurables. Peut-être le moment est-il favorable pour montrer que ce projet n'est pas isolé, qu'il fait partie d'un ensemble, d'un plan méthodiquement suivi pour l'organisation de l'assistance publique en France.

C'est en novembre 1886 qu'a été créée au ministère de l'intérieur la direction de l'assistance publique. Du rapport adressé à cette occasion par le ministre de l'intérieur au président de la République, j'extrait le passage suivant :

« . . . Sans exposer ici le fonctionnement des institutions de bienfaisance, il est bon de rappeler que les dispositions législatives qui les régissent ne se sont presque jamais inspirées de principes généraux et qu'aucune conception d'ensemble n'a présidé à leur élaboration. A une époque où les questions d'assistance sociale sont à l'ordre du jour et passionnent tous les esprits, il faut que l'administration se tienne à la hauteur de sa tâche. La création d'une direction de l'assistance publique constitue un progrès sérieux, en permettant d'étudier le problème dans son ensemble. »

Ainsi, la direction nouvelle avait pour tâche d'étudier « dans son ensemble » le problème des secours publics, en se

pénétrant des « principes généraux » de fraternité et de solidarité qui sont les principes républicains.

Ces principes avaient été proclamés en 1789. Ils le furent aussi en 1848. Et cependant, s'ils avaient inspiré beaucoup d'initiatives généreuses, ils n'avaient pas inspiré notre législation. Les secours aux malheureux étaient abandonnés aux hasards des bonnes volontés, publiques ou privées. Aucune catégorie de malheureux n'était assurée par la loi de recevoir les secours dont elle avait besoin.

La loi rangeait bien les dépenses faites en faveur des enfants assistés parmi les dépenses obligatoires des communes, mais le service est départemental, et la dépense n'est pas obligatoire pour le département, de telle sorte que si un département se dérobe, totalement ou partiellement, à son devoir sur ce point, l'obligation des communes disparaît.

La loi des aliénés était une loi de police plus qu'une loi d'assistance.

Des hôpitaux, des hospices, des bureaux de bienfaisance existaient; ces établissements n'étaient dus qu'à des impulsions individuelles et fonctionnaient surtout avec des fonds provenant de la charité privée (1). D'ailleurs plus d'un tiers de la population de la France n'avait pas de bureau de bienfaisance; près des trois quarts de cette population n'avaient pas de moyen d'hospitalisation dans un établissement public.

Certes, il y avait beaucoup de bien produit, mais sans règle directrice; sans plan; sans méthode; abondance ici, là disette; c'était des membres épars, ce n'était pas un organisme, ce n'était pas un corps ayant et donnant la vie.

Que fallait-il faire ?

Il fallait sans doute rechercher d'abord et fixer les principes sur lesquels doit être fondée une assistance publique rationnelle, en évitant les dangers et les fautes que nous révèle notre propre expérience ou la pratique d'autres nations, et ne passer à l'application que lorsque, ces principes étant bien

(1) En 1885, près de 73 millions, sur 95 millions dépensés, avaient cette origine.

vus, le terrain de l'action se trouverait nettement délimité.

Pour s'éclairer dans cette étude, le gouvernement créa le conseil supérieur de l'assistance publique. Il y appela les hommes qui lui parurent les plus compétents dans les questions de la bienfaisance, quelques-uns d'origine et d'opinions politiques ou religieuses fort diverses, en maintenant néanmoins dans le conseil une forte majorité républicaine, car il importait que l'œuvre sociale entreprise par la République fût conçue et conduite dans l'esprit républicain.

L'exposition de 1889 offrit en outre l'occasion de réunir à Paris un premier congrès international d'assistance, où vingt-cinq nations se trouvèrent représentées par les hommes qui, sur tous les points du globe, s'étaient le plus utilement et le plus généreusement adonnés à l'étude de l'assistance publique. Là aussi, dans cette grande assemblée, dont les travaux ont une sérieuse importance, ce fut l'esprit de fraternité, l'esprit républicain qui prévalut.

Ce fut aussi un esprit de sagesse et de prudence.

Dès le début des travaux du congrès, la question de l'assistance obligatoire fut posée. Le rapporteur demandait que le principe en fût proclamé sans limitation. C'était le principe non limité qui avait inspiré la législation anglaise. C'était celui qu'admettent un grand nombre de ceux qui ont traité de la matière. C'était, à mon avis, celui qui avait fait échouer les vastes projets de la Convention. C'était ce principe que l'on s'étaitonne de voir consacrer en ces termes par un écrivain aussi clairvoyant que Montesquieu :

« Quelques aumônes que l'on fait à un homme nu dans la rue ne remplissent pas les obligations de l'État, qui doit à tous les citoyens une subsistance assurée, la nourriture, un vêtement convenable et un genre de vie qui ne soit pas contraire à la santé (1). »

C'est ce principe de l'assistance publique obligatoire généralisée qui met si justement en défiance les esprits réfléchis.

Le congrès de 1889 se refusa à l'adopter. Ceux qui ont

(1) *Esprit des Lois*, l. XXIII, ch. XXIX : *Des Hôpitaux*.

assisté à cette séance se rappellent l'intervention décisive dans la discussion de M. le professeur Ulysse Trélat qui, avec son admirable éloquence, montra les côtés « redoutables » de la solution proposée, la nécessité de limiter l'obligation de l'assistance, et, ramenant l'assemblée à la proposition qui lui avait été soumise dans le discours d'ouverture du Congrès, défendit l'obligation de l'assistance aux enfants, aux malades, aux vieillards avec autant d'énergie qu'il en mettait à écarter de l'obligation ceux qui n'étaient pas incapables de travail.

Après de longs débats, le congrès vota, à l'unanimité moins une voix, la formule suivante :

« L'assistance publique doit être rendue obligatoire par la loi en faveur des indigents qui se trouvent, temporairement ou définitivement, dans l'impossibilité *physique* de pourvoir aux nécessités de l'existence. »

C'est sur cette formule que nous vivons : c'est elle qui a depuis lors inspiré tous les travaux du conseil supérieur, tous les projets de loi préparés par le gouvernement.

Ceux qui se trouvent dans l'impossibilité physique...

C'est-à-dire : les enfants, les malades, les vieillards, les infirmes et les incurables.

Ainsi se trouvaient dès l'abord écartés le plus grand embarras et le plus grave péril.

Si, en effet, toute organisation de l'assistance publique présente un danger devant lequel reculent, non seulement les économistes purs, mais presque tous ceux qui ont quelque peu étudié sans parti pris les questions sociales, n'est-ce pas que l'on craint que cette organisation ait pour résultat d'entretenir, et même de développer le paupérisme? Mais ce résultat néfaste n'est à craindre qu'autant que les secours publics vont aux indigents valides, dont on risque d'encourager la fainéantise et de faire des parasites sociaux. Là, le danger est évident, et jamais il ne doit être perdu de vue. Plus l'on est pénétré du devoir de l'assistance, plus il faut redouter de diminuer, si peu que ce soit, ce stimulant au travail qui est la nécessité de vivre.

Ce danger n'existe pas quand il s'agit d'enfants, de malades, de pauvres, de vieillards. Ici, la cause déterminante du secours, la

faiblesse, l'invalidité, ne dépendent pas de la volonté de l'assisté. Et si l'on objecte qu'au moins pour les malades et les vieillards, il y a une autre condition essentielle du secours qui peut leur être imputable, l'indigence, qu'ils auraient pu éviter cette indigence par plus de prévoyance, par une vie mieux réglée, il est permis de répondre que leur faute en ce cas n'est pas une raison suffisante pour ne pas leur venir en aide. Dans un pays où la loi contraint le père à venir au secours de son fils dans le besoin, quels qu'aient été les torts de ce fils, la patrie ne peut refuser à ses enfants, eussent-ils été imprévoyants ou dissipateurs, les aliments nécessaires à leur existence quand il est établi qu'ils sont dans l'impossibilité physique de se procurer ces aliments par leur propre effort.

Ainsi, le conseil supérieur a considéré, et le gouvernement a considéré, que l'assistance publique ne devait être rendue obligatoire qu'en faveur des enfants, des malades, des vieillards et des infirmes.

L'on a commencé par les enfants. La loi du 24 juillet 1889 a permis de retirer la puissance paternelle aux parents indignes. Si l'obligation n'a pas été inscrite dans cette loi, c'est que les enfants moralement abandonnés étaient par cette loi assimilés aux enfants assistés pour lesquels l'obligation n'existait pas (l'obligation est proposée dans un projet de loi soumis depuis plusieurs années au sénat) et que de tels avantages étaient faits aux départements qui voteraient cette assimilation qu'il n'y avait pas à douter de leur adhésion. L'assentiment fut en effet unanime. La loi fonctionne ; actuellement, le nombre des enfants qui, en vertu de cette loi, ont été retirés de milieux abjects ou de la plus extrême misère, qui ont été confiés aux services départementaux et qui deviendront, en très grande majorité, d'utiles citoyens ou de bonnes mères de famille, dépasse 15 000.

Après les enfants, les malades. En faveur de ceux-ci intervint la loi du 15 juillet 1893 sur l'assistance médicale gratuite. Par elle, le principe de l'obligation entra dans notre droit public. L'opposition à cette loi fut beaucoup moins forte qu'on ne l'avait prévu. Dès l'année 1895, elle a fonctionné dans 63 départements ; cette année-là, grâce à cette loi, 12 995 malades pau-

vres ont été hospitalisés qui n'auraient pu l'être en vertu de la loi de 1851, et 107 569 malades de plus que les années précédentes ont été secourus à domicile.

Le gouvernement a donc suivi jusqu'ici une marche méthodique. Le projet de loi organisant l'assistance aux vieillards est une troisième étape dans la carrière qu'il se propose de parcourir.

C'est la plus difficile, parce que c'est la plus obscure, sinon par le devoir qui doit nous y guider — celui-là paraît assez clair — du moins par les résultats, sociaux et financiers, auxquels elle pourra conduire. En cette matière, des informations authentiques sont presque impossibles à recueillir; l'administration n'y a pas ménagé ses efforts; elle a jusqu'ici échoué.

Une première question se pose : La loi est-elle nécessaire ? Il est évident que, quelle que pût être la justesse de vues théoriques, si, en fait, la totalité, ou la presque totalité, des vieillards ou des incurables pauvres recevaient en France les soins qu'exige leur état, il ne faudrait pas mettre en mouvement l'appareil législatif, au risque d'effrayer, ou de décourager des initiatives privées généreuses.

Mais, hélas, il n'en est pas ainsi.

M. Sabran, président du conseil général des hospices de Lyon, a été chargé par le conseil supérieur de lui présenter un rapport et un projet de loi sur l'assistance aux vieillards et aux incurables. « Si nous cherchons, dit-il, à savoir comment cette assistance est exercée, nous pourrions facilement nous convaincre par les plaintes qui s'élèvent de tous côtés, par les douloureux abandons dont nous avons à chaque instant le spectacle affligeant, que cette assistance est insuffisante, surtout dans les campagnes, malgré les généreux efforts tentés de divers côtés par la charité privée.

« Le vieillard indigent, dont l'âge a affaibli les forces, et qui n'est plus capable de fournir un travail quelconque, n'a le plus souvent d'autres ressources que le bureau de bienfaisance où des secours lui sont donnés au même titre qu'aux autres indigents, mais vous savez combien ce secours est insuffisant pour assurer l'existence d'un vieillard incapable de gagner sa vie

car il résulte des dernières statistiques que la moyenne des secours alloués par les bureaux de bienfaisance s'élève annuellement à 19 fr. 50 par personne, et même cette assistance, tout insuffisante qu'elle soit, ne peut être procurée partout, puisque 19000 communes environ n'ont point encore de bureau de bienfaisance.

« Si les bureaux de bienfaisance sont insuffisants pour secourir les vieillards indigents, peut-on compter sur l'assistance hospitalière, et trouverons-nous dans les ressources dont nous disposons les éléments suffisants pour venir en aide à l'indigent devenu incapable de travailler ?

« Là encore la réponse sera négative.

« ... Nous n'apprendrons rien à personne en affirmant que l'assistance est insuffisante et qu'il ne se passe pas de jour où les administrations hospitalières, les bureaux de bienfaisance, les mairies, ne soient sollicités par de malheureux vieillards réduits au dénuement le plus absolu ou, chose plus pénible encore, par de malheureux incurables dont la misère est aggravée par la maladie.

« ... Nous résumons cette première partie de notre rapport en disant :

« que, d'après notre législation, l'assistance des vieillards et des incurables est purement facultative ;

« qu'en fait elle n'existe réellement que dans les villes d'une certaine importance ;

« qu'elle s'exerce souvent au détriment des malades dans quelques hôpitaux ;

« qu'elle s'exerce presque partout au préjudice des pensionnaires des dépôts de mendicité ;

« qu'en tous cas elle est insuffisante et que nous serions exposés à une situation bien plus douloureuse encore si la charité privée ne recueillait un grand nombre de vieillards. »

A l'appui de ses conclusions, M. Sabran fournit le tableau, vraiment lamentable, de l'assistance des vieillards dans un certain nombre de départements. Dans les villes les plus riches, réputées les plus charitables, des vieillards pauvres restent sans secours, et n'ont d'autre moyen de vivre que la mendicité.

M. Sabran cite le fait, signalé par le préfet de la Gironde, d'un incurable qui n'a pu être hospitalisé à Bordeaux, parce qu'il n'avait pas les 20 ans de résidence qu'exige le règlement de cette ville. Il déclare que « sur différents points du territoire, des vieillards, des incurables incapables de gagner leur vie souffrent, et meurent, faute d'assistance. »

Dans les villes qui forment la banlieue de Paris, et où l'assistance est organisée mieux que dans beaucoup d'autres, celle aux vieillards est très insuffisante. Rapporteur devant le conseil général de la Seine, M. Paul Strauss s'exprime ainsi :

« La notoriété publique, les doléances de nos collègues, notre propre expérience nous ont révélé de longue date l'insuffisance des secours communaux à la vieillesse. Toutes les communes du département de la Seine sont pourvues de bureaux de bienfaisance, mais les vieillards ne reçoivent que des allocations dérisoires, et les moyens d'hospitalisation de la vieillesse font totalement défaut dans la moitié de ces communes. Près de 200 000 habitants du département de la Seine ne disposent pas d'un seul lit d'hospice pour leurs vieillards indigents, pour leurs infirmes, pour leurs incurables (1). »

S'il en est ainsi aux portes de Paris, on peut juger de ce qui se passe ailleurs.

Une circonstance particulière permet d'être renseigné, au moins partiellement, sur une catégorie d'incurables : les aveugles. Cette circonstance, c'est l'existence des pensions des Quinze-Vingts.

Eh bien ! les aveugles sont en France dans la condition la plus cruelle. J'ai les mains pleines de preuves, et chaque courrier, pour ainsi dire, m'en apporte de nouvelles. J'ai dans mes cartons 1 800 demandes de secours d'aveugles âgés de moins de 60 ans, 270 demandes d'aveugles âgés de plus de 60 ans, et l'administration n'a aucun moyen de soulager ces misères, qui parfois sont véritablement atroces. Les rares pensions des Quinze-Vingts ne sont attribuées qu'aux aveugles les plus âgés et combien meurent avant qu'il ait été possible d'accueillir

(1) Paul Strauss, *Rapport au Conseil général de la Seine*, 18 décembre 1895.

leur demande ! Depuis un an, sauf quelques cas tout à fait exceptionnels, il n'a pu être attribué de pension qu'aux aveugles ayant dépassé 70 ans.

Veut-on quelques exemples ? Je les prends au hasard.

Un aveugle fait écrire :

Y..., demeurant à M..., fut, le 1^{er} mai 1863, complètement aveuglé par un coup de mine, la poudre avait fusé. Depuis cette époque, il est réduit à la pire extrémité, vivant des quelques rares aumônes qu'il peut recueillir. Par charité on l'a pris en demi-pension dans une petite auberge où pour cinq sous par jour on lui trempe sa soupe, quelle soupe ! et on lui fournit son misérable coucher. Détail navrant ! Il y a des jours où ce pauvre malheureux n'arrive pas à équilibrer ce budget si précaire.

Un autre signe les lignes suivantes :

Le 8 mars dernier, vous avez bien voulu m'informer que ma demande, tendant à obtenir un secours viager sur les fonds de l'hospice national des Quinze-Vingts, est régulièrement inscrite.

Depuis l'époque susdite, mon état s'est beaucoup aggravé.

Ma femme est malade depuis vingt ans, je n'ai aucun moyen d'existence que la mendicité, et cette triste ressource est sur le point de me manquer. Je suis infirme et ne peux plus marcher ; ma belle-mère, qui m'a servi de guide jusqu'à présent, ne peut plus m'être utile, à cause de son grand âge.

D'un autre, le préfet écrit :

Célibataire, sans parents, sans moyens d'existence et sans asile, il ne peut se livrer à aucun travail en raison de son infirmité.

Pour un autre, c'est le maire qui s'exprime en ces termes :

Il s'agit d'un vieux soldat de l'armée d'Orient, qui fit partie de l'expédition de Crimée et reçut pour sa belle conduite une médaille avec agrafe.

Quand, privé de la vue, il est resté à la charge de sa famille, tous ceux qui l'approchaient admiraient la résignation avec laquelle il supportait son affreux malheur et ses continuelles souffrances. Jusqu'ici sa vieille femme et une fille malade ont pu lui assurer l'existence ; mais elles deviennent elles-mêmes incapables de travailler, et l'on se demande avec inquiétude qui donnera du pain au pauvre aveugle.

Il importe cependant de ne pas laisser mourir de faim un digne vieillard, ancien défenseur de la patrie.

Je pourrais continuer longtemps. Et je ne transcris pas les demandes de secours individuelles directes, demandes toujours sujettes à suspicion. Je cite des documents officiels ou des de-

mandes transmises et certifiées par des préfets et des maires, qui, en même temps qu'ils les produisent, déclarent ne rien pouvoir pour adoucir les infortunes qu'ils dépeignent.

Mais si l'existence des pensions des Quinze-Vingts fait que nous sommes mis en présence de ces misères, que dirons-nous des autres catégories d'incurables ? Nous n'en connaissons officiellement presque rien, parce que l'on sait que l'État ne dispose d'aucun moyen de leur venir en aide. Les idiots ? Les épileptiques ? Tous ceux qui ont habité la campagne ont été les témoins attristés, parfois indignés, de situations horribles auxquelles personne n'apportait de remède. Le remède, c'est la mort, ou la mendicité.

Dans une lettre que j'ai reçue il y a quelque temps de Bretagne, mon correspondant me signale un malheureux vieillard âgé de 75 ans, paralysé des deux jambes, sans parents, et absolument dénué de toutes ressources, incapable même de mendier vu son état, qui agonise absolument depuis des mois. « Ne pourrait-on pas, dit-il, le caser dans quelque hospice de vieillards incurables ?... Le maire, en vrai rapace paysan qu'il est, refuse de faire une demande, de peur de grever le budget de la commune de sa part d'hospitalisation. J'aide ce malheureux comme beaucoup d'autres, hélas ! mais son cas dépasse l'horreur courante. »

Que peut l'administration, dans l'état actuel de nos lois, pour assister ce malheureux ?

De loin en loin, une correspondance administrative signale des faits qu'il n'est certainement pas téméraire de généraliser.

Le 29 décembre 1896, un préfet écrit :

Sur le vu d'un certificat délivré le 10 décembre 1895 par le médecin de l'assistance médicale gratuite, M. le maire d'H... a fait admettre à l'hôpital de T... le sieur C..., recueilli dans sa commune et atteint d'emphysème pulmonaire et d'arthrite du genou gauche. L'enquête que j'ai prescrite a fait ressortir que ce malheureux, né à D..., le 16 juin 1828, exerçait la profession de chanteur ambulant et, depuis longtemps, n'avait pas de domicile fixe, mais qu'avant son retour dans son département d'origine, il avait séjourné pendant plus d'une année sans interruption dans un autre département où il avait ainsi acquis et conservé le domicile de secours départemental au sens de la loi du 15 juillet 1893. Mes informations ont été corroborées par mon collègue de ce département qui a néan-

moins décliné la charge des frais d'hospitalisation à raison du caractère d'incurabilité des affections dont l'assisté est atteint.

Il ne me paraît pas possible de réclamer à la ville de D..., lieu de naissance du sieur C..., le paiement des dépenses de séjour de ce vieillard incurable à l'hôpital ; j'estime, en outre, que mon département n'est tenu envers lui à aucun devoir d'assistance.

D'un autre côté, il serait inhumain de renvoyer de l'hôpital où il est entouré de tous les soins désirables cet infortuné qu'une paralysie progressive des membres inférieurs empêche aujourd'hui de marcher et même de se tenir debout, et qui ne pourrait vivre péniblement que de la charité publique.

Dans cette situation, je vous serais reconnaissant, monsieur le ministre, de vouloir bien me faire connaître votre avis...

Le 30 décembre de la même année, un autre préfet écrit :

Conformément aux prescriptions de votre dépêche du 24 de ce mois, j'ai l'honneur de vous faire connaître, ci-après, les raisons qui ont motivé l'admission à l'hospice de... du nommé L..., malade incurable actuellement en traitement dans cet établissement.

Cet homme, qui est originaire de mon département, est arrivé dans cette commune le 2 juillet 1893 et s'est présenté devant le maire pour obtenir son hospitalisation. Il était porteur d'un livret d'ouvrier délivré par le maire de M... (département voisin) et sortait de l'hospice où il avait séjourné du 9 octobre 1894 au 1^{er} juillet 1895. A sa sortie de cet établissement, il avait été dirigé sur P..., son lieu de naissance qu'il avait quitté depuis 1847. Il n'avait donc ni domicile de secours départemental, ni domicile de secours communal puisque, atteint de paralysie depuis 1890, il n'avait fait depuis cette époque que vagabonder dans les départements du Calvados, de la Manche et de l'Orne sans y acquérir le droit à l'assistance publique.

Complètement indigent, sans parent pouvant lui venir en aide, il était atteint, au moment de son hospitalisation, de paraplégie qui lui permettait difficilement de se tenir debout et lui rendait la marche presque impossible. Il se trouvait dans l'incapacité de travailler pour gagner sa vie et même de mendier, ainsi qu'il résulte d'un certificat délivré à la date du 13 juillet 1893 par M. le Dr C..., médecin de l'hospice de S... et dont copie est ci-jointe. C'est en présence de cette situation spéciale et par mesure d'humanité que mon prédécesseur crut devoir le maintenir à l'hospice en attendant que vous voulussiez bien prendre une décision définitive à son égard.

A la date du 11 décembre 1893, en vous transmettant la liste nominative ci-incluse des malades dont l'assistance incombe à l'État, j'eus l'honneur de vous signaler ce malade très intéressant par une annotation soulignée et consignée dans cette liste et de vous demander s'il devait être soigné au compte de l'État ou si sa sortie devait être ordonnée. Je vous faisais toutefois remarquer que, dans cette dernière hypothèse, c'était pour lui la mort sur la voie publique...

Je vous serais reconnaissant, de me faire savoir quelle mesure je dois prendre, pour l'avenir, à l'égard de cet infortuné qui, je le répète, est incapable de marcher et par conséquent de pourvoir à son entretien et qui ne possède ni domicile de secours communal ni domicile de secours départemental.

Encore une fois, que peut faire l'administration centrale pour ces malheureux abandonnés par les administrations locales?

Il est impossible de prétendre que le projet de loi n'est pas justifié par la condition en France des vieillards et des incurables indigents.

Dans une démocratie, au sein d'une République qui se réclame de la fraternité, il n'est pas possible d'admettre qu'un grand nombre de citoyens, incapables de travail, étant affaiblis par l'âge ou par les infirmités, n'aient d'autres ressources que les pratiques hasardeuses et dégradantes de la mendicité pour ne pas périr d'inanition.

Le gouvernement a donc décidé de présenter au Parlement un projet de loi réglant les secours publics à accorder aux vieillards et aux incurables.

Il a demandé au conseil d'État de préparer ce projet. Il a pensé, d'accord en cela avec le conseil supérieur de l'assistance publique, que la loi devait être fondée sur la base de l'obligation légale. Les raisons qu'en donne M. Sabran semblent décisives :

Cette assistance doit-elle avoir un caractère obligatoire, comme le conseil supérieur l'a décidé pour l'assistance médicale gratuite? Telle est la première question à résoudre, et de la solution de laquelle dépend le sort du projet. Après un échange d'observations, la majorité des membres qui composent votre troisième section n'a pas hésité à adopter cette opinion, et nous croyons, en effet, que si l'obligation n'était pas imposée, tout projet qui serait présenté dénué de sanction ne recevrait aucune application.

Il faut bien reconnaître que l'assistance des vieillards et des incurables, par sa nature, se rattache plus à l'assistance médicale qu'à l'assistance donnée à des indigents valides. Le vieillard et l'incurable peuvent à bon droit être assimilés à des malades, et les mêmes raisons qui nous ont déterminés à inscrire l'obligation en tête du projet de l'assistance médicale doivent nous engager à l'accorder à notre projet.

N'oublions pas du reste que les lois de 1851 et de 1873 n'ont pas formulé d'obligation, mais ont laissé la faculté aux communes et aux commissions hospitalières d'assister les vieillards et les infirmes. L'expérience est là pour nous démontrer qu'on n'a usé de cette faculté que d'une façon abso-

lument exceptionnelle et que, par apathie, défaut de ressources ou défaut d'entente, les articles 2, 3, 4 et 17 de la loi du 7 août 1851 n'ont reçu que de bien rares applications.

Le même sort serait réservé à tout projet qui ne prescrirait pas l'obligation de l'assistance et nous vous proposons donc de décider que le caractère de l'assistance des vieillards et des incurables, sera l'*obligation* telle que vous l'avez définie dans vos séances précédentes (1).

Il est inutile en effet de faire une loi, si cette loi ne doit pas être obéie.

Quant à la persuasion, l'administration croit en avoir épuisé les moyens. Il faut lire, à la suite du rapport de M. Sabran, le résumé des réponses des conseils généraux à la circulaire du 1^{er} août 1888, par laquelle le ministre de l'intérieur les engageait à organiser les secours à domicile en faveur des vieillards. Bien peu de départements organisèrent un service effectif, et là même où les conseils généraux montrèrent de la bonne volonté ils ne furent pas suivis, et durent revenir les années suivantes sur leur décision, les communes ayant obstinément refusé de voter leur part contributive. Dans la Charente-Inférieure, le conseil général avait inscrit au budget de 1894, comme essai, un premier crédit de 6 000 francs. Il a été constaté l'année suivante que le préfet, en présence des résistances des communes, n'avait pu dépenser que 2 090 francs, et le crédit fut naturellement réduit. Dans la Somme, le conseil général avait voté le crédit nécessaire pour venir en aide, par un secours de 120 francs par an, dont moitié à la charge des communes, à cinquante vieillards. Les résistances des communes furent telles qu'au cours de l'année 1894, on n'en put secourir que dix-huit. Deux départements, le Puy-de-Dôme et le Doubs, crurent répondre à la pensée du ministre sans charger les finances départementales ni communales en organisant légalement la mendicité, et leurs conseils généraux émirent le vœu que l'on présentât au parlement un projet de loi qui débutait ainsi :

ARTICLE PREMIER. — Le territoire de la République est interdit aux mendians de nationalité étrangère.

(1) Publications du Conseil supérieur de l'Assistance publique, fascicule n° 32, p. 54.

ART. 2. — Tout vieillard, infirme, malheureux, incapable de travail, qui n'a pas d'autre moyen de subsister que l'aumône et qui n'aura pu être hospitalisé, devra solliciter l'autorisation de demander la charité.

Il recevra une carte spéciale, etc.

Il n'y a donc pas à compter que les départements, et surtout les communes, s'acquitteront de leur devoir d'assistance envers les vieillards et les infirmes s'ils n'y sont pas contraints par la loi.

C'est pourquoi cette loi doit avoir un caractère d'obligation.

On dit : Vous allez décourager l'épargne, affaiblir l'esprit de prévoyance; la prévoyance n'est-elle pas un meilleur instrument social que l'assistance ? Ah ! ce n'est pas moi qui le nie. J'appelle de tous mes vœux un état de choses où la prévoyance sera plus encouragée encore qu'elle ne l'est, sans examiner si, elle aussi, ne devrait pas être rendue obligatoire, comme elle l'a été dans un grand pays voisin. Mais la question actuelle n'est pas là. La question est de savoir si l'homme qui est arrivé à la vieillesse et à l'incapacité de travail, et qui n'a pas été prévoyant, qu'il n'ait pas pu ou qu'il n'ait pas su l'être, doit être secouru, doit avoir un abri et du pain; s'il ne doit pas exister une organisation telle qu'il ne puisse pas se trouver sans abri et sans pain. Pour l'infirmes incurable et pauvre, la plupart du temps, la question d'une prévoyance possible ne se pose même pas. A celui-là aussi un abri et du pain ne doivent-ils pas être assurés ?

Il semble que la réponse ne saurait être douteuse.

On dit encore : Quelle sera la dépense ? Combien y a-t-il de vieillards, d'incurables à secourir ? Je réponds franchement : Je n'en sais rien. Mais qu'importe, si le devoir de les secourir est certain ?

Quand on a édicté la loi sur les aliénés, avait-on pu calculer d'avance la dépense ? Savait-on combien il faudrait interner d'aliénés en France ? Ce qu'on a fait alors pour la sécurité, on doit le faire aujourd'hui pour l'humanité.

Quand on a résolu de rendre en France l'instruction primaire obligatoire, a-t-on été arrêté par la prévision des énormes dépenses qu'entraînerait ce service ? N'est-il pas permis de

penser que le droit à la vie prime le droit à l'instruction ?

L'évaluation des dépenses possibles, ou probables, n'est pas ici la chose importante.

La collectivité doit-elle, ou non, venir au secours des vieillards sans ressources ?

Si elle ne le doit pas, je serais assez disposé à croire qu'elle n'a même pas le droit de le faire, et que, conformément à la jurisprudence du conseil d'État qui ne permet pas les impositions extraordinaires pour constituer des secours aux pauvres, l'assistance publique n'étant pas obligatoire, n'est pas même facultative, car l'argent des contribuables ne peut être légitimement employé que pour des services publics.

Si elle le doit, elle le doit quelle que soit la dépense.

Ce n'est pas le cas de dire : *Nemo liberalis nisi liberatus*. L'on ne fait pas de libéralités aux dépens d'autrui. L'État, le département, la commune, satisfaisant à l'obligation du secours aux vieillards, ne font pas une libéralité : ils assurent un service public.

Le souci de ménager l'effort des contribuables n'est pas seulement légitime ; il est de devoir étroit. Mais de ce souci, quelle doit être la conséquence ? De ne pas accorder le secours dû ? Ce serait sacrifier un devoir pour en accomplir un autre. La conséquence doit être d'entourer l'allocation du secours de précautions telles que l'on ait la certitude qu'il n'ira qu'à l'absolu besoin, et dans la mesure de l'absolu besoin.

A toutes les époques, les républicains ont affirmé le devoir social de l'assistance obligatoire. Il est permis maintenant de prévoir que cette grande entreprise, renfermée dans des bornes prudentes, sera réalisée par la troisième république.

En quoi consistent ces bornes prudentes ?

D'abord, comme je l'ai montré, à n'admettre à l'assistance que des malheureux qui se trouvent dans l'impossibilité physique de sortir de leur misère.

Ensuite, à ne recourir à l'assistance publique que dans les cas où il a été préalablement constaté que tout autre secours fait défaut.

En troisième lieu, à maintenir la distinction, qui me paraît

fondamentale, entre le droit aux secours et le devoir social d'assistance.

Enfin, à ne jamais abandonner cette règle qui a été affirmée par le congrès de 1889, confirmée en toute occasion par le conseil supérieur, qui est comme le palladium de l'assistance publique, la digue efficace contre les abus possibles : l'assistance est en principe communale, et la commune doit être financièrement intéressée à limiter le nombre de ses assistés.

HENRI MONOD.

L'ORTHOPÉDIE ENFANTINE

1

Des découvertes récentes, de l'ordre chirurgical, permettent d'affirmer que, dans un avenir assez rapproché, la plupart des enfants qui naissent affligés de difformités ou de tares musculaires et anatomiques pourront être non seulement soulagés mais guéris, redressés, allégés, rendus pareils aux camarades de leur âge, favorisés par la santé et privilégiés par la constitution physique normale, harmonieuse. Les miracles racontés par l'Évangile sont ainsi à la veille d'être réalisés par cette Science, dont on s'est trop pressé de proclamer la banqueroute. Déjà les boiteux marchent droit, les bossus reprennent la position rectiligne, avec l'épine dorsale perpendiculaire, les bègues parlent nettement, les strabistes regardent en face, et peut-être Edison en ce moment se dispose-t-il à nous montrer des aveugles qui voient, dépassant le phénomène de la clairvoyance obtenue à l'aide des rayons Röntgen.

L'orthopédie infantine physique est un fait, et la société en général, comme les familles, si longtemps affligées par des déviations, des infirmités, des asymétries réputées incurables, éprouvent les bienfaits d'un effort scientifique habilement dirigé. On retouche la nature imparfaite et l'art vient réparer ses oublis, rectifier ses erreurs.

Est-il possible de réaliser, dans le domaine moral, la guérison d'infirmités originelles plus fâcheuses pour l'individu, et surtout pour la société, que la claudication, le bégaiement, la

gibbosité? Existe-t-il une orthopédie infantine morale? Est-il permis de supposer et de pratiquer un redressement, vers le Bien, vers le Droit, vers le Juste, des âmes tortues, des consciences louches? Est-il scientifique, est-il possible d'admettre et d'accomplir la rectification intellectuelle et sentimentale de ces êtres malfaisants, qui, selon le langage populaire, ont la bosse du crime?

Le problème est peut-être l'un des plus importants à résoudre, car si l'ordre social, si la prospérité des États s'accommoderaient mal d'une multiplication des bossus, des bancals, et d'autres êtres impropres à la reproduction d'une noble race, aussi bien qu'aux divers services et travaux exigeant des hommes normalement constitués et bien portants, encore plus cet ordre social et l'État réclament-ils une jeunesse inoffensive et honnête. La société ne tarderait pas à se désagréger et à périr, si les vices, les débauches, les mauvais instincts gangrenaient de plus en plus, dès le jeune âge, ceux qui doivent être plus tard des hommes, des pères de famille, des serviteurs de la patrie, des citoyens.

A toutes les époques, on a essayé de corriger, de moraliser l'enfance vicieuse. Les législations antiques donnaient au chef de famille, au maître, au patron, au juge, le droit de mort. Sparte expurgeait sans pitié les enfants venus au monde avec des difformités physiques : elle livrait à la hache et retranchait de la cité les adolescents en qui se reconnaissaient des instincts délictueux. La fameuse anecdote du renard volé, mordant sous sa tunique le jeune Spartiate, qui contenait sa douleur et demeurait impassible devant le juge, prouve non seulement l'indifférence à la douleur de l'accusé, mais aussi la sévérité avec laquelle la justice lacédémonienne recherchait les jeunes délinquants.

Jusqu'à présent, pour améliorer l'enfance, on a surtout cherché à l'effrayer ou à la punir. On lui a infligé les châtimens du code réservés aux hommes, lorsque la loi l'a autorisé; on l'a menacé des punitions divines, quand la période de discernement ne se trouvait pas atteinte. L'effroi d'une peine céleste et future, ou l'intimidation d'un châtiment terrestre et immédiat,

voilà tout ce qu'on a trouvé pour contenir également les adultes et les enfants. Le Gendarme et le Diable composent tout l'arsenal défensif de la société, qu'il s'agisse de méfaits d'adultes ou de perversités d'adolescents.

Remarquons ici combien il est téméraire de compter sur la crainte des pénalités extra-terrestres, aussi bien pour les hommes que pour les jeunes gens. La peur de l'enfer n'arrête que ceux qui croient à l'enfer. Sont-ils vraiment nombreux? Nous n'avons pas à étudier ici les causes de la criminalité juvénile. Elles sont multiples, sociales et accidentelles. La misère, la paresse, l'abandon, l'insuffisance de la surveillance paternelle, la facilité de vaguer par les rues avant et après les heures de classes, les fâcheux exemples, la tentation des plaisirs, les occasions de libertinage et de godaillerie fournies par les villes, les lectures et les conversations dans les ateliers, dans les centres de travail, sont les principaux agents de la corruption précoce. L'enseignement se trouve désarmé et ne saurait être mis en cause. Des hommes de parti, des publicistes passionnés et injustes ont prétendu rendre l'instruction laïque responsable de la démoralisation des jeunes gens. Il y a eu des coupables imberbes à des époques où l'enseignement religieux était la règle universelle. La morale est indépendante des cultes, des exercices. Le prêtre à la chapelle et l'instituteur dans sa chaire enseignent les mêmes principes de moralité. Les commandements de Dieu sont reproduits dans tous les manuels d'enseignement laïque. Ce n'est pas l'école sans Dieu qui façonne les âmes criminelles. Pour que le catéchisme et l'instruction confessionnelle puissent servir de frein à la jeunesse, il faudrait que cette jeunesse eût la foi. La religion enseignée et même pratiquée ne suffit pas. Faudrait-il à l'appui citer les noms de criminels fameux qui avaient reçu une excellente éducation religieuse? Pour ne parler que du plus récent des scélérats notoires, est-ce que Vacher n'était pas un fort bon élève des pères maristes? L'enseignement religieux et la pratique même du culte ne sont susceptibles d'améliorer et de retenir sur la pente du crime que ceux qui redoutent les peines éternelles et éprouvent, en confessant leurs fautes, leurs penchants, ce que l'Église nomme la contrition. La morale

laïque ne peut agir que sur ceux qui ont conservé le don du remords.

L'inefficacité de la vieille méthode répressive et éducatrice est affirmée par l'augmentation toujours croissante de la criminalité juvénile. La plupart des crimes non passionnels, principalement les attaques à main armée, par escalade ou sur les voies publiques, les vols par associations de malfaiteurs, les incendies, les rixes sanglantes, les vols qualifiés, ont pour auteurs de très jeunes gens, presque des gamins. Faut-il rappeler les noms hideusement célèbres de Gamahut, d'Abadie, et de vingt autres héros précoces de nos cours d'assises? Ces jeunes criminels avaient à peine atteint l'âge de la responsabilité en justice; mais, avant d'accomplir des méfaits qui les ont envoyés devant le juge d'instruction, combien de menus actes, mauvais, blâmables, délictueux n'avaient-ils pas commis, attirant sur eux l'attention et les reproches de leurs parents, de leurs maîtres, des voisins, des passants?

Rien cependant n'avait été expérimenté pour améliorer ces mauvaises plantes humaines; aucune greffe de bonté, de douceur, de justice ne fut tentée sur ces sauvageons rebelles. La société n'a même pas cherché à se défendre contre ces parasites venimeux. Elle a eu seulement recours au fer du bourreau pour les extirper, mais combien trop tard, et alors que tant de victimes montraient l'insuffisance de la sécurité sociale. Il est possible que l'on eût échoué dans une tentative d'amélioration de tels cerveaux surexcités par les passions nocives, autant qu'engourdis par la paresse et le goût des plaisirs acquis sans travail. Mais que de jeunes gens qui n'ont pas atteint, heureusement pour eux, le degré de notoriété dans le crime de ces scélérats fameux, ont cependant traîné une existence misérable dans les prisons, faute d'avoir été corrigés, redressés dans leur jeune âge!

Des institutions bienfaisantes, tout en ayant le caractère pénitentiaire, existent sans doute en grand nombre, ayant pour objet l'amélioration de l'enfance vicieuse. On a lu ici même les travaux de M. Lucipia à propos de la maison de Montesson, recommandant que, dans les prisons pour l'enfance, les jeunes délinquants fussent traités comme dans une école de moralisa-

tion, de travail et de douceur. La philanthropie religieuse, de son côté, a multiplié, surtout pour les filles, les établissements hospitaliers, les ouvroirs, les refuges. Tous ces moyens sont excellents, tous font honneur à la nature humaine, tous réalisent certainement des progrès sur l'ordre de choses existant jadis, mais ces remèdes sont insuffisants; ils ne peuvent donner que des résultats partiels, peu appréciables, et ils constituent une augmentation formidable dans les dépenses de tout ordre, sans qu'on en soit récompensé par une diminution sensible de la criminalité juvénile.

Il fallait donc trouver autre chose, tout en laissant subsister, tout en développant, tout en enrichissant, par des subventions et des dons, les établissements qui ont pour but la préservation sociale en isolant l'enfance contaminée par le milieu, par les mauvais exemples, ou imprégnée de tares ataviques, auxquelles il ne faut pas cependant attribuer une influence trop absolue, trop pessimiste. Il convient de chercher dans un ordre purement scientifique, en dehors de toutes préoccupations judiciaires, politiques ou confessionnelles, la solution du grand problème de l'orthopédie morale des enfants.

C'est dans ce but que, sans prétendre apporter la panacée à ce mal presque universel, car il sévit non seulement dans toutes les régions civilisées du globe, mais encore dans toutes les classes, même les plus cultivées, les plus favorisées par le luxe et par le milieu, je signalerai les très intéressantes observations auxquelles il m'a été donné d'assister, faites par M. le Dr Bérillon, dans sa clinique de la rue Saint-André-des-Arcs, me référant aussi aux très intéressants récits d'expériences auxquelles se sont livrés ses collaborateurs, notamment le Dr Paul Farez.

C'est par l'hypnose que le Dr Bérillon, s'inspirant des maîtres comme Liébeault, Bernheim, Liégeois, etc., a tenté la méthode curative de l'enfance dont la moral est gangrené. Il ne s'agit ici ni de charlatanisme ni de miracles, comme on l'entendait autrefois. L'hypnotisme, cette merveilleuse science moderne, ne doit pas sortir du domaine de l'expérience et des faits. Pas plus qu'à la vapeur, à l'électricité et à tant d'autres forces physi-

ques, il ne faut réclamer l'impossible et le supra-naturel, on ne doit demander à la suggestion hypnotique d'aller au delà des limites de son énergie et de sa portée.

Définissons d'abord, en langage vulgaire, la suggestion et le sommeil hypnotique, vulgairement appelé somnanbulisme. L'être placé dans le sommeil hypnotique se trouve transporté dans ce qu'on appelle l'état second; il conserve sa personnalité, mais sa volonté se trouve subordonnée aux commandements de la personne qui a provoqué le sommeil; il n'accomplit, il n'entend, il ne subodore, il ne savoure que ce que l'opérateur veut, et dans les conditions où il le veut.

Il faut, bien entendu, pour que ce phénomène si surprenant de l'anesthésie de la volonté, de la subordination complète d'un être à un autre se produise avec toutes ses conséquences, qu'il n'y ait pas résistance intérieure ni parti pris du sujet; il est nécessaire que ce dernier soit dans les conditions d'aptitude suggestible nécessaire. Tout le monde n'est pas hypnotisable. Ainsi, pour les enfants soumis déjà aux expériences de M. le Dr Bérillon et de ses émules, il a été constaté que certains petits sujets étaient absolument réfractaires aux suggestions hypnotiques, par conséquent incurables moralement. Ces jeunes êtres réfractaires se trouvaient invariablement parmi les moins intelligents, les plus balourds, les indolents, ceux qui, au premier aspect, pour un observateur superficiel, imbu des anciennes méthodes, auraient paru les plus faciles à amender, à mater, comme disaient les antiques magisters.

Cette observation présente ce caractère consolant que les jeunes gens, vicieux, poussés au mal, disposés à la cruauté envers les animaux, envers les personnes, les précoces débauchés, les voleurs imberbes, sont généralement ceux qui ont l'intelligence la plus vive, les facultés les plus ouvertes, à quelque condition qu'ils appartiennent. Cette précocité de l'intelligence chez les garçons et les filles dont les parents signalent les mauvais instincts a été constatée de tout temps; ce n'est pas une découverte particulière à l'hypnotisme. L'intelligence plus ouverte, la ruse, la malice de ces enfants, les rendaient plus impropres à profiter des bonnes leçons des maîtres

et des parents, à suivre l'influence morale des milieux sains, et à recueillir les bienfaits des enseignements, des exemples, voire des châtiments qu'on multipliait à leur égard. La disposition favorable à l'orthopédie morale, d'après l'ancienne méthode, était en raison inverse de l'activité cérébrale de l'enfant. Sa supériorité intellectuelle, développant ses forces de résistance, le plaçait dans une infériorité curative.

Avec la cure hypnotique, au contraire, ces enfants, qui sortent des maisons de correction pires qu'ils n'y sont entrés, plus exercés, plus entraînés au mal, ayant pour ainsi dire passé par l'école normale du vice, en attendant qu'ils prennent leurs degrés sur la voie publique ou dans les pénitenciers, se trouvent dans les conditions les meilleures pour ressentir la domination hypnotique, et pour guérir radicalement. La faculté de comprendre, la réflexion, la comparaison, jouent un rôle décisif dans le travail intérieur de la suggestion moralisante.

Les premiers essais de cette médication mentale spéciale ont été faits par le Dr Bérillon et les autres médecins de sa clinique pour des défectuosités à la fois mentales et physiques, par exemple pour prémunir et guérir l'enfant d'habitudes vicieuses, d'incontinence d'urine, d'oncophagie, etc. Par une série de patientes remontrances, de dégoûts suggérés, d'admonitions paternelles, dans presque tous les cas qui leur ont été soumis, les opérateurs ont obtenu des résultats satisfaisants. Puisqu'on pouvait détourner un enfant de la répugnante manie de ronger ses ongles, indice presque toujours d'un caractère difficile, d'un tempérament vicieux, d'indolence et de paresse, l'induction devait venir de chercher à corriger, par la même méthode, le penchant au vol, la disposition à la brutalité, peut-être le goût du sang.

Si, dans l'ordre physique, la chirurgie et l'orthopédie procèdent pareillement et obtiennent les mêmes résultats, qu'il s'agisse d'opérer un malade dont le strabisme, la claudication, la gibbosité soient anciennes ou récentes, il n'en est pas de même dans cette chirurgie morale. Pour que le résultat soit certain, pour que la guérison de l'âme dépravée soit radicale, il

faut prendre le sujet dès sa plus tendre enfance. Les résultats obtenus jusqu'ici sont d'autant plus encourageants qu'à la clinique de la rue Saint-André-des-Arcs on n'amène généralement que des sujets déjà avancés dans l'adolescence, des enfants pour lesquels on a épuisé tous les moyens de réprimande et de coercition paternelle, qui ont été renvoyés des écoles, et qui passent pour incorrigibles. Les parents et les maîtres procèdent pour cette cure comme lorsqu'on va trouver, en présence de maladies graves et chroniques, un grand médecin, c'est-à-dire quand il n'y a plus grand'chose à espérer, après avoir partout consulté et essayé vingt remèdes.

Si, au contraire, dès les premières impressions de l'enfant, lorsque sa jeune imagination s'éveille au monde extérieur, quand la sensibilité enfante l'intelligence, quand au moyen du monde extérieur qui se révèle à lui l'enfant perçoit son moi, en même temps qu'il s'initie à l'extériorité, quand il acquiert la notion de la chose en soi, et de ce que Schopenhauer appelait la représentation, c'est-à-dire le monde existant par le fait de la pensée humaine qui le conçoit, si à cette heure favorable, et sans attendre que naisse l'essai des pensées malfaisantes, sans laisser se produire dans le jeune être les mauvais désirs, les coupables tentations, qui chez lui sont choses innocentes, puisqu'il ignore le bien et le mal, on appliquait avec méthode, avec persévérance, avec adresse et précision, la suggestion hypnotique, on serait à peu près certain d'obtenir une jeune génération saine, et, si ce mot n'avait pas un caractère de phraséologie un peu genevoise, on pourrait dire une génération vertueuse.

Cette éducation de la première heure a été vainement essayée par les parents, par les pédagogues, par les directeurs d'asile, par les instituteurs religieux. On a dû avouer que l'on ne pourrait agir sur l'enfance que vers huit ans, par les oraisons, les catéchismes, les livres de morale, pieuse ou laïque, et, d'une façon plus efficace, vers quinze ans seulement, par la révélation des pénalités que le code réserve à ceux qui portent tort à autrui. Sans nier l'importance et l'influence, au point de vue de la protection sociale et de la mise en garde contre les mauvais

instincts des jeunes gens, du gendarme, nous devons reconnaître qu'il n'est pas toujours suffisant, et cependant c'est à peu près le seul frein sérieux que nous ayons à notre disposition pour contenir les passions, les appétits, les haines.

Avec la nouvelle méthode, au contraire, on n'attend pas que le mauvais arbre ait donné ses fruits, on l'attaque dès les premiers bourgeons. N'est-ce pas là une belle et vraiment scientifique méthode? Pour extirper un mal comme celui de la criminalité, ce n'est pas dans les branches qu'il faut porter le fer, c'est dans les racines que, cherchant la sève mauvaise, il faut la purifier, la détourner, la rendre salubre et bienfaisante.

C'est donc à la première enfance que doit s'adresser l'enseignement moral par la méthode hypnotique, avant même que l'instituteur ait reçu des parents et de la société le jeune cerveau dans lequel il va déposer la notion des faits, l'enseignement de la lecture, de l'écriture, du calcul, des devoirs envers les parents et envers l'État. C'est au seuil de la première enfance, avant l'alphabet, après la nourrice et pendant la dentition, qu'il conviendrait de confier ces jeunes enfants à un médecin en qui on aurait confiance. Celui-ci examinerait soigneusement le sujet et le soumettrait à une médication mentale, qui accroîtrait d'abord le champ de ses jeunes idées, de ses impressions neuves, et qui imprimerait dans cette vierge intelligence des notions ineffaçables de bien, de travail, d'application et d'obéissance. Toute sa vie il en garderait le dépôt.

Voilà l'originalité de la méthode du D^r Bérillon, voilà ce qui fait de l'orthopédie infantine non seulement une des branches les plus neuves et les plus hardies de la thérapeutique mentale, mais encore la méthode la plus efficace et la plus simple de pédagogie. En l'employant, la tâche éducatrice du père de famille et du maître sera simplifiée par la suite. On peut affirmer que les maisons de correction, que les colonies pénitentiaires, que tous ces tristes refuges, qui ne sont point des ports paisibles et définitifs, mais des caravansérails hasardeux où le jeune vice fait halte seulement, pourraient être non seulement diminués, mais dans un avenir rapproché définitivement fermés. La société n'aurait plus en face d'elle que des criminels adultes, bien

moins nombreux, car, ainsi que le prouvent les registres des greffes, les enquêtes judiciaires, les dossiers de police, en dehors des cas exceptionnels, dus à l'alcoolisme ou aux passions amoureuses, le crime adulte est toujours issu de l'enfance perverse.

II

Les avantages de la méthode hypnotique pour l'amélioration de la race humaine, pour son éducation, pour son perfectionnement moral, sont indiscutables et reposent sur le fait scientifique de l'automatisme, où se trouvent plongés les individus endormis, aptes à suivre toutes les impulsions qui leur sont données. Mais un problème se dresse : ces avantages ne sont-ils pas achetés au prix d'une sorte de viol de la conscience humaine ? l'enfant hypnotisé se trouve comme le cadavre dont la règle des jésuites faisait le modèle de l'état de perfection. Le savant, le médecin ont-ils le droit d'abuser de cette puissance singulière de la suggestion pour dominer un être qui ne peut se défendre, pour lui imposer leur volonté, pour le soumettre à tous leurs caprices, à toutes leurs fantaisies ? L'hypnotisme ne peut-il devenir un instrument de perversion, et ne peut-on voir un hypnotiseur abuser de l'étrange pouvoir qu'il aurait acquis sur un être désarmé ? Enfin, en admettant que jamais un médecin n'ait la pensée coupable de forfaire à l'aide de sa puissance, n'y a-t-il pas une violation du libre arbitre et de la conscience dans l'usage de la suggestion hypnotique ? Est-il permis de transformer l'enfant en machine, et n'est-il pas plus noble, plus juste de chercher à faire appel à sa raison, quand il est en état de veille, quand il peut contrôler les affirmations du pédagogue, lorsqu'il se trouve placé comme l'Hercule de la fable entre le vice et la vertu, et qu'il peut faire son choix en toute liberté ?

Ce dernier raisonnement serait un pur sophisme. Est-ce que l'enfant dominé par un instinct fâcheux, influencé par le milieu, subissant de tristes influences héréditaires, se trouve réellement libre de choisir entre le bien et le mal ? en a-t-il la notion

et peut-il en peser les avantages et les inconvénients? est-il libre, en un mot, de se corriger lui-même? Il est évident que cette liberté n'existe qu'en théorie; l'expérience a d'ailleurs démontré le peu de cas qu'il fallait faire du libre arbitre. Par conséquent le médecin, le pédagogue, le chef de famille, sans aucune espèce de remords, sans crainte, sans hésitations peuvent essayer d'imposer à l'enfant, progressivement, des principes moraux, une règle de conduite, les notions du juste et du bien, sans avoir à s'inquiéter du libre arbitre de cet enfant. Est-ce qu'on tient compte de ce libre arbitre dans l'éducation d'aujourd'hui, dans l'amas de notions, que l'élève ne peut ni contrôler, ni discuter, sur la Religion, sur la Patrie, sur l'obéissance aux Lois, la soumission aux supérieurs, voire sur les convenances mondaines, et sur les égards dus entre personnes se connaissant, se fréquentant?

La société tout-entière repose sur un viol permanent du libre arbitre, dès le jeune âge. Nous ne recevons pas les idées avec la vie; elles se développent successivement au contact des choses dans l'ordre des sens et des observations que l'enfant peut faire lui-même directement. Mais ceci ne forme que le petit bagage de l'intellect naissant; c'est par l'enseignement oral de la nourrice, de la mère, du frère aîné, de la grande sœur, que l'enfant acquiert des notions plus ou moins complètes, plus ou moins justes, plus ou moins profitables, sur tout le monde moral. Les idées de Dieu, de foi, de bonté, de docilité, de courage, de respect, d'amitié, de charité sont ainsi imposées à l'enfant par de véritables suggestions à l'état de veille, pratiquées en vertu de la crainte révérentielle du petit être envers les plus grands, les plus forts. C'est par une quotidienne tyrannie insensible, coutumière, familière, très puissante pourtant, que ce qu'on appelle la liberté de l'enfant est dès ses premières années enchaînée.

La légitimité, la moralité de la suggestion hypnotique résultent du but que se proposent les éducateurs. Vous admettez vis-à-vis de l'enfant le droit paternel et social à la correction, allons même plus loin, à l'éducation, c'est-à-dire le plus souvent à la transmission forcée de jugements tout faits, de pré-

jugés, d'opinions courantes, d'antipathies et de sympathies de races, de religions, de castes, et vous oseriez contester le droit à l'amélioration sans châtement et à l'enseignement, par la persuasion, des principes d'une immuable morale? Une seule objection sérieuse : l'enfant étant éminemment suggestible, ne peut-il arriver que, déjà entraîné par des séances de suggestions pour le bien, il ne puisse être facilement soumis à des suggestions pour le mal? L'argument serait de nature à faire réfléchir les parents, les chefs d'institution, l'Assistance publique, lorsqu'on viendra leur demander, au nom de la science, des enfants pour les soumettre à la cure par l'hypnose. Il serait à redouter, par la suite, que ces enfants puissent être suggérés dans un sens diamétralement opposé à celui des éducateurs. Ils auraient acquis une aptitude suggestible qui pourrait faire d'eux l'instrument passif, le jouet facile de suggestionneurs dépravés, scélérats ou déséquilibrés.

Cette objection tombe devant le fait suivant :

Le Dr Liebeault, dont les beaux travaux sur cette matière, ainsi que ceux du professeur Liégeois et du Dr Bernheim, sont la gloire de l'école de Nancy, assure que la première chose à faire, en pratiquant la suggestion hypnotique sur un enfant, est de lui inculquer l'ordre suggestif de ne se laisser hypnotiser ni suggérer jamais par aucune autre personne. La puissance de cet ordre est telle que jamais, en dehors du médecin qui aura entrepris la cure, le sujet ne pourra tomber dans le sommeil hypnotique. Par conséquent, le danger signalé se trouvera conjuré. Mais, en admettant même que quelques bons effets de la cure hypnotique soient détruits par la suite, est-ce que la situation comme résultat serait pire que dans l'état actuel des choses? A l'exception des maisons d'éducation les plus estimables, après avoir été libérés des établissements de correction, après être sortis de la famille ou d'asiles philanthropiques, ne voit-on pas des jeunes gens entraînés au mal par des camarades, par de fâcheuses suggestions non hypnotiques? Par conséquent, on pourrait, en faisant la part du mal, comme dans un incendie celle du feu, en retranchant ces déchets, trouver encore un bénéfice considérable, au point de vue de l'améliora-

tion humaine, dans l'emploi de l'hypnose à l'orthopédie des enfants.

La méthode à employer est simple, sans grande démonstration ni charlatanisme ; il s'agit surtout de s'emparer de l'attention et de la bonne volonté de l'enfant. Le petit être se défend contre les taloches qu'il croit avoir méritées pour quelque infraction en avançant son bras ployé, de façon à protéger sa joue. Au moral, il se débat contre les remontrances et contre l'enseignement en se repliant sur soi-même, en contractant pour ainsi dire sa conscience. Le but du guérisseur doit être de forcer cette conscience repliée à se détendre. C'est par la douceur, c'est par un langage facile à saisir, et nullement menaçant, qu'il doit redresser les habitudes vicieuses.

Par exemple, un enfant avait l'habitude invétérée de voler des pièces d'argent dans les poches de ses parents. C'était le fils d'un honorable instituteur : l'enfant n'avait sous les yeux que de bons exemples, il était fort intelligent. Les coups, les menaces, le croquemitaine à baudrier jaune évoqué devant lui, rien ne pouvait l'empêcher de pratiquer des larcins dans le porte-monnaie de son père ou de sa mère, et même des personnes étrangères venant visiter l'instituteur.

En désespoir de cause, on amena le jeune kleptomane à la clinique du Dr Bérillon. L'enfant fut endormi, puis on le fit approcher d'une table sur laquelle se trouvait une pièce de monnaie : « Tu vois, mon petit ami, cette pièce d'argent, lui dit le Dr Bérillon ? Tu as envie de la prendre?... Eh bien ! prends-la si tu veux, et mets-la dans ta poche. » — L'enfant obéit, et le docteur ajouta : « C'est ce que tu as l'habitude de faire, mon petit garçon, mais ça n'est pas bien ! Si tu avais de l'argent à toi, et qu'un camarade vint, pendant que tu dors, te prendre une pièce de monnaie sur laquelle tu comptais pour t'amuser en récréation et t'acheter des friandises le jour de congé, tu trouverais que c'est bien mal?... Eh bien ! puisque tu as compris cela, tu vas remettre la pièce d'argent où tu l'as prise, et désormais tu agiras toujours ainsi. S'il t'arrive à l'avenir, de succomber à la tentation, tu auras honte d'avoir volé et tu t'empresseras de remettre l'objet à sa place. »

Ceci se passait durant les vacances de Pâques de cette année. Le Dr Bérillon, dînant chez moi, m'avait conté le fait le premier jour où il commença sa cure; le père de l'enfant, instituteur dans une grande ville de l'Ouest, devait repartir au commencement de la semaine suivante. Quand j'ai revu le Dr Bérillon, m'informant du résultat de la cure entreprise par lui, il m'apprit que l'instituteur était reparti avec son enfant trois jours plus tôt qu'il ne le pensait, à la suite de quelques expériences. L'enfant n'avait plus jamais depuis touché à des pièces d'argent qu'on avait laissées traîner exprès sans qu'il s'en aperçût; il n'est plus jamais retombé dans le mensonge, et, de mauvais élève qu'il était, il est devenu l'un des premiers de sa classe.

Ce second bienfait de l'hypnose était dû à ce qu'en le sermonnant pour le guérir du vol, incidemment, et sans penser à cette amélioration spéciale, le Dr Bérillon lui avait recommandé de bien travailler, d'apprendre ses leçons, de tâcher de faire plaisir à ses parents et d'avoir de bonnes places dans ses compositions. La guérison de la paresse et du mauvais vouloir avait été obtenue par surcroît, et pour ainsi dire par raccroc.

On pourrait multiplier les exemples : les archives de la Société d'hypnologie, les procès-verbaux du congrès de Nancy, la collection de la *Revue de l'Hypnotisme* sont remplis de faits indiscutables de guérison par la suggestion hypnotique d'habitudes vicieuses, d'incontinence d'urine, du vol, d'onycophagie, et aussi de la colère, de la paresse, de la cruauté envers les animaux et d'autres fâcheux instincts.

C'est donc une méthode à la fois neuve et ancienne qu'il s'agit d'appliquer : elle est neuve parce qu'elle substitue aux moyens physiques, aux punitions corporelles, à l'emprisonnement pour l'enfance perverse, des moyens correctifs purement moraux; elle est ancienne, car tous les philosophes, tous les éducateurs, tous les fondateurs de religion, ont eu recours pour perfectionner la race humaine à des suggestions vertueuses, à une morale qui se retrouve à peu près la même dans la Bible, dans les Védas, dans les Évangiles, et dans le Coran. Les savants modernes ne font donc que perfectionner les moyens pé-

dagogiques et moralisateurs institués par les législateurs du genre humain. Ils les rendent plus expéditifs en se servant de cette mystérieuse énergie : l'hypnose.

L'orthopédie morale des enfants n'est ni une utopie ni une aberration. C'est un fait scientifique immédiatement applicable partout. Nous demandons que des essais de cette méthode aient lieu en présence de savants et sous le contrôle des autorités, du Conseil municipal, du conseil de l'Assistance publique, dans les hôpitaux où se trouvent de jeunes enfants, dans les asiles, dans les écoles maternelles, et enfin dans ces tristes maisons de répression où les détenus sont des gamins.

Quand l'expérience sera connue de tous, l'école communale, sans cesser d'être un laboratoire du savoir primaire, deviendra une clinique, où, par la suggestion hypnotique, l'instituteur, médecin mental et moral, réalisera pour l'amendement et le perfectionnement moral de la race, des miracles que les législations et les religions ont été jusqu'ici impuissantes à accomplir. La culture de la plante humaine doit être l'art suprême des civilisations.

EDMOND LEPELLETIER.

LE CLASSEMENT DES ALIÉNÉS

DANS LES ASILES

Un détail de l'assistance des aliénés qui m'a frappé dans le voyage que j'ai fait en Écosse avec la délégation du Conseil général de la Seine, c'est le classement des malades. Là-bas les individus internés sont répartis en des groupements nombreux. C'est d'abord les malades payants (*private*) qui sont séparés des malades indigents (*pauper*), comme cela s'observe chez nous. Mais alors qu'en France il existe des pensionnats rattachés à des asiles, en Angleterre, on trouve, outre ces annexes aux établissements publics, des hôpitaux élevés à l'aide de souscriptions particulières et plus spécialement destinés à recueillir des malades de la classe moyenne de la société qui ne peuvent acquitter le prix intégral d'une pension. Ces maisons reçoivent les malades qui payent une rétribution minime, inférieure au prix de revient. De cette façon se trouve satisfait le besoin de classement social qui est si vif et si répandu dans toute l'Angleterre. Si l'on appartient à un rang quelque peu différent de la condition populaire et que l'on peut payer une pension, même très modeste, on est facilement placé dans un de ces grands et luxueux asiles-pensionnats.

Les Anglais ont remarqué que cette pratique encourage les familles à faire quelques sacrifices pour assurer à leurs parents

une situation meilleure. Et de la sorte le comté et la paroisse y gagnent, puisque ces malades ne restent plus à leur charge comme ils le seraient sans cette possibilité qui leur est donnée de devenir des pensionnaires. En France ceux qui n'ont pas les moyens de payer le prix d'une pension sont classés avec les indigents. Ne pouvant pas faire tout l'effort pécuniaire nécessaire, leurs familles ne veulent souvent en faire aucun; et voilà des malades à la charge complète de la collectivité.

Il faut chercher l'origine de cette tendance anglaise au classement dans ce sentiment si développé outre Manche du rang social. Entrez dans un des grands bars de Londres. Vous verrez le plus souvent des box ou compartiments inégalement confortables. L'un est presque luxueux, l'autre est d'un aménagement sommaire et le troisième est intermédiaire entre les deux. Chacun des consommateurs qui pénètrent dans le bar prend une direction différente : les gentlemen vont dans le premier, les ouvriers dans le second, et les gens de la classe moyenne choisissent le troisième. Et ne croyez pas que c'est parce que les consommations sont d'un prix inégal qui varie avec la nature du box. Le prix est uniforme. Si les consommateurs se classent dans chacun des trois compartiments, c'est volontairement et parce qu'ils ont le sentiment du classement social. L'ouvrier de mise négligée et simple se trouve mieux avec ceux de sa condition et préfère leur compagnie à celle des messieurs bien mis qui n'ont ni le même costume ni les mêmes manières.

Ce sentiment bien anglais du classement se retrouve dans les asiles. Là ce ne sont pas seulement les petits pensionnaires qui sont séparés des malades pauvres, mais bien d'autres catégories d'aliénés et notamment les criminels. On sait qu'il existe à Broadmoor, près de Londres, en Angleterre, et à Perth, en Écosse, des asiles spéciaux, où sont enfermés tous les aliénés délinquants, c'est-à-dire les prévenus et condamnés devenus fous, les individus qui ont commis un crime et ont été acquittés comme aliénés et enfin ceux qui, déjà reconnus aliénés, ont perpétré au cours de leur internement un acte criminel. Ainsi sont isolés de la foule des malades les individus dangereux aux instincts pervers, de meurtre, de vol ou immo-

raux. Enfin le classement s'opère encore, dans chaque asile, entre les différentes catégories des maladies mentales. Les établissements anglais et écossais sont constitués par de nombreux et petits quartiers divisés en dortoirs et salles de réunion destinés à un petit nombre de malades. Aussi le médecin peut-il grouper ses malades d'après leurs troubles intellectuels, leur sympathie réciproque, leur moralité et leur condition sociale.

En France, il n'y a rien de pareil. Ces divers classements — et je n'envisage ici que ceux qui ont une portée morale — sont impossibles dans notre pays. Les asiles et particulièrement ceux de la Seine sont de grands organismes où triomphe une réglementation égalitaire. Les malades payants sont à part, dans les pensionnats. Et ceux qui ne peuvent payer le prix d'une pension sont, même s'ils acquittent intégralement les dépenses qu'ils occasionnent, classés avec les indigents. En outre, les aliénés criminels sont mêlés au reste des malades. Il existe bien un asile d'aliénés criminels, celui de Gaillon, mais il n'est affecté qu'aux hommes et seulement aux condamnés à des peines dépassant un an de prison et qui ont été atteints après leur condamnation de troubles mentaux. La peine finie, le condamné aliéné est renvoyé dans un asile ordinaire. Mais si un individu, après avoir commis un crime, est acquitté comme aliéné, l'Administration peut — remarquez qu'elle n'y est pas obligée par un jugement — interner le malade, mais dans un établissement ordinaire. Cette organisation est donc bien différente de celle qui existe dans la Grande-Bretagne, où les asiles spéciaux contiennent, outre les criminels devenus aliénés, les inculpés acquittés pour cause de folie et les aliénés devenus criminels. En France, ce n'est donc qu'une petite partie des aliénés délinquants qui est éliminée — pendant un temps limité — de la masse des fous et hospitalisée à part. Enfin les asiles français ont en général été construits à l'instar de vastes casernes, avec de grands quartiers, pouvant loger jusqu'à 100 malades et plus. Ces cent internés sont réunis dans une même salle de réunion. Les dortoirs contiennent vingt-cinq à trente lits environ. C'est dire que tout groupement un peu médical est impossible. C'est la *chaudière*,

où l'on jette pêle-mêle tous les malades, au risque de les laisser s'exciter les uns les autres, se battre ou se corrompre.

Cette situation est-elle réellement mauvaise? Est-il nécessaire de diviser les grands quartiers d'aliénés, de séparer les individus d'après leur rang social, leurs délits antérieurs, leurs instincts vicieux et même leurs sympathies? Sans l'affirmative quels seraient les remèdes à l'état de choses actuel?

Qu'il y ait des inconvénients au mélange des conditions sociales — pour envisager ce premier élément de classification — le fait est hors de doute pour le médecin. Mais le classement social a d'autre part quelque chose d'anti-démocratique, et blesse violemment le sentiment égalitaire que tout bon républicain porte en soi. Cependant, il n'en est pas moins certain — et la vérité doit toujours être proclamée — que le mélange d'individus d'éducation inégale peut froisser certaines susceptibilités et parfois augmenter la douleur de l'internement et même exacerber l'émotivité morbide de quelques malades. C'est même là une des raisons de l'impopularité de tous les établissements publics et notamment des asiles. On est habitué dans la vie sociale à des groupements qui ont survécu à toutes les révolutions. Les chemins de fer, la plupart des voitures publiques ont deux et même trois classes; au théâtre, les catégories sont plus nombreuses encore. En prison même, le régime cellulaire permet aux individus appartenant à une certaine classe sociale de s'isoler. On tolère toutes ces inégalités, et cependant elles sont justifiées par des différences de prix qui parfois ne dépassent pas un sou. Or, il suffit que l'on soit pris par une maladie, et la pire de toutes — la folie — pour que ces inégalités disparaissent. Si l'on ne peut payer la totalité d'un prix de pension relativement élevé, on est mêlé aux indigents. Dans les asiles de la Seine, entre le régime commun et celui de la pension de troisième classe (1), dont le prix est de 1400 francs par an, il n'y a pas de classement intermédiaire. Beaucoup pourraient payer ou payent même jusqu'à 60 francs et plus — car l'assistance n'est pas gratuite et la commune a recours

(1) On n'accepte plus actuellement de pensionnaires de troisième classe.

sur la fortune du malade — et sont confondus avec ceux qui ne donnent rien. Cela est-il juste? Certes, il est très beau en un sens que dans le malheur l'aliéné pauvre soit le voisin au point de vue du traitement de celui qui possède certaines ressources. Mais cette égalité pourrait exister tout aussi bien si l'on classait les gens d'après ce qu'ils payent. Les uns et les autres auraient, tout en étant séparés, les mêmes soins et le même confortable. Remarquez que la différence existe bien entre le pauvre et celui qui peut solder le prix intégral de la pension. Il serait donc peu contraire à nos mœurs de constituer une quatrième classe qui comprendrait des malades payant le prix de journée réglementaire ou même un prix inférieur. On pourrait en peupler un ou plusieurs services, qui ne se distingueraient en rien des autres. Les malades seuls seraient différents par les habitudes sociales. Le département accorderait quelques bourses dans certains cas comme il le fait déjà et le prix en serait moins élevé. Ce serait enfin un encouragement au remboursement par l'individu des frais d'assistance; et de ce fait le département recouvrerait bien des sommes qui sont aujourd'hui perdues pour lui; car les familles, n'ayant aucun intérêt à payer, ne le font que si elles y sont forcées et ne s'imposent aucun sacrifice.

Plus je réfléchis sur cette question du classement social, plus je le trouve équitable. Au premier abord, il choque le sentiment égalitaire. Mais l'organisation actuelle des trois classes de pensionnaires ne le choque-t-il pas davantage? Ces pensionnaires forment même une aristocratie d'autant plus fermée que le plus bas prix de pension s'écarte davantage du prix payé par les aliénés placés au régime commun. S'il y avait une quatrième classe, la différence entre les deux régimes diminuerait encore. Le classement social — je le répète — pousserait en outre les familles à assister leurs malades. Enfin ce serait une mesure médicale. Et c'est ainsi que je voudrais le voir surtout considérer, les aliénés étant classés plus encore d'après leurs habitudes de vie, c'est-à-dire d'après leurs sympathies, que d'après une réglementation financière très rigoureuse. D'ailleurs le jour n'est peut-être pas très éloigné où les progrès de l'instruc-

tion et du bien-être atténueront les différences d'éducation qui existent encore entre les diverses classes sociales.

L'isolement des aliénés criminels et des criminels devenus aliénés, c'est-à-dire de tous les malades à instincts pervers, serait une mesure encore plus utile. Les inconvénients du mélange de ces malades avec les autres aliénés sont nombreux. Tout d'abord ils entraînent une discipline générale trop sévère et par conséquent injuste pour la majorité de la population hospitalière. Ensuite, ils sont des foyers de démoralisation; et enfin ils commettent parfois des attentats sur leurs camarades. On se figure les aliénés comme des êtres inconscients et incapables d'être touchés par le spectacle et les conversations des gens qui sont autour d'eux. D'abord ce ne sont que les aliénés aigus, qui seuls peuvent faire cette impression; et ils sont la minorité dans nos asiles actuels. La plupart des autres malades, dégénérés, alcooliques ou délirants partiels, sont des êtres lucides, susceptibles d'être contagionnés au moral. C'est ainsi que les évasions ont lieu en série; les tentatives de suicide ébruitées en amènent d'autres; les actes de violence pareillement. On pourrait même dire que ces aliénés lucides ou à demi lucides sont encore plus suggestionnables que les gens raisonnables. Ce sont des esprits plus faibles, qui versent facilement dans l'imitation. La logique voudrait donc que l'on fût plus sévère pour le choix du milieu où on les place.

Mais les aliénés aigus, ces maniaques qui gesticulent, chantent, parlent d'une façon incohérente et qui représentent pour le public le type du fou, eux aussi sont capables, tout comme les autres, de se laisser impressionner par le milieu où ils vivent. Il n'y a qu'à interroger les maniaques guéris, comme aussi les mélancoliques stupides, pour se rendre compte qu'ils ont conservé le souvenir de tout ce qui s'est accompli autour d'eux et qu'ils sont aptes à se laisser diriger par les impressions mauvaises ressenties pendant leur maladie. J'ai dans mon service une maniaque guérie qui, il y a quelques jours, était dans une période d'agitation extrême, chantant, gesticulant, se livrant à des actes obscènes. Aujourd'hui, elle est douce, tranquille, docile, de tenue réservée. Elle se rappelle parfaitement

tous les faits dont elle a été témoin durant sa crise; mais par une sorte de pudeur elle dit avoir oublié certaines de ses excentricités inconvenantes. J'ai publié dernièrement l'observation d'une femme qui était tombée, au cours d'une intoxication alcoolique aiguë, dans un état de stupeur profonde. Elle paraissait inerte comme une statue. On pouvait la toucher, la pincer, approcher une lumière de ses yeux, lui parler, crier; rien ne la faisait sortir de son immobilité et de son mutisme. On aurait pu penser que, dans cet état, elle était incapable de se rendre compte de ce qui se passait autour d'elle, et un misérable aurait peut-être essayé dans ces conditions de se livrer sur elle à quelque acte obscène. Mal lui en aurait pris, car une fois guérie elle a raconté tout ce qu'on lui avait fait et tout ce qu'on avait dit.

Les aliénés sont donc — à part les idiots, les déments et les paralytiques généraux — des personnes capables de subir des impressions, et il est dangereux de mettre des gens honnêtes avec des gens d'instincts immoraux. Voilà donc une raison impérieuse pour justifier la séparation des délinquants des autres aliénés. Il est curieux de constater que, alors que les condamnés de droit commun sont versés dans des régiments spéciaux, les fous condamnés sont mélangés avec la masse honnête. On objectera vainement que ceux-là sont irresponsables. Car ils n'en sont pas moins des personnes d'instincts vicieux, anti-sociaux, et par conséquent dangereux pour autrui. Il serait donc nécessaire d'avoir un asile spécial pour les aliénés criminels et les criminels devenus aliénés, qu'on retiendrait durant tout le cours de leur maladie.

Il y aurait peut-être lieu de créer un jour une section pour les filles publiques, qu'il est scandaleux de voir cohabiter avec des filles vierges. J'ai actuellement dans mon service une vieille alcoolique, qui a vécu durant quarante ans dans les maisons de tolérance des grandes villes de France. Elle se fait gloire de sa longue et brillante carrière et décrit complaisamment les phases de sa vie accidentée, rappelant volontiers certains incidents fâcheux de son existence. N'est-il pas au plus haut point immoral que cette femme, dont les mœurs, les habitudes, le lan-

gage, ont des stigmates indélébiles, puisse vivre intimement avec des jeunes filles à peine nubiles et chastes, et les corrompre. Mais quel élément de classement aurait-on aujourd'hui pour envoyer les prostituées dans la section spéciale? Tiendrait-on compte seulement de l'inscription reconnue des filles qui n'ont jamais été mises en carte? D'autre part, la réglementation est une mesure injuste, et en quelque sorte illégale; il est inique de poursuivre jusqu'à l'asile une malheureuse prostituée mise déjà hors la loi durant sa vie libre. Mais cependant il n'est pas moins important de songer à la défense des instincts moraux du plus grand nombre. Si la prostitution était un délit, la question serait simplifiée. On enverrait à l'asile d'aliénés criminels toutes les prostituées condamnées pour ce délit spécial. En attendant les filles publiques pourraient être classées avec des femmes âgées ou peu susceptibles de contamination; mais pour cela il est nécessaire d'avoir des quartiers nombreux et contenant un petit nombre de malades.

Si je suis partisan de l'asile d'aliénés criminels, je n'en aime point l'étiquette, et je pense avec M. Paul Garnier que celle d'*asile de sûreté* conviendrait mieux. Cela permettrait d'établir une section d'alcooliques récidivistes, condamnés pour délit d'ivresse (1), et qui seraient soumis à un régime d'abstinence et de travail.

Enfin un dernier point resterait à étudier, la nécessité de répartir les malades d'après leurs sympathies, leur moralité générale, leur éducation. Les conséquences de l'absence de tout classement à ce point de vue ont déjà été en partie examinées. On peut dire que les asiles actuels ressemblent trop à des pensionnats et qu'à ce point de vue l'antipathie personnelle et l'immoralité y ont trop libre jeu.

La nécessité de nombreux groupements s'impose encore davantage si l'on considère le point de vue thérapeutique. Cette étude pourrait faire l'objet d'un autre article; elle ne ferait d'ailleurs que montrer la nécessité de diviser et subdiviser nos quartiers actuels. Mais on n'a pas besoin de construire de nou-

(1) Malheureusement la loi sur l'ivresse n'est pas suffisamment appliquée.

veaux asiles avec des pavillons nombreux et coûteux. Certains asiles écossais ne consistent que dans un seul *block*, dans un bâtiment unique ; et cependant les dortoirs y sont très petits, et les salles de réunion multiples, de manière que les malades y sont très divisés. On pourrait, en utilisant les vastes bâtiments de nos vieux asiles, en sectionnant les dortoirs et les salles de réunion, en aménageant les couloirs en lieux de travail — c'est-à-dire à l'aide de simples cloisonnements — créer des quartiers suffisamment morcellés pour permettre le classement naturel des malades.

EDOUARD TOULOUSE.

LES TRAVAUX DU COMITÉ DE DÉFENSE

DES ENFANTS TRADUITS EN JUSTICE

PENDANT L'ANNÉE 1897

RAPPORT

LU A LA SÉANCE DE RENTRÉE DU 19 JANVIER 1898¹

L'année 1897 a vu se compléter la suite, non interrompue pendant sept années, des efforts du Comité pour assurer à la jeunesse en péril la place qui doit lui appartenir parmi les préoccupations d'une justice réellement soucieuse des intérêts sociaux.

Dans un pays où la population diminue chaque jour, ce n'est plus seulement au nom de la philanthropie, mais pour la vie même de la nation, que le devoir s'impose de ne rien négliger afin d'arracher aux ravages du vice cette portion si considérable de la jeunesse, contre laquelle les tribunaux sont appelés à agir.

Son nombre seul suffirait à le rendre redoutable. Les dernières statistiques criminelles (année 1894) révèlent en effet un chiffre de plus de 40 000 mineurs délinquants et criminels dont 7 183 de moins de seize ans et 32 849 de seize à vingt et un ans. C'est, sans exagération, toute une armée.

(1) La séance était présidée par M. Milliard, Garde des sceaux, assisté de MM. Ployer, bâtonnier, président d'honneur; Félix Voisin, conseiller à la Cour de cassation, vice-président.

Chaque jour le Comité est intervenu pour assurer à ses études des résultats se traduisant tout à la fois par de nouveaux soulagements apportés à la condition des jeunes prévenus et par des soins plus minutieux donnés aux procédures où leur sort se décide.

Les questions de principe n'ont trouvé place dans ses ordres du jour qu'à cette intention.

Depuis que son action s'exerce, les mineurs ont été l'objet d'une sollicitude de plus en plus active. Ils ont été mieux défendus contre eux-mêmes, il faut bien le dire aussi, avec tristesse, contre leur propre famille. Leur mise en liberté a cessé d'être considérée comme l'idéal de l'intérêt que la justice peut leur témoigner. Le régime hospitalier s'est combiné heureusement pour eux avec le régime pénitentiaire, où l'idée de préservation a de plus en plus pénétré; la jurisprudence est devenue tout à la fois plus ferme et plus clairvoyante à leur égard; le bon sens et l'opinion publique mieux éclairée, ont répudié presque partout, comme inutiles et corruptrices, les courtes peines d'emprisonnement.

Tout cela est déjà quelque chose. Un jour ce sera plus encore si ceux qui nous remplaceront ne se lassent pas trop tôt.

Dans cette salle du Conseil où chaque bâtonnier se plaît à continuer les traditions d'une hospitalité qui est l'affirmation de la solidarité du barreau et de la magistrature pour la protection de l'enfance, le Comité a pu avec les représentants de l'État et du département faire une alliance dont les enfants traduits en justice ont chaque jour à s'applaudir.

Si on considère les sujets traités cette année, en les rapprochant de ceux des années précédentes, on voit que tous, obéissant à la même pensée, tendent à substituer de plus en plus l'éducation à la répression, la préservation à la flétrissure.

Toutes ces idées ne rencontrent guère de contradicteurs. Pourquoi ne sont-elles pas plus souvent appliquées? Le but du Comité est de les faire entrer dans nos lois, dans nos habitudes judiciaires et administratives.

La préoccupation du résultat à atteindre rapidement ne devait pas faire dédaigner les principes qui en sont la source.

Pour défendre ces principes, des philosophes, des moralistes sont venus prendre place à côté des magistrats et des criminalistes.

C'est ainsi qu'à notre première séance, M. Hatzfeld, dont le nom appartient à l'Université, a traité devant vous la question de savoir ce qu'il faut entendre par le « discernement » dont parle l'article 66 du Code pénal à l'égard des délinquants de moins de seize ans, et à partir de quel âge la question du discernement doit se poser aux magistrats.

C'était bien à un philosophe spiritualiste qu'il appartenait de rappeler au Comité que, pour admettre la possibilité de redresser l'enfant par l'éducation, il faut voir en lui autre chose que le jouet inconscient d'un déterminisme implacable ou d'une hérédité fatale.

Mais, tout en proclamant la responsabilité de la conscience humaine même chez l'enfant, le juge n'en doit pas moins, a-t-on dit avec raison, se montrer exigeant sur la preuve de la plénitude du discernement.

Comme il faut, pour que ce discernement existe, que l'enfant ait tout à la fois, par un double acte de son esprit, la connaissance du mal et de ses conséquences, et la volonté de le commettre, on voit que le juge trouvera presque toujours, sans s'écarter de la vérité, une excellente et très irréprochable raison de déclarer que le mineur, tout en possédant déjà la notion du bien et du mal, a besoin, dans la plupart des cas, qu'une éducation, plus réformatrice que le châtiment brutal, vienne parfaire son discernement.

« Le nom seul du Comité, disait très justement le rapporteur, indique assez quelle est à ses yeux l'utilité d'avoir posé dans la plus large mesure la question du discernement. Il y cherche surtout un moyen de pouvoir sauvegarder et ramener au bien le plus grand nombre possible. C'est son but très généreux, très noble, c'est aussi son honneur. »

Cependant la foi la plus robuste dans la puissance réformatrice de l'éducation est trop souvent ébranlée par certaines manifestations du mal dans des âmes semblant, malgré leur jeunesse extrême, appartenir aux criminels les plus endurcis.

Tout récemment, en quelques jours, les chroniques judiciaires, moins rassurantes parfois que les chiffres variables et trop muets des statistiques, nous montraient un enfant de quatorze ans égorgeant dans son sommeil un vieillard, son maître, un écolier de seize ans assassinant dans la même nuit sa maîtresse de dix-neuf ans et une autre femme; un souteneur de seize ans tentant de tuer une fille qui se refusait d'être complice de ses vols; une autre jeune fille de dix-huit ans à peine étranglant, pour avoir un peu d'argent, deux de ses parentes après les avoir endormies avec de la morphine, et à l'heure même, dans un de nos cabinets d'instruction, comparait une enfant de quinze ans accusée du crime d'infanticide.

En présence de cette criminalité précoce, ne peut-on pas se demander avec le rapporteur si, au lieu d'imposer au juge l'atténuation de la pénalité des crimes commis avec discernement par les mineurs, il ne serait pas préférable de lui en laisser la faculté, de peur que cette atténuation n'ait l'air quelquefois d'une sorte de prime donnée au crime.

Mais le Comité de défense a pensé que son titre miséricordieux ne lui permettait pas de conclure à une plus grande sévérité et que, tout atroce que soit le forfait, il y a toujours quelque chose à mettre entre l'adolescent et le châtimement.

C'est au développement des mesures d'éducation, ordonnées par la justice, dès que les mauvais instincts se manifestent, quel que soit le jeune âge de l'enfant, et continuées le plus longtemps possible, jusqu'à la majorité, élevée de seize à dix-huit et même à vingt et un ans, que tendait, comme les années précédentes, l'étude philosophique qui a inauguré vos travaux cette année.

Elle résumait bien votre programme dans ces paroles humaines que les applaudissements ont soulignées : « On ne doit laisser échapper aucune occasion de ramener au bien ceux que les circonstances peut-être indépendantes de leur volonté ont égarés ».

C'est pour cela que le Comité suit, avec une sympathie vive et active chez beaucoup de ses membres, cette œuvre complémentaire nouvellement sortie de l'âme de l'aumônier de la

Petite Roquette, en faveur des mineurs de seize à vingt et un ans, l'âge où se fait le plus sentir l'effet d'une mauvaise éducation et où se perdent le plus facilement les leçons de la meilleure.

Mais comment doivent être organisées les mesures d'éducation destinées à corriger le mineur et à protéger la société contre ses fautes ?

Tel a été tout naturellement ensuite l'ordre d'idées sur lequel l'attention du Comité a été appelée.

En premier lieu, M. Henri Joly, doyen honoraire de faculté, a bien voulu soumettre quelques-unes des observations intéressantes qu'il a pu faire au cours d'une mission des ministères de l'Instruction publique et de l'Intérieur (1), à l'effet d'étudier à l'étranger les divers systèmes d'éducation correctionnelle.

Ses conclusions, que le Comité a approuvées avec d'autant plus d'unanimité qu'elles sont conformes aux opinions les plus répandues, c'est que partout les trop grandes agglomérations de détenus sont une cause de récidive et que les petits établissements, à forme un peu patriarcale appelant des dévouements plus intimes, exerçant une sorte d'action familiale se prolongeant au dehors par le patronage (2), sont préférables à tous les points de vue à tout ce qui ressemble à de grandes casernes où l'enfant est exposé à devenir un numéro.

Les mêmes doctrines ont été également appuyées avec autorité par M. Louis Rivière, membre du conseil de la Société Générale des Prisons, à la suite d'un voyage dans le canton de Berne. C'est là qu'un des plus grands philanthropes de la Suisse, M. Guillaume, lui avait dit : « En France vous avez trop d'argent, vous dépensez trop (sans doute il avait visité Montesson!), vous mettez dans des palais des enfants de classes pauvres. Nous, nous les mettons dans de modestes chalets et nous avons moins de récidive. »

En Angleterre aussi, M. Louis Rivière nous a montré les

(1) *Les Maisons d'éducation correctionnelle dans les différents pays de l'Europe*. Voir aussi son livre *A travers l'Europe*, enquête et notes de voyage, 1898.

(2) C'est sur ce principe que, le 29 juillet 1839, a été fondée la colonie agricole de Mettray par M. le conseiller Demetz et son ami, M. le vicomte Bretignières de Courteilles.

bons résultats obtenus par les petits groupements et l'influence du personnel enseignant au nom de la morale religieuse.

Le Comité était à l'avance pénétré de ces vérités. S'il s'agissait de porter la conviction dans les esprits, la cause serait depuis longtemps gagnée. Il est plus difficile de convaincre les commissions du budget. Mais quand la question d'argent s'impose et met obstacle aux réformes les plus urgentes, faudrait-il au moins que l'État, providence trop souvent impuissante, ne se privât pas de l'appoint considérable que l'initiative privée offre de fournir.

Les colonies privées qui lui prêtent un concours dont l'administration pénitentiaire, dans sa haute impartialité, aime à proclamer les avantages, sont exposées à périr lorsqu'elles reçoivent un prix de journée trop inférieur aux dépenses nécessitées par l'entretien des enfants qu'elles reçoivent de la confiance du ministère de l'Intérieur.

Aussi, dans sa séance du 11 mars dernier, le Comité, après avoir émis le vœu que l'Administration fasse le plus largement possible appel à l'initiative particulière, a-t-elle pensé qu'elle devait appuyer auprès de la Commission du budget les justes réclamations des colonies privées afin que le prix de la journée, qui n'est encore que de 75 et 80 centimes, chiffre vraiment dérisoire, soit mis un peu plus en rapport avec les exigences morales et matérielles de la vie actuelle.

Depuis, la Commission du budget à la Chambre et au Sénat, tout en reconnaissant le mal, a pensé, sans doute à regret, que l'état de nos finances ne permettait pas de voter un relèvement de plus de 10 centimes par jour. C'est au moins une marque de sympathie (1).

L'examen comparé dans les différents pays de l'Europe des modes d'éducation correctionnelle, issus presque tous de notre loi du 5 août 1850, a ensuite amené le Comité à rechercher si,

(1) Tous ceux qui suivent attentivement la distribution faite à des œuvres des millions provenant du Pari mutuel ont pu constater avec un certain étonnement, qu'aucune des demandes faites au profit des colonies privées, recevant des enfants de l'État, ne paraît avoir été accueillie. Ainsi ont été ajournées des améliorations qui eussent été très profitables à ces enfants, et dont les plans étaient tout prêts.

en France, certaines des dispositions de cette loi n'avaient pas été trop négligées.

C'est ainsi que M. Puibaraud, inspecteur général des services administratifs et membre du Conseil supérieur des prisons, a complété l'étude qu'en 1894 il vous avait présentée sur les réformes à poursuivre dans le régime des colonies correctionnelles et a signalé, dans un travail sur les conditions des enfants sortant des maisons de correction, non pas des lacunes à combler, mais un texte très clair et très impératif à tirer de l'oubli.

Ce texte, c'est l'article 19 de la loi de 1850 disant que « *les jeunes détenus sont, à l'époque de leur libération, placés sous le patronage de l'Assistance publique pendant trois années au moins* ».

Ce patronage qui n'a rien de commun avec la surveillance de la police, le Rapporteur le définissait très bien en disant : « Ce n'est pas la main qui tient l'homme par le collet, c'est la main tendue et parfois l'aide de la main ouverte ».

En songeant, comme déjà en 1895 au Comité et dans la quatrième section du Congrès pénitentiaire international le faisait remarquer M. Loys Bruyère, membre du Conseil supérieur de l'Assistance publique, qu'une règle aussi sage n'a pas même reçu le moindre commencement d'exécution depuis près d'un demi-siècle, faut-il s'étonner que la maison de correction n'ait pas produit tous ses effets et que la récidive s'élève jusqu'à 35 pour 100, au moins, là où aucune protection ne s'étend au dehors sur l'adolescent libéré (1)?

Il serait bien injuste de faire retomber sa récidive sur l'éducation qu'il a reçue. Elle a pu être excellente. Les exhortations de l'aumônier, les enseignements du maître ont pu ne pas faire défaut, mais en vérité comment supposer qu'ils conserveront leurs effets sur lui si, dans la liberté où on le rejette, il ne trouve

(1. Des colonies privées songent à se mettre en rapport avec de grandes œuvres parisiennes telles que le Patronage des Jeunes Libérés de la Seine, l'Office central des institutions charitables, pour venir en aide aux jeunes gens arrivant à Paris à leur sortie de la maison de correction. C'est une idée qu'on ne saurait trop encourager. On sait que les engagements militaires trouvent le plus utile des appuis à l'œuvre patriotique de M. Félix Voisin, rue de Milan, 11 bis.

aucun conseil, aucun soutien, aucune force pour le raffermir et le rendre capable de résister aux suggestions l'attendant souvent dans sa propre famille?

Sans doute, plus d'un jeune détenu n'aura pas été oublié dans sa vie correctionnelle. Il aura été mis en rapport avec ces œuvres admirables qui se nomment « le Patronage des Jeunes libérés » du département de la Seine, et la « Société de protection des Engagés Militaires ». Celui-là, à sa sortie, ne se trouvera pas seul, et il sera sauvé. Mais que deviendra la grande masse? Elle continuera sa marche à l'abîme sans que rien ne l'arrête.

C'est à elle qu'un Patronage général comme celui que la prévoyante loi de 1850 voulait confier à l'Assistance publique serait utile.

Dès ses premières séances le Comité étudiera les moyens ingénieux proposés par M. Puibaraud pour organiser, avec l'aide du personnel déjà existant, celui des inspecteurs départementaux des Enfants Assistés, sous le contrôle des préfets, ce patronage dont l'abandon a été une grande faute sociale.

Toujours favorable au développement de l'initiative privée, le Comité accueillera avec une faveur toute particulière les dernières conclusions que M. Puibaraud donne à son beau rapport, en proposant que, dans chaque chef-lieu, un comité de six personnes notables, choisies par parties égales par l'autorité administrative et l'autorité judiciaire, soit chargé de visiter les colons libérés, de se mettre en rapport avec leur patron et l'inspecteur de l'Assistance publique.

C'est ainsi que la solution du problème que soulève le sauvetage des mineurs délinquants pourra être surtout résolue par l'alliance de la charité privée et des efforts officiels.

Le Comité se plaît à voir un des instruments les plus puissants de cette grande idée dans l'œuvre déjà forte de l'Union des Sociétés de patronage de France (1) qui, par ses membres et ses doctrines, tient de si près au Comité de défense.

Au nom de l'idée maîtresse de l'éducation l'emportant de

(1) L'Union est administrée par un bureau central, place Dauphine, 14, au siège de la Société générale des Prisons.

plus en plus sur l'idée inférieure de pénalité, le Comité a toujours donné ses préférences au système de procédure le plus capable de mettre, en parfaite connaissance de cause, le jeune délinquant sous la tutelle d'une éducation appropriée à son état.

La question de la procédure est capitale ; dès le premier jour, elle a appelé l'attention du Comité.

Il a toujours été l'adversaire des procédures sommaires appliquées aux enfants et il ne croit pas superflu de renouveler son sentiment sur ce point à une heure où des révolutions s'accomplissent dans les régions de l'instruction criminelle.

La procédure du flagrant délit, si effrayante par son extrême rapidité, avait paru trop longtemps assez bonne pour les enfants dont les intérêts n'avaient pas encore éveillé, autant qu'aujourd'hui, la sollicitude que le péril social commande, même aux plus indifférents, de leur témoigner.

On ne voyait pas très nettement ce que la Société gagnerait à prendre au sérieux ces minces délits par lesquels les jeunes font leurs premiers pas dans le chemin trop fréquenté qui mène aux prisons.

La lutte à entreprendre rencontrait bien des objections ; sauf chez quelques-uns, la conviction se faisait attendre. « Est-ce que la justice, murmurait-on plus ou moins bas, ne se diminuerait pas, en laissant tous ces petits venir à elle, avant qu'ils soient devenus des criminels de marque ? Est-ce que les cabinets d'instruction, dont les assassins font le prestige auprès d'un certain public, n'allaient pas descendre au rang de simples bureaux de bienfaisance ou de placement ? Est-ce que les magistrats n'avaient pas mieux à faire, pour eux surtout, qu'à perdre leur temps à vouloir changer le sort de ces enfants nés fatalement pour le vice et la misère ? » L'honneur du Comité a été de ne pas s'abandonner à ce pessimisme connu qui paralyse tout effort, de réagir contre ce dédain et cette indifférence. Il y a réussi en partie. Le premier pas est fait ; il serait impossible de revenir en arrière ; c'est toujours en avant qu'il faudra marcher. L'idéal que le Comité s'était proposé dans son manifeste initial et dans celui qu'il a envoyé il y a deux ans à tous les tri-

bunaux de France, tend à devenir partout une réalité. L'écho en a retenti utilement dans les grands Congrès pénitentiaires d'Europe, et tout récemment encore le gouvernement russe demandait la collection de tous les travaux du Comité.

Notre programme est donc sorti de la pure théorie pour entrer non seulement dans nos mœurs judiciaires, mais encore dans le mouvement général des idées en Europe.

La première condition pour rendre efficace le rôle de la justice en cette matière a toujours paru être l'unité de procédure et de jurisprudence, obtenue par l'attribution des affaires, concernant les mineurs, aux mêmes juges d'instruction et aux mêmes chambres correctionnelles.

C'est ainsi que la 8^e chambre du Tribunal de la Seine, sous la présidence de deux membres de ce Comité, M. Paul Flandrin d'abord, et ensuite M. Paul Bernard, a pu donner à la jurisprudence sur les envois en correction une fixité qui favorise chaque jour les œuvres de patronage et a sauvé bien des enfants.

Au début, les parquets avaient pu s'alarmer de la difficulté à pourvoir au plus grand labeur que cette sollicitude nouvelle pour les jeunes délinquants allait entraîner.

Les choses ont été bien facilitées à Paris et dans les plus grands tribunaux de France par les offres de service qui sont venues spontanément des juges d'instruction eux-mêmes, en général membres des Comités de défense.

Espérons que le surcroît d'efforts que la loi du 8 décembre 1897 sur la procédure contradictoire va imposer à un personnel, assurément trop nombreux, ne sera pas obtenu aux dépens des affaires des mineurs ; ce serait un malheur.

L'année dernière, au moment où se préparait cette loi, une occasion excellente avait paru s'offrir d'assurer aux mineurs inculpés toutes les garanties de la procédure du droit commun et de réaliser ainsi, dans l'œuvre de leur protection, un progrès considérable.

Le Comité, dans sa séance du 6 janvier, avait demandé de conserver simplement dans la nouvelle loi, fragment détaché d'un premier projet d'ensemble de réforme de l'instruction criminelle, une disposition de ce projet ainsi conçue au rapport

de M. le député Bovier-Lapierre : « *La procédure sommaire n'est pas applicable aux mineurs de seize ans.* »

C'eût été, avec la consécration absolue et irrévocable de l'idée généreuse, dont le Comité s'est constitué le champion depuis plus de sept ans, le salut de bien des enfants. Notre légitime attente a été trompée ! (1)

On ne comprendrait pas que l'intérêt des mineurs ait été méconnu d'une façon si imprévue, si on ne savait, de l'aveu même du législateur, combien d'idées sages et progressives se sont tout à coup, après de longues années d'attente, trouvées exclues, dans la précipitation de la dernière heure, par une législature arrivée à son terme.

En attendant que cette réforme puisse faire le sujet d'une proposition séparée, bien faite pour tenter un jour quelque membre de nos Chambres, la Circulaire aux procureurs généraux qui nous avait été promise l'année dernière pour leur recommander d'adopter l'usage, dont le Parquet de la Seine, sur les vœux du Comité, a donné l'exemple de ne jamais traduire des mineurs devant le tribunal, soit sur citation directe, soit à l'état de flagrant délit, sera la bienvenue.

M. le garde des Sceaux Milliard a vu tout à l'heure par les remerciements que M. F. Voisin lui a adressés, au nom du Comité tout entier, qu'en nous annonçant l'envoi de cette circulaire, il ajoutait une faveur toute particulière à sa visite, elle nous laissera ainsi un souvenir durable de sa sympathie pour l'enfance malheureuse.

« Il vous sera ainsi plus facile, disait-il aux magistrats nombreux dans cette assemblée, de ressaisir ces enfants ; « il vous sera plus facile d'exercer votre bienfaisante influence sur eux ; il vous sera plus facile d'en faire d'honnêtes citoyens, « car c'est là votre but, le grand but de votre société ». (*Applaudissements.*)

La loi du 8 décembre dernier, qui tend à assurer le bénéfice de l'instruction contradictoire à tout inculpé rendra de plus en plus rare, il faut l'espérer, le renvoi du mineur devant le tribunal

(1) Voir notre rapport sur l'année 1896, p. 17, 18, 19, 20.

par voie de citation directe, ou son élargissement sans instruction préalable; elle sera un bien, s'il en est vraiment ainsi; mais d'un autre côté quelques-unes des dispositions de cette loi rigoureusement appliquées aux mineurs semblent en désaccord avec leurs intérêts et tout à fait au-dessus de leur compréhension.

Longtemps, avant même qu'il ne fût question de la loi nouvelle, les mineurs, par un accord entre le Comité, le barreau et les magistrats, étaient pourvus dès le début de l'instruction d'un avocat d'office, presque toujours membre, soit du Comité, soit d'un des principaux patronages et ayant dès lors par la pratique des œuvres la longue habitude de ces affaires délicates qui demandent à être envisagées tout autrement que les autres.

Suivant les excellentes règles, tracées de main de maître sous ce titre : « Des relations du magistrat et du défenseur avec les parents et les œuvres », par M. le bâtonnier Cresson, vers lequel vont aujourd'hui nos cœurs attristés de sa lointaine absence et reconnaissants des services qu'il a rendus au Comité, le jeune avocat se plaisait à être l'allié du juge, et non à se faire son contradicteur. Cette entente sur le terrain de la charité rassurait l'enfant et le disposait à écouter les conseils bienveillants de ses deux protecteurs rarement en désaccord.

Aujourd'hui on peut craindre que la façon impérative dont la loi appelle l'avocat dans le cabinet du juge n'éveille dans l'esprit de l'enfant une idée de défiance, de discussion et de résistance.

La réponse qu'il fait à la première question traduit tout de suite son étonnement. Cette question imposée par la loi n'est pas faite pour lui, elle dépasse la portée de son discernement. C'est ainsi qu'une petite voleuse de douze ans, prise sur le fait, à laquelle j'apprenais quelle avait le droit de ne rien déclarer (1) me disait en me regardant d'un œil inquiet : « Pourquoi voulez-vous donc que je mente ? Monsieur, on m'avait toujours dit

(1) Art. 3 de la loi du 9 décembre 1897. « Lors de la première comparution, le magistrat reçoit les déclarations de l'inoulté, après l'avoir averti qu'il *est libre de ne pas en faire.* »

que c'était vilain de mentir. » J'eus quelque peine — peut-être n'y ai-je pas réussi — à lui faire comprendre que dans ma parole il n'y avait ni un piège ni un mauvais conseil.

La loi du 8 décembre devra être suivie par le Comité avec une attention toute particulière toutes les fois qu'elle sera appliquée aux enfants. Les observations recueillies pourront compléter l'expérience loyale qui se poursuit en ce moment, avec un désir égal chez tous, de mettre dans la procédure la plus grande somme possible de justice et de générosité (1).

Le souci de tout ce qui tend à perfectionner la procédure a continué comme les années précédentes à marcher de front avec l'amélioration de la condition matérielle des jeunes délinquants.

Mes précédents rapports vous ont déjà résumé les nombreux adoucissements apportés au régime des postes de police, du dépôt, de la souricière et des prisons.

Nous remercierons comme toujours le Conseil Général de la Seine, l'administration de l'Assistance publique, ceux de leurs membres qui assistent à nos séances de la force qu'ils ont donnée à nos réclamations toutes les fois qu'ils ont bien voulu les appuyer. Des événements imprévus viennent d'appeler au dehors M. le préfet de police Charles Blanc, il eût désiré par sa présence, au moment où il arrive à la Préfecture, nous montrer que, pour lui, comme pour son éminent prédécesseur M. Lépine (2), nos petits gavroches du pavé de Paris, dont dix mille ne sont même pas inscrits sur les registres de nos écoles, abandonnés, exposés aux dangers des rues, ne seront pas, parmi ses administrés, ceux aux souffrances, aux misères, aux périls desquels il s'intéressera le moins.

Cette année, le Comité s'est aussi préoccupé d'améliorer les

(1) Dans l'intérêt des enfants, on peut craindre qu'en voulant leur appliquer trop strictement l'obligation de la comparution devant un juge dans les vingt-quatre heures de l'arrestation, le parquet n'éprouve quelque difficulté à les traduire devant les magistrats spécialisés pour leur service; mieux vaut pour un mineur paraître quelques heures plus tard devant un juge expérimenté que d'être amené sur l'heure devant un juge sans expérience de ces sortes d'affaires et les dédaignant.

(2) Le Comité n'oublie pas qu'il avait toujours pu compter sur l'appui bienfaisant de M. Lépine. Il gardera le souvenir de la sympathie que son administration, si éclairée, aimait toujours à témoigner aux œuvres d'assistance.

conditions défectueuses et vraiment inouïes dans lesquelles se faisait, avec tous les dangers de la promiscuité, bien que le mal ait été signalé depuis 1848 et 1855 par deux ministres dont l'un était M. Dufaure, le transfèrement des mineurs d'un lieu à un autre, des postes au dépôt, du dépôt aux prisons, des prisons au tribunal, à l'Assistance publique, aux établissements de correction dans les départements.

Le sujet avait paru si important que M. le Conseiller à la Cour de cassation Voisin a voulu le traiter lui-même. Il nous a montré dans des tableaux affligeants les enfants arrêtés à Paris, transportés, s'ils sont mal vêtus (est-ce leur faute?) avec ce que la police ramasse de plus vil dans les rues.

Nous avons tout lieu d'espérer que M. le préfet de police ne tardera pas à prendre les mesures nécessaires pour que la misère sordide de la plupart de ces enfants ne les condamne pas à cette voiture que l'argot appelle « le panier à salade » et où les plus mauvais contacts sont à redouter.

En province, c'est au ministre de l'Intérieur que le Comité fait appel pour que le transport des jeunes détenus soit l'objet d'une plus grande attention. Le rapport de M. Voisin nous les montre dirigés sur les maisons d'éducation correctionnelle par les mêmes voitures qui emportent les réclusionnaires et les forçats.

Ecoutez ce dernier trait, dont m'informait, il y a quelque temps le comité de Toulouse : Un enfant de quinze ans arrêté par ordre de justice dans une localité à une distance de vingt-huit kilomètres de la prison a dû faire trois fois de suite, à peu de jours d'intervalle, le trajet à pied entre deux gendarmes. Cet enfant n'était ni un prévenu, ni un de ces jeunes condamnés dont vous parliez ici même le Président du Comité de Marseille qui des tribunaux du ressort d'Aix viennent en appel à la Cour enchaînés avec les autres prisonniers. Cet enfant était tout simplement soumis à la correction paternelle. Quel souvenir à jamais irritant l'autorité paternelle servie de la sorte a-t-elle dû laisser dans son esprit!

Au mois de juillet dernier, des démarches ont été commencées avec succès par votre bureau pour que l'accord se fasse le

plus promptement possible entre l'administration et les compagnies de chemins de fer en vue d'améliorer les conditions du transfèrement des enfants auxquels le ministère des Travaux publics paraît appliquer de vieilles circulaires qui ne sont plus de notre temps, sans tenir aucun compte de ce qui a été fait dans ces dernières années pour la moralisation de l'enfance.

Nous savons par une longue expérience que l'appui de M. le Directeur des services pénitentiaires est toujours acquis aux réformes généreuses. La Commission du budget a été par lui saisie d'une demande de crédit pour que les enfants soient conduits à part sous la surveillance de gardiens spéciaux. Il ne s'étonnera donc pas que nous ne cessions de lui recommander la suite de ces réformes. En le faisant, le Comité restera plus que jamais fidèle à sa noble mission, de même que l'administration poursuivra la sienne en remplaçant de plus en plus le geôlier par l'instituteur.

La question du déplacement des jeunes détenus a pris cette année un intérêt d'actualité tout particulier depuis qu'un quartier de Nanterre est devenu la maison d'arrêt cellulaire des filles prévenues mineures de seize ans. C'est de cette maison, ou plutôt de cette ville pénitentiaire, qu'elles viennent passer vingt-quatre heures à Paris, dans une cellule du dépôt qui leur sert d'hôtellerie, toutes les fois qu'elles doivent être entendues par le juge, ou visitées par l'avocat, dont le zèle serait vraiment mis à une trop rude épreuve s'il devait lui-même faire le voyage. On lui amène sa cliente. La justice vraiment ne saurait mieux faire.

Au moins faudrait-il que ces allées et venues fussent mieux organisées et mieux surveillées qu'elles ne le sont. La durée du voyage simple est de deux heures et demie environ. On n'a pas pu encore assurer le retour dans la même journée et si l'enfant est extraite le samedi, elle ne peut être reconduite que le mardi. Elle couche au Dépôt dans une cellule sans doute bien tenue, mais de passage et beaucoup moins bien installée que celle de Nanterre ; le plus grave, c'est que le voyage se fait dans des voitures à compartiments dont les minces cloisons et les portes à grillages laissent entendre par les enfants

les propos les plus corrupteurs, que pour les pervertir — on appelle cela « les désaler » — se plaisent à échanger les filles soumises, les adultes, réclamées par la police des mœurs, les filles en correction paternelle, que ces voitures de honte transportent en même temps, sans qu'il y ait pendant ce long trajet d'autre garde que celle d'un agent de la préfecture.

Faut-il s'étonner que les dévouées surveillantes de Nanterre aient souvent l'occasion de remarquer que les déplacements imposés aux enfants dans de telles conditions exercent sur elles une influence fâcheuse qui persiste pendant plusieurs jours (1).

Cependant vous avez toujours pensé que ces inconvénients — on ne saurait les nier — sont encore moins à craindre, tellement le mal était grand, que la promiscuité permanente dont les enfants avaient eu à souffrir dans leurs anciennes prisons.

Jetez un regard en arrière, reportez vos souvenirs à ce temps, si proche encore, où les petites filles étaient entassées dans les vieux bâtiments de la Conciergerie, d'où elles ne sortaient que pour se perdre davantage dans certains asiles qui avaient usurpé le beau nom de Patronage et dans cet établissement qui, en voulant être un modèle, a attaché au nom de « la Fouilleuse » et à l'idée même de l'éducation correctionnelle, le souvenir encore vivant d'expériences pour le moins imprudentes.

Sans remonter si loin, il suffit de se rappeler en dernier lieu combien était insuffisante l'installation improvisée pour ces jeunes filles dans l'un des bâtiments de Saint-Lazare et pour reconnaître que le Comité a obtenu un réel progrès le jour où elles furent envoyées à Nanterre dans des chambrettes dont l'ingénieuse disposition enlève au régime cellulaire ce qu'il aurait de trop dur et lui laisse son action moralisatrice.

Depuis l'ouverture de ce quartier cellulaire, le 21 décembre 1896 jusqu'au 1^{er} décembre 1897, 215 jeunes filles y ont été mises, sous mandat de dépôt, sur lesquelles 115 étaient malades par suite de leur mauvaise vie.

(1) Sur le rapport de M. Voisin, le Comité a émis le vœu suivant le 5 mai 1897 : « *Qu'à Paris une maison d'arrêt cellulaire soit édifiée à proximité du Palais de justice et exclusivement réservée aux mineurs de seize ans, filles et garçons.* »

Vos réclamations en faveur de ces enfants ont obtenu enfin que les soins nécessaires puissent leur être donnés à Nanterre même dans une infirmerie cellulaire parfaitement installée, sous la direction d'un médecin (1). Grâce à cette réforme, les jeunes prévenues, quelque soit leur état de santé, peuvent tout de suite être envoyées en cellule par le mandat de dépôt du juge d'instruction, au lieu de voir leur séjour se prolonger à l'infirmerie spéciale de Saint-Lazare où souvent elles étaient conservées comme auxiliaires de service (2), et où leur moralité achevait de se détruire sous la déplorable influence du régime en commun. Aujourd'hui l'œuvre de la guérison morale dans la cellule marche de front avec l'œuvre de la guérison corporelle; elles se prêtent un mutuel appui. Ce progrès obtenu au profit des mineures de seize ans poursuivies judiciairement sera peut-être un point de départ pour d'autres réformes.

Qui sait si un jour le régime du traitement isolé ne viendra pas remplacer pour toutes les femmes que la police des mœurs consigne à Saint-Lazare, sans que la justice ait à s'en occuper, ces déplorables agglomérations où le vice se propage en liberté et où la prostitution est cultivée plutôt que combattue comme le pire des fléaux.

Il est triste de penser qu'un Comité qui a pris pour règle de se consacrer exclusivement à la protection des enfants de moins de seize ans, ait rencontré tout d'abord l'horrible prostitution parmi les dangers dont ils sont constamment menacés. Nous ne pouvions, sans aller au delà de notre programme, soulever la question de savoir si c'est une bonne manière de défendre la morale que de mettre les femmes perdues hors la loi, le Comité pense tout au moins qu'il lui est permis de dire qu'une fillette de moins de seize ans ne saurait, sans barbarie, être appelée une femme perdue; vous savez déjà par quels moyens légaux il a cherché à la mettre sous la protection du droit commun et y a réussi dans une certaine mesure.

L'arrêt souvent cité de la Cour d'appel de Paris du 10 mars

(1) M. le docteur Laugier.

(2) Sous le nom de *soubrettes*, de *cahiettes* (tenant le cahier de visites du médecin).

1893, en rappelant que la prostitution ne saurait jamais être considérée comme un moyen d'existence avouable, au sens de l'article 270 du Code pénal, dans sa définition du vagabondage, a fondé une jurisprudence que vous avez heureusement provoquée et dont la conséquence a été de faire considérer comme vagabondes les petites prostituées de moins de seize ans.

Ainsi ont pu être déférées chaque jour à la justice* de véritables enfants, traînant leur vie de débauche de garnis en garnis, avec la complicité des logeurs rendus, grâce à vous, plus souvent responsables qu'autrefois de leur étrange façon d'entendre la liberté du commerce; les enfants victimes de la débauche vénale ont été mieux protégées à l'aide de cette nouvelle pratique appliquant l'article 66 du Code pénal pour remplacer l'inefficace réglementation de la police des mœurs par l'influence prolongée et réformatrice de l'éducation correctionnelle.

Le Comité, cette année, s'est préoccupé d'une autre façon encore de garantir la moralité des mineurs autour desquelles les périls, tout dénoncés qu'ils soient, ne font que s'accroître davantage.

Les plus optimistes sont bien obligés de constater que les attentats contre les mœurs vont en progression et que l'enfant, si bien préparé au mal par la licence des rues, n'est pas assez protégé contre les raffinements du vice.

L'un de vos confrères, M. Paul Nourrisson, frappé de la gravité du mal et s'inspirant des avertissements de la statistique elle-même, a bien voulu se charger d'étudier les réformes à apporter au Code pénal pour fortifier la répression des délits et des crimes contre la moralité des mineurs de seize ans.

Ses conclusions, qui vont être examinées prochainement, consistent à soumettre à la commission de revision du Code pénal plusieurs propositions qui tendent principalement à prolonger de treize à seize ans l'âge où le consentement de l'enfant ne fera plus disparaître la criminalité de l'acte dont il aura été victime, à mieux assurer la répression du délit d'excitation à la débauche, si mal défini par une loi qui semble s'être trop préoccupée d'épargner certains coupables, et la répression

du crime de détournement de mineurs presque toujours impuni par le jury.

Le rapport de M. Paul Nourrisson soulève aussi une question d'une haute portée qu'il a déjà traitée avec succès dans d'autres enceintes (1).

C'est la question de savoir si la justice ne trouverait pas un auxiliaire des plus précieux dans l'action des particuliers, à l'exemple d'autres pays, comme l'Angleterre, où la magistrature à coup sûr n'est ni moins honorée ni moins forte qu'en France.

N'est-ce pas surtout dans les efforts faits en faveur des jeunes filles mineures de seize ans que l'utilité de ce concours des œuvres privées se manifeste de la façon la plus évidente.

L'idée d'intéresser la justice à la protection de ces malheureuses, qui paraissent être vouées à l'infamie, semblait une entreprise bien hasardée.

Demandez-vous pourquoi l'idée de leur sauvetage est maintenant plus facilement acceptée, pourquoi un souffle de pitié et de rédemption a passé sur ces âmes déjà prêtes pour la marque officielle de la dégradation.

Les magistrats mêlés journellement à ces misères vous répondront: c'est qu'il s'est trouvé dans les murs des prisons et à leurs portes des femmes admirables, religieuses et laïques, sans distinction de cultes, sœurs des prisons, membres des Patronages, toutes unies pour tendre la main à ces infortunées, pour leur apprendre qu'il n'est pas d'avilissement si profond, dont on ne puisse se relever. Dans leurs prisons où elles les visitaient, dans les asiles où elles les recevaient, elles leur montraient l'espérance et la possibilité du relèvement.

« Si tu es lassée de ce honteux métier où t'a poussée la brutalité de l'homme, où l'ignorance te retient, où l'habitude t'enchaîne, où le mépris te cloue, sache qu'il est une maison tranquille, solitaire et bienfaisante où tu n'auras qu'à frapper pour que l'on t'ouvre, ainsi qu'il est promis dans l'Évangile, où

(1) *De la participation des particuliers à la poursuite des crimes et des délits*, ouvrage couronné par l'Académie des sciences morales et politiques (*Revue Pénitentiaire* de mars 1896).

l'on ne te demandera pas de suite le repentir, où l'on ne te demandera que le regret et le dégoût de ce passé dont il dépend de toi de te séparer en une minute. »

Ces lignes étaient écrites par Alexandre Dumas, il y a longtemps déjà (1) à propos de l'asile Sainte-Anne (2), pour les pauvres filles repenties ; elles s'appliquent admirablement à toutes ces œuvres de miséricorde que chaque jour voit naître cette terre Française, où la charité se relève plus forte de ses épreuves et de ses catastrophes.

N'est-ce pas cette année encore que, grâce aux magnifiques libéralités de dames charitables, dont les enfants de Nanterre et de Saint-Lazare connaissent toute la bonté, il s'est fondé à Clichy, sous le titre gracieux de « Notre-Dame du Bon Conseil » (2), un asile contenant soixante lits installés dans les conditions les plus satisfaisantes qu'on puisse imaginer pour la vie morale et matérielle des jeunes filles dont la justice peut avoir à s'occuper.

La création de cette maison, déjà reconnue d'utilité publique, s'ajoutant aux œuvres anciennes, méritait bien d'être mentionnée (3), à propos des questions auxquelles le comité porte le plus d'intérêt et dont elle peut hâter la solution.

Par cet exposé pour lequel j'ai dû demander une trop longue attention, les membres du comité qui n'ont pas suivi dès le premier jour la marche de ses travaux ont pu voir de quelle façon il a toujours compris ce qu'il se plaît à appeler « la défense des enfants traduits en justice ».

Dans le langage ordinaire « défense » veut dire « effort pour combattre une accusation » et il semble que l'acquittement soit le seul but qu'elle ait à poursuivre.

Pour le Comité, la défense de l'enfant devant la justice, c'est l'effort fait pour soumettre ses mauvais instincts au frein qui leur est nécessaire, c'est la recherche éclairée, c'est l'appli-

(1) *Les Madeleines repenties*, Alexandre Dumas fils, broch. de 35 pages, chez Dentu, 1869.

(2) A Châtillon, Paris.

(3) Œuvre de préservation et de réhabilitation des jeunes filles de quinze à vingt-cinq ans, boulevard de Lorraine, à Clichy.

cation ferme, prompte et prolongée des mesures que réclame son état moral.

On se tromperait donc sur les intentions du Comité si on voyait en lui un adversaire du système consacré par l'article 66 du Code pénal, de l'envoi en correction, tel que l'a perfectionné la loi de 1850. Elle en a fait par la faculté de la liberté conditionnelle un véritable instrument de préservation et de tutelle prolongée jusqu'à la majorité.

Ce que le Comité combattra toujours avec énergie c'est la peine d'emprisonnement appliquée au mineur de seize ans.

Il faut des maisons d'éducation correctionnelle dans certains cas, tout le monde le reconnaît, l'Assistance publique elle-même.

En théorie, il est facile de prendre parti, soit pour le système hospitalier, soit pour le système pénitentiaire; quand on passe à la pratique, on s'aperçoit bien vite que si les systèmes sont différents, les enfants sont les mêmes, et que quoi qu'on fasse il y en aura toujours un certain nombre pour lesquels le régime de la liberté, de l'indulgence prolongée et du laissez faire sera un danger.

C'est pour cela précisément qu'on ne saurait donner assez de temps et de réflexion aux affaires qui ont pour objet de choisir le traitement, préservation, réforme ou correction, qui convient à chaque catégorie de jeunes délinquants.

Il y en a auxquels le régime de la correction qui ne doit jamais exclure d'ailleurs ni la douceur, ni l'action morale est indispensable. Les partisans les plus convaincus, comme je le suis, des mesures de préservations savent très bien qu'elles ont souvent besoin d'être complétées par des procédés plus sévères et qu'il y a bien des moralement abandonnés, frères jumeaux des pupilles de l'administration pénitentiaire, dont la place est dans la maison de réforme ou dans les quartiers de correction paternelle que nos colonies publiques ou privées mettent à la disposition de l'Assistance publique.

On se souvient que quand l'Assistance publique a bien voulu, et on ne saurait assez l'en remercier, mettre son hospice de la rue Denfert-Rochereau à la disposition des juges d'in-

struction pour qu'ils puissent y envoyer dans un asile temporaire des enfants paraissant dignes d'une compassion particulière, il semblait aux optimistes que les maisons de correction allaient devenir inutiles, que pour assurer le sort d'un enfant, il suffirait au magistrat, pour peu qu'il fût un peu pressé de mettre sa signature au bas d'un ordre à peine motivé d'envoi à l'hospice (1).

Qu'est-il arrivé bientôt? C'est que l'Assistance s'est vue débordée et détournée de sa mission. Les médecins des enfants se sont plaints qu'on empoisonnât leurs salles par des filles faites pour les infirmeries de Saint-Lazare et de Nanterre. Des natures indisciplinées et vicieuses ont souvent trouvé trop de liberté dans les douceurs d'un règlement hospitalier. L'Assistance se sentant désarmée n'a eu d'autres ressources que de se débarrasser de ces enfants, en les renvoyant au juge, et elle a eu bien raison, avec des notes tellement mauvaises que c'était par elles, en fin de compte, que les tribunaux se déterminaient à l'envoi en correction.

Le comité n'a pas de parti pris. Sa méthode est celle de l'observation et, tout en rendant hommage, en faisant une large place aux idées généreuses de l'Assistance, si bien représentée dans ses rangs et à ses belles œuvres, il s'effraierait justement au point de vue de l'accroissement de la criminalité, s'il voyait la Justice, par une sorte d'énervement de la répression, ne plus comprendre tout le profit que l'enfant peut tirer de l'éducation correctionnelle, sagement combinée avec la liberté conditionnelle et le patronage; malgré ces échecs auxquels aucune œuvre n'a pu échapper, elle arrive cependant à sauver du délit et du crime les deux tiers des enfants qu'on lui confie, bien que déjà trop pervertis; ce sont souvent des miracles qu'on lui demande d'accomplir.

Le comité fera œuvre utile en s'efforçant de prévenir certaines préventions qui viennent d'une connaissance trop su-

(1) Il serait à désirer que dans le bulletin d'envoi, dont les formules ont été arrêtées entre la justice et l'assistance, le juge fasse toujours bien connaître la situation morale et familiale de l'enfant et ses titres particuliers à une mesure de faveur.

perficielle de l'organisation actuelle des colonies correctionnelles et du bien qui s'y fait, grâce à l'admirable dévouement des hommes généreux et modestes qui y mettent toute leur âme, en même temps qu'il s'efforcera d'appuyer tout ce qui serait de nature à améliorer encore ces établissements et à leur ramener la confiance nécessaire et méritée de la justice.

Il y a au fond de certaines préventions, même dans les milieux judiciaires, une question de mot qui a son importance. Ce qui trouble le plus les esprits, c'est que ce mot *maison de correction* dit aujourd'hui autre chose que ce qu'il devrait signifier pour le public, les familles et la justice.

On le sent si bien que l'administration pénitentiaire elle-même donne à ses établissements le titre, plus heureux et plus vrai, de colonies d'éducation pénitentiaire, mais tant que l'article 6 du Code Pénal n'aura pas été changé, le titre légal de maison de correction restera dans les esprits et entretiendra la défaveur.

Elle existe, il faut le reconnaître. On est arrivé à répandre cette idée funeste qu'il vaut mieux jeter un enfant dans la rue, le rendre à une famille indigne, le confier à l'un de ces asiles dont les moyens de sauvetage sont quelquefois les dépôts de mendicité ou les asiles de nuit, que tout vaut mieux enfin que de le mettre dans une maison de correction.

Il suffirait peut-être d'un changement de mot, d'une terminologie plus exacte pour éclairer le public.

En réalité, si l'on réfléchit, qu'est-ce que le système de la correction ? C'est la mise en tutelle de l'enfant, c'est le droit de garde retiré aux parents, sans aller jusqu'à cette déchéance qui semble souvent briser la famille elle-même ; c'est le pouvoir d'éducation transporté de mains indignes ou impuissantes à une administration éclairée et ferme.

Supposons que le jugement qui intervient pour le jeune délinquant fasse bien comprendre cela, rassure au lieu d'effrayer, que la loi permette au tribunal, jugeant peut-être sous une forme plus paternelle et moins publique, de remplacer les mots « envoi en correction » par les mots : « placement sous la tutelle de l'État », chargé d'assigner à l'enfant parmi des établis-

sements de catégorie variée celui qui conviendrait le mieux à sa situation, on ne s'indignerait plus, on ne crierait plus à la barbarie; le juge n'aurait plus le public contre lui.

Les mauvaises définitions entretiennent des erreurs, et ces erreurs devenant des légendes finissent par impressionner les magistrats eux-mêmes, quand ils n'ont pas le temps ou l'occasion de se faire une opinion par l'étude directe des choses.

C'est une des causes des trop nombreuses mises en liberté des mineurs arrêtés.

Je voyais dernièrement dans une statistique partielle que dans un cabinet d'instruction sur 102 enfants traduits, 6 seulement avaient été envoyés en correction. La statistique de la Petite Roquette constate les mêmes tendances. L'année dernière sur 1 100 enfants mis sous mandat de dépôt, 216 seulement ont été soumis à l'éducation correctionnelle. Cette année, sur 859 placés sous mandat, 123 ont été mis en correction.

En deux années, 1 603 enfants ont été l'objet d'ordonnance de non-lieu. Si on ajoute à ce nombre déjà effrayant ceux que le petit Parquet met si facilement en liberté sur une première impression, on est bien obligé de convenir qu'il ne reste plus guère pour l'éducation correctionnelle et pour les patronages que des résidus détestables, que des enfants si profondément pervertis qu'il devient bien difficile de les amender; de là l'élévation du chiffre de la récidive.

On a le droit de s'inquiéter quand on voit que le remède mis à la disposition des magistrats pour combattre le développement de la criminalité éveille en eux des défiances qui les empêchent de l'appliquer à temps.

En même temps que du Comité partira sans cesse un appel à la magistrature pour qu'elle use avec la même sollicitude, mais moins de faiblesse, de son droit d'imposer l'éducation correctionnelle, il en partira aussi des vœux pour que les méthodes de cette éducation soient sans cesse perfectionnées.

Tel avait été déjà le but du projet de revision de la loi de 1850 préparé en 1871 par deux membres de l'Assemblée nationale, MM. d'Haussonville et Voisin, et en 1879 par M. Théophile Roussel.

Les questions qui, à cette époque, paraissaient à la veille d'être résolues et qui l'auraient été sans les événements politiques, à la satisfaction des amis les plus éclairés de l'enfance, ont souvent, depuis, rencontré l'appui du Comité, il a tâché de les faire avancer.

Il ne voudra pas se séparer sans en avoir réuni les conclusions dernières de ses travaux dans une proposition d'ensemble en vue de donner au Code pénal et à la belle loi de 1850 tout ce qui peut leur manquer encore pour que la justice, de plus en plus pénétrée de sa responsabilité vis-à-vis du jeune délinquant, n'éprouve aucune hésitation à se servir des moyens légaux mis à sa disposition pour le protéger ou l'arracher au mal.

Un grand service aura été rendu au pays.

ADOLPHE GUILLOT.

HISTOIRE D'UN AVEUGLE

Les hommes sont aveugles et sur le bien
et sur le mal.

FÉNELON.

L'aveugle dont je veux conter ici l'histoire n'est pas un inconnu pour vous ; ne l'avez-vous pas vu souvent assis sous le porche de l'église ou, là-bas, sur le pont, roulant sous ses paupières rougies ses yeux blancs inutiles et faisant sonner un sou de cuivre dans un gobelet de fer-blanc ? Ne l'avez-vous pas maintes fois rencontré, conduit par un enfant ennuyé ou par une bonne femme indifférente — ou simplement par un chien qui tire sur la corde tendue au bout de son bras gauche allongé, — marchant à petits pas trainants, le corps en arrière, la tête haute et tâtant de son bâton les murs et les trottoirs ?

C'est de cet aveugle-là que je veux parler, et si je ne dis d'abord ni son nom ni quel pays l'a vu naître, c'est que ces renseignements, pour utiles qu'ils puissent paraître, seront mieux à leur place un peu plus loin et que, par égard pour l'opinion de Toussenel, qui affirmait que ce qu'il y a de meilleur chez l'homme c'est le chien, je veux avant tout dire quelques mots de ce compagnon de notre aveugle.

Ceux d'entre nous qui ont commencé de descendre la pente des années se souviennent sans doute que c'était autrefois un caniche blanc, d'une candeur un peu ternie, qui excellait à tenir dans sa gueule une petite sébille qu'il tendait aux passants. Mais la mode a fini des caniches blancs (car il y a une mode

pour les chiens comme pour les fourrures); les dames — qui ont toujours aimé les bêtes — ont successivement favorisé de leurs tendresses les kings-charles aux longues oreilles soyeuses, les frileuses levrettes en paletot, les havanais de laine blanche moussue, puis les caniches noirs tondus en lion avec des manchettes de poil aux pattes et à la queue et des bracelets d'argent brillant. Aujourd'hui le caniche noir lui-même n'est plus de mise et c'est — dit-on — le chien écossais à longs poils, à museau de renard avec une queue en panache qui tient toute la place dans les caprices féminins pour la race canine.

Le pauvre aveugle ne peut suivre ces modes qui ne laissent pas d'être dispendieuses et le chien qui le guide est maintenant d'une espèce quelconque, anonyme, croisée au hasard des rencontres, offrant au naturaliste comme un compendium de toutes les races connues.

Tel qu'il est, c'est un brave homme de chien, compatissant aux souffrances des malheureux avec lesquels il vit, et c'est assez qu'il ait la bonté sans la noblesse.

Le département où est né notre aveugle, il y aura bientôt soixante ans, est naturellement un de nos plus beaux départements et ressemble pourtant à tous les autres. Les habitants ont une raison native d'en être fiers; je ne songe pas à les en blâmer. — On y parle, parmi eux, de *charité*, de *bienfaisance*, d'*assistance*, voire de *solidarité*, et il n'est pas de discours un peu officiel, prononcé par un personnage élu, fût-ce au conseil municipal de la plus petite commune, qui ne fasse cliqueter ces mots dans des phrases creuses, comme un grain de sable dans un grelot, en guise d'éloquence.

On y est individuellement secourable au prochain; pourtant la collectivité laisse les hôpitaux et hospices qui soignent les malades ou recueillent les vieillards dans un état de délabrement et de pénurie regrettables et, pour les aveugles, le conseil général a imaginé de voter chaque année une somme fixe qui sert à entretenir autant d'enfants ou d'adultes atteints de cécité que la chose est possible sans dépasser les crédits. Si cela ne peut permettre de secourir que deux ou trois aveugles, sur cinq, il n'importe guère. Quand on a fait cette assistance

incomplète mais à bon marché, on se tient pour satisfait.

J'en serais aussi bien volontiers si on voulait seulement, en même temps, supprimer des discours grelottants dont je parlais tout à l'heure, le mot de *solidarité* qui vraiment jure un peu trop avec les faits.

Et comme il n'est pas inutile de se montrer éclairé, même en parlant des aveugles, il me paraît juste de mentionner ici qu'en 1885, d'après une enquête faite par les soins du ministère de l'Intérieur sur les dépenses publiques d'assistance, l'État donnait pour les aveugles 495 000 francs environ, savoir : 315 000 pour l'hospice des Quinze-Vingts et 180 000 pour l'Institution nationale des Jeunes Aveugles; la même année les dépenses des départements s'élevaient de ce chef à 187 086 francs et les dépenses consenties par les communes à 222 fr. 50.

Mais ces dépenses, qu'elles soient faites par l'État, les départements ou les communes, s'appliquent à la fois, dans leur ensemble, à l'assistance des aveugles de tous les âges, sauf à ceux à qui la vieillesse ouvre les portes des hospices; et si elles sont insuffisantes pour tous, dans une proportion difficile à établir, on peut dire que certainement elles sont insuffisantes de plus du dixième pour les seuls aveugles de l'âge scolaire. En effet, on comptait alors 1053 aveugles de l'âge scolaire et si l'État en entretenait, avec les concours départementaux, 236 à l'Institution des jeunes aveugles, il en restait 817 qui ne pouvaient profiter de cet enseignement n'ayant, pour une part, c'est-à-dire pour 697 d'entre eux, que l'enseignement d'écoles privées mal outillées et tout à fait insuffisantes. Enfin, 120 enfants aveugles ne recevaient aucun enseignement malgré le vœu formel de la loi.

Au même moment, en 1885, onze départements ne votaient aucun crédit en faveur des aveugles! Cela ne prouve pas que c'étaient nécessairement des départements clairvoyants.

Mais s'il en était ainsi en 1885, quelle était, il y a cinquante ou soixante ans, la situation des pauvres aveugles? Quelles dépenses occasionnaient-ils à notre pays? Nous ne le savons guère; et pourtant, si nous sommes sûrs que les départements et les communes dépensaient pour eux moins qu'ils font au-

jourd'hui, nous sommes plus sûrs encore que les aveugles n'étaient pas moins nombreux. Certainement, au contraire, les aveugles dits *de naissance*, c'est-à-dire ceux qui donnent une proportion de 30 ou 40 p. 100 du total l'étaient bien davantage; l'ophtalmie purulente des nouveau-nés faisait plus de victimes en l'absence des moyens antiseptiques ou des procédés aseptiques si peu connus aujourd'hui encore et si mal appliqués.

C'est à cette ophtalmie purulente que notre aveugle dut sa cécité.

Sa mère était une pauvre femme de la campagne, enfant trouvée, élevée chez des paysans et venue au chef-lieu pour se placer. Elle y trouva la banale aventure de beaucoup de pauvres filles : la séduction par la facile et fallacieuse promesse du mariage, l'abandon lâche et cruel, la grossesse d'abord cachée, puis apparente, le renvoi par des maîtres qui trouvaient là une occasion de manifester une farouche vertu personnelle par la condamnation de la faute d'autrui que peut-être ils avaient aidé à commettre, — sinon dans cette circonstance au moins dans quelque autre analogue, — enfin le recours ultime à l'hospice.

L'hospice de la ville où cela se passait, et dont la ville était fière, était un bâtiment très vieux, un ancien couvent approprié vaille que vaille à son usage actuel, où l'on entassait pêle-mêle, dans les mêmes salles, vieillards et malades, adultes et enfants, fiévreux et blessés, contagieux et non contagieux. Seules les filles du dispensaire étaient tenues à part dans un local délabré près des communs et des écuries; et, tout à côté, on plaçait les femmes en couches dans une grande chambre qu'on appelait la *gésine*.

On disait la *gésine* comme on aurait dit la porcherie; c'était un lieu réprouvé, où les religieuses n'allaient pas, conformément aux termes de leur contrat (1), et qui était confié à une vieille femme malpropre, vêtue de loques sordides d'où s'exhalait une odeur complexe de tabac, de crasse et de mauvaise

(1) La plupart des contrats passés par des congrégations avec les commissions hospitalières contiennent la clause suivante :

« Les religieuses ne donneront leurs soins ni aux filles de mauvaise vie, ni aux femmes atteintes du mal qui en procède, ni aux mères dans leurs accouchements. »

eau-de-vie. C'était elle qui devait appeler la sage-femme au moment décisif et qui se passait habituellement de son concours dans les cas les plus simples ; on avait confiance en sa pratique qu'on prenait pour de la science à cause de son ancienneté ; et si le local où elle exerçait son métier voyait mourir tant de pauvres mères de fièvre puerpérale, c'est qu'on était peu accoutumé alors aux soins de propreté et d'antisepsie. Ne perdait-on pas, à Paris même, avant les réformes dues à Tarnier et à ses élèves, 10 et parfois 20 p. 100 des accouchées de la Maternité ; c'est une époque très voisine et qui paraît lointaine aujourd'hui que des progrès réels ont été faits et que tant de vies ont pu être épargnées. Il y a encore, il est vrai, des établissements où les choses ne vont guère mieux que jadis, mais si le nombre s'en fait constamment plus rare surtout depuis une quinzaine d'années, que de morts encore — morts inutiles et injustes — dont on pourrait aujourd'hui même rendre responsables les commissions administratives routinières et mal éclairées, ainsi que le personnel insuffisant et incompetent qu'elles choisissent !

La pauvre mère qui accoucha là de notre triste héros fut épargnée par l'infection puerpérale : c'était une chance. Son enfant, moins heureux, eut une ophtalmie ; et comme, avant de prévenir le médecin, on usa de divers remèdes conseillés par l'infirmière, qu'on lui mit dans les yeux du lait ou d'autres liquides organiques réputés souverains, il arriva que le médecin vint trop tard et que l'enfant avait les deux yeux perdus dès les premiers jours de sa naissance. Il ne devait jamais voir ni le ciel bleu ensoleillé, ni cette autre clarté douce et chaude qu'est le sourire de la mère penchée sur le berceau et, quand la pauvre femme l'emporta dans ses bras et qu'il eut quitté l'hôpital, personne n'y sentit de remords : ni la matrone qui continua de vaquer au dispensaire et à la gésine, ni l'administration qui l'employait, ni le médecin qui n'avait osé dire aux administrateurs l'horreur de ce crime dont ils étaient tous les inconscients complices.

La malheureuse fille mère abandonnée s'en allait avec, dans ses poches, ses maigres économies de servante et, dans ses bras, le bébé aveugle. Elle aurait pu l'abandonner, le mettre au

tour où elle avait été déposée elle-même, mais il se trouva qu'elle avait le cœur haut placé et que, laissant pour compte, au misérable qui l'avait séduite, son ignoble lâcheté, elle eut le courage et le sentiment de la dignité humaine. L'abandonner ! Elle n'y pensa même pas ; il semblait que l'infirmité du mignon petit être vagissant le lui rendit plus cher et qu'elle eût trouvé dans le devoir accepté le rachat sublime de la faute.

Elle quitta le pays, très vite, et s'en fut chercher fortune en une autre ville plus grande et éloignée.

Elle plaça pour quelque argent son enfant en nourrice chez une paysanne et se mit elle-même en service. La pensée de son enfant toujours présente, elle fut une domestique infatigable, dévouée, soumise, supportant tout, acceptant tout : fatigues et rebuffades, durs travaux et dures paroles ; si bien qu'on finit par l'aimer pour son bon caractère et son bon vouloir et que de longues années elle resta dans la place où elle était entrée, chez des maîtres devenus indulgents à qui elle put dire son secret et qui, dès que l'enfant eut cinq ou six ans, l'aidèrent à le placer dans une pension locale qui recevait quelques petits aveugles moyennant un prix modique et une subvention du département.

Elle se trouvait heureuse ainsi ; heureuse de pouvoir de temps en temps courir embrasser son trésor, de constater que, s'il ne la voyait pas, il entendait sa voix, devinait sa présence, cherchait avec ses petites mains à reconnaître les traits de son visage. Elle goûtait auprès de son fils les joies maternelles les plus intenses et les plus pures, les joies consolantes et fières, faites de son dévouement et de son abnégation.

C'est qu'il était vraiment joli le petit aveugle avec ses bonnes joues rouges et ses lèvres roses et ses cheveux tout blonds qui frisaient. Et si habile avec cela ! Et sachant si bien diriger ses pas hésitants dans la cour et la maison paysanne où il vivait, puis dans l'école dont il était devenu l'élève. Et il avait de si gentils rires et de telles gaietés quand venait la maman ! Ne connaissant rien, il ne regrettait rien, franchement heureux des caresses du soleil qui chauffaient son visage et des baisers maternels qui réchauffaient doucement son cœur.

Il apprit à cette école les éléments de la lecture en relief; mais rien de plus, et la mère comprit bientôt que l'avenir resterait inquiétant et sombre si les connaissances de l'enfant ne s'étendaient pas au delà du cercle étroit où il se mouvait.

Cette pauvre illettrée, qui savait lire à peine, écoutait et retenait toutes les histoires d'aveugles qu'elle entendait conter; apprenant par les bribes recueillies des conversations qu'il y avait des aveugles qui savaient des métiers, qui jouaient de l'orgue ou d'autres instruments de musique. Il y en avait un dans la ville qui accordait les pianos et qui venait chez ses maîtres; elle le questionna; elle apprit qu'il y avait à Paris une Institution nationale pour les aveugles; elle osa en parler à son maître et — voyez à quoi tiennent les choses, — il se trouva que son maître venait d'être nommé conseiller général au lieu et place d'un homme, d'ailleurs honnête et distingué, qui avait mal réussi à satisfaire ses concitoyens dans une affaire de lavoir et de marché couvert. Le nouveau conseiller apportait à la préfecture une majorité toute neuve et une autorité toute fraîche; il demanda pour le fils de sa bonne une bourse à l'Institution nationale des Jeunes Aveugles, et comme l'enfant avait dix ans, ce qui est l'âge minimum d'admission, il l'obtint.

Sans cette question de lavoir et de marché couvert beaucoup de choses de cette histoire véridique ne seraient pas arrivées. Ainsi va le monde!

Voici donc notre jeune ami à Paris, à l'Institution des Jeunes Aveugles.

L'Institution nationale des Jeunes Aveugles de Paris est la plus ancienne de toutes celles qui existent en Europe pour l'enseignement des enfants atteints de cécité. Elle a été fondée par Valentin Haüy en 1784 et elle est restée une des meilleures, sinon la meilleure de celles qui existent actuellement. Indépendamment d'un enseignement primaire supérieur et au besoin d'un enseignement secondaire qui est loin d'être sans succès (1), on y donne l'enseignement professionnel; on y ap-

(1) Un jeune aveugle de l'Institution nationale, qui suit les cours au lycée Buffon, a obtenu, l'année dernière, neuf premiers prix à ce lycée (classe de seconde), et en même temps, au grand concours, deux prix et un accessit.

prend la musique vocale et instrumentale, le cannage et l'em-
paillage des chaises, la fileterie, l'impression spéciale des livres
pour aveugles, le tournage du bois, le tricot et d'autres métiers
qui ne permettent guère à l'aveugle de vivre de son travail
mais seulement, quand il est devenu un ouvrier habile, surtout
dans la sparterie et la broserie, de ne demander à la bienfai-
sance que la moitié de ce qui est nécessaire à sa vie.

Quelques œuvres se chargent de pourvoir au surplus, telles
l'École Braille, la Société des ateliers d'aveugles de Marseille, etc.,
mais ce sont des œuvres très récentes. — Seule la musique ouvre
vraiment à l'aveugle une carrière; et c'est comme organiste,
comme accordeur de pianos, qu'il trouve le mieux à se placer
et à gagner son pain.

L'humble domestique eut cet espoir, dès que son fils fut à
Paris, qu'il pouvait devenir un musicien distingué, et vraiment
le gamin montrait d'heureuses dispositions. Il était habile de
ses petites mains, avait l'intelligence ouverte, l'oreille musicale,
et dès la première année il semblait justifier les espérances
maternelles.

Il les eût réalisées peut-être s'il eût pu continuer ses études
un temps suffisant; mais elles se trouvèrent tout à coup inter-
rompues. — Le Conseil général de son département s'avisa que
le prix de la bourse était trop élevé et, bien qu'il ne payât pas
toute la pension qui s'élève à 1 200 francs, il songea à faire une
économie en plaçant le jeune boursier dans une école privée
qui coûtait beaucoup moins cher, hélas! Le Conseil général ne
comprit pas, — et combien d'autres, de nos jours même s'ob-
stinent à ne pas comprendre, — que les écoles libres où le nombre
des jeunes aveugles est limité, ne peuvent ouvrir autant d'ate-
liers qu'il faudrait pour assurer l'apprentissage d'une profession
manuelle et sont trop pauvres pour s'assurer le concours des
bons maîtres de musique.

Le conseil général fit de la charité à bas prix au lieu de faire
de l'assistance rationnelle et pensa avoir fait tout son devoir en
ménageant les finances du département. Dans une question d'as-
sistance il n'oublia que l'assisté.

L'enfant, dans ce milieu insuffisant au point de vue de

l'instruction, perdit bien vite ce qu'il avait commencé d'apprendre à Paris; quand il en sortit à dix-huit ans il savait jouer assez mal de l'accordéon et du flageolet, et était capable de rempailler grossièrement quelques chaises rustiques. — Comment vivre avec cela!

La pauvre mère, minée par le chagrin et l'inquiétude, s'alita un jour en venant du lavoir et mourut la semaine d'après laissant l'enfant sans ressources, sans affection, sans appui moral, sans espérance.

Il n'y avait alors aucune société régulièrement constituée pour l'aide morale des aveugles; l'*Association Valentin Haüy* n'existait pas encore (1) ni aucune autre analogue, et il est assez triste de penser que, aujourd'hui même, à peine 40 établissements ou œuvres diverses s'occupent des aveugles dans notre pays, et que si nous avons les *Quinze-Vingts*, un des plus vieux, sinon le plus vieux des établissements d'hospitalisation, et si notre *Institution Nationale* est, pour l'instruction, la première en date, nous nous sommes laissés devancer sur beaucoup de points par des étrangers : allemands, suisses, anglais, etc. — Rien qu'en Angleterre, il existe actuellement 42 œuvres qui s'efforcent de donner des pensions et des secours à des aveugles; 12 établissements qui leur servent de refuge s'ils sont vieux ou infirmes; 38 établissements qui sont à la fois des maisons de refuge, des lieux d'étude et des ateliers non sans analogie avec notre belle École Braille; 78 établissements qui ne reçoivent que des externes et qui sont destinés à l'instruction, l'éducation et le travail professionnel; soit en tout 170 établissements et œuvres diverses en faveur des aveugles.

Mais revenons à notre orphelin. Il se trouva quelques personnes charitables, émues de sa douleur, qui songèrent pendant quelque temps à s'en occuper; et très convaincues qu'il n'y avait qu'à s'adresser à l'hospice où il était né pour l'y faire admettre comme infirme, elles écrivirent aux administrateurs; mais ceux-ci répondirent qu'ils ne pouvaient grever le budget trop pauvre de l'hospice par l'admission d'un indigent étranger; que

(1) Elle a été reconnue d'utilité publique en 1891.

sans doute si la mère, au moment de sa naissance, l'avait abandonné comme il eût été raisonnable, l'hospice étant dépositaire, aurait contracté des devoirs qu'il aurait comme toujours remplis, mais dans l'espèce on ne pouvait absolument rien.

Il fut établi par cette réponse que, la mère ayant été une honnête créature qui s'était sacrifiée pour son enfant au lieu de le laisser à la charge de l'assistance, cet enfant devenu orphelin était repoussé par l'hospice où il avait contracté l'ophthalmie qui l'avait fait aveugle presque en naissant. L'hospice ne se sentait aucune responsabilité dans ce malheur et laissait dans la rue l'innocente victime de son incurie et de sa coupable routine.

Il n'avait plus qu'une ressource pour vivre, — une seule, — mendier!

Le pauvre enfant commença bien à chercher quelque travail, quelques chaises à empailler (il ne savait guère autre chose), mais il ne trouva rien qui vaille et, comme sa mère lui avait donné l'année d'avant, pour sa fête, un bel accordéon, et comme il avait un caniche blanc qu'il avait élevé, il s'en alla au hasard, devant lui, s'arrêtant de porte en porte, jouant les airs qu'il savait et recevant quelque menue monnaie de temps à autre.

Il couchait sur les routes, dans les meules de foin, dans les granges, dans les écuries; il allait de village en village et de ville en ville, et, faute de pouvoir payer un gîte ou de trouver un coin abrité, il couchait aussi dans les asiles et les *violons* où le garde champêtre l'enfermait le soir avec des vagabonds : ouvriers sans travail, trimardeurs d'habitude, errants par faiblesse d'esprit et par paresse, qui contaient tout haut leurs peines, leurs misères, leurs vices et parfois leurs crimes et qui, plus d'une fois, profitèrent de son sommeil pour lui voler les quelques sous recueillis dans la journée.

C'est ainsi qu'il fit l'apprentissage de la vie. — Il sut, pour l'entendre dire, qu'il y a des gens très riches avec des belles voitures et de beaux chevaux qui valent autant qu'une maison avec un champ où un homme simple et travailleur serait heureux pour toute sa vie; il connut, par les récits des chemineaux,

l'existence des grands châteaux et des grandes fermes ; et, dans les villes, des magasins pleins de tout ce qui est bon et de tout ce qui est beau ; mais, retenu de toute envie, à la fois par son infirmité, par sa bonté native et par le souvenir des douces exhortations de sa mère dont la pensée ne le quitta jamais, il ne songea point à haïr comme ses compagnons de misère ; — il se dit seulement dans les jours allongés par le jeûne, par les froides nuits sans gîte, qu'il y avait certainement quelque chose d'incomplet et d'injuste, un mauvais sort ou une inexplicable malédiction qui pesait sur les pauvres êtres sans défense comme son chien et comme lui-même. C'est ainsi qu'il devint philosophe.

Une fois embauché dans la grande armée de la mendicité, il n'en devait plus sortir. Il fut, en somme, un mendiant relativement honnête ; il acquit avec les années la sûre pratique du métier et y devint parfaitement habile : nul ne sut mieux que lui prendre une voix dolente au moment précis où passaient devant lui les promeneurs ; nul ne connut mieux, dans les villes où il séjournait, les bons endroits selon les temps et les saisons. Il avait le don.

Et d'ailleurs, comment aurait-il pu sortir de l'impasse où il était engagé par la misère ? Pas de famille, pas d'amis, personne qui songeât à solliciter pour lui soit une place aux *Quinze-Vingts*, soit d'abord une des pensions d'aveugles dont cet établissement dispose. Sans doute, l'admission aux *Quinze-Vingts* avec le logement, le pain et 1 fr. 50 par jour eût été une fortune inespérée ; s'il avait eu une femme et des enfants, les 30 centimes par jour pour la femme et les 15 centimes pour chaque enfant lui auraient fait un petit revenu très enviable ; mais il n'y a que 300 aveugles qui puissent profiter de cette aubaine, et les places sont si rares, si recherchées, qu'il est au moins prudent d'avoir des protecteurs influents pour espérer en profiter.

Peut-être aurait-il pu d'abord (encore aurait-il fallu qu'il connût cette ressource et que quelqu'un l'aidât à la solliciter) profiter d'une des pensions que les *Quinze-Vingts* font à des aveugles externes. Ces pensions sont au nombre de 1830 et varient de 200 à 150 et 100 francs par an. Mais elles sont réparties

entre les aveugles de tous les départements, dans une proportion qui ne donne aucune idée de la statistique départementale de la cécité, mais qui indique plutôt le degré d'activité et d'influence des députés et sénateurs qui représentent chaque département.

D'autre part, sans famille et sans asile, qu'eût-il fait de 5 à 6 sous par jours ? Et ne lui eût-on pas refusé cette pension parce qu'il vivait de mendicité ? La charité des passants, habilement sollicitée valait mieux que cela. Elle lui donnait autrefois 3 francs par jour, parfois 4 et même 5 le dimanche et les jours de fête.

Il vécut ainsi, les années passèrent, la vieillesse survint. Il fut moins actif et moins habile ; lassé de souffrir et blasé de vivre, il ne réagit plus aussi énergiquement contre la misère. D'ailleurs le métier est devenu difficile ; il s'en plaint avec une philosophie un peu amère :

« Depuis quelque temps, me disait-il l'autre jour, moitié sérieux, moitié gouaillieur, il s'est trouvé des philanthropes ingénieux qui rêvent de résoudre la question du paupérisme, en assistant le pauvre par le travail ; peut-être connaissent-ils mal les causes de la misère et les conditions du chômage, mais l'idée est belle et on peut croire que quand tous les hommes auront appris à fabriquer des margottins, on aura résolu au moins le problème de l'égalité. Seulement l'idée ne vaut rien pour les aveugles à qui ce genre de travail ne convient pas ; pour eux, cette idée a été plutôt fâcheuse, parce qu'elle a conduit beaucoup de gens à croire qu'on était toujours malheureux par le refus de travailler et que, prenant quelques exceptions pour la règle, on donne volontiers pour excuse à son égoïsme qu'il est très mal de donner à des pauvres qui rembourrent leurs paillasses de lous d'or et d'obligations de chemin de fer. Cette opinion est commode et économique, encore qu'elle soit exagérée. Les pauvres aveugles d'aujourd'hui en subissent le contre-coup, et tendre la main leur rapporte souvent 15 ou 20 sous par jour, avec quoi il faut se loger et se vêtir, et se nourrir et nourrir son chien. »

« Je suis, pour mon compte, tout à fait las du métier et, bien volontiers, je donnerais ma démission d'aveugle !... j'appelle les

années à mon aide, me souvenant qu'un administrateur philanthrope a pu dire qu'avant soixante ans nul n'a le droit d'être aveugle dans notre pays ; m'y voilà bientôt, et je bénirai le jour qui m'ouvrira les portes de l'hospice ! »

« Ce que je sais de la vie, me disait-il encore, m'a prouvé qu'il y a par le monde beaucoup de gens plus aveugles que moi ; comment croire en effet, s'il y avait tant de gens clairvoyants, qu'on rencontrerait, comme je l'ai fait souvent, des enfants abandonnés aux suggestions de la misère et du vice, des vieux infirmes sans toit ni pain, des gens qui meurent de froid et de faim ; et tant de crimes sociaux sans un tribunal à qui les pouvoir déférer ! Et tant de misères à côté de tant de richesses ! Je crois volontiers que la bonté et la générosité ne manquent pas tout à fait dans notre pays ; peut-être est-ce seulement la manière de s'en servir qui, en vue de plus de justice, devrait être réformée ; mais il n'est que trop certain que l'égoïsme ne manque pas non plus !... »

Je ne veux pas dire que les plaintes de mon vieux mendiant soient toutes fondées ; beaucoup y trouveront de l'exagération, parce que, ne pouvant voir les choses dans un éloignement favorable comme ceux qui ont leurs yeux, il est obligé de les approcher de très près pour les toucher et qu'ainsi elles semblent plus grosses ; mais vraiment on peut lui accorder que tout n'est pas pour le mieux dans le royaume des aveugles.

N'est-il pas triste de penser qu'il y a des maternités où l'on observe l'ophtalmie purulente ? Et cela est-il malaisé d'y remédier ? Il ne s'agit pas ici de dépenses à faire, mais de responsabilités à affirmer et à mettre en cause.

Nos écoles d'aveugles sont insuffisantes, il faudrait, revenant à une idée de la Convention, que le Conseil supérieur de l'assistance publique a reprise pour l'étudier, créer des écoles régionales pour l'instruction des jeunes aveugles.

Les maisons de travail comme l'École Braille, comme les ateliers d'aveugles de Marseille, doivent être favorisées, développées, créées en nombre suffisant.

Pour ceux à qui tout travail est impossible il faut ouvrir des maisons de refuge, sans quoi c'est bien inutilement qu'on affi-

chera sur les grandes routes, à l'entrée des communes, que la mendicité est interdite.

Mais je ne cherche pas aujourd'hui à savoir si tout *cela coûterait cher* ; je conte une histoire que je sais, et ce n'est pas ma faute s'il se trouve qu'elle arrive à cette conclusion que *cela serait juste*. Je pense qu'il se trouve encore en France des gens pour qui cette considération est de quelque valeur.

Seulement je m'aperçois que j'ai oublié tout à fait de vous dire le nom de mon aveugle, et de vous apprendre le département où il a vu le jour, — pas longtemps, hélas !

Mais je me demande si vraiment cela est bien nécessaire ; ne se trouve-t-il pas dans cette histoire des traits qui sont communs à beaucoup d'autres aveugles. Alors je suis décidé à laisser à mon héros le bénéfice de l'anonymat. Il est sans vanité, sans désir de paraître ; il ne m'en voudra pas de ne l'avoir pas nommé... J'ai tout lieu de croire, d'ailleurs, qu'il ne lira pas cet article.

HENRI NAPIAS.

ASSISTANCE AUX MÈRES

En 1784, Beaumarchais disait : « N'oublions jamais qu'il n'y a pas un sein tari sans qu'on trouve un enfant qui souffre. Rendons son cours à la nature ; le lait des mères supplée à tout et rien ne supplée au lait des mères. »

Voici alors ce qu'il proposa : « Un institut de bienfaisance vers lequel toute femme reconnue pauvre, inscrite à sa paroisse, puisse venir dire, son enfant au sein et avec l'attestation du curé : Je suis mère et nourrice ; je gagnais vingt sous par jour, mon enfant m'en fait perdre douze.

« Vingt sous par jour, calculait l'auteur du *Barbier de Séville*, font trente livres par mois : offrez à cette mère neuf francs ; avec les neuf livres qu'elle ne donnera plus à une étrangère en voilà dix-huit de retrouvés.

« La mère aura bien peu de courage, si elle ne gagne pas huit sous par jour, en allaitant : voilà les trente livres retrouvées. »

« Donnons gaiement pour le bon lait, ajoutait-il, et nous irons à la bienfaisance. Quand je devrais être traité d'homme vain, d'ignorant, de sot auteur, j'y mettrai tout mon *Figaro*. »

Ainsi agit-il et la cinquantième représentation du *Mariage* fut donnée, le 2 octobre 1784, au profit de l'Œuvre projetée de l'allaitement maternel.

Il avait ajouté, pour la circonstance, ce couplet chanté par *Figaro*, et applaudi frénétiquement.

Rapprochons du sein des mères
L'enfant presque abandonné.
Faut-il un exemple aux pères ?
Tout autant qu'il m'en naîtra
Ma Suzon les nourrira.

Malheureusement pour l'œuvre naissante, Beaumarchais comptait un grand nombre de jaloux, qui firent échouer sa tentative...

Les idées bonnes et généreuses étaient cependant dans l'air et, en 1793, la Convention élaborait un magnifique décret d'assistance nationale aux mères.

Voilà plus d'un siècle de cela, et pourtant en 1898 des mères et des enfants meurent de faim.

Beaumarchais ! où est-il l'institut que tu as rêvé, où la mère n'aurait qu'à se présenter pour être à l'abri de la souffrance ?

Hélas ! hélas ! sur les cent soixante-dix mille enfants qui disparaissent chaque année, plus de la moitié meurent faute de nourriture et de soins.

On parle de dépopulation, mais c'est nous qui la laissons mourir cette France de demain !

On croit généralement que toute mère veuve ou célibataire a droit aux secours de l'Assistance publique, secours qui doivent lui permettre d'allaiter son enfant, ou de payer ses mois de nourrice. On considère cela comme un droit. Eh bien, la moitié de ces malheureuses, veuves ou célibataires, dans les conditions les plus navrantes, ne peuvent obtenir ce secours.

« L'Assistance publique ne dispose pas de ressources suffisantes. »

Voilà ce que l'on répond. Et j'avoue que je ne comprends pas. La France est riche, ses gouvernants savent trouver en elle des sommes fabuleuses. Il me semble que nourrir ses enfants est pour notre pays le plus grand intérêt et le premier devoir.

Ce n'est pas le pan du drapeau dont parle Michelet que réclame l'enfant, c'est le berceau, c'est le lait de sa mère auquel il a droit. Or, lorsqu'une malheureuse sort de l'hôpital sans un sou, avec son enfant dans les bras, où doit-elle porter ses pas ? Quelle est la maison qui lui ouvre ses portes ? Quelle protection lui offre son pays ?

Elle a, il est vrai, la faculté d'abandonner son enfant...

L'abandon ! mais c'est monstrueux, effroyable ! C'est méconnaître ce qu'il y a de plus beau dans l'humanité : l'amour

maternel si fort, si puissant. Eh quoi ! ces femmes ont enduré les douleurs de l'enfantement, elles adorent ce petit être qui est leur chair et leur cœur. Et comme abri, comme appui, je dirai presque comme récompense pour leur martyre, on leur offre quoi ? — le bureau d'abandon !

Mais cela outrage et révolte la nature qui, elle, n'a pas prévu cette séparation de deux êtres qui n'en font qu'un. La période qui s'écoule après la naissance de l'enfant, et pendant la première année, n'est que la suite de la création dont la moitié s'est opérée à l'intérieur et dont l'autre s'opérera à l'extérieur du sein de la mère.

Non, il ne faut pas permettre qu'un enfant soit enlevé à une mère pauvre, pour être confié à une autre femme également pauvre, qui ne l'aime pas et que l'appât du gain seul peut guider. Il faut que l'assistance se répande sur toutes les mères qui font appel à elle. Que la maternité ne soit plus une appréhension, que la mère puisse en paix veiller sur les jours vacillants de son petit, et qu'elle puisse accomplir son devoir sacré.

*
* *

En 1876, nous avons fondé une société d'allaitement maternel.

Les secours qu'elle distribue annuellement représentent une somme de 63 710 francs. De plus, les dames visiteuses donnent personnellement des secours assez considérables ; les unes paient des loyers, d'autres habillent les frères et sœurs de nos pupilles.

La Société de l'allaitement maternel, comme on le sait, ne tient compte d'aucune considération de condition civile ou de croyance ; elle ne cherche qu'à soutenir la mère moralement et matériellement, de façon qu'elle puisse élever son enfant, sans chercher de l'ouvrage au dehors, sans confier le malheureux petit aux crèches, à des mains étrangères et souvent inexpérimentées. Les brouillards du matin, la pluie, la neige sont néfastes à ces petits êtres, et le salaire de la femme est si dérisoire, que tout travail qui la retient chez elle est pré-

féralable et compense facilement les dépenses matérielles qu'entraîne l'abandon du foyer.

Lorsqu'une femme est admise aux secours de l'allaitement, un dossier est ouvert à son nom et contient tous les détails la concernant. Une dame visiteuse indique les secours à attribuer et donne tous les renseignements moraux et matériels qu'elle peut se procurer avec beaucoup de délicatesse, afin que rien d'inquisitorial ou de policier ne puisse froisser les intéressées.

Mais on peut être tranquille sur ce point; les femmes qui mettent leur joie dans le soulagement des misères, qui s'enrôlent dans les *ordres laïques*, sont des natures d'élite chez lesquelles l'amour du prochain est immense, et elles ont toutes les délicatesses.

Un médecin de la société est également chargé d'examiner la mère et l'enfant, et d'indiquer l'état de santé de l'un et de l'autre.

Trois sortes de secours sont alors accordés :

Chaque mois, trente-deux livres de pain et de la viande; des denrées alimentaires, des fortifiants, des médicaments s'il y a lieu. Layette, vêtements, literie, selon les ressources du moment.

Du lait, quand le médecin juge que le lait maternel est insuffisant. Périodiquement on fait déshabiller les enfants et on les pèse.

On comprend les bons résultats de cette surveillance continue et assidue. Enfin, dans des cas urgents et particuliers, des secours uniques sont accordés.

*
* *

Voilà ce que fait la Société de l'allaitement maternel fondée en 1876, reconnue d'utilité publique en 1880. Elle a de cette façon secouru *trente-quatre mille quatre cent soixante-douze* enfants. Et elle s'est trouvée, faute de ressources suffisantes, désarmée devant environ *quatre cent mille* demandes parfaitement fondées et intéressantes.

Pauvre œuvre privée, soutenue par des adhésions, des dons

qu'il faut solliciter, provoquer sans cesse, par une vente qui demande plus de peine et de fatigue qu'on ne le croit généralement!... Il faut se faire mendiants, et lutter sans cesse contre l'égoïsme et la frivolité, pour arriver à sauver ces malheureux petits enfants, victimes d'un organisme social défectueux.

A ce point de vue, le Conseil municipal et le Conseil général de la Seine méritent une mention particulière. On sait quel intérêt ces deux assemblées portent à l'assistance de l'enfance.

L'appui qu'elles donnent à notre œuvre serait sans doute considérable, si les nécessités de leur budget d'assistance, malheureusement beaucoup trop restreint, le leur permettait. Dernièrement encore, une dame inspectrice, déléguée du Conseil municipal, a examiné consciencieusement, durant plusieurs jours, nos comptes, nos dossiers d'enfants, etc. Elle a pu se convaincre ainsi de la bonne gestion de notre Société. Nos frais d'administration sont réduits, en effet, à un minimum impossible à atteindre dans une organisation publique : un loyer de 500 fr., une seule employée, tous les travaux étant faits par les membres du Conseil administratif.

Mais que sont les milliers d'enfants sauvés par notre œuvre à côté de la population générale des autres enfants?

En attendant des jours meilleurs travaillons sans relâche à améliorer la situation navrante de la mère qui, dans le dénuement, accepte les charges de la maternité... Aidons-la à vivre et soutenons son courage.

MARIE BÉQUET DE VIENNE.

LES COMMISSIONS COMMUNALES

D'ASSISTANCE

Tout le problème de l'assistance municipale est posé devant le Sénat, sous la forme d'un projet de loi très modeste sur la *représentation des pauvres et l'administration des établissements d'assistance*, et le gouvernement n'aura pas trop de toute son autorité pour obtenir une solution conforme à ses désirs. Il convient de louer la continuité de vues qui n'a cessé de présider, depuis dix ans, à cette élaboration délicate; les différents ministres de l'Intérieur qui se sont succédé, M. Charles Floquet, M. Georges Leygues, M. Léon Bourgeois, M. Louis Barthou, n'ont pas différé d'avis; chacun d'eux a fait honneur à la signature de son devancier et s'est attaché à préparer une de ces réformes dont l'opinion indifférente n'aperçoit pas les avantages et qui ne s'en heurtent pas moins aux résistances les plus fortes.

Quel que soit le mérite des ministres, le rôle de leur principal collaborateur M. Henri Monod n'a pas été étranger à cet effort continu auquel le Conseil supérieur de l'Assistance publique a prêté le concours de sa grande compétence. Le Conseil d'État lui-même, peu suspect de tendresse pour les nouveautés aventureuses, a sanctionné de son approbation savante le projet tendant à unifier l'administration des établissements publics d'assistance.

L'objet poursuivi par le gouvernement consiste en effet à

rapprocher des services similaires, à placer sous la même autorité la direction des hôpitaux et hospices et celle des bureaux de bienfaisance, complètement distinctes en fait et en droit. Si à Paris cette unité d'administration a été réalisée, d'une manière très imparfaite (1), elle fait totalement défaut pour la France entière.

Les bureaux de bienfaisance et les hôpitaux et hospices sont administrés séparément par des commissions administratives tout à fait étrangères l'une à l'autre. Ce double fonctionnement a d'abord l'inconvénient d'augmenter les frais généraux d'administration; il a surtout le grave défaut de favoriser les doubles emplois, d'entraver l'assistance à domicile et de nuire au développement rationnel de l'assistance publique urbaine et rurale.

Avec le régime actuel, les deux commissions administratives, rivales pour le bien, empiètent souvent l'une sur l'autre. M. le docteur Henri Napias, avec son habituelle sûreté d'information, a signalé au Conseil supérieur quelques-uns de ces empiètements et même de ces interversions d'attributions (2). A Caen, par exemple, l'hospice distribue des secours, et le service des malades est assuré par le bureau de bienfaisance.

A Saint-Malo, au Puy, les hospices secourent des familles pauvres, tandis que le bureau de bienfaisance supporte les dépenses du service médical.

L'enquête du 31 juillet 1888, annexée au rapport présenté par M. de Crisenoy au Conseil supérieur (3), fournit d'autres exemples de cette confusion.

A Briançon, l'hospice donne des secours de vieillesse, des secours aux malades indigents et aux malades nécessiteux; à Châlons-sur-Marne, il agit de même. Les hospices de Lille accordent des pensions mensuelles aux vieillards qui préfèrent rester dans leurs familles.

A Beauvais, chacun des établissements fournit de son côté les soins du médecin et les médicaments, de sorte qu'il se pro-

(1) N° 8 de la *Revue philanthropique, l'Assistance publique de Paris*, p. 161.

(2) Conseil supérieur de l'Assistance publique, fascicule n° 31.

(3) Conseil supérieur de l'Assistance publique, fascicule n° 26.

duit des doubles emplois sans qu'aucun contrôle soit possible, en raison de la multiplicité des détails du service.

Le défaut d'entente a d'autres conséquences, plus générales et plus saisissantes; il a pour effet d'encombrer les établissements hospitaliers de malades qui pourraient être utilement traités à domicile. Les commissions administratives d'Alençon en firent l'aveu dans l'enquête : un sixième des malades traités à l'hospice pourraient être soignés à domicile. *Il en est de même pour les vieillards et les infirmes.*

En dépit de l'optimisme déconcertant de la consultation de 1888, il est certain que la situation doit être la même dans un grand nombre de localités.

Lorsque, au contraire, les deux administrations se concertent — ce qui est une heureuse exception — comme à Briançon, à Mézières, à Annecy, à Chalon-sur-Saône, à Sedan, ailleurs encore, l'hospitalisation diminue au profit de l'assistance à domicile.

A Rouen, où le conseil municipal a vainement tenté d'obtenir la fusion des deux services, l'accord n'en a pas moins été atteint de la manière la plus heureuse; les deux commissions administratives ont été formées des mêmes éléments; le résultat en a été la création de petits dispensaires, répartis dans la ville, qui rendent les plus grands services et allègent les charges des hôpitaux.

La plupart des commissions administratives, il y a dix ans, ne paraissaient pas faire grand cas du traitement médical à domicile et leur scepticisme a quelque peu faussé le caractère de la petite enquête destinée au rapport de M. de Crisenoy.

*
* *

Cette consultation du 31 juillet 1888, qui a porté sur 174 villes, dont 118 seulement ont répondu, n'a pas été décisive; d'ailleurs, le questionnaire, très prudemment rédigé, ne portait en grande partie que sur l'hospitalisation de malades ou de vieillards pouvant être convenablement soignés ou secourus à domicile : « S'il est établi des dispensaires ou un service médical à domi-

cile, était-il demandé, par qui est-il dirigé et qui en paye les dépenses ? — Dans le cas contraire, conviendrait-il et serait-il possible d'établir une entente entre les deux administrations charitables, *pour organiser un service de cette nature*, afin de n'envoyer à l'hôpital ou à l'hospice que les malades ou les infirmes pour lesquels l'hospitalisation serait reconnue indispensable ? »

Le questionnaire suggérait plusieurs combinaisons entre lesquelles les administrateurs des deux services étaient invités à choisir. 11 villes ont répondu en adhérant à l'établissement d'une commission unique administrant les deux institutions dont les patrimoines demeureraient distincts : ce sont les villes de Briançon, Sedan, Foix, Narbonne, Béziers, Saint-Malo, Toul, Compiègne, Belfort, Rouen et Monteux (Vaucluse).

Les administrateurs de Carpentras se sont prononcés pour l'unification complète ; ceux de Valence, Romans, Coutances et du Havre ont des préférences pour deux commissions administratives composées des mêmes membres.

Les administrateurs d'hospices et de bureaux de bienfaisance de vingt villes, tout en réclamant le maintien du régime actuel, acceptent l'idée d'une entente établie au moyen d'une commission mixte consultative ; ils appartiennent aux villes de Mézières, Rodez, La Rochelle, Bordeaux, Rennes, Fougères, Saint-Étienne, Montbrison, Mende, Vitry-le-François, Chaumont, Dunkerque, Compiègne, Alençon, Clermont-Ferrand, Perpignan, Le Mans, Mantes et Montauban.

26 réponses ont donc été inégalement favorables à une réforme, officieuse ou légale.

Toutes les autres commissions mixtes ont repoussé sans la moindre réserve toute modification du *statu quo* ; ce sont celles de Bourg, Digne, Gap, Embrun, Nice, Privas, Réthel, Troyes, Carcassonne, Castelnau-dary, Villefranche (Aveyron), Périgueux, Caen, Vire, Angoulême, Bourges, Saint-Brieuc, Besançon, Romans, Évreux, Louviers, Auch, Montpellier, Lodève, Redon, Châteauroux, Issoudun, Lons-le-Saunier, Blois, Le Puy, Nantes, Orléans, Saint-Lô, Cherbourg, Châlons, Reims, Langres, Laval, Château-Gontier, Nancy, Lunéville, Bar-le-Duc, Verdun, Vannes,

Lorient, Nevers, Lille, Roubaix, Tourcoing, Cambrai, Douai, Valenciennes, Bayonne, Lyon, Vesoul, Mâcon, Chalon, Annecy, Saint-Denis, Le Havre, Melun, Meaux, Versailles, Étampes, Saint-Germain-en-Laye, Pontoise, Niort, Castres, Avignon et neuf communes de Vaucluse, Poitiers, Limoges, Épinal, Auxerre et Sens.

Sans doute, le résultat de cette enquête préliminaire n'est pas encourageant; il n'a pas toutefois été de nature à modifier les intentions du gouvernement, l'opinion du Conseil supérieur de l'Assistance publique et celle du Conseil d'État. Un homme aussi modéré que M. de Crisenoy, peu porté par son passé administratif aux solutions extrêmes, a porté ce jugement sévère sur les réponses des honorables et dévoués administrateurs des hospices et des bureaux de bienfaisance : « Si les situations et les modes d'opérer des établissements d'assistance offrent une grande variété, on a pu remarquer en revanche, dans la plupart des délibérations des commissions, un sentiment uniforme et très marqué de satisfaction de la marche de leurs services. Ce sentiment est naturel, il se justifie pleinement quelquefois par les résultats obtenus, et presque toujours par le dévouement et les efforts personnels des membres des commissions. On comprend que des administrations laissées à elles-mêmes, ignorant ce qui se pratique ailleurs et ayant conscience du bien qu'elles font autour d'elles, se montrent satisfaites de leur œuvre et soient peu portées à accepter des changements qui troubleraient d'anciennes habitudes sans qu'elles en aperçoivent clairement l'utilité. *On ne saurait se dissimuler cependant que, malgré ces dires, tout n'est pas parfait, qu'il y a dans beaucoup d'endroits des lacunes, des services défectueux, incomplets, des ressources gaspillées ou mal employées.* On le lit entre les lignes de certaines délibérations, et l'examen attentif du dossier de l'enquête, nécessairement restreinte, que nous avons faite, suffirait à en donner le sentiment, alors même que les représentants de l'administration supérieure ne viendraient pas le confirmer. »

L'honorable et savant rapporteur au Conseil supérieur n'a pas manqué de relever les dires accusateurs tirés de l'enquête elle-

même et il a proclamé, malgré tout son respect pour les institutions existantes, son vif désir de voir aboutir les réformes nécessaires.

* * *

Au surplus, la consultation de 1888 n'a pas eu la valeur d'un referendum; elle a été superficielle et restreinte. Il existe en France, d'après le plus récent volume de la *Statistique générale*, 1 764 établissements hospitaliers (hôpitaux et hospices), sur lesquels 48 à Paris. Le nombre des bureaux de bienfaisance est d'environ 15 000 (en 1892 exactement 15 227).

De plus, la loi du 13 juillet 1893 sur l'assistance médicale gratuite a introduit un nouvel élément et créé un troisième rouage, le Bureau d'assistance, dont la commission administrative est formée par les commissions administratives réunies de l'hospice et du bureau de bienfaisance, ou par cette dernière seulement quand il n'existe pas d'hospice dans la commune.

Un premier pas a été fait ainsi vers la fusion, vers l'unité administrative, puisque, dans le cas où ils coexistent, le bureau de bienfaisance et l'hôpital-hospice sont associés pour la gestion du Bureau d'assistance.

Pourquoi ne pas compléter ce qui a été ébauché, non seulement pour assurer l'unité de représentation des pauvres au point de vue juridique et contentieux, mais encore et principalement pour mettre un terme au désarroi, suivant l'expression de l'exposé des motifs du projet de loi déposé par M. Barthou, et aussi pour grouper, coordonner en un faisceau plus compact et plus compétent les représentants de l'assistance publique dans chaque commune.

On n'a pas l'illusion de croire que cette fusion suffira pour résoudre toutes les difficultés, mais on a le droit de penser que la constitution d'une commission municipale, et, sur un territoire plus étendu, de la commission départementale d'assistance, fera beaucoup pour la réforme et l'extension de la bienfaisance publique (1) dans les villes et dans les campagnes.

(1) Voir aux *Informations*, dans le présent numéro, le texte du projet de loi soumis aux délibérations du Sénat.

L'article premier du projet de loi stipule que toutes les communes seront pourvues d'un bureau de bienfaisance. Comment sera-t-il appliqué? Le syndicat des petites communes pauvres ne devra-t-il pas intervenir, ou bien conviendra-t-il de généraliser les essais d'organisation de commissions cantonales d'assistance, dus à l'initiative de M. Alapetite, préfet du Pas-de-Calais? Le point d'interrogation se dresse devant nous, mais à mesure que la loi sur l'assistance médicale gratuite reçoit une application plus étendue et plus profonde, il sera possible de déterminer si la petite commune a la force suffisante pour avoir une existence propre au point de vue de la bienfaisance, et des conclusions inévitables s'imposeront pour le secours aux indigents comme pour l'aide médicale et pharmaceutique aux nécessiteux.

L'unité d'action ne sera pas moins profitable aux institutions annexes, telles que les crèches, les dispensaires d'enfants malades, les orphelinats, qui gravitent autour de l'assistance publique sans se confondre avec elle, et que les conseils municipaux pourront, à leur gré, placer sous l'administration commune de leur assistance publique.

Dix ans ont passé depuis l'enquête réduite du Conseil supérieur, les idées d'assistance ont progressé, la notion du devoir social s'est élargie, et tout permet d'espérer que, si un grand nombre de municipalités et de commissions administratives, mieux informées, étaient sollicitées à nouveau à émettre un avis, la plupart sauraient s'élever au-dessus des préjugés particularistes et échapper aux suggestions de cet optimisme infécond et décevant, contre lequel proteste le lamentable défilé des misères et des souffrances inapaisées de l'immense armée des malheureux (1).

PAUL STRAUSS.

N. B. La *Revue Philanthropique* publiera sur cet important sujet les communications les plus contradictoires et leur accordera l'hospitalité la plus impartiale.

(1) Voir les Commissions cantonales d'assistance, par M. J. Pion, dans la *Revue politique et parlementaire* du 10 octobre 1897.

ASSISTANCE PAR LE TRAVAIL

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DU COMITÉ CENTRAL DES ŒUVRES D'ASSISTANCE PAR LE TRAVAIL

SOUS LA PRÉSIDENTE DE M. A. MÉZIÈRES
de l'Académie française.

(Extraits du rapport du Dr P. Bouloumié, secrétaire général)

Pendant l'exercice écoulé, le comité central, poursuivant le cours normal de ses travaux, s'est attaché à l'étude de toutes les questions intéressant l'assistance par le travail et spécialement sa pratique et sa vulgarisation. En ce qui concerne le fonctionnement des œuvres, il a particulièrement étudié les modes d'admission, l'exécution du travail, la durée de l'assistance, la qualité des assistés ; il a fait une enquête toute récente sur l'état actuel des œuvres d'assistance par le travail en France et les rapports établis entre ces œuvres et les bureaux de bienfaisance, conformément à la circulaire ministérielle du 8 novembre 1894 et à l'article 28 du décret du 15 novembre 1895 :

Il a mis à l'étude certaines questions spéciales posées par des œuvres de province et donné des solutions auxquelles elles se sont utilement conformées ; il a donné son concours aux œuvres sous forme de subventions directement octroyées ou obtenues des pouvoirs publics, etc. ;

Il a, par voie de conférences et de brochures, fait en faveur de l'idée et de son application une active propagande.

Modes d'admission. — Le bon de travail remis aux sollici-

teurs valides nous paraît toujours être le mode d'admission à préconiser, mais il faut que les gérants des œuvres soient autorisés à en délivrer directement au solliciteur de travail qui se rend directement à l'atelier plutôt que d'aller mendier, même un bon de travail, dans la rue ou à domicile. A Paris, la plupart des œuvres ont aujourd'hui admis ce principe et des bons en blanc sont laissés, par les adhérents ou les conseils d'administration, à la disposition du directeur de l'atelier de travail pour en assurer l'application.

Le bon doit être une carte d'admission au travail pour un temps plus ou moins long, mais non une lettre de change d'une valeur déterminée tirée sur l'œuvre d'assistance, car, dans ce cas, l'assisté connaît cette valeur et peut en réclamer le paiement après un simulacre de travail, les professionnels peuvent en trafiquer et les adhérents peuvent en mésuser en en donnant à tel solliciteur habile qui les vend ou à tel solliciteur intéressant, mais sans énergie ou incapable de reprendre jamais rang parmi les travailleurs, qui dès lors devient un pensionnaire de l'atelier et ne cherche plus à en sortir.

Exécution du travail. — Le comité central et son vénéré président, Jules Simon, n'ont cessé de préconiser l'obligation d'un travail sérieux, exécuté à la tâche autant que possible. Ces principes, adoptés déjà par un grand nombre d'œuvres, tendent à se généraliser de plus en plus. Comment n'en serait-il pas ainsi quand on voit les heureux résultats obtenus un peu partout et notamment à la maison hospitalière de M. le pasteur Robin, à l'atelier de Bordeaux, etc., où par l'application de ces principes, la production a augmenté du simple au double. Dans les ateliers où la nature des travaux ne comporte pas le travail à la tâche, des primes de fabrication ont été utilement octroyées, notamment à l'œuvre du marché Saint-Germain.

Durée de l'assistance. — La durée de l'assistance ne saurait, dans des ateliers qui ne doivent fournir qu'un travail provisoire, un travail d'attente, être illimitée. Elle doit varier suivant les localités, mais être limitée, avec possibilité laissée au directeur de faire fléchir la règle générale dans des cas où un séjour excédant les limites réglementaires est vraiment néces-

saire; on ne peut, par exemple, mettre dans la rue un homme à qui un emploi est assuré et qui doit, quelques jours après la date réglementaire de sa sortie, entrer en possession de cet emploi.

Placement. — La plupart des œuvres d'assistance par le travail se préoccupent aujourd'hui du placement et le considèrent comme le complément nécessaire de leur action temporaire. Les opinions et les pratiques varient toutefois beaucoup avec l'organisation fondamentale des œuvres. Ainsi, tandis qu'au marché Saint-Germain, à la maison hospitalière, le placement est pratiqué aussi largement que le rapatriement, aux ateliers d'assistance de la rue Salneuve il est fait très peu de placements. En voici la raison : au marché Saint-Germain comme à la maison hospitalière, le paiement du travail étant fait sous forme de logement, nourriture et vêtement, il ne s'y présente guère et on n'y garde que des individus (hommes seulement à la maison hospitalière; hommes et femmes au marché Saint-Germain) plus ou moins capables et désireux de reprendre un travail régulier, il n'y a jamais dans les ateliers qu'un nombre de travailleurs assez limité (25 à 50 au marché Saint-Germain, 40 à 80 à la maison hospitalière) pour qu'on puisse les bien interroger, surveiller et connaître, et on les garde pendant un temps relativement long, 15 à 20 jours et plus parfois, sur la simple production d'un bon de travail délivré par un adhérent. Aussi arrive-t-on à une proportion de placement qui atteint jusqu'à 30 et 40 p. 100.

A la rue Salneuve au contraire, tout porteur d'un bon de travail sait qu'après 3 heures de travail il recevra 0 fr. 75 (la valeur était jusqu'à présent mentionnée sur le bon) et, en plus, une soupe pendant les mois d'hiver; le bon étant une lettre de change tirée sur l'œuvre par l'adhérent, qui a payé ces 0 fr. 75 en achetant son bon, l'œuvre ne peut refuser l'admission et la réadmission indéfinie de tout porteur de bon (le directeur peut l'exclure pour inexécution du travail ou faute contre la discipline de l'atelier, mais ne peut refuser de l'admettre). De là : un nombre parfois si considérable d'assistés qu'il est impossible de prendre sur eux le moindre renseigne-

ment, pour beaucoup un passage de trois heures seulement dans les ateliers, et pour quelques-uns, habiles à se procurer des bons, des séjours très prolongés ou très répétés, ce qui faisait dire avec raison au directeur, M. Pfeiffer, que je questionnais récemment au sujet du placement : « Du placement, mais je n'en peux pas faire avec mes assistés ; les uns, je ne les connais pas, et les autres, je les connais trop. »

Ceci m'amène à dire un mot de la *qualité des assistés*. Dans une ville comme Paris où existent plusieurs œuvres, la qualité des assistés varie d'une manière générale avec le mode de fonctionnement adopté par ces œuvres ; elle varie en outre avec les saisons. En province, elle varie avec les localités et les régions, industrielles, agricoles ou mixtes.

Dans les établissements de travail gardant longtemps leurs assistés et rémunérant le travail en totalité ou en partie sous forme de logement, nourriture et vêtement, on peut évaluer à 30 à 40 p. 100 les assistés pouvant être placés, tandis que, dans les établissements rémunérant le travail au jour le jour et en argent et acceptant sans distinction tous les porteurs de bons, il n'y a généralement que 10 à 15 p. 100 d'ouvriers pouvant être placés.

La moyenne pour Paris nous paraît ainsi pouvoir être évaluée à 20 p. 100, chiffre maximum.

En province, notamment, d'après les documents qui me parviennent de Bordeaux, d'Amiens, de Marseille, la proportion des travailleurs assistés capables de reprendre une occupation régulière me paraît être sensiblement plus forte qu'à Paris, sans que je puisse toutefois l'établir avec précision.

Une catégorie d'assistés a particulièrement attiré notre attention : je veux parler des *valides âgés*, ni vieillards ni infirmes, et par ce mot âgés j'entends des hommes, pourtant dans la force de l'âge, puisqu'ils n'ont que quarante à quarante-cinq ans, mais que l'industrie classe et refuse comme âgés. A la porte de certains ateliers, on peut lire aujourd'hui un avis dans le genre de celui-ci : « Tout homme ayant dépassé quarante ans n'est pas embauché » ; tant il est admis maintenant qu'un ouvrier est dans l'industrie considéré comme vieux dès qu'il a dépassé quarante

ans. Que faire pour cette catégorie nombreuse d'individus que nous avons assistés temporairement par le travail ? Nous nous le demandons avec anxiété et, personnellement, je demande que pour eux s'organisent, par l'initiative privée secondée par les pouvoirs publics, sur les points de la France où il y a encore des landes incultes, des colonies agricoles de travail libre à l'instar de celles qui ont donné de si beaux résultats à l'étranger. Ce n'est qu'en retenant aux champs ou en l'y ramenant qu'on pourra assurer la vie de l'ouvrier qui afflue actuellement vers les villes, surtout si la nouvelle loi contre les accidents du travail est appliquée telle qu'elle est proposée, c'est-à-dire avec des responsabilités telles pour le patron employant des hommes mariés et des pères de famille qu'il ne voudra plus dans un avenir prochain engager que de jeunes célibataires. Ce sont là de graves questions dont nous avons le devoir de nous préoccuper dès à présent.

La question toujours intéressante à étudier est celle de la proportion dans laquelle sont utilisés les bons de travail remis aux solliciteurs, c'est-à-dire quelle est la proportion des valides réellement dignes d'intérêt et cherchant à sortir de la misère par le travail, parmi tous ceux qui tendent la main dans la rue ou sollicitent la charité à domicile, se disant réduits à la mendicité par le manque de travail. Elle est difficile à résoudre parce qu'on ne sait jamais exactement combien de bons ont été distribués par les membres des diverses œuvres d'assistance par le travail. Nous avons cherché quelques éléments précis d'appréciation dans l'utilisation de bons que nous avons donnés gratuitement aux diverses œuvres distribuant des aliments aux malheureux :

En février et décembre 1895, nous avons réparti 1200 bons de travail du comité central entre les sociétés suivantes : la Société philanthropique (500), les Conférences de Saint Vincent-de-Paul (500), la Bouchée de pain (200). Nous avons fait une nouvelle distribution de 250 bons à la Société philanthropique et 250 aux Conférences de Saint Vincent-de-Paul. — Après nous être assurés que tous les bons avaient été distribués (sauf 41 restant à la Bouchée de pain), nous avons constaté, par le

remboursement que nous avons fait aux diverses œuvres d'assistance par le travail, auxquels les bons ont été présentés, que, sur les 1659 bons distribués, 143 ont été utilisés de février 1895 à décembre 1895; 80 de décembre 1895 à décembre 1896, et 171 de décembre 1896 à décembre 1897, soit au total 394, ce qui, pour 1659, donne une proportion approximative de 24 p. 100, chiffre notablement supérieur à la moyenne d'utilisation des bons distribués dans la rue. La moitié environ des assistés qui se sont ainsi présentés aux œuvres avec leur bon de travail n'ont pas travaillé plus d'un jour ou ont mal travaillé; environ 14 p. 100 de ceux à qui des bons ont été remis par les œuvres de fourneaux ont bien travaillé et manifesté réellement le désir de sortir de la misère par le travail; c'est environ 5 p. 100 de plus qu'on n'en trouve parmi les solliciteurs de la rue.

Les établissements les plus recherchés par les porteurs de bons ont été ceux où la rémunération a lieu en argent.

Les femmes ont proportionnellement plus profité de l'assistance offerte que les hommes, et à ce sujet nous adressons nos plus sincères remerciements à M^{me} Ferdinand Dreyfus qui a donné une large et généreuse hospitalité dans ses ateliers ateliers aux femmes munies de nos bons.

Il y a eu des erreurs de la part de quelques distributeurs de bons, ou des abus de la part de certains assistés, car nous avons retrouvé jusqu'à 20 bons émanant de la même œuvre de fourneaux et portant le nom de la même personne.

Les assistés de la Bouchée de pain ont utilisé leurs bons en plus grande proportion que ceux des autres sociétés et ceux de la Société philanthropique en plus forte proportion que ceux de la Société de Saint-Vincent-de-Paul.

Une nouvelle attribution de nos bons du comité central va être faite à ces œuvres.

Entente entre les bureaux de bienfaisance et les œuvres d'assistance par le travail. — La circulaire de M. Dupuy, ministre de l'Intérieur, en date du 8 novembre 1894, engageant les bureaux de bienfaisance à pratiquer l'assistance par le travail et le décret des 15-19 novembre 1895, portant (art. 28) que « les bureaux de bienfaisance pourront s'entendre avec les comités

d'assistance par le travail à l'effet de substituer autant que possible les secours en travail aux secours en argent » ; il était intéressant de savoir quelle suite avait été donnée à cette prescription ; nous avons demandé des renseignements à ce sujet aux diverses œuvres de Paris et de la province.

A Paris, les œuvres d'assistance par le travail du marché Saint-Germain, des VIII^e et XVII^e arrondissement (rue Salneuve), du XVI^e arrondissement ont établi une entente avec le bureau de bienfaisance et donnent, après travail, des secours jusqu'à concurrence d'une somme de 10 francs généralement, suivant des modes différant avec l'organisation et le fonctionnement de ces œuvres. Il est à remarquer que dans bien des cas les assistés ne sont pas encore choisis avec tout le discernement nécessaire et qu'un bon nombre d'entre eux sont incapables de reprendre un travail normal après le travail d'attente qui leur est donné dans les ateliers d'assistance ; il fallait du reste s'attendre à cela, étant donnée la clientèle spéciale des bureaux de bienfaisance et les attributions normales de ceux-ci. Il est toutefois à souhaiter que cette entente, prévue et préconisée par le décret de novembre 1895, persiste, car, avec un peu plus d'habitude de la part des répartiteurs des secours, elle pourra être féconde en bons résultats. Dans certains arrondissements, dans le II^e notamment, elle n'a pu s'établir malgré les démarches faites dans ce sens par le président de la Société d'assistance par le travail, M. Blachette.

Les œuvres d'assistance par le travail qui ont un but spécial (pour les libérés, les enfants et adolescents, les aveugles, les femmes) n'ont aucune relation avec les bureaux de bienfaisance.

Douze œuvres de province répondant à ma question m'ont fait savoir, les unes qu'elles ignoraient les dispositions du décret ou le décret lui-même, les autres que les dispositions étaient pour les bureaux de bienfaisance restées lettre morte, mais qu'elles essaieraient d'établir l'entente prévue qui leur paraissait en effet pouvoir être très féconde en résultats.

L'assistance par le travail de Nancy est seule en relations régulières avec le bureau de bienfaisance, qui lui donne une subvention annuelle de 1500 francs et auquel elle donne en

retour des bons de travail. Elle a reçu de lui 250 assistés dans le dernier exercice. Les bureaux de bienfaisance achètent quelques vêtements pour les pauvres à Pau et à Bordeaux, un certain nombre de ligots a l'assistance par le travail.

On peut donc dire que, dans l'ensemble, le décret est resté lettre morte tout, comme la circulaire ministérielle de M. Dupuy, et que c'est sur l'initiative privée qu'il faut compter pour développer l'assistance par le travail et lui faire donner les résultats qu'on peut en attendre. Il faudrait, toutefois, que les bureaux de bienfaisance fussent bien convaincus de l'utilité qu'il y aurait à se conformer aux prescriptions du décret; les pauvres dignes de ce nom y gagneraient grandement. Ce qui s'est passé à l'œuvre du XVI^e arrondissement en témoigne : sur 350 nécessiteux envoyés à l'atelier, 160 ne se sont même pas présentés et, comme ils étaient en état de travailler, ils ont pu être sans scrupule rayés de la liste des assistés et les vrais pauvres ont profité de ce qui leur aurait été attribué sans cela.

Parmi les questions mises à l'étude sur la demande d'œuvres de province directement intéressées à leur solution, je citerai la question du *certificat de travail* et celle de la *validité d'un legs fait à un bureau de bienfaisance en vue d'organiser l'assistance par le travail*.

A l'occasion d'un incident survenu à Bordeaux (plainte portée par des assistés et demande d'explication de M. le procureur de la République), M. P. de Pelleport-Burette, administrateur général de l'Œuvre bordelaise de l'assistance par le travail, a posé au comité central la question suivante : Les œuvres d'assistance par le travail sont-elles tenues de délivrer aux assistés, lors de leur sortie des ateliers, un *certificat de travail*, conformément à la loi du 2 juillet 1890 sur le contrat de louage de travail?

Sur un savant rapport de M. G. Frenoy, notre secrétaire général adjoint, il a été admis unanimement qu'une œuvre d'assistance par le travail ne pouvait être assimilée à un établissement industriel, la rémunération du travail de l'assisté, une charité toujours supérieure à la valeur du travail produit,

étant plus qu'un salaire. Un précédent existait d'ailleurs à Paris, il nous a été signalé au cours de la discussion par M. Brunet, directeur de la maison hospitalière de M. le pasteur Robin : des assistés ayant adressé une réclamation à l'effet d'obtenir un certificat de travail ont été déboutés de leur demande par le commissaire de police.

Nous avons toutefois formulé l'opinion suivante : « Le comité central estime qu'il est conforme au principe qui anime nos œuvres de délivrer aux assistés qui le demandent et après vérification autant que possible de leur identité, une « *attestation de présence* » établissant uniquement d'une façon exacte et détaillée le nombre d'heures ou de jours passés dans l'établissement et les dates de ces présences.

Cette *attestation de présence* ne pourrait être confondue avec un *certificat de travail* ou même de séjour, celui-ci ne pouvant guère s'appliquer qu'aux œuvres qui hospitalisent leurs assistés. Les mentions portées sur l'attestation doivent être strictement limitées au nombre d'heures de présence et exclusives de toute indication d'un travail professionnel.

Cette attestation n'a d'autre but et d'autre raison d'être que de permettre à l'assisté de justifier de son mode d'existence et de l'emploi de son temps pendant le cours de l'assistance.

A la suite de cette consultation, le comité de l'Œuvre bordelaise de l'assistance par le travail a ajouté l'article suivant à son règlement : « Le directeur accordera une attestation de présence aux ouvriers, sauf le cas de fautes graves. »

A l'occasion d'un legs important fait au bureau de bienfaisance de Redon, en vue de créer ou faire fonctionner une œuvre d'assistance par le travail, M. le maire de Redon nous a consultés pour savoir s'il pouvait ou non accepter ce legs dans les conditions énoncées. Dans un rapport très précis et très documenté, M. G. Frénoy a fait observer que si la loi du 7 frimaire an V, portant que les bureaux de bienfaisance sont établis exclusivement pour procurer des secours à domicile, semblait interdire l'acceptation du legs, la circulaire du 8 novembre 1894, et le décret des 15-19 novembre 1895, sur l'assistance à domicile, portant (art. 28) : « les bureaux de bienfaisance pourront s'en-

tendre avec les comités d'assistance par le travail à l'effet de substituer autant que possible les secours en travail aux secours en argent », semblait devoir l'autoriser, d'autant mieux que déjà plusieurs bureaux de bienfaisance, de Paris notamment, pratiquaient par l'intermédiaire des œuvres privées l'assistance par le travail.

Le comité central, adoptant les conclusions de son rapporteur, a engagé M. le maire de Redon à accepter le legs dans les conditions énumérées dans le rapport, c'est-à-dire pour la fondation d'un établissement d'assistance dans lequel des secours en travail seraient donnés par le bureau de bienfaisance. Je viens d'apprendre que c'est ce qui a été fait.

Deux autres questions sont encore en ce moment à l'ordre du jour des réunions du conseil : (a) Les grèves et les œuvres d'assistance par le travail ; (b) l'assistance par le travail et les œuvres de patronage des libérés.

Fidèle à son programme : vulgariser l'idée de l'assistance par le travail, en faciliter et en généraliser les applications, le comité central a donné un concours actif aux œuvres d'assistance par le travail.

Comme les années précédentes, nous avons employé les dons qui nous ont été faits et une partie de notre avoir à des subventions aux œuvres de Paris et de la province. Les dons de M. Porgès (1 000 fr.), de M. Desmazures (500 fr.), de M. Alexandre Weill (5 000 fr.), du cercle de la rue Volney (150 fr.) ont été ainsi répartis ; 15 œuvres ont reçu des subventions variant de 200 à 1500 francs suivant leurs besoins, leurs ressources, les résultats obtenus.

Nous avons mis au service des œuvres notre activité, nos relations, notre influence pour leur faire obtenir les subventions qu'elles demandaient et qui nous paraissaient justifiées, et nous avons été assez heureux pour réussir dans nos démarches. Nous en avons encore quelques-unes à tenter en ce moment, notamment en faveur des œuvres d'assistance par le travail de Marseille et d'Amiens, qui méritent tous les encouragements et tous les appuis ; nous espérons bien les voir aboutir prochainement. C'est surtout auprès de la commission de répartition des

fonds du pari mutuel que nous sommes priés d'intervenir à l'occasion de fondations ou d'agrandissements d'ateliers, mais à cela ne se bornent pas les demandes qui nous sont adressées, les *desiderata* qui nous sont exprimés. Un grand nombre d'œuvres nous prient d'intervenir pour chercher à obtenir une modification à la jurisprudence adoptée jusqu'à ce jour. La Commission donne en effet pour un besoin urgent et exceptionnel, la construction ou la réfection d'un atelier par exemple, mais elle ne donne rien pour aider au fonctionnement de l'œuvre. C'est une mère qui se soustrait à la loi de l'allaitement maternel. Bien qu'approuvant absolument les considérations qui accompagnent le désir exprimé par nos correspondants, car nous savons quelle heureuse influence aurait une subvention, si minime fût-elle, qui serait considérée comme un témoignage de bon fonctionnement, nous craignons fort de ne pas réussir sur ce point à faire donner satisfaction à nos collaborateurs, pourtant si dévoués et si dignes de l'intérêt des pouvoirs publics. Les œuvres intéressantes qui sollicitent des subventions sont si nombreuses et les sommes attribuées à l'assistance publique, et notamment au service de l'assistance médicale dans les campagnes, sur les fonds provenant du pari mutuel, que nous n'osons, quant à présent du moins, espérer une amélioration de la situation en ce qui concerne spécialement les œuvres d'assistance par le travail.

Nous avons fait une active propagande, tant par la correspondance manuscrite que par la parole et par l'envoi de nos documents imprimés, en faveur de l'idée et de ses applications. L'an dernier nous avons adressé nos tableaux d'enquête sur l'assistance par le travail en France à tous les conseils généraux qui, sur notre invitation, nous en avaient fait la demande; cette année, sans nouvelle invitation de notre part, plusieurs demandes nous sont encore parvenues : nous nous sommes empressés d'y répondre et dans plusieurs départements, sur les 20 qui ont ainsi demandé nos documents, l'idée fait son chemin et la fondation d'œuvres d'assistance par le travail nous paraît prochaine.

Je me suis personnellement, au cours de cette année, occupé

de la fondation de l'assistance par le travail à Amiens, à Lille, à Reims, à Toulouse ; partout, j'ai rencontré des activités et des bonnes volontés qui nous permettent d'espérer un succès prochain. A Amiens, ce succès est aujourd'hui certain, l'œuvre est constituée et fonctionne d'une manière remarquable. Je suis en outre en correspondance avec Dijon, Pontivy, Poitiers, Tours, Épernay en vue d'y organiser l'assistance par le travail.

Les difficultés ou préoccupations qui arrêtent l'élan de ceux que séduisent l'idée et les résultats, aujourd'hui connus, de son application sont partout à peu près les mêmes : il y a déjà tant d'œuvres ! Quel travail ferons-nous exécuter ? Comment trouverons-nous l'écoulement des produits du travail ? Ne va-t-on pas dire que nous faisons concurrence à l'industrie locale ? A toutes ces préoccupations on peut répondre ; on peut même les dissiper en montrant ce qui se passe partout où existent aujourd'hui des œuvres d'assistance par le travail. A cette objection : il y a tant d'œuvres ! nous répondons : l'assistance par le travail est l'œuvre de prévoyance des autres œuvres comme de l'assistance publique ; elle tend la main à l'ouvrier temporairement sans travail, pour lui conserver la qualité et la dignité de travailleur ; elle ne veut pas qu'il tende la sienne sans recevoir une aumône, perde sa dignité et devienne un mendiant. Empêchant ses protégés de devenir successivement des oisifs, des mendiants, des ivrognes, des vicieux, des criminels et de donner le plus fâcheux et le plus contagieux des exemples, celui de la paresse, dans la famille et dans l'entourage, nos œuvres, par une assistance honorable donnée en temps opportun, diminuent, c'est incontestable, les charges qui incomberaient plus tard au budget de la charité publique et privée, des œuvres, de l'État et de la commune qui auraient tour à tour à pourvoir à leur subsistance, car ils seraient sans elles venus augmenter le nombre déjà si grand des parasites de notre vieille société. Et les pauvres, les vrais pauvres, ceux que nous aimons et respectons, ne seront-ils pas heureux que vous ayez défendu leur bien ?

Quant au travail, il doit être, nous l'avons toujours dit, un travail banal, facile à exécuter sans apprentissage, ne consti-

tuant pas un travail industriel proprement dit, portant sur une matière première sans valeur, ne faisant pas concurrence, précisément parce qu'il est de peu de valeur et qu'il nécessite beaucoup de main-d'œuvre, un travail industriel : fabrication de margotins ou ligots, d'étiquettes pour colis, de sacs en papier, cassage de pierres pour macadam, triage de chiffons, dépeçage de vieux corsets, effilochage de vieux câbles, triage de graines et autres travaux divers, polissage de pierre ponce, ajustage de débris de cuir pour talons de chaussures à bon marché, fabrication de liens pour l'agriculture, fabrication de chaînettes en fer, réparation de vieux sacs, pliage et mise sous bande d'imprimés, etc., etc.

L'écoulement du produit du travail n'est réellement difficile que s'il y a un très grand nombre d'assistés et par intervalles seulement. Il a fini par s'opérer partout à peu près régulièrement, grâce à l'activité déployée par les directeurs ou administrateurs des œuvres et au concours donné par les adhérents, en ce qui concerne les margotins ; quant aux autres objets, ils s'écoulent au fur et à mesure de la fabrication puisqu'ils ne sont faits ou manutentionnés que sur commande.

Au point de vue des réclamations que pourrait faire entendre l'industrie, nous pouvons rassurer entièrement nos collaborateurs, les fondateurs d'œuvres d'assistance par le travail. Ni à Paris ni ailleurs, aucune réclamation ne s'est produite ou, pour être absolument exact, une seule s'est produite, et de qui venait-elle ? d'un entrepreneur de travaux dans les prisons ? C'est tout au moins bizarre. Cet industriel se plaignait que l'œuvre si intéressante des jeunes adultes libérés fondée par M. l'abbé Millard, et présidée par M. le conseiller Petit, recevant les jeunes détenus à leur sortie de prison, les réhabituaît à la vie honorable en leur faisant exécuter dans ses ateliers d'assistance des travaux de polissage de cuivre et autres.

Par contre, et ceci a plus de valeur que cela, j'apprends par M. le conseiller Fournier qu'à Amiens « une *Chambre syndicale d'ouvriers* vient d'adresser à la Société d'assistance par le travail une somme de 202 francs recueillie dans une petite fête de

la corporation ». Je ne connais pas de plus touchant et de plus précieux encouragement que celui donné par ce groupe ouvrier, et je suis plus heureux encore de le faire connaître que de faire savoir l'appréciation, pourtant très flatteuse, du jury de l'exposition de Bruxelles qui nous a fait décerner un diplôme d'honneur.

SITUATION ACTUELLE DE L'ASSISTANCE PAR LE TRAVAIL
EN FRANCE

Si nous nous reportons à l'hiver 1890-91, dont la rigueur exceptionnelle a nécessité l'improvisation de secours exceptionnels qui, par leur mauvais fonctionnement et leurs mauvais résultats, m'ont fait entrevoir la nécessité de développer et d'étendre l'assistance par le travail et pour cela de fonder notre comité central, nous voyons qu'à cette époque, mettant à part les travaux dits travaux de charité, il y avait en tout en France dix œuvres au plus pratiquant sous des formes diverses l'assistance par le travail, et que le mot et la chose n'étaient connus que d'un petit nombre de philanthropes et d'économistes.

Aujourd'hui, au contraire, grâce en grande partie à l'active propagande faite par le comité central, au retentissement qu'ont eu dans la presse et dans le public les discours prononcés dans ses assemblées générales par ses éminents présidents, M. Léon Say, M. Jules Simon, M. Alfred Mézières, il y a environ 50 œuvres d'assistance par le travail fonctionnant sur divers points de la France; tout le monde sait qu'il existe un mode d'assistance dit assistance par le travail et très nombreux sont ceux qui l'apprécient, le pratiquent et le préconisent. Les congrès s'en occupent, non seulement au point de vue de la répression de la mendicité, mais comme d'un moyen de maintenir l'ouvrier atteint par un chômage involontaire dans la voie et l'habitude du travail. Une thèse vient d'être soutenue sur la question par M. Jacot, devant la faculté de théologie de Montauban, l'assistance par le travail est mentionnée au programme des cours d'économie politique à la Sor-

bonne. Il y a même des outranciers de l'assistance par le travail, tel M. A. Marechaux dont M. Jean Voirien analysait le travail sur l'assistance publique dans le numéro de décembre de la *Revue Philanthropique*, qui propose une amende de 20 à 500 francs, avec augmentation de pénalité en cas de récidive, pour celui qui fait l'aumône dans la rue ou laisse mendier devant sa porte, alors qu'il pourrait donner un bon de travail. Nous ne sommes pas si féroces, mais nous voyons sans peine ces exagérations qui témoignent des progrès faits vers le but que nous poursuivons, la substitution du bon de travail à l'aumône banale pour tout individu valide.

Tandis qu'auparavant les conseils généraux se bornaient à émettre des vœux purement platoniques pour réclamer des mesures propres à restreindre le vagabondage et la mendicité, vingt-quatre ont préconisé l'an dernier dans ce but l'assistance par le travail, sur lesquels : sept se sont déclarés prêts à favoriser l'initiative privée qui voudrait l'organiser : ceux de l'Ariège, la Dordogne, le Finistère, l'Hérault, le Jura, les Basses-Pyrénées, la Somme. Six approuvent l'idée de l'assistance par le travail et ses applications ; ce sont ceux de l'Allier, la Côte-d'Or, l'Eure, le Haut-Rhin, les Vosges, l'Yonne. Quatre préconisent des ateliers municipaux d'assistance ; ce sont ceux de l'Isère, la Loire, le Maine-et-Loire, la Haute-Marne. Trois réclament une maison de travail départementale ; ce sont ceux du Loiret, de la Seine-Inférieure, du Vaucluse. Un demande la création de gîtes d'étapes avec travail, celui de Saône-et-Loire. Trois mettent la question à l'étude ; ce sont ceux de la Lozère, le Nord, l'Orne.

Nous constatons avec plaisir qu'un certain nombre de départements favoriseraient l'initiative privée, et que plusieurs seraient disposés à créer des maisons de travail, qui seraient des dépôts de mendicité modernisés et restreints à l'usage des individus à qui le travail pourrait être imposé. Plusieurs ont adopté le projet d'organisation régionale d'assistance, si bien conçu, que M. Paul Deschanel a présenté au conseil général d'Eure-et-Loir.

Les circulaires ministérielles des 8 novembre 1894 et 19

avril 1895, aux préfets recommandent l'assistance par le travail, les publications de l'office du travail sur les sociétés privées d'assistance par le travail, le décret des 15-19 novembre 1895, la présence d'un représentant de M. le Président de la République et des ministres à nos assemblées générales témoignent de l'intérêt que les pouvoirs publics attachent à notre entreprise philanthropique et de l'appui moral qu'ils tiennent à nous donner.

Les œuvres nouvelles dont la fondation n'avait pas encore été annoncée lors de la dernière assemblée sont celles de Caen, Nancy, Amiens, Chartres et celle du V^e arrondissement à Paris (58, rue Daubenton).

Il n'y a pas de grands changements à signaler dans le fonctionnement des œuvres de Paris; je signalerai cependant : l'annexion d'un bureau de placement gratuit à l'*Œuvre du II^e arrondissement*, place des Petits-Pères; le prochain déplacement de l'*Œuvre du marché Saint-Germain*, la ville reprenant ses locaux pour y édifier un palais des examens; l'augmentation considérable des journées de travail accordées aux assistés munis d'un seul bon et l'amélioration notable dans les conditions et les produits du travail, à l'*Œuvre des VIII^e et XVII^e arrondissement* (rue Salneuve); l'achèvement de l'organisation des ateliers et de son outillage et l'installation d'un fourneau pour distribution gratuite de soupes et distribution facultative d'aliments à bon marché, à l'*Atelier d'assistance du XVI^e arrondissement* (avenue de Versailles); l'achèvement du nouvel atelier et des nouveaux dortoirs à la *Maison hospitalière* (rue Fessart).

L'*Association charitable pour les Femmes du Monde* (27, rue d'Anjou), présidée par le général Béziat, développe de plus en plus l'assistance par le travail, de même que l'*Œuvre de la Charité par le travail* (5, rue Blanche), et l'*Œuvre des femmes du Monde* fondée par M^{me} Holstein (29, avenue de Wagram).

Les sociétés pour femmes pauvres, ouvrières ou domestiques suivent la même voie; telles : l'*Asile temporaire pour femmes protestantes* (68, rue de la Villette), l'*Assistance par le travail* (ouvroir rue du Val-de-Grâce), la *Maison de famille*,

129, rue de l'Université), fondée par le Père du Lac; l'*Oeuvre des mères de famille*, dirigée par la sœur Saint-Antoine, conjointement avec l'*Hospitalité du travail* (de l'avenue de Versailles).

Parmi les œuvres à destination spéciale, quelques-unes ont subi quelques modifications ou transformations. Le *Patronage des libérés* (rue des Cévennes), présidé par M. le sénateur Bérenger, a réuni en un seul établissement, par la construction d'une annexe importante, les deux ailes autrefois séparées, et facilité ainsi la surveillance, en diminuant les frais généraux. La *Société des jeunes adultes libérés* (rue du Chemin-Vert), fondée par M. l'abbé Millard et présidée par M. le conseiller Petit, aujourd'hui bien organisée quoique de date récente, obtient au point de vue du travail produit et au point de vue moral d'excellents résultats. La *Maison de travail pour jeunes gens* (rue de l'Ancienne-Comédie) a organisé solidement le travail, la surveillance des ateliers et des dortoirs et établi une entente avec la commission des patronages pour faire surveiller ses assistés après leur placement. Les *Ateliers d'aveugles* dépendant de l'association Valentin Haüy font travailler en atelier et à domicile et développent le plus possible l'apprentissage. Sur environ 40 000 aveugles existant en France, environ 2000 seulement sont secourus par l'administration, les devoirs et les charges de la société sont donc considérables et celles-ci augmentent d'autant plus qu'elle est plus connue et plus sollicitée. L'*Oeuvre des libérées de Saint-Lazare*, dirigée par M^{me} I. Bogelot, voit ses charges augmenter grandement par l'application de la loi Bérenger, car elle recueille et fait travailler, en attendant qu'elles trouvent un emploi, les condamnées bénéficiant du sursis.

En province : *Amiens*. — L'Oeuvre amiennoise d'assistance par le travail a été fondée à la fin de janvier 1897. Elle fonctionne dans d'excellentes conditions et rend des services unanimement appréciés; ses travaux consistent en fabrication de ligots, triage de chiffons, ajustage de cuirs pour talons de chaussures. Elle reçoit 43 assistés par jour et a besoin d'agrandir ses ateliers. Elle demande une modeste subvention que nous nous efforcerons de lui faire obtenir.

Bordeaux. — L'organisation et la direction de l'œuvre sont

parfaites et, grâce à la générosité des administrateurs, et à la bonne réglementation du travail, les recettes couvrent les dépenses.

L'œuvre de *Bourges* nous signale la difficulté de l'écoulement des produits et nous demande notre appui. Les travaux exécutés sont : cassage de noix, fabrication de paillassons, de tresses d'osier, de margotins.

Caen. — La Société de solidarité sociale a fondé en février 1896 une œuvre d'assistance par le travail, fonctionnant seulement pendant les mois d'hiver (cassage de pierres pour macadam); l'assistance par le travail pour les femmes est en voie d'organisation.

Chartres. — A Chartres, M. André, procureur de la République, a greffé sur la Société de patronage des libérés un établissement d'assistance par le travail pour les hommes, libérés et sans travail quelconque. Très beau local, admirablement situé, très bien aménagé au point de vue des ateliers, dortoirs, etc., entouré d'un terrain clos de 2 hectares. Il peut hospitaliser 30 assistés.

Après dix jours réservés à la mise à l'épreuve, l'assisté, s'il veut rester, signe un engagement de séjour de six mois, jugé nécessaire pour la constitution d'un pécule. Il perd le droit au pécule s'il sort avant, sans être placé, ou se fait renvoyer, et son pécule va, à titre de gratification, aux autres assistés. Travail : fabrication de chaussons de laine, broiement de briques pour ciment, travaux divers. Résultats très satisfaisants.

Dans le même département l'administration a annexé un établissement d'assistance par le travail au dépôt de mendicité de Courville, le fonctionnement est sensiblement le même que celui de l'assistance par le travail de Chartres.

Limoges. — De nouveaux ateliers ont été ouverts grâce à la subvention obtenue de la commission du pari mutuel. La fréquence des grèves partielles a obligé à insérer dans les statuts que l'œuvre était réservée aux seuls ouvriers atteints par un chômage involontaire. L'œuvre développe en ce moment le travail à domicile, plus moralisateur quand il est possible.

Lyon. — Beaucoup d'assistés sont envoyés par les mairies

et les asiles de nuit à l'assistance par le travail pour les hommes ; beaucoup de femmes sont aussi envoyées par les mairies à l'assistance par le travail pour les femmes.

Marseille. — L'assistance par le travail a été reconnue comme établissement d'utilité publique, — un terrain a été acheté, un chantier dit « chantier modèle » a été construit. L'œuvre a prêté un concours actif à l'administration municipale et aux pouvoirs publics lors des grands chômages forcés de 1897. Elle demande une subvention très justifiée, que nous espérons bien voir prochainement accordée.

Melun. — Une aile a été ajoutée à la maison de travail qui peut ainsi recevoir 32 assistés et 36 au besoin. L'œuvre a organisé cette année, depuis le mois d'octobre, l'assistance aux femmes. Elles sont logées et nourries au dehors.

Nancy. — L'assistance par le travail a été fondée pendant l'hiver 95-96. Elle fonctionne pendant 5 mois, il y a dans son organisation une défectuosité fâcheuse, c'est qu'il y a à côté des assistés temporaires, pouvant rester pendant 15 jours au chantier, des assistés permanents au nombre de 15 environ ; or les œuvres d'assistance par le travail ne sont faites que pour donner un travail temporaire, un travail d'attente, il ne faut pas l'oublier.

Nîmes. — L'œuvre nîmoise d'assistance par le travail est en bonne situation, mais parfois il y a encombrement par les produits fabriqués (ligots et sarments) et on doit fermer les ateliers pendant 3 mois d'été.

Pau. — La société a ajouté l'organisation du travail de couture à domicile à ses travaux antérieurs (sandales, parapluies, travaux de voirie). L'œuvre est en progrès. De concert avec les autres œuvres, elle publie un journal, le *Bulletin mensuel de l'union d'assistance*.

Perpignan. — L'assistance par le travail a acquis un immeuble au prix de 15 000 francs, sur lesquels 5 000 francs seulement sont payés. Il a été inauguré le 1^{er} décembre. En dehors de la dette contractée, la situation est bonne, le travail est abondant et le concours de la population assuré.

Toulouse. — L'assistance par le travail est, pour les hommes,

réservée aux libérés, dans l'atelier organisé par la Société de patronage. Nous espérons qu'elle sera ultérieurement étendue aux sans travail en général. Pour les femmes, l'hospitalité du travail, fondée et dirigée par le père Guillermin sur le modèle de l'hospitalité du travail de Paris, fonctionne très bien.

Tours. — N'a encore, comme Toulouse, qu'un atelier d'assistance par le travail pour les libérés, mais M. Maurice, président du tribunal, qui dirige la société du patronage, va fonder une œuvre d'assistance par le travail pour les non-condamnés.

Sedan. — L'œuvre de la reconstitution de la famille, fondée par M^{me} Félicie Hervieu, a inauguré il y a plusieurs années les jardins ouvriers, donnant pour un an d'abord et pour plusieurs années ensuite, du terrain, des graines, des engrais à des familles d'ouvriers. Les résultats obtenus par ce mode d'assistance aux travailleurs, par le travail de la terre, ont donné d'excellents résultats ; aussi des jardins ouvriers ont-ils été créés depuis à Arras, Besançon, Boulogne-sur-Mer, Hazebruck, Mende, Montreuil-sur-Mer, Nantes, Orléans, Reims, Saint-Étienne, Soissons, Valenciennes, à peu près partout avec l'appui du clergé, qui a justement considéré qu'il y avait là un excellent moyen d'éviter à l'ouvrier un séjour prolongé au cabaret et des promiscuités dangereuses, en même temps qu'un moyen d'améliorer les conditions d'existence de la famille ouvrière.

VARIÉTÉS

Visite du ministre de l'Intérieur à l'atelier de l'Union d'assistance du XVI^e arrondissement.

Le 24 janvier, M. le ministre de l'Intérieur s'est rendu à l'atelier d'assistance établi il y a dix-huit mois avenue de Versailles n° 7, auprès du pont de Grenelle, par l'Union d'assistance du XVI^e arrondissement, sur un terrain que la ville de Paris lui a loué pour dix-huit ans. L'année dernière le ministre avait accordé à l'œuvre une somme de 2 000 francs en vue de la création d'une cantine pour les travailleurs de l'atelier, et il profitait de la récente inauguration de cette cantine pour visiter l'atelier lui-même, se rendre compte de son fonctionnement et des services qu'il rendait.

Il a été reçu à son arrivée par M. Casimir Perier, président de la Société, le Conseil d'administration, et quelques amis de l'œuvre. L'atelier contenait une soixantaine d'ouvriers, occupés à la confection des ligots résinés, comprenant le sciage du bois au moyen d'une scie rotative actionnée par une roue que quatre hommes mettent en mouvement, le fendage, le ligo-tage, le résinage, enfin l'assemblage en paquet de cinq ligots. Le ministre a passé en revue ces différentes opérations, interrogé un certain nombre de travailleurs, visité l'atelier des femmes où l'on confectionne des sacs pour marchands de comestibles, le logement du chef de l'atelier et de sa femme qui y est attenant, et la cuisine où se préparait le repas.

Onze heures. L'heure du dîner ayant sonné, la cloche a donné le signal de la cessation du travail, et les ouvriers se sont présentés au guichet de la cuisine, où ils ont reçu un bol de soupe, un plat de ragout, une demi-livre de pain et un quart de litre de vin. Ils se sont rendus aux tables préparées dans l'atelier même. Le ministre les y a rejoints, leur a demandé ce qu'ils pensaient de la cuisine, a goûté la soupe qu'il a trouvée excellente et a fait la réflexion qu'il eût été bien heureux d'en avoir de semblable au collège.

La soupe est donnée gratuitement. Elle revient à cinq centimes par portion, et la dépense est couverte par des dons des associés, qui s'inscrivent pour une semaine, un mois; dès le début, l'un d'eux a pris la soupe à sa charge pendant trois mois. Le reste du repas est payé par les travailleurs eux-mêmes sur leurs salaires, à raison de 10 centimes par portion et de 15 centimes pour le quart de vin. Leur repas complet et très substantiel

puisqu'il s'y ajoute un litre de soupe environ, leur revient à 35 centimes. Quelques-uns ne prennent pas de vin, en tout cas on n'en donne pas plus d'un quart de litre; d'autres apportent leur pain.

Il arrive parfois que le repas tout entier est donné gratuitement par un associé ou un visiteur charitable. C'est ce qui est arrivé le jour de la visite du ministre.

Pendant que le dîner se poursuivait, M. Casimir Perier a ramené le ministre dans l'atelier des femmes pour lui présenter ses collaborateurs et lui donner quelques renseignements sur l'atelier qu'il venait de visiter et sur l'œuvre elle-même.

L'établissement complet de l'atelier a coûté 40 000 francs, dont 33 000 pour les constructions, 4 000 francs pour l'outillage qui est très perfectionné, et 3 000 francs pour le fourneau et la cantine. La dépense a été couverte par une subvention de 30 000 francs du pari mutuel, une allocation de 2 000 francs du ministre de l'Intérieur pour la cantine, et le surplus par une souscription ouverte parmi les associés.

Les ouvriers sans travail sont admis à l'atelier soit sur la présentation de bons de travail, soit directement, et ces derniers sont souvent les plus dignes d'intérêt, mais ils ne gagnent qu'une partie du salaire de 25 centimes environ par heure, soit 2 francs par journée de huit heures qui leur est donné, le surplus reste à la charge de l'œuvre, ou plutôt d'un fonds de travail alimenté par des donations spéciales. Ce fonds est employé, soit à faire travailler les ouvriers qui se présentent sans bons, soit à conserver les porteurs de bons le temps nécessaire pour leur permettre de trouver de l'ouvrage. Le développement du fonds de travail qui constitue l'élément vital de l'atelier est en ce moment à l'étude.

Pendant les dix derniers mois, du 1^{er} mars au 31 décembre, il a été reçu à l'atelier 3 700 bons de travail, et le travail fait représente 4 621 journées de huit heures, dont 2 708, c'est-à-dire plus de la moitié à la charge du fonds de travail.

Le nombre des travailleurs a été de 801, dont 143 femmes.

Il a été payé 8 650 francs de salaires dont 6 100 francs à des assistés appartenant au XVI^e arrondissement.

L'atelier n'est que l'une des branches de l'œuvre qui comprend en outre une agence et un ouvroir.

L'agence est un bureau de renseignements au service des associés, de renseignements sur les indigents et de renseignements sur les ouvriers auxquels on peut recourir pour leur venir en aide. C'est, en outre, pour les indigents un *secrétariat du peuple*, s'occupant de leurs affaires. C'est enfin à l'agence que se tient et se centralise la comptabilité assez compliquée des trois branches de l'œuvre.

Elle fonctionne à la mairie même dans une petite pièce que le maire a bien voulu mettre à la disposition de l'Union d'assistance.

L'ouvroir donne du travail de couture à domicile aux mères de famille indigentes, un comité de dames en assure le fonctionnement, en dirigeant les confections et en procurant l'écoulement des produits. L'œuvre est laborieuse, ingrate, et il ne faut rien moins que le dévouement à toute épreuve de ces dames pour la mener à bien.

A l'ouvroir, comme à l'atelier, le secours matériel, le travail procuré ne représente qu'une part, et non la plus importante du bien qui se fait, c'est un terrain sur lequel se rencontrent les deux éléments de l'œuvre, ceux qui sont tombés dans le malheur et ceux qui leur tendent la main. En même temps que l'ouvrage, les premiers reçoivent le secours moral, le secours du cœur qui les reconforte. L'ouvroir et l'atelier seraient peu de chose s'ils étaient surtout le terrain où s'exerce la charité active.

M. Casimir Perier a terminé l'exposé de l'œuvre en appelant l'attention du ministre sur les relations très étroites qui se sont établies entre l'Union d'assistance et le Bureau de bienfaisance. Grâce à de persévérants efforts et après beaucoup de tâtonnements, on est arrivé à une application très satisfaisante de cette entente.

Le Bureau de bienfaisance a substitué les secours en travail aux secours en argent pour les nécessiteux, hommes et femmes, en état de travailler, et le travail est exécuté à l'ouvroir ou à l'atelier de l'Union. Deux chiffres feront saisir les résultats de cette entente : le Bureau de bienfaisance a donné dans ces derniers mois 351 bons de travail, représentant ensemble une somme de 3 360 francs. Le tiers de ces bons n'a pas été présenté, les bénéficiaires ayant préféré renoncer au secours plutôt que de le gagner par leur travail.

Le ministre a vivement félicité M. Casimir Perier et ses collaborateurs de l'œuvre qu'ils ont accomplie. Précédemment déjà il avait assisté à des réunions de sociétés d'assistance par le travail, mais il n'avait pas encore visité d'ateliers, ni saisi ce mode d'assistance en pleine activité, et il a été très frappé des services qu'elle peut rendre lorsqu'elle est bien organisée et dirigée. Les entretiens avec un certain nombre de travailleurs l'ont tout à fait édifié à cet égard. Un point a particulièrement appelé son attention ; c'est, pour beaucoup, le manque de vêtements convenables qui les empêche de se présenter chez des patrons. Il serait à désirer que l'on pût constituer un vestiaire au moyen de dons en nature ou de dons en argent avec cette destination spéciale. Le ministre recommande cette idée qui lui paraît devoir compléter très utilement le fonctionnement de l'atelier.

Mais ce qui l'a surtout frappé dans tout ce qu'il vient de voir, c'est cette entente entre l'œuvre privée et le Bureau de bienfaisance, pour utiliser au profit des secours publics cette forme si délicate à manier de l'assistance par le travail. Il adresse ses félicitations à M. Laffitte, adjoint du XVI^e arrondissement, délégué à la présidence du Bureau de bienfaisance dont les efforts ont beaucoup contribué à la réalisation de cette idée, et la remis la croix de la Légion d'honneur à M. Baillard, membre du Conseil d'administration de l'Union d'assistance, qui, depuis des années, s'est consacré à cette œuvre et n'a cessé d'inspirer et de défendre toutes les idées dont l'application a abouti aux résultats qu'il a aujourd'hui sous les yeux.

En se retirant, le ministre a traversé le grand atelier où les travailleurs s'étaient réunis pour le saluer. Il s'est arrêté au milieu d'eux et les a exhortés à ne pas s'abandonner dans leur détresse momentanée et à reprendre courage en voyant que des âmes généreuses s'occupent d'eux, leur offrent ce travail qui les sauve de la mendicité. Ils doivent reconnaître le service qui leur est rendu en s'aidant eux-mêmes, en s'efforçant

de retrouver le plus vite possible le travail régulier qui leur permettra de céder la place à d'autres. C'est un abri temporaire qui leur est ouvert ici ; ils contribueront à en multiplier les bienfaits en n'y séjournant que le temps indispensable et retrouver un travail normal. M. Casimir Perier a vivement remercié le ministre de sa visite qui est pour lui et ses collaborateurs un précieux encouragement à continuer l'œuvre entreprise ; il l'a remercié aussi des sages et réconfortantes paroles qu'il a adressées aux assistés, et dont ils ont bien compris l'enseignement et la pensée bienfaisantes.

J. DE CRISENOY.

Le Logement insalubre

PAR LE PROFESSEUR BROUARDEL (1)

Messieurs, il y a un peu plus d'un siècle, en 1773, un membre de l'Académie des sciences, Leroy, avait choisi comme sujet de lecture, pour la rentrée publique de la Saint-Martin, une étude sur les hôpitaux, suivie d'un projet de construction d'un nouvel Hôtel-Dieu. Le ministre, auquel le manuscrit dut être communiqué, engagea l'auteur à ne pas faire cette lecture « de peur qu'elle ne donnât l'alarme ».

Le silence imposé à Leroy ne remédia pas au mal, il retarda peut-être les réformes, et les plaintes s'élevèrent de plus en plus vives. Dans sa correspondance, Voltaire écrivait à M. Paulet : « Vous avez dans Paris un Hôtel-Dieu où règne une contagion éternelle, où les malades entassés les uns sur les autres se donnent réciproquement la peste et la mort. » Il ajoutait : « Personne ne songe à y remédier. »

Sur ce dernier point, Voltaire se trompait. Saisie en 1777, par Leroy, du mémoire qu'il n'avait pu lire quatre ans auparavant, puis en 1785 d'un projet de translation de l'Hôtel-Dieu dressé par un architecte appelé Poyet, l'Académie fut profondément émue par le tableau des misères qu'on exposait devant elle ; elle nomma une Commission composée de Lassone, Daubenton, Tenon, Bailly, Lavoisier, Delaplace, Coulomb, Darcet, et Tillet. Elle lui donna la mission d'étudier d'une façon générale l'hygiène hospitalière.

Bailly, eu 1786, résuma dans un brillant rapport les études de ses collègues Tenon et Lavoisier.

Nous avons le droit de noter que dans cet effort vers le bien l'Académie des sciences a montré ses sentiments de profonde pitié pour les malheureux ; elle a fait plus : elle a su préciser ce que l'on pouvait et l'on devait faire. C'est de ses indications que sont nées les réformes accomplies depuis lors.

(1) Cette étude sur le logement insalubre a été lue par M. le professeur Brouardel, doyen de la Faculté de médecine et président du Comité consultatif d'hygiène publique de France, dans la séance publique annuelle de l'Académie des sciences du 10 janvier 1898.

Je ne veux pas analyser les mémoires de Bailly, de Tenon, et exposer devant vous les vices d'une organisation hospitalière véritablement épouvantable. Qu'il nous suffise de suivre les commissaires de l'Académie dans les salles de l'Hôtel-Dieu : leur aspect nous éclairera sur ce qui constituait alors un hôpital.

Il y avait deux sortes de lits : les grands et les petits. Les premiers étaient les plus nombreux, chacun d'eux était occupé par plusieurs malades, quatre et parfois six, tellement serrés les uns contre les autres qu'ils n'avaient pas la possibilité de se mouvoir dans le petit espace qui leur était réservé.

Quand l'affluence des malades était trop grande on couvrait le lit d'une sorte de soupente dans laquelle on entassait cinq ou six nouveaux malheureux.

« Dans ces lits, où on couche quatre et six, dit le rapporteur, la chaleur morbifique particulière à chaque malade est dénaturée et convertie en une chaleur commune. » Plus loin, il ajoute : « Les contagieux, à commencer par les variolés, sont confondus dans les mêmes salles, dans les mêmes lits, avec des personnes dont les maladies ne sont pas contagieuses. »

Ces horreurs datent d'un siècle ! Je ne crois pas que dans la *Divine Comédie* la puissante imagination du Dante ait jamais invoqué de supplice aussi horrible que celui que la pitié ainsi mise en pratique infligeait à ces malheureux.

L'Académie les prit sous sa protection. Les événements qui se succédèrent pendant les dernières années du XVIII^e siècle, la suppression temporaire de l'Académie, interrompirent son œuvre, mais sa voix avait été assez puissante pour être entendue de toute la France et du monde entier.

Aujourd'hui encore, lorsqu'il s'agit de construire un hôpital nouveau, d'apporter une amélioration même de détail dans les aménagements intérieurs, les médecins, quelle que soit leur nationalité, invoquent les mémoires et les plans qui furent alors soumis à l'Académie.

L'impulsion qu'elle avait donnée à la fin du dernier siècle s'est donc prolongée jusqu'à nos jours.

Je ne puis faire en ce moment une comparaison entre l'Hôtel-Dieu de 1787 et les hôpitaux actuels ; quelques mots suffiront pour caractériser un des progrès accomplis ; il est, suivant moi, le plus important. Dans les anciens établissements hospitaliers, tout était confondu : les malades et les maladies. Aujourd'hui chacune des affections contagieuses est ou sera prochainement isolée dans un quartier spécial. Ce n'est pas sans lutte qu'une telle séparation a été obtenue et nous n'avons réussi que depuis quelques années à isoler les uns des autres, dans les hôpitaux d'enfants, ceux qui sont atteints de diphtérie, de scarlatine, de rougeole ; dans les salles de chirurgie, à distinguer les blessés en deux catégories. Enfin, depuis un an, nous avons créé des quartiers ou des hôpitaux spéciaux pour les malheureux tuberculeux.

Un exemple permet de juger l'importance de cette réforme et les difficultés de son application.

En 1856, le professeur Tarnier était interne à la Maternité de Paris ; la mort enlevait une femme sur 17 accouchées. Mû par un sentiment de pro-

fonde pitié pour ses malades, guidé par une sagacité exceptionnelle, une persévérance qui n'a connu aucune défaillance, Tarnier parvint à établir que le germe de la fièvre puerpérale se transmet d'une femme malade à ses voisines; il lui fallut dix ans pour faire pénétrer sa conviction dans l'esprit de ses confrères, il lui fallut dix autres années pour obtenir la construction d'un pavillon dans lequel les accouchées fussent absolument isolées entre elles. On perdait une femme sur 17, il n'en succomba plus qu'une sur 100.

Qu'avait fait Tarnier? Il avait appliqué le principe que l'Académie avait formulé il y a un siècle: il avait isolé les malades dangereux les uns pour les autres.

Depuis lors votre Compagnie a entendu exposer devant elle les immortelles découvertes de Pasteur. Elle sait que, dans des conditions déterminées, les méthodes antiseptiques préservent les malades de tout contagio.

Ce serait une erreur de croire qu'elles fussent dans toutes les circonstances. Dans un grand nombre de cas, le principe de l'isolement peut encore seul être appliqué. L'expérience faite dans les hôpitaux nous a montré sa valeur, les découvertes de Pasteur nous ont appris qu'il n'y a pas de maladie contagieuse naissant par génération spontanée.

Dès 1860, Trousseau disait: « Je professe que les maladies contagieuses se sèment de graines, par conséquent se transmettent par des graines. »

Ce principe a triomphé dans l'organisation des hôpitaux actuels. Son application est encore bien incomplète, mais il n'est plus contesté.

Devons-nous nous arrêter? Pouvons-nous, quittant le malade reçu à l'hôpital, ne pas nous demander où il a contracté sa maladie, dans quelles conditions elle est survenue, et ne devons-nous pas rechercher si celles-ci ne peuvent pas être modifiées?

C'est sur ces candidats à l'hôpital que je voudrais appeler votre pitié. Je demande à l'Académie de prendre leur cause en main, de faire pour eux ce qu'elle a fait, il y a un siècle, pour les malades de l'Hôtel-Dieu.

Il est établi qu'à l'hôpital les maladies contagieuses se propagent de lit à lit. Ce qui est vrai dans les hôpitaux l'est également en ville. C'est dans les logements étroits, encombrés, que ces affections se cultivent. Le nombre des contacts se multiplie en raison de l'étroit espace accordé à chaque habitant. C'est dans ces logements insalubres que se constituent des foyers, c'est de là qu'ils rayonnent, frappant dans le voisinage et parfois à de longues distances, établissant une solidarité funeste entre tous les citoyens d'une ville et même d'une nation. Cela est incontestable pour les maladies dites épidémiques, les fièvres éruptives, par exemple; cela est vrai également pour d'autres maladies que l'on tient pour moins suspectes. Je voudrais concentrer votre attention surtout sur l'une d'elles, la phthisie.

Voyons comment elle se propage. Quand plusieurs personnes occupent une chambre unique, souvent peu spacieuse, si l'une d'elles devient tuberculeuse, est-il possible de préserver les autres?

Combien de fois les médecins n'ont-ils pas eu devant les yeux le triste tableau suivant: un ouvrier vit assez à l'aise dans une ou deux chambres

avec sa femme et ses enfants. Il est pris de tuberculose. Sa femme le soigne avec un dévouement qui, je le dis avec fierté, est une règle dans tous les milieux de notre société. Elle lutte pour subvenir aux besoins de sa famille; les ressources s'épuisent, la maladie du mari s'aggrave, la misère s'abat avec ses privations sur la mère et les enfants. Cette dernière tombe malade, contagionnée par son mari; tous deux prennent le chemin de l'hôpital. Les enfants sont recueillis par l'Assistance publique, mais celle-ci les reçoit inoculés eux-mêmes par le germe de la maladie, voués à la mort ou aux infirmités.

Ce n'est pas là un fait exceptionnel, pris au hasard; c'est le spectacle auquel, impuissants, les médecins assistent chaque jour.

C'est ainsi que se propage, se multiplie de plus en plus la tuberculose, qu'elle enlève les parents par phthisie et les enfants par la méningite, la tuberculose osseuse ou intestinale.

De ces foyers primitifs la phthisie irradie dans la ville, en fait un centre redoutable pour le reste du pays, et comme grâce aux facilités de la circulation, les malades vont chercher à la campagne, dans des zones privilégiées, une guérison ou une amélioration, ils disséminent dans toute l'étendue du territoire les germes de leur maladie.

Chaque année, la tuberculose tue en France plus de cent cinquante mille personnes. Elle peut revendiquer le cinquième ou le sixième de la mortalité totale. Elle frappe surtout les jeunes, ceux qui n'ont pas dépassé vingt-cinq ans; les uns n'ont pas encore constitué une famille, les autres, plus malheureux, en ont une; ils laissent leur femme trop souvent contaminée, des enfants qui tombent à la charge de l'Assistance publique, grèvent les finances de la commune et font plus tard, s'ils survivent, des hommes peu vigoureux.

L'accoutumance est un terrible modérateur, elle émousse l'impression, et nous assistons impassibles à ce désastre continu, se répétant chaque année. Nous ne semblons pas avoir conscience de sa gravité. Prenons un exemple : n'éprouvons-nous pas un sentiment d'indignation, de révolte, quand un accident déplorable, mais limité dans ses effets, une explosion, une collision sur un chemin de fer, fait, comparativement à la phthisie, un nombre restreint de victimes.

C'est l'imprévu, la crainte de l'inconnu qui nous étreint. La plus meurtrière des épidémies de choléra qui ait ravagé la France, celle de 1854-1855, a fait en deux ans 145 000 victimes, un peu moins en deux ans que le tribut annuel de la tuberculose. Qui de nous n'a présent à l'esprit l'émotion provoquée, il y a quelques mois, par la crainte de voir débarquer dans nos ports la peste qui régnait à Bombay? Cette crainte a bouleversé le commerce. Il en est de même de toutes les épidémies. Le choléra de 1884 a coûté à la seule place de Marseille plus de 80 millions.

Je voudrais éveiller en vous, pour les épidémies permanentes de tuberculose, l'horreur que vous fait éprouver la crainte des autres fléaux.

Je le veux pour deux raisons : nous ne sommes pas désarmés, nous pouvons enrayer la propagation de la tuberculose, nous n'avons pas le droit d'excuser par notre impuissance notre indifférence apparente; puis la phthisie n'est pas incurable, elle guérit même plus souvent que bien des

maladies qui n'ont pas la même réputation de gravité devant l'opinion publique.

Elle guérit si bien qu'à l'ouverture des corps, dans plus de la moitié des cas, nous trouvons les traces d'une tuberculose ancienne, définitivement enrayée, n'ayant aucun rapport avec la cause de la mort. Il en est ainsi même chez ceux que leur genre de vie, leurs habitudes ont privés des soins nécessaires. Cette certitude doit augmenter notre courage et autorise à imposer pour la préservation et le traitement des tuberculeux des mesures d'un caractère même un peu vexatoire.

Il y a trente ans, en 1865, Villemin a démontré que la tuberculose est inoculable, contagieuse ; en 1882, R. Koch a déterminé les caractères du germe tuberculeux. Nous savons comment celui-ci se propage, nous connaissons notre ennemi, ses mœurs : devons-nous renoncer à le combattre ?

Grâce aux travaux des élèves de Pasteur, de Nocard en particulier, nous sommes ou nous allons être armés pour en préserver nos étables : ne pouvons-nous pas faire pour l'espèce humaine ce que nous prescrivons pour l'espèce bovine ?

Où se fait la propagation de la tuberculose ? L'expérience de tous les siècles nous répond : Dans les grandes villes. Ceux qui ont creusé le problème d'un peu plus près ont fait remarquer que, à Paris, par exemple, la mort par tuberculose se répartit bien inégalement, qu'elle prélève une dîme deux fois plus élevée dans les quartiers pauvres, là où le logement est insalubre et encombré ; que, dans les communes ouvrières qui entourent Paris, à Saint-Ouen, par exemple, la mortalité par tuberculose est trois fois plus élevée que dans les quartiers riches de la capitale.

D'ailleurs, si les conditions qui provoquent la maladie dans les grandes villes se produisent dans des agglomérations de moindre importance, le taux de la mortalité par tuberculose s'élève et dépasse celui de la capitale. Ainsi, 40 000 habitants perdent chaque année, à Paris, 51 tuberculeux ; Laval et Fougères en perdent 60,84. Pourquoi ? Parce que là encore, du moins il en était ainsi il y a trois ou quatre ans ; les tisserands travaillent dans des caves sombres et humides.

Je pourrais multiplier les exemples, suivre Passot à Lyon et vous décrire des logements tellement noirs, tellement humides, que, suivant son expression, « ils ne conviendraient pas à des animaux », suivre le Dr Maurin à Marseille, vous montrer avec le Dr Du Mesnil ce qu'est le logement du pauvre à Paris. Partout ce sont les mêmes vices et j'ajouterais, parfois s'y ajoute une cruelle exploitation du pauvre par des êtres impitoyables. Chevalier, en 1857, a rapporté l'histoire d'un terrain de 5 hectares, loué 5 000 francs, et sous-loué par tranches à des misérables qui y avaient édifié des huttes de toute espèce. Ce terrain donnait un revenu de 22 600 francs.

Ceux qui ont lu le livre de M. Du Mesnil savent que la situation ne s'est pas modifiée.

Il ne faudrait pas croire que ces logements insalubres, encombrés, ne se rencontrent que dans les villes. Les médecins de la campagne, les Drs Munaret, Layet, Monin, nous ont éclairés sur ce point. Nous-mêmes, pendant les missions dont nous avons été chargés lors des épidémies de

choléra, de suette, de typhus, en avons observé dans toutes les régions de la France. A Tourlaville, dans la Manche, onze terrassiers couchaient dans une ancienne étable, sans fenêtre, n'ayant d'air que par la porte, les lits se touchaient et on ne pouvait les atteindre qu'en passant les uns sur les autres. Six de ces ouvriers furent atteints de choléra en deux jours.

Ce qui domine dans les vices de l'habitation du paysan, c'est l'absence d'air et de soleil. Les ouvertures sont réduites au minimum. C'est à ces habitations que peut s'appliquer le proverbe persan : « Là où le soleil et l'air n'entrent pas, le médecin entre souvent. » Nous dirions plutôt pour la campagne la maladie entre souvent, car le paysan n'appelle pas volontiers le médecin.

Il y a un siècle, c'était dans les hôpitaux que la promiscuité assurait la formation de foyers de pestilence et de mort ; aujourd'hui c'est dans les logements insalubres, encombrés que se cultive la tuberculose. Il en est d'ailleurs de même pour le choléra, le typhus, la peste.

Les médecins anglais venus à la conférence de Venise, au commencement de cette année, nous ont donné sur ce point les relations les plus démonstratives. Peu d'Européens furent atteints de la peste à Bombay parce qu'ils habitaient des maisons saines, planchées, mais, dans ces mêmes maisons les Indiens qui couchaient au rez-de-chaussée, sur la terre battue, étaient frappés en grand nombre.

Cette question des logements insalubres, la seule sur laquelle en ce moment j'appelle votre attention, n'est pas neuve en France. En 1850, un mouvement généreux provoqua l'élaboration d'une loi sur les logements insalubres. A la tête des combattants, nous trouvons les noms de plusieurs membres de l'Institut. Inspirée par un noble sentiment, cette loi fut mal conçue dans ses moyens d'action, et l'un de nos confrères actuels, M. Théophile Roussel, pouvait, dès cette époque, annoncer à la Chambre des députés qu'elle resterait stérile. La prédiction de M. Théophile Roussel se réalisa malheureusement de point en point.

Un grand nombre de nos confrères firent de louables efforts ; ils constituèrent des sociétés particulières et créèrent des maisons ouvrières salubres. Mais que peut la meilleure volonté si elle reste isolée ? Nous admirons leur ardeur, leur persévérance, qui ne s'est pas démentie depuis un demi-siècle ; elles ne sont pas restées sans résultat, mais devant l'immensité du mal, lorsque chacun est solidaire de son voisin, qu'attendre de remèdes locaux, sans coordination entre eux ?

Le Parlement est de nouveau saisi de la question. Les esprits les plus droits, les plus ouverts aux idées généreuses restent hésitants ; obligés d'établir une loi sur une base scientifique, ils se délient de leur compétence. Si l'Académie veut se saisir de la question, si elle veut se souvenir de l'œuvre accomplie il y a un siècle, du succès obtenu, je ne doute pas qu'elle ne donne à ce problème une solution aussi heureuse. Lorsqu'elle aura mis en pleine lumière les nécessités auxquelles il faut pourvoir, les dernières hésitations s'évanouiront.

Il y a quelques mois, M. Bernaert, président du Conseil des ministres de Belgique, recevait à Bruxelles les membres du Congrès des logements insalubres. Il leur disait : « Ce sera l'honneur de notre temps d'avoir com-

pris, mieux qu'aucune autre époque, qu'il y a des intérêts impérieusement collectifs, que le bien de chaque partie du corps social est nécessaire au bien des autres, que le dévouement et l'amour du prochain ne sont pas seulement des vertus mais des devoirs, et qu'il appartient à ceux qui sont arrivés au sommet de la colline d'aider les autres à y parvenir à leur tour. »

C'est cette œuvre de salut que je mets, plein de confiance, entre les mains de l'Académie des sciences.

Société des Visiteurs des Pauvres.

DISCOURS DE M. JULES LEMAITRE

L'Assemblée générale de la Société des visiteurs des pauvres dont nous avons parlé dans notre dernier numéro, a tenu le dimanche 30 janvier son assemblée générale annuelle, sous la présidence de M. Jules Lemaître, de l'Académie française.

Après la lecture d'un intéressant rapport de M. René Bazin, M. Jules Lemaître a prononcé une allocution charmante, pleine d'esprit et de bon sens; nous sommes heureux de la reproduire *in extenso*.

MESDAMES, MESSIEURS,

Vous connaissez le mot d'Augier. Une dame, venant d'entendre un prédicateur à la mode, s'écrie avec admiration : « Il a dit sur la charité des choses si nouvelles ! — A-t-il dit qu'il ne fallait pas la faire ? » demande quelqu'un. Des choses nouvelles, je crois bien que, sur ce sujet-là, on n'en trouve guère depuis l'évangile. Je ne vous en dirai donc point : je ne ferai que vous répéter à ma manière ce que j'ai lu dans le simple et éloquent rapport de M. René Bazin, et ce qui était auparavant dans vos esprits et dans vos cœurs.

Ne nous flattons point. Être charitable même au hasard et sans discernement, cela déjà veut un effort. Les pharisiens, peu estimés de Jésus, donnaient la dîme. Or c'est déjà très rare de donner le dixième de son revenu. Il y a des gens, même riches et assez bons, pour qui ce serait un véritable arrachement. Mettons cependant tout au mieux. On a, je suppose, bonne volonté. On fait assez volontiers l'aumône. On la fait sans orgueil. On la fait dans une pensée de réparation et de restitution, comme le recommandaient les Pères de l'Église, pour qui la conception romaine de la propriété — *jus utendi et abutendi* — était une damnable erreur, et aux yeux de qui certaines fortunes démesurées étaient par elles-mêmes un scandale et un péché.

Mais avec les meilleures intentions et le plus ferme propos de n'être

point égoïste ni avare, on est souvent fort embarrassé. Dans les petits groupes ruraux, même dans les petites villes, on sait où sont les pauvres et qui ils sont. A Paris il en va autrement. Un des crimes de la civilisation industrielle et scientifique, c'est en entassant les têtes par millions, d'isoler les âmes. Dans ces agglomérations des grandes villes, où les riches et les pauvres ne se connaissent point et sont plus séparés par les mœurs qu'ils ne l'étaient jadis par les institutions, où toute communication semble coupée entre ceux qui pâtissent et ceux qui seraient disposés à les secourir, et où, par surcroît, on a à se garder des professionnels de la mendicité, il y a une chose aussi difficile que l'effort de donner, c'est de savoir à qui donner; c'est d'atteindre les pauvres.

Et les atteindre n'est pas tout : on voudrait leur apporter un soulagement efficace. Il en est, parmi eux, dont la misère est telle — quelquefois hélas ! à cause de leurs vices — qu'elle ne peut être, pour ainsi dire, qu'entretenu et prolongée. Ce n'est pas que vous vous désintéressiez de ceux dont le cas paraît sans remède, ni même des misérables qui ne sont pas vertueux. Mais vous ne pouvez tout faire et vous êtes bien obligés de vous en remettre, pour empêcher ceux-là de mourir de faim, à des œuvres plus anciennes et plus riches que la vôtre. Ce que vous vous proposez, c'est justement d'enlever des recrues possible à la sombre et dolente armée du vice pauvre et de la détresse sans espoir. Vous recherchez ceux qui peuvent encore être sauvés. L'article premier de vos nouveaux statuts, fruit d'une expérience généreuse, définit ainsi votre objet : « La Société des Visiteurs a pour but de venir en aide à des familles qui, se trouvant dans l'impossibilité momentanée de subvenir à leurs besoins, sont reconnues susceptibles d'échapper, grâce à un appui temporaire, à la misère définitive. »

Quand vous avez trouvé vos pauvres, une seconde difficulté se présente : c'est d'établir entre eux et vous des rapports vraiment affectueux et qui leur semblent, à eux comme à vous, « naturels ». Il n'est pas commode d'aborder les pauvres d'un air qui soit exempt d'affectation, qui ne sente ni un effort trop grand, ni, d'autre part, le contentement de soi et le sentiment de sa supériorité. Ces gens que vous voulez aider sont souvent très différents de vous par l'éducation, par les manières, par tout le détail de la vie extérieure. Ils ne sont pas toujours agréables à voir. Il y a, chez eux, des choses qui peuvent d'abord vous choquer, et l'impression que vous en recevez risque de vous donner un air de contrainte. Par suite, il est à craindre que le premier mouvement de vos clients ne soit la défiance, et que cette défiance fasse bientôt place à l'hypocrisie.

Surtout, il faut se garder de l'affreuse « condescendance » de certains philanthropes. Il faut venir aux pauvres comme de plain-pied. Il faut les convaincre que nous les aimons tout simplement parce qu'ils sont des hommes comme nous; et je ne sais qu'un moyen de les en convaincre, c'est de les aimer en effet.

Les aimer... cela ne va pas tout seul. Pour en arriver là, les personnes pieuses trouvent une aide merveilleuse dans leur foi. Elles croient au prix inestimable et à la sainte égalité des âmes rachetées par le même Dieu. C'est en ce Dieu qu'elles les aiment, et, en travaillant pour les pauvres,

elles travaillent pour lui. Rien, j'imagine, n'égale en puissance ces mystérieuses raisons.

On peut néanmoins concevoir d'autres excitants d'une vraie charité, d'un sincère amour des hommes. C'est d'abord le sentiment de la solidarité humaine, laquelle est un fait, quoique nous ne l'apercevions pas toujours. C'est l'idée que chacun est intéressé au bien-être et à la santé morale de tous et inversement; et que si la société, dont nous ne retirons, nous autres, que bénéfices, commet des erreurs ou des oublis et fait des victimes, nous en devenons responsables, pour notre part, dès que nous nous retranchons dans notre égoïsme. C'est encore l'idée que, seul, un hasard heureux nous a préservé des nécessités qui oppriment les pauvres et qui parfois les réduisent à un abaissement moral que nous aurions peut-être subi comme eux si nous avions été à leur place, mais qui, d'autres fois, développent en eux des vertus dont nous n'aurions peut-être pas été capables. C'est aussi un sentiment de fraternité dans la souffrance, la faiblesse et l'ignorance commune à tous les hommes, riches ou pauvres. C'est enfin la préoccupation de ne point laisser décroître, par notre faute, la somme de vertus indispensable à la vie de l'humanité, et de sauver de ce trésor fragile et nécessaire tout ce qui peut encore en être sauvé; c'est le désir de rechercher s'il ne subsiste pas, chez ces êtres accablés, humiliés et ulcérés par leur triste destinée, quelques germes de noblesse et de dignité morale, de préserver ces germes et de les faire fructifier; bref, d'« élever » les malheureux par la manière dont on leur tend la main.

Ils vous accorderont peu à peu leur confiance, s'ils sentent en vous une fraternelle pensée et que vous ne vous croyez pas meilleurs qu'eux ni d'une essence supérieure. En étant très simples et très francs; en y mettant, s'il se peut, de la bonhomie; en les traitant comme des hommes; en respectant d'avance — sans vains discours, mais par votre façon d'être — la dignité que vous leur supposez, vous la ferez renaître en eux. Des conseils, des recommandations, des services plutôt que des aumônes; l'aide spirituelle, qui rend efficace le secours matériel et l'empêche d'être humiliant, voilà la vérité. Vous l'avez parfaitement compris. La forme que vous savez donner à votre charité implique que vous regardez le pauvre comme étant moralement votre égal et comme n'étant pas incapable de le devenir même socialement. Dès lors, vous pouvez causer ensemble. Tout cela, je le répète, est délicat dans la pratique, demande de la patience, de la finesse, du tact. Mais ce tact, vous l'aurez si vous avez de la bonne volonté et un bon cœur.

Vous en serez récompensés, soyez-en sûrs. L'esprit de votre société est excellent : il n'a rien d'étroit, rien d'administratif ni de formaliste. Il respecte votre liberté et vous excite même à en user; il développe en vous l'initiative, l'effort individuel, tout comme si vous étiez des Anglo-Saxons. Votre œuvre vous fait mieux connaître la vie et les hommes. En sorte que la charité, comme vous l'entendez, non seulement sauve et élève les autres, mais vous améliore vous-mêmes et vous fortifie; que c'est à vous-mêmes aussi que vous la faites, et que vous êtes les obligés de vos obligés.

Je suis étonné des propos édifiants que je vous ai tenus, et j'en

éprouve quelque pudeur, car mes paroles valent évidemment mieux que moi. Mais vous ne m'accuserez pas d'avoir voulu me faire valoir en les prononçant, puisque je vous ai prévenus que ce que j'exprimerai ici, ce seraient vos propres pensées.

JULES LEMAITRE.

Mouvement de la Population de la France en 1896 (1).

Naissances et décès. — L'année 1896 offre des résultats totalement différents de ceux des années précédentes et particulièrement de l'année 1895. En effet les chiffres de 1895 étaient loin d'être favorables au développement de la population de la France : nous avons eu à constater un excédent de 17 813 décès sur les naissances, et je disais, à cette occasion, que la situation méritait d'attirer toute l'attention des pouvoirs publics et du Parlement. Tout au contraire, en 1896, nous avons le plaisir de constater un excédent de 93 800 naissances sur les décès, et si nous additionnons les résultats des deux années, nous trouvons un boni total de 111 513 en faveur de 1896, formé à la fois de l'excédent de 1896 proprement dit et du déficit de 1895.

En 1896, si les décès ont diminué de 88 100, en tombant de 851 986 pour 1895 à 771 886 en 1896; de leur côté, les naissances, qui n'étaient que de 834 173 en 1895, sont passées en 1896 à 865 686, soit une progression de 31 413. D'où il résulte que ces naissances, qui représentaient 21,4 p. 1000 habitants en 1895 sont remontées à 22,7, tandis que les décès, qui avaient donné, en 1895, 22,4 p. 1000, ne donnent plus, en 1896, que 20,2. C'est donc, à tous égards, une amélioration réelle que nous devons relever, sans toutefois avoir la prétention de l'expliquer et surtout d'en tirer des conclusions trop générales que des faits ultérieurs se chargeraient peut-être de réduire à néant.

Comparons l'année 1896 avec celles qui l'ont précédée, et, pour que cette comparaison soit plus concluante, remontons à 1871; voyons ce que nous fournit cette période d'un quart de siècle. Pendant cette période, nous avons vu les naissances dépasser 900 000 par an, et atteindre, en 1872 et en 1876, 966 000. A partir de cette dernière année, la diminution est presque constante, et 1896 elle-même n'échappe pas à cette remarque, bien qu'elle remonte aux chiffres de 1876.

La moyenne des naissances de la période de vingt-six ans est de 907 000: nous sommes donc encore sensiblement au-dessous de cette moyenne.

Par contre, les décès sont en notable diminution sur l'ensemble de la période que nous examinons: la moyenne, en effet, était de 852 000, soit, en 1896, une diminution de 81 000 ou 9,5 sur cette moyenne.

(1) Extraits du *Rapport sur le mouvement de la population en 1896* adressé à M. le ministre du Commerce par le Directeur de l'Office du travail, publié au *Journal officiel* du 24 décembre 1897.

Or, il y a deux moyens d'accroître une population : c'est l'accroissement des naissances, d'une part, et, d'autre part, la diminution de la mortalité ; à ce dernier point de vue, l'année 1896 a donné lieu à des constatations satisfaisantes.

On a dit quelquefois que l'augmentation du nombre des mariages était suivie d'un accroissement du nombre des naissances : il ne faudrait pas faire de cette assertion un principe absolu, car précisément le nombre des mariages, en 1895, avait baissé de 3 744 unités et s'est relevé en 1896. Ce relèvement n'a pu exercer sur la natalité, en cette même année, qu'une influence peu considérable. D'autre part, les naissances naturelles ont aussi augmenté de 3 000, c'est-à-dire contribué pour 10 p. 100 à l'accroissement total des naissances.

Nous ne parlons que pour mémoire des mort-nés, au nombre de 42 054, chiffre à peu près égal à la moyenne des autres années.

Voici, du reste, le tableau comparatif des naissances et des décès pendant la dernière période décennale :

Années.	Naissances.	Décès.	Excédent	
			des naissances.	des décès.
1887..	899 333	842 797	56 536	"
1888..	882 639	837 867	44 772	"
1889..	880 579	794 933	85 646	"
1890..	838 059	876 505	"	38 446
1891..	866 377	876 882	"	10 505
1892..	855 847	875 888	"	20 041
1893..	874 672	877 526	7 146	"
1894..	855 388	815 620	39 768	"
1895..	834 173	851 986	"	17 813
1896..	865 586	771 886	93 700	"

En somme, l'année 1896 est la meilleure de la dernière période décennale, et il faudrait remonter à l'année 1883 pour trouver un semblable excédent de naissances.

Mariages et divorces. — Au sujet des mariages, nous aurons peu de chose à ajouter à la remarque faite précédemment : l'année 1896 atteint, à quelques unités près, le chiffre de 1892, soit 290 000. Ce chiffre est sensiblement le plus élevé de la période qui s'est écoulée depuis 1871, excepté pour les années 1872, 1873, 1874 et 1875, où les mariages ont, à la suite des événements de 1870-1871, atteint un niveau très élevé qui n'a pas été constaté dans le courant de ce siècle.

Quant aux divorces, ils suivent leur marche progressive. Partis de 4 277 en 1885, ils atteignent en 1896 le chiffre de 7 051, en progression de 308 sur le résultat de 1895. Du reste, au point de vue purement démographique, les divorces n'ont sur le mouvement de la population qu'une influence à peine sensible, puisqu'ils ne représentent que 0,18 p. 1000 et qu'un certain nombre de ces divorces sont suivis de nouveaux mariages. Voici, du reste, le tableau comparé des mariages et des divorces pendant la dernière période décennale :

Années.	Mariages.	Divorces.
1887.	277 060	3 636
1888.	276 848	4 708
1889.	272 934	4 786
1890.	269 332	5 457
1891.	285 458	5 752
1892.	290 319	5 772
1893.	287 294	6 184
1894.	286 662	6 419
1895.	282 218	6 743
1896.	290 171	7 051

Observations générales. — Si maintenant nous passons à l'examen des départements, nous constaterons que tous, sans exception, ont pris part à l'amélioration que l'année 1896 présente sur 1895. Tous ne présentent pas des augmentations de naissances : trois seulement font exception : ce sont la Corse, qui en compte 78, le Loiret 94 et la Haute-Savoie 24 en moins qu'en 1895. Et encore ces départements présentent-ils une amélioration sur l'année 1895.

La Corse a compté 552 décès de moins que l'année précédente, le Loiret 1 124 et la Haute-Savoie 463. Ces mêmes départements présentent aussi des excédents de naissances sur les décès : la Corse 1 999, le Loiret 793 et la Haute-Savoie 652. Le Var compte, il est vrai, 28 décès de plus qu'en 1895, mais en revanche il offre 269 naissances en plus.

Il paraît inutile d'entrer plus profondément dans le détail de chaque département. Ce sont toujours les mêmes régions qui produisent les mêmes phénomènes, soit comme naissances, soit comme décès. Ce sont également les départements industriels qui comptent le plus de naissances naturelles relativement à leur population.

Quant aux mariages, le progrès ne s'est pas exercé d'une manière aussi générale que dans les naissances. On compte en effet vingt-trois départements dans lesquels le nombre des mariages a été inférieur à celui de l'année 1895. Ceux qui se distinguent dans cette diminution sont, par ordre d'importance : la Vienne (205), la Haute-Garonne (124), Vaucluse (112), la Haute-Loire (109), le Pas-de-Calais (96), etc. Dans tous les autres, le nombre des mariages a été supérieur aux chiffres antérieurs.

En ce qui concerne plus spécialement le département de la Seine, il représente 363 mariages de plus pour 1896, 1 462 naissances en plus, soit près de 2 p. 100, et 5 057 décès en moins, soit 6,8 p. 100.

CHRONIQUE ÉTRANGÈRE

Angleterre.

L'ASSISTANCE PUBLIQUE A LONDRES EN 1897

Depuis de longues années, le journal *le Times* a l'habitude, à Noël, de publier une étude sur la situation de l'Assistance publique à Londres. L'article de décembre 1897 présentait un intérêt particulier en ce qu'il n'était pas seulement un résumé des progrès accomplis dans l'année, mais qu'il comprenait une vue d'ensemble sur l'évolution de l'Assistance depuis plus de quarante ans. Nos lecteurs nous sauront gré de mettre sous leurs yeux les principaux passages de ce long et très précieux rapport.

Les anciens « workhouses » de Londres. — Nous ne saurions mieux montrer l'importance des changements accomplis qu'en donnant tout d'abord quelques renseignements sur ce qu'était un *workhouse* de Londres sous l'ancien régime. Vers 1830, M^{me} de Morgan, relatant ses impressions personnelles sur le *workhouse* du quartier Saint Pancras, comprenant de 1 400 à 1 700 hôtes, écrivait :

« Pour arriver à l'infirmierie, le visiteur traversait une cour où se trouvaient un grand nombre d'idiotes, d'épileptiques et de folles, jeunes et vieilles, créatures inoffensives, mais navrantes à voir, surtout quelques-unes des filles, qui saisissaient le vêtement du visiteur et le suppliaient de leur donner des sucreries, ou de leur faire rendre leur liberté. On rencontrait souvent parmi elles de pauvres femmes affligées de différentes sortes de maladies ou de déformations. Les paroles inarticulées, les bruyantes querelles de ces tristes créatures qui n'avaient aucune chance de recouvrer la santé ni la liberté, faisaient de cet endroit un véritable enfer : « Quiconque y entrait laissait derrière lui l'espérance. »

Même les vieillards infirmes étaient soumis à un régime alimentaire qui leur accordait, trois ou quatre fois par semaine, du bœuf bouilli très dur ou de la viande coriace. Ils recevaient, les autres jours de la semaine, le bouillon de ce bœuf additionné de quelques pois. Dans toute la maison régnait un besoin terrible de boire.

Une implacable classification était partout appliquée. Tous les vieillards étaient mis ensemble et les vieilles femmes étaient condamnées à vivre

entre elles; de sorte que tout stimulant dans la torpeur de leur existence était accueilli avec joie. La fièvre était en permanence dans le dortoir des femmes en couches, où les lits étaient très serrés, tandis que les enfants hospitalisés avaient une apparence mélancolique, tous, sans exception, étant atteints d'ophtalmie. « Ils l'attrapent dès qu'ils entrent ici », expliqua-t-on à M^{me} de Morgan. Le fait semblait être considéré comme un incident ordinaire de la vie des *workhouses*.

Le dortoir des garçons ne contenait d'autre mobilier que 40 petits lits, rangés d'un côté de la pièce. Il y avait de l'autre côté un ruisseau à découvert qui se déversait dans un conduit communiquant, à l'extérieur, avec un gros tuyau; de telle sorte que les gaz qui montaient de l'égout rendaient l'atmosphère de la pièce intolérable. Le quartier des aliénés était encombré et ils étaient si mal soignés que l'on s'aperçut, une fois, que les draps et les couvertures de leurs lits n'avaient pas été changés pendant seize semaines. Si bien que lorsque enfin on les enleva, on pensa qu'il valait mieux en faire un brasier dans la cour. Il existait aussi deux ateliers dans la maison. Dans l'un on se livrait aux travaux à l'aiguille; dans l'autre, les garçons apprenaient le métier de charpentier. Mais il y a un fait bien horrible et très significatif, c'est que M^{me} de Morgan trouva les ouvrières occupées à coudre des linceuls, tandis que les garçons aidaient le charpentier à clouer des cercueils. Les femmes avaient travaillé aux linceuls toute la semaine, et il y avait une telle demande de cercueils que le charpentier n'avait pas le temps d'enseigner à ses élèves à faire autre chose.

Et rien ne nous indique que la vieille maison de refuge de Saint Pancras fût plus mal tenue qu'aucun autre *workhouse* de l'époque.

Le commencement des réformes. — La période des réformes sérieuses, en ce qui concerne l'organisation des *workhouses*, semble dater surtout du jour de l'intervention de l'élément féminin, représenté par le petit groupe de dames visiteuses à la tête desquelles était M^{me} de Morgan. C'était peu de chose encore, mais c'était la négation de la vieille théorie qui voulait que les affaires du *workhouse*, malgré la grande proportion de femmes et d'enfants qui l'habitaient, malgré ses mille et un détails domestiques, fussent exclusivement gérées par des hommes. Le comité des dames visiteuses de M^{me} de Morgan est probablement le premier qui ait été approuvé par un Conseil d'Administration de la taxe des pauvres. Il fut suivi, en 1857, d'une œuvre connue sous le nom de Société des visiteuses des *workhouses*. Cette société était due à l'initiative de M^{lle} Louisa Twining qui, par sa plume et autrement, avait déjà tant fait pour appeler l'attention publique sur l'organisation des *workhouses* de Londres.

Les soins aux malades. — Parmi les différentes réformes qui ont été effectuées, les plus frappantes sont peut-être celles qui concernent le traitement des pauvres malades et décidèrent de l'établissement des infirmeries et de l'amélioration du service des soins.

Comme nous l'avons indiqué plus haut, sous l'ancien système, les pauvres malades étaient installés dans un quartier qui faisait partie du *workhouse*. Ils y étaient soignés par des hospitalisés comme eux qui recevaient, en récompense de leurs services supposés, quelques rations de nourriture ou d'alcool.

Le première chose à faire était de séparer complètement le quartier des malades de celui des hospitalisés. En 1867, une loi dans ce sens fut promulguée. C'était un énorme progrès. Aujourd'hui, des infirmeries, installées avec tous les perfectionnements désirables, reçoivent les malades. L'organisation y est aussi parfaite que dans l'hôpital le mieux dirigé.

Garde-malades des pauvres. — La question des garde-malades des pauvres a longtemps préoccupé les âmes charitables en Angleterre. En 1879, un petit comité de dames, parmi lesquelles nous retrouvons le nom de M^{lle} Louisa Twining, qui s'est associée à tous les récents progrès de l'assistance en Angleterre, fonde une Association de « garde-malades des *workhouses* ». Le but était de faire placer à la tête de toutes les infirmeries des personnes expérimentées et de fournir des gardes aux infirmeries de Londres et de la province.

Après dix-huit ans d'efforts et de luttes, la Société a été dissoute, le 1^{er} décembre dernier. La plus grande difficulté qu'elle ait rencontrée est le recrutement de ses élèves. La plupart des postulantes devaient être écartées à première vue. Celles qui continuaient jusqu'au bout le cours de leurs études étaient extrêmement rares. Ces femmes aimaient mieux entrer dans les hôpitaux ou soigner des particuliers que de donner leurs soins aux indigents sous les ordres d'une directrice qui, souvent, manquait de compétence.

Traitement des maladies contagieuses. — Les réformes de 1867 comprenaient la création d'un Comité des Asiles métropolitains qui devait pourvoir à l'installation d'établissements spéciaux pour les maladies contagieuses et particulièrement la petite vérole qui est une des plaies de Londres. Deux hôpitaux furent installés, où l'on pouvait soulager en tout 600 malades. Mais, par suite de la mauvaise volonté ou de l'incurie des autorités du service hygiénique de la ville, les asiles métropolitains furent amenés à admettre les malades non indigents et l'encombrement devint tel que de nouvelles constructions bientôt s'imposèrent. Pour faire face aux exigences nouvelles, le Comité des Asiles possède actuellement neuf hôpitaux séparés pour recevoir les malades dans la période aiguë et deux pour les convalescents. Ces établissements réunis peuvent hospitaliser 5 497 malades. Le Comité se voit forcé de faire bâtir à Lower Tooting un hôpital qui contiendra encore 500 malades. Un autre est projeté à Carshalton pour les convalescents de la fièvre scarlatine et de la diphtérie. Il recevra environ 700 malades. Si l'on considère que, pendant le cours de l'année 1897, on a reçu notification de 23 500 cas de fièvre scarlatine, 13 000 cas de diphtérie et 3 200 cas de fièvre entérique, ce qui fait un total de 39 700 cas, on comprendra l'importance de la tâche confiée au Comité.

Les « enfants de l'État ». — Les enfants indigents furent longtemps laissés, dans les *workhouses*, au quartier des femmes, négligence qui ne manquait pas de donner les plus mauvais résultats.

Plusieurs unions (groupements de plusieurs paroisses pour l'entretien des pauvres) créèrent des écoles des pauvres vers 1834. Mais ces écoles étaient ruineuses pour celles des unions qui comportaient seulement un petit nombre d'enfants et le recrutement des maîtres était difficile. En 1844, un acte du Parlement autorisa les unions à se grouper pour fonder

des écoles de district où les enfants de plusieurs unions seraient rassemblés et élevés dans un établissement commun. En 1861, la Commission d'éducation, frappée des services rendus par ces écoles de district, demanda que leur création devint partout obligatoire. Cette idée prévalut si bien qu'en 1867 un acte de l'Assistance publique de Londres décréta que les enfants seraient retirés des *workhouses* et placés dans des établissements séparés.

Peu à peu les écoles de district devinrent une institution aussi répandue dans la capitale qu'ailleurs et en même temps leurs avantages commencèrent à être contestés. L'idée première était que les écoles seraient installées pour 300 ou 500 enfants. Mais elles prirent le caractère de véritables casernes où l'on réunissait, dans certains cas, jusqu'à 1 000 ou 1 500 enfants et davantage. On fit remarquer, entre autres, que dans ces établissements, les enfants perdaient toute individualité et n'avaient aucune chance de ressentir cette sympathie qui est indispensable au développement normal de tout être jeune. En dehors du tort causé à l'éducation intellectuelle et morale des indigents, on s'aperçut que la réunion d'un aussi grand nombre d'enfants, tirés des bas quartiers les plus misérables de la ville, avait de sérieux inconvénients au point de vue hygiénique et propageait plus particulièrement les maladies des yeux.

Le placement. — Ce sont des considérations de ce genre qui ont suggéré le système du placement dans les familles pour remplacer la caserne-école. Le Conseil (*Poor Law Board*) se livra à une enquête minutieuse sur la question et, après avoir été tout d'abord énergiquement opposé au système, il émit en 1870 un décret qui indiquait aux bureaux de bienfaisance la supériorité du placement en famille sur les écoles de district, les écoles indépendantes et les écoles de *workhouse*. Le nouveau système donna des résultats si satisfaisants que, pendant l'année suivante, il ne se forma pas moins de 30 comités de placement. Il y en a maintenant 243, en Angleterre et dans le pays de Galles, 35 de plus qu'en 1896. Cependant le nombre des enfants placés ne représente qu'une faible partie du nombre des enfants assistés. Dans la capitale, par exemple, sur 17 807 enfants entretenus par l'impôt il n'y en a que 1 000 qui soient placés dans des familles.

Malgré l'excellence reconnue de ce système, plusieurs objections ont été soulevées, inspirées surtout par la difficulté de trouver un assez grand nombre de personnes recommandables désirant prendre chez elles les enfants. Au lieu du placement, deux unions de Londres ont adopté le système connu sous le nom de *cottage homes*, qui consiste à organiser un groupe d'asiles séparés contenant chacun 40 garçons ou de 30 à 40 filles. Une autre union, celle de Saint-Giles, Camberwell, préconise un système d'asiles éloignés les uns des autres. D'après cette conception nouvelle, les membres du bureau de l'assistance louent des maisons particulières dans différentes parties de la ville et n'y logent pas plus de 16 enfants confiés à la garde d'une famille. Les enfants vont à l'école du quartier et vivent de l'existence d'enfants ordinaires.

Un dernier système vient d'être proposé par l'*Association protectrice des Enfants Assistés* fondée en janvier 1897. Il tend non seulement à obtenir la dissolution des grandes agglomérations, afin que les enfants soient éle-

vés, autant que possible, dans des familles ou de petits groupes, mais il tend encore à éviter aux enfants tout rapport avec le *workhouse* et avec les fonctionnaires qui ont affaire aux indigents. On laisse entendre que ce projet entraînerait l'établissement d'autres asiles que les *workhouses*, d'autres fonctionnaires que ceux du *Poor Law* et aussi un département et un comité de l'État en dehors du contrôle direct du *Local Government Board*. De toutes les réformes proposées sur la question des enfants assistés ce dernier projet est certainement le plus vaste.

Des différentes expériences tentées par l'Administration il résulte que les grandes agglomérations d'enfants semblent à jamais condamnées en faveur de l'éducation dans les familles et des groupements partiels.

Patronage des Filles Assistées. — Il fut un temps où la situation des filles assistées était déplorable. Ne connaissant que fort peu ou pas du tout les plus simples devoirs de la ménagère, elles s'en allaient en quête d'une place de domestique pour laquelle elles n'étaient aucunement qualifiées. Sans personne au monde pour les conseiller et les soutenir elles erraient d'une place à l'autre et finissaient presque invariablement dans la rue. En théorie, les filles assistées qui entraient dans une place étaient surveillées par le commissaire des pauvres. Mais, après s'être assuré que leur première place était convenable, ce fonctionnaire perdait de vue la fille quand elle s'en allait ailleurs... En 1875, sur les instances de M^{me} Nassau, la première inspectrice de l'Assistance, fut fondée l'*Association métropolitaine de patronage des jeunes servantes*. Tous les ans, environ 300 filles de quatorze à quinze ans quittent les écoles des pauvres pour entrer en condition. Aujourd'hui chacune de ces filles, grâce à une entente entre l'Association et le Bureau de bienfaisance, est dotée d'une dame protectrice qui ira la voir dans sa place, s'intéressera à son sort, l'aidera par différents moyens lorsque son appui sera nécessaire et la recommandera à une autre dame protectrice lorsque la jeune servante changera de quartier. Et ce n'est pas tout. L'Association, au besoin, enseigne aux jeunes filles leur service, leur fournit un logement convenable quand elles sont sans place, leur procure des vêtements s'il est nécessaire et les soigne en cas de maladie. Cette sollicitude est accordée aux jeunes filles jusqu'à vingt ans. A cet âge elles ne sont plus officiellement reconnues par l'Association. Mais il arrive souvent que bien avant cette époque les relations entre la visiteuse et sa protégée sont devenues une amitié qui sera conservée à cette dernière pendant toute sa vie. Il y a actuellement 21 maisons de refuge appartenant à l'Association et le nombre de jeunes servantes pourvues de dames protectrices est d'environ 8000. Plus de 1000 dames s'occupent de la protection des jeunes servantes. Le sauvetage moral opéré par l'Association est dans une proportion de 80 à 90 p. 100.

Les femmes dans les Commissions d'assistance. — Nous avons vu que dès 1854 il s'était formé une société de dames visiteuses des *workhouses*. Les résultats furent constatés excellents dans tous les établissements visités. De plus, la lumière fut faite sur la question de l'organisation des *workhouses* en général et du traitement des femmes et des enfants en particulier. Mais, bien que les sociétés de dames visiteuses fussent d'une utilité indéniable, leur pouvoir était limité aux recommandations, aux membres du bureau et

à telle action qui leur était permise par ces fonctionnaires. On pensa enfin qu'il était désirable que les femmes eussent une voix dans la direction d'institutions qui intéressaient aussi vivement leur sexe. C'est en 1875 que M^{lle} Martha Merrington fut élue membre du bureau de Kensington. D'autres dames suivirent son exemple. Il y a actuellement 921 dames pourvues du même titre. 95 d'entre elles font partie des bureaux de Londres.

Les indigents non assistés. — Dans une étude sur la situation des pauvres officiellement assistés, pendant une période aussi longue que le règne de la reine Victoria, il ne faut naturellement pas perdre de vue les différentes influences, les différents agents qui ont concouru à écarter de l'Assistance publique des gens qui, autrefois, eussent reçu des secours au moment de leurs infortunes. Les sociétés amicales et les sociétés ouvrières ont certainement eu une très grande influence dans ce sens. La large expansion des hôpitaux a éloigné des infirmeries des unions des milliers d'indigents qui s'y fussent autrement réfugiés.

Des institutions telles que la *Charity Organization Society*, la *Salvation Army* et les innombrables associations philanthropiques de toute sorte ont fait beaucoup pour soulager les misères qui, autrefois, étaient secourues exclusivement par l'Assistance publique (*Poor Law*). A Londres en particulier, nous devons nous rappeler que pendant près de quarante ans la société juive a secouru elle-même ses pauvres. Quiconque sait combien la misère juive est étendue et profonde dans le quartier *East-End* de Londres comprendra toute la difficulté de la tâche.

Une entreprise très utile, dont l'œuvre demande une mention spéciale, c'est la *Church Army*. Il est vrai que lorsque cette armée fut fondée, en 1882, elle n'avait d'autre but que de combattre l'irrégion des classes ouvrières. L'expérience montra bientôt que la condition temporelle de la classe concernée demandait autant de soins que sa condition spirituelle. En 1888, l'accroissement considérable du nombre des vagabonds, des criminels et des ivrognes à Londres et autre part décida la société à créer une section sociale et à ouvrir des maisons de travail. Le but de cette action sociale était de démontrer à la nation et à l'Église comment on peut éviter la charité inconsiderée en établissant un système complet d'assistance ayant pour bases la philanthropie, le travail et la religion et pour objectif le relèvement d'individus soigneusement sélectionnés. Les différentes branches du côté social de l'armée comprennent : les maisons de travail pour les vagabonds, les asiles de nuit, la nourriture populaire à bon marché, la ferme d'expériences pour les émigrants, le potager, un asile pour les hommes, un système de bons de travail, un système d'émigration, des blanchisseries pour les femmes, des maisons de sauvetage pour les femmes, avec sections particulières, des asiles pour les femmes, un bureau de placement, un dispensaire pour femmes et enfants, un département des vieux vêtements. Le résultat de toute cette organisation est non seulement de soustraire les indigents à l'assistance, mais encore d'en faire des contribuables. En récompense de ses efforts, l'armée reçoit annuellement des subventions de beaucoup de bureaux de bienfaisance et, à en juger d'après l'exposé ci-dessus, l'argent ainsi donné est bien employé.

Statistique. — D'après les rapports officiels de décembre 1897, le nombre

des indigents de la ville de Londres était de 104 619. Il était de 104 611 dans la semaine correspondante de 1896, de 106 716 en 1895 et de 104 418 en 1894. On voit donc que le chiffre actuel indique une augmentation de 8 indigents sur celui de l'an dernier, une diminution de 2 097 sur 1895 (qui fut une année de misère exceptionnelle causée par la température) et une augmentation de 201 sur 1894. Les indigents hospitalisés étaient au nombre de 67 301, alors qu'on en comptait 66 585 dans la semaine correspondante de 1896, 67 216 en 1895 et 66 614 en 1894. Les pauvres secourus à domicile étaient 37 318 en 1897, 38 026 en 1896, 39 500 en 1895 et 37 804 en 1894. Donc, si l'on compare l'année 1897 avec 1896, les chiffres nous montrent un accroissement de 201 pour les hospitalisés et une diminution de 708 pour les non-hospitalisés.

En ce qui concerne la dépense causée par le soulagement de cette masse d'indigents et de malades, il suffira d'indiquer, d'après le dernier rapport du *Local Government Board*, que la taxe destinée à couvrir les frais de l'assistance a été de 13 shillings 8 pence $1/4$ (17 fr. 07 $1/2$) par tête pour la capitale et de 5 s. 6 $1/2$ d. (6 fr. 90) dans le reste du pays.

GASTON SÉVRETTE.

(D'après le *Times*.)

Espagne.

LA CONTAGION TUBERCULEUSE A L'ÉCOLE

Il y a vingt ans, des professeurs de faculté de médecine enseignaient à leurs élèves que la tuberculose n'était point contagieuse. C'était avant les découvertes de Pasteur et, partant, avant les travaux de Koch. Il faut reconnaître que, sur ce point, le pressentiment populaire avait devancé la science. Le préjugé d'alors est devenu une vérité d'aujourd'hui, vérité qui a produit une révolution dans l'hygiène et la médecine modernes.

On n'hésite plus, dans les armées européennes, à réformer le soldat, dès l'apparition des premiers symptômes de la tuberculose; et, en attendant qu'il y ait un nombre suffisant d'hôpitaux spéciaux pour le traitement de cette maladie, on sépare les tuberculeux des autres malades en leur affectant des salles spéciales dans les hôpitaux ordinaires. C'est ainsi qu'on les isole, à Lariboisière, à Laënnec, à Tenon, etc. Les sanatoria se multiplient (1). L'Assistance s'occupe de répandre un notice brève et claire indiquant les précautions qui permettent d'éviter la contagion. Il n'était que temps d'aviser, car ce redoutable mal fait chez nous tous les ans plus de 200 000 victimes. C'est beaucoup pour une affection qu'Hippocrate, dit-on, considérait comme « la plus curable de toutes les maladies ».

Après avoir pris les mesures que comportait la situation pour les hôpi-

(1) V. *le Sanatorium d'Angicourt et la curabilité de la tuberculose pulmonaire*, par le Dr A.-R. Plicque. — *Revue Philanthropique*, t. II, n° 8, décembre 1897, p. 244 et suiv.

taux et les casernes (1), les médecins ont été amenés à s'occuper de la tuberculose, à l'école et dans les familles (2). (V. le rapport du Dr Thoinot dans le dernier numéro de la *Revue Philanthropique*.) A ce sujet, voici, en abrégé, l'observation instructive publiée par le Dr Jean Civit, dans la *Gazette médicale de Barcelone* novembre 1897.

Une vacance s'étant produite à l'école primaire de Blancafort, province de Tarragone, le poste fut confié à un maître d'expérience et de valeur, lequel, malheureusement, souffrait d'une tuberculose déjà fort avancée. Les ravages du mal étaient déjà visibles sur toute sa personne. Aussi, l'instituteur ne trouva pas dans tout le village une famille qui consentit à lui fournir le logement et la nourriture (car, à défaut de science, les villageois ont le pressentiment que la tuberculose est contagieuse).

Bref, l'instituteur dut se loger dans une portion de l'école, une chambre voisine de la salle de classe; et il eut à son service une vieille femme veuve (la croyance populaire étant que les personnes âgées sont moins que les jeunes sujettes à la contagion).

De menus services lui étaient rendus dans son intérieur par quelques-uns de ses élèves, ceux en qui il avait le plus de confiance, ceux qui se montraient le plus appliqués, faveur tenue en grande estime par les enfants et que le maître rémunérait au moyen de friandises et autres récompenses.

L'école, quelque peu délaissée dans les premiers temps, ne tarda pas à s'emplir, grâce au prestige du nouveau maître. « Le nombre des élèves dépassa 90 et 100 : l'instituteur en admettait plus que l'étroitesse du local ne l'eût permis... La terrible maladie suivait sa marche : accès de toux répétés, crachats expectorés sur le sol, accès de suffocation, surtout aux heures des repas, sueurs, etc. ; il passait les heures de classe tantôt assis, tantôt debout, au grand contentement de ses élèves qui appréciaient fort sa direction. »

Le temps se passait, et, malgré les progrès du mal, malgré les conseils de ses amis qui l'invitaient à se soigner, le maître demeurait à son poste. Les préventions des premiers jours avaient disparu ; une famille avait consenti à le prendre comme pensionnaire ; lorsqu'il fut emporté par une tuberculose pulmonaire. Cela avait duré un an.

« Trois mois après la mort de l'instituteur un de ses élèves préférés succombait à une *tuberculose milliaire aiguë* ; c'était un enfant de douze à treize ans, n'ayant jamais fait de maladie, ne présentant aucun antécédent morbide d'aucune sorte, et dont les parents étaient des paysans sains et robustes.

« Peu de temps après la mort de cet enfant, un de ses frères, âgé de douze à treize ans fut atteint de *tuberculose pulmonaire* et succomba quatre ou cinq mois après les premières manifestations de la maladie. L'aîné avait rempli à l'école les fonctions de moniteur, aidant le maître, l'approchant, communiquant avec lui pendant la classe et hors de la classe, lui rendant enfin dans son ménage les petits services dont il a été question plus haut.

(1) V. *Revue Philanthropique*, n° 3, p. 438, et n° 4, p. 593.

(2) V. le Bulletin de P. Strauss, *Revue Philanthropique*, t. II, n° 9, p. 475.

« Environ huit mois après, un autre élève studieux, qui avait, lui aussi, rempli les fonctions de moniteur et approché le maître, tomba malade, et, malgré les soins dont il fut l'objet, succomba à la *tuberculose* après six mois de maladie. Il était âgé de onze à douze ans, comme les autres, et, comme eux, sans antécédents morbides.

« Un autre enfant de 7 ans, tombé malade six mois après la mort de l'instituteur, succomba à une *méningite tuberculeuse*, après une vaine et longue lutte contre le mal — car l'enfant jouissait auparavant d'une excellente constitution — sa mère, quelque peu anémique, supportait sans se plaindre tous les travaux de la maison et des champs; le père était un robuste paysan. »

Ces divers cas doivent être imputés à la contagion; et voici, sans doute, comme elle se produisit : « Le local qui servait de classe était très étroit (5 mètres de long sur 2^m,50 de large) et hermétiquement clos, car le maître redoutait les courants d'air. L'air, vu le nombre des élèves, y devenait toxique; l'instituteur expectorait ses crachats; la classe était balayée deux fois par semaine par les élèves eux-mêmes; les crachats desséchés pulvérisés, mettaient des bacilles de Koch dans l'atmosphère... » Le reste se devine.

La protection de l'enfance contre la tuberculose est un point très important de l'hygiène sociale.

« L'école est, à tous les points de vue, un endroit fort périlleux, en notre pays surtout, où les établissements d'instruction primaires réunissent les pires conditions hygiéniques. »

L'État doit compte aux pères de famille de la vie de leurs enfants; il doit assurer la sécurité de l'école, et exiger par une loi, non seulement la capacité intellectuelle, mais la capacité physique des maîtres : « Aucun poste ne devrait être confié sans s'être assuré que le titulaire réunit, outre les aptitudes professionnelles, les conditions physiques nécessaires pour le bien remplir. »

Les écoles primaires de France ne sont pas, heureusement, dans ces tristes conditions : c'est une satisfaction pour nous et un devoir de le constater. Nos bâtiments scolaires — ce luxe du gouvernement de la République — constituent un facteur important de la santé publique. Ce titre seul, à défaut d'autres, suffirait pour justifier les dépenses qu'ils ont occasionnées.

Dans nos écoles enfin, maîtres et élèves sont soumis à des visites médicales et à de sages mesures d'hygiène qu'on ne saurait trop louer. Est-ce à dire que tout le possible a été fait dans cet ordre d'idées, et que les prescriptions les plus indispensables ne sont pas quelquefois regardées comme de simples formalités? Nous n'aurions garde de l'affirmer.

MARIUS DUPONT.

INFORMATIONS

Projet de loi concernant la représentation des pauvres et l'administration des établissements d'assistance.

Voici le texte du projet de loi déposé par le gouvernement sur le bureau du Sénat sur la réunion des commissions administratives des bureaux de bienfaisance et des hospices.

I. — DES ÉTABLISSEMENTS COMMUNAUX

ART. PREMIER. — Une commission, dite « Commission communale d'assistance », est chargée dans chaque commune de représenter les pauvres, de gérer leur patrimoine et d'administrer le bureau de bienfaisance, le bureau d'assistance médicale, les hospices, hôpitaux et autres établissements constitués comme établissements publics communaux d'assistance.

Dans chaque commune un bureau de bienfaisance est chargé du service de la bienfaisance à domicile.

Les orphelinats, crèches, asiles et autres institutions, ayant un objet d'assistance communale, peuvent être constitués comme établissements publics par décret rendu en Conseil d'État.

ART. 2. — La commission communale d'assistance est composée du maire et de six membres renouvelables : deux sont élus par le Conseil municipal ; les quatre autres sont nommés par le Préfet.

Toutefois, dans les communes où il existe un hôpital ou hospice, le nombre des membres renouvelables est fixé à douze, dont quatre élus par le Conseil municipal et huit nommés par le Préfet.

ART. 3. — Les bureaux de bienfaisance contribuent aux dépenses ordinaires de l'assistance médicale gratuite dans la proportion fixée chaque année par la Commission, et qui ne peut excéder le cinquième de leurs revenus non affectés à une destination spéciale.

ART. 4. — Les dons et legs faits au profit des pauvres, sans autre désignation ni affectation, seront, par l'acte d'autorisation, et après avis de la Commission, répartis entre les divers établissements ou mis en réserve en vue d'une destination déterminée.

II. — DES ÉTABLISSEMENTS INTERCOMMUNAUX

ART. 5. — Lorsque deux ou plusieurs communes se proposent de fonder un établissement intercommunal d'assistance, il est formé entre eux un syndicat, suivant les règles édictées par la loi du 22 mars 1890.

Il est procédé dans les mêmes formes lorsque des dons ou legs ont été faits à deux ou plusieurs communes, en vue de la création d'un établissement d'assistance.

ART. 6. — L'établissement est administré par une Commission dite « Commission intercommunale d'assistance », et composée du maire de la commune où il est situé et des six membres renouvelables choisis dans les commissions d'assistance des communes intéressées : deux sont élus par le Comité du syndicat ; les quatre autres sont nommés par le préfet.

ART. 7. — Le Comité de syndicat détermine, s'il y a lieu, et sur l'avis de la Commission, dans quelle proportion chacune des communes associées est admise à bénéficier des services de l'établissement, et doit contribuer aux frais de son entretien.

La délibération du Comité est soumise à l'approbation des conseils municipaux.

III. — DES ÉTABLISSEMENTS DÉPARTEMENTAUX

ART. 8. — Les institutions ayant un objet d'assistance départementale peuvent être constituées comme établissements publics par décret rendu en Conseil d'État.

ART. 9. — Une Commission, dite « Commission départementale d'assistance », est chargée, s'il y a lieu, d'administrer les fondations, dons et legs faits aux pauvres du canton, de l'arrondissement ou du département, ainsi que les établissements publics prévus à l'article précédent.

ART. 10. — Cette Commission est composée du préfet ou de son délégué, président, et de huit membres renouvelables : quatre sont élus par le Conseil général ; quatre sont nommés par le préfet.

Les délégués du Conseil général peuvent être choisis en dehors de cette assemblée. Ils sont élus pour trois ans. L'élection a lieu dans la session qui suit chaque renouvellement.

Lorsqu'il y a lieu de pourvoir au remplacement d'un des délégués du Conseil général avant le délai de trois ans, les fonctions du nouveau membre expirent à l'époque où auraient cessé celles du membre qu'il a remplacé.

ART. 11. — Le Conseil général ou la Commission départementale, dans l'intervalle des sessions, donne son avis sur les comptes et budgets, les autorisations d'acquiescer, d'aliéner, d'emprunter, d'échanger, de plaider ou de transiger, présentés par les établissements publics départementaux d'assistance, sur l'acceptation des dons et legs qui leur sont faits.

IV. — DES FONCTIONS COMMUNES AUX TROIS CATÉGORIES
D'ÉTABLISSEMENTS

ART. 12. — Le Président des Commissions prévues aux articles 4, 6 et 9 de la présente loi représente les établissements en justice et dans les actes de la vie civile.

Il a, en outre, le droit d'accepter, à titre conservatoire, les dons ou legs, et de former avant l'autorisation toute demande en délivrance.

Le décret du Président de la République ou l'arrêté du Préfet qui intervient ultérieurement a effet du jour de cette acceptation.

ART. 13. — Lorsqu'un établissement est dans le cas d'intenter ou de soutenir une action judiciaire contre un autre établissement administré par la même commission, il est formé pour chacun des établissements intéressés une commission distincte de trois membres: un de ces membres est élu par le Conseil municipal, le Comité du syndicat ou la commission départementale, suivant les cas; les deux autres sont nommés par le Préfet.

ART. 14. — Chaque établissement conserve son patrimoine distinct et des comptes et budgets sont dressés séparément; des recettes ayant une affectation spéciale y sont portées dans un chèque particulier.

Les revenus de chaque établissement devant être appliqués aux dépenses des œuvres en vue desquels il a été institué, sous réserve de la disposition contenue à l'article 3 de la présente loi, et de la faculté accordée aux hôpitaux et hospices par les lois du 7 août 1851 et 21 mai 1873 d'apporter une portion de leurs revenus au traitement des malades à domicile et à l'allocation de secours annuels en faveur des vieillards ou des infirmes placés dans leurs familles.

ART. 15. — La commission désigne parmi des membres un ordonnateur spécial pour chaque établissement.

Elle peut, en outre, désigner un ou plusieurs commissaires chargés de surveiller chaque établissement.

ART. 16. — Les lois qui régissent les commissions administratives des établissements de bienfaisance, leur gestion et leur comptabilité, notamment les lois du 7 août 1851 et du 21 mai 1873, 5 août 1874, sont, en tout ce qui n'est pas contraire à la présente loi, applicables aux Commissions instituées en exécution des dispositions qui précèdent.

Les dispositions de l'article 2 de la loi des 21 mai 1873, 5 août 1879 sont applicables à ces commissions.

ART. 17. — Les hôpitaux créés en vertu des dispositions des articles 4 et 26 de la loi du 15 juillet 1893 pourront, par le décret d'institution et en cas d'insuffisance de ressources, être temporairement exceptés de l'application de l'article premier de la loi du 7 août 1851.

V. — DISPOSITIONS DIVERSES

ART. 18. — Les institutions d'assistance qui n'ont pas d'existence légale pourront recevoir des legs si elles sont constituées comme établissements publics dans le délai d'une année, à partir du décès du testateur.

La même disposition est applicable aux institutions d'assistance fondées par les départements ou les communes et qui n'ont pas d'existence propre. Ces institutions ne peuvent être constituées comme établissements publics que sur la demande de Conseil général ou du Conseil municipal.

ART. 19. — Les dons et legs faits aux départements ou aux communes en faveur d'une institution d'assistance fondée ou à fonder par eux sont acceptés par le préfet, au nom du département ou par le maire, au nom

de la commune, quand cette institution se rattache directement à un service départemental ou communal prévu et organisé par la loi.

Dans le cas contraire, ils sont acceptés par la commission départementale ou communale d'assistance, au nom de l'institution, si celle-ci est constituée comme établissement public, conformément à l'article précédent, ou au nom des pauvres, si l'institution n'est pas encore fondée.

ART. 20. — Il n'est pas dérogé par la présente loi aux ordonnances, décrets ou autres actes du pouvoir exécutif en vertu desquels certains établissements sont organisés d'une manière spéciale, ainsi qu'aux dispositions qui régissent les monts-de-piété.

ART. 21. — La présente loi n'est pas applicable à la ville de Paris.

ART. 22. — Des règlements d'administration publique détermineront les mesures nécessaires pour assurer l'exécution de la présente loi, ainsi que les conditions de son application à l'hygiène.

ART. 23. — Sont abrogés :

1° Le paragraphe 4 de l'article 5 de la loi des 21 mai 1873, 5 août 1879.

2° Les paragraphes 2 et 3 de l'article 10 de la loi du 25 juillet 1893 et les paragraphes 1, 2 et 3 de l'article II de la même loi.

Et généralement toutes les dispositions de lois ou de règlements contraires à la présente loi.

Société internationale pour l'Étude des Questions d'Assistance.

La Société internationale pour l'étude des questions d'assistance a repris ses séances mensuelles le 26 novembre 1897.

M. le président Gauffrès fait l'exposé de la situation actuelle de l'Assistance par le travail. Sa communication, très intéressante et très documentée, se termine par les dix conclusions suivantes :

1° L'assistance par le travail, destinée aux nécessiteux valides, est un progrès sur la simple assistance, surtout faite au hasard; en exigeant de l'assisté un effort, elle ménage sa dignité.

2° Il est bon de l'adjoindre autant que possible à l'assistance ordinaire.

3° Comme elle vise au relèvement moral des nécessiteux, elle doit, en même temps qu'elle leur assure un salaire d'attente, s'appliquer à fortifier leur moral.

4° Cette action morale suppose, dans chaque groupement, un nombre limité de nécessiteux, avec un nombre suffisant de personnes s'intéressant activement à eux. Elle est donc surtout affaire d'initiative privée.

5° Ainsi comprise et limitée, l'assistance par le travail est impuissante contre les grands chômages et les disettes.

6° Les meilleures formes d'assistance par le travail sont celles qui fournissent le travail agricole avec facilité de longs séjours.

7° Il est utile au point de vue moral et financier d'associer l'hospitalité de nuit à l'assistance par le travail.

8° Plus les sociétés d'assistance par le travail, en éliminant les professionnels de la mendicité, seront ouvertes aux nécessiteux dignes d'intérêt, mieux elles atteindront leur but. De là, la convenance de l'enquête avant l'admission, ou, à défaut, d'un travail provisoire, considéré comme épreuve du bon vouloir de l'assisté.

9° La multiplication de ces sociétés leur permettrait seule de réaliser tout leur programme en rendant difficile la mendicité professionnelle et en poussant à l'entente entre les diverses sociétés charitables.

10° Il est essentiel que les bons vouloirs s'offrent en nombre à ces sociétés, pour les aider dans l'accomplissement de leur œuvre sociale.

A la suite de cette communication, une discussion générale s'est engagée à laquelle ont pris part MM. Brueyre, Van Brock, Lefort, Grosseteste-Thierry, Rivière, Barthès, Drouineau, Cercueil et Matter.

Vu la complexité de la question, les idées générales ont seules été discutées et l'examen de chacune des conclusions de M. Gaufres a été renvoyé à une séance ultérieure.

Le 24 décembre 1897, après l'exposé sommaire, par le Secrétaire général et le trésorier, de la situation morale et financière de la Société, qui est très satisfaisante, M. le docteur Barthès a exposé à ses collègues le résumé d'un travail qu'il vient de préparer pour le Congrès des Sociétés savantes et relatif aux mesures à prendre pour l'amendement des jeunes détenus. Il a constaté l'augmentation constante des charges de l'Assistance publique et préconisé la création des sociétés de patronage. M. Brueyre a reconnu l'insuffisance des moyens mis à la disposition de l'administration pénitentiaire pour l'amendement des enfants vicieux, moyens qui ne sont autres que ceux auxquels peuvent recourir les parents dans les cas ordinaires, et approuvé la fondation de maisons spéciales interdépartementales. Il a fait remarquer que la loi a déjà prévu les comités de patronage et que c'est l'initiative privée qui fait actuellement défaut.

Après un échange d'observations auquel prennent part M^{me} Pognon, MM. Van Brock, Lefort et les deux orateurs déjà cités, la Société décide d'entendre dans une prochaine séance le travail détaillé de M. Barthès sur la question. Dans la même séance, la Société a procédé au renouvellement de son bureau pour 1898. Ont été élus :

Président : M. Henri Lefort, inspecteur général honoraire des établissements de bienfaisance ; vice-présidents : MM. Henri Monod, Hermann Sabran, Schmidt et Derouin ; secrétaire général : M. Alfred Muteau ; secrétaire général adjoint : M. Mulé ; secrétaires des séances : MM. Billon, Belmin, Zénot ; bibliothécaire-archiviste : M. Belmin ; trésorier : M. Van Brock.

Comité de Défense des Enfants traduits en justice.

Le Comité de défense des enfants traduits en justice a tenu sa séance de rentrée le 19 janvier dans la salle du conseil de l'ordre des avocats, que les bâtonniers, depuis huit ans que le comité fonctionne, ont mis gracieusement à sa disposition pour donner une marque de la sympathie du

barreau tout entier à l'œuvre philanthropique poursuivie avec tant de persévérance par le comité.

En l'absence de son président ordinaire, M. Cresson, ancien bâtonnier, la séance était présidée par M. Ployer, bâtonnier en exercice. — M. le garde des sceaux Milliard avait tenu comme ses prédécesseurs à la chancellerie à ouvrir lui-même cette séance solennelle, afin de témoigner de l'intérêt profond que le gouvernement de la République porte à la cause de l'enfance. L'assemblée très nombreuse comptait les représentants les plus élevés de la magistrature, du barreau et de l'administration ; des sénateurs, des députés, des membres du Conseil municipal de Paris et du Conseil général de la Seine.

M. le bâtonnier Ployer a d'abord salué le garde des sceaux et comme chef de la magistrature et comme ancien confrère appelé à reprendre un jour au barreau la place éminente qu'il y occupait. L'allocution du bâtonnier, faite en des termes dont l'éloquence n'était que le moindre mérite, a été couverte d'applaudissements, et le garde des sceaux lui a répondu que, depuis l'origine du comité, il n'avait cessé, en sa qualité de membre du barreau à Paris, de s'intéresser aux grandes questions qu'avait mises à l'étude le comité et que, placé maintenant à la tête de la magistrature, il avait considéré comme un devoir de sa charge en même temps que comme un honneur pour lui de s'associer publiquement à des travaux qui se proposaient comme un but sacré de prendre la protection d'enfants déshérités et malheureux, de les relever quand ils étaient coupables et de substituer de plus en plus aux châtiments et à la répression des mesures préventives, par l'éducation et l'hospitalisation. Il a donné l'assurance que la chancellerie étudierait avec le sincère désir d'y donner la suite la plus favorable les résolutions qui lui seraient transmises par le comité et comme première preuve, il a fait connaître que, conformément aux vœux du comité, il avait adressé des instructions pour remplacer dans la plupart des cas la procédure du flagrant délit vis-à-vis des mineurs de seize ans, par celle de l'instruction ordinaire, plus longue il est vrai, mais en définitive plus favorable à l'enfant.

Après quelques mots de M. Félix Voisin, conseiller à la Cour de cassation, remerciant vivement le ministre de la mesure dont il a pris l'initiative, des rapports ont été présentés par M. Guillot, secrétaire général, par M. Brueyre sur la situation financière, par M. Albanel, juge d'instruction au tribunal de la Seine, sur les comités de défense au récent Congrès de statistique de Saint-Petersbourg.

Nous publions *in extenso* dans le présent numéro le remarquable rapport de M. Adolphe Guillot.

L'Amélioration des Crèches.

Le Conseil municipal de Paris a décidé, sur le rapport de M. Alfred Breuillé, qu'il imposerait désormais à toutes les crèches subventionnées par la Ville de Paris le respect des prescriptions formulées dans les rap-

ports de M. le docteur Budin sur le lait stérilisé et de M. le docteur Napias sur l'installation et la tenue des crèches.

Aux termes de cette délibération, les 32 crèches subventionnées par la Ville de Paris pour une somme de 100 000 francs pour 1898, n'auront droit à cette aide que si leurs administrateurs s'engagent à accepter les conditions suivantes : 1° ne donner que du lait stérilisé aux enfants allaités artificiellement ; 2° donner aux mères de ces enfants la provision de lait stérilisé nécessaire pour la nuit et pour les jours où la crèche est fermée ; 3° inscrire régulièrement sur un registre ou des fiches spéciales les pesées, faites à intervalles réguliers, des enfants de la crèche ; 4° se soumettre aux analyses de lait que l'Administration, d'accord avec la Commission des crèches, jugerait à propos de réclamer ; 5° d'engager à faire tous aménagements, transformations, installations, transferts, désinfections ; à suivre toute méthode — soit dans les soins, soit dans le choix du personnel — qui peuvent assurer l'hygiène et la santé des enfants et que l'Administration indiquera, d'accord avec la Commission des crèches ; 6° s'engager à soumettre les comptabilités et comptes à l'examen de l'inspecteur des caisses.

Dans le cas où des crèches ne croiront pas devoir accepter ces conditions, il en sera référé au Conseil municipal par un rapport de l'Administration.

L'Assistance aux Vieillards et infirmes Indigents.

M. Paul Strauss a déposé sur le bureau du Sénat la proposition suivante que nous reproduisons avec son exposé des motifs :

MESSIEURS,

La loi de finances a institué, à partir du 1^{er} janvier 1897, un régime d'assistance facultative à la vieillesse indigente d'une portée restreinte et d'une efficacité médiocre. Il convient de ne se faire aucune illusion sur le caractère de cette tentative, destinée à préparer et pour ainsi dire à amorcer la réforme définitive. Le principe de la contribution des communes, des départements et de l'État a été promulgué une fois de plus, une promesse a été faite ; toutefois, cette promesse doit être tenue à bref délai, si l'on veut éviter tout mécompte.

Depuis 1889, grâce à l'initiative de Charles Floquet et de M. Henri Monod, les pouvoirs publics sont saisis. En 1892, le Conseil supérieur de l'Assistance publique adoptait un projet de loi dont les dispositions essentielles s'imposent avec autorité à l'approbation du Parlement.

Ce projet de loi a été déposé à la Chambre sous forme de proposition par MM. Émile Rey et Lachière, députés ; il a été accepté avec certaines modifications par la Commission de mendicité et rapporté par M. Fleury-Ravarin sans avoir été discuté en séance publique.

Le principe de l'assistance obligatoire à la vieillesse nécessiteuse a été proclamé par la Société générale des prisons, le Congrès international

d'assistance publique de 1889, le Conseil supérieur de l'Assistance publique, le Congrès pénitentiaire de Paris, le Congrès d'assistance de Rouen, il vient d'être reconnu par le Conseil d'État, auquel le gouvernement avait soumis pour examen juridique et complet le projet de loi préparé par le Conseil supérieur de l'Assistance publique de France.

Il ne saurait donc y avoir de difficultés à réaliser législativement une réforme à laquelle aucun ministère républicain ne refusera son concours.

Quoi qu'on fasse en mutualité, dans l'ordre de la prévoyance, en fait de retraites ouvrières, la situation présente exige impérieusement des mesures d'humanité et d'aide fraternelle aux invalides du travail privés de ressources. L'article 43 de la loi de finances a le défaut de perpétuer l'assistance facultative, c'est-à-dire en somme, sauf quelques atténuations sur certains points, de laisser les choses en l'état.

En outre, l'application aux pensions de vieillesse et d'invalidité des barèmes de l'assistance médicale a provoqué des réclamations nombreuses auxquelles il y a lieu d'accorder une satisfaction légitime.

L'interprétation la plus libérale n'ouvre aux départements et aux communes un droit aux subventions nationales que dans le cas où ils consacrent à l'assistance des ressources extraordinaires, même créées antérieurement.

Une rectification est nécessaire sur ce premier point; il suffira d'exiger que la dépense communale ou départementale soit couverte en partie par des ressources ordinaires tirées de l'impôt, sans que les communes et les départements soient tenus de justifier de ressources nouvelles, spéciales ou extraordinaires.

Le calcul de la contribution de l'État par les barèmes A et B a été l'objet de critiques fondées; l'indication apportée par la valeur du centime ne suffit pas à donner une notion suffisante des besoins à satisfaire; un autre élément comparatif pourrait utilement intervenir; cet élément serait fourni par la proportion de la population indigente et nécessiteuse de chaque commune.

Une subvention complémentaire serait faite directement par l'État aux communes en conformité d'un barème C qui s'établirait comme suit :

Un tableau C servirait à déterminer le montant de la subvention complémentaire qui doit être allouée par l'État aux communes pour atténuer la part de dépense couverte au moyen de ressources budgétaires (centimes additionnels ou taxes d'octroi), et restée à leur charge après application du barème A, sans que cette subvention puisse élever au-dessus de 90 p. 100 le total des subventions réunies du département et de l'État.

Pour 1 p. 100 d'indigents, le coefficient de la subvention complémentaire de l'État serait de 1 p. 100; il se trouverait ainsi, au fur et à mesure que la proportionnalité d'indigence s'accroîtrait, de 1 p. 100 jusqu'à 20 p. 100.

Toute commune qui justifierait d'une population indigente entrant pour 10 ou pour 20 p. 100 dans son chiffre de population aurait droit, en plus de la subvention des barèmes A et B, à une subvention complémentaire proportionnelle jusqu'à concurrence d'un coefficient maximum de 20 p. 100.

Il serait ainsi possible, en étendant la subvention de l'État à tous les

cas où le commencement de la dépense est couvert par des ressources ordinaires et en accordant une aide complémentaire aux communes pauvres, de faciliter le fonctionnement d'une loi de solidarité élémentaire.

Il nous a paru que le Sénat ferait acte de haute et prévoyante philanthropie en préparant d'ores et déjà, sans retard ni délai, pour être soumis aux délibérations de la Chambre, un projet de loi dont l'urgence est absolue et dont le vote immédiat lui fera le plus grand honneur.

En conséquence, Messieurs, j'ai l'honneur de soumettre au Sénat la proposition de loi ci-après :

PROPOSITION DE LOI

ARTICLE PREMIER. — Tout Français, privé de ressources, âgé de soixante-dix ans au moins, ou atteint d'une infirmité ou d'une maladie reconnue incurable, qui est incapable de pourvoir à ses besoins par son travail, reçoit gratuitement de la commune, du département ou de l'Etat, suivant son domicile de secours, l'assistance, soit à domicile, soit dans un établissement hospitalier, soit dans des familles où il est placé moyennant pension.

ART. 2. — Il est organisé dans chaque département un service d'assistance gratuite pour les vieillards et les infirmes remplissant les conditions indiquées par l'article premier.

Le Conseil général délibère dans les conditions prévues par l'article 48 de la loi du 10 août 1871 :

1° Sur l'organisation du service de l'assistance aux vieillards et aux infirmes (secours à domicile, placement dans des familles, création et détermination des hospices auxquels sont rattachés les communes et les syndicats de communes, affectation des lits d'hospices et d'hôpitaux spécialisés);

2° Sur la part de dépense incombant aux communes et au département.

ART. 3. — A défaut de délibération du Conseil général sur les objets prévus à l'article précédent, ou en cas de suspension de la délibération en exécution de l'article 49 de la loi du 10 août 1871, il peut être pourvu à la réglementation du service par un décret rendu dans la forme des règlements d'administration publique.

ART. 4. — La commune, le département ou l'Etat peut toujours exercer un recours en remboursement de ses avances, soit l'un contre l'autre, soit contre toutes personnes, sociétés ou corporations tenues à l'assistance envers le vieillard, l'infirmes ou l'incurable indigent, notamment contre les membres de la famille de l'assisté désignés par les articles 205, 206, 207 et 212 du Code civil

ART. 5. — Toute commune ou tout syndicat de communes est rattaché à un ou plusieurs hospices.

ART. 6. — Le domicile de secours s'acquiert pour le septuagénaire, pour l'infirmes et l'incurable par une résidence habituelle de cinq années dans la même commune ou dans le département; il se perd par une absence d'égale durée. A défaut du domicile communal et départemental,

l'assistance des vieillards, des infirmes et des incurables incombe à l'Etat.

ART. 7. — L'admission à l'assistance du vieillard, de l'infirmes et de l'incurable, avec l'indication du mode d'assistance (à domicile, hospitalisation, placement dans des familles), est prononcée par le Conseil municipal en comité secret, après l'avis de la commission municipale d'assistance (instituée par la loi sur l'assistance médicale gratuite).

Les dispositions des articles 13 à 18 de la loi du 15 juillet 1893 sont applicables à l'assistance à la vieillesse indigente.

L'assistance départementale est accordée par le Conseil général, l'assistance de l'Etat par le ministre de l'Intérieur assisté d'une commission spéciale.

ART. 8. — Les dépenses du service d'assistance des vieillards, des infirmes et des incurables sont obligatoires; elles sont supportées par les communes, les départements et l'Etat, d'abord, en principe, d'après les barèmes A et B de la loi de 1893; en second lieu, d'après un nouveau barème C qui aurait pour objet de majorer la part contributive de l'Etat, en faisant entrer en ligne de compte la proportion des indigents et des nécessiteux par rapport à la population, sans que, d'ailleurs, cette subvention complémentaire puisse élever au-dessus de 90 p. 100 le total des subventions réunies du département et de l'Etat.

ART. 9. — Un règlement d'administration publique, pris sur l'avis du Conseil supérieur de l'Assistance publique, déterminera les mesures transitoires ou définitives destinées à assurer l'exécution de la loi.

Un second règlement, élaboré après enquête auprès du Conseil général de la Seine, du Conseil municipal de Paris et du Conseil de surveillance de l'Assistance publique de Paris, fixera, après avis du Conseil supérieur, les conditions d'application de la loi à la Ville de Paris et au département de la Seine.

Le budget de l'Assistance publique de Paris.

Le budget de l'Assistance publique de Paris, tel qu'il a été prévu pour l'année 1898, s'élève en recettes et en dépenses à la somme de 50877997 fr. 50.

Sur cette somme de 50 millions, la subvention allouée par la ville de Paris est de 20819235 francs, dont 4871378 francs pour les dépenses des bureaux de bienfaisance et 15947857 francs pour les dépenses des autres services.

Le Conseil municipal a invité, sur le rapport de M. Navarre, les administrés :

1° A réclamer au Gouvernement le bénéfice de l'art. 43 de la loi de finances du 29 mars 1897, relative à la participation de l'Etat dans les dépenses résultant des pensions instituées en faveur des vieillards et des infirmes;

2° A déposer le plus promptement possible le projet de construction d'une buanderie générale;

4° A inscrire au sous-chap. 8, « Personnel secondaire », les crédits nécessaires au paiement des salaires de tous les ouvriers à la journée;

4° A établir une réglementation générale des salaires pour chaque corps de métier;

5° A se réserver le droit de nommer à titre définitif les ouvriers à la journée et de révoquer, après enquête, les ouvriers titulaires.

Il a en outre émis le vœu :

1° Que le Gouvernement prenne l'initiative des lois fiscales qui pèsent sur l'Assistance publique;

2° Que la laïcisation de l'Hôtel-Dieu et de Saint-Louis soit effectuée conformément aux délibérations antérieures du Conseil municipal.

Le Service des aliénés de la Seine.

Le Conseil général de la Seine, vivement préoccupé de l'augmentation incessante du nombre des aliénés, de l'encombrement des asiles, a décidé, sur l'initiative de M. Paul Brousse, qu'une commission mixte, constituée à l'image de la Commission d'étude d'alimentation par le lait, serait chargée d'étudier dans tous ses détails cet inextricable problème.

1° Cette commission morale, réunie sous la présidence du Président de la 3^e Commission du Conseil général, examinera les différentes questions intéressant l'hospitalisation des aliénés, des résolutions à prendre, questions actuellement soulevées devant l'opinion : hôpitaux pour le traitement des maladies aiguës, hospices à l'usage des aliénés chroniques ou incurables, divers procédés de colonisations agricoles et familiales, patronage, assistance à domicile, etc. Cette Commission fixera elle-même le programme de ses études.

2° Cette commission rédigera un rapport sur lequel le Conseil sera appelé à délibérer.

3° Elle sera composée des membres de la 3^e Commission, de médecins titulaires et adjoints des asiles, de délégués des deux administrations préfectorales intéressées; de délégués de la Commission de surveillance, de savants appelés à donner leur avis sur l'organisation d'un laboratoire central des asiles, de salles de chirurgie et de salles d'isolement pour opérés ou contagieux.

« Hors les membres de droit, les autres membres seront désignés par le Conseil général sur la proposition de la 3^e Commission. »

En outre, l'administration a été invitée :

1° A préparer un essai de colonisation familiale pour les déments (hommes) à Chaligny, près de Dun-sur-Auron;

2° A étudier un projet d'exploitation agricole dans le Cher, pour les chroniques adultes (épileptiques, imbeciles), et à introduire ce projet devant la 3^e Commission au cours de l'année 1898;

De plus, pour donner satisfaction aux vœux émis le 29 décembre 1897

sur l'étude du transfert de la clinique de Sainte-Anne à la Salpêtrière et sur l'obligation d'un stage de trois mois dans un service de médecine mentale pour tout étudiant en médecine, le Bureau du Conseil général est prié de provoquer l'organisation d'une conférence entre les représentants de l'Assistance publique, du service des Aliénés, des délégués de la 3^e Commission, de M. le Doyen de la Faculté de médecine de Paris.

L'Assistance publique à l'Exposition de 1900

On sait que l'Assistance publique forme à l'exposition de 1900 une classe spéciale : la classe 111. Le jury d'admission de cette classe est composé en grande partie de personnes à qui telles ou telles des questions d'assistance sont familières; on regrette sur la liste l'absence de quelques noms qu'il eût été juste d'y trouver et peut-être qu'il s'en trouve, par contre, quelques-uns qui ne s'imposaient pas d'une façon inéluctable. Ce jury s'est réuni le lundi 24 janvier pour se constituer et nommer son bureau; il a désigné comme président M. le sénateur Th. Roussel, comme vice-président M. Henri Monod, comme rapporteur M. le docteur H. Napias et enfin comme secrétaire M. Raoul Bompard.

Notre collaborateur M. Napias a demandé à M. Dervillé, qui assistait à la réunion, que les objets et documents exposés à la classe 111 jouissent des mêmes prérogatives et immunités que les objets exposés à la section des beaux-arts et à l'exposition rétrospective. On se souvient que notre collaborateur a traité déjà cette question avec des développements intéressants dans le premier numéro de la *Revue Philanthropique*. — M. Dervillé a promis de défendre devant M. le Commissaire général les intérêts des œuvres qui exposeront à la classe 111 et de faire appel en leur faveur à des mesures d'exonération qui sont prévues par le règlement.

Le Concours médical des hôpitaux.

A la suite des protestations et des plaintes nombreuses auxquelles a donné lieu l'organisation actuelle des concours de médecine, la Société médicale des hôpitaux de Paris a confié à une commission le soin de rechercher les modifications et de proposer les réformes.

L'étude de la commission a abouti à un rapport remarquable de M. le docteur Dreyfus-Brisac, médecin de l'hôpital Lariboisière, et au dépôt des conclusions suivantes :

La Société des médecins des hôpitaux émet le vœu que les modifications suivantes soient apportées au concours de médecins des hôpitaux :

1^o Substitution du vote secret au vote à mains levées dans toutes les épreuves, avec engagement d'honneur pris par les membres du jury de ne jamais faire connaître leur vote.

2^o Institution d'un concours unique annuel où seraient données toutes les places vacantes, jusqu'à concurrence de six.

3° Remplacement du jury unique actuel par deux jurys, présidant l'un aux épreuves d'admissibilité, l'autre aux épreuves de nomination. Chacun de ces jurys, exclusivement composé de médecins chefs de service, compterait 14 membres. Le second jury serait constitué avant la publication de la liste des admissibles; ne pourraient en faire partie les médecins qui auraient refusé de faire partie du premier.

4° Fixation du nombre des admissibles au triple des places à donner, avec un minimum de dix.

5° Remplacement de l'épreuve de deux malades par deux épreuves : a) une leçon sur un malade d'une demi-heure de durée, après trente minutes dont le candidat disposerait à son gré pour l'examen du malade et la préparation de la leçon; b) une consultation écrite sur un malade : vingt minutes seraient accordées aux candidats par l'examen clinique, y compris l'analyse des urines, et une heure pour la rédaction de la consultation.

6° Publicité de diagnostic détaillé formulé par le jury dans les épreuves classiques.

Ces conclusions ont été acceptées dans leur ensemble, sauf quelques modifications de forme, par la Société médicale des hôpitaux; elles ont été transmises au directeur de l'Assistance publique qui les soumettra au Conseil de surveillance.

Le Droit des pauvres à Paris.

Le taux de perception du droit des pauvres à Paris a été fixé ainsi qu'il suit pour 1898 par le Conseil de surveillance de l'Assistance publique, sur le rapport de M. Risler :

1° Quinze pour cent de la recette brute dans les bals publics.

2° Le onzième de la recette brute des concerts non quotidiens, autres que les concerts d'artistes, des jeux, divertissements, etc.

3° Cinq pour cent de la recette brute pour les fêtes organisées dans le but de soulager des infortunes publiques ou privées qui n'intéresseraient pas les pauvres de Paris ou des fêtes organisées dans Paris par les municipalités ou œuvres des localités suburbaines.

4° Un pour cent sur le produit des fêtes données par les sociétés de pure bienfaisance, comités et établissements fondés dans le but de venir en aide aux nécessiteux français et étrangers habitant Paris et aussi pour les sociétés de secours mutuels.

Ces sociétés, comités, etc., devront produire leurs statuts et leurs comptes moraux et financiers.

5° Lorsqu'un contrôle serait trop long ou trop difficile et, par suite, onéreux à l'Administration, dans les fêtes foraines notamment, et dans les établissements de peu d'importance, il pourra être prélevé une somme fixe se rapprochant autant que possible du taux légal.

6° Il sera perçu le onzième de la recette brute (un décime en sus) dans les théâtres et dans les concerts quotidiens et cinq pour cent dans les concerts d'artistes ou d'associations d'artistes, conformément aux lois des 7 frimaire et 8 thermidor an v, 16 juillet 1840 et 3 août 1873.

ÉCHOS

Conseil supérieur de l'Assistance publique. — Un récent décret a nommé membres du Conseil supérieur de l'Assistance publique : M. le docteur Porson, de Nantes (Loire-Inférieure), président de l'Union des syndicats médicaux de France, en remplacement de M. le docteur Mireur, démissionnaire ; M. Van Cauwenberghe, maire de Saint-Pol-sur-Mer (Nord), en remplacement de M. le docteur Gibert, démissionnaire.

Visite de M. le Président de la République à l'Asile clinique (Sainte-Anne). — Le mercredi 26 janvier, M. le Président de la République, entouré des officiers de sa maison militaire, a visité l'Asile clinique.

Assistaient également à cette visite : M. le Ministre de l'Intérieur, M. le Préfet de la Seine, M. Émile Dubois, président du Conseil général, M. Laurent, secrétaire général de la Préfecture de police, M. Barrier, vice-président du Conseil général, M. Navarre, président de la 3^e Commission, M. Gervais, ancien président du Conseil général, M. Ranson, conseiller général, M. Michelin, député de la Seine, M. Barbier, président honoraire de la Cour de cassation, président de la Commission de surveillance des asiles d'aliénés, M. Prestat et M. Maucombe, membres de la Commission de surveillance des asiles d'aliénés, un grand nombre de médecins des asiles d'aliénés de la Seine, les directeurs de ces asiles et plusieurs hauts fonctionnaires de la Préfecture de la Seine.

La visite terminée, M. Émile Dubois, président du Conseil général, a prononcé les paroles suivantes :

« Monsieur le Président de la République,

« Permettez-moi de vous remercier de nouveau d'avoir bien voulu nous faire l'honneur de visiter cet asile, ainsi que vous visitez les autres établissements hospitaliers.

« C'est qu'en effet les malades du cerveau méritent autant de sollicitude que les autres malades.

« Les asiles comme celui-ci devraient être considérés comme de véritables hôpitaux.

« Vous voyez, Monsieur le Président, autour de vous le personnel de

cette maison. Vous lui apportez une marque de haute sympathie, d'estime et d'encouragement.

« Il la mérite et s'en montrera digne, depuis les chefs, qui sont des savants répandus dans le monde entier, jusqu'aux employés les plus modestes, jusqu'aux infirmiers et aux infirmières auxquels le Conseil général est heureux de rendre hommage pour un inaltérable dévouement dans l'accomplissement d'une tâche délicate, ingrate, et souvent périlleuse.

« Recevez, Monsieur le Président de la République, au nom du Conseil général de la Seine, au nom de tous ceux qui s'intéressent au sort des aliénés, au nom des malades eux-mêmes, l'expression de notre vive reconnaissance. »

M. le Président de la République, après quelques paroles d'encouragement et d'éloges au personnel des asiles de la Seine, a décerné les distinctions suivantes :

Les palmes d'officier d'académie : à MM. les docteurs Dagonet et Antheaume.

La médaille d'honneur : à M^{lle} Olry, M^{me} Bonnefoy et M. Gaudmer.

Mademoiselle Bottard. — La campagne faite par plusieurs journaux et notamment par l'*Eclair* en faveur de M^{lle} Bottard, la doyenne des infirmières, a été couronnée de succès. Le ministre de l'Intérieur, M. Barthou, a compris l'ancienne surveillante de Charcot dans la promotion de la Légion d'honneur de janvier.

M^{lle} Bottard appartient à la Salpêtrière depuis 1841; elle surveille depuis près de quarante ans le service des épileptiques et des hystériques dirigé avec tant d'éclat par le professeur Charcot et confié aujourd'hui au professeur Raymond; elle a débuté comme infirmière aux appointements de 10 francs par mois et elle est restée à ce modeste poste pendant onze ans. Sous-surveillante en 1852, dans le service des aliénées, elle reçut alors, ainsi que nous l'apprend le *Bulletin professionnel des infirmiers et infirmières*, une solde de 17 fr. 50 par mois; en 1861 elle fut nommée surveillante du service qu'elle n'a jamais quitté depuis cette époque. Cette distinction si méritée a été chaleureusement accueillie dans tous les hôpitaux de Paris.

Le samedi 29 janvier la remise de la croix a eu lieu solennellement sous la présidence de M. de Selves, préfet de la Seine et en présence de MM. le Dr Dubois, Louis Lucipia, Peyron, Félix Voisin, le professeur Raymond, les chefs de service de la Salpêtrière, les principaux fonctionnaires de l'administration de l'Assistance publique, les internes, les surveillants et surveillantes, etc. Des discours ont été prononcés par M. Le Bas, directeur de la Salpêtrière, M. Peyron, directeur de l'Assistance publique, M. le Professeur Raymond, M. Emile Dubois, président du Conseil général, M. Louis Lucipia, au nom du Conseil municipal et de la 5^e commission, M. Félix Voisin président du Conseil de surveillance de l'Assistance publique de Paris, et M. de Selves, préfet de la Seine.

Au cours de la fête, de magnifiques gerbes de fleurs ont été offertes à M^{lle} Bottard par ses collègues et par les malades de son service dont l'une, en des paroles émues et touchantes, s'est faite l'interprète de toutes ses compagnes pour exprimer leurs sentiments de vive reconnaissance.

Les internes, les surveillantes et les infirmières de la Salpêtrière s'étaient cotisés pour offrir une croix en brillants à « maman Bottard », la nouvelle chevalière de la Légion d'honneur. Le montant de la souscription ayant de beaucoup dépassé le prix de l'insigne, les souscripteurs se proposaient d'offrir un objet d'art à la doyenne mais, sur la demande expresse de la charitable femme, le reliquat de la souscription sera affecté à une œuvre de bienfaisance.

Conseil de surveillance de l'Assistance publique de Paris — Le ministre de l'Intérieur vient de nommer pour une nouvelle période membres du conseil de surveillance de l'Assistance publique de Paris les membres sortants suivants : MM. Félix Voisin, conseiller à la Cour de cassation, Opportun, Alfred Breuillé, Georges Girou, membres du Conseil municipal; Le docteur Périér, chirurgien des hôpitaux; Morel, représentant patron des conseils de prud'hommes. Emile Level et Thomas, représentant les municipalités de Paris; Léon Cléry, avocat à la cour de Paris, et le docteur Dubrisay.

Le legs Chassegros. — M^{me} Chassegros a laissé toute sa fortune, qui s'élève à 2 millions 610 000 francs, à la Société protectrice des animaux.

Aux termes de ce testament, la Société légataire se trouve obligée d'organiser des postes de chevaux de renfort au bas des côtes du boulevard Saint-Michel, de la rue Monge, de la rue Lafayette (près du square Montholon), de la rue Notre-Dame-de-Lorette et du faubourg Saint-Honoré (en face Saint-Philippe-du-Roule).

En ce qui concerne l'enlèvement des chevaux blessés sur la voie publique, la Société a l'intention de faire construire une voiture à traction mécanique. Des médailles de 50 francs en or et des sommes de 200 francs seront distribuées deux fois par an. Mille francs par an seront consacrés à l'affichage périodique de la loi Grammont. Mille autres francs devront servir à la Société pour se procurer la liste quotidienne des chiens conduits en fourrière et avertir en temps utile leurs propriétaires. Enfin on a parlé de douze nouveaux postes d'inspecteur; la Société, à cet effet, compte ouvrir à la fin de l'année un concours où, seuls les anciens gendarmes, sergents de ville et sous-officiers retraités seront admis à prendre part.

Le Conseil de surveillance du Mont-de-Piété de Paris. — Le ministre de l'Intérieur vient de renommer membres du conseil de surveillance du Mont-de-Piété de Paris les trois membres sortants qui suivent : MM. Muzet, représentant du Conseil municipal; Risler, maire du VII^e arrondissement, représentant de l'Assistance publique; Ducuing, adjoint au maire du VIII^e arrondissement.

En outre, sont nommés membres du même conseil : MM. Ducourau, ancien banquier, en remplacement de M. Lesage, décédé, et Colly, représentant du Conseil municipal, en remplacement de M. Paul Strauss, qui a cessé de faire partie du Conseil municipal.

L'honorable M. Ducourau, président du *Pain pour tous*, et membre du Comité de Patronage de la *Revue Philanthropique*, est une précieuse acqui-

sition pour le Conseil de surveillance du Mont-de-Piété et nous félicitons l'administration de cet excellent choix.

Les médecins de Rodez. — Les médecins de Rodez ont adressé une lettre collective au préfet de l'Aveyron, pour l'informer qu'ils cesseront de concourir au service de l'assistance médicale gratuite dans les campagnes.

Dans le but d'éviter toute difficulté à l'administration, disent-ils, ils avaient accepté provisoirement et seulement pour l'année 1897, le règlement sur l'assistance médicale gratuite dans les campagnes malgré ses imperfections. Ils espéraient que, dans le courant de cette année, le Conseil général voudrait bien faire droit aux justes réclamations de la Société des médecins de l'Aveyron et leur accorder les réformes demandées. Mais, contrairement à leur attente, leur pétition fut rejetée.

Comité des habitations à bon marché de la Seine. — Le Comité des habitations à bon marché de la Seine a ainsi constitué son bureau pour l'année 1898 : président, M. Paul Strauss, sénateur ; vice-président, M. Landrin, conseiller général ; trésorier, M. Naville ; secrétaire, M. Baulez.

La Société de Statistique. — La Société de statistique de Paris vient de procéder au renouvellement partiel de son bureau, qui se trouve constitué, pour l'année 1898, de la manière suivante :

Président : M. Beaurin-Gressier ;

Vice-présidents : MM. Fernand Faure, C. Moron et Edmond Duval ;

Secrétaire général : M. Émile Yvernès ;

Trésorier : M. Adolphe Coste.

Le legs Sanzillon. — La ville de Clichy et le département de la Seine se sont mis d'accord au sujet du legs de la marquise de Sanzillon. Une somme de quatre millions sera affectée à la création d'un orphelinat et d'un hospice de vieillards. L'orphelinat sera simplement hospitalier et ne comprendra aucune organisation scolaire. La ville de Clichy aura droit aux deux tiers des lits et le département à un tiers. Le département sera représenté dans le conseil d'administration.

Comités locaux d'habitation à bon marché. — Des comités locaux d'habitations à bon marché viennent d'être institués dans les départements de l'Aisne, l'Allier, le Calvados, la Charente-Inférieure, la Côte-d'Or, le Gers, le Jura, la Loire-Inférieure, la Haute-Marne, le Morbihan, l'Orne, le Pas-de-Calais, le Puy-de-Dôme, le Rhône, Seine-et-Marne et l'Yonne.

Le comité du Bazar de la Charité. — Les membres du comité du Bazar de la Charité, s'étant réunis dernièrement, ont prié le baron de Mackau d'écrire à la comtesse Greffulhe qu'après la douloureuse catastrophe de la rue Jean-Goujon et la suite que le parquet avait cru devoir y donner, les membres du comité considéraient leur mission comme terminée et remettaient leurs pouvoirs aux mains des présidentes des différentes

œuvres de charité groupées au Bazar, qui leur avaient fait l'honneur de les leur confier.

La comtesse Greffulhe, après avoir donné à ses collègues lecture de la lettre de M. de Mackau, a répondu au comité en le félicitant du zèle dont il a donné tant de preuves, en exprimant le regret que la justice ait cru devoir dire son mot dans un événement où il semble que sa parole doive défaillir comme sa pensée, et en formulant l'espoir que le comité voudra bien continuer à mettre au service des œuvres le dévouement qu'il leur a si libéralement consacré jusqu'à ce jour.

La crèche de Perpignan. — Le maire de Perpignan a reçu du baron H. Desprès une somme de 25 000 francs pour la création d'une crèche destinée aux enfants en bas âge, dont les mères sont obligées de vivre extérieurement de leur travail.

Un monument au professeur Tarnier. — Les anciens élèves de M. Tarnier désirent lui élever à Paris un monument qui perpétue sa mémoire. Ils ont à cet effet provoqué la formation d'un comité composé de délégués pris parmi les membres de l'Université, les anciens élèves et amis de M. Tarnier, les élus du département de la Côte-d'Or, les membres du Conseil général de la Seine et du Conseil municipal de Paris, les Sociétés savantes dont M. Tarnier faisait partie, etc.

Les souscriptions sont reçues à Paris : chez MM. Fontana, notaire, 10, rue Royale; Collin, 6, rue de l'École-de-Médecine; Georges Masson, 120, boulevard Saint-Germain; G. Steinheil, 2, rue Casimir-Delavigne.

Commission d'exécution. — Président : M. Brouardel. — Membres : MM. Pinard, Budin, Ribemont-Dessaignes, Maygrier, Bar, Bonnaire, Potocki, Tissier, Dubrisay, anciens élèves de M. Tarnier. MM. Laboulbène, Guyon, professeurs à la Faculté. MM. Bergeron, Cadet de Gassicourt, membres de l'Académie de médecine. MM. Magnin, sénateur; Lucipia, conseiller municipal; E. Dubois, conseiller général. M. Peyron, directeur général de l'Assistance publique. M. Millard, médecin des hôpitaux. M. Collin, fabricant d'instruments de chirurgie. MM. Laurens, artiste peintre; Moreau, sculpteur; Scellier de Gisor, architecte, amis de M. Tarnier. MM. Bourneville, directeur du *Progrès médical*; Huchard, directeur du *Journal des Praticiens*. MM. Georges Masson, G. Steinheil, éditeurs. — Secrétaire : M. Champetier de Ribes, 19, rue Saint-Guillaume. — Secrétaire-adjoint : M. Démelin, 49, rue de Rome. — Trésorier : M^e Fontana, notaire, rue Royale.

De leur côté, des dames ont songé à joindre leur hommage à celui du comité présidé par M. Brouardel et un comité s'est formé sous la présidence de M^{me} Brouardel; il comprend comme membres : M^{mes} Bar, Bonnaire, Pierre Budin, Champetier de Ribes, Glin, Deutsch-Raba, Dubrisay, Gadala, Guyon, Hanicot, Hénault, Henry, Hutinel, Maygrier, Millard, Panas, Pinard, Roze, Schmahl et Varnier; l'appel du comité des dames est particulièrement touchant :

« Les jeunes femmes de nos jours peuvent, elles, se rendre compte de quels dangers étaient autrefois menacées les nouvelles accouchées, que la mort guettait.

« Dans les hôpitaux la mortalité était effrayante. Pendant l'année 1856, où le docteur Tarnier fut interne à la Maternité de Paris, la situation était telle que l'on dut fermer la maison d'accouchement. Une épidémie de fièvre puerpérale y régnait.

« Je voyais, dit le professeur Tarnier, des femmes entrer à l'hôpital bien « portantes, pleines de vie ; vingt-quatre ou quarante-huit heures après, « j'assistais à leur agonie ; c'était un spectacle épouvantable. »

« Ces paroles ne furent pas l'expression d'une émotion éphémère.

« L'impression produite par ce *spectacle épouvantable* fut profonde et durable.

« Diminuer pour les femmes les dangers de l'accouchement, préserver la frêle existence des nouveau-nés fut la tâche de toute la vie du professeur Tarnier. Grâce à ses travaux, grâce à l'application des mesures d'isolement et d'antisepsie, là où autrefois mouraient de 15 à 20 femmes p. 100, il meurt à peine 1 p. 100 aujourd'hui.

« De tels services rendus à l'humanité commandent la reconnaissance de tous. Les femmes cependant ont la plus large dette de gratitude.

« Elles le voudront assurément reconnaître en souscrivant pour le monument à élever à la mémoire de M. le professeur Tarnier. »

La Maison de la jeune fille. — Aux environs de Pâques sera inaugurée une nouvelle œuvre, dirigée par M^{lle} Sara Monod, et due à la munificence de M^{me} veuve Jules Lebaudy. Cet établissement est destiné à donner asile à toutes les jeunes filles, de préférence aux employées de commerce et aux institutrices, momentanément sans ouvrage, sans distinction de confession. Ces jeunes filles, à des prix modiques, auront à leur disposition des chambres meublées avec goût, une superbe salle de restaurant, un cercle, une salle de conférences, etc.

Sauvetage de l'enfance. — L'Union française pour le sauvetage de l'enfance, présidée par M^{me} Jules Simon, a la charge de plus de 700 enfants maltraités ou abandonnés, tous sauvés de la misère et du vice. Pour subvenir aux dépenses considérables qu'entraînent l'entretien et l'éducation de ces petits malheureux, l'Union française organise une tombola pour laquelle elle a reçu de nombreux lots d'une grande valeur artistique ou commerciale.

Le Vestiaire du soldat. — *L'Écho de Paris* annonce que, pour venir en aide aux militaires libérés et pour leur procurer une tenue propre et décente, une association vient de se fonder à Paris sous le titre de *Vestiaire du soldat*.

Cette œuvre s'attachera surtout à vêtir, à leur libération du service militaire, les anciens soldats nécessiteux, dépourvus de tout pécule, qui, faute de vêtements civils, ne parviennent pas à trouver du travail ou un emploi.

BIBLIOGRAPHIE

« **Manuel pratique de la garde-malade et de l'infirmière** » publié par le D^r Bourneville (1). — Le mouvement qui s'accroît depuis quelques années en faveur de l'instruction professionnelle du personnel secondaire des hôpitaux, a déterminé l'apparition de toute une littérature spéciale. En Angleterre, aux États-Unis, en Suisse, en Autriche et dans quelques autres pays il existe, depuis un temps plus ou moins long, des écoles spéciales où l'on enseigne tout ce qu'il importe de savoir aux gardes-malades, aux infirmiers et infirmières et, pour aider les élèves dans leurs études, il a été publié des manuels plus ou moins complets. Billroth en a fait un qui est pour ainsi dire classique en Allemagne; il existe de nombreux spécimens en Angleterre tels que ceux de George Black (*Sick-Nursing*) (2) et de James Anderson (*Medical Nursing*) (3), sans parler des géniales publications de miss Nightingale.

Les publications françaises sont plus rares sans doute, mais d'une valeur incontestable. Les publications du ministère de la Guerre (*École de l'infirmier militaire, École de l'infirmier et du brancardier*) (4) sont tout à fait spéciales et ne doivent être que mentionnées ici, malgré leur valeur réelle; par contre, le *Manuel de la garde-malade et de l'infirmière*, édité par Bonnevilliet et qui depuis 1878 a eu six éditions successives, mérite une attention particulière. C'a été chez nous le premier travail complet et il est resté le meilleur, grâce à l'autorité du directeur de la publication et à la science des collaborateurs dont il a su s'entourer, tels que Brissaud, Budin, Duret, Keraval, Maunoury, Monod, Poirier, Regnard, Sevestre, Yvon, etc.

Les cinq petits volumes in-12 qui forment l'ouvrage permettent de passer successivement en revue : l'anatomie et la physiologie; l'administration et la comptabilité hospitalière, les pansements; les soins à donner aux femmes en couches, aux aliénés; les médicaments les plus usuels, et enfin l'hygiène.

C'est surtout au personnel des infirmiers et infirmières de l'Assistance

(1) Paris, aux bureaux du *Progrès médical*, 14, rue des Carmes (6^e édition), 1897.

(2) Londres, Ward, Lock and Co; Warwick House, Salisbury Square.

(3) Londres, Levis, 136, Gower Street, 1894.

(4) Veuve Rozier, 26, rue Saint-Guillaume, Paris, 1894.

publique de Paris qu'il s'adresse, et il n'est pas douteux que, pour les femmes du monde, il est un peu trop étendu; il serait nécessaire qu'une édition allégée fût faite à leur usage. Il est vrai que des publications spéciales ont été faites depuis et à l'imitation du manuel de Bourneville. L'une d'elles au moins, celle qu'a publiée l'*Union des Femmes de France*, est tout à fait réussie (1).

Ce n'est pas un des moindres mérites du manuel de Bourneville que d'avoir suscité des publications analogues, et nous citerons en passant celles qui sont éditées par les hospices de Lyon, notamment le *Cours de médecine* professé aux hospitalières de l'Antiquaille par le Dr Horand, et le *Cours de petite chirurgie* professé aux hospitalières de l'Hôtel-Dieu et de la Charité par le Dr Michel Gangolphe (2).

Toutefois aucun de ces traités n'est aussi complet, aussi documenté que le manuel du Dr Bourneville, dont le nom restera attaché à l'œuvre si utile de l'éducation professionnelle des infirmières.

H. N.

(1) Paris, Masson, éditeur.

(2) Lyon, imprimerie Waltener et C^{ie}.

BULLETIN

Au point de vue démographique, l'année 1896 doit être marquée d'un caillou blanc; elle peut compter parmi les plus favorables de ce dernier quart de siècle. Au lieu du déficit de l'année précédente, le mouvement de population pour 1896 accuse un excédent des naissances sur les décès et cet excédent s'élève au chiffre respectable de 93 700.

Cet heureux résultat, si on le décompose, n'est pas fait seulement d'un accroissement des naissances, mais d'une diminution de la mortalité. Voici les chiffres de 1895 et de 1896 : naissances, 834 173, 865 586, soit un gain de 31 413 ; décès, 851 986, 771 886, soit une baisse de 88 100. D'une manière relative, la proportion de 21,4 pour 1 000 habitants des naissances, s'élève pour 1896 à 22,7, tandis que la proportion mortuaire de 22,4 pour 1 000 en 1895 s'est abaissée en 1896 à 20, 2 p. 100.

Il y a donc lieu de se réjouir amplement, patriotiquement de cet inventaire réconfortant; toutefois il serait imprudent de chanter victoire et de tenir pour définitivement acquis un relèvement peut-être fortuit. Le souvenir de 1895 n'est pas encore effacé, et, si 1893 et 1894 ont été à peu près satisfaisants, les exercices 1890, 1891 et 1892 ont accusé un déficit.

Il suffit de jeter les yeux sur un graphique pour constater que tout danger n'a pas disparu et que la productivité reste inférieure à ce qu'elle était au lendemain de la guerre; les 865 000 naissances de 1896 n'atteignent pas les 966 000 de 1872, elles sont au-dessous de la moyenne des vingt et une dernières années; la proportion de 22,7 p. 1000 est inférieure à la natalité moyenne de l'Europe de 38 p. 1000.

Amélioration certes, mais pas guérison, tel est le diagnostic prudent qui s'impose.

A quoi tiennent ces différences et quelle cause a produit ce revirement? Il est presque impossible d'émettre une hypothèse soutenable, d'aventurer une prévision sérieuse. L'honorable directeur de l'Office du travail, M. Moron, confesse loyalement son impuissance à expliquer quoi que ce soit : « C'est qu'en réalité, écrit-il, en matière de démographie, il est bien difficile, pour ne pas dire téméraire, d'échafauder des théories sur le développement ou l'amointrissement des populations, même en se basant sur des observations de plusieurs années. La natalité et la mortalité tiennent, en effet, à tant de causes d'ordres si différents, parfois impossibles à saisir, qu'on

ne doit s'aventurer qu'avec des précautions extrêmes à tirer de ces phénomènes des conclusions théoriques qui, pour solides qu'elles soient, ne sauraient être érigées en lois absolues. »

Il n'y a qu'un point sur lequel il est permis de hasarder une opinion plus ferme, c'est en ce qui touche la diminution des décès. En comparant le chiffre des décès de 1896 à la moyenne de 1871-1896, le progrès est sensible, puisque la moyenne des 26 ans était de 832 000, soit une diminution de 81 000 ou de 9,5 sur cette moyenne.

Quelles que soient les fluctuations de la santé publique, et sans se payer d'illusions, l'amélioration est réelle, tangible et tout permet d'espérer qu'elle ne sera pas éphémère.

* * *

Le rapport ~~sommaire~~ au ministre du Commerce n'est pas assez détaillé pour qu'on puisse analyser les éléments de la mortalité et nous devons nous tenir à des inductions approximatives. Mais tout ce que nous savons nous autorise à penser que, si depuis plusieurs années la mortalité tend à baisser, avec des alternatives de hausse, l'hygiène publique et la thérapeutique pastorienne y sont pour beaucoup.

Il est acquis, par l'exemple de l'Angleterre, pour les mesures d'assainissement des villes et de prophylaxie des maladies contagieuses, par celui de l'Allemagne pour la variole, qu'une législation sanitaire rigoureuse donne le moyen de réduire dans une forte proportion les maladies actuelles.

La France a certainement participé au mouvement général, elle recueille un certain bénéfice de l'application des découvertes de Pasteur, mais ceux-là qui voudraient exploiter les résultats du mouvement de population pour 1896 contre toute réforme sanitaire seraient bien aveugles et bien coupables.

Si la mortalité française est relativement faible, elle dépasse celle de plusieurs nations d'Europe et il n'y a pas de raison pour qu'un pays de climat tempéré comme le nôtre se laisse distancer par des peuples du Nord.

Il reste beaucoup à faire et la loi sur la protection de la santé publique, en préparation au Sénat, n'est pas moins indispensable au lendemain d'un inventaire prospère qu'à la suite d'un bilan chargé.

Cette pauvre loi a subi, dans la première délibération sénatoriale, des amputations graves. La majorité du Sénat s'est refusée à prévoir l'existence de fonctionnaires de la santé publique, d'agents de contrôle et d'impulsion en qui le gouvernement, responsable de la défense sanitaire comme de la défense nationale, aurait placé sa confiance. Peut-être eût-il mieux valu proposer la création d'agents nouveaux, plutôt que de réunir les attributions d'hygiène et celles d'assistance dans les mêmes mains. Sans doute, cette combinaison n'avait été imaginée que dans une pensée d'économie, en vue de désarmer toutes les résistances; cette concession, qui risquait de porter atteinte au bon fonctionnement des services d'enfants assistés et de protection de l'enfance, n'a pas trouvé grâce devant le Sénat. Seulement, même restreinte et mutilée, la loi sanitaire n'en sera pas moins un progrès considérable sur la situation actuelle et les démographes attentifs comme

les patriotes clairvoyants doivent faire des vœux ardents pour qu'elle ne tarde pas à aboutir et à être promulguée.

« Il y a un siècle, déclarait M. Brouardel dans sa belle étude sur le *Logement insalubre*, c'était dans les hôpitaux que la promiscuité assurait la formation de foyers de pestilence et de mort; aujourd'hui c'est dans les logements insalubres, encombrés que se cultive la tuberculose. *Il est d'ailleurs de même pour le choléra, le typhus, la peste.* » Grave et redoutable parole qui devrait être constamment présente à l'esprit de tous ceux qui détiennent, à un titre quelconque, une parcelle d'autorité et d'influence sur la marche des affaires publiques !

* * *

Le Conseil général de la Seine a pris une excellente décision; il a résolu, sur la proposition de M. Paul Brousse, rapporteur général du service des aliénés, de constituer une grande commission dans laquelle des savants et des administrateurs rechercheraient de concert les moyens pratiques de faire face aux besoins croissants de l'hospitalisation des aliénés. M. Paul Brousse s'est inspiré de la méthode suivie avec tant de profit à l'Hôtel de Ville pour l'alimentation par le lait et pour la réorganisation des ambulances urbaines, à l'Assistance publique pour la tuberculose et il a pris une initiative analogue.

Le département de la Seine est aux prises avec les difficultés les plus insurmontables au point de vue du traitement des aliénés. Chaque année, la population démente s'accroît en nombre; les asiles actuels n'y suffisent plus depuis longtemps; un cinquième asile est en construction pour les aliénés alcooliques, et il n'aura pas plus tôt ouvert ses portes qu'il sera encombré comme les autres. Sur les 12 000 aliénés de la Seine (Paris et la banlieue), 6 000 environ sont hospitalisés dans les asiles urbains et suburbains, 6 000 autres sont confiés, moyennant un prix de journée, à des asiles de province. Ce transfert de malades à l'autre extrémité de la France, tantôt au nord, tantôt au sud-ouest, est tout ce qu'il y a de plus pénible et de plus attristant. L'administration choisit de préférence les pensionnaires les moins visités; cette pierre de touche n'est pas infallible, et l'exode n'en reste pas moins douloureux pour un grand nombre de familles.

Un nouvel essai de colonisation familiale est à l'étude aux environs de Dun-sur-Auron (Cher); l'administration a été invitée à étudier un projet d'exploitation agricole pour les chroniques adultes (épileptiques, imbeciles). Il est question d'une colonie familiale de convalescence dans le voisinage d'un asile. La commission mixte aura justement à examiner la valeur de ces différentes tentatives, à en suggérer de nouvelles, à déterminer l'urgence de certains essais, patronage, assistance à domicile, etc.

A quels moyens recourir pour résoudre les difficultés croissantes? Convient-il d'étendre l'expérience si concluante de la colonie de Dun-sur-Auron où le placement familial a parfaitement réussi? De nouveaux asiles seront-ils construits? Distinguera-t-on entre l'asile-hôpital pour malades aigus et l'asile-hospice pour chroniques? Les asiles de tempérance pour les alcooliques seront-ils préconisés? Les questions se posent et se pressent, et le Conseil général de la Seine a sagement pensé qu'il n'aurait pas trop des

lumières de ses membres les plus expérimentés et des aliénistes les plus qualifiés, réunis côte à côte avec les commissaires de surveillance des asiles, pour découvrir la meilleure méthode à suivre ou plutôt pour élaborer un plan méthodique de traitement et d'hospitalisation des aliénés.

L'heure est propice pour cette étude, parce que, depuis peu de temps, les idées ont marché, l'organisation des asiles d'aliénés est en pleine période de recherches et de réorganisation. On n'en est plus à penser, comme en 1838, comme il y a peu d'années même, que l'asile fermé avec ses quartiers d'agités, de demi-agités et de tranquilles, soit le dernier mot et le type définitif du traitement des malades atteints d'aliénation mentale. MM. Magnan et Pécharman opèrent, dans une étude récente (1), cette sélection idéale, enlevant successivement de l'asile les incurables non dangereux, les déments, les alcoolisés, les épileptiques et les idiots; le classique établissement ne conserve plus entre ses hauts murs que les aliénés curables et les aliénés dangereux; encore parmi ceux-ci un certain nombre de criminels, de dégénérés en état de folie morale, devraient-ils prendre place dans un établissement intermédiaire, une sorte de prison-asile, relevant à la fois du magistrat et du médecin, où les méthodes de moralisation et de relèvement du criminel seraient le corollaire forcé de la séquestration.

Le remarquable article de M. le docteur Edmond Toulouse, qui a paru plus haut, est une contribution importante à ces travaux d'un si grand intérêt en vue de l'établissement d'une assistance rationnelle des aliénés.

PAUL STRAUSS.

(1) *Revue de Psychiatrie*, janvier 1898, organisation des asiles, chapitre extrait d'un article *Notions de pathologie et de thérapeutique générales dans les maladies mentales*, qui va paraître dans le *Traité de thérapeutique pratique* de M. Albert Robin.

Le Directeur-Gérant : PAUL STRAUSS.

L'ASSISTANCE INTERSCOLAIRE

DANS UNE ÉCOLE NORMALE

De mon carnet de route.

Deux fois dans un même jour, je suis allé à l'École normale de Montauban; et visite du matin, visite du soir m'ont causé de joyeuses surprises. C'est que les vormaliens de Montauban sont de ceux qui ont le mieux compris ce que les instituteurs de demain pouvaient faire pour se former à leur rôle d'éducateurs nationaux. Tête et cœur, ils se sont mis tout entiers à l'œuvre. L'apprentissage de bonté aura été bon qu'ils revendiquent et accomplissent...

Et voici ce que j'ai vu le matin. Après avoir fait une causerie sur l'instruction populaire aux élèves-maîtres, causerie bien abrégée, car il n'est pas nécessaire d'enfoncer des portes ouvertes, je me suis rendu à l'école annexe.

Les enfants y chantaient. Quoi ? Un hymne spécial dédié au Tarn-et-Garonne. Ils ont un charme bien à eux, ces chœurs, — tel « ô mon Berry » que j'ai entendu retentir dans le Cher, — que l'on entonne à la louange de la « petite patrie ». Ils disent l'union, l'amitié entre jeunes concitoyens épris des mêmes horizons, façonnés aux mêmes habitudes. Ils disent les raisons que Bretons, Provençaux, Savoyards, ont d'être attachés au sol natal qui partout, par ses rivières ou bien ses montagnes, ses vallées ou ses champs, ses côtes ou ses plaines a de quoi flatter l'amour-propre de ses enfants. Il a du reste du mouvement, un fier élan, ce Chant des écoliers qui, le soir, par un simple changement de mot au refrain, sera le Chant des adultes.

Il est précis, il introduit l'histoire dans la poésie :

... De la France, douce patrie,
Trois lits ont fait notre terroir.
La Gascogne ardente y déploie
Ses trésors féconds à merci,
Et le fier Rouergue y coudoie
Les rudes causses du Quercy.

Il y introduit aussi la géographie et la flore :

Trois fleuves y roulent leurs ondes,
La Garonne aux flots indomptés,
Le Tarn sombre aux gorges profondes,
L'Aveyron aux âpres beautés.
Sur leurs bords, le soleil caresse
Blondes moissons et fruits dorés.
La vigne étale sa richesse
Aux flancs des coteaux empourprés.

Et il n'est pas banal, le couplet patriotique qui vient après le couplet des « grands hommes » : Ingres, Fermat, Saint-André, des « gloires » nationales et locales :

Travailler est la loi du monde,
Manœuvrons ferme au gouvernail,
L'héritage humain se féconde
Et s'ennoblit par le travail.
Répétons aux heures ingrates,
Ainsi qu'un appel de clairon,
Le mot des jeunes Spartiates :
« Ce que vous fûtes nous serons ! »

Il faut voir avec quelle énergie de conviction ces derniers mots sont lancés ! Je suis bien sûr que la promesse sera tenue. Je me fais cette réflexion à part moi et aussi cette autre : qu'il serait désirable de voir se répandre dans chaque département l'usage d'avoir un « Chant des Écoles ». Poètes et musiciens ne manqueraient pas qui seraient heureux de voir une de leurs œuvres jouir d'une saine et durable popularité et graver dans les mémoires de nobles sentiments exprimés en strophes harmonieuses.

Mais la prose, — une prose qui a sa poésie, — me reprend. Je passe au réfectoire. Dans une école annexe, où il n'y a que des externes ? Oui, dans une école annexe. Car MM. les élèves-

maitres de l'École normale ont eu la généreuse, la philanthropique idée de constituer une *Société de bienfaisance* en faveur des élèves de l'école annexe. Et la *Société de bienfaisance* a débuté en fondant une *Cantine coopérative*.

Des amis de l'enseignement, le personnel de l'école normale, les élèves-maitres contribuent aux frais, et, en outre, les enfants participent à la dépense. On aide qui s'entr'aide. Le principe est bon.

Et bonne aussi l'application.

L'organisation est très simple, de facile adaptation.

a) VERSEMENTS DES ÉLÈVES. — Le prix du repas est de 0 fr. 10, les élèves qui ne peuvent payer cette somme ne versent que 0 fr. 05, ceux qui ne peuvent payer 0 fr. 05 sont admis gratuitement.

b) MENUS. — Chaque repas comprend : une soupe, un plat de viande ou de morue, un plat de légumes, du vin et, deux fois par semaine, un dessert. Chaque élève apporte son pain.

Les principales fêtes de l'année donnent lieu à un repas plus copieux.

Tous les comestibles sont de première qualité et préparés avec soin.

c) RATION PAR TÊTE D'ÉLÈVE. — Viande : 40 grammes ; morue 40 gr. ; légumes frais ou pommes de terre, 200 gr. ; graisse, 0 gr. 05 ; vin : 4 centilitres.

Mais voici le menu de la semaine (17 au 22 janvier 1898) où j'ai visité la cantine :

Lundi 17 janvier 1898. — Soupe citrouille. — Beefsteak. — Haricots blancs. — Gâteaux. — Vin.

Mardi 18 janvier. — Soupe pois. — Fritons. — Lentilles ménagère. — Vin.

Mercredi 19 janvier. — Potage gras. — Bouilli nature à la paysanne. — Purée de pois. — Vin.

Vendredi 21 janvier. — Soupe choux. — Morue aux pommes maître d'hôtel. — Vin.

Samedi 22 janvier. — Soupe lentilles. — Filet braisé. — Carottes bourgeoise. — Noisettes. — Vin.

Tout cela pour deux sous ! Mais comme me le disait à Toulouse quelques jours après M. Perroux, recteur de l'Académie : « Je comprends votre étonnement. Je l'ai partagé. Mais rien n'est impossible à cet apôtre : M. Cazaubiel, économe et professeur d'histoire, secondé par M. Lalaurie, directeur de l'École normale, et par M. Rouméga, directeur de l'école annexe. A eux trois ils feraient des miracles. »

Et puis... Ma foi, tant pis. Je vous livre le secret. Sans doute,

il y a eu des dons en nature. Des fournisseurs se sont laissés gagner à la contagion de l'exemple. Mais n'empêche que bouillis, beefsteak, filets braisés, coûteraient à eux seuls plus de dix centimes, — si la viande de cheval, oh ! bien choisie, appétissante à souhait, — ne formait le fonds du repas. C'est ainsi. A Montauban, les pupilles de la *Société de bienfaisance*, les abonnés de la *Cantine coopérative* sont des hippophages. Même ils s'en trouvent bien.

Les résultats le prouvent. Depuis janvier 1897, date de la fondation, jusqu'au 31 décembre, trente élèves en moyenne ont « coopéré » au déjeuner, et avec un appétit soutenu. 4 678 repas ont été servis, savoir 2 524 à 0 fr. 10 ; 1 857 à 0 fr. 05. Les versements des élèves se sont élevés à 345 fr., 25. Et voici la merveille, la chose inouïe, due à l'apparition sur la table « de la plus noble conquête de l'homme », chaque repas en moyenne a coûté huit centimes !

Comme il y a eu des cotisations de « patrons », la « Société de bienfaisance » ne s'est pas bornée à ouvrir la cantine.

Elle a fourni des vêtements à quatre élèves indigents, et je sais qu'elle a l'intention de porter ses efforts sur cette ébauche de « vestiaire ».

Elle a acheté un petit matériel de jeux (quilles ballons, foot-ball, etc.) pour les élèves de l'école annexe, ce qui n'a pas peu contribué à donner vie aux récréations et à développer le goût des exercices physiques.

Elle a pris l'initiative de promenades dirigées vers des cultures, vers des exploitations agricoles, et les collations n'ont pas été oubliées, qui procuraient plaisir et réconfort à des enfants pauvres, si souvent privés d'un peu de joie.

Elle a étendu son action à toute la vie de l'École annexe, devenue vraiment et complètement un champ d'expérience de vivante démonstration, pour les instituteurs de demain.

A l'occasion de la distribution des prix, sept livrets de la Caisse nationale des retraites, de cinq francs l'un, ont été remis aux jeunes « certifiés » de l'année.

De plus la *Société de Bienfaisance* s'est intéressée au « lendemain de l'école », aux cours du soir qui ont lieu à l'École

annexe. Elle est intervenue pour offrir des livres à quelques anciens élèves désireux de s'instruire.

Cette École du soir à l'École annexe, je l'ai vue, je me suis assis sur ses bancs, le même jour. C'est une organisation modèle.

Le cours d'adultes a lieu deux fois par semaine, le mercredi et le samedi. La première séance est consacrée à des exercices pratiques se rapportant à la revision des matières étudiées à l'école primaire; la seconde à des exercices de chant et à une lecture ou causerie, accompagnée le plus souvent de projections lumineuses. M. Rouméga, directeur de l'école annexe, assisté d'un élève maître de troisième année, est chargé de régler la marche des exercices pratiques. Les lectures ou causeries sont faites alternativement : 1° par les professeurs de l'école et le directeur; 2° par les élèves-maîtres de troisième année. Ce premier essai a réussi au delà de toutes les espérances : le chiffre des inscriptions s'est élevé jusqu'à 54 et la moyenne des présences à 35.

J'ai le bonheur d'être à Montauban un samedi. Et j'entends un élève-maître de troisième année, le jeune C..., faire une conférence sur la région des Causses. Il connaît à fond les publications du découvreur de grottes et d'abîmes, M. Martel. Il nous le fait suivre en ses pérégrinations souterraines. Comme le conférencier est lui-même du pays, il entremêle au souvenir de ses lectures ses impressions personnelles. La présence de l'inspecteur d'académie, M. Athané de l'inspecteur primaire et de plus de deux cents auditeurs ne l'intimide pas, car, ainsi que ses camarades, il est préparé, entraîné. Il est tout prêt à jouer, dès sa nomination, son rôle de conférencier populaire. Il a la note juste, une suffisante autorité. Il sait approprier sa démonstration à l'image projetée sur l'écran par un de ses camarades qui, lui aussi, a le métier dans la main.

Est-ce tout ce que l'on voit à l'école normale de Montauban ? Est-ce tout le bien qu'on y fait ? Non pas.

J'ai réservé pour la fin un trait de « morale en action », de touchante solidarité qui m'a beaucoup frappé. Figurez-vous

que la *Société de Bienfaisance* a adopté un orphelin ! C'est un élève de l'École annexe. Il avait perdu sa mère. Son père, atteint d'une tuberculose incurable, était à l'hôpital. Pouvait-on se désintéresser de l'enfant ? La *Société* l'a pris sous sa tutelle. Elle l'a confié à une famille de braves gens à qui, grâce au concours de l'administration des enfants assistés, elle paie une petite pension. Elle l'habille. Elle l'admet gratuitement à sa cantine. La « Fille du régiment » a son pendant. Il y a le « Fils de l'école »... Je le dis sans nuance de plaisanterie même inoffensive, car le fait ne prête pas à sourire, mais est tout à la louange de ses auteurs. « Nous n'abandonnerons pas le jeune orphelin, » m'a-t-on dit là-bas. Et la promesse sera tenue.

Sans compter que la *Société de Bienfaisance* de l'École normale a « de longs espoirs et de vastes pensées ». Son succès l'entraîne à d'autres tentatives, et qui réussiront grâce au trio de vaillants et de dévoués qui conduisent l'affaire.

La Société a établi les statuts d'une société de mutualité et de prévoyance, une *Petite Cavé* en faveur des élèves et des anciens élèves de l'École annexe. Même elle désire étendre le bénéfice de cette excellente institution à toutes les écoles publiques de Montauban.

Au vrai, matin et soir — à la cantine et au cours — j'ai pu constater à l'École normale de Montauban ce qu'un groupement de forces jeunes et actives, ce qu'une association de braves gens décidés à rendre service autour d'eux, pouvaient tenter d'heureux et d'efficace dans le combat contre l'ignorance et la misère. La *Société de Bienfaisance* d'où vient de sortir la *Fraternelle*, — nom donné à la « mutualité entre enfants » — constitue un organisme bien vivant, dont l'avenir est assuré par une collaboration incessante des professeurs de l'école et des élèves-maîtres.

Et c'est dans toute la France scolaire même tendance à l'aide mutuelle, à la solidarité. Un mouvement irrésistible de bonté, de pitié, d'humanité emporte les jeunes générations. Il est temps qu'elles arrivent à la vie civique, qu'elles opposent aux œuvres de discorde et de haine les œuvres d'amour et d'union.

ÉDOUARD PETIT.

LE

PARADOXE DE LOISEAU PINSON

En recevant ces jours derniers la circulaire de la fédération abolitionniste internationale, dont le but hautement proclamé est la suppression de la réglementation de la prostitution, un paradoxe d'un de mes anciens collègues du Conseil municipal m'est revenu à la mémoire. Loiseau Pinson était un républicain ardent; il avait fait ses preuves dans les luttes contre l'Empire et pendant le siège de Paris. D'un caractère aussi joyeux que son nom, possesseur d'une voix tonitruante, doué d'un aplomb décontenançant, interrompant avec fracas les orateurs, son audace apparente dans la discussion cachait une timidité réelle qu'il dissimulait avec le plus grand soin; allant jusqu'aux extrémités les plus avancées des doctrines démocratiques, il se gardait soigneusement de divulguer ses idées réformatrices quand elles lui paraissaient n'être pas encore dans le courant des opinions de son parti. Malgré son affectation du contraire, il avait la plus grande terreur du ridicule, et une de ses propositions, repoussée par ses amis, surtout si cet échec était accompagné de quelques signes d'ironie, lui eût causé une véritable douleur. Ce n'était que confidentiellement qu'il émettait certaines de ses idées, le plus souvent dans l'intimité de ces dîners qui séparaient les séances de jour des séances de nuit si fréquentes à ce moment de labeur excessif occasionné par les désastres de la guerre.

Quand vint la première discussion sur la réglementation de la prostitution, il y a quelque vingt-cinq ans, Loiseau Pinson

nous donna en petit comité son procédé pour supprimer toute ingérence policière, en sauvegardant du même coup la santé publique. Et comme on lui conseillait de faire une motion en séance ou de déposer un projet de délibération, il s'écria : « Le temps n'est pas encore venu, mon projet serait actuellement considéré comme un paradoxe, je voterai comme les amis. »

Certes, les attentats commis contre la liberté excitaient sa fureur ; il s'élevait en discours véhéments contre les arrestations arbitraires commises au nom de la morale et de l'hygiène. Il s'exaltait en décrivant la raffe : « Une compagnie d'estafiers du service des mœurs, disait-il d'une voix ronflante, cerne une rue, un point du boulevard ; toutes les filles qui s'y trouvent sont prises en tas et menées au poste ; la clairvoyance de l'argousin suffit à distinguer la prostituée de celle qui ne l'est pas. Tant pis si cette clairvoyance est insuffisante, si celle qui est empoignée est honnête ; elle est en défaut, puisque le policier la tient. Si elle résiste, on la bouscule, on la bourre, et malgré ses protestations, malgré ses clameurs et ses larmes on l'entraîne, elle est prisonnière ! »

Et les rafles dans les hôtels ! Toute femme en compagnie d'un homme est saisie et amenée ; seule même elle est prise aussi quelquefois ! Et il citait le mot du célèbre chef de service Lecour : « Une femme honnête ne loge pas en garni. »

Il rappelait certaines erreurs terribles commises par cette vertueuse police des mœurs : une femme est arrêtée à une heure du matin ; elle prétend aller chercher des médicaments pour son enfant malade ; le sceptique agent lui dit : « Je la connais celle-là ! » et la mène au poste malgré ses pleurs et ses supplications. Le lendemain son honorabilité était reconnue ; mais son enfant était mort. Elle devint folle.

Puis il rappelait cet autre mot du policier Lecour à propos de l'arrestation de la femme d'un banquier de Dijon : « Est-ce qu'un mari laisse sa femme l'attendre sur le trottoir ? »

« Et cela aboutit, continuait-il, si la malheureuse n'est pas réclamée à temps, ou si, plus malheureuse encore, personne ne s'occupe d'elle, à un séjour au dépôt au milieu de filles perdues, et enfin à une visite médicale ignominieuse. Selon la fan-

taisie ou l'erreur d'un agent, sur sa dénonciation à huis clos, elle peut être inscrite sur le livre des prostituées. Une fois inscrite, elle est hors du droit commun, elle n'est plus maîtresse d'elle-même, la police peut l'empoigner à toute heure de jour et de nuit, et l'enfermer dans une prison sans autre sanction que sa volonté. Du temps du préfet de police Gisquet, cet emprisonnement administratif pouvait durer un an; cette peine illégale s'est grandement abaissée, la police avoue aujourd'hui vingt jours de détention au maximum; cette durée s'abaissera encore et disparaîtra (1). »

Protestant contre ces violences et ces illégalités, il citait la définition de la liberté par le jurisconsulte Bathie : « La liberté est le droit de n'être détenu qu'en vertu de l'ordre de la justice. » Et, pour donner plus de poids à cette définition, il ajoutait l'opinion du grand criminaliste Faustin-Hélie en ce qui touche la liberté des femmes : « A l'égard des filles, nous ne parlerons ici que du seul droit de les arrêter et de les détenir arbitrairement; aucune disposition quelconque ne donne un tel droit à l'administration. Quelle que soit la position de ces femmes, elle doit les surveiller; mais elle ne peut les arrêter quand elles ne commettent pas un délit punissable. On ne peut reconnaître de classe à part qui soit en dehors du droit commun et pour laquelle les lois n'aient ni force ni protection; on ne peut reconnaître d'autres droits que ceux que la loi lui confère. »

Voilà parler, disait Loiseau Pinson, voilà qui démontre que l'administration viole la liberté. Quant à l'égalité, proclamée par la loi, elle n'est plus respectée. Comment! la fille qui fait commerce de son corps est hors la loi? On s'est donné le droit de la saisir de force, de l'examiner de force, de l'emprisonner sans jugement! Si c'est pour sauvegarder la morale, n'y a-t-il donc que les filles qui fassent du racolage? Ce sont les libertins qui font le libertinage. La femme est passive dans sa vie

(1) En annonçant cette diminution, Loiseau Pinson ne se trompait pas; en 1880, une note de la Préfecture de police disait : « Les filles publiques arrêtées pour contravention aux règlements sont envoyées en punition à Saint-Lazare pour un temps qui varie de quatre jours à dix jours. Ce maximum est très rarement dépassé. »

physiologique et c'est l'initiative de l'homme qui fait la prostitution.

Si cette injustice est commise au nom de l'hygiène, si c'est pour protéger la santé publique que vous la jetez dans une prison-hôpital avec une inscription sur un livre d'infamie, pourquoi ne frappez-vous et ne soignez-vous que l'un des propagateurs du mal ? Si les femmes sont contaminées, c'est que les hommes l'ont bien voulu, et alors pourquoi ne pas saisir les misérables, qui propagent la terrible maladie, pourquoi ne pas les envoyer au dépôt pour les faire examiner d'autorité, et, s'ils sont infectés, les séquestrer dans une prison de traitement, dans un hôpital moralisateur, un Saint-Lazare pour hommes ?

Ah ! si les femmes avaient voix prépondérante dans le gouvernement, elles diraient certainement : La cause de tout le mal c'est l'homme, c'est sa débauche et son cynisme ; qu'il soit livré à la police, examiné d'autorité, enfermé pour être guéri et mis dans l'impossibilité de nuire.

Les définitions mêmes de la prostitution démontrent que l'égalité n'existe pas. Le surintendant Wakefort « regarde comme étant à quelque degré une prostituée, une femme qui *fréquente plus d'un seul homme*, ne fût-ce qu'occasionnellement ». Mais à ce compte combien compterait-on de prostitués parmi les honnêtes gens ? Le surintendant Wakefort lui-même était-il bien sûr de ne pas entrer dans ce classement sévère ?

Et la définition que donnait le colonel Vincent dans son projet exposé devant la Chambre des lords : « Une prostituée commune est une femme qui soumet sa personne à des relations sexuelles, ou est raisonnablement suspectée de le faire pour son propre profit ou le profit d'autrui. » Et les hommes ? s'écriait Loiseau Pinson ; mais n'y a-t-il pas des *prostitués communs* qui entrent de toute pièce dans cette définition ? et avec l'aggravation d'une invincible horreur ! pourquoi la prison administrative n'existe-t-elle pas pour eux comme pour les femmes ? pourquoi n'ont-ils pas l'inscription, la carte et la visite obligatoire ?

Si, avec toutes ces illégalités et ces injustices, la morale était en effet protégée ! Mais en vérité l'est-elle ? Partout la prosti-

tution s'étale, invite, provoque. Dans les quartiers les plus honnêtes on voit des filles piétinant pendant des heures sur le même trottoir, coudoyant les hommes, leur jetant au passage les offes les plus crues; on voit sur la porte des maisons *tolérées*, selon l'euphémisme de la police, la servante, tirant l'œil avec son tablier blanc, rester immobile sur le seuil et répéter à mi-voix, pendant toute la soirée, le même boniment provocateur. Tout cela avec l'autorisation de la police, avec la réglementation morale. Mais les yeux des jeunes filles sont souillés par ce spectacle, ses oreilles salies par ces mots qui volent jusqu'à elles. D'autre part, les adolescents aux ardents désirs, harcelés à tous les carrefours par ces provocations, en rêvent et succombent dès qu'ils ont dans leur poche le prix d'entrée. Et c'est là ce que l'on appelle protéger la morale publique? Mais ce sont des attentats aux mœurs qui devraient être réprimés et vous avez la loi pour y réussir.

Avec le règlement vous ne frappez que les femmes, avec la loi vous atteindrez les hommes. Combien de libertins font le métier de courir les rues, d'aborder les femmes, de les poursuivre et de les offenser par leurs propos obscènes, par leurs propositions insultantes. Qui n'a assisté à ce spectacle, qui n'a été révolté par ce cynisme? Et si la police s'en mêle, c'est la femme qui sera arrêtée en vertu du règlement. Et l'homme ira un peu plus loin emboîter le pas à une autre fille.

S'agit-il de la santé publique? mais cette organisation illégale est absolument impuissante à la protéger.

Ah! si cette organisation pouvait avoir une influence réelle et faire disparaître le mal horrible qui tient l'être jusqu'à la fin de ses jours, dont les récidives éclatent au moment le plus imprévu, mal dont on meurt misérablement et qui se transmet de génération en génération, abaissant la race, diminuant ses forces physiques et intellectuelles, faisant une lignée de dégénérés; si la réglementation, dis-je, pouvait avoir une influence, je ne la combattrais pas, malgré son atteinte aux principes. Mais elle est impuissante. Ces mesures policières sont impuissantes, en effet, parce que l'on ne peut atteindre qu'une portion minime de celles qui habituellement colportent la contagion. Dans son

livre, Lecour donnait le chiffre de 3 656 en 1870 ; admettons que ce chiffre soit aujourd'hui au-dessous de la vérité et qu'il y ait actuellement 5 000, 6 000, 10 000 filles inscrites. Qu'est ce chiffre auprès de celui des insoumises qui, pour le même Lecour, va de 30 000 à 60 000, qui, pour Maxime Du Camp, monte à 120 000, chiffre au-dessous de la vérité quand nous réfléchissons qu'en dehors des femmes dont c'est l'unique métier, la prostitution clandestine est partout : chez l'ouvrière par entraînement, par effroyable misère, par éducation criminelle, chez nos serviteurs, chez nos jeunes bonnes faisant par leurs avances courir les plus effroyables dangers aux êtres que nous aimons plus que nous-mêmes. Mal d'autant plus menaçant qu'il est enfermé dans nos maisons, que nul ne s'en méfie, qu'il peut se communiquer par le service de table, par les objets de toilette et dont on ne peut deviner la provenance quand il a éclaté. Admettons, ce qui est absurde, que cette armée de folles de leur corps soit visitée, inscrite, soumise à la prison administrative et à la visite médicale, aurait-on la sécurité ? Non certes, car la femme n'a pas le triste privilège de répandre le mal ; l'homme aussi bien qu'elle en est le coupable propagateur.

En réalité, la protection de la santé publique est nulle, puisque, d'une part, la police ne surveille, et d'une façon insuffisante, qu'une faible partie des femmes qui peuvent propager le mal, et ne surveille pas du tout les hommes qui le propagent incontestablement, sans quoi, en parlant comme La Palisse, les femmes ne seraient jamais ou presque jamais contaminées. En réalité, on ne sera protégé efficacement que lorsqu'on se protégera soi-même.

Mais il faut donner à chacun la possibilité de soigner et de guérir cette horrible maladie. Ce que l'on peut demander à l'administration, c'est d'écarter toutes les difficultés qui empêchent ou retardent l'entrée des malheureux infectés dans les hôpitaux, car, par un reste du préjugé du moyen âge, ces malades sont les parias dans beaucoup d'hospices, dans certains ils sont repoussés, et l'on devine sous quelle influence. Certes, il est plus honteux d'avoir la petite vérole, puisqu'on peut l'éviter en se faisant vacciner, que lorsqu'on est atteint par sa sœur aînée qui

n'a pas encore son vaccin ; l'homme qui par de longs excès est arrivé au délire alcoolique est plus méprisable qu'un malheureux qui est frappé pour avoir cédé à un entraînement physiologique.

Non seulement les salles d'hôpitaux doivent s'ouvrir devant ces malades, mais encore les consultations spéciales doivent être prodiguées partout, les médicaments livrés gratuitement, l'alimentation aidée par des dons en nature chez tous ceux qui sont assez pauvres pour ne pas avoir un régime suffisamment réparateur. Vous pouvez traiter de paradoxe une partie de ce que je viens d'avancer, dit-il, répondant à quelques sourires, mais ce que je vais vous déclarer vous paraîtra encore plus paradoxal.

Lorsque le Dr Diday, pour arrêter la contagion, cherchant avec raison d'autres moyens que celui du certificat obligatoire de santé qu'il avait inventé, accusait l'administration de tracter les filles, de les enfermer comme des criminelles, et conseillait de « tenter d'obtenir des prostituées, par les voies de douceur, les garanties que la société est en droit de leur demander », Lecour ne tarissait pas de sarcasmes sur l'hôpital attrayant. « Dût Lecour s'esclaffer de rire dans sa retraite, s'écria Loiseau Pinson, j'affirme que Diday proposait la seule solution du problème. Une population intelligente, débarrassée des préjugés mystiques et niais, ne voyant pas plus de honte d'être contaminés par cette maladie contagieuse que par toute autre, considérant l'intérêt capital de soigner le mal pour empêcher sa diffusion, ne doit pas hésiter, malgré les plaisanteries et les résistances, à créer l'hôpital attrayant où l'on irait sans terreur, où l'on serait sûr de trouver le confort, le bien-être et la bienveillance. Je voudrais qu'autour de Paris, dans des localités largement aérées, sur des sites pittoresques d'où la vue s'étend, on construisit des asiles spéciaux aussi bien outillés pour la santé de l'esprit que pour le traitement du corps. Je voudrais que la nourriture y fût non seulement saine, mais soignée. Autour des pavillons de traitement seraient installés des ateliers donnant au malade la possibilité de sortir, après guérison, avec un pécule suffisant pour permettre aux femmes de ne pas

reprendre leur horrible métier. A côté de l'organisation de jeux variés, l'esprit devrait avoir ses satisfactions : des conférences moralisatrices seraient instituées, des cours du soir seraient ouverts à ceux qui désireraient compléter leur éducation. Je voudrais, en un mot, que l'existence y fût si facile et si attrayante que le malade s'empressât d'y accourir pour s'y faire soigner et ne le quittât qu'à regret après sa guérison. Toutefois il faudrait faire savoir et afficher partout que tout malade quittant l'asile avant l'autorisation du médecin n'y rentrerait jamais.

« Mais, dit un des convives, si malgré tous les charmes de ce traitement, malgré la menace de voir les portes de cet Éden-hôpital fermées à jamais derrière le fugitif, quelques malades d'un caractère difficile s'en allaient quand même ! n'iraient-ils pas semer la contagion ? »

« En vérité, s'écria Loiseau Pinson, chacun n'est-il pas responsable du dommage qu'il cause ? et dans ce cas le dommage est terrible puisqu'il n'atteint pas seulement celui qui en est victime, mais encore sa postérité. La loi commune doit lui être appliquée. Le docteur Després qui, quoique chirurgien pas propre, n'est pas une bête, fait remarquer dans une de ses brochures que lorsqu'une nourrice est contaminée par un nourrisson elle obtient des dommages-intérêts ; pourquoi ne pas étendre cette responsabilité à tous les cas de contamination, et certes, en y ajoutant une sanction pénale, car si le nourrisson est innocent du mal qu'il fait, puisqu'il n'en a pas conscience, il n'en est pas de même des pervers qui le répandent, ne pouvant l'ignorer.

« Pour conclure, dit-il, suppression de toute réglementation qui donne au public l'illusion d'une surveillance efficace garantissant la santé des libertins ; ne se sentant plus protégés ils surveilleront leurs mauvais appétits. C'est peut-être pour cette raison qu'en Angleterre, à ce que l'on prétend, les cas de contagion étaient plus rares avant l'application des *Contagious acts* ;

« Assistance attrayante pour les malheureux contaminés ;

« Et enfin, pour les misérables réfractaires, la responsabilité pénale, le droit commun. »

II

Si Loiseau Pinson avait vécu, il aurait eu la satisfaction de voir que ses successeurs au Conseil municipal se sont activement occupés de cette grave et difficile question et ont demandé l'application d'une partie de son paradoxe; une très minime partie, il est vrai. Il aurait pu constater en outre qu'au Sénat, dans la loi sur la prostitution votée en 1895, à la Chambre, dans le projet de M. Georges Berry, quelques-unes de ses idées sont appliquées. Mais il aurait pu se convaincre aussi que la suppression de toute réglementation, comme cela existe actuellement en Angleterre, est loin de sauvegarder la santé publique.

Le 20 avril 1883, le parlement anglais, après une discussion approfondie, a abrogé les *Contagious diseases acts* qui, selon la conviction des membres de la fédération abolitionniste, causaient tout le mal.

. Si l'on veut des renseignements exacts sur les résultats de cette réforme, c'est à l'armée que l'on doit les demander, parce que c'est chez elle seulement que l'on peut faire des statistiques complètes sur cette matière délicate. Or actuellement l'armée anglaise est certainement la plus cruellement frappée de toutes les armées d'Europe. En 1894, pendant la discussion du budget à la Chambre des communes, M. Jeffrys donne connaissance d'un rapport officiel du ministère de la guerre. Ce document a révélé une situation des plus graves; en 1892, l'armée anglaise comptait dans sa totalité 196 334 hommes; la moyenne annuelle des entrées dans les hôpitaux pour maladies vénériennes a atteint le chiffre de 52 155, ce qui constitue plus du quart de l'effectif; la moyenne journalière des vénériens hospitalisés était de 4 191 hommes.

Les *Contagious diseases acts* n'existent plus depuis 1886, on ne peut donc s'en prendre à eux de ce désastre.

En 1893, la Chambre des communes prescrivit une enquête qui aboutit à un rapport dont le Dr Longuet a rendu compte de la façon la plus sincère et la plus détaillée dans les *Archives de*

médecine et de pharmacie militaires. L'enquête est faite sur la période qui s'écoule de 1870 à 1892.

De 1870 à 1873, les *Contagious diseases acts* sont rigoureusement appliqués; on trouve alors journellement par 1 000 hommes 12,33 hommes atteints d'affections vénériennes.

En 1874, on change de méthode : tout homme atteint est soumis à une peine disciplinaire (suppression de toute solde pendant la durée de séjour à l'hôpital). Naturellement le soldat fuit l'hôpital et dissimule son mal le plus possible; le chiffre du nombre des malades s'abaisse à 9,53 par jour et par 1 000 hommes. Mais la maladie s'aggrave dans son intensité.

Enfin en 1880, les *Contagious acts* sont combattus avec ardeur; dans nombre de villes ils ne sont plus appliqués, quoique leur suppression n'ait été votée qu'en 1883; en 1886, ils étaient supprimés partout. De 1880 à 1886, la moyenne journalière s'est élevée à 17,46 pour mille, et s'est maintenue jusqu'en 1893 à peu près à ce chiffre; en 1892 ce chiffre était de 17,48 pour 1 000.

Dans son beau livre intitulé : *La prostitution clandestine*, livre d'où je tire ces renseignements, M. le Dr Commenge établit un parallèle intéressant entre l'armée anglaise et l'armée française au point de vue du nombre des maladies spécifiques. « Dans le tableau des maladies vénériennes, dit-il, concernant l'armée française, le chiffre le plus élevé a été constaté en 1875 : il est de 74,9 pour mille. Pendant cette même période, le chiffre des maladies vénériennes dans l'armée anglaise a été de 139,4 pour mille. Le chiffre le plus élevé du tableau de l'armée anglaise se rapporte à 1885; il était de 274,4 pour mille. Dans l'armée française la proportion des maladies vénériennes n'a été, durant cette même année 1885, que de 52,1 pour mille.

« Pendant les cinq dernières années 1888, 1889, 1890, 1891 et 1892 la proportion des soldats entrés dans les hôpitaux pour maladies vénériennes a été dans l'armée anglaise de 224,5 p. 1000, 212,1 p. 1000, 212,4 p. 1000, 197,4 p. 1000, 201,2 p. 1000.

« Pour la même période nous trouvons dans l'armée française 46,7 p. 1000, 45,8 p. 1000, 43,8 p. 1000, 43,7 p. 1000, 44 p. 1000. »

Enfin je reproduis le tableau dressé par M. le Dr Commenge

pour établir la comparaison au point de vue de la syphilis seule, dans les armées anglaise et française.

Années.	Angleterre.	France.
—	—	—
1888.	40,3 p. 1000	9,3 p. 1000
1889.	35,7 —	9,1 —
1890.	37,3 —	9,1 —
1891.	32,2 —	8,6 —
1892.	33,8 —	9,2 —

La démonstration donnée par les chiffres de la statistique anglaise ont converti en Angleterre un des adversaires des *Contagious diseases acts*, le docteur Graham Balfour qui avait été à la tête d'un bureau de statistique du département médical de l'armée anglaise. « Ce ne fut, dit-il, qu'après un examen soigneux des faits recueillis et établis par la statistique que je changeai d'opinion : les résultats utiles obtenus pendant l'application des *acts* m'avaient pleinement convaincu. »

Cette même statistique a modifié l'opinion d'un écrivain (1) scientifique français, qui s'était jusque-là montré l'ennemi de la réglementation, le Dr de Pietra Santa, directeur du *Journal d'hygiène*. En 1894, après avoir analysé dans son journal la statistique des maladies vénériennes dans l'armée anglaise, il publia les lignes suivantes, une conversion en règle : « Ce genre de constatations et de recherches limitées à l'armée de terre et à la marine royale dans les grands ports auxiliaires du Royaume-Uni a été très contesté : toutefois, malgré les variations et les défaillances de la statistique, il serait injuste de ne pas considérer les résultats obtenus comme un facteur important de la solution du problème. Un seul fait reste inattaquable, c'est la nécessité d'une réglementation modérée et légale. »

Ce qui s'est passé en Italie ne peut que confirmer la conversion si nette du savant Dr de Pietra Santa. Si M. Crispi, par sa mégalomanie, a ruiné les finances de son pays, il a aussi ruiné bien des santés italiennes par sa rage de se mettre à la mode anglaise. Les *Contagious diseases acts* ayant été supprimés complètement en 1886, le ministère Crispi en mars 1888 supprima

(1) J'apprends à l'instant sa mort.

la réglementation de la prostitution. D'abord la mesure fut appliquée dans neuf provinces, bientôt après dans toutes les villes italiennes sans exception. A partir de juillet 1888 l'Italie ne compta plus de prostituées inscrites.

Dès la première année qui suivit la suppression de la réglementation par la loi Crispi, en 1889, le nombre des soldats atteints de maladies vénériennes avait augmenté de 62 p. 100, la garnison comprenant le même nombre de soldats. L'année qui avait précédé l'application de la loi Crispi, en 1887, la proportion des soldats infectés était de 4,25 p. 100, en 1890 elle atteignait le chiffre de 10 p. 100. Cela devint un véritable désastre constaté aussi bien dans les services civils que dans les services de santé de l'armée et de la marine. En 1891, un règlement nouveau, étudié par le conseil supérieur de la santé, vint remplacer la loi Crispi dont l'application n'avait duré que trois années. Ces trois années laisseront des traces profondes en Italie.

Ces statistiques et cet exemple démontrent qu'on ne peut admettre la liberté de la prostitution, qu'il faut s'efforcer d'arrêter la propagation du mal; mais le difficile est d'en trouver le moyen.

Le Conseil général de la Seine l'a trouvé pour une fraction de la population des prostituées, pour les filles mineures. Elles constituent une grande partie des insoumises, et sont, d'après les syphiligraphes, les prostituées les plus dangereuses au point de vue de la contagion. Le nombre de ces insoumises mineures est très grand, et on en trouve d'un âge improbable; le Dr Commenge cite des cas effrayants de précocité; une fille de 12 ans par exemple, ne voulant faire aucun travail, affirmant sa résolution formelle de continuer à se livrer au vilain métier qui la fit prendre et arrêter plus tard, à 13 ans, syphilisée. Dans le livre du Dr Commenge on trouve l'histoire de jeunes filles dépourvues de toute idée de pudeur; l'une, âgée de 15 ans, livre sa virginité à un inconnu qu'elle n'a jamais revu, pour la somme de deux francs; une autre, vierge aussi, s'offre à l'employé d'un manège de chevaux de bois contre la bien mince faveur de la faire tourner quelques instants; cette malheureuse avait 14 ans.

Peut-on inscrire ces enfants sur le grand livre de la prostitution ? L'âge de l'inscription a varié avec les différents préfets de police ; on a vu l'inscription prononcée pour des filles de 17, 16, et même 15 ans. Ce n'est qu'à partir de la présence de M. Lépine à la Préfecture de police que l'inscription n'a eu lieu qu'après 18 ans.

Le Conseil général de la Seine a supprimé cette première difficulté après une longue discussion du rapport d'Émile Richard (1).

Cette discussion, il est vrai, n'aurait pas abouti, en raison de la multiplicité des opinions irréductibles, si MM. Paul Strauss, Alphonse Humbert et plusieurs autres conseillers n'avaient sauvé la partie la plus importante du projet en faisant deux propositions qui furent votées :

« 1^{re} PROPOSITION. — Il sera ouvert un asile sanitaire dans lequel seront envoyées les femmes reconnues malades par le médecin du dispensaire municipal.

« Cet asile ne pourra être, ni comme emplacement, ni comme régime, confondu avec la prison de Saint-Lazare ni avec un autre établissement pénitentiaire.

« 2^e PROPOSITION. — Le Conseil est d'avis qu'il y a lieu de fonder pour les filles mineures, en état de vagabondage immoral, originaires du département de la Seine, un établissement spécial qui devra être rattaché au service des moralement abandonnés.

« Une infirmerie spéciale pourra y être annexée et devra recevoir les filles mineures se livrant d'habitude à la prostitution et reconnues atteintes de maladies vénériennes. »

Par la première proposition, le Conseil général supprime la qualification de prison ; mais il ne résout pas la question de sortie. Rien n'indique dans le texte que la séquestration est supprimée aussi, ou qu'elle est imposée jusqu'à la guérison ? Ce qui dans ce dernier cas constituerait un hôpital-prison au lieu d'une prison-hôpital.

Sur la seconde proposition le Conseil général arrache les

(1) *La prostitution à Paris*, 1890.

mineures à la réglementation, puisqu'il fait de ces jeunes prostituées une catégorie des enfants moralement abandonnés et les enferme jusqu'à leur majorité dans une maison de réforme. Malheureusement cette proposition ne comprend que les enfants nés dans le département de la Seine, sans doute pour raison budgétaire; mais avec cette restriction les autres mineures resteront soumises à l'ancienne réglementation. Tous les anciens inconvénients subsistent donc pour une grande partie des mineures insoumises, ce qui ôte au projet une grande partie de sa valeur au point de vue de la santé des Parisiens. S'étendant à toutes les mineures, cette deuxième proposition était parfaite, et c'est la solution qu'il faudra prendre si l'on veut faire une réforme efficace.

Restent les prostituées majeures. On peut affirmer qu'en France, à quelques rares exceptions près, les médecins demandent l'inscription et la visite médicale. Émile Richard et le docteur Georges Martin demandaient l'inscription volontaire. Tout fait supposer que le registre destiné à recevoir ces inscriptions n'aurait pas besoin d'être bien gros. Toutefois on cite un certain nombre de filles qui sont allées à la préfecture de police demander leur inscription avant de commencer le triste métier; entre autres une institutrice. C'était à ses yeux sans doute le diplôme garantissant son état. Pour celles-là, rien de mieux, et il n'est pas besoin de les garantir du pouvoir judiciaire; majeures elles ont le droit de s'astreindre à cette servitude volontaire. Mais les majeures qui se livrent à la prostitution clandestine qui cause tant de ravages, par quel pouvoir seront-elles inscrites? Léon Lefort, dans la discussion de l'Académie de médecine de 1888, demanda que l'inscription devint une peine provisoire et ne fût prononcée que par l'autorité judiciaire. C'est là la seule solution; en faisant remarquer toutefois que l'inscription et l'envoi dans un hôpital spécial n'est pas une peine, mais une garantie hygiénique, de la prophylaxie sociale.

Mais, pour en arriver à cette inscription, pourquoi ne pas envoyer toute personne saisie en action de racolage ou convaincue de prostitution habituelle et après instruction ou enquête, devant le tribunal correctionnel statuant en chambre de

Conseil qui ordonnera suivant les circonstances et après examen médical la séquestration dans un hôpital spécial jusqu'à guérison des accidents transmissibles et ne pouvant sortir, selon les cas, qu'après inscription sur le livre des visites réglementaires.

Cet hôpital pourrait être et devrait être l'hôpital attrayant de Diday et de Loiseau Pinson. Le savant professeur Fournier qui, lui aussi, demande la création d'hôpitaux spéciaux, ne demanderait certainement pas mieux que de voir essayer l'assistance assez attrayante pour faire accourir tous les malheureux en quête de santé.

Enfin la poursuite des hommes qui vivent de la prostitution est comprise dans l'article 1^{er} de la loi sur la prostitution, votée par le Sénat en 1895. Voici cet article : « Ceux qui auront aidé, assisté ou soutenu la prostitution d'autrui sur la voie publique ou dans les lieux gratuitement accessibles au public, ou qui en auront sciemment partagé les profits seront condamnés à un emprisonnement de trois mois à deux ans et à une amende de 100 à 1 000 francs.

« Ils seront en outre soumis, après l'expiration de leur peine pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, à l'interdiction de séjour édictée par l'article 29 de la loi du 27 mai 1885.

« En cas de récidive, dans un délai de cinq ans et si la dernière peine est supérieure à six mois d'emprisonnement, les tribunaux pourront en outre prononcer la relégation. »

Ce n'est pas là tout à fait ce que demandait Loiseau Pinson, mais c'est déjà un acheminement vers ce qu'était son idéal ; on a osé toucher à l'homme.

On le voit, son paradoxe est devenu vérité pour certaines parties : suppression de la réglementation pour les mineures, introduction de l'autorité judiciaire pour les inscriptions, poursuite des proxénètes d'habitude ou d'occasion, enfin hôpital spécial, pas encore attrayant ; tout cela, il est vrai, n'est encore que sur le papier.

Mais, d'autre part, l'exemple de l'Angleterre et de l'Italie nous a magistralement prouvé que la suppression de toute réglementation aboutit au désastre. Quant à la responsabilité, il n'y faut pas songer encore ; on n'a pu appliquer l'impôt sur

le revenu par la peur des enquêtes sur l'état des fortunes privées; comment accepterait-on jamais, en matière de contagion, la responsabilité qui demanderait des enquêtes autrement intimes? D'ailleurs la crainte du chantage, qui empêche l'établissement de la recherche de la paternité, empêchera bien plus sûrement encore l'établissement de la responsabilité spéciale que demandait Loiseau Pinson prenant Després pour point d'appui.

D^r H. THULIÉ.

LES DÉRACINÉS ET LEUR RAPATRIEMENT

I

Pour tous ceux-là qui sont venus vers la vingtième année de leur province à Paris, le dernier et très beau livre de M. Maurice Barrès, *les Déracinés*, évoqua brusquement dès les premières pages, avec une précision singulière et surprenante, toute une période de leur vie. Ce livre, aujourd'hui célèbre, est le roman d'une poignée de jeunes Lorrains réunis par la camaraderie commune du lycée de Nancy et brusquement transplantés dans l'agitation de la grande ville, loin de leur famille, loin de leurs horizons coutumiers. Leur histoire s'y déroule avec ses rêves, ses espoirs, ses déceptions, ses catastrophes, minutieuse et puissante comme celle de quelques-uns des personnages les plus vivants de Balzac. Jamais peut-être ne fut mieux exprimée l'ivresse un peu douloureuse des premières années de Paris; jamais non plus ne fut plus éloquemment démontrée et par le titre seul et par les péripéties de ce puissant ouvrage, l'action bienfaisante qu'aurait dans beaucoup de cas, pour les faibles qui succombant dans une lutte trop dure ne peuvent à Paris prendre racine, un rapatriement fait assez tôt. Cette action bienfaisante du rapatriement pourrait fournir, au point de vue social et moral, l'objet d'une importante étude. C'est dans bien des cas la seule mesure qui puisse sauver non temporairement mais définitivement ces provinciaux, demivaincus de la vie des grandes villes, exposés par la misère me-

naçante à toutes les tentations. Plus encore que pour les individus le rapatriement pourrait être bienfaisant pour les familles si mal partagées, si à l'étroit dans la mêlée parisienne. Mais en se limitant à un point de vue plus restreint, le point de vue médical, la puissance merveilleuse de ce retour au pays natal peut être établie plus nettement encore. Ici les mesures pratiques sont plus faciles à formuler. Leur application est digne de tenter les sociétés régionales si nombreuses et quelques-unes si puissantes à Paris. En s'occupant tout d'abord de ceux à qui la valeur physique et la santé firent défaut, peut-être, en présence des résultats obtenus, seront-elles amenées plus tard à étendre leur activité sur les autres, sur tous ces Déracinés dont l'ambition dépassa l'énergie.

II

La puissance thérapeutique du rapatriement est formée de deux facteurs distincts. Le premier est d'ordre banal. C'est l'action bienfaisante du retour à la campagne n'importe comment et n'importe où. Le second, l'action particulière du pays d'origine, est d'ordre plus spécial et plus subtil. On peut toutefois l'expliquer, mais bien incomplètement, en invoquant le rôle dans le fonctionnement des organes des accoutumances non seulement personnelles, mais héréditaires.

Un seul exemple emprunté à l'une des maladies les plus redoutables, la tuberculose, suffit à démontrer la haute valeur supérieure à celle de tous les médicaments, de la campagne quelle qu'elle soit. Le sort des tuberculeux soignés dans les hôpitaux des villes est malheureusement bien défini. M. Grancher l'a résumé d'un mot très sommaire et très énergique : ils y meurent tous. Soignés au grand air dans les sanatoria, ces mêmes tuberculeux des villes donnent une proportion de guérisons définitives qui atteint jusqu'à 30 p. 100. Cette action de l'air pur, de la tranquillité substituée au surmenage et au tumulte ambiant, constitue certainement un des éléments fondamentaux de l'action du rapatriement. Cet élément est indispensable, et il est bien certain qu'un Lyonnais d'origine tombé

malade dans quelque appartement sans air et sans soleil du faubourg Saint-Antoine n'aurait aucun avantage à le quitter pour aller chercher un appartement analogue à la Croix-Rousse.

L'action spéciale du deuxième élément, le pays natal, moins facile à démontrer directement par des chiffres, n'est pas moins certaine. Au début de ce siècle, l'importance de la nostalgie avait certainement été exagérée en médecine. On ne se contentait pas de l'invoquer non seulement pour bon nombre d'hypocondriaques — les neurasthéniques d'aujourd'hui — et cela non sans quelque cause. On attribuait à la nostalgie toute une série de lésions organiques dans lesquelles elle avait tout au plus joué le rôle de cause bien accessoire. Actuellement, ce qui est un tort, le mot de nostalgie n'est même plus prononcé dans les traités de maladies du système nerveux. La facilité des déplacements, le nombre et la série des transplantations successives en des lieux divers ont rendu moins évident, plus facile à méconnaître ce facteur morbide : l'éloignement du pays primitif. Pourtant même aujourd'hui on le retrouve souvent très net dans deux races qui constituent deux des colonies d'émigration parisienne les plus importantes, les Auvergnats et les Bretons.

L'instinct populaire est en pareil cas chez eux bien remarquable. Quand de plus en plus leur santé faiblit, sans trop s'attarder à la cause du mal, sur le remède cet instinct n'hésite pas. Cette foi robuste et justifiée dans l'air natal a été pittoresquement notée par M. Ajalbert dans son livre si intéressant sur l'Auvergne. « C'est leur hygiène, dit-il, à beaucoup d'Auvergnats de Paris, un traitement préventif qui leur réussit. D'ailleurs ils n'attendent pas d'être à l'article de la mort pour y recourir. Dès qu'ils se sentent « quelque chose qui ne va pas », ils songent au pays et comme les enfants qui ne confient qu'à leur mère le soin de dorloter leurs chagrins, eux tout de suite tournent les yeux vers la montagne, ne comptent que sur elle, n'espèrent qu'en elle. »

Et dans le même livre de M. Ajalbert se trouve une observation profonde, fort juste au point de vue médical et renfermant en germe l'explication de cette action de l'air natal par les accoutumances héréditaires

« Aux heures de langueur, la plus désespérée, dit-il, l'idée me hanta que par la montagne je pouvais être guéri, l'idée fixe désormais. Est-ce que tout de suite, au premier malaise, ces Auvergnats dont je connaissais un grand nombre ne partaient pas confiants pour un tour au pays, quelques semaines là-bas? Et comme ils revenaient solides, retrempés, renouvelés. Il leur suffisait de toucher terre — sur la terre natale — pour ramener leur vigueur épuisée. Ce que la montagne accomplissait pour ses fils ne le ferait-elle pas pour un de ses petits-enfants? » L'espoir se vérifia merveilleusement. C'est qu'en effet, à côté du lieu de naissance souvent accidentel, il y a lieu de tenir compte du vrai pays d'origine. Tel Parisien né à Paris appartient en réalité, au point de vue de sa race, à la plaine, à la mer ou à la montagne.

III

Une série de circonstances favorables m'ont pour ma part permis de conseiller bien des fois le rapatriement et d'en apprécier la merveilleuse puissance. Malheureusement ces circonstances étaient en réalité de nature un peu exceptionnelle. Il s'agissait, dans la grande majorité des cas, d'étudiants appartenant à des familles de province toutes prêtes à les recevoir. La caisse des prêts de l'Association des étudiants leur était au besoin ouverte pour les premières dépenses du voyage. Ils s'agissait aussi d'employés d'une grande compagnie de chemins de fer. Pour eux aussi le voyage devenait facile et des secours de maladie étaient très libéralement accordés. Mais dans un nombre considérable d'autres cas, les difficultés matérielles étaient très grandes. Elles étaient de deux ordres, tenant aux frais mêmes du rapatriement, aux premiers frais de séjour du malade rapatrié. Trop souvent elles devenaient insurmontables, et le malade était réduit à attendre tristement la mort dans ce Paris qu'il n'avait plus les moyens de quitter.

Pour ceux de ces pauvres Déracinés qui sont absolument sans ressources, qui ont perdu tout lien d'attache avec le pays d'origine, le problème restera malheureusement presque insoluble. Il ne faudrait pas seulement les rapatrier, il faudrait, une

fois rapatriés, leur faire des rentes. Mais dans beaucoup d'autres cas — les plus nombreux peut-être — la difficulté serait incomparablement moindre. Il suffirait de leur assurer les frais de voyage et tout au plus les premiers frais de séjour. Les uns ont conservé au pays des familles assez aisées pour les recevoir. Les autres sont assez légèrement atteints pour qu'on puisse espérer à bref délai une guérison permettant la reprise du travail, guérison qui deviendra d'autant plus solide et définitive que le rapatrié aura cette sagesse de ne plus quitter le pays.

C'est surtout dans cette deuxième catégorie de cas que pourrait fort utilement s'exercer l'action des nombreuses associations régionales déjà mentionnées au début de cette étude. Beaucoup d'entre elles sont suffisamment riches pour pouvoir ouvrir à leur budget un compte de secours pour les frais de voyage et même pour les premiers frais de séjour. Par les influences locales dont elles disposent, il leur serait en général facile d'assurer au rapatrié une fois rétabli soit un emploi, soit un travail compatible avec ses forces. Assurément la plupart de ces associations s'occupent déjà pour des cas isolés de cette intervention bienfaisante. Il ne s'agirait que de la généraliser et de la développer. Et cette œuvre est assurément aussi une de celles qui mériteraient le plus de tenter les nouveaux comités de patronage des hôpitaux.

Si le but de cette étude n'était pas avant tout médical, peut-être conviendrait-il de plaider, en terminant, la cause, non seulement des malades, mais de tous les autres Déracinés. Tous nous avons connu des compatriotes qui, moins défaut de santé que défaut d'une série d'autres qualités nécessaires pour le combat de l'existence, ne parvenaient décidément pas à émerger dans la mêlée parisienne. Ils allaient, résistant de plus en plus mal, se déclassant de plus en plus. Pour ceux-là, la nécessité du retour au pays, si elle n'est plus d'ordre physique, devient souvent une nécessité morale. Leur conseiller et leur faciliter ce retour est assurément à eux aussi le plus grand service qu'on puisse leur rendre ; conseil qui malheureusement sera toujours accepté sans enthousiasme et sera loin d'être souvent suivi. Pour ceux-là beaucoup plus que pour les malades, la sagesse sera

de prendre quelques précautions en leur assurant les frais de rapatriement. L'argent du retour au pays serait bien facilement détourné de sa destination. Ce sont les pires Déracinés.

Parmi les livres de ces dernières années, l'ouvrage de M. Barrès est assurément celui qui a eu le retentissement le plus profond surtout parmi les jeunes. Ce volume, bien que formant un tout complet, doit être continué par deux autres poursuivant l'histoire de ces étudiants devenus hommes après avoir supporté le premier choc. Comme la bataille initiale, cette série d'autres batailles aura certainement ses vaincus. Pour l'un d'entre eux brisé par un grand chagrin d'amour, M. Barrès a déjà bien noté l'instinct mystérieux du retour au pays natal, comparable à celui de la bête blessée qui revient à son gîte. Il serait à souhaiter qu'il voulût bien aborder plus en détail cette question dans la suite de son œuvre et mettre au service de la cause que nous défendons — le rapatriement des Déracinés — son merveilleux talent d'écrivain.

Dr A.-F. PLICQUE.

L'ASSISTANCE EN ESPAGNE

I

Aller chercher en Espagne quelque chose de nouveau, dont puisse profiter notre pays, en ce qui concerne l'hygiène scolaire et les exercices physiques d'un côté, l'hygiène générale, l'assistance générale et médicale de l'autre, était sans doute une tentative hardie. L'Espagne n'est pas de ces peuples qui marchent à la tête de la civilisation, et il semble que dans les matières dont je viens de parler, on pouvait trouver en elle une imitatrice, non une initiatrice.

Cependant, la période brillante qu'a traversée ce peuple sous la domination des Maures doit avoir laissé quelques traces dignes de notre admiration, et il était agréable, peut-être même utile, de les retrouver. Cette période, malheureusement, a été fort courte. L'espèce d'apathie dans laquelle est tombée l'Espagne par suite de l'expulsion des Arabes, la soif de l'or qui s'est emparée de ce pays, après la découverte de l'Amérique, la grande émigration effectuée, soit pour satisfaire cette soif, soit pour aller guerroyer au dehors, l'énorme diminution des naissances qui en fut la conséquence, la prédominance d'une noblesse exploitant les autres classes de concert avec les communautés religieuses et les ordres militaires, la ruine de cités, d'établissements industriels et agricoles autrefois florissants, sous la domination des Maures, et que l'expulsion violente de ces civilisateurs anéantissait tout d'un coup, toutes ces

causes réunies, d'autres encore, ont fait subir à l'Espagne une décadence profonde. Elle n'est que momentanée (1).

L'Espagne essaie, depuis déjà quelque temps, de se reprendre, de réveiller son industrie, de multiplier les moyens de communication, de corriger, par de sages mesures d'hygiène, la situation que créent à ce beau pays la nature du sol, sa topographie, la longueur démesurée de ses côtes et d'autres particularités desquelles résulte un climat heurté, irrégulier, divers, et, sur quelques points, peu salubre.

Cette race est sobre, encline à l'oisiveté, à raison de la modération de ses appétits; elle a moins d'orgueil qu'on ne le croit, et certains de ses hommes d'État, de ses littérateurs, de ses savants, s'accusent plus qu'il n'est raisonnable de l'état de leur pays.

D'ailleurs, ce sentiment, né d'une modestie exagérée chez la plupart des hommes distingués que j'ai rencontrés, je le crois sincère; d'autant plus que je l'ai trouvé, — à part chez quelques-uns qui ne demandaient qu'à être contredits, — associé à un grand désir de reconquérir pour l'Espagne une bonne place au soleil de la civilisation.

En instruction, en hygiène, dans le domaine des sciences d'expérimentation et d'observation, — j'abandonne les sciences exactes, — les Espagnols marquants étudient, recherchent, font effort.

Mais ce qui manque à ces têtes, ce sont des corps qui leur obéissent. Bien souvent j'ai entendu parler des chefs; ils exposaient leur ambition, mais en même temps leur impuissance; il leur manquait d'être suivis : c'étaient des généraux sans armée. Ce qui leur fait aussi défaut, ce sont les ressources matérielles. Dans certaines parties privilégiées, le sol est aride; on connaît le proverbe : « L'alouette en traversant la Castille doit emporter son grain. » Il y a en Espagne beaucoup de montagnes, peu de rivières, ou plutôt peu de cours d'eau utilisables et soumis. L'Espagne est, sur un grand nombre de points, un pays nu, désolé, ingrat; on a dévasté les forêts qui le cou-

(1) Ces notes, on le reconnaît, ont été écrites avant la guerre carliste qui, de nouveau, ruina l'Espagne.

vraient, et parfois l'œil se pose attristé sur de vastes déserts. Cette absence de forêts est sans doute cause que ces mêmes cours d'eau, très rares, se gonflent aux jours de tempête, et amènent d'effroyables désastres, comme on l'a pu voir dans ces derniers temps.

Tous ces facteurs de la pauvreté du sol contribuent à la misère de l'habitant : celui-ci a de la peine à vivre du produit de son labeur, plus de peine encore à payer l'impôt. Toute idée d'économie paraît impossible.

Aussi les contributions sont-elles difficiles à percevoir, et par cela même est rendu très aléatoire l'entretien des routes, des écoles, des hôpitaux. J'ai eu l'occasion d'en observer des exemples : des instituteurs à qui les municipalités doivent plus de 8 millions, et dont plusieurs ne vivent que de la charité des parents de leurs élèves, ou des prêts ruineux des usuriers; des hôpitaux, où, comme à Almería, que visitait le ministre de l'Intérieur à la suite des inondations de septembre 1891, les sœurs, les internes, les infirmiers se sont plaints de n'avoir pas été payés depuis plus de dix mois; la Maternité de la même ville, aux nourrices de laquelle il est dû huit mois de leurs gages, bien gagnés, cependant, par ces pauvres femmes à qui l'on impose d'allaiter chacune deux, et même trois enfants.

II

La réglementation des hôpitaux est très compliquée et très minutieuse. Elle ne comprend pas moins de 220 articles : l'un, entre autres, prescrit qu'il n'y aura pas dans chaque ville, si importante qu'elle soit, plus de quatre hôpitaux, placés aux extrémités; l'article 107 prescrit l'isolement facultatif d'un hôpital de convalescence et obligatoire d'un asile d'aliénés (*manicomio*); il est, actuellement même, peu fréquemment observé. En parlant de ces asiles, le règlement défend l'emploi des moyens violents à l'égard des fous, et recommande l'installation de travaux qui puissent les occuper et les distraire.

A propos de l'assistance individuelle, le règlement prescrit

des maisons de secours pour les cas de maladie les plus urgents et les accidents de la voie publique ainsi que le traitement à domicile. De ce dernier, réformé par un décret récent (14 juin 1891), nous aurons à parler plus longuement.

Disons, en attendant, que d'après le règlement de 1822, tout individu habitant la commune, l'étranger lui-même, pourvu qu'il ait un métier ou profession, a droit à être secouru s'il est pauvre.

La Commission locale de bienfaisance doit, autant que possible, lui fournir du travail; en cas de maladie, il est soigné chez lui, mais si la chose est impossible, le malade est envoyé à l'hôpital de la province aux frais de la ville.

On trouve comme conséquence de cette excellente réglementation de l'assistance un certain article 93 qui défend la mendicité partout où l'on a établi des maisons de secours ou l'assistance à domicile; mais les prescriptions n'en sont généralement pas observées, et les mendiants se rencontrent plus nombreux, peut-être, en Espagne que dans les autres pays.

III

J'ai fait allusion plus haut à la loi de 1875. Celle-ci, comme on le verra, a donné les règles de la bienfaisance privée. Je vais dire un mot de l'importante loi de 1849, qui a établi les divers rouages de la bienfaisance publique.

Elle détermine les établissements qui ont le caractère public et les divise, comme la loi de 1822 l'avait fait, en généraux, provinciaux et communaux. La loi confie l'administration et la surveillance de ces trois catégories d'œuvres à trois commissions spéciales.

La Commission générale qui a son siège à Madrid se compose de l'archevêque de Tolède, du patriarche des Indes, du commissaire général des Cruzadas, membres de droit, de deux conseillers d'État (intérieur et contentieux), d'un conseiller de l'Instruction publique, d'un médecin membre du Conseil de santé, de quatre membres nommés par l'État qui désigne aussi un ou deux membres d'un établissement général de bienfaisance.

On comprend que ce Conseil, qui a assez d'analogie avec notre Conseil supérieur de l'Assistance publique, soit le comité consultatif du directeur général de la bienfaisance, subordonné lui-même du ministre de l'Intérieur.

La Commission provinciale est, sous la présidence du gouverneur (préfet), composée des éléments suivants : le prélat diocésain, vice-président, deux chanoines désignés au gouvernement par le chapitre, ou, s'il n'y a pas de chapitre, deux ecclésiastiques proposés par le prélat, un député de la province (conseiller général), un médecin, deux membres résidant au chef-lieu et nommés par le ministre sur la proposition du gouverneur, un membre du Conseil de surveillance d'un établissement provincial (hôpital ou asile). Rien d'analogue n'existe en France. Chez nous, en effet, à part les asiles d'aliénés, les dépôts de mendicité et les maternités, le Conseil général ne crée pas une organisation hospitalière proprement dite, et les maisons de refuge pour les vieillards et les orphelins sont des établissements purement municipaux.

Je dirai en passant que la loi de 1875 éleva de 7 à 11 le nombre des membres des Commissions provinciales, et qu'en 1885 celui des membres de la Commission provinciale de Madrid fut porté à 15.

Les commissions municipales sont présidées par l'alcade (maire). Elles ont la composition suivante : un curé, un ou deux conseillers municipaux, le plus ancien des médecins de l'assistance communale, deux ou trois membres du conseil de surveillance d'un établissement provincial ou municipal.

Ces commissions sont chargées de l'organisation des secours à domicile et plus spécialement des secours en argent. La loi spécifie que si les commissions municipales se subdivisent dans les villes importantes en plusieurs sous-commissions, il y aura toujours dans leur sein un ecclésiastique nommé par l'alcade, sur la proposition de la Commission. Quant à celle-ci, ses membres sont nommés par le gouverneur sur la proposition du maire.

D'après le règlement de 1849 le public doit connaître par des avis insérés dans le *Journal officiel*, dans le Bulletin de

chaque province ou par des affiches apposées à la porte de chaque mairie, les sommes qui ont été acquises par legs ou par donations aux divers établissements de bienfaisance pendant le mois précédent. C'est une excellente mesure qui met le public au courant de ce qui se passe et lui permet de porter ses libéralités sur telle œuvre moins favorisée que les autres.

L'administration des établissements de bienfaisance de l'État est placée sous l'autorité du ministre de l'Intérieur, du directeur général de la bienfaisance et d'un comité de dames créé par décret du 27 avril 1875. Un inspecteur général intervient pour tout ce qui regarde l'hygiène, le service médical et pharmaceutique. Il a également l'inspection de tous les asiles d'aliénés provinciaux ou municipaux, au point de vue surtout de la situation morale des individus qui y sont enfermés.

Un règlement concernant les aumôniers d'hôpitaux leur prescrit d'attendre, pour donner les secours religieux, le désir formellement exprimé par le malade, et leur délègue la direction morale et spirituelle de ceux-ci.

La nomination des médecins et pharmaciens se fait généralement au concours (*oposicion*), quelquefois sur titres (*concurso*). Ils se divisent par moitié en médecins titulaires et suppléants, ces derniers non payés; mais les médecins d'hôpitaux, en Espagne, reçoivent une rétribution qui n'est pas dérisoire, comme en France, et qui varie d'ailleurs, avec l'importance de l'établissement.

IV

Voici la réglementation en ce qui concerne les établissements privés. Ils avaient acquis des richesses considérables; en Espagne, comme dans d'autres pays, la piété des fidèles, aussi bien que leur esprit de charité, avait remis jadis entre les mains du clergé les sommes nécessaires à la fondation d'œuvres diverses de bienfaisance, qui remonte à une époque reculée, et leur installation se ressent de cette ancienneté d'origine.

La loi du 23 janvier 1822, qui se préoccupait surtout de la double autonomie provinciale et communale, arriva à supprimer

l'indépendance des fondations particulières. La loi du 20 juin 1849 les émancipa et les sépara un peu trop des établissements publics. Un décret rendu, en 1875, sur la proposition de M. Romero Robledo, régularisa leur situation et renforça l'action administrative relâchée depuis la loi de 1849. « La bienfaisance particulière, disait le ministre, viendra ainsi en aide à la bienfaisance publique et spécialement à la bienfaisance générale en allégeant ses budgets, et jamais plus l'argent du pauvre ne sera détourné de sa destination. »

Et, en effet, le règlement qui accompagnait ce décret de 1875, tout en respectant les fondations particulières et les attributions qu'elles ont reçues de leurs fondateurs, donne à l'État la surveillance sur le domaine de l'hygiène et de la morale, sur celui de l'accomplissement strict des obligations auxquelles les œuvres particulières sont soumises. Il complète et rend facile le fonctionnement de ces œuvres, dispose des fonds supplémentaires ou dont la destination est caduque, et les applique à d'autres œuvres du même genre.

Chaque établissement est sous la direction d'un patronage (*Junta de Patronos*) qui doit se tenir toujours en règle vis-à-vis de l'État, lequel peut destituer, pour des faits graves, les membres de cette Commission nommés par lui dans les conditions prescrites par les fondateurs. Ces commissions soumettent leurs comptes et budgets à la Commission provinciale dans le ressort de laquelle elles fonctionnent, et ces documents sont envoyés à la direction générale de Madrid pour approbation définitive.

V

Il n'est pas de commune espagnole, si pauvre qu'elle soit, qui, d'après les lois de bienfaisance du pays, ne doive posséder, réduit à sa plus simple expression, un asile disposé pour des malades ou infirmes, jusqu'au moment où ils seront envoyés à l'établissement provincial le plus voisin (article 88 de la loi de 1849).

L'article 88 du règlement du 14 mai 1852 dit que ces établissements pourront être aussi simples que possible, eu égard

à la pauvreté de la commune; ils comprendront une salle de réception, une chambre avec deux lits, une voiture ou tarantane, et deux chevaux bien entretenus. L'article 89 demande que dans les communes aisées l'installation de ces asiles soit digne de la ville, et qu'elles puissent même garder les malades ou blessés, s'il y a danger de les transporter ailleurs.

L'article 90 y insiste en disant que les secours et l'hospitalisation à domicile constituent l'objet véritable et essentiel de la bienfaisance municipale. La plupart du temps, ce sont des médecins municipaux qui font le service de ces asiles qu'on appelle maisons de secours (*casas de socorros*), et j'aurai à étudier cette organisation de la médecine municipale, et par conséquent les conditions de l'assistance à domicile. Mais auparavant je voudrais dire un mot des *casas de socorros* elles-mêmes. La loi, en prescrivant l'installation dans chaque ville, indique qu'elles seront composées d'une petite pièce pour pansement, d'une autre contenant quatre lits au moins, d'une salle de consultation, d'une chambre à coucher pour le médecin de garde, d'une autre pour l'aide (*practicante*) praticien (à peu près analogue à un interne), enfin d'une pièce pour magasin, vestiaire, lingerie, etc.

Dans chacune de ces maisons, il y aura deux médecins nommés au concours et qui seront de garde à tour de rôle, soit pour être prêts à soigner les malades qu'on leur amènera, soit pour donner des consultations gratuites. La maison de secours est sous la direction de l'alcade assisté de trois conseillers municipaux; c'est à cette autorité que le médecin le plus ancien doit rendre compte de tout ce qui se passe dans l'établissement, statistique et nature des secours, dépenses, etc. La maison est munie de moyens de transport pour les malades ou blessés qui tombent dans la rue, et qu'il y a lieu de transférer soit à la maison de secours, soit à l'hôpital, soit à domicile; généralement ils passent par la maison avant d'aller à une des autres destinations. Dans les grandes villes, les maisons ont un téléphone permettant de communiquer avec l'hôpital, l'autorité ou les particuliers. La loi qui prescrit l'installation de ces asiles n'a pas été toujours obéie. L'État s'était d'abord chargé de leur

installation et de leur entretien. Un règlement récent les met à la charge des villes; et cependant toutes n'en ont pas organisé elles-mêmes; dans certaines on n'a pu en avoir que grâce à la générosité d'enfants du pays. Santander, ville de 40 000 habitants, en est dépourvue, ou plutôt ce que l'on connaît sous ce nom manque de médecins. Voici un aperçu du nombre des cas soignés dans quelques villes et que je trouve au bulletin officiel publié chaque mois par la direction générale, l'analogue pour toute l'Espagne du bulletin que publie mensuellement pour Paris mon distingué confrère et ami le Dr Bertillon. A Séville, ville de 143 182 habitants, il y a depuis 1870 trois maisons de secours dont l'une dans le faubourg populeux et industriel de Triana. Les frais, pendant l'année 1890, se sont élevés à 42 955 francs, les deux maisons urbaines ont eu à soigner 3 211 cas de maladies internes, 4 000 cas de maladies externes, 2 904 accidents; 1 858 opérations ont été faites. Pour la maison du faubourg, il y a eu 1 630 malades internes, 1 698 externes, 1 100 opérations. On voit que la proportion est plus forte pour le quartier populeux et industriel. La totalité des cas dans lesquels ont eu à intervenir les maisons de secours de Séville est donc de 15 453; il y a eu 2 958 opérations.

En outre, pour le premier trimestre de 1891, le nombre de cas a été de 876 en janvier, 1 121 en février, époque du carnaval, 282 en mars. Barcelone, ville beaucoup plus importante, 277 000 habitants, a présenté pendant ces mêmes mois 310, 435 et 307 cas; Alicante, port marchand de 32 563 âmes, en a donné 461, 170, 208.

Dans son excellente monographie sur Séville, M. Hauser, faisant la statistique des maisons de secours de cette ville, trouvait que le minimum des cas se présentait en hiver et le maximum en été, et il expliquait cette supériorité par ce fait que, dans cette dernière saison, les marchés sont moins abondamment pourvus à cause de l'exportation des produits du sol, qu'il y a plus d'occupations pour les ouvriers du bâtiment, que la taverne est plus fréquentée pour le jeu et la boisson; qu'enfin la chaleur tropicale qui règne alors — en août 1891 on a observé 44° — rend les têtes plus chaudes et l'humeur plus batailleuse.

Inutile de dire que les *casas de socorros* établies dans chacun des dix districts de Madrid sont fort bien installées et dirigées; j'ai pu m'en convaincre dans une visite faite en la compagnie de mon confrère le Dr Espina, médecin distingué de l'hôpital provincial.

Je vais maintenant arriver aux médecins municipaux.

VI

Un vieux livre très curieux de Cristobal Perez de Herrenera, paru en 1568 et intitulé : *Discours sur la protection des pauvres vrais (legitimos pobres)*, fait allusion à l'assistance des pauvres honteux qu'il voudrait voir organiser par toute l'Espagne comme elle l'est déjà à Vitoria, Lisbonne, Valence, Madrid, par les soins des confréries de la Miséricorde. Il s'agit d'associés qui vont visiter les pauvres deux fois par semaine, les consolent et leur donnent une carte, laquelle est remise au médecin ou au chirurgien salarié qui les visite à son tour avec deux barbiers, et leur donne en secret des remèdes, un petit pain, une demi-livre de viande et huit maravédís pour acheter des œufs, le tout appuyé d'un certificat de confession, sauf, si la maladie, se prolonge, à ajouter de la volaille, des biscuits, des conserves; s'occupe aussi de l'administration des derniers sacrements, et en cas de mort les fait enterrer avec le linge et les cierges qu'on tient en réserve pour cet objet. Et l'auteur ajoute que, si le malade ne peut se faire soigner à domicile, on l'envoie dans une infirmerie spéciale, ou, s'il ne s'agit pas de maladies contagieuses, à l'hôpital d'Anton-Martin, où l'on donne chaque jour 1 réal (25 centimes) par malade; à l'infirmerie est attaché un majordome marié, qui est aidé de sa femme, d'un domestique et d'une servante.

J'ai tenu à citer ce passage, qui montre ce qu'était l'assistance publique en Espagne, il y a trois siècles. J'arrive à ce qui se fait de nos jours, c'est-à-dire aux médecins municipaux qu'on appelle médecins titulaires, ou de *partido*. On verra que cette organisation est celle qui est connue en France sous le nom de médecine cantonale et qui n'existe d'ailleurs que dans la

moitié environ de nos départements. En Espagne, cette médecine est plus généralisée et fonctionne assez convenablement dans les plus petites villes; mais, comme on le verra, si les règlements imposent certaines conditions aux médecins titulaires, leurs honoraires sont quelquefois très médiocres, et forcent le praticien à exercer une profession à côté.

Je connais un médecin d'un petit village de la frontière qu'un de mes confrères français trouva occupé à labourer sa terre. Interrogé à ce sujet, le médecin espagnol répondit qu'obligé par le règlement à ne pas s'éloigner sans l'autorisation du maire, et brouillé avec ce magistrat, il ne pouvait exercer en dehors de sa commune, et était contraint de demander au travail manuel de quoi suffire à ses besoins et à ceux de sa famille.

L'article 66 de la loi de 1866 crée des médecins municipaux chargés du soin des indigents, et autorise les communes trop pauvres à s'associer à d'autres pour payer ce médecin. Les honoraires de celui-ci sont réglés par contrat, et le paiement en est obligatoire pour les municipalités. On prescrit aux médecins titulaires de ne pas s'absenter en cas d'épidémie; ils doivent dans les autres cas prévenir la municipalité de leurs absences. Une pension de 500 à 1 250 francs est donnée à chaque médecin devenu incapable de travailler, par suite des services rendus dans une épidémie, et pour tout le temps que dure cette incapacité. Il en sera de même pour les médecins non titulaires qui auront prêté leurs services en temps d'épidémie. En cas de mort, la pension est réversible sur les veuves. L'article 79 de cette loi, s'appuyant sur la liberté de profession, déclare qu'aucun service public ne peut être demandé à un autre médecin que le titulaire, à moins de cas urgent, et moyennant rétribution spéciale. Pour maintenir « la dignité médicale » l'article 80 prescrivait l'établissement d'une sorte de jury médical dans chaque province avec règlement à établir par l'État. C'est l'analogie de l'ordre des médecins contre lequel se sont élevées en France tant d'objections. En ce qui concerne les pharmaciens, la loi leur défend la délivrance d'aucun remède, s'il n'est prescrit par une ordonnance de médecin, écrite clairement,

sans abréviation, correction, ni signes. On leur interdit de délivrer des médicaments « héroïques » d'une dose supérieure à celle du Codex, à moins que le médecin consulté ne persiste et n'affirme à nouveau son ordonnance.

Les remèdes secrets sont interdits, mais ceux qui veulent trafiquer d'un remède par eux découvert doivent en demander le paiement par l'État, au moyen d'un mémoire que le gouvernement soumet à l'Académie de médecine; si l'inventeur n'est pas satisfait de la récompense, le gouvernement consulte le Conseil royal de santé, et alors les effets, et la composition du remède, sont publiés dans la *Pharmacopée officielle*.

Laissant de côté le texte d'une nouvelle loi publiée le 24 octobre 1873, je dirai qu'un décret du 14 juin 1891 a modifié l'organisation que je viens d'esquisser; bien que faite sous l'inspiration d'une commission médicale présidée par M. Matias Nieto Serrano, secrétaire de l'Académie de médecine et directeur du *Siglo medico*, elle a soulevé un grand nombre de réclamations au sein de la profession médicale, et pour faire un corps de ses réclamations, le *Siglo medico* lui-même a organisé un congrès de médecins titulaires qui s'est tenu le premier décembre à Madrid.

VII

Le décret nouveau détermine que chaque commune de moins de 4 000 familles (*vecinos*) (1) a des médecins et pharmaciens municipaux munis du titre de docteur ou de licencié, délivré par l'une des Universités espagnoles.

L'obligation des médecins municipaux ne se borne pas à l'assistance gratuite des pauvres (accouchement et vaccination compris), ils doivent encore donner leur concours à l'autorité gouvernementale ou municipale pour toute mesure de leur compétence touchant la santé publique, faire la vérification des

(1) On appelle *vecino* l'habitant d'une ville né ou domicilié depuis longtemps dans la commune, et qui paie ses impôts et figure sur les feuilles de recensement. La réunion des *vecinos* forme la population de droit; au contraire, si on ajoute la population flottante, on obtient la population de fait.

décès, s'il n'y a pas un service municipal spécial, enfin prêter sur réquisition, et moyennant des honoraires fixés par la loi, leur aide à l'autorité judiciaire en cas d'absence des médecins spéciaux (délégués).

Le règlement nouveau considère comme indigents ceux qui ne paient aucune contribution à l'État, à la province, ou à la commune, et ne sont les salariés d'aucune de ces administrations.

Dans les (*villas*) villes de plus de 4000 *vecinos*, il y aura une liste des pauvres dressée chaque année par le conseil municipal et communiquée aux médecins et au public, mais elle reste ouverte pour les inscriptions pendant l'année.

Les communes de moins de 4 000 *vecinos* auront un médecin chirurgien municipal pour chaque groupe de 300 familles pauvres et un en plus pour chaque groupe supplémentaire de 150. Néanmoins, même pour 300 familles pauvres seulement, s'il y a des difficultés dans leur assistance, la ville pourra être divisée en districts ayant chacun son médecin. Les communes trop pauvres pourront se réunir pour ne payer qu'un médecin; ces groupes devront être approuvés par le gouvernement. Les *villas* devront aussi entretenir des « praticiens » municipaux. Le médecin est libre de traiter de gré à gré avec les malades aisés (le plus souvent par abonnements), mais ceux-ci peuvent se former en société, sous la surveillance et avec l'intervention du maire, autorisé par le gouvernement.

L'élection du médecin communal se fera par les soins de la commission de santé à la majorité des suffrages, après annonce officielle de la vacance et après un délai suffisant.

Les pharmaciens désignés comme pharmaciens municipaux devront posséder tous les remèdes de la pharmacopée espagnole; les médecins et chirurgiens devront posséder tous les instruments, appareils chirurgicaux et moyens nécessaires à l'exercice de leurs fonctions déterminées nominativement par le Conseil royal de santé.

Comme chargés de proposer les mesures propres à faire disparaître les causes d'insalubrité, et diminuer les dommages causés par une maladie quelconque régnant en ville, les médecins

communaux sont de droit membres des commissions municipales de santé, dont nous parlerons plus tard. Les médecins ne pourront être privés de leur emploi qu'en des cas spéciaux et par décision de la députation provinciale sur avis de la commission de santé provinciale. En cas d'absence ou d'empêchement, les médecins municipaux doivent trouver un confrère qui les remplace. Ils ne doivent pas quitter la commune en temps d'épidémie, et en temps ordinaire ils doivent prévenir l'alcade de leur absence. S'ils meurent dans une épidémie, leurs veuves et leurs orphelins ont droit à une pension dont j'ai parlé plus haut. Dans d'autres conditions, et à raison des mérites du titulaire, ces mêmes pensions peuvent être accordées à leurs veuves et orphelins. Les contrats actuels entre médecins et communes pourront être renouvelés par accord entre les parties, tout en étant soumis aux règles du présent règlement. S'il n'y a pas accord, il y aura lieu de recourir à une nomination régulière sur présentation de titres (concours) ; la durée des contrats est de quatre ans, avec renouvellement facultatif.

VIII. — ASILES DE BIENFAISANCE

Ces asiles de bienfaisance reçoivent les enfants abandonnés ou orphelins, les impotents, les vieillards des deux sexes. Ils sont le refuge des pauvres de tout âge, et, de plus, ils mettent un outil dans la main de l'enfant, le moralisent par le travail après lui avoir donné l'instruction et l'éducation. On les appelle, suivant les villes où ils sont établis, maisons de bienfaisance, de charité ou de miséricorde. Parmi ces établissements je citerai la *Misericordia*, de Pampelune qui, malgré le peu d'espace dont on peut disposer, est très vaste, et, en dépit de sa vétusté, fort bien entretenue. Il y a là, comme ailleurs, des écoles, des ateliers, des dortoirs pour jeunes et vieux, de grands réfectoires, et de grandes cours qui ne valent pas celles de l'établissement similaire de Valence, où tout est neuf et grand, comme je le dirai.

Comme spécimen de règlement, je donnerai les articles 8 et 9 de celui de la capitale de la Navarre, dans lequel on remarque

la particularité relative aux opinions ; les autres règles se rencontrent à peu près dans tous les règlements qui régissent le fonctionnement de ces asiles d'enfants et de vieillards. Voici ces articles :

« ARTICLE 8. — On n'admettra pas d'enfants de l'un et l'autre sexe au-dessous de sept ans, ils devront être vaccinés et nés à Pampelune, ou bien nés d'un père qui aura dix ans de résidence dans la ville. On ne pourra pas non plus admettre, à titre de pauvres ni de pensionnaires, les individus d'opinions douteuses (*opinion contenciosa*), bien qu'ils soient recommandés par des personnes d'autorité, ni ceux qui, par leur vie et leurs habitudes, répugneraient aux règlements de la maison ; on ne recevra pas de pauvres atteints de maladies contagieuses, d'affections cutanées, et tous ceux qui désirent entrer seront examinés, à cet effet, par le médecin de l'établissement. Il sera nécessaire qu'ils soient véritablement pauvres, c'est-à-dire non soutenus par des parents, qu'ils soient natifs de Pampelune ou habitent la ville depuis dix ans.

« La maison fournit également des secours en argent, pain, légumes aux individus ou familles, que l'on ne peut admettre dans la maison, s'ils sont nés à Pampelune ou y ont dix ans de résidence, et qui, par leur âge ou leurs infirmités, ne peuvent vivre du produit de leur travail ; on ne donnera les secours en argent qu'aux familles de pauvres qui ne pourraient, ou n'oseraient, venir chaque jour à l'asile prendre la portion qu'il distribue.

« ARTICLE 9. — L'expérience a démontré qu'il y a des cas dans lesquels, par suite de revers de fortune ou de malheurs de famille, des individus sollicitent l'entrée dans l'asile sans être tout à fait dépourvus de ressources ; quand même ils n'auraient pas le temps de résidence indiqué dans l'article précédent ils pourront être admis sur décision de la commission administrative, moyennant le paiement quotidien de 75 centimes ; ils doivent être célibataires, l'asile n'étant pas disposé pour recevoir des ménages. »

Je ne sais dans quel chapitre de ces notes je pourrai placer un article relatif à une institution qu'on appelle le *Vinculo*

(le lien) et qui, depuis de longues années, possédant des moulins hors ville, à très peu de distance, fabrique pour le compte de la municipalité de grandes quantités de pain, dont le prix de vente est inférieur parfois à celui des boulangers de Pamplune. J'ai visité le *Vínculo* le soir, au moment où se fabriquait le pain, à l'aide de pétrins et de fours qui sont les derniers mots du progrès. L'organisation de cette grande boulangerie m'a paru parfaite; elle a en ville quatre dépôts, et le pain qu'elle y envoie est excellent.

La *Casa de Misericordia* de Valence compte parmi les mieux organisées; elle a une population de 700 hommes et femmes; elle recueillait autrefois les aveugles et les sourds-muets pour lesquels on a fait un établissement spécial. On y reçoit les vieillards et les impotents, les enfants depuis l'âge de sept ans, et aussi les enfants de la Maternité. L'établissement est vaste; tout marche à la vapeur : cuisine, buanderie, fabrication du pain; les cours sont sillonnées de rails qui facilitent le service. Dans les ateliers destinés aux garçons on fabrique des chaises, des tissus, des espadrilles, etc. En bas est une école de garçons, grande salle virtuellement divisée en trois parties, à raison de l'enseignement mutuel, et par conséquent la lumière n'est pas uniformément donnée aux élèves fort nombreux. Les classes des filles sont au deuxième étage, à côté de leurs ateliers.

- Valence a en outre l'asile *del Campo*, établissement particulier, que je n'ai pas été autorisé à visiter, et qui reçoit environ 400 orphelins.

Un autre établissement provincial de charité, qui joue le même rôle que la *Casa de Misericordia*, c'est la maison de bienfaisance ou *Casa de Beneficencia*, qui a 250 filles, 400 garçons, 40 vieillards. L'établissement, nouvellement bâti, est divisé en 7 cours, les unes destinées aux vieux, les autres, sur lesquelles donnent deux ateliers, aux enfants qui, ce jour-là (un dimanche), jouaient aux soldats, costumés originalement et armés de sabres de théâtre; les dortoirs, les réfectoires, tous les services sont bien organisés, il y a une infirmerie et une salle d'isolement.

L'école des garçons est fort curieuse, elle se compose d'un

immense T dont la branche supérieure est naturellement divisée en deux salles, gauche et droite ; cette branche renferme 260 élèves divisés en deux classes, dont les professeurs ont la chaire aux deux extrémités ; la chaire de la branche verticale est à l'intersection.

Parmi les œuvres de la charité privée, j'ai visité à Alicante, tout à côté de la « Maison de Bienfaisance » existant dans chaque province, un « Asile des enfants pauvres », fondé il y a six ans par une femme généreuse et destiné plus spécialement aux enfants des ouvrières de la fabrique de tabacs. L'enseignement est confié à cinq sœurs qui reçoivent environ 250 enfants répartis en écoles de garçons, de filles et maternelles. Les ouvrières conduisent là leurs enfants dès cinq heures du matin en allant à leur ouvrage, mais ces petits n'entrent en classe qu'à neuf heures, et au repas de midi que suit une récréation d'une demi-heure, on leur sert, moyennant 5 centimes, une bonne soupe de riz et de pommes de terre.

IX. — MATERNITÉS, TOURS

Un des genres d'établissements laissés par la loi à la charge des provinces, c'est la maison de Maternité à laquelle est très souvent jointe celle qui reçoit les enfants trouvés, et dans laquelle est un tour.

Le tour, en effet, qui a été supprimé en France, a été conservé en Espagne, et jusqu'ici aucun débat public assez important ne s'est élevé à propos de sa suppression.

Je n'ai pas à faire ici le procès de ce moyen employé pour sauver la vie à un grand nombre d'enfants, que leur mère, coupable d'entraînement, aurait supprimés avant ou après leur naissance. Il est certain que le tour, permettant à une femme de cacher ses fautes, l'encourage à laisser la vie à son enfant, sûre qu'elle est qu'on soignera le petit être qui est sa honte, et que sa misère, à défaut de son courage, lui interdit de conserver. Mais tout n'est pas dit, quand l'enfant a été déposé au tour ; il n'est même pas sûr qu'il y arrive vivant, car les conditions clandestines dans lesquelles il est venu au monde, la façon peu

hygiénique dont on lui a fait faire ce voyage, de la maison au tour par toutes les saisons, par tous les temps, et vêtu, Dieu sait comme, tant d'autres causes ont menacé son existence, qu'il arrive souvent mourant au tour. M. Hauser, dans sa monographie de Séville, dit que, sur 350 enfants apportés en moyenne chaque année au tour de cette ville, 15 arrivent morts ou mourants.

Une fois au tour, nourris par une femme qui a un ou deux autres enfants au sein et qui n'est qu'une mercenaire, envoyés par l'établissement à des nourrices du dehors, dont les conditions d'hygiène sont déplorables, les pauvres petits êtres voient encore leur vie menacée de diverses façons. Il se pourrait que, proportions gardées, le système du tour donnât autant de morts d'enfants du premier âge dans les pays où il existe, que les avortements et infanticides dans les pays où il n'existe pas (1). Le tour diminue la responsabilité de la femme, il l'encourage à procréer des enfants qu'elle abandonne déjà dès le jour de sa faute; les unions illégitimes sont donc ainsi favorisées, et le séducteur et sa complice sont à l'avance rassurés sur les conséquences de leur action; c'est la charité publique qui en fera tous les frais.

En Espagne, la proportion des naissances naturelles est plus forte que dans d'autres pays. L'an dernier, dans une des villes de garnison que j'ai visitées, elle était de 1 sur 6. En France, on le voit dans la dernière statistique, cette proportion est beaucoup moindre. Cependant, dans certains de nos villes ou villages près de la frontière espagnole, dans lesquels les unions illégitimes sont fréquentes, le nombre apparent d'enfants naturels est plus faible qu'il ne le serait, étant donné le relâchement incontestable des mœurs. La cause de cette faible proportion d'enfants naturels, c'est le voisinage de l'Espagne; dans les tours de ce pays, les filles-mères françaises, grâce à la complicité de leurs parents ou de sages-femmes, se débarrassent de leurs enfants, au bénéfice de la maison espagnole d'enfants trouvés, dont la clientèle est alors plus grande que ne le comporte la population de la province.

La première maison de ce genre que j'ai visitée au début de

(1) Au moment où j'écris ces lignes, plusieurs affaires d'avortement se jugent en France. Il y a longtemps que je n'en vois pas se juger en Espagne.

mon voyage est celle de Pampelune: *la Inclusa*. On m'a montré le mécanisme du tour, la sonnette qui, lorsque le nouveau-né est posé dans la boîte de bois, avertit la sœur de garde dans la chambre voisine qu'un enfant vient d'être confié aux soins de la maison. La sœur de garde prévient aussitôt la nourrice désignée à l'avance pour donner le premier lait au nouveau venu, on baptise celui-ci, si, dans les papiers qui l'accompagnent, rien ne dit qu'il a déjà été baptisé; on prend son signalement, on lui attache un ruban retenu par un plomb que la sœur marque, à l'aide d'une matrice, du numéro d'entrée de l'enfant. Tout ce qu'il faut pour faire reconnaître celui-ci plus tard est tenu en note; les parents pourront, en effet, un jour retrouver le petit abandonné.

La Inclusa de Pampelune n'est pas dans des conditions d'espace suffisantes. La population de cette maison, entretenue par la province, dépasse la capacité de *la Inclusa*. L'administration le sent elle-même, et le directeur des établissements hospitaliers de la Navarre a proposé, il y a déjà quelque temps, à la députation provinciale de transporter hors des murs cette institution, et peut-être aussi les autres asiles de charité. Pampelune est, en effet, une ville forte, et si l'on mettait au dehors tous les établissements hospitaliers, la salubrité de la ville, de même que la santé des malades, pauvres, vieillards, enfants que la province secourt, seraient sauvegardées. On annexerait à ces édifices une exploitation agricole qui ferait du bien aux protégés de la province et à la culture du pays.

La Maternité de Pampelune se recrute par l'admission des enfants du tour, et de ceux qui, dans les diverses communes de la province, sont abandonnés de leurs parents, des enfants orphelins de père et de mère et sans ressources. Tous les enfants ainsi recueillis sont mis en nourrice, comme je l'ai dit, ou nourris dans l'établissement, s'ils sont dans l'âge de l'allaitement. Une fois sevrés, ceux du dehors rentrent à la Maternité, à moins que leurs parents nourriciers ne les gardent ou ne les adoptent, ce qui se voit fréquemment chez ces braves campagnards, et non seulement dans la province de Pampelune, mais ailleurs.

Les garçons ne sont gardés à la Maternité de Pampelune que jusqu'à l'âge de sept ans ; faute de local, ils passent à la maison de Miséricorde, où on continue leur éducation et où on leur apprend un métier, et comme la Miséricorde appartient à la municipalité, la députation lui paie pour chaque enfant 75 centimes par jour. Quant aux filles, gardées à la Maternité jusqu'à leur mariage, elles reçoivent à ce moment de la députation une dot de 250 francs.

Un grand nombre de maisons d'enfants trouvés (1) sont annexées à une Maternité, mais celle-ci en est quelquefois séparée, ou bien elle fait partie de l'hôpital dans lequel il y a un service spécial d'obstétrique. Ces Maternités m'ont paru moins nombreuses que les Maternités françaises.

La maison d'enfants trouvés a un directeur nommé par la province, mais elle est également administrée par une société de dames de la ville (*junta de señoras*) qui s'occupent avec une grande sollicitude de la recherche des nourrices, soit pour le dedans, soit pour le dehors, et qui visitent les enfants nourris par les unes et les autres.

La maison de Maternité de Valence est annexée au grand hôpital de cette ville ; il y a communication directe entre les deux établissements, ce qui est peut-être un tort. Les enfants sont recrutés dans les salles d'obstétrique de l'hôpital, ils sont reçus dans un département bien organisé, avec des salles spéciales pour les 35 nourrissons ; la maison en fait nourrir 250 au dehors. A la maison, une nourrice a deux enfants, exceptionnellement trois.

Les nourrices ont un dortoir séparé de celui des enfants, dans lequel couche une sœur qui va, deux fois par nuit, réveiller les nourrices pour qu'elles donnent à téter aux petits.

Je trouve à signaler une salle des berceaux très propre, une salle destinée à la toilette à grande eau, un système de petites chaises rangées le long du mur, et dont la caisse contient le linge des enfants pour la journée ; à côté sont une lingerie et une garde-robe admirablement tenues.

(1) Plusieurs de ces asiles d'enfants trouvés sont très peuplés. L'une des dernières statistiques attribuait à l'asile de Salamanca 1 633 enfants.

Mais la maison de Maternité que j'ai le plus admirée est celle de Cadix, dont le médecin, le D^r Truba, m'a fait les honneurs avec une amabilité parfaite. On appelle la maison *Casa Matricia*, elle est nouvellement bâtie, aérée, agréable à voir, elle a un tour comme toutes les autres, et est sous la direction d'un comité de dames. Elle fait nourrir les enfants dedans et dehors ; la jolie salle des berceaux est circulaire, pavée en marbre, propre et bien entretenue ; les salles de nourrices, leur dortoir sont aussi fort bien. Il y a 28 enfants dedans, beaucoup plus au dehors.

Les nourrices de l'intérieur ont 30 francs par mois ; celles du dehors 22 fr. 50. C'est à peu près le même prix pour toute l'Espagne.

X. — SOURDS-MUETS ET AVEUGLES

M. Claveau, inspecteur général honoraire des établissements de bienfaisance, dont la compétence, en ce qui concerne l'enseignement des sourds-muets, est très grande, écrit ceci dans le Dictionnaire de pédagogie publié par M. Buisson (Hachette) : « L'honneur d'avoir créé cet enseignement (des sourds-muets) appartient incontestablement au bénédictin espagnol, don Pedro Ponce de Léon, et, chose remarquable, les efforts de ce maître furent dirigés dans la voie où l'on devait, ce semble, redouter de rencontrer les obstacles les plus graves, c'est-à-dire vers l'enseignement de la parole. »

C'est dans le couvent des bénédictins de San Salvador de Aria (Burgos) que Ponce de Léon (1520-1584), né à Valladolid, fit la connaissance de deux jeunes sourds-muets, les prit en pitié, et leur apprit à prononcer les mots écrits en caractères placés à côté des objets que ces mots désignaient. Il eut d'autres élèves qui, suivant un écrit de Ponce de Léon, trouvé dans les archives du couvent, « conversaient, écrivaient, parlaient le latin, le grec et l'italien, et raisonnaient fort bien sur la physique et l'astronomie ».

Cette méthode orale fut appliquée en France à la fin du siècle dernier, par un juif espagnol chassé de son pays, Jacob Rodri-

guez Pereire, mais longtemps délaissée pour la méthode des signes de l'abbé de l'Épée; on l'applique maintenant en Espagne.

Il s'est créé, à la suite de divers décrets, et entre autres de celui qui prescrivait un établissement pour les sourds-muets dans chaque district universitaire, un certain nombre d'écoles de sourds-muets qui donnent aussi asile aux aveugles, chez lesquels les méthodes les plus récentes (méthode Braille, etc.), sont employées. Ces deux sortes de déshérités sont donc dans les mêmes institutions, sous une direction unique.

L'école des sourds-muets et aveugles de Séville est bien située, bien aménagée; quoique fondée en 1873, elle n'est définitivement installée que depuis janvier 1887.

Les pensionnaires paient 150 francs par an et les externes, 10 francs par mois; mais on reçoit aussi des enfants pensionnés par la députation de Séville, ou d'autres députations faisant partie du district universitaire.

L'enseignement des sourds-muets comprend tout ce que l'on enseigne en France, dans une école primaire forte; de plus, on leur enseigne le dessin sous différentes formes: académique, linéaire, ornemental, à la plume; on en fait des imprimeurs, des coiffeurs, des cordonniers. Les aveugles reçoivent les mêmes notions d'enseignement primaire, plus la lecture du latin et de l'italien, et des leçons de musique: solfège, chant, piano, orgue, harmonium, instruments à cordes (guitare et mandoline). Ces instruments sont enseignés au plus grand nombre des élèves, leur usage, joint au chant, constituant le gagne-pain de ces déshérités. Les filles sont reçues à l'établissement de Séville; à celles qui sont aveugles comme aux sourdes-muettes, on donne le même enseignement qu'aux garçons, en appuyant un peu plus sur les ouvrages de main chez les unes et les autres et sur l'enseignement du piano chez les aveugles.

Le jour de ma visite (8 mai 1891), l'asile comptait 20 sourds-muets internes et 3 externes, 48 aveugles internes et 22 externes, en tout 93 élèves.

L'école de sourds-muets et aveugles de Barcelone, actuellement dirigée par M. Walls y Ronquillo, directeur du *Monitor*

de la Ensenanza, a eu pour directeur, au début (décembre 1816), un homme d'une grande abnégation, Estrada, qui s'était adjoint, pour les filles sourdes-muettes, un collaborateur dévoué, Simon; l'établissement, d'abord, prospéra, puis il se mit à décliner, et en 1845 il ne comptait que 12 garçons, 6 filles; on le transporta en 1855 à l'école des aveugles, et à partir de ce moment les deux institutions eurent le même directeur. L'école est un externat, ce qui est un inconvénient pour les aveugles, qui ont besoin de faire quatre fois par jour le trajet de l'école ou de trouver asile chez des amis, aux heures des repas, pour les sourds-muets que le contact trop fréquent avec leurs parents et le séjour trop court à l'école, exposent à perdre l'habitude du langage oral; cet inconvénient est d'autant plus grand que les habitants de Barcelone parlent le catalan, et que c'est l'espagnol qu'on enseigne oralement à l'école.

L'école reçoit des élèves gratuitement, c'est l'ayuntamiento qui entretient l'école; on y admet même des enfants qui ne sont ni absolument sourds, ni tout à fait aveugles; ils participent aux exercices des autres; l'âge de l'admission est entre 5 et 25 ans; la durée des études est de dix ans. Les élèves des autres provinces, qui n'ont pas les moyens d'être nourris par des amis ou des parents, sont hébergés par la Maison de charité qui en a 8 à 10 d'une façon permanente. L'enseignement pédagogique ou professionnel (musical chez les aveugles) est le même qu'à l'école de Séville et probablement qu'aux écoles de Madrid, Santiago, Burgos et Saragosse qui sont les seules existantes en Espagne. Parmi les élèves de Barcelone, je dois mentionner Inocencio Yuncas, sourd-muet de naissance, âgé de 30 ans, qui, atteint d'une maladie d'yeux à l'âge de 5 ans, devint aveugle à ce moment. Une autre maladie ébranla son pauvre corps et attaqua même son intelligence, et il fallut tout le zèle, je pourrais dire toute la passion de M. Walls y Ronquillo, directeur de cette école, pour ressusciter cette intelligence engourdie. Il a la physionomie vive, gaie, il recherche la société de ses camarades et aide les paresseux dans leurs réponses. Si on veut l'attaquer, il désarme son adversaire par un sourire, mais il sait aussi se défendre et imposer la déférence. Il a le tact si

développé qu'il lui suffit de toucher une partie du corps ou des vêtements d'une personne pour la reconnaître un an après, et se souvenir de son nom. Son éducation a été relativement facile. Il connut d'abord par le toucher les objets les plus usuels; en même temps il apprit l'alphabet des signes des sourds-muets, l'alphabet en relief des aveugles, et connut ainsi tout ce qu'il touchait; actuellement il connaît certains préceptes religieux. certains points d'histoire sainte, il sait les règles de la propreté du corps, des particularités sur l'hygiène des individus et des maisons, sur l'exercice, sur les diverses postures du corps; il a quelques notions très suffisantes de cosmographie, d'histoire naturelle, de géographie, d'arithmétique et de géométrie.

Il y a quelques années, en 1873, à l'occasion de l'Exposition de Vienne, le directeur de l'école des sourds-muets et aveugles de Madrid revenait avec un autre sourd-muet aveugle, nommé Martin de Martin. Il y eut à Barcelone même une rencontre de cet infortuné avec Inocencio, et tous ceux qui ont assisté à leur entretien ont été émus de l'émotion même de ces deux interlocuteurs. A peine se furent-ils touchés qu'ils se rendirent compte de leur misère commune, ils se communiquèrent toutes les connaissances qu'ils possédaient, leurs désirs, leurs aspirations, se dirent la reconnaissance qu'ils ressentaient pour leurs maîtres respectifs, ne s'occupant que d'eux-mêmes, et traitant d'importun un simple sourd-muet qui voulait se mêler à leurs silencieuses conversations.

XI. — L'ASSISTANCE A MADRID

L'histoire de l'assistance à Madrid devrait, pour être complète, comprendre une foule de détails et de dates, car, depuis 1438, époque à laquelle l'hôpital de Buen Suceso fut fondé en vue d'une épidémie, jusqu'à nos jours, un très grand nombre d'hôpitaux furent créés, puis disparurent. Je me bornerai donc à quelques indications propres à donner une idée des ressources mises à la disposition de la charité publique ou plutôt des moyens de l'exercer.

Le recours à la charité dans les rues fut interdit en 1531,

sous peine de la prison ; mais on exceptait de cette défense les moines, les voyageurs et les ordres mendiants. Parmi les mendiants qu'on recueillait dans les rues, il y avait un grand nombre d'enfants. On fonda pour eux, au commencement du xvi^e siècle, le Collège des enfants de la doctrine, ou Saint-Ildefonso ; les documents de 1543 disent qu'il s'y trouvait à cette époque 40 enfants qu'on instruisait, et à qui on enseignait un métier.

L'ayuntamiento s'occupa de cet établissement. Une maison pour femmes en couches fut créée en 1546 (*la Inclusa*). Pour les voyageurs, on fonda un hôpital des *Peregrinos* en 1539. L'hôpital de l'Amour de Dieu, origine de l'hôpital général actuel, date de 1552.

Pour 12 prêtres, don Juan d'Autriche établit l'hôpital de la Miséricorde en 1559.

Pour les femmes auxquelles on donna d'abord 40 lits, puis 200, on établit l'hôpital de la Sagrada Pasion. Pour les orphelins, Philippe II créa en 1580 le Collège des enfants orphelins, sous l'invocation de Notre-Dame de Lorette. En 1598 paraît une société pour le secours des pauvres honteux, qui comprend 12 prêtres et 72 laïques. J'ai raconté dans une autre partie de cette étude la fondation, en 1598, de l'Albergo de Lorenzo (auberge ou hôtellerie de Saint-Laurent) pour les personnes qui sont sans domicile, et j'ai dit avec quels soins touchants on traitait les malades, soit à domicile, soit à l'hôpital même. Les femmes repenties sont recueillies en 1587 et le roi donne en 1637 de l'argent pour élever une maison à elles destinées (Casa de Arepentidas). Un petit hôpital est créé en 1594 pour 12 pauvres honteux. La peste fait élever en 1597 l'hôpital de Saint-Antoine où sont aujourd'hui les frères enseignants (*escolapios de San Antonio*). Pour les Portugais, en 1606, on crée une maison-hôpital (*Saint Anton de los Portuguès*), qui, restée sans emploi à la séparation du Portugal, est donnée par Marie d'Autriche aux voyageurs allemands. Un hôpital est créé en 1606 pour les Flamands. En 1629, c'est le tour des Irlandais, en faveur desquels un de leurs compatriotes fonde l'hôpital San Patricio.

En 1664 se crée un hôpital de convalescents pour les ma-

lades sortant de l'hôpital Anton Martin; une statistique de 1655 constate qu'à cette époque il y en avait 771.

En 1696, sous le nom de Monte de Piedad de San Ginès, s'organise une congrégation qui donne des remèdes et des soins médicaux, ainsi que des secours mensuels aux pauvres de la paroisse. On exceptait soigneusement de ces secours les maladies chroniques : rhumatisme, goutte, hydropisie, phthisie.

Je trouve sur mon chemin, en 1756, une réforme des ordonnances de la paroisse de San Ginès, un rapport des visiteurs constatant la disparition des fonds de la congrégation vérifiée à la mort d'un trésorier à qui on n'avait jamais demandé de comptes. Le 6 octobre 1768 paraît une ordonnance (*cedula*) du roi, qui divise Madrid en quatre sections, avec autant d'alcaides de quartier et demande que l'on recherche ceux qui ont le mal de Saint-Lazare, la teigne, le feu Saint-Antoine, et ne peuvent se soigner chez eux. On les mettra dans un hôpital et on leur interdira de mendier. En 1778, on organise la charité, on donne des instructions pour secourir les malades pauvres, on établit des « députés de charité » élus par les habitants (*Vecinos*). Cette réunion de députés (*Iunta general de Caridad*), avait à Madrid, au commencement du siècle, des écoles, des fabriques de ruban, de passementerie pour garçons et filles, etc., etc.

Un décret du 28 mars 1834 met les établissements de charité du royaume sous la direction des délégués du ministre *del fomento*. C'est le signal de la résurrection de la bienfaisance, dit un auteur qui s'est occupé de la question; on ordonne à ces délégués nommés dans toutes les provinces de veiller aux abus, de présider les commissions provinciales, de ne pas choisir les membres de ces commissions parmi les nobles et le clergé, mais parmi ceux qui sont versés dans les sciences économiques et qui sont zélés pour le bien. C'est d'ailleurs l'époque de l'invasion du choléra et alors éclate une grande ardeur pour la charité; les victimes du fléau étant nombreuses, un décret de 1834 ordonne de recueillir les orphelins de 12 à 17 ans dans *la Inclusa*, ceux de 17 à 14 ans dans la Maison de bienfaisance. On crée aussi, pour les enfants au delà de cet âge, une maison de travail que l'on installe au couvent des Bernardines. En 1834,

l'assistance domiciliaire est reprise, et en 1837 la commission municipale demande aux médecins de prêter gratuitement leurs services. En 1844, on ajoute aux fonctions des médecins celle d'examiner les enfants à leur entrée dans les écoles gratuites. 1857 est la date de fondation de l'Hôpital de la Princesse. Le 28 novembre 1858, on organise les caisses de secours de Madrid, qui jusque-là avaient 19 médecins et 14 chirurgiens avec 1 real (0 fr. 25) à 4 par jour. On crée 53 places de médecins et chirurgiens payés 2 000 francs par an, et on ajoute 40 médecins et chirurgiens suppléants.

Actuellement avec les deux salles d'asile de San-Bernardino et le dépôt de mendicité, le service coûte 651 000 francs. Avant la création des caisses de secours, on conduisait les malades et les blessés chez des barbiers inhabiles (*barberos*) ou aux hôpitaux situés plus loin; il n'y avait la nuit aucun secours. Chaque *casa* avait 2 médecins, elle en a aujourd'hui 3. En janvier 1864, on décide de donner 2 500 francs pour subvention à chacune des cinq *casas*; en 1864, un décret attache trois médecins spécialistes (yeux, syphilis) à l'ensemble de ces maisons. En août 1876, on crée trois autres maisons. Dès le 12 septembre 1880, chaque *casa* a 16 médecins; c'est dans le règlement de 1875 que l'on trouve tout ce qui a rapport à l'assistance et surtout à l'assistance médicale à Madrid. Le chapitre I détermine le but de la bienfaisance municipale, le chapitre II vise l'installation de *casas* de secours; j'ai suffisamment indiqué plus haut leur installation. Le chapitre III parle de l'assistance à donner aux pauvres, aux femmes en couches, des nourrices à procurer aux enfants sans mères, ou dont les mères sont incapables de les nourrir, de la vaccination et de la revaccination. Il est question des secours en argent à distribuer aux ouvriers sans travail. Le chapitre IV traite des secours passagers, du transport des malades à l'hôpital, des secours en temps d'épidémie. Le chapitre V parle de la vaccination aux *casas*; le président de ces maisons doit donner avis des jours de l'opération. Le chapitre VI s'occupe des enfants perdus que l'on recueille et que l'on conduit aux maisons ou établissements désignés par la commission de bienfaisance. Le chapitre VII traite de l'hy-

giène des marchés, des produits alimentaires, des abattoirs, de la désinfection des égouts, de l'assainissement des maisons garnies, de l'examen des maisons qui se construisent. Au chapitre VIII, on trouve que l'*ayuntamiento* doit désigner une commission spéciale qui déléguera ses membres à la présidence des commissions de district et des *casas* de secours. Le chapitre IX parle de la composition et des attributions des commissions de district; elles doivent tenir note sur un registre de toutes les personnes secourues, des femmes enceintes, payer le loyer des malades, acheter des appareils orthopédiques, donner des secours aux voyageurs, aux accouchées (pendant huit jours), aux valides pauvres, six jours de secours définitifs aux veuves sans travail, aux malheureux chargés de famille, qui gagnent moins de 2 francs, mais elles refusent toute aide médicale aux servantes en chômage, aux individus atteints de maladies chroniques, aux étrangers à Madrid, aux institutrices, aux filles enceintes. Le chapitre X parle du corps médical employé soit à l'assistance domiciliaire, soit aux *casas* de secours.

Un règlement spécial vise les attributions de ces maisons. Elles doivent donner les premiers secours; les personnes qui y sont attachées font les visites à domicile, en cas d'épidémie; elles prêtent les brancards pour le transport des patients, ont un registre des nourrices inscrites; elles admettent le dépôt des vêtements à donner aux pauvres. Chaque maison de secours à Madrid a une salle pour les blessés, une infirmerie spéciale, une salle de consultation, un cabinet médical, une salle d'attente, une salle de réunion des médecins, une salle d'archives, une cuisine servant aussi de magasin, le logement des employés.

XII

Je n'ai pas eu le temps de visiter à Madrid l'établissement qui sert d'asile aux enfants que les mères viennent y déposer en secret, grâce à la discrétion du tour; mais je suppose qu'il en est de cet établissement comme des analogues d'Espagne que j'ai décrits dans le cours de ce travail. Seulement, étant donnée la misère de la population ouvrière de la capitale, on comprend

quelle est la situation des pauvres enfants que l'asile confie aux nourrices du dehors. On lira à ce sujet, dans l'excellent livre du docteur Hauser, un tableau navrant qu'il emprunte lui-même à un article de l'*Imparcial* écrit en 1883 ou 1884. « Ces nourrices, dit l'auteur de l'article, sont des mères qui ont perdu leur enfant ou vont les sevrer. Une enquête du juge municipal de sa commune, une autre du curé suffisent pour que l'*Inclusa* ou la Maternité livre ces malheureux nouveau-nés anonymes à la nourrice mercenaire.

On comprend que lorsque, pour 15 francs par mois, elles s'imposent la tâche pénible d'un allaitement et les soins d'une maternité nouvelle, leur misère sera extrême. En effet, la plupart, soit 99 p. 100, sont des mendiante ou des femmes de journaliers besogneux qui gagnent à peine pour se nourrir et qui, dans ces conditions, donnent à leurs nourrissons un lait sans principes nutritifs appauvri par le rachitisme ou empoisonné par d'autres maladies. Dans les provinces de Madrid, Ciudad Real, Soria, Guadalajara, Tolède, les nourrices qui partagent avec leurs maris les travaux des champs abandonnent le nourrisson à la maison où il crie, où il dort. Quand la nourrice revient suante, brûlée par le soleil et l'eau-de-vie, quel lait peut-elle donner à l'enfant ?

Aussi, dit l'auteur, l'enfant meurt la plupart du temps, et la nourrice vient en chercher un autre à la Maternité, dans les archives de laquelle on voit figurer des femmes qui, en un an, ont allaité dix enfants à qui le même sort a été réservé. Il y a encore un autre abus, et c'est celui commis par les gens chargés de payer la nourrice. Il paraît que certains avancent le mois à ces pauvres femmes moyennant un intérêt de 50 p. 100, d'autres les obligent à accepter des marchandises au lieu d'argent. Il y a encore les nourrices qui cèdent leur nourrisson à des femmes qui n'ont pas de lait et se servent de l'enfant comme d'un moyen d'émouvoir la charité publique ; quelquefois la nourrice cache la mort de l'enfant et continue de recevoir sa pension. Le rédacteur de l'*Imparcial* ajoute : « Il est nécessaire que le Comité des dames d'honneur et de mérite aux sentiments maternels desquelles sont confiés les orphelins de l'*Inclusa* soient instruites

du crime qui se commet contre l'humanité. Elles sont mères, elles sont femmes, elles sont Espagnoles, elles ne peuvent assister aux horreurs du spectacle qu'offre l'allaitement des enfants en dehors de l'établissement. La Société protectrice des enfants est également obligée de s'intéresser à cet état de choses. Qu'a-t-on fait depuis pour empêcher tous ces abus? Je l'ignore. Ce sont ceux qui existaient en France avant la loi Roussel. Il y avait aussi chez nous des « faiseuses d'anges » (l'expression est dans l'article de l'*Impartial*). On y a mis bon ordre à cet envoi prématuré « au ciel » de bon nombre de petits êtres sans défense.

« Fera-t-on de même en Espagne? »

Dr C. DELVAILLE.

GRAND'DENTS ET C^{IE}

C'est dans le petit port de mer où nous passons ordinairement les vacances que j'ai fait la connaissance de Grand'dents.

La rue que nous habitions, un peu en dehors de la ville, est bordée de jardins d'où émergent de grands arbres. Cette venelle, peu fréquentée, et peuplée seulement de petits bourgeois, est propre à la maraude; or, cet été, une bande de vauriens l'avait faite sienne, et y opérait des coupes sombres. De la fenêtre où je travaillais, je les voyais se faire la courte échelle, pour cueillir les fruits qui se trouvaient à leur portée; ceux qu'ils ne pouvaient atteindre ils cherchaient à les abattre à coups de pierres, et y réussissaient trop souvent.

A une demi-douzaine qu'ils étaient, le plus vieux n'ayant pas treize ans, ils avaient terrorisé le quartier. Derrière toutes les portes, il y avait des fouets et des gourdins prêts à châtier le crime, les chiens étaient lâchés à la moindre alerte, mais ce déploiement de force demeurait inutile. Outre que la rue a des tournants brusques qui se prêtent à une fuite rapide, les gamins étaient si souples, et le guet si bien établi qu'on n'arrivait pas à les pincer.

J'avoue même, sans en être autrement fière, que, n'ayant pour mon propre compte ni pommes ni cerises à sauvegarder, leurs ruses d'Apaches m'amusaient quelquefois.

Mais il n'en allait pas de même pour les propriétaires de la rue. A les entendre se communiquer leur exaspération et leurs craintes, on aurait dit que Mandrin ou le Roi des Montagnes avaient établi leurs quartiers dans le voisinage.

Parmi ces jeunes bandits, un surtout était abhorré, c'était Grand'dents.

Grand'dents était âgé d'une douzaine d'années. Il avait les cheveux souples et brillants, les sourcils bien arqués, les cils soyeux, l'œil humide et très doux, le teint superbe qu'ont parfois les scrofuleux ; mais un engorgement considérable du bas de la joue lui tirait la figure tout d'un côté, laissant à découvert les dents supérieures qui n'étaient pas sensiblement plus grandes que la moyenne, mais que l'on voyait tout entières.

Impossible à lui de passer inaperçu. Les stigmates de l'horrible maladie le désignaient à l'attention, et, il faut bien le dire, à une haine qu'il ne méritait pas plus que les autres. Car j'avais fini par me rendre compte que, non seulement il n'était pas le pire, mais encore qu'il était le moins effronté de la bande.

Une fois, au petit jour, comme j'étais allée respirer l'air de la mer, je trouvai Grand'dents assis sur la grève, la tête appuyée dans sa main.

Il connaissait si bien la réputation dont il jouissait que, ne se sentant pas *en nombre*, il voulut s'enfuir dès qu'il m'aperçut.

— Pourquoi te sauves-tu, lui demandai-je, je te fais donc peur ?

Grand'dents s'arrêta net, et fit, avec la tête, signe que *non*, que je ne lui faisais pas peur. Je repris :

— Comment es-tu si tôt dehors ? Tu serais mieux dans ton lit.

Son lit ! l'enfant me regarda de tous ses yeux. Je lui aurais parlé du trône d'Angleterre qu'il n'aurait pas été plus effaré.

— Chez toi, du moins.

— J'avais trop chaud ; il fait meilleur ici.

Je remarquai, en effet, que sa joue était rouge et enflammée.

— Tu dois souffrir ? lui demandai-je, en pointant l'endroit malade.

— Non..., oui..., des fois..., cela tire.

Il était tellement accoutumé à sa souffrance qu'elle lui semblait faire partie intégrante de son être.

— On ne t'a donc jamais soigné ?

— Si; quand maman est morte, le médecin avait écrit un papier pour que la bonne *sœu* me donne du sirop, mais le *cat* a chaviré la bouteille.

— Et tu n'en as pas eu d'autre ?

— Non.

— On n'a pas eu l'idée de te faire entrer à l'hôpital ?

— Ah ben ! c'est moi qui n'aurais pas voulu y aller, fit Grand'dents avec une sorte d'effroi.

— Ainsi, ta mère est morte... ; et ton père, que fait-il ?

Le gamin se mit à rire.

— Mon père !... avec cela qu'on en a des pères, nous autres !...

— Où demeures-tu ?

— Rue Varin, dans la maison de la Pompe.

Rue Varin !... la maison de la Pompe !... Les souvenirs me revenaient en foule... ; des choses que j'avais vues quand j'étais petite fille, qui, alors, ne m'avaient pas frappée, et qui, tout à coup, éclairaient pour moi la situation de Grand'dents et de sa bande.

Au temps où nous étions petits, mes frères et moi, si nous salissions nos effets, on nous disait : « Vous ressemblez aux enfants de la rue Varin » ; si la malice passait les bornes : « Vous irez, ce soir, coucher rue Varin. »

Les enfants de la rue Varin nous semblaient des êtres à part, un peu effrayants, mais dont le mystère nous attirait néanmoins. Nous ne nous doutions pas à quel point ils étaient malheureux.

La *maison de la Pompe* est une grande construction normande, aux poutres apparentes et aux larges toits dépassant la façade. L'immense cour intérieure, avec ses escaliers en saillie et ses galeries couvertes, a gardé fort grand air, malgré son délabrement. Les archives communales indiquent qu'elle a été construite autrefois par un riche armateur, mais il y a de cela plusieurs siècles ; et même dans ma petite enfance, je ne l'ai connue que ruinée.

La population est aujourd'hui ce qu'elle était autrefois, ce qu'elle est sans doute depuis bien longtemps : une nuée d'en-

fants sans père, ainsi que l'avait dit Grand'dents, soit que le père ait disparu, enlevé par la tempête, soit qu'on ne l'ait jamais connu ; quelques mères collectives, tantôt plus, tantôt moins, au gré de la phtisie et des accouchements, et qui, dans toute cette marmaille, seraient incapables de reconnaître ce qui leur appartient en propre.

Quant aux moyens d'existence, les voici :

La plupart de ces femmes vont pêcher des moules au Ratier, un écueil en pleine mer que la marée basse laisse à découvert. Il faut compter sept heures, avec le voyage aller et retour, quelquefois plus si le vent est contraire. A deux séances par jour, cela fait quatorze heures sur vingt-quatre, de cette besogne très dure, très périlleuse et qui tient les femmes mouillées jusqu'aux chevilles. Le repos de dix heures doit donc être pris en deux fois et n'importe à quel moment de jour ou de nuit, puisque l'embarquement se règle sur le flot. Avec quel temps, les malheureuses s'occuperaient-elles de la nichée ?

Le gain varie entre deux et six francs, mais attendez. Le patron des moulières est en même temps cabaretier ; les comptes se font sur le zinc, et ils sont généralement longs à faire. Comme les pêcheuses ont froid, et qu'elles sont lasses, elles prennent patience en absorbant des consommations, ce qui diminue d'autant leur salaire. Il en est de même au départ. Encore abruties de fatigue, et parfois de boisson, elles prennent des petits verres pour se donner du cœur. C'est ainsi que le gain va s'émiettant au bénéfice du patron, et qu'il est réduit à presque rien en arrivant au logis. Que le chômage survienne et c'est la misère noire.

L'hiver, la pêche est remplacée par le plumage de la volaille. Entre les marchés et le départ des paquebots anglais, des centaines d'oies, de dindons, etc., doivent être tués, plumés, parés. Les séances durent entre trente-six et quarante-huit heures, pendant lesquelles on ne soutient les ouvrières qu'à l'aide de café et d'alcool. De temps en temps, l'une d'elles tombe dans un coin, assommée de lassitude, et s'endort pour deux heures au milieu de la puanteur de ce massacre.

Par la vie infernale que mènent les mères, on peut juger

de celle des enfants. Rentrées à la maison dans l'abrutissement que l'on devine, elles donnent aux marmots les quelques sous qui restent disponibles, et dame ! qu'ils se débrouillent. Une fois, j'ai vu la totalité des fonds employée à l'achat de sucre candi ; une autrefois, c'était du raisin sec.

Avec un pareil régime, inutile de dire que la mortalité est effrayante dans cette colonie où la scrofule, la tuberculose, le rachitisme règnent en maîtres ; les petits cercueils défilent sans que personne songe à s'apitoyer. Mais quand le choléra ou la variole entrent en danse, on commence à s'émouvoir, parce que chacun se sent menacé. Et il faut entendre les malédictions dont on couvre les coupables, des gens qui ne peuvent mourir sans mettre les autres en danger !

C'est une bande de ces petits miséreux qui, cet été, causait la colère de mes voisins ; c'est pour eux que l'on excitait les chiens, pour eux que l'on chargeait les fusils de gros sel. Ce sont ces tristes mioches que l'on s'étonnait de ne pas voir le modèle de toutes les vertus, eux qui grandissent sans direction ni sans conseils, sans un mot affectueux, sans un baiser.

Comme un jour je m'étonnais que, dans cette ville de dix mille habitants, où les mères, si souvent, doivent travailler dehors, il n'y eût pas quelques crèches, des écoles maternelles plus nombreuses, une surveillance et une protection effectives, en un mot, je fus interrompue avec colère. Pour que cette belle charité se règle par une augmentation d'impôts, merci bien. Avant la nouvelle loi, on n'était pas encombré de ces chenapans ; à huit ans, on les embarquait comme mousses, ou bien on leur faisait tourner la roue aux corderies, c'était bien mieux.

On n'est pas plus lâchement égoïste.

Les enfants qui, si petits, tournaient la roue aux corderies, pendant des heures et des heures, jusqu'à ce que leurs os en craquent, devenaient presque tous bossus. Leur mine hâve, leur attitude pleine d'accablement disaient assez haut combien leur tâche était dure. Le minimum de treize ans, imposé par la

loi, est à peine suffisant, et ce serait criminel de vouloir le ramener à huit ans comme autrefois.

Pour les jeunes mousses, je laisse la parole à un vieux marin dont les souvenirs n'ont point besoin de commentaires : « Ma chère dame, à huit ans, on m'a embarqué dans un bateau qui faisait la saison de Torbay, pour la raie bouclée; c'était trois ou quatre mois sans descendre à terre. Pendant ce temps, je ne me nettoyait jamais, et personne ne me disait de le faire ni comment le faire. La vermine m'incommodait tellement que j'arrivais à ne plus pouvoir ni dormir ni manger. Quand je tombais sur le pont terrassé par la fatigue ou par la fièvre, les matelots m'*amarraient*, puis me jetaient des seaux d'eau en criant : « Un paquet de mer ! sauve qui peut ! » Encore mal éveillé, je cherchais à me relever, à la grande joie des autres, qui riaient de ma frayeur et de mon impuissance. Et je restais mouillé, jusqu'à ce que le grand air eût séché mes habits. L'hiver, j'avais les mains gercées jusqu'aux os, et des engelures qui saignaient au moindre mouvement. La manœuvre était rude, mais il fallait la faire quand même. Oh ! le pain dur que j'ai mangé sans rien avec !... les coups de garcette que j'ai reçus, et que je n'avais pas mérités !... mais plus encore, les moqueries, les mauvaises paroles que j'ai entendues : tout cela, je l'ai gardé sur le cœur, et tenez, c'est ce qui m'a empêché de me marier. Une supposition que j'aie eu des enfants et que je sois venu à leur manquer, ils auraient donc enduré des horreurs semblables ; ah ! ma foi non ! Ma chère dame, c'est à seize ans seulement, quand votre oncle m'a pris comme matelot léger, que j'ai eu un peu meilleur temps. Ce n'est pas qu'il était tendre, mais il était juste ; et jamais un mousse n'a été battu à son bord. »

Non, l'oncle Paul n'était pas tendre ; pourtant je me rappelle comme ses joues étaient blanches et comme sa voix tremblait, en nous racontant la mort d'un petit mousse.

« Pauvres mioches ! disait-il, cela pèse comme une plume, et c'est tout de suite enlevé ! Celui-là avait pu se cramponner à une épave, ce qui prolongeait son agonie, oh bien inutilement ! car nous ne pouvions aller à son secours. Pendant des minutes...

des siècles, on a entendu crier sa voix claire que le vent amenait vers nous : « Cap'taine !... cap'taine !... sauvez-moi !... »

Et c'est vers de pareilles horreurs que certains osent parler de revenir. Protéger, assister, moraliser des enfants, cela donne trop de peine, mieux vaut les laisser mourir.

Législateurs qui édictez des lois protectrices de l'enfance, philanthropes qui remettez dans le droit chemin ceux qui viennent à trébucher, bonnes âmes qui fondez des crèches, des asiles, des nids chauds et douillels pour les oisillons sans plumes, vous êtes dans l'erreur... Pour que de bons bourgeois mangent tranquillement leurs fruits bien mûrs, il faut que de pauvres marmots sans père descendent dans la mine comme les petits Italiens des souffrières, fréquentent l'usine meurtrière et corruptrice, ou soient jetés en pâture à la mer furieuse.

JEANNE LEROY.

DE L'ENTENTE A ÉTABLIR
ENTRE
LES BUREAUX DE BIENFAISANCE
ET
LES ŒUVRES D'ASSISTANCE PAR LE TRAVAIL

NOTE COMMUNIQUÉE PAR M. LE D^r P. BOULOUMIÉ, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
DU COMITÉ CENTRAL DES ŒUVRES DU TRAVAIL (1)

D'après les réponses que MM. les Présidents ou Directeurs d'œuvres d'assistance par le travail ont bien voulu faire à la lettre que nous leur avons adressée le 13 novembre dernier, pour savoir si, conformément aux circulaires ministérielles des 8 novembre 1894 et 19 avril 1895 (M. Ch. Dupuy, ministre de l'Intérieur), et à l'article 28 du décret du 13 novembre 1895, il est intervenu une entente entre les bureaux de bienfaisance et l'œuvre d'assistance qu'ils président ou qu'ils dirigent
« à l'effet de substituer autant que possible les secours en travail »

(1) Le Comité central des Œuvres du travail, place Dauphine, 14, à Paris, est constitué dans le but :

1° De vulgariser l'idée de *l'assistance par le travail*, d'en généraliser les applications et d'en déterminer les moyens pratiques ;

2° De favoriser le développement des œuvres de travail qui fonctionnent avec succès ;

3° De favoriser la création, dans divers quartiers de Paris qui en sont dépourvus et dans les départements, de nouveaux établissements de travail en s'inspirant de ceux qui ont déjà fait leurs preuves ;

En laissant à chacune de ces œuvres son nom et sa complète autonomie.

aux secours en argent », nous voyons que, sauf à Nancy et dans trois arrondissements de Paris, nulle entente dans ce but n'est intervenue, et que dans un assez grand nombre de villes les circulaires et le décret n'ont pas été portés à la connaissance des intéressés.

Considérant la réalisation de cette entente comme très désirable, le Comité central des œuvres d'assistance par le travail a dès lors pensé qu'il était bon de rappeler les termes de ces divers documents administratifs et d'engager, dans l'intérêt de tous, et particulièrement des vrais pauvres et des véritables ouvriers sans travail, les bureaux de bienfaisance et les œuvres d'assistance par le travail à réaliser l'application des dispositions spéciales qu'ils contiennent.

Sachant de plus quelles sont les difficultés soulevées dans certains cas contre cette application, en raison, d'une part, des statuts et règlements spéciaux de chaque œuvre, et d'autre part des lois, règlements et usages qui régissent les bureaux de bienfaisance, il a pensé qu'il était bon d'indiquer les conditions diverses dans lesquelles cette entente a été d'ores et déjà établie.

Le but de cette note est, en rappelant ces documents et en montrant ce qui a été fait, de favoriser et de faciliter cette entente partout où elle n'existe pas encore.

Pour convaincre MM. les administrateurs des bureaux de bienfaisance de l'utilité qu'il y aurait à entrer dans la voie tracée par les circulaires et le décret précités, il suffit de quelques exemples : Dans le VI^e arrondissement de Paris, sur 29 assistés envoyés par le bureau de bienfaisance, 13 seulement ont consenti à travailler pendant les 10 jours prévus, et sur ces 13, 4 hommes et 1 femme ont pu retrouver un travail régulier. Dans le XVI^e arrondissement, sur 350 nécessiteux capables de travailler, envoyés à l'assistance par le travail par le bureau de bienfaisance au cours de l'année écoulée, 160 ne se sont même pas présentés à l'atelier; ils ont pu ainsi être, sans scrupule, rayés de la liste des assistés, et les vrais pauvres ont dès lors profité de ce qui aurait été sans cette épreuve attribué à tort à ces nombreux exploiters de la charité publique.

DOCUMENTS

Circulaire du Ministre de l'Intérieur en date du 8 novembre 1894 adressée aux préfets au sujet de l'assistance par le travail.

MONSIEUR LE PRÉFET,

Depuis quelques années on s'est efforcé dans plusieurs villes de France d'organiser des Sociétés d'assistance par le travail; plusieurs de ces essais ont été couronnés de succès, sans parler des œuvres qui fonctionnent déjà dans quelques arrondissements de Paris, des philanthropes se sont groupés pour créer à Marseille, à Lyon, à Rouen, à Nîmes, etc., des institutions d'assistance par le travail. Nombre d'associations anglaises, américaines, suisses, allemandes, italiennes appliquent le même principe afin de protéger la charité contre ses propres abus et d'éviter que les aumônes soient données sans discernement et de faire du travail la base du secours.

Malheureusement ces idées sont encore peu répandues, les sociétés ainsi fondées ne sont pas assez connues et leurs moyens d'action sont trop restreints.

Je crois donc utile de faire ressortir le mécanisme spécial et le caractère particulier de ces associations. Leur but essentiel est d'éliminer les faux indigents en attachant au secours l'obligation du travail, de réduire la mendicité professionnelle et de fournir, d'autre part, à l'ouvrier inoccupé la possibilité d'obtenir quelques ressources momentanées, qui, si minimes soient-elles, l'empêchent de mourir de faim et lui épargnent l'humiliation déprimante de la mendicité. Pour atteindre ce résultat, le moyen le plus simple et le plus moral qu'elles puissent employer est d'organiser *le travail avec saluare d'attente, avec ou sans hospitalisation.*

Lorsqu'il s'agit de combattre la misère, il faut tout d'abord chercher à tirer de leur détresse les pauvres de bonne volonté; il faut aussi empêcher les malheureux de descendre dans la rue pour tendre la main; les *œuvres d'assistance par le travail* y arrivent en procurant autant que possible de l'occupation à chacun dans sa spécialité professionnelle, à défaut, en s'intéressant au malheureux et en s'occupant de le placer. Les efforts tentés par ces associations pour restreindre la mendicité et fournir un travail provisoire à l'indigent, pour lui faciliter la recherche d'un travail normal, le sauver de l'inanition en attendant qu'il ait trouvé une occupation régulière et lui faire gagner honorablement un salaire, méritent l'attention des pouvoirs publics et leurs encouragements.

Les bureaux de bienfaisance ou d'assistance ne sortent pas de leurs attributions en pratiquant ce mode rationnel d'assistance; plusieurs ont organisé, principalement l'hiver, des ateliers dits de charité. Mais là où, pour une raison quelconque, l'établissement public n'entreprendrait pas une organisation de cette nature, vous pourriez donner votre concours aux particuliers qui, dans un but exclusif de bienfaisance, seraient disposés à s'associer pour instituer l'assistance par le travail.

A titre d'indications je vous transmets ci-joint copie du décret du

24 août dernier rendu sur l'avis du Conseil d'État, qui reconnaît comme établissement d'utilité publique l'Union d'assistance du XVI^e arrondissement de Paris et des statuts que ce décret a approuvés.

Recevez, Monsieur le Préfet, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

CH. DUPUY,
Président du Conseil,
Ministre de l'Intérieur et des Cultes.

Circulaire du Ministre de l'Intérieur en date du 17 avril 1895 accompagnant l'envoi d'une note pour la répression du vagabondage et de la mendicité adressée aux conseils généraux par la Société générale des prisons et la Société internationale pour l'étude des questions d'assistance.

MONSIEUR LE PRÉFET,

Je reçois la lettre suivante de M. Félix Voisin, président de la Société générale des prisons.

Mon administration, qui dans une circulaire du 8 novembre dernier a manifesté sa sympathie pour les œuvres d'assistance par le travail et qui a invité les autorités préfectorales à encourager ces œuvres, à en constituer de nouvelles, à *en développer l'action où elles existent déjà*, ne peut voir qu'avec bienveillance l'initiative prise par la Société générale des prisons pour l'étude des questions d'assistance auprès des assemblées départementales, afin de les engager dans la même voie à l'effet de venir en aide sous cette forme intelligente aux « valides de bonne volonté ».

CH. DUPUY.

Décret du 15 novembre 1895.

ART. 28. — Les bureaux de Bienfaisance sont autorisés à s'entendre avec les Sociétés d'assistance par le travail à l'effet de substituer, autant que possible, les secours en travail aux secours en argent.

On pouvait espérer que ces documents, témoignant des sympathies et des désirs du ministre de l'Intérieur, provoqueraient de la part des bureaux de bienfaisance des démarches ayant pour but d'étudier les conditions dans lesquelles une entente pourrait s'établir entre eux et les sociétés d'assistance par le travail. D'une manière générale, on peut dire qu'il n'en a rien été et que dans les localités ou arrondissements dans lesquels elle est intervenue, c'est à l'initiative des œuvres d'assistance par le travail, et non des bureaux de bienfaisance, qu'elle est due. Dans quelques localités ou arrondissements de Paris, les bureaux de bienfaisance ont refusé d'établir des relations directes et régulières avec elles pour des raisons qu'il est

bon d'étudier. Les objections qui ont été faites sont de deux ordres, les premières sont des objections de principe, les secondes des objections de pratique.

En principe, les bureaux de bienfaisance sont, d'après la loi du 7 brumaire an V, exclusivement créés pour fournir aux indigents et nécessiteux des secours à domicile et ne s'adressant qu'à des individus incapables de travailler.

En pratique, il semble y avoir des difficultés sérieuses tenant aux règles comptables qui dans les bureaux de bienfaisance exigent un acquit donné par la partie prenante pour tout secours octroyé.

A l'obligation de principe, les circulaires et le décret répondent suffisamment. Ils autorisent et encouragent les bureaux de bienfaisance à pratiquer l'assistance par le travail, par l'intermédiaire des œuvres, reconnaissant ainsi un fait acquis, à savoir que parmi les assistés des bureaux de bienfaisance il en est un assez grand nombre qui sont en état de travailler et seraient plus utilement secourus par le travail que par l'aumône administrative ou autre.

Pour ce qui concerne la pratique, l'examen des divers modes d'assistance par le travail pratiqués par les bureaux de bienfaisance montre que, malgré les différences existant entre les œuvres, les règles comptables des bureaux de bienfaisance sont toujours applicables, sinon dans leurs formes habituelles, au moins dans leur esprit. A ce point de vue, les œuvres d'assistance par le travail doivent être divisées en : a) œuvres ne gardant normalement leurs assistés que pendant la durée de validité de leurs bons, dont la valeur est payée ou remboursée à l'œuvre par l'adhérent qui les a délivrés; b) œuvres dans lesquelles l'adhérent paie ou rembourse le bon qui a servi à l'assisté pour être admis au travail et lui assure la première journée d'assistance et dans lesquelles la rémunération du travail est faite soit en argent, soit en nature (logement, nourriture, vêtement), soit partie en argent et partie en nature.

Dans le premier cas, le bureau de bienfaisance achète des bons à l'œuvre d'assistance par le travail. Il appose son timbre et en délivre, contre reçu, à l'assisté un nombre correspondant

comme valeur au secours en argent qui lui aurait été octroyé (10 francs en général). L'assisté muni de ces bons, sur lesquels sont inscrits ses nom, prénoms et adresse, se présente à l'atelier d'assistance et y travaille jusqu'à ce qu'il les ait épuisés, à moins que, chose rare, il n'ait trouvé à se placer avant. Quand chaque bon a été « *travaillé* », l'assisté signe, sur le bon lui-même, le reçu de la somme qu'il représente et qu'il touche en échange de son travail. L'ensemble des bons *travaillés* par chacun des assistés est remis ensuite au bureau de bienfaisance comme pièce comptable. C'est là ce qui se pratique au bureau de bienfaisance du XVI^e arrondissement de Paris.

Au XVII^e arrondissement, les choses se passent autrement. Le bureau de bienfaisance remet au directeur de l'atelier de travail un registre des secours en argent; l'assisté arrive avec des bons délivrés comme ci-dessus par le bureau de bienfaisance et chaque fois qu'un bon a été « *travaillé* », l'assisté reçoit la somme équivalente à sa valeur et signe un récépissé dans une case du cahier dans laquelle sont inscrits son nom et son adresse.

Il est bon d'ajouter que, dans ces deux établissements d'assistance par le travail, l'œuvre octroie à chaque assisté du bureau de bienfaisance ayant bien travaillé un certain nombre de bons supplémentaires pour lui continuer l'assistance au cours de laquelle elle l'aide dans la recherche d'un travail permanent et régulier. (Il en est de même à Marseille pour les assistés envoyés à l'assistance par le travail par le patronage des libérés, et il en serait de même pour les assistés du bureau de bienfaisance si celui-ci consentait à lui en adresser.)

A Nancy, le bureau de bienfaisance donne une subvention annuelle de 1 500 francs à l'œuvre d'assistance par le travail qui lui remet en échange des bons de travail qu'il distribue à ses assistés. 250 indigents ou nécessiteux ont ainsi été adressés à l'œuvre au cours de l'année 1897.

Parmi les œuvres dans lesquelles l'adhérent paie ou rembourse le bon d'entrée seulement, l'œuvre du marché Saint-Germain, à Paris, est la seule avec laquelle un bureau de bienfai-

sance (celui du VI^e arrondissement) ait établi une entente. Voici la teneur de la convention intervenue :

Entre les soussignés :

1^o M. le Maire du VI^e arrondissement, Président du bureau de bienfaisance du même arrondissement, d'une part;

2^o M. le Président de l'Union d'assistance par le travail du marché Saint-Germain (VI^e arrondissement), d'autre part; il a été convenu et arrêté ce qui suit :

ART. 1^{er}. — L'union d'assistance par le travail du marché Saint-Germain s'engage à recevoir dans ses ateliers, dans les mêmes conditions que les autres assistés, les nécessiteux valides des deux sexes qui lui seront adressés par le bureau de bienfaisance du VI^e arrondissement sur la présentation d'un bon de travail immatriculé BB-VI, daté et signé du maire, président dudit bureau de bienfaisance.

ART. 2. — Le bureau de bienfaisance s'engage à payer, à l'Union d'assistance par le travail du marché Saint-Germain, la somme de 1 franc par journée d'assisté, sans que la somme à payer pour chaque assisté puisse en aucun cas dépasser dix francs pour dix jours consécutifs, l'union d'assistance restant toujours libre de conserver ou renvoyer l'assisté (1).

ART. 3. — A la fin de chaque mois, l'Union d'assistance présentera au trésorier du bureau de bienfaisance un bordereau des journées d'assistance dues par le bureau de bienfaisance avec les bons de travail justificatifs à l'appui.

Ces bons porteront l'indication de la date de l'entrée de l'assisté dans les ateliers du marché Saint-Germain, la durée de son séjour, des renseignements sur son compte et les conditions de sa sortie. Ils sont émargés chaque jour par l'assisté.

ART. 4. — Tout bon de travail présenté plus de quarante-huit heures après sa délivrance à l'assisté sera considéré comme périmé.

ART. 5. — M. Biny, directeur de l'union d'assistance, aura qualité pour toucher à la caisse du bureau de bienfaisance les fonds dus pour l'exécution des présentes et en donner quittance.

ART. 6. — La présente convention est faite pour une année et continuera de plein droit pour la même durée à défaut de dénonciation par l'une des deux parties un mois avant l'expiration de l'année en cours.

Fait double à Paris le premier mars mil huit cent quatre-vingt-seize.

Lu et approuvé :

Lu et approuvé :

*Le Président de l'Union
d'assistance par le travail,*

HENRY DEFERT.

*Le Président du bureau de
bienfaisance, maire du VI^e arrondissement,*

F. HERBET.

(1) En fait, l'union d'assistance par le travail du marché Saint-Germain garde parfois, pendant longtemps après l'expiration de ce délai, les assistés dignes d'intérêt et pouvant être placés.

On a vu plus haut les résultats qu'a donnés l'application de ce traité. Ils ne sont pas considérables, encore qu'il soit digne de remarque que sur 6 individus ayant accepté le travail, 5 aient pu être pourvus d'un travail ou d'un emploi régulier après un passage de 10 à 15 jours dans les ateliers de l'Union. Mais il convient de faire observer qu'au début des rapports à établir entre les bureaux de bienfaisance et les œuvres d'assistance par le travail, les bons de travail ne sont peut-être pas toujours distribués avec un discernement suffisant aux nécessiteux vraiment en état de les utiliser. Peut-être aussi la clientèle habituelle des bureaux de bienfaisance ne se prête-t-elle pas autant qu'on pourrait le croire à l'expérience qu'il y a lieu de tenter. Il s'agit, en général, sinon d'invalides proprement dits, du moins d'individus *déprimés* physiquement et moralement à un point tel qu'ils n'ont plus que la force de solliciter, de gens qui retrouveraient peut-être quelque énergie pour travailler, si le travail leur était imposé, mais qui sont incapables de s'y remettre spontanément (si tant est qu'ils s'y soient jamais mis) sur la simple invitation qui leur est faite d'aller porter leurs bras à l'atelier de travail au lieu de tendre la main au bureau de bienfaisance.

Quoi qu'il en soit, le Comité central, très désireux de voir se généraliser l'entente entre les bureaux de bienfaisance et les œuvres d'assistance par le travail prévue et préconisée par les circulaires et décret ci-dessus rapportés, espère, grâce à l'ensemble des documents et renseignements qu'il a réunis dans cette note, faciliter son adoption et sa mise en pratique dans toutes les villes et tous les arrondissements de Paris où fonctionnent des œuvres d'assistance par le travail. Il sera très reconnaissant de tous les renseignements complémentaires qui pourront lui être adressés à ce sujet, et il se tient de son côté à l'entière disposition des œuvres pour leur fournir toutes les indications qui pourraient leur être utiles pour cet objet, ou tout autre concernant l'assistance par le travail.

D^r P. BOULOUMIÉ,

Secrétaire général du Comité central des Œuvres
d'assistance par le travail.

UNE CLAUSE LITIGIEUSE

Les tribunaux et le Conseil d'État sont en désaccord sur la validité de la clause par laquelle un testateur, en faisant un legs aux pauvres, prescrit que sa libéralité sera distribuée par un tiers désigné.

Le plus souvent, ce tiers est un curé, un pasteur, un rabbin; plus rarement c'est une personne privée.

Pour l'autorité judiciaire, une telle clause est valable. Du moment que le legs charitable est accepté et recueilli par le bureau de bienfaisance, dûment autorisé, représentant légal des pauvres, le fait de recourir à un tiers pour la distribution n'est qu'un point accessoire; la loi n'interdit pas aux testateurs de régler le mode d'exécution de leurs legs; la question de spécialité des établissements publics n'est pas en jeu. Au surplus, le bureau de bienfaisance, en recourant au tiers désigné pour la distribution, ne renonce pas à ses attributions; il conserve un droit de contrôle et peut exiger du distributeur la liste des personnes secourues; il a un droit de recours contre ce dernier s'il constate, après enquête, que les fonds ont été versés à des personnes non qualifiées pour les recevoir.

Au contraire, le Conseil d'État estime que la clause ayant pour objet d'enlever le droit de distribution au bureau de bienfaisance représentant des pauvres institués légataires par le testateur, est en contradiction avec le principe de la spécialité des établissements publics, surtout lorsque le distributeur dési-

gné est le ministre d'un culte, c'est-à-dire est lui-même le représentant ou l'agent d'un établissement public religieux n'ayant pas dans ses attributions l'administration des secours publics. En conséquence, lorsque le Conseil d'État est saisi de l'acceptation d'un legs fait aux pauvres et contenant la clause précitée, il prépare un décret d'autorisation énonçant que l'acceptation de la libéralité est autorisée *aux clauses et conditions imposées, en tant qu'elles ne sont pas contraires aux lois*. Cette réserve a pour but d'indiquer qu'il considère comme contraire aux lois la clause relative à la distribution.

L'établissement public ainsi autorisé demande aux héritiers, par la voie judiciaire, la délivrance du legs; et ces derniers concluent à ce qu'elle ne soit accordée que si l'établissement autorisé s'engage à ne pas tenir compte de la réserve contenue au décret. Les tribunaux donnent le plus souvent gain de cause aux héritiers. Nous citerons notamment dans ce sens l'arrêt de la Cour de Paris du 23 janvier 1891, intervenu entre les héritiers Poiret et l'administration de l'Assistance publique.

Nous avons dit que l'autorité judiciaire considérait le plus souvent comme valable la clause de distribution par un tiers. Cependant, contrairement à de nombreux arrêts et jugements, deux arrêts d'appel, l'un de Toulouse, du 4 novembre 1890, l'autre d'Agen du 16 novembre 1891, admettent la solution contraire.

D'autre part, un jugement du tribunal de Pau du 4 novembre 1897, rendu sur la plaidoirie de M. Beurdeley, avocat à la cour de Paris, maire du VIII^e arrondissement, a imaginé un nouveau système qui cherche à concilier ingénieusement le respect dû aux intentions des testateurs avec le principe de la spécialité des établissements publics. Il s'agissait d'un legs fait aux pauvres de la commune de Rebenacq, à distribuer par un membre de la famille du testateur. Le jugement prescrit que les fonds seront distribués aux pauvres par le distributeur désigné, mais que la distribution aura lieu à la mairie, sur une liste fournie par le bureau de bienfaisance. Prévoyant ensuite le cas où ce mode de distribution serait impossible à réaliser, il décide que la condition serait réputée non écrite et que le legs devrait être

considéré comme pur et simple. Le jugement ainsi intervenu était interprétatif d'une décision antérieure du même tribunal, qui avait décidé, conformément d'ailleurs à la jurisprudence, que la disposition testamentaire litigieuse constituait, non une simple charge d'hérédité, mais un legs assujetti à la règle de l'autorisation.

II. DEROUIN.

LES THÉORIES MALTHUSIENNES

ET

LE MARIAGE DES INDIGENTS

Le législateur de 1850 et celui de 1896, qui se proposaient de faciliter le mariage des indigents, ne furent point disciples de Malthus. Nous n'entendons point ici, bien évidemment, le Malthus de la légende, le propagateur supposé de vices contre nature, le penseur d'une immoralité révoltante. L'histoire des économistes comme celle des peuples s'écrit souvent d'une étrange façon, et l'on prête avec complaisance aux penseurs des théories qu'ils n'ont cessé de répudier avec une énergie indignée. Malthus eut l'existence la plus chaste, la plus vertueuse et la plus honorable qui se puisse concevoir, et sa doctrine ne fut point la proclamation audacieuse de la débauche, elle en demeure la condamnation impitoyable. Ce fut un philanthrope, mais un philanthrope qui s'égara singulièrement. L'homme, pensait-il, ne doit fonder un foyer, constituer une famille nouvelle que le jour où de suffisantes ressources, une situation assurée et lucrative lui permettent d'envisager l'avenir avec une absolue confiance. Ceux-là donc, à qui la vie fut inclémente, que la fortune a méprisés, et dont l'existence de chaque jour n'est qu'une lutte sans cesse renouvelée où toujours ils sont vaincus, ceux-là ne peuvent songer au mariage : les indigents, convoler en justes noces, quel danger social et quelle folie ! Un sort lamentable attendrait, en effet, les êtres qu'ils appelleraient à la vie et combien ces nouveaux venus troubleraient les possesseurs actuels des biens terrestres, quels insupportables assauts ne livreraient-ils point à l'égoïsme commode des heureux de ce monde ! La nature, la bonne nature protectrice des forts et des riches, ne le tolérerait point elle-même ! L'indigence est une tare originelle ; il en faut, sans pitié comme sans retard, arrêter la contagion héréditaire. Écoutez les paroles

de Malthus; elles ~~sont~~ suggestives et typiques : « Un homme, qui est né dans un monde déjà possédé, s'il ne peut obtenir de ses parents la subsistance qu'il peut justement leur demander, et si la société n'a pas besoin de son travail, n'a aucun droit de réclamer la plus petite portion de nourriture et, en fait, il est de trop. Au grand banquet de la nature, il n'y a pas de couvert vacant pour lui. Elle lui commande de s'en aller, et elle mettra elle-même promptement ses ordres à exécution, s'il ne peut recourir à la compassion de quelques-uns des convives du banquet. Si ces convives se serrent et lui font place, d'autres intrus se présentent immédiatement demandant la même faveur. Le bruit qu'il existe des aliments pour tous ceux qui arrivent remplit la salle de nombreux réclamants. L'ordre et l'harmonie du festin en sont troublés, l'abondance qui régnait auparavant se change en disette, et le bonheur des convives est détruit par le spectacle de la misère et de la gêne qui règnent dans toutes les parties de la salle, et par la clameur importune de ceux qui sont justement furieux de ne pas trouver les aliments sur lesquels on leur avait appris à compter. Les convives reconnaissent trop tard l'erreur qu'ils ont commise, en contrecarrant les ordres stricts à l'égard des intrus donnés par la grande maîtresse du banquet, laquelle, désirant que tous ses hôtes fussent abondamment pourvus, et sachant qu'elle ne pouvait pourvoir un nombre illimité de convives, refusait humainement d'admettre de nouveaux venus, quand la table était déjà remplie. » Dans le système général de Malthus, cette exclusion brutale et sans appel du banquet de la vie de quiconque nait pauvre, cette exclusion est parfaitement logique, elle apparaît intimement liée aux autres points de sa théorie. En effet, la population a tendance à se reproduire en progression géométrique, alors que les subsistances ne croissent qu'en progression arithmétique; certains fléaux, périodiquement renouvelés, tels que les maladies et les guerres, se chargent, mais d'une façon insuffisante, de rétablir l'équilibre; pour le fixer définitivement, il faut le renoncement volontaire de l'homme. C'est donc le souci du bonheur de l'humanité actuelle qui inspire Malthus. Est-il besoin d'insister sur le redoutable démenti que les pro-

grès ininterrompus de la dépopulation ont infligé à ses prédictions pessimistes? En fait, le malthusianisme est faux; il ne l'est pas moins en droit. Dans la société, le mieux-être dépend du plus-être; chaque individu, pour peu que la destinée ne lui soit pas trop injustement cruelle, produit au delà de ses besoins et augmente de ce fait même la prospérité générale. En dépit des protestations de Malthus ou de ses disciples, il n'y a donc pas lieu d'entraver les mariages modestes, voire même misérables. Si la claire notion du bien général, et par suite du bonheur individuel, n'était pas obscurcie dans nos sociétés contemporaines par le stupide préjugé du luxe et des apparences fastueuses, si la dot ne constituait pas la clef de voûte de toutes les unions projetées, il n'y aurait sur la question qu'un avis parmi les économistes et les législateurs. Voyez les Américains, dont le bon sens pratique nous doit sur bien des points servir d'exemple et d'enseignement : deux jeunes gens se plaisent; ils ont la force et les longs espoirs, disons, si l'on veut, les brillantes illusions qui accompagnent presque toujours le printemps de la vie; la fortune, l'aisance même, ils la connaissent à peine de nom. Qu'importe, ils mettent en commun leurs misères et leur amour, et cette union féconde donnera souvent naissance à la prospérité. Et, pour atteindre ce but, il a suffi que la loi n'entravât pas leur mariage, s'y montrât complaisante, en ne réclamant que des formalités rapides, simples et gratuites; qu'elle ne craignît pas, d'un mot, de leur laisser prendre une place, à eux et à leurs enfants, au banquet de la vie. Peut-être a-t-il fallu aussi que la bienfaisance publique et privée intervînt, pour subvenir aux frais inséparables du mariage. Que grande est son erreur! s'écrierait à la suite de Malthus le sociologue contemporain Herbert Spencer. L'assistance publique, il la supprime d'un trait de plume; l'État n'a pour mission que d'assurer aux citoyens la paix et la justice; il ne saurait aller au delà sans empiéter sur un domaine qui n'est point le sien; il commet les pires excès lorsqu'il touche à la répartition des richesses. C'est là la doctrine pure de l'école d'économie politique, dite indifféremment et par une étrange synonymie libérale ou orthodoxe. Quant à la charité particulière, elle n'est pas moins con-

damnable. Les misérables, pense-t-il, sont des vaincus dans le combat de la vie, par suite des non-valeurs; la société, les remorquant à sa suite, s'embarrasse d'un poids mort; si on leur vient en aide, si on leur permet de se perpétuer, ils sont alors une entrave pour le présent et deviennent un danger pour l'avenir; on produit ainsi une sélection à rebours, qui contrarie la sélection naturelle; la marche glorieuse de l'humanité se heurte à un inutile obstacle. Est-il besoin d'insister sur ce fait que bien des misères sont le résultat même de l'organisation sociale et qu'il incombe à la société, qui est responsable des blessures, de les panser et de les guérir? Mais il y a mieux, aucun individu n'est descendu à un tel degré de déchéance que son relèvement soit impossible, et qu'il ne puisse encore remplir un office social. La loi de solidarité n'est pas seulement une loi morale; elle est l'expression de l'intérêt général et, à descendre au fond des choses, d'un égoïsme supérieur, mais d'un véritable égoïsme. Et, pour nous en tenir au problème particulier du mariage des indigents, la thèse de l'hérédité veut-elle qu'un misérable donne naissance à un misérable? La liste est longue et glorieuse des hommes de génie, auxquels l'humanité doit une part notable de ses progrès et de son bonheur, qui virent le jour dans les familles les plus humbles et les plus dénuées.

Mais c'est une vérité d'expérience et une sorte de lieu commun que les enfants de l'aristocratie sont souvent chétifs et malingres, tandis que les ménages des humbles artisans élèvent des enfants robustes, sachant résister aux intempéries et au manque de soins. Et leur misère matérielle ne leur interdit pas l'avenir; d'admirables chefs-d'œuvre n'ont-ils pas été enfantés dans la douleur ou la gêne! Si, du droit naturel nous en venons au droit écrit, et de la théorie pure à son application pratique, il apparaîtra que le législateur français voit d'un œil favorable les unions entre indigents, qu'il a beaucoup fait pour en faciliter la réalisation, mais qu'il a peut-être beaucoup à faire encore dans cette voie, soutenu par l'initiative individuelle et les institutions privées, pour se rapprocher de cet idéal de justice vers lequel il faut marcher sans cesse sans qu'on puisse espérer l'atteindre jamais.

On ne saurait douter que bien des unions irrégulières se résoludaient à brève échéance en mariages légitimes, qu'une foule de concubinats seraient évités, si le modeste travailleur ne reculait devant les pertes de temps et les dépenses, lourdes pour le budget des humbles, qui précèdent la comparution devant l'officier de l'état civil. En présence des obstacles qui encombrèrent la voie légale, il s'abstient : la crainte des bâtards et du stigmate, injuste d'ailleurs, qui s'attache à eux, ne pèsent pour rien dans le poids de ses délibérations : l'infécondité volontaire parera à toute difficulté. Et puis, n'aura-t-il pas ainsi les agréments du mariage, sans en assumer les charges et les devoirs ? Ces inconvénients multiples, ce danger social n'ont point échappé au législateur. La loi du 10 décembre 1856 décide, en effet, que les pièces nécessaires au mariage des indigents leur seront fournies gratuitement ; et, pour qu'ils ne soient point arrêtés par le manque de loisir ou l'inexpérience, elle charge du soin de les réunir l'officier de l'état civil lui-même de la commune où ils déclarent vouloir se marier. Une lacune subsistait qu'est venue combler la loi du 20 juin 1896. Le jeune homme majeur de 25 ans, la fiancée qui avait atteint sa vingt et unième année, pouvaient se heurter au refus de consentement de leurs parents. Dans ce cas, il fallait recourir à la signification d'actes respectueux ; ceux-là n'étaient point gratuits ; et des unions étaient parfois ainsi empêchées par l'impossibilité où se trouvaient les promis d'acquitter les frais de ces actes. Jusqu'à 30 ans pour les fils, 25 ans pour les filles, l'acte devait se renouveler par trois fois, de mois en mois ! C'était là une source de frais et de retards, trop souvent décourageants. Depuis le 20 juin 1896, l'acte respectueux est gratuit pour les indigents, et désormais, et dans tous les cas, il est unique. Mais qui donc est indigent au regard de la loi de 1850 ? La définition qu'elle donne de l'indigence semble trop étroite et vaudrait certes d'être élargie : sont indigents ceux qui ne figurent pas aux rôles des contributions directes (et cette condition est toute naturelle), ou paient moins de dix francs d'impôts. Si l'on songe qu'à Paris, pour un loyer de 510 francs par exemple (les loyers de 500 francs ne sont pas imposés), on paye 26 fr. 52 de cote mobilière, on

conçoit qu'on puisse, sans être un Crésus, payer plus de 10 francs d'impôt, et ne point se trouver en situation de verser les plusieurs centaines de francs que coûtent, dans certaines conditions défavorables, les pièces nécessaires. Il faudrait donc aller plus loin et le minimum d'impôt de 30 francs n'aurait rien d'exagéré. Aussi bien, les futurs époux, si économes et si simples de goût qu'on les imagine, sont astreints à des frais indispensables. L'initiative privée l'a parfois heureusement compris, et je sais une société, fort peu connue et dont l'activité est des plus restreintes, qui a précisément pour objet d'offrir une aide pécuniaire aux fiancés dans la gêne. Que mériterait-elle d'avoir des imitatrices, et que cette contrefaçon aurait de précieux effets ! Une autre voie, dans laquelle bien des tentatives ont été faites et de nombreux systèmes proposés, consisterait dans l'amoin-drissement des charges contributives au profit des ménages indigents : la cote mobilière, à Paris, obéit bien à cette règle d'équité et de justice, mais qu'est-elle à côté des énormes contributions indirectes et des taxes d'octroi ? D'heureux signes précurseurs permettent d'espérer que la troisième République n'abdiquera pas ses devoirs à cet égard et saura traduire en actes les démocratiques préoccupations de tous.

Qu'il y a loin de ces tendances de notre législation aux théories malthusiennes ! Et comme il faut encourager le législateur et l'initiative privée dans ces heureuses dispositions ! Aussi bien, n'est-il pas, à l'heure présente, de problème plus redoutable que celui de la dépopulation. Le moment est mal choisi de se montrer délicat et de n'appeler à l'existence que certains privilégiés. Au demeurant, on se marie peu dans la bourgeoisie, et les rares unions qui s'y contractent ne sont guère fécondes. Puisque l'avenir même de la France et ses destinées futures dépendent pour une large part du mariage des indigents, c'est faire acte de patriotisme que de le favoriser et de vouloir ainsi, autant qu'il est en soi, conserver un rang glorieux parmi les nations « à la plus haute personne morale qui soit au monde ».

ALFRED LAMBERT.

VARIÉTÉS

L'Hospice de Brévannes.

Cet établissement a été ouvert en 1885, à la suite de l'acquisition faite, le 19 septembre 1883, de l'ancien château de Brévannes qui, avec ses dépendances, occupe une superficie de 23 hectares, 55 ares, 20 centiares, et dont le bâtiment principal ainsi que le parc ont pu être conservés, à Limeil-Brévannes (Seine-et-Oise).

Brévannes est cité comme un des lieux *les plus délicieux* dans l'Almanach des plaisirs de Paris pour l'année 1815.

L'on ne sait que peu de choses sur le château de Brévannes, avant 1394; il devait toutefois exister depuis longtemps, car dans certains actes rendus au roi par les anciens barons de la Queue-en-Brie, Brévannes est désigné comme fief mouvant de cette baronnie, par conséquent, arrière-fief du roi.

Cette terre jouissait du droit de moyenne et basse justice. La prison était située sous le colombier à pied droit existant encore aujourd'hui, à côté du logement actuel du Directeur.

Le château proprement dit se composait de bâtiments irréguliers; il avait à ses angles des tourelles à encorbellement entourées de larges fossés remplis d'eau, provenant des sources de la montagne. On communiquait avec le château par des ponts-levis.

De 1394 à 1551, le château paraît être resté la propriété de la famille des Corbie.

A cette époque, il passe de la maison de Corbie à la famille Duval, le premier propriétaire de ce nom fut François Duval, grand prévôt et chevalier, conseiller du roi en ses conseils d'État.

En 1675, le château appartient à Pierre Frémont, secrétaire de M^{me} la duchesse d'Orléans et à son frère bourgeois de Paris.

A cette époque, un hôte illustre, M^{me} de Sévigné, vint plusieurs fois à Brévannes. On a d'elle une lettre datée du 22 juillet 1676 et écrite de Brévannes à M^{me} de Grignan; on y remarque le passage suivant : « Vous ai-je mandé que je fusse dîner l'autre jour à Sucy... Je fus ravie de revoir cette maison où j'ai passé ma belle jeunesse; je n'avais pas de rhumatismes en ce temps-là!.. »

Dans une autre lettre datée du 11 novembre 1688, pour marquer combien

elle se plaît à Brévannes, elle dit : « Fais ce que tu voudras, c'est la devise d'ici. »

Les frères Frémont étant protestants durent quitter la France après la révocation de l'Édit de Nantes; leurs biens furent saisis et un bail fait en cour du Parlement au profit de Charles Bernard, bourgeois de Paris.

En 1695, Brévannes fut adjugé à Nicolas Dubuisson, conseiller d'État, intendant des finances, lequel à sa mort le légua à Augustin Lepileur, qui eut pour successeur son arrière-petit-cousin, Marx-Henri Lepileur, président à la chambre des Comptes. Ce fut ce dernier qui fit reconstruire le château tel qu'il existe actuellement.

Depuis, le château a passé successivement au baron de Varange, régent de la Banque de France; au banquier Claremont, qui y mourut en 1839; à l'agent de change Sarchi; au prince Achille Murat, qui le fit réparer à la suite des dévastations commises par les Allemands en 1870; enfin au baron Hottinguer, qui le vendit à l'administration de l'Assistance publique, moyennant une somme de 300 000 francs.

L'établissement comprend :

1° Le *château* proprement dit, dans lequel se trouvent 100 lits de vieillards célibataires (50 hommes et 50 femmes);

L'infirmerie;

Le cabinet du directeur;

Un logement de surveillante, deux logements de suppléante, les dortoirs des filles, les calorifères, la cuisine, deux salles de bains, le réfectoire, la pharmacie, la cave, la boucherie.

2° Le *quartier des ménages*, composé d'un rez-de-chaussée et d'un premier étage, dans lequel sont hospitalisés 100 ménages ayant chacun une chambre à deux lits.

3° Le *quartier des chroniques*, ouvert au mois d'octobre 1896, et contenant 736 lits, dont 464 sont actuellement occupés.

Ainsi l'établissement est à la fois un hospice et un hôpital.

Au château et au quartier des ménages, les vieillards ne sont admis qu'en vertu d'un titre de placement, et doivent remplir les conditions exigées des personnes hospitalisées à Bicêtre, à la Salpêtrière ou à Ivry.

Dans le quartier des chroniques, au contraire, les malades sont reçus à titre temporaire, mais leur séjour dans l'établissement peut être de longue durée par suite de la nature des affections dont ils sont atteints.

L'établissement est éclairé à l'électricité, et doté d'une double canalisation d'eau de source et d'eau de Seine.

Les matières usées sont évacuées sur un terrain d'épandage.

L'Administration se propose d'édifier trois autres groupes de bâtiments semblables au groupe des chroniques.

Quand toutes les constructions projetées seront terminées, l'établissement de Brévannes comprendra 3 250 lits environ.

Pour 1898, les crédits mis à la disposition de l'hospice de Brévannes s'élèvent à la somme de 519 165 francs.

En 1896, le prix de journée est revenu au chiffre de 2 fr. 58.

On peut se rendre de Paris à Brévannes par deux chemins de fer.

Par la gare de Lyon, on descend à Villeneuve-Saint-Georges.

Par la gare de Vincennes, on s'arrête à Boissy-Saint-Léger ou à la station suivante, à Limeil.

Mais, par une voie ou par l'autre, il faut faire vingt-cinq ou trente minutes à pied. C'est là un gros inconvénient pour les hospitalisés de Brévannes.

Le chemin de fer de Vincennes passe devant le château, mais ne s'arrête point.

Le jour où l'on pourra obtenir une station de la Compagnie, l'hospice de Brévannes sera très recherché.

Il ne faut pas oublier, et il est nécessaire de le répéter en toute occasion que les hôpitaux contiennent un nombre de lits suffisant pour les malades, et si les hôpitaux ont trop de brancards, c'est qu'ils sont encombrés de vieillards et d'infirmes que, faute de place, on ne peut admettre dans les hospices. Ce sont les hospices qui font défaut, et c'est pour ce motif qu'il est désirable de voir achever l'hospice de Brévannes.

Le Mont-de-Piété de Paris,

PAR M. LOUIS LUCIPIA

Nous empruntons au rapport au Conseil municipal de M. Louis Lucipia sur le fonctionnement du Mont-de-Piété ce préambule érudit que nos lecteurs liront avec le plus vif intérêt (1).

« MESSIEURS,

« Il y a précisément aujourd'hui cent vingt ans que le Mont-de-Piété de Paris a été créé par lettres patentes données à Versailles le 9 décembre 1777 et enregistrées au Parlement le 12 décembre de la même année.

« Il n'est pas sans intérêt, croyons-nous, de voir comment du fonctionnement initial organisé par lesdites lettres patentes — scellées du grand sceau de cire jaune — on est parvenu au fonctionnement actuel.

« On pourra juger ainsi le progrès accompli et mesurer ce qu'il reste à faire.

NOTICE PRÉLIMINAIRE

« *Origine des Monts-de-Piété.* — Sans vouloir refaire ici l'histoire des Monts-de-Piété en France et à l'étranger, il est permis de rappeler, en quelques lignes, que l'institution des Monts-de-Piété ne s'imposa pas facilement et que si elle eut de chauds partisans, elle eut aussi des détracteurs infatigables.

« La lutte ne fut pas toujours courtoise et elle amena parfois des échanges d'épithètes un peu vives. M. Edmond Duval, l'éminent directeur du Mont-de-Piété de Paris, dans une « Notice historique », qui sert de

(1) Conseil municipal de Paris, 1897. — Rapport au nom de la 5^e Commission sur le fonctionnement du Mont-de-Piété, présidée par M. Louis Lucipia, conseiller municipal.

préface à son *Manuel de Législation, d'Administration et de Comptabilité du Mont-de-Piété de Paris* (1), a raconté les principales phases de ces luttes où les champions s'appelaient volontiers : « hardy menteur », « mendax », « métempsychosé », « stultus », « fol », etc.

« Des moines prênaient les Monts-de-Piété, d'autres moines les déclaraient détestables inventions diaboliques. L'affaire fut même portée jusque devant un Concile œcuménique, le Concile de Latran (1512 à 1517), qui donna raison aux Monts-de-Piété. Il y a en outre, sur la matière, des Bulles pontificales, une notamment de Léon X en 1515, qui autorise les Monts-de-Piété, ce qui, du reste, n'empêcha pas les docteurs en théologie de l'Université de Paris de déclarer le 2 novembre 1624 qu'ils repoussaient formellement l'érection des Monts-de-Piété, comme « mauvaise et pernicieuse ». Il est vrai que trois ans plus tard, en 1627, Philippe IV, roi d'Espagne, excellent catholique, confirmait les privilèges des Monts-de-Piété des Pays-Bas.

« Les Juifs, à qui une ordonnance royale de 1360 permettait d'habiter en France et de prêter sur gages, combattaient aussi les Monts-de-Piété dont quelques-uns prêtaient gratuitement, alors que le taux de l'intérêt autorisé pour les Juifs était fixé, à cette époque, à 4 deniers par livre par semaine, soit environ 86 p. 100 l'an.

« De même, les « Lombards », concurrents des Juifs, banquiers, changeurs et prêteurs usuraires, s'efforçaient de faire échouer les Monts-de-Piété, en leur faisant refuser la licence de prêter de grosses sommes, lesquelles pour ces établissements sont seules rémunératrices; les petits prêts occasionnant des pertes lorsque l'intérêt est modéré.

« Parmi les représentants du pouvoir civil, les uns furent pour, d'autres contre. La Reynie, lieutenant général de police, fit échouer toutes les tentatives dont il eut connaissance, et ce fut Lenoir, également lieutenant général de police, qui procéda à l'installation du Mont-de-Piété de Paris qui fonctionne encore aujourd'hui.

« On croit savoir que le premier établissement de prêt sur gages fut établi en Bavière, à Freisingen, vers 1198; c'est du moins l'opinion de Reiffenstuel, cité par M. Arnould, ancien directeur du Mont-de-Piété de Liège.

« En tous cas, on a des renseignements plus précis sur un autre qui fonctionnait à Salins, en Franche-Comté, au xiv^e siècle, en 1350, et sur un troisième à Londres, en 1361.

« D'ailleurs, aucun de ces établissements ne réussit. Il faut attendre un siècle plus tard pour rencontrer un Mont-de-Piété en exercice, celui de Pérouse, fondé par un moine récollet, Barnabé de Terni, en 1462, au moyen de quêtes à domicile et dans les lieux publics, dont le produit constitua une dotation qui permit de prêter de petites sommes sans intérêt.

* * *

« *Étymologie. — Définition.* — Nous ne voulons point reprendre à ce sujet les discussions sur l'étymologie du nom *Mont-de-Piété* qui signifie simple-

(1) 1 vol. in-8°; Coulommiers, 1886.

ment banque (mont) de charité ou de piété, mais nous désirons faire remarquer que lorsque Littré dit : « MONT-DE-PIÉTÉ, établissement où l'on « prête sur nantissement et à intérêt », il donne une définition qui s'applique au Mont-de-Piété de Paris et à la plupart des Monts-de-Piété de France, mais non à tous. Il y a des Monts-de-Piété — nous les signalerons plus loin — qui prêtent sans intérêt, sans redevance d'aucune sorte. Il vaut mieux, croyons-nous, accepter la définition placée en tête de la loi du 24 juin 1851, ainsi conçue :

« ARTICLE PREMIER. — Les Monts-de-Piété, ou *maisons de prêts sur nantissement*, seront institués comme établissements d'utilité publique, et avec l'assentiment des Conseils municipaux, par des décrets du Président de la République, selon les formes prescrites pour ces établissements.

* * *

« *En France et à l'étranger.* — Les Monts-de-Piété se multiplièrent et prospérèrent surtout en Italie et dans les Pays-Bas. En France ils eurent des alternatives de succès et de décadence. Il fut question des Monts-de-Piété aux États généraux de 1614, inaugurés au couvent des Augustins, à Paris, les derniers avant ceux qui servirent de préface à la Révolution. Le « Tiers » rejeta l'institution qu'il considérait « comme un moyen d'introduire de « nouveaux usuriers en France où il y en avait déjà trop ». Ce qui n'empêcha Louis XIII, en 1626, de publier un édit favorable qui n'eut d'ailleurs pas de suite, pas plus que les lettres patentes de Louis XIV en 1643 et 1664, également favorables. Cependant une ordonnance royale, enregistrée au Parlement le 23 mai 1673, régla les conditions du prêt sur gage et cette ordonnance subsista jusqu'à la promulgation du Code civil.

* * *

« *Théophraste Renaudot.* — Bien qu'il ne s'agisse que d'esquisser à longs traits l'histoire des Monts-de-Piété publics, nous estimons que dans une notice sur les Monts-de-Piété, si courte soit-elle, il est impossible de ne pas prononcer le nom de Théophraste Renaudot, à qui est élevée une statue à Paris, rue de Lutèce, presque à l'endroit où se trouvait, rue de la Calendre, la maison de Théophraste Renaudot, à l'enseigne du *Grand Coq*.

« Le mieux est même, en cette circonstance, de faire comme M. Edmond Duval, de laisser la parole à Théophraste Renaudot lui-même.

« Théophraste Renaudot s'adresse au cardinal de Richelieu qui est venu lui faire visite en compagnie de « l'Éminence grise » :

« Monseigneur, l'expérience a appris que, dans les affaires de la vie, un secours venu à propos avait toute l'importance d'un trésor... »

« Qu'il nous soit permis d'interrompre l'orateur pour dire que cette parole devrait toujours être présente à l'esprit lorsqu'on s'occupe de la question des secours aux nécessiteux.

« ... L'ouvrier, faute d'une avance, ne peut prendre maîtrise, et, poussé par le découragement, s'abandonne à l'ivrognerie, mère de la misère et des maladies ; le marchand, l'entrepreneur, faute d'un petit pécule, succombent à la première gêne qu'ils éprouvent, ou ne peuvent réaliser soit un bon coup de commerce, soit une commande ; je n'en finirais pas, Mon-

seigneur, si je voulais énumérer toutes les circonstances où un secours venu à propos vaut mieux, je le répète, qu'un véritable trésor.

« Eh bien, Monseigneur, j'ai donné au peuple cette ancre de salut; je lui ai fourni les avances dont il pouvait avoir besoin; mais comme une fortune royale n'y suffirait pas, je n'ai fait qu'un prêt de ces avances et, me conformant aux règles de cette sorte de transactions, je n'ai fait que prendre les mesures nécessaires pour garantir et accroître les capitaux que j'affectais à ces prêts.

« Je prélève 3 p. 100 d'intérêt, un faible droit d'enregistrement et j'exige comme sécurité de mon prêt un gage dont je ne puis disposer qu'après l'expiration des échéances convenues entre l'emprunteur et moi.

« Je ne suis point, Monseigneur, l'inventeur de ce système; depuis longtemps les Lombards le pratiquent en Italie, où le peuple reconnaissant l'appelle Mont-de-Piété, le mettant ainsi au rang des œuvres de la charité chrétienne.

« Je n'ignore pas, dit Richelieu, que N. S. P. le Pape Léon X a permis, en 1521, de retirer un intérêt des fonds qui sont consacrés en Italie à cet emploi charitable. — Mon Père, continua-t-il, en se tournant vers le P. Joseph qui l'accompagnait, prenez note de l'établissement de M. Renaudot et m'en faites souvenir au besoin. »

« A la suite de cette visite, Théophraste Renaudot reçut le brevet de « commissaire général des pauvres valides et invalides du royaume, intendant et maître général des Bureaux d'adresses ou rencontre de France ». Son établissement prospéra jusqu'à l'arrêt du Parlement en date du 1^{er} mars 1644 qui lui fit « très expresses inhibitions et deffences de plus « vendre ny prêter à l'avenir sur gages ». Gui Patin, l'ennemi du novateur Renaudot, triomphait comme il triompha des enfants de Renaudot en les empêchant de prendre leurs degrés à la Faculté sous prétexte qu'il étaient « affiliés à un trafic et negociation tendant à vendre des gazettes, à enregistrer des valets, des terres, des maisons, des gardes de malades, à exercer une friperie, prêter argent sur gages et autres choses indignes de la « dignité et de l'emploi d'un médecin. »

* *

« *Fondation.* — Donc ce fut le 9 décembre 1777 que des lettres patentes signées Louis et contresignées Amelot, instituèrent le Mont-de-Piété de Paris. On prétend que ces lettres patentes furent rédigées par Framboisier de Beaunay, ancien conseiller procureur du roi honoraire au bailliage et vicomté de Lyon, alors directeur du bureau des nourrices. Framboisier de Beaunay fut, du reste, le premier directeur général du Mont-de-Piété.

« Le préambule de ces lettres patentes dit que « le bénéfice qui résultera de cet établissement sera entièrement appliqué au soulagement des pauvres et à l'amélioration des maisons de charité.

« Puis, après la formule protocolaire de l'époque :

« A ces causes et autres, à ce nous mouvant, de l'avis de notre conseil et de notre certaine science, pleine puissance et autorité royale, nous avons dit, statué et ordonné et, par ces présentes signées de notre main, disons, statuons et ordonnons, voulons et nous plaît ce qui suit :

« Se trouvent les dix-huit articles réglementaires ainsi conçus :

« ARTICLE PREMIER. — Il sera incessamment établi dans notre bonne Ville de Paris un Mont-de-Piété ou Bureau général de caisse d'emprunt sur nantissement, tenu sous l'inspection et administration du lieutenant général de police, qui en sera le chef, et de quatre administrateurs de l'hôpital général, nommés par le bureau d'administration dudit hôpital général, et dont les fonctions seront charitables et entièrement gratuites,

« ART. 2. — Toutes personnes connues et domiciliées, ou assistées d'un répondant connu et domicilié, seront admises à emprunter les sommes qui seront déclarées pouvoir être fournies, d'après l'estimation qui sera faite des effets offerts pour nantissement, et ces sommes leur seront prêtées des deniers et fonds qui seront mis dans la caisse dudit bureau, savoir : pour la vaisselle et les bijoux d'or et d'argent, à raison de quatre cinquièmes du prix de la valeur au poids, et, pour tous les autres effets, à raison des deux tiers de l'évaluation faite par les appréciateurs dudit bureau, qui seront choisis dans la communauté des huissiers commissaires-priseurs de notre Châtelet de Paris, laquelle sera garante des évaluations et percevra des emprunteurs, à l'instant du prêt, pour droit de prise, un denier pour livre du montant de la somme prêtée.

« ART. 3. — Permettons aux administrateurs d'établir aussi, s'ils le jugent nécessaire, dans notre bonne ville de Paris, sous la dénomination de prêt auxiliaire, différents bureaux particuliers dudit Mont-de-Piété, ou caisse d'emprunt des sommes depuis trois livres jusqu'à la concurrence de cinquante livres.

« ART. 4. — Il ne pourra être perçu ou retenu, pour frais de garde, frais de régie, et pour subvenir à toutes les dépenses généralement quelconques, relatifs audit établissement, sous quelque prétexte et dénomination que ce puisse être, autres que pour les frais de prise par nous ci-dessus réglés, et pour ceux de vente dont il sera parlé ci-après, au delà de deux deniers pour livre par mois du montant des sommes prêtées, et le mois commencé sera payé en entier, quoique non fini.

« ART. 5. — Les effets mis en nantissement seront, au plus tard, à l'expiration de l'année du prêt révolue, retirés par les emprunteurs ou par les porteurs de la reconnaissance qui aura été délivrée audit Mont-de-Piété : sinon, dans le mois qui courra d'après ledit temps écoulé, lesdits effets seront, par ordonnance du lieutenant général de police et par le ministère d'un des huissiers commissaires-priseurs de notre Châtelet de Paris, vendus publiquement, sur une seule exposition, au plus offrant et dernier enchérisseur, aux lieu, jour et heure indiqués par affiches contenant énumération de tous lesdits effets. Ce jour sera le premier non fériable d'après le 2 et le 16 de chaque mois.

« ART. 6. — Les deniers qui proviendront de la vente des effets mis en nantissement seront remis aux propriétaires, après le prélèvement fait de la somme empruntée et des deux deniers pour livre, par chaque mois échu depuis le jour du prêt jusqu'à celui de la vente.

« ART. 7. — Les frais de vente seront de cinq sols pour les ventes du prix de vingt livres et au-dessous ; de dix sols au-dessus de vingt livres jusqu'à cinquante livres ; de vingt sols au-dessus de cinquante livres jus-

qu'à cent livres; de vingt-cinq sols au-dessus de cent livres jusqu'à deux cents livres, et toujours en augmentant de cinq sols pour chaque cent livres de plus. Ces frais seront payés en sus du prix de l'adjudication par les acheteurs. Exemptons lesdites ventes de tous droits et même de ceux du contrôle des procès-verbaux d'icelles, que nous dispensons d'être faits sur papier timbré, ainsi que tous autres actes concernant l'administration dudit Mont-de-Piété.

« ART. 8. — Dans le cas où il serait apporté au Bureau ou caisse d'emprunt sur nantissement, et dans les bureaux particuliers du prêt auxiliaire, quelques effets qui fussent reconnus, déclarés ou même suspectés volés, il en sera sur-le-champ rendu compte au lieutenant général de police, et il ne sera prêté aucune somme au porteur desdits effets, qui resteront en dépôt au magasin desdits bureaux, jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné. Voulons que ceux qui les auront présentés soient poursuivis extraordinairement, eux et leurs complices, suivant l'exigence des cas.

« ART. 9. — Tout effet qui sera revendiqué pour vol ou pour telle autre cause que ce soit ne pourra être rendu au réclamant qu'après qu'il aura justifié qu'il lui appartient et qu'après qu'il aura acquitté, en principal et droits, la somme pour laquelle ledit effet aura été laissé en nantissement, sauf le recours dudit réclamant contre celui qui l'aura déposé, lequel en demeurera civilement responsable.

« ART. 10. — Il sera préposé, par le lieutenant général de police, un ou plusieurs commissaires du Châtelet et inspecteurs de police, pour veiller au maintien du bon ordre dans ledit Bureau général et dans lesdits bureaux particuliers; à l'égard des vérificateurs et contrôleurs de la régie desdits bureaux général et particuliers, ils seront préposés et commis par le Bureau d'administration.

« ART. 11. — Les préposés et employés, tant au Bureau général qu'aux bureaux particuliers, seront sous les ordres d'un directeur général, lequel sera nommé par le lieutenant général de police et les administrateurs; lesdits préposés et employés seront présentés par le directeur et pareillement nommés par le bureau d'administration qui fixera leurs appointements, ainsi que les honoraires du directeur, sous la condition, de la part des uns, de fournir un cautionnement avec hypothèque sur biens fonds, et, de la part des autres, de consigner telle somme en argent qui leur sera réglée pour leur cautionnement, laquelle sera déposée à la caisse du bureau d'emprunt, et dont il sera payé 5 pour cent d'intérêt par année.

« ART. 12. — Le directeur général et tous les autres préposés et employés ne seront admis à faire leurs fonctions qu'après avoir prêté serment de bien et fidèlement s'en acquitter, par-devant le lieutenant général de police et les administrateurs, pour laquelle prestation de serment il ne sera exigé aucuns frais, ni même aucun droit quelconque, au greffier que le bureau d'administration commettra pour la tenue de registre de ses délibérations.

« ART. 13. — Dans le cas où il serait fait quelques oppositions sur le prix des effets vendus au Mont-de-Piété, elles ne pourront être formées qu'entre les mains du Directeur et au bureau dudit établissement, et elles ne seront

valables qu'autant qu'elles auront été visées par le Directeur sur l'original, ce qu'il sera tenu de faire sans frais.

« ART. 14. — Toutes les oppositions qui seront entre les mains du Directeur, sur les effets déposés en nantissement au Mont-de-Piété avant la vente d'iceux, n'empêcheront point que ladite vente ne soit faite conformément aux dispositions de l'article 5 des présentes, sans qu'il soit besoin d'y appeler l'opposant, sauf à lui à exercer ses droits sur les deniers qui resteront après le prélèvement ordonné en l'article 6 ci-dessus.

« ART. 15. — Toutes les contestations relatives à l'établissement, régie et administration desdits bureaux, général et particuliers, seront portées par-devant le lieutenant général de police, auquel nous en avons attribué la connaissance comme pour fait de police, sauf néanmoins l'appel en la grand'chambre de notre Cour de Parlement, pour y être fait droit en la forme prescrite par notre ordonnance du mois d'avril de 1667, pour les appointements à mettre.

« ART. 16. — Il sera, tous les mois, fourni par le Directeur, au lieutenant général de police et aux administrateurs, un bordereau de sa recette et dépense, avec un tableau de situation de la caisse et du magasin et, chaque année, il en sera rendu un compte général par-devant quatre de nos amis et féaux conseillers de la grand'chambre de notre Cour de Parlement, en présence de l'un des substituts de notre procureur général : ledit compte sera par eux clos et arrêté, un double d'icelui sera déposé au greffe de notre Parlement et, lorsqu'il se trouvera des fonds en caisse au delà de ceux nécessaires pour la régie et les charges de l'établissement, ils seront appliqués au profit de l'hôpital général de notre bonne ville de Paris, suivant l'ordonnance qui en sera rendue par nosdits conseillers, ensuite de l'arrêté et clôture dudit compte.

« ART. 17. — Autorisons le lieutenant général de police et les quatre administrateurs de faire tels règlements qu'il appartiendra, concernant l'entrée et la sortie des gages ou nantissements, la sûreté et conservation d'iceux, la tenue des registres et généralement pour prescrire les formalités qui seront employées dans la régie et administration de ladite caisse d'emprunt et des bureaux particuliers de prêt auxiliaire, à la charge que lesdits règlements soient homologués en notre Cour de Parlement sur la Requête de notre procureur général.

« ART. 18. — Seront nos ordonnances, déclarations et les règlements rendus au sujet de l'usure, exécutés suivant leur forme et teneur. Si donnons en Mandement à nos amis et féaux les gens tenant notre Cour de Parlement à Paris que ces présentes ils aient à faire lire, publier et enregistrer et le contenu en icelles garder, observer et exécuter suivant leur forme et teneur ; car tel est notre plaisir, en témoin de quoi nous avons fait mettre notre scel à cesdites présentes. »

••

Les débuts. — Les quatre Administrateurs de l'hôpital général qui, aux termes des lettres patentes, devaient avec le lieutenant général de police administrer le Mont-de-Piété, furent nommés le 20 décembre 1777, et le

surlendemain ils étaient réunis sous la présidence de M. Lenoir, lieutenant général de police. On paraissait vouloir aller vite.

Ces quatre administrateurs étaient MM. Jossou, Basly, Vieillard et Henry.

Ce jour-là on nomma le Directeur général et les principaux employés. MM. Henry et Vieillard furent chargés de trouver un local pour la nouvelle administration. Leur choix s'arrêta sur deux maisons contiguës, sises rue des Blancs-Manteaux et appartenant au marquis de La Grange et à M. Joly de Fleury, son beau-frère, alors procureur général. Le bail fut passé le 5 janvier 1778, moyennant un loyer annuel de 6400 livres et à charge d'indemniser les locataires si l'administration voulait occuper tous les locaux. Tel fut le berceau du Mont-de-Piété.

La maison rue de Paradis, aujourd'hui rue des Francs-Bourgeois, ne fut acquise qu'en 1783.

Dès le début l'établissement jouit de la faveur du public. Seulement il arriva bientôt qu'il fallut se procurer de nouveaux fonds parce que les dépôts augmentaient. Le Prévôt des marchands proposa aux administrateurs de leur venir en aide en leur fournissant des fonds pris sur les recettes de la Ville, à condition que la Ville partagerait avec le Mont-de-Piété le bénéfice qui pourrait résulter. On refusa, prétextant la teneur des lettres patentes.

On fit face à tout jusqu'en 1787. A partir de ce moment les opérations commencèrent à décroître jusqu'au moment où il fallut cesser les opérations, au mois de fructidor an IV.

En 1789, les sommes prêtées atteignaient 18477 355 livres pour 534 451 articles. En 1793, les engagements ne furent plus qu'au nombre de 277 537 livres pour 7 882 717 livres. Il n'est pas douteux que ces résultats ne fussent dus en partie à la création des assignats et aussi à la liberté des prêts sur gages qui avaient été décrétées par l'Assemblée nationale.

Enfin, en l'an IV, l'entrée s'abaisse au chiffre de 64 585 articles pour 1 606 435 livres.

Il fallut cesser.

Lorsque les opérations furent suspendues, le solde en magasin était réduit à 1 015 articles représentant en assignats une somme de 21 166 345 livres.

On rendit gratuitement les nantissements.

Quand le Mont-de-Piété ferma ses portes, le nombre des prêteurs sur gages se multiplia à ce point que, dit une note des archives du Mont-de-Piété, « dans certains quartiers, les lanternes qui annonçaient les maisons de prêt auraient pu suffire pour éclairer la voie publique et par ce moyen épargner au département la moitié des frais d'illumination ». Dans ces maisons, le taux dû par les emprunteurs atteignait 20 pour 100 par mois.

L'Administration du département décida, le 21 pluviôse an V, la réorganisation du Mont-de-Piété.

Alors commença la période dite des actionnaires qui a duré jusqu'en 1805.

Voici quelle était l'économie de cette organisation nouvelle :

La direction de cet établissement fut confiée à cinq administrateurs des

hospices auxquels on adjoignit cinq administrateurs faisant fonds, nommés au scrutin et choisis parmi les porteurs des actions à émettre. On créa 1000 actions de 10000 livres chacune; chaque administrateur en devait posséder dix et fournir en plus un cautionnement de 50 000 livres en immeubles. Ces actions, qui n'étaient émises qu'au fur et à mesure des besoins, produisaient 5 pour 100 d'intérêt à compter du jour de l'émission; en outre les actionnaires profitaient de la moitié des bénéfices nets, déduction faite des frais de régie. La moitié des cinquante actions appartenant aux cinq administrateurs faisant fonds restait déposée dans la caisse du Mont-de-Piété et servait, avec le cautionnement en immeubles, de garantie pour les actionnaires.

En attendant la réalisation des fonds par l'émission des actions, le Mont-de-Piété fit savoir qu'il emprunterait de l'argent pour trois, six ou douze mois.

Au début, les droits à payer furent les mêmes que ceux fixés par les lettres patentes et par le décret de la Convention du 17 thermidor an III : deux deniers par livre par mois et un sol par livre pour l'enregistrement. Mais ce taux fut très considérablement abaissé à la fin de la période des actionnaires. Nous trouverons les chiffres plus loin, lorsque nous nous occuperons du taux des prêts.

Les bénéfices faits dans la période des actionnaires, qui avait duré huit ans et deux mois, s'étaient élevés à 2 109 810 francs. C'est sur cette somme que fut prélevé le premier fonds de la caisse des retraites des employés du Mont-de-Piété.

* * *

Décret du 8 thermidor an XIII. — A partir de la fin de la période des actionnaires, le Mont-de-Piété a pour charte le décret du 8 thermidor an XIII, qui est encore en grande partie la base de l'organisation actuelle.

Nous n'insisterons pas, puisque, en examinant une à une les diverses rubriques du budget, nous aurons montré le fonctionnement des rouages de l'administration du Mont-de-Piété et que nous verrons les modifications apportées et celles qui sont demandées.

Voici cependant les titres de chapitres du règlement inséré dans ce décret du 8 thermidor an XIII, qui fut signé à Saint-Cloud par Napoléon, empereur des Français et roi d'Italie, et contresigné par le secrétaire d'État, Hugues-B. Maret.

TITRE PREMIER. — ORGANISATION.

CHAPITRE PREMIER. — *Règle générale.*

CHAPITRE II. — *Fonctions du directeur général.*

CHAPITRE III. — *Fonctions des divers agents, préposés ou employés.*

CHAPITRE IV. — *Des appréciateurs.*

CHAPITRE V. — *Des cautionnements.*

TITRE II. — DES OPÉRATIONS DU MONT-DE-PIÉTÉ.

CHAPITRE PREMIER. — *Dispositions générales.*

CHAPITRE II. — *Du prêt sur nantissement.*

CHAPITRE III. — *De l'emprunt.*

On le voit, c'est un règlement comprenant toutes les parties de l'admi-

nistration avec ses deux opérations essentielles : l'emprunt du Mont-de-Piété pour se procurer de l'argent destiné à ceux qui viennent emprunter au Mont-de-Piété.

L'emprunt est réglé de la même façon et les règles générales du prêt sont les mêmes. Seul, le cadre administratif prévu par le décret du 8 thermidor an XIII a été modifié quant au nombre et aux attributions.

Assistance par le travail.

RAPPORT DE M. FAILLET SUR LA COLONIE DE LA CHALMELLE (1)

MESSIEURS,

Une pauvre petite ferme abandonnée depuis plusieurs années, aux chétifs bâtiments délabrés, pourrissant pour ainsi dire dans un marécage, des terres devenues des landes, de maigres ressources financières accordées par grâce, enfin une centaine de malheureux recrutés dans les refuges municipaux : telles étaient les conditions dans lesquelles un jeune ingénieur agronome, faiblement rétribué, M. Malet, avait le courage de créer la colonie agricole de la Chalmelle.

La colonie se composait de :

23 cultivateurs, 1 vigneron, 24 journaliers ayant travaillé aux champs, 1 terrassier, 9 jardiniers, 1 cocher, 9 charretiers, 1 vacher, puis 5 domestiques, 4 mécaniciens, 3 boulangers, 2 menuisiers, 1 serrurier, 1 parqueteur; puis 1 épicier, 1 doreur, 1 faïencier, 1 teinturier, 1 gazier, 1 imprimeur. La plupart des cultivateurs ou journaliers avaient à peu près perdu la pratique professionnelle. Quant aux autres, ayant roulé de refuge en refuge, forcés entre temps de coucher sous les ponts ou dans d'abominables cabarets, et par conséquent dans de dégradantes promiscuités, il y avait peu à en attendre, si ce n'est la paresse et l'insubordination. Néanmoins, M. Malet, grâce à une sélection habile des tempéraments et des aptitudes, à une fermeté qui n'excluait ni la douceur, ni la persuasion, grâce à l'émulation des amours-propres, M. Malet a su relever le plus grand nombre et placer ceux-ci chez des fermiers et ceux-là chez des cultivateurs, et ayant emporté de la colonie un pécule variant de 25 à 35 francs.

Ces hommes, loin d'oublier le service moral et matériel rendu par leur Directeur, entretiennent avec lui des relations épistolaires dans lesquelles ils expriment leurs sentiments de gratitude. Les colons ont transformé au moins les deux tiers des terres qu'ils avaient trouvées couvertes de petits ajoncs, de mauvaises herbes, et, à cause de l'imperméabilité quasi générale du sol, perdues d'humidité. Quelle méthode et quels efforts il a fallu ! En 1895, il restait, sur 128 hectares, à peine 25 en jachère nue. Disons-le par avance, avec les moutons, que le Directeur vous demande, ces 25 hectares seront nettoyés, épurés, engraisés et préparés pour une culture prochaine.

(1) Rapport au Conseil municipal présenté par M. Faillet, au nom de la 5^e commission, sur la colonie de la Chalmelle.

En 1895, la surface cultivée comprenait : en céréales, environ 60 hectares; en fourrages, 21 hectares; en betteraves, pommes de terre, haricots, carottes, choux, 10 hectares; en jardin potager, 1 hectare; le charmant jardin d'agrément qui entoure la maisonnette du Directeur, 1 demi-hectare.

Au milieu de ce jardin, grâce à un drainage intelligent, les flaques d'eau ont disparu pour former un grand vivier. Dix hectares en bordure ont été, en 1896, semés en trèfle.

Votre Rapporteur a visité la colonie agricole (Colonie! un mot qui sonne mal aux oreilles des paysans de la région; pourquoi pas le mot, plus juste d'ailleurs, de Ferme municipale) à la fin de juin dernier. Il a vu avec joie dans ces plaines, naguère désolées, ici des blés jaunissants, là des prairies verdoyantes, des trèfles en fleurs et des champs de pommes de terre.

Les hommes allaient, venaient, joyeux du travail accompli. Sur le bord d'un chemin une cabane, et de son toit s'échappait dans l'azur la noire fumée d'une forge; là, deux hommes, en manches de chemise, en chantant, réparaient telle ou telle pièce de machine agricole. Tout ce monde, six mois auparavant, *trimardait* loqueteux, sournois, souvent aviné, dans nos refuges du quai de Valmy ou du Château-des-Rentiers, — la plupart à la veille d'obéir aux suggestions malhonnêtes.

Sans doute, il y a des efforts à accomplir, des désillusions à toujours attendre; mais, en vérité, comme la terre, l'homme est amendable.

Sans doute, la Chalmelle coûte encore cette année, elle coûtera l'année prochaine; mais quand elle occupera, dis-je, le double de travailleurs, la Chalmelle *ne demandera plus rien* au Conseil municipal. Et quand elle demanderait quelques sacrifices encore? N'est-ce pas une excellente œuvre que d'arracher, bon an mal an, aux bas-fonds du vagabondage, une centaine d'hommes oisifs, devenant mauvais, fauteurs prédestinés du crime? N'est-ce pas aussi quelque chose que d'avoir rendu à la culture 128 hectares; que d'avoir créé, en plein centre de routine agricole, une véritable école pratique d'agronomie où les paysans-fermiers, cultivateurs, viennent apprendre, à leur profit direct, les procédés qui leur permettent de faire produire à la terre quatre et cinq fois plus, c'est-à-dire de gagner leur vie au lieu de végéter?

ÉTAT FINANCIER

Les recettes réalisées depuis le 1 ^{er} octobre 1896 sont de..	15 615 fr. 13
et celles à percevoir de..	2 948 fr. 96
TOTAL..	18 564 fr. 09

soit 565 fr. 09 en plus sur l'année dernière. Elles eussent été beaucoup plus élevées si la mauvaise saison n'avait donné d'aussi médiocres récoltes, comme du reste dans les régions au sol argileux.

Voici ci-dessous l'état actuel des dépenses :

Pour l'année 1898, il ne faut pas espérer d'économie, ni présumer de dépenses. D'où il suit, le même établissement de budget qu'en 1897, c'est-à-dire en dépenses, 43 300 francs, en recettes, 27 400 francs.

La colonie coûte donc 15 900 francs. Or comme elle a recruté *cent dix-huit* personnes au lieu de *quatre-vingt-treize* l'an dernier, en fin de compte la situation est des plus satisfaisantes.

RÉPARTITION DU CRÉDIT	DÉPENSES		
	PAIÉES.	ENGAGÉES.	TOTALES.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.
<i>Personnel.</i>			
Traitement des gagistes	6 091,50	1 818,30	7 909,80
Indemnités aux colons.	3 990,50	609,50	4 600 »
Frais de voyage du personnel et des colons.	2 153,40	436,60	2 590 »
Allocations diverses et gratifications	363,25	436,75	800 »
Matériel.	9 051,63	3 848,37	12 900 »
Dépenses de la ferme.	3 454 »	6346 »	9 800 »
Frais de location et taxe.	1 012,34	3 687,66	4 700 »
	26 116,62	17 183,18	43 299,80

Nous vous proposons de fixer à 27 400 francs l'article 5 du chapitre IX des recettes ordinaires : *Produit de la Colonie agricole de la Chalmelle*; à 43 300 francs, l'article 38 du chapitre XX des dépenses ordinaires : *Colonie d'indigents de la Chalmelle*.

Enfin, Messieurs, considérant que, *pour les nouvelles constructions* en vue de l'agrandissement de la Chalmelle, le concours technique, éclairé et zélé du Directeur est digne des plus grands éloges, qu'il est résulté de ce concours une économie importante de vos ressources, considérant que le Directeur a, pendant cinq années, montré une compétence agronomique à laquelle ont rendu et rendent hommage tous les cultivateurs de la région, en assistant à ses conférences et en profitant de ses leçons pratiques, qu'il y a en outre une considération sérieuse du principe de colonie agricole inaugurée par le Conseil municipal; considérant qu'en accomplissant ainsi sa mission, le Directeur de la Chalmelle mérite un témoignage de notre haute satisfaction, je vous prie, au nom de la 5^e Commission et de nos collègues qui, dans leur visite à la colonie, ont apprécié l'infatigable dévouement de M. Malet, de vouloir bien voter le projet de délibération suivant :

Une somme de 1 000 francs est ajoutée au budget des dépenses de la Colonie de la Chalmelle, année 1897, en faveur de M. Malet, son Directeur.

Nous vous prions d'adopter nos conclusions.

En annexe, votre Rapporteur vous présente un extrait du mémoire du Directeur de la Chalmelle concernant *l'état moral et l'exploitation* de la Colonie (1). Nous appelons votre attention toute particulière sur ce document; il est remarquable au point de vue : 1° de l'exposition, très précise en même temps que très détaillée, du rendement, grâce à la méthode de culture appliquée à des terrains réputés jusqu'ici *stériles*; 2° au point de vue de l'utilisation d'un personnel recruté dans des conditions morales qui

(1) Nous publierons ce document dans un prochain numéro.

rebuteraient très certainement des fermiers ou des propriétaires et qui, cependant, ont apporté des résultats incomparables.

A l'ouverture de la prochaine session, nous entretiendrons le Conseil d'un projet d'établissement d'une école agricole émanant de M. le Directeur de l'Assistance publique, et d'une vue d'ensemble de cette création. Vous y verrez que M. Malet n'hésite pas à offrir son concours pour mener à bien (et nous nous en rapportons à lui) une œuvre que nous préconisons dans un rapport sur notre inspection des Enfants assistés.

Comme toute chose doit venir en son temps, nous demanderons alors à la 3^e Commission du Conseil général de vouloir bien étudier le mémoire du Directeur de la Chalmelle et d'examiner les plans dressés par l'architecte, M. Michelin, plans d'amélioration et d'agrandissement de la ferme dite la Grandière-aux-Essarts, appartenant à l'Assistance publique.

Rapport de M. Nocard sur l'hygiène des étables et l'état sanitaire des vaches (1).

La question soumise à la Commission du lait est des plus complexes; elle peut cependant se résumer en ceci : mettre à la disposition du consommateur du lait *pur, non nuisible, au meilleur marché possible*.

La première condition que doit remplir le lait mis en vente, c'est d'avoir une *valeur nutritive suffisante*, dont le minimum doit être officiellement déterminé.

Ce point n'est pas de notre compétence.

Ce lait, d'une valeur nutritive suffisante, ne doit pas être nuisible au consommateur.

Or, le lait peut être nuisible pour des raisons multiples :

1^o Ou bien il est déjà nuisible au sortir de la mamelle, en raison de l'état sanitaire défectueux de la vache laitière;

2^o Ou bien il devient nuisible après la traite, parce qu'on y a ajouté, volontairement ou non, des substances étrangères à sa composition.

Parmi ces substances étrangères il faut ranger celles que les producteurs de lait y ajoutent dans le but de prolonger sa conservation; mais les plus redoutables sont à coup sûr les substances qui peuvent y introduire des microbes, soit pendant la traite, soit par le fait de sa distribution dans des vases malpropres ou nettoyés avec de l'eau impure, soit parce qu'on ne l'a pas suffisamment protégé contre les poussières atmosphériques, lesquelles peuvent renfermer, avec les agents des fermentations vulgaires, des germes des maladies contagieuses les plus diverses et les plus graves.

Il n'est pas impossible de remédier à ces causes multiples de nocivité du lait.

La chose serait relativement facile s'il ne s'agissait que du lait produit dans l'étendue du département de la Seine, où le personnel du service sanitaire

(1) Travaux de la commission d'étude de l'alimentation par le lait. — Voir le n^o 5 de la *Revue Philanthropique*, p. 252 et suiv., et n^o 7, p. 129 et suiv.

vétérinaire est nombreux, instruit et discipliné, où l'on vient de lui confier l'inspection hygiénique du groupe des établissements classés qui comprend les vacheries. Mais les vacheries du département de la Seine ne produisent guère plus du tiers de la quantité de lait que Paris consomme chaque jour ; plus de 400 000 litres proviennent des départements environnants, dans un rayon de 20, 25, 30 lieues et plus. Pour ces vacheries de la grande banlieue de Paris, la surveillance hygiénique et sanitaire fait à peu près complètement défaut et, pour l'organiser, il faudrait faire des dépenses considérables, augmentant dans une proportion notable le prix de revient du lait introduit dans Paris. A supposer même que l'on réussisse à organiser aussi parfaitement que possible cette surveillance hygiénique et sanitaire, il est bien certain qu'elle ne suffirait pas à assurer la *pureté* du lait délivré au consommateur : au cours des manipulations nombreuses que ce lait aura subies pendant la traite, la distribution, le transport et le débit, on n'aura pu éviter la pénétration d'au moins quelques germes dont la multiplication pourrait en rendre l'usage dangereux, alors même que le lait ne semblerait pas en avoir subi la plus petite altération.

Ceci nous amène à formuler en principe que la seule précaution qui puisse mettre le consommateur à l'abri de tout danger consiste à « faire bouillir le lait avant de le consommer ».

Ce principe admis, on doit se demander s'il est nécessaire de poursuivre l'organisation d'une inspection hygiénique et sanitaire de toutes les vacheries qui concourent à l'alimentation de Paris, inspection qui augmenterait nécessairement dans une proportion considérable le prix de revient du litre de lait sans pourtant donner au consommateur une sécurité absolue, ou si, au contraire, il ne serait pas préférable de concentrer tous nos efforts pour faire entrer dans l'esprit du Parisien cette notion que la seule précaution nécessaire et suffisante pour éviter tout danger consiste à « faire bouillir le lait avant de le consommer ».

Nous avons mis dix ans à faire comprendre à la population parisienne l'extrême importance de la pureté de l'eau de boisson ; à l'heure actuelle, dès qu'on annonce que le débit des sources est insuffisant — et c'est malheureusement trop fréquent, — il n'est pas de petit ménage qui ne fasse bouillir son eau de boisson. Ainsi en adviendrait-il, si nous le voulons bien, pour la question du lait cru ; peu à peu tout le monde en saura le danger et les moyens d'y parer. — Le résultat sera peut-être un peu long à obtenir, si tenace est le préjugé absurde qui veut que le lait bouilli ait perdu sa digestibilité et même une partie de ses qualités nutritives. On y parviendrait pourtant, si l'on se décidait à faire la propagande nécessaire en s'adressant surtout aux enfants de nos écoles ; il ne serait certes pas impossible d'afficher dans chaque classe ces brèves inscriptions : « Ne crachez pas sur le parquet ; ne buvez pas de lait sans l'avoir fait bouillir ; vous éviterez ainsi beaucoup de maladies qui se propagent, soit par le lait cru, soit par les poussières des crachats desséchés. » L'homme adulte n'oublie pas les impressions qu'il a reçues enfant. Cette mesure simple rendrait les plus grands services à l'hygiène. Pour ma part, j'y vois la solution pratique et générale du grave problème qui nous occupe.

Mais, dira-t-on, il est des gens qui ne peuvent pas ou ne croient pas

pouvoir supporter le lait bouilli. Entendez-vous leur interdire l'usage du lait?

En aucune façon; du moment où il n'est plus question d'exiger de toutes les vacheries qui concourent à l'alimentation de Paris les garanties sanitaires et hygiéniques nécessaires, il est possible de satisfaire à ces besoins exceptionnels. On pourrait par exemple provoquer la constitution de sociétés, poursuivant bien moins un intérêt pécuniaire que la sauvegarde de l'hygiène, imposant à leurs fournisseurs des conditions très rigoureuses et n'acceptant que ceux qui s'engageraient à les remplir. On pourrait aussi, — et peut-être serait-ce la meilleure solution — encourager la Préfecture de police à persévérer dans la voie où elle vient d'entrer, sur l'initiative du Service sanitaire vétérinaire, à faciliter aux nourrisseurs qui le désirent l'assainissement de leurs étables par l'emploi officiel de la tuberculine et de tout autre moyen utile.

Les consommateurs qui veulent boire du lait cru, de bonne qualité, pourraient s'en procurer en s'adressant à ces vacheries; ils y trouveraient du lait fraîchement trait, par conséquent indemne des fermentations secondaires, si redoutables pendant l'été.

Voyons maintenant à quelles conditions hygiéniques et sanitaires doivent satisfaire les vacheries pour produire un lait de bonne qualité, offrant au consommateur le maximum possible de garantie.

I. — CONDITIONS QUE DOIVENT REMPLIR LES LOCAUX (VACHERIES ET LAITERIES)

Le Conseil d'hygiène et de salubrité du département de la Seine vient de remettre cette question à l'étude, et voici quelles sont les conditions adoptées par la commission chargée de cette étude, commission dont vos rapporteurs faisaient tous trois partie :

1° L'étable devra avoir des dimensions telles que chaque vache ait à sa disposition un cube d'air d'au moins 20 mètres et une surface de 1^m,45 en largeur sur 3^m,20 en longueur. On devra, en outre, ménager, derrière chaque rangée de vaches, une allée de service ayant au moins 1^m,30 de largeur. Par exception, si la largeur de l'étable ne peut dépasser 4 mètres, la hauteur devra être portée à 3^m,50.

2° Les urines, purins, eaux de lavage ou de pluie seront écoulés à l'égout par une canalisation souterraine s'amorçant par un siphon dans l'étable ou dans la cour.

3° Le sol de l'étable et de la cour sera rendu imperméable et disposé en pente pour le facile écoulement des liquides à l'amorce de la canalisation souterraine. Dans les cours de grandes dimensions, l'imperméabilisation du sol pourra être limitée : a) aux ruisseaux; b) à la partie attenante à l'étable ainsi qu'à la laiterie, sur une largeur minima de 2 mètres; la partie de la cour non imperméabilisée devra être pavée, et le pavage toujours maintenu en bon état.

En aucun cas, l'écoulement au ruisseau de la rue ne pourra être toléré.

L'écoulement dans des citernes étanches, se vidant à la manière des fosses d'aisances, ne sera permis que dans des établissements éloignés de tout égout et de toute agglomération et à la condition qu'il y aura, à proximité, des terres arables sur lesquelles on pourra faire l'épandage de la vidange de ces fosses.

4° On plafonnera le plancher haut de l'étable, au niveau des solives; si l'étable est surmontée de chambres habitées, le plancher sera construit en fer et hourdé plein.

5° En outre des portes et des châssis vitrés, établis en nombre suffisant pour assurer un bon éclairage, l'étable sera ventilée par des cheminées d'aération (1 au moins sur 6 vaches); ces cheminées devront être construites en poterie, monter au-dessus du toit, mesurer au moins 0^m,25 de côté et n'être jamais obstruées.

6° A l'intérieur, les murs de l'étable seront cimentés jusqu'à la hauteur de 1^m,75 au-dessus du sol; dans le reste de leur étendue, ils seront enduits en plâtre et blanchis à la chaux, ainsi que le plafond, au moins une fois l'an, au mois de mai.

7° Les mangeoires seront établies en matériaux imperméables et supportées par un contre-mur, enduit en ciment et mesurant au moins 0^m,22 d'épaisseur.

8° Les fumiers seront déposés sur une aire imperméable, disposée en pente et entourée d'un ruisseau étanche conduisant les purins à l'amorce de la canalisation souterraine. Ces fumiers seront complètement enlevés, avant huit heures du matin, trois fois par semaine en toute saison. Dans les quartiers populeux, les fumiers seront enlevés tous les jours, si cela est jugé nécessaire. Après chaque enlèvement de fumier, l'aire sera lavée et désodorisée.

La litière sera toujours maintenue en état de siccité et renouvelée au moins deux fois par jour.

9° On aura de l'eau sous pression en quantité suffisante pour laver, matin et soir, les étables, les laiteries, les ruisseaux et les cours; chaque étable aura sa prise d'eau avec robinet fleté.

En cas de plaintes reconnues fondées, le sol de l'étable, les ruisseaux et les fumiers seront désodorisés matin et soir. (A cet effet, on utilisera avec avantages une solution de chlorure de zinc à 5 p. 100, du plâtre cuit ou des superphosphates pulvérisés, etc.)

10° Les dépôts de fourrage seront séparés de l'étable par un mur en maçonnerie; s'ils sont placés au-dessus, le sol du grenier sera rendu incombustible et impénétrable aux poussières au moyen d'un carrelage, d'une aire en plâtre ou en ciment ou de tout autre moyen; il ne pourra être placé aucun foyer ni aucun tuyau de fumée dans le local servant à emmagasiner les fourrages.

11° L'élevage ou l'engraissement des porcs est interdit, sauf autorisation spéciale. Toutefois, on pourra tolérer l'entretien de deux porcs pour utiliser le lait non vendu dans la journée; mais la porcherie devra être séparée de la vacherie, éloignée de la laiterie et remplir toutes les conditions d'imperméabilité du sol et des murs, d'écoulement à l'égout des urines et eaux de lavage, ordinairement imposées aux porcheries.

12° Toute vacherie comporte un local spécial servant de laiterie. Ce local n'aura aucune communication directe, soit avec l'étable, soit avec les locaux servant à l'habitation des personnes, soit avec les cabinets d'aisances.

13° Le sol de la laiterie sera imperméable et disposé en pente pour le facile écoulement des eaux résiduaires et de lavage; les murs seront pourvus d'un revêtement imperméable (ciment, marbre, verre, céramique ou autre) jusqu'à la hauteur de 1^m,75 au-dessus du sol; dans le reste de leur étendue, ils seront recouverts d'une peinture permettant le lavage ainsi que le plafond.

14° L'éclairage sera assuré par de larges châssis vitrés et la ventilation par une ou plusieurs cheminées d'appel s'élevant au-dessus du toit et mesurant au moins 0^m,25 c. de côté.

15° Les tables, consoles, rayons, etc., seront établis en matériaux imperméables.

16° Les vases destinés à recevoir ou à distribuer le lait seront en matières imperméables (verre, porcelaine ou métal toujours bien étamé à l'étain fin), ils seront munis d'un couvercle de même nature, l'emploi de récipients émaillés ou vernis au plomb est formellement interdit.

17° Tout vase ayant servi devra être lavé avec soin à l'eau bouillante; on ne devra le rincer qu'avec de l'eau bouillie; cette précaution est indispensable, l'eau non bouillie renfermant des microbes capables d'altérer le lait.

18° La laiterie ne devra renfermer aucune substance ou appareil (dépôt de pétrole, essence minérale ou autre) pouvant dégager des gaz, des vapeurs ou des odeurs capables d'imprégner le lait et de lui donner mauvais goût.

19° Toutes les eaux résiduaires et de lavage provenant de la laiterie doivent être dirigées vers l'amorce de la canalisation souterraine conduisant à l'égout.

II. — CONDITIONS AUXQUELLES DOIVENT SATISFAIRE LES VACHES LAITIÈRES POUR DONNER LE MAXIMUM POSSIBLE DE SÉCURITÉ

1° Toutes les vaches de l'étable où l'on produit du lait destiné à la consommation publique doivent être soumises par un vétérinaire à l'épreuve de la tuberculine.

2° Après l'épreuve, les vaches saines seront séparées des malades; à cet effet, on leur affectera une étable spéciale, ou, à défaut, on divisera l'ancienne étable en deux compartiments distincts, au moyen d'une cloison pleine occupant toute la hauteur de l'étable. L'un de ces compartiments, désinfecté à fond, sera affecté aux vaches saines; on n'y introduira pas de vache nouvelle sans l'avoir préalablement soumise à l'épreuve de la tuberculine.

3° Quant aux vaches ayant réagi à la tuberculine, elles feront l'objet d'un examen clinique minutieux; celles qui présenteront quelque signe clinique de tuberculose devront être, sans délai, conduites à l'abattoir, dont l'inspecteur vétérinaire décidera, conformément à la loi, si leur viande peut

ou non être mise en vente; les autres pourront être conservées tant qu'elles donneront du lait; mais leur lait ne pourra être livré à la consommation qu'après avoir été bouilli à la vacherie. Dès qu'elles ne donneront plus de lait, elles devront être réformées et conduites à l'abattoir.

4° Toutes les vaches de l'étable devront être visitées par un vétérinaire au moins une fois par mois.

5° Toute vache reconnue malade devra être séparée des autres et son lait mis à part jusqu'à ce que le vétérinaire, prévenu immédiatement, décide si l'animal peut rentrer dans le rang, si son lait doit être jeté à l'égout ou s'il peut être consommé après avoir été bouilli.

Pourra être vendu après ébullition le lait produit par les vaches atteintes de fièvre aphteuse, de péripneumonie, d'exanthème coïtal ou de cowpox vrai ou faux, et par celles qui ont été mordues par un animal enragé.

Devra être jeté à l'égout le lait provenant des vaches atteintes de charbon, de rage déclarée, de métrite suppurée, de non-délivrance, d'entérite diarrhéique, de mammite (aiguë ou chronique), de néphrite ou de cystite calculeuse ou hématurique.

6° On devra aussi jeter à l'égout le lait coloré en bleu, en rouge ou en jaune, celui qui renferme du sang, celui qui se recouvre de moisissures, celui qui provient d'une vache à laquelle on a administré à titre de médicament de l'éther, du chloroforme, de l'ammoniaque, de l'asa-fœtida, de l'essence de térébenthine, de l'acide phénique, etc.; il en sera de même pour le lait additionné d'une substance étrangère quelconque, même destinée à le conserver.

7° Le lait produit par les vaches en parturition ne pourra être livré à la consommation que huit jours après la mise-bas.

8° A chacune de ses visites, le vétérinaire devra s'assurer de la bonne qualité des aliments donnés aux vaches, de la bonne tenue de l'étable et de la laiterie. Il devra, chaque fois, noter ses impressions sur un registre spécial déposé à la vacherie et dont le laitier producteur aura la garde.

Avant de terminer, votre sous-commission croit devoir soumettre à votre appréciation la question de savoir s'il n'appartient pas à l'Assistance publique de Paris de donner l'exemple et d'insérer dans le cahier des charges de ses adjudications l'obligation, pour ses fournisseurs, de satisfaire aux conditions que nous venons d'énumérer.

Il est probable que le prix du lait qu'elle consomme en serait légèrement augmenté; mais la santé des enfants et des malades qui lui sont confiés ne justifierait-elle pas, et au delà, un léger surcroît de dépenses? Et d'ailleurs n'est-il pas probable, comme l'indiquait M. Duclaux dans la dernière séance, que l'usage d'un lait meilleur hâterait la guérison de nombre de malades et diminuerait la dépense afférente à chacun d'eux.

Notre président étudiera certainement cette question et saura lui donner, nous en sommes bien convaincus, la meilleure suite qu'elle comporte.

CHRONIQUE ÉTRANGÈRE

Allemagne.

L'ASSURANCE OBLIGATOIRE CONTRE LES ACCIDENTS EN 1896 (1)

Le nombre moyen de personnes assurées contre les accidents, pendant l'année 1896, s'élève à 17 605 190.

Ce total se compose de :

5 734 680	personnes appartenant à l'industrie.
11 189 071	— à l'agriculture et aux travaux forestiers.
681 439	— aux administrations publiques.

Le nombre des accidents de personnes survenus pendant l'année et ayant motivé indemnité est de 85 272 et comprend :

38 538	accidents survenus dans l'industrie.
42 934	— dans l'agriculture et les forêts.
3 800	— dans les administrations publiques.

Au point de vue des conséquences, les 85 272 accidents de l'année 1896 se décomposent en :

Cas de mort	6 989	soit	8,2	p. 100
Cas d'incapacité permanente totale	1 524	—	1,8	—
Cas d'incapacité permanente partielle	44 373	—	52,0	—
Cas d'incapacité temporaire (de plus de 13 semaines)	32 386	—	38,0	—
Total des accidents indemnisés	85 272		100,0	p. 100

Le nombre total des accidents déclarés s'élève à 349 388, dont 233 319 aux corporations industrielles, 91 099 aux corporations agricoles et forestières, et 24 970 aux administrations publiques. En ce qui concerne particulièrement les corporations de l'industrie, la statistique des accidents en 1896 fournit les résultats suivants :

Accidents survenus dans l'ensemble des corporations industrielles en 1896.

	Nombres.	Proportions p. 100 du total des accidents indemnisés.	Moyennes par 1 000 assurés.
Cas de mort	4 040	10,5	0,71
Cas d'incapacité permanente totale	595	1,5	0,10
Cas d'incapacité permanente partielle	20 251	52,6	3,53
Cas d'incapacité temporaire	13 652	35,4	2,38
Ensemble des accidents indemnisés	38 538	100,0	6,72
Ensemble des accidents déclarés	233 319	"	40,69

(1) *Bulletin de l'Office du travail*, 5^e année, n° 2, février 1898.

Les moyennes rapportées aux nombres d'assurés mesurent la fréquence des accidents. Depuis l'origine de l'assurance (1886), la fréquence annuelle des accidents a subi les variations qu'indiquent les chiffres ci-dessous :

Nombres annuels moyens, par 1000 assurés, des accidents motivant indemnité survenus dans l'ensemble des corporations industrielles.

Années.	Cas de mort.	Cas d'incapacité permanente		Cas d'incapacité temporaire.	Ensemble des accidents indemnités.
		totale.	partielle.		
1886	0,70	0,44	1,09	0,57	2,80
1887	0,77	0,73	2,11	0,53	4,14
1888	0,68	0,43	2,38	0,86	4,35
1889	0,71	0,49	2,70	0,81	4,71
1890	0,73	0,38	3,27	0,98	5,36
1891	0,71	0,32	3,42	1,10	5,55
1892	0,65	0,30	3,55	1,14	5,64
1893	0,69	0,27	3,82	1,25	6,03
1894	0,66	0,16	3,82	1,62	6,25
1895	0,67	0,15	3,57	1,85	6,24
1896	0,71	0,10	3,53	2,38	6,72

L'ensemble des accidents a augmenté d'année en année. Mais l'augmentation ne porte que sur les accidents les moins graves. La fréquence des cas de mort manifeste une constance remarquable et les cas d'incapacité permanente absolue ont même diminué. Toutefois, cette diminution est plus apparente que réelle. Au début, la statistique des accidents enregistrait comme cas d'incapacité « permanente » toutes les incapacités de plus de six mois. Les moyennes des premières années expriment, par suite, la fréquence des incapacités totales de plus de six mois, tandis que les chiffres plus récents résultent d'une appréciation plus exacte et plus conforme à la réalité des cas d'incapacité permanente.

Les trois dernières années ont donné 0,16, 0,15 et 0,10, moyennes très voisines de celles qu'indiquent, sous le titre d'incapacités permanentes absolues, les statistiques de l'assurance contre les accidents en Autriche; or, dans ce pays, l'organisation financière de l'assurance, basée sur la capitalisation et la constitution immédiate des capitaux des rentes de blessés, oblige à n'enregistrer comme *incapacités permanentes* que les incapacités qui paraissent devoir être effectivement définitives, et à exclure de la rubrique toutes celles qui ne sont, en réalité, que des incapacités temporaires de longue durée.

L'augmentation des cas d'incapacité permanente partielle semble avoir atteint son terme. La proportion a passé par un maximum en 1893 et en 1894.

Quant aux cas d'incapacité temporaire, à l'inverse des précédents, ils ont augmenté surtout pendant les dernières années et leur accroissement n'est probablement pas achevé.

Résultats financiers. — Les dépenses de l'année 1896 se montent à 73 389 500 marks. Elles présentent une augmentation de 5 065 230 marks sur les dépenses (68 324 270 marks) de l'exercice précédent.

En particulier, les corporations industrielles ont supporté un chiffre de dépenses égal à 51 001 311 marks et ont perdu 64 522 466 marks de recettes. Les salaires entrant en ligne de compte pour l'assurance, en 1896, atteignent le chiffre de 3 922 996 000 marks.

Les dépenses des corporations industrielles se décomposent ainsi qu'il suit :

Dépenses des corporations industrielles en 1896.

Désignation.	Sommes.	Montant moyen	
		par assuré.	par 1000 marks de salaires entrant en ligne de compte pour l'assurance.
	marks.	marks.	marks.
Secours et indemnités	38 707 865	6,75	9,87
Frais d'administration	5 183 306	0,90	1,32
Frais d'enquête	1 104 761	0,19	0,28
Frais de justice arbitrale	535 814	0,09	0,14
Frais de mesures préventives	936 114	0,16	0,24
Versements aux fonds de réserve.	4 533 451	0,79	1,15
Total des dépenses	51 001 311	8,88	13,00

La dépense moyenne totale par 1 000 unités de salaire mesure le coût de l'assurance; la proportion correspondant aux seules dépenses en secours et indemnités mesure les charges imposées exclusivement par l'indemnisation des victimes ou de leurs ayants droit et le traitement des blessés. Voici les moyennes annuelles constatées depuis la première année d'assurance :

Montant annuel moyen par 1000 marks de salaire, des dépenses totales et des secours et indemnités dans l'ensemble des corporations industrielles.

Années.	Dépenses totales.		Secours et indemnités.
	marks.	marks.	marks.
1886	4,64		0,77
1887	8,02		2,25
1888	9,53		3,27
1889	10,07		4,17
1890	10,49		5,13
1891	11,47		6,12
1892	12,62		7,28
1893	13,42		8,16
1894	13,77		9,06
1895	13,78		9,64
1896	13,00		9,87

Le mouvement ascensionnel des dépenses totales est, pour le moment, arrêté. Cela résulte de la diminution des versements aux fonds de réserve

des corporations, qui, dans les premières années, constituaient une part importante des dépenses. A partir de la douzième année, ces fonds de réserve seront définitivement constitués, et ne recevront plus de versements prélevés sur les cotisations. Par contre, la progression des dépenses en secours et indemnités se poursuit sans relâche, et ces charges finiront par atteindre et par dépasser le montant actuel des dépenses totales elles-mêmes.

**L'ASSURANCE OBLIGATOIRE CONTRE L'INVALIDITÉ
ET LA VIEILLESSE EN 1896**

Pendant l'exercice 1896, les 31 caisses régionales d'assurance contre l'invalidité et la vieillesse ont concédé 25 402 rentes de vieillesse et 60 562 rentes d'invalidité, soit en tout 85 964 pensions. Le nombre de pensions liquidées depuis le début de l'application de la loi (1^{er} janvier 1891) jusqu'au 31 décembre 1896 s'élève, pour l'ensemble des 31 caisses régionales, à

202 408 rentes d'invalidité,
et 288 212 rentes de vieillesse.

Soit en tout 490 620 rentes.

De plus les 9 caisses spéciales de pensions relatives aux mines et aux chemins de fer ont alloué pendant la même période et par application de la loi :

14 889 rentes d'invalidité,
et 5 511 rentes de vieillesse.

Soit 20 400 rentes en tout.

De sorte que le total des rentes concédées par les divers organes de l'assurance obligatoire pendant les six premières années de fonctionnement se monte à 511 020 rentes, dont 217 297 pour invalidité et 293 723 pour vieillesse.

Les sommes payées, en 1896, par les 31 caisses régionales et les 9 caisses spéciales atteignent le chiffre de 50 489 477 marks à la charge de l'Empire. Cette somme se décompose comme suit :

	marks.
Arrérages de rentes d'invalidité.	21 101 179
Arrérages de rentes de vieillesse.	27 412 939
Remboursements de cotisations :	
1 ^o Aux femmes en cas de mariage.	1 458 107
2 ^o Aux héritiers en cas de mort.	517 252
Total.	<hr style="width: 10%; margin: 0 auto;"/> 50 489 477

Voici, d'ailleurs, les chiffres globaux des sommes payées aux assurés par l'ensemble des caisses régionales et particulières :

Sommes payées aux assurés par les 31 caisses régionales et les 9 caisses spéciales.

Années.	Arrérages do rentes.	Cotisations restituées.	Total.	Sommes à la charge de l'Empire.
—	—	—	—	—
	marks.	marks.	marks.	marks.
1891	15 306 754	»	15 306 754	6 049 848
1892	22 425 035	»	22 425 035	8 971 072
1893	28 046 187	»	28 046 187	11 261 653
1894	34 647 626	»	34 647 626	13 854 897
1895	42 102 002	219 369	42 321 371	16 813 429
1896	48 514 118	1 975 359	50 489 477	19 119 658

En ce qui concerne les caisses régionales seules, les dépenses de l'année 1896 se montent à 37 017 413 marks et les recettes globales à 114 536 734 marks. La vente des timbres des cotisations a produit 101 526 396 marks.

Les rentes liquidées par les caisses régionales sont au nombre de 490 620. Elles se décomposent, au point de vue du montant (pour la part à la charge des caisses) et du capital de couverture, de la manière suivante :

	Nombre de rentes.	Montant annuel (non compris la subvention del'Empire).	Capital de couverture correspondant.
	—	—	—
		marks.	marks.
Rentes de vieillesse	288 212	21 722 842	124 739 862
Rentes d'invalidité	202 408	13 882 631	122 985 307

Le capital de couverture s'élève, en moyenne, à 5,7 fois la rente, dans la catégorie des rentes de vieillesse, et à 8,8 fois la rente, dans la catégorie des rentes d'invalidité.

Les 490 620 rentes liquidées depuis l'origine représentent 511 030 titres partiels répartis entre les 31 caisses; car, d'après le mécanisme de l'institution, plusieurs caisses distinctes peuvent intervenir dans le paiement d'une même rente si le titulaire y a versé successivement ses cotisations.

Jusqu'au 31 décembre 1896, il s'est produit 154 307 extinctions, pour une somme de 10 528 175 marks. De sorte qu'à la fin de 1895 il ne restait plus en cours que 356 760 titres partiels formant un chiffre total de 25 078 298 marks, dont voici le détail :

	Nombre de titres partiels.	Montant (non compris la subvention del'Empire).
	—	—
		marks.
Rentes de vieillesse	202 015	15 026 072
Rentes d'invalidité	154 745	10 051 226

Le montant moyen des pensions a été, comme il était à prévoir, en augmentant progressivement :

Année de liquidation des rentes.	Montant moyen de la rente de vieillesse		Montant moyen de la rente d'invalidité	
	sans la subvention de l'Empire.	avec la subvention de l'Empire.	sans la subvention de l'Empire.	avec la subvention de l'Empire.
	marks.	marks.	marks.	marks.
1891..	73,60	123,60	63,38	113,38
1892..	77,69	127,69	64,70	114,70
1893..	80,00	130,00	67,99	117,99
1894..	76,14	126,14	71,23	121,23
1895..	82,80	132,80	73,98	123,98
1896..	85,34	135,34	75,75	125,75

Les frais d'administration, de perception et de contrôle s'élèvent, pour 1896, à 5 447 303 marks. Ils représentent 5,4 pour 100 des cotisations perçues.

L'avoir total des caisses régionales, au 31 décembre, atteint le chiffre de 460 638 855 marks, les fonds placés étant évalués non au prix d'achat, mais d'après les cours à la même époque. Le revenu moyen de ces fonds ressort à 3,53 p. 100.

L'intérêt de placement diminue lentement d'année en année; il a été successivement de 3,67 p. 100 en 1891, 3,67 p. 100 en 1892, 3,66 p. 100 en 1893, 3,65 p. 100 en 1894, 3,58 p. 100 en 1895 et 3,53 p. 100 en 1896.

Allemagne et Bulgarie.

LA RECONSTITUTION DES MAITRISES

Une certaine école de sociologues en Allemagne considère, depuis longtemps déjà, qu'une bonne part de l'insuccès des artisans qui tentent de sortir de la condition d'ouvriers pour devenir patrons, est due, en premier lieu, à l'insuffisance de leurs connaissances professionnelles et ensuite, à ce que, faute de posséder les premiers éléments de la comptabilité, ces artisans ne peuvent ni tenir leurs livres de comptes, ni même chiffrer exactement la dépense qu'ils font pour réaliser tel ou tel ouvrage ou fabriquer tel ou tel objet.

Or, pour remédier à ce double inconvénient, voici que, au lieu de laisser au jeu de la libre concurrence le soin d'éliminer les pauvres gens manquant des aptitudes nécessaires pour réussir comme patrons, ces sociologues, épris de l'intervention de l'État, ont demandé aux autorités impériales d'agir. C'est à leur influence qu'en Allemagne, puis en Bulgarie, on doit les essais de rétablissement des vieilles maîtrises, que la Révolution détruisit en France, et qui viennent d'être légalement restaurées en Allemagne et dans la principauté bulgare.

En Allemagne, on n'empêche pas encore les ouvriers qui ont l'ambition d'ouvrir boutique à leur compte de s'établir. Mais, dorénavant, pourront

seuls prendre le titre de « maîtres » ceux qui, leur apprentissage terminé, auront travaillé trois ans comme compagnons et qui auront pu justifier, devant une sorte de jury nommé par l'autorité administrative supérieure, des connaissances techniques suffisantes pour bien exercer leur profession. Ils auront de plus à démontrer à ce jury qu'ils peuvent établir leurs prix de revient et tenir correctement leurs livres. Ceux qui n'auront pas ce titre seront bientôt, espèrent les promoteurs de cette mesure, délaissés par les clients.

En Bulgarie, on a été plus loin, si nous en croyons un rapport de M. Elliott, consul général d'Angleterre à Sofia. Une loi vient tout simplement de rétablir les guilds ou anciennes corporations du moyen âge dans la principauté bulgare.

D'après cette loi, toute personne qui désire exercer une des professions dont on donne une longue énumération et parmi lesquelles figurent celles de : tailleur, cordonnier, tonnelier, maçon, menuisier, tapissier, mouleur, forgeron, sellier, chapelier, horloger, bijoutier, tanneur, potier, ferblantier, imprimeur, relieur, etc., est obligée de faire partie de la corporation formée par tous les artisans ou ouvriers de même métier.

Tout étranger s'établissant en Bulgarie doit fournir, aux dignitaires de la corporation dont il relève, la preuve écrite qu'il a appris son métier en servant comme apprenti ou qu'il est qualifié comme maître. Faute de cette preuve, il lui est interdit d'exercer son métier, avant d'avoir passé un examen devant ces dignitaires... et payé certains droits d'inscription.

L'étranger qui ne veut travailler que temporairement en Bulgarie doit payer une taxe annuelle, fixée par sa corporation avec approbation du ministre du Commerce, après l'obtention d'une permission délivrée par la corporation.

Voilà, on en conviendra, une singulière façon de protéger les ouvriers.

Sans doute, l'idée première des socialistes d'État allemands qui a amené le vote de ces deux lois, calquées sur les règlements des ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles, est née du désir explicable de garder contre eux-mêmes les artisans manquant des aptitudes indispensables pour devenir des patrons. Mais, dès qu'on entre dans cette voie rétrograde, on va rapidement fort loin en arrière; les Bulgares le démontrent.

Sous couleur de protection, les guilds bulgares ne tarderont guère, nous en faisons la facile prédiction, à tomber dans l'intolérance et la réglementation tyrannique des jurandes et des maîtrises.

Puisse cet exemple ouvrir les yeux à ceux qui, en Autriche, en Pologne, en Roumanie et même en France, ont salué les examens de maîtrise allemands comme un progrès économique et social.

G. C.

Espagne.

LA MANIÈRE DE VIVRE CENT ANS

On dit volontiers du mal de l'existence, bien qu'au fond chacun y tienne fort. « Guenille si l'on veut, ma guenille m'est chère », dit un poète; « mieux

vaut souffrir que mourir, c'est la devise des hommes », ajoute un autre. On est donc sûr d'intéresser le lecteur en lui indiquant le moyen de devenir centenaire. C'est ce qu'a fait un rédacteur d'une revue espagnole (1) qui signe *Nicaise*.

Darwin assure que si un ingénieur mécanicien pouvait démonter pièce à pièce cette machine si parfaite qui est le corps humain, il ne verrait aucune raison pour que cet admirable mécanisme ne fonctionne pas indéfiniment.

Et pourtant, bien que chaque partie de notre corps ne cesse de se renouveler et de se refaire par elle-même, nous mourons tous, à peu d'exceptions près, vers les soixante-dix ans. Ce qui a conduit quelques savants à affirmer que chacun reçoit de la nature, à sa naissance, une impulsion, une force de vie pouvant durer soixante-dix ans. D'après cette théorie, notre corps serait semblable à un instrument d'horlogerie capable de fonctionner environ soixante-dix ans, à condition, bien entendu, qu'on n'oublie pas de le remonter et qu'il ne lui arrive pas d'accident. Chacun étant venu au monde avec la même quantité de vie à dépenser, ceux-là vivraient les plus vieux qui, épargnés par les fâcheux hasards de l'existence, sauraient le mieux faire durer la provision de vie qui nous est départie par la nature. Or, il est certain que, depuis les premiers temps historiques et dans toutes les parties du monde, l'homme meurt peu ou prou vers le même âge.

« D'autres ne croient pas à une telle limitation. Ils pensent que la mort se produit à la suite de l'obstruction de l'économie par les matières minérales absorbées avec les aliments. » Ils supposent donc que nous pourrions vivre aussi longtemps que Mathusalem. Voici en effet, d'après eux, pourquoi l'on meurt : « On sait que chez le jeune enfant les os des côtes, du crâne, des mâchoires, des bras sont en majeure partie constitués par des cartilages élastiques. » On peut infléchir jusqu'à un certain point l'os du bras chez un enfant sans le casser. Il plie et ne rompt pas. (Heureux âge où les chutes ne sont point dangereuses!) « Mais, à mesure que le sujet avance en âge, la nature dépose dans les os des millions de molécules de chaux qui les convertissent en os durs. » Vers trente ans, notre squelette se compose entièrement d'os très denses qui ne plient plus. « Or, toute cette matière calcaire provient de l'alimentation. Et, comme nous continuons à nous nourrir de la même catégorie d'aliments toute notre vie, la matière calcaire continue, véhiculée par le sang, à se déposer dans tout notre corps, et, comme les os n'en ont plus besoin, elle commence à se déposer dans les muscles, le foie, le cœur, les poumons et surtout dans les artères. » L'organisme subit l'envahissement progressif des matières calcaires. Cela dure une trentaine d'années; le temps à peu près qu'il avait fallu à la nature pour opérer l'ossification complète du squelette.

Il est permis de supposer que cette « obstruction » du cœur par les atomes calcaires en altère le bon fonctionnement. « En même temps, les vaisseaux sanguins s'épaississent, leur capacité diminue, et le cœur est contraint de déployer une énergie plus grande, pour dispenser le sang à toutes les parties de l'économie. »

(1) *La Hygiene popular*; Madrid, 31 octobre 1897, 2^e année.

Les conséquences se devinent : le cerveau, dont la nutrition se fait moins bien, voit l'intelligence décroître; l'état du foie amène des dyspepsies, les muscles cessent de se fortifier et perdent de leur élasticité; les cheveux blanchissent, la peau devient sèche et rugueuse. Bref, la vie finit par s'arrêter, tel le mouvement d'une horloge usée. Et tout cela, parce que la nature a continué de déposer de la chaux en notre organisme, alors que ce n'était plus nécessaire. De sorte que si on pouvait, vers la quarantaine, enrayer cette surproduction de la chaux, on pourrait prolonger l'existence dans de notables proportions. Tous les dangers ne seraient pas écartés pour cela; et l'on courrait toujours le risque de succomber à une maladie, à une infirmité ou à un accident; attendu que si l'on découvrait aujourd'hui l'élixir de vie tant cherché par les alchimistes du moyen âge, il ne pourrait servir qu'à ceux qui auraient échappé à ces périls.

« A première vue, il paraît facile de supprimer la chaux; mais, à la bien examiner, la chose présente d'insurmontables difficultés. Tout aliment contient de la chaux. Les végétaux l'empruntent à la terre; les bœufs et les moutons la tiennent des végétaux et nous des uns et des autres. » Toutefois, certains aliments en contiennent plus que d'autres; on peut donc par la sélection arriver à prolonger l'existence.

Ici l'auteur passe en revue les aliments. Chose étrange, dit-il, le premier de tous, le pain, « le soutien de l'existence » (*et baculo de la vida*) en contient une notable proportion; le maïs également, tandis que les fruits de toutes sortes n'en recèlent que fort peu. « Et c'est une grande erreur de croire que les fruits ne sont pas nourrissants. Ceux qui en consomment en abondance conservent longtemps leur jeunesse. »

Voilà qui n'est point pour déplaire aux végétariens. « Un Allemand découvrit, il y a peu de temps, que le moyen de vivre longtemps était de manger des citrons en quantité suffisante. » Le traitement n'avait qu'un défaut (c'était fatal) : le sujet devait absorber chaque jour autant de citrons que le chiffre 6 était contenu de fois dans le nombre de ses années; si bien qu'à partir du deuxième ou troisième siècle il ne servirait à rien de prolonger l'existence puisque tout le temps devrait être consacré à la consommation obligatoire des citrons.

« Les oignons aussi sont d'admirables conservateurs de la jeunesse, puis viennent les lentilles, ce grand aliment des races de l'Est », le poisson, (le meilleur aliment après les fruits), les œufs, et successivement le riz, le porc (chanté par Monselet) les divers végétaux et, pour finir, la chair du veau, du mouton, du lièvre, des oiseaux, du bœuf, et les céréales.

Mais, « s'il faut faire attention à ce qu'on mange, il convient de redoubler de précautions quand il s'agit de boire. Dans les Alpes et les Pyrénées se perpétue une race qui vieillit à quinze ans et meurt à trente, parce qu'elle boit de l'eau calcaire ». L'auteur ici fait allusion aux nains et aux gâtreaux si nombreux dans les régions montagneuses en question, et dont l'infirmité, au moins pour le gâtreaux, doit être attribuée à la qualité de l'eau. Au contraire, dit-il, les Chinois qui boivent uniquement de l'eau de pluie meurent extraordinairement vieux. Par conséquent, si vous désirez vivre plus d'un siècle, vous boirez de l'eau de pluie ou de l'eau distillée sous

forme de thé, café, etc. L'eau sucrée a, paraît-il, les mêmes propriétés que l'eau de la fontaine de Jouvence.

On peut boire à volonté, mais il convient de s'alimenter avec discrétion. C'est assez de trois repas à la journée. « Mangez peu de pain, et des fruits à tous vos repas. Ne dînez pas trop tard. Faites une lieue par jour. Dormez profondément et assez longtemps chaque nuit. Prenez un bain chaud à tout le moins une fois la semaine. Portez de la flanelle. Évitez, autant que faire se peut les préoccupations et les chagrins. Travaillez avec activité, mais sans excès. Et si, dans ces conditions, vous n'arrivez pas à l'âge de Mathusalem, du moins vous contribuerez à mettre vos descendants dans les conditions requises pour y arriver. »

Ces utiles principes d'hygiène formulés sous une forme humoristique m'ont remis en mémoire les joyeux préceptes de l'école de Salerne, trop connus pour que je les transcrive ici, même en latin.

Ils m'ont rappelé également les recherches faites, il y a peu d'années, par une revue anglaise, chez tous les centenaires d'un Comté, parmi lesquels on trouva, après *interview*, des ivrognes et des buveurs d'eau, de gros mangeurs et des gens sobres, des amateurs de café, des fumeurs, des priseurs, et même des personnes n'ayant ni prisé, ni fumé. Le difficile était de conclure.

Citons, pour terminer, la statistique du Dr Luigi Samboni, de Rome, d'après laquelle la moyenne des personnes ayant dépassé l'âge de 60 ans est, par 1 000 habitants, de 127 en France, 102 en Angleterre, 90 en Norvège, 88 en Suède, 84 en Danemark, 77 en Allemagne et en Hollande, 72 en Écosse, 70 en Autriche et en Portugal, 60 en Irlande, 58 en Espagne, 50 dans l'Amérique du Sud, et 40 seulement dans les Indes. Allons, notre vieux monde a du bon !

MARIUS DUPONT.

EXHUMATION DE CADAVRES (MESURES SANITAIRES)

La commission des cimetières de Madrid demande que, étant donné le peu de place dont on dispose pour les sépultures gratuites, il soit procédé à l'exhumation des cadavres inhumés depuis plus de cinq ans dans le cimetière de Notre-Dame de la Almudena, à l'exception de ceux qui ont été enterrés pendant l'épidémie de grippe. (Novembre et décembre 1889. Janvier et février 1890.)

Le Conseil d'hygiène, tout en regrettant cette triste nécessité, — due à un état de choses contre lequel il a protesté depuis longtemps, — admet qu'on procède à l'exhumation de ces cadavres, à l'exception toutefois de ceux qui furent inhumés durant l'épidémie de choléra de 1884-1885 ; et, pour éviter les risques que ces exhumations pourraient faire courir à la santé publique, le Conseil estime qu'il est indispensable que ces exhumations soient faites dans les conditions et suivant les règles parfaitement déterminées dans le règlement suivant (1) :

(1) *La Hygiene popular*; Madrid, 31 octobre 1897.

1° On procédera à ces exhumations en suivant rigoureusement l'ordre indiqué par les dates des enterrements en commençant par les plus anciens...

2° Les travaux dont il s'agit étant réellement pénibles et souvent dangereux pour ceux qui les exécutent, ils n'auront lieu que pendant trois heures au plus par jour. On utilisera pour cela les premières heures de la matinée, toujours par les jours secs, clairs, ensoleillés et jamais par les journées pluvieuses ni lorsque dans le sol persistera l'humidité de pluies antérieures.

3° Les ouvriers chargés des exhumations devront, pour ces travaux, revêtir des habits distincts de leurs vêtements ordinaires et qu'ils devront désinfecter chaque jour avec le plus grand soin.

4° Les résidus de cercueils, vêtements, etc., seront désinfectés au moyen d'une solution de bichlorure de mercure et de chlorure de sodium (bichlorure 1 gramme, chlorure de sodium 5 grammes, eau 1 litre.) Cette solution sera répandue avec un pulvérisateur sur les portions de terre qui auraient été en contact avec les restes inhumés et, si on le juge à propos, ces terres seront arrosées au moyen de cette solution.

5° On n'achèvera pas l'exhumation dans les cas où, cette opération commencée, on trouverait des restes de parties molles de l'organisme plus ou moins adhérentes au squelette; on s'empressera au contraire de recouvrir ces restes avec d'abondantes couches de chaux et de sable alternées. On en fera autant lorsque, au début de l'exhumation, on rencontrera de l'eau en grande ou petite quantité.

6° Les restes de squelettes provenant des exhumations seront transportés soigneusement dans l'ossuaire au moyen d'urnes spéciales doublées de zinc et fermées qui seront lavées et désinfectées journellement. Dans l'ossuaire ces restes seront disposés par couches successives recouvertes chacune d'une couche correspondante de chaux et de terre.

7° Les débris de vêtements ou de chaussures qu'on pourrait trouver seront transportés dans une voiture spéciale au four où il sera procédé à leur crémation jusqu'à complète incinération.

8° Les urnes funéraires devront être conservées en un lieu réunissant toutes les conditions d'hygiène voulues.

9° Les pulvérisations et irrigations désinfectantes auront lieu sous la surveillance directe d'un personnel compétent emprunté au Laboratoire municipal de chimie. (*Madrid — 19 juin 1897. — Approuvé par le Conseil d'hygiène le 26 du même mois.*)

M. D.

L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE DANS L'ARMÉE

D'après la statistique dressée le 31 décembre 1887, l'Espagne possède une population de 17 565 632 habitants, parmi lesquels 11 945 871 ne savent ni lire ni écrire. Parmi les autres, un demi-million sait lire sans savoir écrire. Total; 12 millions et demi d'Espagnols sans instruction d'aucune sorte! A peine un tiers des habitants sachant lire et écrire!

Si, du nombre de ceux qui ne savent ni lire ni écrire nous retranchons les enfants âgés de moins de six ans qui s'élèvent à 2 522 984 : il reste un contingent respectable de 9422886 illettrés.

- Le *Moniteur de l'Enseignement primaire* (1), auquel nous empruntons ces détails, proteste contre un si triste état de choses, et demande qu'on se préoccupe davantage de l'instruction du peuple. Les jeunes soldats en majeure partie illettrés peuvent recevoir un commencement d'instruction pendant leur séjour sous les drapeaux. L'armée, dit l'auteur de l'article, a le devoir d'instruire les ignorants qu'elle reçoit, d'en faire des citoyens conscients de leurs devoirs, de détruire leurs préjugés : et ce n'est point tâche facile dans un pays plus épris de la routine en toute chose, et plus mû de superstitions qu'aucun autre peuple civilisé.

En attendant que les écoles primaires reçoivent de l'État une impulsion plus sérieuse, il convient que chaque garnison ait une véritable école où, pendant deux heures au moins chaque jour, l'instruction primaire sera donnée à tous les soldats. Ces écoles devront être pourvues d'un matériel convenable et confiées à des maîtres expérimentés ; sans oublier que le local doit réunir de bonnes conditions d'exposition, de lumière, de salubrité, etc. Les exercices de gymnastique, les bains, feront partie du programme.

- « Nous devons louer l'esprit du règlement provisoire actuellement en vigueur en matière d'hygiène ; et il est à désirer que le règlement définitif confirme et complète ces bonnes dispositions. On doit aussi tenir compte de ce fait que l'hygiène embrasse un vaste champ. Il faudrait, pour bien faire, modifier l'uniforme du soldat suivant les exigences du pays où il stationne, et améliorer son logement.

L'alimentation, aussi, influe sur le développement de l'individu, sur ses capacités intellectuelles, sur la quantité et la qualité du travail qu'il peut fournir. Cette influence se fait surtout sentir chez les jeunes gens, et il me paraît incontestable que *c'est à l'insuffisance et à la mauvaise qualité de l'alimentation chez les pauvres, que l'Espagne doit de payer chaque année un tribut croissant à l'anémie et à la tuberculose*. Les jeunes gens ont besoin d'une nourriture plus substantielle que les hommes faits, pour cette bonne raison qu'une bonne part des aliments ingérés doit servir, chez eux, au développement du corps. De là les nombreuses infirmités contractées durant la jeunesse. Les hommes faits n'ont besoin que de compenser les pertes éprouvées par l'organisme. »

L'auteur poursuit, recherchant quelle est l'alimentation qui convient le mieux aux troupes.

* *

Sous le rapport de l'hygiène et de la nourriture, l'armée française n'a rien à envier à aucune autre. Nulle part, plus qu'en France, les chefs de corps ne se préoccupent du bien-être physique et moral des troupes. Nous sommes loin du temps où les soldats couchaient deux par deux, où toute une chambrée mangeait à la même gamelle, où l'ordinaire était invaria-

(1) *Le Moniteur de l'Enseignement primaire*, 39^e année, n^o 2, p. 19 ; Barcelone.

blement le même d'un bout de l'année à l'autre, où les brimades et les châtimens corporels étaient tolérés, etc. Tandis que de sages réglemens sauvegardaient la santé physique dans notre armée nationale, l'application des lois sur l'enseignement primaire faisait disparaître peu à peu les illettrés et c'est à peine, aujourd'hui, si dans la plupart des départemens on en compte un ou deux pour cent. En présence de ce qui se passe ailleurs, ces constatations sont bonnes à faire.

MARIUS DUPONT.

États-Unis d'Amérique.

LE SYNDICAT DU LAIT A NEW-YORK

Il vient de se constituer à New-York un syndicat ayant pour but de monopoliser la vente du lait dans cette ville. Cette société dispose de 75 millions de francs.

Italie.

PREMIER CONGRÈS DE BIENFAISANCE POUR LES SOURDS-MUETS A MILAN

A la suite du Congrès des instituteurs de sourds-muets tenu à Gênes du 1^{er} au 6 septembre 1892, il s'était formé, pour répandre l'instruction des sourds-muets en Italie, un comité dont le siège était à Milan. Faisant appel à toutes les bonnes volontés, le comité a organisé, en faveur des sourds-muets, un premier congrès de bienfaisance qui tiendra ses séances à Milan les 21, 22 et 23 avril prochain. Déjà les organisateurs ont reçu de nombreuses adhésions de la part de personnes influentes et autorisées. La circulaire envoyée par eux contient une lettre de Sa Majesté la reine d'Italie, qui a bien voulu prendre le congrès sous son auguste patronage, — deux lettres du ministre de l'Instruction publique, les lettres d'adhésion du cardinal archevêque de Milan, du préfet et du maire de la ville. M. Codronchi, ancien ministre, a adressé lui aussi au président du comité une lettre de chaleureuse adhésion.

Les journaux et revues qui s'occupent de l'enseignement spécial des sourds-muets en Italie ont réservé le meilleur accueil à l'idée de ce congrès, et la presse politique de toute nuance s'y est également montrée favorable. L'organisation actuelle de l'enseignement des sourds-muets en Italie est parfaitement insuffisante et la plupart des sourds-muets de ce pays restent privés d'instruction. Les instituteurs de sourds-muets italiens ont beau faire entendre d'éloquentes protestations, la situation ne change pas.

A diverses reprises, des hommes de bonne volonté ont saisi le Parlement de la question. Les ministres interrogés ont vivement regretté que l'état du budget ne leur permit pas de faire autre chose que des promesses

et la loi sur l'instruction des sourds-muets, en préparation depuis une vingtaine d'années, ne paraît pas devoir aboutir de sitôt. Il est à craindre que les préoccupations du gouvernement, à l'heure où la famine sévit dans plusieurs provinces, ne lui permettent pas d'accorder à cette branche de l'enseignement tout l'intérêt qu'elle mérite. Néanmoins, il convient de féliciter le comité milanais d'avoir attiré l'attention publique sur le triste sort des sourds-muets sans instruction.

Il y a quelques jours, comparaisait devant le tribunal de Milan, un sourd-muet de cinquante-cinq ans, totalement illettré, accusé de vol. Le malheureux avait pris deux verres d'eau-de-vie chez un marchand de vins sans les payer. Les juges l'acquittèrent en le déclarant irresponsable, mais en demandant qu'il fût consigné à la Sûreté pour cause de sécurité publique. M. P. Fornari, directeur de l'École normale pour les sourds-muets de Milan, qui lui avait servi d'interprète, rapporte le fait dans la *Revue de pédagogie et d'hygiène* de Naples, en ajoutant : « De pareils êtres, on en compte de quinze à vingt mille dans le beau pays où fleurit l'oranger. »

* * *

Les sourds-muets totalement privés d'instruction sont heureusement beaucoup moins nombreux en France. Cependant il y en a plus qu'on ne le croit généralement, et probablement beaucoup plus qu'on ne le dit dans les statistiques officielles. Celles-ci avouent que 5 à 600 sourds-muets en âge de scolarité ne trouvent point de place dans les écoles. Des instituteurs affirment que ces chiffres sont fort au-dessous de la vérité, et soutiennent que 1 500 enfants privés d'ouïe et en âge de scolarité, demeurent privés de tout enseignement. En l'absence d'une statistique bien faite, il est fort difficile de se prononcer. Mais que ces jeunes sourds-muets soient en réalité au nombre de 500, de 1 000 ou de 1 500, cela fait toujours pour la France plusieurs milliers de sourds-muets adultes illettrés. La société manque au plus sacré des devoirs en n'assurant pas leur instruction ; et l'on ne saurait réclamer assez énergiquement pour ces malheureux l'application de la loi sur l'instruction obligatoire. La loi du 28 mars 1882, en effet, dit en propres termes : « Un règlement déterminera les moyens d'assurer l'instruction primaire aux enfants sourds-muets et aux aveugles. » A quand le règlement ?

MARIUS DUPONT.

République Argentine.

ŒUVRE DU PATRONAGE DE L'ENFANCE

A la fin de l'année 1897, on a inauguré à Buenos-Ayres la première école d'arts et métiers de l'*Œuvre du patronage de l'Enfance*. La revue hebdomadaire illustrée *Buenos-Ayres* qui nous apporte cette nouvelle est malheureusement très sobre de détails précis et très remplie de phrases sonores et d'idées générales et vagues sur la bienfaisance. Elle détaille, un peu

longuement peut-être, cette pensée que la charité publique est une dette à la société. Nous pensons que cette œuvre est assez récente, car elle ne figure pas dans la nomenclature donnée il y a quelques années par Emilio Coni; elle a évidemment pour but l'instruction morale et professionnelle des enfants abandonnés, et nous voyons, plus par les illustrations que par le texte, qu'elle a construit un vaste bâtiment avec des ateliers où l'on fabrique la vannerie, la sparterie, les balais et les plumeaux, sans parler d'un atelier de couture pour élèves tailleurs et d'un atelier de reliure.

Ces constructions paraissent bien comprises; elles ont dû coûter assez cher, mais le journal *Buenos-Ayres* se borne à nous dire qu'elles ont été érigées moins par les soins de l'architecte que par la générosité des dames de la République Argentine.

La République Argentine est, nous avons eu déjà à le dire, dans une période d'activité féconde au point de vue de l'hygiène et de l'assistance. Pour les enfants il n'y avait guère jusqu'à une époque voisine de nous, c'est-à-dire jusque vers l'année 1880, que l'asile des enfants trouvés fondé en 1774 par décret du vice-roi Juan José de Vestiz à la suite d'une pétition de Marcos José de Riglos et de douze de ses voisins qui pensaient qu'il y avait urgence de prendre les mesures destinées à empêcher le spectacle douloureux de rencontrer des enfants dévorés par des chiens et des porcs, morts dans les rues ou abandonnés dans des terrains vagues.

N'est-il pas curieux de rapprocher ce fait de la création du *Foundling Hospital* de Londres sur la pétition du Thomas Coram en 1739, établissement dont nous avons raconté l'histoire dans cette *Revue*?

Quoi qu'il en soit, c'est en 1779 que fut ouvert l'hospice des enfants trouvés de Buenos-Ayres. — Fermé en 1838 par Rosas, ouvert de nouveau en 1852, il reçoit les enfants abandonnés jusqu'à 5 ans, puis il les place dans un orphelinat. Il y a à Buenos-Ayres d'autres établissements qui recueillent les enfants sans famille : un *Asile d'orphelins* fondé en 1871; une *Maison des orphelines de la Merci*, qui semble plus ancienne; une *Société protectrice d'enfants orphelins et abandonnés*, fondée en 1884 sur l'initiative du *Club industrial argentino*; un *Asile d'orphelines pauvres* fondé aussi en 1884.

La *Société du Patronage de l'Enfance* est une œuvre digne d'intérêt, puisque c'est par l'éducation professionnelle qu'elle entend assister ses petits hospitalisés. On ne peut qu'applaudir aux sentiments de charité élevés qui ont conduit les dames argentines à adopter cette forme de l'assistance.

H. N.

Russie.

LE REPOS DU DIMANCHE DANS LES MAGASINS A PÉTERSBOURG (1)

Une ordonnance municipale entrée en vigueur le 15 août dernier ne permet plus l'ouverture des magasins, le dimanche et les jours de fête, dans la

(1) D'après une communication de l'ambassadeur de la République française à Saint-Petersbourg, reproduite par le *Bulletin de l'Office du travail*.

capitale russe, que de midi à cinq heures. Cet arrêté prévoit, toutefois, de nombreuses exceptions, notamment en faveur des pharmacies, spectacles et lieux d'amusement, entreprises de transports, restaurants et débits de boissons populaires dits *traktirs*, ces derniers déjà soumis à une législation spéciale.

Les magasins de denrées alimentaires et de boissons non spiritueuses sont, en outre, autorisés à vendre jusqu'à 10 heures du matin.

Cette ordonnance a soulevé de violentes réclamations des commerçants dont elle lèse les intérêts. Mais ces réclamations ont été repoussées avec ce considérant « que les intérêts de la population sont confiés à la municipalité comme représentant de la totalité de la population, et, qu'en conséquence, le droit des particuliers de porter plainte, en se plaçant à leur point de vue spécial, contre les décisions de la municipalité n'existe pas. »

Suède.

LES HABITATIONS OUVRIÈRES

M. de Stadling, dans la *Revue municipale*, analyse les causes du manque de petits logements à Stockholm; cette pénurie provient, d'après lui, en premier lieu de la régularisation des rues et voies publiques, en second lieu de la répugnance des financiers à engager leurs capitaux dans des entreprises de constructions peu rémunératrices.

Malgré les tentatives faites par les associations coopératives « pour habitations », qui n'ont pas réussi, malgré certains efforts philanthropiques, la situation ne fait que s'aggraver. Le Conseil municipal s'est réuni et a nommé une commission pour s'occuper spécialement de cette importante question.

INFORMATIONS

L'Assistance aux étrangers.

Le Conseil supérieur de l'Assistance publique, dont nous avons publié l'avis sur la question des malades étrangers traités dans les hôpitaux français (1), a émis sur le même objet les vœux ci-après :

1° Que les hospices soient admis à exercer un recours contre les employeurs pour les dépenses effectuées dans les hospices, par les ouvriers étrangers atteints de maladies aiguës, jusqu'à concurrence de... jours d'hospitalisation.

2° Qu'une taxe variable et que la loi de finances fixerait pour une période déterminée soit perçue à titre de centimes additionnels sur les quatre contributions directes auxquelles seraient soumis les étrangers domiciliés en France.

Dans les communes où par suite d'une subvention d'un gouvernement étranger, d'une libéralité de source quelconque, l'assistance aux étrangers sera assurée par des fondations suffisantes, les étrangers seront rédimés de la taxe.

Sans préjudice des traités qui pourraient être conclus avec tel gouvernement étranger.

« Il est désirable que les communes intéressées au séjour des étrangers contribuent aux frais d'hospitalisation des malades étrangers qui continueront à être reçus dans les hôpitaux en cas d'urgence ».

L'Assistance aux vieillards, aux infirmes et aux incurables.

Dans la *Revue Philanthropique* du 10 septembre dernier, nous avons indiqué les premiers résultats de l'invitation faite aux départements d'organiser l'assistance aux vieillards, aux infirmes et aux incurables en conformité de l'article 43 de la loi de finances de 1897.

A ce moment, dix-huit départements avaient adhéré au principe de la loi et voté un crédit. Tous les autres départements avaient ajourné leur

(1) N° 1, informations, p. 121.

décision ou refusé, pour diverses raisons, d'entrer dans la voie de cette assistance.

La situation que nous avons à signaler aujourd'hui est bien meilleure. En voici le relevé, tel qu'il résulte des propositions votées pour le budget de 1898 :

Ont organisé le service (47 départements) : Ain, Hautes-Alpes, Alpes-Maritimes, Ariège, Aube, Aude, Aveyron, Bouches-du-Rhône, Charente-Inférieure, Cher, Corrèze, Côte-d'Or, Creuse, Dordogne, Eure, Eure-et-Loir, Gard, Haute-Garonne, Gironde, Ille-et-Vilaine, Indre, Indre-et-Loire, Jura, Loiret, Lot, Lot-et-Garonne, Lozère, Maine-et-Loire, Marne, Meurthe-et-Moselle, Nièvre, Nord, Oise, Pas-de-Calais, Puy-de-Dôme, Rhône, Saône-et-Loire, Savoie, Haute-Savoie, Seine-et-Marne, Seine-et-Oise, Deux-Sèvres, Somme, Vaucluse, Haute-Vienne, Vosges, Yonne.

Ont ajourné à la session d'avril (19 départements) : Aisne, Allier, Ardennes, Drôme, Finistère, Hérault, Isère, Landes, Loir-et-Cher, Loire, Haute-Loire, Mayenne, Meuse, Morbihan, Pyrénées-Orientales, Tarn-et-Garonne, Var, Vendée, Vienne.

Ont ajourné « sine die » (11 départements) : Ardèche, Calvados, Corse, Côtes-du-Nord, Gers, Haute-Marne, Orne, Hautes-Pyrénées, Haute-Saône, Sarthe, Seine-Inférieure.

Ont ajourné jusqu'au vote d'une loi organique (6 départements) : Basses-Alpes, Cantal, Charente, Manche, Haut-Rhin, Tarn.

Ont refusé (3 départements) : Doubs, Loire-Inférieure, Basses-Pyrénées.

Parmi les départements qui ont organisé le service ou conservé un service déjà existant, 15 n'ont pas encore voté de crédit. Voici l'indication des 32 autres avec le chiffre du crédit voté :

	fr. c.
Ain	10 000
Alpes (Hautes-)	19 999 87
Alpes-Maritimes	9 000
Ariège	1 470
Aude	4 366 02
Aveyron	5 000
Bouches-du-Rhône	27 000
Charente-Inférieure	2 600
Corrèze	11 610
Côte-d'Or	3 183 16
Dordogne	8 000
Eure-et-Loir	13 615 50
Gard	24 236
Garonne (Haute-)	36 085
Gironde	2 400
Ille-et-Vilaine	10 620
Indre-et-Loire	15 000
Jura	5 636 36
Loir-et-Cher	10 000
Loire	15 000
Lot	40 000
<i>Report</i>	<hr/> 234 821 91

	fr.	c.
<i>A reporter.</i>	234 821	91
Lozère	4 750	
Marne	58 793	81
Meurthe-et-Moselle	7 850	
Nord	156 000	
Pas-de-Calais	35 402	70
Savoie	5 571	42
Savoie (Haute-)	3 870	
Seine-et-Marne	1 200	
Sèvres (Deux-)	5 592	
Somme	6 000	
Vaucluse	5 250	
Vienne (Haute-)	10 000	
Vosges	17 849	69
Total.	592 951	53

Plusieurs des départements qui ont prononcé l'ajournement *sine die* et la plupart de ceux dont la décision est reportée à la session d'avril 1898 ayant adhéré expressément au principe de la loi, il est certain qu'avant la fin de 1898 l'assistance aux vieillards, aux infirmes et aux incurables fonctionnera dans 80 départements environ.

Circulaire relative aux Sociétés de secours mutuels.

Le ministre de l'Intérieur vient d'adresser par l'intermédiaire des Préfets, aux Présidents des Sociétés de secours mutuels approuvées, la circulaire suivante :

MONSIEUR LE PRÉFET,

Le rapport annuel dressé par mon administration sur les opérations des Sociétés de secours mutuels en France pendant l'année 1895, fait ressortir que les frais de maladie supportés par ces Sociétés ont augmenté d'une année à l'autre dans des proportions considérables et véritablement inquiétantes pour leur avenir. Cela tient à deux causes principales que le rapport en question met en évidence : 1° l'abus des ordonnances médicales ; 2° l'admission dans les Sociétés, à titre de membre participants, de sociétaires dont l'état de fortune les classe plutôt parmi les membres honoraires.

Dans une circulaire en date du 15 avril 1891, l'un de mes prédécesseurs a déjà mis en garde les administrateurs des Sociétés de secours mutuels contre les dépenses pharmaceutiques exagérées. L'augmentation énorme de ces dépenses en 1895 sur l'année 1894 appela de nouveau mon attention, et je vous prie de vous reporter aux termes de la circulaire précitée pour inviter ces administrateurs à contrôler plus rigoureusement le service de la visite de leurs malades.

D'autre part, les médecins des Sociétés de secours mutuels se plaignent

que des sociétaires dont l'aisance leur fait un devoir d'être membres honoraires se font inscrire et sont acceptés en qualité de membres participants, et bénéficient ainsi, lorsqu'ils sont malades, des soins médicaux aux prix réduits accordés à la mutualité.

Si les rangs des mutualistes sont ouverts à tous les travailleurs de situation précaire ou modeste, il n'est pas juste que des gens aisés, qui ont le moyen de payer, le cas échéant, les médecins au tarif de leur clientèle ordinaire, obtiennent gratuitement, en versant une minime cotisation, les visites médicales, les médicaments et même une indemnité pour les journées où la maladie les empêche de vaquer à leurs occupations habituelles.

Tel n'est pas le but des Sociétés de secours mutuels; elles ont été créées surtout pour les laborieux qui vivent de leur salaire. Les plus fortunés doivent en être les soutiens naturels en leur consacrant leurs loisirs et leurs conseils, et ils font acte de bons citoyens en leur accordant, à titre de bienfaiteurs, la cotisation exigée des membres participants. Cette catégorie de sociétaires existe dans presque toutes les Sociétés. C'est généralement lorsqu'elles se fondent que la confusion se produit. Les fondateurs sont heureux de recruter le plus grand nombre possible d'habitants de la commune pour grossir le fonds social, et, sans s'arrêter à la différence des situations, ils les admettent indistinctement, selon leur désir, aussi bien en qualité de membres participants que parmi les membres honoraires. C'est là une erreur de calcul qu'il est nécessaire de rectifier.

Je tiens donc à ce que les Sociétés de secours mutuels sachent bien qu'il est de leur intérêt de se renseigner sur la situation de leurs adhérents, et qu'il leur appartient de ne pas attribuer à ceux qui peuvent être membres honoraires les avantages alloués aux participants. En conséquence, les fondateurs ou administrateurs devront apporter la plus grande circonspection dans la réception des nouveaux sociétaires participants, et engager les anciens dont la situation de fortune dénote plus l'aisance à entrer dans la catégorie des membres honoraires.

Le Ministre de l'Intérieur,

LOUIS BARTHOU.

L'Assistance aux Sourds-Muets.

Dans le numéro de la *Revue Philanthropique* du 10 septembre, nous demandions la création d'une société de patronage pour les sourds-muets (1). Il a été donné suite à notre demande. Nous apprenons en effet qu'une *Société pour le placement, le patronage et l'assistance des anciens élèves de l'Institution nationale des Sourds-Muets de Paris* vient d'être créée, et que la première Assemblée générale a eu lieu il y a quelques jours.

Les membres adhérents, au nombre d'une soixantaine, se sont réunis

(1) *Assistance des sourds-muets par le travail* (création d'une société de patronage), par M. A. Dubranle, n° 5, p. 677.

pour adopter les projets de Statuts et pour procéder à l'élection d'un Conseil d'administration composé de 21 membres.

M. le ministre de l'Intérieur, M. le directeur de l'Assistance et de l'hygiène publiques et M. le Président de la Commission consultative de l'Institution nationale sont nommés Présidents d'honneur de la Société.

M. le Directeur de l'Institution nationale est de droit Président du Conseil.

Choisissant parmi ses membres, le Conseil a élu pour constituer son bureau :

MM. DUBRANLE, censeur de l'Institution nationale, *vice-président* ;

MAVRÉ, avocat à la Cour d'appel, *secrétaire* ;

MAURICE PEREIRE, ingénieur des arts et manufactures, *trésorier*.

Nous tiendrons nos lecteurs au courant du développement de cette œuvre naissante qui, nous en avons la conviction, saura se montrer à la hauteur de sa tâche. Pour le moment, nous nous bornons à souhaiter que le nombre de ses membres augmente et qu'elle recrute, non seulement des philanthropes, mais aussi des industriels susceptibles d'aider au placement des anciens élèves ou même de les employer dans leurs ateliers. Souhaitons enfin que, dans un avenir plus ou moins éloigné, elle puisse s'occuper non seulement des Sourds-Muets de Paris, mais encore de tous les Sourds-Muets de France.

Le Service des Enfants moralement abandonnés de la Seine.

Voici, d'après les rapports de M. Peyron, directeur de l'Assistance publique de Paris et de M. Patenne, rapporteur du Conseil général, la situation du service des enfants maltraités et moralement abandonnés pendant l'année 1896 :

Au 1^{er} janvier 1896 la population des enfants moralement abandonnés était de 3 284 ; les radiations ont été de 878 ; les admissions de 281.

Il restait donc au 31 décembre 1896 2 987 enfants.

Les radiations se sont produites ainsi : 192 rendus à leur famille ; — 23 rapatriés dans leur département d'origine ; — 155 ayant atteint leur majorité ; — 13 mariés ; — 26 engagés volontaires ; — 13 décédés ; — 55 rayés des contrôles ; — 16 passés dans la catégorie des enfants assistés ; — 95 ayant quitté leur placement et n'ayant pas encore été réintégrés au 31 décembre 1896.

Sur les 192 élèves remis à leur famille, 174 ont été rendus gratuitement et 18 l'ont été après remboursement partiel des frais d'entretien. La somme totale versée par les familles pour ces 18 enfants s'élève à 815 francs.

Dix demandes de rapatriement ont été introduites en 1896 pour des enfants moralement abandonnés étrangers au département de la Seine. Six de ces demandes ont été accueillies par les départements, et quatre ont été repoussées ; 13 enfants dont le domicile de secours a été reconnu au cours de l'année 1896, ou l'avait été antérieurement, ont été effectivement rapatriés.

Les 281 admissions se décomposent ainsi : 32 enfants envoyés par le Par-

quet, 70 par la Préfecture de Police, 153 présentés par les parents, 26 admis indirectement.

Ces mêmes enfants, répartis en catégories d'après les conditions de leur milieu d'origine, donnent lieu à la classification suivante : 46 enfants de parents indignes ; — 161 enfants de parents indigents ; — 10 enfants de parents disparus ; — 5 enfants de parents décédés ; — 59 enfants vicieux de parents honnêtes.

Les enfants envoyés en 1896 par le Parquet et la Préfecture de Police sont au nombre de 102, alors que la proportion correspondante avait été de 174 en 1895 et de 265 en 1894.

Les 281 admissions comprennent 134 enfants indisciplinés ou ayant de mauvais penchants ; ils se répartissent eux-mêmes de la manière suivante d'après leur provenance familiale : 16 enfants de parents indignes, 57 enfants de parents indigents, 2 enfants de parents disparus, 59 enfants vicieux de parents honnêtes.

L'administration de l'Assistance publique a reçu, en 1896, 864 demandes ayant pour but le placement d'enfants dans le service.

Sur ces 864 demandes, 281 seulement ont été admises après avis de la commission spéciale instituée par le Conseil général.

Une somme de 8 300 francs a été distribuée en secours.

Au 31 décembre 1896, les 2 987 pupilles du département de la Seine (*Enfants moralement abandonnés*) étaient ainsi répartis :

1 039 (620 garçons, 419 filles) placés isolément moyennant pension.

1 614 (1 097 garçons, 517 filles) placés isolément hors pension.

122 (120 garçons, 2 filles) placés en groupes.

173 (110 garçons, 63 filles) placés dans les écoles professionnelles de Villepreux, Montévrain, Port-Hallan, Yzeure, Sauvic.

28 (garçons) placés à Boulogne

11 (4 garçons, 7 filles) restants à l'Hospice.

Les 122 enfants placés en groupe étaient ainsi répartis :

22 (garçons) à la verrerie de Bar-sur-Seine (Aube) ; — 20 à la verrerie de Bayel (Aube) ; — 13 à la faïencerie de Choisy-le-Roi (Seine) ; — 17 à la verrerie de Navez (Meurthe-et-Moselle) ; — 36 dans une bonneterie de Troyes (Aube) ; 12 à la verrerie de Vierzon (Cher). 2 filles dans une maison de broderie de Montreuil-sous-Bois (Seine).

Le Traitement marin.

A la date du 30 avril 1897, M. le ministre de l'Intérieur a très vivement appelé l'attention des préfets sur l'application du traitement marin en vertu de la loi sur l'assistance médicale gratuite aux enfants indigents atteints de rachitisme ou de scrofule :

Voici le texte de cette circulaire.

J'ai l'honneur de vous signaler ci-après les conditions dans lesquelles les enfants indigents atteints de rachitisme ou de scrofule doivent, quand

leur mal est curable, profiter de la loi du 15 juillet 1893 sur l'assistance médicale gratuite.

Vous remarquerez d'abord qu'il ne s'agit pas d'étendre, par une bienveillante interprétation, l'assistance médicale à cette catégorie d'enfants : ce bénéfice leur est dû en conformité de la règle générale que l'article 1^{er} de la loi du 15 juillet 1893 a édictée.

Aux termes du premier paragraphe de cet article, « tout Français malade, privé de ressources, reçoit gratuitement de la commune, du département ou de l'État, suivant son domicile de secours, l'assistance médicale à domicile ou, s'il y a impossibilité de le soigner utilement à domicile, dans un établissement hospitalier ».

L'enfant rachitique ou scrofuleux, dont le mal est curable, n'est pas un infirme, un de ceux pour qui l'action thérapeutique ne peut s'exercer et auxquels en conséquence l'assistance créée par la loi du 15 juillet n'est pas due : il est un malade ; et s'il est « privé de ressources », il doit bénéficier de cette loi.

Comment pourra-t-il en bénéficier, être « soigné utilement » ? Ce sera ni à domicile, ni dans un hôpital ordinaire : ce sera dans un hôpital marin. Les médicaments donnés aux rachitiques et aux scrofuleux peuvent atténuer les manifestations du mal ; ils ne l'enrayent que pour de courtes périodes, ils ne le guérissent pas. Une expérience décisive, poursuivie aussi bien en France, et notamment à l'hôpital de Berck, qu'à l'étranger, prouve qu'il n'y a contre le rachitisme et la scrofule qu'un remède efficace : ce remède est le traitement marin, la cure par les bains de mer et surtout par l'air de mer. Il est d'ailleurs évident que plus le traitement est institué à une époque voisine du commencement de la maladie, plus sont nombreuses, toutes autres choses égales, les chances d'une complète guérison. Elle n'est souvent obtenue, même à l'égard des malades soignés au début, que par un séjour prolongé à l'hôpital marin ; et de ce chef la dépense sera, je le reconnais, relativement élevée. Mais les scrofuleux et les rachitiques sont sujets à des maladies incidentes plus fréquentes et plus graves que celles qui atteignent la population normale. Si le traitement marin leur est refusé, il deviendront les clients les plus assidus des hôpitaux ordinaires. Il est moins coûteux de guérir maintenant un rachitique ou un scrofuleux que de l'hospitaliser plus tard à des intervalles de plus en plus rapprochés : le traitement marin imposera aux présents budgets de l'assistance médicale des dépenses inférieures à celles qu'il épargnera aux budgets futurs.

En dehors et au-dessus des considérations financières, vous serez frappé de l'intérêt social qui est ici engagé.

Les rachitiques et les scrofuleux, quand il ne sont pas voués à une mort prématurée, ne peuvent se livrer qu'à un travail intermittent dont le rendement est très faible ; et s'ils ont une descendance, elle n'échappe que rarement à la tare héréditaire. Guérir un de ces malades, c'est à la fois exonérer d'une charge ultérieure l'Assistance publique et transformer une non-valeur en une force.

Vous savez d'ailleurs que la scrofule prédispose à la maladie qui est beaucoup la plus meurtrière, à la tuberculose pulmonaire. L'extension du

traitement marin contribuera au relèvement numérique de notre population et lui apportera de nouveaux éléments de santé, de bien-être et de richesse.

Je vous recommande instamment de faire assurer, autant que vous le pourrez, ce traitement à ceux des enfants inscrits sur la liste d'assistance médicale pour lesquels il est indiqué ; j'ai à peine besoin d'ajouter que le contingent de l'État est acquis, suivant la mesure fixée par la loi du 15 juillet 1893, aux frais de séjour de ces malades dans des hôpitaux marins.

Aux termes du second paragraphe de l'article 3 de ladite loi, « dans le cas où il y aurait impossibilité de soigner un malade à domicile, le médecin délivre un certificat d'admission à l'hôpital. Ce certificat doit être contre-signé par le président du bureau d'assistance, ou son délégué. »

Les règles tracées par la circulaire ministérielle du 18 mai 1894 en vue de l'application de ces dispositions me semblent devoir être complétées sur un point.

Il conviendra de ne diriger un enfant rachitique ou scrofuleux sur un hôpital marin qu'après que vous aurez concerté l'admission du malade avec le directeur de l'établissement. Cette entente préalable est nécessaire, le nombre des hôpitaux marins étant fort loin de répondre aux besoins.

Le certificat délivré par le médecin de service et que vous aurez à communiquer au directeur constatera que l'enfant n'est ni atteint ni convalescent d'une maladie transmissible, spécialement qu'il n'est pas atteint de tuberculose pulmonaire.

M. le Dr Bergeron, secrétaire perpétuel de l'Académie de médecine, président de l'œuvre des hôpitaux marins, m'adresse au nom de cette œuvre une communication dont je crois utile de vous faire part.

Il rappelle d'abord que les enfants atteints de scrofule ou de rachitisme « ne peuvent être soignés avec l'efficacité désirable ni à domicile, ni dans les hôpitaux ordinaires, la seule médication pleinement efficace contre le rachitisme étant le traitement marin ». M. le Dr Bergeron ajoute :

« L'œuvre des hôpitaux marins voudrait coopérer, dans toute la mesure de ses forces, à la généralisation de ce traitement, et j'ai l'honneur de vous informer que les jeunes scrofuleux et rachitiques pris en charge par le service de l'assistance médicale gratuite seront reçus dans les établissements de Banyuls-sur-Mer et de Saint-Trojan aux mêmes conditions que les pupilles de l'Assistance : pour les premiers, le prix sera, comme pour les seconds, abaissé de deux francs à un franc soixante centimes (1 fr. 60). »

Ce dernier taux ne dépasse d'ailleurs que de huit centimes la moyenne des prix des journées d'hôpital fixés par les préfets, conformément à l'article 24 de la loi du 15 juillet 1893 ; en effet, le rapport général concernant l'exécution de ladite loi pendant l'année 1895, rapport dont vous recevrez prochainement des exemplaires, constate que cette moyenne est de un franc cinquante-deux centimes (1 fr. 52).

Les deux établissements de l'œuvre des hôpitaux marins sont dignes, tant par leur installation que par leur fonctionnement, de votre entière confiance. L'hôpital de Saint-Trojan, dont M. le président de la République a bien voulu l'an dernier présider l'inauguration, est situé dans l'île d'Oléron (Charente-Inférieure).

Je vous prie de m'accuser réception de la présente circulaire par un des prochains courriers ; je vous serai également obligé de m'informer bientôt de la suite que vous aurez donnée à ma communication.

Pour le Ministre,
le Conseiller d'État,
Directeur de l'Assistance et de l'Hygiène publique,
H. MONOD.

L'Assistance maternelle.

M. le Dr Pecker adresse à ses confrères ce pressant appel pour la protection des mères :

APPEL AUX MÉDECINS EN VUE DE LA FONDATION DE L'ASSOCIATION DES FEMMES FRANÇAISES

Chers Confrères,

L'Association des Dames Mauvoisines, pour secours aux femmes en couches, que les bonnes volontés locales m'ont permis d'organiser dans les limites de ma modeste clientèle, et qui a reçu, le 4 février 1898, l'approbation ministérielle, poursuit et atteint un double but.

Convaincue, avec M. le Professeur Pinard, dont les observations ont été soumises à l'Académie de médecine, que le poids et la vigueur du nouveau-né sont d'autant plus remarquables que la mère a moins peiné pendant les derniers temps de la grossesse, elle a voulu permettre à la femme nécessaire un repos suffisant, au cours du mois qui précède l'accouchement, et lui assurer les secours indispensables en alimentation, chauffage, etc.

C'est le premier point.

Le second vise la possibilité de pratiquer l'accouchement dans des conditions de sécurité et d'hygiène, conformes aux exigences de la science moderne : il est rempli en fournissant à la femme tout le nécessaire, afin que le secours médical ne soit pas compromis par quelque cause inhérente au milieu dans lequel vit l'accouchée. Enfin, par surcroît, l'Association dote l'enfant de sa première layette, et lui assure un sein que la misère ne viendra pas tarir prématurément.

Ne vous semble-t-il pas, chers confrères, que l'expansion de cette œuvre de puériculture, intra et extra-utérine, soulève une question d'intérêt national qui m'autorise à réclamer votre concours ?

Comme moi, vous avez constaté que ce sont encore les ouvriers, les paysans, les journaliers, en un mot, les humbles, qui sont chargés de grandes familles ; c'est à eux que l'État prend le plus, sans leur accorder une compensation méritée.

Qui de vous ne se rappelle cette femme en haillons, qui vient, un en-

fant sur le bras, un autre accroché à ses jupes, vous demander un conseil sur les mouvements insolites qu'elle ressent dans son ventre ?

Et, si dans votre regard elle devine la réponse fatale, quelle douloureuse étape s'ouvre devant elle ! Elle le connaît ce chemin de calvaire, tant de fois parcouru par elle : neuf mois de grossesse, neuf mois de souffrance, neuf mois pendant lesquels l'être à venir est déjà en détresse, nourri qu'il est par le sang anémié de cette mère qui se prive de tout, pour empêcher de mourir ceux qui vivent déjà et qui crient la faim !

La voilà au lit ! Qui s'occupera d'elle, de ses enfants ? Comment calmer les premiers cris de son nouveau-né ? Tant qu'il était dans son sein, sa chaleur le protégeait ; maintenant que le voilà au monde, comment le réchauffer, comment le vêtir ? Tant qu'il était dans son sein, il se nourrissait de son sang ; et maintenant, pourra-t-il vivre de son lait ? Il se trouve ainsi que le jour de joie et de bonheur est, pour cette pauvre mère couchée sur son lit de misère, un jour de tristesse et de pensées noires. Il se trouve que le jour où la France est devenue plus riche d'un citoyen pour sa défense, la femme qui lui fit ce don précieux en est devenue plus pauvre ! Heureusement, le médecin, qui veille sur ses semblables, qui est là au seuil de la vie, qui sent toutes les misères de la déshéritée, doit pouvoir, au nom de la générosité de ses sœurs plus fortunées, adoucir les rigueurs de l'inégalité sociale. Ne lui est-il pas possible, tout d'abord, de rendre l'isolement de la femme en couches moins pénible ? Celle-ci a des enfants à surveiller ; son état exige, en dehors du traitement médical, des soins particuliers, des pansements spéciaux. Qui s'occupera de ses enfants ? Qui la soignera ? Doit-on l'abandonner à son sort si triste ?

Pas un de nous, mes chers confrères, qui n'ait vu cette femme pauvre, dès le lendemain de son accouchement, soutenant d'une main tremblante son ventre douloureux, et, de l'autre, faisant son ménage, habillant ses enfants. Elle est imprudente, et cette imprudence fait que, souvent, les enfants deviennent orphelins, ou que, si la mère ne meurt pas toujours, elle sera une de ces boiteuses du ventre, qui, à la misère, ajoutent la douleur de la chair souffrante.

Et le mari qui, jusque-là, courageux, travaillant dix, quatorze, seize heures par jour, apportait son salaire pour nourrir sa famille, trouve, en rentrant chez lui, sa femme souvent au lit, souffrante, n'en pouvant plus, malgré toute son abnégation maternelle, les enfants se traînant à l'abandon, le repas non préparé, inhospitalier. Bientôt, désolé, découragé, il apprend le chemin du cabaret où il noie ses chagrins.

Voilà comment, à la misère, à l'isolement, à la maladie, viennent s'ajouter l'abandon et la désorganisation du foyer domestique, qui, cependant, ne demandait qu'à prospérer, si la solidarité sociale eût été mieux comprise !

Il est vrai que, parfois, une femme charitable fait de son mieux pour garder les enfants de sa voisine en couches ; mais ce secours bienfaisant n'intervient pas toujours, et souvent il n'est pas assez éclairé pour pouvoir prodiguer en même temps les soins nécessaires à la mère alitée.

Je vous prends encore à témoin, mes chers confrères, pour constater que, souvent, l'intervention la plus précieuse de notre art se trouve com-

promise, par une voisine très bonne, mais ignorante, et en brouille avec les principes de l'hygiène pasteurienne.

Mais où prendre alors cette fée bienfaisante qui, à l'amour de son prochain, puisse ajouter les qualités d'une garde-malade instruite et éclairée ?

Frappez, mes chers confrères, à la porte de ces *Dames françaises* ou de ces *Dames de France*, qui, grâce aux efforts de nos aînés, comme l'honorable D^r Duchaussoy, peuplent maintenant tous les coins de ce noble et généreux pays, et elles répondront à votre appel, comme elles ont répondu au nôtre. Ce sont elles qui seront vos collaboratrices éclairées, c'est parmi les plus dévouées d'entre elles que vous trouverez les membres actifs de vos sociétés.

Qui, mieux qu'elles, déjà entièrement conquises aux nobles idées d'une patrie forte et généreuse, pourra contribuer à l'accroissement des forces vives de la nation en protégeant sa natalité ? C'est là leur poste d'honneur en temps de paix, et c'est encore là qu'elles apprendront les qualités mâtresses indispensables à une garde-malade, qui se prépare à panser ses frères, sur le champ de bataille, ou dans les ambulances.

Est-ce que celle qui assiste à un accouchement, et seconde le praticien, n'a pas besoin de courage et de sang-froid ? Est-ce que celle qui fait une injection, ou un lavage antiseptique, à une femme en couches, peut se dispenser de connaître les règles de l'antisepsie ?

Non, et de même qu'en temps de guerre l'antisepsie doit être le credo de celle à qui incombera l'honneur de soigner les blessés, de même celle qui prêterait son concours dévoué à une femme en couches, ne saura ignorer la science de l'immortel Pasteur, si elle ne veut pas être la cause d'une infection puerpérale, et par conséquent la cause de la mort de celle dont elle aura à sauvegarder l'existence.

Et voilà pourquoi nous pouvons dire que les grandes Sociétés, dont nous parlons, nous accorderont leur puissant appui, afin de fonder l'Association des femmes françaises pour la protection de la natalité nationale.

La nouvelle œuvre sera leur complément indispensable, c'est-à-dire une vaste école, où les praticiens, se chargeant de l'instruction médicale et du développement des qualités civiques des dames ambulancières, prouveront ainsi, une fois de plus, que leur dévouement est à la hauteur de leur tâche, quand il s'agit de la grandeur et de la prospérité du pays.

N'est-il pas vrai, chers confrères, qu'il y a là une belle utilisation à faire des sentiments de charité, de dévouement, de solidarité qui sont aux cœurs des femmes ?

C'est à nous, médecins, qu'il appartient d'en prendre la bienfaisante initiative, mettant ainsi, dès le début de l'existence du pauvre, à côté du mal qui se nomme la misère, le remède qui s'appelle la touchante solidarité.

A l'œuvre, je vous en prie, pour les mères dans le dénuement, pour la noble mission du corps médical, pour l'avenir de la patrie française !

Maule (Seine-et-Oise), 25 février 1898.

D^r PECKER.

Le Recrutement des Infirmiers et Infirmières des Hôpitaux de Paris.

M. Peyron, directeur de l'Assistance publique de Paris, vient d'adresser la circulaire suivante aux directeurs d'établissements hospitaliers :

Monsieur le Directeur,

Aux termes de la circulaire du 20 août 1897, les infirmiers, infirmières, garçons et filles de service sont soumis à un examen médical, mais ils ne subissent cet examen qu'après qu'ils ont été recrutés et déjà mis en fonctions.

L'expérience ayant fait ressortir les nombreux inconvénients qui résultent de ce mode de procéder, j'ai décidé que l'examen d'aptitude physique précéderait désormais l'admission des infirmiers et infirmières et, afin que cette mesure n'apporte aucune entrave à la marche du service des établissements, je me suis entendu avec Messieurs les médecins chargés de l'examen médical dans les hôpitaux Cochin, Boucicaut et Bichat, pour que cette visite ait lieu, non plus deux fois par semaine, mais bien chaque matin; je vous prie donc de mettre dès maintenant en pratique ces nouvelles instructions. J'ajoute que, pour éviter le retour de fâcheuses indiscrétions, j'ai invité MM. les directeurs des hôpitaux dans lesquels a lieu la visite, à ne plus remettre directement aux intéressés le certificat médical qui leur a été délivré, mais bien à le faire parvenir à leurs collègues sous pli fermé et par l'intermédiaire du secrétariat général, cette transmission pouvant et devant être assurée dans la journée même de la visite.

D'autre part, mon intention a été souvent appelée sur les longs et pénibles déplacements qui sont imposés aux infirmiers et aux infirmières en quête d'un emploi. Je désire faciliter leurs recherches dans la mesure du possible, et le moyen le plus pratique d'atteindre ce but, m'a paru être d'afficher tous les matins à l'Administration centrale la liste des emplois vacants.

Je vous prie donc de faire connaître chaque matin, au Bureau du Personnel, le nombre d'emplois non gradés qui pourraient être vacants dans votre établissement, en ayant soin d'indiquer, pour chacun d'eux, s'il s'agit d'un emploi d'homme ou de femme, de jour ou de veille, et de préciser la nature du service: médecine, chirurgie, accouchement ou service général.

Les établissements qui, chaque matin, font connaître au chef-lieu, par téléphone, la situation des lits de malades, n'auront qu'à faire suivre cette dernière communication de leur demande de personnel; les autres maisons en feront l'objet d'une communication spéciale qui devra, en tout état de cause, être parvenue à l'administration, avant onze heures du matin: quant à ceux des établissements qui ne sont reliés au chef-lieu ni par le téléphone ni par le télégraphe, ils auront à m'informer par lettre des

vacances d'emplois auxquelles il y aurait lieu de pourvoir ; de ces diverses indications, il sera immédiatement formé une liste générale, qui sera affichée au Bureau du Personnel et que les intéressés pourront consulter de neuf heures du matin à cinq heures du soir.

Il demeure bien entendu que rien n'est innové dans le mode de recrutement du personnel non gradé, et que c'est à vous qu'il appartient, comme par le passé, de choisir ces agents, en vous entourant de tous les renseignements utiles.

Je vous prie de m'accuser réception de la présente circulaire.

Récompenses aux Mères nourrices.

M. Albert Montheuil a exposé dans la *Revue municipale* le système suivi par le Bureau de bienfaisance du XV^e arrondissement, sur l'initiative de son secrétaire-trésorier, M. Tesson, pour la distribution des secours d'allaitement. Non seulement dans cet arrondissement on proportionne, en quelque sorte, le secours régulier d'allaitement aux soins que reçoit l'enfant, augmentant ou diminuant cette allocation suivant que le nouveau-né paraît mieux ou moins bien traité, mais on accorde des primes en argent, avec diplômes, aux mères qui se sont le mieux acquittées de leur sainte fonction de nourrice. Tous les trois mois, les mères-nourrices sont récompensées dans une cérémonie publique, à la mairie, en présence des représentants de la municipalité et des membres du Bureau de bienfaisance.

La nouvelle institution fonctionne depuis le mois de mai 1897 ; les mères nourrices qui se sont bien acquittées de leur tâche, reçoivent une prime d'argent de 25 ou de 50 francs et un certificat attestant officiellement les bons soins qu'elles ont donnés à leurs enfants.

M. Dard, adjoint au maire du XV^e arrondissement, faisait connaître, à la dernière distribution des récompenses, que la proportion des lauréates augmente sensiblement depuis la fondation de l'œuvre.

Hospitalisation et Traitement des Tuberculeux.

En réponse à une demande de renseignements formulée par plusieurs délégations cantonales, le Préfet de la Seine a adressé à ces délégations, le 11 janvier dernier, une *Circulaire* à laquelle nous empruntons le passage suivant :

« L'Administration de l'Assistance publique fait en ce moment construire à Angicourt (Oise) un Sanatorium pour la tuberculose. D'autre part, et conformément aux indications de la Commission spécialement instituée en vue de rechercher les moyens de combattre la tuberculose, l'Administration poursuit la création, dans divers hôpitaux d'adultes, de divers services réservés au traitement de cette affection. Un de ces services fonctionne déjà à Lariboisière, un second est en voie d'installation à l'hôpital Laënnec ; d'autres seront prochainement créés. Ces services étant d'ailleurs destinés à tous les malades parisiens, sans distinction de profession, les instituteurs

et institutrices pourront y être admis ; j'ajoute qu'il en sera de même à l'hôpital d'Angicourt.

« En ce qui concerne les enfants tuberculeux, l'Administration de l'Assistance publique ne dispose actuellement d'aucun service d'hôpital où ils puissent être spécialement admis. J'excepte pourtant la tuberculose osseuse qui est traitée à notre grand hôpital de Berck. Les admissions à cet établissement sont subordonnées à la décision d'une commission médicale qui se réunit une fois par mois, dans chacun de nos hôpitaux d'enfants : Trousseau et les Enfants-Malades.

« Pour le traitement des enfants atteints de la tuberculose pulmonaire, je rappelle que la Ville de Paris subventionne l'œuvre des Enfants tuberculeux (rue Miromesnil, n° 33), qui doit mettre 20 lits à sa disposition dans son établissement d'Ormesson. »

Les Prix de vertu de Reims.

L'Académie française n'est pas seule à distribuer des prix de vertu, et la ville de Reims est entrée dans cette voie depuis 1887, grâce à l'initiative du maire de l'époque, M. le docteur Henrot, directeur de l'École de médecine et membre du Conseil supérieur de l'Assistance publique, dont le nom est toujours associé aux bonnes œuvres de la ville qu'il a longtemps administrée.

Tous les ans, une somme est distribuée en prix de vertu ; le crédit, qui a d'abord été de 12 000 francs, s'élève actuellement à 26 000 francs. Les prix sont distribués solennellement, la liste des bienfaiteurs est proclamée, et les héros du travail et du devoir récompensés.

La dernière cérémonie, présidée par M. Georges Picot, n'a pas offert moins d'intérêt que ses devancières. La nomenclature des libéralités, dons et legs, publiée par l'*Indépendant Rémois*, est heureusement très longue ; le total s'en élève à la somme de 625 000 francs, donnés aux différentes institutions et œuvres charitables de la ville, sans compter les 26 000 francs, distribués en prix et livrets de caisses de retraites.

Une de ces libéralités doit être notée ; elle concerne la construction d'un hospice, destiné à recevoir 40 vieillards des deux sexes, doté par M. Félix Boisseau, selon le désir exprimé par sa sœur M^{me} Eug. Røderer.

Le rapporteur a dû constater que, si les dons augmentaient, la pauvreté augmente également et dans des proportions effrayantes ; le nombre des demandes pour les prix de vertu, généralement justifiées par le besoin et l'infortune, ont été de plus de 300.

Ce bel exemple de décentralisation philanthropique — imité de M. de Montyon et de l'Académie française — mérite d'être connu et vulgarisé.

Congrès du Patronage des Libérés de Lille.

Conformément à la décision prise par le Conseil central de l'*Union des Sociétés de patronage* de France, dans sa séance du 16 décembre 1896,

le quatrième Congrès national du Patronage des libérés se tiendra cette année à Lille, du 30 mai au 1^{er} juin, sous les présidences d'honneur de M. le président du Conseil, ministre de l'Agriculture, de M. le garde des sceaux, ministre de la Justice, de M. le ministre de l'Intérieur, de M. le ministre de l'Instruction publique et de M. le ministre des Colonies, et sous la présidence effective de M. Félix Voisin, conseiller à la Cour de cassation, membre du Conseil supérieur de l'Assistance publique, président de la *Société de Protection des Engagés volontaires*.

Ce Congrès comprendra trois sections et une conférence internationale, dont M. Jules Le Jeune, ministre d'État du royaume de Belgique, a bien voulu accepter la présidence.

Les questions suivantes y seront discutées :

1^{re} SECTION. *Hommes*. — 1^o De l'engagement militaire des condamnés correctionnels.

2^o Quelles sont les relations à établir entre les institutions d'assistance et les œuvres de patronage, en vue de prévenir la mendicité et le vagabondage.

2^e SECTION. *Femmes*. — 1^o De l'organisation des refuges pour jeunes filles et femmes libérées.

2^o L'expatriation des femmes condamnées présente-t-elle certains avantages au point de vue du reclassement? Dans l'affirmative, à quelles catégories de condamnées pourrait-elle s'appliquer?

3^e SECTION. *Enfants*. — 1^o Des moyens d'organiser la surveillance des enfants patronnés placés chez des particuliers, et du concours à obtenir dans ce but des œuvres et des autorités locales.

2^o Des améliorations à introduire dans la pratique judiciaire en matière de correction paternelle.

CONFÉRENCE INTERNATIONALE

1^o Du rapatriement des mineurs étrangers en danger moral.

2^o Des mesures à prendre en vue de faciliter le patronage dans leur pays d'origine des individus expulsés.

La séance solennelle d'ouverture aura lieu le lundi de la Pentecôte 30 mai. Les sections se réuniront pour la première fois le même jour à 1 heure et demie. Pendant leur séjour à Lille, les membres du Congrès pourront visiter les diverses œuvres régionales qui intéressent le Patronage.

L'Inspection médicale des Écoles primaires de Paris.

La circulaire suivante a été transmise par les maires des vingt arrondissements aux médecins-inspecteurs de la Ville de Paris.

Paris, le 12 février 1898.

Monsieur le Docteur,

Aux termes de l'article 13 du règlement de l'inspection médicale des écoles primaires et des écoles maternelles publiques de la Ville de Paris,

les médecins inspecteurs des écoles doivent, une fois par mois au moins... procéder à un examen attentif et individuel des enfants au point de vue des dents, des yeux, des oreilles et de l'état général de la santé.

Un bulletin certifié par le médecin-inspecteur et destiné à la famille sera remis à chaque enfant qui serait reconnu présenter une affection de la bouche, des yeux ou des oreilles ou dont l'état général nécessiterait une surveillance ou des soins particuliers.

J'ai l'honneur, monsieur le docteur, de recommander à toute votre attention l'importance de ces prescriptions et particulièrement celle relative à la visite individuelle.

Veuillez agréer, etc., etc.

Opérations de la Caisse nationale d'Épargne en 1896 (1).

Le nombre des versements effectués, dans le cours de 1896, s'est élevé à 2803412, représentant une somme totale de 355274279 francs. La moyenne par versement a été de *127 francs* (144 francs en 1895).

Le nombre des remboursements s'est élevé à 1375703, pour un montant total de 342522859 francs. La moyenne par remboursement a été de *149 francs* (270 francs en 1895).

L'excédent des versements sur les remboursements n'est que de 12751419 francs, en diminution de 30271315 francs, sur l'excédent constaté en 1894, qui se montait à 43022734 francs. C'est là une conséquence de la loi du 20 juillet 1893, qui a été appliquée intégralement à partir du 1^{er} janvier 1896, et d'après laquelle le montant maximum des dépôts se trouve abaissé à 1500 francs.

Le nombre de comptes existant au 1^{er} janvier 1896 était de 2486952. Dans le courant de l'exercice, il en a été ouvert 466957 nouveaux et il en a été soldé 271001. Le nombre de comptes existant au 31 décembre 1896 s'élevait, par conséquent, à 2682908.

L'avoir des déposants, au 31 décembre 1895, se montait à 753458528 fr.

Au 31 décembre 1896, il atteignait 784950207 francs, accusant ainsi une augmentation de 31491679 francs pendant l'exercice.

Depuis le début de l'institution, le nombre et le montant des versements annuels ont été presque constamment en augmentant.

Ainsi, en 1882, le nombre des versements était de 473155 et leur montant de 64628663 francs, tandis qu'en 1896, il a été de 2799158, représentant une somme de 355208086 francs.

Le nombre des versements s'est accru chaque année (sauf en 1893). Le montant des versements a subi quelques oscillations; néanmoins, la marche générale de ces chiffres est en accroissement.

Les frais d'administration se sont élevés en 1896 à 3329476 francs. Ils ne représentent que 0,42 p. 100 des sommes dues aux déposants au 31 décembre, dont le chiffre est de 784950207 francs.

(1) D'après le rapport officiel, en date du 20 novembre 1897 publié au 17 janvier 1898. *Journal Officiel*.

Au 31 décembre 1896 il existait 2 682 908 livrets en circulation sur lesquels 1 093 065 livrets de 20 francs et au-dessous.

Il a été délivré, en 1896, 466 957 livrets nouveaux, dont 270 154 à des hommes et 196 803 à des femmes. En voici le classement d'après le sexe et la profession des déposants :

Désignation.	Hommes.	Femmes.	Total.	Proportion p. 100.
Chefs d'établissements agricoles, industriels et commerciaux	23 153	6 989	30 142	6,48
Journaliers et ouvriers agricoles	38 414	11 170	49 584	10,62
Ouvriers d'industrie	49 843	26 512	76 355	16,37
Domestiques	25 379	40 788	66 167	14,18
Militaires et marins	19 025	259	19 284	4,13
Employés	34 062	9 209	43 271	9,27
Professions libérales	11 760	5 174	16 934	3,63
Propriétaires, rentiers et personnes sans profession	16 712	50 712	67 424	14,44
Mineurs n'exerçant aucune profession	51 103	45 766	96 869	20,76
Nomades	703	224	927	0,12
Totaux	270 154	196 803	466 957	100,00

Cette division des livrets est sensiblement la même que celle observée au cours des années précédentes, sauf une légère diminution dans la catégorie des déposants propriétaires, rentiers et personnes sans profession (14,444 p. 100 au lieu 18,22 p. 100 en 1895).

En outre, 441 livrets ont été délivrés à des sociétés, dont voici la désignation :

Désignation.	Nombre.
Sociétés de secours mutuels	198
Syndicats ou associations professionnelles	52
Compagnies de sapeurs-pompiers	27
Comices agricoles	4
Cercles d'officiers	11
Cercles et mess de sous-officiers	11
Sociétés de coopération	14
Sociétés de bienfaisance	29
Sociétés diverses	95
Total	441

CAISSE NATIONALE D'ASSURANCES EN CAS DE DÉCÈS

Opérations et situation en 1896. — Le nombre des assurances individuelles contractées en 1896 est de 83, et le capital assuré correspondant s'élève à 117 448 francs.

Déduction faite des règlements de sinistres et des annulations, le montant total des capitaux assurés, au 31 décembre 1896, est de. 3016 613 fr.

Au 31 décembre 1895, ce montant était de. 3037 218 fr.

Il y a donc eu diminution de. 20 605 fr.

Il a été encaissé pour le compte des assurances individuelles 1 074 primes représentant une somme de 68 393 francs.

Les capitaux payés au décès s'élèvent à 45 561 francs pour 24 polices. Ils sont, par rapport aux primes de l'année, dans la proportion de 65 p. 100.

Les assurances collectives, contractées en 1896 par les sociétés de secours mutuels approuvées, sont au nombre de 69 et comprennent 13 336 membres participants. Les primes afférentes à ces assurances se montent à 66 750 francs. Les paiements de capitaux assurés, y compris les remboursements de primes, forment un total de 92 780 francs. L'excédent des dépenses sur les recettes, en ce qui concerne les assurances collectives, est donc de 16 030 francs, et les paiements représentent 120 p. 100 des primes correspondantes.

Les fonds placés ont produit 37 709 francs d'intérêts. L'excédent des recettes totales sur les dépenses totales de la Caisse ressort à 41 763 francs.

Le montant total de l'actif a été de	1 240 664
Le montant total du passif	1 026 043
Soit un excédent de l'actif sur le passif	214 619
L'excédent constaté au 31 décembre 1895 était de	207 591
Il y a eu, par suite, augmentation d'excédent, pour	7 028

L'augmentation de l'excédent de l'actif sur le passif a pour cause, en premier lieu, l'existence même d'un excédent, d'où résulte un revenu supérieur à celui de la réserve mathématique normale. Elle provient aussi de ce que les titres de rente qui composent l'actif produisent intérêt à un taux légèrement plus élevé que le taux des nouveaux tarifs, d'après lesquels les charges sont calculées.

CAISSE NATIONALE D'ASSURANCES EN CAS D'ACCIDENT

Opérations et situation en 1896. — Les cotisations versées en 1896 sont au nombre de 1 488 et représentent une somme de 9 460 francs.

Les indemnités allouées aux victimes d'accident ou à leurs ayants droit se montent à 6 800 francs et se composent de 6 400 francs versés à la Caisse nationale des retraites pour constituer deux pensions et de 400 francs alloués en cas d'accident ayant entraîné la mort.

Les intérêts produits par les fonds placés s'élèvent à 202 782 francs.

Les recettes totales ont été de 212 714 francs, et les dépenses totales de 7 475 francs ; ce qui porte l'excédent des recettes de l'année à 205 239 francs.

Depuis l'origine de la Caisse (14 juillet 1868) jusqu'au 31 décembre 1896, les primes versées, au nom de 39 634 assurés, forment un total de 251 516 francs. Les règlements de sinistres et les frais accessoires n'ont entraîné qu'une dépense de 190 216 francs, qui n'a atteint que 75,63 p. 100 des versements et laisse un excédent de 61 299 francs.

Sur les 39 634 assurances, la Caisse n'a eu à régler que 81 sinistres, dont 61 ayant occasionné une incapacité permanente de travail et 20 ayant été suivis de mort.

C'est une moyenne de 2,04 par 1 000 assurés, dont 1,54 est d'incapacité permanente, et 0,50 cas de mort.

Le nombre moyen des personnes assurées annuellement est de 1 416.

La Protection de l'Enfance.

Nous recevons communication de l'appel suivant :

Aux Grands Noms de France.

EXPOSÉ ET BUT DE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'ENCOURAGEMENT AUX BONS SOINS DE L'ENFANT

La France est certainement le pays du monde où la protection de l'enfant est le plus en honneur. Mais il s'en faut de beaucoup que, préconisée en principe, elle soit réalisée dans la pratique.

Les enfants sont l'avenir de la Société et de la Patrie. La mortalité qui sévit si affreusement à l'époque du premier âge fait considérer la manière de les élever comme une question vitale du plus grand intérêt.

Placé dans une situation spéciale, en contact journalier avec les enfants des familles ouvrières, j'ai été frappé de la différence qui les distingue les uns des autres.

Dans les premières, j'ai rencontré l'ordre, la propreté, le soin, une femme intelligente et avenante, des enfants bien portants.

Dans les secondes, l'opposé de tout ceci : la saleté, le désordre, une femme ignorante, grossière, des enfants négligés, chétifs.

Une statistique bien entendue établirait facilement les chances de la mortalité qui sévit dans ces divers milieux.

A mon avis, il faut encourager les bons soins à donner à l'enfant, surveiller, conseiller, guider les mères dans leur tâche difficile.

C'est aux femmes elles-mêmes que revient la mission de protéger l'enfant au berceau. Avec le dévouement et l'ardeur qu'elles apportent à faire le bien, nul doute qu'elles ne réussissent en prenant en main la cause de l'Enfance.

A la campagne qui ne sait la toute-puissante influence que les personnes intelligentes et dévouées prennent aisément autour d'elles.

Étendue à toute la France, leur action bienfaisante en faveur des nouveau-nés serait comme un véritable patronage qui compléterait celui de la loi de 1874.

C'est à ce titre que s'impose la création d'une *Société d'Encouragement aux bons soins de l'Enfant*. Cette œuvre aurait pour but :

L'éducation physique et morale de la première enfance par la propagation dans les familles de publications claires et précises sur l'art de bien élever les enfants.

Encourager les bons soins maternels en distribuant des médailles d'encouragement aux mères et aux nourrices qui auront été signalées.

Accorder des prix en argent aux familles chargées d'enfants qui, se trouvant dans une situation nécessiteuse, auront fait tout le possible pour les élever convenablement.

Récompenser par des médailles d'honneur les personnes qui se seront

distinguées par leurs actes, leurs travaux, leur dévouement pour les enfants.

L'œuvre nouvelle ne soulagera donc pas les infortunes. Elle laissera ce soin aux admirables œuvres d'assistance qui poursuivent ce but, mais elle les servira utilement en prévenant souvent les maux.

A ceux qui ne comprendraient pas l'utilité de l'action de cette œuvre, à ceux qui diraient : Quels avantages voyez-vous à décerner un morceau de bronze à une pauvre villageoise ?

Nous répondrons : « Dans ces médailles d'encouragement et de dévouement nous y voyons une grande puissance. Par expérience nous savons que rien n'agit plus sur les esprits simples que de voir combien on porte d'intérêt à leurs actes et surtout de sollicitude à leurs enfants.

Dans ces milieux surtout où les cruelles épreuves, la misère, les mauvais exemples endurcissent les cœurs, nos conseils, nos récompenses seraient un puissant levier d'action et porteraient assurément leurs fruits en donnant le réconfort moral pour la continuation des bons soins qui font l'enfant robuste, sain et beau.

Puissent donc les classes supérieures, celles qui sont investies de l'influence de la richesse ou du pouvoir, puissent-elles s'intéresser à cette œuvre sociale pour laquelle je prévois un long et brillant avenir.

C'est avec la plus grande confiance que je fais appel aux grands noms de France pour sa réalisation.

ÉDOUARD TRUCHON,

Délégué de la *Ligue Fraternelle des Enfants de France*,
Attaché au service des *Enfants Assistés* du département de la Seine.

ÉCHOS

Conseil supérieur de l'Assistance publique. — Par arrêté de M. le ministre de l'Intérieur, le conseil supérieur de l'Assistance publique est convoqué en session ordinaire pour le mercredi 16 mars courant.

Suivant l'usage, les séances se tiendront dans la salle des fêtes de l'Institution nationale des jeunes aveugles.

L'ordre du jour de la session est fixé comme suit : 1° Élection du président et de deux vice-présidents; 2° Projet de revision du règlement intérieur des établissements hospitaliers. — MM. les docteurs Drouineau et Campagnole, rapporteurs; 3° Projet relatif au recrutement du personnel secondaire des établissements hospitaliers. — M. le docteur Napias, rapporteur; 4° Projet relatif à l'Institution nationale de sourds-muets. — M. Paul Strauss, rapporteur; 5° Avis à émettre sur les demandes présentées par les communes en vertu de l'article 35 de la loi sur l'assistance médicale. — M. Rondel, rapporteur.

L'Œuvre des enfants tuberculeux. — L'assemblée générale de l'Œuvre des enfants tuberculeux a eu lieu le 6 février, dans la salle de la Société des agriculteurs de France, sous la présidence de M. Georges Picot, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences morales et politiques.

Après une allocution du docteur Hérard, M. Georges Picot a énuméré les victoires que l'œuvre remporte chaque année sur le terrible mal de la tuberculose. A l'hôpital de Villiers-sur-Marne, où sont soignés les adolescents, les guérisons ont atteint, en 1897, la moyenne de 25 p. 100; à l'hôpital d'Ormesson, qui ne reçoit que des enfants, elles sont allées jusqu'à 34 p. 100. M. Georges Picot a vivement félicité tous ceux au dévouement desquels sont dus ces résultats.

Puis M. d'Ayguevives, au nom de la commission des finances, a constaté la situation prospère de l'œuvre; enfin, le docteur Léon Petit a fait un chaleureux appel à des concours nouveaux qui en permettront le développement.

Les Médecins dans le département de la Seine. — D'après une statistique dressée à la Préfecture de police, on compte dans le département de la Seine et les communes de Seine-et-Oise (Enghien, Saint-Cloud, Meudon et Sèvres ressortissant à la Préfecture) :

2 783 médecins, dont 2 463 à Paris :

70 officiers de santé, dont 62 à Paris;
 1 528 sages-femmes, dont 1 242 à Paris;
 225 chirurgiens-dentistes, dont 164 à Paris;
 1 315 pharmaciens, dont 1 032 à Paris;
 392 dentistes, dont 347 à Paris.

L'arrondissement qui possède le plus de médecins est le VIII^e, qui en compte 462; c'est l'arrondissement le plus riche. Celui qui en a le moins est un des plus pauvres : c'est le XII^e, avec 160.

Le Legs Le Royer. — L'Assistance publique de Paris a été autorisée à accepter le legs universel qui lui a été fait par M. Le Royer, ancien président du Sénat; ce legs est évalué à 152 000 francs. Les hospices de la ville de Lyon sont légataires d'égale somme.

Le bureau de bienfaisance du VI^e arrondissement de Paris reçoit la somme de mille francs.

Infirmiers et Infirmières. — M. Pierre Tillier signale dans le journal *l'Infirmier*, une émule de M^{lle} Bottard, la glorieuse surveillante de la Salpêtrière.

M^{me} Aloncle, surveillante depuis 22 ans du service des aliénés du docteur Auguste Voisin, appartient à la Salpêtrière depuis le 5 avril 1849; elle compte 49 ans de service dans les hôpitaux où elle s'est mariée; elle a traversé trois épidémies de choléra, elle a plusieurs fois risqué sa vie au contact et au service des aliénés.

Au mois de mai 1895, le Président de la République lui a remis une médaille d'honneur.

M. Pierre Tillier pense que cette femme de bien et de devoir mérite une plus haute récompense.

Pour les Convalescents. — M. Léon Brière, président de l'Association de la presse républicaine départementale et directeur du *Journal de Rouen*, qui avait fait don l'année dernière d'une somme de 50 000 francs à la Société protectrice de l'enfance, vient de faire un nouveau don de 50 000 francs à la société l'Assistance aux convalescents. Voici les principaux passages de la lettre adressée par M. Brière au président de la société l'Assistance aux convalescents, pour lui annoncer l'envoi de cette somme :

« Le spectacle de la vie m'a appris de longue date à combien de pauvres gens la maladie apporte la misère et la ruine en épuisant leurs minces et méritoires économies et en entraînant souvent la perte de l'emploi qui assure leur existence et celle de leur famille.

« Lorsque, suffisamment guéris pour céder à d'autres leur lit d'hôpital, mais trop débiles encore pour reprendre leur ancien travail, ils se trouvent dans la rue sans abri et sans pain, c'est votre Société qui, pour ces jours d'incertitude et de détresse, leur garantit un gîte, la nourriture et répare leurs forces, tandis qu'ils cherchent, souvent déçus dans leurs pénibles démarches, une place à l'usine ou à l'atelier.

« Je ne connais pas d'œuvre plus digne que la vôtre. Il a manqué jusqu'ici à votre Société de jouir des avantages attribués aux œuvres reconnues

d'utilité publique. C'est pour vous mettre dans les conditions requises pour obtenir cette reconnaissance que je vous prie d'accepter les 50 000 francs que je vous offre en souvenir de M^{me} Elisabeth et Marguerite Brière. »

Lecture ayant été donnée de cette lettre à l'assemblée générale de la société « l'Assistance aux convalescents », l'assemblée a voté par acclamation que tous les membres de la Société iraient, après la réunion, porter à M. Brière l'expression de leur bien vive reconnaissance.

Ligue nationale contre l'Alcoolisme. — Le bureau de la Ligue nationale contre l'alcoolisme (Société française de tempérance), pour 1898, est constitué de la façon suivante : président, docteur A. Motet; vice-présidents, docteurs Bouchereau et Gouraud, MM. Cheysson et Glandaz; secrétaire général, docteur E. Philbert; secrétaires généraux adjoints, docteurs Audigé et Moreau (de Tours); secrétaires des séances, docteurs Carra et Roubinowitch; bibliothécaire-archiviste, docteur Cruet; trésorier, M. Barthelemy.

Le Legs Dessaignes. — M. Philibert Dessaignes, ancien maire de Champigny-en-Beaugé et ancien député, a légué au département de Loir-et-Cher un million pour l'hospitalisation et le traitement des épileptiques, idiots, aveugles et sourds-muets.

Le *Progrès médical* espère que ce legs généreux aidera le département de Loir-et-Cher à organiser l'hospitalisation, le traitement et l'éducation des enfants anormaux et à compléter ce qui a été fait à l'asile de Blois, sous la direction de M. Doutrebente pour l'assistance des épileptiques adultes.

Cours de l'Union des Femmes de France. — Les cours publics et gratuits organisés par l'Union des Femmes de France, en vue de répandre les notions indispensables de l'hygiène, ainsi que les connaissances nécessaires pour secourir les malades et blessés dans la famille, dans la rue et dans les services hospitaliers que cette Société serait appelée à créer en cas de guerre ou de désastres publics, ont commencé lundi 10 janvier, à 8 heures 1/4 du soir, dans les 1^{er}, 4^e, 5^e, 16^e, 17^e et 19^e arrondissements; mardi 11 dans les 3^e, 11^e et 15^e arrondissements, le 12, dans les 2^e, 5^e, 6^e et 12^e arrondissements et enfin jeudi 13 dans le 8^e arrondissement.

Pour tous les renseignements, s'adresser au siège de la Société, 29, chaussée d'Antin.

Les Faux Pauvres. — D'après l'*Aurore*, le Conseil municipal de Chartres vient de prendre une intéressante décision. Une mendiante secourue par le Bureau de bienfaisance, ayant laissé dans sa paillassé, à sa mort, un joli magot, le Conseil municipal a décidé d'intenter aux héritiers un procès en restitution des secours indûment touchés par la défunte.

La Croix-Rouge française. — La Société de secours aux blessés militaires (Croix-Rouge française), présidée par le général duc d'Auerstedt,

grand **chancelier** de la Légion d'honneur, a ouvert la session annuelle de ses cours **lundi 24** janvier, à son siège central, rue Matignon, 19.

Ces cours sont **destinés** à l'enseignement des infirmiers et des dames-infirmières de la société ; **ils seront** continués tous les lundis, à trois heures, jusqu'au 27 mars.

Les professeurs chargés de ces cours **sont** le docteur Cautru, lauréat de la Faculté de médecine, le docteur Maurice **Cazin**, chef de clinique chirurgicale à l'Hôtel-Dieu, et M. Jean Roger, interne des **hospitaux**.

Le docteur Félix Allard, licencié ès sciences physiques, **et** le docteur Lucien Picqué, chirurgien des hôpitaux de Paris, feront des **conférences** qui seront annoncées ultérieurement.

REVUES ET PUBLICATIONS FRANÇAISES

M. Maurice Colin expose, dans la *Revue politique et parlementaire*, les résultats obtenus en Algérie par la création d'hôpitaux indigènes; il rappelle combien les musulmans éprouvent de répugnance à bénéficier de l'assistance hospitalière à laquelle ils ont droit comme tous les autres habitants. En 1890, sur 30 282 malades hospitalisés en Algérie, figurent seulement 6 477 indigènes musulmans, soit une proportion d'un peu plus de 12 p. 100, alors que la population européenne n'atteint pas 500 000 âmes et que la colonie compte plus de 4 millions d'indigènes.

« Cette répugnance des indigènes à entrer dans nos hôpitaux s'accuse si nettement qu'elle a donné faveur à cette idée que, même appropriée à leurs habitudes sociales et religieuses, l'hospitalisation ne saurait leur convenir. Croire qu'ils l'accepteront jamais, c'est, dit-on, oublier leur fatalisme. Envoyée par Dieu, la maladie doit être acceptée avec résignation. S'efforcer de la guérir, c'est s'insurger contre les arrêts d'en haut. C'est à Dieu seul qu'il appartient de retirer le mal qu'il a envoyé. Évidemment ce fatalisme n'est point fait pour déplaire dans certains milieux algériens, où l'on pense volontiers que l'administration se détourne de sa mission quand elle se préoccupe des intérêts et des besoins des indigènes. Faut-il dès lors s'étonner qu'on l'y ait accrédité, qu'on l'y invoque encore? Il n'est rien moins qu'orthodoxe. Loin de détourner le croyant des soins à apporter aux maladies dont il est frappé, la vraie doctrine musulmane lui fait un devoir de les rechercher. Une petite brochure, publiée il y a quelque temps par les soins du gouvernement général, a réuni un certain nombre de *hadiths* (1), qui suffisent à faire justice du prétendu fatalisme trop gratuitement prêté aux musulmans algériens. »

Si l'hospitalisation commune répugne aux indigènes, c'est qu'elle blesse leurs habitudes et leurs croyances; l'expérience tentée par le cardinal Lavigerie le prouve, puisque l'hôpital ouvert par lui à Saint-Cyprien-des-Atfats a brillamment réussi. C'est dans cette voie que s'est engagé M. Cambon, par la création des hôpitaux indigènes d'Ouarzen en Kabylie et d'Aris

(1) Ce sont les préceptes et les paroles du prophète qui, sans avoir trouvé place dans le Koran, ont été recueillis et conservés par la tradition.

dans l'Aurès; ces deux hôpitaux ne sont pas moins fréquentés que le premier. Ces initiatives du gouvernement français ont excité les plus vives sympathies des musulmans.

« La construction de l'hôpital d'Aris notamment a été pour les tribus de l'Aurès l'occasion d'un mouvement populaire analogue à ceux qui, au moyen âge, vouaient des populations entières à l'édification de ces merveilleuses cathédrales gothiques dont peuvent se glorifier tant de vieilles cités françaises. Adossé à l'un des contreforts du Boutriel, le nouvel hôpital domine une étroite vallée, sans autre moyen de communication que d'abrupts sentiers de montagne, à peine des chemins de chèvre. La route la plus rapprochée s'arrête à plus de 30 kilomètres. C'est à dos d'hommes, d'ânes ou de mulets qu'il a fallu transporter à Aris tous les matériaux nécessaires à la construction de l'hôpital. Il suffit d'en examiner les proportions pour se rendre compte des innombrables journées que représente un semblable labeur. Eh bien, tout ce labeur a été le fait gratuit et volontaire des tribus aurésiennes appelées à bénéficier de l'hôpital. »

M. Marcel Baudouin plaide, dans le bulletin du *Progrès médical*, en faveur de l'enseignement de l'hygiène au village.

« Chacun sait que, dans un grand nombre des écoles communales de garçons, se font le soir des cours spéciaux, qu'on appelle des cours d'adultes. Depuis quelque temps, on a institué, avec raison, des cours analogues dans les écoles de filles; et il est à souhaiter que cette innovation acquière l'extension qu'elle mérite.

« Là où les divergences d'opinion commencent à se faire jour, c'est lorsqu'il s'agit de régler le programme de ces cours. Que faut-il enseigner à une jeune fille de quinze à vingt ans, en dehors, bien entendu, des connaissances indispensables à toute personne de cet âge? Évidemment les notions élémentaires dont elle aura besoin quand elle sera devenue à son tour une mère de famille! Parmi ces notions indispensables, il faut citer en première ligne l'hygiène des mères et des bébés; et nous voulons nous borner ici à ces seuls points, pour ne pas sortir de notre domaine accoutumé.

« Il faut avoir pratiqué la médecine dans nos villages perdus du fond de la Bretagne et de la Vendée pour comprendre l'intérêt social qu'il y a à engager les jeunes paysannes, sachant aujourd'hui presque toutes lire, à suivre ces cours du soir, dans les écoles de leurs bourgades, cours pendant lesquels on les initierait aux soins élémentaires de propreté et surtout à la façon dont il convient d'alimenter les petits enfants. Dans les campagnes, en effet, les erreurs d'alimentation sont vraiment extraordinaires et on demeure stupéfait quand on constate jusqu'à quel point peuvent aller l'ignorance et l'incurie des mamans les mieux intentionnées.

« Il est un excellent moyen d'intéresser, même les femmes, à ces cours du soir et les y faire assister. C'est, non point d'organiser des conférences théoriques à grand orchestre, avec maire et député à l'appui, comme on le fait trop, — jusqu'au village l'orateur veut pontifier! — mais de simples causeries, accompagnées de projections intéressantes. Ce système, organisé en particulier dans l'Ouest par la *Société pédagogique*, donne d'excel-

lent résultats aux divers cours du soir. Jeunes gens et jeunes filles y viennent avec plaisir voir la lanterne magique et les images variées qu'elle fournit. Ils se figurent qu'ils vont au spectacle ou dans une baraque de foire. Qu'importe, pourvu que le but soit atteint!

« Pour ce qui concerne l'hygiène des mères et des enfants par exemple, il suffirait de confier à chaque instituteur quelques plaques relatives à ce sujet; comme dans presque toutes les écoles il y a actuellement de ces appareils à projections, on obtiendrait de la sorte un enseignement gratuit, qui porterait rapidement ses fruits. Comme ces plaques pourraient circuler d'écoles en écoles, par l'intermédiaire de la Société pédagogique ou d'une autre institution analogue, on n'aurait besoin d'en faire faire qu'un très petit nombre : ce qui entraînerait à des frais de premier établissement très minimes. Les sociétés d'hygiène et en particulier la *Société de Médecine publique et d'Hygiène professionnelle* s'honoreraient certainement en prenant en l'espèce une initiative très éclairée. Elle rendrait un service immense à tout le pays à l'aide d'une très légère mise de fonds. Nous souhaitons en tous cas qu'elle s'intéresse à cette idée dans la mesure de ses moyens; car nous savons qu'ils sont grands! »

Les Annales françaises des sourds-muets, un nouvel organe, publient sur la signature de leur directeur M. Bertoux un article dans lequel l'auteur se plaint que la loi sur l'instruction obligatoire ne soit pas appliquée aux enfants sourds-muets; il conteste la statistique sur laquelle s'appuyait la commission ministérielle pour établir que le nombre de ces enfants restant privés d'instruction était insignifiant. « Mais sur quoi base-t-elle son affirmation? Sur les statistiques? Il est démontré qu'aucune statistique sérieuse n'a été faite depuis 1832. Encore on prétend, écrit l'abbé Carton, que le dénombrement a été trop précipité. Les autres statistiques n'ont été faites que par comparaison, que par analogie, que par déduction. Elles sont purement spéculatives. Jugez-en. La Convention porta le nombre des sourds-muets en âge de scolarité à 4 000. Lachmann, de John, de Schmal, le fixent à 7 000 environ; 5 000 semble être le chiffre du Dr Holger Mygind; ce nombre serait loin d'être atteint suivant M. le Dr Ladreit de Lacharrière, médecin en chef de l'Institution nationale des sourds-muets de Paris. Le ministère de l'Intérieur s'en tient au chiffre de 4 000.

« D'une statistique publiée par M. Ludovic Goguillot, dans son livre : *Comment on apprend à parler aux sourds-muets*, il ressort que 3 619 enfants fréquentaient, en 1889, les écoles spéciales. Si instructif soit-il, ce nombre ne nous dit pas la quantité d'enfants qui ne reçoivent aucune instruction. Et cependant nous possédons les données statistiques énumérées plus haut. Certes, je n'oublie pas que si les enfants en âge de scolarité sont au nombre de 5 000 environ, pour prendre un chiffre moyen et que s'il y en a 3 619 fréquentant les écoles, il reste 1 300 sourds-muets expectants. Mais ce chiffre, tout mathématique qu'il est, est faux, archifaux, vous dis-je. Voici pourquoi. — Ces données ne sont pas susceptibles de comparaison. — Examinons-les. Voyons les éléments qui entrent en leur composition. Des enfants de dix à dix-sept ans composent le premier; de sept à dix-sept ans, le second. Nul ne sait à combien s'élèvent les enfants compris

entre sept et dix ans. Par là on voit ce que vaut ce nombre de 3649 comme terme de comparaison.

« Voulez-vous connaître le nombre exact des sourds-muets en France ? proclamez pour eux l'instruction gratuite et obligatoire ; dispensez les familles des 400 francs qu'elles doivent quand leur enfant arrive à l'institution, ce qui évitera à de malheureux parents de ramener au village le pauvre sourd-muet et d'attendre, pour faire de nouveau le voyage de Paris, que la commune, ou le Conseil général, se soit décidé à voter le montant du trousseau. Oui, si vous voulez savoir le nombre des sourds-muets en France, si vous voulez vous rendre compte qu'une population nombreuse à hospitaliser souffre, faites une loi, et éditez-y des peines sévères contre les administrateurs des communes qui ne feront pas connaître à temps les sujets dignes de profonde pitié et auxquels la société doit, qui oserait le contester ? la nourriture de l'esprit. »

Le *Bulletin de la Société des crèches* combat tout projet tendant à rendre l'institution des crèches obligatoire.

L'obligation imposée aveuglément à toute commune ayant une population déterminée pourrait créer, sur certains points, des établissements peu utiles, et n'en créerait pas partout où ils seraient nécessaires ; ce n'est pas le nombre des habitants, c'est le nombre des ouvrières qu'il faut considérer.

D'autre part, cette obligation, imposée dans de pareils termes, aboutirait à une augmentation d'impôts, à la création de nouveaux fonctionnaires, à la fondation d'établissements municipaux, qui, peut-être, accroîtraient l'influence et le prestige des personnalités municipales, mais qui seraient administrés par des agents salariés, remplissant leur tâche sans goût, uniquement pour gagner leur traitement.

Ce qui importerait le plus, ce serait de supprimer les entraves qui arrêtent et paralysent les fondations. Ce serait d'encourager et de faciliter la création d'œuvres privées, entreprises et administrées par des personnes qui s'y dévoueraient avec cœur et avec désintéressement, sans être poussées par l'appât d'un traitement à toucher ou d'une décoration à solliciter.

Il faudrait avant tout, comme le demandait en 1875 le fondateur des Crèches et comme nous le demandons sans relâche dans ce *Bulletin*, engager les communes à provoquer la formation d'œuvres privées, marchant d'accord avec elles, mais avec indépendance, et à fournir gratuitement à ces œuvres un local. La difficulté de trouver et de payer un local est en effet le plus sérieux obstacle que rencontrent partout les Crèches. L'affectation à l'œuvre d'un local serait la plus pratique, la plus efficace, la moins onéreuse des subventions.

Il faudrait ensuite simplifier, par une réforme facile de notre législation et de notre jurisprudence administrative, les formalités qui entravent inutilement la fondation et la marche des Crèches comme de toutes les œuvres de bienfaisance.

Il serait notamment facile et utile d'accorder plus rapidement aux Crèches quelques-uns de ces droits civils que notre législation actuelle ne

leur octroie que d'une main si avare et qui sont indispensables à toute œuvre pour marcher, souvent même pour se constituer. Il faudrait que, sans recourir à cette solennelle reconnaissance comme établissement d'utilité publique qui devrait être réservée aux œuvres d'une réelle importance, une œuvre eût facilement qualité pour placer ses capitaux en son nom, pour prendre en location, sans être forcée de recourir à l'intermédiaire d'un prête-nom, le local qui lui est nécessaire pour s'installer; nous pensons même qu'elle devrait avoir le droit d'en devenir propriétaire.

La législation des sociétés de secours mutuels offre, sous ce rapport, un modèle qu'il serait facile d'imiter en l'adaptant aux besoins des autres œuvres. C'est depuis que le décret du 28 mars 1852 a permis aux sociétés de secours mutuels *approuvées* de posséder en leur nom sans avoir le titre d'établissements d'utilité publique que ces sociétés ont commencé à se multiplier. Les progrès considérables qu'elles ont faits, au grand avantage, non seulement des classes ouvrières, mais de la chose publique en général, devraient ouvrir les yeux de l'administration et lui prouver qu'un régime analogue à celui-ci, soumis, bien entendu, à certaines conditions soigneusement déterminées par la loi, peut avoir beaucoup d'avantages pour l'intérêt public, et n'offre aucun danger, ni pour l'unité nationale, ni pour la sécurité de l'État, ni même pour les finances publiques.

Mais pour réaliser cette utile et facile réforme qui rendrait tant de services à la population ouvrière, que l'auteur de ces lignes avait demandée, avait espéré un instant obtenir dès 1866, il faudrait qu'en France, au lieu du goût des places et du désir que la confiance en notre infaillibilité personnelle inspire à chacun de nous d'imposer aux autres sa manière de voir, nous eussions le respect et le goût de l'initiative individuelle, la conviction généreuse que, quand notre voisin agit, il a une bonne intention et agit pour le mieux. L'administration française, malgré les reproches qu'il est de mode de lui adresser et que notre législation mérite plus qu'elle, est intelligente, bien intentionnée et sympathique à l'action privée; il serait digne d'elle d'entrer résolument dans la voie libérale et de tenter les moyens de faciliter les œuvres privées, au lieu de les entraver, bien malgré elle, par la seule force de règlements qui prétendent les diriger et les contrôler.

La *Revue médicale* signale et commente un récent arrêt de la Cour d'appel de Bruxelles.

Dans la plupart des villages de la banlieue bruxelloise, il existe des nourrices qui, moyennant rémunération, se chargent d'élever les enfants qui leur sont confiés. Le plus souvent, ce sont des enfants illégitimes; le nourricier règle avec la mère les conditions d'entretien, variant de 10 à 30 francs par mois; parfois les paiements continuent, parfois ils s'espacent ou cessent complètement. Quand le nourricier a du cœur et que ses moyens le lui permettent, il garde l'enfant et s'en charge gratuitement; mais il n'est pas sentimental de nécessité et il se débat peut-être aussi contre une situation difficile.

Un nourricier de Lombeek, à qui un enfant était ainsi demeuré « pour compte » s'adressa, au bureau de bienfaisance de la localité pour qu'il intervint dans le paiement de la pension: le bureau refusa et les juges de

première instance ratifièrent le refus. La Cour a sanctionné la même thèse, « attendu que l'indigent n'a pas droit au secours ».

Que va-t-il suivre de là ? Ou que les nourriciers de banlieue refuseront dorénavant des pensionnaires, à moins d'un contrat en due forme, ce qui multipliera les infanticides ; ou que, s'ils conservent l'enfant après cessation de paiement, le pauvre être court le risque de ne pas longtemps vivre ; il sera, selon la pittoresque expression belge, « laissé dans un courant d'air ».

M. Henry Lemesle s'exprime ainsi, dans le bulletin du *Progrès médical*, sur le cas du tueur de bergers :

« Maintenant que l'impulsion épileptique a fait œuvre grande et sans précédent, que le cycle de Vacher s'est accompli sous les yeux d'une gendarmerie impuissante, l'appareil judiciaire mis en mouvement depuis plusieurs semaines fonctionne comme d'usage et fonctionnera, nous promet-on, jusqu'aux premières cerises. Que sortira-t-il de tout cela ?

« Des éléments de la cause considérés *in globo*, et sans pénétrer la psychologie de ce nouveau numéro de l'aliénation délinquante, de ce dégénéré chez lequel il semble d'ailleurs que les troubles psychiques, les troubles d'inversion sexuelle aient eu pour point de départ un amour normal, troublé violemment dans son évolution, de l'ensemble de ces faits, retenons au moins l'enseignement.

« Et d'abord Vacher aurait-il eu la voie libre aux viols et meurtres qu'il commit, si les médecins des asiles de Dôle et de Saint-Rambert, où il fut interné, avaient eu connaissance des circonstances de la tentative d'assassinat de sa fiancée, des antécédents judiciaires, du dossier de leur malade ? Cela n'est pas présumable, et une fois de plus nous souffrons de cette lacune législative. — En second lieu, l'instruction nous apprend que Vacher, par intermède, non content de fumister Pandore, a voulu donner le salut d'obédience aux magistrats d'Angers et de Tournon, et que dans ces villes il fut arrêté et jugé pour vagabondage. Si la mesure de l'*Inspection médicale des inculpés* lui avait été appliquée, est-il besoin de dire que son état mental eût été reconnu et la série de ces crimes interrompue ?

« Enfin, à ceux qui viennent dire, avec la loi et avec raison peut-être, qu'un aliéné considéré comme guéri ne doit pas être gardé à jamais à l'asile dans la crainte de crimes ou de délits futurs ; que la liberté individuelle ne doit pas être sacrifiée à des exigences exagérées de l'intérêt social ; que, pour une récidive possible, l'on ne saurait détenir de nombreux aliénés, à ceux-là nous répondrons que, dans le conflit élevé entre l'intérêt social et l'intérêt individuel, une transaction est très réalisable.

« Au sortir de l'asile, tout aliéné doit être considérée comme un taré, en puissance de récidive et de déclenchement criminel ; que l'on organise alors une manière discrète de surveillance de haute police, que l'aliéné d'hier soit astreint à se présenter périodiquement devant un médecin de l'asile ou d'ailleurs, chargé de lui délivrer un certificat de capacité mentale, d'aptitude à la vie sociale, certificat donné pour un certain temps et renouvelable à périodes plus ou moins éloignées, suivant l'état psychique de l'aliéné ! »

M. Paul Rougier défend dans le *Mutualiste lyonnais* le principe de l'assurance en cas de chômage, contesté par M. Vermont, bâtonnier de l'ordre des avocats de Rouen, dans un précédent article du même journal; il analyse, à l'appui de son opinion, un rapport présenté en 1896 à la Société d'économie politique de Lyon, par M. V. Pelosse, docteur en droit, secrétaire-adjoint de la Chambre de commerce.

« N'y a-t-il pas lieu, par exemple, d'étudier, même d'encourager cet essai de la Chambre syndicale des ouvriers *coupeurs, brocheurs et cambreurs en chaussures de la ville de Lyon*? Nous voyons ses adhérents, au nombre de 150 environ, verser chaque mois un franc de cotisation. La moitié de la recette annuelle, qui s'élève à 1500 ou 1800 francs, constituant une *caisse spéciale* de prévoyance pour le *chômage involontaire*, chaque sociétaire a droit annuellement, le cas échéant, à 40 journées de chômage, dont le taux est fixé à 2 francs. D'après les renseignements que nous avons recueillis auprès des ouvriers eux-mêmes, dit M. Pelosse, cette caisse fonctionne assez bien depuis une dizaine d'années.

« En effet, le nombre des journées de chômage payées est, en moyenne, de 350 réparties entre 39 ouvriers chômeurs.

« Il en résulte que le chômage de l'industrie à laquelle se livrent les adhérents est restreint, dès lors facile à prévoir. Il n'atteint jamais à la fois une partie importante des associés, qui sont répartis entre 43 maisons ou ateliers. Donc, chômage restreint et grande division du risque. On comprend que, dans ces conditions, la caisse puisse normalement fonctionner. Voilà une première réponse à l'affirmation de M. Vermont, disant que l'assurance en cas de chômage n'est pas possible et qu'elle a échoué à Lyon. »

Après avoir cité les autres associations de caisses contre le chômage existant à Lyon, l'auteur de l'article poursuit ainsi :

« Nous ne voulons pas examiner plus amplement et au fond toutes les questions que comporte l'assurance en cas de chômage. Nous n'ignorons pas qu'en Suisse, dans le canton de Saint-Gall, elle a donné de déplorables résultats. Nous critiquerions par l'exemple que nous fournissent nos voisins l'obligation de l'assurance et l'intervention des subventions municipales, cantonales ou de l'État. Dans ces conditions, ce n'est plus évidemment de l'assurance au sens propre du mot. C'est de l'assistance déguisée, c'est du socialisme d'État, comme l'a démontré la discussion qui a suivi le rapport de M. Pelosse à la Société d'économie politique. Il n'en résulte pas moins que l'initiative individuelle qui a dû créer en France des caisses spéciales d'assurances contre le chômage, dans des conditions restreintes, à l'aide de ressources spéciales et suivant des calculs pleins de prudence, c'est-à-dire suivant une péréquation sérieuse, doit être encouragée et a droit à toutes les sympathies. »

REVUES ET PUBLICATIONS ÉTRANGÈRES

Norvège. — *Le fonctionnement des assurances contre les accidents. Premiers résultats de la loi de 1894.*

Nous avons résumé, dans les précédents numéros de la *Revue Philanthropique*, les renseignements tirés de publications officielles allemandes, autrichiennes et anglaises, sur le fonctionnement des assurances, en faveur des ouvriers contre les accidents professionnels. Le bureau des assurances d'État de Norvège vient à son tour de faire connaître les résultats obtenus par l'application de la loi de 1894, et nous extrayons de son rapport (1) les renseignements suivants, qui embrassent la période comprise entre le 1^{er} juillet 1895 et le 31 décembre 1896.

Le Comité directeur de l'office d'assurance, institué par la loi du 23 juillet 1894, se compose de trois membres nommés par la couronne.

Le personnel extérieur compte 500 inspecteurs régionaux, nommés par les autorités municipales. Leurs appointements sont payés, moitié par l'État et moitié par les communes.

Tous les propriétaires d'établissements soumis à la loi ont dû fournir à leur inspecteur, au plus tard trois mois avant l'application de la loi, une note descriptive de leur atelier, chantier ou usine, en mentionnant le nombre des ouvriers occupés par eux et la moyenne de leurs salaires.

A la fin de 1896, ces notes avaient été envoyées par les propriétaires de 8 896 établissements, dont 7 794 furent immédiatement répartis entre les catégories, correspondant aux divers degrés de risques prévus par la loi; 687 furent reconnus exempts de taxe et 415 retenus pour examen supplémentaire.

A la suite de réclamations et de revisions, il resta finalement 7 488 établissements assurés, payant ensemble une prime annuelle totale de 4 098 595 francs.

Entre le 1^{er} juillet 1885 et la fin de l'année 1896, on constata 3 842 accidents; mais on estime qu'un certain nombre de menus accidents et même quelques accidents importants ne furent pas dénoncés à l'office d'assurance.

(1) *Beretning fra Rigsforsikringsanstalten om dens Virksomhed i 1ste regnskabsperiode omfattende tidsrummet.*

Comme accidents graves il n'y eut, en 1895, que 31 morts et 4 cas d'incapacité totale. Comme accidents du second degré, il y eut, toujours en 1895, 158 cas d'incapacité partielle et 25 cas d'incapacité temporaire de plus d'un mois.

Le nombre des pensions servies pour les accidents de 1895 a été de 235, dont l'arrérage moyen est de 190 francs seulement; 25 allocations ont été versées pour infirmités temporaires, en moyenne de 276 francs. Enfin 15 veuves ont reçu des pensions, ainsi que 31 enfants mineurs et 2 parents; mais les veuves n'ont eu que 205 francs et les enfants que 135 francs de pension.

La loi donne droit aux indemnités suivantes : *en cas de décès*, une indemnité de funérailles de 70 francs. Les veuves et les enfants mineurs, jusqu'à 15 ans révolus, et, dans certains cas, les parents et grands-parents reçoivent une pension calculée à 20 p. 100 du salaire annuel de la victime pour la veuve, et à 15 p. 100 pour chacun des enfants, sans que les pensions cumulées puissent toutefois dépasser 50 p. 100 du salaire de l'ouvrier décidé.

En cas d'infirmité permanente, la victime reçoit, pendant cinq semaines, le remboursement des soins médicaux, et une pension pouvant atteindre 60 p. 100 du gain annuel, sans descendre toutefois au-dessous de 215 francs par an, ni de 65 centimes par jour ouvrier.

On voit que cette loi norvégienne est, au point de vue des indemnités, moins libérale que le projet de loi présenté aux Chambres néerlandaises, et que nous signalions dans notre dernier numéro. Mais il faut dire que la valeur de l'argent est beaucoup plus grande en Norvège qu'en Hollande, car avec 5 francs on peut aisément avoir moitié plus d'objets dans le premier de ces deux pays que dans le second.

G. C.

Allemagne. — La revue mensuelle *Therapeutische Monatshefte* que publie la librairie Springer à Berlin a donné, à la fin de 1897, une étude des plus documentées du Dr George Liebe sur la lutte contre la tuberculose que nous signalons aux spécialistes.

L'excellente revue *Hygienische Rundschau*, publiée à Berlin sous la direction des Drs Max Rubner, Carl Fraenkel et Hans Thierfelder, depuis sept ans, a perdu, depuis le 1^{er} janvier 1898, la précieuse collaboration du professeur Thierfelder qui se consacre tout entier à ses cours, et qui est remplacé par un hygiéniste également fort apprécié, le Dr Gunther.

Signalons, dans les deux derniers numéros de cette publication, une étude de MM. Olshausen et Reineke sur les soins médicaux à domicile, en Angleterre et en Écosse, et un article de M. Paull, sur la désinfection des locaux contaminés dans les campagnes.

Autriche. — *La nouvelle institution de Société des sauveteurs volontaires à Vienne.*

À la suite de l'épouvantable catastrophe de 1884, qui laissa ensevelies sous les ruines du Ringtheater tant de victimes qu'une organisation rationnelle des secours eût pu sauver, une société se forma dans la capi-

tale de l'empire autrichien en vue de porter secours aux victimes de malheurs publics ou d'accidents survenus dans les rues de Vienne.

Les dons affluèrent, et un grand nombre de jeunes gens et d'hommes de toutes conditions, ainsi que de dames se constituèrent en sauveteurs et en infirmiers ou infirmières volontaires, sous le titre de Société viennoise de sauveteurs volontaires. Le comte Jean Wilczek en fut le promoteur et le bienfaiteur initial; le premier capital fut constitué par le versement qu'il fit de 5000 florins.

Les commerçants, les industriels, les gens du monde envoyèrent des dons en nature, et la Société s'installa modestement.

Elle créa des cours d'infirmiers et d'infirmières, des cours de gymnastique pour les sauveteurs, et finalement organisa pour toute la ville un service permanent, de jour et de nuit, d'ambulances municipales et de premiers secours qui a rendu de très grands services.

La Société vit les sympathies l'entourer et ne cessa de prospérer; elle est, depuis, devenue assez riche pour faire édifier sur un vaste terrain, rue Radetzky, une station centrale qui peut être considérée comme un modèle d'installation pratique d'ambulance urbaine.

Cette station centrale vient d'être décrite, avec des vues photographiques à l'appui, par le Dr Heinrich Charas dans une très intéressante publication : *Das neue heim der Wiener freiwilligen, Rettungsgesellschaft*, éditée par la *Gazette de Vienne (Wiener Zeitung)* et que nous signalons à toutes les personnes qui s'occupent de ces questions de prompts secours ou d'enlèvement des victimes d'accidents sur la voie publique.

Services de voitures d'ambulance et de brancards, chambres de secours dotées de tous les ustensiles imaginables, salle de pansement, salle de garde avec télégraphe et téléphone, salle de cours pour « École de Samaritains », rien ne manque à ce bel et utile établissement.

G. C.

BIBLIOGRAPHIE

Une Crèche à Luxembourg, par M. Auguste Ulveling, conseiller à la Chambre des comptes, vice-président des Congrès d'Anvers et de Genève pour la protection de l'enfance (1).

L'auteur, très dévoué à la protection de l'enfance, philanthrope actif et informé, s'est proposé d'éduquer ses concitoyens sur l'utilité d'une crèche; il a relevé les accidents dus au défaut de surveillance des enfants du premier âge en même temps qu'il a rappelé leur grande mortalité dans le grand-duché de Luxembourg.

La brochure très documentée de M. Ulveling expose les conditions de fonctionnement d'une crèche convenablement outillée, offrant toutes garanties d'hygiène et de surveillance médicale, où les enfants au-dessous de quinze mois seraient pesés chaque semaine, et qui pourrait devenir un centre de distribution de lait stérilisé.

M. Ulveling accorde ses préférences à un établissement émanant de la bienfaisance privée; il préconise la formation d'une société constituée sous le patronage de l'administration communale et marchant d'accord avec elle, mais conservant son budget séparé et l'indépendance d'une œuvre libre; il adresse un chaleureux appel aux dames charitables de la ville de Luxembourg et leur soumet un projet de statuts de la crèche à fonder.

M. Ulveling n'a pas seulement écrit une brochure instructive, il a pris l'initiative d'une bonne œuvre.

L'Assurance municipale contre le Chômage involontaire, par M. Georges Cornil, avocat à la Cour d'appel de Bruxelles, professeur à l'Université (2).

M. Georges Cornil a écrit une monographie qui n'est pas seulement historique ou critique, mais qui a le grand mérite d'aboutir à des conclusions fermes, à un projet positif.

Successivement, l'auteur passe en revue la caisse libre d'assurance contre le chômage dans la commune de Berne, l'assurance facultative à

(1) Luxembourg, Em. Simonis, éditeur.

(2) Bruxelles, imprimerie de H. Moreau, 6, rue d'Or, 1898.

Cologne, les caisses libres de chômage de Lausanne, de l'agglomération bruxelloise, de Gand, l'assurance obligatoire de Saint-Gall, de Bâle-ville, etc.

Après avoir ainsi exposé l'état de la question avec une clarté parfaite, M. Cornil, tout en s'attachant modestement à un travail de compilation et de traduction, n'en émet pas moins, dans son projet de statuts d'une mutualité d'assurance contre le chômage involontaire à constituer dans l'agglomération bruxelloise, des idées personnelles; il aura certainement atteint son but, dans cette étude difficile, puisqu'il se propose, *pour frayer le chemin dans la forêt encore bien sombre de l'assurance contre le chômage*, de défricher et de faire apparaître en pleine lumière les quelques clairières qui y ont été hardiment pratiquées par d'autres.

BULLETIN

Depuis de longues années, les mutualistes français attendent avec impatience une législation définitive et libérale; ils sont enfin à la veille de recevoir satisfaction. L'accord ne tardera pas à être réalisé entre les deux Chambres, le texte voté par le Sénat dans les séances des 10, 11 et 15 février étant à peu près conforme au projet de la Chambre. Il n'y avait au surplus qu'une difficulté sérieuse : elle portait sur le traitement accordé par la Caisse des dépôts et consignations aux sociétés de secours mutuels. Depuis 1852, ces sociétés bénéficient d'un taux constant de 4,50 p. 100 pour leur fonds commun inaliénable et pour leur compte courant disponible, le dépôt de leurs fonds étant d'ailleurs obligatoire à la Caisse des dépôts et consignations. A l'origine, ce taux de 4,50 ne constituait pas un avantage en raison du loyer de l'argent et du taux des placements courants; aujourd'hui ces conditions sont exceptionnellement favorables, puisque l'intérêt servi par la Caisse des retraites aux déposants individuels est de 3 1/2 p. 100. Mais était-il équitable de priver les Sociétés d'un avantage chèrement payé, d'aggraver encore la situation qui leur a été faite pour les retraites par la loi de 1886? La Chambre et le Sénat ne l'ont point pensé et n'ont pas voulu amoindrir les conséquences heureuses d'une loi d'émancipation. Le très dévoué rapporteur du Sénat, M. Lourties, et M. Barthou, ministre de l'intérieur, ont eu la bonne fortune de dissiper certaines préventions et d'obtenir un vote conforme du Sénat sur l'article 21 qui maintient, par une disposition ingénieuse et au moyen de subventions de l'État, le taux de 4 1/2 aux sociétés de secours mutuels pour leur compte courant et leur fonds commun. L'intérêt servi par la Caisse des dépôts et consignations sera égal à celui de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse (3,50 p. 100); seulement la différence entre ce taux et le taux de 4 1/2 p. 100 déterminé par le décret-loi du 26 mars 1852 et le décret du 26 avril 1856 sera versée à titre de bonification à chaque société de secours mutuels approuvée ou reconnue d'utilité publique, en raison de son avoir à la Caisse des dépôts et consignations au moyen d'un crédit inscrit chaque année au budget du ministère de l'intérieur.

Grâce à cette disposition tutélaire, la loi nouvelle se traduira pour les sociétés de secours mutuels, suivant la parole de M. Barthou, non par une déception, mais par un encouragement bienveillant. Désormais affranchies légalement (car depuis la troisième République la jurisprudence était plus

libérale que la loi), ces sociétés vont prendre un nouvel essor, recueillir de nouveaux adhérents parmi les femmes et les enfants jusqu'à ce jour exclus, prolonger la durée des secours de maladie, développer leurs fonds de retraites, en réalisant de nombreuses améliorations de détail qui leur sont actuellement interdites.

Et pourtant, malgré toutes ces entraves, les mutualistes français ont vu leur nombre doublé de 1872 à 1896. L'honorable M. Lourties a pu citer à la tribune du Sénat comme dans son rapport des chiffres réconfortants. Le nombre des sociétés de secours mutuels, qui était de 4 237, est aujourd'hui de 10 588. Il y a présentement 1 700 000 membres participants. L'avoir des sociétés, après avoir été de 57 millions en 1872, s'élevait à 226 982 119 francs au 31 décembre 1895. Et ces sociétés ne se bornent pas en général aux assurances à court terme, elles organisent la retraite pour la vieillesse en dépit des obstacles de la loi elle-même. Au 31 décembre 1895, 4 071 sociétés sur 7 696 sociétés approuvées possédaient un fonds de retraite de 115 253 442 francs.

Il reste assurément un effort gigantesque à poursuivre, tant du côté des assurances à court terme que des assurances à long terme, et la loi en préparation ne résoudra pas, tant s'en faut, toutes les difficultés, mais la mutualité y puisera de nouvelles forces et une stimulation puissante.

* * *

Le Comité de défense des enfants traduits en justice poursuit modestement, avec beaucoup d'esprit de suite et de méthode, une œuvre admirable. Un de ses membres les plus actifs, M. L. Brueyre, s'est fait pour nos lecteurs son historiographe impartial et sagace, et M. Adolphe Guillot, le fondateur et le propagateur infatigable de cette belle œuvre, a bien voulu donner à la *Revue Philanthropique* la communication de son remarquable rapport. Les comités de défense de Paris, des départements et de l'étranger trouveront toujours ici les sympathies les plus vives et l'hospitalité la plus cordiale; leur action mérite d'être soutenue et vulgarisée.

Il est des chiffres qu'on ne saurait trop reproduire et répéter; ce sont ceux que M. Albanel, juge d'instruction au tribunal de la Seine, a fait connaître dans son rapport au Congrès de l'Institut international de statistique de Saint-Petersbourg, et qu'il a de nouveau rappelés à la séance de rentrée du Comité de défense de Paris. Si l'on examine la situation numérique des enfants arrêtés ou déferés au tribunal de la Seine, et si l'on compare les années 1887 et 1896, un résultat considérable apparaît: le nombre des arrestations est tombé de 722 en 1887 à 405 en 1896. D'où provient cette décroissance? Du fait que, grâce à l'intervention du comité de défense, grâce à une jurisprudence plus humaine et plus clairvoyante, l'arrestation a été épargnée à des petits malheureux que l'ancienne procédure du flagrant délit aurait amenés sur les bancs de la police correctionnelle. Les courtes peines ont suivi la même décroissance, de 217 en 1887 à 30 seulement en 1896; le total des condamnations à l'amende et à l'emprisonnement s'est abaissé, pour la même période, de 243 à 37.

« L'enseignement qui découle de cette constatation, a exposé M. Albanel au comité de défense, est qu'il ne faut pas traiter l'enfant comme l'adulte.

« Le mineur de 16 ans ne doit plus être traduit à la barre du tribunal, sans qu'il ait fait au préalable l'objet d'une instruction judiciaire. Le magistrat instructeur doit, avec le concours de l'avocat du mineur et sans se préoccuper du plus ou moins de gravité du délit imputé à l'enfant, étudier surtout sa condition morale et rechercher, dans l'intérêt de l'enfant, la meilleure solution possible. *Le rôle du magistrat doit, dans l'espèce, consister plutôt à prévenir qu'à punir.* Il doit apparaître à l'enfant comme un éducateur chez lequel la sévérité n'exclut pas la bienveillance. De son côté, le tribunal doit se pénétrer de cette idée, que toute peine, si courte qu'on la suppose, est toujours fâcheuse pour l'avenir de l'enfant, qu'il vaut mieux prononcer contre lui l'envoi en correction, fût-ce jusqu'à vingt ans, l'enfant pouvant toujours bénéficier d'une libération conditionnelle. »

Il va de soi qu'avant de recourir à l'envoi en correction, et à défaut de la remise aux parents qui offre trop souvent des inconvénients graves, l'Assistance publique doit avoir la préférence. Depuis 1893, l'asile temporaire de l'hospice des Enfants-Assistés permet de préparer et de faciliter ce triage des jeunes prévenus, heureusement soustraits à la promiscuité du Dépôt.

En 1896, 233 enfants ont été envoyés par le juge d'instruction à l'hospice des Enfants-Assistés pour être tenus en observation. Voici, d'après le rapport du directeur de l'Assistance publique, quel a été le sort de ces 233 hôtes de l'Asile temporaire : 66 ont été définitivement admis dans le service des moralement abandonnés, 44 ont été immatriculés comme enfants assistés, 72 ont été rendus à leurs parents, 14 ont été renvoyés dans leur département d'origine pour être remis à leurs parents ou remis au service des Enfants-Assistés des départements dont ils étaient les pupilles, 37 ont été remis à la disposition de l'autorité judiciaire. 37 sur 233, la proportion n'est pas forte et la part de la répression est aussi réduite que possible.

Le placement de ces enfants par l'Assistance publique a pu paraître aventureux ; il n'est pas toujours exempt d'ennuis et de mécomptes, mais, dans son dernier rapport sur le service des moralement abandonnés, l'honorable M. Peyron fait cette déclaration intéressante : « Dès à présent, nous pouvons dire que, sauf quelques exceptions, tous les enfants donnent en général satisfaction à leurs patrons et à leurs nourriciers. »

Aussi, loin de vouloir restreindre le rôle de l'Assistance publique et des sociétés de bienfaisance et de patronage, il convient de l'étendre et de le fortifier. Le comité de défense des enfants traduits en justice, sur l'initiative de M. Brueyre et de M. Paibaraud, a remis en mémoire une disposition excellente de la loi de 1850, celle de l'article 19 d'après laquelle « les jeunes détenus sont, à l'époque de leur libération, placés sous le patronage de l'Assistance publique pendant trois années au moins ».

Comment une prescription aussi sage, aussi tutélaire est-elle complètement tombée dans l'oubli ? Sans doute, les administrations d'Assistance publique ont une tâche assez lourde à remplir et le cadeau qu'on se propose de leur faire n'est pas attrayant, mais le zèle des inspecteurs départementaux des enfants assistés est assez éprouvé pour qu'on puisse avec confiance faire appel à leur dévouement éclairé pour accepter ce supplé-

ment de clientèle et de responsabilité; toutes les forces sociales doivent concourir à prévenir la récidive et à réduire la criminalité juvénile.

* * *

Peu à peu, la lumière se fait, les notions se précisent sur les meilleurs moyens à employer pour combattre l'infanticide et l'avortement. Un honorable député, M. Constant Dulau, avait proposé, d'accord avec deux de ses collègues, MM. Henri de Lacretelle et de Folleville (de Bimorel), le rétablissement des tours. La commission parlementaire, chargée de l'examen de la proposition, a substitué à cette conception la formule des bureaux secrets d'abandon. Le bureau secret d'abandon, tel qu'il fonctionne à Paris depuis le premier janvier 1887, consiste, comme on sait, dans l'admission secrète des nouveau-nés dont les parents ne veulent pas se faire connaître; il réalise, à proprement parler, le tour moral, avec cette supériorité sur l'antique réceptacle qu'il n'est ni muet ni passif et qu'il permet de prévenir l'abandon nécessité par la misère.

Et non seulement la commission de la Chambre a pris cette décision excellente, mais encore elle a choisi pour rapporteur l'un des auteurs de la proposition première de rétablissement des tours. Il est à présumer que, si l'honorable rapporteur M. Dulau n'avait pas été convaincu, il aurait décliné le mandat qui lui a été confié. Apparemment il a dû reconnaître que le bureau secret d'abandon avait tous les avantages du tour sans offrir les mêmes inconvénients, et sa conversion est tout à fait significative.

Les partisans du rétablissement des tours auraient, même au point de vue de la tactique, le plus grand tort de se montrer intransigeants. Que veulent-ils, en somme? sinon assurer, par un procédé qui a leurs préférences, l'admission discrète, mystérieuse, des enfants nés dans des conditions exceptionnellement irrégulières ou clandestines? La situation légale où nous sommes, avec ses interrogatoires, la production obligatoire du certificat de naissance et de pièces d'identité, avec la recherche du domicile de secours, leur paraît à juste titre regrettable. On leur offre, par le bureau secret, une solution qui, si elle n'est pas irréprochable à leurs yeux, se rapproche sensiblement de la leur, qui tout au moins est préférable au *statu quo*. Pourquoi, dès lors, ne s'uniraient-ils pas de toutes leurs forces aux champions du bureau secret pour réclamer et obtenir la revision du décret de 1811? Que si, plus tard, le bureau secret ne leur paraît pas un procédé convenable et suffisant, ils auront toute latitude d'aller plus loin et d'en revenir à leur revendication romantique du tour.

Au contraire, si la réforme de la loi des enfants assistés se heurte à la fois aux défenseurs du bureau fermé et aux avocats du tour, les obstacles seront plus grands et le résultat plus lointain.

Le conseil supérieur de l'Assistance publique a été d'avis qu'il convenait de généraliser la pratique parisienne, c'est-à-dire d'instituer dans tous les hospices dépositaires de France des bureaux secrets d'abandon; le gouvernement est du même avis; la commission du Sénat, qui a pour rapporteur M. Théophile Roussel, aboutit aux mêmes conclusions. D'ici peu, le rapport sera prêt à venir en discussion, et tout porte à croire que la majorité du Sénat sanctionnera le projet de délibération de son éminent rapporteur:

Il n'y a donc qu'à s'en tenir à ce texte et à le faire prévaloir le plus promptement possible. Avec les meilleures intentions du monde, le rapport de l'honorable M. Dulau tend à disjoindre du projet de loi sur les enfants assistés toute la partie relative aux secours pour prévenir les abandons et aux bureaux d'admission; cette nouvelle procédure ne tendrait à rien moins qu'à retarder le vote de la réforme définitive.

Une fois la loi sur les enfants assistés votée, tout ne sera pas fini sans doute, et les Chambres devront être saisies, soit par le gouvernement, soit par l'initiative parlementaire, du projet d'assistance maternelle élaboré par le Conseil supérieur de l'Assistance publique sur le rapport de M. Drouineau.

Plus tôt les deux lois seront promulguées et plus les philanthropes se réjouiront; seulement les deux Chambres doivent suivre la même méthode de travail, sous peine de ne pas se rencontrer et d'augmenter encore les causes de retard déjà suffisantes et excessives en cette matière.

* * *

La profession médicale traverse indubitablement une crise et les meilleurs esprits s'en préoccupent, non seulement dans un intérêt corporatif très louable en soi, mais encore d'une manière générale, au point de vue de l'intérêt public. La société entière ne saurait se désintéresser de la condition des médecins, et nul ne conteste à l'État son droit et son devoir de conférer les grades, de décerner les diplômes; c'est pourquoi toutes les mesures qui tendent à augmenter les garanties de savoir professionnel des guérisseurs diplômés ne relèvent pas uniquement de la compétence universitaire; elles ont leur retentissement jusque dans les milieux les plus étrangers à la science.

La Faculté de médecine de Paris avait d'abord incliné à fermer les portes de son enseignement aux étudiants étrangers, afin de se désencombrer et d'accroître la clientèle des Universités de province. Grâce à l'opportune intervention du Conseil municipal, due à l'initiative de M. Astier, cette fâcheuse mesure n'a pas été prise, car elle aurait privé Paris d'auditeurs et d'élèves sans enrichir le moins du monde Montpellier ou Nancy. Si florissantes que soient ou que deviennent les Facultés de médecine de province, elles ne peuvent entrer en parallèle avec Paris au point de vue de l'attraction exercée sur les étrangers. Si ceux-ci avaient été écartés de Paris, Berlin et Vienne y auraient gagné, et la France aurait perdu une partie de sa force et de son rayonnement dans le monde.

Est-ce à dire que l'encombrement croissant de la Faculté de médecine de Paris ne doive pas éveiller de grandes inquiétudes, et qu'il n'y ait pas des précautions à prendre, une enquête à ouvrir, des améliorations à apporter à l'état de choses actuel? Les maîtres de la Faculté de médecine et des hôpitaux ne le pensent pas, et les étudiants eux-mêmes jettent un regard inquiet sur l'avenir. Un interne des hôpitaux, M. Paul Tissier, président de l'Association générale des étudiants, exprimait naguère (1) ces inquiétudes

(1) *L'Université de Paris, bulletin mensuel de l'Association générale des étudiants*, n° 84, 13^e année, novembre 1897.

en son nom personnel : « Nous assistons, écrivait-il, à une crise inquiétante : des désastres journaliers nous ouvrent de tristes aperçus sur la situation matérielle des jeunes médecins ; nous voyons notre carrière pénible, mais jadis respectée, devenir l'objet d'attaques retentissantes dans la littérature, au théâtre et devant les tribunaux ; et surtout nous découvrons avec amertume que, sous l'empire des difficultés de la vie, nombre de praticiens compromettent la dignité et la bonne renommée de toute la corporation. De tels symptômes méritent qu'on s'émeuve, et que les jeunes fassent les premiers aveux et, au besoin, les premiers frais du relèvement. »

Il est bon, en effet, que les jeunes réfléchissent et qu'ils apportent leur témoignage. Ce qui frappe M. Paul Tissier, c'est la dualité qui existe entre l'école et l'hôpital, c'est surtout le caractère trop théorique des examens. Il émet l'avis, appuyé sur l'opinion de ses maîtres, que, sans augmenter la difficulté des épreuves, il conviendrait de modifier la nature de ces épreuves ; il demande que l'on développe et que l'on surveille étroitement le stage hospitalier, et que les examens soient le contrôle très sérieux du stage ; au lieu d'être purement oral, l'examen de médecine comporterait des épreuves écrites.

Nous n'avons pas à discuter ici ces propositions, à prendre parti pour tel ou tel projet, ce que nous voulons surtout, c'est dire combien l'étude à laquelle la Faculté de médecine ne tardera pas sans doute à se livrer sera suivie avec sollicitude par les médecins, par les étudiants et par tous les citoyens soucieux de la chose publique.

Il ne servirait de rien de dissimuler la crise de la médecine, de se boucher volontairement les oreilles pour ne rien entendre, et cette surdité passagère ne serait pas de longue durée. Tous les problèmes d'assistance publique touchent à l'exercice de la médecine, au recrutement des docteurs, au fonctionnement du service de santé. Ce haut enseignement professionnel brille assurément du plus vif éclat en France, à Paris, à Lyon, dans d'autres villes encore ; il n'est pas, de l'aveu de tous, exactement conforme aux nécessités présentes, il suscite de nombreuses critiques de valeur inégale ; les professeurs et les maîtres des écoles de médecine et des hôpitaux s'honoreront grandement en prenant l'initiative des réformes nécessaires dans l'intérêt des médecins et des malades.

PAUL STRAUSS.

Le Directeur-Gérant : PAUL STRAUSS.

LA PROTECTION DES PETITS MARTYRS

D'abominables attentats ont ému la conscience publique et le Parlement s'est donné pour tâche, grâce à l'initiative de plusieurs de ses membres, MM. Henry Cochin, Julien Goujon et Odilon-Barrot, de renforcer la justice répressive. Les magistrats de première instance et d'appel se plaignaient eux-mêmes d'être désarmés pour atteindre comme il convenait d'odieux bourreaux d'enfants, tels, par exemple, les assassins du petit martyr de la rue Vaneau, les tourmenteurs de la jeune Borlet; les actes de barbarie n'entraînaient que des condamnations dérisoires ou insuffisantes.

La Chambre et le Sénat ont été d'accord, sur les savants rapports de M. de Folleville et de M. Bérenger, pour compléter ou modifier les dispositions des articles 312, 331, 349, 350, 351, 352 et 353 du Code pénal, pour étendre la portée de la loi du 7 décembre 1874 sur la protection des enfants employés dans les professions ambulantes et pour régler le droit de garde de l'enfant maltraité.

Cette aggravation de pénalités, ce renfort de précautions répondent pour une part considérable aux nécessités les plus pressantes, et c'est déjà quelque chose d'élever l'échelle des peines réservées aux tourmenteurs.

Malheureusement, les rigueurs du Code ne sont point suffisantes pour préserver les petits martyrs et la revision de la loi, pour utile qu'elle puisse être, n'aura qu'une efficacité médiocre.

On l'a dit ici même (1) en montrant la nécessité absolue

(1) *Les Enfants martyrs*, par M. Paul Strauss, n° 5 de la *Revue Philanthropique*, p. 641 et suiv.

d'organiser, sous une forme quelconque, la police des actes de cruauté commis envers les enfants. Le propre de ces crimes est de se dérober, de se dissimuler, de s'accomplir dans l'ombre et le mystère; ils restent pour le grand nombre ignorés et impunis. Est-ce une raison pour se croiser les bras et ne rien faire? Les Anglais et les Américains ne l'ont point pensé; ils n'ont pas voulu s'en remettre au hasard du soin de soustraire les petits maltraités à leurs bourreaux. Du coup, leur hardiesse libérale a été récompensée; le sort de l'enfance malheureuse a été notablement amélioré.

Ce qui importe en pareil cas, c'est d'intervenir en temps utile, soit pour délivrer le petit prisonnier, soit pour lui épargner à l'avenir de mauvais traitements.

L'action répressive n'est pas la seule qu'on doive exercer; une intervention moins tardive et plus vigilante s'impose.

Les grandes associations anglaises et américaines, qui prêtent leur concours à l'autorité publique, ne se bornent pas à déférer à la justice les parents dénaturés; elles s'efforcent de ramener au sentiment du devoir les parents défaillants; elles procèdent par voie d'*avertissements*. Dans un grand nombre de cas, ces avertissements sont salutaires; l'enfant est laissé, comme dans l'État de Massachusetts, à *titre d'épreuve*, à la garde de ses parents, sous la surveillance de l'agent de l'État; dans la pratique ordinaire, le représentant des sociétés de protection est investi d'une sorte de tutelle officieuse, les parents savent qu'en cas de récurrence de brutalités et de violences, ils seront sûrement châtiés ou bien qu'ils perdront la garde de leur enfant, et ils s'amendent, soit par crainte de la prison, soit par un reste d'affection paternelle.

Ces sociétés ont des attributions fort étendues; elles tiennent de la loi la faculté de poursuivre directement les parents coupables; elles sont de véritables auxiliaires de la justice et leur rôle est d'autant plus important qu'elles sont plus désintéressées. En elles réside un dévouement toujours en éveil, une sollicitude constamment prête, une tutelle prompte, énergique et bienveillante.

En Amérique, les associations protectrices des animaux ont

agrandi leur sphère d'action et élargi leur compétence ; elles se sont presque toutes transformées, comme l'association protectrice des animaux du district de Colombie, en *Humane Society*.

Pourquoi ne pas tenter en France l'application d'un système qui a fait ses preuves en Angleterre et aux États-Unis ? Pourquoi ne pas accorder à certaines associations, dans des conditions déterminées, la poursuite des crimes et délits contre l'enfance ? La proposition a été formulée à la Société générale des prisons par M. Paul Nourrisson ; elle a rencontré l'appui de philanthropes et de criminalistes tels que M. Félix Voisin, M. Brueyre, M. Henri Joly, M. Georges Picot, M. Béranger, d'autres encore ; elle a obtenu l'adhésion unanime et autorisée du Comité de défense des enfants traduits en justice ; forte de tels patronages, elle a été portée devant le Parlement avec la signature de M. Théophile Roussel et la mienne.

Un article 7, qui a beaucoup fait parler de lui, a été introduit dans le projet de loi voté par la Chambre ; il était ainsi rédigé, après accord entre la commission sénatoriale et le garde des sceaux : « Le droit de poursuivre et de se porter partie civile dans les termes des articles 63 et 182 du Code d'instruction criminelle, peut être concédé par décret spécial, après avis du tribunal de première instance, aux associations protectrices de l'enfance reconnues d'utilité publique, en ce qui touche les violences et les attentats commis envers les enfants. Ce droit sera exercé pour chaque association par un de ses membres spécialement désigné par elle, agréé par le garde des sceaux et assermenté. »

À la première délibération, la disposition nouvelle passa sans encombre ; elle avait recueilli l'adhésion chaleureuse de M. Milliard, ministre de la justice, et l'innovation n'avait été contestée par personne. Les amis de l'enfance, tout au moins dans le pays, avaient cru la cause gagnée ; la Société protectrice de l'enfance s'en félicitait publiquement dans son assemblée annuelle ; les champions de l'initiative privée applaudissaient à cette victoire imprévue.

Mais il restait à franchir le redoutable défilé de la deu-

xième lecture et plus d'un signe avant-coureur laissait pressentir que le passage serait terriblement malaisé.

L'article 7 du projet de loi, après avoir, sinon passé inaperçu, du moins bénéficié d'un assentiment de surprise, soulevait dans tous les groupes du Sénat l'opposition la plus vive et la plus passionnée.

Les juristes intransigeants ne lui pardonnaient pas de créer un précédent redoutable ; ils l'accusaient de porter atteinte aux principes de notre droit public, d'empiéter sur le domaine de la magistrature.

Beaucoup se flattaient d'obéir exclusivement à des appréhensions politiques, dont l'éducation juridique répugnait à ce partage d'attributions entre le ministère public et certaines associations privées.

La grosse objection, celle des couloirs, des conversations particulières, était tirée des abus de mandat, des excès de pouvoir auxquels les sociétés protectrices de l'enfance seraient exposées. Une nouvelle inquisition allait naître, protestante, juive ou franc-maçonne pour les uns, cléricale pour les autres ! Les soupçons les plus inattendus se donnaient carrière, les méfiances les plus injustes s'éveillaient, les esprits les plus robustes ne résistaient pas à cette obsession d'un péril d'ordre politique ou religieux.

Si cet état d'âme ne s'est pas révélé avec éclat dans la discussion publique, où les orateurs ont mis une sourdine à leurs inquiétudes, il a sans conteste inspiré le vote du Sénat. Aggravée par la retraite en bon ordre du garde des sceaux, la défaite a été éclatante et ce nouvel article 7 a été repoussé par l'unanimité du Sénat moins 23 voix.

Ce dénouement d'un effort si méritoire, dont l'honorable M. Béranger peut revendiquer la plus grande part, est regrettable à plus d'un titre ; il a mis une fois de plus en lumière la timidité d'esprit du législateur français, docile aux enseignements d'école, pénétré de respect pour la tradition, gardien farouche du texte écrit et de la formule, et, dans l'espèce, il a frappé de stérilité la réforme élaborée dans l'intérêt de l'enfance martyre.

Le Sénat a redouté de mettre aux mains d'associations capables d'en abuser, des attributions d'ordre public ; il aurait eu raison, si le droit de poursuite avait été concédé en bloc et d'une manière indistincte à toutes les sociétés fondées sous le couvert de la protection de l'enfance. Les précautions les plus minutieuses étaient prises, les garanties les plus sévères exigées pour l'obtention de ce nouveau droit : d'abord, la reconnaissance d'utilité publique, en second lieu, l'avis du tribunal de première instance. Le ministère de l'intérieur et le Conseil d'État ne reconnaissent pas à la légère comme établissements d'utilité publique des associations de bienfaisance, un tribunal n'aurait pas émis un avis favorable, sans avoir procédé à l'enquête la plus attentive sur la société demanderesse.

Une association protectrice de l'enfance, reconnue d'utilité publique, agréée par le tribunal de son siège, aurait eu encore à solliciter l'autorisation du gouvernement. Celui-ci était libre d'accueillir ou de repousser la requête ; il ne l'aurait pas fait, j'imagine, sans peser toutes les conséquences de sa détermination, un décret spécial eût été nécessaire, en cas d'affirmative, pour concéder le droit de poursuivre et de se porter partie civile.

Le garde des sceaux se réservait en outre le choix du représentant de l'association ainsi autorisée, à qui serait confié ce mandat spécial et le délégué aurait dû prêter serment.

Est-ce que tout n'avait pas été prévu pour restreindre dans la mesure du possible les risques d'erreurs et d'abus ? En réalité, le Conseil d'État, le ministère de l'Intérieur, le tribunal, le garde des sceaux auraient conféré sous leur responsabilité à un très petit nombre d'associations cette extension plus redoutable qu'enviée de pouvoirs et de compétence.

Le gouvernement n'aurait pas manqué de procéder avec une prudence extrême, surtout au début. Une ou deux grandes associations seulement auraient sollicité cette attribution, et, si les demandes avaient par extraordinaire été plus nombreuses, elles auraient été à coup sûr ajournées.

Même en cas de succès, il eût été désirable, dans l'intérêt de l'enfance, de ne pas multiplier les centres de protection.

Une société centrale et unique, soit actuellement existante, soit formée à cet effet, aurait été plus apte à remplir cet office que des associations rivales ou spécialisées : « Ce qu'a fait Londres, écrivions-nous à cette place, le 10 septembre 1897, ce qu'ont accompli les États-Unis, est-il au-dessus de nos forces? N'y a-t-il point parmi nous de merveilleuses ressources d'initiative et de bienfaisance, et le réservoir de l'activité féminine n'est-il pas assez riche pour alimenter une grande œuvre, formée comme on voudra, pourvu qu'elle surgisse! »

En se fédérant, sans abdiquer leur autonomie, plusieurs des associations actuelles, la Société protectrice de l'enfance, l'Union française pour le sauvetage de l'enfance, la Société de mendicité contre les enfants, la Société de propagation de l'allaitement maternel, etc., etc., auraient pu faire en commun cette délicate expérience et offrir au public un siège social unique, où auraient été recueillis et centralisés tous les renseignements. Cette concentration aurait eu plus d'un mérite et plus d'un avantage; elle n'était d'ailleurs pas liée nécessairement à l'octroi du droit de citation directe, et elle n'a pas perdu toute raison d'être par le rejet de l'article 7 du projet de loi sur les actes de cruauté.

On a essayé de montrer au Sénat, qui peut-être n'a pas été suffisamment frappé de cette liaison, le lien direct qui rattache le martyrologe de l'enfance à la criminalité juvénile. Un petit martyr, s'il ne succombe pas sous les coups de ses bourreaux, est presque toujours un candidat au vagabondage et à la dépravation précoce; le séjour au foyer domestique lui est aussi funeste au moral qu'au physique. Quand des parents sont assez dénaturés pour se livrer à des violences abominables sur de petits êtres sans défense, ils sont capables des pires excès et la négligence est leur moindre défaut. Tous ceux qui ont l'expérience de ces choses connaissent la genèse, le point de départ des vocations vicieuses; l'auteur responsable en est habituellement une marâtre, un beau-père plus ou moins légitime.

Le plus souvent, dans les milieux industriels, un des conjoints a disparu; le père ou la mère a reconstitué une union irrégulière, et l'enfant légitime est traité en paria. Comment ne

s'évaderait-il pas, une fois adolescent, de sa prison? Livré à lui-même, élevé dans la rue, il est à la plus mauvaise école, celle du vagabondage, et il se déforme à vue d'œil.

Le service des moralement abandonnés de la Seine renferme une population qui, pour les neuf dixièmes peut-être, a subi de mauvais traitements au logis familial. L'enquête sénatoriale de 1882 sur les mineures prostituées des villes de province a produit une constatation analogue.

En réclamant un surcroît de garanties et de protection des petits martyrs, les philanthropes n'obéissent pas seulement à une impulsion irrésistible de pitié pour d'innocentes créatures, ils font preuve d'une profonde connaissance des sources du mal contemporain, ils ont l'ambition d'accomplir tout ensemble une œuvre de pure humanité et de prévoyance sociale.

Peu s'en est fallu, dans cette discussion mémorable du Sénat, qu'on ne les accusât de vouloir troubler pour des billevesées la paix des ménages et la sécurité des familles! Leur curiosité semblait indiscrete et leur zèle était dénoncé comme suspect!

Quant aux associations philanthropiques, elles ont passé un vilain quart d'heure. Une d'entre elles, dont la fondation a fait un si grand honneur à Jules Simon, l'*Union française pour le sauvetage de l'enfance* (1), a été l'objet d'imputations injustes qui d'ailleurs ont été victorieusement contredites.

Les sociétés protectrices de l'enfance ne conserveront pas de l'incident un souvenir trop amer; elles redoubleront de vigilance et de dévouement pour aggraver encore l'injustice de certains jugements passionnés; ce sera leur seule vengeance et le bien public y trouvera sa part.

Une occasion exceptionnelle a été perdue; le Sénat n'a pas osé innover dans une matière où l'initiative privée pouvait le plus utilement seconder l'action publique.

Tôt ou tard, le problème sera posé de nouveau devant le Parlement, car, hélas! il est loin d'être résolu par un vote négatif.

Les adversaires de l'article 7 au Sénat ont rivalisé d'op-

(1) Voir le numéro du 10 septembre, l'*Union française pour le sauvetage de l'enfance*, par M. C. Gayte, p. 708 et suivantes.

timisme ; à les entendre, des réformateurs trop impatients proposent un remède « à un mal souvent imaginaire et parfois fort exagéré ». L'honorable M. Leporché a chaleureusement exprimé sa confiance dans le sentiment familial français. Nul ne songe à instituer un débat comparatif sur la solidité des sentiments de famille en France, en Angleterre et aux États-Unis ; les éléments de comparaison ne sont pas faciles à rassembler. Les Anglo-Saxons seraient fondés à s'inscrire en faux contre une conclusion désobligeante pour leur race et ces sortes de parallèles ont plus d'un inconvénient. En tenant toutefois pour exacte cette assertion flatteuse pour notre amour-propre national que la famille française est plus robuste que la famille anglo-saxonne, on ne fera croire à personne que l'écart soit à ce point formidable que les actes de cruauté se comptent par milliers en Angleterre et par vingt ou trente en France !

A supposer même que la différence de tempérament et d'éducation nous assure un avantage marqué, il y a loin de nos vingt-cinq condamnations par an aux 12 000 avertissements et aux 2 000 poursuites de la *Société nationale* anglaise. L'immense majorité de ces actes délictueux ou criminels échappe à toute répression, et le martyrologe de l'enfance n'est ni divulgué ni réprimé ; le bruit des plaintes enfantines est assourdi et leur écho ne se répercute pas au loin ; mais il traverse les minces cloisons, les murailles peu épaisses des logements ouvriers. Les voisins entendent, des témoins fortuits sont informés ; seulement ils répugnent à dénoncer à la police ou au parquet les auteurs de ces méfaits cachés.

Un de nos contradicteurs a protesté contre une telle allégation. « Et qu'on ne vienne pas soutenir, s'est-il écrié, que les voisins, ceux qui sont spectateurs de ces cruautés, *exercées rarement*, il faut bien le dire, mais d'une façon quelquefois épouvantable, par certains parents sur la personne de leurs enfants, ne sont pas disposés à saisir la justice : *il n'en est rien*. » L'affirmation est toute gratuite ; elle ne repose sur aucune preuve ; elle est en contradiction avec les statistiques de l'étranger, notamment celles de l'Angleterre et des États-Unis, avec les observations et constatations faites en France à la prison de

Saint-Lazare, dans le service des moralement abandonnés, etc.

Il est au contraire avéré que les voisins n'aiment pas à frapper à la porte du commissariat de police, qu'ils ne veulent point passer pour délateurs, qu'ils craignent d'être appelés en témoignage, et, que, malgré leur ardent désir de venir au secours d'un malheureux, ils hésitent, ajournent, temporisent et finalement s'abstiennent.

Un intermédiaire placé, comme un État-tampon, entre le public et le parquet aurait provoqué les confidences, les révélations, et il n'eût pas vraisemblablement manqué de clients.

Cet intermédiaire pouvait être une Société protectrice de l'enfance ; il avait besoin, pour inspirer confiance, d'être accrédité, pourvu d'attributions spéciales, pour ainsi dire garanti par le gouvernement.

La majorité du Sénat a refusé d'entrer dans cette voie sans indiquer la solution qui lui paraissait la meilleure. Car, pour protéger efficacement les enfants maltraités, il n'existe à proprement parler, comme nous l'avons indiqué précédemment ici même, que deux procédés différents : « ou bien une société particulière reconnue par l'État, pourvue de certaines immunités, ou bien un comité directement institué par l'État ou la collectivité (1) ».

A quelle institution publique va-t-on recourir, à défaut d'une œuvre privée ? Les démolisseurs ont négligé de le dire ; ils se sont imaginé qu'en sauvegardant les principes du droit et en préservant les citoyens d'abus éventuels, ils avaient assez fait pour l'enfance malheureuse.

La question n'est pas close ; elle reste entière et toutes les difficultés apparaissent comme avant le dépôt des propositions destinées à élever l'échelle pénale. La justice répressive est sans doute mieux armée et les peines seront désormais proportionnées aux délits ; mais la police de l'enfance maltraitée n'est pas organisée et les tourmenteurs peuvent compter sur l'impunité.

Puisque à tort l'initiative privée n'est pas en faveur dans

(1) N° 5 de la *Revue Philanthropique*, p. 646.

notre pays, il faudra bien, bon gré, mal gré, en revenir à une solution d'État, dans le genre de celle qu'avait admise mon maître et ami M. Théophile Roussel dans sa proposition de loi de 1883 sur les enfants abandonnés, délaissés ou maltraités. Un comité devait fonctionner dans chaque département, un autre dans chaque canton, pour assurer l'exécution de la loi et aussi pour recueillir et contrôler toutes les informations relatives aux enfants maltraités.

Il est en tout cas impossible de se résigner au *statu quo* légal; un premier échec n'est pas fait pour nous décourager; il conviendra de rechercher avec le plus grand soin, en dehors de toute préférence doctrinale, le meilleur système, le plus facilement acceptable, de protection préventive des enfants maltraités et délaissés.

Soit qu'il s'agisse de la loi du 24 juillet 1889 et de son application plus sûre, soit qu'on se préoccupe de la mendicité des enfants, du vagabondage, de la non-fréquentation scolaire, il y a lieu, comme pour la découverte opportune des actes de cruauté, de faire appel aux moyens les plus énergiques et les plus décisifs et d'examiner dans quelle mesure et sous quelle forme l'action privée et l'intervention publique peuvent se combiner et se prêter la main; le problème est posé devant l'opinion, devant la conscience populaire, non moins pressant et non moins aigu, et nul n'a le droit de s'en désintéresser; tous les bons citoyens et toutes les femmes de cœur ont leur mot à dire et leur devoir à faire.

PAUL STRAUSS.

LETTRES A UN MILLIONNAIRE

II

Assez longuement, dans ma première lettre (1), je vous ai dit comment je concevais l'organisation des secours administratifs : aujourd'hui, je serai plus bref, bien qu'ayant à vous parler d'une question également intéressante, celle de l'hospitalisation des vieillards indigents et des infirmes. Elle est, dans notre état social, le complément naturel de la précédente. Je n'ai plus à vous exprimer des idées générales ; je n'ai à voir que le mode d'application des ressources consacrées à cette œuvre d'assistance et à étudier à votre intention le plus judicieux emploi de ces ressources.

Peut-être allez-vous me dire que cela vous intéresse fort secondairement, puisqu'il ne s'agit plus de vous indiquer quelque moyen de dépenser louablement votre argent, et que, dès l'instant où je ne vous entraîne pas à puiser dans votre coffre, vous n'avez que faire de mes théories ?

Détrompez-vous ; vous pouvez encore ici servir la cause des pauvres gens. Et, tout de même, c'est votre fortune qui vous permettra de le faire ; elle vous donne de la considération, vous ouvre toutes les portes, vous permet de recevoir à votre table, de réunir dans vos salons des écrivains, des économistes, des législateurs, des ministres, toutes personnalités ayant une action indirecte ou directe sur les destinées des citoyens, gens considérables dont vous avez la rare chance d'être considéré, qui vous écoutent avec déférence, sur lesquels vous pouvez certainement exercer votre influence en faveur de l'élaboration d'une loi bienfaisante, tout comme s'il s'agissait d'échafauder

(1) Voir la *Revue Philanthropique* du 10 octobre 1897.

quelqu'une de ces difficiles et avantageuses combinaisons financières dont vous êtes parfois le maître artisan.

A ceux-là vous direz, quand vous aurez un peu médité sur ce que je vais tout d'abord vous dire moi-même, qu'ils ont réellement à enrichir notre code d'un utile instrument légal de plus.

Vous avez pu vous rendre compte de l'insuffisance des secours en argent, de la difficulté de l'organisation des secours en travail ; vous avez pu, surtout, reconnaître l'exactitude de cette vérité que tout secours inférieur à trente francs par mois pour un vieillard, pour un infirme, dont la place serait dans un hospice, est une assistance dérisoire, une condamnation aux pires misères, à la famine et à la mort.

Ce secours régulier, mensuel, de trente francs, qui serait, à frais modestes, le salut d'une foule d'êtres et en somme l'allègement de beaucoup de charges administratives, combien de temps ceux qui le réclament comme économistes, ceux qui l'implorent comme intéressés, mettront-ils à l'obtenir ?

Il n'y faut pas songer maintenant. Les ressources publiques continueront, selon toute apparence, à se morceler, à se monnayer en faibles subsides, insuffisants à tirer de peine celui qui les reçoit, parfois se traduisant en une sorte de prime à la paresse.

Un homme, que j'estime pour le bien qu'il aime à faire, plus particulièrement parce qu'il cherche à le faire judicieusement, me racontait, l'autre jour ceci :

« Sollicité d'appuyer une demande de secours, j'ai conçu quelques doutes sur la sincérité du solliciteur et sur la réalité de ses besoins. Avant de rien faire, j'ai voulu consulter le secrétaire trésorier de mon bureau de bienfaisance. Je lui ai fait part de mon désir d'obligeance et aussi de mes doutes. Il m'a répondu, dès le lendemain, que le quémendeur lui était connu, que sa conviction était faite, que nous étions certainement, comme je l'avais craint, en présence d'un faux pauvre. Eh bien, admirez la force de « l'habitude » ! Le bureau l'avait déjà assisté : l'homme a eu son secours tout de même.

« Je l'ai rencontré trois ou quatre jours après. Et il m'a

adressé un petit salut de la main, quasiment protecteur.

« Je crois me souvenir que cela se passait le matin même où les journaux ont annoncé un de ces suicides de pauvres honteux qui font couler tant de phrases de la plume des journalistes. Le hasard vous offre parfois de ces contrastes instructifs. »

En matière d'hospitalisation, la simulation d'état n'est point aussi commode que dans le cas que je viens de rapporter, bien que les grands établissements tels que Bicêtre et la Salpêtrière aient connu certains pensionnaires encaissant discrètement de belles et bonnes rentes et jouissant, depuis des années, des bienfaits de l'indigence officielle.

Il y aura donc toujours fort à faire pour distinguer les misères vraies des misères feintes.

Je reviens à l'objet de ma lettre. Pour l'admission dans les hospices, qui sont le point de mire des misérables arrivés sans ressources et sans force au déclin de la vie ou des individus parfois très jeunes frappés de quelque mal incurable, une commission administrative se réunit tous les mois et examine les titres des postulants soit à l'admission effective, soit à cette pension représentative du secours d'hospice, au taux mensuel de trente francs, dont je vous ai exposé la nécessité souveraine.

Pour être classé en plus ou moins bon rang par cette commission, il faut, selon sa jurisprudence constante, justifier d'une résidence à Paris assez longue pour y avoir acquis son domicile de secours, et toutefois n'y être pas venu en état d'infirmité, n'y être pas arrivé après l'âge de soixante-dix ans.

Des motifs d'exclusion particuliers atteignent les enfants qui, par exemple, ne peuvent être admis dans les services d'incurables que s'ils sont nés à Paris.

Il ne faut pas parler des exclusions pour antécédents judiciaires. Les postulants de cette catégorie vont généralement s'échouer au dépôt de Nanterre, où aboutissent aussi forcément ceux que la commission a dû repousser, comme ne remplissant pas les conditions d'admissibilité, telles que le domicile acquis à Paris, et ne pouvant, par conséquent, être traités que comme les vagabonds et les indignes.

Sans insister sur ce triste aperçu d'après lequel vous pouvez vous faire une idée du nombre de ceux à qui sont forcément refusées les ressources de l'hospitalité publique, je veux faire ressortir l'anomalie résultant de l'application rigoureuse de cette jurisprudence, que, si à propos, rectifierait la loi en faveur de laquelle vous vous emploieriez, je n'en doute pas.

La commission spéciale pour l'admission dans les hospices fonctionne très régulièrement et opère avec beaucoup de soin, s'éclairant de toutes les notions utiles à l'examen des demandes de placement.

Un certain nombre de ces demandes s'appliquent à des personnes occupant un lit dans un hôpital, reconnues atteintes de maux chroniques ou incurables, impotentes par conséquent, qu'il conviendrait de transférer dans un hospice, afin de rendre libres les lits qu'elles immobilisent au détriment de malades frappés d'affections aiguës ainsi exposés à rester à la porte.

A ces personnes, on n'a rien demandé pour les admettre à l'hôpital, sinon la constatation de leur état de maladie par le médecin qui, les ayant gardées plus ou moins longtemps dans son service et les ayant jugées inguérissables, se hâte de produire un certificat de translation pour s'en débarrasser ; en quoi il opère humainement puisqu'il s'agit, au résumé, de faire de la place à des sujets dont son art peut amener la guérison.

Jusqu'ici tout est bien pour l'incurable à transférer ; là où tout prend mauvaise tournure, c'est lorsque la commission reconnaît, après enquête, que le postulant, dont l'entrée à l'hôpital a été chose toute simple, est dans une de ces situations particulières qui lui ferment la porte de l'hospice.

Alors, que se passe-t-il ? La Commission, rigoureuse observatrice de la jurisprudence spéciale, rejette la demande : pour pousser jusqu'au bout l'impitoyable logique, elle devrait aussi rejeter dans la rue le postulant, puisqu'elle ne peut et ne doit équitablement plus rien faire pour lui ; qu'il occupe indûment le lit destiné à un malade curable et ne peut prétendre à l'hospitalisation définitive.

Heureusement, l'Administration est humaine. Elle retire le dossier de la circulation ; elle le classe ; et le sujet repoussé

continue à vivre à l'hôpital, ce qui est, me direz-vous, l'essentiel ; et vous aurez bien raison, en vous plaçant au seul point de vue de l'intérêt individuel.

Votre conclusion sera tout autre si vous vous dites que l'ostracisme frappant l'homme ou la femme qui aspiraient à l'hospice frappe à leur suite une foule d'individualités intéressantes ; que le fait de ce lit occupé par un infirme les privera peut-être des soins qu'elles auraient le droit de recevoir à l'hôpital.

Ajoutez, si vous voulez spéculer économiquement, que cet incurable maintenu dans un service de curables, par la pitié publique, parce que la loi le repousse de l'hospice, coûte à l'hôpital en moyenne 3 fr. 53 par jour selon les plus récents calculs, tandis qu'à l'hospice il ne coûterait que 1 fr. 74.

N'appuyons pas trop cependant sur ce détail : il ne nous fournit, en effet, qu'une comparaison financière à première vue assez piquante, mais que dédaigneront ceux qui proclament volontiers qu'un lit coûte toujours à peu près autant à l'Administration, qu'il ait eu, durant l'année, cinquante occupants ou qu'il ait été immobilisé au profit d'un seul. Moi, j'estime, et vous estimerez peut-être, bon juge de l'importance morale des choses matérielles, que l'emploi idéal des ressources individuelles ou générales est d'en tirer la plus grande somme de bénéfices ou de résultats possibles.

Ici, c'est de cela surtout qu'il s'agit. Si un lit utilisé au profit de cinquante individus ou d'un seul ne coûte, dans les deux cas, qu'une somme égale, le bénéfice moral qu'on obtiendra de cet emploi sera d'en faire profiter le plus grand nombre possible d'individus.

Dans ce but, il faudra faire tomber les barrières fermant l'hospice à un certain nombre de postulants et, par suite, activer le mouvement des malades dans les salles d'hôpital.

Ceux qui, d'ailleurs, immobilisent des lits d'hôpital pour d'autres causes, que nous étudierons peut-être un jour, et pratiquent parfois, sous le couvert de l'autorité professionnelle, un parasitisme d'un autre ordre que celui des bénéficiaires de secours, doivent également céder la place aux vrais malades.

Mais, cette place, je crois bien qu'il faudrait l'emporter d'assaut. Et encore serait-ce une victoire douteuse, tandis que pour les premiers, pour les refusés de l'hospice, une loi l'assurera, sérieuse et durable.

Cette loi obligerait toutes les communes à se soucier du placement de leurs incurables ou de leurs vieillards indigents ayant gardé domicile légal en leur lieu de naissance ou l'ayant acquis au lieu de leur résidence habituelle; elle les solidariserait toutes en vue d'une action collective, elle déchargerait Paris de quelques lourds fardeaux, en répartissant plus équitablement les responsabilités en matière d'assistance, elle permettrait d'effacer les règles d'exclusion et par conséquent les anomalies que je viens de dire; loi délicate, sans doute, difficile à formuler, mais qui serait un soulagement pour les consciences et une espérance ferme pour les blessés de la vie; loi enfin qui serait parce qu'elle doit être, selon la logique et la conscience.

Voilà une cause que je voudrais plaider et pouvoir effectivement servir, si j'étais comme vous le familier et l'ami des archontes; elle n'est peut-être pas très brillante, elle ne permet de faire montre d'aucune vertu déclamatoire, d'aucun sentimentalisme pseudo-philanthropique; demeurez pourtant persuadé qu'elle fournit une bonne et honnête thèse d'économie sociale, digne de l'examen du droit esprit et du brave homme que vous êtes, selon ma croyance.

Il y a plus de dix ans, j'écrivais sur ces choses à peu près ce que je vous dis aujourd'hui; j'étais hanté de cette idée qu'il faut combattre de toutes ses forces l'illogisme, et créer entre les communes une mutualité de devoirs assurant à tous les mêmes droits : droit à l'assistance en cas de maladie ou d'accident, droit à l'assistance en cas de vieillesse indigente ou d'infirmités, droit à l'assistance enfin dans toutes les circonstances et sous toutes les formes déjà énumérées et prévues.

« Une commune, disais-je, n'est-elle pas en réalité une famille civilement responsable de tous ses membres, de même qu'elle doit à tous protection et sollicitude? Et ne serait-il pas juste que l'article 5 de la loi des 22 janvier, 8 avril et 7 août 1851,

qui dispose que l'Administration des hospices peut toujours exercer son recours, s'il y a lieu, contre les membres de la famille du malade, fût complété par ces mots : « et contre la commune où le malade a gardé son domicile ». Cette loi rigide formulée sans obscurité de texte, invoquée à la suite de constatations rigoureuses, fermement appliquée par les soins des préfets, obligerait les communes départementales à se soucier plus constamment des intérêts de leurs enfants éloignés, à ne point spéculer si facilement à leur sujet sur la libéralité de la ville de Paris, la bonne nourrice, à lui apporter, au contraire, un contingent de ressources, en rapport avec la part de charges qu'elles imposent à ses services hospitaliers.

C'est un point de vue spécial intéressant la question dont je vous ai entretenu dans cette lettre; ce n'est pas toute la question. Je vous ai dit que l'étude d'une telle loi serait délicate et laborieuse.

Ce qui importe, c'est que l'assistance administrative ne soit pas entravée dans son action humaine par ce que les irrévérencieux appellent des « chinoiseries »; qu'un infirme ou un vieillard ne soient pas mis en interdit quand il s'agit de l'hospice et maintenus dans leur lit quand il ne s'agit que de l'hôpital.

Je m'aperçois que je vais me répéter, et je m'arrête... Faites une active propagande en faveur de cette loi nécessaire. Un député de Paris s'inspirant de certaines idées en cours parmi certains collègues de province, que les questions d'intérêt, je veux dire d'égoïsme local, touchent avant tout, me disait, il y a quelque temps :

— Oui, cette loi serait bonne, elle serait excellente! mais qu'on la présente, nous serons quarante à la voter! Ceux des départements ne nous suivront pas.

N'écoutons pas ce sceptique. Croyons au triomphe final du bien.

LOUIS GALLET.

Février 1898.

L'ASSISTANCE COMMUNALE

Le Sénat est appelé à se prononcer sur un projet de loi qui lui est soumis par le gouvernement concernant la représentation des pauvres, et l'administration des établissements d'assistance.

C'est on ne peut mieux. Il ne faut pas être très initié en matière d'assistance publique pour savoir quelle anarchie règne là où il existe l'autonomie entre les administrations d'assistance communale, départementale et nationale, et entre les œuvres d'initiative privée.

Je sais que c'est à cause de cette autonomie en matière d'assistance, que l'on doit la mauvaise répartition des secours, que l'on signale de partout; mais je sais aussi que les lois qui entravent l'action municipale et départementale sont responsables de la perpétuation et de l'aggravation de ce regrettable état de choses.

Il faut une patience extraordinaire, unie à une lutte de tous les instants, pour arracher aux commissions communales d'assistance quelques réformes dans leurs vieux services de secours et d'hospitalité, car c'est surtout chez elles que règne la forme surannée de charité, et que dominant les prétentions administratives.

On sait combien la municipalité est vassale du pouvoir central; on sait, par conséquent, tous les ennuis et les entraves qui en résultent pour elle.

En matière d'assistance, le maire est président-né du bureau de bienfaisance, des hospices civils, et du Mont-de-Piété, mais il ne peut déléguer ses pouvoirs, ou se faire remplacer dans l'une quelconque de ces administrations, par un de ses adjoints, la municipalité n'a le droit de nommer que deux délégués à l'administration du Bureau de bienfaisance, deux délégués également à celle des hospices, et un seul au Mont-de-Piété, tandis que le préfet a le droit à la nomination de quatre délégués

pour chacune de ces administrations d'assistance, et de cinq délégués pour l'institution du prêt.

La municipalité a aussi le droit de donner son avis sur les budgets d'assistance, mais les commissions charitables peuvent ne pas en tenir compte; elle a le droit de refuser ces budgets, mais alors ce sont les pauvres qui en souffrent.

Comme on le voit, les droits de la municipalité sur l'assistance communale sont aléatoires.

Cette anomalie fâcheuse, consacrée par la loi du 5 avril 1884, pourrait disparaître au plus grand profit des véritables indigents, si l'article 1^{er} du projet de loi en question devant le Sénat et qui a trait à la réunion des commissions administratives des bureaux de bienfaisance, et des hospices, n'était pas suivi d'articles qui viennent détruire toute la portée de la réforme.

En effet, l'article 1^{er} qui semble promettre toute une réorganisation administrative, en matière d'assistance communale, s'exprime ainsi :

« Une commission dite « Commission communale d'assistance » est chargée dans chaque commune de représenter les pauvres, de gérer leur patrimoine, et d'administrer le bureau de bienfaisance, le bureau d'assistance médicale, les hospices, hôpitaux et autres établissements constitués comme établissements publics communaux d'assistance.

« Dans chaque commune un bureau de bienfaisance est chargé du service de la bienfaisance à domicile.

« Les orphelinats, crèches, asiles et autres institutions ayant un objet d'assistance communale peuvent être constitués comme établissements publics, par décret rendu par le Conseil d'État. »

Ce serait là, évidemment, une réforme sérieuse dans l'assistance communale, à condition toutefois que l'administration en soit confiée à des délégués nommés, en parties égales, par le Conseil municipal et par le préfet.

Mais, non ! le projet de loi à l'étude laisse en l'état actuel la nomination des commissions communales d'assistance, maintenant ainsi la municipalité sous la tutelle de l'État.

Ce n'est pas la peine vraiment de faire une nouvelle loi pour si peu de chose.

Je sais pourtant ce que l'on va me répondre; on trouvera que la transformation de toutes les commissions communales d'assistance, en une seule et unique commission communale, s'étendant depuis le bureau d'assistance médicale gratuite aux crèches, asiles et autres institutions humanitaires, reconnus comme établissements publics communaux, est un progrès, constitue une importante réforme.

Je l'admets de suite; mais cette réforme ainsi faite est préjudiciable aux franchises municipales; c'est grâce à elle que le pouvoir central mettra définitivement la main sur l'assistance publique.

En résumé, cette sorte de représentation des pauvres enlèvera aux municipalités leurs œuvres d'assistance communale, et aux villes qui subviennent d'elles-mêmes à leurs pauvres le régime spécial dont elles profitent quant à la loi sur l'assistance médicale gratuite.

Certes, je regrette beaucoup le mal que fait cette autonomie communale en matière d'assistance, et je plains les véritables déshérités d'être les premiers à souffrir des divisions entre des administrations trop jalouses de leurs prérogatives; mais à qui la faute?

Aux lois qui ne permettent pas aux municipalités de mieux répartir les secours aux pauvres autrement que par l'intermédiaire de bureaux de bienfaisance, imbus d'une déplorable routine; aux lois qui, pleines de méfiance envers les municipalités, leur accordent une représentation insuffisante dans les établissements publics d'assistance; aux luttes intestines que consacrent ces lois entre les municipalités et entre les administrations publiques responsables, en quelque sorte, du patrimoine d'assistance sociale.

Et aujourd'hui, on voudrait aggraver cette faute en essayant, par un moyen détourné, par décret du Conseil d'État, d'enlever aux municipalités leurs œuvres d'assistance communale, telles que les refuges de nuit, les cantines scolaires, les maternités, les crèches, etc., etc., restreindre en un mot le droit municipal au point de retirer à la commune ce que la loi du 5 avril 1884 lui accorde?

Ce n'est pas la peine, je le répète, de faire une loi qui rendrait celle de 1884 plus restrictive encore de la vie municipale en matière surtout d'assistance sociale.

Que l'État établisse une caisse de retraites pour les vieux travailleurs, qu'il fixe par une loi la responsabilité patronale en matière d'accidents professionnels, qu'il organise largement la gratuité de la justice, qu'il crée des lois de protection du travail, et qu'il tienne sérieusement la main à l'exécution sincère et fidèle de ces réformes, c'est parfait.

Qu'il cherche à solidariser les communes entre elles dans le devoir social, c'est-à-dire dans l'assistance publique, en leur fixant leurs devoirs et leurs droits; qu'il transforme les commissions administratives des bureaux de bienfaisance, et des hospices, en d'unique commissions communales d'assistance, c'est désirable.

Mais alors, puisqu'il ne restera plus à un moment donné, après les quelques réformes citées, qu'à répartir les secours aux indigents, qu'à laisser les hospices aux incurables, qu'à développer les crèches et les maternités, dans le but de sauver les enfants pauvres et leurs mères, qu'à étendre plus que jamais l'assistance médicale à domicile, et créer et accroître les cantines scolaires, les soupes et le pain populaires, les refuges et autres œuvres de solidarité sociale, que l'État accorde donc à la commune et aussi au département égalité de représentation dans les administrations bienfaisantes et charitables, c'est-à-dire dans les commissions communales et départementales d'assistance, sous la présidence des maires, et des présidents des Conseils généraux ou des préfets : ce serait on ne peut plus juste et très démocratique.

En dehors de cette réforme, je trouve le projet de loi soumis au Sénat très dangereux pour les tributaires de l'Assistance publique, car ils peuvent devenir ainsi les sportulaires d'un César, ou de l'aristocratie dépositaire de la richesse et du pouvoir.

Voilà sincèrement ce que je redoute.

H. GHESQUIÈRE.

Conseiller général du Nord.

COMITÉ DE DÉFENSE

DES

ENFANTS TRADUITS EN JUSTICE

CORRECTION PATERNELLE. — APPLICATION DE LA LOI
DU 24 JUILLET 1889. — ORGANISATION PRATIQUE DES TUTELLES

Pour terminer ce qui nous reste à dire des travaux du Comité de Défense en ce qui concerne les questions inscrites dans la première section du programme dont nous avons donné le texte, c'est-à-dire celles qui sont relatives à l'enfant avant son arrestation, nous devons traiter de l'internement par voie de correction paternelle et de l'application de la loi de 1889 sur la déchéance paternelle. Enfin nous ferons connaître les vœux du comité en faveur d'une organisation des tutelles pour les enfants pauvres.

Correction paternelle. — Le devoir le plus impérieux que la loi de nature et la loi civile assignent au père de famille, c'est, après qu'il a assuré l'existence matérielle de son enfant, de pourvoir à son éducation, et par éducation il faut entendre ce mot dans son sens le plus large ; l'éducation de l'enfant ne comprend pas seulement l'instruction qui malgré son importance n'y occupe qu'une place secondaire, mais en première ligne, elle doit se proposer de lui inculquer les principes de morale, d'amour de son pays qui devront régler sa conduite dans la vie, le façonner et le diriger de telle sorte dans son développement physique, intellectuel et moral, qu'il tire le meilleur parti de ses facultés et de ses forces pour lui, pour son

pays et pour la société où il est appelé à vivre. — De quels moyens le père dispose-t-il pour atteindre ces résultats? L'autorité paternelle, répond le Code. Mais c'est un terme dont on comprend le défaut de précision, dès que l'enfant, au lieu d'être obéissant et docile, devient récalcitrant, que ses instincts mauvais ne peuvent être refrénés par des conseils, par l'ascendant de son père, la tendresse de sa mère, par les punitions familiales admises par l'usage et qui varient singulièrement avec les époques et les courants d'opinions, mais que le Code ne spécifie pas. Afin que ces punitions ne deviennent pas des sévices, qu'elles ne dégénèrent pas en des séquestrations, la loi intervient et met à la disposition du chef de famille l'internement par voie de correction paternelle. Celle-ci est réglée par le titre IX du Code civil, articles 375 à 383, en ce qui concerne les droits du père et par l'article 483 quant aux droits du tuteur. On peut les résumer ainsi : au-dessous de seize ans, le président du tribunal, sur la demande du père, doit délivrer l'ordre d'arrestation de l'enfant et le faire interner pendant un mois; au-dessus de seize ans, le père peut seulement solliciter du président un internement maximum de 6 mois. Dans les deux cas, il ne doit y avoir ni écriture, ni formalité judiciaire. Le père est toujours maître d'abrégier la durée de l'internement. Sauf indigence, le père est tenu de payer tous les frais d'entretien. Si après sa libération, l'enfant retombe dans de nouveaux écarts, l'internement pourra de nouveau être prononcé. L'enfant détenu peut adresser un mémoire au procureur général et sur le rapport de ce dernier, le président de la cour peut modifier ou faire cesser l'internement.

Enfin, en ce qui touche l'exécution et l'application des articles du Code civil, l'éducation à laquelle est astreint le mineur interné est déterminée par la loi du 5 août 1850; c'est le régime de la séparation individuelle ou, selon l'expression habituelle, le régime cellulaire. Pour des détails plus précis d'application, nous renverrons au règlement ministériel du 10 août 1869, encore en vigueur dans son ensemble, suranné en plus d'un point, et naturellement modifiable comme heureusement toute décision ministérielle.

Cette législation est-elle satisfaisante? Notre opinion personnelle y est très nettement contraire. Nous allons en donner les principaux motifs.

Et tout d'abord un fait matériel démontre qu'elle est inapplicable, c'est qu'elle est à peu près inappliquée. Si en effet on consulte la statistique officielle pénitentiaire parue en 1894, on relève avec étonnement qu'au 31 décembre 1892, le nombre des mineurs internés par voie de correction paternelle est en tout de 160 seulement, à savoir :

Maison d'arrêt.	{ Garçons. 45 } 83
	{ Filles . . 38 }
Établissements publics et privés d'éducation	{ Garçons. 23 } 77
correctionnelle.	{ Filles . . 54 }
	<hr/> 160

Et qu'on ne croie pas à un fait spécial à l'année 1892; nous avons relevé des chiffres à peu près égaux pendant quinze ans; en 1884, le total était de 227, il n'a cessé de décroître depuis lors et en 1889, il est même tombé à 121.

Qu'est-ce que ce chiffre maximum de 200 par rapport à la multitude de mineurs vagabonds, mendiants, voleurs, etc., par rapport aux 6487 mineurs internés dans les établissements d'éducation correctionnelle? N'existe-il donc en France que 200 enfants rebelles à l'autorité paternelle? et le rapprochement que nous faisons à dessein entre ce chiffre et celui de 6487 mineurs internés en vertu des articles 66 et 67 du Code pénal n'indique-t-il pas par lui-même qu'en fait les parents ne se soucient pas de recourir aux moyens que la loi met à leur disposition pour venir à bout de leurs enfants par le système de la correction paternelle, et préfèrent, en les laissant vagabonder, mendier ou commettre des délits, les faire interner par la voie des articles 66 et 67 du Code pénal? La plupart des parents agissent ainsi inconsciemment; ils se désintéressent du sort de leurs enfants qui deviennent des moralement abandonnés et qui, s'ils ne sont pas recueillis par les services publics ou par les œuvres privées, sont fatalement destinés à être arrêtés, puis envoyés en justice et définitivement mis en correction comme ayant agi sans discernement. Mais beaucoup de parents aussi n'ont pas

recours à la voie de la correction paternelle pour des motifs qui ont une grande valeur et que nous allons indiquer. Le premier et le plus puissant, c'est que, pour faire interner son enfant par correction paternelle, il faut, en vertu de l'article 178, § 2, supporter les dépenses d'arrestation et de transfert, puis payer le prix des aliments. En principe, rien de plus juste. Mais en fait, comment des cultivateurs, des ouvriers gagnant à peine de quoi subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille, pourraient-ils subvenir à ces dépenses d'entretien ? et même quand ils le pourraient, c'est une dépense qu'ils cherchent à éviter. On peut les en blâmer, mais on ne change pas la nature humaine. Il faut bien reconnaître que ceux qui font des lois se placent toujours à un point de vue théorique. Ils ont en vue une famille aisée, disposée à faire des sacrifices pour l'éducation de ses enfants. Ils n'ont pas réfléchi que la masse des citoyens n'est pas, ou par impossibilité ou par mauvaise volonté, dans ce cas. En réalité, la correction paternelle n'est possible que pour les parents fortunés. Ceux-ci peuvent faire interner leurs enfants dans cette admirable maison de Mettray, mais sait-on que la pension y est de 200 à 300 francs par mois, plus un droit d'entrée de 100 francs et des suppléments nombreux ? Aussi le nombre des pensionnaires de cette catégorie est des plus restreints, et ce n'est guère étonnant.

Mais si le motif matériel que nous venons d'indiquer agit avec le plus de force pour détourner les familles de recourir à la correction paternelle, il est d'autres considérations qui ne rendent pas désirable la pratique de ce système. En premier lieu, il est regrettable que, pour les enfants au-dessous de seize ans, la loi fasse l'obligation au président du tribunal de délivrer l'ordre d'arrestation, quand il est réclamé par les parents, sans examiner si la demande n'est pas dictée par des sentiments de haine ou de vengeance. Hélas ! n'existe-t-il pas des parents pervers, injustes ? Nous voulons croire que ces cas sont rares, mais évidemment ils ont dû se produire. Heureusement, car les maux contiennent parfois leurs remèdes, l'obligation de payer pension empêche-t-elle un grand nombre de parents de recourir à la correction paternelle, en province du moins ; mais à Paris,

il est assez aisé d'obtenir la remise de la dépense et alors la gratuité du placement devient un moyen tentant de se débarrasser sans bourse délier d'un enfant gênant. Quel est le recours de celui-ci? l'article 982 qui l'autorise à adresser une requête au procureur général? Nous serions curieux de savoir combien de fois des enfants y ont eu recours. C'est encore là une précaution théorique. Est-ce que les enfants savent seulement ce que c'est qu'un procureur général? Il est très piquant, maintenant que nous sommes bien rassurés sur leur résurrection, de reconnaître qu'avant le Code civil, les lettres de cachet, ces fameuses lettres de cachet, offraient jadis plus de garanties que la législation moderne pour les enfants contre des séquestrations arbitraires dans leur immense généralité tout au moins, car il faut laisser de côté des exceptions. L'ordre du roi ne s'obtenait sur la requête des parents qu'après des enquêtes approfondies. Et ceux que le sujet intéresse, nous les renvoyons, soit aux rapports inédits d'Argenson publiés en 1891 par M. Paul Cottin, soit à un très curieux article de M. Funck-Brentano dans la *Revue des Deux Mondes* d'octobre 1892. Ce n'est pas tout. Le Code n'a pas fixé d'âge minimum pour l'internement de l'enfant; rien ne s'oppose à l'internement d'un enfant de quatre, cinq ans et même au-dessous!!

Avons-nous terminé nos critiques? Hélas! non. Nous en indiquerons succinctement seulement deux, pour ne pas abuser de l'attention de nos lecteurs. — Nous reprochons à l'internement par correction paternelle d'être un châtiment et non un moyen d'éducation. Pour obtenir le redressement d'un enfant, ce n'est pas une séquestration d'un mois au-dessous de seize ans, de six mois au plus au-dessus de seize ans, qui peut suffire. Il y faut un long temps, un effort prolongé, un maintien sous une discipline spéciale et en outre l'enseignement d'un métier, un apprentissage industriel ou agricole. Pour tout cela, il faut du temps, et ce n'est pas dans une maison d'arrêt ou de correction qu'il faudrait interner l'enfant, mais dans des écoles de préservation. Il serait nécessaire d'y maintenir l'enfant non pas dans ces durées fixes d'un mois ou de six mois, mais pendant le temps indéterminé et variable suivant les circonstances, sui-

vant la conduite de l'enfant, que réclame son amendement. Nous serions donc d'avis d'instituer auprès de chacune des écoles de préservation une sorte de tribunal chargé d'apprécier le moment où l'enfant devrait être rendu à la liberté et à sa famille. C'est ici le cas de reprendre l'idée des commissions de surveillance prévues dans l'article 8 de la loi de 1850.

Une autre conséquence de ce système serait de renoncer à la cellule pour le mineur, sauf bien entendu pour des manquements graves à la discipline intérieure. Autant nous sommes partisan de l'emprisonnement cellulaire pour les majeurs condamnés, parce qu'il constitue non seulement un châtiment, mais surtout parce qu'il remédie aux terribles dangers de la promiscuité, autant pour l'enfant, nous trouvons que c'est une barbarie parce que la société n'a pas le droit d'arrêter le développement physique de l'enfant à un âge où le mouvement, le grand air lui sont indispensables, sans compter en outre qu'il n'est pas possible de donner l'instruction ou l'apprentissage d'un métier à un enfant en cellule. Et puis, au point de vue de la moralité, comment ne pas prévoir les pensées que lui suggère son désœuvrement? — D'ailleurs, nous nous refusons à comprendre — en dehors de l'idée de châtiment — pourquoi le mode d'éducation correctionnelle qu'on trouve salulaire pour les enfants de l'article 66 et même pour des mineurs condamnés de l'article 67 et qui consiste à les astreindre en commun à des travaux des champs ou dans des ateliers ne peut être appliqué à des enfants qui en fait n'ont commis aucun délit, qui n'ont que de mauvais instincts, des penchants malfaisants non encore arrivés à l'état d'actes. Pourquoi aux uns la prison sous sa forme la plus dure : la cellule; aux autres le travail en plein air? Il nous revient en pensée ce remède excellent pour des menuisiers et dangereux pour des ébénistes!

Nous voulons arrêter ici nos observations. Aussi bien auront-elles l'occasion d'être développées quand la question de la correction paternelle sera traitée avec toute son ampleur au Comité de Défense. Elle l'a déjà été à la Société générale des Prisons et ceux qui voudront étudier cette fort intéressante question feront bien de lire dans le *Bulletin de la Société des Prisons*

(année 1890, p. 454 et suiv.) et année 1894 (p. 1 et suiv.) les discussions qui y ont eu lieu sur le rapport de M. Henri Joly et sur le nôtre. — Jusqu'ici la question de la correction paternelle n'a encore été étudiée au Comité de Défense que sous un de ses aspects particuliers, celui de l'éducation physique, intellectuelle et morale de l'enfant, pendant la durée de son internement. Personne n'était mieux qualifié que le Dr Mottet pour cette étude pour ainsi dire anthropologique. Dans un rapport fin, élégant et profond, le Dr Mottet a voulu faire passer dans les esprits la conviction que le système d'éducation appliqué aux internés de la correction paternelle ne donnait et ne pouvait donner aucun bon résultat et qu'il importait de l'organiser d'une manière plus humaine, plus scientifique, par la création d'écoles de réforme ou de maisons de préservation suivant les cas. Mais le Dr Mottet, qui pourtant eût été un bien éminent rapporteur, a voulu demeurer sur le terrain psychologique, où il a acquis une autorité incontestée et laisser à des jurisconsultes le soin de traiter la question de législation que soulève l'examen des articles 376 et suivants du Code civil.

La loi du 24 juillet 1889 sur la protection des enfants mal-traités ou moralement abandonnés. — Il peut paraître malaisé au premier abord que la critique impartiale de cette loi puisse être faite par l'un de ceux qui ont le plus participé à sa rédaction et à son application. « Mes petits sont jolis et d'agréable figure », disait le hibou de la fable; nous ne tiendrons pas ce langage et pourquoi? D'abord la loi de 1889 comme toutes les lois modernes est une œuvre collective; sortie des délibérations de la Société des Prisons, elle a été élaborée en 1880 par une Commission extra-parlementaire réunie à la Chancellerie; puis après une laborieuse gestation de dix ans et des ballottages nombreux entre le Sénat et la Chambre, elle a passé par le crible du Conseil d'État (rapporteur, M. Courcelle-Seneuil), du Conseil supérieur de l'Assistance publique (rapporteur, M. Brueyre), de la Chambre des députés (rapporteur, M. Gerville-Réache), du Sénat (rapporteur, M. Th. Roussel). Dans ces pérégrinations, le texte et l'esprit initial de la loi se sont forcément altérés. Bref, la loi est un enfant de plusieurs pères et si l'un y reconnaît son

nez et le trouve charmant, il ne peut s'empêcher de blâmer la bouche qui n'est pas de lui et lui paraît grimaçante. Et puis pour faire sortir la loi des limbes où elle menaçait de s'enlizer *ad æternum*, il a fallu faire des concessions, accepter des compromis, consentir à des amputations douloureuses, concilier des opinions dérivant de tendances d'esprit différentes, suivant que leurs auteurs appartenaient à la magistrature ou à l'administration. Avant tout, il fallait obtenir le vote de la loi. On verrait après. Ce moment est venu. Voilà près de dix ans que la loi fonctionne. Ses bienfaits et ses déficiences d'application se sont révélés à tous les yeux. Et chaque fois que la loi de 1889 a fait l'objet d'études et de discussions, soit à la Société des Prisons, soit au Comité de Défense, soit dans les cours de Droit, soit dans les nombreux travaux qu'elle a suscités, l'accord a été à peu près unanime sur les points dont il convenait de demander la réforme. Hâtons-nous de dire que telle qu'elle est, la loi de 1889 est un instrument puissant à qui sait le manier pour la protection de l'Enfance. Le nombre des enfants recueillis dans les services départementaux et moralement abandonnés est de près de 19 000, dont près d'un millier pour les œuvres privées, dont 700 pour la seule Société du sauvetage de l'enfance. — La loi a donc été efficace, mais elle devrait procurer ses bienfaits à plusieurs fois ce nombre et c'est pour atteindre ce but qu'il faut d'abord indiquer les réformes dont elle est susceptible, puis lutter pour obtenir du gouvernement et du parlement un remaniement de la loi.

En dehors des enfants, dont sous le nom générique d'Enfants assistés, comprenant trois catégories : trouvés, abandonnés, orphelins, les services départementaux d'Assistance ont pris la charge depuis la loi du 15 pluviôse an XIII et le décret du 19 janvier 1811, il existe, notamment dans les grandes villes, une multitude d'enfants que leurs parents n'ont pas officiellement abandonnés et mis à la charge de l'Assistance, mais qu'ils laissent, sans ressources, sans abri, sans moyens d'existence et qui, dès lors, sont contraints pour subsister de recourir à la mendicité, au vol, à la prostitution. C'est ce qu'on a appelé des moralement abandonnés. Leur définition globale la plus

juste nous a toujours paru celle-ci : des enfants que leurs parents, par suite de circonstances dépendant ou non de leur volonté, laissent dans un état habituel de mendicité, de vagabondage ou de prostitution. A ces enfants il faut ajouter ceux qui sont l'objet de sévices et de mauvais traitements. — C'est de ces enfants qu'il y avait lieu d'assurer la protection. La définition admise, il en résulte que les moralement abandonnés se divisent en deux catégories, semblables dans leur malheur, mais dont on ne peut assurer la protection par les mêmes procédés légaux. Ces deux catégories sont : 1° ceux qui sont en état d'abandon moral par la faute ou les vices de leurs parents, mais dont ceux-ci par intérêt ou pour toute autre cause refusent de se dessaisir; 2° ceux dont les parents sont dans l'impossibilité, par suite d'infirmités, de misère, de négligence, d'exercer sur eux leurs devoirs de surveillance. — De là, la nécessité soit de faire deux lois, soit une seule loi avec deux titres distincts correspondant aux mesures protectrices dissemblables imposées par la différence des situations. C'est à ce dernier parti qu'on s'est arrêté, et l'on a sagement agi. Mais il n'en résulte pas moins que, de ce fait, la loi a perdu son caractère d'unité et que des conséquences importantes en découlent dans l'application et dans la procédure. Telle qu'elle a été promulguée définitivement, la loi dans son titre I, tout en étant une loi d'assistance, a un caractère incontestablement pénal et judiciaire, et dans son titre II, elle est sans mélange une loi administrative d'assistance départementale, comme les lois concernant les Enfants assistés.

Parlons d'abord du titre I, c'est-à-dire des enfants mendiants que les parents tiennent à conserver, parce qu'ils sont pour eux un instrument de profit, des enfants que leurs parents soit par simple négligence, soit parce qu'ils sont eux-mêmes perdus de vices ou ivrognes, laissent vagabonder ou pis encore, enfin des enfants maltraités. Ces enfants, il faut les sauver, même quand leurs parents s'y refusent, arguant de leur puissance paternelle. Pour cette catégorie, les malheurs des enfants ayant pour cause l'indignité des parents, la loi devait constater cette indignité, la frapper d'une peine et comme conséquence, dans l'intérêt supérieur des enfants, faire cesser l'autorité pater-

nelle et confier les enfants à des institutions privées ou publiques d'assistance. La déduction était logique et rigoureuse, mais était-il nécessaire de prononcer la déchéance des parents? et surtout et dans tous les cas, de décider que cette déchéance était absolue, qu'elle s'appliquerait à d'autres enfants que celui qui avait eu à souffrir de l'autorité paternelle, qu'elle s'étendrait aux enfants nés et même à naître? qu'elle comprendrait tous les droits indistinctement qui composent l'autorité paternelle?

C'est une solution que nous avons combattue à la Commission de la Chancellerie et ailleurs, mais en vain, parce que les magistrats et les jurisconsultes, sauf trois membres appartenant à l'Administration, composaient la grande majorité de cette commission et qu'ils ont imposé leur manière de voir. Ils arguaient que le Code pénal, en son article 335, § 2, avait déjà posé le principe de la déchéance et qu'il suffisait pour protéger les enfants de l'étendre à des cas nouveaux. Nous pensions et nous pensons toujours qu'il suffisait, comme l'avait demandé la Société générale des Prisons, de se borner à retirer aux parents la garde de l'enfant, et du seul qui avait eu à souffrir de l'autorité paternelle, pour le confier à l'Assistance ou à une œuvre privée, de ne pas soulever sans utilité, sauf pour les cas rares et monstrueux visés par l'article 1^{er}, la question de la déchéance et d'agir comme les Anglais et les Américains, gens pratiques, peu soucieux des théories philosophiques et visant à atteindre leur but, avec le moindre effort. — L'application de la loi n'a que trop justifié nos prévisions, et devant la rigueur des conséquences découlant de la prononciation de déchéance, un grand nombre de tribunaux refusent de la prononcer, et alors plus de protection pour l'enfant. Dans d'autres cas, au contraire, la déchéance ayant été prononcée, des conséquences déplorables en sont résultées, disproportionnées avec les avantages obtenus. — Nous ne saurions nous étendre sur ce point; il a été mis en lumière au comité et par le rapport que nous lui avons adressé et par un rapport de M. l'avocat général Brégeault. On est unanime sur ce point, et le comité a approuvé notre proposition consistant à ne conserver la déchéance absolue que pour les cas visés par l'article 1^{er}, mais quant aux cas énumérés dans l'ar-

ticle 2 à se borner à retirer aux parents le droit de garde et quelques autres subsidiaires et vis-à-vis seulement de l'enfant victime d'un abus de l'autorité paternelle.

La seconde réforme importante consiste à étendre la protection de la loi aux enfants naturels non reconnus, si nombreux parmi les moralement abandonnés. En effet, la loi de 1889, du moment qu'elle prenait pour point de départ la déchéance, ne visait que les enfants placés sous l'autorité paternelle, c'est-à-dire les enfants légitimes ou naturels reconnus ; mais pour les autres, il n'existe pas légalement d'autorité paternelle ; donc aucun moyen d'utiliser la loi de 1889. Le comité a adopté notre proposition, et la résolution qu'il a prise a été transmise au gouvernement.

Nous ne pouvons pas, dans un simple compte rendu des travaux du comité, entrer dans des détails d'application et de procédure, un peu techniques et qui fatigueraient nos lecteurs. Bornons-nous à faire connaître que le comité a adressé au garde des sceaux un rapport lui demandant de faire étudier les points suivants :

1° Utilité de signaler aux tribunaux le bienfait à retirer d'une large application de l'article 5 qui autorise la Chambre du conseil, dès le début de l'instance en déchéance, à confier temporairement l'enfant à la garde de l'Assistance publique ou d'une œuvre privée consentante.

2° Nécessité de réduire à leur minimum toutes les formalités, d'adresser sur papier libre notification du jugement au service qui doit prendre charge de l'enfant, s'il ne l'a déjà recueilli en vertu de l'article 5. L'intervention d'un avoué est inutile en ce qui touche le titre II. Toutes notifications, convocations adressées aux intéressés doivent être faites sur papier libre et adressées par la poste ou par la remise à domicile :

3° Utilité de recommander aux juges d'instruction la pratique des formules de renseignements sur les parents en usage au tribunal de la Seine et d'inviter les juges d'instruction à faire porter leur enquête sur les faits pouvant entraîner la déchéance et justifier la constitution d'une tutelle.

4° Le Comité a été d'avis que l'interprétation de la loi auto-

risait les tribunaux répressifs et même les cours d'assises à organiser la tutelle.

5° Le comité a été d'avis qu'il serait désirable que l'Administration pénitentiaire au cours de l'internement des enfants, en vertu de l'article 66 du Code pénal, pût recueillir des renseignements sur la situation de leurs familles, afin de provoquer s'il y avait lieu la déchéance des parents par application de l'article 2, § 5, de la loi de 1889.

Disons que, sur ce dernier point, le représentant de l'Administration pénitentiaire, M. Vincent, a fait connaître que le ministre de l'Intérieur avait prescrit l'adoption de cette mesure tutélaire, conformément au vœu du comité.

Nous terminerons ce que nous avons à dire de la loi de 1889, en annonçant que la Société générale des Prisons a chargé une commission spéciale, présidée par le vénérable D^r Th. Roussel, d'étudier à nouveau toutes les réformes dont la mise en application de la loi depuis neuf ans a démontré la nécessité. Un rapport très intéressant de M. Bonjean, juge au tribunal de la Seine, a indiqué certaines difficultés à résoudre. La commission a désigné comme rapporteur M. Georges Leloir, substitut à Paris, et qui, comme auteur d'un ouvrage excellent sur « la puissance paternelle », connaît à fond la loi de 1889. La commission comprend trois membres de la commission de la Chancellerie qui a préparé le projet devenu la loi de 1889 : MM. Th. Roussel, Bonjean et Brueyre.

Lorsque le travail aura été soumis et discuté par la Société des prisons, il aura ainsi une autorité particulière et il est à espérer que le garde des Sceaux auquel il sera transmis considérera qu'il y a lieu, dans l'intérêt de la protection de l'Enfance, d'en faire l'objet d'une proposition au Parlement.

Organisation des tutelles. — Tout le monde sait que si dans les milieux bourgeois et aisés, il est de règle, pour sauvegarder les intérêts des enfants, devenus orphelins, de leur donner un tuteur, un subrogé tuteur et un conseil de famille, au contraire, il n'est organisé aucune tutelle, en faveur de l'immense majorité des orphelins de familles rurales ou urbaines, lorsque, au moment du décès de leurs parents, ils n'ont aucun héritage à

recueillir. Et cependant l'intérêt d'argent, s'il n'existe pas à l'époque du décès des parents, peut survenir ultérieurement, et puis cet intérêt est loin d'être le seul pour le mineur qui doit être protégé dans tous les actes de sa vie de mineur. La faute en est-elle au Code civil ? non ; seulement, par suite d'indifférence de la part et des parents et des juges de paix, la loi ne reçoit pas son application. Les conséquences en sont graves pour l'enfant, et il n'est pas douteux que, faute d'avoir assuré aux mineurs pauvres le bienfait d'une tutelle, lorsque ceux-ci n'ont pas été officiellement remis aux services d'enfants assistés, la société ne soit responsable d'avoir placé, par sa négligence, les mineurs non protégés dans cet état d'abandon moral, source de tant de maux pour eux et pour elle. On estime qu'il n'est pas un orphelin pauvre sur six en faveur duquel ait été organisée une tutelle. Déjà dans les dernières années de l'Empire, Jules Favre avait signalé cette situation douloureuse et préconisé cette organisation des tutelles. Rien n'a été fait, et il n'est que juste de reconnaître qu'il n'est pas facile de trouver toujours six parents ou amis pour constituer un conseil de famille, un tuteur pour veiller sur l'enfant, enfin un subrogé tuteur.

D'ailleurs pour un enfant pauvre, l'important est avant tout de pourvoir à son entretien et à sa nourriture et si l'Assistance publique ne l'a recueilli, où trouver un tuteur qui assume une charge qui ne lui incombe pas, et qui consente à ajouter ce surcroît de fardeau à ceux que déjà lui imposent sa propre famille, sa femme et ses enfants ? Le problème est donc très difficile à résoudre et des systèmes très divers, dans lesquels l'assistance communale ou provinciale entre pour une part, fonctionnent à l'étranger. C'est dans le but de rechercher comment il serait possible d'instituer dans notre pays une organisation pratique des tutelles en faveur des enfants pauvres que le Comité a confié cette étude à une Commission composée de MM. Cresson, Guillot, Brueyre, Le Bourdelès, Morel d'Arleux, Tommy-Martin et Varin. Un rapport très intéressant de M. Tommy-Martin, juge de paix du 2^e arrondissement, complété par un rapport bien étudié de M. Achille Varin, ont été discutés par le Comité. Si l'unanimité des membres du Comité s'est ma-

nifestée pour reconnaître combien il serait utile à l'enfant devenu orphelin d'être pourvu d'un protecteur légal, les divergences se sont produites quant à la possibilité d'organiser pratiquement cette protection. Il a d'abord été dit que pour deux catégories d'enfants, il n'y avait rien à innover. Pour les enfants de familles aisées, possédant des biens, les prescriptions du Code civil sont en général observées, et au décès des parents, la tutelle est presque toujours constituée. Le fonctionnement et la composition des conseils de famille assurent-elles d'une façon suffisante la sauvegarde des intérêts du mineur? D'une manière générale on peut répondre affirmativement et à coup sûr on ne peut que rendre hommage à la conscience scrupuleuse avec laquelle les juges de paix s'acquittent de cette partie importante de leurs attributions. En tous cas, il ne s'agit ici que de mineurs possédant des biens, et nous n'avons pas à nous occuper d'eux en ce moment. De même, les lois des 15 pluviôse an XIII, 10 janvier 1849 et le décret du 19 janvier 1844, en confiant aux services publics d'enfants assistés la tutelle et l'éducation des orphelins présentés aux hospices dépositaires, ont assuré de la façon la plus complète et la plus satisfaisante le sort de ces enfants. Mais entre ces deux groupes se trouve à l'état flottant une foule considérable d'orphelins dont des parents plus ou moins éloignés, des amis ou même des personnes charitables ont pris d'abord soin; les mobiles en sont divers et ils varient même avec l'âge des enfants; l'intérêt n'y est pas toujours étranger. Après un temps plus ou moins long ou par suite de circonstances multiples, l'enfant, sans être mené aux hospices dépositaires qui le recueilleraient, se trouve livré à lui-même et il se transforme en moralement abandonné. A quel moment de leur existence la protection publique peut-elle s'étendre sur eux? Comme l'a dit M. Varin, il appartiendra toujours au juge de paix, en vertu de l'art 406 du Code civil, soit d'office, soit sur la réquisition d'un parent ou de toute autre personne, de provoquer l'organisation de la tutelle. Si pour l'enfant légitime l'utilité de le pourvoir d'une tutelle ne se manifeste qu'au décès de ses parents, c'est-à-dire à l'instant où il devient orphelin, pour l'enfant naturel non reconnu, c'est l'époque de sa naissance qui

détermine le moment. Mais est-il pratique de s'enquérir dans les mairies, à chaque déclaration de naissance, de la nécessité de la constitution d'une tutelle et de signaler chaque cas au juge de paix? De nombreuses raisons s'y opposent, en dehors de la besogne extraordinaire qui s'imposerait ainsi aux juges de paix; mais il est un motif qui dispense de tous les autres, c'est qu'il serait matériellement impossible de trouver le nombre exigé par la loi de tuteurs, subrogés tuteurs et membres de conseils de famille. En outre, la mortalité considérable qui frappe les enfants du premier âge rendrait, hélas! sans objet pour un nombre important d'enfants la constitution d'une tutelle obtenue avec tant d'efforts. Le Comité a pensé, sur la proposition de M. Morel d'Arleux, que l'âge de la scolarité était l'époque la plus favorable pour dresser la liste des enfants à pourvoir d'un tuteur. Il a donc adopté la résolution suivante : Chaque année, en dressant, d'accord avec la commission scolaire, la liste de tous les enfants de six à treize ans, le maire en extraira une seconde liste de ceux de ces enfants dont la tutelle devra être organisée et la transmettra au juge de paix et au procureur de la République. La seconde résolution adoptée a été celle-ci : A chaque déclaration de décès d'une personne mariée ou veuve, le maire s'informerait s'il existe des enfants mineurs et, le cas échéant, en avisera le juge de paix et le procureur de la République.

Afin d'obvier à la difficulté de créer un conseil de famille applicable à chaque mineur orphelin, on instituerait auprès de chaque juge de paix qui en serait le président une commission cantonale de l'organisation des tutelles. Lorsque celle-ci n'aurait pu constituer une tutelle de droit commun, elle ferait office de conseil de famille, et l'un de ses membres ferait fonction de tuteur. C'est un système qui est usité à l'étranger. Mais, nous le dirons franchement, il nous paraît impraticable en France, pour la majorité des cas tout au moins. La raison en est simple. Si un pareil organisme était créé, les parents, amis ou œuvres quelconques qui se seraient chargés de l'enfant se présenteraient sans tarder auprès des tuteurs et feraient la remise de l'enfant, heureux de pouvoir si facilement lui remettre un fardeau si lourd. Qu'en ferait le tuteur? Re-

fuserait-il de prendre charge de l'enfant ? Alors cette tutelle tomberait rapidement en discrédit. S'il l'accepte, de quelles ressources disposera-t-il pour assurer l'existence de l'enfant ? Ce serait créer à côté des services organisés, dans chaque département, en faveur des enfants assistés, des services cantonaux concurrents qu'il faudrait doter sur l'impôt, des services qui devraient créer les rouages administratifs, financiers, médicaux, les inspections, les contrôles, les surveillances médicales indispensables à leur fonctionnement. A notre sens et sans y insister davantage, cette Résolution subsidiaire est purement chimérique. Deux autres résolutions subsidiaires nous paraissent au contraire fort sages et susceptibles de produire de grands bienfaits. La première formule le vœu que lors de la déclaration de naissance d'un enfant naturel il soit remis au déclarant deux exemplaires, destinés au père et à la mère, d'un avis relatif à la reconnaissance des enfants naturels et à leur légitimation par mariage subséquent. Le second vœu demande que la commission établie auprès de chaque justice de paix pour l'organisation des tutelles s'emploie à faciliter la reconnaissance des enfants et le mariage des parents. Ce serait, sous une forme laïque, la Société de Saint-François-Régis. Comme de celle-ci, on peut en attendre de sérieux services.

En résumé, si le Comité n'a pas, à notre opinion du moins, donné la solution définitive au difficile problème qu'il avait abordé, il en a d'abord déterminé parfaitement les éléments, et, en outre, il a signalé des mesures de nature à atténuer grandement le mal, et, fait à noter, des mesures que les pouvoirs publics peuvent prescrire, sous la forme administrative et sans qu'il soit besoin de recourir au Parlement, puisqu'elles ne sont que la mise à exécution des prescriptions du Code civil. Le Comité a donc sur ce point fait œuvre utile, et c'est maintenant au garde des sceaux et au ministre de l'Intérieur qu'il appartient de donner aux municipalités et aux juges de paix les instructions nécessaires.

LOYS BRUEYRE.

L'ÉDUCATION MÉNAGÈRE

J'avais pensé tout d'abord à dédier cet article aux lectrices de la *Revue*.

Je leur aurais dit :

« Connaissez-vous des maisons pauvres ? C'est très probable. Vous traversez des quartiers excentriques pour aller à la campagne. Vous avez vu des maisons pauvres. Avez-vous pénétré dans ces maisons ? Connaissez-vous des intérieurs de faubourg ? Avez-vous visité chez elles des paysannes, des ouvrières, des femmes d'ouvriers ? — Cela encore est très probable...

« Et donc, vous avez vu ces intérieurs. — Un ou cinquante, peu importe. — Ils se ressemblent. Ils sont tristes. C'est leur caractère général ; ils sont tristes.

« Non parce qu'ils sont pauvres ! car la pauvreté n'est pas triste en elle-même, — heureusement, — mais parce qu'ils sont mal tenus, mal soignés — ou point soignés, point surveillés, sans confort, et pis que cela : sans notion, ni recherche, ni souci du confort, ni de la galté, ni de la propreté, ni de certains détails plus délicats, et que je n'essaierai point de définir ; — il est, vous connaissez cela ? une imperceptible combinaison de l'insaisissable et de l'impalpable par où le mari, comme le père, le fils ou le frère se sentent à l'aise, et se devinent accueillis, et, habitués à l'accueil, — sûrs d'être attendus, — se plaisent par avance à ces indéfinissables délices groupées par l'idée du retour, et la sensation de rentrer *chez soi*...

« Et ces choses ne s'expriment pas : la joie qui n'est jamais semblable et qui se recommence, ne se répétant jamais, car elle

se crée tous les jours, *exprès*, pour le fils, le père ou l'époux, dans la souple imagination de ces fées que vous êtes quand vous êtes des *ménagères*; la joie infiniment douce et que l'on peut bien, par instant, oublier, ou méconnaître et négliger, par cela même qu'elle est très douce et ne s'impose pas; et l'on y revient toujours, cependant, pour sa douceur, et par cela même qu'elle pénètre et ne s'impose pas... Toujours! ou avec si peu d'exceptions, — millionnaire ou gagne-petit, — l'homme y est revenu. Cela est plus ou moins régulier, plus ou moins intermittent, ou durable, ou instable et lent. Cela *est*, — à la condition, bien entendu, que le chez-soi existe, que l'accueil se devine, que l'attente s'atteste, et qu'à l'indéfinissable une femme ait présidé, — qui soit une ménagère...

« La femme du peuple est très rarement une ménagère. Ouvrière ou paysanne, — ou femme d'ouvrier, ne travaillant pas pour un salaire et restant chez soi, peu importe; prise en général, la femme du peuple n'est pas une ménagère. Les exceptions existent, c'est évident. Elles sont rares. Et la femme du peuple n'y peut rien. Elle ne sait pas. Elle n'a pas appris. Elle n'a pas le temps. Petite fille, — sa mère travaillant à la fabrique ou aux champs, ou restant chez elle et visitée par des voisines, ou, hors de chez elle, absorbée par le lavoir, par le marché, par les commérages encore, — petite fille, elle a suivi des classes; elle a été à l'école; peut-être au catéchisme; elle a su la chronologie des rois de France; et elle a joué en liberté, dans les rues, sur le pavé de son faubourg ou par les chemins de sa campagne; puis elle a été mise à son tour, aussitôt après « son certificat », en apprentissage ou au bétail, à la fabrique ou aux champs. Personne n'a tenu le balayage, ni le savonnage, ni la surveillance du linge, ni l'hygiène, ni la propreté, ni le pot-au-feu pour des éléments nécessaires à son éducation. Et personne n'est responsable de ces lacunes. La mère ne peut pas enseigner ce qu'elle ne sait pas, ce que nul à elle-même n'avait enseigné. Reste l'école. Mais l'école n'adopte point l'éducation ménagère. L'école a fort à faire; elle a l'histoire sur les bras, et la syntaxe, et l'orthographe, et le style, et des notions de science. L'école prépare au certificat. Le devoir de l'institutrice ne va pas plus

loin. On lui a demandé du style et des connaissances pédagogiques, aux examens du brevet; personne ne lui a demandé ses idées sur l'éducation ménagère, et il est probable au surplus qu'elle n'a pas d'idées; *elle n'a pas appris*, — pas plus que ses élèves; l'idée du ménage ne lui est pas naturelle; elle n'est pas élevée pour le chez-soi; elle a grandi dans la culture du programme, et sa fonction normale est de préparer pour le certificat les petites filles du faubourg et les petites filles des champs. Entre l'école et le foyer, comment des ménagères se formeraient-elles — sauf par don spécial de la Grâce — sur les chemins de la ferme et de l'usine, pour ne parler que de ceux-là? La femme du peuple n'est pas une ménagère. Ce n'est pas de sa faute. Mais l'irresponsabilité ne change rien à l'état, qui se formule trop souvent par l'insuffisance, ou la non-existence du « ménage » dans le peuple, et par le transfert du chez-soi, pour l'homme, au cabaret.

« De ce transfert, l'homme du moins est-il responsable?

« L'homme, sa journée faite, a besoin de repos, de soin, de chaleur, de gaieté, d'un « chez-soi ». L'homme a besoin d'un ménage, que la femme ne sait pas tenir et organiser, pour l'accueillir, en l'attendant. — La femme n'est pas une ménagère. Elle ne peut pas l'être. La vraie ménagère, par tout ce que ce mot implique de supérieur et de bienfaisant, c'est la femme élevée par une mère *qui a le temps*, et qui donne ses loisirs, et qui laisse de son âme dans cette éducation; c'est la femme de condition moyenne, et aussi la femme de haute condition; c'est la femme de bourgeoisie; c'est la femme du monde; c'est vous... »

J'aurais pu dire ces choses; et j'aurais pu en dire d'autres également, et longuement prolonger l'entretien entamé de la sorte, par une dédicace aux lectrices de la *Revue*. Réflexion faite, je n'ai pas mis de dédicace à cet article. Et, certes, les femmes paraissent plus naturellement aptes à concevoir selon l'urgence une forme très spéciale — et inattendue, je suppose — de l'éducation « intégrale »... D'autre part, cependant, il semble bien que les hommes aient un intérêt plus général et, — chaque « cas »

pris en particulier, — plus personnel à l'étude pratique d'une question que (discrétion pure) je m'abstiendrai de classer parmi les questions sociales. Intérêt de la femme à « cultiver son moi », à le mettre en valeur, à le développer, et à développer aussi, par des moyens très sûrs, son milieu d'influence; intérêt de l'homme à toute culture dont il doit tirer profit; l'intérêt social, du moins, se trouve ici, — hors de conflit, — en harmonie profonde avec l'intérêt naturel aux deux sections de la société.

* * *

Je ne voudrais pas insister. Les intérêts sont évidents. Celui de la femme est hors de doute. Il s'agit de régner chez soi, — et je sais bien : quelques femmes, mettons, si vous voulez : beaucoup de femmes, — en notre temps, préfèrent les « plus larges » royaumes et les règnes brillants, hors de chez soi, et de même une action extérieure, indépendante du ménage; et beaucoup aussi, qui ne le préféreraient point, sont obligées, pour n'avoir point de chez-soi, ni de ménage, à l'action extérieure et indépendante. Mais il ne s'agit nullement de mettre l'éducation ménagère *à la place* de l'éducation — nécessaire — qui fait l'institutrice, l'employée de banque et la demoiselle du téléphone. Il s'agit, très simplement, de la mettre où elle n'est pas, au programme de toute éducation féminine, et principalement de toute éducation féminine dans le peuple, qui en est le plus généralement privé; par conséquence latérale, au programme des écoles où se forment les institutrices, par lesquelles l'éducation est, ou doit, ou peut être donnée aux femmes du peuple. Il y aurait beaucoup à dire, et, pour être à peu près complet, il faudrait une étude spéciale, et, au surplus, votre expérience suppléera, je suppose, à ce que — sur chacun de ces points — j'ai laissé de vague et de trop général; par suite, d'incomplet.

Pour se confondre plus immédiatement avec l'intérêt social, l'intérêt de l'homme, époux, père ou mari, en serait-il moins personnel, et moins évident? — On s'est beaucoup préoccupé, durant le dernier demi-siècle, et l'on s'est occupé très utilement des logements et de la vie en ménage des ouvriers et des

paysans. Des modèles d'habitations ouvrières ont été construits par des hygiénistes. Des hommes de cœur ont fourni des fonds. Jusque dans les derniers hameaux de France, des cours du soir et des conférences d'adultes ont été chercher et solliciter le paysan, le disputer au tragique divertissement de l'alcool, et, parfois, le garder, sauf de la séduction, pour la femme, l'enfant, le ménage et l'épargne. Et ces efforts, — à titre de type, — compteront certainement parmi les excellentes actions de ce siècle. Et — le type, hors de cause — les ingénieuses architectures resteront toujours à la merci d'une tenue de ménage, et du soin donné à sa fonction naturelle par une ménagère ignorante ou « entendue ». Et sachez-vous beaucoup de « cours du soir » en mesure de lutter, à défaut du chez-soi, attrait contre attrait, avec la réelle, explicable et légitime attraction du zinc?...

Légitime, parfaitement! Et c'est œuvre pie, certes, que de maudire l'alcool, et les actions de l'alcool, et de se lamenter, trop justement, hélas!... sur l'entreprise de dégradation qui masse un peuple, par troupeaux stupides, autour de triomphants mastroquets; œuvre pie, lamentations justes, — et pourtant!...

Cet homme, dont vous blâmez la faiblesse, ouvrier, paysan, peu importe : cet homme du peuple est rentré chez soi, le soir, l'appétit exigeant, les membres las. Il a fini sa journée de travail, huit, dix heures (et au delà) de rude travail au grand air, ou de travail alourdi par l'air pauvre, par l'air épais, par l'air méphitique ou étouffant des ateliers. Il rentre, et son « chez-soi » est un intérieur désordonné, mal aéré, mal chauffé, mal-propre; dans le détail : une femme dépeignée — ou trop peignée, parfois accorte, souvent criarde; des enfants négligés, grognons parce que négligés; une cuisine mal préparée, mal surveillée, peut-être insuffisante, peut-être indigeste : le réconfort impossible, le loisir du soir gâté, sans lumière, sans joie, sans *beauté* : car la beauté, forme indéfiniment relative et multiple d'idéals sans analogie, est — heureusement! — réalisable, pour l'infiniment humble, par l'infiniment petit...

L'homme du peuple sort de chez soi, et rien n'est plus na-

turel. Il cherche hors de chez soi, pour son loisir du soir, le divertissement et la beauté; rien n'est plus juste. Il les prend où il les trouve, à la taverne, au café, chez le marchand de vin, peu importe; rien n'est plus légitime... Oh! je sais bien! il y a autre chose; il y a le cours du soir, la conférence, les formes différentes et excellentes d'une idée juste, — l'idée de la lutte par le divertissement intellectuel contre les formes nocturnes du divertissement populaire. Organisations particulières, organisations philanthropiques, organisations politiques, organisations confessionnelles, organisations d'État, multiples applications d'une idée sage et très belle, rien n'est épargné pour attirer au travail « noble » et à la paix les loisirs de l'homme du peuple. Et rien de ces efforts n'est négligeable; — rien n'est suffisant, car il arrivera toujours ceci (qui sera légitime), que l'homme du peuple, ouvrier ou paysan, saturé de travail, refusera son loisir du soir à l'effort de l'attention et de la réflexion; et encore ceci, que l'homme du peuple, insuffisamment nourri, ou mécontent de sa nourriture, ira demander à l'alcool un complément de subsistance — ou un complément de jouissance. Et, certes, du besoin résultera le désir, puis l'habitude, puis l'abus, et, avec l'abus, le vice. Rien n'est plus évident. Rien n'est plus démontré. Rien n'est plus affligeant, — et cependant il reste ceci d'incontestable, que le besoin, à un moment quelconque, s'est imposé. Or, à ce moment, le cabaret, qui empoisonne et ruine l'homme du peuple, a pratiqué sur lui l'attraction du caravan-sérail sur le pèlerin. Il lui a ouvert comme un havre d'allégresse son porche de lumière et l'enceinte joyeuse de ses cloisons stuquées. Et l'homme du peuple retournera donc chercher au débit de liqueurs une salle balayée, une salle claire, de la grosse gaité, du feu en hiver, un arrosage en été, le complément ou le correctif de son repas, l'apparence du confort et la joie vague des faciles somnolences ou les brutales délices de l'oubli... Il y retournera. C'est évident. Où irait-il?

On a dit : qu'il ne sorte pas; qu'il repose; il en a besoin; qu'il dorme; sa santé s'en trouvera mieux; de même, la santé de la race; qu'il reste chez lui, l'homme du peuple...

Très bien. Donnez-lui une femme élevée selon la notion du

travail domestique, avec le goût de l'ordre, et sachant mal peut-être la règle des participes, et ne sachant plus du tout la série des rois de France, mais sachant faire la cuisine et coudre, épousseter, raccommoder, et blanchir et repasser le linge; et ne se rappelant peut-être de l'école que les « leçons de choses », et ne se rappelant au besoin qu'une « règle générale », à savoir : que l'hygiène est tout bonnement la propreté; par la propreté, la santé; avec la santé, la joie, et aussi l'économie réalisable, et par suite l'aisance possible...

Donnez cette femme à l'homme du peuple. Donnez-lui le ménage et la ménagère. Donnez-lui le pot-au-feu, la soupe fumante, le gros légume odorant. Étonné de trouver, sans bouger de *chez soi*, la jouissance et le réconfort, l'homme du peuple finira toujours par demeurer au logis, un de ces soirs en tempête qui font la rue maussade à la ville, et la grande route obscure, glaciale et boueuse aux champs. Et que l'expérience se répète, et laissez faire l'habitude, et l'indolence, et l'enveloppement, et le raisonnement, et cela pourrait devenir à la longue, par la reconstitution du ménage, la reconstitution de la famille à la ville et aux champs...

Tant de conséquences émanées d'un pot-au-feu? — Oh! pas immédiatement, et nul, certes, ne pense à les voir réaliser à un premier, ni à un centième, ni probablement à un millième essai. Est-ce une raison pour ne pas se mettre au travail, et pour ne pas tenter, tout au moins, l'expérience? Or, toute la question actuellement posée se ramène à cela, précisément, aux premières expériences, — celles qui faciliteront les autres, — d'où résulteront peut-être les conséquences, ou quelques conséquences, ou une préparation aux conséquences espérées.

*
* * *

Ces expériences ne seront pas tout à fait neuves. J'en connais quelques-unes, émanées surtout, en France, de l'initiative privée. Il y en a d'autres, très certainement, éparses surtout dans les campagnes, et principalement autour des châteaux. Ce sont des exceptions heureuses, et qui restent des exceptions, pour

être précisément très heureuses et se garder isolées, se suffisant à elles-mêmes, détachées de toute propagande, ne tendant point à la cohésion. L'initiative privée s'en est tenue à cela, à quelques exceptions généreuses, viagères et isolées. Les écoles professionnelles, à Paris, ont fait un effort d'intérêt plus général; l'effort n'a produit que peu, très peu de résultats; peut-être les Écoles, préoccupées de leur donner une *profession*, n'ont-elles pas insisté avec assez de chaleur sur l'utilité de l'éducation ménagère pour les filles du peuple, et de même pour les filles de petite et de moyenne bourgeoisie (1). Toujours préoccupée de progrès pratiques et de progrès moraux, la ville de Paris a fait plus récemment, dans ses écoles primaires, quelques essais d'éducation ménagère, sur lesquels M. Paul Strauss, je pense, serait plus que n'importe qui à même de fournir d'exactes renseignements. Et d'autres essais encore ont été tentés, que j'ai connus, d'autres, que j'ignore, en plus grand nombre probablement, « écoles de cuisine » pure et simple, écoles d'arrondissement, écoles de quartier, écoles particulières, entreprises commerciales, œuvres d'intelligente bonté; dans cette dernière catégorie, je tiens à mentionner ici les cours de cuisine et d'économie domestique donnés, avec une admirable persévérance, par une collaboratrice de la *Revue*, — M^{me} Seignobos, — aux quartiers populaires du sud parisien.

Or, tous ces essais attestent un sentiment confus, ou, à un degré plus haut, des vues individuelles d'utilité générale, de progrès concevable et de nécessité. Et tous ces essais, d'autre part, restent encore des essais isolés, partiels et sans cohésion; la portée en est très médiocre; le grand public y prend peu d'intérêt, pour n'en voir ni la valeur, ni l'application générale, ni le lien possible; il faudrait constituer le lien, organiser des essais, attester l'utilité par des résultats, — et que l'art de l'éco-

(1) Je n'ai pas parlé des filles de classes supérieures. Par une singulière anomalie, ces jeunes personnes sont les seules favorisées d'une éducation ménagère organisée excellemment. Des écoles de cuisine et de ménage sont fréquentées avec beaucoup de zèle par des jeunes filles de bonne et même de grande maison. Les prix (d'écologie) sont à la hauteur des fréquentations. Il est très bien porté d'être « forte » en cuisine. L'Annette de *Francillon* a été prise sur nature. Elle a des imitatrices.

nomie domestique cessât d'être un raffinement de femme « bien élevée » pour devenir accessible aux couches profondes de la nation...

Comment organiser l'éducation ménagère?

Entre nous, je n'en sais rien...

Cours de ménage dans les écoles, — cours du soir pour les ouvrières, — cours pratiques dans les écoles de village, — addition de la catégorie : *ménage* aux programmes d'écoles normales, — concours de bonnes volontés sans mandat, — « patronages » de ~~femmes~~ du monde, écoles du dimanche, leçons de choses et formation ~~de la~~ *ménagère*, dans le peuple, au contact et par l'exemple et par le *secours* de la femme du monde-ménagère, — écoles spéciales organisées *par une* adaptation, à nos besoins de France, des modèles que nous fournit l'étranger : peut-être tous ces éléments pourraient-ils utilement s'associer aux études, puis à la mise en train d'un enseignement tout battant neuf; l'expérience peut seule constituer les programmes, limiter les cadres, définir les fonctions.

Et c'est, au surplus, une très lourde affaire que des programmes à constituer, des cadres à définir, tout un enseignement à mettre en route. N'y aurait-il pas quelque chose à tenter en attendant l'entrée en ligne de la grosse cavalerie, des commissions et des projets? Des patronages de femmes du monde, par exemple, ne pourraient-ils, allant au plus pressé, commencer par tous ses bords à la fois cette œuvre *philanthropique* par excellence : l'éducation *réelle* de la femme du peuple?

Peut-être. Il faut voir. La question vaut probablement quelques études. Je n'ai voulu, pour ma part, que soumettre ces réflexions très simples aux lecteurs et aux lectrices de la *Revue*.

DICK MAY.

L'ASSOCIATION VALENTIN HAÛY

POUR LE BIEN DES AVEUGLES

FONDÉE EN 1889

RECONNUE D'UTILITÉ PUBLIQUE EN 1891

Plusieurs fois, déjà, la *Revue Philanthropique* a eu l'occasion de parler incidemment de l'Association Valentin Haüy; peut-être ses lecteurs seront-ils bien aises de savoir avec précision quelle a été l'origine, quel est le but, l'organisation, le fonctionnement de cette société bien jeune encore, bien restreinte dans ses ressources, mais qui, par son activité, sa vie intense, les besoins pressants auxquels elle répond, a rapidement pris rang parmi les œuvres les plus intéressantes de notre époque.

Cette Association, sociale autant que charitable, n'a pas été une œuvre imaginée de toutes pièces, en un jour d'inspiration, par un philanthrope souvent plus généreux, plus enthousiaste que pratique. Depuis 1883, l'Association Valentin Haüy existe à l'état latent, ses éléments très homogènes se sont groupés peu à peu, et l'acte officiel du 28 janvier 1889 en a simplement dressé l'état civil; c'est justement son mérite très neuf d'être venue *relier, consacrer* des œuvres non improvisées, mais formées peu à peu. C'est là précisément la cause de son succès et de sa stabilité.

Il arrive trop souvent que, ne procédant pas de la sorte, on veut faire du bien sans trop savoir par quels moyens et, au lieu de s'unir à ce qui existe de similaire pour en augmenter la valeur, on imagine un titre; puis, en vingt-quatre heures, des

personnes qui ne se sont jamais vues se trouvent, sur le papier, réunies en comité; beaucoup de titres, de fonctions honorifiques sont distribués, et ce n'est que plus tard, beaucoup plus tard, qu'on s'avise de regarder quelles peuvent bien être les assises de tout cela. Aussi, qu'arrive-t-il? l'édifice construit se trouve inhabité et inhabitable parce qu'il n'a pas été créé pour les besoins et qu'au contraire il faudrait presque créer des besoins cadrant exactement avec l'édifice.

Pour qu'une œuvre vive et prospère, c'est un fait d'expérience, il est nécessaire qu'en répondant à un vrai besoin de ceux qui doivent en bénéficier, elle corresponde à une forme de sympathie réelle de ceux qui la constituent; puis, qu'elle commence ainsi que commence tout ce qui persiste : modestement, sans grand bruit d'abord, sur une surface restreinte, y poussant de fortes racines et se développant ensuite avec le temps.

Il serait oiseux de discuter sur l'utilité de cette association. Il n'est pas un typhlophile (1), au fait de la question des aveugles en France, qui ne reconnaisse cette utilité en parcourant les statuts (2).

Certains articles de ces statuts doivent surtout fixer l'attention, parce qu'ils montrent dans quel esprit large et élevé l'association est organisée. Le désir d'établir l'union entre les typhlophiles, de coordonner les efforts tentés en vue d'améliorer le sort des aveugles, la volonté de provoquer, d'entretenir en leur faveur un grand mouvement d'opinion, la foi en leur capacité, telles sont les pensées maîtresses qui s'en dégagent.

L'idée de faire entrer dans le conseil d'administration des membres aveugles et d'exiger qu'ils soient aussi nombreux que les membres clairvoyants a été empruntée à la Société de placement et de secours en faveur des élèves sortis de l'Institution nationale des jeunes aveugles de Paris. Cette idée est parfaitement raisonnable, puisqu'on compte en France un bon nombre d'aveugles qui, par leur valeur intellectuelle et morale,

(1) Ami des aveugles.

(2) Un exemplaire des statuts et le rapport du dernier exercice sont envoyés à toute personne qui en fait la demande.

leur dévouement à la cause de leurs confrères, la connaissance pratique qu'ils ont des besoins de la cécité, sont à même de s'occuper activement et avec entière compétence de l'amélioration du sort des aveugles.

La valeur de cette disposition a été éprouvée par une expérience de quarante ans. La Société de placement et de secours a fait, sans bruit, il est vrai, un bien inappréciable à des centaines d'aveugles qui lui doivent la création ou le maintien d'une honorable position; il est à remarquer que ce bien a été opéré avec des ressources relativement restreintes.

En effet, cette mesure concourt à prévenir certaines dépenses qui profitent plus aux aveugles en apparence qu'en réalité.

L'idée de mettre les cotisations à un très bas minimum, afin d'avoir beaucoup d'adhésions et, par là, de créer aux aveugles de nombreux amis en tous lieux, est empruntée aux associations qui cherchent et trouvent dans une grande quantité de cotisations infimes des ressources considérables et une popularité immense : c'est ce qu'il faut à la cause des aveugles.

I. — BUT

L'Association Valentin Haüy, ainsi nommée en souvenir de celui (1) qui, le premier au monde, crut à la possibilité de rendre l'aveugle à la vie utile, a pour but d'étudier, d'appliquer et de propager tout ce qui peut contribuer à l'instruction, au soulagement, en un mot, au bien moral et matériel des aveugles. Pour atteindre ce but, elle cherche à agir, en leur faveur, sur l'opinion publique, à unir, à seconder les personnes et les œuvres qui s'occupent d'eux. Embrassant toute la question des aveugles, elle est, entre les groupes et les œuvres locales qui font un bien réel aux catégories dont elles s'occupent mais restreignent leur action à ces catégories, le lien vivant, le fil de transmission ayant pour nœud l'initiative privée et permettant un constant échange des idées, des efforts de tous au profit de

(1) Valentin Haüy (1745-1822), né à Saint-Just-en-Chaussée (Oise), créa à Paris, en 1784, la première école d'aveugles.

tous. C'est auprès d'elle que les personnes charitables qui s'intéressent à un aveugle peuvent trouver les renseignements et la direction que sollicite leur bonne volonté ; c'est elle qui prend en main les intérêts de l'aveugle isolé et l'initiative d'améliorations souvent pressantes, mais ne correspondant pas au but particulier de telle œuvre, de tel établissement.

II. — SIÈGE DE L'ŒUVRE

Depuis la fin de 1893, grâce à de généreux bienfaiteurs qui se sont chargés de la première année du loyer, l'Association occupe, à Paris, au 31 de l'avenue de Breteuil, un modeste local devenu bien réellement « la maison des aveugles » et où ses œuvres multiples, jusqu'alors dispersées, ont pu être réunies avec les divers services qu'elles comportent, services qui s'accroissent constamment et sur lesquels on trouvera plus loin des détails : secrétariat général avec dossiers des patronnés, répertoires, renseignements de tous genres concernant la cécité, conférences Valentin Haüy, rédaction des périodiques, bibliothèque Braille, bibliothèque et musée Valentin Haüy, dépôt d'objets à vendre manufacturés par les aveugles, dépôt de vieux papiers, atelier, vestiaire, ouvroir, caisse des loyers, consultations juridiques et médicales gratuites, réunions du dimanche, etc. Ainsi groupées et centralisées, les œuvres de l'Association fonctionnent avec plus de précision, d'ensemble et d'économie de temps pour ceux qui en bénéficient et pour ceux qui s'en occupent.

Cette petite maison a été entièrement meublée par les dons ou prêts de personnes charitables amies de l'œuvre ou averties par la Presse de ses besoins. De là résulte un certain disparate dans le mobilier plus que modeste, mais aussi une économie des plus appréciables dans un budget si restreint. L'Association Valentin Haüy évite autant que possible les frais généraux qui, trop souvent, dans les œuvres, profitent plus aux employés qu'aux assistés ; jusqu'ici les seuls employés rémunérés par elle sont six aveugles. La « maison des aveugles » est ouverte tous les jours (dimanches exceptés) de dix heures à midi et de deux à cinq heures ; elle est particulièrement intéressante à

visiter le mercredi, jour où la plupart des services fonctionnent simultanément.

III. — ORGANISATION

Les moyens d'action de l'Association Valentin Haüy sont :

1° Le concours actif de ceux des membres qui consacrent une part de leur temps et de leurs facultés au service de l'œuvre (l'Association a un mouvement annuel d'environ 8 000 lettres reçues ou écrites dans l'intérêt des aveugles) ;

2° Les ressources matérielles suivantes :

Membres adhérents.	1 fr. par an.
— perpétuels.	25 fr. une fois donnés.
— donateurs.	don au-dessous de 500 fr.
— bienfaiteurs.	don au dessus de 500 fr.

Tout don, quel qu'il soit, est reçu avec reconnaissance. Étant reconnue d'utilité publique, l'Association Valentin Haüy est apte à recevoir des legs.

Elle est administrée par un Conseil composé par parties égales de clairvoyants et d'aveugles (elle a actuellement pour Secrétaire général un aveugle). Ce Conseil se partage en trois commissions qui se réunissent périodiquement : 1° Administration et propagande ; 2° Études et publications ; 3° Patronage (on trouvera plus loin tous les détails concernant ce patronage), prophylaxie et statistique.

Un comité de dames patronnesses s'efforce d'intéresser le public aux différentes œuvres de l'Association et d'augmenter ses ressources.

IV. — ADMINISTRATION ET PROPAGANDE

L'Administration comprend la comptabilité, les mesures propres à accroître le budget de l'œuvre, les démarches officielles, la correspondance générale, etc. La Propagande, non point synonyme de prosélytisme pour l'Association Valentin Haüy, mais extrêmement large, embrasse la cause entière des aveugles. La première Commission est, en conséquence, chargée des rap-

ports avec la Presse, c'est-à-dire de la publicité à donner à tous les faits concernant les aveugles et pouvant éclairer l'opinion sur leur véritable situation ; elle doit solliciter des pouvoirs publics, des grandes administrations, l'adoption des mesures favorables, provoquer la création ou, selon le besoin, aider au perfectionnement des établissements utiles aux aveugles, amener les diverses œuvres à se connaître, à s'entr'aider en vue du plus grand bien de leurs protégés.

V. — ÉTUDES ET PUBLICATIONS

La deuxième Commission de l'Association est composée de spécialistes qui ont étudié la plupart des systèmes, des appareils imaginés pour les aveugles et se tiennent exactement informés de tout ce qui paraît ; afin de s'éclairer mieux encore, elle réclame souvent le concours de personnes faisant leur spécialité absolue d'un point particulier. Partout, maintenant, on reconnaît la nécessité de former des groupes pour étudier les questions et unifier les efforts : la Commission d'Études et publications est ce groupe technique ; grâce à elle, lorsqu'en France ou à l'étranger, il se produit un événement concernant les aveugles, l'Association est immédiatement avisée, presque toujours consultée, car on sait qu'elle ne demande qu'à faire profiter tous les typhlophiles de la somme considérable de travail et de connaissances emmagasinée par elle. Systèmes d'enseignement intellectuel et professionnel ; unification de ces systèmes et coordination des efforts ; expérimentation des procédés et des appareils nouveaux ; perfectionnement et vulgarisation du matériel scolaire et de l'outillage spécial ; impression et vente à bon marché des livres en relief, pour diminuer l'écart énorme existant entre le prix de ces livres et les ressources des aveugles ; choix des ouvrages à publier ; organisation de concours pédagogiques et autres, tel est le champ d'études et d'action de la deuxième Commission de l'Association à laquelle se rattachent les services suivants :

Conférences Valentin Haüy. — Fondées depuis 1883, elles réunissent, le dernier jeudi de chaque mois, à deux heures, les

typhlophiles résidant à Paris ou s'y trouvant momentanément. Là, de nombreux spécialistes se donnent rendez-vous pour étudier en commun toutes les questions relatives aux aveugles : détails sur les établissements, les métiers, les appareils qui leur sont propres, biographies d'aveugles remarquables, etc., qu'il s'agisse de la France ou de l'étranger, tout ce qui a trait à la cécité figure au programme de ces réunions, à la fois spécialistes et cosmopolites, grâce auxquelles les typhlophiles ne sont plus exposés à travailler dans l'isolement et sans point de contact entre eux.

Musée Valentin Haüy. — Fondé en 1886, ouvert le mercredi de quatre à cinq heures, le musée Valentin Haüy est une collection unique au monde des spécimens de travaux exécutés par les aveugles, d'outils, d'appareils ou d'objets à leur usage, collection réunie non pour satisfaire une vaine curiosité, mais dans un but réel d'utilité pratique. Tous les spécialistes doivent visiter, dans l'intérêt des œuvres ou des établissements dont ils s'occupent, ce « conservatoire des arts et métiers » des aveugles, ou prendre au moins connaissance de son catalogue.

Bibliothèque Valentin Haüy. — Ouverte le mercredi et le vendredi de deux à cinq heures, elle réunit tout ce qui, dans chaque pays, se publie ou a été publié sur les aveugles, grâce au zèle bénévole d'une trentaine de typhlophiles polyglottes qui se chargent de traduire les documents de toutes langues adressés à l'Association. Comme le musée, dont elle est le complément nécessaire, la bibliothèque Valentin Haüy constitue une source de documents indispensable à qui veut étudier la typhlopédagogie.

Bibliothèque Braille. — Une des principales souffrances que traîne après elle la cécité, c'est la privation de lecture : tous les aveugles l'aiment passionnément, mais la nécessité de recourir à autrui implique, pour la plupart d'entre eux, une dépense disproportionnée à leurs ressources et, pour tous, une dépendance pénible. Fondée en 1884, pour combler cette lacune, la bibliothèque Braille renferme actuellement plus de 2000 volumes (lettres et musique) imprimés ou manuscrits en points saillants d'après l'ingénieux système dû à l'aveugle Louis Braille. Elle est alimentée par les dons des établissements qui impriment à

l'usage des aveugles et surtout (la grosseur des caractères en relief rendant les livres très volumineux et, par suite, fort chers à imprimer) par le travail bénévole de près de deux cents personnes intelligentes et zélées, dont beaucoup de femmes du monde, qui se sont familiarisées avec ce système d'écriture en relief, facile à apprendre, et transcrivent des livres destinés aux aveugles. Ces livres de tous genres : instructifs, religieux, récréatifs, sont ensuite reliés par des aveugles et mis en circulation. C'est le mercredi, de deux à cinq heures, que la bibliothèque est ouverte et le service est confié à des bibliothécaires non moins aveugles que les lecteurs qui viennent eux-mêmes faire leur choix. De plus, les volumes de la bibliothèque Braille circulent par toute la France et à l'étranger au moyen de colis postaux, s'il s'agit d'aveugles isolés, ou de bibliothèques roulantes expédiées périodiquement dans les localités où se trouvent un certain nombre d'aveugles instruits, pour lesquels ces livres ou ces cahiers de musique constituent souvent l'outil professionnel de première nécessité. Quand la lecture a usé les manuscrits, ils sont recopiés par des aveugles qui, n'ayant pas de travail plus lucratif, gagnent ainsi quelques centimes par heure. La bibliothèque Braille compte aujourd'hui environ quatre cents lecteurs ; elle se développe chaque jour, et le bien qu'elle fait intellectuellement et moralement est considérable. On peut y contribuer soit par des dons en argent, soit par un concours personnel d'activité intelligente que les besoins croissants de cette branche de l'Œuvre rendent très précieux.

Le « Louis Braille ». — Ce recueil, imprimé en relief dans le type Braille, paraissant, le 1^{er} de chaque mois, en une livraison de 16 pages in-8°, prix : France, 3 francs ; étranger, 3 fr. 50, a été fondé en 1883 dans le but d'aplanir aux aveugles instruits le dur sentier de la vie. A ceux qui ont appris une profession, il fournit les conseils, les renseignements spéciaux qu'ils ne sauraient trouver ailleurs, à ceux qui sont dans l'aisance ou qui, n'ayant pu réussir dans un apprentissage, vivent dans leur famille ou dans un asile, le *Louis Braille* apporte un peu de vie et de lumière par des lectures utiles et fortifiantes.

Rédigé dans un but d'utilité pratique, son programme

comprend : explication des systèmes, des appareils nouveaux ou perfectionnés reconnus bons et utilisables par des aveugles compétents; biographies d'aveugles remarquables dont les exemples peuvent être salutaires; articles sur des questions intéressant directement les aveugles; catalogues des livres publiés en Braille, de la musique éditée dans tous les pays; livres et appareils à vendre d'occasion; œuvres d'aveugles publiées pour les clairvoyants; réponses à des questions faites par des abonnés, lorsqu'elles sont instructives pour tous; emplois obtenus par des aveugles; fondation d'établissements spéciaux; nécrologie des aveugles ou des personnes qui s'occupent d'eux, etc. Depuis sa fondation, le *Louis Braille* a rendu de grands services, l'importance des renseignements spéciaux qu'il réunit, et que lui seul peut donner à cause des nombreuses relations qu'il entretient avec tout ce qui touche à la cécité, le fait rechercher par les aveugles français et étrangers. Sa direction est devenue rapidement le centre des aveugles instruits et une correspondance quotidienne très étendue lui permet de suivre pas à pas leurs besoins et de leur venir en aide de mille façons. Les aveugles nécessiteux qui ne sauraient faire les frais de l'abonnement (si modique cependant) reçoivent gratuitement, par les soins de l'Association, le *Louis Braille* en seconde lecture.

La « Revue Braille ». — Recueil hebdomadaire imprimé également en relief, paraissant le dimanche (France, 7 francs; étranger, 8 fr. 50), et fondé en 1883; elle informe ses lecteurs de ce qui se passe dans le monde littéraire, scientifique, musical et politique, en France et à l'étranger, et donne, dans chaque numéro, une chronique des événements de la semaine; elle forme, par an, quatre gros volumes de 208 pages, soit 832 pages.

Grâce à cette revue sérieuse, concise et substantielle, rédigée par des écrivains d'une véritable valeur, l'aveugle intelligent se tient au courant de tout ce qui préoccupe les esprits cultivés, et peut, sans peine, prendre part à leur conversation. Ce recueil, tout en se rapprochant du journal quotidien par ses informations et par l'allure rapide de ses articles, est plutôt une revue

en raccourci. Les revues contiennent généralement des articles très développés destinés aux personnes qui s'intéressent à telle ou telle question. Ce qu'il faut pour une publication imprimée en relief, ce sont des réductions en quelques pages du fait intéressant, de la découverte récente, de la pensée saillante qui se rencontrent de temps à autre dans l'un des numéros d'une volumineuse revue.

Le *Louis Braille* et la *Revue Braille* comptent parmi leurs abonnés non seulement des aveugles développés dès l'enfance par une instruction et des aptitudes spéciales, mais encore beaucoup de personnes qui, atteintes par la cécité à une période plus ou moins avancée de leur existence, ont eu l'heureuse idée d'apprendre à lire les caractères en relief. A tout âge, en effet, on peut se familiariser avec le système de lecture et d'écriture Braille, et en retirer les plus grands avantages. Voilà ce qu'il importe de faire savoir à tous ceux qui perdent la vue ; on ne saurait trop les engager à acquérir le plus tôt possible toutes les connaissances capables de leur servir dans leur nouvelle situation.

Le « *Valentin Haüy* ». — Grâce au *Louis Braille*, l'aveugle n'est plus isolé au milieu des aveugles ; grâce à la *Revue Braille*, il n'est plus isolé au milieu des clairvoyants ; le *Valentin Haüy* a pour but de faciliter la tâche à tous ceux qui s'occupent des aveugles. Fondée en 1883 et imprimée à l'usage des clairvoyants (paraissant le 15 de chaque mois ; France et étranger, 3 francs par an), cette revue universelle des questions relatives aux aveugles est en même temps le bulletin mensuel de l'Association Valentin Haüy, elle s'adresse aux directeurs et aux professeurs des établissements consacrés aux aveugles, aux parents d'enfants aveugles, en un mot, à tous les typhlophiles français et étrangers. Elle répand, dans le monde entier, une immense quantité de faits et d'informations pouvant les intéresser, centralise les renseignements les plus utiles et les plus divers, et publie aussi des études approfondies sur toutes les questions qui préoccupent ou doivent préoccuper les spécialistes. Une table analytique et alphabétique des matières (éducation, enseignement intellectuel et professionnel, écoles, ateliers, ou-

voirs, asiles, biographies, bibliographies, nouvelles et renseignements, etc.) permet une prompte et facile recherche dans cette encyclopédie indispensable à tous ceux qui s'occupent des aveugles.

VI. — PATRONAGE, PROPHYLAXIE, STATISTIQUE

Le Patronage, qui ne saurait être confondu avec l'assistance, est la clé de voûte de l'Œuvre des aveugles; celui de l'Association Valentin Haüy s'étend à tout aveugle digne d'intérêt qui lui est signalé ou qui s'adresse directement à elle; le Secrétariat général constitue et conserve avec soin des dossiers sur tous ceux dont il a eu à s'occuper; il en a déjà groupé plus de deux mille. La Commission de Patronage est formée de membres du Conseil d'Administration et de nombreux membres auxiliaires. Elle se réunit le troisième vendredi du mois, pour s'occuper de toutes les questions relatives au patronage ayant un caractère général ou motivant une décision, et elle se fractionne en quatre sections dont chacune a, en outre, une réunion mensuelle, pour étudier les cas particuliers et préparer les décisions qui doivent être soumises à la réunion plénière.

1° *Enfants*. — L'Association veille sur les premières années de l'enfant privé de la vue et, parfois, doit l'arracher à des parents indignes qui le maltraitent ou l'exploitent. Dans certains cas, elle obtient son admission à l'école primaire en attendant son entrée à l'école spéciale, mettant à la disposition de l'instituteur bienveillant les indications (d'ailleurs fort simples) nécessaires à cet enseignement préliminaire, ou bien, par un court manuel rédigé dans ce but, dirigeant les parents dans cette première éducation si importante, les encourageant et leur facilitant l'accès de l'école spéciale. Si l'enfant est indigent, l'Association lui fournit les livres et les appareils d'écriture et, soit par son entremise près des Conseils généraux ou municipaux chargés d'accorder les bourses, soit par celles encore trop peu nombreuses dont elle dispose dans quelques établissements de Paris ou des départements, soit enfin par un secours destiné au trousseau, elle aplanit les difficultés que l'intervention de

l'État ou de la commune n'aurait pas supprimées et assure à l'enfant le bienfait d'une éducation religieuse, intellectuelle et professionnelle.

2° *Adultes susceptibles d'apprendre un métier.* — L'Association fait les démarches nécessaires pour faciliter cet apprentissage, pour faire voter des bourses, à cet effet, par les Conseils généraux et municipaux, pour obtenir des secours des particuliers ou des institutions charitables ; elle-même y contribue dans la mesure de ses moyens.

3° *Adultes munis d'une profession.* — La plus grande difficulté n'est pas d'apprendre aux aveugles à gagner leur vie, mais bien de la leur faire gagner. Tout conspire à les empêcher d'utiliser leur profession, et les services que l'Association est appelée à leur rendre varient comme les circonstances où ils se trouvent placés : démarches faites pour les aider à trouver du travail, à se former une clientèle ; recommandations, conseils et encouragements, dans les phases souvent si difficiles de cette lutte pour l'existence ; secours sous forme d' « avances au travail » pour outillage ou matières premières, s'il s'agit d'ouvriers ; dons ou prêts de livres et d'instruments de musique, s'il s'agit d'organistes, de professeurs ou d'accordeurs ; en un mot, secours moral et matériel sous toutes les formes, tel est le patronage exercé par l'Association Valentin Haüy et qui s'étend parfois à toute la famille de l'aveugle. Les membres chargés spécialement de cette section se partagent les visites et la correspondance à entretenir avec leurs patronnés ; la plupart de celle-ci (un échange d'environ 600 lettres par an) est faite en Braille. L'une des faveurs les plus appréciées est celle du demi-tarif accordé, pour les places de chemin de fer, sur la demande de l'Association, par les Compagnies, et permettant à l'aveugle qui voyage pour l'exercice de sa profession, sur un rayon déterminé, de ne payer qu'une place pour lui et son guide. Une moyenne de 450 permis est ainsi obtenue, annuellement, au grand avantage des travailleurs aveugles.

4° *Aveugles âgés ou impotents.* — Relativement aux aveugles incapables de pourvoir à leur subsistance, la tâche de l'Association consiste à leur procurer un travail facile, à les faire se-

courir chez eux ou hospitaliser. Grâce aux rapports suivis qu'elle entretient, soit avec l'Assistance publique, soit avec les œuvres de bienfaisance privées, elle s'efforce de les faire bénéficier des institutions charitables créées pour tous les indigents; parfois, elle est l'intermédiaire de libéralités particulières que ses enquêtes à domicile, ses relations constantes avec ses patronnés la mettent à même de distribuer à bon escient. Aux malades, elle procure des cartes qui leur assurent, dans d'excellents dispensaires, soins et médicaments gratuits.

Atelier d'apprentissage pour les femmes. — Pour secourir une catégorie d'aveugles particulièrement intéressante, les femmes que leur âge ou d'autres causes empêchent d'être admises dans une école et qui, privées de ressources, veulent demander leur subsistance non à l'aumône, mais au travail, l'Association a créé, chez les Sœurs aveugles de Saint-Paul, 88, rue Denfert-Rochereau, un atelier (avec internat) d'apprentissage de broserie, l'un des rares métiers manuels quelque peu rémunérateurs qui soient à la portée de la femme aveugle. Celles des ouvrières qui ne peuvent, leur apprentissage terminé, aller exercer chez leurs parents la profession apprise sont conservées dans l'atelier. Enfin, l'Association entretient à l'Asile-ouvrier des aveugles de Saintes (Charente) celles des ouvrières que leur santé rend incapables d'un travail suffisant.

Atelier pour la fabrication des sacs en papier. — Pour les aveugles ayant perdu la vue après la quarantième année ou restés jusqu'à cet âge sans travailler, pour ceux auxquels le manque d'adresse et d'initiative interdit l'apprentissage d'un métier difficile, l'Association a cherché une occupation très facile n'exigeant ni longue initiation, ni outillage compliqué, ni matériaux coûteux, et, en 1893, elle a créé un atelier d'apprentissage pour la fabrication des sacs en vieux papier destinés aux halles et marchés; il est situé 62, rue Saint-Sauveur. Mais, pour que cette modeste industrie soit suffisamment rémunératrice, il importe de fournir à un prix infime le papier nécessaire aux ouvriers aveugles; dans ce but, l'Association fait appel à la charité des grandes administrations, comme à celle de tous les particuliers désireux de venir en aide à une classe intéressante

de travailleurs en lui abandonnant le papier hors d'usage ; vieux livres, journaux, etc., tout est utilisé. Sur un simple avis, l'Œuvre fait prendre à domicile, et plusieurs dépôts répartis dans Paris facilitent cette récolte de vieux papier. Une succursale de l'atelier de la rue Saint-Sauveur existe maintenant au siège de l'Association.

Travail à domicile pour les femmes aveugles mères de famille.

— Les mères de famille pauvres qui perdent la vue sont peut-être les plus intéressantes victimes de la cécité ; aussi l'Association cherche-t-elle à leur procurer un travail facile : tricot, crochet, filet (quelques-unes font même un peu de couture), qu'elles puissent exécuter tout en gardant leurs enfants et en vaquant aux soins du ménage restés à leur portée. Cette œuvre du travail à domicile s'étend maintenant de Paris en province ; l'écoulement de ces travaux, qui constituent pour les ouvrières un bienfait à la fois moral et matériel, se fait grâce aux personnes qui veulent bien réserver leurs commandes de bienfaisance à l'Œuvre ; quelques dons de laine faits par de charitables industriels, malheureusement trop peu nombreux, permettent de livrer à des prix modérés les objets ainsi confectionnés.

En outre de ce qui précède, l'Association Valentin Haüy a créé les services suivants qui viennent en aide à toutes les catégories de ses patronnés :

Vestiaire. — Il est alimenté par des dons en nature (vêtements, linge, chaussures) qui sont reçus avec reconnaissance, et par le travail de dames charitables se réunissant le deuxième et le quatrième vendredi de chaque mois à l'ouvroir de l'Association. Le vestiaire est ouvert tous les mercredis, de deux à cinq heures ; au moyen de bons délivrés par le Secrétariat général, les aveugles peuvent faire réparer leurs vêtements à peu de frais ou même gratuitement et s'en procurer au besoin.

Caisse des loyers. — Elle a pour but de faciliter aux aveugles nécessiteux le paiement de leur loyer et de les encourager à l'économie, à la prévoyance à cet égard, en leur accordant l'aide de l'Association, sous forme d'une prime trimestrielle de 10 pour 100 proportionnée à l'épargne réalisée par eux.

Consultations gratuites. — Deux membres de l'Association, un ancien magistrat et un docteur en médecine, donnent gratuitement aux aveugles (soit de vive voix, le mercredi de 2 à 5 heures, soit par correspondance) des consultations juridiques et médicales.

Cercle Valentin Haüy. — Sous ce nom, une salle de réunion et de récréation est ouverte, pour les hommes aveugles, le dimanche de deux à six heures; ils y trouvent des jeux, des lectures et des causeries intéressantes.

Prophylaxie. — L'Association Valentin Haüy, non moins désireuse d'éviter la cécité que de la soulager, étudie et vulgarise la prophylaxie. Afin de prévenir l'ophtalmie purulente, qui, on le sait, cause 35 p. 100 des cas de cécité, elle répand et fait distribuer par les municipalités et les personnes charitables qui s'y prêtent des milliers de notices populaires intitulées : *Conseils aux mères qui ne veulent pas que leurs nouveau-nés deviennent aveugles.*

Par l'intermédiaire des oculistes, l'Association se met à la disposition des personnes dont la vue est affaiblie pour leur fournir gratuitement renseignements et conseils, leur indiquant les procédés et appareils à l'aide desquels on peut lire, écrire, calculer en laissant reposer l'organe fatigué, les jeux appropriés, etc. L'un des vice-présidents de l'Association Valentin Haüy, le commandant Barazer, lui-même aveugle, a rédigé, dans ce but, un utile manuel intitulé : *Conseils aux personnes qui perdent la vue.*

Statistique. — Indispensable à qui veut faire le bien avec ordre et méthode, la statistique provoque, de la part de l'Association, d'utiles enquêtes ayant pour but de rendre plus précis et plus efficace l'exercice du patronage : nombre de places vacantes dans les divers établissements spéciaux, résultats pratiques donnés par les diverses professions qu'exercent des aveugles isolés, etc., etc.

Telles sont, en résumé, les œuvres entreprises par l'Association Valentin Haüy, œuvres qui rendent déjà de grands services, mais en rendraient de plus grands encore si ses ressources lui permettaient de les développer, de les compléter. Combien

d'aveugles seraient sauvés du désespoir et rendus à la vie utile si elle pouvait leur prêter un concours plus efficace!... Combien d'enfants seraient arrachés à la misère physique et morale où s'atrophient leur corps et leur âme, si ses ressources lui permettaient d'entretenir, en leur faveur, un plus grand nombre de bourses dans les écoles spéciales!...

L'action de l'Association Valentin Haüy est extrêmement vaste; elle s'étend, on l'a vu, à presque toutes les situations de la vie de l'aveugle. Elle a, grâce à de nombreux et dévoués concours, pris rapidement une grande extension; pour soutenir ses créations, il faut que tous les gens de cœur qui jouissent de la vue pensent qu'il y a en France *quarante mille* aveugles dont les trois quarts sont indigents... Il faut que chacun, riche ou pauvre, donne sa sympathie et envoie son obole à l'Association Valentin Haüy pour le bien des aveugles.

MAURICE DE LA SIZERANNE.

UNE

PETITE FAMILLE A MÉNILMONTANT

L'ABRI DE LA FILLETTE

La rue Julien-Lacroix est une des pauvres rues qui relient la rue de Belleville à la rue de Ménilmontant. C'est là, au numéro 25, qu'une Suédoise, M^{me} Andersson de Meijerhelm, vit au milieu de dix petites filles qu'elle a recueillies dans le modeste logement qu'elle occupe, et qu'elle garde à demeure chez elle. Venue en France, il y a quatre ans, elle se fixa aussitôt dans le XX^e arrondissement, l'un des plus pauvres de Paris et chercha à y faire tout le bien que lui permettaient ses modestes ressources. Elle commença par réunir quelques enfants, les jours de congé, c'est-à-dire le jeudi et le dimanche, demandant aux directrices des écoles du quartier de lui envoyer ceux que leurs parents, ouvriers occupés tout le jour dans les fabriques, ne pouvaient surveiller, recherchant elle-même ceux qui, dressés à la mendicité par des pères ou des mères indignes, échappaient à l'École et s'engageaient dans la voie de la perdition. Un bon nombre de fillettes de huit à quinze ans vinrent ainsi le jeudi et le dimanche former un petit ouvroir où M^{me} Andersson les occupait à des ouvrages qu'elles pouvaient ensuite achever chez elles, les distrayait en les faisant jouer ou en leur apprenant à chanter en chœur. Mais que sont deux après-midi par semaine, quand il s'agit d'exercer une influence quelconque sur des enfants le plus souvent abandonnées à

elles-mêmes et en butte à toutes les séductions et à tous les dangers de la rue? Aussi M^{me} Andersson ne s'en tint-elle pas à ces deux réunions; elle fit venir chaque jour celles qu'elle jugeait le plus exposées, les réunissant après la classe, à l'heure où elles avaient à faire leurs devoirs et où, le plus souvent, elles trouvaient la porte du logis fermée et attendaient dans la rue la rentrée de leurs parents. Elle les encourageait ainsi à suivre régulièrement l'école et s'assurait que la classe n'était pas désertée pour le ruisseau.

Un pas restait à faire. Un jour de 1895, la directrice d'une école demanda à M^{me} Andersson de recevoir à demeure une petite fille de douze ans que sa mère, adonnée à la boisson, brutalisait et forçait à mendier avec elle. Elle resta quatre mois chez M^{me} Andersson, couchant dans un lit qu'on lui avait prêté. Ce fut l'origine de la petite famille. Et en effet, ce ne fut bientôt plus une petite fille, mais quatre, puis huit, puis dix que put recueillir « l'Abri de la Fillette », désormais constitué grâce à quelques personnes généreuses qui aidèrent la fondatrice à acheter les meubles indispensables et à payer le loyer d'un logement un peu plus grand.

L'Abri de la rue Julien-Lacroix est composé de quatre petites pièces dont la première sert à la fois d'antichambre, de salle d'étude et de chambre de jeu. Les deux suivantes sont les dortoirs; les repas se prennent dans la cuisine. Le tout est d'une simplicité extrême : rien que le strict nécessaire, mais le petit appartement est propre et bien tenu. Une femme dévouée s'occupe des enfants, leur prépare à manger et les surveille. La directrice habite à l'étage au-dessus, mais elle est plus souvent avec les enfants que chez elle. Elle entre et les petites filles de se jeter aussitôt au cou de « grand'mère », comme elles l'appellent. C'est qu'elles n'ont pas été habituées à être entourées de soins et d'affection. Et cependant presque toutes ont des parents, un père ou une mère, auxquels il a fallu les enlever pour une raison ou pour une autre. Toutes jeunes, il y a de ces enfants qui ont déjà bien souffert, moralement et physiquement, de la misère et de la brutalité, des mauvais traitements et des mauvais exemples. En voici une qui, à treize ans, ne

savait pas lire : pas de père ; la mère partait le matin de bonne heure pour l'usine, fermait la porte du logis, et voilà la petite livrée à elle-même jusqu'au soir ! Ce cas-là n'est pas rare dans les pauvres quartiers de Belleville ou de Ménilmontant. Beaucoup de femmes boivent et malmènent leurs enfants. Quel n'eût pas été le sort de ces pauvres petites si elles n'avaient trouvé dans M^{me} Andersson une mère et dans l'Abri une famille, une vraie famille, où la vie est calme, réglée, saine ! Ici elles reprennent confiance et retrouvent la gaieté de leur âge. On les sent heureuses et on les sait sauvées. Le bon pli est pris : elles ne vagabondent plus dans la rue, elles vont régulièrement à l'école et, en rentrant, elles font exactement leur devoir. Sans doute il y a certaines de ces petites filles dont on a bien du mal à faire quelque chose. Il est difficile de triompher de certaines tares héréditaires. L'alcool exerce des ravages affreux sur notre population des faubourgs. Contrefaits, dégénérés, épileptiques, sont légion. Ici cependant les résultats obtenus sont encourageants. Une des fillettes, fille d'alcoolique, désespérait au début M^{me} Andersson par ses lubies et sa santé chétive ; depuis qu'elle est à l'Abri, les soins de la brave femme qui s'occupe des enfants et l'influence d'un milieu paisible ont fait merveille ; les accès passagers de folie ont disparu ; l'enfant est maintenant soumise et donne toute satisfaction.

La « petite famille » est composée de dix petites filles, âgées de cinq à treize ans. A cet âge de treize ans, M^{me} Andersson les place en apprentissage ; elle continue à s'en occuper, va les voir et les suit ; le milieu est choisi et reconnu bon et il y a beaucoup de chances pour que les enfants tournent bien. En plus des dix dont nous venons de parler, quatre petites filles viennent pour la journée seulement ; elles ne couchent pas à l'Abri, mais chez leurs mères, occupées tout le jour dans un atelier.

Le jeudi et le dimanche, M^{me} Andersson continue à inviter des enfants du quartier à venir se joindre à ses petites pensionnaires, pour jouer, travailler ou se promener. Une vingtaine de fillettes répondent régulièrement à son appel, heureuses de prendre part au modeste goûter qui leur est offert et de confec-

tionner un petit ouvrage à la fois amusant et instructif. Quand le temps est beau, toute la bande va se promener et on devine le plaisir que fait une excursion au Jardin des Plantes ou au Bois de Vincennes !

Ces enfants appartiennent toutes à la partie la plus misérable et la plus moralement déshéritée de la population de Paris. Il est presque superflu de mettre en relief l'extrême utilité, dans un pareil milieu, d'une petite œuvre comme celle que nous venons de décrire. On voit clairement une fois de plus quelle peut être l'action personnelle d'une volonté énergique et ardemment tendue vers le bien. Il est évident que, pour un grand nombre d'ouvriers très pauvres, de femmes veuves occupées tout le jour à travailler en dehors de chez elles, il est matériellement impossible, même avec la meilleure volonté, de surveiller et d'élever leurs enfants. Un abri, comme celui dont nous nous occupons, se charge de ces soins. Les enfants y sont recueillis entre les classes, on veille à ce qu'ils fassent régulièrement leurs devoirs et on les enlève aux plaisirs dangereux de la rue qui habituent au vagabondage. Ainsi nous avons vu qu'à l'Abri de la Fillette, quatre petites filles ne sont que demi-pensionnaires et retournent coucher chez leurs parents auxquels on a pu les laisser sans danger. Mais l'abri est surtout de première nécessité pour ceux qui, victimes de parents négligents ou vicieux, se perdraient infailliblement, si on ne les transplantait dans cette famille d'adoption. Il est bien entendu que l'abri ne se substitue pas à la vie de famille, quand celle-ci peut matériellement et moralement exister : il ne fait que la remplacer, là où elle manque totalement, là où elle est pernicieuse.

M^{me} Andersson pense avec beaucoup de raison qu'une petite famille comme celle qu'elle a formée ne doit pas réunir plus d'une dizaine d'enfants, afin de conserver ce précieux caractère de « famille » qu'on ne peut obtenir dans les grands établissements. Ici l'affection est vraiment celle d'une mère pour ses enfants, et ces mots seuls en disent long. Ce qu'il faudrait donc, ce n'est pas que le nombre des enfants augmente dans chaque petite famille, mais que le nombre de ces petites familles se multiplie. Il faudrait qu'il s'en fonde une pour les garçons et une

pour les filles auprès de chacune des écoles des quartiers les plus pauvres; il faudrait que chacun de ces petits abris ait dix lits et une salle de réunion pour une trentaine d'enfants, afin que d'autres enfants pauvres du quartier puissent venir se réunir le jeudi et le dimanche à leurs petits camarades, se distraire avec eux, et subir la bienfaisante influence de la petite famille; il faudrait que certains de ces abris aient des succursales à la campagne pour les enfants malades ou pour ceux qui ont besoin de quelques semaines d'air pur. Il faudrait... mais nous sommes loin de la réalité actuelle !

Cependant la petite œuvre de M^{me} Andersson, toute modeste, toute pauvre — on peut le dire — qu'elle soit, réalise déjà quelques-uns de ces desiderata. Elle reçoit les fillettes à demeure depuis 1895. Depuis cette époque, elle en a reçu trente qu'elle a toutes suivies, après les avoir placées en apprentissage à l'âge de treize ans. Depuis le 10 février 1894, elle a eu le jeudi et le dimanche plus de cent enfants, dits externes. Elle n'a pu les suivre tous, mais elle a pu s'occuper efficacement de certains d'entre eux, en particulier pour leur faire suivre l'école et leur procurer des soins médicaux en cas d'infirmités ou de maladies.

C'est un bel exemple d'initiative privée qui mérite d'être encouragé et imité.

M. G.

CONSEIL SUPÉRIEUR

DE

L'ASSISTANCE PUBLIQUE

Le Conseil supérieur de l'Assistance publique a tenu sa première session ordinaire de 1898, du 16 au 19 mars dernier, dans le local habituel de ses séances, à l'Institution nationale des Jeunes Aveugles.

MM. Théophile Roussel, président, et MM. Hermann Sabran et Thulié, vice-présidents sortants ont été réélus par acclamation.

Les séances ont été présidées par M. Sabran en l'absence de M. Théophile Roussel, empêché par la maladie grave de sa femme.

M. Monod, directeur de l'assistance et de l'hygiène publiques, a déposé sur le bureau du Conseil, les nouvelles demandes d'avis dont le ministre de l'intérieur a saisi le Conseil, savoir :

1^o Projet d'organisation de services de secours en faveur d'enfants âgés de moins de deux ans, non menacés d'abandon;

2^o Projet d'organisation du patronage de l'Assistance publique en faveur des jeunes libérés;

3^o Projet de création de quartiers spéciaux pour les aliénés améliorés;

4^o Avis à émettre sur la question de savoir si les médecins et chirurgiens attachés aux établissements hospitaliers peuvent se faire payer des honoraires par des hospitalisés.

Révision du règlement-modèle des hôpitaux et des hospices. — La première question à l'ordre du jour des délibérations, a été exposée par M. le docteur Drouineau, rapporteur. Les règlements actuellement existants ont été faits sur le règlement modèle de 1840. Depuis lors, bien des modifications ont été introduites dans l'hospitalisation des malades et des vieillards ou infirmes, surtout des malades. Bien que les hôpitaux fussent libres de mettre leurs règlements en harmonie avec ces modifications, ils ne l'ont pas fait, sauf dans quelques grandes villes.

La place nous manque pour reproduire aujourd'hui le projet de règlement tel qu'il est sorti des délibérations du Conseil. Nous tenons seulement à signaler quelques-uns des points sur lesquels le nouveau règlement s'est appliqué à améliorer celui de 1840.

Le nouveau règlement précise quelles conditions sont nécessaires pour assurer la liberté de conscience des hospitalisés.

Il établit une démarcation bien nette entre l'hôpital, exclusivement réservé aux malades et l'hospice, destiné surtout aux vieillards.

Il rappelle aux commissions administratives, les obligations qui leur sont imposées par les lois de 1851 et de 1893.

Pour l'exécution de la première de ces lois, qui n'est pas obligatoire en ce sens qu'elle n'a pas de sanction, les commissions administratives mesurent les admissions aux ressources de l'établissement; mais pour l'exécution de la loi de 1893, elles doivent pourvoir à l'insuffisance de leurs ressources par les moyens financiers que la loi a indiqués. Il faut faire intervenir les prévisions de ces deux lois dans la détermination des lits.

Dans le chapitre VII relatif aux malades hospitalisés, le Conseil a affirmé que l'hôpital est exclusivement réservé aux malades indigents, sauf des cas exceptionnels. Ceci pour couper court, s'il est possible, aux abus devenus sérieux de malades aisés et même riches qui se font hospitaliser, moyennant des rétributions illusoires.

Dans ce même chapitre, il est dit que les femmes enceintes peuvent être reçues pendant la dernière quinzaine de leur grossesse et non plus, comme le disait l'ancien règlement, au terme de leur grossesse. L'hospitalisation leur est assurée jusqu'à ce que le médecin ait certifié qu'elles peuvent quitter l'hôpital sans danger pour elles et leur enfant.

Pour les hospices, les modifications effectuées par le nouveau règlement sont de peu d'importance.

Les membres du Conseil qui ont pris la plus grande part à la discussion sont : MM. Armaingaud, Bérenger, Brueyre, Caubet, Henrot, Hébrard de Villeneuve, Émile Labiche, Lefort, Henri Monod, Napias, Regnard, Sabran, Paul Strauss, Voisin.

Institution nationale des sourds-muets de Paris. — En 1895, M. Henry Boucher, rapporteur du budget du ministère de l'intérieur, avait signalé l'élévation du prix de pension des sourds-muets à l'Institution nationale de Paris, et avec lui la commission du budget avait suggéré l'idée du transport de l'établissement à la campagne, par mesure d'économie. Il lui semblait que le séjour de Paris n'était pas nécessaire aux sourds-muets, qu'à la campagne ils seraient élevés dans des conditions plus économiques et que la vente du terrain sur lequel s'élève l'Institution couvrirait et au delà les frais de transport. L'avis du Conseil supérieur ayant été demandé, M. Paul Strauss fut chargé de présenter un rapport sur cette question.

Il a d'abord établi qu'il fallait écarter l'idée d'un exode complet, absolu, de l'Institution nationale en dehors de Paris, « le séjour dans une grande ville étant plus propre qu'une résidence rurale à éveiller l'intelligence des sourds-muets qui apprennent surtout par les yeux et dont l'éducation se fait principalement par la vue, par le spectacle extérieur ».

Cette solution écartée, deux hypothèses peuvent être envisagées. M. Paul Strauss les a résumées en quelques lignes :

« Ou bien, débarrassée de ses retardataires; ne conservant que ses meilleurs sujets, l'Institution deviendrait une véritable école normale; elle donnerait l'exemple non seulement aux écoles régionales, mais encore

aux institutions de l'étranger. Les cours normaux, suivis depuis 1881 par les délégués du Mexique, du Portugal, du Brésil, de la Russie, par le personnel enseignant de Bicêtre et de la Salpêtrière et par des instituteurs et des institutrices de la Ville de Paris, seraient encore plus fréquentés qu'aujourd'hui. Elle coûterait moins cher et ferait faire plus de progrès aux élèves.

« Dans une annexe située à la campagne, avec un personnel enseignant sorti de l'École de Paris, avec des classes contenant un plus grand nombre d'élèves, avec des programmes et un enseignement professionnel appropriés aux aptitudes et aux besoins des élèves de cette catégorie, les arriérés eux-mêmes se développeraient mieux physiquement et intellectuellement. Leur prix de revient subirait une diminution sensible. Les dépenses seraient moindres et l'éducation meilleure.

« Ou bien, sans fonder deux établissements distincts, l'école normale et l'école des arriérés formeraient deux sections séparées, mais juxtaposées et réunies sous une administration commune, avec des bâtiments généraux communs, sur un emplacement économiquement choisi dans le voisinage des fortifications.

« Mais on ne saurait improviser, sans devis de dépenses, sans propositions fermes, une transformation de cette nature, d'autant mieux que le Conseil supérieur n'est pas interrogé sur cette transformation, mais uniquement sur le transfert de l'Institution.

« Votre section estime, Messieurs, que, pour se prononcer en toute connaissance de cause et pour être en mesure de donner un avis explicite, elle a besoin d'être consultée par le Gouvernement, non sur une solution restreinte et déterminée, mais sur la réorganisation totale de l'Institution nationale des sourds-muets de Paris, sur sa conversion en école normale, sur la création d'une annexe d'arriérés et, par voie de conséquence, sur l'ensemble des problèmes de l'éducation intellectuelle et professionnelle des sourds-muets en France. »

Ces conclusions ont été adoptées par le Conseil supérieur.

Le recrutement du personnel secondaire des établissements hospitaliers. — Cette question, depuis longtemps à l'ordre du jour du Conseil supérieur et dont la solution rencontre beaucoup de difficultés, se trouve désormais vivement éclairée par le rapport considérable et du plus haut intérêt que lui a consacré M. le Dr Napias, rapporteur. En dehors de Paris et de Lyon peu de villes, en France, ont pris des mesures sérieuses pour assurer le recrutement d'un personnel d'infirmiers et d'infirmières à la hauteur de ses devoirs. En opposition à cet état arriéré, M. le Dr Napias a exposé la situation remarquable de quelques pays étrangers, surtout de l'Angleterre. C'est à une femme, miss Nightingale, que nos voisins doivent l'école d'infirmières de Saint-Thomas qui a alimenté tous les hôpitaux anglais d'infirmières et a fourni des professeurs aux écoles fondées, sur son modèle, par plusieurs grandes villes, Berlin par exemple.

La France ne saurait rester en dehors de ce progrès. Bien que la Ville de Paris avec sa fondation des écoles municipales d'infirmiers et d'infirmières, que dirige le Dr Bourneville, ait créé un mouvement dans ce sens, son exemple a été peu suivi, et il est indispensable d'indiquer aux éta-

blissements hospitaliers la voie dans laquelle ils doivent s'engager.

Voici les propositions, adoptées par les 2^e et 3^e sections qui forment la conclusion du rapport de M. Napias.

I. — Les établissements hospitaliers devront être invités par l'administration supérieure, à s'assurer le concours d'un personnel secondaire (infirmiers et infirmières, surveillants et surveillantes), instruits et expérimentés dont la compétence, prouvée par des examens, sera constatée par l'obtention d'un certificat ou diplôme spécial.

II. — Pour atteindre ce but, il sera créé, au fur et à mesure qu'il sera nécessaire, dans les principales villes et notamment dans celles où il existe des facultés ou école de médecine, auprès de grands hôpitaux à services multiples comprenant toutes les formes de l'assistance, des écoles d'infirmiers et d'infirmières. Ces écoles pourront être fondées par les villes ou les commissions hospitalières.

III. — L'enseignement dans ces écoles sera à la fois technique et pratique. Sa durée ne pourra être inférieure à une année.

IV. — Cet enseignement, confié aux médecins et chirurgiens de l'établissement, sera uniforme pour toutes les écoles et donné conformément à un programme étudié dans ses détails par une commission spéciale nommée par M. le ministre de l'intérieur et arrêté définitivement après avis du Conseil supérieur de l'Assistance publique.

V. — Le jury d'examen pour l'obtention du diplôme sera composé :

1^o Du président de la Commission administrative de l'hospice, siège de l'école ou d'un membre de ladite commission délégué par le président;

2^o D'un professeur de la faculté ou de l'école de médecine désigné par la faculté ou l'école;

3^o De trois membres du corps médical de l'établissement : un médecin, un chirurgien, un accoucheur, désignés par leurs collègues.

VI. — Le personnel des asiles publics d'aliénés et des asiles privés faisant fonction d'asiles publics (infirmiers et infirmières, surveillants et surveillantes) sera choisi, autant que possible, parmi les personnes diplômées et devra, en tous cas, pendant la première année suivre des cours spéciaux faits par les médecins de l'établissement.

VII. — Il est nécessaire que le salaire des infirmiers et infirmières soit relevé et qu'une retraite leur soit assurée.

Après une courte discussion ces conclusions ont été adoptées.

Demandes des communes faites en vertu de l'article 35 de la loi sur l'assistance médicale. — M. Rondel, délégué au contrôle du service de l'assistance médicale, a présenté le rapport général sur les demandes formées par les communes en vertu de l'article 35 de la loi de 1893 pour obtenir l'autorisation d'avoir une organisation médicale.

Cette autorisation a été accordée à 15 communes qui ont justifié remplir d'une manière complète leur devoir d'assistance envers leurs malades. Elle a été accordée, sous certaines réserves, à 48 autres communes. La décision à l'égard de 19 communes a été ajournée. Et la demande de 4 communes a été rejetée.

Déclaration. — En son nom personnel et au nom d'une vingtaine de

membres du Conseil supérieur, M. Paul Strauss a ensuite donné lecture de la déclaration suivante :

« Le Conseil supérieur, qui va compter aujourd'hui dix années d'existence, renouvelle son adhésion aux règles générales qu'il a formulées dès ses premières réunions, et qui ont depuis guidé tous ses travaux. Ces règles sont les suivantes :

« L'assistance publique est due à ceux qui se trouvent, temporairement ou définitivement, dans l'impossibilité physique de pourvoir aux nécessités de la vie.

« L'assistance publique n'est due qu'à défaut d'autre assistance.

« L'assistance publique est d'essence communale. C'est par la commune que doivent être désignés les bénéficiaires de l'assistance, parce que seule elle est en situation de les connaître.

« L'organisation de l'assistance doit toujours être telle que la commune soit financièrement intéressée à la limitation du nombre de ses indigents. Des recours doivent pouvoir être exercés contre sa décision, si cette limitation est abusive.

« L'assistance publique est une œuvre de solidarité nationale. Elle doit s'exercer, non seulement de la société à l'individu, mais de groupe à groupe, les communes riches venant au secours des communes pauvres, les départements riches venant au secours des départements pauvres. La proportionnalité, et non la fixité, doit en conséquence être la règle des subventions soit des départements, soit de l'État.

« Le Conseil supérieur émet le vœu que ces principes, qui sont ceux adoptés à l'unanimité par le Congrès international de 1889, continuent à inspirer la direction que donne le gouvernement à l'administration de l'Assistance publique, soit dans la préparation de lois nouvelles, soit dans l'application des lois existantes. »

Cette déclaration a été approuvée par acclamation.

Vœu. — MM. Hébrard de Villeneuve et Paul Strauss ont ensuite présenté le vœu suivant :

« Le Conseil supérieur émet le vœu que les femmes soient appelées à faire partie des commissions chargées de l'administration des établissements publics de bienfaisance. »

Ce vœu a été approuvé.

Le samedi 19 mars, à midi, la session du Conseil supérieur a été close.

VARIÉTÉS

Société française des Habitations à bon marché.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 6 MARS 1898

La neuvième Assemblée générale de la *Société française des Habitations à bon marché* a eu lieu le 6 mars dans la grande salle du *Musée social*, sous la présidence de M. le docteur Brouardel, membre de l'Institut, assisté de M. le commandant Meaux Saint-Marc, représentant M. le Président de la République; Jules Siegfried, président d'honneur de la Société; Georges Picot, président; Cheysson, vice-président; Fleury-Ravarin, secrétaire général; Charles Robert, trésorier.

A 2 heures et demie, M. Brouardel, *président*, ouvre la séance en donnant la parole à M. Georges Picot, qui s'exprime ainsi :

M. GEORGES PICOT. — Mesdames, Messieurs, nous tenons aujourd'hui la neuvième assemblée générale de la Société française des Habitations à bon marché.

L'œuvre que nous poursuivons, vous le savez, est considérable. Vous vous y êtes associés depuis le début. M. le Secrétaire général vous donnera tout à l'heure l'exposé détaillé de tout ce qui a été accompli dans le courant de l'année 1897.

Le danger des Sociétés qui réussissent — et assurément la nôtre est de celles-là — c'est de subir au bout d'un certain temps une sorte d'engourdissement, de perdre le but de l'action, de trouver l'œuvre accomplie suffisante, de se regarder elles-mêmes et de se complaire dans les résultats obtenus.

Nous n'avons pas cessé, Mesdames et Messieurs, d'exciter à l'effort et, pour y exciter plus sûrement, nous n'avons pas cessé de considérer le mal qui est au point de départ même de notre action. Nous avons estimé que les enquêtes étaient le seul moyen d'apporter à notre Société ce ferment d'initiative que cause à d'honnêtes gens la vue d'un mal. (*Applaudissements.*)

Nous avons envoyé de tous côtés pour savoir quelle était la situation

exacte du logement des familles ouvrières en France et nous nous sommes abouchés avec tous ceux qui ont commencé ces enquêtes.

Dans le bulletin de la Société, nous avons donné à ce sujet les indications les plus précises. Nous avons eu la satisfaction dernièrement d'avoir une enquête faite dans l'Oise, faite par M. Baudran et qui est assurément un modèle d'enquête rurale.

Nous avons suscité, il y a quelque temps, le grand travail auquel les docteurs Mangenot et du Mesnil ont attaché leur nom. Ils ont visité, dans un arrondissement de Paris, toutes les maisons d'un certain flot, et ils ont constaté les choses les plus lamentables, au point de vue du logement de ceux qui habitaient ces maisons. Ils ont constaté surtout que, sur 40 maisons, il y avait 34 cabarets. Ils sont entrés dans ces demeures, ils ont vu les vices de l'habitation et, après avoir noté les causes d'insalubrité extérieures et intérieures, ils ont rédigé le plus lumineux rapport, indiquant le nombre des enfants, les conditions morales à côté des conditions matérielles et nous laissant l'impression que donnent des hommes de bien, des cœurs généreux qui constatent un des maux les plus sensibles de l'humanité de notre temps.

Ils ont fait des descriptions qui resteront et, dans un mot que l'un d'eux a écrit à la fin de son rapport, ils ont donné la formule qu'aucun de nous ne doit perdre de vue. Il dit que, dans le temps où nous vivons, il s'agissait de se pénétrer de la pensée et d'en pénétrer les autres, que les maux dont souffre la classe nécessiteuse ne sont pas irrémédiables. (*Applaudissements.*)

Ce mot doit rester. Il indique notre devoir; il montre la voie dans laquelle nous devons marcher. La Société française des Habitations à bon marché a précisément été créée pour chercher le remède à ces maux. Elle le cherche dans toutes les voies, sous la forme de Sociétés dont elle suscite la création, sous la forme d'initiatives individuelles qu'elle provoque, sous la forme de moyens de toutes sortes qu'elle apporte aux hommes de bonne volonté pour réaliser leurs efforts.

Elle fait imprimer des statuts, des plans, des devis. Elle montre, sous toutes les formes, ce qui peut être réalisé.

Elle fait plus. Elle s'est aperçue, dès le début, qu'une des plus grosses difficultés en présence desquelles se trouvaient le constructeur, les Sociétés de construction, c'était le défaut de capitaux; il était donc absolument nécessaire, pour que l'édification de maisons salubres eût lieu, de disposer de capitaux importants. Ces capitaux, le jour où on leur fait appel, sont disposés à croire que l'œuvre à laquelle on les convie est stérile. Peu d'entre eux, nous le savons par expérience, sont disposés à faire les frais d'une tentative qui peut avorter. Ils ne croient pas aux affirmations que nous leur apportons sur la certitude, si une Société est bien gérée, d'un revenu correspondant au capital.

Et alors les Sociétés les plus intéressantes risquent, dès le début, de voir avorter leurs efforts.

Nous avons cette grande expérience de la Société de Lyon, une des plus grandes qui existent en France et qui, faute de capitaux au point de départ, aurait risqué de périr. Elle a été trouver la Caisse d'épargne

de Lyon qui a compris de quelle importance était une telle initiative, et une somme de 500 000 francs a été mise à la disposition des fondateurs. Cette somme est devenue le noyau, le point de départ d'un effort qui se chiffre aujourd'hui par 6, 7 et 8 millions d'opérations. La Société de Lyon a tenu à honneur de rendre les fonds prêtés, démontrant ainsi à tous que ce qu'on doit attendre des Caisses d'épargne, ce n'est pas, à coup sûr, d'aventurer leurs capitaux qui sont sacrés, mais c'est d'apporter l'effort initial, ce qu'un philosophe a appelé comme la mise en mouvement du système planétaire tout entier, cette chiquenaude qui fait tout marcher. (*Applaudissements.*)

Voilà un acte qui sera imité par d'autres et le mouvement se produira. La circulaire du 10 mars 1897 a tenu aux caisses d'épargne un langage que le ministre du commerce avait déjà fait connaître, langage d'initiative, d'éducation. Le mouvement est déjà assez important pour mériter l'attention et la reconnaissance de la société.

D'autres efforts sont faits. Ce n'est peut-être pas le moment d'en parler; mais le Conseil se préoccupe toujours de cette question, et il espère trouver d'ici peu d'autres ressources qui détermineront un nouvel effort.

Voilà l'œuvre persévérante à laquelle nous nous livrons et qui, nous y comptons, arrivera à produire, dans la transformation de l'ouvrier en France, des résultats véritablement importants.

La Société française des habitations à bon marché est ainsi l'intermédiaire entre les besoins de l'ouvrier, besoins que vous connaissez mais que vous n'estimez, qu'aucun de nous, peut-être, n'estime pas assez. Il n'est pas un atelier, pas un groupe d'ouvriers, pas un point où nous ne soyons en contact avec des ouvriers pour arriver à élargir leur habitation, pour la rendre plus saine. C'est ce besoin que nous constatons et dont nous sommes les intermédiaires.

La Société française est en même temps le conseil de Sociétés privées. Puis il y a le Conseil supérieur des habitations à bon marché dont nous sommes heureux de saluer ici le président, qui nous permet de connaître les enquêtes qui se font sous l'impulsion du Conseil supérieur, enquêtes qui, pour Saint-Quentin, Marennes et pour les Ardennes, constituent des investigations précieuses.

Nous avons des relations perpétuelles avec ces divers éléments. Nous nous souvenons aussi des inspirations qui ont guidé les premiers pas de notre Société, la manière si élevée, le langage si éloquent avec lesquels, à cette même place, pendant si longtemps, Jules Simon venait nous parler de l'œuvre à laquelle il s'était dévoué.

Ceux qui l'ont connu savent depuis quelle époque il s'était attaché à cette œuvre, parce qu'il se souvenait de toutes les préoccupations qui l'avaient assailli quand il avait commencé à s'occuper des conditions de l'habitation ouvrière en France (*Vifs applaudissements.*)

Pendant trente années, il s'est dévoué tout entier à cette œuvre. Jusqu'à sa mort il s'est préoccupé des conditions de l'habitation avec toute la conviction qu'il apportait dans la défense de la famille ouvrière. Il n'était pas le seul. Tous ceux qui se sont attachés à la solution du problème comprennent la portée de cette œuvre. Hier encore une grande initiative se

produisait dans le sein de l'Académie des sciences. Un savant qui honore notre temps, faisait une proposition féconde en résultats. M. le Dr Brouardel, saisi des conséquences de l'insalubrité des logements, a proposé la nomination d'une Commission qui sera l'origine d'une action sérieuse. Nous lui avons manifesté notre reconnaissance en lui demandant d'ajouter à ce que nous lui devons déjà, en venant ici présider cette séance. Il y a consenti, et je l'en remercie. (*Applaudissements.*)

La plus haute personnalité de France, qui suit nos travaux avec le plus vif intérêt, a bien voulu déléguer, pour le représenter ici, M. le commandant Meaux Saint-Marc, que nous remercions profondément d'assister à notre Assemblée. Nous le prions de reporter à M. Félix Faure l'expression de notre profonde reconnaissance et l'écho des efforts auxquels nous nous livrons. (*Applaudissements unanimes.*)

Ainsi toutes les forces de ce pays, tous ceux qui veulent travailler à l'amélioration de la condition des ouvriers et au développement de la famille, sont réunis dans notre Société, faisant des efforts communs et les accomplissant avec un sentiment absolument désintéressé.

Aussi ai-je l'espérance que sur tous les points du territoire, en peu d'années l'effort sera si général, qu'on aura le sentiment que cette Société est profondément imprégnée des sentiments de solidarité et d'amour mutuel, sans lesquels il n'y a pas d'œuvre qui puisse prospérer. (*Vive adhésion et applaudissements unanimes.*)

M. le Président donne ensuite la parole à M. Fleury-Ravarin, secrétaire général.

MESDAMES ET MESSIEURS,

Chaque année, votre secrétaire général est appelé à effeuiller, au début de son rapport, le nécrologe de l'année précédente. L'an dernier, nous saluons ensemble la mémoire de Jules Simon, l'un de nos présidents d'honneur, et celle du docteur Jules Rochard.

Cette fois encore, malheureusement, les circonstances ne nous ont pas affranchi de cette pieuse et triste coutume.

La Société française des habitations à bon marché a été en effet cruellement éprouvée par la mort d'Henry Bossut, ancien président du Tribunal de commerce de Roubaix, membre de la Société d'économie sociale, et par la mort de M. Alban Chaix, président honoraire du conseil d'administration de l'imprimerie Chaix.

Appartenant à l'une de ces vieilles et nombreuses familles qui font l'aristocratie bourgeoise du Nord, Henry Bossut était le président de la Société roubaisienne des habitations à bon marché, dont il avait été le fondateur. Quoique négociant, c'est-à-dire quoique peu en contact avec l'ouvrier, il s'est toujours attaché à l'étude des questions sociales, toujours il s'est préoccupé des moyens d'améliorer le sort de la classe ouvrière. Homme d'action, imbu des doctrines de Le Play, il imprima, dès le début, à la Société qu'il avait fondée, une activité telle qu'en 1895, nous lui décernions une médaille en argent en reconnaissance de son dévouement à

l'œuvre en vue de laquelle nous nous sommes groupés. Henry Bossut fut un philanthrope et un homme de bien ; la mort l'a empêché d'agrandir encore son rôle, mais son nom demeurera dans nos annales comme celui de l'un des propagateurs les plus actifs et les plus désintéressés de cette idée de relèvement social par la reconstitution de la famille, à laquelle il a consacré jusqu'à ses derniers jours ses plus ardents efforts. Saluons donc respectueusement la mémoire du précieux et respecté collaborateur que nous avons perdu !

Ce devoir accompli, il nous faut dresser le bilan de l'année 1897, tâche dont vous voudrez bien excuser l'apparente ingratitude.

Les travaux de la Société, dans le cours de l'année qui vient de s'écouler, ont été plus nombreux encore que ceux de l'année précédente.

Dans sa séance du 7 avril, le Conseil a procédé à la nomination des membres de son Bureau, dont les pouvoirs ont expiré lors de la réunion de l'Assemblée générale du 21 mars. Tous les membres sortants ont été réélus, et votre secrétaire général est heureux de se faire aujourd'hui l'interprète des remerciements de tous les membres du Bureau pour cette nouvelle marque de confiance que nous a donnée le Conseil.

Les séances mensuelles, régulièrement tenues, ont eu leur ordre du jour très chargé. De nombreuses et intéressantes communications y ont été faites, notamment par notre éminent président, M. Georges Picot, par MM. Challamel, Cheysson, Charles Lucas, Rostand, et Jules Siegfried, président d'honneur.

En outre, le Conseil a été appelé à examiner les projets de statuts de plusieurs Sociétés, dont quelques-unes ont vu le jour en 1897, les autres devant se constituer dans le courant de la présente année. Tous ces projets de sociétés anonymes ou coopératives ne sont guère, pour la plupart, que la reproduction et l'adaptation des statuts modèles que nous avons élaborés ensemble. Permettez-nous de profiter de cette circonstance pour vous dire combien la Société française des habitations à bon marché a été satisfaite de constater l'utilité incontestable des statuts modèles qu'elle a arrêtés et la haute valeur que ces documents ont acquise auprès du public spécial qui les consulte.

Les modèles primitivement arrêtés ont été cependant remaniés ; cette année, plusieurs séances ont été consacrées à un examen attentif de leur texte, dans le but de leur donner plus de rigueur au point de vue juridique, et nous croyons, sans fausse prétention, que notre nouveau modèle de statuts de sociétés coopératives est maintenant à l'abri de toute critique sérieuse.

La constatation des services rendus par nos modèles de statuts nous a encouragés à élaborer également deux nouveaux modèles dont le besoin s'était fait sentir : modèle de bail avec promesse de vente, et modèle du cahier des charges.

Ces deux modèles ont été étudiés, discutés et arrêtés par notre comité de consultations juridiques, et le conseil les a revêtus de son approbation. Il est à prévoir que ces deux documents seront appréciés par les sociétés locales au même degré que nos modèles de statuts.

Indépendamment de cette œuvre d'élaboration juridique en commun, nous avons entendu, dans nos séances, la lecture de rapports nombreux sur des questions diverses. Citons, parmi les plus intéressants, ceux de M. Cacheux sur les sociétés d'habitations à bon marché en Allemagne.

D'autre part, des études ont été commencées sur le concours que peuvent donner à nos sociétés de construction ou de crédit d'habitations à bon marché les caisses d'administrations publiques et les grands établissements financiers de crédit. Mais aucune solution définitive n'a pu encore être arrêtée, cette question est en effet grosse de difficultés et de conséquences, et elle soulève de nombreuses questions connexes qui intéressent au plus haut point le développement et même la création de sociétés de construction. Aussi votre Conseil n'a-t-il pas voulu se prononcer sur ce gros problème, avant d'avoir statué sur ces diverses questions secondaires qui gravitent autour de lui, et dont la solution constituera un élément important de décision.

Voici pour les efforts collectifs de notre Société.

Passons aux résultats de nos efforts individuels.

Les membres du Conseil n'ont pas cessé de remplir avec le dévouement et le zèle que nous leur connaissons, et dont ils nous permettront de rendre ici un public hommage, leur rôle de propagateurs des principes et des vues de la Société française des habitations à bon marché.

Des allocutions, des discours ont été prononcés par vos orateurs habituels, MM. Georges Picot, Cheysson, Siegfried. Des conférences ont été faites dans plusieurs réunions, dont quelques-unes avaient un caractère officiel. Nous citerons les conférences de M. Georges Picot à Versailles; de M. Siegfried à Fontainebleau et à Villeneuve-Saint-Georges; de M. Cheysson à Plaisance et à Pontoise; de M. Challamel à la Garenne-Colombes. Notons, en passant, que chacune de ces conférences a marqué le point de départ de l'organisation de sociétés locales, dont la constitution définitive appartiendra à l'année 1898. Deux d'entre elles sont aujourd'hui fondées: « le Foyer garennois » et « le Foyer du travailleur ».

Cinq inaugurations ont été faites en 1897 sous le patronage de notre Société:

A la Rochelle, celle du groupe de Tasdon de la Société Rochelaise des Habitations à bon marché;

A Paris, l'inauguration de la quatrième maison des Habitations économiques, 19, rue d'Hautpoul.

A Roubaix, celle du groupe du *Blanc Seau* de la *Ruche Roubaissienne*;

A Bordeaux, celle du groupe Georges Picot de la Société Bordelaise des Habitations à bon marché;

Enfin, à Athis, l'inauguration des nouvelles maisons du cottage d'Athis.

Au Congrès international des habitations à bon marché de Bruxelles, auprès duquel M. Cheysson a été délégué par la Société et par le ministre des travaux publics, et M. Jules Challamel par le ministre de la justice, la Société française a participé d'une manière très active, tant par ses rapports ou communications, que par les discussions soutenues par ses membres, à l'étude des questions qui nous intéressent. Rappelons en passant la création, par ce Congrès, d'un nouvel organe, sous le nom de Comité

international des habitations à bon marché, dont l'organisation est en ce moment l'objet des soins les plus éclairés du Comité, qui a pris l'initiative de ce congrès. Ce nouvel organe nous paraît appelé à jouer, au point de vue international, le rôle que notre société remplit en France.

Au Congrès d'économie sociale, M. Jules Challamel a étudié les dispositions contenues dans la proposition de loi déposée par M. Siegfried alors qu'il siégeait encore à la Chambre, tendant à favoriser la constitution et le maintien de la petite propriété rurale. Le but de M. Siegfried, en présentant cette proposition de loi, a été de faciliter aux ouvriers agricoles l'accès de la propriété, et de les fixer ainsi, d'une façon stable, dans les campagnes.

Au Congrès de la propriété bâtie — dont M. Georges Picot était président d'honneur — une importante place a été réservée aux questions d'habitations à bon marché.

Enfin, l'Exposition internationale de Bruxelles a fourni encore une occasion à notre Société de faire connaître les bienfaits dont l'honneur lui revient, et, parmi les récompenses décernées par le jury de cette exposition, nous sommes heureux de relever les récompenses concernant les habitations à bon marché :

1° EXPOSANTS

Diplômes de Grand Prix.

Société française des habitations à bon marché, à Paris.
Société Philanthropique de Paris.

Diplômes d'honneur.

Cacheux, Émile, à Paris.
Caisse d'Épargne et de Prévoyance de Marseille, à Marseille.
Société bordelaise des habitations à bon marché, à Bordeaux.
Société des habitations ouvrières de Passy-Auteuil, à Paris.

Diplômes de médaille d'or.

Guyon, Georges, à Saint-Maurice.
La Ruche, Société d'habitations à bon marché, à Saint-Denis.

Diplôme de médaille d'argent.

Verberckmoës, Gustave, à Paris.

2° COLLABORATEURS

Diplôme d'honneur.

Dubois Alfred, Société française des habitations à bon marché.

Diplômes de médaille d'or.

Bénard, Société des habitations ouvrières de Passy-Auteuil.
Cazalet, Charles, Société bordelaise des habitations à bon marché.
Trial, Alphonse, Société nîmoise des habitations à bon marché.

Diplômes de médaille d'argent.

Mayer Samuel, Société des habitations ouvrières de Passy-Auteuil.
Souillart, Société des habitations ouvrières de Passy-Auteuil.

Les consultations au siège social ont été aussi nombreuses que les années précédentes, et la correspondance, toujours aussi active, a porté principalement sur l'organisation de Sociétés, la demande de plans et de devis de maisons. Il est à noter cependant que de cette année date une nouvelle série de demandes émanant directement des Comités locaux d'habitations à bon marché et nous constatons avec plaisir que notre Société donne un concours, indirect sans doute, mais incontestablement efficace, à cette institution de la loi du 30 novembre 1894.

La Société a publié dans son bulletin de 1897 la première partie, due au docteur Mangenot, de la belle enquête sur la Pointe-d'Ivry, qui n'a pas demandé moins de quatre années pour être menée à bonne fin. La seconde partie, due au docteur du Mesnil, est en ce moment sous presse et sera insérée dans le plus prochain numéro du bulletin.

Nos correspondants à l'étranger nous ont constamment tenus au courant des travaux et des faits susceptibles de nous intéresser; qu'ils reçoivent ici tous nos remerciements.

Nous ne signalerons rapidement à votre attention que la belle étude de M. Paul Langer, sur l'usine Krupp, ses habitations ouvrières et ses institutions de prévoyance, pour laquelle nous avons nommé M. Langer, membre correspondant.

Nos relations avec l'étranger, notamment, avec l'Allemagne, la Suisse, l'Italie et la Russie, s'étendent de plus en plus. Nous sommes heureux de relever la création à Nicolaïeff de la Société d'amélioration du logement, dont le fondateur et l'organisateur est M. Henri Guygnard, un de nos sociétaires les plus dévoués à l'œuvre des habitations à bon marché.

Disons encore que, cette année, pour la première fois, des demandes de documents, suivies d'un échange de correspondance, nous ont été adressées par des personnalités influentes du Brésil et du Portugal. Si les projets à l'étude se réalisent, l'œuvre des habitations à bon marché aura commencé son essor dans ces deux pays, et notre Société en suivra la marche avec une grande attention.

Il nous reste maintenant à dire quelques mots des Sociétés en cours de développement.

Toutes les Sociétés d'habitations à bon marché, dont le nombre dépasse aujourd'hui 50, poursuivent avec persévérance leur développement. Citons parmi celles dont l'extension prise en 1897 a été le plus notable: le Cottage d'Athis, le Coin du feu de Saint-Denis, la cité Gabrielle, les Sociétés beauvoisine, rochelaise, bordelaise des habitations à bon marché, la Société des habitations économiques de Saint-Denis; la Société des logements économiques et d'alimentation de Lyon, dont le capital a été porté à 4 millions; la Ruche roubaisienne qui a créé un comité d'obligataires.

Nous devons ici appeler toute votre attention sur un fait administratif d'une haute importance pour tout ce qui touche à notre œuvre. Par une

circulaire en date du 10 mars 1897, M. le ministre du commerce a invité les directeurs des Caisses d'épargne ordinaires à entrer dans la nouvelle voie que leur ouvre l'article 10 de la loi du 20 juillet 1895. A la suite de cette invitation gouvernementale, un certain nombre de Caisses d'épargne ont demandé et obtenu des modifications de leurs statuts les autorisant à employer la totalité du revenu de leur fortune personnelle et le cinquième du capital de cette fortune en prêts aux Sociétés de constructions ou de crédit d'habitations à bon marché. Nous vous signalerons particulièrement les prêts consentis par la Caisse des Bouches-du-Rhône et le prêt de 60 000 francs consenti par la Caisse d'épargne de Paris à la Société coopérative « le Coin du feu », de Saint-Denis.

A propos du concours des Caisses d'épargne à notre œuvre, une question du plus grand intérêt a été soumise à l'examen de votre Conseil par la Caisse d'épargne de Vire. Il s'agissait de savoir si une caisse pouvait, aux termes de l'article 10 de la loi du 20 juillet 1895, construire et administrer elle-même des maisons à bon marché, en supprimant tout intermédiaire.

Devant le texte un peu obscur de cet article, le Conseil a cru devoir en référer à la haute compétence du Conseil supérieur des Habitations à bon marché, et son Comité permanent, après une étude très approfondie de la question, a conclu affirmativement, disant que les Caisses d'épargne peuvent agir directement, et, sans aucun intermédiaire, acquérir et construire elles-mêmes des maisons à bon marché. Cette décision du Comité permanent a d'ailleurs été éclairée et justifiée par des arguments juridiques des plus sérieux développés devant lui par M. Eugène Rostand.

Nous pouvons vous annoncer aujourd'hui que les Caisses d'épargne de Vire, de Rambouillet et de Chartres sont entrées dans cette voie où d'autres, nous l'espérons, ne tarderont pas à les suivre.

Le Conseil supérieur des Habitations à bon marché s'est réuni le 2 avril 1897 et, dans un rapport très précis, adressé à M. le Président de la République, M. Boucher, ministre du commerce, a résumé tous les travaux de 1896, que notre précédent rapport vous a déjà fait connaître. Dans cette séance du 2 avril, quatre rapports ont été présentés au nom du Comité permanent : par M. Georges Picot, sur l'enquête relative aux Habitations à bon marché; par M. Cheysson, sur les demandes formulées par les Sociétés d'habitations à bon marché pour obtenir l'approbation de leurs statuts; par M. Challamel, sur les travaux des Comités d'habitations à bon marché pendant l'année 1896; enfin, par M. Jules Siegfried, sur les prêts faits aux Sociétés de construction d'habitations à bon marché.

Depuis cette époque, le Conseil supérieur n'ayant pas eu de nouvelle réunion, nous ne pouvons que vous citer les noms des auteurs des rapports qui seront présentés à la prochaine séance au nom du Comité permanent : MM. Georges Picot, Cheysson, Challamel et Siegfried. Rendons ici hommage au labeur incessant qu'a été celui du Comité permanent pendant toute l'année 1897.

Enfin, pour ne rien oublier, rappelons que les Comités d'habitations à bon marché ont siégé en grand nombre pendant cette même année, et qu'au Comité de la Seine, des questions d'habitations collectives ont été discutées par des hommes de haute compétence, MM. Félix Mangini et

Bouvard, tandis que le Comité de Seine-et-Oise organisait des réunions à Pontoise, à Versailles et à Villeneuve-Saint-Georges, avec le concours de nos plus éminents conférenciers. Nous sommes heureux de les en remercier ici, car leur propagande a porté déjà des fruits et elle nous en promet d'autres encore; grâce à eux, de nouveaux comités sont, en ce moment, en voie d'organisation.

Nous voici arrivés au bout de l'examen rétrospectif que nous devons faire de l'œuvre accomplie en 1897 par notre Société. En présence des faits que nous avons eu l'honneur de vous rappeler, n'avons-nous pas raison de dire que cette année 1897 a marqué un nouveau progrès dans le développement des idées qui nous sont chères?

Il faut de longs efforts, une persévérance qui ne se rebute jamais, pour vaincre l'inertie, l'ignorance, l'égoïsme, les préjugés du monde. Les idées les meilleures, avant de circuler dans l'esprit populaire, doivent subir une longue élaboration; l'éducation des masses se fait avec une lenteur qui parfois impatiente, énerve les esprits d'élite. Pourtant, ne nous décourageons donc pas, Messieurs, la grandeur des résultats obtenus montre que nous n'avons pas frappé à faux et que nous poursuivons la réalisation d'une idée juste. Continuons donc à travailler ensemble, unissons nos forces pour éclairer l'opinion sur l'intensité du mal que nous voulons guérir; faire comprendre à tous que nous apportons, non, certes, une panacée pour guérir tous les maux, mais un remède efficace, consacré par l'expérience, capable d'apporter aux travailleurs un bien que la plupart ne connaissent pas aujourd'hui : la possession d'un logis hygiénique et moral!

Après les applaudissements qui couvrent la fin de ce compte rendu, la parole est donnée à M. Charles Robert, trésorier.

MESSIEURS,

J'ai l'honneur de vous présenter, au nom du Conseil d'administration, les comptes de 1897 et le budget de l'exercice 1898.

Nos recettes de 1897 comprennent les articles suivants :

	fr.	c.
Cotisations annuelles de 311 membres titulaires.	6270	»
Coupons d'obligations en portefeuille et intérêts du compte courant.	1292	10
Arrérages de fonds placés provenant de diverses souscriptions et libéralités.	1815	»
Arrérages de la rente provenant du legs Giffard.	3000	»
Abonnements et recettes diverses.	701	»
Ensemble.	13078	10

Voici maintenant l'énumération de nos dépenses :

Loyer du siège social.	1000	»
Frais de bureau et indemnités du personnel.	5275	35
Frais d'impression du <i>Bulletin</i>	5158	85
Frais de gravure de médailles.	493	80
Souscription au monument Jules Simon.	500	
Total.	12428	»
Soit un excédent de recettes.	650	10

Notre actif social, au 31 décembre 1897, s'élève à une somme totale de 100 892 fr. 01 formant, conformément à nos statuts, une réserve indisponible. Cet actif social ne comprend pas le capital correspondant aux arrérages du legs Giffard servis à notre Société.

Voici maintenant notre budget de l'année 1898 :

ACTIF SOCIAL

Budget de 1898.

RECETTES

	fr.	c.
Cotisations annuelles des membres titulaires ordinaires. . .	6150	»
Coupons de 84 obligations Nord.	1209	60
Revenu de la rente 3 0/0 amortissable.	1815	»
Arrérages du legs Giffard.	3000	»
Souscriptions du Ministère de l'Instruction publique et du Comité de salubrité de la Seine.	660	»
Ensemble des recettes.	12834	60

DÉPENSES

Loyer et contributions.	1000	»
Frais de bureau et indemnités du personnel. . .	4700	»
Bulletin et publications diverses.	5000	»
Subventions, expositions et imprévu.	2100	»
Ensemble des dépenses.	12800	»
Soit un excédent de ressources de.	34	60

TABEAU I

Situation financière au 31 décembre 1897.

	fr.	c.
Espèces en caisse.	1182	26
En compte au Comptoir national d'Escompte.	7843	75
En valeurs : 84 obligations du Chemin de fer du Nord et 1815 francs de rente 3 0/0 amortissable.	95746	90
En arrérages de rente et coupons à encaisser.	1354	80
En cotisations arriérées à recouvrer.	200	»
Ensemble.	106327	71

Il convient d'en retrancher :

Pour autant dû à divers fournisseurs, le montant de leurs factures.	5375	70
Cotisations de 1898 reçues d'avance.	60	»
	5435	70
Reste représentant le montant de l'actif social.	100892	01

TABLEAU II

1° Fixation de la Réserve statutaire.

	fr. c.
La réserve indisponible s'élevait au 31 décembre 1896 à . . .	61 683 10
Elle s'augmente, pour 1897, de la cotisation versée par un membre titulaire à vie, soit.	300 »
Total de la réserve statutaire au 31 décembre 1897 . .	61 983 10

2° Explication du Capital disponible.

Le solde à reporter de l'exercice précédent était de.	38 258 81
Auxquels vient s'ajouter l'excédent des res- sources annuelles.	650 10
Total du capital disponible.	38 908 91
Ensemble égal à l'actif social ressorti ci-dessus.	100 892 01

D'après un usage constant, suivi depuis l'origine de notre Société, le trésorier, après avoir lu l'exposé de la situation financière, demande à tous de faire une propagande active pour amener à la Société de nouveaux adhérents.

La nécessité d'augmenter ainsi en même temps nos recettes et notre influence est d'autant plus évidente aujourd'hui, qu'un grand élan se manifeste partout en faveur du progrès social. Dans un important discours-programme, prononcé il y a quelques jours, devant le Comité national républicain du Commerce et de l'Industrie, M. Paul Deschanel a parlé du devoir qui s'impose à tous de développer la coopération et de permettre aux Caisses d'épargne de mieux utiliser, dans l'intérêt des classes laborieuses, les fonds dont elles doivent opérer le placement. Ces deux idées s'appliquent à notre œuvre. Ne s'agit-il pas en effet pour nous de multiplier les Sociétés de construction de toute nature, notamment les coopérations et de procurer à toutes ces Sociétés des avances? J'ajoute que la construction des habitations salubres et à bon marché sera bientôt rendue plus facile par la création prochaine d'une institution spéciale de crédit qui sera fondée grâce à l'initiative toujours en éveil de notre président d'honneur, M. Jules Siegfried.

Nous avons le droit d'espérer que, dans de telles circonstances, si favorables à nos communs efforts, tous les amis du progrès voudront aider et soutenir la Société, reconnue à juste titre d'utilité publique, qui a pris la tête de ce beau mouvement.

Les comptes de l'exercice 1897 et le projet de budget de l'année 1898 sont approuvés.

Puis l'Assemblée vote à l'unanimité la réélection des membres sortants du Conseil d'administration : MM. Blech, Bourdeix, Cheyssou, Fleury-Ravarin, Guillotin, Ledoux, Charles Lucas et Trélat.

Enfin, M. Georges Picot proclame les noms des collaborateurs auxquels la *Société des Habitations à bon marché* décerne des médailles en reconnaissance des services rendus à l'œuvre des Habitations à bon marché.

Médailles d'argent.

MM, le D^r du Mesnil, le D^r Mangelot, G. Baudran.

Médaille de bronze.

M. Émile Henne, comptable de la *Société des Habitations économiques de Saint-Denis*.

De chaleureux applaudissements suivent la proclamation du nom de chacun de ces lauréats, et M. Brouardel prononce le discours suivant :

MESDAMES, MESSIEURS,

Mon cher Président, en m'appelant à présider cette cérémonie, vous m'avez fait un grand honneur, mais un honneur bien périlleux. Il suffira, pour comprendre le danger auquel vous m'avez exposé, d'évoquer le souvenir de Jules Simon, qui a si souvent présidé vos réunions. Je suis sûr d'être l'interprète de tous et surtout des sentiments du président en témoignant nos regrets d'être pour toujours privés de ce concours si persévérant et si persuasif. (*Très bien ! très bien !*)

Messieurs, je suis appelé ici surtout comme hygiéniste, et je remercie vivement votre président de m'avoir permis de constater, en consultant les bulletins de votre Société, que nous marchons vers le même but, quoique nous soyons partis de points éloignés en apparence. Nous, hygiénistes, nous avons donné à nos revendications une forme différente de celle que vous avez adoptée, mais, au fond, tout dissentiment avec vous est loin de notre pensée. Nous avons pris une attitude un peu révolutionnaire pour demander que l'on fit disparaître les maisons insalubres et que l'on ne construisît plus que des maisons salubres, et nous avons paru porter ainsi atteinte au droit de propriété. On nous l'a reproché.

Vous, Messieurs, vous vous êtes dit ceci : Si l'on détruit les maisons insalubres, où logera-t-on leurs habitants ? Il faut bien qu'ils trouvent un abri. Nous allons leur construire des maisons salubres.

Vous voyez que si, au début, nous paraissions être des révolutionnaires, ce n'est qu'en apparence, puisque nous arrivons au même résultat que vous qui ne l'êtes pas. (*Très bien ! très bien !*)

Les deux œuvres sont inséparables. Je dois dire tout de suite, pour rassurer les personnes qu'inquiéteraient nos vœux de démolition, que, jusqu'à présent, nous n'avons à notre actif que le succès obtenu par le docteur du Mesnil qui, faisant l'histoire du logement du pauvre à Paris, et citant la rue Sainte-Marguerite, disait : Il y a dans cette rue, au n° 21, une habitation plus malsaine encore que les autres, et si une épidémie de choléra éclate à Paris, c'est à ce n° 21 qu'elle commencera.

Messieurs, le docteur du Mesnil s'est trompé : c'est au 19 que le premier cas de choléra s'est montré. (*Applaudissements et rires.*)

En présence de cette prophétie, si malheureusement réalisée, un vif mouvement d'opinion se produisit, on démolit la rue Sainte-Marguerite et l'on construisit de nouvelles maisons.

Il y a aussi en France, certaines casernes accusées d'être des foyers de diphtérie et de fièvre typhoïde, et après en avoir condamné une à disparaître, on s'est contenté de l'assainir. Ce qui fait que les médecins donnent une forme plus absolue à leurs revendications, c'est qu'ils voient tous les jours de pauvres gens, des ouvriers atteints, frappés par la maladie et ils assistent, en peu d'années, à la disparition, parfois, de toute une famille.

J'ai cité à l'Académie des sciences, dans un travail auquel a fait allusion M. le président, un exemple, hélas ! trop souvent répété.

Un ouvrier a des enfants. Tant que sa santé est bonne, la famille vit dans une certaine aisance. Il devient phthisique. Les ressources du ménage s'épuisent ; la femme et les enfants sont contaminés par le mari. Il n'y a plus de ressources, le père va à l'hôpital, la mère l'y suit bientôt et l'Assistance publique prend les enfants, voués à la mort ou aux infirmités.

Ce fait se reproduit souvent, et l'on peut chiffrer les pertes que subit la France du fait de maladies de ce genre. La statistique, bien inférieure à la réalité, constate qu'en France il meurt, tous les ans, 150 000 personnes par la tuberculose (phthisie, tuberculose méningée, osseuse ou intestinale). Vous voyez par ce chiffre qu'on est en présence d'un véritable désastre.

Nous sommes profondément émotionnés par des menaces d'épidémie, par des accidents imprévus, accidents de chemins de fer, de mines, etc. Quelque pénibles qu'ils soient, ils ne font que quelques victimes ; 10, 15, 20 personnes ont été frappées et ont disparu. Nous sommes épouvantés. Au contraire, les accidents auxquels nous sommes habitués, ne produisent plus d'émotion ; il y a une sorte d'accoutumance.

Rappelez-vous l'émotion qui s'est produite en France quand, il y a un an, on a eu la crainte que la peste ne débarquât à Marseille. On réclama et on prit des mesures bien singulières, peu importe. Elles correspondaient à un état de l'opinion. Mais quelle est l'épidémie qui a jamais fait en France 150 000 victimes par an ?

La plus meurtrière des épidémies de choléra, celle de 1854-1855, qui dura deux ans, n'a causé en deux ans que 145 000 décès. Et, je le répète, la tuberculose en fait annuellement 150 000. Elle se développe dans les logements insalubres ; c'est là qu'est son foyer.

On m'a demandé parfois : Qu'appellez-vous logement insalubre ? Il est difficile de donner une définition précise. Beaucoup de circonstances font qu'un logement d'abord salubre devient insalubre. Mais quand toute une famille n'a qu'une chambre pour vivre, dans laquelle se passent tous les actes de la vie journalière, où le père, la mère, les enfants se trouvent constamment réunis, vous apercevez tout de suite les effets de cette promiscuité, à tous les points de vue. Voilà un logement insalubre qui deviendra vite un foyer de contagion.

Je vous ai montré tout à l'heure une famille où la maladie avait commencé par atteindre le chef pour frapper ensuite la mère et les enfants. La maladie se borne-t-elle là ? Non. Je veux vous montrer comment ce petit foyer né d'un homme tuberculeux peut s'irradier. Autour de lui, il y

a des voisins qui viennent le voir, des enfants qui jouent avec les siens dans son logement. Ils sont bientôt contaminés par le malade. Et toute une maison, tout un groupe de maisons se trouve successivement empoisonné.

Il en est ainsi dans les quartiers ouvriers et le phénomène se produit avec une intensité, une fatalité cruelle à constater. Il y a des quartiers, des villes comme Saint-Ouen, par exemple, où la mortalité par la phtisie est trois ou quatre fois plus grande que dans d'autres quartiers de la capitale.

C'est affreux ! Il y a dans les mauvais quartiers des logements où les locataires qui se succèdent deviennent fatalement tuberculeux. Il y a certaines maisons qui sont des foyers d'infection.

Voilà un état de choses qui nous a obligés à montrer notre radicalisme. Nous avons demandé qu'on ne construisît plus de maisons sans en soumettre d'abord le plan aux hygiénistes. On a trouvé cette proposition un peu violente. (*On rit.*)

Elle est pourtant bien légitime. Il y a, sur les grandes artères de la capitale, sur le boulevard Malesherbes, etc., des maisons somptueuses. Visitez au cinquième, au sixième étage, les logements réservés aux domestiques et vous serez épouvantés de constater qu'il y a là des gens qui vivent sans air, sous les toits, dans des dépendances qui se trouvent dans un état de malpropreté hideuse.

C'est là que se forment des foyers d'infection qui, par les domestiques, descendent d'étage en étage et propagent la phtisie dans tous les appartements. Si bien que si ce n'était pas notre devoir, au point de vue de l'intérêt social, de combattre la terrible maladie, nous devrions au moins le faire par égoïsme, pour préserver nos enfants et nous-mêmes. En soignant les pauvres gens, on se soigne soi-même, on soigne sa famille.

Je viens de parler des logements des ouvriers, des domestiques ; je pourrais citer d'autres exemples si je ne craignais d'allonger cette conférence. (*Parlez ! parlez !*)

Jetez un coup d'œil autour de vous. Il n'est pas un de vous, Messieurs, qui n'ait été dans un établissement financier, comme il y en a tant à Paris, ou chez un notaire pour toucher des fonds, ou chez un avoué, ce qui est quelquefois moins agréable, pour régler une affaire. Vous êtes entrés dans ces bureaux, dans ces études et vous avez constaté quelle en était la température et quel air on y respirait. Il y a là des conditions d'hygiène épouvantables. A midi quelquefois on y travaille à la lumière du gaz. Pas d'air et pas de lumière, et si l'on échappe au danger en quittant sa maison, on le retrouve dans ces études, dans ces bureaux.

Vous disiez tout à l'heure, monsieur le Président, que vos efforts ne se limitaient pas à rendre salubres les maisons, mais que vous vouliez encore et surtout leur donner de l'air et de la lumière, en un mot y apporter la propreté. Le bien que vous faites dans ce sens sera contagieux aussi, croyez-le bien, comme l'est le mal qu'il s'agit de combattre. Quand, dans une impasse, vous voyez une maison sale, soyez certains que les maisons voisines ne sont guère propres et que cette maison constitue un foyer d'où rayonnera la contagion qui atteindra les autres maisons.

J'ai montré comment la phtisie descend des étages supérieurs d'une maison dans les étages inférieurs ; j'ai montré aussi comment, existant dans un quartier, elle envahit un quartier voisin. Que se passe-t-il maintenant quand des villes populeuses, comme Paris, Lyon, Bordeaux sont infectées ? Quelle est l'action des foyers constitués dans ces villes, sur le reste du pays ?

Nous touchons ici à une des constatations les plus certaines au point de vue de la propagation de la phtisie. Tout autour de Paris il se fait une couronne de petites villes, de villages, d'agglomérations qui deviennent des foyers secondaires, surtout les centres habités par les blanchisseuses qui lavent un linge contaminé. Dans ce derniers centres, la phtisie frappe les gens dans d'énormes proportions.

Consultez les statistiques et vous verrez qu'à Saint-Ouen, Aubervilliers, Gennevilliers, la mortalité est plus grande que dans Paris même, sur 10 000 habitants de la capitale 54 sont atteints par la phtisie ; à Saint-Ouen, il y en a 81 ; à Gennevilliers, c'est le même chiffre.

Vous voyez qu'il y a là des foyers de contamination qui s'agglomèrent autour d'un foyer principal, d'autant plus que cette contamination, apportée dans des logements d'ouvriers peu sains ou peu spacieux, ne se borne pas à cette action périphérique.

La première pensée d'un homme qui tombe malade à Paris, c'est de retourner dans son pays, espérant que l'air natal lui rendra la santé. Il émigre donc dans une ville du littoral méditerranéen réputée pour la guérison de sa maladie. Et là il transporte cette même maladie ; il crée un foyer secondaire qui fera son œuvre. Des causes de mortalité sont apportées à Paris qui les renvoie en province. Il y a là un échange continu.

Voici ce qui s'est produit dans une ville de Normandie dont je ne veux pas citer le nom pour ne pas me faire une querelle avec mes compatriotes. Depuis 1854, dans cette ville de 6 000 âmes, on comptait autrefois, sur le nombre des décès, cinq à six morts par phtisie. Aujourd'hui les décès par phtisie s'élèvent à plus de la moitié de la totalité de la mortalité.

Pourquoi ? A quoi attribuer cet excès de mortalité par phtisie ? C'est que notre ville, réputée agréable, est fréquentée par beaucoup de Parisiens, qui viennent y chercher la santé ; ils y apportent des germes de contagion. Le même échange se fait entre la population civile et l'armée ; les soldats reportent dans les régiments les germes infectieux qu'ils ont reçus de la population civile, et dans leur pays les germes des maladies contractées à l'hôpital.

Il y a là, vous le voyez, un échange incessant, une solidarité absolue, depuis ce qui se passe dans la chambre d'ouvriers, dont j'ai parlé au début, jusqu'à la campagne.

Je parle de la campagne. Pendant longtemps on s'est fait l'illusion de croire que tout se passait admirablement à la campagne. J'ai fait partie de commissions d'enquête à l'occasion d'épidémies de choléra en Bretagne et ailleurs, et j'ai constaté qu'à la campagne les maisons sont en général très malsaines, les ouvertures sont insuffisantes pour laisser passer l'air et la lumière, et le sol est en terre battue. Des flaques d'eau, qui ne se des-

sèchent presque jamais, existent souvent sur le sol, et presque toujours entourent les maisons. L'étable est souvent en continuité avec la chambre et les cochons se promènent autour des lits.

Tant que personne n'apporte un foyer d'infection dans ces milieux, tout le monde se porte bien, mais s'il arrive un phtisique, tout le monde est atteint et peu d'habitants échappent.

Vous connaissez, en Bretagne, ces lits-armoires qui sont très bien au point de vue décoratif, voici ce que j'ai vu. Un Breton se marie, sa femme meurt phtisique. Il se remarie, sa seconde femme meurt de phtisie. Sa troisième femme est morte encore de la même affection, et j'ai appris qu'il s'est remarié pour la quatrième fois. (*On rit.*)

Lui a résisté au milieu de ce foyer. Il y a en effet des personnes qui résistent à tout, et on les cite en disant : Vous voyez que tout le monde ne meurt pas de la phtisie. Ce sont des témoins qui sont nos plus terribles ennemis. (*Applaudissements.*)

Assurément, je ne veux pas leur mort, mais ils sont un des plus grands obstacles au progrès.

Ce n'est pas tout. Nous venons de voir ce que deviennent les humains dans ces milieux infectés ; mais, à côté d'eux, il y a les étables de bestiaux et quand la phtisie y pénètre, que deviendront les animaux ?

Voici un exemple que j'ai cité à M. le Président du conseil, M. Méline, ministre de l'agriculture, que je tenais à associer à nos efforts.

Il y avait aux environs du Mans une ferme tenue dans des conditions de propreté excessive. Le fermier prend, sans s'en apercevoir, un bouvier phtisique. Ce bouvier crache partout, les bœufs sont atteints et meurent de la phtisie.

Ce fait a beaucoup frappé M. le Président du conseil qui s'intéresse tant aux choses de l'agriculture. Et puis il y a le lait, la viande qui, contaminés, deviennent des moyens d'infection ; transportés dans les grandes villes, ce sont de nouveaux germes qui feront de nouvelles victimes.

Je ne voudrais pas, Mesdames et Messieurs, vous laisser sous l'impression d'un tableau aussi noir. Pouvons-nous combattre le mal ? Oui, et nous pouvons faire beaucoup. Nous avons entre les mains non pas la possibilité de tout enrayer, ne nous faisons pas cette illusion, mais la possibilité de diminuer le mal dans des proportions considérables.

Que faut-il faire ? Avant de le dire il est un point que je tiens à bien établir, c'est celui-ci : il n'est aucune maladie — je parais avancer un paradoxe — qui soit aussi curable que la phtisie. En voulez-vous la preuve ? — Mais d'abord je demande pardon aux dames de leur parler de choses aussi macabres. (*On rit.*)

Je fais assez souvent des autopsies à la Morgue, eh bien ! dans plus de la moitié des cas les individus avaient des lésions tuberculeuses guéries, ils étaient morts victimes d'un accident. Or, la clientèle qui fréquente l'établissement dont je viens de parler n'est pas une clientèle de choix. (*Rires.*) Elle ne se compose pas de gens prenant journellement des précautions hygiéniques. Ce sont, pour la plupart, des alcooliques, ayant mené une existence aventureuse, et qui, malgré tout, ont guéri de la phtisie. Eh bien ! si l'on peut guérir dans ces conditions, on peut guérir assez souvent pour

dire que la société n'a pas fait, pour les phthisiques de la classe ouvrière, ce qui devrait être fait.

Aussi, au Conseil de surveillance de l'Assistance publique, avons-nous pensé, avec l'aide du Conseil municipal de Paris, à constituer une commission de la tuberculose qui a constaté que, dans les salles d'hôpitaux, les tuberculeux contaminaient leurs voisins. On a décidé de les séparer, de les isoler, mais on ne peut atteindre le but qu'en procédant dans de certaines conditions, sinon il faut laisser tout espoir d'atteindre le but, et le but c'est de guérir.

Vous savez qu'on a installé dans certaines régions des sanatoriums pour guérir certaines maladies. Il en sera de même dans les hôpitaux, l'Assistance publique a trouvé six millions pour faire des installations nouvelles dans les hôpitaux et nous avons obtenu du Conseil municipal de Paris la promesse que la Ville voterait six millions. Nous pourrions détruire ainsi un des foyers principaux de contamination dans la ville de Paris. (*Applaudissements.*)

Nous avons dit que le malade phthisique contaminait ses voisins ; quand il sort de l'hôpital, il lui faut gagner sa vie ; il retourne dans sa famille où il porte des germes d'infection. Nous voulons le mettre dans un tel état de guérison qu'il ne soit plus un danger pour personne. Avec le concours du gouvernement et surtout avec le concours de votre Société, si vous arrivez, comme à Lyon, à nous faire espérer que dans dix ans les logements insalubres auront disparu, alors nous aurons réalisé un énorme progrès. (*Vifs applaudissements.*)

Ce que j'ai dit de la phthisie et de la tuberculose, je peux le dire du choléra et de la peste. C'est toujours la question du logement insalubre qui est en jeu. Il est à remarquer que ce sont toujours les mêmes provinces qui, chez nous, sont atteintes. C'est en Provence, en Bretagne, en Normandie où se développe toujours avec le plus d'intensité le choléra, et pour des raisons spéciales. C'est ce qui prouve que ce sont des provinces qu'il faut assainir.

Exemple. Lorsque la peste eut envahi Bombay, aux Indes, pour préserver l'Europe, les gouvernements organisèrent une conférence sanitaire. Quelles ont été les observations rapportées par les médecins qui avaient observé la peste aux Indes ?

Ils avaient remarqué, à Bombay, que, d'une façon générale, c'étaient les Indiens qui étaient atteints et que, parmi les blancs, très peu étaient touchés, à moins que, comme les médecins, les sœurs, les infirmiers, ils ne fussent en contact avec les pestiférés.

Pourquoi les Indiens sont-ils atteints ? Parce qu'ils vivent par terre, sur le sol où se cultivent les germes de la peste. Et vous savez que les rats, qui vivent dans le sol, au moment des épidémies s'éloignent immédiatement.

Les blancs mouraient beaucoup moins, pourquoi ? Parce qu'ils sont logés dans des appartements planchés. C'est-à-dire qu'on meurt dans les parties insalubres d'un même immeuble et non pas dans ses parties salubres.

Les médecins ont rapporté ce fait curieux. J'ai dit qu'il était très rare de voir mourir des personnes habitant des étages élevés, et cependant on

fut très étonné de constater que, dans de grands établissements construits pour l'industrie du coton, la mortalité avait été très grande. On fit des recherches, on observa et on découvrit que ces grandes constructions étaient divisées, à chaque étage, par un couloir médian au bout duquel était installé un petit établissement indispensable. Mais comme il était absolument insuffisant, il y avait un amoncellement d'ordures dans tous les corridors. C'est-à-dire que ces établissements mal construits étaient infectés, insalubres et que ceux qui les habitaient ont été les premières victimes.

La cause de toutes les épidémies est toujours la même : l'insalubrité, le défaut de propreté.

J'ai tenu, Mesdames et Messieurs, à vous dire quelques mots sur cette question d'hygiène. (*Applaudissements.*)

Je ne terminerai pas sans rappeler une observation essentielle, c'est que la santé physique se trouve étroitement liée à la santé morale. Jules Simon disait que la meilleure garantie de la morale, c'est le logement. Il ajoutait : Il faut que le logement soit attrayant ; c'est la manière la plus sûre de lutter contre le cabaret. (*Applaudissements.*)

Oui, le logement salubre est celui dans lequel on est heureux de rentrer. Tandis que le logement insalubre, avec sa promiscuité, est la désorganisation de la famille ; il est le repaire de tous les vices, je dirai de bien des crimes. Ce n'est pas seulement à une œuvre d'hygiène physique que vous êtes associés, mais encore à une œuvre d'hygiène morale. Et grâce à votre zèle, à vos efforts, je compte que nous finirons par triompher. (*Applaudissements unanimes.*)

Création de services pour le traitement des Maladies spéciales dans les Hôpitaux.

M. Brouardel, rapporteur, a présenté le rapport suivant, au nom de la Commission spéciale du Conseil de surveillance de l'Assistance publique de Paris (1).

MESSIEURS,

Le 20 mars 1897, notre ancien collègue, M. Paul Strauss, communiquait au Conseil municipal la proposition suivante, relative au traitement des maladies spéciales dans les établissements hospitaliers :

« MESSIEURS,

« Malgré le progrès réalisé en ces dernières années, le traitement intérieur et extérieur des maladies spéciales dans les hôpitaux laisse beaucoup à désirer. L'outillage hospitalier est loin de répondre aux besoins modernes, qui tendent à faire une place de plus en plus considérable à la spécialisation des maladies.

(1) Commission composée de : MM. Brouardel, Budin, Dubrisay, Gibert, Levraud, Masson, Mourier, Navarre, Perier, Potain, Paul Strauss, Félix Voisin.

I

« Au point de vue du traitement à l'intérieur des hôpitaux, sans parler des maladies de la peau et similaires, en dehors de l'isolement pratiqué ou projeté pour certaines affections épidémiques ou contagieuses, il n'existe dans les services de médecine et de chirurgie d'adultes que 131 lits affectés au traitement des maladies des voies urinaires, 119 réservés aux maladies des yeux, 37 d'ovariotomie, 78 de maladies nerveuses.

« Il n'y a pas de service spécial « interne » pour les maladies du larynx, du nez, des oreilles.

« Pour les maladies des yeux, le nombre de lits est de :

« Hôtel-Dieu, 58 lits ;

« Lariboisière, 20 lits ;

« Clinique ophtalmologique des Quinze-Vingts, 110 lits.

« Il convient d'observer que la Clinique nationale des Quinze-Vingts hospitalise des malades venus de tous les points de la France et que la moitié de ces lits rentre dans les disponibilités parisiennes, soit en tout 133 lits pour recevoir les indigents ophtalmiques d'une population de 3 300 000 habitants (Paris et la banlieue). Ces 133 lits doivent suffire aux besoins d'une clientèle qui est annuellement, pour les divers établissements, de 5 000 nouveaux consultants inscrits par an à l'Hôtel-Dieu, 3 000 à l'hôpital Lariboisière, 15 000 aux Quinze-Vingts ; ces 23 000 malades nouveaux paraissent représenter la moitié des personnes qui, dans une année, demandent à Paris des soins ophtalmologiques gratuits, si l'on en juge par la clientèle apparente des 27 cliniques libres des maladies d'yeux.

« Il est permis d'estimer à 50 ou 60 000 le nombre annuel des maladies d'yeux pour lesquelles l'Assistance publique et la Clinique des Quinze-Vingts disposent uniquement de 133 lits ; cette insuffisance a déterminé l'habitude de ne recevoir à l'hôpital que les cas opérables, les cataractes par exemple, tandis que l'établissement hospitalier repousse les malades dont la guérison réclame un long traitement, et qui, laissés à eux-mêmes ou réduits aux soins intermittents de la consultation, deviennent aveugles et tombent définitivement à la charge de l'Assistance publique.

« Non seulement les lits d'yeux sont insuffisants, mais encore mal répartis ; le sud et l'ouest de Paris ne sont pas desservis. En outre, les services actuels d'yeux de Lariboisière et de l'Hôtel-Dieu, soumis à la règle commune, ne peuvent régulièrement recevoir des jeunes malades âgés de moins de seize ans.

« Nous croyons indispensable de créer dans les hôpitaux des services spéciaux pour les maladies du larynx, du nez, des oreilles, d'augmenter le nombre des services de maladies d'yeux (d'au moins deux), d'instituer un recrutement spécial d'oculistes des hôpitaux.

II

« Les spécialités ont une part plus importante dans les consultations externes des hôpitaux. Non seulement les services spéciaux de Saint-Louis, Ricord, Broca, la Salpêtrière (en laissant de côté les services d'accouchements et d'enfants malades, les deux services spéciaux des yeux de l'Hôtel-

Dieu et de Lariboisière) ont leurs consultations distinctes, non seulement il existe des consultations pour les dents, mais encore un petit nombre de chefs de service ont justement obtenu, en raison de leurs services rendus et de leur compétence spéciale, l'autorisation de donner des consultations de spécialités pour les goîtres, les maladies du larynx, du nez et des oreilles, la gynécologie, les maladies du système nerveux, de la peau etc.

« Ces consultations spéciales sont d'ailleurs facultatives et pour ainsi dire provisoires, puisqu'elles peuvent disparaître avec le médecin consultant, soit que celui-ci change d'hôpital, soit qu'il soit mis à la retraite; elles n'ont rien de stable ni de définitif. Telle région de Paris peut en être privée, suivant que le roulement amène le départ de ces consultants spécialistes de bonne volonté.

« En outre, ces consultations, d'établissement précaire, ne répondent pas à tous les besoins; elles ne sont suffisantes ni par leur organisation ni par leur nombre.

« Nous croyons que, sans porter atteinte aux préférences du corps médical des hôpitaux et sans diminuer pour autant la spécialisation facultative de bonne volonté, il convient d'organiser rationnellement, méthodiquement, en tenant compte de la situation topographique des établissements et des besoins présumés de la clientèle hospitalière, des consultations pour les maladies des yeux, du larynx, du nez, des oreilles, de gynécologie, de la peau, du système nerveux, etc.

III

« L'Assistance publique en conformité du règlement nouveau des secours à domicile, prépare en ce moment la création de « dispensaires » dans chaque arrondissement pour les malades indigents ou nécessiteux.

« Ces dispensaires, pour rendre tous les services qu'on en attend, doivent également donner place aux spécialités essentielles, c'est-à-dire aux maladies « des yeux » et « des dents » pour les adultes; ils devront comporter une consultation de nourrissons avec pesée hebdomadaire et distribution de lait stérilisé aux mères indigentes.

« Ces différentes mesures, très faciles à appliquer, seront très bien-faisantes et très utiles; elles feront honneur à l'Assistance publique et au Conseil municipal.

« Paris, le 19 mars 1897.

« Signé : PAUL STRAUSS. »

Cette proposition fut renvoyée en séance du Conseil municipal à l'Administration de l'Assistance publique.

Le 8 avril 1897, la Commission, chargée d'étudier les besoins et les ressources de l'Assistance publique, adoptait en principe la proposition de M. Strauss.

Dans le mémoire par lequel elle a saisi le Conseil de surveillance, l'Administration s'est montrée favorable à la proposition de M. Strauss, et elle a, dès le début, formulé, d'accord avec notre collègue, cette opinion très décidée que ces nouveaux services devaient être confiés à des médecins issus d'un recrutement spécial.

Visant plus particulièrement les services d'ophtalmologie, M. le Directeur ajoutait : « Je m'occupe en ce moment de rechercher dans quels hôpitaux du sud et de l'ouest il serait possible d'installer des nouveaux services d'ophtalmologie. Leur installation complète exigera certainement des constructions neuves ; mais s'il était possible de trouver dès à présent, dans chacun des hôpitaux appelés à recevoir ces services, une douzaine de lits disponibles, on pourrait immédiatement mettre les deux services en fonction. La plupart des malades, atteints d'affections oculaires, peuvent en effet se soigner sans danger chez eux. On peut en juger par ce qui se passe à Londres, où les services spéciaux d'ophtalmologie sont bien installés.

« A Londres, qui comporte une population presque double de celle de Paris, il n'y a que cinq hôpitaux, affectés au traitement des affections des yeux, renfermant un total de 198 lits. Or, il ressort des relevés statistiques publiés en 1897 dans les *The annual charities register and digest*, qu'au *Central ophthalmic Hospital*, qui renferme 13 lits, 170 malades ont été traités à l'intérieur et 9 321 ont suivi le traitement externe ; qu'au *Royal Eye hospital* ou *Royal South London ophthalmic hospital*, il y a 40 lits réservés :

Malades internes.	401	
Maladies externes.	{	14 052 anciens.
		26 521 nouveaux.

Au *Royal London ophthalmic hospital*, 100 lits :

Malades internes.	2184
Malades externes.	26 290

Au *Western ophthalmic hospital*, 15 lits :

Malades internes.	220
Malades externes.	6 494

« La publication dont il s'agit ne donne pas de chiffres pour le *Royal Westminster ophthalmic hospital*, qui comporte 30 lits ; mais il est présumable que la proportion pour les malades internes et les malades externes est la même que dans les hôpitaux de même nature.

« De la statistique qui précède et que j'ai cru utile de placer sous vos yeux, on peut tirer cette conclusion qu'en dotant Paris, ou plutôt le département de la Seine, qui compte 3 300 000 habitants, tandis que Londres en compte 5 millions, de deux nouveaux hôpitaux spéciaux d'ophtalmologie, le traitement des maladies des yeux pourra être suffisamment assuré.

« J'aurai l'honneur prochainement de vous soumettre des propositions à ce sujet. En attendant, il est une question sur laquelle je dois appeler dès aujourd'hui l'attention du Conseil de surveillance, celle du recrutement des praticiens auxquels ces deux nouveaux services seront confiés. Actuellement, d'après le règlement sur le service de santé, les places des médecins et des chirurgiens, chargés des services spéciaux existant dans les hôpitaux, sont données par voie de recrutement à l'ancienneté. Ce recrutement peut ne pas présenter toutes les garanties désirables. La proposition faite par M. Strauss d'instituer un mode de recrutement spécial pour les oculistes me paraît un corollaire indispensable de son projet.

« On pourrait, comme pour la nomination de six places d'accoucheurs ou de médecins du service des aliénés, organiser un concours spécial avec épreuves sur l'ophtalmologie. Une difficulté pourrait s'élever en ce qui touche la composition du jury appelé à juger ces épreuves. Mais, indépendamment des deux chefs de service actuellement qualifiés, M. le professeur Panas et M. le docteur Delens, on pourrait le composer avec des chirurgiens des hôpitaux ayant fait une ou plusieurs années d'internat dans des services d'yeux. On peut compter actuellement parmi nos chirurgiens une dizaine d'anciens internes, ayant été attachés à un service d'ophtalmologie, soit un nombre suffisant pour composer le jury, dans lequel la pathologie externe et celle des maladies nerveuses devraient être également représentées par deux médecins des hôpitaux.

« C'est une question dont aura à s'occuper la Commission spéciale, chargée d'organiser le concours dont il s'agit. »

Dans la première réunion de la Commission, le 14 mai 1897, M. le Directeur et M. Strauss ont développé leurs propositions et la Commission a adopté la méthode de travail suivante :

- 1^{re} étude : Des maladies des yeux.
- 2^e — Des maladies du larynx, des oreilles et du nez.
- 3^e — Des maladies de la peau.
- 4^e — Gynécologie.
- 5^e — Maladies nerveuses.

Chaque étude a été elle-même subdivisée en :

- 1^o Hospitalisation ;
- 2^o Consultation ;
- 3^o Personnel médical.

Première Étude. — MALADIES DES YEUX

La nécessité, signalée par les mémoires de M. Strauss et de M. le Directeur de l'Assistance publique, de donner des soins aux 50 000 malades atteints d'affections des yeux dans le département de la Seine, a été reconnue à l'unanimité par la Commission. Suivant l'expression de M. le professeur Panas, entendu à diverses reprises par la Commission, l'*Administration a le devoir de soigner ces malades*.

Comment doit-on organiser les services ? Votre Commission s'est ralliée au système anglais. Elle pense qu'un petit nombre de lits suffira, 40 ou 50, répartis dans deux hôpitaux, mais qu'il y a lieu d'organiser une consultation spéciale dans le plus grand nombre des hôpitaux, sinon dans tous. C'est pour elle et pour M. Panas le point capital. Celui-ci a rappelé qu'en Allemagne un ophtalmologiste est attaché à toutes les consultations des hôpitaux ; son intervention ne se borne pas à donner des soins spéciaux aux malades atteints d'affections des yeux, c'est souvent lui qui, grâce à l'examen par l'ophtalmoscope, permet de faire le diagnostic des maladies des centres nerveux.

La Commission vous propose donc de créer dès maintenant un premier service d'ophtalmologie comprenant 20 lits pour les hommes et 10 lits pour

les femmes. Il serait placé à l'hôpital Laënnec, dans le pavillon Boyer, occupé actuellement par des malades atteints d'affections chirurgicales chroniques. L'appropriation de ce local à sa nouvelle destination ne nécessiterait pas une forte dépense.

Votre Commission reconnaît qu'il est indispensable de créer prochainement un second service d'ophtalmologie ; mais jusqu'à ce moment, elle n'a pas trouvé d'emplacement favorable. Elle estime toutefois que celui-ci doit être cherché du côté des établissements hospitaliers, placés au nord-ouest de Paris.

Votre Commission vous propose d'organiser le plus vite possible des consultations, sans adjonction de lits d'hôpitaux, dans le plus grand nombre possible d'hôpitaux. Elle pense que ces consultations, installées très simplement, doivent pourtant avoir un local spécial, muni d'un outillage convenable. Il lui a semblé désirable de ne pas emprunter les locaux consacrés aux consultations générales, surtout pour laisser au chef de ces nouveaux services la responsabilité de la garde et de l'entretien des instruments et appareils à lui confiés.

Votre Commission ne croit pas qu'il soit utile de placer des services d'ophtalmologie dans les dispensaires ; elle estime que les créations projetées dans les hôpitaux suffiront à toutes les nécessités.

A quelles personnes doivent être confiés ces services ? A l'unanimité, votre Commission pense que les concours doivent être l'unique mode de recrutement des chefs de service. Elle maintient le principe qui fait la force et la réputation du corps médical des hôpitaux.

Elle a pensé que le jury pouvait être composé de cinq membres : trois, représentant plus particulièrement l'ophtalmologie, un la médecine, un la chirurgie générale. Tous les juges doivent faire partie du corps médical des hôpitaux.

Pour les premiers concours, une difficulté se présente. Il n'y a en ce moment que deux services d'ophtalmologie : celui de M. Panas et celui de M. Delens. La Commission a pensé qu'on pourrait choisir les juges oculistes, outre ces deux chefs de service, parmi les chirurgiens qui ont dirigé effectivement dans un établissement hospitalier un service, officiellement reconnu, d'ophtalmologie. La Commission a écarté l'idée d'adjoindre au jury un neuropathologiste. Dans l'état actuel des choses, tous les médecins sont compétents en neuropathologie ; établir parmi eux une sélection, serait créer une spécialisation nouvelle que votre Commission, vous le verrez au cours de ce rapport, n'a pas cru devoir accepter.

Quelles seront les épreuves imposées aux futurs candidats ? Après une discussion, qui n'a pas pris moins de trois séances, la Commission a voté les conclusions suivantes :

Épreuves éliminatoires.

1° Dépôt par le candidat des travaux qu'il a publiés et d'un résumé écrit de ces travaux ;

2° Épreuve écrite d'anatomie et de physiologie spéciale, pour laquelle il sera donné trois heures aux candidats ;

3° Épreuve orale sur la médecine générale; cette épreuve durera vingt minutes, après vingt minutes de réflexion.

Épreuves définitives.

4° Épreuve de médecine opératoire spéciale sur des animaux anesthésiés ou sur des cadavres (une seule opération).

5° Épreuve de clinique spéciale sur deux malades. Elle aura une durée d'une heure (vingt minutes pour l'examen des malades, dix minutes pour la réflexion et trente minutes pour l'exposition).

Quelles sont les raisons invoquées pour et contre ces diverses épreuves? La plus discutée de ces épreuves a été la première. M. le professeur Panas a énergiquement soutenu l'importance de l'épreuve des titres; pour lui, elle est capitale. Elle figure à l'étranger dans les concours médicaux, et, à son avis, ces concours sont préférables aux nôtres. Que sont, en effet, les candidats? Des docteurs en médecine, qui pourront n'avoir jamais été internes ou externes; d'autres, au contraire, qui auront été chefs de clinique, chefs de laboratoire, qui auront travaillé pendant de longues années dans les salles de malades. Peut-on assimiler les premiers aux seconds? Ceux-ci n'ont-ils pas des connaissances pratiques bien supérieures? Il faut, à tout prix, dit M. Panas, « faire figurer cette épreuve dans nos concours d'ophtalmologie, car c'est par une épreuve de ce genre, dans laquelle il vient exposer devant le jury le résultat de ses travaux et de ses recherches, que le candidat prouve qu'il est véritablement quelqu'un ».

Pour M. Panas, cet exposé de titres doit être public, sans intervention des juges par des questions ou interpellations, sans discussions.

A cette proposition, quelques membres de la Commission ont répondu, les uns faisant opposition à l'épreuve des titres, publique ou non publique, les autres admettant l'épreuve sur titres, celle-ci étant jugée en dehors du candidat. En faveur de cette solution, M. Potain dit: « Admettre le discours public, l'exposition publique par le candidat de ses travaux, c'est s'exposer à provoquer des accusations mal fondées contre la manière de juger du jury. Tel candidat peut avoir fait des travaux très sérieux et mal s'exprimer devant les juges; tel, au contraire, fera un exposé très brillant de travaux moins méritoires ». M. Budin a fait remarquer qu'un même candidat, présentant les mêmes titres, pourrait être jugé très différemment par deux juges successifs.

Votre Rapporteur considère l'épreuve sur titres publique comme une excellente manière d'apprécier la valeur d'un candidat. Ce serait, selon lui, un grand progrès; actuellement, comme l'a fait remarquer un des adversaires de ce genre d'épreuve, *on tient indirectement compte des titres et travaux antérieurs*; cet aveu renferme à lui seul une justification des critiques adressées à nos concours. D'autre part, dans un concours, toutes les raisons sur lesquelles peut s'appuyer un jury pour rendre son verdict doivent être jugées par tous, juges, assistants et compétiteurs. Introduire une épreuve que, seuls, les juges peuvent apprécier est, de l'avis de votre Rapporteur, extrêmement dangereux.

Chacun des commissaires s'est réservé le droit de faire valoir les raisons de son vote devant le Conseil. C'est à lui qu'il appartient de décider.

Les autres épreuves ont été adoptées à l'unanimité par votre Commission. Elles sont instituées de telle sorte que les compétiteurs devront fournir la preuve qu'ils ne sont pas seulement des spécialistes distingués mais qu'ils ont des connaissances médicales et chirurgicales, qui les placent au niveau de leurs futurs collègues appartenant au corps des médecins des hôpitaux.

La cote de chacune de ces épreuves est fixée à 30 points.

Deuxième étude. — MALADIES DES OREILLES, DU LARYNX ET DU NEZ

L'Administration a proposé à votre Commission de ne pas créer, pour ces maladies, un corps spécial de médecins. Elle se contenterait actuellement de reconnaître officiellement comme chefs de services spéciaux MM. Gouguenheim et Lermoyez, qui ont organisé pour les maladies de la gorge et du larynx des consultations particulières.

La Commission s'est rangée à l'avis de M. le Directeur, après avoir échangé quelques observations dont le résumé doit être présenté au Conseil.

Votre rapporteur a fait remarquer qu'en France ces services, au point de vue hospitalier et au point de vue de l'enseignement, sont distancés par les services analogues de l'étranger. Suivant lui, cette situation s'explique pour deux raisons.

Normalement, les affections du larynx, du nez et des oreilles constituent un groupe admis par les médecins de tous les pays; à l'étranger, c'est un même chef de service qui est chargé de cette spécialité. En France, les affections des oreilles sont considérées comme plus particulièrement chirurgicales, celles du larynx et du nez comme plus particulièrement médicales. D'autre part, la division entre les attributions des médecins et des chirurgiens est, à Paris, absolument séparée, si bien que lorsqu'une affection du larynx et du nez nécessite une intervention chirurgicale, le médecin traitant adresse ce malade à son collègue chirurgien du même hôpital. Il n'y a pas l'unité nécessaire pour qu'un même médecin ou chirurgien tienne dans sa main la direction de cette triple spécialité. Elle se trouve rompue par nos habitudes et les règles administratives.

Lorsqu'on se décidera à créer définitivement ces spécialités, il faudra se souvenir qu'elles sont absolument médico-chirurgicales et conférer aux chefs de service des droits correspondant à ces nécessités.

MM. Potain et Perier n'ont pas accepté sans réserve cette opinion. Pour le second, les grandes opérations sur le larynx ne doivent pas sortir du domaine purement chirurgical; pour le premier, les affections du larynx sont si souvent liées à la tuberculose et autres affections générales qu'il y aurait inconvénient à les faire sortir du domaine médical.

Dans ces conditions, votre Commission a décidé à l'unanimité de réserver pour une époque ultérieure l'organisation définitive des services spéciaux de laryngologie et de confirmer seulement, actuellement,

MM. Gouguenheim et Lermoyez dans la direction des services qu'ils ont créés.

Nos deux collègues, consultés par M. le Directeur, ont accepté cette solution.

Troisième étude. — MALADIES DE LA PEAU

Actuellement, il existe dix services spéciaux des maladies de la peau et de la syphilis, six à Saint-Louis, deux à Ricord et deux à Broca. Des consultations spéciales externes fonctionnent à Saint-Antoine, la Pitié et La Rochefoucauld.

Les modifications soumises à l'étude de la commission par l'Administration et par MM. Besnier, Fournier, Hallopeau, Brocq, Gaucher, Thibierge et Sabouraud visent trois points principaux : l'hospitalisation, les consultations, le recrutement des médecins.

Hospitalisation. — Le nombre des lits dans lesquels sont reçus les malades atteints d'affections de la peau ou de maladies vénériennes, si on totalise ces services de Saint-Louis, Ricord et Broca, est suffisant.

La Commission, d'accord avec les médecins de Saint-Louis, pense qu'il serait contraire aux intérêts des malades et aux progrès de la science de disséminer les services dans les différents hôpitaux. Leur groupement s'impose. Il y sera pourvu si le Conseil accepte une proposition, qui lui sera ultérieurement faite, de réunir Ricord à Broca. La désaffectation de ce dernier hôpital, dont l'organisation et la discipline rappellent des temps fort anciens, s'impose. On constituerait par la réunion de ces deux hôpitaux un groupe sur la rive gauche, aussi favorable aux besoins des malades qu'aux intérêts de la science et de l'instruction des élèves.

Consultations. — Tous les médecins entendus demandent leur multiplication. M. Fournier a fait remarquer que ces consultations gratuites sont très onéreuses pour l'ouvrier, qui, obligé à un grand déplacement, à une attente prolongée, perd une demi-journée, parfois une journée. Il a insisté pour que ces consultations soient privées, individuelles, pour que l'homme et surtout la femme ne soient plus comme aujourd'hui obligés de confesser publiquement leurs maladies secrètes. Enfin il a demandé qu'il soit établi des consultations du soir, ainsi que du dimanche.

Sur tous ces points, l'accord est complet, mais les consultations actuellement organisées dans quelques hôpitaux généraux suffisent-elles ou doit-on en organiser de nouvelles? Les avis sont partagés; votre Commission a pensé qu'il y avait lieu de ne pas prendre parti, d'attendre que l'expérience, commencée il y a quelques années, ait prononcé. D'ailleurs, si des médecins autorisés demandent à en établir dans un hôpital, le Conseil pourra étudier le bien fondé de la demande.

Mode de recrutement des médecins. — Des plaintes déjà anciennes se sont élevées contre le mode actuel du roulement. On a fait remarquer que, suivant cette tradition, les médecins qui ont fait des maladies de la peau leurs études préférées, ne peuvent parfois entrer à Saint-Louis qu'à un âge déjà avancé, que, de plus, tenté par l'ouverture imprévue d'une de ces places, un médecin, étranger jusque-là à ces études, peut la choisir, empêchant ainsi d'entrer un plus compétent que lui.

Votre rapporteur se fait simplement l'écho de ces allégations, peut-être un peu exagérées. Quoi qu'il en soit, on a proposé, pour remédier à ces inconvénients, les uns d'établir des concours spéciaux, les autres de faire un concours spécial entre les candidats qui auraient été admissibles au Bureau central.

Après examen des diverses méthodes proposées par MM. Besnier Fournier, Hallopeau, Broq, Gaucher et Thibierge, la Commission serait d'avis d'adopter la proposition de M. Thibierge ainsi formulée par lui :

« Les médecins de l'hôpital Saint-Louis et des services de dermatologie s'il en est créé dans d'autres hôpitaux, seront choisis sur une liste spéciale, dressée par la Société des médecins des hôpitaux, en suivant l'ordre de leur inscription sur cette liste.

« Cette liste comprendra :

« 1^o Dans l'ordre de leur nomination aux hôpitaux, les médecins des hôpitaux actuellement en fonctions qui, dans le délai de deux mois, auront réclamé leur inscription.

« 2^o Au fur et à mesure de leurs demandes, les médecins des hôpitaux, nommés ou à nommer, qui réclameront leur inscription dans un délai maximum de deux ans après leur nomination.

« Les médecins, inscrits sur cette liste, ne participeront plus au roulement pour le choix des services généraux ou spéciaux, autres que ceux de la dermatologie.

« Ceux d'entre eux, qui ne sont pas encore nommés chefs de service, seront chargés de remplacements dans les services de dermatologie et des fonctions d'assistants de consultations. »

Tout en se ralliant en principe à cette proposition, votre Rapporteur a fait remarquer que la question est assez délicate en raison des droits acquis et des difficultés que l'on éprouverait probablement à imposer à des médecins, qui ont subi le concours sur la foi des règlements anciens, l'observation d'un nouveau règlement, qui ne laisserait pas que de préjudicier à leurs intérêts. Il serait bon, suivant lui, que l'Administration s'entendit à ce sujet avec la Société des médecins des hôpitaux.

La Commission s'est ralliée à cette manière de voir, et vous propose de renvoyer l'étude de la question à la commission chargée d'étudier la réorganisation du concours des médecins des hôpitaux.

Quatrième étude. — MALADIES DU SYSTÈME NERVEUX

La Commission, d'accord avec l'Administration, pense que les spécialités sont parfaites là où apparaît la nécessité de diviser les malades et de différencier les traitements, mais que pour les maladies nerveuses, qui appartiennent à la médecine générale, cette nécessité est beaucoup moins évidente que pour les maladies des yeux et de la gorge par exemple. Elle estime qu'il y a simplement à rester dans le *statu quo*, en permettant aux médecins qui déjà groupent dans leurs services des malades de cette nature de continuer à agir ainsi.

La Commission vous propose donc de ne pas créer de nouveaux services spéciaux pour les maladies du système nerveux.

Cinquième étude. — GYNÉCOLOGIE

Votre Commission pense que, pour les maladies des femmes, comme pour les maladies nerveuses, il n'y a pas lieu de créer de nouveaux services; mais, sur la demande de M. Strauss, elle a voté la proposition suivante, qu'elle soumet à votre approbation :

Les médecins, chirurgiens et accoucheurs des hôpitaux, peuvent être autorisés à faire des consultations spéciales externes de gynécologie.

Voici en conséquence, Messieurs, les conclusions que nous vous proposerons d'adopter :

CONCLUSIONS**A. — MALADIES DES YEUX**

1° Création immédiate d'un service d'ophtalmologie à l'hôpital Laënnec;

2° Création prochaine d'un second service d'ophtalmologie dans un des établissements du N.-O. de Paris;

3° Installation de consultations d'ophtalmologie dans un certain nombre d'hôpitaux sans lits, pour l'hospitalisation des malades;

4° Les chefs de service seront nommés par un concours spécial.

Le jury se composera de cinq membres : trois ophtalmologistes, un médecin et un chirurgien des hôpitaux.

Les épreuves comprendront trois épreuves éliminatoires :

1° Dépôt par le candidat des travaux qu'il a publiés et d'un résumé de ces travaux;

2° Épreuve d'anatomie et de physiologie spéciales, pour laquelle il sera accordé trois heures aux candidats;

3° Épreuve orale sur la médecine générale; cette épreuve durera vingt minutes après vingt minutes de réflexion.

Deux épreuves définitives :

1° Épreuve de médecine opératoire spéciale sur des animaux anesthésiés ou sur des cadavres (une seule opération);

2° Épreuve de clinique spéciale sur deux malades. Cette épreuve aura une durée d'une heure (vingt minutes pour l'examen des malades, dix minutes pour la réflexion, et trente minutes pour l'exposition).

Chacune de ces épreuves sera cotée de 0 à 30 points.

B. — MALADIES DU LARYNX, DES OREILLES ET DU NEZ

1° Reconnaissance officielle des deux services de laryngologie existant actuellement à Lariboisière et à Saint-Antoine.

2° Pas de création nouvelle.

C. — MALADIES DE LA PEAU

1° Organisation d'un hôpital consacré aux maladies de la peau et de syphilis, à la place de l'hôpital Ricord;

- 2° Restitution des services spéciaux de Broca aux maladies générales ;
- 3° Les consultations spéciales dans les hôpitaux généraux pourront être augmentées en nombre ;
- 4° Le mode de recrutement du personnel médical sera ultérieurement soumis au Conseil par la Commission de la réforme du concours des hôpitaux.

D. — MALADIES DU SYSTÈME NERVEUX

Il n'y a pas lieu de créer de nouveaux services spéciaux pour les maladies du système nerveux.

E. — GYNÉCOLOGIE

Il n'y a pas lieu de créer de nouveaux services spéciaux pour les maladies des femmes ; les médecins, chirurgiens et accoucheurs des hôpitaux peuvent être autorisés à faire des consultations spéciales externes de gynécologie.

Les Monts-de-Piété en Corse au XVII^e siècle.

Des Monts-de-Piété ont existé en Corse au XVII^e siècle.

L'évêque di Policastro, visiteur apostolique, en 1618, en avait édicté les statuts communs à trois établissements fonctionnant à Bastia, Corte et Ajaccio.

Pour doter chacun d'eux, il alloua 150 écus.

Le Mont-de-Piété d'Ajaccio ouvrit ses portes le 16 février 1618. La population était alors pour cette ville de 2400 habitants.

Ce furent les évêques qui, par l'intermédiaire des curés, annoncèrent l'ouverture de cet établissement.

Il était stipulé dans les statuts que le Mont, placé sous la surveillance et la direction des évêques, serait administré par trois gouverneurs élus parmi les meilleurs, les plus fidèles et les plus éclairés des citoyens, deux nommés par l'évêque, le troisième, par l'illustrissime commissaire de la République de Gênes ; six autres membres nommés, moitié par le commissaire génois, leur étaient adjoints.

Leurs fonctions étaient renouvelables chaque année le jour de la fête de l'Annonciation de la Vierge Marie sous la protection de laquelle l'œuvre était placée : les administrateurs étaient tenus de prêter serment entre les mains des évêques et en leur absence entre celles des vicaires généraux, soit le jour de leur nomination, soit le lendemain.

Le registre des engagements et des retraits, était confié à un gouverneur ayant la pratique de la comptabilité.

Ce registre, qui contenait 300 feuillets, portait en tête, outre les statuts, les noms des bienfaiteurs disposés à faire des dons et legs à l'œuvre.

Il mentionnait la désignation des nantissements, la somme prêtée et la date de l'engagement.

Un bulletin était remis au déposant, il lui était recommandé de ne pas l'égarer.

Le prêt était consenti pour six mois et représentait la moitié de la valeur de l'objet, il ne pouvait excéder 12 livres.

Ce délai expiré, les gages étaient, sans avis préalable, vendus aux enchères.

Les bonis étaient remis à l'emprunteur en échange du bulletin d'engagement.

En cas de perte de ce bulletin, une bonne et valable caution était exigée.

Les engagements étaient acceptés le lundi de chaque semaine, les dégage-
ments le vendredi. La caisse du Mont-de-Piété était confiée aux soins
des officiers municipaux; elle était à trois clés dont une restait entre les mains
de l'évêque, la deuxième était la propriété des conseillers municipaux; l'un
des gouverneurs, alternant tous les six mois, conservait la troisième.

Le service courant était assuré par le dépôt entre les mains du gouver-
neur d'une somme de 50 écus, soit 200 livres.

« En commençant, disaient les statuts, les prêts auront lieu en argent;
par la suite, les évêques pourront les faire, partie en argent, partie en blé;
on s'en rapportera à la prudence des évêques. »

Il était en outre stipulé que le Mont-de-Piété, pour venir en aide à un
plus grand nombre de pauvres, solliciterait l'autorisation nécessaire, afin
de pouvoir accepter des emprunteurs qui y consentiraient la restitution
« à mesure comble du blé prêté à mesure rase » et le versement d'un et demi
par écu prêté pour six mois.

Les prêts ne devaient être faits qu'aux vrais pauvres, sans exception
aucune, avec rapidité, empressement et charité.

Au moment du dégage-ment, le Mont-de-Piété pouvait faire quelque
aumône à l'emprunteur, si les ressources le permettaient.

La limitation des prêts à 12 livres provenait de la limitation des res-
sources, mais combien grande a dû être la difficulté, pour les gouverneurs
de l'Institut, de faire un choix entre les malheureux qui venaient demander
secours, et d'obéir aux injonctions des statuts qui leur prescrivaient de
séparer les vrais pauvres de ceux qui ne l'étaient sans doute pas moins,
puisque'ils venaient emprunter une mesure de blé.

Ces Monts-de-Piété, créés à une époque où la Corse faisait encore partie
de la République de Gênes, avaient hérité, dans leurs statuts; des disposi-
tions d'établissements similaires qui existaient déjà dans la péninsule; ils
étaient mixtes, c'est-à-dire qu'ils faisaient partie des Monts-de-Piété dits
nummarii.

Les premiers étaient surtout répandus dans la division de Nice, qui en
comptait 63, dont 58 en province; 3 appartenaient à la division de Cuneo;
7 à celle d'Alexandrie et 2 à celle de Novare.

Les Monts-de-Piété de la division de Nice, en raison de leur nombre,
étaient ceux qui avaient le plus grand fonds de denrées pour leurs opéra-
tions — 3522^h,83^l. — Les 3 divisions de Cuneo opéraient avec un fonds
de 247^h,33^l de graine; les 7 d'Alexandrie avec 438^h,18 et les deux de Novare
avec 48^h,98^l.

Tous les fonds réunis représentaient une somme de 85 666¹,54, constituant le fonds de roulement de tous les Monts-de-Piété *granatici* des États de terre ferme.

La Société des Crèches, par M. Eugène Marbeau.

Nous empuntons au *Bulletin de la Société des Crèches* le compte moral et financier de cette Société en 1897, par M. Eugène Marbeau.

Au moment où, pour la dernière fois sans doute, je prépare ce compte rendu annuel, je suis heureux de constater que notre œuvre est en pleine prospérité. Les difficultés qui jadis ont si longtemps arrêté ses progrès contre lesquelles le fondateur des crèches eut à soutenir des luttes étranges et incessantes n'existent plus. Désormais, non seulement la France, mais tous les pays reconnaissent que la crèche, comme l'école, comme la salle d'asile, est une institution rendue indispensable par l'état actuel de la civilisation. Partout la crèche est réclamée par les populations ouvrières; partout elle est encouragée par les gouvernements; partout elle est en faveur auprès de l'initiative privée qui lui apporte son dévouement désintéressé, ses souscriptions, ses dons généreux, ses libéralités testamentaires.

Cette sympathie unanime, la crèche la justifie à tous égards. L'objet de ses secours, c'est le petit enfant et sa mère, c'est-à-dire ce qu'il y a de plus touchant au monde. Œuvre éminemment sociale, elle rapproche auprès du berceau la femme qui a besoin d'aide et celle qui peut l'aider.

Elle est le secours en travail, secours efficace et moralisateur, au lieu d'être l'aumône stérile. Elle permet à l'ouvrière de se suffire à elle-même par son salaire. Par la petite rétribution qu'elle exige, elle respecte la dignité de la mère vis-à-vis de son enfant comme vis-à-vis de la Société.

Elle est essentiellement éducatrice. A la mère, elle enseigne les soins qu'il faut donner à l'enfant pour préserver sa santé et pour former son cœur. A l'enfant, elle apprend dès le berceau à vivre avec d'autres enfants, à leur laisser leur part à côté de la sienne, à comprendre et à sentir qu'il n'est pas seul sur la terre, que tout ne gravite pas autour de sa petite personne.

Dans ces malheureuses familles ouvrières où la nécessité de gagner le pain de chaque jour oblige le père et la mère à aller, chacun de son côté, travailler loin du logis, la crèche fait de l'enfant que la mère reprend le soir le lien qui rapproche les parents, l'attrait, la raison d'être, la joie du foyer.

Mais, pour conserver sa valeur sociale et moralisatrice, la crèche doit rester une œuvre désintéressée. Elle perdrait toute autorité morale si ceux qui la dirigent prétendaient en faire un moyen d'action politique ou d'influence personnelle.

Dans notre pays où elle est née, elle avait dû jadis attendre près de vingt ans avant de conquérir le droit de cité par la réglementation officielle, brevet indispensable chez nous pour attester l'utilité d'une institution;

désormais cette protection de l'autorité lui est complètement acquise. Si nous avons une crainte pour les crèches, ce que nous redouterions pour elles ne serait plus l'indifférence des pouvoirs publics, mais au contraire un intérêt trop sympathique qui se traduirait par une ingérence trop minutieuse. Le désir de la perfection est certes louable en lui-même, mais il pourrait devenir funeste si, par une réglementation trop étroite, il rendait le fonctionnement de la crèche trop difficile; s'il décourageait les bienfaiteurs, race ombrageuse et jalouse, qui, avant toute chose, veut rester indépendante, libre de ses dons, de ses idées, de sa manière de comprendre et de faire le bien.

Ce danger, nous sommes heureux de pouvoir le dire, paraît encore éloigné. Le gouvernement a sanctionné dans le courant de l'année dernière avec quelques amendements inspirés par une pensée bienveillante et libérale, le décret et le règlement ministériel que le Conseil supérieur de l'Assistance avait élaborés dans sa session de mars 1897. Notre Bulletin donne le texte de ces deux documents. L'administration s'est attachée à n'y inscrire que les prescriptions qu'elle a jugées indispensables pour sauvegarder la santé des enfants ou pour éclairer l'autorité et le public sur le fonctionnement et les résultats des crèches. Ces prescriptions sont toutes utiles, et la plupart sont d'une exécution relativement facile. Des instructions ministérielles ultérieures, destinées à expliquer et à compléter les règlements, recommanderont aux crèches, non plus à titre d'obligation absolue, mais à titre de conseil, certaines précautions qu'elles devront s'attacher à suivre toutes les fois que cela ne leur sera pas impossible. Nous avons le ferme espoir qu'en appliquant l'ensemble de ces règlements et en rédigeant ses circulaires, l'administration saura jusqu'au bout résister à ce besoin de réglementation à outrance que l'on n'ose blâmer trop sévèrement puisqu'il part d'un bon naturel, mais qui est le fléau de notre pays où il semble la caractéristique particulière de notre temps, qui y paralyse et y éteint l'initiative individuelle.

L'arrêté ministériel demande aux crèches d'adresser chaque année au préfet un compte moral et un rapport médical. Il ne réclame de compte financier qu'aux crèches qui sollicitent une subvention de l'autorité publique. Nous applaudissons à ce respect de l'autorité pour l'indépendance des œuvres privées ainsi que pour le secret des bienfaiteurs qui ne sauraient admettre que l'administration vienne contrôler le chiffre de leurs dons, la forme et la destination qu'ils donnent à leurs bienfaits.

Toutefois nous n'hésitons pas à engager les crèches à publier leur compte financier et à l'envoyer au préfet avec leur compte moral, même quand elles ne demandent pas de subventions aux dispensateurs de l'argent des contribuables. Les œuvres privées, qui, pour accomplir le bien qu'elles font avec tant de charité et de dévouement désintéressé, vivent de dons volontaires, ont toujours intérêt à faire connaître leur gestion financière comme elles ont intérêt à faire connaître leur fonctionnement et les résultats qu'elles obtiennent. Le fondateur des crèches était tellement pénétré de cette pensée qu'il avait posé en principe que les crèches doivent toujours ouvrir leurs portes au public : « Le public, écrivait-il en épigraphe de ses règlements, est inspecteur des crèches. » Fidèle à ce principe, nous

n'avons jamais négligé l'occasion d'engager les crèches à publier leurs comptes, comme le font, si utilement pour elles et pour le public, les œuvres anglaises et américaines. Publier ses comptes, ce n'est pas trahir la charité de ses bienfaiteurs, c'est prouver au public que l'œuvre mérite sa confiance. En principe moral, toute œuvre qui fait appel au public doit compte au public de l'usage qu'elle fait de ses dons : c'est son devoir, c'est aussi son intérêt. D'autre part, montrer les difficultés que rencontre une œuvre et les résultats qu'elle obtient, indiquer comment elle fonctionne et ce qu'elle coûte, c'est aider les personnes qui voudraient créer des œuvres semblables : la publication des comptes est, vis-à-vis des autres œuvres, un acte de charité. Nous ne saurions donc trop la recommander à toutes les crèches.

Le conseil municipal de Paris et le conseil général de la Seine s'efforcent de multiplier et d'améliorer les crèches. Nous avons dit, l'an dernier, que le conseil municipal avait institué une Commission spéciale chargée de lui donner des avis sur toutes les questions relatives à ces établissements. Sur la demande du conseil général de la Seine, cette Commission complétée par l'adjonction de membres nouveaux, éclairera désormais l'Administration départementale comme l'Administration municipale.

Les deux conseils ont, cette année, élevé leurs crédits antérieurs. Au budget municipal, le crédit destiné à encourager les crèches existantes a été porté de 100 000 à 115 000 francs, et le crédit destiné à provoquer la création des crèches nouvelles a été élevé de 32 000 à 40 000 francs. Au budget départemental, le crédit voté a été de 28 000 francs environ pour les crèches de Paris, et de 15 000 francs pour celles des communes suburbaines.

D'après une décision qui a été prise d'accord par les deux Conseils, les subventions municipales et départementales ne seront désormais allouées qu'aux crèches qui s'engageront à se conformer à une série de conditions proposées par la Commission des crèches. Parmi ces conditions, les unes sont relatives à l'hygiène : elles prescrivent l'emploi exclusif du lait stérilisé et la pesée périodique des enfants. Les autres, dont la rédaction est un peu vague, pourraient, contrairement sans aucun doute à l'intention de ceux qui les ont indiquées, sembler une sorte de main mise sur les crèches subventionnées. Espérons qu'elles n'aient pas pour effet d'effaroucher et de décourager les administrateurs et les bienfaiteurs de ces établissements. La charité privée accepte avec reconnaissance un conseil, mais elle est jalouse de son indépendance.

Deux crèches ont été ouvertes à Paris en 1897 : l'une rue François-Millet, l'autre rue Bolivar. Toutes deux ont été construites avec de larges subventions municipales et sont très bien aménagées sous le rapport de l'installation matérielle et hygiénique. Toutes deux ont eu le grand honneur de voir leur inauguration présidée par M^{me} Félix Faure.

Plusieurs autres crèches sont en voie de construction et ne tarderont pas à être ouvertes, notamment avenue Mac-Mahon et rue Schomer. Celle-ci est destinée à remplacer la crèche actuellement établie rue de l'Ouest.

A Levallois-Perret une jolie crèche, unie à une école maternelle, a été ouverte par un grand industriel qui a voulu venir en aide à ses ouvrières et

qui admet dans ses établissements les enfants des autres familles du quartier et du voisinage.

Nous avons appris aussi l'ouverture de plusieurs crèches à Nantes, à Baccarat, à Rochefort, à Lillebonne, à Aurillac, ainsi qu'à Bucarest. D'autres sont projetées à Perpignan, à Rennes, au Havre, à Lille, etc.

Malheureusement, comme compensation de ces créations nouvelles, nous avons vu disparaître deux crèches de Paris, qui, l'une et l'autre, existaient depuis plus de cinquante ans. La crèche Notre-Dame-de-Lorette a été fermée au mois d'avril et la crèche Sainte-Geneviève, au mois d'août, toutes deux par la même raison, l'impossibilité de trouver un local. A Paris, c'est presque toujours par suite de cette difficulté que les crèches disparues ont été abandonnées. Il en est de même dans les autres grandes villes. Ce fait nous autorise à répéter que le mode le plus efficace de propager comme d'améliorer les crèches serait d'assurer un local aux œuvres qui s'établissent ou à celles qui existent.

Pour atteindre ce but, il y aurait deux moyens. L'un consisterait à demander aux communes de fournir un local à toute œuvre dont elles auraient vérifié la vitalité et les bonnes conditions. Cette forme de subvention serait à la fois la plus utile pour la crèche et la moins onéreuse pour la commune. Seulement, il faudrait que la commune n'abusât pas de l'autorité que lui donneraient ses subsides pour absorber l'œuvre privée, pour lui ôter toute indépendance et, par conséquent, toute ardeur. Il faudrait qu'elle sût se contenter d'aider, d'encourager, de guider l'action privée sans l'éteindre, que le désir de rendre service à la population fût son seul mobile, son seul but.

L'autre moyen, nous l'avons indiqué brièvement dans notre dernier *Bulletin*. Il faudrait accorder plus facilement aux œuvres les droits civils qui leur sont vraiment indispensables pour se constituer et pour fonctionner : droit de placer ses fonds *en son nom*, droit de louer son local *en son nom*, droit de devenir, *en son nom*, propriétaire de ce local. L'obligation imposée par la législation actuelle de recourir pour tous ces actes élémentaires et nécessaires à l'intermédiaire d'un prête-nom est une entrave déplorable et vraiment sans intérêt pour l'ordre général. Il semblerait que l'ancien législateur qui a, autrefois, établi, sous un état social absolument différent du nôtre, ces règles aujourd'hui surannées et inutiles, n'ait eu pour but que d'empêcher la création et la marche des œuvres privées. Pour ne pas sortir de notre sujet actuel, nous pouvons remarquer que la crèche Sainte-Geneviève existerait peut-être encore si, comme l'avait demandé en 1879 son ancienne Présidente, qui désirait lui assurer par testament une dotation, elle avait obtenu le titre d'établissement d'utilité publique, ou même si, tout simplement, elle avait eu le droit de prendre *en son nom* le bail de l'appartement qu'elle occupait.

Notre Société a continué en 1897 sa marche normale, et aucun incident ne mériterait une mention particulière si nous n'avions pris part à l'Exposition internationale de Bruxelles, où le jury nous a décerné un diplôme d'honneur, et si plusieurs de nos collègues ne nous avaient représentés au Congrès de bienfaisance de Rouen, où ont été discutées plusieurs questions relatives aux crèches.

Nous avons le devoir de remercier, comme tous les ans, les bienfaiteurs dont le concours généreux nous permet de continuer notre œuvre de propagande et de soutenir par nos subventions quelques crèches pauvres. Ces subventions se sont élevées cette année à 14 400 francs, répartis entre vingt-neuf crèches. Suivant notre tradition ancienne et constante, nous les distribuons, dans la limite de nos trop modestes ressources et sans distinction d'organisation laïque ou congréganiste, à toutes les crèches qui réunissent ces deux conditions : être bien tenues et avoir besoin de nos secours.

Le ministère de l'Intérieur nous a continué son allocation annuelle de 300 francs, en échange de laquelle nous lui servons 500 exemplaires de notre Bulletin trimestriel. Il les distribue aux maires des villes manufacturières, à des fonctionnaires dont le concours est utile pour la propagation et la surveillance des crèches, et à un certain nombre d'industriels qui emploient des femmes dans leurs ateliers.

Les cotisations de nos souscripteurs ont atteint le chiffre de 5 253 francs, chiffre supérieur à celui des années précédentes. Ce résultat est dû à l'active propagande de notre dévoué trésorier, M. Marcel Guillet, qui s'efforce de combler les vides que la mort creuse dans les rangs de nos bienfaiteurs. Nous avons eu le regret de perdre notamment deux de nos fidèles et généreux souscripteurs, M^{me} Foucart et M^{me} Guidou. Grâce à une dernière libéralité, le nom de M^{me} Guidou continuera à figurer sur nos listes, parmi ceux des souscripteurs perpétuels. Quelques-uns de nos souscripteurs nous réservent fidèlement leur cotisation depuis la fondation de la première crèche en 1844 ! Si notre bonne fortune veut qu'ils jettent les yeux sur ces lignes, ils y verront la preuve que leur persévérante sympathie pour l'œuvre qu'ils ont contribué à fonder il y a plus de cinquante ans n'échappe pas à notre gratitude.

Les dons qui nous sont adressés se partagent en deux catégories. Les uns ne nous sont remis que pour les transmettre à certaines crèches déterminées qui en sont les véritables destinataires. La veuve d'un ancien président de la crèche Bonne-Nouvelle nous a, comme les années précédentes, donné pour cette œuvre 200 francs, en mémoire de son mari. Une autre bienfaitrice, veuve d'un de nos anciens collègues, a adopté, en souvenir de son mari, la crèche de la rue Caulaincourt, située dans un des quartiers les plus pauvres de Paris ; elle nous a remis pour cette crèche, 500 francs par mois, soit, pour l'année entière, 6 000 francs. Nous lui exprimons, au nom de la crèche destinataire et au nôtre, une reconnaissance dont nous faisons remonter l'hommage au collègue aimé et regretté dont la Crèche *Arthur Panckoucke* portera désormais le nom.

La seconde catégorie de nos dons se compose des sommes qui nous sont adressées sans destination particulière et qui viennent augmenter nos ressources générales. Nous citerons, comme tous les ans, parmi nos donateurs, la Chambre des notaires, la Compagnie des Assurances générales, la Chambre syndicale des Agents de change, la Chambre des avoués de première instance et celle des avoués d'appel, les deux branches Incendie et Vie de la Compagnie d'assurances la Nationale et la Chambre des commissaires-priseurs. Cette année, le Crédit Foncier de France s'est joint, par deux dons généreux, à nos anciens bienfaiteurs.

Une de nos bienfaitrices accoutumées, M^{me} Dursus de Courcy, a eu la bonté d'organiser une vente de charité et un concert dont elle a bien voulu attribuer en partie le produit à notre œuvre : notre part s'est élevée à 700 francs.

Enfin nous témoignerons spécialement notre reconnaissance à la doyenne de nos bienfaitrices qui est entrée, le 31 décembre 1897, dans sa centième année. Quelques jours après, elle nous a envoyé son offrande, 500 francs, et, lorsque nous sommes allé la remercier au nom de l'œuvre, elle s'est excusée de n'avoir pu, comme les années précédentes, nous l'apporter elle-même, ayant été retenue au logis par une légère indisposition. « Quand on est monté chez vous, nous a-t-elle dit gracieusement, on y est très bien, mais il y a soixante marches à gravir, et c'était trop pour moi cette année. » Nous n'avons pas besoin de dire combien sont sincères les vœux que nous formons pour que notre bienfaitrice ait longtemps encore le plaisir de nous remettre sa généreuse offrande. Ce plaisir paraît être grand pour elle, car, nous a-t-on assuré, sa plus douce joie est de faire du bien, de se faire bénir par les pauvres.

Par contre, nous ne retrouvons plus sur notre liste de 1897 une autre bienfaitrice qui, tout en gardant l'anonyme, nous a, plusieurs années de suite, envoyé par l'intermédiaire de M. Henry Sergent, notaire à Avranches, un don généreux de 1000 francs. Cette année, l'offrande accoutumée ne nous étant pas arrivée, nous avons craint d'abord qu'un malheur n'eût frappé notre donatrice. Nous avons eu la consolation d'apprendre que les pauvres ne l'ont pas perdue. Mais elle concentre désormais ses dons sur une œuvre locale à laquelle elle consacre tous ses efforts. Nous n'aurions pas voulu, au moment où cessent ses bienfaits, les passer sous silence, comme si nous les avions déjà oubliés, et nous répétons encore ici l'expression de notre vive et profonde reconnaissance pour le précieux concours que de si loin et sans se faire connaître elle a si largement donné à notre œuvre.

La crèche Fourcade est toujours en pleine prospérité. En 1897, elle a secouru 131 enfants et compté 11 836 journées de présence. On trouvera plus loin le compte spécial de cette fondation dont le budget est complètement distinct du budget général de la Société des crèches.

EUGÈNE MARBEAU.

CHRONIQUE ÉTRANGÈRE

Allemagne.

LES CAISSES D'ÉPARGNE EN SAXE

Depuis vingt-cinq ans, les caisses d'épargne du royaume de Saxe ont pris un grand développement. En 1870, il n'existait dans le Royaume que 142 caisses d'épargne; en 1880, on en comptait 175; en 1890, ce chiffre s'élevait à 220, et en 1895 à 247. Les opérations effectuées suivaient également une marche ascendante, comme en témoigne le tableau que voici :

Années.	Montant total des dépôts.	Moyenne des dépôts par classe.
	Marks.	Marks.
1870.	115 720 000	814 800
1880.	338 807 000	1 925 000
1890.	581 720 000	2 644 200
1895.	741 898 000	3 003 600

Des chiffres qui précèdent, il résulte que le nombre des caisses d'épargne saxonnes s'est augmenté, depuis 1870, dans la proportion de 14 p. 100 et que le montant total des dépôts s'est accru dans la proportion de 54 p. 100.

Belgique.

L'ÉPARGNE SCOLAIRE

Au 31 décembre 1894, le nombre total des écoles primaires de toute nature en Belgique, pour garçons et filles était de 8 538 avec 988 881 élèves (494 780 garçons et 494 101 filles).

D'après le *Bulletin de l'Office du Travail*, on pratiquait l'épargne dans 5 684 écoles, soit 66 p. 100 du nombre total de celles-ci. 214 084 enfants (116 792 garçons et 97 292 filles), soit 22 p. 100 de la population scolaire totale, possédaient un livret et 46 274 enfants, soit 4,7 p. 100 (23 900 garçons et 22 374 filles), épargnaient sans encore en avoir un. Le montant total de leur épargne était de 5 472 398 francs (2 889 868 francs aux garçons et 2 582 530 aux filles).

LES SOCIÉTÉS SCOLAIRES DE TEMPÉRANCE

Au 31 décembre, il y avait en Belgique 4 026 écoles primaires de garçons ou mixtes (dont 3 069 communales et 957 adoptées ou subventionnées) avec 104 297 élèves. Sur ce nombre, 1 834 écoles, soit 45 p. 100, possédaient des sociétés de tempérance groupant 34 158 élèves garçons de 11 ans au moins, soit 33 p. 100 de la population scolaire totale.

Depuis la fondation de l'œuvre, 64 344 élèves ont pris l'engagement de renoncer à l'usage des boissons fortes.

Danemark.

LOI DU 15 JANVIER 1898 SUR L'ASSURANCE CONTRE LES ACCIDENTS (1)

La responsabilité des patrons en cas d'accidents du travail vient d'être l'objet d'une loi promulguée le 15 janvier 1898, et dont voici les principales dispositions :

Étendue d'application de la loi. — Le droit aux indemnités accordées, en cas d'accident survenu dans le travail, s'étend à tous les ouvriers et apprentis des exploitations industrielles, des mines, carrières et chantiers de construction, des entreprises de transports, des magasins et entrepôts, et, en général, de toute exploitation soumise, en raison du travail mécanique qui s'y effectue, à l'inspection des fabriques. Les employés ne sont admis au bénéfice de la loi que s'ils participent directement à la partie technique mécanique de l'exploitation. Sont exclues toutes les personnes dont le gain annuel dépasse 2 400 couronnes (2) (3 000 francs environ). Enfin, les accidents causés soit volontairement, soit par négligence grave, ne donnent pas droit à indemnité (art. 1 à 4).

Taux des indemnités.

1° En cas d'incapacité absolue de travail dont les conséquences définitives ne sont pas encore fixées, il est alloué au blessé, à partir de l'expiration de la treizième semaine, une indemnité journalière égale à $\frac{3}{5}$ du salaire quotidien, avec minimum de 1 couronne et maximum de 2 couronnes par jour. Si l'incapacité est partielle, l'indemnité ci-dessus est réduite en raison de la capacité de travail restante.

2° Quand l'incapacité de travail est considérée comme permanente, l'indemnité est allouée à la victime sous forme de capital. Si l'incapacité de travail est absolue, le capital est égal à 6 fois le salaire annuel, avec minimum de 1 800 couronnes et maximum de 4 800 couronnes. Si l'incapacité est partielle, le capital alloué est une fraction de la somme précédente calculée, en raison de la capacité de travail restante. De plus, le blessé reçoit l'indemnité journalière, calculée d'après les règles indiquées au n° 1 ci-dessus, pour une période de 13 semaines. De la somme ainsi calculée, on déduit le montant de l'allocation journalière qui a été déjà attribuée au blessé par application des dispositions du n° 1. Les blessés âgés de plus de 30 ans et de moins de 55 ans peuvent demander la transformation en rente viagère du capital qui leur est dû.

3° Quand l'accident entraîne la mort, les ayants droits reçoivent une indemnité funéraire de 50 couronnes et une somme égale à 4 fois le salaire annuel du défunt, avec minimum de 1 200 couronnes et maximum de 3 200 couronnes. Le Conseil d'assurance ouvrière détermine le mode suivant lequel cette somme doit être partagée entre les ayants droit. (Art. 5 et 18.)

(1) *Bulletin de l'Office du travail* (mars 1898).

(2) La couronne danoise a une valeur nominale de 0 gr., 4032 d'or, soit 1 fr. 3892.

Garantie des indemnités. Mode d'assurance.

Le chef d'entreprise peut rester son propre assureur. Il est, dans ce cas, garant des indemnités, et les victimes d'accidents ainsi que leurs ayants droit ont leur créance privilégiée en vertu de l'article 33 de la loi sur les faillites.

Le chef d'entreprise peut se décharger de son risque, en s'assurant à une société d'assurance mutuelle ou anonyme reconnue et approuvée par l'État. Toute disposition du contrat de travail qui consisterait à faire supporter, dans ce cas, à l'ouvrier tout ou partie de la prime d'assurance, est nulle de plein droit. (Art. 8 à 11.)

Conseil d'assurance ouvrière.

Il est créé un *Conseil d'assurance ouvrière* qui se compose d'un président et de deux membres, dont un médecin, nommés par le roi, de deux patrons et de deux ouvriers appartenant aux exploitations assujetties. Les patrons sont désignés par le ministre de l'Intérieur, et les ouvriers élus par les membres des caisses de maladie.

Le Conseil reçoit les déclarations d'accidents et fixe les indemnités en capital, les indemnités journalières étant déterminées par accord entre les parties intéressées. Si cet accord n'intervient pas, le Conseil statue en dernier ressort. (Art. 13 à 21.)

Espagne.**MESURES PRÉVENTIVES CONTRE LA VARIOLE**

Le 29 août 1896, à la suite d'une épidémie de variole, le conseil d'hygiène de Madrid présentait au ministre un projet de réglementation dont nous reproduisons d'après *la Higiene popular* les principaux passages :

1° Conformément à la circulaire ministérielle du 10 juin, il est recommandé aux médecins des bureaux de bienfaisance de propager la vaccination et la revaccination dans les familles de leurs malades, surtout pour les personnes âgées de douze à trente ans. Les médecins devront signaler tous les malades soignés par eux, afin qu'on puisse connaître exactement le nombre des cas de variole.

2° Sitôt qu'un cas se présente, on doit procéder à l'isolement du malade, à la désinfection du logement, et les locaux où il a séjourné doivent être blanchis après une énergique désinfection.

3° Les vêtements des varioleux, au lavage, ne seront jamais mêlés aux autres avant d'avoir été plongés dans un liquide désinfectant.

4° Les objets à l'usage du malade, comme les vases par exemple, qui ne peuvent être désinfectés, seront détruits par le feu.

5° Les varioleux qui ne peuvent être soignés chez eux seront conduits à l'hôpital en prenant toutes les précautions nécessaires.

6° Les malades de cette catégorie qui devront être conduits dans les établissements de bienfaisance, le seront au moyen de voitures spéciales, destinées exclusivement à cet usage, et de préférence au moyen de brancards, ceux-ci pouvant être désinfectés immédiatement et dans de meilleures conditions.

7° Il est recommandé aux employés d'alcade dans les divers districts de Madrid, d'exercer, par tous les moyens en leur pouvoir, une surveillance active sur les lieux et habitations dans lesquels ils connaissent ou soupçonnent l'existence de cas de variole, afin d'éviter des absences de déclaration toujours dangereuses, notamment dans les établissements où la nature des objets vendus et l'affluence du public peuvent donner lieu à un contagement immédiat.

M. D.

CONGRÈS INTERNATIONAL D'HYGIÈNE ET DE DÉMOGRAPHIE (1898)

L'*Hygiène populaire* de Madrid consacre son numéro de novembre au Congrès international d'hygiène et de démographie qui doit se réunir à Madrid du 10 au 17 avril 1898. Ce Congrès sera accompagné d'une Exposition d'Hygiène qui aura lieu dans le local de l'Exposition contigu à l'Hippodrome.

Le premier Congrès international d'hygiène fut tenu à Bruxelles en 1877. Vinrent ensuite ceux de Paris (1878), de Turin (1880), de Genève (1882), de la Haye (1884), de Vienne (1887), de Londres (1891), et de Budapest (1894). Le septième Congrès, celui de Londres, comptait 2483 adhérents et 400 dames : 1132 délégués officiels y représentaient 25 gouvernements, 197 universités et sociétés savantes de divers pays, 366 villes et sociétés anglaises ; 39 venaient de l'Inde et de Ceylan et 19 des autres colonies. Au dernier Congrès, celui de Budapest, prirent part 2240 congressistes et 317 dames, comprenant 1171 délégués officiels, dont 29 représentaient des gouvernements étrangers, 68 des universités, 163 des villes et 292 des sociétés savantes.

« Les premiers Congrès n'eurent point d'exposition. Mais on ne tarda pas à comprendre la nécessité d'y joindre une exposition des objets les plus utiles et les plus nouveaux du riche matériel de l'hygiène moderne et des résultats des études démographiques. »

Les hygiénistes et les démographes y figurent avec leurs œuvres ; livres, cartes, photographies, tableaux, etc. ; les ingénieurs et architectes exposent des plans, des modèles, des matériaux de construction ; les physiciens, les chimistes font connaître leurs nouveaux procédés et leurs instruments d'analyse ; les fabricants présentent des appareils ; les villes envoient des mémoires sur leurs institutions sanitaires, et leurs établissements de bienfaisance ; le commerce, l'industrie y font valoir leurs produits ; le corps de santé militaire y montre son matériel, ses ambulances, etc.

La revue madrilène publie *in extenso* le règlement général du Congrès, tel qu'il fut voté à Budapest en 1894.

Nous nous contenterons de tirer un résumé succinct de ce programme, pour donner un léger aperçu des questions proposées.

CLASSE I. — HYGIÈNE

SECTION 1. — *La microbiologie appliquée à l'hygiène.*

Dans cette section on traitera, entre autres sujets, des derniers résultats obtenus au sujet de la propagation de la fièvre typhoïde. De l'examen du bacille cholérique dans les eaux, sa différence avec les autres espèces similaires. Des moyens de préservation, etc.

SECTION 2. — *Prophylaxie des infirmités transmissibles.*

Limite d'action des pouvoirs publics. — Vaccination obligatoire. — La lèpre. — La pellagre. — Organisation du service de santé aux frontières en temps d'épidémies exotiques. — Crémation. — Désinfection.

SECTION 3. — *Climatologie et topographie médicales.*

Le climat et la topographie considérés comme éléments étiologiques des maladies infectieuses. Zones climatologiques en Espagne. — Géographie de la tuberculose. — Carte de la tuberculose en Europe. — Étude de la climatologie par rapport à cette affection.

SECTION 4. — *Hygiène urbaine.*

Cette section n'a pas à traiter moins de neuf questions, intéressant au plus haut point la santé publique dans les villes (mortalité, irrigation, assainissement des cimetières, des abattoirs, etc.).

SECTION 5. — *Hygiène de l'alimentation.*

Du lait, comme agent de transmission de la tuberculose. — Moyens rapides d'analyser les eaux potables. — Alcoolisme. — Mélanges des vins. — Conserves alimentaires, etc.

SECTION 6. — *Hygiène infantile et salaire.*

Causes qui contribuent à la mortalité chez les enfants; moyen d'y remédier, Statistiques comparatives. — Prophylaxie de la conjonctivite purulente chez les nouveau-nés. — Hygiène de la vue, maladies contagieuses. — Sanatoria maritimes. — Colonies scolaires. — Avantages et inconvénients de l'internat au point de vue hygiénique.

SECTION 7. — *Hygiène de l'exercice et du travail.*

Travail des femmes et des enfants. — Hygiène dans les mines, les chemins de fer, etc. — Hygiène du cyclisme, etc.

SECTION 8. — *Hygiène militaire et navale.*

Dans les pays insalubres, dans les hôpitaux, aseptie. — Désinfection, etc.

SECTION 9. — *Hygiène vétérinaire civile et militaire.*

Moyen d'empêcher la propagation de la tuberculose aux animaux domestiques et sa transmission à l'espèce humaine. Nécessité d'un règlement de police sanitaire sur les animaux de boucherie, etc.

SECTION 10. — *Architecture et constructions sanitaires.*

Hôpitaux. — Asiles. — Établissements pénitentiaires, etc.

CLASSE II. — DÉMOGRAPHIE

SECTION 1. — *Technique de la statistique démographique.*

Méthode. — Organisation. — Moyens pratiques pour obtenir une statistique exacte des maladies, de la mortalité, de la longévité suivant les profes-

sions. — Nécessité d'une classification rationnelle scientifique des maladies. — Classification des professions.

SECTION 2. — *Les résultats de la statistique appliqués à la démographie.*

La statistique démontre-t-elle que la moyenne de la vie s'est élevée au cours de ce siècle? — Mariages consanguins; leur influence sur les enfants. — Prostitution. — Natalité. — Maladies mentales. — Épilepsie.

SECTION 3. — *Démographie dynamique.*

Mouvement de la population en Europe. — Lois qui déterminent l'accroissement exagéré de la population dans les grandes villes. — Moyen d'y remédier — Émigration des Espagnols. — Inconvénients et périls de la dépopulation rurale. — Influence des mesures d'hygiène sur l'augmentation de la population, etc.

MARIUS DUPONT.

Uruguay.

L'ENSEIGNEMENT DES AVEUGLES A PARIS (1). — LES SALLES D'ASILE
DE FERRARE

Relatant son voyage à travers l'Europe, un rédacteur du *Bulletin de l'enseignement primaire de Montevideo* (2) parle avec un véritable enthousiasme de l'exposition des aveugles qui eut lieu au mois de mai dernier dans les salles du *Figaro*. J'y assistai quatre jours de suite avec ma femme, dit-il, et nous vîmes là des merveilles. L'enseignement des aveugles est à coup sûr une des plus prodigieuses conquêtes de notre siècle. En voyant les hommes et les femmes occupés aux travaux divers de l'industrie, les jeunes garçons et les jeunes filles lisant à haute voix, les groupes de musiciens exécutant leurs morceaux, on ne pouvait s'empêcher de songer à la grandeur de l'œuvre.

« C'étaient des ouvriers couteliers, maniant leurs outils avec assurance et promptitude : ceux-ci travaillaient le bois avec une étonnante dextérité, ceux-là façonnaient le papier avec grâce et légèreté, d'autres, traçant des caractères en relief, préparaient des livres pour leurs compagnons d'infortune et... tous étaient aveugles. »

L'auteur raconte que cette exposition fut pour lui et pour sa femme une des grandes attractions de Paris, qu'il y passait des heures entières à voir travailler les jeunes aveugles, garçons et filles, et qu'il a étudié les procédés d'enseignement, les méthodes, le matériel scolaire, etc., afin de pouvoir être utile aux aveugles de l'Amérique. Il raconte combien il a été ému, en voyant une petite fille aveugle, toute jeune, jouer avec une poupée qu'elle habillait et déshabillait avec une extrême facilité, tandis qu'une autre lisait à haute voix à ses compagnes un récit amusant.

(1) Voir *Histoire d'un aveugle*, par H. Napias. *Revue Philanthropique*, t. II, n° 10, p. 346 et suiv.

(2) *Bulletin de l'Enseignement primaire*, 9^e année, n° 101, p. 280 et suiv. Montevideo, nov. 1897.

En pleine santé, on ne songe pas à la maladie. Et pourtant, parmi les enfants de nos écoles, il en est qui sont destinés à perdre la vue. En prévision de cet horrible malheur, l'auteur voudrait que, dans les écoles, tous les élèves soient exercés à la construction de travaux en papier, de boîtes de carton, etc., à lire, les yeux fermés, des caractères en relief, à distinguer des objets divers au toucher, dans le but de développer et d'affiner le sens du toucher. « Je lance l'idée, dit-il, sûr qu'elle ne sera point perdue. »

En Italie, l'auteur a assisté à la célébration du cinquantième anniversaire de la fondation des *Salles d'asile de charité* de Ferrare. Elles sont au nombre de deux. L'une porte le nom de *Louise Grillenzoni*, l'autre celui de *Victor-Emmanuel*. Cette dernière, on le devine, doit sa fondation à une générosité du roi *galantuomo*. Les enfants reçoivent à l'asile de la soupe et du pain. Beaucoup de soleil, beaucoup d'air, beaucoup de mouvement et beaucoup de liberté : telle est la consigne. Les salles sont spacieuses, les cours vastes, les jardins ombragés et riches en plantes de toute nature. « Une infinité de sentiers, des monticules couverts de gazon, des petits ponts et des pièces d'eau, convertissent artificiellement l'école en un camp où les petits jouent, courent, chantent, se constituent en armées minuscules qui défendent un même drapeau, le drapeau vert, blanc et rouge du royaume d'Italie. »

Le mobilier ne peut répondre aux prescriptions de l'hygiène lorsqu'il faut se soumettre aux exigences de l'économie administrative. Il se compose ici de larges tables auxquelles cinq enfants prennent place pour lire, écrire, travailler, manger le pain et la soupe qu'on leur distribue à midi et faire la sieste l'après-midi.

De grandes salles de récréation sont utilisées, les jours de pluie et pendant l'hiver, quand les cours et les jardins sont couverts de neige. « Aux jours de fête nationale, les enfants se réunissent dans les jardins ; chacun tient un petit drapeau italien et marche en cadence en chantant des hymnes à la patrie et à ses protecteurs. Ces jours-là, l'ordinaire est moins frugal que de coutume, et on distribue des souliers, des chapeaux, des tabliers, des chemises, des mouchoirs. »

L'enseignement est surtout objectif et le matériel emprunté au système Fröbel.

Les cuisines sont vastes, éclairées, situées au rez-de-chaussée et les plats sont transportés aux différents étages par un ascenseur. « Dans le plat de soupe se trouve la viande hachée menu afin d'éviter les accidents qui ne manqueraient pas de se produire si ces *petits messieurs* étaient armés de couteaux et de fourchettes. Il y a même des combats à la cuillère : petites vengeances, au cours desquelles le plus courageux frappe son compagnon pour lui prendre son pain ou lui dérober une cuillerée de soupe. »

Le matin, les pères accompagnent leurs enfants à l'asile avant de se rendre à leur travail ; le soir, ils viennent les chercher à la sortie des fabriques et des ateliers, « et c'est un spectacle attrayant et émouvant que cette sortie de l'asile »...

MARIUS DUPONT.

INFORMATIONS

Le Conseil supérieur de l'Assistance publique.

Un décret du 9 mars 1898 modifie comme suit l'article 1^{er} du décret du 15 janvier 1894 :

Le conseil supérieur de l'Assistance publique est composé de soixante membres, savoir : quatorze membres de droit et quarante-six membres nommés par décret.

Sont membres de droit du conseil :

- 1° Le directeur de l'assistance et de l'hygiène publiques;
- 2° Le directeur de l'administration départementale et communale;
- 3° Le directeur de l'administration pénitentiaire;
- 4° Le directeur des affaires civiles au ministère de la justice;
- 5° Le directeur du service de santé au ministère de la guerre;
- 6° Le directeur du service de santé au ministère de la marine;
- 7° Le président du comité consultatif d'hygiène publique de France;
- 8° Le secrétaire perpétuel de l'Académie de médecine;
- 9° Les inspecteurs généraux de l'assistance publique;
- 10° Le directeur de l'assistance publique de Paris;
- 11° Le directeur du Mont-de-Piété de Paris.

Les membres nommés par décret comprennent six sénateurs, douze députés, vingt-huit personnes désignées soit par les fonctions administratives ou électives qu'elles remplissent, soit par leur compétence spéciale.

Réglementation des Crèches.

DÉCRET DU 2 MAI 1897

Le Président de la République française,

Vu le décret du 26 février 1862, concernant les crèches;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 1862, ayant le même objet;

Vu les délibérations du Conseil supérieur de l'Assistance publique, en date des 10 et 11 mars 1897;

Sur le rapport du ministère de l'intérieur,

Décète :

ARTICLE PREMIER. — La crèche a pour objet de garder et de soigner les enfants en bas âge pendant les heures de travail de leur mère.

Les enfants y reçoivent, jusqu'à ce qu'ils puissent entrer à l'école maternelle ou jusqu'à ce qu'ils aient accompli leur troisième année, les soins hygiéniques et moraux qu'exige leur âge.

ART. 2. — Nulle crèche n'est ouverte sans l'autorisation du Préfet; cette autorisation n'est refusée que lorsque les locaux destinés à la crèche ne satisfont pas aux conditions indispensables d'hygiène ou lorsque les personnes qui doivent être préposées à l'établissement ne présentent pas des garanties suffisantes.

ART. 3. — L'arrêté préfectoral qui autorise l'ouverture d'une crèche fixe le nombre des enfants qui pourront y être réunis.

ART. 4. — Les personnes ou les sociétés qui possèdent une crèche désignent au Préfet un représentant auquel sont adressées les notifications prévues par le présent décret et par le règlement édicté en exécution de l'article ci-dessous.

ART. 5. — Le ministre de l'Intérieur et le Préfet ont le droit de faire inspecter les crèches par leurs délégués; ils se font rendre compte périodiquement du fonctionnement des crèches et s'assurent qu'elles se conforment aux conditions qui leur sont imposées.

ART. 6. — Si le Préfet juge que, par une installation défectueuse ou par défaut de soins, une crèche met en danger la vie ou la santé des enfants, il ordonne la fermeture provisoire de cette crèche. Le représentant de l'établissement est mis en demeure de remédier aux déficiences signalées. Après trois mises en demeure restées sans effet et sur avis conforme du Conseil départemental d'hygiène, l'autorisation accordée à la crèche est retirée.

ART. 7. — En cas d'épidémie survenue dans une crèche, cette crèche est fermée, soit par les personnes ou les sociétés qui la possèdent, soit d'office par le Préfet; elle n'est réouverte qu'après que le Préfet a fait constater qu'elle a été désinfectée.

ART. 8. — Le ministre de l'Intérieur détermine par un règlement :

- 1° Les conditions d'hygiène que doit remplir tout local affecté à une crèche, ainsi que celles qui doivent être observées dans la tenue de l'établissement;

2° Les garanties exigées des directrices de crèches et des personnes qui, dans les crèches, donnent les soins aux enfants;

3° Les registres que les directrices des crèches doivent tenir.

ART. 9. — Le décret susvisé du 26 février 1862 est abrogé.

ART. 10. — Le ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 2 mai 1897.

FÉLIX FAURE.

Par le Président de la République :

Le ministre de l'Intérieur,

LOUIS BARTHOU.

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 20 DÉCEMBRE 1897

Le ministre de l'Intérieur,

Vu le décret en date du 2 mai 1897 concernant les crèches;

Vu les délibérations du Conseil supérieur de l'Assistance publique en date des 10 et 11 mars 1897;

Sur la proposition du Conseiller d'État, directeur de l'Assistance et de l'hygiène publiques;

Arrête :

ARTICLE PREMIER. — Les dortoirs et les salles où se tiennent les enfants reçus dans les crèches ont au moins une hauteur de trois mètres sous plafond, et présentent au moins une superficie de trois mètres et un cube d'air de neuf mètres par enfant.

Le Préfet peut toutefois, dans des cas exceptionnels dont il est juge, autoriser des dimensions moindres, sans que le cube d'air puisse jamais être inférieur à huit mètres par enfant.

ART. 2. — Les salles doivent être largement éclairées et aérées. Elles doivent pouvoir être convenablement chauffées et dans des conditions hygiéniques.

ART. 3. — Personne ne passe la nuit dans une salle occupée le jour par les enfants.

Pendant la nuit, les salles sont aérées et tous les objets dont se compose la literie demeurent exposés à l'air.

ART. 4. — Le mobilier est simple, facile à laver et à désinfecter.

ART. 5. — Chaque enfant a son berceau ou son lit, son peigne, sa brosse, sa tétine s'il est allaité au biberon; tous les objets dont il se sert sont numérotés et ne servent qu'à lui.

Son mouchoir, sa serviette, son costume ne servent également qu'à lui tant qu'ils n'ont pas été lavés; sa literie est désinfectée avant de servir à un autre enfant.

Toute couche salie est changée sans retard. Le linge sale est immédiatement passé à l'eau.

ART. 6. — L'usage des biberons à tube est interdit.

ART. 7. — Dans chaque crèche un médecin a la direction du service hygiénique et médical.

ART. 8. — Aucun enfant n'est admis à la crèche sans être muni d'un certificat médical datant de moins de trois jours: ce certificat constate que l'enfant n'est atteint d'aucune maladie transmissible et, s'il est convalescent d'une de ces maladies, qu'il a franchi la période pendant laquelle il pouvait la transmettre.

Si un enfant reste huit jours sans venir à la crèche, il n'y est réadmis que muni d'un nouveau certificat relatant les constatations ci-dessus.

Aucun enfant n'est admis s'il n'est vacciné ou si ses parents ne consentent à ce qu'il le soit dans le délai fixé par le médecin ou par l'un des médecins de la crèche.

ART. 9. — Aucun enfant paraissant atteint d'une maladie transmissible ne doit être gardé à la crèche.

Tout enfant qui paraît malade doit être immédiatement séparé des autres et rendu le plus tôt possible à sa mère.

ART. 10. — Les crèches sont tenues exclusivement par des femmes.

ART. 11. — Nulle ne peut devenir directrice d'une crèche si elle n'a vingt

et un ans accomplis et si elle n'est agréée par le Préfet du département.

Nulle ne peut être gardienne si elle n'est pourvue d'un certificat de moralité délivré par le maire ou, en cas d'omission ou de refus non justifié du maire, par le Préfet.

Nulle ne peut devenir directrice ou gardienne d'une crèche si elle n'est établie par la production d'un certificat médical qu'elle n'est atteinte d'aucune maladie transmissible aux enfants, qu'elle jouit d'une bonne santé et qu'elle a été, depuis moins d'un an, vaccinée ou revaccinée.

ART. 12. — La crèche doit avoir une gardienne pour six enfants âgés de moins de dix-huit mois et une gardienne pour douze enfants de dix-huit mois à trois ans.

ART. 13. — Les locaux et le mobilier de la crèche sont nettoyés chaque jour où la crèche est ouverte. Les gardiennes tiennent les enfants et se tiennent elles-mêmes dans un état de propreté rigoureuse.

ART. 14. — La directrice de toute crèche doit tenir :

1° Un registre matricule sur lequel sont inscrits les noms, prénoms et la date de la naissance de chaque enfant, les noms, adresse et professions de ses parents, la date de l'admission, et, s'il y a lieu, au moment des réadmissions, la constatation de la vaccination ;

2° Un registre sur lequel est mentionné nominativement le nombre des enfants présents chaque jour ;

3° Un registre où sont inscrites les observations et les prescriptions du médecin ou des médecins ;

4° Un registre où sont consignées les observations des inspecteurs et des visiteurs.

ART. 15. — Les enfants reçus dans la crèche sont pesés chaque semaine jusqu'à l'âge d'un an, et chaque mois de un à deux ans : le résultat de ces pesées est soigneusement relevé.

ART. 16. — Le règlement intérieur de la crèche est affiché dans un endroit apparent d'une des salles ; il est communiqué au maire de la commune.

ART. 17. — Le représentant de la crèche transmet chaque année au Préfet un compte moral de l'œuvre ainsi qu'un rapport médical dressé conformément au modèle adopté par le ministre de l'Intérieur.

Un compte financier est joint à toute demande de subvention.

ART. 18. — L'arrêté ministériel du 30 juin 1862 concernant les crèches est rapporté.

ART. 19. — Le Conseiller d'État, Directeur de l'assistance et de l'hygiène publiques et les Préfets sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 20 décembre 1897.

LOUIS BARTHOU.

Arrêtés municipaux réglementant la vente du lait écrémé.

Dans la séance du 14 mars 1898, le Comité consultatif d'hygiène publique de France a eu à émettre son avis sur des arrêtés municipaux réglementant la vente du lait écrémé. Le maire de Lyon (18 juillet 1896), et le

maire de Bordeaux (3 novembre 1896), ont pris des arrêtés imposant aux marchands, livreurs et débitants qui font le commerce du lait, de placer sur chaque récipient destiné à recevoir le lait écrémé mis en vente, une étiquette fixe, apparente et lisible, portant les mots de : lait écrémé.

Après discussion, le Comité consultatif a déclaré que le maire tire de ses pouvoirs de police, le droit de ne permettre la vente au détail d'une denrée qui a subi une manipulation ayant pour effet d'en altérer les qualités essentielles, qu'à la condition que le public soit prévenu de cette manipulation par une annonce spéciale sous forme d'écriteau ou d'étiquette. Le maire ne fait alors que prévenir une fraude qui tombe sous le coup de l'article premier de la loi du 27 mars 1851 ou de l'article 423 du Code pénal, suivant qu'il s'agit d'une denrée alimentaire ou de toute autre denrée ou marchandise.

Du reste, le tribunal de simple police de Bordeaux a reconnu la légalité de l'arrêté pris par le maire de cette ville.

Si les maires de toutes les grandes villes prenaient des arrêtés analogues, un grand progrès serait fait au point de vue de l'hygiène. Les enfants, les vieillards et les malades en particulier, en retireraient grand bénéfice.

Les Services d'Assistance publique de Paris.

A la suite d'une proposition de M. Arsène Lopin et sur le rapport de M. L. Achille, le Conseil municipal a voté le projet de délibération ci-après :

L'administration est invitée à étudier sur les bases suivantes la modification de la comptabilité et des services administratifs des mairies de Paris.

Unité de direction. — En confiant au secrétaire chef de bureau de la mairie les fonctions remplies actuellement par le secrétaire-trésorier du bureau de bienfaisance.

Unité de caisse. — La caisse du Bureau de bienfaisance et celle de la mairie seront réunies sous la direction du secrétaire chef des bureaux de la mairie.

Unité de personnel. — En rattachant au personnel de la Préfecture de la Seine le personnel particulièrement affecté au Bureau de bienfaisance.

En outre, le Conseil a voté, sur la proposition de M. Louis Lucipia, la proposition suivante, dont les considérants ont été empruntés au conseil supérieur de l'Assistance publique :

Le Conseil,

Considérant que l'assistance publique est due à ceux qui se trouvent temporairement ou définitivement dans l'impossibilité physique de pourvoir aux nécessités de la vie ;

Considérant que c'est l'administration municipale qui peut le mieux connaître ceux qui ont droit aux secours ;

Considérant que l'Assistance publique est d'essence communale, et ce

spécialement à Paris, où la plus grande somme de subsides est fournie par la ville de Paris,

Émet le vœu :

Que l'administration de l'Assistance publique de Paris soit communalisée.

Établissements particuliers affectés au traitement des malades. — Pouvoirs de l'administration.

Le Conseil d'État vient de statuer sur une question particulièrement délicate. Il s'agissait de savoir quelle est l'étendue des pouvoirs de police d'un maire sur un établissement particulier affecté au traitement des malades.

Une demoiselle N... demeurant à Limoges, reçoit et soigne gratuitement chez elle un certain nombre de malades. Mais le maire de Limoges a pris un arrêté lui interdisant de recevoir chez elle aucune personne atteinte de tuberculose ou autre maladie contagieuse.

La demoiselle N... a déféré l'arrêté municipal au Conseil d'État pour excès de pouvoir, et au cours de l'instance le ministre de l'intérieur, à qui l'affaire a été communiquée, a émis un avis tendant à l'annulation de cet arrêté. L'avis ministériel se fondait notamment sur ce que l'administration ne pourrait exercer aucune surveillance spéciale sur un immeuble privé, où sont reçus des malades, et sur ce que les pouvoirs de police générale du maire ne lui permettent pas de porter atteinte au droit que chacun possède d'user de sa propriété comme il l'entend.

Le Conseil d'État a rendu un arrêt duquel il résulte que, s'il appartient à un maire d'user de ses pouvoirs de police dans le cas où la requérante aurait négligé de prendre les mesures de précaution nécessaires, il ne peut, sans porter atteinte au droit de propriété, interdire à un particulier de recevoir chez lui aucune personne atteinte de tuberculose ou d'autre maladie contagieuse.

L'arrêté du maire de Limoges a donc été annulé. Il faut d'ailleurs remarquer qu'au cours d'une enquête à laquelle il a été procédé par un inspecteur général du service de l'hygiène publique, il a été reconnu que la maison de la demoiselle N... a reçu un aménagement répondant aux exigences de la science et présentant toutes les garanties.

La Réforme des Expertises médico-légales.

À la suite de la condamnation en première instance du Dr Laporte, la Société de médecine de Paris a étudié, à la demande d'un de ses membres, M. le Dr Rougon, les réformes à apporter aux expertises médico-légales.

Sur le rapport de M. le Dr Martin-Durr, et après une discussion approfondie à laquelle ont pris part MM. A. Voisin, Rougon, Millet, Martin-Durr, Ladreit de la Charrière, de Ranse et Moran, la Société a voté ces conclusions :

La Société de médecine de Paris appelle l'attention des pouvoirs publics et des corps compétents sur les réformes à apporter aux expertises médico-légales et leur soumet les vœux suivants :

- 1° Création d'un Institut médico-légal;
- 2° Contre-expertise dès le début de l'instruction;
- 3° Non-responsabilité pécuniaire des experts;
- 4° Nomination des médecins experts par la plus haute personnalité judiciaire du ressort;
- 5° Création de commissions supérieures de contrôle;
- 6° Non-fonctionnarisation des médecins experts.

Subventions du Conseil municipal aux Œuvres philanthropiques.

Le Conseil municipal de Paris a accordé, sur le rapport de M. Raoul Bompard, au nom de la 5^e commission, les subventions suivantes sur le budget de 1897 aux œuvres philanthropiques (nous comptons les crèches, les dispensaires, les soupes populaires, les patronages, les bureaux de placement, etc.

Mutualité maternelle, 5 000 francs; allaitement maternel et refuge-ouvroir, 10 000 francs; orphelinat des Arts, 1 200 francs; orphelinat de la bijouterie, 1 000 francs; maison maternelle, 6 000 francs; patronage des libérés, 1 000 francs; société de patronage des jeunes détenus et libérés, 500 francs; les engagés volontaires, 1 800 francs; Œuvre des libérées de Saint-Lazare, 500 francs; hôpital et dispensaire français de Londres, 300 francs; société française de bienfaisance de Londres, 500 francs; association vosgienne, 300 francs; association corrézienne, 200 francs; société parisienne de sauvetage, 300 francs; les secouristes français, 800 francs; société française de sauvetage, 200 francs; société de secours aux marins français naufragés, 200 francs; école et dispensaire dentaires, 1 000 francs; association V. Haüy, 400 francs; hôpital des Dames françaises, 1 000 francs; œuvre des loyers de Bercy, 200 francs; œuvre des loyers du 11^e arrondissement, 2 000 francs; solidarité de Picpus et du Bel-Air, 300 francs; caisse des invalides du 14^e arrondissement, 200 francs; œuvre des loyers du 16^e arrondissement, 1 000 francs; œuvre des loyers du 17^e arrondissement, 3 000 francs; denier des veuves et des vieillards, 300 francs; prêt gratuit, 3 000 francs; pain pour tous, 4 500 francs; asile de nuit Mouffetard, 300 fr.; prêt gratuit de couvertures du 2^e arrondissement, 200 francs; prêt gratuit de couvertures du 3^e arrondissement, 300 francs; œuvre des couvertures du 1^{er} arrondissement, 200 francs; vestiaire de Montmartre, 1 000 francs; visiteurs des pauvres, 200 francs; société du mariage civil, 1 000 francs; total : 50 900 francs.

Société protectrice de l'Enfance.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 13 MARS 1898

L'Assemblée générale annuelle de la Société protectrice de l'Enfance a eu lieu le 13 mars, à 2 heures, dans la salle de la Société des Agriculteurs de France, 8, rue d'Athènes.

M. Stéphen Liégeard, ancien député, président de la Société nationale d'Encouragement au Bien, qui avait consenti à accepter la présidence d'honneur, avait, à ses côtés, M. le Dr Gouraud, président de la Société protectrice de l'enfance; MM. Bertin et le Dr Sevestre, vice-présidents; le Dr Blache, secrétaire général; les docteurs J. Bergeron, Bécclère, Derecq, Gallois, Hérard, Leroux, Porak, Riocreux, Variot, Voisin (Aug.); MM. Carlier, trésorier de la Société, André, E. Bezançon, Mansais, Georges Picot, M. le Dr Georges Petit.

M. le Dr Gouraud, président, a prononcé une allocution fort applaudie. Après avoir rappelé tout le bien fait par l'Œuvre, il a exprimé l'espoir que la Société protectrice de l'enfance pourrait, grâce à une loi votée aux premières délibérations par le Sénat, intervenir d'office pour poursuivre les parents indignes qui martyrisent leurs enfants.

La fin de son allocution a été très écoutée et a vivement impressionné l'Assemblée. Voici en quels termes M. le Dr Gouraud a terminé cette éloquente allocution :

« Vous le voyez, Mesdames et Messieurs, les circonstances sont solennelles et passionnent si vivement l'opinion publique que nos législateurs s'en sont émus; ils ont voulu établir une égale justice entre le crime et le châtement et rendre plus rigoureuse une loi qui n'autorisait qu'une répression sans vertu, au prix de l'attentat qu'elle devait punir.

« Encore une fois, le mouvement d'opinion dont nous avons pris l'initiative a porté ses fruits. C'est avec joie que je vous annonce la grande réforme qui vient d'être votée par le Parlement; la voix vengeresse qui avait déjà été favorablement entendue au Palais-Bourbon vient d'avoir son écho au Luxembourg et le vote du 10 mars 1898 inaugure une ère nouvelle, qui permettra à la Société protectrice de l'enfance de faire entièrement son devoir et de rendre son action charitable.

« Tous, nous souvenant que nous sommes Français, c'est-à-dire les défenseurs des faibles et des persécutés, nous pourrons, maintenant, sauver les petits enfants de France qui, sans nous, seraient devenus des martyrs. »

M. Stéphen Liégeard a prononcé un éloquent discours fréquemment interrompu par les applaudissements, dans lequel il a rappelé la nécessité de protéger les petits qui naissent dans des familles dépourvues de tout et dont le chef chôme trop souvent.

M. le Dr Blache, secrétaire général, qui a pris ensuite la parole, a rappelé en termes émus le souvenir des membres de la Société qui ont péri, victime de leur dévouement, dans la terrible catastrophe du Bazar de la Charité, de tous les autres membres et des médecins inspecteurs morts

dans le courant de l'année et il a fait des vœux pour que les vides soient comblés au plus tôt par de nouveaux adhérents, car le nombre des misères à soulager dépasse encore de beaucoup les ressources de la Société.

En 1897, la Société a distribué 3 947 secours représentant une somme de plus de 34 000 francs.

Les dons faits à la Société par M. le ministre de l'Intérieur, le Conseil général de la Seine, le Conseil municipal de Paris, par des établissements divers et par des particuliers ont contribué à sauver un grand nombre d'existences de pauvres enfants.

M. Blache exprime toute sa gratitude aux dames qui se dévouent à la Société en fabriquant des layettes pour les petits déshérités, Près de 7 000 pièces de layettes ont été confectionnées spécialement pour les protégés de la Société. On ne saurait trop admirer ce bel exemple de solidarité formé par ces dames et demoiselles qui, outre leur argent, ont donné leur travail et leur temps, c'est-à-dire leur cœur tout entier.

Ce sont tous ces dévouements qui ont valu à la Société le diplôme d'honneur qu'elle a obtenu, en 1897, à l'Exposition de Bruxelles.

M. Carlier, secrétaire général de la Compagnie du chemin de fer d'Orléans, trésorier de la Société, a rendu compte de sa gestion financière.

M. le D^r P. Gallois a communiqué les travaux des médecins-inspecteurs de la Société; il a fait ressortir le zèle et le dévouement de ces collaborateurs qui, par charité et par humanité, acceptent de surveiller gratuitement tous les nourrissons placés dans leurs circonscriptions.

Les principaux lauréats de cette année sont les suivants :

MM. les docteurs Grosjean, de Montmirail (Marne), nommé membre honoraire; Bauzon, de Chalon-sur-Saône, qui a obtenu la médaille d'or; MM. Barthès, de Chartres, Girat, de Neuvy Saint-Sépulcre (Indre), médailles de vermeil.

MM. Dupont, de Nogent-sur-Vernisson (Loiret), Laurent, de Saint-Saulge (Nièvre); Sutils, de la Chapelle-la-Reine (Seine-et-Marne), médailles d'argent.

Il a été décerné en outre 4 médailles de bronze et de nombreux rappels de médailles.

M. le D^r Léon Derecq, médecin en chef du dispensaire de l'Œuvre des enfants tuberculeux, a proclamé ensuite la liste des récompenses pécuniaires accordées aux mères nourrices. Il a fait ressortir les mérites de la femme du peuple qui, avec un budget dérisoire, arrive à élever une famille souvent nombreuse, par des prodiges d'ingéniosité et d'économie et qui, malgré ses lourdes charges, n'hésite pas à adopter des orphelins. « On était dix déjà; la famille augmente, voilà tout! »

Il a été accordé 4 prix de 100 francs à M^{mes} Maureau, Raffet, Boutillier et Brandin, et 31 prix de 50 francs; ces 35 mères nourrices ont eu 328 enfants, sur lesquels 260 sont actuellement vivants.

Institution nationale des Jeunes Aveugles.

(PARIS — BOULEVARD DES INVALIDES, 56)

L'Institution nationale des Jeunes Aveugles de Paris, qui a été fondée en 1784 par l'illustre Valentin Haüy, est la première école d'aveugles qui ait existé dans le monde.

Les vicissitudes qu'elle eut à subir pendant ses cinquante premières années amenèrent pour elle six collocations différentes, toutes insuffisantes, quelques-unes déplorables à cause du contact qu'elles établissaient. Enfin, une loi du 18 juillet 1838 statua l'érection des bâtiments spéciaux où l'Institution a été transférée le 9 novembre 1843.

L'Établissement, bâti par l'architecte Philippon, occupe un rectangle d'une superficie de 11800 mètres, dont 3500 occupés par des constructions. Il est serti dans un cadre formé par le boulevard des Invalides, la rue de Sèvres, la rue Duroc et la rue Masseran. Au milieu de la cour d'entrée s'élève un groupe, œuvre de Badiou, qui représente le fondateur de l'Ecole expérimentant ses procédés sur le jeune Le Sueur. Le fronton de l'édifice, dû au ciseau de Jouffroy, figure Haüy, inspiré par la Charité, présidant aux travaux d'enfants aveugles. Les constructions se composent d'un bâtiment central destiné aux services généraux et de deux ailes latérales symétriquement opposées; celle de droite attribuée aux garçons, celle de gauche réservée aux filles.

Deux pavillons distincts, qui occupent ensemble une superficie de 640 mètres, sont affectés au logement des professeurs. Le rez-de-chaussée de ces pavillons forme, dans chaque quartier, un vaste préau couvert dans lequel les élèves prennent leurs récréations en cas de mauvais temps.

La chapelle et la salle des exercices publics embrassent le premier et le deuxième étage du corps central de l'édifice et peuvent être réunies ou séparées au moyen de grandes portières. Le chœur et la coupole de la chapelle ont été peints par Lehmann.

Les locaux sont distribués avec entente et largement aérés; les classes, études, ateliers, réfectoires, dortoirs et infirmeries sont bien emménagés et chauffés par des calorifères à eau et à air.

Un vaste préau découvert, planté en quinconce, est attenant à chaque quartier.

Une salle de bains contenant trente baignoires et les appareils à douches permet de faire baigner les élèves au moins une fois tous les quinze jours.

Indépendamment de l'orgue d'étude à deux claviers manuels, un clavier pédestre et un système à pédales, qui se trouve dans chacun des quartiers, un grand orgue construit par la maison Cavaillé-Coll et qui comprend trente-six jeux, trois claviers à mains et un système à pédale est placé dans la salle des exercices publics. Il sert pour les études supérieures pour le culte et pour les auditions.

Il y a dans le quartier des garçons un atelier de tournage sur bois, un atelier de fileterie, un atelier de cannage et d'emballage de sièges et un atelier d'accordage et entretien des pianos.

Dans le quartier des jeunes filles, il existe un atelier de fileterie et de travaux de fantaisie (tricot, crochet, etc.).

L'Institution possède aussi une imprimerie spéciale dans laquelle on édite un très grand nombre d'ouvrages (littérature ou musique) à l'usage des aveugles. On en trouve le catalogue à l'Économat de l'établissement.

La Bibliothèque de l'Institution se compose de 250 volumes en relief et de 1 600 volumes à l'usage des voyants.

L'institution reçoit 150 garçons et 80 jeunes filles; elle relève directement du ministère de l'Intérieur.

Le directeur a sous son autorité, pour la surveillance de l'éducation et de l'enseignement, dans le quartier des garçons, un censeur; et, dans le quartier des jeunes filles, une institutrice.

Un aumônier est chargé du service et de l'enseignement religieux. Des mesures sont prises, de concert avec les familles, pour l'instruction religieuse des enfants appartenant aux cultes non catholiques reconnus par l'État.

Il y a pour le service de santé un médecin et un dentiste ordinaires, des médecins, un oculiste et un chirurgien consultants.

Les élèves sont admis de dix à treize ans.

La durée du cours d'études est de huit années pour les élèves musiciens et de cinq années pour les élèves qui ne peuvent apprendre qu'une profession manuelle.

Le prix de la pension est de 1 200 francs.

Des bourses sont entretenues dans l'établissement sur les fonds de l'État et sur ceux des départements. Ces bourses sont divisibles.

Une somme de 320 francs doit être versée, à l'entrée de l'élève, pour la fourniture de son trousseau et son entretien pendant toute la durée des études.

L'institution, à la fois école secondaire et école professionnelle, donne à ses élèves, avec les soins spéciaux d'éducation que nécessite leur état, les connaissances qui élèvent la pensée et mûrissent la raison, et un métier ou une profession qui doit les rendre indépendants. Elle est encore école normale pour la formation de ses professeurs, à qui elle confère les grades.

Outre Le Sueur, qui fut le premier élève d'Haüy, Fournier, qui fut son collaborateur le plus distingué, Braille, qui compléta son œuvre en inventant l'écriture en points saillants, d'autres aveugles, élevés à l'Institution, ont acquis une honorable notoriété; Rodenbach exerça en Belgique, de 1862 à 1869, année de sa mort, le double mandat de bourgmestre et de député; Penjon, lauréat du grand concours, chevalier de la Légion d'honneur, fut professeur de mathématiques au lycée d'Angers; Montal se distingua comme facteur de pianos, et les perfectionnements qu'il apporta dans son industrie lui valurent la décoration de la Légion d'honneur; Foucaud, mécanicien habile, inventa divers appareils pour faciliter la correspondance épistolaire entre les aveugles et les voyants; Gauthier, Rousset et Lebel, professeurs à l'Institution, ont laissé des compositions musicales sacrées et profanes d'une grande valeur.

Dans un ordre moins élevé, mais qui témoigne aussi hautement du

bienfait de l'instruction donnée aux aveugles, se trouvent les nombreux ouvriers et artistes sortis de l'Institution et rendus par elle à la vie utile et indépendante. Les élèves qui n'ont pu que faire l'apprentissage d'un métier, vont généralement l'exercer dans leur famille; ceux qui, plus heureusement doués, ont pu apprendre l'accord des pianos ou faire leurs études musicales, sont placés comme accordeurs, professeurs de musique ou organistes. On obtient pour les jeunes filles aveugles musiciennes des places dans les communautés religieuses, dans les ouvroirs et dans les pensionnats et écoles laïques.

L'accord des pianos fait actuellement vivre fort honorablement plus de deux cents anciens élèves; quelques-uns même dirigent une maison de vente ou de facture de pianos.

Dix-sept églises importantes de Paris ont eu ou ont encore des organistes formés à l'Institution. Un nombre considérable d'églises, cathédrales ou paroissiales des départements ou de l'Étranger ont pour organistes d'anciens élèves de l'Institution qui sont très estimés comme professeurs de musique.

Les résultats brillants que l'on peut constater dans les exercices publics et les succès récents obtenus au Conservatoire où deux élèves de cet établissement ont obtenu, en 1886 et en 1888, les premiers prix de la classe d'orgue, attestent que l'Institution Nationale marche rapidement dans la voie du progrès.

École professionnelle indigène pour la fabrication des tapis.

L'École professionnelle indigène pour la fabrication des tapis a été fondée à Alger, en novembre 1895, par M^{me} Delfau.

Elle a eu pour but : la rénovation d'une industrie qui tendait à disparaître, et qui avait été jusqu'alors la seule occupation lucrative de la femme indigène, elle seule pouvant s'y adonner utilement.

Les débuts eurent lieu avec quatre femmes de la province d'Alger : une d'Alger et les trois autres des environs d'Orléansville. Quelques jours après arrivaient et s'installaient deux femmes kabyles de Fort-National.

Au bout de quatre mois, ces femmes, devenues ouvrières, retournaient dans leur tribu, et faisaient place à huit femmes de la Bouzariah, département d'Alger. Puis six femmes kabyles, dont deux femmes et quatre petites filles, venaient augmenter ce nombre. Elles restèrent toutes jusqu'à la fin de l'année.

Les femmes de la Bouzariah restèrent beaucoup plus longtemps que les autres pour deux raisons : elles travaillèrent très peu pendant la période de Rhamadan, et comme elles demeuraient tout près d'Alger, on perfectionna leur industrie, pour avoir, en cas de besoin, des monitrices sous la main.

La deuxième année débuta avec 4 femmes des environs de Biskra et de Constantine et 8 petites filles d'Alger. Puis vinrent 3 femmes de Tiaret,

(département d'Oran) et 5 d'Alger. Il resta en ce moment à l'École professionnelle 6 femmes kabyles, 4 femmes et 12 petites filles d'Alger.

Les femmes seules sont placées en face des métiers. Les petites filles ont une salle à part; elles y sont occupées à préparer la laine qui doit servir au tissage. Entre temps et deux fois par jour, la sous-directrice, M^{me} Dugenet, leur donne des leçons de choses, et leur fait aimer la France et les Français. Deux jours par semaine, elles cousent et brodent des vêtements qui leur sont destinés. Tous les soirs on leur apprend à lire.

Le Service des Enfants assistés de la Haute-Garonne.

Le département de la Haute-Garonne comprenait, au 31 décembre 1896 :

Enfants trouvés : garçons	56
— filles	59
Enfants abandonnés : garçons	296
— filles	261
Orphelins : garçons	70
— filles	33
Moralement abandonnés : garçons	52
— filles	37
Total	864

Il ressort des tableaux du mouvement que pendant l'année 986 enfants ont été hospitalisés, 712 ont été secourus temporairement, soit au total 1,698 enfants qui ont bénéficié de l'Assistance publique pendant l'année 1896.

M. le docteur Lantié, inspecteur du service, expose dans son rapport annuel la situation des enfants à lait; elle ne paraît pas très satisfaisante :

« J'ai dû placer, écrit-il, au biberon la majeure partie des pupilles, en raison de la pénurie de nourrices au sein, et s'il est difficile de trouver des nourrices au sein, c'est à cause du prix de pension payé par l'Administration, qui n'est que de 18 francs, et moyennant lequel il est très difficile, sinon impossible, de trouver une bonne nourrice. Le chiffre des décès n'augmente pas cependant; il a été de 74 en 1896, dont 43 se sont produits à la campagne et 31 à la crèche.

« Je ne contesterai cependant pas la supériorité de l'allaitement au sein, et si la proportion des décès n'augmente pas, bien que les enfants soient élevés au biberon, la cause m'en paraît facile à déterminer. Les nourrices au sein qui demandent des enfants assistés sont en général pauvres et présentent un lait déjà vieux, d'où il découle qu'avant la période de sevrage de l'enfant le lait de la nourrice devient insuffisant, soit au point de vue de la quantité, soit au point de vue de la valeur alimentaire; de plus, il en coûte à une nourrice qui a pris un enfant pour être élevé au sein de se résoudre, vu l'insuffisance de son lait, à acheter du lait pour conduire l'enfant jusqu'au sevrage par l'allaitement mixte.

« En résumé, si l'allaitement au biberon ne paraît pas plus meurtrier

pour les pupilles que l'allaitement au sein, c'est parce que la comparaison s'établit en regard de nourrices au sein de médiocre valeur. »

Le nombre des enfants moralement abandonnés était de 89; il s'est augmenté au cours de l'année 1898.

Les dépenses ont été en 1896, pour ces deux catégories de pupilles, de fr. 164 477 fr. 96. Sur cette somme, la part des secours temporaires a été de 61 553 fr. 62

M. le docteur Lantié n'a pas dissimulé au Conseil général de la Haute-Garonne que l'effectif des enfants moralement abandonnés était en voie d'accroissement; il s'exprime ainsi:

« Il n'y a pas lieu de s'effrayer de l'augmentation du nombre des moralement abandonnés admis dans le service, car la question financière me paraît bien secondaire en présence du devoir social imposé par la loi du 24 juillet 1889 en faveur de ce contingent d'enfants légitimes ou naturels que la maladie, la disparition momentanée ou définitive de leurs parents, leur négligence et leurs vices laissent sur le pavé en proie à la misère, dont les conséquences fatales sont trop souvent la prostitution et la criminalité.

ÉCHOS

Visite du Président de la République à l'École de médecine et à l'hôpital du Val-de-Grâce. — Le Président de la République, accompagné du général Billot, ministre de la guerre, et du général Hagron, de M. Le Gall et des commandants Lamy et Meaux Saint-Marc, s'est rendu au Val-de-Grâce, dont il a visité l'hôpital et l'école. — M. Félix Faure a quitté l'Élysée à neuf heures et demie, en landau découvert. Le général Zur Linden, gouverneur militaire de Paris, entouré des médecins-inspecteurs Dieu et Mathieu, du médecin en chef Madamet, de l'officier principal Sauvart et de l'aumônier Sibossier, l'a reçu dans la cour de l'école. Après que M. Mathieu, médecin-inspecteur et directeur de l'école, lui eut présenté les officiers du Val-de-Grâce, le président de la République a commencé la visite de l'hôpital. Il a traversé successivement deux salles contenant des blessés, une salle de fiévreux, une salle de contagieux. Plusieurs fois il s'est arrêté devant les lits des blessés, adressant à ceux-ci quelques paroles d'encouragement. Aux cuisines, le président a goûté la soupe du matin; à la buanderie, il s'est fait expliquer le fonctionnement des appareils mécaniques; dans l'école, il a adressé ses félicitations aux officiers, professeurs ou élèves. Avant de quitter le Val-de-Grâce, M. Félix Faure a visité un coin curieux du vieil établissement, une salle qu'on prétend historique et qu'on appelle la chambre d'Anne d'Autriche. C'est là, dit la légende, que l'épouse de Louis XIII recevait mystérieusement le célèbre Buckingham. Un grand portrait de la reine orne cette chambre, où les visiteurs ne pénètrent que rarement.

Mort de M^{me} Théophile Roussel. — M. Théophile Roussel, le grand et vénéré philanthrope, a été cruellement frappé dans ses affections les plus chères; il a perdu sa fidèle et vaillante compagne.

Nous adressons au président de comité de patronage de la *Revue Philanthropique* nos plus respectueuses et plus profondes condoléances.

La Tuberculose à l'Académie des Sciences. — A la suite de la belle communication de M. Brouardel sur le logement insalubre, que nous

avons reproduite, l'Académie des sciences, a chargé une commission de l'examen des questions relatives à la tuberculose et aux habitations insalubres.

Cette commission est formée des deux secrétaires perpétuels, de MM. Potain, Bouchard, Marez, Gryon, d'Arsonval, Lannelongue, Brouardel, de Freycinet, de Jonquières, Chauveau, Duclaux et Armand Gautier.

M. le docteur Pierre Budin. — « M. le docteur P. Budin, bien connu non seulement comme accoucheur, mais aussi comme pédiatre, par les services qu'il a rendus aux nourrissons en perfectionnant et vulgarisant la stérilisation du lait, vient d'être désigné, à la presque unanimité de ses collègues, pour occuper la chaire de clinique obstétricale vacante par la mort de Tarnier. La Faculté ne pouvait donner à ce grand homme de science et de bien un successeur plus digne. » Ainsi s'expriment les *Archives de médecine des Enfants*, n° 4, avril 1898.

Nous sommes heureux de nous associer à ces éloges et de nous réjouir de la nomination — tardive et méritée — de M. le professeur Pierre Budin, notre savant collaborateur et ami.

L'Œuvre des Enfants tuberculeux. — L'Assemblée générale de l'Œuvre des enfants tuberculeux s'est tenue le dimanche 6 février dans la salle des Agriculteurs de France.

La séance s'est ouverte à 2 heures et demie, sous la présidence de M. Georges Picot, secrétaire perpétuel de l'Académie des Sciences morales et politiques. A la tribune avaient pris place MM. les docteurs Hérard, Blache, Léon-Petit, Bucquoy, Derecq, Vaquier, Georges Petit, M. Gautrelet, membres du comité médical.

MM. le comte d'Ayguesvives, Cottreau; M^{me} la marquise de Moustier, la comtesse de la Villestreux, membres du Conseil d'administration. Dans la salle le Comité des dames patronesses était représenté par M^{me} Thion de la Chaume, Reynier, Léon-Petit, Dubois de la Vigerie, Derecq, Desprez, Kuntzelmann, etc.

L'ordre du jour comportait une allocution de M. le Dr Hérard, un discours de M. Georges Picot, le compte rendu financier de M. le comte d'Ayguesvives, le rapport du Dr Léon-Petit, secrétaire général.

L'assemblée, à l'unanimité, a nommé les membres du Conseil d'administration pour une période de quatre années, à dater du 1^{er} mars 1898, M^{me} la marquise de Moustier, M. le Dr Léon-Petit, membres sortants rééligibles, M. Georges Picot, secrétaire perpétuel de l'Académie des Sciences morales et politiques en remplacement de M. Boinvilliers, décédé.

Récompenses décernées à l'Association des Dames Françaises. — L'Association a pris part à huit Expositions. Nice, 1884, internationale, diplôme d'honneur; Rouen, 1884, régionale, diplôme d'honneur; Beauvais, 1885, régionale, diplôme d'honneur; Anvers, 1885, universelle, diplôme d'honneur; Boulogne, 1887, de la ville, diplôme d'honneur; Le Havre, 1887, régionale, diplôme d'honneur; Paris, 1889, universelle, Grand Prix; Chicago, 1894, diplôme et médaille.

Médaille de la Société d'encouragement au bien.

Croix du gouvernement de Bulgarie, en reconnaissance des services rendus pendant la guerre entre la Bulgarie et la Serbie.

Médaille de reconnaissance de la Société nationale de Tir, pour les soins donnés aux malades sous les tentes au camp de Satory, 1892.

Quatrième Congrès pour l'étude de la Tuberculose. — Le quatrième Congrès pour l'étude de la tuberculose aura lieu, à la Faculté de médecine du 27 juillet au 2 août 1898, sous la présidence de M. le professeur Nocard (d'Alfort), et la vice-présidence de M. le docteur Hérard.

Voici la liste des questions mises à l'ordre du jour :

1° Des sanatoria comme moyens de prophylaxie et de traitement de la tuberculose; rapporteurs : MM. les docteurs Le Gendre, Neller et Thoinot.

2° Des sérums et des toxines dans le traitement de la tuberculose; rapporteurs : MM. les professeurs Landouzy et Maragliano.

3° Des rayons X (radioscopie et radiographie) dans la tuberculose; rapporteurs : MM. les docteurs Berleri, Claude et Tissier.

3° bis Des rayons X dans le traitement de la tuberculose; rapporteurs : MM. les professeurs Bergonié, de Bordeaux, et Lortet, de Lyon.

4° La lutte contre la tuberculose animale par la prophylaxie; rapporteur : M. le professeur Bang, de Copenhague.

5° La lutte contre la tuberculose humaine par la désinfection des locaux habités par les tuberculeux; rapporteur : M. le docteur A.-J. Martin.

6° De la propagation de la tuberculose dans l'armée et de sa prophylaxie, rapporteur : M. le professeur Vallin.

7° Questions diverses au choix des membres du Congrès.

Pour ces questions, le Comité d'organisation appelle l'attention sur quelques-unes d'entre elles, parmi lesquelles nous citerons celles-ci :

De la contagion de la tuberculose par le lait et la viande (faits authentiques) et des moyens de l'éviter. En particulier, des moyens pratiques d'obtenir le lait stérilisé et d'en généraliser l'emploi excessif.

De la stérilisation des viandes provenant d'animaux tuberculeux.

De la cure d'altitude et de la cure marine de la phthisie.

Les demandes d'adhésion et de billets de chemin de fer doivent être adressées (avant le 1^{er} juillet) à M. Masson, trésorier du Congrès, 120, boulevard Saint-Germain.

Prière d'adresser tout ce qui concerne les communications du Congrès à M. le docteur L.-H. Petit, secrétaire général à Menton (Alpes-Maritimes).

Le Patronage des Libérés. — M. Barthou, ministre de l'Intérieur, a présidé, le 31 mars, l'assemblée annuelle de la Société générale pour le patronage des libérés.

M. Bérenger, sénateur, qui est le président de cette œuvre depuis de longues années, en a exposé le but et le fonctionnement. Il a insisté particulièrement sur les difficultés que non seulement les libérés, mais même les personnes ayant sur leur casier judiciaire une simple condamnation à l'amende, rencontrent lorsqu'il s'agit pour eux de trouver un emploi.

La Société de patronage, lors de sa fondation, en 1870, assista seule-

ment une cinquantaine de libérés. Elle en a aidé plus de 4 000 au cours de l'année dernière.

M. Barthou, en quelques mots, a félicité la Société et son président.

« J'aurais manqué, dit-il, à un devoir et à un plaisir en ne saisissant pas cette occasion d'affirmer à votre président la sympathie que nous avons pour lui et pour l'œuvre qu'il préside. »

« M. Bérenger est, dans ce pays, à la tête de toutes les belles et nobles initiatives. Il vient de vous exposer éloquemment les services rendus par votre Société et vous a dit ce qu'on attend d'elle encore. Je ne saurais mieux dire.

« Il est en effet des condamnations qui ne doivent pas entraîner un perpétuel déshonneur. Certains repentirs doivent être encouragés, car souvent, les fautes punies ne sont que des péchés véniels, ou des péchés de jeunesse, il faut donc les oublier et en faire disparaître les conséquences, par la réhabilitation judiciaire et par la réhabilitation morale.

« C'est l'œuvre excellente que vous accomplissez. Je vous en félicite au nom du gouvernement dont la sympathie vous est acquise et dont la sollicitude ne vous fera pas défaut. »

Assemblée générale de l'Orphelinat de la Seine. — Le dimanche 3 avril a eu lieu, dans le grand amphithéâtre de la nouvelle Sorbonne, l'Assemblée générale annuelle de la Société de l'Orphelinat de la Seine, sous la présidence de M. Jules Claretie.

M. Gaufres, président de l'œuvre fondée au lendemain de 1870-71, a donné lecture du rapport sur la situation de la société qui comptait, au 31 décembre 1897, 1 042 membres et a 165 pupilles présents à l'orphelinat : 102 élèves, garçons et filles, et 63 apprentis, filles et garçons.

Une exposition des spécimens des travaux des apprentis accompagnait la distribution des récompenses aux orphelins, et l'excellente musique de l'école d'artillerie de Vincennes, dirigée par M. Ad. Blin, exécutait des morceaux pendant la cérémonie, terminée par la *Marseillaise*.

Après le rapport très intéressant de M. Gaufres, M. Jules Claretie a prononcé une allocution chaleureusement applaudie.

La Maison de travail de la rue Fessart. — M. Laurent, secrétaire général de la Préfecture de police, a inauguré le 30 mars, aux lieu et place de M. Barthou, ministre de l'Intérieur, empêché, les nouveaux locaux de la maison ouvrière de la rue Fessart.

Les ateliers, installés depuis 1891 pour la fabrication des margottins, étaient assez défectueux. Grâce à des dons généreux, l'œuvre de l'Assistance par le travail, fondée par le pasteur Robin, a pu restaurer l'établissement, qui comprend : au rez-de-chaussée, un atelier pour 75 ouvriers, un réfectoire et une buanderie ; au premier étage, un dortoir de quarante lits et des lavabos.

L'inauguration a eu lieu en présence de MM. Maurice Sibille, député et président de l'œuvre, de M. le pasteur Robin et de M. Mallet. M. Laurent a prononcé une allocution applaudie et a remis les palmes d'officier d'Académie à M. Mallet.

L'Œuvre parisienne des bains-douches. — Plusieurs philanthropes et hygiénistes, MM. A.-E. Hausser, docteur Chaslin, William Hausser, Houzeau et Escuyer ont résolu de constituer, dans une réunion tenue au Musée social sous la présidence de M. Jules Siegfried, sénateur, une société parisienne de bains-douches à 20 centimes (savon compris).

Une conférence a été faite le 10 mars, sous la présidence de M. le docteur Brouardel, par M. Charles Cazalet, ancien adjoint au maire de Bordeaux, sur les bains-douches à Bordeaux et d'ailleurs.

Le Patronage des jeunes Adultes libérés. — M. Milliard, garde des sceaux, a présidé le dimanche 20 mars, dans la salle des conférences de l'Union des femmes de France, rue de la Chaussée-d'Antin, l'assemblée générale de la Société de patronage des jeunes adultes libérés.

Après une allocution de M. Charles Petit, conseiller à la Cour de cassation, MM. Paul Baillières, secrétaire général, et Adolphe Démy, trésorier, ont donné lecture de leurs rapports sur la situation de l'association. Le garde des sceaux a pris ensuite la parole. Il a félicité les sociétaires de l'œuvre de régénération qu'ils ont entreprise.

L'Union d'assistance par le travail du VI^e arrondissement. — L'assemblée générale annuelle de l'Union d'assistance par le travail du marché Saint-Germain a eu lieu le dimanche, 6 mars, à la mairie de Saint-Sulpice, sous la présidence de M. Levasseur, membre de l'Institut, l'éminent économiste qui remplaça comme président de cette très intéressante association M. Jules Simon.

Le but de l'œuvre est d'abord expliqué par M. A. Trézel, docteur en droit et avocat à la Cour de cassation; la société, dit-il, combat la mendicité professionnelle en remplaçant l'aumône par le bon de travail, et relève, encourage les travailleurs victimes du chômage. Elle reçoit, à cet effet, dans ses ateliers les individus valides de tout Paris, leur assure subsistance et logement. Depuis sa fondation, en 1892, l'Union a assisté 3166 travailleurs et les a tirés de la misère dans la proportion de 82 p. 100.

Les Secouristes français. — La Société des secouristes français et des infirmiers volontaires a tenu, le dimanche, 6 mars, à deux heures, dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, son assemblée annuelle. Le ministre de l'Intérieur, M. Barthou, devait la présider; mais, empêché au dernier moment, il s'est fait représenter par le préfet de police, M. Charles Blanc. Un chœur et une musique militaire rehaussaient l'éclat de cette cérémonie. Après l'exécution de la *Marseillaise*, le préfet de police a prononcé une allocution dans laquelle il s'est félicité, lui, vieil ami de la société, de représenter auprès d'elle M. Louis Barthou. Il a rappelé que l'œuvre humanitaire et patriotique de cette assemblée s'est affirmée par cinq ans d'efforts. Il a annoncé que le président de la République venait de signer le décret qui reconnaît d'utilité publique la Société des secouristes français.

Après avoir affirmé que Paris ratifierait sans réserve le décret du pré-

sident qui donne une consécration officielle à la « Ligue sainte des chevaliers du prompt secours », il a terminé en disant que la reconnaissance des Parisiens écrira sur le drapeau de la société : « Désintéressement, modestie et courage ».

Cette allocution a été accueillie par de vifs applaudissements. On a procédé ensuite à la distribution des récompenses.

Exposition au profit de la Ligue fraternelle des Enfants de France.

— Une Exposition des œuvres des peintres Joseph, Carle et Horace Vernet aura lieu dans le courant du mois de mai, à l'École des Beaux-Arts, au profit de la *Ligue fraternelle des Enfants de France* qui vient d'être reconnue d'utilité politique. Le Comité d'organisation, présidé par M. Gérôme, membre de l'Institut, comprend d'éminentes personnalités appartenant au monde de l'art et de la littérature : MM. Henner, Claretie, François Coppée, Armand Dayot, Gustave Larroumet, comte Delaborde, Georges Clairin, Hugues Le Roux, Sully-Prudhomme, Paul Dubois, Victorien Sardou, Édouard Detaille, général Du Barrail, amiral Miot, Henry Roujon, Kæmpfen, Bénédict, de Nolhac, prince d'Arenberg, Henry Houssaye, etc.

Cette exposition, où, grâce à l'obligeance des collectionneurs, figurera un grand nombre de toiles inconnues du public et de dessins inédits, s'annonce comme un grand succès.

Loterie au profit de la Maison de travail. — M. le ministre de l'Intérieur vient d'autoriser MM. Henri Rollet et Paul-Édouard Decharme à émettre une loterie de 40 000 billets à 1 franc au bénéfice de la Maison de travail et de l'asile temporaire de garçons, installés, 13, rue de l'Ancienne-Comédie.

Le placement de 20 billets de cette loterie donnera droit à une invitation gratuite à la fête qui sera donnée à l'occasion du tirage. Il y aura un lot par série de 20 billets.

Une souscription est dès à présent ouverte en vue d'acheter une voiture automobile qui sera l'un des gros lots de la loterie.

Conférences de l'Atelier familial. — Nous avons eu déjà l'occasion de parler de l'Atelier familial récemment ouvert, 16, rue de la Tour-d'Auvergne, aux jeunes filles prévoyantes qui ne jugent pas inutile d'apprendre un métier, soit un métier d'art appliqué à l'industrie, soit simplement la couture, toutes notions utiles à tous les degrés de l'enseignement des femmes. La très dévouée fondatrice de cette œuvre, M^{me} Elias, vient en quelque sorte d'en élargir le programme : M. le docteur Meyer-Bernheim a bien voulu, sur sa prière, donner aux jeunes habituées de l'atelier, sous forme de conférences, des leçons pratiques d'hygiène, « infantile ».

REVUES ET PUBLICATIONS FRANÇAISES

Le *Temps* a publié, sous la signature de M. Maxime Leroy, avocat à la cour d'appel de Nancy, à propos de l'affaire de Château-Thierry, une lettre sur les *droits de l'indigent* que nous reproduisons intégralement :

Le jugement du tribunal de Château-Thierry, que le *Temps* signalait ces jours-ci, n'est pas une manifestation inopinée et isolée, sans racines dans notre passé juridique. Dans l'ancien droit, dans les codes napoléoniens mêmes, dans la jurisprudence de ce siècle, commentaire vivant de ceux-ci, il y a quelques textes précurseurs, quelques décisions judiciaires qui accordent au pauvre un certain droit contre le riche. Il est curieux de les noter, comme les premiers symptômes du nouveau droit social en voie de formation.

Dans l'ancien régime, selon M. Glasson, dans sa magistrale *Histoire du droit français* (t. VI), le suicide de l'indigent n'était pas considéré comme un crime; dans tous les autres cas, au contraire, la loi civile édictait certaines peines, d'une origine ecclésiastique, contre ceux qui, sans ce motif d'excuse, s'étaient supprimés. D'autre part, l'enfant avait le droit de prendre, de voler à ses parents ce qui était nécessaire à sa subsistance. Le désir de vivre légitimait ce droit au vol. Il faut voir, il est vrai, dans cette mansuétude, la survivance visible du primitif communisme familial qui a passé, dans une plus faible mesure, dans notre droit, notamment dans le Code pénal et dans le Code civil. Celui-là excuse, en effet (mais excuse seulement) l'enfant voleur : il ne va pas jusqu'à créer directement en sa faveur un droit, comme dans l'ancienne législation. Il est curieux de constater, en passant, dans le droit napoléonien, cette survivance communiste, bien opposée à ses tendances strictement individualistes et qu'ont originellement renouvelée les juges de Château-Thierry.

Dans le même esprit d'aide sociale, je citerai dans le Code civil le droit pour certains parents pauvres à une pension alimentaire, à faire valoir contre un parent plus riche. Il est certain que l'idée familiale intervient également ici; mais cette disposition est nettement opposée, en contresens,

au principe de l'appropriation individuelle : celui qui réclame sa part de pain à sa famille, réclame sa part dans une fortune qu'il n'a pas personnellement contribué à créer; ce qui est contre les principes du droit commun.

Dans ces deux cas, très nettement, la loi accorde des droits à des indigents contre des plus riches, établissant une solidarité, étroite il est vrai, entre certaines personnes, que quelques tribunaux ont voulu étendre sans limite. Dans cet esprit, quelques conseils de prud'hommes ont essayé de créer une nouvelle jurisprudence, mais que la Cour de cassation a arrêtée dans ses germes. Sans aller aussi loin que les juges de Château-Thierry, et restant sur le terrain du droit civil, deux de leurs décisions, en 1853 et en 1854, considérèrent la « détresse » comme une « contrainte morale » viciant le consentement au même titre que la violence morale ou physique d'un tiers et, partant, ouvrant un recours contre celui qui en avait profité. (V. Dalloz, 1853, 4, 102.)

Il nous semble parfaitement légitime, psychologiquement et juridiquement, de considérer la faim, besoin physiologique irrésistible, comme un moyen de contrainte sur la volonté. Celui qui est en cas de légitime défense a le droit, d'après le Code pénal, de blesser ou de tuer; celui qui est contraint est excusable et parfois plus. La faim, le couteau ou le revolver, c'est toujours la même menace à la vie; le mobile de l'acte considéré pénalement comme mauvais est, vis-à-vis de ces trois facteurs, le désir violent et irraisonné d'échapper à la mort. Il y a lieu d'étendre dans un sens humanitaire les termes stricts de la loi punissant le vol, de la vivifier de quelques sentiments qui ne nous semblent pas contradictoires avec son essence.

En effet, on peut juridiquement fonder notre thèse, en se basant sur l'article 64 du Code pénal, ainsi conçu : *Il n'y a ni crime, ni délit, lorsque le prévenu était en état de démence au temps de l'action ou lorsqu'il a été contraint par une force à laquelle il n'a pu résister.* L'article ne spécifie pas le genre, le mode de la force contraignante et laisse toute latitude aux commentateurs les plus compréhensifs. L'exemple suivant peut indiquer la nuance qui existe entre la force physiologique personnelle, venant de l'être et réagissant sur lui, et la force venant d'un tiers, extérieure à lui-même.

Un homme est devant une boulangerie : je le force à voler un pain sous la menace d'un revolver : les tribunaux lui appliqueront, sans hésiter, l'article 64. Replaçons le même homme devant la même boulangerie, mais seul et volant sous la pression de la faim. Celle-ci vaut celui-là, comme inéluctable impératif de la volonté.

Entre les deux situations que présente notre exemple, il y a lieu de noter une différence : dans le second cas, l'homme poursuivi devra prouver qu'il a fait tous ses efforts pour trouver le salaire ou l'aumône nécessaires qu'il n'a pu échapper, malgré ses efforts, aux violences de la faim. La preuve, il est vrai, d'un fait négatif, est plus difficile à faire que celle d'un fait positif, mais on peut arriver, dans le deuxième cas de l'exemple, à une certitude morale, par l'étude des circonstances de temps, de lieu, d'antécédents, etc., qui vaudra pour la conscience du juge, la certitude physique du premier cas. Il n'y a entre les deux situations qu'une nuance qui pouvait, autrefois, entraîner deux traitements différents, mais qui, aujourd'hui,

ne nous semble, à nos consciences modernes plus paternelles, plus *tendres*, selon Macaulay, qu'une façon plus humaine d'étendre un texte de loi, dont les idées morales contemporaines ont brisé le vieux moule étroit.

Il faut remarquer, d'ailleurs, que le mouvement de la jurisprudence depuis une trentaine d'années, va dans d'un tout autre sens que l'ancienne, prend des libertés avec les articles des Codes, créant des lois judiciaires, prétoriennes, animées de l'esprit social nouveau, comme dans l'organisation très compliquée du devoir patronal. Il s'élabore un droit nouveau, en faveur du faible, de l'indigent, de l'ignorant; au capital s'attache une certaine responsabilité; le propriétaire n'a plus le droit de louer des logements insalubres et malsains; le créancier ne peut plus considérer la personne de son débiteur comme une annexe de la créance, par la contrainte par corps. A la vie juridique montent lentement tous les hommes, vers une vie plus pleine, la lente ascension, comme dans la Ballade de Longfellow, toujours plus haut, vers la lointaine justice, toujours plus proche de l'humanité.

M. le docteur L. Gourillon apprécie ainsi, dans le *Bulletin Officiel du syndicat des médecins de la Seine*, l'acquiescement en appel du docteur Laporte:

La Cour d'appel de Paris (7^e chambre), dans son audience du 4 mars, a rendu un arrêt infirmant le jugement de la 9^e chambre du tribunal correctionnel, qui avait condamné notre confrère Laporte à trois mois de prison avec application de la loi Bérenger.

Cet arrêt a été accueilli avec la plus grande satisfaction par tout le corps médical. Il reconnaît qu'un accident survenant au cours d'une intervention chirurgicale nettement indiquée n'est pas une faute opératoire, et qu'en pareille circonstance, le médecin qui en est l'auteur ne tombe pas sous le coup de l'article 319 du Code pénal.

Devant la Cour d'appel, le débat a été porté sur son véritable terrain, celui du droit strict, aussi bien par M^e H. Robert, l'éminent défenseur de notre confrère, que par l'éloquent réquisitoire de M. l'avocat général. Nous n'entendons pas nous soustraire à la responsabilité de nos actes, mais nous entendons être à l'abri de la justice répressive, si nous n'avons pas commis de faute lourde, en cas d'insuccès opératoire, dans les interventions les plus difficiles. C'est précisément cette question qui a été mise en relief par M^e Robert et M. l'avocat général, et nous ne saurions trop les en féliciter.

Dans le cas de notre confrère, on ne pouvait lui imputer aucune faute lourde, aucune inobservation des règles de l'art, nettement caractérisées dans l'article 319. En admettant qu'il ait produit les lésions constatées dans les rapports des experts, il ne peut être rendu responsable pénalement de la mort de la dame Fresquet; il suffit de rappeler rapidement les faits et les circonstances pour en juger.

Le Dr Laporte, en faisant successivement trois applications de forceps, puis en tentant la craniotomie, a-t-il rempli toutes les indications thérapeutiques, étant donné les circonstances? Oui, évidemment. A-t-il été

imprudent ou a-t-il contrevenu aux règles de l'art, en se servant d'instruments de hasard? Certainement non.

Placé dans cette cruelle alternative, ou de laisser mourir la femme, qui se refusait à aller à l'hôpital et était dans l'impossibilité d'y être transportée, ou de mettre tout en œuvre pour la sauver, le Dr Laporte n'hésite pas: il fait ce que son devoir et sa conscience lui commandent, et intervient...

La Cour d'appel, en réformant le jugement de la 9^e chambre, a justement jugé. Elle n'a pas permis, en si délicate matière, qu'il s'établisse une jurisprudence nouvelle touchant la responsabilité médicale. Ce faisant, elle a rendu un grand service aux médecins, dont la profession est toujours synonyme de devoir, mais elle a rendu un plus grand service encore aux malades, qu'un moment de trouble ou d'hésitation de la part du médecin, dans des cas graves, en face d'une condamnation toujours possible, eût pu mettre en danger.

Notre confrère Laporte a été cruellement éprouvé. Il se consolera en pensant qu'il n'avait à aucun moment perdu l'estime de ses confrères, et que, dans l'adversité, il a été l'objet des sympathies unanimes, et la cause d'une admirable solidarité. Puisse cette union du corps médical, née dans le malheur, persister dans les bons comme dans les mauvais jours!

Dr L. GOURICHOX.

M. le docteur L.-R. Regnier s'occupe, dans le *Journal d'hygiène*, de la lutte contre la tuberculose dans l'armée et dans les hôpitaux de Paris.

On se plaint chez nous de la dépopulation et, comme presque tous jours, on cherche le remède à côté. Assainissons et dans dix ans, la France comptera 1 million d'habitants de plus. A Paris, sous ce rapport, nous n'avons pas à nous plaindre et les progrès marchent d'un pas sûr, bien que peut-être un peu lent.

En ce qui concerne les tuberculeux, l'administration de l'Assistance publique commence à réaliser un desiratum depuis longtemps attendu et réclamé par le corps des médecins des hôpitaux.

Elle vient d'ouvrir à l'hôpital Lariboisière deux pavillons contenant ensemble 160 lits, également répartis entre les hommes et les femmes, et consacrés exclusivement aux tuberculeux. C'est peu encore, si on veut bien songer que ces malades remplissent le tiers des salles de nos hôpitaux, où ils constituent des foyers de contagion d'autant plus dangereux qu'ils n'y sont l'objet d'aucune mesure d'hygiène spéciale. Mais ce n'est que le commencement et plus tard on leur consacrera d'autres pavillons à Laënnec et à Tenon, sans compter le sanatorium d'Augicourt qui finira peut-être bien un jour par sortir de ses fondations depuis longtemps posées. Ces services, s'ils sont convenablement dirigés, formeront un noyau bien intéressant pour l'étude des divers modes de traitement de la tuberculose. Mais attendons avant de trop nous réjouir. Actuellement dans les pavillons de Lariboisière, c'est le crachoir qui joue le principal rôle, et on a pris toutes les précautions pour qu'il remplisse convenablement son but.

La Commission s'est aussi bien occupée de l'assistance médicale des tuberculeux à domicile, qui sont un danger permanent pour la ville. Mais ici le problème est d'une solution plus difficile.

Tout linge sur lequel on aura craché devra, comme le mouchoir, être plongé et maintenu pendant cinq minutes dans l'eau bouillante ou soigneusement mis à part pour être livré au service public de désinfection.

Pour que les indigents puissent obéir à ces dernières injonctions, il faut que l'Administration songe à les pourvoir de linge de rechange et à organiser des cheminées ou des fourneaux dans un nombre assez respectable de chambre ou cabinets servant au logement des tuberculeux indigents qui en sont totalement dépourvus. Il faudra aussi qu'elle leur fournisse le combustible nécessaire; car ce n'est pas avec le très maigre secours que ces malades reçoivent du Bureau de bienfaisance, insuffisant déjà pour leur permettre de manger autre chose que du pain, qu'ils pourront faire convenablement bouillir linge et crachats.

Envoyer leur linge au service public de désinfection est plus économique, mais comment l'enverront-ils? *l'Instruction* est muette à ce sujet. Est-ce par colis postal de 0 fr. 25 c. ou en faisant la demande par lettre non affranchie au préfet de la Seine? Dans ce dernier cas, les médecins consultants des hôpitaux et les médecins des Bureaux de bienfaisance du service à domicile et des consultations devront être munis d'un certain nombre d'exemplaires de *l'Instruction* (ce qui n'est pas encore fait), et de carnets de cartes qu'ils pourront donner à leurs malades pour correspondre avec le service de désinfection. Mais cela augmente considérablement la besogne de ce service, dont le personnel déjà surmené suffit à peine aux demandes de plus en plus multipliées de la population parisienne.

Ces questions de détail, si importantes, auraient besoin d'être tranchées et nous serions heureux de voir M. le Directeur de l'Assistance publique prendre les mesures nécessaires pour que les indigents puissent se conformer aux instructions de la Commission. Il peut être certain que les médecins veilleront à les leur rappeler et à leur en enseigner l'utilité.

Mais jusque-là ne nous hâtons pas de chanter un hosannah à la Commission et ne nous endormons pas sur l'illusion que *l'Instruction* sera suivie à la lettre tant qu'on n'aura pas donné aux indigents les moyens de s'y conformer sans augmenter leurs dépenses personnelles auxquelles ils subviennent déjà si difficilement. »

REVUES ET PUBLICATIONS ÉTRANGÈRES

Allemagne. — Dans la Revue berlinoise *Hygienische Rundschau* signalons une étude sur l'effet hygiénique pour les villes de l'évacuation systématique des matières usées telle qu'elle fonctionne à Berlin.

L'auteur, l'ingénieur en chef Metzger, a relevé, pour Berlin, la mortalité de 1840 à 1890, et il constate que, bien que la ville ait été munie de dérivations d'eau pure l'alimentant dès 1875, la mortalité moyenne de la capitale prussienne n'a pas beaucoup diminué du fait de la plus grande pureté de son alimentation en eau. Mais, dans la période qui va de 1876 à 1891, une certaine amélioration se manifeste (de 31,31 la mortalité descend à 28,77) et cette amélioration s'accroît encore notablement dans la période suivante qui groupe les années 1882 à 1886. Pour cette dernière période la mortalité descend au chiffre de 20,77 qui est le plus bas qui ait jamais été constaté.

M. Metzger prétend qu'on doit surtout attribuer cette amélioration de la santé publique au système de canalisation et d'enlèvement des eaux usées et des matières de vidange adopté à Berlin.

Sans méconnaître l'influence bienfaisante d'une évacuation rapide, nous croyons que les très remarquables progrès sanitaires réalisés à Berlin sont dus à un ensemble de mesures qui comprend et l'adduction d'eaux potables, et la surveillance de la vente du lait et des denrées, et l'évacuation rapide des matières de vidange, et l'amélioration des égouts et du sol de la voie publique, etc.

Ne quittons pas l'*Hygienische Rundschau* sans mentionner encore une note de M. Pröbsting sur les suicides de soldats.

G. C.

États-Unis de l'Amérique du Nord. — Les *Annales de l'Académie américaine des sciences politiques et sociales*, éditées à Philadelphie, sont toujours intéressantes à consulter et les sujets y sont traités avec une réelle indépendance.

Dans les *Sociological Notes* du dernier numéro de mars, nous signalons un résumé des plus instructifs du rapport du commissaire fiscal de

l'État de New-York sur le trafic des liqueurs alcooliques dans la grande métropole américaine, en 1897, par comparaison à 1896.

La loi exerçant les débitants et réprimant l'ivresse semble encore peu efficace; toutefois, par comparaison avec l'année antérieure, le commissaire du fisc a constaté qu'il y a eu, en 1897, une réduction de 5 484 débits, soit la fermeture de 9 p. 100 de l'ensemble des établissements de débit de boissons compris dans le territoire de l'État de New-York.

L'auteur de la note ne paraît pas bien convaincu que cette diminution du nombre des débits corresponde à une diminution de l'ivrognerie; les hôtels et les pharmaciens débitant des alcools.

Le fâcheux côté de toutes les lois dites répressives de l'alcoolisme est que, presque partout, par l'imposition de licences aux cabaretiers ou de surtaxes sur le degré alcoolique des liqueurs qu'ils débitent, elles créent pour la Ville ou pour l'Etat, un intérêt fiscal diamétralement opposé à la répression rigoureuse de l'ivresse.

C'est la pierre d'achoppement qui fait, en Europe comme en Amérique, disparaître la répression efficace.

* * *

La même revue contient une note sur l'organisation charitable dans la ville de Washington. Nous y relevons que, sur la demande du Comité central de charité, les crédits de 1 000 à 2 000 dollars mis annuellement à la disposition de la police locale pour distribution de petits secours ont été supprimés. Ces secours d'urgence sont maintenant distribués par le Comité lui-même, qui entend ainsi mettre fin aux accusations de partialité portées contre la police.

BIBLIOGRAPHIE

Allaitement mixte et allaitement artificiel. — Depuis le jour où le professeur P. Budin montra, avec preuves à l'appui, les bienfaits qui peuvent résulter, pour les nourrissons, de l'allaitement mixte et de l'allaitement artificiel par le lait stérilisé, alors que l'allaitement maternel est insuffisant ou impossible, un pas immense a été fait au point de vue de l'hygiène infantile. Des articles parus dans ce journal, l'année dernière, ont fait connaître à ses lecteurs les progrès considérables réalisés dans cette voie : (*De l'allaitement des enfants. Progrès réalisés.* La *Revue Philanthropique*, 10 mai 1897, n° 1, p. 31, par P. Budin. *L'alimentation lactée et les nouveau-nés à Paris*, 10 août 1897, n° 4, p. 519, par Al. Boissard). C'est qu'en effet l'autorité qui s'attache au nom de celui qui s'est fait en France le promoteur de cette idée, lui donnait dès le début une impulsion d'autant plus justifiée qu'elle était appuyée par des faits et des statistiques aussi probants que consciencieux. Quoi d'étonnant alors que rapidement son initiative ait trouvé des imitateurs ? A Paris, ont été créées des consultations de nourrissons sur le modèle de celle qu'il avait organisée à la Charité d'abord, à la Maternité ensuite ; des dispensaires privés, des crèches se sont élevés où l'on donne du lait stérilisé et où l'on suit le développement progressif des nourrissons. De même en province : à Rethel, à Fécamp, à Grenoble, les médecins ont propagé par des distributions gratuites, l'usage du lait stérilisé, à l'exclusion du lait cru et du lait bouilli. Les pouvoirs publics n'ont pas tardé à se préoccuper de cette question. A l'instigation de M. Paul Strauss, le Conseil municipal de Paris a nommé une commission composée de médecins, de bactériologistes, de chimistes, de vétérinaires, etc., pour étudier l'alimentation par le lait. Rapporteur général de cette commission, le professeur Budin, en juillet 1897, en faisait connaître les intéressantes résolutions et les vœux qu'elle avait émis. Et non seulement en France, mais à l'étranger, l'élan était donné ; de toutes parts, on exposait les résultats obtenus par le lait stérilisé.

Parmi les enthousiastes de la première heure, un des élèves du maître a su créer sa place. Esprit bon et actif, passionné pour les questions de l'enfance, H. de Rothschild étudia pendant deux années, sous la direction du professeur Budin, les questions relatives à l'hygiène et à l'allaitement des nourrissons, puis il fonda dans la rue Picpus une polyclinique qui lui permit de poursuivre ses études et ses recherches tout en soulageant les enfants des pauvres.

Déjà, plusieurs travaux qu'il a fait paraître en 1897 ont fait connaître les résultats qu'il a obtenus. Ce sont : *Les laits dits maternisés, leur fabrica-*

tion et leur emploi. *Revue des sciences pures et appliquées*, n° du 30 juin 1897. — *Quelques observations sur l'alimentation des nouveau-nés et de l'emploi raisonné du lait stérilisé*. Doin, éditeur. — *Note sur l'hygiène et la protection de l'enfance*, d'après des études faites à Berlin, Saint-Petersbourg, Moscou, Vienne et Budapest. Masson, éditeur, Paris.

Mais ces travaux n'étaient que le prélude d'un ouvrage qu'il vient de publier et qui embrasse toute la question. Il a pour titre : *Allaitement mixte et allaitement artificiel*. « C'est de l'examen attentif et répété des faits, dit-il dans sa préface, que l'on parvient à tirer les règles de la pratique journalière : M. le professeur Budin en avait formulé un certain nombre dès 1894. Les résultats acquis aujourd'hui les ont consacrées. Présenter ces règles et mettre le lecteur au courant des progrès réalisés dans ces dernières années, apporter des preuves convaincantes avec l'aide de courbes et de statistiques, tel est le but de ce livre. » Nous pouvons aller plus loin et dire que ce travail est en quelque sorte le résumé de tout ce qui a été fait jusqu'à ce jour sur l'hygiène et l'allaitement des nourrissons, c'est la mise au point à cette date, des recherches et des résultats obtenus touchant cette question si importante au point de vue social. Là, le praticien trouvera des conseils et un guide pour sa pratique journalière et le savant les indications qui lui seront nécessaires, car dans l'énorme bibliographie qui complète l'ouvrage, l'auteur s'est efforcé d'être aussi complet et aussi exact que possible. « Toutes les indications qu'il donne ont été collationnées et vérifiées sur les ouvrages originaux. Les dispositions adoptées pour cette bibliographie ont été prises en vue de faciliter les recherches, aussi bien en prenant pour point de départ un sujet ayant rapport à une matière traitée dans le volume, qu'en partant du nom d'un auteur connu pour avoir traité spécialement tel ou tel sujet. C'est ainsi que toutes les indications ont été classées par chapitre suivant l'ordre des matières étudiées dans chaque chapitre par ordre chronologique de publication et enfin, dans cet ordre, par ordre alphabétique d'auteur. »

Nous ne pouvons donner ici qu'une analyse sommaire de cet important ouvrage. Comme son maître, M. H. de Rothschild pose tout d'abord en principe que la meilleure méthode d'alimentation pour le nouveau-né, c'est l'alimentation au sein de la mère. C'est la perfection quand l'allaitement est bien réglementé, bien conduit. Mais la mère ne peut pas toujours allaiter son enfant; des causes locales, générales ou d'ordre social, peuvent être un obstacle partiel ou total à l'alimentation au sein. Que faire alors? Recourir à l'allaitement mixte (sein et lait stérilisé) ou à l'allaitement artificiel exclusif. Mais ce mode d'alimentation avait donné jusqu'à ces dernières années des résultats déplorables. Les travaux de Pasteur, en montrant la cause du mal, y apportaient un remède. On étudia le lait des animaux (ânesse, vache, etc.,) au point de vue chimique, au point de vue bactériologique, au point de vue pathologique, on le vit réceptacle de microorganismes provenant de l'animal producteur malade ou apportés de l'extérieur, transmettant les maladies aux nourrissons. On apprit que ces microbes pathogènes ne résistaient pas à une température élevée. Le lait stérilisé était inventé. L'important pour un lait, c'est qu'il soit pur de tout germe nuisible. M. de Rothschild à ce propos fait le tableau d'une

laiterie modèle, il passe en revue le local, les étables, les animaux, la traite, les conditions d'un bon lait. Il nous montre toutes les fraudes auxquelles ce lait est sujet, le nombre de mains, d'intermédiaires par lesquels il passe avant d'arriver au malade, au pauvre bébé qu'il empoisonnera. Et ceci n'est pas de l'hypothèse si l'on pense qu'à Paris il se consomme journellement 650 000 litres de lait, on voit quelle importance il y a pour la santé publique à ce que cet aliment soit bon.

Or, M. de Rothschild a fait des recherches qui ne manquent pas d'intérêt. On sait que, pour qu'un lait soit bon, il doit contenir au moins 30 à 35 grammes de beurre par litre. Eh bien, à la consultation spéciale de sa polyclinique, il a fait prélever des échantillons de lait aux adresses que lui donnaient les mères de certains enfants qui lui étaient amenés avec des accidents de gastro-entérite et qui étaient alimentés avec du lait frelaté vendu 20, 25 et 30 centimes le litre. Ces échantillons ont été analysés avec soin et il donne le résultat de 6 analyses prises entre 46; la teneur en beurre dans ces 6 sortes de laits étaient de 15, 19, 20, 24, 25, 29 grammes pour un litre. Ces chiffres se passent de tout commentaire. Une enquête faite par le Laboratoire municipal dans les 20 arrondissements a fait découvrir des laits ne renfermant que 15, 17, 19 grammes de beurre par litre. Il n'y a plus lieu dès lors de s'étonner de l'énorme mortalité des nourrissons. Ne pourrait-on suivre l'exemple de certaines villes allemandes? A Berlin, à Francfort-sur-le-Mein, se trouvent, en pleine cité, des laiteries parfaitement entretenues, de 200 animaux, fournissant une moyenne de 20 000 litres de lait par jour, à un prix peu élevé. Pourquoi n'en ferait-on pas autant à Paris?

Quoi qu'il en soit, pour l'instant, le lait en général, quand il arrive à l'enfant, est altéré. Il faut le faire stériliser. Le lait stérilisé industriellement a donné des résultats très importants entre les mains de certains médecins, de M. Variot, par exemple, dans son dispensaire de Belleville. Mais ce qui importe, parce qu'elle semble donner les meilleurs résultats, c'est la stérilisation à domicile, dans de petites bouteilles, telle que l'a recommandée le professeur Budin dans ses communications. Les procédés ne diffèrent que sur le mode de bouchage, tous sont des dérivés du procédé de Soxhlet.

On a fait au lait stérilisé des objections sur sa digestibilité. Des travaux récents, ceux de C. Michel en particulier, ont montré, au contraire, sa plus grande digestibilité. Dernièrement, M. Marfan, a parlé de toxines qui seraient élaborées par les micro-organismes du lait. Rien en clinique n'est encore venu justifier les idées purement théoriques de M. Marfan; les toxines ne résistent pas à la température qui détermine la stérilisation. On a voulu faire mieux, on a tenté de fabriquer des laits *maternisés*; c'est du lait de vache stérilisé préparé de telle sorte que sa composition se rapproche de la composition du lait de femme, et qui semble donner d'assez bons résultats. A ce produit se rattachent les noms de Winter, Gaertner, Backhaus.

Pour être complet, l'auteur examine les laits fermentés (koumis et képhir), les laits condensés qui sont plutôt dangereux, et arrive à un produit intéressant destiné à l'alimentation des enfants débiles, ou nés avant

terme, dont l'estomac et l'intestin ne sont plus aptes ou ne sont pas encore aptes à digérer et à assimiler le lait stérilisé, voire même le lait de la mère : c'est le *lait peptonisé* employé par MM. Budin et Michel, dans le service des débiles à la Maternité, et qui leur a donné d'excellents résultats, mais c'est un produit encore à l'étude.

M. de Rothschild termine en faisant un exposé de la question de l'allaitement mixte et de l'allaitement artificiel au point de vue philanthropique. Il montre ce qui a été fait dans ce sens à Paris, en province et à l'étranger. Il expose enfin les résultats qu'il a obtenus à la Polyclinique de la rue Picpus, résultats qui viennent corroborer de tous points ceux de M. le professeur Budin.

Des dessins, des courbes, des tableaux statistiques ajoutent encore à la clarté de cet ouvrage qui marque une date dans l'évolution de l'hygiène infantile.

L. M.

Della beneficenza nel presente momento storico, par **Riccardo Dalla Volta** (Florence, Seeber, éditeur, 1893, 64 pages) (1).

Sous ce titre : *la Bienfaisance à notre époque*, l'auteur critique certains points d'un livre publié par le professeur Edouard Luchini avec la collaboration de deux de ses confrères, avocats comme lui, MM. Charles Roselli et Marius Pugna, livre qui traitait des institutions publiques de bienfaisance dans la législation italienne.

La législation sociale en Italie s'est développée d'une manière lente et insuffisante. L'explication que Luchini donne de cette lenteur et de cette insuffisance peut se résumer ainsi : l'unité et l'indépendance, but des aspirations nationales, réclamèrent toutes les énergies morales du pays et tendirent surtout à consolider l'unité italienne. « L'influence française, l'absence d'une conscience juridique nationale, la hâte de donner au nouveau royaume une législation uniforme, firent que, obligés de réaliser des réformes pour notre pays, nous allâmes d'abord vers celles qui paraissaient les plus brillantes, plutôt que vers celles qui auraient pu donner de solides garanties de liberté, de justice et de rénovation morale et sociale. » L'économie politique classique elle-même, après avoir été une cause d'amélioration, avait fini par devenir un obstacle au progrès...

M. Dalla Volta n'admet qu'en partie les explications de Luchini. Lorsque, dit-il, on compare l'Angleterre et l'Allemagne à notre pays pour démontrer comment les problèmes économiques ont été posés et résolus dans ces pays, on oublie les circonstances multiples qui constituent entre eux et l'Italie des différences sensibles. On ne peut régler par une loi ni la vie d'une nation, ni les conséquences douloureuses de son développement. Pourquoi attribuer à la prédominance de l'économie politique classique des tendances législatives qui tiennent à des causes plus variées et plus profondes ?

« Il y a vingt ans que le socialisme d'État a été importé en Italie, et il n'a pas réalisé de grands progrès au point de vue pratique dans notre législation ; et pourtant, étant donné les conditions dans lesquelles il a trouvé

(1) Brochure extraite de l'*Économiste* de Florence.

l'étude de l'économie politique chez nous, il aurait pu faire œuvre meilleure. »

Un pays qui, jusque-là, n'avait pas de développement industriel propre, qui ne connaissait point la grande industrie et ses conséquences, un pays vivant d'agriculture, au milieu des traditions, des préjugés philosophiques et historiques, des illusions, ne pouvait s'engager hardiment dans la voie du progrès en matière de législation sociale. L'œuvre eût été prématurée.

Luchini est, avec Cavour, partisan de la *charité légale*; l'auteur au contraire, on le voit, combat ce système. Il rappelle ces mots de Cavour : « La certitude de n'avoir pas à craindre les revers de la fortune et d'obtenir en toute circonstance d'abondants secours, détruit dans la classe ouvrière tout esprit de prévoyance et d'industrie. » Cavour pourtant était partisan de l'assistance légale, et déclarait en son discours à la Chambre du 27 février 1851 : « Dans un avenir prochain, la charité légale sagement administrée et bien réglée pourra produire d'immenses bienfaits sans avoir les funestes conséquences que d'aucuns redoutent. »

Ces bienfaits, dit l'auteur, la charité légale ne les a pas réalisés, et ne pouvait le faire, « bien que, au premier abord, les chiffres que nous allons impartialement reproduire, sur le paupérisme en Angleterre, puissent faire croire qu'elle a eu des résultats avantageux ».

D'après le droit anglais, l'État doit à tout citoyen ce qui est nécessaire à son existence. De là les lois sur les pauvres, et les abus ruineux du paupérisme. Pour remédier à cette plaie toujours croissante, on institua dès 1834 les secours à domicile, et on introduisit dans les *workhouses* et autres asiles un régime sévère et une discipline qui les font ressembler à des pénitenciers. L'opinion publique s'éleva contre cette réforme qui fut considérée comme inhumaine.

Mais, sitôt que le régime fut moins sévère, les abus recommencèrent, et on dut revenir aux mesures de rigueur. « Les faits donc démontrent que l'assistance légale se heurte à deux écueils, pour ne pas parler de ses autres inconvénients : *ou elle est inhumaine, ou elle devient impuissante et corruptrice.* »

Il est vrai que la statistique du paupérisme en Angleterre signale une diminution dans le nombre proportionnel des indigents secourus. Voyons donc les chiffres; nous verrons ensuite comment l'auteur les explique.

Le nombre des indigents secourus par l'assistance légale en Angleterre et le budget destiné à combattre officiellement le paupérisme ont diminué sensiblement de 1832 à 1892.

Années.	Nombre des indigents secourus.	Indigents secourus dans les maisons de travail <i>in door paupers.</i>	Indigents secourus à domicile. <i>out door paupers.</i>	Par mille habitants.	Les indigents secourus dans les maisons de travail sont à ceux qui sont secourus à domicile et dans la proportion de
1832. . .	1 200 000	»	»	85	»
1849. . .	1 088 659	133 513	955 146	63	1 à 7
1871. . .	1 037 360	156 430	880 930	46	1 à 6
1892. . .	744 757	186 607	558 150	23	1 à 3
1894. . .	812 441	212 629	599 812	26	1 à 2,82

Si on laisse de côté les vieillards et les enfants, pour lesquels l'assistance est, dans bien des cas, inévitable, et qu'on ne tienne compte que des adultes valides assistés (*Adult able-bodied*) la diminution est encore plus sensible.

Années.	Nombre des indigents assistés.	Indigents secourus dans les maisons de travail <i>in door paupers.</i>	Indigents secourus à domicile. <i>out door paupers.</i>	Par mille habitants.	Les indigents secourus dans les maisons de travail sont à ceux qui sont secourus à domicile dans la proportion de
1849. . .	228823	26558	202265	13	1 à 8
1871. . .	172460	34700	147760	8	1 à 4
1892. . .	92465	26382	66073	3	1 à 2,5
1894. . .	116478	38919	77559	3,8	1 à 2

Durant la même période 1849-1892, le nombre des enfants assistés a diminué de plus de moitié et celui des vieillards de plus d'un tiers. La réduction porte en majeure partie sur les secours à domicile.

Bien que les dépenses générales aient considérablement augmenté, bien que les secours soient devenus plus importants, et bien que le niveau du bien-être se soit élevé, la taxe pour les pauvres a diminué :

Années.	Produit de la taxe pour les pauvres.	Par indigent hospitalisé.	Par habitant.	Par livre sterling de rente taxée.
	francs.	francs.	fr. c.	pence.
1818. . .	9320440	"	"	"
1849. . .	5792962	133	8,30	5
1871. . .	7886724	189	8,75	4
1892. . .	8847678	297	8,70	3

Si l'on ne considère que la métropole, il se trouve que la situation de Londres, à l'égard du paupérisme officiellement constaté, ne diffère pas sensiblement de celle de l'Angleterre.

En 1875, Londres avait 329 indigents secourus d'après la *poor law* pour 10 000 habitants; en 1879, elle en avait 259; en 1885, 240; en 1890, 246; en octobre 1893, 232. Londres ne serait donc plus l'enfer dont parle Shelley : *hell is a city much like London*.

Ici l'auteur interprète les chiffres qui précèdent et ses commentaires valent d'être cités textuellement :

« Et maintenant, quelle conclusion faut-il tirer de ces chiffres? Il n'est pas douteux — les statistiques l'ont démontré — que l'augmentation des salaires, le développement des associations ouvrières (*trade unions*) la législation protectrice du travail et autres causes semblables ont contribué à la diminution du paupérisme anglais que la charité légale secourt.

« Quand on envisage la bienfaisance, en un pays où le principe de la charité légale est admis, on ne doit pas oublier que cette dernière n'exclut point la charité privée et publique. Tel est le cas de l'Angleterre, où, en présence des graves conséquences économiques, sociales et financières qu'entraînait l'application de la *poor law*, et surtout en présence des problèmes multiples qui sont liés à l'amélioration du sort de la classe ou-

rière la plus pauvre, on a pensé qu'il fallait traiter le paupérisme scientifiquement, comme une véritable maladie, et on a organisé diverses institutions de bienfaisance en tête desquelles il convient de placer la *Charity Organisation Society* (1)... »

L'auteur enfin estime qu'on a le droit de tirer des chiffres mentionnés plus haut cette simple conclusion : que la charité légale en Angleterre restreint peu à peu son action ; ce qui ne veut point dire que le paupérisme diminue dans ce pays ; car la charité privée a pris en Angleterre une extension considérable et ses charges se sont probablement accrues dans une mesure supérieure à la diminution éprouvée par la charité légale. Le sentiment de la dignité humaine plus développé, la réduction des secours à domicile ont contribué à diminuer le nombre des indigents assistés par la charité légale... Le dur régime des *workhouses* barrant la route au paupérisme, celui-ci a pris d'autres voies. « De nombreuses institutions de bienfaisance privée accomplissent plus efficacement et avec plus d'humanité l'œuvre autrefois uniquement dévolue à la charité légale. »

L'auteur examine ensuite les objections que provoque la charité légale de la part de la sociologie moderne et de la doctrine de l'évolution.

Vallace, Spencer et Loria, après Darwin, constatent que, dans notre civilisation moderne, la sélection naturelle ne se fait pas toujours au profit des plus forts. La bienfaisance est une des causes qui empêchent la sélection de se faire à leur profit. La bienfaisance, en protégeant les faibles, en les aidant dans la lutte pour l'existence, contrarie l'œuvre salutaire de l'élimination naturelle. Si on renonçait, comme le voudrait Spencer, à ces pratiques qui ont pour résultat la conservation des personnes les plus faibles, la société humaine s'améliorerait continuellement comme les autres espèces animales. Pour Darwin, comme pour Malthus, les pauvres doivent être abandonnés aux lois inexorables de la nature. « Nourrir les incapables aux dépens des capables, ajoute Spencer, est une grande cruauté. C'est accumuler de propos délibéré une réserve de misères pour les générations futures... »

Tout effort fait en vue de diminuer les pénibles conséquences de l'imprévoyance a pour effet inévitable d'augmenter le nombre des imprévoyants.

Trop secourir les faibles, c'est faire de la sélection à rebours.

Le professeur Luchini ne croit pas que les objections de Spencer et de l'école de Darwin contre la charité légale et en général contre la bienfaisance aient un grand fondement. A la *lutte individuelle* pour l'existence, il oppose la loi de *l'union pour l'existence* et fait remarquer que combattre la bienfaisance publique au nom de la sélection, c'est détruire dans ses racines la bienfaisance privée.

Le difficile, dit Dalla Volta, est de concilier l'exercice de la charité, cette haute vertu morale, avec les lois de la sélection naturelle, de manière à empêcher l'abaissement physique et intellectuel de l'espèce humaine. La

(1) V. *Revue Philanthropique*, tome II, n° 10 (mars 1898), p. 612. *L'Assistance en Angleterre*, par G. Sevrette. V. les chroniques d'Henri Napias : *L'Assistance en Angleterre*, n° 1, p. 3, *les Hôpitaux de Londres*, n° 6, p. 923, etc.

philanthropie scientifique a pour but d'arriver à cette conciliation, en tenant compte des lois biologiques et psychologiques...

La bienfaisance ne peut être bien exercée qu'après un classement des pauvres. Il faut juger et comparer; connaître tous ceux qui méritent d'être secourus dans un territoire déterminé; séparer les faux pauvres des vrais; séparer la pauvreté méritée de l'autre; celle qui a droit à quelque indulgence, quoique méritée, de celle qui n'y a point droit; *la misère doit avoir son cadastre comme la richesse*... Le bienfait doit frapper juste et produire un effet salubre tout comme le châtement. Telle est en résumé l'opinion de Luchini.

Dalla Volta objecte que cette façon de comprendre la bienfaisance, la réduit à une simple distribution de secours, d'après ce *cadastre de la misère* que Luchini considère comme non moins nécessaire que celui de la richesse. « Et quel effet produira l'assistance ainsi comprise et considérée en quelque sorte, comme un droit de l'individu contre la société, il est inutile de le dire; quiconque connaît les résultats de la charité légale le devine... L'assistance légale ne peut se targuer d'aucun de ces succès qui sont si fréquemment obtenus par l'initiative due à la charité privée. »

La philanthropie scientifique, dit l'auteur, vise à éliminer le moins douloureusement possible les faibles, à transformer les moins aptes, suivant les cas, par le travail, l'instruction, la prévoyance, la tutelle, les soins médicaux. « Or la charité légale n'est point apte à ce rôle. » Il y faut une bienfaisance privée « puisant ses racines dans le sentiment religieux et se transformant suivant les exigences de la société moderne ».

Au contraire, l'école socialiste veut que la charité fasse place à la justice. Cette école proclame le droit au travail et à l'existence. Elle se fait de l'assistance une conception plus conforme aux idées modernes.

Rappelons pour terminer les conclusions de Luchini que son contradicteur admet presque sans réserves.

Elles peuvent se résumer en trois points.

1° Établir une bonne législation sociale qui peu à peu, mais aussitôt que possible, efface les conséquences des inégalités diverses, et permette aux classes les moins fortunées de s'élever par la prévoyance et par le travail.

2° Introduire dans la législation civile les changements requis par la transformation des conditions sociales, et par l'équité (par exemple dans les locations d'objets, d'œuvres, dans les contrats de colonies agraires etc.).

3° Surtout faire converger toutes les forces privées et publiques vers un maximum d'éducation populaire; chaque loi, chaque institution s'inspirant de la conception la plus haute de la dignité humaine, de la responsabilité de chacun, de la solidarité entre l'individu et la communauté.

MARIUS DUPONT.

BULLETIN

Le Conseil supérieur de l'Assistance publique en France a été créé par le ministre Charles Floquet, pour « éclairer l'administration sur toutes les questions d'assistance et de prévoyance » et pour seconder l'action exercée par la direction nouvellement instituée au ministère de l'Intérieur. En 1886 seulement, tous les services d'assistance publique ont été concentrés dans une direction unique; deux ans plus tard, cette heureuse initiative a été complétée par le décret du 14 avril 1888 instituant auprès du ministère de l'Intérieur un Conseil supérieur de l'Assistance publique, chargé de l'étude et de l'examen de toutes les questions qui lui sont renvoyées par le ministre et qui intéressent l'organisation, le fonctionnement et le développement des différents modes et services d'assistance.

M. Henri Monod, l'actif et entraînant directeur de l'assistance et de l'hygiène publiques, a eu dès lors, pendant ces dix années, des coopérateurs de haute compétence et de grand dévouement. Le Conseil supérieur, présidé par M. Théophile Roussel, a fourni une contribution énorme aux projets d'initiative gouvernementale; il alimente, il inspire la plupart des propositions d'initiative parlementaire et il est loin d'avoir achevé sa tâche.

On a lu plus haut le compte rendu de la session du mois de mars 1898; le Conseil supérieur, puissamment secondé par M. Henri Monod et par ses inspecteurs généraux, poursuit avec méthode, avec esprit de suite, son œuvre réformatrice et son esprit pourrait être donné en exemple à plus d'une assemblée. Il est en effet tout à fait consolant de constater que, malgré les divergences d'opinion politique ou religieuse de ses membres, ce grand comité consultatif offre une réelle unité d'inspiration et de doctrine. Un vœu, voté à l'unanimité des membres présents à la séance du 19 mars, a affirmé d'une manière éclatante cette remarquable communauté de vues et de principes entre ces philanthropes d'origine différente et de sentiments si dissemblables.

Le Conseil supérieur a tenu, sans doute avec intention, et non seulement pour fixer sa propre tradition, à rappeler ces règles générales : « L'assistance publique est due à ceux qui se trouvent, temporairement ou défi-

nitivement, dans l'impossibilité physique de pourvoir aux nécessités de la vie. »

Le gouvernement et le Parlement trouveront, s'il en est besoin, dans ce rappel de principe, un nouveau motif de réaliser enfin l'assistance aux vieillards indigents et aux infirmes, telle qu'elle a été réclamée par le Conseil supérieur, c'est-à-dire *obligatoire*.

« L'assistance publique est d'essence communale. » L'aphorisme semble au premier abord inutile ; il a son opportunité, puisque l'on semble, dans certains milieux, rattacher complètement à l'assistance départementale le secours à la vieillesse. Quels que soient les moyens financiers, et dans n'importe quelle organisation, c'est par la commune que les assistés doivent être désignés, sans quoi les pires abus sont à redouter.

« L'assistance publique est une œuvre de solidarité nationale. » Cette belle formule ne serait, à vrai dire, contestée par personne ; elle a sa raison d'être pratique, car elle a pour conséquence, dans la doctrine du Conseil supérieur, d'établir la proportionnalité, non la fixité, sur les subventions accordées aux communes par les départements et par l'État. Une commune surchargée d'indigents, et de ressources médiocres, ne doit pas être traitée sur le même pied que sa voisine au budget opulent et à la population moins éprouvée ; la justice distributive veut que l'une reçoive une aide plus efficace, des subventions plus fortes des autres collectivités.

Il n'était pas inutile de formuler et de rappeler ces vues, puisqu'elles avaient échappé à l'attention vigilante de la Chambre des députés au cours d'un débat trop rapide.

* * *

Le Conseil supérieur, qui avait antérieurement ouvert la porte des Bureaux de bienfaisance de Paris aux administratrices, n'a pas été moins unanime dans l'adoption du vœu qui lui était soumis sur la participation des femmes à l'administration des établissements publics de bienfaisance.

Ce n'est pas un simple vœu platonique, et lorsqu'une assemblée aussi prudente et aussi préparée invite le gouvernement à donner accès à l'élément féminin dans les commissions administratives des hôpitaux et des bureaux de bienfaisance, dans les commissions de surveillance des établissements nationaux, la manifestation n'est pas de celles que les pouvoirs publics puissent négliger.

Pourquoi les femmes ne seraient-elles pas appelées à jouer un rôle dans le fonctionnement des œuvres et des institutions d'assistance publique ? N'ont-elles pas fait leurs preuves à la tête de nombreuses œuvres privées, même en France où leur dévouement n'est pas suffisamment sollicité, surtout en Angleterre et aux États-Unis ?

Il ne s'agit pas de passer d'un extrême à l'autre et de substituer systématiquement, de propos délibéré, des administrateurs féminins aux administrateurs masculins ; on ne se propose pas davantage de conférer de *piano* cette fonction nouvelle à toutes les postulantes qui se présenteront. Les administrateurs de l'un et l'autre sexe devront être choisis pour leurs aptitudes, leur moralité, leur zèle, et le recrutement reste soumis

aux garanties d'usage, à toutes les formalités requises. Toutes les fois que, dans une localité déterminée, une femme de bien et d'initiative voudra bien assumer ce mandat malaisé, elle sera la bienvenue; mais, justement parce que l'opinion accueillera cette innovation avec une certaine méfiance, il y faudra mettre une discrétion extrême et ne procéder qu'à bon escient, pour que l'expérience se prononce dans les conditions les plus favorables et pour qu'elle fasse définitivement justice de préjugés surannés, mais vivaces.

Ce second vœu du Conseil supérieur de l'Assistance publique sera suivi d'effet, tôt ou tard; il ne peut pas manquer de l'être pour le plus grand bien des pauvres et des malheureux.

* * *

Le célèbre jugement du tribunal de Château-Thierry a eu non seulement en France, mais dans toute l'Europe, un retentissement mérité; il n'a pas été une manifestation banale d'indulgence et de pitié; il a posé devant l'opinion, devant les pouvoirs publics, avec une fermeté courageuse, le problème du devoir social d'assistance. Les considérants du jugement s'appuient sur ce que la prévenue, coupable d'avoir dérobé un pain pour nourrir son enfant, a à sa charge un enfant de deux ans, pour lequel personne ne lui vient en aide, que de plus, elle se trouve « sans travail, malgré ses recherches pour s'en procurer, qu'elle est bien notée dans sa commune et passe pour laborieuse et bonne mère ».

Au point de vue juridique, nous avouons sans détour notre incompetence; des juristes exercés ont invoqué à l'appui de cette décision de justice l'article 64 du Code pénal, ainsi conçu : « Il n'y a ni crime ni délit, lorsque le prévenu était en état de démence au temps de l'action ou lorsqu'il a été contraint par une force à laquelle il n'a pu résister. » Dans sa belle lettre au journal *le Temps* sur le droit de l'indigent, M. Maxime Leroy, avocat à la cour d'appel de Nancy, considère comme parfaitement légitime psychologiquement et juridiquement, « de considérer la faim, besoin physiologique irrésistible, comme un moyen de contrainte sur la volonté. »

Est-ce que, humainement, il est possible d'admettre comme un fait normal, régulier, légitime, qu'une créature humaine meure de faim, et n'y a-t-il pas un devoir absolu de solidarité qui nous ordonne d'accorder les secours d'urgence, le morceau de pain libérateur, aux personnes en détresse? Cette forme d'assistance, pratiquée à Paris par le *Pain pour tous*, par la *Bouchée de pain*, par les soupes populaires, est, à proprement parler, du sauvetage.

Peu important les moyens d'intervention sociale ou privée : l'essentiel est d'agir, de venir au secours de ceux qui meurent de faim, dont la vie ou la moralité est en danger par excès de misère.

Au point de vue plus restreint de la mère délaissée de Château-Thierry, une question plus précise se pose : celle des secours publics de maternité. Ces secours existent en réalité, surtout pour les filles-mères; tous les départements ont un crédit du service des enfants assistés destiné aux secours temporaires pour prévenir les abandons. Ces secours sont-ils suffisants pour leur quotité, pour leur durée? Qui l'oserait soutenir? Au contraire,

toutes les enquêtes administratives établissent que, malgré les progrès réalisés, les crédits sont notablement inférieurs à ce qu'ils devraient être, facultatifs au lieu d'être obligatoires.

Nous rentrons ici dans le grave problème de l'assistance maternelle, non seulement aux filles-mères, mais aux mères légitimes nécessiteuses. Le gouvernement a déposé sur le bureau du Conseil supérieur de l'Assistance publique un projet concernant les *enfants secourus*; il a eu raison de provoquer les résolutions indispensables, car le *statu quo* n'est pas digne d'un pays civilisé.

Le jugement de Château-Thierry a rappelé à tous ceux qui ont une parcelle d'autorité le caractère impérieux du devoir d'assistance: les avertissements éclatent de toutes parts. C'est ainsi qu'à l'assemblée annuelle de l'Hospitalité de nuit, M. Costa de Beauregard adressait aux riches et aux heureux qui l'entouraient cet appel émouvant :

« Venez donc à ceux qui souffrent. Venez pour eux, venez pour vous-mêmes. A l'heure de justice aiguë qui sonne, justifiez vos derniers privilèges. La politique, l'école, la presse ont transformé la vieille clientèle de la charité. Il faut qu'elle aussi se transforme. Il faut qu'à ses œuvres elle envoie des ouvriers qui descendent vaillamment sur tous les chantiers de la misère. »

La charité transformée, élargie, n'est autre que la solidarité, et, de quelque nom qu'on la dénomme, elle est pour tous le devoir social d'assistance.

* * *

Le fameux proverbe « connais-toi toi-même » n'est pas moins vrai pour les collectivités que pour les individus et la sagesse des nations aurait tout profit à s'approprier l'aphorisme grec. Autant la statistique brutale, avec ses chiffres moyens, risque d'être décevante, autant la démographie comparée, analytique, offre des points d'appui solides.

Nous n'en sommes encore, au point de vue des enquêtes sur la population, les naissances et les décès, qu'à l'enfance de l'art, et les belles études de M. Arsène Dumont l'ont depuis longtemps établi. M. le Dr G. Drouineau, notre savant collaborateur, s'est attaché à le démontrer dans une intéressante communication à la Société de médecine publique (1); il compare, pour deux années, 1889 et 1896, les départements d'après leur excédent ou leur déficit de natalité et il constate que la répartition reste la même. Ainsi, par exemple, les quatre groupes normand, champenois, provençal, toulousain, et un département du centre, celui du Puy-de-Dôme, restent, à sept ans de distance, en état d'infériorité et de décroissance; mais il y a cinquante ans, d'après les statistiques de Bertillon père, tous les départements en voie de dépeuplement (tout au moins par l'excédent des décès sur les naissances et réserve faite des gains provenant de l'immigration étrangère) ne se trouvaient pas dans cette situation défavorable; il y a donc recul manifeste. Quelle est la cause profonde de cette décadence de nata-

(1) *Revue d'hygiène et de police sanitaire*, 20 mars 1898, n° 3, p. 212 et suivantes.

lité ? Voilà ce qu'il convient de rechercher avec un soin jaloux, département par département, commune par commune, et les conclusions de M. Drouineau tendent à généraliser la méthode inaugurée par M. Arsène Dumont dans ses monographies rurales.

Il en est de même pour les chiffres moyens de mortalité. M. Drouineau fait justement observer que ces renseignements sont généraux et approximatifs et que, pour porter un jugement définitif, la mortalité par âge est indispensable. En effet, si telle agglomération a plus de vieillards ou plus d'enfants que sa voisine, les conditions de milieu sont différentes et les données statistiques ne sont pas exactement comparables.

M. le Dr Drouineau, reprenant et étendant l'idée ancienne du casier démographique départemental, formulée par M. Bertillon père, propose de constituer ce casier démographique en partant de la commune par unité et en continuant par arrondissement et par département. Un même système de fiches serait employé sur toute la surface du territoire. « Une copie de cette fiche communale serait adressée au chef-lieu du département et leur ensemble constituerait le véritable casier démographique départemental que j'ai en vue. Ce casier départemental serait mis entre les mains du Conseil d'hygiène, qui aurait mission d'en faire chaque année, aussitôt constitué et complet, l'examen et le dépouillement attentif. On pourrait dès lors produire chaque année à l'Office du travail, avec les résultats généraux des mouvements démographiques, des aperçus particuliers d'un très grand intérêt puisés dans les rapports que les conseils d'hygiène pourraient transmettre aussitôt leur examen terminé. »

Peut-être cet examen ainsi limité au point de vue sanitaire aurait-il un caractère trop étroit; ce serait déjà sans doute un résultat important de connaître, localité par localité, les points faibles au point de vue de l'intensité des maladies évitables, de la mortalité générale, de la mortalité des enfants du premier âge; il faudrait y joindre, suivant l'exemple donné par M. Dumont et par d'autres démographes attentifs, une étude minutieuse des conditions de travail, de salaires, de logement, de nuptialité, de propriété, bref une étude en quelque sorte monographique de toutes les communes françaises; l'hygiéniste, le législateur et le moraliste y puiseraient sans nul doute de puissants et décisifs enseignements.

PAUL STRAUSS.

Le Directeur-Gérant : PAUL STRAUSS.

TABLE

PREMIÈRE ANNÉE. — TOME II

DU 10 NOVEMBRE 1897 AU 10 AVRIL 1898

Livraison du 10 Novembre 1897.

	Pages.
Dictionnaire de l'Assistance, par le Dr G. DROUINEAU.	5
Lettre à Monsieur Paul Strauss, Directeur de la <i>Revue Philanthropique</i> , par M ^{me} BÉQUET DE VIENNE.	11
Le Rétablissement des Tours, par Léon MILHAUD.	16
Dispensaires gratuits pour les enfants malades, par le Dr J. DUBRISAY .	26
L'Assistance judiciaire : son organisation ; son fonctionnement ; les réformes à apporter à la loi du 22 juillet 1851, par M ^e B. MONTEUX.	36
Plaidoyer en faveur des enfants étourdis et paresseux, par M ^{me} Jeanne LEROY.	54
Cuisines populaires et restaurants coopératifs, par M. L. D'ABARTIAGUE.	58
La Pouponnière de Porchefontaine et la question des crèches internes, par le Dr X.	75
Les origines de l'institution des caisses d'épargne, par M. A. DE MALARCE.	89
Classification des dépenses de l'assistance publique de Paris, par ***. . .	99
Variétés : Inauguration de l'Asile temporaire pour les enfants dont les mères sont à l'hôpital. — L'Œuvre budgétaire de la troisième République en matière d'assistance. — L'École des sages-femmes de la Maternité. — Instruction sur la consommation du Lait.	104
Chronique étrangère : Allemagne : Une société d'assurances contre le chô- mage. — Amérique du Sud, République Argentine : Dix années de sta- tistique à Buenos-Ayres ; Le patronage de l'enfance à Buenos-Ayres. — Angleterre : Hôpital des enfants trouvés (Foundling Hospital). — Espagne : Les Monts-de-Piété ; Hygiène populaire.	132
Informations.	143
Échos.	148
REVUES ET PUBLICATIONS FRANÇAISES.	151
BULLETIN, par M. PAUL STRAUSS.	157

Livraison du 10 Décembre 1897.

	Pages.
L'ASSISTANCE PUBLIQUE DE PARIS, par M. PAUL STRAUSS	161
CRUELLES ÉNIGMES, par M ^{me} SÉVERINE.	171
LES CRÈCHES, par M. ALFRED BREUILLÉ	176
L'ASSISTANCE ET L'ÉDUCATION DES JEUNES SERVANTES A PARIS ET A LONDRES, par M ^{me} JEANNE E. SCHMAHL	187
COMITÉ DE DÉFENSE DES ENFANTS TRADUITS EN JUSTICE : DU VAGABONDAGE, DE LA MENDICITÉ ET DE LA PROSTITUTION DES ENFANTS DE MOINS DE 16 ANS, par M. LOYS BRUEYRE	196
LES SOURDS-MUETS ET L'ASSISTANCE. HISTORIQUE DE L'ENSEIGNEMENT DES SOURDS- MUETS PAR LA PAROLE, par M. MARIUS DUPONT	214
LA PROTECTION DE L'ENFANCE AU CONGRÈS DE ROUEN, par M. A. CAMBILLARD.	224
LE SANATORIUM D'ANGICOURT ET LA CURABILITÉ DE LA TUBERCULOSE PULMONAIRE, par le D ^r A.-F. PLICQUE.	242
ENFANTS OUVRIERS, par M. F. MARTIN-GINOUVIER	252
ASSISTANCE PAR LE TRAVAIL, par M. JEAN VOIRIEN	256
VARIÉTÉS : L'Organisation hospitalière lyonnaise. — L'Oeuvre du « Vestiaire » de la Ligue fraternelle de Montmartre. — Un nouveau Patronage. — Dotation de la Jeunesse de France. — A propos de la puériculture à bon marché. Communication du docteur Napias. — Les Prix de vertu. Dis- cours de M. Jules Claretie	263
CHRONIQUE ÉTRANGÈRE : Allemagne : La lutte contre la tuberculose ; Le tra- vail des enfants ; Les Sanatoria pour les tuberculeux ; L'effet des assu- rances en cas de maladie et des caisses de prévoyance pour la vieillesse sur le paupérisme. — Angleterre : Hôpital de Poplar pour les accidents. — Autriche : Le déficit des fonds d'assurance contre les accidents. — Belgique : Le repos du dimanche. — Russie : Les ambulances urbaines.	281
INFORMATIONS	288
ÉCHOS	303
REVUES ET PUBLICATIONS FRANÇAISES.	307
BIBLIOGRAPHIE	313
BULLETIN, par M. PAUL STRAUSS.	315

Livraison du 10 Janvier 1898.

LA PSYCHOLOGIE DES ACCIDENTS, par M. HECTOR DEPASSE.	321
MÉDECINE PUBLIQUE : DE QUELQUES RÉFORMES À OPÉRER, par ***	328
LA PROTECTION DE L'ENFANCE EN BELGIQUE, par M. ALBERT MONTHEUIL	334
LES ASILES DE JOHN BOST, par le D ^r DROUINEAU	342
L'ASSISTANCE PAR LE TRAVAIL AGRICOLE, par M. GUILLAUME BEER.	349
SIMPLICE : CONTE DE NOËL, par M. JACQUES FRÉHEL.	375
LA SOLIDARITÉ : SOCIÉTÉ EN FAVEUR DE L'ENFANCE MALHEUREUSE A LAUSANNE (Suisse), par M ^{me} GEORGES RENARD.	382
L'ASSISTANCE IDÉALE, par M. ALCANTER DE BRAHM.	394
LES COLONIES DE VACANCES, par M ^{me} ADÈLE SCHEIBER.	406
LA MIE DE PAIN, par M. J. BERGERON	410
L'INSTITUTION ÉDUCATRICE DES CAISSES D'ÉPARGNE SCOLAIRES, par M. A. DE MA- LARGE	422
VARIÉTÉS : L'Assistance médicale gratuite dans le département de l'Eure : Rapport de M. Savouré-Bouville. — Le deuxième Dîner des Mutualistes : Discours de M. Audiffred. — Traitement de la tuberculose à domicile :	

TABLE DES MATIÈRES.

959

Pages.

Rapport de M. le docteur Thoinot. — La situation des infirmiers et infirmières des hôpitaux de Paris : Un discours de M. H. Déroutin	435
CHRONIQUE ÉTRANGÈRE : Allemagne : Un nouvel hôpital à Berlin; Les accidents de fabrique. — Angleterre : Maisons de convalescence. — Belgique : Les habitations à bon marché. — États-Unis de l'Amérique du Nord : La condition des nègres dans les villes. — Hollande. Russie : Les asiles pour les alcooliques. — Suisse : Un nouveau sanatorium.	450
INFORMATIONS.	456
ÉCHOS	467
REVUES ET PUBLICATIONS FRANÇAISES	471
BULLETIN, par M. PAUL STRAUSS.	475

Livraison du 10 Février 1898.

L'ASSISTANCE PUBLIQUE : LE PROJET DE LOI SUR L'ASSISTANCE AUX VIEILLARDS ET AUX INCURABLES, par M. HENRI MONOD.	481
L'ORTHOPÉDIE ENFANTINE, par M. EDMOND LEPELLETIER.	497
LE CLASSEMENT DES ALIÉNÉS DANS LES ASILES, par M. ÉDOUARD TOULOUSE.	512
LES TRAVAUX DU COMITÉ DE DÉFENSE DES ENFANTS TRADUITS EN JUSTICE PENDANT L'ANNÉE 1897, par M. ADOLPHE GUILLOT.	521
HISTOIRE D'UN AVEUGLE, par M. HENRI NAPIAS.	546
ASSISTANCE AUX MÈRES, par M ^{me} BÉQUET DE VIENNE.	560
LES COMMISSIONS COMMUNALES D'ASSISTANCE, par M. PAUL STRAUSS.	565
ASSISTANCE PAR LE TRAVAIL, par ***.	572
VARIÉTÉS : Visite du ministre de l'Intérieur à l'atelier de l'Union d'assistance du XVI ^e arrondissement. — Le logement insalubre. — Société des visiteurs des pauvres : Discours de M. Jules Lemaître. — Mouvement de la population de la France en 1896.	592
CHRONIQUE ÉTRANGÈRE : Angleterre : L'Assistance publique à Londres en 1897. Espagne : La Contagion tuberculeuse à l'école.	607
INFORMATIONS.	616
ÉCHOS.	629
BIBLIOGRAPHIE.	635
BULLETIN, par M. PAUL STRAUSS.	637

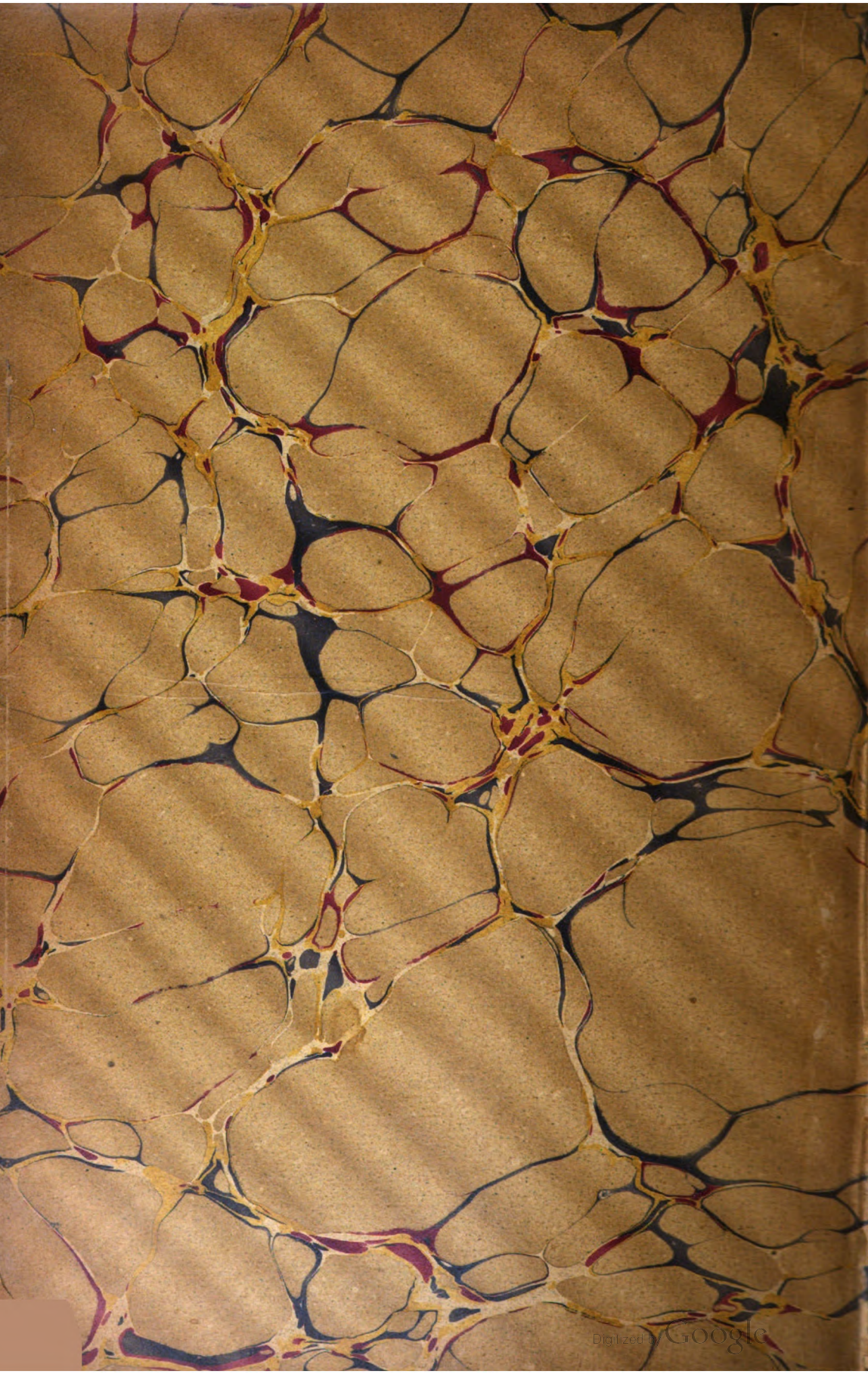
Livraison du 10 Mars 1898.

L'ASSISTANCE INTERSCOLAIRE DANS UNE ÉCOLE NORMALE, par M. ÉDOUARD PETIT.	644
LE PARADOXE DE LOISEAU PINSON, par le D ^r H. THULIÉ.	647
LES DÉRACINÉS ET LEUR RAPATRIEMENT, par le D ^r A.-F. PLICQUE.	663
L'ASSISTANCE EN ESPAGNE, par le D ^r C. DELVAILLE.	669
GRAND'DENTS ET C ^{ie} , par M ^{me} JEANNE LEROY.	699
DE L'ENTENTE À ÉTABLIR ENTRE LES BUREAUX DE BIENFAISANCE ET LES ŒUVRES D'ASSISTANCE PAR LE TRAVAIL, par le D ^r P. BOULOUMIE.	706
UNE CLAUSE LITIGIEUSE, par M. H. DEROUIN.	714
LES THÉORIES MALTHUSIENNES ET LE MARIAGE DES INDIGENTS, par M. ALFRED LAMBERT.	717
VARIÉTÉS : L'Hospice de Brévannes. — Le Mont-de-Piété de Paris, par M. Louis Lucipia. — Assistance par le travail, rapport de M. Faillet sur la colonie de la Chalmelle. — Rapport de M. Nocard sur l'hygiène des étables et l'état sanitaire des vaches.	723
CHRONIQUE ÉTRANGÈRE : Allemagne : L'Assurance obligatoire contre les accidents en 1896; L'Assurance obligatoire contre l'invalidité et la vieillesse	

en 1896. — Allemagne et Bulgarie : La Reconstitution des maîtrises. — Espagne : La manière de vivre cent ans ; Exhumations de cadavres (mesures sanitaires) ; L'Enseignement primaire dans l'armée. — États-Unis d'Amérique : Le Syndicat du lait à New-York. — Italie : Premier congrès de Bienfaisance pour les sourds-muets à Milan. — République Argentine : Œuvre du patronage de l'Enfance. — Russie : Le repos du dimanche dans les magasins à Pétersbourg. — Suède : Les Habitations ouvrières. . . .	743
INFORMATIONS	759
ÉCHOS	779
REVUES ET PUBLICATIONS FRANÇAISES.	783
REVUES ET PUBLICATIONS ÉTRANGÈRES	790
BIBLIOGRAPHIE.	793
BULLETIN, par M. PAUL STRAUSS	795

Livraison du 10 Avril 1898.

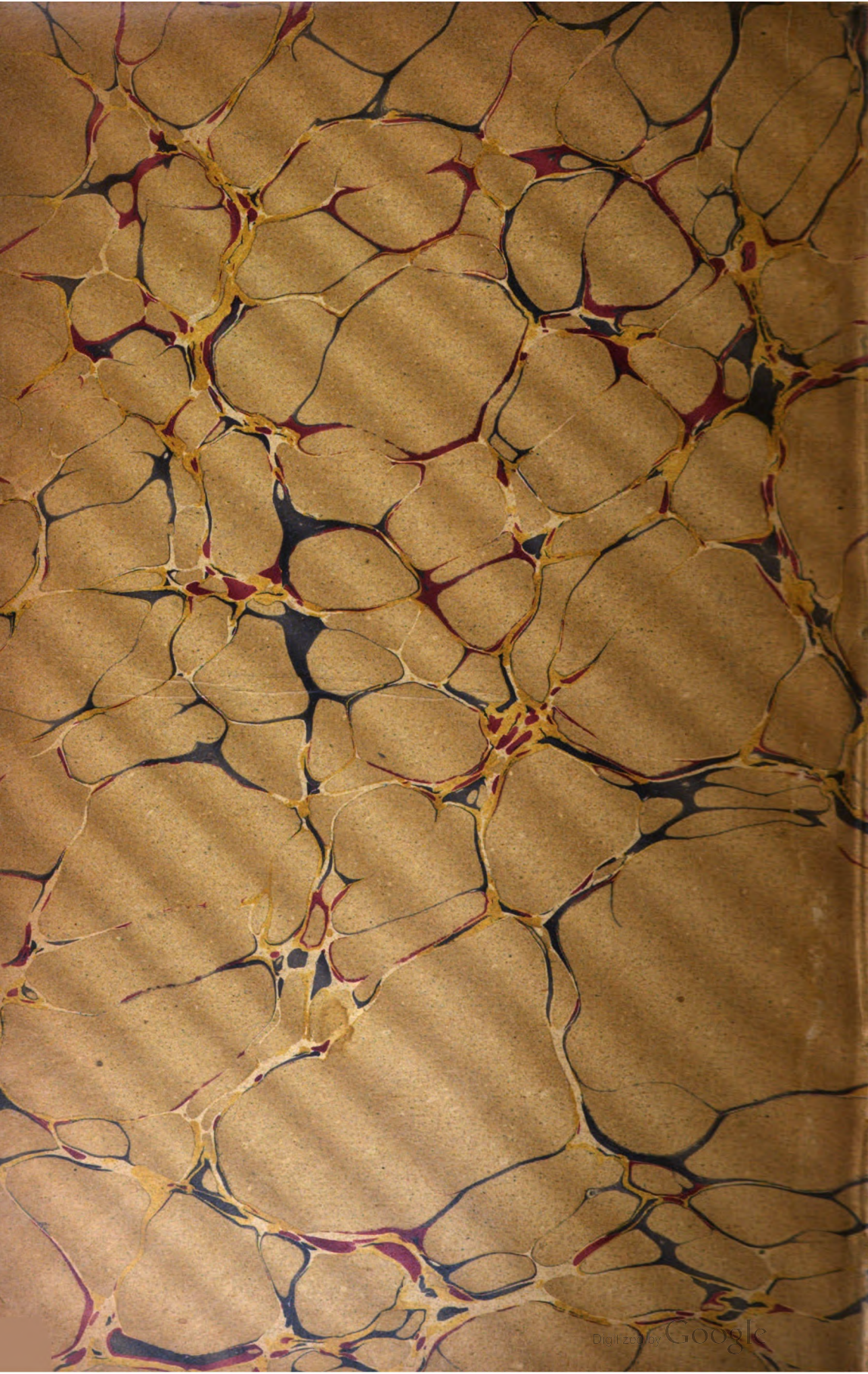
LA PROTECTION DES PETITS MARTYRS, par M. PAUL STRAUSS.	801
LETTRES A UN MILLIONNAIRE, par M. LOUIS GALLET	811
L'ASSISTANCE COMMUNALE, par M. H. GHESQUIÈRE	818
COMITÉ DE DÉFENSE DES ENFANTS TRADUITS EN JUSTICE : CORRECTION PATERNELLE ; APPLICATION DE LA LOI DU 24 JUILLET 1889 ; ORGANISATION PRATIQUE DES TUELLES, par M. LOYS BRUEYRE	822
L'ÉDUCATION MÉNAGÈRE, par M. DICK MAY.	838
L'ASSOCIATION DE VALENTIN HAÛY POUR LE BIEN DES AVEUGLES, FONDÉE EN 1889, RECONNUE D'UTILITÉ PUBLIQUE EN 1891, par M. MAURICE DE LA SIZERANNE	847
UNE PETITE FAMILLE A MÉNILMONTANT : L'ABRI DE LA FILLETTE, par M. M. G.	863
CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ASSISTANCE PUBLIQUE	868
VARIÉTÉS : Société Française des habitations à bon marché, assemblée du 6 mars 1898. — Création de service pour le traitement des maladies spéciales dans les hôpitaux. — Les Monts-de-Piété en Corse au XVIII ^e siècle. — La Société des Crèches, par M. Eugène Marbeau	873
CHRONIQUE ÉTRANGÈRE : Allemagne : Les Caisses d'épargne en Saxe. — Belgique : L'Épargne scolaire ; Les sociétés scolaires de tempérance. — Danemark : Loi du 15 janvier 1898 sur l'assurance contre les accidents. — Espagne : Mesures préventives contre la variole ; Congrès international d'hygiène et de démographie (1898). — États-Unis de l'Amérique du Nord. — Uruguay : L'Enseignement des aveugles à Paris ; Les Salles d'asile de Ferrare	910
INFORMATIONS	917
ÉCHOS	937
REVUES ET PUBLICATIONS FRANÇAISES.	942
REVUES ET PUBLICATIONS ÉTRANGÈRES	
BIBLIOGRAPHIE.	944
BULLETIN, par M. PAUL STRAUSS.	952
TABLE DES MATIÈRES.	957



UNIVERSITY OF MICHIGAN



3 9015 07380 8290



UNIVERSITY OF MICHIGAN



3 9015 07380 8290

